



**LOI N° 2020-972 DU 23 DECEMBRE 2020 PORTANT
BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2021**

**ANNEXE 4 : DOCUMENTS DE PROGRAMMATION
PLURIANNUELLE DES DEPENSES PROJETS
ANNUELS DE PERFORMANCE
(DPPD-PAP) 2021 – 2023**

**LOI N° 2020-972 DU 23 DECEMBRE 2020
PORTANT BUDGET DE L'ETAT
POUR L'ANNEE 2021**

**ANNEXE 4 : DOCUMENT DE DE
PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES
DEPENSES PROJETS ANNUELS DE
PERFORMANCE
(DPPD-PAP) 2021 – 2023**

PREMIERE PARTIE :

PROGRAMMES DES MINISTRES

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : PROGRAMMES DES MINISTERES	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	7
RECAPITULATIF DES PROGRAMMES	23
SECTION 321 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	33
SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	57
SECTION 323 : MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	87
SECTION 324 : MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	167
SECTION 325 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	193
SECTION 326 : MINISTERE DE LA DEFENSE	211
SECTION 327 : MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	235
SECTION 328 : MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	285
SECTION 329 : MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	305
SECTION 330 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER	327
SECTION 331 : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	345
SECTION 333 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	411
SECTION 335 : MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	433
SECTION 336 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	491
SECTION 337 : MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	507
SECTION 338 : MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES	521
SECTION 339 : MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR	539
SECTION 340 : MINISTERE DES TRANSPORTS	553
SECTION 341 : MINISTERE CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES	569
SECTION 342 : MINISTERE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE L'INNOVATION DU SERVICE PUBLIC	581
SECTION 343 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	593
SECTION 344 : MINISTERE DES SPORTS	609
SECTION 345 : MINISTERE DES EAUX ET FORETS	625
SECTION 346 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	653
SECTION 347 : MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	673

SECTION 348 : MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	693
SECTION 350 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS.....	705
SECTION 351 : MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	721
SECTION 352 : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT	743
SECTION 354 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA RIZICULTURE	767
SECTION 356 : MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE	777
SECTION 357 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES.....	791
SECTION 358 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME.....	809
SECTION 360 : MINISTERE DE L'ARTISANAT	833
SECTION 361 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE	847
SECTION 362 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE	857
SECTION 365 : MINISTERE DE LA PROMOTION DES PME	883
SECTION 366 : MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE	895
SECTION 369 : MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	911
SECTION 377: MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE	925
SECTION 378 : MINISTERE DE LA VILLE	937
SECTION 534 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	949
SECTION 542 : SECRETARIAT D'ETAT AU RENFORCEMENT DES CAPACITES	967
SECTION 552 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT, CHARGE DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES	977
SECTION 559 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME, CHARGE DU LOGEMENT SOCIAL	987
SECTION 572 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME, CHARGE DES DROITS DE L'HOMME.....	997
SECTION 579 : SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DU SERVICE CIVIQUE	1007

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABR	Appui Budgétaire Régional	API	Autorisations Préalables d'Importation
ACBF	African Capacity Building Fondation	APIF	Agence de Promotion de l'Inclusion Financière
ACCC	Agence Comptable des Créances Contentieuses	APROMAC	Association des Professionnels du Caoutchouc Naturel de Côte d'Ivoire
ACCD	Agence Comptable Centrale des Dépôts	APS	Accord de Partenariat Stratégique
ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor	APV	Accord de Partenariat Volontaire
AD	Antennes Départementales	ARRE	Autorité de Régulation du système d'Entreposage
ADCI	Agence pour le Développement des Industries de Côte d'Ivoire	ARTCI	Autorité de Régulation des Télécommunication de Côte d'Ivoire
ADCVI	Association pour le Développement des Cultures Vivrières Intensives	ASECNA	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar
AEJ	Agence Emploi Jeune	ASTER	Progiciel de Comptabilité Publique
AEP	Approche écosystémique des Pêches	BAC	Baccalauréat
AERIA	Aéroport International d'Abidjan	BAD	Banque Africaine de Développement
AFOR	Agence du Foncier Rural	BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
AFREXIMBANK	Banque Africaine d'Export-Import	BCCA	Bureau de Contrôle et de Coordination Administrative
AFRITAC de l'Ouest	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest	BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
AGEDI	Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles	BCP	Bureau de Coordination des Programmes
AGEF	Agence de Gestion Foncière	BDAT	Base de Données de l'Aménagement du Territoire
AGEFOP	Agence de Formation Professionnelle	BDR	Base de Données Routières
AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes	BEA	Bureau d'Enquête et d'Analyse pour la sécurité de l'Aviation Civile
AGOA	AfricanGrowth and Opportunity Act (loi sur le développement et les opportunités africaines)	BEPC	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
AIGF	Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences	BID	Banque Islamique de Développement
AIP	Agence Ivoirienne de Presse	BIPIA	Bureau Ivoirien pour la Promotion de l'Intégration Africaine
AIPH	Association interprofessionnels du Palmier à Huile	BIT	Bureau International du Travail
Air CI	Air Côte d'Ivoire	BM	Banque Mondiale
AIRMS	Agence Ivoirienne de Régulation de la Mutualité Sociale	BMI	Bureau Maritime International
AISA	Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques	BNCI	Bibliothèque Nationale
AJT	Agence Judiciaire du Trésor	BNEDT	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
AM	Arrondissements Maritimes	BNPVS	Bureau National de la Prospective et de la Veille Stratégique
AMN	Atelier de la Marine Nationale	BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement
ANAC	Autorité Nationale de l'Aviation Civile	BRAA	Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural	BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
ANAGED	Agence Nationale de Gestion des Déchets	BSG	Budgétisation Sensible au Genre
ANARE	Autorité Nationale de Régulation du secteur de l'Electricité de Côte d'Ivoire	BTE	Bureau du Tourisme à l'Etranger
ANDE	Agence Nationale de l'Environnement	BTS	Brevet de Technicien Supérieur
ANSUT	Agence Nationale des Services Universels des Télécommunications	BURIDA	Bureau Ivoirien des Droits d'Auteurs
APBEF- CI	Association des Professionnels des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire	C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
APD	Aide Publique au Développement	CACAB	Centre d'Action Culturelle d'Abobo
APE	Accord de Partenariat Economique	CACE	Comité d'Analyse de la Conjoncture Economique
APEX-CI	Association pour la Promotion des Exportations de Côte d'Ivoire	CACE	Centre d'Action Communautaire pour l'Enfance

CADP	Cellule de Revue des Dépenses Publiques	CENATELPAC	Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle
CAEA	Centre d'Assistance Educative d'Abidjan	CEN-SAD	Communauté des Etats Sahélo-sahariens
CAFOP	Centre d'Animation et de Formation Pédagogique	CENTIF	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CAHG	Cellule d'Action Humanitaire et du Genre	CEPE	Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires
CAIDP	Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public	CEPEAV	Cellule d'Exécution du Programme des Enfants et des Adolescents Vulnérables
CAN	Coupe d'Afrique des Nations	CEPICI	Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire
CAPEC	Cellule d'analyse De Politique Economique Cires	CES	Centres d'Education Spécialisés
CAPPAJ	Centre d'Apprentissage, de Perfectionnement et de Production Aquacole de Jacqueline	CET	Centre d'Enfouissement Technique
CARF	Centre d'Appareillage et de Rééducation Fonctionnelle	CF en région	Contrôle Financier en région
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme (appelé aussi CDMT global)	CGAF	Compte Général de l'Administration des Finances
CCA	Conseil du Coton et de l'Anacarde	CGAFD	Contrôle Général de l'Administration des Finances de la Défense
CCC	Conseil Café Cacao	CGNFFD	Comité de Gestion Novatrice, du Fonds Femmes et Développement
CCCCI-UE	Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire de l'Union Européenne	CGRAE	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat
CCDS	Cellule de Coordination et de Développement de la Statistique	CHU	Centres Hospitaliers Universitaires
CCI	Centres Culturels Intégrés	CIAPOL	Centre Ivoirien de Lutte contre la Pollution (CIAPOL)
CCI-CI	Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire	CIC	Comité de la Côte d'Ivoire en Chiffres
CCJA	Cour Commune de Justice et d'Arbitrage	CIDFOR	Centre Ivoirien pour le Développement de la Formation Professionnelle
CCJAB	Centre culturel JACQUES AKA Bouaké	CIE	Côte d'Ivoire Engineering
CCLVC	Commission de la Concurrence et de la Lutte contre la Vie Chère	CIEA	Secrétariat de la Conférence Internationale pour l'Emergence de l'Afrique
CCM	Communication en Conseil des Ministres	CI-ENERGIES	Côte d'Ivoire Energies
CCPR	Code de Conduite pour une Pêche Responsable	CIJP	Commission Paritaire d'Attribution de la Carte d'Identité de Journaliste Professionnel et de Professionnel de la Communication
CCSC	Comité Consultatif Scientifique de la Culture	CILAD	Comité Interministériel de la Lutte Anti-drogue
CCS-CMU	Cellule de Coordination et de Suivi de la Couverture Maladie Universelle	CIMA	Conférences Interafricaines des Marchés d'Assurances
CCT	Commission Consultative du Travail	CIN	Comité Ivoirien de Normalisation
CD	Conseil de Discipline	CIO	Centre d'Information et d'Orientation
CDC-CI	Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire	CIRES	Centre Ivoirien de Recherche Economique et Social
CDMA	Code Division Multiple Access	CIT	Côte d'Ivoire Tourisme
CDMH	Compte de Mobilisation pour l'Habitat en Côte d'Ivoire	CITAD	Cité Administrative
CDMT	Cadre des Dépenses à Moyen Terme	CITRANS	Compagnie Ivoirienne de Transports lagunaires
CDP	Contrats de Performance avec l'Etat	CLAC	Centres de Lectures Publiques et d'Animations Culturelles
CDPH	Centre de Documentation de la Promotion des Personnes Handicapées	CLc le VIH SIDA	Cellule de lutte contre le VIH-SIDA
CDT	Centre de Démonstration et de promotion de Technologie	CM	Cabinet du Ministre
CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique	CMAOC	Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
CED-CI	Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire	CMEF	Comité Monétaire, Economique et Financier
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	CMU	Couverture Maladie Universelle
CEF	Cantonement des Eaux et Forêts	CNAC	Centre National des Arts et de la Culture
CEFPPH	Centre d'Éducation, de Formation, de Promotion des Personnes Handicapées	CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CELIOPE	Cellule d'Information des Opérateurs Economiques	CNAS	Comité National d'Action Sociale
CEMV	Centre d'entomologie Médicale et Vétérinaire		

CNC-CGPE	Cellule Nationale de Coordination des Comités Villageois de Gestion de Pompes à Motricité Humaine	CPEAO	Conférence des Postes des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNDD	Commission Nationale du Développement Durable	CPF	Comité de Placement Familial
CNDH-CI	Commission Nationale des Droits de l'Homme de Cote d'Ivoire	CPI	Cour Pénale Internationale
CNDJ	Centre National de Documentation Juridique	CPIA	Comité Country Policy and Institutional Assessment
CNDP	Comité National de la Dette Publique	CPIF	Cellule de Promotion d'Inclusion Financière
CNDS	Conseil National du Dialogue Social	CPLS	Centre de Promotion des Logements Sociaux
CNE	Conseil National des Exportations	CPM	Cellule de Passation des Marchés Publics
CNF	Centre National Floristique	CPM	Cellule de Passation des Marchés
CNF	Conseil National de la Femme	CPM	Centre de Pêche de Missirah
CNF	Commission Nationale de la Francophonie	CPM-MEER	Cellule de Passation des Marchés Publics du Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier
CNFFE	Commission Nationale de la Famille, de la Femme et de l'Enfant	CPMP/MEF	Cellule de Passation des Marchés Publics / Ministère de l'Economie et des Finances
CN-ITIE	Conseil National pour la Transparence des Industries Extractives	CPNTIC	Centre de Production des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
CNJCI	Conseil National de la Jeunesse de Côte d'Ivoire	CPP	Coordination des Programmes et Projets
CNLC	Comité National de Lutte contre la Contrefaçon	CPPE	Centre de Protection de la Petite Enfance
CNLCPALPC	Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération des Armes Légères et de Petits Calibres	CRAMA	Conservatoire Régional des Arts et des Métiers d'Abengourou
CNLCVC	Conseil National de Lutte Contre la Vie Chère	CRD	Centre de Rééducation de Dabou
CNLTEE	Conseil National de la Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants	CRE	Centre de Recherches Ecologiques
CNLVC	Conseil National de la Lutte contre la Vie Chère	CRSAC	Centre Régional d'Evaluation en Santé et d'Accréditation
CNLVFFE	Comité National de Lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux Enfants	CRFLD	Centre Régional de Formation à la Lutte contre la Drogue
CNLVSC	Comité National de Lutte contre les Violences Sexuelles liées aux Crises	CRIEM	Centre Régional d'Infrastructures d'Equipeement et de Maintenance
CNM	Commission Nationale pour la Microfinance	CRO	Centre de Recherches Océanologique
CNM-CI	Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire	CROSEV	Cellule de Réflexion sur les Orphelins du SIDA et les Enfants Vulnérables
CNMS	Centre National de Matériel Scientifique	CROU	Centre Régional des Œuvres Universitaires
CNO	Centre Nord-Ouest	CRSGFP	Comité Revue Système de Gestion des Finances Publiques
CNP	Conseil National de la Presse	CS	Centre Social
CNP-PPP	Comité National de Pilotage des Partenariats Publics Privés	CSE	Complexes Sociaux Educatifs
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique	CSFRIF	Cellule de Suivi du Financement et des Relations avec les Institutions Financières
CNSS	Commission Nationale de la Sécurité Sociale	CSP	Conseil Supérieur de la Publicité
CNT	Conseil National du Tourisme	CSPPB	Cellule de Suivi du Portefeuille des Projets de la Banque Mondiale
code ISPS	International Ship and Port Facility Security (code)	CSRS	Centre Suisse de Recherche Scientifique
CODINORM	Côte d'Ivoire Normalisation	CTAA	Centre Technique des Arts Appliqués
COGES	Comité de Gestion des Etablissements Secondaires	CTSPEF	Cellule Technique de Suivi du Programme Economique et Financier
COM	Centre d'Observation des Mineurs	DA	Direction Afrique
COMDEF	Comité de suivi et de gestion des Données Economiques, Financières et sociales	DA	Direction des Assurances
COMOREX	Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures	DAAF	Direction des Affaires Administratives et Financières
CONFENEM	Conférence des Ministres des Pays ayant le Français en partage	DAARA	Direction d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides
COSTEIF	Comité de Suivi des Titres d'Etat et des Instruments Financiers	DAC	Direction Amérique et Caraïbes
COTIVO	Société Cotonnière Ivoirienne	DACAA	Direction de l'Accueil, du Cérémonial, des accréditations et des Audiences
CPC	Centre Public de Communication	DACP	Direction des Affaires Civiles et Pénales

DAF	Direction des Affaires Financières	DC	Direction du Cinéma
DAFER	Direction des Affaires Economiques Régionales	DCA	Direction des Circonscriptions Administratives
DAFM	Direction des Affaires Financières et du Matériel	DCB	Direction du Contrôle Budgétaire
DAFP	Direction des Affaires Financières et du Patrimoine	DCCA	Direction de la Coopération et de la Coordination de l'Aide
DAG	Direction des Affaires Générales	DCCLVC	Direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Lutte contre la Vie Chère
DAIP	Direction de l'Apprentissage et de l'Insertion Professionnelle	DCD	Direction de la Coopération Décentralisée
DAJ	Direction des Affaires Juridiques	DCDA	Direction de la Communication, de la Documentation et des Archives - Min. Tourisme
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux	DCECA	Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération	DCEP	Direction de la Coordination et de l'Exécution des Projets
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et de la Communication	DCF	Direction du Contrôle Financier
DAJCCI	Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération	DCISR	Direction de la Coopération Internationale et sous Régionale
DAJCI	Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale	DCM	Direction de la Construction et de la Maintenance
DAJI	Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles	DCP	Direction de la Coopération et de la Professionnalisation
DAJUCIREP	Direction des Affaires Juridiques, de la Coopération Internationale et des Relations Publiques	DCP	Direction de la Comptabilité Publique
DAM	Direction de l'Architecture et des Matériaux	DCPA	Direction de la Communication et de la Promotion Agricole
DAN	Direction des Archives Nationales	DCPCOC	Direction de la Coopération des Programmes Cellule et Organes Consultatifs
DAOA	Denrées Animales et d'Origine Animale	DCPCOC	Direction de la Coordination des Programmes Cellules et Organismes Consultatifs
DAOSAR	Direction de l'Accueil, de l'Organisation et du Suivi des Actions de Réinsertion	DCPJ	Direction Centrale de la Police Judiciaire
DAP	Direction des Affaires Politiques	DCQ	Direction de la Communication et de la Qualité
DAP	Direction de l'Administration Pénitentiaire	DCR	Direction des Cultures de Rentes
DAP	Direction de l'Aquaculture et de la Pêche	DCRE	Direction de la Coordination et des Relations Extérieures
DAPEPN	Direction de l'Assistance aux Pupilles de l'Etat et de la Nation	DCRP	Direction de la Communication et des Relations Publiques
DAPO	Direction Asie, Pacifique et Océanie	DCRPD	Direction de Communication, des Relations Publique et de la Documentation
DAPS	Direction de l'Animation, de la Promotion et du Suivi	DCRPDA	Direction de la Communication, des Relations Publiques, Documentation et des Archives
DAQN	Direction des Accréditations, de la Qualité et des Normes	DCS	Direction des Cantines Scolaires
DARD	Direction des Approvisionnements, du Raffinage et de la Distribution	DCSE	Direction du Contrôle, du Suivi et de l'Evaluation
DAS	Direction de l'Action Sociale	DCSI	Direction du Contrôle et du suivi des Investissement
DAS	Direction de l'Administration du SIGFiP	DCSI	Direction de la Cartographie et du Système d'Information Géographique
DASI	Direction de l'Action Sociale et de l'Information	DCSP	Direction de la Coordination et du Suivi des Projets
DAT	Direction des Activités Touristiques	DCSSE	Direction de la Coordination et du Suivi des Services Extérieurs
DAUD	Direction de l'Assainissement Urbain et du Drainage	DCSSPEF	Direction de la Coordination Statistique et du Suivi du Programme Economique et Financier
DAVC	Direction de l'Assistance des Victimes de Crises	DD	Direction Départementale
DB	Direction des Bourses	DDA	Directions Départementales de l'Agriculture
DBE	Direction du Budget de l'Etat	DDA	Direction de la Documentation et des Archives
DBVIMS-CI	Système de gestion de l'Information sur les Violences basées sur le Genre en Côte d'Ivoire	DDAP	Direction de la Documentation, des Archives et de la Publication
DC	Direction des Concours	DDCFET	Direction du Domaine, de la Conservation Foncière, de l'Enregistrement et du Timbre
DC	Direction de la Copropriété	DDE	Direction de la Diplomatie Economique
DC	Direction du Cadastre	DDEF	Direction Départementale des Eaux et Forêts
DC	Direction de la Circulation	DDEN	Direction Départementale de l'Education Nationale

DDIE	Direction Départementale des Infrastructures Economiques	DERAR	Direction des Enquêtes, du Renseignement et de l'Analyse Risque
DDISC	Direction des Déchets Industriels et Substances Chimiques	DES	Direction de la Stratégie et des Etudes
DDL	Direction du Développement Local	DESDP	Direction des Etudes Stratégiques, de Développement et des Projets
DDLSE	Direction du Développement Local et des Services extérieurs	DESF	Direction des Etudes Statistiques Fiscales
DDPD	Direction de la Dette Publique et des Dons	DESUP	Direction de l'enseignement Supérieur
DDPE	Direction du Domaine Public de l'Etat	DET	Direction de l'Enseignement Technique
DDRRI	Direction du Développement et des Relations Internationales	DEVRS	Direction de l'Economie verte et de la Responsabilité Sociétale
DDT	Direction Départementale du Travail	DEXC	Direction des Examens et Concours
DDU	Direction du Domaine Urbain	DEXCO	Direction de l'orientation, des Examens et des Concours
DE	Direction Europe	DF	Directions des Finances
DEAA	Direction de l'Encadrement et de l'Appui à l'artisanat	DF	Direction de la Famille
DECA	Direction des Evaluations, Certification et Accréditation	DF	Direction de la Formation
DECAC	Direction de l'Etat Civil et des Affaires Consulaires	DF2VP	Direction de la Formation, de la Vulgarisation et de la Valorisation des Produits
DECFINEX	Direction des Etablissements de Crédit et des Finances Extérieures	DFAC	Direction de la Formation Artistique et Culturelle
DECO	Direction des Examens et Concours	DFCC	Direction de la Francophonie et de la Coopération Culturelle
DECOB	Direction des Examens, des Concours et des Bourses	DFCI	Direction de la Formation et de la Coopération Internationale
DED	Direction des Enquêtes Douanières	DFCRSP	Direction de la Formation Continue et des Relations avec le Secteur Productif
DEEE	Déchets d'Equipement Electrique et Electronique	DFD	Direction de la Formation et de la Documentation
DEEP	Direction de l'Encadrement des Etablissements Privés	DFDA	Direction de la Formation, Documentation et Archives
DEG	Direction des Enjeux Globaux	DFDC	Direction de la Formation, de la Documentation et de la Communication
DELC	Direction des Ecoles, Lycées et Collèges	DFENP	Direction de la Formation et de l'Ecole Nationale de Police
DEM	Direction de l'Equipement Militaire	DFIQ	Direction des Filières, de l'Innovation et de la Qualité
DEMAC	Direction de l'Exploitation Minière Artisanale et des Carrières	DFP	Direction des Finances et du Patrimoine
DEMO	Direction des Etudes, des Méthodes et de l'Organisation	DFPI	Direction de la Formation Professionnelle Initiale
DEMOS	Direction de la Mutualité et des Œuvres Sociales	DFPI	Direction de la Fonction Publique Internationale
DENR	Direction des Energies Nouvelles et Renouvelables	DFR	Direction du Foncier Rural
DENR	Direction de l'Environnement des Normes et de la Réglementation	DFR	Direction de la Formation et de la Recherche
DENRVT	Direction de l'Environnement, des Normes, de la Réglementation et de la Veille Technologique	DFRC	Direction de la Formation et du Renforcement des capacités
DEP	Direction de l'Evaluation des Projets	DFRC	Direction de la Faune et des Ressources Cinétiques
DEP	Département des Etudes Prospectives	DFSPS	Direction du Financement et du Suivi des Politiques Sectorielles
DEPE	Direction des Etude, de la Planification et de l'Evaluation	DG	Direction du Génie
DEPE	Direction de l'Encadrement de la Petite Enfance	DGAF	Direction Générale de l'Administration et des Finances
DEPH	Direction de l'Exploitation et de la Production des Hydrocarbures	DGAI	Direction Générale de l'Activité Industrielle
DEPH	Direction de l'Evaluation et du Patrimoine Hydraulique	DGAJCE	Direction Générale des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil
DEPR	Direction de l'Environnement et de la Prévention des Risques	DGALT	Direction Générale des Affaires Logistiques et Techniques
DEPS	Direction des Etablissements et des Professions Sanitaires	DGAMP	Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires
DEPS	Direction des Etudes, de la Planification et des Statistiques	DGAPCE	Direction de la Gestion Administrative des Personnels Civils de l'Etat
DEPSE	Direction des Etudes, de la Programmation et du Suivi-Evaluation	DGAS	Direction Générales des Affaires Stratégiques
DER	Direction de l'Electrification Rurale	DGAT	Direction Générale de l'Administration du Territoire

DGATDRL	Direction Générale de l'Aménagement du Territoire et du Développement Régional et Local	DGRE	Direction Générale des Ressources en Eau
DGBF	Direction Générale du Budget et des Finances	DGRI	Direction Générale de la Recherche et d'Innovation
DGC	Direction Générale des Cultes	DGRM	Direction Générale des Relations Multilatérales
DGCAM	Direction Générale de la Construction, de l'Architecture et de la Maintenance	DGRS	Direction Générale du Renseignement et de la Sécurité
DGCATEF	Direction de la Gestion des Carrières des Agents Techniques des Eaux et Forêts	DGS	Direction Générale de la Santé
DGCE	Direction Générale du Commerce Extérieur	DGS	Direction Générale de la Solidarité
DGCI	Direction Générale du Commerce Intérieur	DGSCA	Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide
DGD	Direction Générale des Douanes	DGSHP	Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique
DGDDL	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local	DGSLN	Direction Générale de la Salubrité et de la Lutte contre les Nuisances
DGDI	Don de Gouvernance et de Développement Institutionnel	DGT	Direction Générale du Travail
DGDRME	Direction Générale du Développement Rural et de la Maîtrise de l'Eau dans le domaine agricole	DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DGE	Direction Générale de l'Energie	DGTTC	Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation
DGE	Direction des Grandes Entreprises	DGU	Direction du Guichet Unique
DGE	Direction Générale de l'Emploi	DGUA	Direction du Guichet Unique Automobile
DGE	Direction Générale de l'Economie	DGUF	Direction Générale de l'Urbanisme et du Foncier
DGEDD	Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable	DHES	Direction de l'Hygiène, de l'Environnement et Santé
DGESIP	Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle	DHNRQ	Direction de l'Hydrologie, des Normes, de la Réglementation et de la Qualité
DGFF	Direction Générale des Forêts et de la Faune	DHR	Direction des Ressources Humaines
DGFP	Direction Générale de la Fonction Publique	DI	Direction de l'Informatique
DGFPEF	Direction Générale de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Famille	DIAD	Direction de l'Informatique, des Archives et de la Documentation
DGH	Direction Générale des Hydrocarbures	DICC	Direction des Industries Culturelles et Créatives
DGHP	Direction Générale de l'Hygiène Publique	DIDA	Direction de l'Informatique, de la Documentation et des Archives
DGI	Direction Générale des Impôts	DIE	Direction de l'Ingénierie d'Entreprise
DGIA	Direction Générale de l'Intégration Africaine	DIEC	Direction des Infrastructures et Equipements Culturels
DGIE	Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur	DIEM	Direction des Infrastructures, de l'Equipement et de la Maintenance
DGIHH	Direction Générale des Infrastructures de l'Hydraulique Humaine	DIFEF	Direction de la Formation et de l'Education Féminine
DGIR	Direction Générale des Infrastructures Routières	DIIS	Direction de l'Informatique et de l'Information Sanitaire
DGLCV	Direction Général du Logement et du Cadre de Vie	DIJ	Direction de l'Identification Judiciaire
DGMG	Direction Générale des Mines et de la Géologie	DIMCM	Direction de l'Information Minière et du Cadastre Minier
DGPE	Direction Générale du Protocole d'Etat	DIP	Direction de l'Insertion Professionnelle
DGPE	Direction Générale du Portefeuille de l'Etat	DIPAC	Direction de l'Insertion et de la Promotion des Activités Commerciales
DGPLP	Direction Générale du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté	DIR	Direction des Infrastructures Routières
DGPN	Direction Générale de la Police Nationale	DISA	Direction des Infrastructures et des Sites Artisanaux
DGPPS	Direction Générale de la Planification, du contrôle Projets et des Statistiques	DISAD	Direction de l'informatique, des Statistiques, des Archives et de la documentation
DGPS	Direction Générale de la Protection Sociale	DISVD	Direction des Infrastructures de Salubrité et de Valorisation des Déchets
DGPSA	Direction Générale des Productions & de la Sécurité Alimentaire	DIT	Direction de l'Inspection du Travail
DGPSP	Direction Générale de la Promotion du Secteur Privé	DITT	Direction de l'Informatique et des Traces Technologiques
DGQE	Direction Générale de la Qualité et des Evaluations	DL	Direction du Logement
DGRB	Direction Générale des Relations Bilatérales	DL	Direction des Loisirs

DLCC	Direction de la Lutte contre les Changements Climatiques	DPCE	Direction de la Programmation et du Contrôle des Effectifs
DLCP	Direction Laboratoire Central Police	DPCEI	Direction de la Promotion et de la Coopération Economique Internationale
DLD	Direction de la Législation et de la Documentation	DPCITIC	Direction des Politiques Communautaires des Informations et des TIC
DLDC	Direction de la Législation, du Contentieux et de la Documentation	DPCMF	Direction des Politiques Communautaires Macroéconomiques et Financières
DLL	Direction du Livre et de la Lecture	DPCPHDD	Direction des Politiques Communautaires de la Promotion Humaine et du Développement Durable
DLM	Direction de la législation Militaire	DPCT	Direction du Personnel des Collectivités Territoriales
DLTE	Direction de la Lutte contre le Travail des Enfants	DPDP	Direction de la Pédagogie et du Développement du Programme
DMCD	Direction de la Mobilisation des Compétences de la Diaspora	DPDRL	Direction de la Promotion du Développement Régional et Local
DME	Direction des Moyennes Entreprises	DPE	Direction de la Planification et de l'Evaluation
DME	Durée Moyenne de Séjour	DPE	Direction du Patrimoine de l'Etat
DMEME	Direction de la Maîtrise de l'Eau et de la Modernisation des Exploitations agricoles	DPE	Direction des Productions d'Elevage
DMG	Direction des Moyens Généraux	DPE	Direction de la Protection de l'Enfant
DMGE	Direction des Moyens Généraux et de l'Equipeement	DPEF	Direction de la Police Economique et Financière
DMOA	Direction de la Modernisation de l'Organisation Administrative	DPEI	Direction de la Planification, des Etudes et de l'Informatique
DMP	Direction des Marchés Publics	DPEM	Direction des Projets de l'Equipeement et de la Maintenance
DMRFCQ	Direction de la Métrologie, de la Répression des Fraudes et du Contrôle de la Qualité	DPEP	Direction de la Programmation et de l'Evaluation
DNAGEP	Direction de la Nutrition Animale et de la Gestion de l'Espace Pastorale	DPES	Direction de la Planification, de l'Evaluation et des Statistiques
DOA	Direction des Opérations d'Assiette	DPET	Direction de la Promotion des Entreprises de Transport
DOB	Direction de l'Orientations et Bourses	DPFC	Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue
DOCD	Direction des Opérations des Collectivités Décentralisées	DPFE	Direction de la Police Forestière et de l'Eau
DOEM	Direction de l'Observatoire de l'Emploi et des Métiers	DPGE	Direction de la Promotion du Genre et de l'Equité
DOI	Direction des Organisations Internationales	DPI	Direction des Privilèges et Immunités
DONUISNU	Direction de l'Organisation des Nations Unies et des Institutions Spécialisées des Nations Unies	DPIC	Direction de la Promotion Industrielle et de la Compétitivité
DOPA	Direction des Organisations Professionnelles Agricoles	DPIF	Direction de la production et de l'Industrie Forestière
DOPAF	Direction des Organisations Professionnelles et de l'Appui au Financement	DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics
DOSLN	Direction des opérations de salubrité et de Lutte contre les Nuisances	DPIP	Direction de la Promotion des Investissements Privés
DP	Direction de la Planification	DPJ	Direction de la Protection des Jeunes
DP	Direction du Partenariat	DPJEJ	Direction de la Protection Judiciaire, de l'Enfance et de la Jeunesse
DPAC	Direction de la Promotion des Arts et de la Culture	DPL	Direction du Patrimoine et de la Logistique
DPAC-PME	Direction de la Promotion, de l'Assistance et de la Compétitivité des PME	DPLRL	Direction de la Promotion de la Liberté Religieuse et la Laïcité
DPAE	Direction de la Promotion et de l'Assistance à l'Exportation	DPNR	Direction de la Programmation des Normes et de la Réglementation
DPAF	Direction de la Promotion et de l'Autonomisation de la Femme	DPP	Direction des Participations et de la Privatisation
DPAFM	Direction du Partenariat et de l'Accès aux Financements et aux Marchés	DPPD	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses
DPAM	Direction de la Promotion de l'Artisanat et de la Mutualité	DPPD - PAP	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses- Projets Annuels de Performance
DPAP	Direction de la Planification, de l'Aménagement et des Projets-Min. Tourisme	DPPF	Direction de Planification, de la Programmation et du Financement
DPARE	Direction de la Protection et de l'Aménagement des Ressources en Eau	DPPH	Direction de la Promotion des Personnes Handicapées
DPC	Direction de la Police Criminelle	DPPN	Direction du Personnel de la Police Nationale
DPC	Direction du Patrimoine Culturel	DPPS	Direction de la Prospective de la Planification et des Stratégies
DPCCLC	Direction des Politiques Communautaires du Commerce et de la Circulation	DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques

DPQN	Direction de la Promotion de la Qualité et de la Normalisation	DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
DPR	Direction de la Promotion et de la Réglementation	DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DPS	Direction de la Planification et des Statistiques	DRG	Direction des Renseignements Généraux
DPS	Direction de la Police Scientifique	DRH	Direction des Ressources Humaines
DPS	Direction de la Stratégie et de la Planification	DRHF	Direction des Ressources Humaines et de la Formation
DPS	Direction de la Planification et du Suivi	DRHMG	Direction des Ressources Humaines des Moyens Généraux
DPS	Direction de la Professionnalisation du Sport	DRI	Direction Régionales des Impôts
DPS	Direction de la Planification et de la Supervision	DRI	Directions Régionales de l'Industrie
DPS	Direction de la Planification Spatiale	DRIE	Direction Régionale des Infrastructures Economiques
DPSB	Direction des Politiques et Synthèse Budgétaire	DRMP	Directions Régionales des Marchés Publics
DPSCI	Direction de la Planification, des Statistiques et de la Corporation Industrielle	DRPOIE	Direction de la Recherche et de la Promotion des Opportunités Economiques auprès des Ivoiriens de l'Extérieur
DPSD	Direction de la Police des Stupéfiants et des Drogues	DRPS	Direction Régionale de la Protection Sociale
DPSD	Direction de la Planification, de la Statistique et de la Documentation	DRR	Direction des Routes Rurales
DPSE	Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Evaluation	DRS	Directions Régionales Sanitaires
DPSI	Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Informatique	DRS	Direction du Renseignement et de la Sécurité
DPSP	Direction de la Planification, des Statistiques et de la Prospective	DRS	Directions Régionales de la Solde
DPSP	Direction de la Planification, des Statistiques et des Programmes	DRSSFD	Direction de la Réglementation et de la Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés
DPSPS	Direction du Portefeuille et du Secteur Primaire et secondaire	DRT	Direction de la Réglementation du Travail
DPSR	Direction de la Planification et de la Supervision Routière	DS	Direction de la Solde
DPSS	Direction de la Planification, de la Signalisation et de la Supervision	DSA	Direction des Services Aéroportuaires
DPST	Direction du Portefeuille et du Secteur Tertiaire	DSASA	Direction de la Santé et des Actions Sociales des Armées
DPTIC	Direction de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication	DSC	Direction de la Santé Communautaire
DPV	Direction du Protocole et des Visas	DSCS	Direction de la Solidarité et de la Cohésion Sociale
DPVCQ	Direction Protection des Végétaux, Contrôle & Qualité	DSCV	Direction du Service Civique et du Volontariat
DPVSA	Direction des Productions Vivrières & de la Sécurité alimentaire	DSD	Direction de la Sécurité Défense
DQ	Direction de la Qualité	DSDI	Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique
DQN	Direction de la Qualité et de la Normalisation	DSDPSS	Direction des Services Douaniers du Port et des Services Spéciaux
DR	Direction Régionale	DSE	Direction de la Stratégie de l'Expertise
DRA	Directions Régionales de l'Agriculture	DSEE	Direction des Statistiques et des Etudes Economiques
DRAP	Délégation Régionale de l'Administration Pénitentiaire	DSEPE	Direction du Suivi et de l'Evaluation de la Politique de l'Emploi
DRB	Directions Régionales du Budget	DSGAE	Direction des Systèmes de Gestion et de l'Appui à l'Ethique
DRBMGP	Direction de la Réforme Budgétaire et de la Modernisation de la Gestion Publique	DSI	Direction des Systèmes d'Information
DRC	Direction de la Réglementation et du Contentieux	DSIESRS	Direction des Systèmes d'Informations de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
DRC	Direction Régionale du Commerce	DSIM	Direction des Soins Infirmiers et Maternels
DRC	Direction de la Réglementation et du Contentieux	DSIN	Direction des Systèmes d'Information Numérique
DRCF	Direction de reboisement et de cadastre forestier	DSJRH	Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines
DRCRM	Direction de la Réglementation, de la Coopération et des Relations avec les Autres Ministères	DSMA	Déchets Solides Ménagers et Assimilés
DRE	Direction des Régimes Economiques	DSMSF	Direction des Sports de Masse et du Sport Féminin
DRE	Direction de la Régulation des Echanges	DSP	Direction de la Sécurité Publique

DSP	Direction du Suivi et de la Protection	ECG	Ecole de Commerce et de Gestion
DSPE	Direction des Stratégies et des Programmes d'Emploi	EcIS	École Ivoirienne pour les Sourds
DSPS	Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques	EDIPRESSE	Edition Distribution de Presse
DSPS	Direction de la Stratégie, de la Planification et des Statistiques	EHA	Eau-Hygiène-Assainissement
DSR	Directions et services rattachés	EIBMA	Ecole Ivoirienne de Bijouterie et des Métiers Annexes
DSRE	Direction du Suivi et de la Réglementation de l'Energie	EMPT	Ecole Militaire Préparatoire Technique
DSRH	Direction du Suivi et de la Réglementation des Hydrocarbures	EMSP	Ecole Multinationale Supérieure des Postes
DSSM	Direction de la Sécurité Sociale et de la Mutualité	ENA	Ecole Nationale d'Administration
DSSPN	Direction Services Santé Police Nationale	ENERGOS	Projet d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire
DSST	Direction de la Santé et Sécurité au Travail	ENP	Ecole Nationale de Police
DST	Direction de la Surveillance du Territoire	ENS	Ecole Normale Supérieure
DST	Direction de la Sécurité Touristique	ENSEA	Ecole Nationale de la Statistique et de l'Economie Appliquée
DSV	Direction des Services Vétérinaires	ENV	Enquêtes sur le Niveau de Vie des ménages
DTA	Direction de la Tutelle Administrative	EPN	Etablissements Publics Nationaux
DTA	Direction du Transport Aérien	EPP	Ecole Primaire Publique
DTC	Direction de la Topographie et de la Cartographie	ESATIC	Ecole Supérieure Africaine des TIC
DTDAI	Direction de la Transformation Digitale de l'Administration et de l'Innovation	EVP	Equivalent Vingt Pieds
DTEF	Direction de la Tutelle Economique et Financière	FAA	Fédéral Aviation Administration
DTH	Direction Territoriale de l'Hydraulique	FADCI	Fonds d'appuis au développement en Côte d'Ivoire
DTI	Direction des Traitements Informatiques	FAO	Organisation des Nations pour l'Alimentation et l'Agriculture
DTIR	Direction Territoriale des Infrastructures Routières	FASSA	Festival des Arts Sacrés des Savanes
DTMFLP	Direction des Transports Maritimes, Fluvio-Lagunaire et de la Plaisance	FCFA	Francs de la Communauté Financière Africaine
DTRF	Direction des Transports Routiers et Ferroviaires	FDNUF	Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme
DTSI	Direction de la Transmission et des Systèmes d'Information	FDT	Fonds de Développement Touristique
DTSI	Direction des Technologies et du Système d'Information	FEMUA	Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo
DTSI	Direction des Télécommunications et des Systèmes d'Information	FER	Fonds d'Entretien Routier
DU	Direction de l'Urbanisme	FER-PALMIER	Fonds d'Extension et de Renouveau pour le développement de la culture Palmier
DUI	Direction des Unités d'Interventions	FICAD	Festival International de la Culture et des Arts de Daoukro
DVAAJ	Direction de la Vie Associative et de l'Autonomisation des Jeunes	FIDA	Fonds International des Nations Unies pour le Développement de l'Agriculture
DVAG	Direction de la Vie Associative et du Genre	FIRCA	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles
DVCOMR	Direction de la Vie Culturelle, des Œuvres et des Missions Religieuses	FLEGT	Forest Law Enforcement Governance and Trade
DVFSHN	Direction de la Vie Fédérale et du Sport de Haut Niveau	FMI	Fonds Monétaire International
DVI	Direction de la Valorisation et de l'Innovation	FMI	Fonds Mondial International
DVM	Direction du Développement Minier	FNAD	Fonds National de Drainage et de l'Assainissement
DVN	Direction des Vérifications Nationales	FNLS	Fonds National de Lutte contre le SIDA
DVP	Direction de la Valorisation des Produits	FODI	Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles
DVS	Département de la Veille Stratégique	FONSIC	Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique pour le Cinéma
DVS	Direction de la Vie Scolaire	FPRCI	Fondation des Parcs et Réserves de Côte d'Ivoire
DVSP	Direction de la Veille et du Suivi des Programmes	FREMIN	Fonds de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises Industrielles

FSCCA	Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique pour les autres arts ;	INFJ	Institut National de Formation Judiciaire
FSDP	Fonds de Soutien & Développement de la Presse	INFPA	Institut National de Formation Professionnelle Agricole
FSH	Fonds de Soutien de l'Habitat	INFS	Institut national de Formation Sociale
FTG	Filature Tissage Gonfréville	INIE	Institut Ivoirien de l'Entreprise
GAR	Gestion Axée sur les Résultats	INIPA	Institut National pour la Promotion des Aveugles
GDS	Groupement de Défense Sanitaire	INJS	Institut National de la Jeunesse et des Sports
GESTOCI	Société de Gestion des Stocks Pétroliers de Côte d'Ivoire	INP-HB	Institut National Polytechnique Houphouët Boigny
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau	INS	Institut National de la Statistique
GMMG	Groupement Ministériel des Moyens Généraux	INSAAC	Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
GRTO	Groupe de Recherche en Tradition Orale	IP	Indicateur de Performance
GUCE	Guichet Unique du Commerce Extérieur	IPCI	Institut Pasteur de Côte d'Ivoire
GUF	Guichet Unique du Foncier	IPNETP	Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel
GUPC	Guichet Unique du Permis de Construire	IPS-CGRAE	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat
HACA	Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle	IPS-CNPS	Institution de Prévoyance Sociale - Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
HF/VHF	Bande des très hautes fréquences	IRD	Institut de Recherche pour le Développement
HV	Hydraulique Villageoise	IRES	Institut Régional d'Enseignement Supérieur
HVA	Hydraulique Villageoise Améliorée	IRSF	Inspections Régionales des Services Fiscaux
I2T	Ivoirienne de Technologie Tropicale	ISMI	Institut de Sécurité Maritime Interrégional
ICCO	Organisation Internationale du Café-Cacao	ISO	Organisation Internationale de normalisation
IDE	Investissement Directs Etrangers	ISPEC	Institut Supérieur Panafricain Eco. Coop
IDH	Initiative pour le commerce durable	ISTC	Institut des Sciences et Techniques de la Communication
IEP	Inspection de l'Enseignement Primaire	IT	Inspection du Travail
IES	Institut de l'Enseignement Supérieur	ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
IFEF	Institut de Formation et d'Education de la Femme	ITS	Impôt sur les Traitements et Salaires
IG	Inspection Générale	JNP	Journées Nationales de la Population
IGA	Inspection Générale des Armées	JORCI	Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire
IGEN	Inspection Générale de l'Education Nationale	LACQUE	Laboratoire de Contrôle de la Qualité de l'Eau
IGESR	Inspection Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	LAMTO- géo	Station géophysique de LAMTO
IGGN	Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale	LANADA	Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole
IGIS	Indice Général Ivoirien de Sécurité	LANEMA	Laboratoire National d'Essais de Métrologie & d'Analyse
IGP	Inspection Générale du Plan	LBTP	Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics
IGSAT	Inspection Générale des Services de l'Administration du Territoire	LEA	Lycée d'Enseignement Artistique
IGSF	Inspection Générale des Services Fiscaux	LH	Laboratoire des Hydrocarbures
IGSJP	Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires	LMD	Licence Master Doctorat
IGSP	Inspection Générale des Services de Police	LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure
IGT	Inspection Générale des Transports	LTPEA	Lycée Technique et Professionnel de l'Enseignement Artistique
IGT	Inspection Générale du Trésor	MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
Impôt BIC	Impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial	MACA	Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan
Indice IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation	MAD	Matrice d'Analyse de la Dette

MAE	Ministère des Affaires Etrangères	OIT	Organisation International du Travail
MASA	Marché des Arts et du Spectacle Africain	OMAO	Organisation Maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
MCC	Millenium Challenge Corporation	OMC	Organisation Mondiale du Commerce
MCF	Ministère de la Culture et de la Francophonie	OMI	Organisation Maritime Internationale
MCIPPME	Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME	ONAC-CI	Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire
MCLU	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	ONAD	Office National de l'Assainissement et du Drainage
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances	ONAT	Observatoire National de l'Aménagement du Territoire
MENETFP	Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	ONCE	Observatoire National sur la Compétitivité des Entreprises
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	ONDR/ADERIZ	Office National de Développement de la Riziculture /Agence pour le Développement de la Filière Riz en Côte d'Ivoire
MFE	Machine à Facturation Electronique	ONEG	Observatoire National de l'Equité et du Genre
MFFE	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	ONEP	Office National de l'Eau Potable
MFP	Ministère de la Fonction Publique	ONG	Organisation Non Gouvernementale
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable	ONI	Office National de l'Identification
MINASS	Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	ONP	Office National de la Population
MINEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	ONPC	Office National de la protection civile
MINEF	Ministère des Eaux et Forêts	ONS	Office National des Sports
MIRAH	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	ONU	Organisation des Nations Unies
MIVA	Marché Ivoirien de l'Artisanat	ONUCI	Opérations des Nations Unies en Côte d'Ivoire
MIVS	Mécanisme Institutionnel de Veille Stratégique	OPJ	Officiers de Police Judiciaire
MPD	Ministère du Plan et du Développement	QSF-CI	Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire
MPEDER	Ministère Du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	OSCN	Office du Service Civique et du Volontariat
MRSC	Centre Secondaire de Recherche et Sauvetage Maritime	OSCS	Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale
MS	Ministère des Sports	OSEP	Observatoire du Service Public
MSCSLP	Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté	OSER	Office de Sécurité Routière
MSHP	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	OTC	normes techniques (OTC)
MUPIA	Mutuelle des Agents du MIAIE	PAA	Port Autonome d'Abidjan
ND	Non Dsponible	PAD	Partenaires au Développement
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique	PADCI	Programme des filières Agricoles Durables de Côte d'Ivoire
OCPV	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers	PADE-CI	Projet d'Appui au Développement de l'Elevage en Côte d'Ivoire
OFT	Observatoire de la Fluidité des Transports	PADSAD	Projet d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage des Eaux Pluviales de la Ville d'Abidjan
OG	Objectif Global	DRH	Programme d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques
OGP	Open Government Partnership	PAO	Plan d'Actions Opérationnelles
OIC	Office Ivoirien des Chargeurs	PAP	Projets d'Actions Prioritaires
OIE	Organisation Internationale des Epizooties	PARSSI	Projet d'Appui à la Redynamisation du Secteur de la Santé
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie	PASET	Partenariat pour les Compétences en Sciences Appliquées, ingénierie et technologie
OIPC	Office Ivoirien du Patrimoine Culturel	PASP	Port Autonome de San Pedro
OIPI	Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle	PASRES	Programme d'appui Suisse Pour La Recherche Scientifique
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves	PAT	Personnels Administratif et Technique
OISSU	Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires		

PAVVIOS	Prise en charge et Assistance de Victimes de Violence Sexuelles	PNLHV	Programme National de Lutte contre les Hépatites Virales
PCBD	Palais de la Culture Bernard BINLIN DADIE	PNLP	Programme National de Lutte contre le Paludisme
PCSE-MIRAH	Projet de Construction des Services Extérieurs du MIRAH	PNLT	Programme National de Lutte contre la Tuberculose
PDMIO	Projet de Développement Minier Intégré de l'Ouest	PNLTA	Programme National de Lutte contre le Tabagisme
PDS	Plan de Développement Stratégique	PNLTHA	Programme National d'Élimination de la Trypanosomiase Humaine Africaine
PEC	Pôles Economiques Compétitifs	PNLUB	Programme National de Lutte contre l'Ulçère de BURULI
Pêche INN	Pêche illicite Non déclarée ou Non règlementée	PNMTN	Programme National de Maladies Tropicales non Négligées
PEF	Poste des Eaux et Forêts	PNN	Programme National de Nutrition
PEFDDP	Programme Eau, Femmes, Développement Durable et Paix	PNOEV	Programme National de Prise en Charge des OEV-VIH/SIDA
PER	Programme d'Entretien Routier	PNP	Programme Nationale de la Population
PERH	Poste d'Élevage et de Ressources Halieutiques	PNPE	Politique Nationale de Protection de l'Enfant
PETROCI	Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire	PNPEC	Programme National de Prise en Charge des Personnes Vivant avec le VIH/SIDA
PEV	Programme Elargi de Vaccination	PNPMNT	Programme National de Promotion des Maladies Non Transmissibles
PFVVG	Plateforme de Lutte contre les Violences basées sur le Genre	PNPMT	Programme National Promotion de la Médecine Traditionnelle
PGA	Plateforme informatisée de Gestion de l'Aide	PNPS	Plateforme Nationale de Protection Sociale
PGA	Paierie Générale des Armées	PNPSBD	Programme National Promotion de la Santé Bucco – Dentaire
PGDP	Paierie Générale de la Dette Publique	PNRO	Programme National de Rationalisation de l'Orpaillage
PGE	Paierie Générale pour l'Étranger	PNSI	Programme National de Santé Infantile
PGI	Paierie Générale des Institutions	PNSM	Programme National de Santé Mentale
PGSP	Paierie Générale du Secteur Parapublic	PNSSU	Programme National de Santé Scolaire et Universitaire
PGT	Paierie Générale du Trésor	PNV-CI	Programme National de Volontariat de Cote d'Ivoire
PIB	Produit Intérieur Brut	PPC	Programmes Pluriannuels de Convergence
PIP	Programmes d'Investissements Publics	PPCB	Péripneumonie Contagieuse Bovine
PK	Processus de Kimberley	PPP	Partenariat Public –Privé
PLBC-FTPADM	Politiques de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des Armes de Destruction Massive	PPPBSE	Prospective, Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi-Evaluation
PLP	Planification Locale Participative	PPPSE	Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation
PME	Petites et Moyennes Entreprises	PPR	Peste des Petits Ruminants
PME/PMI	Petites et Moyennes Entreprises / Petites et Moyennes Industries	PRECIS	Programme de Réhabilitation, d'Équipement et de Construction d'Infrastructures Sportives
PMH	Pompe à Motricité Humaine	PROGIRS	Projet de Gestion Intégrée des Ranchs et Stations
PMI	Petite et Moyenne Industrie	PRONER	Programme National d'Électrification Rurale
PND	Plan National de Développement	PS	Police Sanitaire
PNDC	Programme National de Développement Communautaire	PSDEPA	Plan Stratégique de Développement de l'élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture
PNE	Politique Nationale de l'Emploi	PSRA	Plan Stratégique de Relance l'Aviculture moderne
PNES	Politique Nationale de l'Enseignement Supérieur	PTA	Plan de Travail Annuel
PNEVGEA	Programme National d'Éradication du Ver de Guinée, Eau et Assainissement	PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PNF	Politique Nationale de la Femme	PTG	Programme de Travail Gouvernemental
PNL	Politique Nationale des Loisirs	PV	Procès- Verbal
PNLCa	Programme National de Lutte Contre le Cancer	PVS	Procès-Verbal Simplifié
PNLCé	Programme National de Lutte Contre la Cécité	RAP	Rapport Annuel de Performance

RASS	Rapport Annuel de la Situation Sanitaire	Secrétariat Permanent CCEN	Secrétariat Permanent Conseil Consultatif de l'Education Nationale
RCTI	Régime Complémentaire des Travailleurs Indépendants	Secrétariat REDD+	Secrétariat chargé du programme de Réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation forêts
RDEC	Recherche en Développement Culturel	SEPMBPE	Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat
RE	Recette d'Enregistrement	SEPMPIP	Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement Privé
REF	Rapport Economique et Financier	SERCOM	Service de Communication
RGCP	Règlement Général sur la Comptabilité Publique	SESES	Service de l'Evaluation, du Suivi Economique et de la Statistique
RGF	Recette Générale des Finances	SETAM	Service des Terrains Aménagés
RGI	Recette Générale des Impôts	SFD	Systèmes Financiers Décentralisés
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat	SG	Secrétariat Général
RICI-EPN	Réseau Informatique de Comptabilité Intégré des Etablissements Publics Nationaux	SGCAS	Système de Gestion et de Contrôle Automatisés du Spectre
RID	Recette des Impôts Divers	SGG	Secrétariat Général du Gouvernement
RIF	Recette des Impôts Fonciers	SGMT	Société de Gestion du Grand Marché de Treichville
RNA	Recensement National de l'Agriculture	SI	Service Informatique
RPI	Redevance Pour Importation	SIAD	Service de l'Informatique, des Archives et de la Documentation
RRI	Réseau Radioélectrique Indépendant	SIB	Système d'Information Budgétaire
RSTI	Régime Social des Travailleurs Indépendants	SICDS	Système Intégré de Collecte de Données Statistiques
RTI	Radio Télévision Ivoirienne	SICODA	Société Ivoirienne de Distribution Automobile et d'Equipements Industriels et Agricoles
SADI	Services des Archives, de la Documentation et de l'Informatique	SICOGI	Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière
SAID	Service d'Assiette Impôts Divers	SICTA	Société Ivoirienne du Contrôle Technique Automobile
SAIF	Service d'Assiette Impôts Fonciers	SIDA	Service Informatique, de la Documentation et des Archives
SAJ	Service des Affaires Juridiques	SIG	Système d'Information et de Gestion
SAJRE	Service des Affaires Juridiques de la Règlements Economique	SIGBUD	Système Intégré de Gestion Budgétaire
SBS	Service des Bourses et Stages	SIGEP	Système d'Information et de Gestion des Entreprises Publiques
SC	Service Communication	SIGESCOD	Système Intégré de Gestion des Collectivités Décentralisées
SCA	Service de Communication des Armées	SIGFAE	Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat
SCD	Service de la Communication et de la Documentation	SIGFiP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SCDA	Service de la Communication ; de la Documentation et des Archives	SIGMAP	Système Intégré de Gestion des Marchés Publics
SCI	Service de Coopération Internationale	SIM	Service Informatique et Maintenance
SCIEA	Secrétariat exécutif de la Conférence Internationale pour l'Emergence de l'Afrique	SINAPSE	Système Intégré d'Analyse des Projets et du Suivi Evaluation
SCMFE	Service de la Coopération et de la Mobilisation des Financements Extérieurs	SIPE	Système d'Information sur la Protection de l'Enfant
SCMI	Service des Conférences et Missions Internationales	SIPF	Société Ivoirienne du Patrimoine Ferroviaire
SCNIESDF	Service du Comité National d'Information, d'Education et de sensibilisation pour la Défense de la Forêt	SIR	Société Ivoirienne de Raffinage
SCPCI	Service de la Communication, de la Promotion et de la Coopération Internationale	SIT	Service de l'Interprétariat et de la Traduction
SCRP	Service de la Communication et des Relations Publiques	SITARAIL	Société Internationale de Transport Africain par Rail
SCRPDA	Service de la Communication, des Relations Publiques, de la Documentation et des Archives	SITRAFISE	Système Informatique de Traçabilité Financière et de Suivi-Evaluation
SCV	Service des Conférences et Voyages	SIVAC	Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie
SCVD	Service Courrier et Valise Diplomatique	SJ	Service Juridique
SDA	Service de la Documentation et des Archives	SLE	Schémas de Libéralisation des Echanges
SDAD	Schéma Directeur d'Assainissement et de Drainage		

SMB	Société Multinationale de Bitumes	SRHMG	Service des Ressources Humaines et des Moyens Généraux
SMHT	Secrétariat de la Médaille d'Honneur du Travail	SSDPP	Service de Suivi du Développement du Secteur Public et Parapublic
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti	SSSU	Service de Santé Scolaire et Universitaire
SMP	Service des Manifestations Promotionnelles	STL	Société de Transport Lagunaire
SMQ	Système de Management de la Qualité	SYGAD	Système de Gestion Appliquée de la Dette
SNAC	Semaine Nationale des Arts et de la Culture	TAC	Traité d'Amitié et de Coopération
SNAPS	Service National d'Animation, de Promotion et de Suivi	TD	Travaux Dirigés
SNDER	Stratégie Nationale du Développement de l'Economie Régionale	TGE	Trésorerie Générale pour l'Etranger
SNDI	Société Nationale de Développement Informatique	THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre
SNDS	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique	TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
SNE	Stratégie Nationale d'Exportation	TICE	Technologie de l'Information et de la Communication en Education
SNPECI	Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire	TMP	Programme pour la Mobilité des Talents
SOAC	Système Ouest Africain d'Accréditation	TO	Taux d'Occupation
Société Math	Société de Mathématiques	TP	Travaux Pratiques
SODEFOR	Société de Développement des Forêts	TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
SODEMI	Société de Développement des Mines	UA	Union Africaine
SODERTOUR-LACS	Société de Développement Touristique de la Région des Lacs	UAO	Université Alassane Ouattara
SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique	UA-UE	Union Africaine- Union Européenne
SOGEPIE	Société de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat	UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
SOMFP	Secrétariat de l'Ordre du Mérite de la Fonction Publique	UFHB	Université Felix Houphouët Boigny
SONITRA	Société Nationale Ivoirienne de Travaux	UIGB	Université Internationale de Grand Bassam
SOQ	Service de l'Organisation et de la Qualité	UJLG	Université Jean Lorougnon Guede
SOSTECI	Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire	ULCT	Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale
SOTRA	Société des Transports Abidjanais	UMAN	Université de Man
SPCIACCI	Secrétariat Permanent de la Commission pour l'Interdiction des Armes Chimiques en Côte d'Ivoire	UMF	Unité Mobile de Formation
SPDC	Société des Palaces de Cocody	UNA	Université Nangui Abrogoua
SPEE	Service de Promotion Economique Extérieure	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
SPO	Service des Passeports Officiels	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
SPS	sanitaires et phytosanitaires (SPS) internationales	UPGC	Université Peleforo Gon Coulibaly
SPS	Service de la Planification et des Statistiques	UPPH	Unité de Pilotage du Programme Hospitalier
SPSE	Service de la Planification et du Suivi-Evaluation	UVCI	Université Virtuelle de Côte d'Ivoire
SPSEC	Service de la Planification, des Statistiques et de l'Economie Culturelle	VBG	Violence Basée sur le Genre
SPSI	Service de la Police Spéciale des Impôts	VGE	Valéry Giscard d'Estaing
SPSTD	Secrétariat Permanent pour la Simplification et la Transformation Digitale	VITIB SA	Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie
SQ	Service Qualité	VMS	Vessel Monitoring System (Système d'informations halieutiques)
SQN	Service de la Qualité et de la Normalisation	VRD	Voirie et Réseaux Divers
SR	Station Régionale	ZEE	Zone Economique Exclusive
SRADT	Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement de Territoire	Zones EX CNO	Zones Ex Centre Nord-Ouest
SREFGPE	Service de la Recherche du Foncier pour les Grands Projets de l'Etat	ZOO	Parc Zoologique national d'Abidjan

RECAPITULATIF DES PROGRAMMES

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROGRAMMES

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Pouvoirs publics, Souveraineté et Gouvernance	Ministère des Affaires Etrangères	103 360 183 814
	Programme 1 : Administration Générale	48 027 410 897
	Programme 2 : Relation bilatérale	48 313 287 398
	Programme 3 : Relation multilatérale	6 785 536 143
	Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires	233 949 376
	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	350 844 908 847
	Programme 1 : Administration Générale	8 841 711 697
	Programme 2 : Décentralisation	89 414 810 055
	Programme 3 : Administration territoriale et identification	69 898 277 095
	Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	182 690 110 000
	Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	3 345 975 011
	Programme 1 : Administration Générale	2 077 370 493
	Programme 2 : Intégration Africaine	948 454 518
Programme 3 : Ivoiriens de l'extérieur	320 150 000	
Défense, Sécurité et Justice	Ministère de la Défense	353 647 962 490
	Programme 1 : Administration Générale	126 620 107 115
	Programme 2 : Défense	142 469 245 694
	Programme 3 : Sécurité	84 558 609 681
	Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	171 619 430 561
	Programme 1 : Administration Générale	8 318 549 919
	Programme 2 : Sécurité Intérieure	155 857 126 118
	Programme 3 : Protection civile	7 443 754 524

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Défense, Sécurité et Justice (suite)	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	67 164 340 497
	Programme 1 : Administration Générale	55 058 653 339
	Programme 2 : Juridictions	5 056 102 867
	Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	7 049 584 291
	Secrétariat d'Etat auprès du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, chargé des Droits de l'Homme	3 387 541 958
	Programme 1 : Administration Générale Programme 2 : Droits de l'homme	1 647 394 503 1 740 147 455
Administration Générale et Développement Economique	Ministère de l'Economie et des Finances	92 743 715 485
	Programme 1 : Administration Générale	77 092 580 173
	Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	1 526 319 004
	Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308
	Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	7 653 635 000
	Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat	293 336 351 083
	Programme 1 : Administration Générale	70 251 166 013
	Programme 2 : Douanes	14 064 574 351
	Programme 3 : Impôts	8 561 120 931
	Programme 4 : Budget	92 305 244 158
	Programme 5 : Portefeuille de l'Etat	4 495 975 040
	Programme 6 : Comptes Spéciaux du Trésor	103 658 270 590
	Ministère du Plan et du Développement	24 819 305 602
	Programme 1 : Administration Générale	6 144 619 136
	Programme 2 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	2 324 999 290
	Programme 3 : Aménagement du territoire, développement régional et local	4 449 264 626
Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques	11 900 422 550	

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Administration Générale et Développement Economique (suite)	Ministère de la Fonction Publique	24 762 558 510
	Programme 1 : Administration Générale	17 841 205 441
	Programme 2 : Fonction Publique	6 921 353 069
	Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	4 381 987 262
	Programme 1 : Administration Générale	2 210 800 262
	Programme 2 : Modernisation de l'Administration	2 171 187 000
	Secrétariat d'Etat au Renforcement des Capacités	2 842 188 347
Enseignement Formation et Recherche	Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	1 011 900 662 454
	Programme 1 : Administration Générale	42 230 723 683
	Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998
	Programme 3 : Enseignement secondaire général	367 064 812 315
	Programme 4 : Alphabétisation et Education non formelle	559 659 630
	Programme 5 : Enseignement secondaire technique	8 664 151 828
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	246 103 957 723
	Programme 1 : Administration Générale	15 588 083 338
	Programme 2 : Enseignement supérieur	179 757 471 916
	Programme 3 : Oeuvres universitaires et vie estudiantine	38 402 363 410
	Programme 4 : Recherche scientifique et innovation	12 356 039 059
	Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, chargé de la Formation Professionnelle	137 792 994 549
	Programme 1 : Administration Générale	1 423 954 089
	Programme 2 : Formation professionnelle	108 467 040 460
Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor	27 902 000 000	

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Santé et Action Sociale	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	414 254 898 441
	Programme 1 : Administration Générale	177 651 783 922
	Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497
	Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie	97 715 366 022
	Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	1 500 000 000
	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	21 399 085 630
	Programme 1 : Administration Générale	12 575 752 028
	Programme 2 : Promotion de la Femme et du genre	2 074 076 425
	Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille	536 600 867
	Programme 4 : Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	6 212 656 310
	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	39 221 131 786
	Programme 1 : Administration Générale	17 503 069 311
	Programme 2 : Emploi	282 600 000
	Programme 3 : Travail	457 100 000
	Programme 4 : Protection sociale	20 978 362 475
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté	37 461 844 260	
Programme 1 : Administration Générale	2 510 047 028	
Programme 2 : Solidarité et cohésion sociale	2 251 382 104	
Programme 3 : Lutte contre la pauvreté	32 700 415 128	
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, chargé de l'Autonomisation des Femmes	1 442 079 327	
Programme 1 : Administration générale	1 034 165 827	
Programme 2 : Autonomisation des femmes	407 913 500	
Culture, Jeunesse, Sport et Loisir	Ministère de la Communication et des Médias	32 786 287 134
	Programme 1 : Administration Générale	3 071 407 344
	Programme 2 : Communication et médias	11 719 879 790
	Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor	17 995 000 000

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Culture, Jeunesse, Sport et Loisir (suite)	Ministère des Sports	111 862 542 767
	Programme 1 : Administration Générale	10 127 201 637
	Programme 2 : Sport	98 131 341 130
	Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor	3 604 000 000
	Ministère de la Culture et de la Francophonie	14 814 416 795
	Programme 1 : Administration Générale	6 589 158 198
	Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives	1 931 500 120
	Programme 3 : Patrimoine culturel	879 654 902
	Programme 4 : Enseignement artistique et culturel	2 899 103 575
	Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor	2 515 000 000
	Ministère du Tourisme et des Loisirs	11 254 186 751
	Programme 1 : Administration Générale	3 510 538 493
	Programme 2 : Offre de services du tourisme	1 288 658 080
	Programme 3 : Promotion du tourisme	2 465 840 178
	Programme 4 : Loisirs	51 950 000
	Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor	3 937 200 000
	Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	12 036 612 341
Programme 1 : Administration Générale	3 538 293 392	
Programme 2 : Promotion de la jeunesse	353 999 888	
Programme 3 : Emploi des jeunes	8 144 319 061	
Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	2 548 387 653	
Programme 1 : Administration Générale	1 022 983 087	
Programme 2 : Service civique	1 525 404 566	
Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	595 247 891 887
	Programme 1 : Administration Générale	15 093 375 387
	Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts	410 211 316 500
	Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor	169 943 200 000

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs (suite)	Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	268 748 641 211
	Programme 1 : Administration Générale	4 572 072 120
	Programme 2 : Hydrocarbures	390 200 000
	Programme 3 : Energie	159 931 369 091
	Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	103 855 000 000
	Ministère des Transports	57 605 156 850
	Programme 1 : Administration Générale	2 349 146 837
	Programme 2 : Transport aérien	23 141 290 000
	Programme 3 : Transport terrestre	32 114 720 013
	Ministère des Mines et de la Géologie	4 415 181 061
	Programme 1 : Administration Générale	3 331 403 572
	Programme 2 : Développement des mines et de la géologie	1 083 777 489
	Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	50 940 829 673
	Programme 1 : Administration Générale	2 161 435 144
	Programme 2 : Economie numérique et poste	14 068 665 119
	Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor	34 710 729 410
	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	43 815 958 522
	Programme 1 : Administration Générale	8 802 086 976
	Programme 2 : Foncier et urbanisme	1 384 176 740
	Programme 3 : Construction et maintenance	33 550 043 052
	Programme 4 : Logement et cadre de vie	79 651 754
Ministère de la Promotion de l'Investissement Privé	11 377 183 198	
Programme 1 : Administration Générale	1 752 420 617	
Programme 2 : Promotion de l'investissement privé	9 624 762 581	
Ministère de l'Hydraulique	86 527 624 316	
Programme 1 : Administration Générale	10 252 925 654	
Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine	76 274 698 662	

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs (suite et fin)	Ministère de la Ville	2 007 308 469
	Programme 1 : Administration Générale	1 579 508 469
	Programme 2 : Cadre de vie urbain	427 800 000
	Ministère chargé des Affaires Maritimes	22 313 449 519
	Programme 1 : Administration Générale	5 945 898 586
	Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire	16 367 550 933
	Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social	21 800 966 072
Programme 1 : Administration Générale	1 008 720 921	
Programme 2 : Logement social	20 792 245 151	
Production, Développement industriel et Commercial	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	136 102 032 198
	Programme 1 : Administration Générale	13 011 712 241
	Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire	16 584 791 171
	Programme 3 : Développement rural	34 250 591 786
	Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	72 254 937 000
	Ministère du Commerce et de l'Industrie	11 976 076 139
	Programme 1 : Administration Générale	6 465 146 787
	Programme 2 : Commerce intérieur	1 655 058 210
	Programme 3 : Commerce extérieur	629 536 387
	Programme 4 : Développement industriel	3 226 334 755
	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	33 965 814 880
	Programme 1 : Administration Générale	8 926 377 789
	Programme 2 : Développement de l'élevage	1 668 661 565
	Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques	22 765 170 036
	Programme 4 : Amélioration de la santé animale, du bien être animal et de l'hygiène publique vétérinaire	605 605 490
	Ministère de la Promotion de la Riziculture	7 022 671 147
	Programme 1 : Administration Générale	1 372 550 309
	Programme 2 : Promotion de la riziculture	5 650 120 838
	Ministère de l'Artisanat	3 308 934 842
	Programme 1 : Administration Générale	1 060 362 893
Programme 2 : Artisanat	2 248 571 949	
Ministère de la Promotion des PME	2 482 847 337	
Programme 1 : Administration Générale	1 227 357 691	
Programme 2 : Promotion des PME	1 255 489 646	

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	20 168 494 570
	Programme 1 : Administration Générale	2 631 384 913
	Programme 2 : Environnement et développement durable	17 537 109 657
	Ministère des Eaux et Forêts	36 397 985 718
	Programme 1 : Administration Générale	26 941 973 468
	Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836
	Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques	393 755 085
	Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau	4 132 840 329
	Ministère de l'Assainissement et la de Salubrité	157 781 778 205
	Programme 1 : Administration Générale	3 064 019 936
	Programme 2 : Assainissement et drainage	76 260 288 981
	Programme 3 : Salubrité et lutte contre les nuisances	2 673 079 288
Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor	75 784 390 000	
TOTAL GENERAL		5 165 142 362 892

SECTION 321 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de la gouvernance

- l'absence d'un système d'alerte précoce de lutte contre les pandémies au sein du ministère ;
- la non régularité des missions d'inspection et d'audit des services centraux et extérieurs ;
- le manque de suivi des recommandations des missions d'inspection et d'audit effectuées ;
- l'inexistence de système d'archivage électronique ;
- la non application du schéma directeur informatique ;
- l'insuffisance de coordination intra et intersectorielle ;
- l'absence de politique sociale et de solidarité ;
- l'absence de proactivité liée à la lourdeur et à la complexité des procédures et circuits de décisions ;
- l'insuffisance des ressources budgétaires et matérielles ;
- l'insuffisance de politique véritable de promotion des cadres ivoiriens dans les organismes internationaux ;
- l'absence d'une culture en matière de planification, de suivi, d'évaluation, de production statistique et de gestion axée sur les résultats des acteurs du ministère ;
- l'insuffisance de crédits budgétaires dédiés aux actions de promotion économique ;
- la prise en compte insuffisante des questions de sécurité et de renseignement dans les actions diplomatiques ;
- le conflit de compétences en interne ;
- la non application intégrale des dispositions du statut particulier du Corps Diplomatique.

Au niveau des relations bilatérales

- l'irrégularité de la tenue des Grandes Commissions Mixtes de coopération bilatérale ;
- le faible niveau de représentativité de la Côte d'Ivoire ;
- l'absence de cadres stratégiques de coopération bilatérale ainsi que de structures chargées exclusivement de leur suivi-évaluation ;
- l'insuffisance de suivi des Accords bilatéraux existants ;
- la faible coordination en matière de coopération bilatérale entre le ministère et les autres départements ministériels ;
- l'absence de statistiques fiables en matière des échanges économiques et commerciaux ;
- l'insuffisance des crédits alloués à la mise en œuvre des instruments de coopération bilatérale ;
- l'absence de stratégies en matière de coopération Sud-Sud.

Au niveau des relations multilatérales

- l'adhésion incontrôlée aux Organisations Internationales avec pour conséquences l'accroissement des contributions financières internationales de la Côte d'Ivoire ainsi que l'accumulation des arriérés de celles-ci ;
- l'absence de politique et de stratégie en matière de coopération multilatérale ;
- l'absence de crédits budgétaires alloués au soutien des candidatures de la Côte d'Ivoire dans les instances internationales ;
- la faible valorisation et promotion des compétences ivoiriennes dans les Organisations Internationales.

Au niveau du protocole d'Etat, des affaires juridiques, consulaires et de l'Etat-Civil

- la faible formalisation de certaines procédures administratives (Guide pratique du protocole d'Etat, signature des Accords de siège et d'établissement, annuaire diplomatique etc.)
- l'inadaptation des textes réglementaires relatifs à la gestion des privilèges diplomatiques et magasins diplomatiques ;
- la difficulté dans la gestion des privilèges et la maîtrise de l'effectif du Corps Diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire ;
- l'absence de coordination entre le ministère et les départements ministériels en matière d'octroi des facilités aux ONG internationales.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de la gouvernance

- l'adoption d'un nouvel organigramme du ministère avec la création de nouvelles Directions ;
- la mise en œuvre en cours d'une politique sociale (adoption du Décret n°2016-164 du 16 mars 2016 instituant la perception de recettes de services) ;
- l'apurement progressif des arriérés de paiement des Postes Diplomatiques et Consulaires ;
- la revalorisation salariale des diplomates avec l'entrée en vigueur du Statut du Corps Diplomatique;
- le renforcement du contrôle administratif ;
- le renforcement de la politique de communication et d'information (création et diffusion d'un bulletin bimensuel et la modernisation de la gestion du courrier par la généralisation de l'appliquet informatique Emeraude) ;
- la dématérialisation administrative , à travers la demande en ligne (légalisation, bourses de coopération et passeports officiels) ;
- l'amélioration du cadre de travail du personnel (Réhabilitation du bloc ministériel, acquisition et réhabilitation de plusieurs Chancelleries et Résidences) ;
- le renforcement des capacités des diplomates à travers l'organisation des stages de perfectionnement en Côte d'Ivoire et à l'étranger ;
- le renforcement de la diplomatie économique (mobilisation des investisseurs et hommes d'affaires étrangers et organisation des missions de prospection économique et commerciale par les Ambassades de Côte d'Ivoire à l'étranger).

Au niveau des relations bilatérales

- la poursuite de l'ouverture de nouvelles Ambassades dont 01 en 2018 (Qatar) et de 03 Consulats généraux (New York aux USA , Guangzhou en Chine et Lyon en France);
- l'acquisition (Gabon et Portugal) et la réhabilitation de quelques Résidences et Chancelleries (Afrique du Sud, France, Chine, Tunisie etc.) ainsi que du Bloc ministériel et les deux(02) bâtiments annexes à Abidjan ;
- la poursuite du processus de réactivation de plusieurs Grandes Commissions Mixtes de coopération bilatérale et la tenue des 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} Sommets du Traité d'Amitié et de Coopération avec le Burkina Faso (en 2017, les commissions mixtes);
- la signature de l'Accord de Partenariat Stratégique (APS) avec le Ghana en 2017 en remplacement de la Grande Commission Mixte de Coopération Ivoirio-ghanéenne ;
- la signature de plusieurs accords de coopération bilatérale (Liban, Corée du Sud, Turquie, Cameroun, Maroc, Inde, Tunisie, Ethiopie, Algérie.) ;
- l'élaboration en 2017 de trois (3) documents, avec l'appui financier du PNUD, à savoir le document d'orientation en matière de diplomatie économique, la Revue d'information sur les retours de bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et le profil thématique de tous les partenariats de coopération avec la Côte d'Ivoire;
- les échanges de visites de hautes personnalités entre la Côte d'Ivoire et plusieurs pays freinées à cause de la Covid 19.

Au niveau des relations multilatérales

- la participation de la Côte d'Ivoire en qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2018-2019 dans le cadre de la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde;
- la promotion de la candidature des cadres Ivoiriens dans les organismes internationaux à travers les appuis diplomatiques, politiques et administratifs;
- l'organisation de la 44^{ème} session du Conseil des Ministres de l'OCI, des 8^{ème} Jeux de la Francophonie et du 5^{ème} Sommet UA-UE;
- l'ouverture de deux (02) nouvelles Représentations Permanentes (FAO- FIDA-PAM et UE);
- l'implication active de la Côte d'Ivoire en faveur de l'intégration sous-régionale avec la réactivation du Conseil de l'Entente et de l'Union du Fleuve Mano ;
- les médiations ivoiriennes dans les crises au Mali et en Guinée Bissau ;

- la participation de la Côte d'Ivoire en qualité de membre de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies depuis son élection en 2012 ;
- la poursuite des actions de lobbying et de restauration de l'image de la Côte d'Ivoire ;
- l'apurement progressif des arriérés de contribution de la Côte d'Ivoire auprès des organismes internationaux ;
- la poursuite de la ratification des accords et des conventions internationaux dont 8 en 2017 et 7 en 2018 ;
- la nomination du Représentant Permanent du Chef de l'Etat auprès de l'OIF ;
- le renforcement de l'assistance aux réfugiés ivoiriens avec le rapatriement volontaire de 278711 personnes.

Au niveau du protocole d'Etat, des affaires juridiques, consulaires et état-civil

- la formalisation progressive des procédures diplomatiques (l'élaboration du guide pratique à l'usage du Corps diplomatique, du guide du Protocole d'Etat, le répertoire diplomatique, l'informatisation de la gestion de l'état civil,) ;
- la réorganisation et la rédefinition des attributions des Directions Générales du Protocole d'Etat et des Affaires Juridiques, Consulaires et Etat-Civil structurées désormais autour de trois Directions centrales chacune;
- l'élaboration du répertoire des Missions Diplomatiques et Postes Consulaires ;
- le renforcement des capacités des agents du protocole.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement de l'image de la Côte d'Ivoire en Afrique et dans le monde
- la promotion du rayonnement diplomatique de la Côte d'Ivoire sur l'échiquier international.
- la consolidation et l'extension du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger à travers la réhabilitation, la construction et l'acquisition des Chancelleries, Résidences et logements des diplomates ;
- la poursuite du renforcement des instruments de coopération bilatérale et multilatérale ;
- l'optimisation de la carte diplomatique ;
- la poursuite du renforcement de la présence et de l'influence de la Côte d'Ivoire dans les Organismes internationaux ;
- l'intensification du renforcement des capacités des acteurs de la diplomatie ;
- la révision en cours du Statut du Corps Diplomatique ;
- la Promotion des partenariats économiques stratégiques (Asie, Moyen Orient, Amérique du Sud) ;
- l'élaboration en cours du document d'orientation en matière de diplomatie économique ;
- l'intensification du lobbying et la promotion de la destination Côte d'Ivoire ;
- la mobilisation des ressources financières extérieures ;
- l'amélioration du dialogue avec les acteurs impliqués dans la promotion de l'action économique extérieure (Etat et secteur privé) ;
- le renforcement du cadre institutionnel de la diplomatie ;
- le renforcement de la politique de communication et d'information ;
- l'institution d'un cadre d'échanges avec les structures en charge des questions culturelles et touristiques ;
- le renforcement de l'assistance aux Ivoiriens de l'extérieur.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le développement de la diplomatie économique ;
- la modernisation de l'outil diplomatique ;
- le renforcement des relations bilatérale et multilatérale.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la Côte d'Ivoire est largement représentée dans le monde ;
- le volume des échanges commerciaux à travers les accords bilatéraux est accru;
- les stratégies sont élaborées et suivies dans la relation multilatérale entre la Côte d'Ivoire et les Organisations Internationales ;
- les services du Protocole sont plus efficaces ;
- le délai d'obtention des actes administratifs est amélioré.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Affaires Etrangères est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de politique extérieure de la Côte d'Ivoire.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- organisation et gestion de la responsabilité diplomatique et consulaire de la Côte d'Ivoire à l'étranger ;
- défense des intérêts et protection des nationaux ivoiriens à l'étranger par l'intermédiaire des Représentations diplomatiques et consulaires et à travers les organisations ou associations ivoiriennes à l'étranger ;
- relation avec les Missions Diplomatiques et Consulaires ainsi que les représentations des Organisations Internationales accréditées en Côte d'Ivoire ;
- tutelle des Organisations Gouvernementales et Non Gouvernementales établies en Côte d'Ivoire ;
- mise en œuvre et suivi du protocole d'Etat ;
- négociation et signature des conventions et accords internationaux liant l'Etat, sauf délégation ou autorisation expresse accordée à d'autres Ministres ;
- coordination de la coopération internationale ;
- élaboration de la politique concernant la gestion des réfugiés ;
- développement de la coopération politique avec les autres pays africains ;
- participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger en liaison avec les Ministres chargés de la Construction, de l'Economie et des Finances et du Budget ;
- appui à la coopération décentralisée ;
- participation à la promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'étranger en liaison avec les Ministres chargés de la Communication et du Tourisme ;
- développement de l'action économique extérieure et promotion des intérêts économiques de la Côte d'Ivoire dans le monde en liaison avec les Ministres chargés du Commerce et de l'Economie et des Finances.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Relation bilatérale ;
- Programme 3 : Relation multilatérale ;
- Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques, Consulaires et Etat-civil.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Secrétariat Général, IGAE, DSP, DAF, DCRP, DPL, DRH, DFPI, DSIN, DEG, DPE, SBS, STI, SCVD, SCMI, SPO, SDA, CPMP, ESCS.		-Consolidation et extension du patrimoine immobilier : 1-l'équipement deux (02) bâtiments annexes du bloc ministériel 2-Système intégré d'informatisation et de communication du Ministère (Projet d'interconnexion,) -Renforcement des capacités techniques et opérationnelles du MAE	
Programme 2 : Relation Bilatérale	DGCB, DA, DE, DA, DPO, DAC, les ambassades Bilatérales (49), les Consulats Généraux (4).		Acquérir, construire ou Réhabiliter les chancelleries et résidences	
Programme 3 : Relation Multilatérale	DGCM, DONUISNU, DOI, DMPOI (06).			
Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques, Consulaires et Etat-civil.	DGPE, DACAA, DPI, DPV, DGAJCEC, DAJ, DECAC, DAARA.			

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du Ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Nombre de textes adoptés et mis en œuvre pour renforcer le cadre institutionnel et réglementaire de la diplomatie	Dénombrement Source : Rapport d'activités service juridique
		IP 1.1.2 : Nombre de projets réalisés pour la dématérialisation des actes administratifs	Dénombrement Source : Rapport d'activités CABINET
OG 2 : Redynamiser les relations bilatérales	RS 2.1 : la Côte d'Ivoire est largement représentée dans le monde	IP 2.1.1 : Taux de couverture diplomatique de la Côte d'Ivoire dans le monde	Nombre de pays couverts / Nombre total de pays Sources : Rapports d'activités DGRB / DSP
	RS 2.2 : le volume des échanges commerciaux à travers les accords bilatéraux est accru	IP 2.2.1 : Volume des échanges commerciaux à travers les accords bilatéraux	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRB
OG 3 : Renforcer les relations multilatérales	RS 3.1 : les stratégies sont élaborées et suivies dans la relation multilatérale entre la Côte d'Ivoire et les Organisations Internationales	IP 3.1.1 : Nombre d'Organisations Régionales et Internationales dont le document de stratégies a été élaboré.	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRM
OG 4 : Améliorer la qualité des services du protocole d'Etat des Affaires Juridiques et Consulaires	RS 4.1 : les services du Protocole sont plus efficaces	IP 4.1.1 : Taux de satisfaction des usagers des services du protocole	Enquête de satisfaction (collecte et traitement des données) Source : Rapport d'activités / enquête DGPE
	RS 4.2 : le délai d'obtention des actes administratifs est amélioré	IP 4.1.2 : Délai d'obtention des actes administratifs	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGPE

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global du ministère

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	103 360 183 814	107 168 557 111	113 419 342 051
1.1 Ressources Intérieures	103 360 183 814	107 168 557 111	113 419 342 051
1.1.1 Budget État	103 360 183 814	107 168 557 111	113 419 342 051
1.1.2 Recettes propre (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	103 360 183 814	107 168 557 111	113 419 342 051
2.1 Personnel	57 690 868 285	60 197 547 310	62 321 770 838
2.1.1 Solde y compris EPN	57 690 868 285	60 197 547 310	62 321 770 838
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	29 172 975 764	30 966 928 799	33 303 074 122
2.3 Transferts	9 011 419 295	11 408 381 002	13 198 797 091
2.4 Investissement	7 484 920 470	4 595 700 000	4 595 700 000
Trésor	7 484 920 470	4 595 700 000	4 595 700 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'agents formés au Département Central	28%	20%	39%	49%	(Nombre d'agents formés / nombre d'agents au Département Central à former) x 100 Source : Rapport de formation DRH
	Taux de réalisation des activités	94%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DAF/RFFiM
	Taux d'exécution du budget	93%	100%	100%	100%	(Budget ordonnancé / Budget voté) x100 Source : Rapport d'activités DAF/RFFiM
OS 2 : Moderniser l'outil d'information, de communication et d'archivage	Nombre d'outils d'information réalisés	3	4	5	6	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSIN
	Taux de projets informatiques réalisés	50%	51%	66%	70%	(Nombre de projets informatiques réalisés/ Nombre total de projets informatiques prévus) x100 Source : Rapport d'activités DSIN
OS 3 : Améliorer l'efficacité et la qualité des services en matière de gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de délivrance des passeports officiels	Taux d'absorption des bourses, formations et stages professionnels offerts à la Côte d'Ivoire	80%	90%	100%	100%	(Nombre de bourses, formations et stage professionnels utilisés / nombre total de bourses, formations et stage professionnels reçus) x100 Source : Rapport d'activités service bourses et stages
	Durée de délivrance d'un Passeport officiel	7 jours	6 jours	5 jours	5 jours	Dénombrement Source : Rapport d'activités Service passeport Officiel
OS4 : Renforcer la diplomatie économique	Nombre de missions de prospection économique et commerciale	132	150	200	250	Dénombrement Source : Rapport d'activités DDE
	Montant des ressources financières extérieures mobilisées (en milliards de FCFA)	(Année 2018) 897	900	950	1 000	Dénombrement : Source : Rapport d'activités DDE

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		48 027 410 897	53 444 097 407	57 216 516 057
	Dépenses de personnel	33 558 812 612	36 179 049 168	37 824 912 615
	Dépenses en biens et services	4 212 498 978	4 615 024 661	4 953 432 595
	Transferts	9 000 000 000	11 393 924 271	13 182 071 540
	Investissements	1 256 099 307	1 256 099 307	1 256 099 307
	<i>Trésor</i>	1 256 099 307	1 256 099 307	1 256 099 307
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21070 Administration Générale	48 027 410 897	53 444 097 407	57 216 516 057
2107001 Coordination et animation en matière de politique extérieure	293 050 000	310 304 680	324 731 671
2.Biens et services	173 050 000	190 304 680	204 731 671
21070010001 Élaborer et suivre les questions nationales et internationales d'ordre géopolitique et/ou stratégique (sécurité transfrontalière, terrorisme, migration, changements climatique et trafics illicites...)	25 000 000	27 492 730	29 576 953
21070010002 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	17 000 000	18 695 057	20 112 328
21070010003 Coordonner les activités des Services Centraux et Extérieurs	36 200 000	39 809 474	42 827 428
21070010004 Promouvoir les partenariats économiques stratégiques à destination et en provenance de la Côte d'Ivoire	14 900 000	16 385 668	17 627 864
21070010005 Élaborer les documents d'orientations stratégiques en matière de politique extérieure	55 650 000	61 198 817	65 838 298
21070010006 Prendre en charge les frais de domesticité du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21070010008 Centraliser, conserver et diffuser les documents et les archives	20 300 000	22 324 097	24 016 487
4.Investissements	120 000 000	120 000 000	120 000 000
Trésor	120 000 000	120 000 000	120 000 000
21070010009 Mettre en œuvre le système de Gestion Électronique des Documents du Ministère	120 000 000	120 000 000	120 000 000
2107002 Planification, suivi et évaluation	70 709 609	77 760 007	83 654 991
2.Biens et services	70 709 609	77 760 007	83 654 991
21070020001 Organiser la Planification générale du Ministère	70 709 609	77 760 007	83 654 991
2107003 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	46 829 259 481	52 181 567 790	55 900 158 488
1.Personnel	33 558 812 612	36 179 049 168	37 824 912 615
21070030022 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire des Services Centraux	5 716 896 759	6 163 266 005	6 443 646 348
21070030023 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire des Services Extérieurs	27 841 915 853	30 015 783 163	31 381 266 267

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21070 Administration Générale	48 027 410 897	53 444 097 407	57 216 516 057
2.Biens et services	3 566 839 369	3 904 986 851	4 189 566 833
21070030001 Établir et délivrer les Passeports Diplomatiques et de Service	28 800 000	31 671 625	34 072 652
21070030002 Suivre et évaluer les Bourses et les Stages de formation pour les étudiants ivoiriens à l'étranger	11 500 000	12 646 657	13 605 397
21070030004 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	267 032 911	276 159 373	285 637 992
21070030005 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	175 000 000	192 449 107	207 038 672
21070030006 Prendre en charge les conférences et missions hors CI - MAE	510 000 000	560 851 685	603 369 844
21070030007 Prendre en charge les Fêtes Nationales à l'étranger	200 000 000	219 941 837	236 615 625
21070030010 Gérer le salon d'honneur aéroport Abidjan	15 000 000	16 495 638	17 746 172
21070030011 Prendre en charge les activités diplomatiques à Abidjan	215 000 000	236 437 475	254 361 797
21070030012 Mettre en œuvre le CDMT sectoriel	140 000 000	153 959 285	165 630 938
21070030013 Gérer la salle de conférence MAE	12 000 000	13 196 510	14 196 938
21070030014 Gérer l'Assemblée Générale de l'ONU à NEW YORK	38 000 000	41 788 949	44 956 969
21070030015 Gérer les Mouvements des Ambassadeurs	200 000 000	219 941 837	236 615 625
21070030016 Gérer les Mouvements Diplomatiques	480 000 000	527 860 409	567 877 500
21070030017 Prendre en charge les dépenses liées aux fonctionnements des activités du Ministère	1 046 406 458	1 150 742 794	1 237 980 591
21070030018 Gérer les ressources matérielles du ministère	57 000 000	62 683 424	67 435 454
21070030019 Gérer les ressources financières du Ministère	68 500 000	75 330 079	81 040 852
21070030020 Concevoir et mettre en œuvre la politique nationale d'intégration et de promotion des ivoiriens dans les Organisations Internationales	15 300 000	16 825 552	18 101 095
21070030021 Gérer les Ressources Humaines	60 800 000	66 862 320	71 931 151
21070030025 Gérer la commande publique du Ministère	26 500 000	29 142 295	31 351 569
3.Transferts	9 000 000 000	11 393 924 271	13 182 071 540
21070030024 Transférer les contributions de la CI aux organisations mondiales	8 500 000 000	10 760 928 478	12 449 734 232
21070030027 Apurer les arriérés des contributions de la C.I aux organisations mondiales	500 000 000	632 995 793	732 337 308
4.Investissements	703 607 500	703 607 500	703 607 500
Trésor	703 607 500	703 607 500	703 607 500
21070030003 Réhabiliter et équiper le Ministère (investissement)	703 607 500	703 607 500	703 607 500
2107004 Information et communication	834 391 807	874 464 930	907 970 907
2.Biens et services	401 900 000	441 973 123	475 479 100
21070040001 Organiser la communication des activités du Ministère	39 000 000	42 888 658	46 140 049
21070040002 Traduire tous les documents officiels et assurer l'interprétation à l'occasion des rencontres	13 300 000	14 626 133	15 734 938
21070040003 Élaborer et suivre la mise en œuvre du schéma directeur informatique	18 000 000	19 794 765	21 295 407
21070040004 Recevoir, enregistrer et expédier le courrier (arrivée/départ)	94 300 000	103 702 578	111 564 266
21070040006 Préparer et coordonner les voyages officiels, en liaison avec les différents services compétents	37 300 000	41 019 152	44 128 815
21070040007 Prendre en charges les séminaires et conférences en CI	200 000 000	219 941 837	236 615 625
4.Investissements	432 491 807	432 491 807	432 491 807
Trésor	432 491 807	432 491 807	432 491 807
21070040005 Réaliser Système Intégré d'Informatisation et Communication (Investissement)	432 491 807	432 491 807	432 491 807

III.2. Programme 2 : Relation Bilatérale

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Relation Bilatérale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer la relation bilatérale	Taux de couverture diplomatique (pays couverts)	71,13% (2017)	71,2%	71,3%	71,4%	(Nombre de pays couverts / Nombre total de pays) x100 Source : Rapport d'activités DGRB
	Nombre de pays dont le document de stratégies a été élaboré	2 (TAC et APS 2017)	3	5	6	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRB
OS 2 : Promouvoir les relations bilatérales bénéfiques pour la Côte d'Ivoire	Taux d'accords et de traités bilatéraux ratifiés	80%	53%	55%	60%	(Nombre d'accords et de traités bilatéraux ratifiés / nombre total d'accords et traités bilatéraux prévus) x 100 Source : Rapports d'activités DGRB / DGAJC
	Taux d'accords bilatéraux signés	68%	30%	45%	50%	(Nombre d'accords bilatéraux signés / nombre total d'accords bilatéraux prévus) x 100 Source : Rapports d'activités DGRB / DGAJC

III.2.1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : RELATION BILATERALE		48 313 287 398	46 294 651 962	48 417 341 165
	Dépenses de personnel	20 470 866 865	20 283 738 982	20 687 716 403
	Dépenses en biens et services	21 613 599 370	22 671 312 287	24 390 024 069
	Transferts	0	0	0
	Investissements	6 228 821 163	3 339 600 693	3 339 600 693
	Trésor	6 228 821 163	3 339 600 693	3 339 600 693
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22071 Relation bilatérale	48 313 287 398	46 294 651 962	48 417 341 165
2207101 Renforcement de la coordination des initiatives en matière de relation bilatérale	152 200 000	167 375 739	180 064 490
2. Biens et services	152 200 000	167 375 739	180 064 490
22071010006 Coordonner la mise œuvre de la stratégie des relations bilatérales entre la CI et les pays étrangers.	59 500 000	65 432 696	70 393 149
22071010007 Coordonner les relations bilatérales de la CI avec les pays de l'Europe	18 800 000	20 674 533	22 241 868

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22071 Relation bilatérale	48 313 287 398	46 294 651 962	48 417 341 165
22071010008 Coordonner les relations bilatérales de la CI avec les pays de l'Asie, Pacifique et Océanie,	18 300 000	20 124 679	21 650 329
22071010009 Coordonner les relations bilatérales de la CI avec les pays de l'Afrique	18 800 000	20 674 532	22 241 868
22071010010 Coordonner les relations bilatérales de la CI avec les pays de l'Amériques et Caraïbes	36 800 000	40 469 299	43 537 276
2207102 Définition de stratégies et suivi de la relation bilatérale	48 161 087 398	46 127 276 223	48 237 276 675
1.Personnel	20 470 866 865	20 283 738 982	20 687 716 403
22071020726 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Suisse/Service économique (GENEVE)	74 629 720	76 129 379	77 645 596
22071020727 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Allemagne/ Délégation du Tourisme	53 855 456	54 937 663	56 031 819
22071020728 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France/ Délégation du Tourisme	27 225 000	27 772 078	28 325 195
22071020729 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Espagne/Délégation du Tourisme (MADRID)	69 500 000	70 896 579	72 308 577
22071020730 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Italie/Délégation du Tourisme (MILAN)	47 150 000	48 097 463	49 055 389
22071020731 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Brésil / Délégation Tourisme (Rio de Janeiro)	46 352 752	47 284 195	48 225 922
22071020732 Prendre en charge les salaires de la Représentation aux États-Unis/Délégation du Tourisme (WASHINGTON)	39 160 000	39 946 907	40 742 503
22071020733 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Canada/Délégation du Tourisme	19 350 000	19 738 832	20 131 956
22071020734 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Chine/Délégation du Tourisme (Beijing)	95 750 000	97 674 064	99 619 371
22071020735 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Afrique du Sud/Délégation du Tourisme (Prétoria)	47 090 000	48 036 258	48 992 963
22071020736 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Brésil / Min. Ressources Animales et Halieutiques	52 861 180	53 923 408	54 997 363
22071020737 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Belgique/Service économique (BRUXELLES)	13 928 615	14 208 506	14 491 487
22071020738 Prendre en charge les salaires de la Service Économique à New-York	267 000 000	272 365 276	277 789 789
22071020739 Prendre en charge les salaires de la Service Économique Afrique du Sud	78 663 476	80 244 191	81 842 361
22071020740 Prendre en charge les salaires de la Représentation commerciale de Côte d'Ivoire à New-Delhi (Inde)	42 091 566	42 937 383	43 792 537
22071020741 Prendre en charge les salaires de la Représentation commerciale de la Côte d'Ivoire à Pékin (Chine)	43 163 196	44 030 546	44 907 472
22071020742 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Londres / Ministère du commerce	57 010 000	58 155 598	59 313 842
22071020743 Prendre en charge les salaires de la Représentation de Berlin / Ministère du commerce	28 357 333	28 927 165	29 503 287
22071020744 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Genève /Ministère du Commerce	44 638 795	45 535 796	46 442 702
22071020745 Prendre en charge les salaires de la représentation en Corée	372 107 683	379 585 062	387 144 999
22071020746 Prendre en charge les salaires de la représentation aux États-Unis/ Consulat Général de New-York	360 500 000	367 744 127	375 068 236
22071020747 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Liban	210 442 349	214 671 116	218 946 575
22071020748 Prendre en charge les salaires de la représentation en France	1 908 320 542	1 946 667 600	1 985 438 055
22071020749 Prendre en charge les salaires de la Représentation en République Démocratique du Congo	98 778 121	100 763 035	102 769 863
22071020750 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Russie	369 002 988	376 417 978	383 914 841
22071020751 Prendre en charge les salaires de la représentation au Japon	590 000 000	601 855 851	613 842 604
22071020752 Prendre en charge les salaires de la représentation au Mexique	490 691 185	500 551 460	510 520 602

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22071 Relation bilatérale	48 313 287 398	46 294 651 962	48 417 341 165
22071020753 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Chine/ Consulat Général à Guangzhou	277 022 618	282 589 295	288 217 433
22071020754 Prendre en charge les salaires de la représentation en Tunisie	192 107 783	195 968 124	199 871 088
22071020755 Prendre en charge les salaires de la représentation en Espagne	524 714 080	535 258 033	545 918 403
22071020756 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Gabon	157 184 828	160 343 404	163 536 855
22071020757 Prendre en charge les salaires de la représentation en Chine	294 588 873	300 508 538	306 493 561
22071020758 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Grande-Bretagne	581 793 835	593 484 786	605 304 819
22071020759 Prendre en charge les salaires de la représentation au Brésil	514 943 864	525 291 488	535 753 361
22071020760 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Inde	283 905 114	289 610 093	295 378 059
22071020761 Prendre en charge les salaires de la représentation au Maroc	185 943 612	189 680 088	193 457 816
22071020762 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Sénégal	144 508 068	147 411 910	150 347 812
22071020763 Prendre en charge les salaires de la représentation au Danemark	92 000 000	93 848 710	95 717 830
22071020764 Prendre en charge les salaires de la représentation aux États-Unis Washington	1 508 425 132	940 253 355	958 979 742
22071020765 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Arabie Saoudite/ Consulat Général à Djeddah	318 840 500	325 247 493	331 725 226
22071020766 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Bruxelles Ministère du Commerce	6 000 000	6 120 568	6 242 467
22071020767 Prendre en charge les salaires de la représentation en Belgique	564 809 316	576 158 968	587 633 935
22071020768 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Washington Ministère du Commerce	55 565 850	56 682 427	57 811 332
22071020769 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Ghana	258 000 000	263 184 423	268 426 089
22071020770 Prendre en charge les salaires de la Représentation Culturelle en Afrique du Sud	51 692 438	52 731 181	53 781 392
22071020771 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Suisse-Berne	596 918 171	608 913 040	621 040 347
22071020772 Prendre en charge les salaires de la représentation en Israël	193 022 678	196 901 404	200 822 955
22071020773 Prendre en charge les salaires de la Représentation Culturelle au Maroc	62 768 000	64 029 303	65 304 530
22071020774 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Burkina-Faso	146 412 368	149 354 475	152 329 067
22071020775 Prendre en charge les salaires de la représentation en Égypte	278 309 977	283 902 522	289 556 815
22071020776 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Italie	669 786 863	683 246 003	696 853 750
22071020777 Prendre en charge les salaires de la représentation en Australie	381 908 569	389 582 893	397 341 950
22071020778 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Nigéria	383 542 163	391 249 313	399 041 560
22071020779 Prendre en charge les salaires de la représentation en Algérie	158 349 526	161 531 507	164 748 618
22071020780 Prendre en charge les salaires de la représentation au Canada	421 300 000	429 765 881	438 325 237
22071020781 Prendre en charge les salaires de la représentation en Arabie Saoudite	560 900 000	572 171 097	583 566 640
22071020782 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Guinée Conakry	171 681 572	175 131 457	178 619 428
22071020783 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Iran	231 225 420	235 871 817	240 569 516
22071020784 Prendre en charge les salaires de la représentation en Allemagne	579 265 773	590 905 924	602 674 594

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22071 Relation bilatérale	48 313 287 398	46 294 651 962	48 417 341 165
22071020785 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France/Service des Étudiants (PARIS)	45 600 000	46 516 317	47 442 751
22071020787 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Italie / Attaché de Sécurité	35 000 000	35 703 314	36 414 392
22071020788 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Allemagne / Attaché de Sécurité	33 000 000	33 663 124	34 333 570
22071020789 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Belgique / Attaché de Sécurité	33 000 000	33 663 124	34 333 570
22071020790 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France / Attaché de Sécurité	38 397 528	39 169 113	39 949 218
22071020791 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Guinée Équatoriale	206 348 133	210 494 630	214 686 908
22071020792 Prendre en charge les salaires de la Représentation en République du Congo	73 238 300	74 709 999	76 197 948
22071020793 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Tchad	60 574 200	61 791 418	63 022 076
22071020794 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Cameroun	158 869 222	162 061 646	165 289 317
22071020796 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Portugal	275 189 969	280 719 819	286 310 725
22071020797 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Mali	152 138 668	155 195 843	158 286 773
22071020798 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Turquie (Ankara)	225 420 967	229 950 725	234 530 497
22071020799 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Liberia	115 442 240	117 762 013	120 107 398
22071020800 Prendre en charge les salaires de la représentation au Qatar	284 535 532	290 253 178	296 033 953
22071020801 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France/ Consulat Général	163 200 776	166 480 240	169 795 915
22071020802 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Vatican	464 823 716	474 164 193	483 607 798
22071020803 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Angola	219 158 185	223 562 095	228 014 630
22071020804 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Autriche	436 495 564	445 266 795	454 134 872
22071020805 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Afrique du Sud	249 942 287	254 964 792	260 042 754
22071020806 Prendre en charge les salaires de la Représentation au Pays-Bas	398 741 709	406 754 289	414 855 338
22071020807 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Éthiopie	194 531 793	198 440 844	202 393 055
22071020810 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France / Consulat Général de Paris	72 161 128	73 611 182	75 077 245
22071020816 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Laayoune/Consulat Général à Laayoune	140 000 000	142 813 253	145 657 567
2.Biens et services	21 461 399 370	22 503 936 548	24 209 959 579
22071020012 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en République Démocratique du Congo	207 309 597	205 986 085	221 601 886
22071020025 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Guinée Équatoriale	337 990 244	371 690 976	399 868 864
22071020051 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en République du Congo	221 306 115	243 372 366	261 822 420
22071020055 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Éthiopie	429 340 800	472 150 021	507 943 705
22071020083 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Angola	257 048 384	282 678 470	304 108 321
22071020107 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Algérie	249 741 004	274 642 475	295 463 121
22071020127 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Cameroun	208 423 512	229 205 253	246 581 298
22071020173 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (information, protection et négociation...) au Qatar	334 433 487	367 779 579	395 660 940

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22071 Relation bilatérale	48 313 287 398	46 294 651 962	48 417 341 165
22071020226 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France/Consulat Général-Paris	122 821 536	135 067 973	145 307 472
22071020436 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Allemagne / Délégation du Tourisme (Berlin)	43 500 000	47 837 352	51 463 897
22071020437 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France/Délégation du Tourisme (PARIS)	24 071 286	26 471 414	28 478 211
22071020438 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Espagne/Délégation du Tourisme (MADRID)	49 500 000	54 435 604	58 562 365
22071020439 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Italie/Délégation du Tourisme (MILAN)	61 258 000	67 365 986	72 473 000
22071020440 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Brésil / Délégation Tourisme (Rio de Janeiro)	149 634 683	142 560 451	153 367 955
22071020441 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) aux États-Unis/Délégation du Tourisme (WASHINGTON)	32 146 373	35 351 662	38 031 671
22071020442 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Canada/Délégation du Tourisme	20 000 000	21 994 184	23 661 563
22071020443 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Chine/Délégation du Tourisme (Beijing)	48 071 564	52 864 740	56 872 416
22071020444 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Afrique du Sud/Délégation du Tourisme (Prétoria)	15 480 235	17 023 757	18 314 328
22071020445 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France/Min. de la Production Animale et Ress Halieutiques	12 400 000	13 636 395	14 670 167
22071020446 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Brésil / Min. Ressources Animales et Halieutiques	68 750 650	75 605 722	81 337 388
22071020447 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Suisse/Service économique (GENEVE)	140 831 988	154 874 233	166 615 244
22071020448 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Belgique/Service économique (BRUXELLES)	60 938 000	67 014 079	72 094 414
22071020449 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à New-York, service économique	301 384 648	331 435 466	356 561 588
22071020450 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Afrique du Sud, service économique	171 875 484	189 013 049	203 342 124
22071020451 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Gabon	200 624 562	220 628 674	237 354 531
22071020452 Gérer la paierie en Algérie	5 500 000	6 048 401	6 506 929
22071020453 Gérer la paierie au Gabon	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22071020454 Gérer la paierie en République Démocratique du Congo	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22071020455 Gérer la paierie en Angola	5 500 000	6 048 401	6 506 929
22071020456 Gérer la paierie en Éthiopie	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22071020457 Gérer la paierie au Qatar	8 500 000	9 347 528	10 056 163
22071020459 Gérer la paierie au Cameroun	5 200 000	5 718 488	6 152 006
22071020460 Gérer la paierie en Guinée Équatoriale	5 500 000	6 048 401	6 506 929

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22071 Relation bilatérale	48 313 287 398	46 294 651 962	48 417 341 165
22071020462 Gérer la paierie en République du Congo	4 000 000	4 398 836	4 732 312
22071020463 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Canada	179 000 000	196 847 944	211 770 985
22071020464 Gérer la paierie au Canada	6 500 000	7 148 109	7 690 007
22071020465 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Allemagne	368 056 745	404 755 384	435 439 883
22071020466 Gérer la paierie en Allemagne	6 500 000	7 148 110	7 690 007
22071020467 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Belgique	273 431 273	300 694 882	323 490 556
22071020468 Gérer la paierie en Belgique	5 415 369	5 955 332	6 406 804
22071020469 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) aux États-Unis - Washington	752 003 109	669 502 878	720 257 883
22071020470 Gérer la paierie aux États-Unis - Washington	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22071020471 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Danemark	107 500 000	118 218 736	127 180 896
22071020472 Gérer la paierie au Danemark	8 000 000	8 797 672	9 464 624
22071020473 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Brésil	503 378 734	531 576 035	571 874 809
22071020474 Gérer la paierie au Brésil	4 738 447	5 210 914	5 605 953
22071020475 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Chine	464 648 000	488 983 491	526 053 323
22071020476 Gérer la paierie en Chine	6 750 000	7 423 037	7 985 777
22071020477 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Espagne	479 000 000	526 760 703	566 694 423
22071020478 Gérer la paierie en Espagne	7 000 000	7 697 963	8 281 546
22071020479 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Mexique	407 854 284	426 526 923	458 861 920
22071020480 Gérer la paierie au Mexique	22 500 000	14 846 073	15 971 554
22071020481 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Japon	436 767 000	480 316 685	516 729 488
22071020482 Gérer la paierie au Japon	7 057 000	7 760 647	8 348 982
22071020483 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France	718 330 724	751 859 075	808 857 502
22071020484 Gérer la paierie en France	6 500 000	7 148 110	7 690 007
22071020485 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) aux États-Unis/Consulat Général à New York	234 382 000	257 752 038	277 292 217
22071020486 Gérer la paierie aux États-Unis/Consulat Général à New York	5 250 000	5 773 472	6 211 161
22071020487 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en IRAN - Téhéran	319 705 600	351 583 187	378 236 700
22071020488 Gérer la paierie en IRAN - Téhéran	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22071020489 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Italie	347 443 851	360 093 011	387 391 658
22071020490 Gérer la paierie en Italie	7 000 000	7 697 964	8 281 546
22071020491 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Suisse - Berne	292 385 461	321 538 976	345 914 845
22071020492 Gérer la paierie en Suisse - Berne	5 500 000	6 048 401	6 506 929

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22071 Relation bilatérale	48 313 287 398	46 294 651 962	48 417 341 165
22071020493 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Grande-Bretagne	898 493 731	988 081 808	1 062 988 278
22071020494 Gérer la paierie en Grande-Bretagne	5 643 172	6 205 849	6 676 314
22071020495 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Chine/Consulat général à Guangzhou	484 553 992	532 868 477	573 265 227
22071020496 Gérer la paierie en Chine/Consulat général à Guangzhou	10 000 000	10 997 092	11 830 780
22071020497 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Vatican	342 870 772	377 058 138	405 642 910
22071020498 Gérer la paierie au Vatican	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22071020499 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Autriche	460 949 600	506 910 510	545 339 387
22071020500 Gérer la paierie en Autriche	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22071020501 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Afrique du Sud	161 626 383	177 742 018	191 216 640
22071020502 Gérer la paierie en Afrique du Sud	5 298 000	5 826 258	6 267 947
22071020504 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France/ Consulat Général Lyon	336 147 823	369 664 850	397 689 137
22071020505 Gérer la paierie en France/ Consulat Général Lyon	7 000 000	7 697 964	8 281 546
22071020506 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Arabie Saoudite	419 440 750	461 262 846	496 231 177
22071020507 Gérer la paierie en Arabie Saoudite	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22071020508 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Australie	412 534 156	453 667 603	488 060 136
22071020509 Gérer la paierie en Australie	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22071020510 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Egypte	338 175 450	371 894 650	400 087 976
22071020511 Gérer la paierie en Égypte	5 250 000	5 773 473	6 211 160
22071020512 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Israël	446 519 907	491 042 044	528 267 937
22071020513 Gérer la paierie en Israël	5 250 000	5 773 473	6 211 160
22071020514 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Maroc	266 337 341	292 893 620	315 097 880
22071020515 Gérer la paierie au Maroc	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22071020516 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Tunisie	256 399 810	281 965 223	303 341 006
22071020517 Gérer la paierie en Tunisie	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22071020518 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Corée	532 909 120	586 045 053	630 473 120
22071020519 Gérer la paierie en Corée	6 300 000	6 928 168	7 453 392
22071020520 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Burkina-Faso	165 000 000	181 452 017	195 207 891
22071020521 Gérer la paierie au Burkina-Faso	5 063 000	5 567 827	5 989 924
22071020522 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Ghana	301 432 120	331 487 670	356 617 748
22071020523 Gérer la paierie au Ghana	6 380 000	7 016 144	7 548 040
22071020524 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Tchad	115 727 000	127 266 044	136 914 083

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22071 Relation bilatérale	48 313 287 398	46 294 651 962	48 417 341 165
22071020525 Gérer la paierie au Tchad	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22071020526 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Arabie Saoudite /Consulat Général à DJEDDAH	298 644 364	328 421 954	353 319 614
22071020527 Gérer la paierie en Arabie Saoudite /Consulat Général à DJEDDAH	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22071020528 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Sénégal	372 843 388	410 019 297	441 102 856
22071020529 Gérer la paierie au Sénégal	6 500 000	7 148 111	7 690 008
22071020530 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Russie	598 405 159	658 071 648	707 960 054
22071020531 Gérer la paierie en Russie	7 000 000	7 697 964	8 281 546
22071020532 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Liban	343 563 130	355 825 347	382 800 460
22071020533 Gérer la paierie au Liban	5 500 000	6 048 401	6 506 929
22071020534 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Pays-Bas	464 414 940	510 721 374	549 439 158
22071020535 Gérer la paierie au Pays-Bas	19 800 000	21 774 242	23 424 946
22071020536 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Inde	460 354 009	506 255 534	544 634 755
22071020537 Gérer la paierie en Inde	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22071020538 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Guinée Conakry	204 080 000	224 428 656	241 442 581
22071020539 Gérer la paierie en Guinée Conakry	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22071020540 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Libéria	198 045 800	217 792 786	234 303 652
22071020541 Gérer la paierie au Libéria	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22071020542 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Turquie (Ankara)	263 671 515	289 961 985	311 944 001
22071020543 Gérer la paierie en Turquie (Ankara)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22071020544 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Mali	188 753 000	207 573 407	223 309 545
22071020545 Gérer la paierie au Mali	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22071020546 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Nigéria	465 742 000	512 180 758	551 009 170
22071020547 Gérer la paierie au Nigéria	5 500 000	6 048 401	6 506 929
22071020548 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Portugal	283 500 000	311 767 555	335 402 648
22071020549 Gérer la paierie au Portugal	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22071020552 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France / Attaché de Sécurité	54 821 260	60 287 443	64 857 831
22071020553 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Belgique / Attaché de Sécurité	43 460 630	47 794 054	51 417 320
22071020554 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Allemagne / Attaché de Sécurité	43 139 340	47 440 728	51 037 208
22071020555 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Italie / Attaché de Sécurité	41 160 630	45 264 723	48 696 238

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22071 Relation bilatérale	48 313 287 398	46 294 651 962	48 417 341 165
22071020556 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en France/Service des Étudiants (PARIS)	11 800 000	12 976 567	13 960 321
22071020557 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) en Afrique du Sud/Mission Culturelle	29 921 410	32 904 852	35 399 367
22071020558 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Maroc/ service culturelle	106 268 885	116 864 870	125 724 393
22071020559 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au Centre culturel de Téhéran (Iran)	29 583 000	32 532 696	34 998 997
22071020560 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à Washington Ministère du Commerce	61 824 000	67 988 420	73 142 621
22071020561 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à Bruxelles /Ministère du Commerce	39 255 000	43 169 085	46 441 729
22071020562 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à Berlin / Ministère du commerce	60 089 091	66 080 523	71 090 088
22071020563 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à Londres / Ministère du commerce	50 225 000	55 232 895	59 420 097
22071020564 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à Genève /Ministère du Commerce	53 311 798	58 627 474	63 072 021
22071020565 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) à Pékin (Chine), service commercial	42 124 000	46 324 149	49 835 981
22071020566 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) au service commercial de Côte d'Ivoire à New-Delhi (Inde)	49 095 856	53 991 163	58 084 231
22071020817 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) † Laayoune / Consulat Général	671 020 289	0	0
4. Investissements	6 228 821 163	3 339 600 693	3 339 600 693
Trésor	6 228 821 163	3 339 600 693	3 339 600 693
22071020646 Réhabilitation Résidence et Chancellerie MADRID	386 000 000	386 000 000	386 000 000
22071020647 Acquisition de Chancellerie à Lisbonne	708 433 560	708 433 560	708 433 560
22071020658 Construction de la chancellerie Monrovia (Liberia)	543 112 500	543 112 500	543 112 500
22071020659 Démolition & reconstruction Chancellerie & Résidence Dakar	2 117 054 633	1 117 054 633	1 117 054 633
22071020664 Construction de la Résidence et de la Chancellerie à Riyadh	1 200 000 000	400 000 000	400 000 000
22071020671 Réhabilitation résidence Washington	1 089 220 470	0	0
22071020814 Construire et Réhabilitation de la Chancellerie et de la Résidence au Mexique	150 000 000	150 000 000	150 000 000
22071020815 Construire et Réhabilitation de la Chancellerie et de la Résidence en Suisse/Genève	35 000 000	35 000 000	35 000 000

III.3. Programme 3 : Relation Multilatérale

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Relation Multilatérale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Accroître l'influence et le leadership de la Côte d'Ivoire dans les organismes internationaux.	Taux d'organisations internationales (OI) pour lesquelles la Côte d'Ivoire est à jour de ses contributions	30%	20%	35%	40%	(Nombre d'OI auxquelles la CI est à jour des contributions/ nombre total des OI auxquelles la CI est membre par an). X 100 Source : Rapports d'activités DGRM / DAF
	Nombre de cadres ivoiriens placés dans les Organismes Internationaux à l'initiative du Gouvernement	(Année 2018) 2	5	6	7	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRM
OS 2 : Diversifier les leviers de la relation multilatérale	Nombre de stagiaires placés dans les OI pour accroître le niveau de présence de la CI	0	3	5	7	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRM
	Taux de réalisation des activités du document de stratégie	27%	50%	75%	100%	(Nombre d'activités du document de stratégie réalisés/nombres d'activités prévues dans la mise en œuvre du document de stratégie) x100 Source : Rapport d'activités DGRM

III.3.2 Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : RELATION MULTINATIONALE		6 785 536 143	7 172 531 461	7 508 704 443
	Dépenses de personnel	3 661 188 808	3 734 759 160	3 809 141 820
	Dépenses en biens et services	3 112 928 040	3 423 315 570	3 682 837 072
	Transferts	11 419 295	14 456 731	16 725 551
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22072 Relation multilatérale	6 785 536 143	7 172 531 461	7 508 704 443
2207201 Coordination des initiatives en matière de relation multilatérale	76 600 000	84 237 727	90 623 785
2.Biens et services	76 600 000	84 237 727	90 623 785
22072010001 Coordonner les activités de la CI avec les organisations internationales	17 300 000	19 024 970	20 467 251
22072010003 Coordonner la mise œuvre de la stratégie des relations multilatérales	43 500 000	47 837 351	51 463 900
22072010004 Coordonner les activités de la CI avec l'ONU et les Institutions Spécialisées des Nations-Unies	15 800 000	17 375 406	18 692 634
2207202 Suivi de la relation multilatérale	6 708 936 143	7 088 293 734	7 418 080 658
1.Personnel	3 661 188 808	3 734 759 160	3 809 141 820
22072020064 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Suisse-Genève	1 167 248 010	1 190 703 466	1 214 417 897
22072020065 Prendre en charge les salaires de la représentation auprès de la Francophonie - Paris	241 105 813	245 950 753	250 849 187
22072020066 Prendre en charge les salaires de la représentation aux États-Unis New-York	1 069 151 280	1 090 635 514	1 112 356 960
22072020067 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France / Délégation Ivoirienne à Interpol - Lyon	3 180 710	3 244 625	3 309 246
22072020068 Prendre en charge les salaires de la Représentation à l'UNESCO	366 908 861	374 281 771	381 736 086
22072020069 Prendre en charge les salaires de la Représentation Permanente auprès de l'Union Européenne	342 105 086	348 979 571	355 929 961
22072020070 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Vienne / Bureau Permanent du MIPSP auprès de l'ONUDI-VIENNE	107 140 000	109 292 942	111 469 655
22072020072 Prendre en charge les salaire de la Représentation Permanente de Côte d'Ivoire auprès de l'O.M.C.	131 657 925	134 303 546	136 978 378
22072020073 Prendre en charge les salaire de la Représentation Permanente C.I auprès de FAO,PAM,FIDA/Rome (Italie)	232 691 123	237 366 972	242 094 450
2.Biens et services	3 036 328 040	3 339 077 843	3 592 213 287
22072020034 Gérer la Paierie auprès de la Francophonie - Paris	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22072020037 Gérer la paierie auprès de l'Union Européenne	9 000 000	9 897 383	10 647 702
22072020041 Gérer la paierie aux États-Unis - New-York	7 128 670	7 839 464	8 433 773
22072020044 Gérer la paierie à l'UNESCO	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22072020046 Gérer la paierie en Suisse - Genève	8 071 500	8 876 302	9 549 214
22072020049 Gérer la paierie C.I auprès de FAO,PAM,FIDA/Rome (Italie)	5 500 000	6 048 400	6 506 929
22072020051 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI à LONDRES auprès des Organisations Internationales	3 400 000	3 739 011	4 022 466
22072020053 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de la francophonie	352 425 000	387 565 010	416 946 308
22072020054 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès des Nations Unies/Gestion Assemblée Générale des Nations Unies	15 000 000	16 495 638	17 746 172
22072020055 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de l'Union Européenne	346 220 253	380 741 594	409 605 608
22072020057 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI à Vienne/Bureau Permanent du MIPSP auprès de l'ONUDI-VIENNE	70 275 053	77 282 120	83 140 879
22072020058 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de l'O.M.C	109 028 000	119 899 093	128 988 642

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22072 Relation multilatérale	6 785 536 143	7 172 531 461	7 508 704 443
22072020059 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI avec les organisations internationales aux États-Unis - New-York	482 139 200	530 212 907	570 408 345
22072020060 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de FAO,PAM,FIDA/Rome (Italie)	367 200 000	403 813 215	434 426 287
22072020061 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès de l'UNESCO	399 747 492	439 605 990	472 932 514
22072020062 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI en FRANCE/Délégation Ivoirienne à Interpol (Lyon)	33 026 380	36 319 416	39 072 786
22072020063 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI avec les organisations internationales en Suisse - Genève	818 166 492	899 745 208	967 954 882
3.Transferts	11 419 295	14 456 731	16 725 551
22071020072 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...) Centre Régional d'Action Culturelle (CRAC) -Lomé	3 613 701	4 574 915	5 292 896
22072020052 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI auprès du Secrétariat Général du Groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique	7 805 594	9 881 816	11 432 655

III.4. Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques et consulaires

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques, consulaires et Etat-civil						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Gérer et améliorer la qualité des services des privilèges et immunités diplomatiques et des corps assimilés	Délai moyen de traitement des dossiers (visa, cartes d'identité diplomatiques et consulaires)	8 jours	5 jours	3 jours	3 jours	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGPE
	Nombre de dossiers traités en matière de franchises douanières (carburants, effets personnels, achats de véhicules.) par jour	50	60	70	80	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGPE
OS 2 : Améliorer la qualité du service de l'état civil et l'assistance des ivoiriens de l'étranger	Durée de traitement des dossiers d'état civil et authentification	14 jours	8 jours	7 jours	7 jours	Dénombrement Sources : Rapport d'activités DGAJCEC
	Taux d'ivoiriens réfugiés, rapatriés volontairement de l'étranger	92%	95%	96%	100%	(Nombre d'ivoiriens rapatriés volontairement de l'étranger / nombre total de réfugiés à l'étranger) x100 Sources : Rapport d'activités DAARA

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV : PROTOCOLE D'ETAT, AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSULAIRES		233 949 376	257 276 281	276 780 386
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	233 949 376	257 276 281	276 780 386
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22073 Protocole d'État, Affaires Juridiques et Consulaires	233 949 376	257 276 281	276 780 386
2207301 Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière du protocole d'État, des affaires juridiques et consulaires	182 329 376	200 509 293	215 709 895
2.Biens et services	182 329 376	200 509 293	215 709 895
22073010001 Suivre les négociations, la ratification et l'application des Conventions, Traités et Accords internationaux	31 000 000	34 090 985	36 675 422
22073010002 Organiser l'accueil et le cérémonial du Ministère	21 600 000	23 753 719	25 554 488
22073010003 Organiser l'accueil et le cérémonial au niveau national (Président de la République et Présidents des Institutions)	17 300 000	19 024 970	20 467 251
22073010004 Superviser les activités liées au Protocole d'État	24 300 000	26 722 934	28 748 798
22073010005 Produire les actes d'état civil des ivoiriens de l'extérieur	27 800 000	30 571 915	32 889 572
22073010006 Traiter les questions de franchises, de privilèges et Immunités	15 800 000	17 375 406	18 692 634
22073010007 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'État Civil	44 529 376	48 969 364	52 681 730
2207302 Protection des réfugiés et apatrides	51 620 000	56 766 988	61 070 491
2.Biens et services	51 620 000	56 766 988	61 070 491
22073020001 Aider et secourir les réfugiés et apatrides	51 620 000	56 766 988	61 070 491

SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau du secteur réel

- le ralentissement de la demande intérieure pouvant conduire à une fragilisation du tissu économique notamment les PME suite à la fermeture de certains établissements du secteur informel et des entreprises de prestation de service ;
- l'impact négatif sur la production de la mesure portant distanciation physique pour certains secteurs d'activités (notamment des usines) ;
- le ralentissement de la demande globale due à la COVID-19 (les investissements tant privés que publics, les exportations de biens et services et la consommation des ménages) ;
- le faible dynamisme de certains secteurs porteurs de croissance ;
- le faible niveau de transformation des produits agricoles ;
- la faible inclusivité de la croissance économique.

Au niveau des Finances Publiques

- la faible mobilisation des recettes fiscales accentuée par les effets de la pandémie ;
- l'accroissement du niveau d'endettement accentué par les conséquences de la pandémie ;
- le degré d'efficacité relativement faible des investissements publics ;
- l'insuffisance de formation des points focaux sur la chaîne de PPPBSE ;
- les tensions de trésorerie ;
- l'insuffisance du financement du PND ;
- le retard dans la mise en œuvre des réformes de finances publiques (mise en œuvre du plan d'actions du Schéma Directeur 2018-2020) ;

Au niveau du Secteur Financier

- la forte perturbation des marchés financiers et bancaires due aux effets négatifs de la Covid-19 ;
- le faible niveau des crédits à long terme notamment l'insuffisance dans l'accompagnement de la stratégie d'industrialisation initiée par le gouvernement ;
- le niveau modéré de l'inclusion financière ;
- la fragilité des systèmes financiers décentralisés ;
- l'insuffisance de financement de la commande publique ;
- la faible digitalisation des moyens de paiement.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau du secteur réel

- la mise en œuvre d'un Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire visant à réduire les effets de la pandémie ;
- le suivi financier de l'exécution du plan de riposte sanitaire ;
- la conclusion de programmes économiques et financiers avec le FMI assortis de documents cadres (mémoire de politiques économiques) indiquant les mesures en faveur de la consolidation de la croissance ;
- le financement de la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) 2019-2020 pour renforcer l'inclusivité de la croissance.

Au niveau des Finances Publiques

- l'élaboration d'un plan de riposte économique et financière à la COVID-19 aboutissant à :
 - l'octroi de moratoires pour le paiement de certains impôts et taxes pour faire face aux effets de la COVID-19 ;
 - la défiscalisation des certaines opérations notamment les prêts bancaires en faveur des entreprises du secteur de la santé ;
 - l'abandon de certains droits (réduction de 25% de la patente transport) ;
 - l'application du mécanisme des prix des carburants à la pompe pour préserver la recette fiscale liée aux carburants face au choc pétrolier ;
 - l'accroissement des dépenses sociales pour aider les populations vulnérables ;
- l'élaboration d'un modèle macro fiscal permettant d'établir les projections de recettes fiscales en cohérence avec l'évolution de l'activité économique et d'un modèle de simulation dont l'objet est d'estimer l'impact des mesures de politiques fiscales ;
- la prise de mesures pour encadrer les avances de trésorerie ;
- la poursuite des travaux d'optimisation du Compte Unique du Trésor (CUT) ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette publique ;
- l'appui à la stratégie de gestion de la masse salariale.

Au niveau du secteur financier

- la poursuite de la mise en œuvre de la réforme du système financier à travers l'exécution du Programme de Développement du Secteur Financier (PDESFI) ;
- le renforcement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) ;
- le déploiement progressif des activités de mobilisation des ressources de la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire (CDC-CI) ;
- le renforcement des activités de l'Agence pour la Promotion de l'Inclusion Financière (APIF), de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire (OQSF-CI) et de l'Observatoire National pour la Compétitivité des Entreprises (ONCE) ;
- la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre le blanchissement des capitaux et la lutte contre le financement du terrorisme, suite à l'Evaluation Nationale des Risques ;
- la création, par décret n°2020-18 du 08 janvier 2020, d'un fonds spécial de garantie des PME en vue de faciliter l'accès des PME au financement ;
- la conduite d'un projet de création d'une banque agricole avec le Cabinet McKinsey ;
- la conduite d'un projet de création du Centre Financier d'Abidjan en partenariat avec Casablanca Finance City Authority (CFCA) ;
- le renforcement, en lien avec la BRVM, de l'accès des PME aux financements avec l'ouverture d'un compartiment dédié à la BRVM ;
- le renforcement du suivi de la convention entre l'Etat et l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire (APBEF-CI) pour le financement de la commande publique.

I.1.3. Défis et priorités

- la mise en œuvre harmonieuse du plan de soutien économique, social et humanitaire pour pallier les effets de la COVID-19 dans les meilleurs délais ;
- le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures ;
- l'optimisation de la gestion des ressources mobilisées ;
- l'accélération de la mise en œuvre des réformes visant à assainir la gestion des finances publiques et maintenir la stabilité du cadre macroéconomique ;
- la mise en œuvre de la stratégie de Développement du Secteur Financier afin de répondre aux exigences de financement des activités d'un pays émergent ;
- la digitalisation des moyens de paiement et l'inclusion financière des populations ainsi que des PME / PMI ;
- le renforcement des capacités des points focaux sur la chaîne programmatique PPPBSE du ministère ;
- le renforcement du cadre réglementaire et institutionnel pour accompagner le développement du secteur privé ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette publique.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la mise en œuvre des mesures de soutien à l'activité économique confrontée aux effets de la COVID-19 ;
- la modernisation de l'administration économique et financière ;
- la mobilisation des financements nécessaires à l'action gouvernementale ;
- la formulation et le pilotage efficace des politiques économiques, poursuite du programme économique et financier soutenu par les Institutions de Bretton Woods ;
- l'assainissement des finances publiques, gestion de la trésorerie de façon optimale et fiable, et tenue d'une comptabilité publique conforme aux meilleures pratiques et normes internationales.
- la poursuite de la réforme du secteur financier, par la mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur financier ;
- le soutien au secteur privé et amélioration continue du climat des affaires ;
- la contribution à l'intégration du marché régional.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'Administration est moderne et performante ;
- l'écart de prévision sur le taux de croissance du PIB réel est réduit ;
- le Nombre de jours de retard moyen de transmission des documents de politiques économiques nationales et communautaires est réduit ;
- les documents produits sont diffusés ;
- les objectifs de mobilisation des recettes assignés sont atteints ;
- les objectifs d'apurement de la dette fournisseur sont atteints ;
- le nombre de structures ayant des irrégularités majeures est réduit ;
- les objectifs de remboursement de la dette publique sont réalisés.

I.3. Missions du ministère

Le Ministère de l'Economie et des Finances assure la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière économique, financière et monétaire. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière économique :

- gestion macroéconomique et libéralisation de l'économie ;
- suivi et gestion des dimensions économiques de l'intégration ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux de financement ;
- participation au développement de l'action économique extérieure et promotion des intérêts économiques de la Côte d'Ivoire dans le monde.

En matière financière :

- gestion de la liquidation des banques et des établissements financiers et gestion de la liquidation des biens immobiliers ;
- organisation et contrôle de la comptabilité publique et du trésor ;
- contrôle de la comptabilité matières de l'ensemble de l'Administration ;
- représentation de l'État dans les Conseils d'administration des banques et des établissements financiers ;
- représentation de l'Etat dans les Assemblées générales constitutives et Assemblées générales des banques et établissements financiers ;
- participation à la gestion de la liquidation des Etablissements Publics Nationaux, des Sociétés d'Etat et des Sociétés à Participation Financière Publique et participation à la gestion de la liquidation des biens immobiliers ;
- gestion de la dette publique intérieure et extérieure ;

- négociation et signature des accords et conventions à caractère économique et financier, notamment ceux concernant tous les concours financiers extérieurs, les contrats de prêts, les emprunts et les conventions à paiement différé contractés par l'État, les collectivités décentralisées, les Établissements Publics Nationaux et les Sociétés d'État ;
- participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'État à l'étranger.

En matière monétaire :

- élaboration et application de la Réglementation relative aux organismes publics et privés intervenant dans les domaines de la monnaie, du crédit, des opérations boursières, des changes, des assurances et suivi de l'application des règles d'organisation et des orientations édictées en ces domaines ;
- suivi des relations avec les institutions d'émission monétaire ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux à caractère monétaire.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière ;
- Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique ;
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II.PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISME PRIVE, ONG SUBVENTIONNEES ET STRUCTURES PUBLIQUES BENEFICIANT DE TRANSFERTS	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	<ul style="list-style-type: none"> - Cabinet - DAFP - DRH - DDAP - PDESFI - Comité Revue Système de Gestion des Finances Publiques - CPIA - OQSF-CI - Comité de Suivi de l'Initiative « Compact with Africa » du G20 - CMEF - COMOREX - Service Courrier (Cabinet MEF) - Service Communication (Cabinet MEF) - SPSE (Cabinet MEF) - ABR - Cellule de suivi du portefeuille des projets de la Banque Mondiale - Comité de coordination PLBC-FTPADM - IdF - Cellule de suivi du fonds d'études - Cellule de coordination et de suivi des projets de la zone asie - Cellule de passation des marchés publics/MEF - AJT - Cellule MCC - Cellule Genre - ONCE - APIF 	<ul style="list-style-type: none"> - CNFEM - FGA 	<ul style="list-style-type: none"> - Fonds de Garantie des Emprunts du Conseil de l'Entente - FIMR - Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF/ Trust Fund) - Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat - Past-Privé/comité de Concertation Etat-secteur privé - Cellule de coordination et de la coopération Côte d'Ivoire-Union européenne - CDC-CI - IDEP - SNDI/Convention assistance technique MEF - Syndic de copropriété immeuble SCIAM 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet Migration logiciel GESPERS vers ORACLE - PAGDS - Fonds d'études - Restructuration des banques et établissements financiers - PAGEF - Projet de construction de l'Institut des Finances - Acquérir un terrain nu et réaliser des études pour la construction de la seconde cité financière du ministère - Ouvrir 14 bureaux relais du FGA - BSTP/LABEL de compétences - Soutien à l'efficacité et à la qualité du partenariat côte d'ivoire-union européenne (SEQUACI III) 	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution au financement du programme 4 de l'AFRITAC de l'Ouest

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISME PRIVE, ONG SUBVENTIONNEES ET STRUCTURES PUBLIQUES BENEFICIAINT DE TRANSFERTS	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	DGE, DPPSE, DPCEI, DESDP, DAFER, SRHMG, SIM, SCD, SQN, SAJRE, SSSDPP, COMDEF, CTSPEF, Comité Analyse de la Conjoncture Economique (ACE), Comité de Suivi des Politiques et des Statistiques de Finances Publiques (Comité PSFP), CONAFIP DGE, Comité Côte-Ivoire en Chiffres (CIC)			<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement et équipement des services de la Promotion Economique Extérieure - Mettre en œuvre le système national de production de l'information socio-économique de la Côte d'Ivoire dénommé « la Côte d'Ivoire en Chiffres ». 	
P3 : Trésor et Comptabilité publique	DGTCP, IGT, ACCC, ACCT, DECFINEX – DRH, DFSPS, RGF, DA, DDPD, PGE, DCP, PGSP, ACCD, DCSSPEF, PGI, DRSSFD, DCRP, DEMO, DMG, DF, DDA, DSI, DQN, PGDP, PGA, PGAE, PGS ; PGLEC, PGPE, PGPS, PGSGAP, PGOSP, PGLCC, Paieries de Région, Paieries de District, Paieries à l'Etranger, Trésoreries Générales, Trésoreries Principales, Trésoreries, Agences Comptables EPN, Agences Comptables projets, COSTEIF, CNDP, CNM, Agences ACCD	- CENTIF	<ul style="list-style-type: none"> - Inspection Poste Comptable (IGT) - PGSGAP -Assistance aux paieries à l'étranger - SNDI-ASTER Réforme Comptabilité Publique - CNC 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation immeuble ex-BCEAO - Construction de 22 postes comptables 	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Optimiser la gouvernance de l'administration économique et financière	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP 1.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP1.1.3 : Service fourni répondent aux normes de qualité	Enquête Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'enquête

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 2 : Améliorer le pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire.	RS 2.1 : l'écart de prévision sur le taux de croissance du PIB réel est réduit	IP 2.1.1 : Ecart de prévision sur le taux de croissance du PIB réel	Ecart entre l'estimation officielle du PIB réel de l'année (n) effectuée en mars (n+1) et la prévision officielle du PIB de l'année n ayant servi à l'élaboration du budget de l'année (n). Source : le cadrage macroéconomique de mars (n+1) et le Rapport Economique et Financier (REF) accompagnant le budget de l'année (n) / DGE
	RS 2.2 : le Nombre de jours de retard moyen de transmission des documents de politiques économiques nationales et communautaires est réduit	IP 2.2.1 : Nombre de jours de retard moyen de transmission des documents de politiques économiques nationales et communautaires	Dénombrement Source : DGE (REF, Mémoire des politiques économiques et financières, Rapport du PPC, Rapport à fin décembre de la surveillance multilatérale, Rapport à fin décembre de suivi de l'exécution des projets communautaires)
	RS 2.3 : les documents produits sont diffusés	IP 2.3.1 : Taux moyen de diffusion des productions dans les délais	Nombre de documents diffusés / nombre de documents produits Source : DGE
OG 3 : Gérer les ressources publiques et superviser le secteur financier	RS 3.1 : les objectifs de mobilisation des recettes assignés sont atteints	IP 3.1.1 : Taux de mobilisation des ressources publiques	Montant des recettes mobilisées / montant des recettes prévues Source : Balance Générale des Comptes du Trésor et Compte de résultat
	RS 3.2 : les objectifs d'apurement de la dette fournisseur sont atteints	IP 3.2.1 : Variation nette des exigibles	Différence entre la dette flottante accumulée à l'année n (en cours) et les paiements effectués / la dette flottante de l'année n-1 (Accumulation – Réduction) Source : Situation consolidée des restes à payer du Trésor
	RS 3.3 : le nombre de structures ayant des irrégularités majeures est réduit	IP 3.3.1 : Proportion de structures respectant la Réglementation du secteur financier	Nombre de structures ayant des irrégularités majeures / Nombre total de structures identifiées Source : Rapport annuel du Trésor Public
	RS 3.4 : les objectifs de remboursement de la dette publique sont réalisés	IP 3.4.1 : Taux de remboursement du service de la dette publique	Service payé / service dû Source : Situation détaillée de la dette (MAD : Matrice d'Analyse de la Dette) / DDPD

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	92 743 715 485	86 822 579 665	94 397 585 057
1.1 Ressources Intérieures	75 581 515 485	66 786 619 166	70 471 764 627
1.1.1 Budget Etat	75 581 515 485	66 786 619 166	70 471 764 627
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	17 162 200 000	20 035 960 499	23 925 820 430
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	17 162 200 000	20 035 960 499	23 925 820 430
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
2. CHARGES	92 743 715 485	86 822 579 665	94 397 585 057
2.1 Personnel	20 710 004 879	22 066 369 494	23 012 695 659
2.1.1 Solde y compris EPN	20 710 004 879	22 066 369 494	23 012 695 659
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	13 367 507 581	13 926 005 899	14 675 290 375
2.3 Transferts et subventions	16 901 350 197	17 854 243 773	19 843 778 593
2.4 Investissement	41 764 852 828	32 975 960 499	36 865 820 430
Trésor	24 602 652 828	12 940 000 000	12 940 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	17 162 200 000	20 035 960 499	23 925 820 430

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4: Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : améliorer la coordination des activités du Ministère	Taux de réalisation des activités du Plan d'Actions Opérationnelles (PAO) du Ministère	81,70%	90%	95%	97%	Nombre d'activités planifiées et réalisées / Nombre total d'activités planifiées Source : Rapports d'activités
	Proportion des rapports trimestriels de suivi du PAO produit dans les délais	100%	100%	100%	100%	Nombre de rapports produits dans les délais / Nombre de rapports réglementaires Délai de disponibilité des rapports fin trimestre + 30 jours Source : rapport trimestriel
OS.2 : Assurer une gestion optimale des ressources humaines, Matérielles et financières du Ministère	Taux d'exécution du budget du programme 1 (en % du plafond autorisé)	85.98%	90%	95%	95%	Budget ordonnancé du Programme 1/ Budget voté Source : Extrait SIB
	Taux de réalisation des activités du programme 1	85%	90%	90%	95%	Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités programmées Source : Rapport d'activités annuel du programme
	Taux de réalisation du plan de formation du MEF	42%	50%	60%	70%	Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues Source : Rapport d'activités

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS .3 : Améliorer la planification, le suivi-évaluation des activités et la production des statistiques	Proportion de documents de planification (PTA, PIP) élaborés dans les délais	100%	100%	100%	100%	Nombre de rapports transmis dans les délais / Nombre de rapports réglementaires Délai PIP 15 avril Délai PTA 15 mai Source : Plan de Travail Annuel (PTA) Programme d'Investissements Publics (PIP)
	Proportion de documents de planification produits et diffusés	100%	100%	100%	100%	Nombre de rapports produits / Nombre de rapports réglementaires Source : 4 Rapports de suivi du PAO (fin trimestre +30 jours) 1 Rapport de mise en oeuvre du PND (semestre année (n) fin juillet-fin janvier (n+1))

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		77 092 580 173	71 658 917 619	78 225 770 928
	Dépenses de personnel	18 933 825 000	20 335 174 192	21 244 349 821
	Dépenses en biens et services	9 962 969 676	10 444 573 542	10 929 930 792
	Transferts	9 247 715 197	9 357 339 086	10 639 799 585
	Investissements	38 948 070 300	31 521 830 799	35 411 690 730
	Trésor	21 785 870 300	11 485 870 300	11 485 870 300
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	17 162 200 000	20 035 960 499	23 925 820 430

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21032 Administration Générale	77 092 580 173	71 658 917 619	78 225 770 928
2103201 Coordination et animation du ministère	6 161 818 969	7 324 735 402	8 266 672 429
1 - Personnels	469 721 396	455 967 960	466 986 325
21032010029 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat du Comité de Coordination PLBC-FTPADM	140 509 242	136 395 134	139 691 092
21032010030 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire (OQSF-CI)	105 819 661	102 721 262	105 203 499
21032010031 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat DAF MEF	143 392 493	139 193 963	142 557 554
21032010032 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat du Cabinet MEF	80 000 000	77 657 601	79 534 180

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21032 Administration Générale	77 092 580 173	71 658 917 619	78 225 770 928
2 Biens et services	1 698 283 993	1 812 633 055	1 950 048 733
21032010004 Animer le Comité Monétaire, Économique et Financier (CMEF)	17 457 789	19 198 492	20 653 928
21032010005 Faire le suivi du Portefeuille des Projets de la Banque Mondiale	39 991 194	43 978 683	47 312 706
21032010006 Faire le suivi du Fonds d'Études	39 532 727	43 474 503	46 770 304
21032010007 Suivre et évaluer la compétitivité des entreprises (ONCE)	91 357 698	100 466 901	108 083 294
21032010008 Mettre en œuvre le Programme de Développement du Secteur Financier (OQSF)	106 838 935	117 491 760	126 398 806
21032010009 Contribuer à l'accroissement de la performance dans la Mobilisation et l'utilisation des Ressources Extérieures (COMOREX)	60 000 000	65 982 552	70 984 687
21032010010 Coordonner les Politiques de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des Armes de Destruction Massive (PLBC-FTPADM)	51 396 492	56 521 195	60 806 065
21032010011 Coordonner toutes les activités de mobilisation et de gestion des financements ainsi que les relations avec les Institutions Financières (CSFRIF)	39 991 194	43 978 683	47 312 706
21032010012 Coordonner et suivre les projets de la zone Asie	40 528 184	44 569 216	47 948 007
21032010014 Suivre la mise en œuvre de l'Initiative "Compact with Africa" du G20 (Cs-Compact G20)	22 457 788	24 697 036	26 569 317
21032010018 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière économique, monétaire et financière	62 000 000	68 181 970	73 350 844
21032010019 Prendre en charge les dépenses centralisées du CABINET - MEF	960 387 031	1 056 146 441	1 136 212 892
21032010020 Mener les réflexions stratégiques sur l'amélioration de la qualité des politiques et des institutions nationales (CPIA)	7 457 788	8 201 398	8 823 145
21032010021 Faire le suivi de l'Appui Budgétaire régional (ABR)	24 887 173	27 368 652	29 443 470
21032010022 Prendre en charge les dépenses d'entretien de la Résidence du Ministre chargé de l'Économie et des Finances	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21032010024 Élaborer, suivre et évaluer le plan d'actions stratégique du Ministère	40 000 000	43 988 368	47 323 125
21032010027 Mettre en œuvre le Programme de Développement du Secteur Financier (PDSFI)	40 000 000	43 988 368	47 323 124
21032010034 Coordonner les activités du programme Administration Générale	50 000 000	0	0
3 Transferts	3 993 813 580	5 056 134 387	5 849 637 371
21032010002 Promouvoir l'Inclusion Financière en Côte d'Ivoire (APIF)	103 090 923	130 512 241	150 994 658
21032010003 Coordonner les activités du Fonds pour l'environnement mondial (CNFEM)	128 219 134	162 324 345	187 799 311
21032010013 Organiser la concertation autour des préoccupations du secteur privé (SE-CCESP)	480 441 279	608 234 617	703 690 146
21032010017 Conserver et gérer de façon sécurisée les fonds publics et privés (CDC-CI)	3 000 000 000	3 797 974 757	4 394 023 847
21032010023 Analyser et traiter les Informations Financières faisant l'objet de déclaration de soupçon (CENTIF)	282 062 244	357 088 427	413 129 409
2103202 Information et communication	91 230 000	100 326 468	107 932 222
2 Biens et services	91 230 000	100 326 468	107 932 222
21032020001 Développer des solutions informatique et faire la maintenance du parc informatique de la DAFF	31 080 000	34 178 962	36 770 070
21032020002 Réaliser les activités de documentation et d'archivage	44 650 000	49 102 013	52 824 442
21032020003 Mettre en œuvre le plan de communication du Ministère	2 500 000	2 749 273	2 957 695
21032020004 Gérer le courrier du Ministère	13 000 000	14 296 220	15 380 015

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21032 Administration Générale	77 092 580 173	71 658 917 619	78 225 770 928
2103203 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	70 742 810 212	64 127 490 786	69 736 737 784
1 Personnel	18 464 103 604	19 879 206 232	20 777 363 496
21032030047 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	18 205 443 004	19 626 904 717	20 519 775 200
21032030068 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CNFEM	67 531 641	66 768 810	67 572 234
21032030071 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du MEF/ Suivi PADESFI	22 928 959	22 257 599	22 795 449
21032030072 Prendre en charge le salaire du personnel de la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire-Union Européenne	30 000 000	29 121 600	29 825 317
21032030073 Prendre en charge le salaire du personnel de l'Institut des Finances	4 200 000	4 077 024	4 175 544
21032030074 Prendre en charge le salaire du personnel du Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures(COMOREX)	3 000 000	2 912 160	2 982 532
21032030075 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du MEF/ONCE	80 000 000	77 657 601	79 534 180
21032030076 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du MEF/PDESFI	51 000 000	49 506 721	50 703 040
2 Biens et services	8 076 734 691	8 425 249 056	8 757 521 344
21032030001 Gérer la commande publique du ministère (CPMP)	9 569 655	10 523 839	11 321 649
21032030002 Élaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD - PAP	80 192 990	88 188 969	94 874 573
21032030010 Prendre en charge les dépenses relatives au Séminaires et Conférence en CI (MEF-DAFP)	50 000 000	50 000 000	50 000 000
21032030011 Gérer les Immeubles du Stade I & II	937 629 821	1 031 120 125	1 109 289 332
21032030012 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	5 906 620 360	6 108 492 668	6 318 154 463
21032030019 Prendre en charge les dépenses centralisées DAFP	103 677 442	114 015 036	122 658 514
21032030020 Traiter les dossiers de paiement des conventions d'assistance technique BNETD	46 216 790	48 191 032	49 841 737
21032030021 Suivre l'exécution du budget et tenir la comptabilité budgétaire du Ministère	74 000 000	81 378 479	87 547 781
21032030029 Prendre en charge les dépenses de la régie (convention BNETD MEF)	198 000 000	198 000 000	198 000 000
21032030034 Favoriser l'amélioration de l'environnement du travail	5 389 912	5 927 337	6 376 686
21032030043 Gérer les ressources humaines du MEF	80 848 356	88 909 680	95 649 925
21032030051 Renforcer les capacités des agents des administrations économiques et financières	106 589 365	117 217 305	126 103 546
21032030052 Renforcer les capacités des agents du ministère	27 000 000	29 692 148	31 943 109
21032030065 Suivre le patrimoine du Ministère	26 000 000	28 592 438	30 760 029
21032030070 Prendre en charge les dépenses de la solde (Gestion des conférences et missions hors CI - M E F)	425 000 000	425 000 000	425 000 000
3 Transferts	5 253 901 617	4 301 204 699	4 790 162 214
21032030014 Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire au Fonds Mondial pour l'Environnement	862 666 868	807 692 787	834 646 120
21032030016 Réaliser les transferts pour le compte de la Convention d'Assistance Technique MEF/SNDI	734 035 758	723 926 123	837 538 123
21032030031 Réaliser les transferts pour le compte du Syndic Copropriété Immeuble SCIAM	1 315 453 987	806 517 472	933 091 248
21032030032 Prendre en charge la subvention au profit de la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire-Union Européenne	500 000 117	632 995 941	732 337 479
21032030035 Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire à la Fondation pour Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF/Trust-Fund)	458 221 400	29 750 802	34 419 853
21032030038 Prendre en charge la rémunération des experts de la Convention BNETD MEF	549 660 055	549 660 055	549 660 055
21032030042 Réaliser les transferts pour le compte du Fonds de Garantie des Emprunts du Conseil de l'Entente	501 839 804	330 322 400	382 162 757
21032030050 Réaliser les transferts pour le compte de l'Institut africain de Dévpt Economique et de Planification (IDEP)	2 000 000	2 531 983	2 929 349
21032030053 Gérer le Fonds de Garantie Automobile	100 000 000	126 599 159	146 467 462
21032030055 Réaliser les transferts pour le compte de la Bourse de Sous -Traitance	230 023 628	291 207 977	336 909 768

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21032 Administration Générale	77 092 580 173	71 658 917 619	78 225 770 928
4 Investissements	38 948 070 300	31 521 830 799	35 411 690 730
Trésor	21 785 870 300	11 485 870 300	11 485 870 300
21032030017 Projet de construction de l'Institut des Finances (IDF)	232 345 240	232 345 240	232 345 240
21032030058 Coordonner le Projet de Restructuration banques et établissements financiers	10 000 000 000	0	0
21032030060 Coordonner le Projet Migration logiciel GESPERS vers ORACLE/SNDI (licence et maintenance)	9 916 392	9 916 392	9 916 392
21032030061 Gérer le Fonds Spécial dédié aux Etudes (Fonds d'Etudes)	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
21032030062 Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière/PAGEF	690 000 000	390 000 000	390 000 000
21032030063 Ouvrir 14 bureau relais du Fonds de Garantie Automobile (FGA)	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21032030064 Acquérir un terrain nu et réaliser des études pour la construction de seconde cité financière du Ministère	151 267 408	151 267 408	151 267 408
21032030066 Coordonner le projet d'amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de base aux citoyens (PAGDS)	360 000 000	360 000 000	360 000 000
21032030067 Apporter un Appui à la cellule de Coordination de la coopération Côte d'Ivoire -Union Européenne	240 205 159	240 205 159	240 205 159
21032030077 Mettre en oeuvre le projet Label de compétence à destination des professionnels du secteur BTP	82 136 101	82 136 101	82 136 101
Financement Extérieur	17 162 200 000	20 035 960 499	23 925 820 430
21032030062 Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière/PAGEF	50 000 000	56 273 663	68 667 628
21032030066 Coordonner le projet d'amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de base aux citoyens (PAGDS)	15 500 000 000	17 444 835 626	21 286 964 733
21032030078 Soutenir l'efficacité et la qualité du Partenariat Côte d'Ivoire-Union Européenne (SEQUACI III)	1 612 200 000	2 534 851 210	2 570 188 069
2103204 Planification, programmation et suivi-évaluation	46 339 058	50 959 487	54 822 725
2 Biens et services	46 339 058	50 959 487	54 822 725
21032040001 Organiser la planification générale des activités du Ministère	46 339 058	50 959 487	54 822 725
2103205 Gestion des contentieux de l'Etat	50 381 934	55 405 476	59 605 768
2 Biens et services	50 381 934	55 405 476	59 605 768
21032050001 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat	17 573 824	19 326 096	20 791 206
21032050002 Réparer les préjudices subis du fait des activités de l'Etat	200 000	219 942	236 616
21032050003 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat de la circonscription de Daloa	19 254 254	21 174 080	22 779 289
21032050004 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat de la circonscription d'Abengourou	6 676 928	7 342 678	7 899 329
21032050005 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat de la circonscription de Bouaké	6 676 928	7 342 680	7 899 328

III.2. Programme 2 : Gestion Macroéconomique et Politique Economique et Financière

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Gestion macroéconomique et Pilotage de la politique économique et financière						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Renforcer le dispositif d'élaboration et de pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire	Taux de respect des délais de transmission des rapports de mise en œuvre des politiques économiques et financières	100%	100%	100%	100%	Nombre de rapports transmis dans les délais / Nombre de rapports réglementaires Délais de transmission DGE: 45 jours après la fin de chaque semestre. Source : Rapports
	Ecart (en point de %) de prévision sur le taux de croissance du PIB réel.	0,5	Inférieur égal à 1	Inférieur égal à 1	Inférieur égal à 1	Ecart entre l'estimation officielle du PIB réel de l'année (n) effectuée en mars (n+1) et la prévision officielle du PIB de l'année (n) ayant servi à l'élaboration du budget de l'année (n) Source : Rapports Eco. Fin et Cadrage Macro / DGE / DPPSE
	Proportion de modèles développés	40%	60%	80%	100%	Nombre de modèles développés / Nombre de modèles à développer (05) Source : Copie des modèles et manuels d'utilisation /DGE / DPPSE
	Taux de respect des délais de transmission des rapports d'études d'impact de politiques économiques	100%	100%	100%	100%	Nombre de rapports transmis dans les délais / Nombre de rapports réglementaires Ces rapports doivent être produits et transmis dans les délais. Source : Copies des rapports et leurs dates de transmission / DGE / DESDP
OS2 : Promouvoir le développement de la coopération économique régionale et internationale	Taux de production de rapport de suivi des activités des SPEE	100%	100%	100%	100%	Nombre de rapport produit / Nombre de rapport prévu (4). Delai fin semestre + 30 jours Delai fin semestre +30 jours Source : Rapports DGE / DPCEI
	Taux de production de rapport sur la coopération économique bilatérale et multilatérale	100%	100%	100%	100%	Nombre de rapport sproduits / Nombre total de rapports prévus. Source : Rapports DGE / DPCEI
OS2 : Promouvoir le développement de la coopération économique régionale et internationale	Délai de transmission des documents communautaires (UEMOA - CEDEAO)	79 jours	70 jours	65 jours	60 jours	Dénombrement Le délai réglementaire est de 45 jours après la fin du trimestre pour les documents suivants : - Rapport sur la surveillance multilatérale ; - Rapport sur l'exécution des projets communautaires ; - Rapport du programme Pluriannuel de Convergence (PPC). Source : DGE / DAFER
OS3 : Assurer la gestion et la modernisation du programme 2	Taux d'exécution du budget du programme 2 (en % du plafond autorisé)	85.98%	95%	95%	95%	Budget ordonnancé / Budget voté X 100 Source : Extraits SIB
	Taux de réalisation des activités du programme 2	85%	90%	95%	95%	Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités programmées Source : Rapport Annuel du Programme 2

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : GESTION MACROECONOMIQUE ET POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE		1 526 319 004	1 484 967 800	1 580 124 924
	Dépenses de personnel	285 980 000	277 606 510	284 314 810
	Dépenses en biens et services	1 199 695 004	1 166 717 290	1 255 166 114
	Transferts	0	0	0
	Investissements	40 644 000	40 644 000	40 644 000
	Trésor	40 644 000	40 644 000	40 644 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22033 Gestion macroéconomique et politique économique et financière	1 526 319 004	1 484 967 800	1 580 124 924
2203301 Pilotage des politiques économiques et financières	173 292 750	83 999 615	90 367 625
2 Biens et services	173 292 750	83 999 615	90 367 625
22033010002 Développer les solution et faire la maintenance du parc informatique de la DPPSE	7 900 000	8 687 702	9 346 317
22033010003 Gérer la base de données des statistiques économiques et financières	39 233 480	43 145 417	46 416 271
22033010005 Prendre en charge les dépenses centralisées (DPPSE)	100 909 270	4 398 837	4 732 313
22033010007 Coordonner les activités d'Élaboration du cadre macroéconomique (Secteur réel, TOFE, balance des paiements prévisionnelle) et de suivi de la conjoncture économique	24 000 000	26 393 022	28 393 876
22033010008 Élaborer le cadre analytique du système de statistiques des finances publiques	1 250 000	1 374 637	1 478 848
2203302 Soutien au développement du secteur privé et contribution à l'orientation des politiques économiques	350 624 000	345 142 078	354 268 076
1 Personnel	285 980 000	277 606 510	284 314 810
22033020003 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Cellule de Renforcement des Capacités	95 000 000	92 218 402	94 446 839
22033020004 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Comité de Suivi et de Gestion Données Économiques et Financières/DPPSE	17 460 000	16 948 771	17 358 335
22033020005 Prendre en charge les indemnités liées aux revues du Programme Économique et Financier (DPPSE)	173 520 000	168 439 337	172 509 636
2 Biens et services	29 000 000	31 891 568	34 309 266
22033020001 Coordonner les activités de soutien au développement du secteur privé et contribuer à l'orientation des politiques économiques (suivi de la mise en œuvre des réformes liées à l'amélioration du climat des affaires, production et diffusion de l'ouvrage "la Côte d'Ivoire en Chiffre")	29 000 000	31 891 568	34 309 266

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22033 Gestion macroéconomique et politique économique et financière	1 526 319 004	1 484 967 800	1 580 124 924
4 Investissements	35 644 000	35 644 000	35 644 000
Trésor	35 644 000	35 644 000	35 644 000
22033020002 Système national de production de l'information socio-économique en Côte d'Ivoire, dénommé "la Côte d'Ivoire en chiffre"	35 644 000	35 644 000	35 644 000
2203303 Contribution au développement de l'entrepreneuriat public	6 277 240	6 903 137	7 426 465
2 Biens et services	6 277 240	6 903 137	7 426 465
22033030001 Coordonner les activités de suivi des sociétés du portefeuille de l'Etat, des EPN, des banques et des entreprises publiques	6 277 240	6 903 137	7 426 465
2203304 Promotion et coopération économiques internationales	34 000 000	36 891 566	39 309 265
2 Biens et services	29 000 000	31 891 566	34 309 265
22033040001 Coordonner les activités de Promotion et coopération économiques internationales	29 000 000	31 891 566	34 309 265
4 Investissements	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Trésor	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22033040003 Aménager et équiper les SPEE	5 000 000	5 000 000	5 000 000
2203305 Contribution au renforcement de l'intégration économique régionale	29 000 000	31 891 565	34 309 265
2 Biens et services	29 000 000	31 891 565	34 309 265
22033050001 Gérer les Projets de renforcement de l'intégration économique régionale	8 847 065	9 729 199	10 466 769
22033050002 Coordonner les activités de renforcement de l'intégration économique régionale	20 152 935	22 162 366	23 842 496
2203306 Coordination des activités du programme 2	99 746 717	109 692 379	118 008 159
2 Biens et services	99 746 717	109 692 379	118 008 159
22033060001 Coordonner les activités de réforme des Finances Publiques	750 000	824 781	887 310
22033060003 Coordonner les activités du Programme 2	98 996 717	108 867 598	117 120 849
2203307 Gestion efficiente des ressources du programme	833 378 297	870 447 460	936 436 069
2 Biens et services	833 378 297	870 447 460	936 436 069
22033070001 Réaliser la politique de communication et d'archivage de la DGE	29 448 774	32 385 088	34 840 200
22033070002 Gérer le personnel de la DGE	21 778 894	23 950 450	25 766 133
22033070003 Gérer les affaires administratives et financières du Programme	25 000 000	27 492 730	29 576 953
22033070004 Développer des solutions informatiques et faire la maintenance du parc informatique de la DGE	10 380 620	11 415 664	12 281 085
22033070006 Implémenter un système de management de la qualité dans tous les services de la DGE	52 207 482	11 386 740	12 249 967
22033070007 Apporter un appui à la DGE	22 430 766	24 667 320	26 537 348
22033070008 Renforcer le cadre institutionnel de la DGE	6 277 240	6 903 137	7 426 465
22033070009 Gérer l'immeuble ALLIANCE et BELIER	579 885 986	637 705 945	686 050 426
22033070010 Prendre en charge les dépenses centralisées - DGE	55 471 361	61 002 364	65 626 953
22033070011 Gérer le renforcement des capacités du Personnel de la DGE	30 497 174	33 538 022	36 080 539

III.3. Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Gérer les ressources Publiques	Taux de mobilisation des ressources publiques assignées au Trésor (fiscales, non fiscales et mobilisation sur le marché)	100%	100%	100%	100%	Montant des ressources mobilisées / Montant des ressources prévues Source : Balance Générale des Comptes du Trésor DGTCP / DCSSPEF
	Délais de production du Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) en année n+1	10 mois	6 mois	6 mois	6 mois	Dénombrement Le CGAF doit être produit 6 mois après la fin de la gestion de l'année n Document de vérification : CGAF Source : Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) – DGTCP / DCSSPEF
	Variation nette des exigibles	-50	-25	-25	-25	Différence entre la dette flottante accumulée à l'année n (en cours) et les paiements effectués sur la dette flottante de l'année n-1 (Accumulation – Réduction) Source : Situation consolidée des restes à payer du Trésor
	Taux de remboursement du service de la dette publique	100%	100%	100%	100%	Service payé / service dû Source : Situation détaillée de la dette (MAD) Matrice d'Analyse de la Dette - DGTCP / DCSSPEF
OS 2 : régler, surveiller le secteur financier et améliorer le système d'information financière	Proportion de banques et établissements financiers n'ayant pas des irrégularités majeures	85%	90%	95%	95%	Nombre de banques et établissements financiers sans irrégularités majeures / nombre total de banques et établissements financiers Source : Rapport d'activités / Note de conjoncture - DGTCP / DECFINEX
	Proportion de compagnies d'assurance n'ayant pas d'irrégularités majeures	80%	90%	90%	95%	Nombre de compagnies d'assurance sans irrégularités majeures / Nombre total de compagnies d'assurance Source : Rapport d'activités - DGTCP / DA
	Proportion des systèmes financiers décentralisés n'ayant pas d'irrégularités majeures	60%	80%	80%	85%	Nombre des systèmes financiers décentralisés sans irrégularités majeures / Nombre total systèmes financiers décentralisés Source : Rapport d'activités – DGTCP / DRSSFD
	Taux d'exécution des programmes d'audit, contrôle et d'inspection des structures (assurances, banques, microfinance, SFD etc.)	70%	90%	95%	95%	Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues Source : Rapport d'activités – DGTCP / IGT
OS 3 : assurer la gouvernance du programme	Taux d'exécution du budget du programme 3 (en % du plafond autorisé)	85.98%	95%	95%	95%	Source : Extraits SIB
	Taux de réalisation des activités du programme 3	85%	90%	95%	95%	Source : Rapport d'activités annuel du programme

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME III : TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
Dépenses de personnel	1 490 199 879	1 453 588 792	1 484 031 028
Dépenses en biens et services	2 204 842 901	2 314 715 067	2 490 193 469
Transferts	0	0	0
Investissements	2 776 138 528	1 413 485 700	1 413 485 700
Trésor	2 776 138 528	1 413 485 700	1 413 485 700
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22034 Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
2203401 Coordination des activités du programme 3	3 530 962 210	2 228 838 557	2 289 209 216
1 Personnel	29 200 000	28 345 024	29 029 975
22034010296 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Comité National de Suivi du Rapatriement des Recettes d'Exportation (CNSRRE)	19 200 000	18 637 824	19 088 203
22034010297 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Comité de Promotion de la Bancarisation et des Moyens de Paiements (COSMOPA)	10 000 000	9 707 200	9 941 772
2 Biens et services	725 923 682	787 307 833	846 993 541
22034010001 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Satama-Sokoura	745 400	819 723	881 866
22034010002 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune d' Ayamé	760 600	836 438	899 849
22034010003 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Karakoro	823 000	905 061	973 673
22034010005 Coordonner les activités de la Direction Générale	176 815 413	194 445 534	209 186 448
22034010006 Régler les dépenses de la Région du Gboklé	1 532 500	1 685 304	1 813 066
22034010007 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Gagnoa	715 000	786 292	845 900
22034010008 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Attécoubé	835 000	918 257	987 870
22034010009 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Treichville	835 000	918 257	987 870
22034010011 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Kouto	930 000	1 022 729	1 100 262
22034010014 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Korhogo	2 365 000	2 600 813	2 797 979
22034010015 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Daoukro	4 025 000	4 426 330	4 761 889
22034010016 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Daloa	4 030 000	4 431 828	4 767 805

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22034 Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
22034010017 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Yamoussoukro	4 635 000	5 097 153	5 483 566
22034010018 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Korhogo	715 000	786 292	845 900
22034010019 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de tiémé	2 275 000	2 501 839	2 691 502
22034010021 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Kaniasso-Bako	1 975 000	2 171 926	2 336 579
22034010024 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Man	715 000	786 292	845 900
22034010025 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Bodokro	760 600	836 438	899 849
22034010026 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Toulepleu	4 215 000	4 635 275	4 986 674
22034010027 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune d'Adiaké	902 500	992 488	1 067 728
22034010028 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Tengrela	4 215 000	4 635 275	4 986 674
22034010029 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Abengourou	4 030 000	4 431 828	4 767 805
22034010030 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Tiassalé	4 025 000	4 426 330	4 761 889
22034010031 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de san Pedro	715 000	786 292	845 900
22034010033 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Tafiré	760 600	836 438	899 849
22034010034 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Issia	715 000	786 292	845 900
22034010035 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Tanda	4 030 000	4 431 828	4 767 805
22034010036 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Katiola	4 900 000	5 388 575	5 797 082
22034010040 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Dabou	4 080 000	4 486 814	4 826 958
22034010041 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Mankono	4 900 000	5 388 575	5 797 082
22034010042 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Téhini	882 500	970 493	1 044 066
22034010043 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Songon	665 600	731 966	787 456
22034010045 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Tienko	1 065 600	1 171 850	1 260 688
22034010046 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Toumodi	4 075 000	4 481 316	4 821 043
22034010050 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Sinematiali	882 500	970 493	1 044 066
22034010051 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de SaOoua	760 600	836 438	899 849
22034010052 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Koumassi	835 000	918 257	987 870
22034010055 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Sinfra	4 025 000	4 426 330	4 761 889
22034010056 Régler les dépenses de la Région du Folon	3 480 000	3 826 988	4 117 112

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22034 Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
22034010057 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Soubré	4 025 000	4 426 330	4 761 889
22034010058 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Nassian	882 500	970 493	1 044 066
22034010059 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère des Transports	835 000	918 257	987 870
22034010060 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère de l'Education nationale	835 000	918 257	987 870
22034010062 Coordonner les activités du Comité de la Balance des Paiements	1 350 000	1 484 608	1 597 155
22034010063 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Kaniasso	715 000	786 292	845 900
22034010064 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Palais de Justice Abidjan	835 000	918 257	987 870
22034010065 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Adzopé	667 500	734 056	789 704
22034010066 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune d'Assuéfry	760 600	836 438	899 849
22034010067 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Divo	3 985 000	4 382 341	4 714 566
22034010069 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Divo	715 000	786 292	845 900
22034010071 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Grand-Bassam	4 025 000	4 426 330	4 761 889
22034010072 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bouna	715 000	786 292	845 900
22034010075 Coordonner les activités du Cadre Permanent de Concertation Etat/APBEF-CI	800 000	879 768	946 463
22034010077 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Biankouma	4 215 000	4 635 274	4 986 674
22034010078 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Méagui	857 500	943 000	1 014 489
22034010079 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Daloa	2 270 000	2 496 340	2 685 586
22034010080 Régler les dépenses de la Région de l'Indénié-Djuablin	1 322 250	1 454 090	1 564 325
22034010083 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Abobo	645 000	709 313	763 085
22034010084 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de San Pedro	4 020 000	4 420 832	4 755 974
22034010085 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Odiénné	4 215 000	4 635 275	4 986 674
22034010087 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District d'Abidjan	1 715 000	1 886 002	2 028 979
22034010088 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Sassandra	715 000	786 292	845 900
22034010089 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Fresco	810 000	890 764	958 293
22034010092 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Jacquerville	810 000	890 764	958 293
22034010093 Régler les dépenses de la Région des Grands Ponts	1 317 500	1 448 866	1 558 705
22034010094 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Abobo	835 000	918 257	987 870

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22034 Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
22034010095 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Bonoua	760 600	836 438	899 849
22034010096 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abidjan-Centre	2 200 000	2 419 361	2 602 771
22034010097 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Bouna	4 975 000	5 471 054	5 885 813
22034010098 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de San-Pedro	2 270 000	2 496 340	2 685 586
22034010099 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Man	4 020 000	4 420 831	4 755 974
22034010100 Régler les dépenses de la Région du Worodougou	1 510 000	1 660 561	1 786 448
22034010101 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Danané	4 115 000	4 525 304	4 868 366
22034010103 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Sakassou	835 000	918 257	987 870
22034010104 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Yamoussoukro	715 000	786 292	845 900
22034010105 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bondoukou	715 000	786 292	845 900
22034010106 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Dabakala	4 115 000	4 525 304	4 868 366
22034010107 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Plateau	835 000	918 257	987 870
22034010108 Régler les dépenses de la Région du Moronou	1 317 500	1 448 866	1 558 705
22034010110 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Bettié	857 500	943 000	1 014 489
22034010111 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Gbon	808 100	888 675	956 045
22034010112 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Facobly	882 500	970 493	1 044 066
22034010113 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Daoukro	715 000	786 292	845 900
22034010115 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Duékoué	715 000	786 292	845 900
22034010116 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Dimbokro	715 000	786 292	845 900
22034010118 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Satama-Sokoro	760 600	836 438	899 849
22034010119 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Adzopé	3 925 000	4 316 359	4 643 582
22034010120 Régler les dépenses de la Région du N'zi	1 317 500	1 448 866	1 558 705
22034010121 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de M'Batto	810 000	890 764	958 293
22034010122 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Dikodougou	882 500	970 493	1 044 066
22034010123 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Boniérédougou	760 600	836 438	899 849
22034010124 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Djébonoua	760 600	836 438	899 849
22034010125 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Boundiali	4 130 000	4 541 799	4 886 112

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22034 Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
22034010126 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Port-Bouet	667 500	734 055	789 704
22034010127 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Doropo	882 500	970 493	1 044 066
22034010128 Régler les dépenses de la Région du Tonpki	1 600 000	1 759 535	1 892 925
22034010129 Régler les dépenses de la Région du Hambol	1 412 500	1 553 339	1 671 098
22034010130 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune d'Azaguié	760 600	836 438	899 849
22034010131 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Blolequin	882 500	970 493	1 044 066
22034010132 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Tiapoum	810 000	890 764	958 293
22034010133 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Didiévi	835 000	918 257	987 870
22034010134 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Sikensi	787 500	866 020	931 673
22034010135 Régler les dépenses de la Région de l'Agneby-Tiassa	1 220 000	1 341 645	1 443 355
22034010136 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Taabo	835 000	918 257	987 870
22034010137 Régler les dépenses de la Région du Baffing	1 552 500	1 707 298	1 836 728
22034010138 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Grand-Lahou	810 000	890 764	958 293
22034010139 Régler les dépenses de la Région du Lôh-Djiboua	1 317 500	1 448 866	1 558 705
22034010140 Coordonner les activités de l'Observatoire de l'Ethique et de la Déontologie du Trésor Public	3 425 000	3 766 505	4 052 042
22034010141 Régler les dépenses de la Région du Poro	2 450 000	2 694 288	2 898 541
22034010142 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Bouaflé	3 925 000	4 316 359	4 643 581
22034010143 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Bongouanou	3 925 000	4 316 359	4 643 582
22034010144 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Korhogo	4 020 000	4 420 831	4 755 974
22034010145 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Séguéla	715 000	786 292	845 900
22034010146 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de ABIDJAN-SUD	3 925 000	4 316 359	4 643 581
22034010147 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Ouragahio	760 600	836 438	899 849
22034010148 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Kong	882 500	970 493	1 044 066
22034010150 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Guibéroua	760 600	836 438	899 849
22034010151 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Gueyo	455 000	500 368	538 301
22034010152 Coordonner les activités de l'Inspection Générale du Trésor	9 690 000	10 656 182	11 464 027
22034010153 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Man	2 390 000	2 628 306	2 827 556
22034010154 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Aboisso	3 925 000	4 316 359	4 643 582
22034010155 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Tiébissou	810 000	890 764	958 293
22034010156 Régler les dépenses de la Région de l'Iffou	1 317 500	1 448 866	1 558 705

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22034 Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
22034010157 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Bondoukou	3 925 000	4 316 359	4 643 582
22034010160 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Tabou	857 500	943 000	1 014 489
22034010162 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Kouibly	882 500	970 493	1 044 066
22034010164 Régler les dépenses de la Région de Kabadougou	1 600 000	1 759 535	1 892 925
22034010167 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Yamoussoukro	2 370 000	2 606 311	2 803 894
22034010170 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Arrah	857 500	943 000	1 014 489
22034010171 Régler les dépenses de la Région du Nawa	1 510 000	1 660 561	1 786 448
22034010173 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Zouan-Hounien	907 500	997 986	1 073 643
22034010174 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public (BIT)	3 200 000	3 519 069	3 785 850
22034010177 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Gagnoa	3 925 000	4 316 359	4 643 581
22034010178 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abidjan-Sud	2 175 000	2 391 868	2 573 194
22034010179 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Samatiguila	882 500	970 493	1 044 066
22034010180 Régler les dépenses de la Région du Guémon	1 505 000	1 655 062	1 780 532
22034010182 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Centre	3 925 000	4 316 359	4 643 581
22034010183 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Borotou	808 100	888 675	956 045
22034010184 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Oumé	4 635 000	5 097 153	5 483 566
22034010185 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune d'Alépé	882 500	970 493	1 044 066
22034010186 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Rubino	713 100	784 202	843 652
22034010187 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Niablé	690 600	759 459	817 033
22034010189 Coordonner les activités du Groupe de Travail Flux capitaux privés	1 285 000	1 413 126	1 520 255
22034010190 Conduire les missions d'inspection des Postes Comptables	2 370 516	2 606 878	2 804 506
22034010192 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Buyo	835 000	918 257	987 870
22034010193 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Guiglo	715 000	786 292	845 900
22034010194 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Yopougon	835 000	918 257	987 870
22034010195 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Soubré	715 000	786 292	845 900
22034010196 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de TOUBA	3 870 000	4 255 874	4 578 512
22034010197 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bouaké	667 500	734 056	789 704
22034010198 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Tienko	715 000	786 292	845 900

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22034 Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
22034010200 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abidjan-Nord	1 965 000	2 160 929	2 324 748
22034010202 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Bangolo	857 500	943 000	1 014 489
22034010203 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Port-Bouët	835 000	918 257	987 870
22034010204 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère de la Fonction Publique	835 000	918 257	987 870
22034010206 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Adjamé	835 000	918 257	987 870
22034010207 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Napié	760 600	836 438	899 849
22034010208 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Prikro	857 500	943 000	1 014 489
22034010209 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Duékoué	3 775 000	4 151 402	4 466 120
22034010210 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Grand-Zatry	760 600	836 438	899 849
22034010211 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Agnibilékro	667 500	734 056	789 704
22034010212 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Guitry	810 000	890 764	958 293
22034010215 Régler les dépenses de la Région du Bagoué	1 600 000	1 759 535	1 892 925
22034010216 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Ouangolodougou	882 500	970 493	1 044 066
22034010217 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Vavoua	835 000	918 257	987 870
22034010219 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune d'Akoupé	882 500	970 493	1 044 066
22034010220 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère de l'Enseignement technique	835 000	918 257	987 870
22034010221 Régler les dépenses de la Région du Gbklí	3 500 000	3 848 982	4 140 774
22034010222 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Dianra	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22034010223 Régler les dépenses de la Région de la Mé	1 220 000	1 341 645	1 443 355
22034010224 Régler les dépenses de la Région de San-Pédro	1 600 000	1 759 535	1 892 925
22034010225 Régler les dépenses de la Région du Tchologo	1 505 000	1 655 062	1 780 532
22034010226 Régler les dépenses de la Région du haut-Sassandra	1 510 000	1 660 561	1 786 448
22034010227 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Bingerville	810 000	890 764	958 293
22034010228 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Bocanda	882 500	970 493	1 044 066
22034010229 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Niakaramadougou	882 500	970 493	1 044 066
22034010231 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Fronan	760 600	836 438	899 849
22034010232 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des Etablissements Publics Nationaux, des particuliers dépositaires ou non au Trésor public, des régies de dépenses et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales du droit public (ACCD)	3 090 000	3 398 102	3 655 711
22034010234 Régler les dépenses de la Région du Bélier	3 500 000	3 848 982	4 140 774
22034010235 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Tanda	715 000	786 292	845 900
22034010236 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bouaflé	667 500	734 056	789 704

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22034 Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
22034010237 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Aboisso	635 000	698 315	751 254
22034010238 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Gboguhé	760 600	836 438	899 849
22034010239 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Dianra	715 000	786 292	845 900
22034010240 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Bouaké	2 060 000	2 265 401	2 437 140
22034010241 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de M'bengue	882 500	970 493	1 044 066
22034010243 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Sangouiné	760 600	836 438	899 849
22034010244 ARéaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Daloa	715 000	786 292	845 900
22034010245 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de ABIDJAN-NORD	3 775 000	4 151 402	4 466 119
22034010246 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Zuénoula	810 000	890 764	958 293
22034010247 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Bonon	760 600	836 438	899 849
22034010248 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Béoumi	882 500	970 493	1 044 066
22034010249 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Ferkessedougou	3 870 000	4 255 874	4 578 512
22034010251 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Tiassalé	715 000	786 292	845 900
22034010253 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Guiglo	3 870 000	4 255 874	4 578 512
22034010254 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Lakota	810 000	890 764	958 293
22034010255 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abengourou	2 681 075	2 948 403	3 171 920
22034010256 Régler les dépenses de la Région de Béré	1 510 000	1 660 561	1 786 448
22034010257 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Sassandra	4 500 000	4 948 692	5 323 851
22034010259 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière d'Agnibilékrou	3 775 000	4 151 402	4 466 119
22034010260 Régler les dépenses de la Région du Gontougou	1 412 500	1 553 339	1 671 098
22034010261 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Marcory	835 000	918 257	987 870
22034010264 Régler les dépenses de la Région du Sud Comoé	1 317 500	1 448 866	1 558 705
22034010265 Régler les dépenses de la Région du Cavally	3 500 000	3 848 982	4 140 774
22034010266 Conduire les missions d'inspection des Missions Diplomatiques et Consulaires	36 679 048	40 336 286	43 394 179
22034010267 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de M'Bahiakro	810 000	890 764	958 293
22034010269 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Dabou	667 500	734 056	789 704
22034010270 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Diabo	760 600	836 438	899 849
22034010271 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Agboville	3 775 000	4 151 402	4 466 119

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22034 Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
22034010272 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Hiré	760 600	836 438	899 849
22034010273 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune d'ANYAMA	810 000	890 764	958 293
22034010275 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Bouaké Nord	3 775 000	4 151 402	4 466 119
22034010276 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Toumodi	715 000	786 292	845 900
22034010277 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Séguéla	3 775 000	4 151 402	4 466 120
22034010278 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Bouaké	3 775 000	4 151 402	4 466 120
22034010279 Coordonner les activités de la Commission Nationale de Microfinances	2 660 180	2 925 423	3 147 200
22034010280 Régler les dépenses de la Région de la Marahoué	1 462 500	1 608 325	1 730 252
22034010281 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Cocody	835 000	918 257	987 870
22034010282 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Agboville	767 500	844 027	908 012
22034010283 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune d'Ettrokro	760 600	836 438	899 849
22034010284 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de Yamoussoukro	2 300 000	2 529 331	2 721 079
22034010285 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière d'Issia	3 775 000	4 151 402	4 466 119
22034010286 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Koun-Fao	835 000	918 257	987 870
22034010287 Coordonner les activités du Comité de Promotion de la Bancaisation et des Moyens de Paiements (COSMOPA)	1 485 000	1 633 068	1 756 871
22034010288 Régler les dépenses de la Région du Gôh	1 462 500	1 608 325	1 730 252
22034010289 Coordonner les activités du Comité National de Suivi du Rapatriement des Recettes d'Exportation (CNSRRE)	1 100 000	1 209 680	1 301 386
22034010290 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la commune de Bin-Houyé	808 100	888 675	956 045
22034010291 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la commune de Botro	948 000	1 042 524	1 121 557
22034010293 Coordonner les activités de réforme des Finances Publiques	1 000 000	1 099 709	1 183 079
22034010294 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor publique de la circonscription financière de Madinani	4 799 500	5 278 055	5 678 183
22034010299 Mettre en oeuvre le Schéma Directeur de la Réforme des Finances Publiques (CONAFIP) / DGTCP	1 000 000	1 099 710	1 183 078
22034010300 Prendre en charge et régler les dépenses de l'Enseignement	10 250 000	11 272 020	12 126 549
22034010301 Prendre en charge et régler les dépenses de Logements et Equipements	10 250 000	11 272 020	12 126 549
22034010302 Prendre en charge et régler les dépenses de Loisirs, de Culture et de Cultes	10 250 000	11 272 020	12 126 549
22034010303 Prendre en charge et régler les dépenses d'Ordre et de Sécurité Publics	10 250 000	11 272 020	12 126 549
22034010304 Prendre en charge et régler les dépenses de Protections de l'Environnement	10 250 000	11 272 020	12 126 549
22034010305 Prendre en charge et régler les dépenses de Protection Sociale	10 250 000	11 272 020	12 126 549
22034010306 Prendre en charge et régler les dépenses de Santé	10 250 000	11 272 020	12 126 549

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22034 Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
22034010307 Prendre en charge et régler les dépenses de Services Généraux et d'Administrations Publiques	10 250 000	11 272 020	12 126 549
22034010310 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Dimbokro	4 500 000	4 948 692	5 323 851
22034010312 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Minignan	4 585 000	5 042 167	5 424 412
22034010320 Régler les dépenses de la Région du Bounkani	3 375 000	3 711 518	3 992 889
22034010324 Convoyer et transférer les fonds du Trésor public	10 000 000	0	0
4 Investissements	2 775 838 528	1 413 185 700	1 413 185 700
Trésor	2 775 838 528	1 413 185 700	1 413 185 700
22034010081 Projet de Construction de 22 Postes comptables	1 385 089 631	1 385 089 631	1 385 089 631
22034010161 Projet de Réhabilitation Immeuble Ex-BCEAO	390 748 897	28 096 069	28 096 069
22034010325 Réhabiliter les postes comptables et autres services de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	500 000 000	0	0
22034010326 Mettre à niveau la sécurité des serveurs de la Banque du Trésor	500 000 000	0	0
2203402 Mobilisation des recettes publiques	32 209 106	35 420 651	38 105 887
2 Biens et services	32 209 106	35 420 651	38 105 887
22034020001 Recouvrer les créances contentieuses	3 724 106	4 095 434	4 405 908
22034020002 Recouvrer les recettes fiscales et non fiscales	3 485 000	3 832 487	4 123 026
22034020003 Gérer les trop perçus	25 000 000	27 492 730	29 576 953
2203403 Gestion de l'endettement et des dons	729 399 699	708 611 085	725 984 694
1 Personnel	724 994 699	703 766 866	720 773 235
22034030003 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de Direction de la Dette Publique et des Dons	724 994 699	703 766 866	720 773 235
2 Biens et services	4 405 000	4 844 219	5 211 459
22034030001 Gérer la dette publique et des dons	4 405 000	4 844 219	5 211 459
2203404 Optimisation de la gestion de la trésorerie et des dépôts	15 489 098	17 003 590	18 269 889
2 Biens et services	15 189 098	16 703 590	17 969 889
22034040001 Gérer les fonds et dépôts publics	15 189 098	16 703 590	17 969 889
4 Investissements	300 000	300 000	300 000
Trésor	300 000	300 000	300 000
22034040002 Opérationnaliser le Compte Unique du Trésor, gérer la trésorerie de l'Etat et tenir la comptabilité	300 000	300 000	300 000
2203405 Exécution efficace des dépenses publiques	102 354 042	112 559 687	121 092 821
2 Biens et services	102 354 042	112 559 687	121 092 821
22034050005 Prendre en charge et régler les dépenses des forces Armées Nationales, de la Gendarmerie Nationale, de la Police Nationale et des Eaux et Forêts	3 325 000	3 656 534	3 933 734
22034050006 Apporter un appui aux payeurs à l'étranger (TGE)	27 385 000	30 115 537	32 398 593

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22034 Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
22034050007 Prendre en charge et régler les dépenses des Institutions de la République	3 510 000	3 859 980	4 152 603
22034050008 Tenir les comptes publics et parapublics (ACCT)	3 285 000	3 612 545	3 886 411
22034050009 Contrôler et régler les dépenses liées au budget de l'Etat	7 057 034	7 760 687	8 349 021
22034050010 Centraliser, contrôler les opérations financières comptables et suivre les subvention des EPN et des collectivités territoriales	3 070 000	3 376 107	3 632 050
22034050012 Assister les pairies à l'Etranger (TGE)	24 361 192	26 790 227	28 821 193
22034050013 Prendre en charge les Missions de Contrôle et de Certification des Paieries à l'Etranger (ACCT)	22 285 816	24 507 917	26 365 861
22034050014 Coordonner et suivre la mise en oeuvre de la politique nationale d'endettement et de gestion de la dette publique (CNDP)	2 700 000	2 969 216	3 194 311
22034050015 Recouvrer les recettes, régler les dépenses liées à la dette, contrôler et centraliser les opérations des agents comptables des projets	5 375 000	5 910 937	6 359 044
2203406 Réglementation et suivi de la comptabilité publique	106 217 000	104 383 572	107 468 075
1 Personnel	96 320 000	93 499 751	95 759 152
22034060006 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Conseil National de la Comptabilité	96 320 000	93 499 751	95 759 152
2 Biens et services	9 897 000	10 883 821	11 708 923
22034060003 Réglementer la comptabilité de l'Etat, des Etablissements Publics Nationaux et des Collectivités Territoriales	3 425 000	3 766 504	4 052 042
22034060004 Concourir à l'amélioration continue de l'environnement comptable et financier (CNC)	5 347 000	5 880 145	6 325 919
22034060005 Conduire la réforme de la comptabilité publique	1 125 000	1 237 172	1 330 962
2203408 Réglementation et surveillance du secteur financier et des relations financières avec l'étranger	610 692 180	601 176 489	611 611 886
1 Personnel	600 277 180	589 723 017	599 290 129
22034080008 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CENTIF	390 453 426	386 042 899	390 688 127
22034080010 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Commission Nationale de Microfinances	65 823 754	63 896 436	65 440 478
22034080011 Prendre en charge le salaire de l'Administrateur provisoire de l'UNACOOPEC-CI	144 000 000	139 783 682	143 161 524
2 Biens et services	10 415 000	11 453 472	12 321 757
22034080002 Administrer Provisoirement l'UNACOOPEC-CI	200 000	219 942	236 616
22034080003 Concevoir et veiller à l'application de la réglementation relative aux Systèmes Financiers Décentralisés	3 335 000	3 667 530	3 945 565
22034080004 Elaborer et veiller à l'application de la réglementation des banques et établissements financiers et superviser les relations financières extérieures	3 495 000	3 843 484	4 134 857
22034080007 Concevoir et veiller à l'application de la réglementation applicable en matière d'assurance	3 385 000	3 722 516	4 004 719
2203409 Réalisation des études, collecte et production des données statistiques économiques et financières	50 368 000	50 306 948	52 145 072
1 Personnel	39 408 000	38 254 134	39 178 537
22034090005 Assurer la masse salariale de la Direction des Affaires Financières (DAF)	39 408 000	38 254 134	39 178 537
2 Biens et services	10 960 000	12 052 814	12 966 535
22034090002 Réguler l'activité financière	3 495 000	3 843 484	4 134 857
22034090003 Coordonner la stratégie institutionnel du trésor public	3 970 000	4 365 846	4 696 820
22034090004 Collecter, traiter les données statistiques du trésor public et suivre le programme économique et financier	3 495 000	3 843 484	4 134 858

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22034 Trésor et Comptabilité Publique	6 471 181 308	5 181 789 559	5 387 710 197
2203410 Gestion efficace des ressources du programme 3	1 293 489 973	1 323 488 980	1 423 822 657
2 Biens et services	1 293 489 973	1 323 488 980	1 423 822 657
22034100001 Gérer les Moyens Généraux	24 392 164	26 824 286	28 857 835
22034100002 Appuyer les Régies Financières	68 318 589	75 130 580	80 826 228
22034100003 Gérer l'écoute client et la communication	3 760 000	4 134 907	4 448 373
22034100004 Gérer les ressources de la réforme comptabilité Publique - ASTER-SNDI	12 516 321	13 764 313	14 807 786
22034100005 Assurer la gestion des ressources humaines	3 885 000	4 272 371	4 596 258
22034100006 Gérer les Gestion des Dépenses Centralisées -Direction des Systèmes d'Information	29 094 672	31 995 678	34 421 269
22034100007 Gérer la documentation et les archives	4 000 000	4 398 837	4 732 312
22034100008 Gérer les Gestion des Dépenses Centralisées -DGCPT	1 033 792 142	1 037 896 888	1 116 579 838
22034100009 Gérer les ressources de la réforme comptabilité Publique - ASTER-TRESOR	4 725 000	5 196 127	5 590 044
22034100010 Gérer les Carnets d'Amendes Forfaitaires	51 705 027	56 860 493	61 171 087
22034100011 Gérer le système informatique du trésor public	3 505 000	3 854 481	4 146 689
22034100012 Renforcer les capacités des agents	3 785 000	4 162 399	4 477 950
22034100013 Gérer le Centre de Formation du Trésor et de Documentation	45 661 058	50 213 885	54 020 599
22034100014 Planifier, mettre en oeuvre et évaluer le système de management de la qualité	4 350 000	4 783 735	5 146 389

III.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.4.1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME IV : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	7 653 635 000	8 496 904 687	9 203 979 008
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	7 653 635 000	8 496 904 687	9 203 979 008
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
23193 Comptes Spéciaux du Trésor	7 653 635 000	8 496 904 687	9 203 979 008
2319301 Comptes spéciaux du trésor	7 653 635 000	8 496 904 687	9 203 979 008
3 Transferts	7 653 635 000	8 496 904 687	9 203 979 008
23193010001 Transférer les recettes affectées au fonds d'investissement en milieu rural (FIMR)	7 653 635 000	8 496 904 687	9 203 979 008

SECTION 323 : MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'inadaptation du système de communication ;
- les difficultés dans la mise en œuvre du transfert des compétences de l'Etat aux Collectivités Territoriales et aux Districts Autonomes ;
- la mauvaise application des dispositions de la loi de 2012 sur la coopération décentralisée et intercommunale ;
- l'absence d'un guide de coopération entre les collectivités territoriales ;
- le retard de développement des collectivités locales ;
- la disparité de développement entre les collectivités locales ;
- l'insuffisance et/ou la vétusté des infrastructures ;
- l'insuffisance d'équipements ;
- l'insuffisance de moyens de mobilité ;
- la multiplicité de systèmes d'identification ;
- la diversité de présentation des actes d'Etat-Civil.

I.1.2. Réponses apportées

- la réhabilitation de bureaux de circonscriptions administratives et de résidences des Autorités Préfectorales ;
- la sensibilisation des acteurs politiques et administratifs ;
- le dépôt systématique des rapports de mission des élus locaux ou cadres territoriaux à la DGDDL ;
- la mise en place d'une plateforme entre les faitières des Collectivités Territoriales et la Tutelle ;
- la mise à la disposition des autorités préfectorales du matériel roulant (véhicules de commandement) ;
- l'équipement des autorités préfectorales en mobilier et matériel de bureau ainsi que de résidence ;
- la réorganisation du territoire national en 14 Districts (dont 2 fonctionnels), 31 Régions, 77 Départements (tous fonctionnels) et 510 Sous-préfectures dont 475 fonctionnelles ;
- la mise en place de Comités de Sensibilisation et de Veille (CSV) dans les Préfectures et Sous-préfectures ainsi que de Comités de Sécurité (CS) ;
- la formation des autorités préfectorales à la gestion et au règlement des conflits ;
- la poursuite de la délivrance de titres d'identité et titres provisoires de séjour ;
- l'implémentation de nouveaux mécanismes de déclaration des faits d'état civil dans les délais.

I.1.3. Défis et priorités

- la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire ;
- la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des services du Ministère ;
- le renforcement du processus de décentralisation ;
- la modernisation de l'Etat-civil ;
- l'identification des populations et la délivrance de titres d'identité à travers le Registre National des Personnes Physiques (RNPP) ;
- la maîtrise du flux migratoire dans le respect des règles de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- la réforme dans le cadre de l'organisation et le fonctionnement des villages.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance du Ministère ;
- la contribution à la mise en œuvre du processus de décentralisation ;
- la contribution à une administration de proximité efficiente ;
- la modernisation du processus d'identification des populations.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante;
- la promotion de la politique de décentralisation est mise en œuvre ;
- le renforcement du processus de gestion des circonscriptions administratives est mis en œuvre ;
- le renforcement du processus d'identification est mis en œuvre ;
- le renforcement de la gestion des cultes est mis en œuvre.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'administration du territoire, de décentralisation, de dépôt légal, d'identification des populations, d'immigration, d'émigration et de cultes.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- organisation, administration et gestion des circonscriptions administratives ;
- mise en œuvre et suivi de la politique de décentralisation ;
- contrôle de l'application de la réglementation en matière de dépôt légal ;
- identification des populations ;
- modernisation du système d'Etat-Civil ;
- promotion et développement de la laïcité de l'Etat ;
- encadrement de la vie culturelle et religieuse ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique d'immigration et d'émigration.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Décentralisation ;
- Programme 3 : Administration Territoriale et Identification ;
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

Programmes	Services Centraux et Régionaux	Organisme sous tutelle directe (EPN, SODE, SEM)	Projets PIP	Projets hors PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet ; Inspection Générale ; Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux ; Direction des Ressources Humaines ; Direction des Affaires Politiques ; Direction des Archives Nationales ; Direction des Affaires Financières et du Matériel ; Direction des Etudes, de la Statistique, de la Programmation et du Suivi-Evaluation ; Direction des Télécommunications et de l'Information ; Service de Communication et des Relations Publiques ; Cellule de Passation des Marchés Publics ; Direction du Patrimoine.			
Programme 2 : Décentralisation	Direction de la Coopération Décentralisée ; Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local ; Direction de la Tutelle Administrative ; Direction de la Tutelle Economique et Financière ; Direction du Développement Local ; Deux (02) Districts Autonomes ; 31 Conseils Régionaux ; 201 Communes.		Réhabilitation du bâtiment central DGDDL (IMMEUBLE PERIGNON)	
Programme 3 : Administration Territoriale et Identification	- Direction Générale de l'Administration du Territoire ; - 31 Préfectures de Région ; 77 Préfectures de Département et 475 Sous-préfectures ; - Direction des Circonscriptions Administratives ; - Direction des Affaires Générales ; - Direction de la Formation Continue.	Office National de l'Etat Civil et de l'Identification. (ONECI)	- Construire, réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Préfectures ; - Construire, réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Sous-Préfectures - Acquérir des véhicules de fonction au profit des Autorités Préfectorales ; - Réhabiliter le bâtiment de la DGAT ; - Mettre en place un système d'identification de base/ONECI ;	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1 .1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1/ Rapport d'Etudes
		IP.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête
OG2 : Mettre en œuvre les stratégies en vue de promouvoir la politique de décentralisation	RS 2.1. : la promotion de la politique de décentralisation est mise en œuvre	IP 2.1 : Taux de mise en œuvre de la politique de décentralisation	Nombre de politique de décentralisation réalisées / Nombre de politique planifiées Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
OG3 : Mettre en œuvre les stratégies en vue de renforcer le processus de gestion des circonscriptions administratives, de l'identification et des cultes	RS 3.1. : le renforcement du processus de gestion des circonscriptions administratives est mis en œuvre	IP 3.1. : Taux de mise en œuvre du processus de la gestion des circonscriptions Administratives	Nombre de processus de gestion des circonscriptions Administratives réalisées / Nombre de processus planifiées Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 3
	RS 3.2. : le renforcement du processus d'identification est mis en œuvre ;	IP 3.2.: Taux de mise en œuvre des processus d'identification	Nombre de processus d'identification réalisées / Nombre de processus d'identification planifiées Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 3
	RS 3.3. : le renforcement du processus de gestion des cultes est mis en œuvre	IP 3.3. : Taux de renforcement du processus de gestion des cultes	Nombre de processus de gestion des cultes réalisées / Nombre de processus planifiées*100 Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 3

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	350 844 908 847	382 926 234 803	409 021 228 228
1.1 Ressources Intérieures	340 244 908 847	370 996 218 181	494 463 691 056
1.1.1 Budget Etat	340 244 908 847	370 996 218 181	494 463 691 056
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	10 600 000 000	11 930 016 622	14 557 537 172
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	10 600 000 000	11 930 016 622	14 557 537 172
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	350 844 908 847	382 926 234 803	409 021 228 228
2.1 Personnel	55 951 919 779	59 636 185 403	62 000 675 380
2.1.1 Solde y compris EPN	55 951 919 779	59 636 185 403	62 000 675 380
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	9 103 549 643	9 547 793 484	10 094 727 610
2.3 Transferts	212 998 996 297	238 153 717 712	256 211 118 369
2.4 Investissement	72 790 443 128	75 588 538 204	80 714 706 869
Trésor	62 190 443 128	63 658 521 582	66 157 169 697
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	10 600 000 000	11 930 016 622	14 557 537 172

III.PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Commentaire des indicateurs : <i>méthode de calcul et moyen de vérification</i>
			2021	2022	2023	
OS1 : Améliorer la coordination et le cadre institutionnel du Ministère	Taux de réalisation des réunions de coordination	70%	100%	100%	100%	Nombre de réunions de coordination tenues / Nombre de réunions de coordination prévues Source : Rapport d'activités /Cabinet
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions	85%	100%	100%	100%	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues Source : Rapport d'activités /Cabinet
OS2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et du patrimoine du Ministère	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	70%	80%	90%	95%	Besoins en ressources humaines satisfaits / Besoins en ressources humaines exprimés Source : Rapport d'activités / DRH
	Taux de réalisation du plan de formation	0%	30%	45%	75%	Besoins en formation satisfaits / Besoins en formation planifiés Source : Rapport d'activités / DRH
	Taux d'exécution du budget	95,65%	96%	97%	98%	Budget ordonnancé / budget voté Source : Extrait SIB
OS3 : Améliorer le système de planification, d'information, de communication du Ministère et d'archivage national	Taux d'exécution des activités de constitution du patrimoine archivistique national	60%	100%	100%	100%	Nombre d'activités de constitution du patrimoine archivistique national exécutées / nombres d'activités prévues Source : Rapport d'activités/ DAN
	Taux de réalisation des activités d'assistance-conseil en matière d'archivage	20%	100%	100%	100%	Nombre d'activités d'assistance-conseil réalisées / Nombre d'activités prévues Source : Rapport d'activités /DAN
	Taux d'exécution du plan d'actions prioritaires	70%	100%	100%	100%	Nombre d'actions prioritaires exécutées / Nombres d'actions prioritaires prévues Source : Rapport du plan d'actions prioritaires/ DESPSE
	Taux de collecte et de traitement des données statistiques d'état-civil	40%	60%	65%	80%	Nombre de données collectées et traitées / nombre de données attendues Source : Annuaire statistique / DESPSE

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		8 841 711 697	8 628 139 447	8 946 677 258
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	4 830 430 253	4 879 814 112	5 072 868 495
	Transferts	4 011 281 444	3 748 325 335	3 873 808 763
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21038 Administration Générale	8 841 711 697	8 628 139 447	8 946 677 258
2103801 Coordination et animation du ministère	4 648 959 080	4 431 786 122	4 595 549 805
2 - Biens et services	637 677 636	683 460 787	721 741 042
21038010014 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	8 000 000	8 797 673	9 464 625
21038010016 Prendre en charge les honoraires des agents de l'Administration du Territoire sous contrat BNETD	93 510 790	93 510 790	93 510 790
21038010017 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21038010018 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	65 000 000	65 000 000	65 000 000
21038010019 Promouvoir et renforcer les services des Archives Nationales	16 596 407	18 251 221	19 634 845
21038010020 Veiller à l'application de la réglementation en matière de cohésion sociale	3 072 546	3 378 907	3 635 062
21038010025 Organiser la fête nationale et les réceptions officielles	9 146 269	10 058 236	10 820 751
21038010027 Organiser des séminaires d'élaboration et de formation sur le nouveau cadre de gestion des finances publiques (CDMT)	41 149 084	45 252 026	48 682 582
21038010028 Orienter et suivre la mise en œuvre des activités du Ministère	172 000 000	189 149 982	203 489 441
21038010030 Inspecter et contrôler les services de l'Administration du Territoire et des Collectivités Territoriales	12 059 228	13 261 643	14 267 008
21038010031 Prendre en charge les dépenses liées à l'Administration du Territoire	105 790 653	116 338 953	125 158 607
21038010032 Appuyer les services de l'Administration du Territoire face aux impondérables	40 000 000	43 988 367	47 323 125
21038010033 Gérer les voyages officiels et appuyer l'organisation des fêtes d'indépendance	1 352 659	1 487 531	1 600 301

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21038 Administration Générale	8 841 711 697	8 628 139 447	8 946 677 258
21038010034 Appuyer les Collectivités Territoriales face aux impondérables	40 000 000	43 988 367	47 323 125
21038010037 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires du ministère	10 000 000	10 997 091	11 830 780
3 - Transferts	4 011 281 444	3 748 325 335	3 873 808 763
21038010021 Réaliser les transferts au profit des partis politiques (Transferts)	4 000 000 000	3 745 097 056	3 870 073 843
21038010029 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à l'organisation internationale des Archives	11 281 444	3 228 279	3 734 920
2103802 Planification, suivi et évaluation	268 816 763	130 663 884	140 569 512
2 - Biens et services	268 816 763	130 663 884	140 569 512
21038020002 Réaliser les études et produire les statistiques du Ministère	240 000 000	98 973 826	106 477 031
21038020003 Organiser la planification générale des activités du Ministère	28 816 763	31 690 058	34 092 481
2103803 Gestion des ressources matérielles et financières du ministère	3 906 606 962	4 046 632 697	4 190 056 511
2 - Biens et services	3 906 606 962	4 046 632 697	4 190 056 511
21038030001 Gérer les ressources financières et matérielles du Ministère	16 759 344	18 430 404	19 827 613
21038030007 Gérer la commande publique du Ministère	9 962 500	10 955 852	11 786 415
21038030011 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	3 807 289 222	3 937 412 070	4 072 555 865
21038030018 Gérer les acquisitions de biens et matériels au profil du ministère	43 250 983	47 563 503	51 169 292
21038030019 Gérer et suivre les carrières des fonctionnaires du ministère	19 552 569	21 502 138	23 132 218
21038030020 Apport une assistance au personnel du ministère dans le domaine informatique	9 792 344	10 768 730	11 585 108
2103804 Information et communication	17 328 892	19 056 744	20 501 430
2 - Biens et services	17 328 892	19 056 744	20 501 430
21038040001 Organiser la communication des activités de l'Administration du Territoire	3 921 415	4 312 417	4 639 340
21038040004 Concevoir et mettre en œuvre les stratégies de communication de l'Administration du Territoire	13 407 477	14 744 327	15 862 090

III.2 Programme 2 : Décentralisation

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Décentralisation						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Commentaire des indicateurs : <i>méthode de calcul et moyen de vérification</i>
			2021	2022	2023	
OS1 : Piloter les activités du programme	Taux de réalisation des activités du plan d'actions du programme	60%	100%	100%	100%	Nombre d'activités du plan d'actions réalisées / nombre total des activités prévues dans le plan d'actions Source : Rapport d'activités / DGDDL
OS2 : Améliorer le cadre institutionnel du processus de décentralisation	Nombre de Collectivités Territoriales et de Districts Autonomes ayant bénéficié d'assistance en matière administrative	152	162	192	202	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DTA
	Taux de ressources propres des Collectivités Territoriales et Districts Autonomes collectées	15%	20%	40%	55%	Ressources propres collectées / Ressources propres estimées des Collectivités Territoriales et Districts Autonomes Source : Rapport d'activités / DTEF
	Taux de requêtes traitées en matière de partenariat et de coopération décentralisée	40%	50%	60%	60%	Nombre de requêtes traitées en matière de partenariat et de coopération décentralisée / Nombre total de requêtes reçues en matière de partenariat et de coopération décentralisée Source : Rapport d'activités / DCD
	Taux de contrôles des projets des programmes triennaux des Collectivités Territoriales et des Districts Autonomes	40%	100%	100%	100%	Nombre de contrôles des projets des programmes triennaux des Collectivités Territoriales et des Districts Autonomes réalisés / Nombre total des projets des programmes triennaux des Collectivités Territoriales et Districts Autonomes identifiés Source : Rapport d'activités / DDL
	Taux de réalisation des missions de suivi des programmes d'appui des Collectivités Territoriales et Districts Autonomes	70%	100%	100%	100%	Nombre de missions de suivi des programmes d'appui réalisés / Nombre total de missions de suivi des programmes d'appui des Collectivités Territoriales et Districts Autonomes prévues Source : Rapport d'activités / DDL

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME II : DECENTRALISATION	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
Dépenses de personnel	6 544 739 754	6 534 721 884	6 542 747 555
Dépenses en biens et services	229 884 925	252 806 562	271 971 822
Transferts	24 709 722 248	25 211 814 906	25 713 378 039
Investissements	57 930 463 128	59 398 541 582	61 897 189 697
<i>Trésor</i>	57 930 463 128	59 398 541 582	61 897 189 697
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
2204001 Renforcement du cadre institutionnel du processus de décentralisation	213 125 579	234 376 154	252 144 207
2 - Biens et services	213 125 579	234 376 154	252 144 207
22040010001 Suivre la mise en œuvre de la politique de décentralisation	97 297 309	106 998 743	115 110 316
22040010007 Réformer le cadre législatif et réglementaire du transfert des compétences de l'Etat aux Collectivités Territoriales	100 000 000	109 970 919	118 307 813
22040010008 Mettre en place l'atlas national de la coopération décentralisée	5 448 597	5 991 872	6 446 115
22040010010 Elaborer les décrets d'application de la loi portant statuts de la fonction publique des Collectivités Territoriales et de la loi relative à la Police Municipale	10 379 673	11 414 620	12 279 963
2204002 Renforcement des capacités des structures de tutelle des collectivités territoriales	1 765 287 298	759 033 151	770 019 147
1 - Personnels	342 140 557	332 122 687	340 148 358
22040020324 Assurer les charges salariales liées à la Gestion des Dépenses Centralisées de l'Administration du Territoire	342 140 557	332 122 687	340 148 358
2 - Biens et services	16 759 346	18 430 408	19 827 615
22040020317 Assurer l'assistance-conseil des Collectivités Territoriales en matière de gestion économique et financière	8 379 673	9 215 204	9 913 808
22040020318 Effectuer des missions d'évaluation auprès des services en charge du Développement Local	6 051 986	6 655 425	7 159 972
22040020320 Créer un répertoire des investissements dans les Collectivités Territoriales	2 327 687	2 559 779	2 753 835

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
3 - Transferts	7 867 395	9 960 056	11 523 174
22040020323 Prendre en charge la contribution de l'Etat à l'organisation de la conférence africaine sur la décentralisation et le développement local	7 867 395	9 960 056	11 523 174
4 - Investissements	1 398 520 000	398 520 000	398 520 000
Trésor	1 398 520 000	398 520 000	398 520 000
22040020008 Réhabiliter le bâtiment central de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local	90 000 000	90 000 000	90 000 000
22040020009 Renforcer les Communes pour la cohésion sociale du Gd Abidjan-COSAY	51 960 000	51 960 000	51 960 000
22040020010 Renforcer les Ressources Humaines de l'administration locale des zones affectées par la crise (PCN-CI)	56 560 000	56 560 000	56 560 000
22040020326 Mettre en œuvre le projet de construction des Marchés de Bouaké et Youpougou(MABY)	1 200 000 000	200 000 000	200 000 000
2204007 Coordination des services des districts autonomes	5 070 316 543	5 163 123 339	5 255 930 135
1 - Personnels	485 316 543	485 316 543	485 316 543
22040070002 Assurer le traitement salarial du personnel du district de yakro	485 316 543	485 316 543	485 316 543
3 - Transferts	4 585 000 000	4 677 806 796	4 770 613 592
22040070001 Assurer le fonctionnement des services du district de Yakro	1 585 000 000	1 617 082 611	1 649 165 222
22040070003 Assurer le fonctionnement des services du district autonome d'Abidjan	3 000 000 000	3 060 724 185	3 121 448 370
2204008 Coordination des services des régions	13 505 191 979	13 662 830 126	13 820 468 279
1 - Personnels	5 717 282 654	5 717 282 654	5 717 282 654
22040080001 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du bélier	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080003 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du n'Zi	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080005 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de l'iffou	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080007 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du moronou	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080009 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du gbéké	306 515 703	306 515 703	306 515 703
22040080011 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du hambol	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080013 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du bafing	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080015 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du kabadougou	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080017 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du tchologo	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080019 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du poro	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080021 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de la bagoue	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080023 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du folon	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22040080025 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du bounkani	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080027 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du haut sassandra	306 515 703	306 515 703	306 515 703
22040080029 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du goh	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080031 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de la marahoue	306 515 703	306 515 703	306 515 703
22040080033 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du worodougou	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080035 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du bere	102 171 901	102 171 901	102 171 901

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040080037 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du tonkpi	306 515 703	306 515 703	306 515 703
22040080039 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du cavally	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080041 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du guemon	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080043 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du loh-djiboua	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080045 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de san-pedro	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080047 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de la nawa	102 171 901	102 171 901	102 171 901
22040080049 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du gbokle	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22040080051 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de l'indenie djuablin	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080053 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de gontougo	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080055 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional du sud-comoe	306 515 703	306 515 703	306 515 703
22040080057 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de l'agneby-tiassa	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080059 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional de la Mé	204 343 802	204 343 802	204 343 802
22040080061 Assurer le traitement salarial du personnel du conseil régional des grands ponts	306 515 703	306 515 703	306 515 703
3 - Transferts	7 787 909 325	7 945 547 472	8 103 185 625
22040080002 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du béliér	236 952 607	241 748 858	246 545 110
22040080004 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du n'Zi	230 421 828	235 085 887	239 749 946
22040080006 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de l'iffou	234 478 202	239 224 368	243 970 534
22040080008 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du moronou	237 142 788	241 942 889	246 742 990
22040080010 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du gbèkè	278 800 471	284 443 781	290 087 092
22040080012 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du hambol	242 470 877	247 378 826	252 286 775
22040080014 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du bafing	226 061 690	230 637 494	235 213 298
22040080016 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du kabadougou	226 623 315	231 210 487	235 797 659
22040080018 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du tchologo	245 371 390	250 338 049	255 304 708
22040080020 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du poro	264 570 139	269 925 408	275 280 676
22040080022 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de la bagoue	238 997 694	243 835 341	248 672 987
22040080024 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du folon	220 586 675	225 051 657	229 516 639
22040080026 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du bounkani	231 696 151	236 386 004	241 075 858
22040080028 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du haut sassandra	306 536 627	312 741 356	318 946 085
22040080030 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du goh	271 730 916	277 231 129	282 731 342
22040080032 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de la marahoue	270 632 272	276 110 247	281 588 221
22040080034 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du worodougou	231 910 022	236 604 204	241 298 387
22040080036 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du bere	240 198 652	245 060 608	249 922 564
22040080038 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du tonkpi	278 669 478	284 310 137	289 950 796
22040080040 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du cavally	244 223 646	249 167 073	254 110 501

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040080042 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du guemon	275 812 405	281 395 233	286 978 061
22040080044 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du loh-djiboua	261 040 424	266 324 246	271 608 069
22040080046 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de san-pedro	268 038 017	273 463 480	278 888 944
22040080048 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de la nawa	283 034 054	288 763 058	294 492 062
22040080050 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du gbokle	240 722 927	245 595 495	250 468 063
22040080052 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de l'indenie djuablin	250 587 177	255 659 411	260 731 645
22040080054 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de gontougo	257 046 102	262 249 074	267 452 045
22040080056 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional du sud-comoe	255 837 112	261 015 612	266 194 112
22040080058 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de l'agneby-tiassa	253 076 645	258 199 269	263 321 894
22040080060 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional de la Mé	247 491 068	252 500 632	257 510 197
22040080062 Assurer le fonctionnement des services du conseil régional des grands ponts	237 147 954	241 948 159	246 748 365
2204009 Coordination des services des communes	11 609 012 179	11 843 994 778	12 078 977 388
3 - Transferts	11 609 012 179	11 843 994 778	12 078 977 388
22040090001 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Yamoussoukro	1 000 000 000	1 020 241 395	1 040 482 790
22040090002 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'attiegouakro	51 983 419	53 035 636	54 087 853
22040090003 Assurer le fonctionnement des services de la commune de didievi	52 414 538	53 475 481	54 536 425
22040090004 Assurer le fonctionnement des services de la commune de djekanou	52 252 622	53 310 288	54 367 954
22040090005 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kokumbo	52 331 544	53 390 807	54 450 071
22040090006 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tiebissou	54 977 376	56 090 195	57 203 014
22040090007 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tie n'diekro	51 489 388	52 531 605	53 573 822
22040090008 Assurer le fonctionnement des services de la commune de toumodi	57 675 588	58 843 022	60 010 457
22040090009 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bocanda	53 099 693	54 174 505	55 249 317
22040090010 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dimbokro	59 140 970	60 338 066	61 535 161
22040090011 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kouassi-kouassikro	52 345 446	53 404 991	54 464 536
22040090012 Assurer le fonctionnement des services de la commune de daoukro	58 493 870	59 677 868	60 861 865
22040090013 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'etrokro	51 435 604	52 476 732	53 517 861
22040090014 Assurer le fonctionnement des services de la commune de m'bahiakro	52 978 362	54 050 718	55 123 074
22040090015 Assurer le fonctionnement des services de la commune de ouelle	52 528 847	53 592 104	54 655 361
22040090016 Assurer le fonctionnement des services de la commune de priko	52 537 554	53 600 987	54 664 421
22040090017 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'anoumaba	51 746 655	52 794 079	53 841 504
22040090018 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'arrah	54 949 571	56 061 827	57 174 083
22040090019 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bongouanou	59 108 952	60 305 400	61 501 847
22040090020 Assurer le fonctionnement des services de la commune de m'batto	55 474 356	56 597 234	57 720 113
22040090021 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tiemelekro	52 494 863	53 557 432	54 620 002

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040090022 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Bouaké	131 508 216	134 170 126	136 832 035
22040090023 Assurer le fonctionnement des services de la commune de brobo	52 572 802	53 636 949	54 701 096
22040090024 Assurer le fonctionnement des services de la commune de djebonoua	52 140 419	53 195 814	54 251 209
22040090025 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Botro	52 890 594	53 961 173	55 031 753
22040090026 Assurer le fonctionnement des services de la commune de diabo	52 523 090	53 586 231	54 649 371
22040090027 Assurer le fonctionnement des services de la commune de beoumi	57 029 191	58 183 541	59 337 892
22040090028 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bodokro	52 375 920	53 436 082	54 496 243
22040090029 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sakassou	55 556 928	56 681 478	57 806 027
22040090030 Assurer le fonctionnement des services de la commune de katiola	58 222 842	59 401 354	60 579 865
22040090031 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bassawa	50 764 070	51 791 606	52 819 141
22040090032 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bonieredougou	52 509 047	53 571 903	54 634 760
22040090033 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Dabakala	53 295 171	54 373 940	55 452 708
22040090034 Assurer le fonctionnement des services de la commune de fombolo	51 953 367	53 004 976	54 056 584
22040090035 Assurer le fonctionnement des services de la commune de fronan	54 644 277	55 750 353	56 856 430
22040090036 Assurer le fonctionnement des services de la commune de niakaramadougou	53 071 467	54 145 708	55 219 948
22040090037 Assurer le fonctionnement des services de la commune de satama-sokoro	51 035 801	52 068 837	53 101 873
22040090038 Assurer le fonctionnement des services de la commune de satama-sokoura	51 129 748	52 164 685	53 199 623
22040090039 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tafire	52 981 732	54 054 156	55 126 580
22040090040 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tortiya	53 784 146	54 872 812	55 961 478
22040090041 Assurer le fonctionnement des services de la commune de touba	53 957 858	55 050 040	56 142 223
22040090042 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Booko	51 409 765	52 450 370	53 490 976
22040090043 Assurer le fonctionnement des services de la commune de koro	51 163 592	52 199 214	53 234 837
22040090044 Assurer le fonctionnement des services de la commune de koonan	50 694 979	51 721 116	52 747 253
22040090045 Assurer le fonctionnement des services de la commune de quinteguella	51 297 561	52 335 895	53 374 229
22040090046 Assurer le fonctionnement des services de la commune de ouaninou	52 135 083	53 190 370	54 245 657
22040090047 Assurer le fonctionnement des services de la commune de borotou	50 593 869	51 617 959	52 642 050
22040090048 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'Odienné	56 320 022	57 460 018	58 600 014
22040090049 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Bako	51 180 584	52 216 550	53 252 517
22040090050 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dioulatiedougou	50 594 150	51 618 246	52 642 342
22040090051 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tieme	51 552 581	52 596 077	53 639 573
22040090052 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gbeleban	50 623 921	51 648 620	52 673 319
22040090053 Assurer le fonctionnement des services de la commune de seydogou	50 880 626	51 910 521	52 940 416
22040090054 Assurer le fonctionnement des services de la commune de madinani	52 226 222	53 283 354	54 340 485
22040090055 Assurer le fonctionnement des services de la commune de seguelon	51 970 640	53 022 598	54 074 557

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040090056 Assurer le fonctionnement des services de la commune de samatiguila	50 943 258	51 974 421	53 005 583
22040090057 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Ferkessédougou	58 492 466	59 676 435	60 860 404
22040090058 Assurer le fonctionnement des services de la commune de koumbala	50 745 674	51 772 837	52 800 000
22040090059 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Kong	53 205 998	54 282 962	55 359 925
22040090060 Assurer le fonctionnement des services de la commune de ouangolodougou	57 774 591	58 944 029	60 113 468
22040090061 Assurer le fonctionnement des services de la commune de diawala	54 604 395	55 709 664	56 814 933
22040090062 Assurer le fonctionnement des services de la commune de nielle	53 209 369	54 286 401	55 363 433
22040090063 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Korhogo	86 592 125	88 344 870	90 097 616
22040090064 Assurer le fonctionnement des services de la commune de napieledougou	52 533 201	53 596 546	54 659 892
22040090065 Assurer le fonctionnement des services de la commune de niofoin	51 217 798	52 254 518	53 291 237
22040090066 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sirasso	51 635 154	52 680 322	53 725 489
22040090067 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tioniaradougou	52 023 863	53 076 899	54 129 934
22040090068 Assurer le fonctionnement des services de la commune de karakoro	51 570 276	52 614 130	53 657 985
22040090069 Assurer le fonctionnement des services de la commune de komborodougou	51 271 722	52 309 533	53 347 344
22040090070 Assurer le fonctionnement des services de la commune de m'bengue	53 941 849	55 033 707	56 125 566
22040090071 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sinematiali	53 518 033	54 601 313	55 684 592
22040090072 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dikodougou	52 594 147	53 658 726	54 723 305
22040090073 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guiembe	51 714 356	52 761 127	53 807 897
22040090074 Assurer le fonctionnement des services de la commune de boundiali	56 315 809	57 455 720	58 595 630
22040090075 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kassere	51 824 172	52 873 166	53 922 159
22040090076 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kouto	52 656 498	53 722 339	54 788 180
22040090077 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tengrela	57 297 833	58 457 621	59 617 409
22040090078 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kanakono	51 685 287	52 731 469	53 777 652
22040090079 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gbon	51 613 387	52 658 114	53 702 841
22040090080 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kolia	51 965 725	53 017 584	54 069 443
22040090081 Assurer le fonctionnement des services de la commune de minignan	51 363 844	52 403 520	53 443 196
22040090082 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tienko	51 458 072	52 499 655	53 541 238
22040090083 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kaniasso	50 992 408	52 024 565	53 056 723
22040090084 Assurer le fonctionnement des services de la commune de goulia	51 209 653	52 246 208	53 282 763
22040090085 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bouna	53 519 858	54 603 175	55 686 491
22040090086 Assurer le fonctionnement des services de la commune de doropo	53 057 564	54 131 523	55 205 482
22040090087 Assurer le fonctionnement des services de la commune de téhini	51 222 291	52 259 102	53 295 912
22040090088 Assurer le fonctionnement des services de la commune de daloa	86 122 389	87 865 626	89 608 864
22040090089 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bédiala	54 538 534	55 642 470	56 746 406

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040090090 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gboguhé	53 176 929	54 253 304	55 329 679
22040090091 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'issia	59 247 415	60 446 665	61 645 916
22040090092 Assurer le fonctionnement des services de la commune de saïoua	58 479 687	59 663 397	60 847 108
22040090093 Assurer le fonctionnement des services de la commune de vavoua	63 728 801	65 018 761	66 308 721
22040090094 Assurer le fonctionnement des services de la commune de zougoubeu	56 750 298	57 899 003	59 047 708
22040090095 Assurer le fonctionnement des services de la commune de nassian	52 360 051	53 419 891	54 479 732
22040090096 Assurer le fonctionnement des services de la commune de diegonefla	57 866 151	59 037 443	60 208 734
22040090097 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Gagnoa	73 933 812	75 430 336	76 926 859
22040090098 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guiberoua	54 945 217	56 057 385	57 169 553
22040090099 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'oume	58 614 359	59 800 795	60 987 232
22040090100 Assurer le fonctionnement des services de la commune de ouragahio	53 963 054	55 055 341	56 147 629
22040090101 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bouaflé	62 254 993	63 515 121	64 775 249
22040090102 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bonon	66 079 590	67 417 133	68 754 676
22040090103 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sinfra	63 001 657	64 276 898	65 552 140
22040090104 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gohitafa	53 483 346	54 565 924	55 648 501
22040090105 Assurer le fonctionnement des services de la commune de zuenoula	57 628 544	58 795 026	59 961 508
22040090106 Assurer le fonctionnement des services de la commune de seguéla	59 218 908	60 417 581	61 616 255
22040090107 Assurer le fonctionnement des services de la commune de djibrosso	51 200 103	52 236 465	53 272 826
22040090108 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dualla	50 943 820	51 974 994	53 006 168
22040090109 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kani	52 199 119	53 255 702	54 312 285
22040090110 Assurer le fonctionnement des services de la commune de massala	51 137 051	52 172 136	53 207 221
22040090111 Assurer le fonctionnement des services de la commune de morondo	52 475 344	53 537 518	54 599 692
22040090112 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sifé	52 995 214	54 067 911	55 140 608
22040090113 Assurer le fonctionnement des services de la commune de worofla	51 046 895	52 080 155	53 113 416
22040090114 Assurer le fonctionnement des services de la commune de mankono	56 175 941	57 313 020	58 450 100
22040090115 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sarhala	53 428 579	54 510 048	55 591 517
22040090116 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tiéningboué	53 735 839	54 823 527	55 911 216
22040090117 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dianra	55 003 074	56 116 413	57 229 752
22040090118 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kounahiri	51 798 333	52 846 804	53 895 274
22040090119 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kongasso	52 608 190	53 673 053	54 737 916
22040090120 Assurer le fonctionnement des services de la commune de biankouma	55 032 003	56 145 928	57 259 852
22040090121 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bin-houye	54 265 258	55 363 663	56 462 067
22040090122 Assurer le fonctionnement des services de la commune de danane	61 819 100	63 070 405	64 321 710
22040090123 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gbonne	51 619 005	52 663 846	53 708 686

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040090124 Assurer le fonctionnement des services de la commune de logouale	53 253 463	54 331 387	55 409 312
22040090125 Assurer le fonctionnement des services de la commune de man	74 661 236	76 172 484	77 683 731
22040090126 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sangouine	53 838 493	54 928 259	56 018 025
22040090127 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sipilou	51 450 349	52 491 776	53 533 203
22040090128 Assurer le fonctionnement des services de la commune de zouan-hounien	57 800 851	58 970 821	60 140 791
22040090129 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guiglo	63 197 837	64 477 049	65 756 262
22040090130 Assurer le fonctionnement des services de la commune de taï	52 675 596	53 741 824	54 808 051
22040090131 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bloléquin	60 353 578	61 575 219	62 796 859
22040090132 Assurer le fonctionnement des services de la commune de toulepleu	53 265 119	54 343 279	55 421 440
22040090133 Assurer le fonctionnement des services de la commune de duékoué	73 663 344	75 154 393	76 645 442
22040090134 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bangolo	55 911 232	57 042 953	58 174 675
22040090135 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kouibli	54 844 951	55 955 089	57 065 228
22040090136 Assurer le fonctionnement des services de la commune de facobly	54 954 907	56 067 271	57 179 635
22040090137 Assurer le fonctionnement des services de la commune de divo	69 177 184	70 577 427	71 977 669
22040090138 Assurer le fonctionnement des services de la commune de hire	57 334 766	58 495 302	59 655 837
22040090139 Assurer le fonctionnement des services de la commune de zikisso	51 625 043	52 670 006	53 714 969
22040090140 Assurer le fonctionnement des services de la commune de guitry	55 465 930	56 588 638	57 711 346
22040090141 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grand-bereby	53 008 835	54 081 808	55 154 781
22040090142 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grabo	53 329 155	54 408 611	55 488 068
22040090143 Assurer le fonctionnement des services de la commune de san-pedro	76 330 100	77 875 128	79 420 155
22040090144 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tabou	54 499 073	55 602 210	56 705 348
22040090145 Assurer le fonctionnement des services de la commune de buyo	56 524 207	57 668 336	58 812 465
22040090146 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grand-zattry	55 828 098	56 958 137	58 088 175
22040090147 Assurer le fonctionnement des services de la commune de gueyo	52 788 642	53 857 158	54 925 674
22040090148 Assurer le fonctionnement des services de la commune de lakota	55 228 323	56 346 221	57 464 120
22040090149 Assurer le fonctionnement des services de la commune de mayo	52 163 309	53 219 167	54 275 025
22040090150 Assurer le fonctionnement des services de la commune de meagui	63 005 589	64 280 910	65 556 231
22040090151 Assurer le fonctionnement des services de la commune de soubre	67 291 076	68 653 141	70 015 207
22040090152 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sassandra	56 595 545	57 741 118	58 886 691
22040090153 Assurer le fonctionnement des services de la commune de fresco	53 587 826	54 672 518	55 757 211
22040090154 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'abengourou	66 138 571	67 477 308	68 816 045
22040090155 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'agnibilekrou	58 932 853	60 125 736	61 318 619
22040090156 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bettie	52 858 997	53 928 937	54 998 877

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040090157 Assurer le fonctionnement des services de la commune de niabie	53 406 110	54 487 124	55 568 138
22040090158 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'assuefry	53 772 350	54 860 777	55 949 205
22040090159 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bondoukou	64 400 054	65 703 601	67 007 148
22040090160 Assurer le fonctionnement des services de la commune de kouassi-datekro	51 877 816	52 927 895	53 977 975
22040090161 Assurer le fonctionnement des services de la commune de koun-fao	52 188 306	53 244 670	54 301 034
22040090162 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sandegou	50 988 897	52 020 983	53 053 070
22040090163 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tанда	55 597 934	56 723 314	57 848 693
22040090164 Assurer le fonctionnement des services de la commune de transua	53 874 864	54 965 366	56 055 869
22040090165 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'aboisso	59 156 838	60 354 255	61 551 672
22040090166 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'adiake	55 119 631	56 235 329	57 351 027
22040090167 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'ayame	52 172 437	53 228 480	54 284 523
22040090168 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bonoua	57 609 305	58 775 398	59 941 490
22040090169 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grand-bassam	62 063 167	63 319 412	64 575 657
22040090170 Assurer le fonctionnement des services de la commune de mafere	53 111 068	54 186 110	55 261 152
22040090171 Assurer le fonctionnement des services de la commune de tiapoum	51 331 545	52 370 567	53 409 589
22040090172 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'assinie mafia	52 611 279	53 676 205	54 741 130
22040090173 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'agboville	59 766 302	60 976 055	62 185 809
22040090174 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'azaguie	53 074 416	54 148 716	55 223 016
22040090175 Assurer le fonctionnement des services de la commune de rubino	52 814 060	53 883 090	54 952 121
22040090176 Assurer le fonctionnement des services de la commune de sikensi	57 346 842	58 507 622	59 668 402
22040090177 Assurer le fonctionnement des services de la commune de de taabo	53 148 984	54 224 794	55 300 603
22040090178 Assurer le fonctionnement des services de la commune de de tiassale	56 874 999	58 026 228	59 177 458
22040090179 Assurer le fonctionnement des services de la commune de n'douci	58 266 234	59 445 624	60 625 014
22040090180 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'Adzopé	58 509 458	59 693 771	60 878 084
22040090181 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'affery	54 210 209	55 307 499	56 404 790
22040090182 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'agou	54 210 209	55 307 499	56 404 790
22040090183 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'akoupe	59 174 251	60 372 020	61 569 790
22040090184 Assurer le fonctionnement des services de la commune d'alepe	53 961 790	55 054 052	56 146 314
22040090185 Assurer le fonctionnement des services de la commune de yakasse-attobrou	56 453 570	57 596 269	58 738 968
22040090186 Assurer le fonctionnement des services de la commune de dabou	60 201 774	61 420 342	62 638 910
22040090187 Assurer le fonctionnement des services de la commune de jacquville	55 657 757	56 784 348	57 910 938
22040090188 Assurer le fonctionnement des services de la commune de grand-lahou	54 709 577	55 816 975	56 924 373
22040090194 Assurer le fonctionnement des services de la commune de bingerville	63 087 038	64 364 008	65 640 977
22040090199 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Anyama	67 046 447	68 403 561	69 760 674
22040090200 Assurer le fonctionnement des services de la commune de Songon	56 935 805	58 088 265	59 240 725

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
2204011 Coordination du développement des services généraux dans les régions	337 862 000	352 803 200	367 744 396
4 - Investissements	337 862 000	352 803 200	367 744 396
Trésor	337 862 000	352 803 200	367 744 396
22040110001 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du bélier	7 797 000	8 141 805	8 486 610
22040110019 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du poro	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040110027 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du haut sassandra	5 495 000	5 738 004	5 981 008
22040110031 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région dans la marahoue	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040110043 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région du loh-djiboua	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040110053 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la région de gontougo	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040110091 Développer les autres services généraux dans la région du goh	9 000 000	9 398 005	9 796 010
22040110093 Développer les autres services généraux dans la région de la marahoue	50 000 000	52 211 139	54 422 279
22040110105 Développer les autres services généraux dans la région du loh-djiboua	32 570 000	34 010 336	35 450 672
22040110111 Développer les autres services généraux dans la région du gbokle	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040110117 Développer les autres services généraux dans la région du sud-comoe	100 000 000	104 422 279	108 844 557
22040110121 Développer les autres services généraux dans la région de la Mé	38 000 000	39 680 466	41 360 932
2204012 Coordination du développement des services généraux dans les communes	645 176 716	673 708 231	702 239 738
4 - Investissements	645 176 716	673 708 231	702 239 738
Trésor	645 176 716	673 708 231	702 239 738
22040120052 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de gbeleban	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040120054 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de madinani	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040120055 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de seguelon	6 700 000	6 996 293	7 292 585
22040120073 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de guiembe	24 833 416	25 931 619	27 029 822
22040120091 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de gboguhé	12 500 000	13 052 785	13 605 570
22040120100 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de ouragahio	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040120299 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de grand-zattry	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040120303 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de mayo	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040120313 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune d'abengourou	18 000 000	18 796 010	19 592 020
22040120349 Développer les services généraux de planification et de statistiques e la commune d'assinie mafia	11 950 000	12 478 462	13 006 925
22040120363 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune de n'douci	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040120369 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la commune d'agou	3 409 332	3 560 102	3 710 872
22040120405 Développer les autres services généraux dans la commune d'attiegouakro	4 000 000	4 176 891	4 353 782
22040120438 Promouvoir la recherche et le développement concernant les services généraux des administrations publiques dans la commune d'arah	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040120439 Développer les autres services généraux dans la commune de bongouanou	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040120441 Développer les autres services généraux dans la commune de m'batto	6 000 000	6 265 337	6 530 673

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040120445 Développer les autres services généraux dans la commune de bouake	15 127 100	15 796 062	16 465 025
22040120447 Développer les autres services généraux dans la commune de brobo	23 476 000	24 514 174	25 552 348
22040120449 Développer les autres services généraux dans la commune de djebonoua	2 000 000	2 088 446	2 176 891
22040120451 Développer les autres services généraux dans la commune de botro	4 000 000	4 176 891	4 353 782
22040120453 Développer les autres services généraux dans la commune de diabo	35 405 000	36 970 708	38 536 415
22040120457 Développer les autres services généraux dans la commune de bodokro	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040120465 Développer les autres services généraux dans la commune de bonieredougou	24 894 796	25 995 713	27 096 630
22040120497 Développer les autres services généraux dans la commune d'Odienné	40 000 000	41 768 911	43 537 823
22040120501 Développer les autres services généraux dans la commune de dioulatiedougou	37 204 000	38 849 265	40 494 529
22040120519 Développer les autres services généraux dans la commune de Kong	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040120523 Développer les autres services généraux dans la commune de diawala	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040120525 Développer les autres services généraux dans la commune de nielle	14 855 732	15 512 694	16 169 656
22040120541 Développer les autres services généraux dans la commune de m'bengue	20 817 946	21 738 574	22 659 201
22040120551 Développer les autres services généraux dans la commune de kassere	16 498 000	17 227 588	17 957 175
22040120557 Développer les autres services généraux dans la commune de kanakono	5 999 420	6 264 731	6 530 042
22040120559 Développer les autres services généraux dans la commune de gbon	21 258 000	22 198 088	23 138 176
22040120561 Développer les autres services généraux dans la commune de kolia	5 654 000	5 904 036	6 154 071
22040120571 Développer les autres services généraux dans la commune de bouna	21 000 000	21 928 678	22 857 357
22040120573 Développer les autres services généraux dans la commune de doropo	12 979 682	13 553 680	14 127 677
22040120575 Développer les autres services généraux dans la commune de nassian	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040120589 Développer les autres services généraux dans la commune de vavoua	11 000 000	11 486 451	11 972 901
22040120595 Développer les autres services généraux dans la commune de Gagnoa	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040120597 Développer les autres services généraux dans la commune de Guiberoua	4 165 065	4 349 256	4 533 447
22040120623 Développer les autres services généraux dans la commune de morondo	600 000	626 534	653 067
22040120629 Développer les autres services généraux dans la commune de hire	15 513 000	16 199 028	16 885 056
22040120635 Développer les autres services généraux dans la commune de guitry	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040120663 Développer les autres services généraux dans la commune d'agnibilekrou	26 500 000	27 671 904	28 843 808
22040120665 Développer les autres services généraux dans la commune de bettie	18 000 000	18 796 010	19 592 020
22040120717 Développer les autres services généraux dans la commune d'agou	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040120729 Développer les autres services généraux dans la commune de grand-lahou	9 836 227	10 271 212	10 706 198

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
2204013 Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les districts autonomes	77 288 000	80 705 891	84 123 781
4 - Investissements	77 288 000	80 705 891	84 123 781
Trésor	77 288 000	80 705 891	84 123 781
22040130003 Développer les services de police dans le district de yakro	77 288 000	80 705 891	84 123 781
2204014 Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les régions	615 720 000	642 948 855	670 177 706
4 - Investissements	615 720 000	642 948 855	670 177 706
Trésor	615 720 000	642 948 855	670 177 706
22040140007 Développer les services de police dans la région du moronou	28 899 000	30 176 994	31 454 989
22040140028 Développer les services de police dans la région dans la bagoue	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040140032 Développer les services de protection civile dans la région du folon	46 500 000	48 556 360	50 612 719
22040140038 Développer les services de protection civile dans la région du haut sassandra	15 131 000	15 800 135	16 469 270
22040140040 Développer les services de police dans la région du goh	64 500 000	67 352 370	70 204 739
22040140059 Développer les services de protection civile dans la région du guemon	17 403 000	18 172 609	18 942 218
22040140061 Développer les services de police dans la région du loh-djiboua	7 000 000	7 309 559	7 619 119
22040140062 Développer les services de protection civile dans la région du loh-djiboua	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040140076 Développer les services de police dans la région de gontougo	172 000 000	179 606 319	187 212 638
22040140080 Développer les services de protection civile dans la région du sud-comoe	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040140082 Développer les services de police dans la région de l'agneby-tiassa	85 000 000	88 758 937	92 517 874
22040140087 Développer les services de police dans la région des grands ponts	57 000 000	59 520 699	62 041 398
22040140092 Développer les services de protection civile dans la région du bélier	10 897 000	11 378 896	11 860 791
22040140094 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) Dans la région du bélier	43 163 000	45 071 788	46 980 576
22040140107 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la région du haut sassandra	12 227 000	12 767 712	13 308 424
22040140111 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la région du bere	25 000 000	26 105 570	27 211 139
2204015 Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les communes	432 494 599	436 615 556	455 106 200
4 - Investissements	432 494 599	436 615 556	455 106 200
Trésor	432 494 599	436 615 556	455 106 200
22040150046 Développer les services de police dans la commune de prikro	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040150049 Développer les services de police dans la commune d'anoumaba	11 000 000	11 486 451	11 972 901
22040150052 Développer les services de police dans la commune d'arraha	32 000 000	33 415 129	34 830 258
22040150064 Développer les services de police dans la commune de bouake	61 695 000	64 423 325	67 151 650
22040150085 Développer les services de police dans la commune de sakassou	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040150109 Développer les services de police dans la commune de satama-sokoro	19 412 945	20 271 440	21 129 934
22040150127 Développer les services de police dans la commune de koro	23 898 395	24 955 249	26 012 102
22040150136 Développer les services de police dans la commune de ouaninou	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040150160 Développer les services de police dans la commune de madinani	10 000 000	10 442 228	10 884 456

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040150166 Développer les services de police dans la commune de samatiguila	37 846 192	39 519 856	41 193 520
22040150223 Développer les services de police dans la commune de kassere	11 117 000	11 608 625	12 100 249
22040150268 Développer les services de police dans la commune de bédiala	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040150286 Développer les services de police dans la commune de diegonefla	23 869 994	24 925 592	25 981 189
22040150298 Développer les services de police dans la commune de ouragahio	14 000 000	14 619 119	15 238 238
22040150373 Développer les services de protection civile dans la commune de man	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040150385 Développer les services de police dans la commune de guiglo	5 772 278	6 027 544	6 282 810
22040150397 Développer les services de police dans la commune de duékoué	25 225 000	26 340 520	27 456 040
22040150457 Développer les services de police dans la commune de fresco	16 214 101	16 931 134	17 648 166
22040150466 Développer les services de police dans la commune de bettie	14 074 000	14 696 391	15 318 783
22040150600 Développer les services de police dans la commune d'Anyama	16 000 000	16 707 565	17 415 129
22040150669 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de niofoin	14 369 694	0	0
22040150694 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de bédiala	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040150712 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de dualla	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040150714 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de massala	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040150780 Développer l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) dans la commune de sarhala	4 000 000	4 176 891	4 353 782
2204016 Coordination du développement des affaires économiques dans les districts autonomes	279 645 000	292 011 681	304 378 361
4 - Investissements	279 645 000	292 011 681	304 378 361
Trésor	279 645 000	292 011 681	304 378 361
22040160007 Développer les transports routiers dans le district de yakro	215 688 000	225 226 324	234 764 648
22040160010 Développer l'agriculture dans le district de yakro	63 957 000	66 785 357	69 613 713
2204017 Coordination du développement des affaires économiques dans les régions	2 805 109 262	2 929 159 009	3 053 208 755
4 - Investissements	2 805 109 262	2 929 159 009	3 053 208 755
Trésor	2 805 109 262	2 929 159 009	3 053 208 755
22040170147 Développer les transports routiers dans la région du haut sassandra	130 335 000	136 098 777	141 862 554
22040170154 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la région du haut sassandra	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040170158 Développer les transports routiers dans la région du goh	97 040 000	101 331 379	105 622 758
22040170160 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du goh	40 225 000	42 003 862	43 782 723
22040170174 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse dans la région dans la marahoue	100 000 000	104 422 279	108 844 557
22040170191 Développer les transports routiers dans la région du bere	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040170197 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des transports dans la région du bere	16 265 000	16 984 284	17 703 567
22040170202 Développer les transports routiers dans la région du tonkpi	41 995 000	43 852 136	45 709 272
22040170215 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du cavally	51 234 000	53 499 710	55 765 420

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040170224 Développer les transports routiers dans la région du guemon	305 000 000	318 487 950	331 975 899
22040170226 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du guemon	47 215 000	49 302 979	51 390 958
22040170246 Développer les transports routiers dans la région de san-pedro	248 409 000	259 394 338	270 379 676
22040170248 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région de san-pedro	50 000 000	52 211 139	54 422 279
22040170259 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région dans la nawa	64 118 230	66 953 717	69 789 203
22040170268 Développer les transports routiers dans la région du gbokle	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040170290 Développer les transports routiers dans la région de gontougo	37 625 000	39 288 882	40 952 765
22040170303 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du sud-comoe	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040170309 Développer l'agriculture dans la région de l'agneby-tiassa	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040170312 Développer les transports routiers dans la région de l'agneby-tiassa	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040170314 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région de l'agneby-tiassa	106 817 000	111 540 745	116 264 491
22040170320 Développer l'agriculture dans la région dans la mé	45 000 000	46 990 025	48 980 051
22040170331 Développer l'agriculture dans la région des grands ponts	16 000 000	16 707 565	17 415 129
22040170342 Développer l'agriculture dans la région du bélier	22 000 000	22 972 901	23 945 803
22040170345 Développer les transports routiers dans la région du bélier	6 200 000	6 474 181	6 748 363
22040170353 Développer l'agriculture dans la région du n'Zi	19 746 000	20 619 223	21 492 446
22040170356 Développer les transports routiers dans la région du n'Zi	80 000 000	83 537 823	87 075 646
22040170367 Développer les transports routiers dans la région de l'iffou	48 000 000	50 122 694	52 245 387
22040170386 Développer l'agriculture dans la région du gbèkè	53 572 000	55 941 103	58 310 206
22040170389 Développer les transports routiers dans la région du gbèkè	89 500 000	93 457 939	97 415 879
22040170391 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du gbèkè	72 608 570	75 819 523	79 030 476
22040170400 Développer les transports routiers dans la région du hambol	5 360 000	5 597 034	5 834 068
22040170411 Développer les transports routiers dans la région du bafing	159 000 947	166 032 412	173 063 877
22040170419 Développer l'agriculture dans la région du kabadougou	47 510 000	49 611 025	51 712 049
22040170422 Développer les transports routiers dans la région du kabadougou	142 026 421	148 307 225	154 588 029
22040170424 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du kabadougou	28 000 000	29 238 238	30 476 476
22040170430 Développer l'agriculture dans la région du tchologo	175 000 000	182 738 987	190 477 975
22040170444 Développer les transports routiers dans la région du poro	80 000 000	83 537 823	87 075 646
22040170452 Développer l'agriculture dans la région dans la bagoue	39 000 000	40 724 689	42 449 377
22040170455 Développer les transports routiers dans la région dans la bagoue	40 000 000	41 768 911	43 537 823
22040170457 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région dans la bagoue	28 000 000	29 238 238	30 476 476
22040170462 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la région dans la bagoue	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040170468 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la région du folon	23 000 000	24 017 124	25 034 248
22040170473 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la région du folon	20 000 000	20 884 456	21 768 911

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040170477 Développer les transports routiers dans la région du bounkani	46 663 094	48 726 666	50 790 238
22040170486 Développer les industries manufacturières dans la région du n'Zi	73 644 000	76 900 743	80 157 486
22040170526 Développer les affaires économiques non classées ailleurs (n.c.a.) dans la région de la bagoue	13 000 000	13 574 896	14 149 792
2204018 Coordination du développement des affaires économiques dans les communes	4 542 291 056	4 743 163 824	4 944 036 583
4 - Investissements	4 542 291 056	4 743 163 824	4 944 036 583
Trésor	4 542 291 056	4 743 163 824	4 944 036 583
22040180004 Développer les transports routiers dans la commune de Yamoussoukro	26 536 851	27 710 384	28 883 918
22040180006 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Yamoussoukro	40 000 000	41 768 911	43 537 823
22040180017 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'attiegouakro	47 474 000	49 573 433	51 672 865
22040180025 Développer les transports routiers dans la commune de didievi	9 500 000	9 920 116	10 340 233
22040180037 Développer les transports routiers dans la commune de djekanou	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040180039 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de djekanou	16 915 371	17 663 416	18 411 461
22040180061 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tiebissou	7 560 781	7 895 140	8 229 499
22040180070 Développer les transports routiers dans la commune de tie n'diekro	9 737 000	10 167 597	10 598 195
22040180072 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tie n'diekro	25 800 000	26 940 948	28 081 896
22040180081 Développer les transports routiers dans la commune de toumodi	10 528 000	10 993 577	11 459 155
22040180083 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de toumodi	24 903 000	26 004 280	27 105 560
22040180092 Développer les transports routiers dans la commune de bocanda	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040180105 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dimbokro	26 298 431	27 461 421	28 624 411
22040180117 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kouassi-kouassikro	22 000 000	22 972 901	23 945 803
22040180125 Développer les transports routiers dans la commune de daoukro	29 300 000	30 595 728	31 891 455
22040180127 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de daoukro	17 549 000	18 325 066	19 101 131
22040180136 Développer les transports routiers dans la commune d'etrokro	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040180138 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'etrokro	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040180147 Développer les transports routiers dans la commune de m'bahiakro	29 149 820	30 438 906	31 727 992
22040180149 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de m'bahiakro	16 145 030	16 859 008	17 572 986
22040180158 Développer les transports routiers dans la commune de ouelle	47 415 910	49 512 774	51 609 637
22040180160 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de ouelle	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040180171 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de priko	29 600 000	30 908 994	32 217 989
22040180172 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de priko	8 525 194	8 902 202	9 279 210
22040180180 Développer les transports routiers dans la commune d'anoumaba	13 561 000	14 160 705	14 760 410
22040180182 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'anoumaba	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040180193 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'arraha	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040180202 Développer les transports routiers dans la commune de bongouanou	5 000 000	5 221 114	5 442 228

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040180204 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bongouanou	14 500 000	15 141 230	15 782 461
22040180215 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de m'batto	34 035 712	35 540 866	37 046 020
22040180224 Développer les transports routiers dans la commune de tiemelekro	18 000 000	18 796 010	19 592 020
22040180226 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tiemelekro	32 000 000	33 415 129	34 830 258
22040180248 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de brobo	27 703 000	28 928 104	30 153 208
22040180257 Développer les transports routiers dans la commune de djebonoua	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040180259 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de djebonoua	9 000 000	9 398 005	9 796 010
22040180264 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la commune de djebonoua	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040180265 Développer l'agriculture dans la commune de botro	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040180268 Développer les transports routiers dans la commune de botro	13 000 000	13 574 896	14 149 792
22040180271 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de botro	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040180279 Développer les transports routiers dans la commune de diabo	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040180290 Développer les transports routiers dans la commune de beoumi	29 400 000	30 700 150	32 000 300
22040180301 Développer les transports routiers dans la commune de bodokro	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040180312 Développer les transports routiers dans la commune de sakassou	12 249 965	12 791 693	13 333 420
22040180325 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de katiola	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040180336 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bassawa	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040180337 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de bassawa	11 000 000	11 486 451	11 972 901
22040180344 Développer les transports routiers dans la commune de bonieredougou	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040180347 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bonieredougou	23 000 000	24 017 124	25 034 248
22040180356 Développer les transports routiers dans la commune de Dabakala	30 233 043	31 570 032	32 907 022
22040180358 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Dabakala	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040180367 Développer les transports routiers dans la commune de foubolo	4 872 994	5 088 491	5 303 989
22040180369 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de foubolo	7 010 000	7 320 002	7 630 003
22040180377 Développer les transports routiers dans la commune de fronan	28 126 000	29 369 810	30 613 620
22040180379 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de fronan	26 593 598	27 769 641	28 945 684
22040180389 Développer les transports routiers dans la commune niakaramadougou	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040180400 Développer les transports routiers dans la commune de satama-sokoro	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040180410 Développer les transports routiers dans la commune de satama-sokoura	4 000 000	4 176 891	4 353 782
22040180413 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de satama-sokoura	28 000 000	29 238 238	30 476 476
22040180424 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tafire	13 000 000	13 574 896	14 149 792
22040180433 Développer les transports routiers dans la commune tortiya	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040180455 Développer les transports routiers dans la commune de booko	8 872 629	9 265 001	9 657 374
22040180470 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de koro	22 541 754	23 538 613	24 535 472

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040180479 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de koonan	37 820 677	39 493 213	41 165 748
22040180488 Développer les transports routiers dans la commune de quinteguela	26 650 000	27 828 537	29 007 074
22040180491 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de quinteguela	9 979 000	10 420 299	10 861 598
22040180509 Développer les transports routiers dans la commune de Borotou	16 000 000	16 707 565	17 415 129
22040180534 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Bako	4 402 000	4 596 669	4 791 337
22040180535 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de Bako	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040180554 Développer les transports routiers dans la commune de tieme	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040180556 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tieme	57 874 915	60 434 305	62 993 695
22040180558 Développer le tourisme dans la commune de tieme	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040180567 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de gbeleban	23 865 683	24 921 090	25 976 497
22040180576 Développer les transports routiers dans la commune de seydougou	21 000 000	21 928 678	22 857 357
22040180578 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de seydougou	7 000 000	7 309 559	7 619 119
22040180587 Développer les transports routiers dans la commune de madinani	26 000 000	27 149 792	28 299 585
22040180628 Développer l'agriculture dans la commune de koumbala	33 000 000	34 459 352	35 918 704
22040180639 Développer l'agriculture dans la commune de Kong	23 260 000	24 288 622	25 317 244
22040180644 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Kong	8 877 957	9 270 565	9 663 173
22040180655 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de ouangolodougou	18 722 458	19 550 417	20 378 376
22040180675 Développer les transports routiers dans la commune de nielle	10 870 819	11 351 557	11 832 295
22040180677 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de nielle	1 100 000	1 148 645	1 197 290
22040180686 Développer les transports routiers dans la commune de Korhogo	17 354 000	18 121 442	18 888 884
22040180697 Développer les transports routiers dans la commune de napieledougou	8 000 000	8 353 782	8 707 565
22040180699 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de napieledougou	17 950 000	18 743 799	19 537 598
22040180705 Développer l'agriculture dans la commune de niofoin	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040180712 Développer le tourisme dans la commune de niofoin	2 287 000	2 388 138	2 489 275
22040180719 Développer les transports routiers dans la commune de sirasso	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040180730 Développer les transports routiers dans la commune de tioniaradougou	17 500 000	18 273 899	19 047 797
22040180739 Développer l'agriculture dans la commune de karakoro	13 453 783	14 048 747	14 643 711
22040180741 Développer les transports routiers dans la commune de karakoro	18 000 000	18 796 010	19 592 020
22040180749 Développer l'agriculture dans la commune de komborodougou	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040180752 Développer les transports routiers dans la commune de komborodougou	11 075 435	11 565 222	12 055 008
22040180784 Développer les transports routiers dans la commune de dikodougou	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040180787 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dikodougou	40 447 539	42 236 242	44 024 945
22040180807 Développer les transports routiers dans la commune de boundiali	20 934 000	21 859 760	22 785 520
22040180809 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de boundiali	10 871 000	11 351 746	11 832 492

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040180818 Développer les transports routiers dans la commune de kassere	22 677 000	23 679 840	24 682 680
22040180829 Développer les transports routiers dans la commune de kouto	51 552 000	53 831 773	56 111 546
22040180832 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kouto	39 000 000	40 724 689	42 449 377
22040180840 Développer les transports routiers dans la commune de tengrela	10 000 090	10 442 322	10 884 554
22040180842 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tengrela	36 501 000	38 115 176	39 729 352
22040180853 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de kanakono	18 565 000	19 385 996	20 206 992
22040180864 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de gbon	9 099 000	9 501 383	9 903 766
22040180873 Développer les transports routiers dans la commune de kolia	7 346 000	7 670 861	7 995 721
22040180875 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de kolia	19 000 000	19 840 233	20 680 466
22040180886 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de minignan	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040180891 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la commune de minignan	45 000 000	46 990 025	48 980 051
22040180906 Développer les transports routiers dans la commune de kaniasso	20 060 000	20 947 109	21 834 218
22040180909 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kaniasso	20 600 000	21 510 989	22 421 979
22040180919 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de goulia	17 869 250	18 659 478	19 449 706
22040180928 Développer les transports routiers dans la commune de boua	15 472 627	16 156 870	16 841 112
22040180958 Développer l'agriculture dans la commune de téhini	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040180961 Développer les transports routiers dans la commune de téhini	4 484 000	4 682 295	4 880 590
22040180963 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de téhini	23 262 000	24 290 710	25 319 421
22040180983 Développer les transports routiers dans la commune de bédiala	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040180985 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bédiala	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040180986 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de bédiala	8 000 000	8 353 782	8 707 565
22040180996 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de gboguhé	5 495 961	5 739 008	5 982 054
22040181016 Développer les transports routiers dans la commune de saïoua	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040181027 Développer les transports routiers dans la commune de vavoua	17 000 000	17 751 787	18 503 575
22040181029 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de vavoua	28 000 000	29 238 238	30 476 476
22040181049 Développer les transports routiers dans la commune de diegonefla	53 624 181	55 995 592	58 367 002
22040181052 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de diegonefla	6 098 462	6 368 153	6 637 844
22040181060 Développer les transports routiers dans la commune de Gagnoa	60 000 000	62 653 367	65 306 734
22040181062 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Gagnoa	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040181082 Développer les transports routiers dans la commune d'oume	28 050 000	29 290 449	30 530 898
22040181084 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'oume	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040181104 Développer les transports routiers dans la commune de bouafle	26 553 922	27 728 210	28 902 499
22040181106 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bouafle	7 000 000	7 309 559	7 619 119
22040181137 Développer les transports routiers dans la commune de gohitafla	7 703 000	8 043 648	8 384 296

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040181150 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de zuenoula	2 018 000	2 107 242	2 196 483
22040181159 Développer les transports routiers dans la commune de seguela	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040181172 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de djibrosso	8 000 000	8 353 782	8 707 565
22040181173 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de djibrosso	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040181181 Développer les transports routiers dans la commune de dualla	27 000 000	28 194 015	29 388 030
22040181183 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dualla	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040181203 Développer les transports routiers dans la commune de massala	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040181205 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de massala	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040181214 Développer les transports routiers dans la commune de morondo	27 000 000	28 194 015	29 388 030
22040181216 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de morondo	11 000 000	11 486 451	11 972 901
22040181225 Développer les transports routiers dans la commune de sife	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040181239 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de worofla	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040181249 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de mankono	45 304 815	47 308 320	49 311 825
22040181260 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sarhala	21 000 000	21 928 678	22 857 357
22040181269 Développer les transports routiers dans la commune de tiéningboué	19 458 000	20 318 487	21 178 974
22040181271 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tiéningboué	7 326 000	7 649 976	7 973 952
22040181282 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de dianra	77 054 184	80 461 735	83 869 285
22040181291 Développer les transports routiers dans la commune de kounahiri	15 950 000	16 655 353	17 360 707
22040181304 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de kongasso	32 468 000	33 903 825	35 339 651
22040181305 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kongasso	14 000 000	14 619 119	15 238 238
22040181313 Développer les transports routiers dans la commune de biankouma	14 430 000	15 068 135	15 706 270
22040181315 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de biankouma	27 508 000	28 724 480	29 940 961
22040181335 Développer les transports routiers dans la commune de danane	36 322 128	37 928 394	39 534 659
22040181337 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de danane	26 000 000	27 149 792	28 299 585
22040181346 Développer les transports routiers dans la commune de gbonne	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040181357 Développer les transports routiers dans la commune de logouale	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040181368 Développer les transports routiers dans la commune de man	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040181370 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de man	11 265 000	11 763 170	12 261 339
22040181379 Développer les transports routiers dans la commune de sangouine	13 932 000	14 548 112	15 164 224
22040181381 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sangouine	22 924 000	23 937 763	24 951 526
22040181390 Développer les transports routiers dans la commune de sipilou	24 000 000	25 061 347	26 122 694
22040181414 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de guiglo	31 000 000	32 370 906	33 741 813
22040181430 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la commune de taï	11 800 000	12 321 829	12 843 658
22040181436 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bloléquin	10 000 439	10 442 686	10 884 934

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040181447 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de toulepleu	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040181456 Développer les transports routiers dans la commune de duékoué	29 753 673	31 069 463	32 385 254
22040181467 Développer les transports routiers dans la commune de bangolo	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040181469 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bangolo	13 953 554	14 570 619	15 187 684
22040181489 Développer les transports routiers dans la commune de facobly	17 000 000	17 751 787	18 503 575
22040181502 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de divo	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040181511 Développer les transports routiers dans la commune de hire	13 000 000	13 574 896	14 149 792
22040181522 Développer les transports routiers dans la commune dans lakota	7 500 000	7 831 671	8 163 342
22040181524 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune dans lakota	37 500 000	39 158 354	40 816 709
22040181529 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la commune dans lakota	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040181533 Développer les transports routiers dans la commune de zikisso	7 000 000	7 309 559	7 619 119
22040181535 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de zikisso	31 351 181	32 737 618	34 124 054
22040181536 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de zikisso	8 250 000	8 614 838	8 979 676
22040181544 Développer les transports routiers dans la commune de guitry	51 532 728	53 811 649	56 090 570
22040181555 Développer les transports routiers dans la commune de grand-bereby	5 519 000	5 763 066	6 007 131
22040181557 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de grand-bereby	4 654 722	4 860 567	5 066 412
22040181566 Développer les transports routiers dans la commune de grabo	39 000 000	40 724 689	42 449 377
22040181588 Développer les transports routiers dans la commune de tabou	27 500 000	28 716 127	29 932 253
22040181590 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tabou	13 500 000	14 097 008	14 694 015
22040181599 Développer les transports routiers dans la commune de buyo	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040181607 Développer l'agriculture dans la commune de grand-zatry	10 161 000	10 610 348	11 059 695
22040181610 Développer les transports routiers dans la commune de grand-zatry	31 483 000	32 875 266	34 267 532
22040181612 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de grand-zatry	27 226 908	28 430 958	29 635 007
22040181621 Développer les transports routiers dans la commune de gueyo	11 700 000	12 217 407	12 734 813
22040181643 Développer les transports routiers dans la commune de meagui	44 522 000	46 490 887	48 459 774
22040181654 Développer les transports routiers dans la commune de soubre	30 074 908	31 404 904	32 734 900
22040181667 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sassandra	48 304 000	50 440 137	52 576 275
22040181676 Développer les transports routiers dans la commune de fresco	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040181678 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de fresco	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040181700 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'agnibilekrou	8 000 516	8 354 321	8 708 126
22040181709 Développer les transports routiers dans la commune de bettie	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040181711 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de bettie	7 000 000	7 309 559	7 619 119
22040181731 Développer les transports routiers dans la commune d'assuefry	23 543 381	24 584 535	25 625 689
22040181756 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la commune de kouassi-datekro	1 667 714	1 741 465	1 815 216
22040181764 Développer les transports routiers dans la commune de koun-fao	17 587 790	18 365 571	19 143 352
22040181766 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de koun-fao	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040181775 Développer les transports routiers dans la commune de sandegue	5 903 100	6 164 152	6 425 203

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040181777 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sandegue	12 500 000	13 052 785	13 605 570
22040181783 Développer l'agriculture dans la commune de tanda	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040181786 Développer les transports routiers dans la commune de tanda	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040181788 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tanda	16 088 484	16 799 962	17 511 439
22040181799 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de transua	5 381 170	5 619 140	5 857 111
22040181819 Développer les transports routiers dans la commune d'adiake	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040181829 Développer la pêche dans la commune d'ayame	5 200 000	5 429 958	5 659 917
22040181830 Développer les transports routiers dans la commune d'ayame	31 473 000	32 864 824	34 256 647
22040181832 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'ayame	11 820 000	12 342 713	12 865 427
22040181852 Développer les transports routiers dans la commune de grand-bassam	35 000 000	36 547 797	38 095 595
22040181874 Développer les transports routiers dans la commune de tiapoum	13 360 000	13 950 816	14 541 633
22040181876 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de tiapoum	18 198 000	19 002 766	19 807 533
22040181896 Développer les transports routiers dans la commune d'agboville	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040181907 Développer les transports routiers dans la commune d'azaguie	18 997 651	19 837 780	20 677 909
22040181920 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de rubino	53 535 032	55 902 500	58 269 968
22040181931 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de sikensi	20 000 349	20 884 820	21 769 291
22040181962 Développer les transports routiers dans la commune de n'douci	17 000 000	17 751 787	18 503 575
22040181964 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de n'douci	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040181973 Développer les transports routiers dans la commune d'Adzopé	24 358 049	25 435 230	26 512 411
22040181986 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'affery	65 208 750	68 092 463	70 976 175
22040181997 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'agou	29 745 988	31 061 438	32 376 889
22040182008 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'akoupe	62 000 000	64 741 813	67 483 625
22040182019 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'Alépé	37 114 000	38 755 284	40 396 569
22040182030 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de yakasse-attobrou	8 000 000	8 353 782	8 707 565
22040182052 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Jacquerville	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040182063 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de grand-lahou	33 000 000	34 459 352	35 918 704
22040182184 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune d'Anyama	21 147 000	22 082 179	23 017 358
22040182193 Développer les transports routiers dans la commune de Songon	33 680 000	35 169 423	36 658 847
22040182195 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la commune de Songon	21 586 000	22 540 593	23 495 186
22040182260 Développer les industries manufacturières dans la commune de Bako	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040182301 Développer les industries manufacturières dans la commune de bédiala	4 000 000	4 176 891	4 353 782
2204020 Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les régions	30 000 000	31 326 684	32 653 367
4 - Investissements	30 000 000	31 326 684	32 653 367
Trésor	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040200102 Développer la gestion des eaux usées dans la région du guemon	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040200146 Développer la gestion des déchets dans la région dans la mé	20 000 000	20 884 456	21 768 911

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
2204021 Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les communes	506 072 416	528 452 346	550 832 279
4 - Investissements	506 072 416	528 452 346	550 832 279
Trésor	506 072 416	528 452 346	550 832 279
22040210031 Développer la gestion des déchets dans la commune de tie n'diekro	6 500 000	6 787 448	7 074 896
22040210046 Développer la gestion des déchets dans la commune de dimbokro	2 051 000	2 141 701	2 232 402
22040210087 Développer la gestion des eaux usées dans la commune d'arrah	29 505 133	30 809 932	32 114 731
22040210091 Développer la gestion des déchets dans la commune de bongouanou	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040210096 Développer la gestion des déchets dans la commune de m'batto	23 000 000	24 017 124	25 034 248
22040210098 Développer la lutte contre la pollution dans la commune de m'batto	13 000 000	13 574 896	14 149 792
22040210116 Développer la gestion des déchets dans la commune de djebonoua	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040210141 Développer la gestion des déchets dans la commune de sakassou	8 644 760	9 027 055	9 409 351
22040210171 Développer la gestion des déchets dans la commune de fronan	18 474 000	19 290 972	20 107 943
22040210191 Développer la gestion des déchets dans la commune de tafire	2 000 000	2 088 446	2 176 891
22040210197 Développer la gestion des eaux usées dans la commune tortiya	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040210276 Développer la gestion des déchets dans la commune de samatiguila	5 571 000	5 817 365	6 063 730
22040210294 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de Kong	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040210312 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de Korhogo	61 383 000	64 097 527	66 812 054
22040210317 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de napielédougou	22 500 000	23 495 013	24 490 025
22040210346 Développer la gestion des déchets dans la commune de m'bengue	1 800 000	1 879 601	1 959 202
22040210381 Développer la gestion des déchets dans la commune de tengrela	31 000 000	32 370 906	33 741 813
22040210392 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de gbon	21 664 000	22 622 042	23 580 085
22040210501 Développer la gestion des déchets dans la commune de bouaffle	26 233 000	27 393 096	28 553 193
22040210512 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de sinfra	2 583 091	2 697 322	2 811 554
22040210519 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de gohitafila	2 000 000	2 088 446	2 176 891
22040210521 Développer la gestion des déchets dans la commune de zuenoula	1 560 000	1 628 988	1 697 975
22040210596 Développer la gestion des déchets dans la commune de biankouma	7 000 000	7 309 559	7 619 119
22040210601 Développer la gestion des déchets dans la commune de bin-houye	2 891 000	3 018 848	3 146 696
22040210602 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de bin-houye	8 000 000	8 353 782	8 707 565
22040210617 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de logouale	7 161 361	7 478 056	7 794 752
22040210624 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de man	26 000 000	27 149 792	28 299 585
22040210686 Développer la gestion des déchets dans la commune de hire	1 170 000	1 221 741	1 273 481
22040210689 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de hire	5 000 472	5 221 607	5 442 742
22040210691 Développer la gestion des déchets dans la commune dans lakota	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040210706 Développer la gestion des déchets dans la commune de grand-bereby	6 644 000	6 937 816	7 231 632
22040210734 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la commune de grand-zattry	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040210741 Développer la gestion des déchets dans la commune de mayo	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040210752 Développer la gestion des eaux usées dans la commune de soubre	18 082 000	18 881 636	19 681 273
22040210771 Développer la gestion des déchets dans la commune d'agnibilekrou	6 000 000	6 265 337	6 530 673

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040210806 Développer la gestion des déchets dans la commune de sandegue	8 000 000	8 353 782	8 707 565
22040210832 Développer la gestion des eaux usées dans la commune d'ayame	11 000 000	11 486 451	11 972 901
22040210861 Développer la gestion des déchets dans la commune d'agboville	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040210906 Développer la gestion des déchets dans la commune d'agou	8 814 599	9 204 405	9 594 211
22040210917 Développer la gestion des eaux usées dans la commune d'Alépé	9 840 000	10 275 152	10 710 304
22040210931 Développer la gestion des déchets dans la commune de Jacquville	8 000 000	8 353 782	8 707 565
2204022 Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les districts autonomes	251 165 000	262 272 217	273 379 432
4 - Investissements	251 165 000	262 272 217	273 379 432
Trésor	251 165 000	262 272 217	273 379 432
22040220002 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans le district de yakro	5 848 000	6 106 615	6 365 230
22040220003 Développer l'éclairage public dans le district de yakro	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040220004 Développer l'alimentation en eau dans le district de yakro	80 000 000	83 537 823	87 075 646
22040220005 Développer les équipements collectifs dans le district de yakro	135 317 000	141 301 095	147 285 189
2204023 Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les régions	7 660 113 309	7 998 864 860	8 337 616 404
4 - Investissements	7 660 113 309	7 998 864 860	8 337 616 404
Trésor	7 660 113 309	7 998 864 860	8 337 616 404
22040230003 Développer l'alimentation en eau dans la région du bélier	62 214 000	64 965 276	67 716 553
22040230004 Développer l'éclairage public dans la région du bélier	36 141 000	37 739 256	39 337 511
22040230007 Développer les équipements collectifs dans la région du n'zi	50 000 000	52 211 139	54 422 279
22040230008 Développer l'alimentation en eau dans la région du n'zi	266 283 598	278 059 400	289 835 203
22040230009 Développer l'éclairage public dans la région du n'zi	127 956 000	133 614 571	139 273 142
22040230011 Développer le logement dans la région de l'iffou	45 000 000	46 990 025	48 980 051
22040230012 Développer les équipements collectifs dans la région de l'iffou	135 382 000	141 368 969	147 355 938
22040230013 Développer l'alimentation en eau dans la région de l'iffou	117 000 000	122 174 066	127 348 132
22040230017 Développer les équipements collectifs dans la région du moronou	29 294 000	30 589 462	31 884 925
22040230018 Développer l'alimentation en eau dans la région du moronou	103 786 129	108 375 841	112 965 552
22040230023 Développer l'alimentation en eau dans la région du gbéké	113 076 620	118 077 183	123 077 746
22040230024 Développer l'éclairage public dans la région du gbéké	44 800 000	46 781 181	48 762 362
22040230026 Développer le logement dans la région du hambol	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040230028 Développer l'alimentation en eau dans la région du hambol	114 831 137	119 909 290	124 987 443
22040230032 Développer les équipements collectifs dans la région du bafing	43 850 000	45 789 169	47 728 338
22040230033 Développer l'alimentation en eau dans la région du bafing	87 833 000	91 717 220	95 601 440
22040230034 Développer l'éclairage public dans la région du bafing	33 600 000	35 085 886	36 571 771
22040230036 Développer le logement dans la région du kabadougou	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040230038 Développer l'alimentation en eau dans la région du kabadougou	127 300 000	132 929 561	138 559 121
22040230039 Développer l'éclairage public dans la région du kabadougou	152 000 000	158 721 863	165 443 727

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040230043 Développer l'alimentation en eau dans la région du tchologo	633 580 159	661 598 839	689 617 518
22040230051 Développer le logement dans la région dans la bagoue	88 423 000	92 333 311	96 243 623
22040230052 Développer les équipements collectifs dans la région dans la bagoue	200 000 000	208 844 557	217 689 114
22040230053 Développer l'alimentation en eau dans la région dans la bagoue	53 000 000	55 343 808	57 687 615
22040230055 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la région dans la bagoue	18 000 000	18 796 010	19 592 020
22040230057 Développer les équipements collectifs dans la région du folon	400 000 000	417 689 114	435 378 228
22040230058 Développer l'alimentation en eau dans la région du folon	50 000 000	52 211 139	54 422 279
22040230059 Développer l'éclairage public dans la région du folon	100 600 000	105 048 812	109 497 624
22040230061 Développer le logement dans la région du bounkani	66 920 000	69 879 389	72 838 778
22040230063 Développer l'alimentation en eau dans la région du bounkani	230 000 000	240 171 241	250 342 481
22040230066 Développer le logement dans la région du haut sassandra	23 480 000	24 518 351	25 556 702
22040230068 Développer l'alimentation en eau dans la région du haut sassandra	109 417 000	114 255 725	119 094 449
22040230069 Développer l'éclairage public dans la région du haut sassandra	39 032 000	40 758 104	42 484 208
22040230071 Développer le logement dans la région du goh	65 757 000	68 664 958	71 572 915
22040230073 Développer l'alimentation en eau dans la région du goh	142 099 000	148 383 014	154 667 027
22040230074 Développer l'éclairage public dans la région du goh	102 440 000	106 970 182	111 500 364
22040230077 Développer les équipements collectifs dans la région dans la marahoue	184 000 000	192 136 993	200 273 985
22040230078 Développer l'alimentation en eau dans la région dans la marahoue	212 265 388	221 652 355	231 039 321
22040230079 Développer l'éclairage public dans la région dans la marahoue	65 277 000	68 163 731	71 050 462
22040230083 Développer l'alimentation en eau dans la région du worodougou	91 000 000	95 024 273	99 048 547
22040230087 Développer les équipements collectifs dans la région du bere	6 800 000	7 100 715	7 401 430
22040230088 Développer l'alimentation en eau dans la région du bere	148 400 000	154 962 661	161 525 323
22040230090 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la région du bere	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040230091 Développer le logement dans la région du tonkpi	32 000 000	33 415 129	34 830 258
22040230096 Développer le logement dans la région du cavally	45 000 000	46 990 025	48 980 051
22040230097 Développer les équipements collectifs dans la région du cavally	91 057 000	95 083 794	99 110 588
22040230101 Développer le logement dans la région du guemon	45 087 000	47 080 873	49 074 745
22040230102 Développer les équipements collectifs dans la région du guemon	116 173 902	121 311 436	126 448 969
22040230103 Développer l'alimentation en eau dans la région du guemon	45 000 000	46 990 025	48 980 051
22040230104 Développer l'éclairage public dans la région du guemon	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040230105 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la région du guemon	7 330 000	7 654 153	7 978 306
22040230106 Développer le logement dans la région du loh-djiboua	24 000 000	25 061 347	26 122 694
22040230107 Développer les équipements collectifs dans la région du loh-djiboua	8 200 000	8 562 627	8 925 254
22040230108 Développer l'alimentation en eau dans la région du loh-djiboua	137 400 363	143 476 590	149 552 817
22040230109 Développer l'éclairage public dans la région du loh-djiboua	163 348 000	170 571 704	177 795 407

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040230111 Développer le logement dans la région de san-pedro	37 000 000	38 636 243	40 272 486
22040230112 Développer les équipements collectifs dans la région de san-pedro	75 000 000	78 316 709	81 633 418
22040230113 Développer l'alimentation en eau dans la région de san-pedro	14 000 000	14 619 119	15 238 238
22040230114 Développer l'éclairage public dans la région de san-pedro	243 010 000	253 756 579	264 503 158
22040230117 Développer les équipements collectifs dans la région dans la nawa	461 648 650	482 064 039	502 479 429
22040230122 Développer les équipements collectifs dans la région du gbokle	165 830 000	173 163 465	180 496 929
22040230123 Développer l'alimentation en eau dans la région du gbokle	86 967 000	90 812 923	94 658 846
22040230128 Développer l'alimentation en eau dans la région de l'indenie djuablin	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040230129 Développer l'éclairage public dans la région de l'indenie djuablin	200 000 000	208 844 557	217 689 114
22040230133 Développer l'alimentation en eau dans la région de gontougo	176 296 000	184 092 300	191 888 600
22040230134 Développer l'éclairage public dans la région de gontougo	52 874 000	55 212 236	57 550 471
22040230137 Développer les équipements collectifs dans la région du sud-comoe	12 400 000	12 948 363	13 496 725
22040230138 Développer l'alimentation en eau dans la région du sud-comoe	16 056 363	16 766 420	17 476 477
22040230139 Développer l'éclairage public dans la région du sud-comoe	32 000 000	33 415 129	34 830 258
22040230141 Développer le logement dans la région de l'agneby-tiassa	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040230142 Développer les équipements collectifs dans la région de l'agneby-tiassa	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040230143 Développer l'alimentation en eau dans la région de l'agneby-tiassa	80 500 000	84 059 934	87 619 868
22040230144 Développer l'éclairage public dans la région de l'agneby-tiassa	116 000 000	121 129 843	126 259 686
22040230147 Développer les équipements collectifs dans la région dans la Mé	60 000 000	62 653 367	65 306 734
22040230148 Développer l'alimentation en eau dans la région dans la Mé	45 000 000	46 990 025	48 980 051
22040230152 Développer les équipements collectifs dans la région des grands ponts	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040230153 Développer l'alimentation en eau dans la région des grands ponts	168 894 000	176 362 963	183 831 926
22040230154 Développer l'éclairage public dans la région des grands ponts	41 203 000	43 025 111	44 847 223
2204024 Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les communes	5 180 006 505	5 391 329 034	5 619 651 576
4 - Investissements	5 180 006 505	5 391 329 034	5 619 651 576
Trésor	5 180 006 505	5 391 329 034	5 619 651 576
22040240007 Développer les équipements collectifs dans la commune d'attiegouakro	7 000 000	7 309 559	7 619 119
22040240013 Développer l'alimentation en eau dans la commune de didievi	20 999 000	21 927 634	22 856 269
22040240014 Développer l'éclairage public dans la commune de didievi	40 000 000	41 768 911	43 537 823
22040240017 Développer les équipements collectifs dans la commune de djekanou	11 000 000	11 486 451	11 972 901
22040240018 Développer l'alimentation en eau dans la commune de djekanou	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040240019 Développer l'éclairage public dans la commune de djekanou	41 206 000	43 028 244	44 850 488
22040240027 Développer les équipements collectifs dans la commune de tiebissou	24 700 000	25 792 303	26 884 606
22040240028 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tiebissou	12 906 000	13 476 739	14 047 479
22040240029 Développer l'éclairage public dans la commune de tiebissou	30 837 000	32 200 698	33 564 396

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040240031 Développer le logement dans la commune de tie n'diekro	19 620 532	20 488 207	21 355 881
22040240032 Développer les équipements collectifs dans la commune de tie n'diekro	29 470 000	30 773 245	32 076 491
22040240033 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tie n'diekro	650 000	678 745	707 490
22040240034 Développer l'éclairage public dans la commune de tie n'diekro	650 000	678 745	707 490
22040240037 Développer les équipements collectifs dans la commune de toumodi	15 394 000	16 074 766	16 755 531
22040240038 Développer l'alimentation en eau dans la commune de toumodi	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040240039 Développer l'éclairage public dans la commune de toumodi	28 868 000	30 144 623	31 421 247
22040240042 Développer les équipements collectifs dans la commune de bocanda	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040240043 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bocanda	11 884 566	12 410 135	12 935 703
22040240048 Développer l'alimentation en eau dans la commune de dimbokro	23 127 000	24 149 740	25 172 481
22040240053 Développer l'alimentation en eau dans la commune de kouassi-datekro	28 000 000	29 238 238	30 476 476
22040240058 Développer l'alimentation en eau dans la commune de daoukro	27 000 000	28 194 015	29 388 030
22040240059 Développer l'éclairage public dans la commune de daoukro	6 927 428	7 233 778	7 540 128
22040240062 Développer les équipements collectifs dans la commune d'etrokro	12 250 182	12 791 919	13 333 656
22040240063 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'etrokro	35 000 000	36 547 797	38 095 595
22040240068 Développer l'alimentation en eau dans la commune de m'bahiakro	14 118 716	14 743 085	15 367 454
22040240069 Développer l'éclairage public dans la commune de m'bahiakro	17 000 946	17 752 775	18 504 604
22040240072 Développer les équipements collectifs dans la commune de ouelle	13 000 000	13 574 896	14 149 792
22040240077 Développer les équipements collectifs dans la commune de priko	16 000 000	16 707 565	17 415 129
22040240081 Développer le logement dans la commune d'anoumaba	4 820 000	5 033 154	5 246 308
22040240083 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'anoumaba	22 500 000	23 495 013	24 490 025
22040240084 Développer l'éclairage public dans la commune d'anoumaba	9 700 000	10 128 961	10 557 922
22040240088 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'arrah	19 092 000	19 936 301	20 780 603
22040240091 Développer le logement dans la commune de bongouanou	4 756 000	4 966 324	5 176 647
22040240092 Développer les équipements collectifs dans la commune de bongouanou	67 000 000	69 962 927	72 925 853
22040240099 Développer l'éclairage public dans la commune de m'batto	4 000 000	4 176 891	4 353 782
22040240103 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tiemelekro	19 500 000	20 362 344	21 224 689
22040240104 Développer l'éclairage public dans la commune de tiemelekro	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040240107 Développer les équipements collectifs dans la commune de bouake	19 321 926	20 176 395	21 030 865
22040240112 Développer les équipements collectifs dans la commune de brobo	1 939 779	2 025 561	2 111 344
22040240114 Développer l'éclairage public dans la commune de brobo	13 636 000	14 239 022	14 842 044
22040240117 Développer les équipements collectifs dans la commune de djebonoua	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040240118 Développer l'alimentation en eau dans la commune de djebonoua	2 000 000	2 088 446	2 176 891
22040240119 Développer l'éclairage public dans la commune de djebonoua	10 000 000	10 442 228	10 884 456

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040240120 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la commune de djebonoua	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040240123 Développer l'alimentation en eau dans la commune de botro	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040240133 Développer l'alimentation en eau dans la commune de beoumi	19 214 000	20 063 697	20 913 393
22040240134 Développer l'éclairage public dans la commune de beoumi	14 636 000	15 283 245	15 930 489
22040240138 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bodokro	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040240139 Développer l'éclairage public dans la commune de bodokro	40 000 000	41 768 911	43 537 823
22040240148 Développer l'alimentation en eau dans la commune de katiola	26 639 000	27 817 051	28 995 102
22040240152 Développer les équipements collectifs dans la commune de bassawa	16 000 000	16 707 565	17 415 129
22040240154 Développer l'éclairage public dans la commune de bassawa	46 534 124	48 591 993	50 649 861
22040240159 Développer l'éclairage public dans la commune de bonieredougou	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040240167 Développer les équipements collectifs dans la commune de foubolo	17 665 240	18 446 446	19 227 652
22040240168 Développer l'alimentation en eau dans la commune de foubolo	31 012 256	32 383 704	33 755 153
22040240173 Développer l'alimentation en eau dans la commune de fronan	17 529 000	18 304 181	19 079 362
22040240178 Développer l'alimentation en eau dans la commune niakaramadougou	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040240182 Développer les équipements collectifs dans la commune de satama-sokoro	27 796 791	29 026 043	30 255 294
22040240187 Développer les équipements collectifs dans la commune de satama-sokoura	13 424 047	14 017 696	14 611 345
22040240196 Développer le logement dans la commune tortiya	10 754 000	11 229 572	11 705 144
22040240198 Développer l'alimentation en eau dans la commune tortiya	19 000 000	19 840 233	20 680 466
22040240202 Développer les équipements collectifs dans la commune de touba	80 250 000	83 798 879	87 347 757
22040240203 Développer l'alimentation en eau dans la commune de touba	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040240208 Développer l'alimentation en eau dans la commune de booko	75 350 000	78 682 187	82 014 374
22040240212 Développer les équipements collectifs dans la commune de koro	5 960 000	6 223 568	6 487 136
22040240216 Développer le logement dans la commune de koonan	8 954 279	9 350 262	9 746 245
22040240217 Développer les équipements collectifs dans la commune de koonan	6 164 904	6 437 533	6 710 162
22040240219 Développer l'éclairage public dans la commune de koonan	8 810 431	9 200 053	9 589 675
22040240222 Développer les équipements collectifs dans la commune de quinteguela	34 473 987	35 998 523	37 523 058
22040240227 Développer les équipements collectifs dans la commune de ouaninou	30 810 000	32 172 504	33 535 008
22040240231 Développer le logement dans la commune de borotou	35 688 000	37 266 223	38 844 446
22040240234 Développer l'éclairage public dans la commune de borotou	26 000 000	27 149 792	28 299 585
22040240249 Développer l'éclairage public dans la commune de dioulatiedougou	14 800 000	15 454 497	16 108 994
22040240258 Développer l'alimentation en eau dans la commune de gbeleban	23 519 000	24 559 076	25 599 151
22040240259 Développer l'éclairage public dans la commune de gbeleban	22 000 000	22 972 901	23 945 803
22040240261 Développer le logement dans la commune de seydougou	17 000 000	17 751 787	18 503 575
22040240264 Développer l'éclairage public dans la commune de seydougou	8 110 000	8 468 647	8 827 294

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040240267 Développer les équipements collectifs dans la commune de madinani	33 093 219	34 556 693	36 020 168
22040240282 Développer les équipements collectifs dans la commune de Ferkessédougou	14 774 931	15 428 320	16 081 708
22040240287 Développer les équipements collectifs dans la commune de koumbala	25 514 508	26 642 831	27 771 153
22040240288 Développer l'alimentation en eau dans la commune de koumbala	42 000 000	43 857 357	45 714 714
22040240292 Développer les équipements collectifs dans la commune de Kong	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040240299 Développer l'éclairage public dans la commune de ouangolodougou	36 207 000	37 808 174	39 409 349
22040240302 Développer les équipements collectifs dans la commune de diawala	32 000 000	33 415 129	34 830 258
22040240303 Développer l'alimentation en eau dans la commune de diawala	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040240307 Développer les équipements collectifs dans la commune de nielle	1 503 000	1 569 467	1 635 934
22040240308 Développer l'alimentation en eau dans la commune de nielle	11 170 000	11 663 969	12 157 937
22040240309 Développer l'éclairage public dans la commune de nielle	13 938 000	14 554 377	15 170 754
22040240317 Développer les équipements collectifs dans la commune de napeledougou	47 570 552	49 674 254	51 777 957
22040240322 Développer les équipements collectifs dans la commune de niofoin	11 000 000	11 486 451	11 972 901
22040240327 Développer les équipements collectifs dans la commune de sirasso	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040240328 Développer l'alimentation en eau dans la commune de sirasso	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040240329 Développer l'éclairage public dans la commune de sirasso	27 000 000	28 194 015	29 388 030
22040240337 Développer les équipements collectifs dans la commune de karakoro	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040240338 Développer l'alimentation en eau dans la commune de karakoro	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040240342 Développer les équipements collectifs dans la commune de komborodougou	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040240343 Développer l'alimentation en eau dans la commune de komborodougou	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040240347 Développer les équipements collectifs dans la commune de m'bengue	23 058 151	24 077 847	25 097 542
22040240349 Développer l'éclairage public dans la commune de m'bengue	14 000 000	14 619 119	15 238 238
22040240352 Développer les équipements collectifs dans la commune de sinematiali	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040240354 Développer l'éclairage public dans la commune de sinematiali	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040240357 Développer les équipements collectifs dans la commune de dikodougou	10 559 000	11 025 948	11 492 897
22040240362 Développer l'alimentation en eau dans la commune de guiembe	60 000 000	62 653 367	65 306 734
22040240363 Développer l'éclairage public dans la commune de guiembe	16 714 000	17 453 140	18 192 279
22040240368 Développer l'alimentation en eau dans la commune de boundiali	8 864 956	9 256 989	9 649 022
22040240369 Développer l'éclairage public dans la commune de boundiali	48 547 000	50 693 884	52 840 767
22040240372 Développer les équipements collectifs dans la commune de kassere	24 872 000	25 971 909	27 071 818
22040240377 Développer les équipements collectifs dans la commune de kouto	9 000 024	9 398 030	9 796 036
22040240383 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tengrela	24 000 000	25 061 347	26 122 694
22040240399 Développer l'éclairage public dans la commune de kolia	18 000 000	18 796 010	19 592 020
22040240402 Développer les équipements collectifs dans la commune de minignan	27 000 000	28 194 015	29 388 030

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040240406 Développer le logement dans la commune de tienko	24 323 000	25 398 631	26 474 262
22040240407 Développer les équipements collectifs dans la commune de tienko	24 787 140	25 883 296	26 979 453
22040240408 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tienko	26 000 000	27 149 792	28 299 585
22040240411 Développer le logement dans la commune de kaniasso	35 750 000	37 330 965	38 911 929
22040240416 Développer le logement dans la commune de goulia	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040240417 Développer les équipements collectifs dans la commune de goulia	7 800 000	8 144 938	8 489 875
22040240418 Développer l'alimentation en eau dans la commune de goulia	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040240423 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bouna	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040240428 Développer l'alimentation en eau dans la commune de doropo	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040240433 Développer l'alimentation en eau dans la commune de nassian	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040240437 Développer les équipements collectifs dans la commune de téhini	15 267 000	15 942 149	16 617 299
22040240438 Développer l'alimentation en eau dans la commune de téhini	9 560 000	9 982 770	10 405 540
22040240444 Développer l'éclairage public dans la commune de daloa	96 979 000	101 267 682	105 556 363
22040240449 Développer l'éclairage public dans la commune de bédiala	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040240452 Développer les équipements collectifs dans la commune de gboguhé	16 000 000	16 707 565	17 415 129
22040240453 Développer l'alimentation en eau dans la commune de gboguhé	10 616 000	11 085 469	11 554 938
22040240457 Développer les équipements collectifs dans la commune d'issia	40 289 934	42 071 667	43 853 400
22040240459 Développer l'éclairage public dans la commune d'issia	40 290 000	42 071 736	43 853 472
22040240461 Développer le logement dans la commune de saïoua	9 761 304	10 192 976	10 624 648
22040240462 Développer les équipements collectifs dans la commune de saïoua	18 000 000	18 796 010	19 592 020
22040240464 Développer l'éclairage public dans la commune de saïoua	13 000 000	13 574 896	14 149 792
22040240465 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la commune de saïoua	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040240467 Développer les équipements collectifs dans la commune de vavoua	10 358 446	10 816 525	11 274 605
22040240472 Développer les équipements collectifs dans la commune de zoukougbeu	27 000 253	28 194 279	29 388 306
22040240477 Développer les équipements collectifs dans la commune de diegonefla	7 105 528	7 419 754	7 733 980
22040240486 Développer l'alimentation en eau dans la commune de Songon	18 321 060	19 131 268	19 941 477
22040240487 Développer les équipements collectifs dans la commune de Songon	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040241007 Développer l'éclairage public dans la commune de diegonefla	5 669 519	5 920 241	6 170 963
22040241015 Développer les équipements collectifs dans la commune de guiberoua	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040241017 Développer l'éclairage public dans la commune de guiberoua	16 500 000	17 229 676	17 959 352
22040241022 Développer l'éclairage public dans la commune d'oume	27 300 000	28 507 282	29 714 564
22040241027 Développer l'éclairage public dans la commune de ouragahio	25 945 207	27 092 576	28 239 946
22040241030 Développer les équipements collectifs dans la commune de bouafle	28 000 000	29 238 238	30 476 476
22040241036 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bonon	42 711 000	44 599 799	46 488 599

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040241037 Développer l'éclairage public dans la commune de bonon	32 611 000	34 053 149	35 495 299
22040241040 Développer les équipements collectifs dans la commune de sinfra	8 590 000	8 969 874	9 349 747
22040241042 Développer l'éclairage public dans la commune de sinfra	47 090 000	49 172 451	51 254 902
22040241045 Développer les équipements collectifs dans la commune de gohitafla	22 234 695	23 217 975	24 201 255
22040241047 Développer l'éclairage public dans la commune de gohitafla	10 458 000	10 920 482	11 382 964
22040241050 Développer les équipements collectifs dans la commune de zuenoula	1 950 000	2 036 234	2 122 469
22040241051 Développer l'alimentation en eau dans la commune de zuenoula	6 305 728	6 584 585	6 863 442
22040241052 Développer l'éclairage public dans la commune de zuenoula	5 653 000	5 902 991	6 152 983
22040241055 Développer les équipements collectifs dans la commune de seguela	33 000 000	34 459 352	35 918 704
22040241061 Développer l'alimentation en eau dans la commune de djibrosso	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040241062 Développer l'éclairage public dans la commune de djibrosso	5 999 067	6 264 362	6 529 658
22040241065 Développer les équipements collectifs dans la commune de dualla	25 725 791	26 863 457	28 001 123
22040241070 Développer les équipements collectifs dans la commune de kani	28 064 320	29 305 402	30 546 485
22040241071 Développer l'alimentation en eau dans la commune de kani	19 000 000	19 840 233	20 680 466
22040241075 Développer les équipements collectifs dans la commune de massala	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040241080 Développer les équipements collectifs dans la commune de morondo	3 758 859	3 925 086	4 091 313
22040241086 Développer l'alimentation en eau dans la commune de sifie	13 000 000	13 574 896	14 149 792
22040241087 Développer l'éclairage public dans la commune de sifie	15 913 197	16 616 923	17 320 649
22040241090 Développer les équipements collectifs dans la commune de worofla	31 200 307	32 580 071	33 959 836
22040241091 Développer l'alimentation en eau dans la commune de worofla	36 000 000	37 592 020	39 184 041
22040241096 Développer l'alimentation en eau dans la commune de mankono	24 000 000	25 061 347	26 122 694
22040241100 Développer les équipements collectifs dans la commune de sarhala	29 375 296	30 674 353	31 973 411
22040241105 Développer les équipements collectifs dans la commune de tiéningboué	608 000	634 887	661 775
22040241115 Développer les équipements collectifs dans la commune de kounahiri	1 500 000	1 566 334	1 632 668
22040241121 Développer l'alimentation en eau dans la commune de kongasso	13 000 000	13 574 896	14 149 792
22040241125 Développer les équipements collectifs dans la commune de biankouma	10 990 000	11 476 008	11 962 017
22040241127 Développer l'éclairage public dans la commune de biankouma	9 000 000	9 398 005	9 796 010
22040241129 Développer le logement dans la commune de bin-houye	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040241130 Développer les équipements collectifs dans la commune de bin-houye	6 834 000	7 136 219	7 438 437
22040241131 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bin-houye	4 546 000	4 747 037	4 948 074
22040241140 Développer les équipements collectifs dans la commune de gbonne	28 000 000	29 238 238	30 476 476
22040241144 Développer le logement dans la commune de logouale	9 116 000	9 519 135	9 922 270
22040241155 Développer les équipements collectifs dans la commune de sangouine	25 000 000	8 353 782	8 707 565
22040241157 Développer l'éclairage public dans la commune de sangouine	3 756 000	3 922 101	4 088 202

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040241159 Développer le logement dans la commune de sipilou	21 755 904	22 718 011	23 680 117
22040241160 Développer les équipements collectifs dans la commune de sipilou	27 500 000	28 716 127	29 932 253
22040241166 Développer l'alimentation en eau dans la commune de zouan-hounien	19 500 000	20 362 344	21 224 689
22040241167 Développer l'éclairage public dans la commune de zouan-hounien	33 500 000	34 981 463	36 462 927
22040241170 Développer les équipements collectifs dans la commune de guiglo	8 000 000	8 353 782	8 707 565
22040241171 Développer l'alimentation en eau dans la commune de guiglo	5 020 000	5 241 998	5 463 997
22040241176 Développer l'alimentation en eau dans la commune de taï	22 500 000	23 495 013	24 490 025
22040241181 Développer l'alimentation en eau dans la commune de bloléquin	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040241182 Développer l'éclairage public dans la commune de bloléquin	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040241185 Développer les équipements collectifs dans la commune de toulepleu	4 200 998	4 386 778	4 572 558
22040241186 Développer l'alimentation en eau dans la commune de toulepleu	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040241187 Développer l'éclairage public dans la commune de toulepleu	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040241197 Développer l'éclairage public dans la commune de bangolo	11 703 000	12 220 539	12 738 079
22040241199 Développer le logement dans la commune de kouibli	30 120 576	31 452 592	32 784 608
22040241200 Développer les équipements collectifs dans la commune de kouibli	7 699 000	8 039 471	8 379 942
22040241204 Développer le logement dans la commune de facobly	17 000 000	17 751 787	18 503 575
22040241205 Développer les équipements collectifs dans la commune de facobly	6 002 823	6 268 285	6 533 746
22040241212 Développer l'éclairage public dans la commune de divo	31 168 070	32 546 409	33 924 748
22040241215 Développer les équipements collectifs dans la commune de hire	7 895 000	8 244 139	8 593 278
22040241226 Développer l'alimentation en eau dans la commune de zikisso	16 000 000	16 707 565	17 415 129
22040241227 Développer l'éclairage public dans la commune de zikisso	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040241231 Développer l'alimentation en eau dans la commune de guitry	10 735 000	11 209 732	11 684 463
22040241237 Développer l'éclairage public dans la commune de grand-bereby	34 703 000	36 237 663	37 772 327
22040241240 Développer les équipements collectifs dans la commune de grabo	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040241241 Développer l'alimentation en eau dans la commune de grabo	40 000 000	41 768 911	43 537 823
22040241256 Développer l'alimentation en eau dans la commune de buyo	36 048 000	37 642 143	39 236 286
22040241257 Développer l'éclairage public dans la commune de buyo	40 000 000	41 768 911	43 537 823
22040241260 Développer les équipements collectifs dans la commune de grand-zatry	4 000 000	4 176 891	4 353 782
22040241262 Développer l'éclairage public dans la commune de grand-zatry	2 063 000	2 154 232	2 245 463
22040241265 Développer les équipements collectifs dans la commune de gueyo	13 000 000	13 574 896	14 149 792
22040241267 Développer l'éclairage public dans la commune de gueyo	8 265 000	8 630 501	8 996 003
22040241270 Développer les équipements collectifs dans la commune de mayo	46 250 000	48 295 304	50 340 608
22040241276 Développer l'alimentation en eau dans la commune de meagui	12 033 000	12 565 133	13 097 266
22040241280 Développer les équipements collectifs dans la commune de soubre	13 000 000	13 574 896	14 149 792
22040241291 Développer l'alimentation en eau dans la commune de fresco	17 500 000	18 273 899	19 047 797
22040241304 Développer les équipements collectifs dans la commune de bettie	34 000 000	35 503 575	37 007 149
22040241306 Développer l'éclairage public dans la commune de bettie	7 000 000	7 309 559	7 619 119
22040241313 Développer le logement dans la commune d'assuefry	23 500 000	24 539 235	25 578 471

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040241316 Développer l'éclairage public dans la commune d'assuefry	28 304 860	29 556 580	30 808 300
22040241324 Développer les équipements collectifs dans la commune de kouassi-datekro	14 000 000	14 619 119	15 238 238
22040241329 Développer les équipements collectifs dans la commune de koun-fao	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040241330 Développer l'alimentation en eau dans la commune de koun-fao	35 000 000	36 547 797	38 095 595
22040241331 Développer l'éclairage public dans la commune de koun-fao	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040241336 Développer l'éclairage public dans la commune de sandegue	15 728 800	16 424 371	17 119 943
22040241339 Développer les équipements collectifs dans la commune de tanda	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040241341 Développer l'éclairage public dans la commune de tanda	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040241349 Développer les équipements collectifs dans la commune d'aboisso	32 800 000	34 250 507	35 701 015
22040241354 Développer les équipements collectifs dans la commune d'adiake	48 587 468	50 736 141	52 884 814
22040241359 Développer les équipements collectifs dans la commune d'ayame	12 500 000	13 052 785	13 605 570
22040241361 Développer l'éclairage public dans la commune d'ayame	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040241364 Développer les équipements collectifs dans la commune de bonoua	24 780 000	25 875 841	26 971 681
22040241366 Développer l'éclairage public dans la commune de bonoua	23 027 000	24 045 318	25 063 636
22040241380 Développer l'alimentation en eau dans la commune de tiapoum	9 081 224	9 482 821	9 884 418
22040241381 Développer l'éclairage public dans la commune de tiapoum	16 000 000	16 707 565	17 415 129
22040241387 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs e la commune d'assinie mafia	7 629 000	7 966 376	8 303 751
22040241400 Développer l'alimentation en eau dans la commune de rubino	19 315 000	20 169 163	21 023 326
22040241404 Développer les équipements collectifs dans la commune de sikensi	8 000 000	8 353 782	8 707 565
22040241405 Développer l'alimentation en eau dans la commune de sikensi	12 573 000	13 129 013	13 685 026
22040241406 Développer l'éclairage public dans la commune de sikensi	23 000 000	24 017 124	25 034 248
22040241408 Développer le logement dans la commune de de taabo	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040241409 Développer les équipements collectifs dans la commune de de taabo	8 000 163	8 353 952	8 707 742
22040241411 Développer l'éclairage public dans la commune de de taabo	57 800 000	60 356 077	62 912 154
22040241414 Développer les équipements collectifs dans la commune de de tiassale	28 000 000	29 238 238	30 476 476
22040241415 Développer l'alimentation en eau dans la commune de de tiassale	36 000 000	37 592 020	39 184 041
22040241416 Développer l'éclairage public dans la commune de de tiassale	13 050 000	13 627 107	14 204 215
22040241419 Développer les équipements collectifs dans la commune de n'douci	33 500 000	34 981 463	36 462 927
22040241420 Développer l'alimentation en eau dans la commune de n'douci	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040241421 Développer l'éclairage public dans la commune de n'douci	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040241425 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'Adzopé	39 050 000	40 776 900	42 503 800
22040241429 Développer les équipements collectifs dans la commune d'affery	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040241433 Développer le logement dans la commune d'agou	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040241436 Développer l'éclairage public dans la commune d'agou	11 559 358	12 070 545	12 581 732
22040241440 Développer l'alimentation en eau dans la commune d'akoupe	46 100 920	48 139 631	50 178 342
22040241446 Développer l'éclairage public dans la commune d'Alépé	33 841 860	35 338 441	36 835 023
22040241450 Développer l'alimentation en eau dans la commune de yakasse-attobrou	11 000 000	11 486 451	11 972 901
22040241456 Développer l'éclairage public dans la commune de dabou	25 000 569	26 106 164	27 211 759

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040241459 Développer les équipements collectifs dans la commune de Jacquerville	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040241460 Développer l'alimentation en eau dans la commune de Jacquerville	20 752 273	21 669 996	22 587 720
22040241461 Développer l'éclairage public dans la commune de Jacquerville	22 000 000	22 972 901	23 945 803
22040241464 Développer les équipements collectifs dans la commune de grand-lahou	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040299999 Développer l'ordre et la sécurité publique non classé ailleurs (nca) dans la commune de kongasso	8 392 513	8 763 653	9 134 794
2204025 Coordination du développement de la santé dans les districts autonomes	70 204 000	73 308 616	76 413 233
4 - Investissements	70 204 000	73 308 616	76 413 233
Trésor	70 204 000	73 308 616	76 413 233
22040250003 Développer des dispensaires et des maternités dans le district de yakro	70 204 000	73 308 616	76 413 233
2204026 Coordination du développement de la santé dans les régions	6 176 481 344	6 449 622 556	6 722 763 766
4 - Investissements	6 176 481 344	6 449 622 556	6 722 763 766
Trésor	6 176 481 344	6 449 622 556	6 722 763 766
22040260001 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du bélier	45 000 000	46 990 025	48 980 051
22040260006 Développer des services hospitaliers spécialisés dans la région du bélier	4 693 000	4 900 538	5 108 075
22040260007 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du bélier	262 934 000	274 561 674	286 189 348
22040260011 Développer des services de médecine spécialisée dans la région du n'zi	47 797 000	49 910 716	52 024 433
22040260013 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du n'zi	16 134 000	16 847 490	17 560 981
22040260015 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du n'zi	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040260017 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région de l'iffou	54 000 000	56 388 030	58 776 061
22040260023 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de l'iffou	63 500 000	66 308 147	69 116 294
22040260029 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du moronou	37 796 000	39 467 444	41 138 889
22040260031 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du moronou	217 293 000	226 902 302	236 511 603
22040260039 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du gbêké	141 000 000	147 235 413	153 470 826
22040260046 Développer des services hospitaliers spécialisés dans la région du hambol	51 145 000	53 406 774	55 668 549
22040260047 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du hambol	276 757 000	288 995 965	301 234 931
22040260053 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du bafing	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040260055 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du bafing	194 728 000	203 339 415	211 950 829
22040260063 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du kabadougou	193 500 000	202 057 109	210 614 218
22040260069 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du tchologo	50 000 000	52 211 139	54 422 279
22040260071 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du tchologo	150 000 000	156 633 418	163 266 836
22040260073 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du poro	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040260079 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du poro	285 000 786	297 604 315	310 207 843
22040260081 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région dans la bagoue	93 858 850	98 009 550	102 160 250
22040260087 Développer des dispensaires et des maternités dans la région dans la bagoue	125 000 000	130 527 848	136 055 696
22040260095 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du folon	130 300 000	136 062 229	141 824 458
22040260097 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du bounkani	29 873 000	31 194 067	32 515 135
22040260101 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du bounkani	200 000 000	208 844 557	217 689 114
22040260103 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du bounkani	189 974 000	198 375 179	206 776 359

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040260105 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du haut sassandra	27 884 000	29 117 108	30 350 216
22040260109 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du haut sassandra	3 899 000	4 071 425	4 243 849
22040260111 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du haut sassandra	163 075 000	170 286 631	177 498 262
22040260114 Développer des services de médecine générale dans la région du goh	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040260117 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du goh	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040260119 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du goh	78 608 000	82 084 265	85 560 529
22040260121 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région dans la marahoue	59 746 000	62 388 135	65 030 269
22040260127 Développer des dispensaires et des maternités dans la région dans la marahoue	151 234 000	157 921 989	164 609 978
22040260129 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du worodougou	50 000 000	52 211 139	54 422 279
22040260135 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du worodougou	73 000 000	76 228 263	79 456 527
22040260137 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du bere	110 370 000	115 250 869	120 131 738
22040260143 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du bere	166 046 066	173 389 086	180 732 105
22040260151 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du tonkpi	153 000 000	159 766 086	166 532 172
22040260153 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du cavally	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040260157 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du cavally	105 000 000	109 643 392	114 286 785
22040260159 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du cavally	160 000 000	167 075 646	174 151 291
22040260163 Développer des services de médecine spécialisée dans la région du guemon	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040260167 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du guemon	86 695 000	90 528 894	94 362 789
22040260169 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du loh-djiboua	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040260173 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du loh-djiboua	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040260174 Développer des services hospitaliers spécialisés dans la région du loh-djiboua	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040260175 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du loh-djiboua	120 370 000	125 693 097	131 016 193
22040260183 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de san-pedro	70 000 000	73 095 595	76 191 190
22040260191 Développer des dispensaires et des maternités dans la région dans la nawa	82 000 000	85 626 268	89 252 537
22040260194 Développer des services de médecine générale dans la région du gbokle	29 500 000	30 804 572	32 109 144
22040260195 Développer des services de médecine spécialisée dans la région du gbokle	29 735 000	31 049 965	32 364 929
22040260197 Développer des services hospitaliers généraux dans la région du gbokle	62 156 990	64 905 745	67 654 500
22040260199 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du gbokle	163 292 564	170 513 816	177 735 068
22040260206 Développer des services hospitaliers spécialisés dans la région de l'indenie djuablin	55 000 000	57 432 253	59 864 506
22040260207 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de l'indenie djuablin	173 000 000	180 650 542	188 301 084
22040260209 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région de gontougo	21 000 000	21 928 678	22 857 357
22040260213 Développer des services hospitaliers généraux dans la région de gontougo	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040260215 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de gontougo	157 562 526	164 530 380	171 498 234
22040260217 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région du sud-comoe	52 000 000	54 299 585	56 599 170
22040260223 Développer des dispensaires et des maternités dans la région du sud-comoe	135 348 000	141 333 466	147 318 931
22040260231 Développer des dispensaires et des maternités dans la région de l'agneby-tiassa	104 100 000	108 703 592	113 307 184
22040260233 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région dans la Mé	21 617 562	22 573 551	23 529 540
22040260239 Développer des dispensaires et des maternités dans la région dans la Mé	82 284 000	85 922 828	89 561 655

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040260241 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la région des grands ponts	22 600 000	23 599 435	24 598 870
22040260245 Développer des services hospitaliers généraux dans la région des grands ponts	117 274 000	122 460 183	127 646 366
22040260247 Développer des dispensaires et des maternités dans la région des grands ponts	230 800 000	241 006 619	251 213 238
2204027 Coordination du développement de la santé dans les communes	1 828 426 648	1 909 284 772	1 990 142 892
4 - Investissements	1 828 426 648	1 909 284 772	1 990 142 892
Trésor	1 828 426 648	1 909 284 772	1 990 142 892
22040270011 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Anyama	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040270031 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Bingerville	22 000 000	22 972 901	23 945 803
22040270055 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de grand-lahou	32 905 000	34 360 151	35 815 302
22040270061 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de Jacqueline	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040270063 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de dabou	15 016 000	15 680 049	16 344 099
22040270071 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'Alépé	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040270079 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'agou	18 005 577	18 801 834	19 598 091
22040270103 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sikensi	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040270107 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de rubino	29 870 000	31 190 935	32 511 869
22040270111 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'azaguie	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040270115 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'agboville	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040270119 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'assinie mafia	10 000 807	10 443 071	10 885 334
22040270123 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tiapoum	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040270131 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de grand-bassam	6 501 000	6 788 492	7 075 985
22040270133 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de grand-bassam	14 000 000	14 619 119	15 238 238
22040270139 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'ayame	5 950 000	6 213 126	6 476 251
22040270147 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'aboisso	10 993 352	11 479 509	11 965 665
22040270151 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de transua	33 470 000	34 950 137	36 430 273
22040270155 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tanda	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040270159 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sandegue	8 600 000	8 980 316	9 360 632
22040270163 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de koun-fao	9 465 000	9 883 569	10 302 137
22040270177 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune d'assuefry	28 393 619	29 649 264	30 904 909
22040270183 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bettie	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040270187 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'agnibilekrou	38 768 000	40 482 429	42 196 858
22040270195 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de fresco	21 374 000	22 319 218	23 264 436
22040270203 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de soubre	17 000 000	17 751 787	18 503 575
22040270207 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de meagui	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040270211 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de mayo	20 574 000	21 483 840	22 393 679
22040270221 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de grand-zattry	5 000 000	5 221 114	5 442 228

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040270225 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de buyo	5 628 171	5 877 064	6 125 958
22040270245 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de guitry	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040270247 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de zikisso	13 850 000	14 462 486	15 074 971
22040270251 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune dans lakota	19 294 367	20 147 618	21 000 868
22040270259 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de divo	19 000 000	19 840 233	20 680 466
22040270267 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de kouibli	14 000 000	14 619 119	15 238 238
22040270271 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bangolo	23 333 000	24 364 850	25 396 701
22040270279 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de toulepleu	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040270283 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bloléquin	4 000 000	4 176 891	4 353 782
22040270287 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de taï	18 844 388	19 677 739	20 511 091
22040270291 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de guiglo	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040270295 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de zouan-hounien	7 981 000	8 333 942	8 686 884
22040270307 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de man	30 015 728	31 343 107	32 670 486
22040270315 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de gbonne	10 445 742	10 907 682	11 369 622
22040270319 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de danane	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040270323 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bin-houye	38 360 312	40 056 712	41 753 112
22040270327 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de biankouma	5 728 000	5 981 308	6 234 616
22040270335 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de kounahiri	20 950 000	21 876 467	22 802 935
22040270343 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tiéningboué	5 340 000	5 576 150	5 812 299
22040270345 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de tiéningboué	42 437 928	44 314 651	46 191 375
22040270347 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sarhala	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040270353 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de mankono	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040270359 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sifie	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040270367 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de massala	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040270387 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de zuenoula	4 000 000	4 176 891	4 353 782
22040270395 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sinfra	29 320 000	30 616 612	31 913 224
22040270399 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bonon	31 543 099	32 938 023	34 332 946
22040270407 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de ouragahio	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040270415 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de guiberoua	40 435 426	42 223 593	44 011 760
22040270417 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de guiberoua	33 892 000	35 390 799	36 889 597
22040270419 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Gagnoa	15 240 073	15 914 031	16 587 990
22040270431 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de vavoua	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040270435 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de saïoua	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040270445 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de gboguhé	5 000 000	5 221 114	5 442 228

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040270447 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bédiala	5 558 843	5 804 671	6 050 498
22040270455 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de téhini	10 262 000	10 715 814	11 169 628
22040270457 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de téhini	7 187 726	7 505 587	7 823 449
22040270459 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de nassian	52 235 922	54 545 940	56 855 958
22040270471 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de goulia	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040270483 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de minignan	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040270487 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de kolia	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040270491 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de gbon	8 148 000	8 508 327	8 868 655
22040270501 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de tengrela	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040270507 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de kassere	21 000 000	21 928 678	22 857 357
22040270511 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de boundiali	11 237 000	11 733 931	12 230 863
22040270525 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de sinematiali	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040270535 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de karakoro	20 653 000	21 566 333	22 479 666
22040270537 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de karakoro	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040270539 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tioroniaradougou	26 103 000	27 257 347	28 411 695
22040270563 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de diawala	19 629 071	20 497 123	21 365 175
22040270567 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de ouangolodougou	23 330 000	24 361 718	25 393 435
22040270571 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Kong	11 000 000	11 486 451	11 972 901
22040270579 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Ferkessédougou	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040270587 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de seguelon	40 000 692	41 769 634	43 538 576
22040270603 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tieme	7 500 000	7 831 671	8 163 342
22040270607 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de dioulatiedougou	9 650 000	10 076 750	10 503 500
22040270611 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Bako	50 162 253	52 380 568	54 598 882
22040270615 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'Odienné	35 000 000	36 547 797	38 095 595
22040270627 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de quinteguella	14 450 000	15 089 019	15 728 039
22040270647 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune tortiya	13 000 000	13 574 896	14 149 792
22040270651 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tafire	16 450 000	17 177 465	17 904 930
22040270655 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de satama-sokoura	26 000 000	27 149 792	28 299 585
22040270671 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de foubolo	3 216 176	3 358 404	3 500 633
22040270673 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de foubolo	3 066 378	3 201 982	3 337 586
22040270691 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de sakassou	18 000 000	18 796 010	19 592 020
22040270697 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de bodokro	17 252 843	18 015 812	18 778 781
22040270707 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de botro	20 801 641	21 721 548	22 641 454
22040270713 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de djebonoua	1 001 728	1 046 027	1 090 326
22040270715 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de brobo	7 823 000	8 168 955	8 514 910
22040270719 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bouake	21 148 769	22 084 026	23 019 284
22040270725 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la commune de tiemelekro	9 750 000	10 181 172	10 612 344
22040270751 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de m'bahiakro	10 000 000	10 442 228	10 884 456

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040270755 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune d'ettrokro	7 000 000	7 309 559	7 619 119
22040270767 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de dimbokro	24 372 000	25 449 798	26 527 595
22040270771 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de bocanda	15 219 017	15 892 044	16 565 072
22040270783 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de tiebissou	17 923 000	18 715 605	19 508 210
22040270803 Développer des dispensaires et des maternités dans la commune de Yamoussoukro	38 769 000	40 483 473	42 197 946
2204028 Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les districts autonomes	20 000 000	20 884 456	21 768 911
4 Investissements	20 000 000	20 884 456	21 768 911
Trésor	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040280004 Développer des services culturels dans le district de yakro	20 000 000	20 884 456	21 768 911
2204029 Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les régions	764 842 394	798 665 857	832 489 316
4 - Investissements	764 842 394	798 665 857	832 489 316
Trésor	764 842 394	798 665 857	832 489 316
22040290002 Développer des services culturels dans la région du bélier	108 482 000	113 279 376	118 076 752
22040290005 Développer des services récréatifs et sportifs dans la région du n'zi	19 127 000	19 972 849	20 818 698
22040290011 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la région de l'iffou	27 557 757	28 776 438	29 995 119
22040290013 Développer des services récréatifs et sportifs dans la région du moronou	35 000 000	36 547 797	38 095 595
22040290014 Développer des services culturels dans la région du moronou	143 194 000	149 526 438	155 858 875
22040290030 Développer des services culturels dans la région du kabadougou	28 500 000	29 760 349	31 020 699
22040290042 Développer des services culturels dans la région dans la bagoue	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040290046 Développer des services culturels dans la région du folon	61 000 000	63 697 590	66 395 180
22040290050 Développer des services culturels dans la région du bounkani	5 263 000	5 495 745	5 728 489
22040290054 Développer des services culturels dans la région du haut sassandra	2 923 171	3 052 442	3 181 713
22040290058 Développer des services culturels dans la région du goh	37 646 000	39 310 811	40 975 622
22040290074 Développer des services culturels dans la région du tonkpi	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040290078 Développer des services culturels dans la région du cavally	34 134 000	35 643 501	37 153 001
22040290081 Développer des services récréatifs et sportifs dans la région du guemon	18 040 000	18 837 779	19 635 558
22040290082 Développer des services culturels dans la région du guemon	11 152 000	11 645 173	12 138 345
22040290094 Développer des services culturels dans la région dans la nawa	41 822 192	43 671 686	45 521 180
22040290098 Développer des services culturels dans la région du gbokle	26 000 000	27 149 792	28 299 585
22040290109 Développer des services récréatifs et sportifs dans la région du sud-comoe	53 001 274	55 345 138	57 689 002
22040290111 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la région du sud-comoe	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040290115 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la région de l'agneby-tiassa	32 000 000	33 415 129	34 830 258
22040290121 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la région des grands ponts	20 000 000	20 884 456	21 768 911

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
2204030 Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les communes	1 221 760 720	1 248 431 747	1 301 302 773
4 - Investissements	1 221 760 720	1 248 431 747	1 301 302 773
Trésor	1 221 760 720	1 248 431 747	1 301 302 773
22040300033 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de Bingerville	27 000 000	28 194 015	29 388 030
22040300068 Développer des services culturels dans la commune de yakasse-attobrou	29 953 851	31 278 494	32 603 136
22040300124 Développer des services culturels dans la commune de tiapoum	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040300128 Développer des services culturels dans la commune de mafere	50 000 000	52 211 139	54 422 279
22040300137 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de bonoua	29 852 214	31 172 362	32 492 510
22040300141 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune d'ayame	10 000 869	10 443 135	10 885 402
22040300156 Développer des services culturels dans la commune de tanda	4 600 000	4 803 425	5 006 850
22040300160 Développer des services culturels dans la commune de sandegue	41 041 958	42 856 948	44 671 937
22040300168 Développer des services culturels dans la commune de kouassi-datekro	39 027 000	40 752 883	42 478 765
22040300172 Développer des services culturels dans la commune de bondoukou	45 148 205	47 144 784	49 141 364
22040300173 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de bondoukou	31 926 000	33 337 857	34 749 713
22040300188 Développer des services culturels dans la commune d'agnibilekrou	18 976 000	19 815 172	20 654 343
22040300200 Développer des services culturels dans la commune de sassandra	43 648 239	45 578 486	47 508 732
22040300213 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de mayo	7 925 000	8 275 466	8 625 931
22040300219 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de grand-zattry	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040300220 Développer des services culturels dans la commune de grand-zattry	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040300229 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de tabou	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040300240 Développer des services culturels dans la commune de grand-bereby	1 000 000	1 044 223	1 088 446
22040300257 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de hire	15 134 000	15 803 268	16 472 535
22040300265 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de facobly	45 000 000	46 990 025	48 980 051
22040300268 Développer des services culturels dans la commune de kouibli	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040300269 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de kouibli	6 066 000	6 334 255	6 602 511
22040300272 Développer des services culturels dans la commune de bangolo	2 499 000	2 609 513	2 720 025
22040300273 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de bangolo	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040300280 Développer des services culturels dans la commune de toulepleu	40 000 000	41 768 911	43 537 823
22040300284 Développer des services culturels dans la commune de bloléquin	6 259 000	6 535 790	6 812 581
22040300285 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de bloléquin	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040300300 Développer des services culturels dans la commune de sipilou	28 010 000	29 248 680	30 487 360
22040300304 Développer des services culturels dans la commune de sangouine	26 200 000	0	0
22040300312 Développer des services culturels dans la commune de logouale	12 579 209	13 135 497	13 691 784
22040300317 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de gbonne	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040300324 Développer des services culturels dans la commune de bin-houye	13 636 136	14 239 164	14 842 192
22040300336 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de kounahiri	21 153 000	22 088 445	23 023 889

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040300338 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de kounahiri	10 133 961	10 582 113	11 030 265
22040300340 Développer des services culturels dans la commune de dianra	4 000 000	4 176 891	4 353 782
22040300344 Développer des services culturels dans la commune de tiéningboué	2 533 000	2 645 016	2 757 033
22040300356 Développer des services culturels dans la commune de worofla	6 635 394	6 928 830	7 222 265
22040300364 Développer des services culturels dans la commune de morondo	22 000 000	22 972 901	23 945 803
22040300367 Développer des services culturels dans la commune de massala	11 000 000	11 486 451	11 972 901
22040300380 Développer des services culturels dans la commune de djibrosso	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040300381 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de djibrosso	4 000 000	4 176 891	4 353 782
22040300384 Développer des services culturels dans la commune de seguela	29 549 537	30 856 300	32 163 063
22040300385 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de seguela	13 000 000	13 574 896	14 149 792
22040300394 Développer des services culturels dans la commune de gohitafla	20 721 000	21 637 340	22 553 681
22040300424 Développer des services culturels dans la commune de diegonefla	1 949 198	2 035 397	2 121 596
22040300433 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de vavoua	23 000 000	24 017 124	25 034 248
22040300436 Développer des services culturels dans la commune de saïoua	1 000 000	1 044 223	1 088 446
22040300437 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de saïoua	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040300456 Développer des services culturels dans la commune de téhini	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040300469 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de bouna	19 000 000	19 840 233	20 680 466
22040300475 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de kaniasso	24 367 601	25 445 204	26 522 807
22040300496 Développer des services culturels dans la commune de kanakono	20 328 000	21 226 961	22 125 922
22040300504 Développer des services culturels dans la commune de kouto	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040300520 Développer des services culturels dans la commune de dikodougou	21 479 000	22 428 861	23 378 722
22040300528 Développer des services culturels dans la commune de m'bengue	5 646 500	5 896 204	6 145 908
22040300532 Développer des services culturels dans la commune de komborodougou	19 000 000	19 840 233	20 680 466
22040300540 Développer des services culturels dans la commune de tioniaradougou	19 274 444	20 126 814	20 979 183
22040300567 Développer des services culturels dans la commune de ouangolodougou	4 500 000	4 699 003	4 898 005
22040300592 Développer des services culturels dans la commune de madinani	4 000 000	4 176 891	4 353 782
22040300596 Développer des services culturels dans la commune de seydogou	7 172 070	7 489 239	7 806 408
22040300604 Développer des services culturels dans la commune de tieme	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040300624 Développer des services culturels dans la commune de ouaninou	34 865 038	36 406 867	37 948 696
22040300632 Développer des services culturels dans la commune de koonan	11 315 514	11 815 918	12 316 321
22040300635 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de koro	9 160 747	9 565 861	9 970 975
22040300637 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de koro	13 899 239	14 513 902	15 128 565
22040300651 Développer des services culturels dans la commune de tafire	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040300658 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de touba	10 000 000	10 442 228	10 884 456

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040300664 Développer des services culturels dans la commune niakaramadougou	3 494 506	3 649 043	3 803 580
22040300665 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune niakaramadougou	27 000 000	28 194 015	29 388 030
22040300668 Développer des services culturels dans la commune de fronan	13 949 000	14 565 864	15 182 727
22040300693 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de sakassou	4 000 000	4 176 891	4 353 782
22040300711 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de djebonoua	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040300712 Développer des services culturels dans la commune de djebonoua	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040300713 Développer des services récréatifs et sportifs dans la commune de djebonoua	9 000 000	9 398 005	9 796 010
22040300728 Développer des services culturels dans la commune de m'batto	11 000 000	11 486 451	11 972 901
22040300732 Développer des services culturels dans la commune de bongouanou	8 176 290	8 537 868	8 899 447
22040300743 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la commune de priko	4 600 000	4 803 425	5 006 850
22040300744 Développer des services culturels dans la commune de priko	23 700 000	24 748 080	25 796 160
22040300772 Développer des services culturels dans la commune de bocanda	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040300780 Développer des services culturels dans la commune de tie n'diekro	8 880 000	9 272 698	9 665 397
22040300796 Développer des services culturels dans la commune de didievi	11 795 000	12 316 608	12 838 216
2204031 Coordination du développement de l'enseignement dans les districts autonomes	286 698 000	299 376 584	312 055 169
4 - Investissements	286 698 000	299 376 584	312 055 169
Trésor	286 698 000	299 376 584	312 055 169
22040310013 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans le district de yakro	168 536 000	175 989 131	183 442 263
22040310014 Développer l'enseignement primaire dans le district de yakro	118 162 000	123 387 453	128 612 906
2204032 Coordination du développement de l'enseignement dans les régions	15 290 871 706	15 967 076 646	16 643 281 587
4 - Investissements	15 290 871 706	15 967 076 646	16 643 281 587
Trésor	15 290 871 706	15 967 076 646	16 643 281 587
22040320001 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région du bélier	16 000 000	16 707 565	17 415 129
22040320002 Développer l'enseignement primaire dans la région du bélier	225 327 000	235 291 588	245 256 175
22040320003 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du bélier	96 316 000	100 575 362	104 834 724
22040320004 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du bélier	77 408 406	80 831 621	84 254 837
22040320010 Développer l'enseignement primaire dans la région du n'zi	254 533 000	265 789 158	277 045 317
22040320011 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du n'zi	55 000 000	57 432 253	59 864 506
22040320018 Développer l'enseignement primaire dans la région de l'iffou	128 000 000	133 660 517	139 321 033
22040320019 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de l'iffou	433 000 000	452 148 466	471 296 932
22040320026 Développer l'enseignement primaire dans la région du moronou	108 828 000	113 640 677	118 453 355
22040320027 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du moronou	278 326 000	290 634 351	302 942 702
22040320028 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du moronou	75 689 000	79 036 178	82 383 357
22040320034 Développer l'enseignement primaire dans la région du gbêkê	334 365 800	349 152 387	363 938 974

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040320035 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du gbêkê	284 400 000	296 976 960	309 553 920
22040320036 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du gbêkê	40 200 000	41 977 756	43 755 512
22040320041 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région du hambol	62 500 000	65 263 924	68 027 848
22040320042 Développer l'enseignement primaire dans la région du hambol	254 124 000	265 362 071	276 600 142
22040320043 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du hambol	278 813 000	291 142 888	303 472 775
22040320050 Développer l'enseignement primaire dans la région du bafing	335 700 000	350 545 589	365 391 178
22040320051 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du bafing	164 200 000	171 461 381	178 722 763
22040320058 Développer l'enseignement primaire dans la région du kabadougou	164 548 000	171 824 771	179 101 542
22040320059 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du kabadougou	40 000 000	41 768 911	43 537 823
22040320066 Développer l'enseignement primaire dans la région du tchologo	63 000 000	65 786 035	68 572 071
22040320074 Développer l'enseignement primaire dans la région du poro	165 000 000	172 296 760	179 593 519
22040320075 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du poro	320 030 000	334 182 618	348 335 236
22040320076 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du poro	220 000 000	229 729 013	239 458 026
22040320081 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région dans la bagoue	60 000 000	62 653 367	65 306 734
22040320082 Développer l'enseignement primaire dans la région dans la bagoue	140 000 000	146 191 190	152 382 380
22040320084 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région dans la bagoue	81 000 000	84 582 046	88 164 091
22040320090 Développer l'enseignement primaire dans la région du folon	83 000 000	86 670 491	90 340 982
22040320091 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du folon	101 265 679	105 743 929	110 222 180
22040320098 Développer l'enseignement primaire dans la région du bounkani	252 100 000	263 248 564	274 397 128
22040320099 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du bounkani	22 611 000	23 610 921	24 610 843
22040320106 Développer l'enseignement primaire dans la région du haut sassandra	339 921 000	354 953 254	369 985 507
22040320107 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du haut sassandra	331 685 000	346 353 035	361 021 069
22040320108 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du haut sassandra	3 098 000	3 235 002	3 372 004
22040320110 Développer l'enseignement supérieur doctoral dans la région du haut sassandra	6 240 000	6 515 950	6 791 900
22040320114 Développer l'enseignement primaire dans la région du goh	312 565 000	326 387 495	340 209 990
22040320115 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du goh	164 430 118	171 701 676	178 973 234
22040320122 Développer l'enseignement primaire dans la région dans la marahoue	143 497 000	149 842 837	156 188 674
22040320123 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région dans la marahoue	75 000 000	78 316 709	81 633 418
22040320124 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région dans la marahoue	72 525 000	75 732 258	78 939 515
22040320130 Développer l'enseignement primaire dans la région du worodougou	403 074 000	420 899 055	438 724 110
22040320131 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du worodougou	255 000 000	266 276 810	277 553 621
22040320132 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du worodougou	173 058 127	180 711 239	188 364 352
22040320137 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région du bere	37 412 390	39 066 870	40 721 350
22040320138 Développer l'enseignement primaire dans la région du bere	330 658 000	345 280 618	359 903 236

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040320139 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du bere	168 542 000	175 995 397	183 448 793
22040320145 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région du tonkpi	17 000 000	17 751 787	18 503 575
22040320146 Développer l'enseignement primaire dans la région du tonkpi	321 859 000	336 092 502	350 326 003
22040320147 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du tonkpi	572 006 396	597 302 112	622 597 828
22040320154 Développer l'enseignement primaire dans la région du cavally	285 250 935	297 865 526	310 480 117
22040320155 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du cavally	264 068 000	275 745 823	287 423 645
22040320156 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du cavally	19 098 000	19 942 567	20 787 134
22040320162 Développer l'enseignement primaire dans la région du guemon	138 356 000	144 474 488	150 592 975
22040320163 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du guemon	239 690 000	250 289 759	260 889 519
22040320164 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du guemon	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040320170 Développer l'enseignement primaire dans la région du loh-djiboua	305 957 000	319 487 271	333 017 542
22040320171 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du loh-djiboua	172 148 000	179 760 864	187 373 728
22040320172 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du loh-djiboua	110 654 000	115 547 428	120 440 856
22040320178 Développer l'enseignement primaire dans la région de san-pedro	243 614 943	254 388 274	265 161 606
22040320179 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de san-pedro	97 698 000	102 018 478	106 338 955
22040320180 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région de san-pedro	56 000 000	58 476 476	60 952 952
22040320186 Développer l'enseignement primaire dans la région dans la nawa	360 000 000	375 920 203	391 840 406
22040320187 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région dans la nawa	160 000 000	167 075 646	174 151 291
22040320194 Développer l'enseignement primaire dans la région du gbokle	117 520 000	122 717 062	127 914 124
22040320195 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du gbokle	324 695 000	339 053 917	353 412 835
22040320196 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du gbokle	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040320202 Développer l'enseignement primaire dans la région de l'indenie djuablin	253 000 000	264 188 365	275 376 730
22040320203 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de l'indenie djuablin	364 955 719	381 095 078	397 234 436
22040320204 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région de l'indenie djuablin	16 465 000	17 193 128	17 921 256
22040320210 Développer l'enseignement primaire dans la région de gontougo	167 232 000	174 627 465	182 022 930
22040320211 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de gontougo	259 811 000	271 300 566	282 790 132
22040320218 Développer l'enseignement primaire dans la région du sud-comoe	233 889 000	244 232 223	254 575 446
22040320219 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région du sud-comoe	287 856 000	300 585 794	313 315 588
22040320220 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région du sud-comoe	139 929 000	146 117 050	152 305 100
22040320223 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la région du sud-comoe	9 000 000	9 398 005	9 796 010
22040320225 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région de l'agneby-tiassa	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040320226 Développer l'enseignement primaire dans la région de l'agneby-tiassa	144 400 000	150 785 770	157 171 540

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040320227 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région de l'agneby-tiassa	387 000 715	404 114 965	421 229 214
22040320234 Développer l'enseignement primaire dans la région dans la mé	152 000 000	158 721 863	165 443 727
22040320235 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région dans la mé	490 000 000	511 669 165	533 338 330
22040320236 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la région dans la mé	131 967 000	137 802 948	143 638 897
22040320241 Développer l'enseignement préélémentaire dans la région des grands ponts	85 000 000	88 758 937	92 517 874
22040320242 Développer l'enseignement primaire dans la région des grands ponts	126 758 000	132 363 592	137 969 184
22040320243 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la région des grands ponts	150 002 478	156 636 005	163 269 533
2204033 Coordination du développement de l'enseignement dans les communes	5 853 408 564	6 140 456 609	6 400 504 663
4 - Investissements	5 853 408 564	6 140 456 609	6 400 504 663
Trésor	5 853 408 564	6 140 456 609	6 400 504 663
22040330001 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de Yamoussoukro	11 882 000	12 407 455	12 932 910
22040330008 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Songon	23 528 000	24 568 474	25 608 947
22040330012 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'Anyama	65 749 061	68 656 668	71 564 274
22040330032 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Bingerville	64 674 133	67 534 203	70 394 274
22040330059 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la commune de Jacqueville	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040330060 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Jacqueville	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040330064 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dabou	25 581 000	26 712 263	27 843 526
22040330065 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de dabou	45 000 000	46 990 025	48 980 051
22040330068 Développer l'enseignement primaire dans la commune de yakasse-attobrou	57 647 000	60 196 311	62 745 622
22040330072 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'Alépé	10 148 000	10 596 773	11 045 546
22040330073 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'Alépé	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040330075 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la commune d'akoupe	1 401 000	1 462 956	1 524 912
22040330080 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'agou	12 673 896	13 234 371	13 794 846
22040330084 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'affery	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040330088 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'Adzopé	45 385 000	47 392 051	49 399 102
22040330092 Développer l'enseignement primaire dans la commune de n'douci	8 033 699	8 388 972	8 744 244
22040330096 Développer l'enseignement primaire dans la commune de de tiassale	30 000 222	31 326 915	32 653 609
22040330100 Développer l'enseignement primaire dans la commune de de taabo	27 277 000	28 483 265	29 689 530
22040330104 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sikensi	28 980 000	30 261 576	31 543 153
22040330112 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'azaguie	34 000 000	35 503 575	37 007 149
22040330113 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'azaguie	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040330116 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'agboville	54 133 225	56 527 147	58 921 069
22040330120 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'assinie mafia	32 896 000	34 350 753	35 805 506
22040330121 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'assinie mafia	40 028 000	41 798 150	43 568 299

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040330124 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tiapoum	17 500 000	18 273 899	19 047 797
22040330128 Développer l'enseignement primaire dans la commune de mafere	39 042 733	40 769 311	42 495 890
22040330129 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de mafere	13 994 000	14 612 854	15 231 707
22040330132 Développer l'enseignement primaire dans la commune de grand-bassam	57 081 377	59 605 674	62 129 972
22040330136 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bonoua	20 174 000	21 066 150	21 958 301
22040330137 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de bonoua	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040330140 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'ayame	11 092 000	11 582 519	12 073 038
22040330144 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'adiake	26 591 000	27 766 928	28 942 856
22040330147 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'aboisso	65 690 000	68 594 995	71 499 990
22040330152 Développer l'enseignement primaire dans la commune de transua	65 000 000	67 874 481	70 748 962
22040330156 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tanda	35 000 000	36 547 797	38 095 595
22040330160 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sandegue	9 000 000	9 398 005	9 796 010
22040330168 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kouassi-datekro	19 027 000	19 868 427	20 709 854
22040330172 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bondoukou	38 000 000	39 680 466	41 360 932
22040330180 Développer l'enseignement primaire dans la commune de niabile	88 351 337	92 258 479	96 165 621
22040330181 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de niabile	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040330184 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bettie	6 693 949	6 989 974	7 285 999
22040330189 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'agnibilekrou	11 000 000	11 486 451	11 972 901
22040330193 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'abengourou	98 927 990	103 302 861	107 677 733
22040330196 Développer l'enseignement primaire dans la commune de fresco	12 457 000	13 007 883	13 558 766
22040330200 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sassandra	14 800 000	15 454 497	16 108 994
22040330204 Développer l'enseignement primaire dans la commune de soubre	40 000 000	41 768 911	43 537 823
22040330208 Développer l'enseignement primaire dans la commune de meagui	32 032 284	33 448 841	34 865 398
22040330212 Développer l'enseignement primaire dans la commune de mayo	2 277 136	2 377 837	2 478 539
22040330216 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gueyo	69 727 929	72 811 492	75 895 056
22040330220 Développer l'enseignement primaire dans la commune de grand-zattry	8 000 000	8 353 782	8 707 565
22040330224 Développer l'enseignement primaire dans la commune de buyo	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040330228 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tabou	58 516 766	61 104 540	63 692 315
22040330232 Développer l'enseignement primaire commune de san-pedro	127 795 242	133 446 704	139 098 165
22040330236 Développer l'enseignement primaire dans la commune de grabo	21 269 280	22 209 867	23 150 454
22040330240 Développer l'enseignement primaire dans la commune de grand-bereby	50 407 000	52 636 138	54 865 276
22040330244 Développer l'enseignement primaire dans la commune de guitry	28 280 000	29 530 620	30 781 241
22040330248 Développer l'enseignement primaire dans la commune de zikisso	10 001 000	10 443 272	10 885 544
22040330252 Développer l'enseignement primaire dans la commune dans lakota	31 000 000	32 370 906	33 741 813

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040330256 Développer l'enseignement primaire dans la commune de hire	49 828 000	52 031 533	54 235 066
22040330260 Développer l'enseignement primaire dans la commune de divo	48 000 000	50 122 694	52 245 387
22040330261 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de divo	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040330264 Développer l'enseignement primaire dans la commune de facobly	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040330268 Développer l'enseignement primaire dans la commune de koubli	35 000 000	36 547 797	38 095 595
22040330272 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bangolo	34 534 000	36 061 190	37 588 379
22040330276 Développer l'enseignement primaire dans la commune de duékoué	69 973 000	73 067 401	76 161 802
22040330280 Développer l'enseignement primaire dans la commune de toulepleu	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040330284 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bloléquin	29 500 000	30 804 572	32 109 144
22040330288 Développer l'enseignement primaire dans la commune de taï	34 000 000	35 503 575	37 007 149
22040330289 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de taï	15 428 000	16 110 269	16 792 538
22040330292 Développer l'enseignement primaire dans la commune de guiglo	54 000 000	56 388 030	58 776 061
22040330296 Développer l'enseignement primaire dans la commune de zouan-hounien	47 056 460	49 137 428	51 218 395
22040330304 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sangouine	12 000 388	40 725 094	42 449 800
22040330308 Développer l'enseignement primaire dans la commune de man	48 735 000	50 890 197	53 045 395
22040330311 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la commune de logouale	4 000 000	4 176 891	4 353 782
22040330312 Développer l'enseignement primaire dans la commune de logouale	25 475 000	26 601 575	27 728 151
22040330313 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de logouale	8 857 000	9 248 681	9 640 362
22040330316 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gbonne	14 000 000	14 619 119	15 238 238
22040330320 Développer l'enseignement primaire dans la commune de danane	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040330324 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bin-houye	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040330328 Développer l'enseignement primaire dans la commune de biankouma	30 429 030	31 774 686	33 120 343
22040330332 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kongasso	34 640 000	36 171 877	37 703 755
22040330336 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kounahiri	31 950 000	33 362 918	34 775 836
22040330340 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dianra	22 000 000	22 972 901	23 945 803
22040330341 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de dianra	2 000 000	2 088 446	2 176 891
22040330344 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tiéninboué	26 000 000	27 149 792	28 299 585
22040330348 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sarhala	39 000 000	40 724 689	42 449 377
22040330352 Développer l'enseignement primaire dans la commune de mankono	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040330356 Développer l'enseignement primaire dans la commune de worofla	17 000 000	17 751 787	18 503 575
22040330360 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sifie	35 000 000	36 547 797	38 095 595
22040330364 Développer l'enseignement primaire dans la commune de morondo	38 000 000	39 680 466	41 360 932
22040330368 Développer l'enseignement primaire dans la commune de massala	3 931 834	4 105 711	4 279 587
22040330372 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kani	55 000 000	57 432 253	59 864 506

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040330376 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dualla	23 000 000	24 017 124	25 034 248
22040330380 Développer l'enseignement primaire dans la commune de djibrosso	23 000 000	24 017 124	25 034 248
22040330381 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de djibrosso	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040330383 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la commune de seguela	9 000 000	9 398 005	9 796 010
22040330384 Développer l'enseignement primaire dans la commune de seguela	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040330388 Développer l'enseignement primaire dans la commune de zuenoula	86 367 000	90 186 389	94 005 779
22040330392 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gohitafla	40 317 000	42 099 930	43 882 860
22040330396 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sinfra	26 000 000	27 149 792	28 299 585
22040330400 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bonon	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040330404 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bouaffle	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040330408 Développer l'enseignement primaire dans la commune de ouragahio	44 000 000	45 945 803	47 891 605
22040330412 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'oume	43 554 905	45 481 024	47 407 143
22040330424 Développer l'enseignement primaire dans la commune de diegonefla	9 790 207	10 223 157	10 656 107
22040330428 Développer l'enseignement primaire dans la commune de zoukougbeu	79 917 000	83 451 152	86 985 305
22040330436 Développer l'enseignement primaire dans la commune de saïoua	19 000 000	19 840 233	20 680 466
22040330440 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'issia	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040330444 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gboguhé	53 495 000	55 860 698	58 226 396
22040330448 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bédiala	27 000 000	28 194 015	29 388 030
22040330449 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de bédiala	5 000 000	5 221 114	5 442 228
22040330453 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de daloo	41 257 782	43 082 316	44 906 850
22040330456 Développer l'enseignement primaire dans la commune de téhini	22 000 000	22 972 901	23 945 803
22040330464 Développer l'enseignement primaire dans la commune de doropo	80 000 000	83 537 823	87 075 646
22040330468 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bouna	28 000 000	29 238 238	30 476 476
22040330472 Développer l'enseignement primaire dans la commune de goulia	3 340 000	3 487 704	3 635 408
22040330473 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de goulia	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040330481 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de tienko	26 164 000	27 321 045	28 478 090
22040330485 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de minignan	3 173 664	3 314 012	3 454 361
22040330488 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kolia	36 815 451	38 443 533	40 071 615
22040330492 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gbon	41 270 753	43 095 861	44 920 968
22040330496 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kanakono	42 442 000	44 318 903	46 195 807
22040330497 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de kanakono	14 182 000	14 809 168	15 436 335
22040330508 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kassere	5 500 513	5 743 761	5 987 009
22040330513 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de boundiali	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040330520 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dikodougou	15 000 000	15 663 342	16 326 684

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040330524 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sinematiali	57 470 680	60 012 194	62 553 707
22040330528 Développer l'enseignement primaire dans la commune de m'bengue	38 600 000	40 307 000	42 013 999
22040330532 Développer l'enseignement primaire dans la commune de komborodougou	21 000 000	21 928 678	22 857 357
22040330533 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de komborodougou	8 000 000	8 353 782	8 707 565
22040330536 Développer l'enseignement primaire dans la commune de karakoro	22 287 000	23 272 593	24 258 186
22040330537 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de karakoro	2 000 000	2 088 446	2 176 891
22040330540 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tioroniaradougou	31 000 000	32 370 906	33 741 813
22040330541 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de tioroniaradougou	8 000 000	8 353 782	8 707 565
22040330544 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sirasso	27 462 963	28 677 452	29 891 940
22040330548 Développer l'enseignement primaire dans la commune de niofoin	29 361 240	30 659 676	31 958 112
22040330549 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de niofoin	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040330552 Développer l'enseignement primaire dans la commune de napeledougou	6 400 000	6 683 026	6 966 052
22040330556 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Korhogo	60 000 663	62 654 059	65 307 456
22040330560 Développer l'enseignement primaire dans la commune de nielle	39 950 000	41 716 700	43 483 401
22040330561 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de nielle	9 754 000	10 185 349	10 616 698
22040330564 Développer l'enseignement primaire dans la commune de diawala	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040330565 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de diawala	9 000 000	9 398 005	9 796 010
22040330568 Développer l'enseignement primaire dans la commune de ouangolodougou	20 000 000	20 884 456	21 768 911
22040330569 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de ouangolodougou	5 250 000	5 482 170	5 714 339
22040330572 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Kong	23 000 000	24 017 124	25 034 248
22040330580 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Ferkessédougou	64 000 000	66 830 258	69 660 517
22040330584 Développer l'enseignement primaire dans la commune de samatiguila	32 429 000	33 863 101	35 297 201
22040330585 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de samatiguila	24 879 000	25 979 219	27 079 437
22040330588 Développer l'enseignement primaire dans la commune de seguelon	55 120 000	57 557 560	59 995 120
22040330592 Développer l'enseignement primaire dans la commune de madinani	14 000 000	14 619 119	15 238 238
22040330596 Développer l'enseignement primaire dans la commune de seydogou	40 376 338	42 161 892	43 947 446
22040330600 Développer l'enseignement primaire dans la commune de gbeleban	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040330608 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dioulatiedougou	38 698 938	40 410 313	42 121 688
22040330612 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Bako	13 414 000	14 007 204	14 600 409
22040330613 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de Bako	3 000 000	3 132 668	3 265 337
22040330616 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'Odienné	31 458 448	32 849 628	34 240 808
22040330620 Développer l'enseignement primaire dans la commune de borotou	22 664 638	23 666 931	24 669 225
22040330624 Développer l'enseignement primaire dans la commune de ouaninou	26 321 000	27 484 988	28 648 976
22040330628 Développer l'enseignement primaire dans la commune de quinteguela	15 550 000	16 237 664	16 925 329

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040330632 Développer l'enseignement primaire dans la commune de koonan	4 288 235	4 477 873	4 667 510
22040330633 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de koonan	23 106 411	24 128 241	25 150 071
22040330635 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la commune de koro	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040330636 Développer l'enseignement primaire dans la commune de koro	15 500 000	16 185 453	16 870 906
22040330640 Développer l'enseignement primaire dans la commune de booko	17 000 000	17 751 787	18 503 575
22040330644 Développer l'enseignement primaire dans la commune de touba	8 689 667	9 073 948	9 458 230
22040330648 Développer l'enseignement primaire dans la commune tortiya	11 000 438	11 486 908	11 973 378
22040330652 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tafire	58 914 822	61 520 200	64 125 577
22040330653 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de tafire	2 534 000	2 646 061	2 758 121
22040330656 Développer l'enseignement primaire dans la commune de satama-sokoura	29 500 000	30 804 572	32 109 144
22040330659 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la commune de satama-sokoro	29 000 000	30 282 461	31 564 922
22040330660 Développer l'enseignement primaire dans la commune de satama-sokoro	4 614 135	4 818 185	5 022 235
22040330664 Développer l'enseignement primaire dans la commune niakaramadougou	27 500 000	28 716 127	29 932 253
22040330672 Développer l'enseignement primaire dans la commune de foubolo	34 959 230	36 505 225	38 051 219
22040330676 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Dabakala	44 000 000	45 945 803	47 891 605
22040330680 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bonieredougou	29 500 000	30 804 572	32 109 144
22040330684 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bassawa	12 000 000	12 530 673	13 061 347
22040330688 Développer l'enseignement primaire dans la commune de katiola	61 848 429	64 583 539	67 318 649
22040330692 Développer l'enseignement primaire dans la commune de sakassou	47 000 000	49 078 471	51 156 942
22040330693 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de sakassou	750 035	783 204	816 372
22040330700 Développer l'enseignement primaire dans la commune de beoumi	33 964 637	35 466 648	36 968 659
22040330701 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de beoumi	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040330704 Développer l'enseignement primaire dans la commune de diabo	35 227 000	36 784 836	38 342 672
22040330708 Développer l'enseignement primaire dans la commune de botro	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040330712 Développer l'enseignement primaire dans la commune de djebonoua	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040330716 Développer l'enseignement primaire dans la commune de brobo	27 885 000	29 118 152	30 351 305
22040330720 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bouake	29 339 000	30 636 452	31 933 905
22040330721 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de bouake	25 000 000	26 105 570	27 211 139
22040330723 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tiemelekro	20 129 673	21 019 863	21 910 053
22040330729 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de m'batto	14 521 000	15 163 159	15 805 318
22040330736 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'arrah	4 400 000	4 594 580	4 789 161
22040330740 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'anoumaba	30 000 856	31 327 577	32 654 299
22040330749 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de ouelle	17 000 000	17 751 787	18 503 575
22040330752 Développer l'enseignement primaire dans la commune de m'bahiakro	16 480 716	17 209 539	17 938 362
22040330756 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'etrokro	12 000 000	12 530 673	13 061 347

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
22040330760 Développer l'enseignement primaire dans la commune de daoukro	28 000 000	29 238 238	30 476 476
22040330764 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kouassi-kouassikro	80 220 349	83 767 916	87 315 484
22040330768 Développer l'enseignement primaire dans la commune de dimbokro	14 618 000	15 264 449	15 910 897
22040330769 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de dimbokro	19 000 000	19 840 233	20 680 466
22040330772 Développer l'enseignement primaire dans la commune de bocanda	5 921 021	6 182 865	6 444 709
22040330773 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de bocanda	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040330776 Développer l'enseignement primaire dans la commune de toumodi	12 210 891	12 750 891	13 290 890
22040330777 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de toumodi	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040330784 Développer l'enseignement primaire dans la commune de tiebissou	11 100 000	11 590 873	12 081 746
22040330788 Développer l'enseignement primaire dans la commune de kokumbo	52 500 525	54 822 244	57 143 964
22040330789 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de kokumbo	49 705 000	51 903 094	54 101 187
22040330793 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de djekanou	7 000 000	7 309 559	7 619 119
22040330797 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune de didievi	20 000 021	20 884 478	21 768 934
22040330800 Développer l'enseignement primaire dans la commune d'attiegouakro	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040330801 Développer l'enseignement préélémentaire dans la commune d'attiegouakro	28 360 319	29 614 491	30 868 664
22040330804 Développer l'enseignement primaire dans la commune de Yamoussoukro	20 000 000	20 884 456	21 768 911
2204034 Coordination du développement de la protection sociale dans les districts autonomes	15 000 000	15 663 342	16 326 684
4 - Investissements	15 000 000	15 663 342	16 326 684
Trésor	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040340005 Développer la lutte contre le chômage dans le district de yakro	15 000 000	15 663 342	16 326 684
2204035 Coordination du développement de la protection sociale dans les régions	190 098 000	198 504 664	206 911 326
4 - Investissements	190 098 000	198 504 664	206 911 326
Trésor	190 098 000	198 504 664	206 911 326
22040350006 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la région du bélier	31 200 000	32 579 751	33 959 502
22040350062 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la région du kabadougou	100 000 000	104 422 279	108 844 557
22040350086 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la région dans la bagoue	30 000 000	31 326 684	32 653 367
22040350166 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la région du guemon	10 000 000	10 442 228	10 884 456
22040350212 Protéger les familles et les enfants dans la région de gontougo	18 898 000	19 733 722	20 569 444
2204036 Coordination du développement de la protection sociale dans les communes	56 777 770	59 288 642	61 799 512
4 - Investissements	56 777 770	59 288 642	61 799 512
Trésor	56 777 770	59 288 642	61 799 512
22040360030 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la commune de djekanou	8 000 000	8 353 782	8 707 565
22040360174 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la commune de bouake	15 000 000	15 663 342	16 326 684
22040360190 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la commune de djebonoua	6 000 000	6 265 337	6 530 673
22040360204 Protéger les familles et les enfants dans la commune de diabo	16 777 770	17 519 730	18 261 689
22040360988 Protéger les familles et les enfants dans la commune de logouale	11 000 000	11 486 451	11 972 901

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22040 Décentralisation	89 414 810 055	91 397 884 934	94 425 287 113
2204037 Appui pour le fonctionnement des collectivités	719 933 349	734 505 804	749 078 260
3 - Transferts	719 933 349	734 505 804	749 078 260
22040370001 Provision pour fonctionnement des collectivités territoriales	719 933 349	734 505 804	749 078 260
2204038 Appui pour le développement des collectivités	1 394 430 119	1 456 095 703	1 517 761 287
4 - Investissements	1 394 430 119	1 456 095 703	1 517 761 287
Trésor	1 394 430 119	1 456 095 703	1 517 761 287
22040380001 Provision pour investissement des collectivités territoriales	1 394 430 119	1 456 095 703	1 517 761 287

III.3. Programme 3 : Administration du territoire et identification

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Administration Territoriale et Identification						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Commentaire des indicateurs : méthode de calcul et moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Renforcer la cohésion sociale	Taux de réalisation des activités du plan d'action du programme	79%	100%	100%	100%	Nombre d'activités du plan d'action réalisées / Nombre total des activités du plan d'action Source : Rapport d'activités / DGAT
	Nombre d'Autorités Préfectorales bénéficiant de baux	407	399	399	399	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGAT
	Proportion d'Autorités Préfectorales dotées en matériel roulant	30%	35%	40%	50%	Nombre d'Autorités Préfectorales dotées en matériel roulant / Nombre total d'Autorités Préfectorales Source : Rapport d'activités / DGAT
OS2 : Assurer un fonctionnement optimal des services de l'Etat-Civil et de l'Identification	Taux d'enrôlement	-	30%	70%	85%	Nombre de personnes enrôlées / population cible Source : Rapport d'activités / ONECI
	Taux de production de titres de séjour	-	30%	70%	85%	Nombre de titres de séjour produits / Nombres de personnes enrôlées Source : Rapport d'activités / ONECI
OS2 : Assurer un fonctionnement optimal des services de l'Etat-Civil et de l'Identification	Taux de déploiement de la solution de l'Etat-Civil	-	50%	100%	100%	Nombre de centres et bureaux d'Etat-Civil pourvus de la solution / Nombres total de centres et bureaux d'Etat-Civil devant bénéficier de la solution Source : Rapport d'activités / ONECI
	Taux de déploiement de la solution de flux migratoire	-	100%	100%	100%	Nombre de postes frontières équipés en solution de flux migratoire / Nombres total de postes frontières à équiper en solution de flux migratoire Source : Rapport d'activités / ONECI

Programme 3 : Administration Territoriale et Identification						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Commentaire des indicateurs : <i>méthode de calcul et moyen de vérification</i>
			2021	2022	2023	
OS3 : Promouvoir la laïcité de l'Etat et la liberté de culte	Proportion de régions intégrées dans la base de données géo-référencées des sites religieux et des associations culturelles	3%	30%	35%	40%	Nombre de régions intégrées dans la base de données géo-référencées des sites religieux et des associations culturelles / Nombre total de régions à intégrer Source : Rapport d'activité / DG Cultes
	Nombre de pèlerins chrétiens pris en charge	5000	5000	5000	5000	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DG Cultes
	Nombre de pèlerins musulmans bénéficiaires d'un appui	6000	7000	7000	7000	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DG Cultes
	Nombre de rencontres interconfessionnelles organisées	02	04	04	04	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DG Cultes

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME III : ADMINISTRATION TERRITORIALE ET IDENTIFICATION	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
Dépenses de personnel	49 407 180 025	53 101 463 519	55 457 927 825
Dépenses en biens et services	4 043 234 465	4 415 172 810	4 749 887 293
Transferts	1 587 882 605	301 157 376	348 420 613
Investissements	14 859 980 000	16 189 996 622	18 817 517 172
<i>Trésor</i>	4 259 980 000	4 259 980 000	4 259 980 000
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	10 600 000 000	11 930 016 622	14 557 537 172

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
2204101 Renforcement et amélioration de l'offre de service de l'administration du territoire	55 280 594 490	59 362 615 746	62 029 656 690
1 - Personnels	47 657 180 025	51 371 231 364	53 706 875 903
22041010001 Veiller au paiement de la solde des personnels de l'Administration du Territoire	47 592 250 021	51 308 202 509	53 642 323 971
22041010621 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de Département d'Akoupé	61 380 104	59 582 896	61 022 702
22041010622 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de Département de Prikro	540 000	524 189	536 856

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010625 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de la Région du Denguélé (Odienné)	810 000	786 283	805 284
22041010626 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de Département de Tiébiissou	1 620 000	1 572 566	1 610 567
22041010627 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de Département de Katiola	579 900	562 921	576 523
2 - Biens et services	4 003 434 465	4 371 404 382	4 702 800 787
22041010010 Gérer les baux de l'administration du territoire	620 000 000	681 819 695	733 508 438
22041010021 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Samago	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010022 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sandegué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010023 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Napié	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010024 Coordonner les activités de développement dans le Département de Boundiali	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010025 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lauzoua	4 871 480	5 357 211	5 763 342
22041010026 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Hiré	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010027 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dabou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010028 Coordonner les activités de développement dans le Département de Touba	12 323 043	13 551 764	14 579 123
22041010029 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Etueboué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010030 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zagné	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010031 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dignago	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010032 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Anyama	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010033 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lakota	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010034 Coordonner les activités de développement dans le Département de Guéyo	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010035 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Pakouabo (Bouaké)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010036 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Goudouko	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010037 Coordonner les activités de développement dans le Département de Prikro	10 409 540	11 447 467	12 315 298
22041010038 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Katiola	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010039 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lomokankro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010040 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiobly	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010041 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dualla	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010042 Coordonner les activités de développement dans le Département de Nassian	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010043 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouto	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010044 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bangakagni-Tomora	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010045 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oghlwapo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010046 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Guessankro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010047 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de M'Batto	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010048 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assikoi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010049 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gueyo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010050 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Pacobo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010051 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dogbo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010052 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Founbesso	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010053 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Amélékia	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010054 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sominassé	4 429 852	4 871 549	5 240 862

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010055 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Siempurgo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010056 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kaadé (Guiglo)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010057 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bahouakaha (Sinématiali)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010058 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kokumbo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010059 Coordonner les activités de développement dans le Département de Séguéla	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010060 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kanzra	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010061 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bondo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010062 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tiassalé	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010063 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbéléban	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010064 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbapleu	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010065 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sarhala	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010066 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oupoyo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010067 Coordonner les activités de développement dans le Département de Grand-Bassam	12 158 213	13 370 498	14 384 116
22041010068 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zéo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010069 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiapoum	4 871 480	5 357 211	5 763 342
22041010070 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Songon	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010071 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bondoukou	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010072 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Logoualé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010073 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Seitifla	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010074 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aboudé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010075 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kamalo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010076 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kimbirila-Nord	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010077 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djouroutou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010078 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niofoin	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010079 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Baya	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010080 Coordonner les activités de développement dans le Département de Fresco	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010081 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Liliyo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010082 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kossou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010083 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Brofodoumé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010084 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Taiï	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010085 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bangolo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010086 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Saïoua	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010087 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouadioblékro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010088 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ouaninou	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010089 Coordonner les activités de développement dans le Département de Zouan-Hounien	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010090 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dianra	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010091 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guéhiébly	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010092 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guiglo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010093 Coordonner les activités de développement dans le Département de Abengourou	12 136 732	13 346 876	14 358 703

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010094 Coordonner les activités de développement dans le Département de Aboisso	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010095 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiémé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010096 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bougoussou (Odienné)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010097 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Vavoua	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010098 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Karaoua	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010099 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grabo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010101 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tougbo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010102 Coordonner les activités de développement dans le Département de Alépé	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010103 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Katiali	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010104 Coordonner les activités de développement dans le Département de Abidjan	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010105 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Abigui (Dimbokro)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010106 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Guézou (Facobly)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010107 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sangouiné	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010108 Coordonner les activités de développement dans le Département de Taabo	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010109 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kahin-Zarabaon	4 189 837	0	0
22041010110 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Ganon	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010111 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010112 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Duékoué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010113 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mahandiana-Sokourani	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010114 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kiémoú	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010115 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Buyo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010116 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kombolokoura	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010117 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Youndouo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010118 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sorobango	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010119 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zaranou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010120 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aboisso	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010121 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doké	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010122 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bédiala	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010123 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Maféré	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010124 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Séguéla	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010125 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Alépé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010126 Coordonner les activités de développement dans le Département de Doropo	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010127 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gregbeu	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010128 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tiédjo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010129 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gonaté	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010130 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ebilassokro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010131 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Péhé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010132 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiassalé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010133 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Loviguié	4 429 852	4 871 549	5 240 862

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010134 Coordonner les activités de développement dans le Département de Lakota	9 906 759	10 894 554	11 720 469
22041010135 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gogo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010136 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bécouéfin	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010137 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kani	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010138 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sémian	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010139 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bagohouo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010140 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ayamé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010141 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tankessé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010142 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Nafana	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010143 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiébissou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010144 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ebounou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010145 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dimandougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010146 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bongouanou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010147 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouétinfla	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010148 Coordonner les activités de développement dans le Département de M'Bahiakro	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010149 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Korhogo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010150 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Agboville	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010151 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Débété	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010152 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Attiéouakro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010153 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ouangolodougou	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010154 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Biankouma	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010156 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kouibli	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010157 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yopohué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010158 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bengassou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010159 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Odienné	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010160 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boli (Didiévi)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010161 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dimbokro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010162 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Issia	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010163 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tienkouakro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010164 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Douci	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010165 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adjouan	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010166 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Djangokro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010167 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Borotou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010168 Coordonner les activités de développement dans le Département de Agnibilékrou	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010169 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Minignan	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010170 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bayota	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010171 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Toumoukoro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010172 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toulepleu	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010173 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sakassou	4 429 852	4 871 549	5 240 862

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010174 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gboguhé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010175 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gomon	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010176 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de M'Bahiakro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010177 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kpata	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010178 Coordonner les activités de développement dans le Département de Toulepleu	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010179 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Languibonou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010180 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Dahiri	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010181 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sassandra	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010182 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Attobrou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010183 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doulatiédougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010184 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakasse-Mé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010185 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Niéméné (Dabakala)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010186 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Lolobo (Béoumi)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010187 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Anianou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010188 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guintéguéla	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010190 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sapli	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010191 Coordonner les activités de développement dans le Département de Koro	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010192 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kononfia	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010193 Coordonner les activités de développement dans le Département de Blolequin	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010194 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Katogo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010195 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bodokro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010196 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Médon	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010197 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bingerville	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010198 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gbangbegouiné-Yati	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010199 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sikolo (Kong)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010200 Coordonner les activités de développement dans le Département de San-Pédro	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010201 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sikensi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010202 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Annépé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010203 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bobi (Séguéla)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010204 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zouan-Hounien	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010205 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zaïbo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010206 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Angoda	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010207 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakassé-Attobrou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010208 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Agou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010209 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Okrouyo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010210 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'douffoukankro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010211 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Morondo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010212 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Madinani	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010213 Coordonner les activités de développement dans le Département de Soubré	12 136 732	13 346 876	14 358 703

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010214 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zuénoula	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010215 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Seydougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010216 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Saboudougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010217 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Niédiékaha	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010218 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sinematiali	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010219 Coordonner les activités de développement dans le Département de Buyo	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010220 Coordonner les activités de développement dans le Département de Daloa	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010221 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kounahiri	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010222 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sifié	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010223 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Téapleu	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010224 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bouko	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010225 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tieningboué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010226 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'Zékrézéssou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010227 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kokomian	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010228 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ferkessédougou	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010229 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yorobodi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010230 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yamoussoukro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010231 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Zatry	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010232 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Goloblasso	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010233 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Afféry	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010234 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Didievi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010235 Coordonner les activités de développement dans le Département de Arrah	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010236 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adiaké	4 832 566	5 314 417	5 717 304
22041010237 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ahouanou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010238 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouaflé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010239 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koua	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010240 Coordonner les activités de développement dans le Département de Daoukro	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010241 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gagnoa	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010242 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kounahiri	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010243 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Lahou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010244 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbagbam	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010245 Coordonner les activités de développement dans le Département de Katiola	12 676 483	13 940 445	14 997 270
22041010246 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bilimono	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010247 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Worofla	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010248 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bocanda	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010249 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Foubolo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010250 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Blolequin	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010251 Coordonner les activités de développement dans le Département de Guitry	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010252 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Assahara	4 429 852	4 871 549	5 240 862

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010253 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nouamou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010254 Coordonner les activités de développement dans le Département de M'Batto	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010255 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kouassia-Naguini	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010256 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ouyably-Gnondrou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010257 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Nafana (Priro)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010258 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kagbolodougou (Sinématiali)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010259 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Olodio	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010260 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ananguié	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010261 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Morié	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010262 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Zagoué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010263 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yocoboué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010264 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tanda	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010265 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Becedi-Brignan	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010266 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Amanvi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010267 Coordonner les activités de développement dans le Département de Oumé	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010268 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dikodougou	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010269 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Morokro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010270 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bin-Houyé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010271 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tié-N'dékro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010272 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouibly	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010273 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aboisso-Comoé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010274 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guessabo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010275 Coordonner les activités de développement dans le Département de Madinani	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010276 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Man	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010277 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Massala	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010278 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Podiagouiné	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010279 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bonoua	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010280 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djidji	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010281 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zaguiéta	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010283 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Fadiadougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010284 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nahio	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010285 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bonikro (Djékanou)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010286 Coordonner les activités de développement dans le Département de Yamoussoukro	17 089 237	18 793 192	20 217 903
22041010287 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Krégbé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010288 Coordonner les activités de développement dans le Département de Gbéléban	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010289 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Divo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010290 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Lataha	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010291 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Abongoua	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010292 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ganaoni	4 429 852	4 871 549	5 240 862

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010293 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Famienkro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010294 Coordonner les activités de développement dans le Département de Gagnoa	12 323 043	13 551 764	14 579 123
22041010295 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Brobo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010296 Coordonner les activités de développement dans le Département de Djékanou	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010297 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dimbokro	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010298 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kanakono	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010299 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boundiali	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010300 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Marabadjassa Béoumi)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010301 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Karakoro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010302 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Totrodou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010303 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sédiogo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010304 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guiembé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010305 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diegonéfla	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010306 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sinfra	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010307 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Andé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010308 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bongouanou	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010309 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Appimandoum	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010310 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ogoudou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010311 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sohouo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010312 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djékanou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010313 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ayaou-Sran	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010314 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diawala	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010315 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Taabo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010316 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niambézaria	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010317 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bouaflé	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010318 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guézon	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010319 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koffi-Amonkro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010320 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Béréby	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010321 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Manhandougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010322 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Papara	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010323 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tafiré	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010325 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dabou	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010326 Coordonner les activités de développement dans le Département de Jacquévill	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010327 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de M'Bengué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010328 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oress-Krobou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010329 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tabagne	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010330 Coordonner les activités de développement dans le Département de Mankono	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010331 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bianoua	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010332 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Anoumaba	4 429 852	4 871 549	5 240 862

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010333 Coordonner les activités de développement dans le Département de Transua	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010334 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sianhala	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010335 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sérihio	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010336 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bako	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010337 Coordonner les activités de développement dans le Département de Agboville	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010338 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Yapleu	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010339 Coordonner les activités de développement dans le Département de Adzopé	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010340 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Mékro (Kouassi-Kouassikro)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010341 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tiapoum	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010342 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bieby	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010343 Coordonner les activités de développement dans le Département de Odienné	12 890 903	14 176 245	15 250 945
22041010344 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ferkessedougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010345 Coordonner les activités de développement dans le Département de Méagui	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010346 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bacanda	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010347 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bouna	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010348 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sipilou	9 806 760	10 784 586	11 602 162
22041010349 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Noé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010350 Coordonner les activités de développement dans le Département de Duékoué	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010351 Coordonner les activités de développement dans le Département de Niakara	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010352 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de BoniéréDougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010353 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Molonou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010354 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouassi-kouassikro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010355 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Koni (Korhogo)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010356 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guépahouo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010357 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tanguelan	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010358 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ondéfidou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010359 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Cechi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010360 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Taoudi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010361 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bangolo	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010362 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de arikokaha	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010363 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Béoumi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010364 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sago	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010365 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouragahio	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010366 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bonon	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010367 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Santa	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010368 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Badikaha	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010369 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tengréla	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010370 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bongéra	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010371 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dairo-Houyé (Guitry)	4 429 852	4 871 549	5 240 862

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010372 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Méo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010373 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Didoko	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010374 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zikisso	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010375 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Zou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010376 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sakassou	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010377 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Dianra-Village	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010378 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adaou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010379 Coordonner les activités de développement dans le Département de Issia	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010380 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Goulaleu	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010381 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Arrah	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010382 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Botro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010383 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Nafoun	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010384 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toumodi-Sakassou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010385 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakpabo-Sakassou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010386 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Booko	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010387 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Komborodougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010388 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Banneu	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010389 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koumbala	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010390 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Béoué-Zibiao	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010391 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Iboguhé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010392 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Satama-Sokoura	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010393 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bocanda	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010394 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djébonoua	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010395 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de tienko	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010396 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kani	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010397 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ettrokro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010398 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Molonou-Bié	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010399 Coordonner les activités de développement dans le Département de Adiaké	10 309 474	11 337 422	12 196 913
22041010400 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Yézimala (Bondoukou)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010401 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Séguélon	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010402 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koonan	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010403 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbon	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010404 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de assié-Koumassi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010405 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ziogouiné	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010406 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niakaramadougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010407 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Boahia	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010408 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Lobakuya	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010409 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Voueboubla	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010410 Coordonner les activités de développement dans le Département de Divo	12 136 732	13 346 876	14 358 703

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010411 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tonla	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010412 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bouandougou (Mankono)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010413 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sirasso	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010414 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Zonneu	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010415 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Touba	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010416 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gadouan	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010417 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tengréla	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010418 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouassi-Datékro	4 420 852	4 861 651	5 230 214
22041010419 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tanda	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010420 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Toukouzou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010421 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sokala-Sobaka	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010422 Coordonner les activités de développement dans le Département de Téhini	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010423 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Jacquerville	4 871 480	5 357 211	5 763 342
22041010424 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gbangbéguiné	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010425 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kong	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010426 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toupah	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010427 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bettié	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010428 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Dassougbokho	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010429 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kolia	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010430 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gohitafla	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010431 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guitry	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010432 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kouassi-Kouassikro	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010433 Coordonner les activités de développement dans le Département de Facobly	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010434 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bassawa	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010435 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dakpadou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010436 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niellé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010437 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Niamoué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010438 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Samatiguila	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010439 Coordonner les activités de développement dans le Département de Taï	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010440 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouaké	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010441 Coordonner les activités de développement dans le Département de Vavoua	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010442 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ananda	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010443 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Guinglo-Tahouaké	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010444 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Daloa	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010445 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yaou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010446 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Bassam	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010447 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mankono	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010448 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bondoukou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010449 Coordonner les activités de développement dans le Département de Korhogo	12 136 732	13 346 876	14 358 703

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010450 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guiberoua	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010451 Coordonner les activités de développement dans le Département de Yakassé-Attobrou	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010452 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Timbé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010453 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kong	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010454 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zéaglo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010455 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doba	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010456 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Maminigui (Zuenoula)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010457 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tagadi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010458 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lolobo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010459 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guessiguié	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010460 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Téhini	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010461 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gouméré	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010462 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gbongaha	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010463 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fronan	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010464 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diabo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010465 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koun-Fao	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010466 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Togonieré	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010467 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tibéita	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010468 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Diamba (Tanda)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010469 Coordonner les activités de développement dans le Département de Biankouma	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010470 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Daleu	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010471 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assinie-Mafia	9 859 709	10 842 813	11 664 807
22041010472 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Akoboissué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010473 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kotobi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010474 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niablé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010475 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Laoudiba	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010476 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nébo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010477 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Abengourou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010478 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nidrou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010479 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dahiépa-Kehi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010480 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tiébissou	11 415 101	12 553 292	13 504 955
22041010481 Coordonner les activités de développement dans le Département de Botro	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010482 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bazré	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010483 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aniassué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010484 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adzopé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010485 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Méadji	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010486 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assuefry	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010487 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sikensi	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010488 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nassian	4 429 852	4 871 549	5 240 862

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010489 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boguedia	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010490 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbégbéssou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010491 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kimirila-Sud (Samatiguila)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010492 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djibrosso	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010494 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kouto	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010495 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Allosso (Alépé)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010496 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dabakala	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010497 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Ando-Kékrénou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010498 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Séileu (Danané)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010499 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sinématiali	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010500 Coordonner les activités de développement dans le Département de Grand-Lahou	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010501 Coordonner les activités de développement dans le Département de Koun-Fao	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010502 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kaniasso	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010503 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Dibri-Asrikro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010504 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Namané (Issia)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010505 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gbon-Houyé (Danané)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010506 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mahapleu	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010507 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tortiya	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010508 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sokoro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010509 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Damé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010510 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bléniméouin	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010511 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mahandallah	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010512 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Akoupé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010513 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bouaké	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010514 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dabouyo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010515 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tioniaradougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010516 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fakobly	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010517 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zoukougueu	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010518 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sinfra	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010519 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sipilou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010520 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouna	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010521 Coordonner les activités de développement dans le Département de Samatiguila	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010522 Coordonner les activités de développement dans le Département de Béoumi	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010523 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oumé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010524 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Soubré	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010525 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Agnibilekro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010526 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kondrobo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010527 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Goulia	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010528 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tabou	4 429 852	4 871 549	5 240 862

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010529 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lopou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010530 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiémélékro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010531 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bogouiné	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010532 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dania	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010533 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Daoukro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010534 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kongasso	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010535 Coordonner les activités de développement dans le Département de Guiglo	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010536 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grihiri	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010537 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbonné	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010538 Coordonner les activités de développement dans le Département de Attiéguakro	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010539 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kpouebo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010540 Coordonner les activités de développement dans le Département de Séguélon	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010542 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Danguira	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010544 Coordonner les activités de développement dans le Département de Zoukougbeu	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010545 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Azaguié	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010546 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gnagbodougnoa	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010547 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nofou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010548 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Binao-Boussoué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010549 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gohouo-Zagna	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010550 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kaniasso	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010551 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doropo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010552 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouaninou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010553 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bongo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010554 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Transua	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010555 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nikosso	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010556 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kasséré	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010557 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tiény-Siably	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010558 Coordonner les activités de développement dans le Département de Man	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010559 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Diarabana (Séguéla)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010560 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Tapéguia	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010561 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Iriéfla	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010562 Coordonner les activités de développement dans le Département de Danané	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010563 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tabou	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010564 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouangolodougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010565 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Bougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010566 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sassandra	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010567 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouakro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010568 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bakoubly	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010569 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dianra	9 906 760	10 894 556	11 720 470

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010570 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakassé-Féyassé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010571 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Danané	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010572 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kanoroba	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010573 Coordonner les activités de développement dans le Département de Toumodi	12 141 243	13 351 837	14 364 039
22041010574 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kotouba	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010575 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dieouzon	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010576 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toumodi	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010577 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Pinda-Boroko	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010578 Coordonner les activités de développement dans le Département de Zouénoula	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010579 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Attoutou-A	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010580 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Boron	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010581 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Sandougou-soba (Man)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010582 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Yorodougou (Sipilou)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010583 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Priro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010584 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gabiadji	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010585 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sandégué	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010586 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Galébré	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010587 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Gouiné (Biankouma)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010588 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diamarakro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010589 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouélé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010590 Coordonner les activités de développement dans le Département de Minigan	12 136 732	13 346 876	14 358 703
22041010591 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bettié	4 429 252	4 870 889	5 240 152
22041010592 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Rubino	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010593 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Fengolo (Madinani)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010594 Coordonner les activités de développement dans le Département de M'Bengué	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010595 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dufrebo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010596 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gagoré (Lakota)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010597 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dabakala	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010598 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fresco	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010599 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Blességué	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010600 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dikodougou	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010601 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Raviart (Didivié)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010602 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Satama-Sokoro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010603 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Kouan-Houlé	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010604 Coordonner les activités de développement dans le Département de Akoupé	10 092 975	11 099 338	11 940 777
22041010605 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de N'Guessankro (Béoumi)	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010606 Coordonner les activités de développement dans le Département de Didiévi	9 906 760	10 894 556	11 720 470
22041010607 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de San-Pédro	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010608 Coordonner les activités de développement dans la Sous-Préfecture de Blapleu	4 429 852	4 871 549	5 240 862

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
22041010609 Appuyer les processus électoraux	20 000 000	0	0
22041010610 Coordonner les activités des circonscriptions administratives	71 206 967	78 306 958	84 243 403
22041010615 Encadrer la vie associative et les professions réglementées	11 053 796	12 155 960	13 077 503
22041010616 Encadrer le fonctionnement des circonscriptions administratives	11 002 108	12 099 119	13 016 352
22041010630 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zanzra	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010631 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zégo	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010632 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dioman	4 429 852	4 871 549	5 240 862
22041010634 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbolouville	4 189 836	0	0
4 - Investissements	3 619 980 000	3 619 980 000	3 619 980 000
Trésor	3 619 980 000	3 619 980 000	3 619 980 000
22041010017 Construire, réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Préfectures	869 680 000	869 680 000	869 680 000
22041010019 Construire, réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Sous-Préfectures	970 000 000	970 000 000	970 000 000
22041010617 Acquérir des véhicules de fonction au profit des Autorités Préfectorales	1 590 300 000	1 590 300 000	1 590 300 000
22041010633 Réhabiliter le bâtiment de la DGAT	190 000 000	190 000 000	190 000 000
2204103 Modernisation du processus d'identification des populations	14 478 923 305	14 476 124 512	17 152 066 532
1 - Personnel	1 750 000 000	1 730 232 155	1 751 051 922
22041030012 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONECI	1 700 000 000	1 680 796 951	1 701 021 867
22041030014 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à ONI-L	50 000 000	49 435 204	50 030 055
3 - Transferts	1 488 923 305	175 875 735	203 477 438
22041030001 Identifier les populations/ONECI	61 576 615	77 955 476	90 189 705
22041030009 Effectuer des transferts à l'ONECI pour prendre en charge les dépenses d'investissement	77 346 690	97 920 259	113 287 733
22041030013 Appuyer le processus de modernisation de l'Etat civil/ONECI	850 000 000	0	0
22041030015 Apurer les passifs de l'ex-ONI	500 000 000	0	0
4 - Investissements	11 240 000 000	12 570 016 622	15 197 537 172
Trésor	640 000 000	640 000 000	640 000 000
22041030010 Mettre en place un système d'identification de base/ONECI	640 000 000	640 000 000	640 000 000
Financement extérieur	10 600 000 000	11 930 016 622	14 557 537 172
22041030010 Mettre en place un système d'identification de base/ONECI	10 600 000 000	11 930 016 622	14 557 537 172

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22041 Administration territoriale et identification	69 898 277 095	74 007 790 327	79 373 752 903
2204104 Renforcement de l'encadrement de la vie culturelle et promotion de la laïcité de l'Etat	138 759 300	169 050 069	192 029 681
2 -Biens et services	39 800 000	43 768 428	47 086 506
22041040001 Elaborer le Plan Stratégique de Promotion de la Laïcité	10 500 000	11 546 947	12 422 319
22041040002 Elaborer la loi portant création, organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur des Religions et des Convictions	9 300 000	10 227 297	11 002 626
22041040006 Elaborer et suivre la politique nationale des cultes	20 000 000	21 994 184	23 661 561
3 -Transferts	98 959 300	125 281 641	144 943 175
22041040005 Appuyer les associations et confessions religieuses	38 409 078	48 625 570	56 256 802
22041040008 Encadrer et suivre l'organisation des pèlerinages chrétiens	25 871 958	32 753 681	37 894 000
22041040009 Encadrer et suivre l'organisation des pèlerinages musulmans	19 678 064	24 912 263	28 821 961
22041040010 Superviser le déroulement du pèlerinage musulman en Arabie Saoudite	15 000 200	18 990 127	21 970 412

III.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.3.1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME : COMPTE SPECIAUX	182 690 110 000	208 892 420 095	226 275 510 954
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	182 690 110 000	208 892 420 095	226 275 510 954
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
23200 Comptes Spéciaux du Trésor	182 690 110 000	208 892 420 095	226 275 510 954
2320001 Gestion des Comptes spéciaux du trésor	182 690 110 000	208 892 420 095	226 275 510 954
3 -Transferts	182 690 110 000	208 892 420 095	226 275 510 954
3200010002 Transférer les recettes affectées aux Collectivités Territoriales	182 690 110 000	208 892 420 095	226 275 510 954

SECTION 324 : MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

SECTION 324 : MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la sécurité fragile liée au trafic des drogues et stupéfiants, à la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres;
- l'insuffisance d'équipements et de matériel de maintien d'ordre ;
- l'inadaptation du système de gestion des procédures de la Police (système manuel) ;
- la non-conformité des infrastructures sécuritaires aux normes internationales.
- l'insuffisance d'infrastructures et d'équipements de protection civile ;
- l'exposition fréquente des populations à des catastrophes tels que les inondations, effondrements, accidents de circulation, noyades, les pandémies etc. ;
- la faible capacité de l'ONPC à faire face aux catastrophes naturelles ;
- la méconnaissance des gestes de premiers secours par les populations ;
- l'insuffisance de textes réglementaires en matière de prévention des risques civils limitant l'action l'ONPC ;
- l'insuffisance de personnels qualifiés pour la gestion de certains risques particuliers ;
- l'insuffisance de textes réglementaires et de moyens de coercitions pour la prévention des risques d'incendie et de secours.

I.1.2. Réponses apportées

- la réhabilitation des services de Police (Préfectures, Districts, Commissariats, casernes, Directions et autres services) ;
- la dotation en armes et en tenues des fonctionnaires de police ;
- le redéploiement général des fonctionnaires de Police ;
- l'équipement des services de Police en matériel roulant, de communication et informatique ;
- la mise en place de l'Unité de Lutte contre le Racket (ULR) ;
- l'élaboration, avec les Partenaires Financiers et Techniques (PFT), du document relatif à la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) ;
- l'adoption du code d'éthique et de déontologie de la Police Nationale ;
- la création de l'Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale (ULCT).
- l'organisation de la formation technique initiale des pompiers civils ;
- l'organisation de campagnes de sensibilisation, d'information et de formation des populations et des acteurs de protection civile sur les risques civils;
- la réalisation de la cartographie des zones à risques dans onze (11) villes du pays ;
- l'acquisition d'équipement de protection civile (équipement de protection individuelle et collective, matériel et outillage, kit de secourisme etc.) ;
- le renforcement de l'offre d'infrastructures de protection civile (Centres de Secours d'Urgence, siège de l'ONPC à Abidjan en cours, Antennes Régionale de Protection Civile, Ecole Nationale de la Protection Civile etc.) ;
- l'activation du Plan Bleu (assistance aux victimes des inondations).

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite du renforcement des capacités opérationnelles des services de la Police nationale et de Protection Civile ;
- la sécurité sur l'ensemble du territoire national des personnes et des biens ;

- la sécurisation des processus électoraux ;
- la lutte contre le terrorisme ;
- la lutte contre la criminalité transnationale ;
- la lutte contre le racket et la corruption ;
- l'amélioration de la visibilité du Ministère (maintien confiance Police-Population) ;
- la protection des populations contre les catastrophes et sinistres ;
- le maillage du territoire national en infrastructure de sécurité et de protection civile ;
- la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des services du Ministère etc.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance du Ministère ;
- le renforcement de la sécurité des personnes et de leurs biens ;
- le renforcement de la protection civile.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les capacités opérationnelles des forces de sécurité sont renforcées ;
- l'offre de service en matière de protection civile est renforcée.

I.3. Missions du Ministère

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Sécurité intérieure et de Protection civile.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Sécurité intérieure

- gestion de la sécurité publique ;
- gestion de la sécurité des biens et des personnes ;
- gestion de la politique économique et financière ;
- gestion des renseignements généraux ;
- gestion de la surveillance du territoire ;
- gestion du contrôle de la police de la circulation transfrontalière des personnes ;
- gestion de la police des stupéfiants, des drogues et des mœurs ;
- gestion de la police générale : autorisation d'importation des armes et munitions, de détention et de port d'armes ;
- gestion de la police judiciaire ;
- gestion de la police scientifique ;
- gestion, en liaison avec le Ministre chargé des affaires étrangères, des missions de sécurité à l'étranger et des représentations de la police nationale au sein des organismes sous régionaux, régionaux et internationaux ;
- gestion de l'agrément et contrôle des sociétés privées de sécurité et de transport de fonds, et contrôle de leurs activités.

En matière de Protection civile

- élaboration des lois et règlements en matière de protection civile ;
- application et suivi de la réglementation en matière de prévention, de sensibilisation des populations et de secourisme ;
- organisation, direction et coordination des secours en cas de sinistres, de catastrophes d'origine naturelle, technologique ou humaine ;
- coordination et suivi des plans techniques d'urgence ;
- planification des secours et des équipements ;
- participation à la protection des biens culturels en temps de paix comme en temps de guerre, en liaison avec le ministre chargé de la culture ;
- suivi de l'application des lois et règlements en matière de protection de la nature, en liaison avec les ministres chargés de l'environnement et des eaux et forêts ;
- coordination de la gestion des risques majeurs en environnement, en liaison avec les ministres chargés de l'environnement et des eaux et forêts ;
- participation au contrôle des installations classées, en liaison avec les ministres chargés de l'environnement et des eaux et forêts ;
- suivi de la mise en œuvre du code de l'eau, en liaison avec les ministres concernés ;
- participation à la lutte contre les épidémies et les épizooties ;
- coordination et mise en œuvre opérationnelle des plans d'organisation des secours médicaux, en liaison avec les ministres intéressés et les organismes privés compétents en matière de secours d'urgence et de transport sanitaire ;
- participation à la gestion des réfugiés et des apatrides ;
- organisation et coordination opérationnelle des secours dans le cadre de l'action humanitaire ;
- participation au contrôle des normes de sécurité en matière de construction, d'urbanisme et d'habitat, en liaison avec les Ministres chargés de la Construction et de l'Urbanisme, de l'Assainissement et du Logement.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Sécurité Intérieure ;
- Programme 3 : Protection Civile.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale, Direction des Affaires Financières, Direction de la Transmission et des Systèmes d'Information, Service de la Communication et des Relations Publiques, Direction des Etudes, de la Planification et du Suivi-Evaluation, Direction des Ressources Humaines, Direction de la Logistique et des Infrastructures, Direction des Ecoles et Centres de Formation, Directions des Affaires Juridiques et du Contentieux, Direction des la Statistique et des Archives, Cellule de Passation des Marchés Publics, Direction de la Coopération Internationale			
Programme 2 : Sécurité Intérieure	Direction Générale de la Police Nationale Direction des Services de Santé Comité Interministériel de la Lutte Anti-Drogue Service Armes et Munitions Direction des Examens et Concours Ecole de Police d'Abidjan Ecole de Police de Korhogo Direction de la Surveillance du Territoire Direction de la Sécurité Publique Direction de la Police Criminelle Direction de la Police des Stupéfiants et des Drogues Direction de la Police Economique et Financière Direction des Renseignements Généraux Direction Centrale de la Police Judiciaire Direction des Unités d'Intervention Direction de la Police Scientifique Direction de l'Identification Judiciaire Direction du Laboratoire Central de la Police Direction de l'Informatique et des Traces Technologiques Unité de lutte contre la Criminalité Transnationale Unité de lutte contre le Racket	CRFLD ComNat- ALPC	- Réhabilitation, extension et équipement Direction Centrales DGPN - Réhabiliter et rééquiper 30 commissariats et 04 préfectures de police en zone CNO - Réfection de Commissariats - Réhabilitation casernes et commissariats - Equipement de la Police Scientifique en matériels techniques - Equipements des Commissariats en Mobilier et matériel de bureau autre qu'informatique - Programme d'Appui à la Sécurité Urbaine - Programme d'Urgence Sécurité	
Programme 3 : Protection Civile		ONPC	- Construire et équiper de nouvelles infrastructures de protection civile	

II.2. Performance globale du Ministère

Tableau 2 : Performance du Ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du Ministère	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP 1.1.2 : Personnels formés et qualifiés	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP 1.1.3 : Services fournis répondant aux normes de qualité	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
OG 2 : Contribuer à la sécurité des personnes et de leurs biens	RS 2.1 : les capacités opérationnelles des forces de sécurité sont renforcées	IP 2.2.1 : Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	Calculé par le Conseil National de Sécurité Source : Rapport d'activités Direction Générale de la Police Nationale
OG 3 : Améliorer la protection civile	RS 3.1 : l'offre de service en matière de protection civile est renforcée	IP 3.1.1 : Proportion d'infrastructures de protection civile fonctionnelles dans les régions	(Nombre d'infrastructures fonctionnelles / nombre d'infrastructures dans les régions) x 100 Source : Rapport d'activités Office National de la Protection Civile
		IP 3.1.2 : Taux de recrues de pompiers civils formés	(Nombre de recrues pompiers civils ayant reçu la formation initiale / Nombre de recrues pompiers civils à former) x 100 Source : Rapport d'activités Office National de la Protection Civile

II.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	171 619 430 561	147 528 539 336	155 565 594 845
1.1 Ressources Intérieures	171 619 430 561	147 528 539 336	155 565 594 845
1.1.1 Budget État	171 619 430 561	147 528 539 336	155 565 594 845
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
2. CHARGES	171 619 430 561	147 528 539 336	155 565 594 845
2.1 Personnel	104 167 235 315	111 823 481 304	116 734 008 975
2.1.1 Solde y compris EPN	104 167 235 315	111 823 481 304	116 734 008 975
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	26 520 675 095	28 579 019 083	30 587 195 880
2.3 Transferts et subventions	6 005 320 151	7 126 038 949	8 244 389 990
2.4 Investissement	34 926 200 000	0	0
Trésor	34 926 200 000	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures	Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	50%	100%	100%	100%	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues Source : Cabinet MSPC
	Nombre de rapports trimestriels d'inspection produits	4	4	4	4	Dénombrement Source : Inspection Générale
OS 2 : Promouvoir et mettre en œuvre une politique de gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'acteurs formés au Budget-Programme	57%	75%	85%	100%	Nombre d'acteurs formés au Budget-Programme / Nombre total d'acteurs budgétaires Source : Rapport d'activités Directions des Affaires Financières
	Taux de satisfaction des besoins en personnel	70%	80%	90%	95%	Besoins en personnel satisfait / Besoins en personnel exprimé Source : Rapport d'activités Direction des Ressources Humaines
	Taux d'exécution du budget	60%	70%	80%	90%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Rapport d'activités Directions des Affaires Financières
OS 3 : Améliorer le système de planification et d'information du ministère	Proportion des structures disposant d'un plan d'action	30%	60%	80%	100%	Structures disposant d'un plan d'action / Nombre de structures du ministère Source : Rapport d'activités Direction des Etudes, de la Planification et du Suivi-Evaluation

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		8 318 549 919	4 568 779 321	4 803 055 531
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	4 448 549 919	4 568 779 321	4 803 055 531
	Transferts	0	0	0
	Investissements	3 870 000 000	0	0
	Trésor	3 870 000 000	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21207 Administration Générale	8 318 549 919	4 568 779 321	4 803 055 531
2120701 Coordination et animation du ministère	6 725 322 746	3 050 139 997	3 169 288 177
2 - Biens et services	2 905 322 746	3 050 139 997	3 169 288 177
21207010001 Coordonner les activités du ministère	126 366 150	138 966 017	149 501 027
21207010002 Prendre en charge les frais liés à la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21207010003 Inspecter les services du ministère	21 600 000	23 753 719	25 554 486
21207010004 Mettre en oeuvre le CDMT du ministère	50 000 000	54 985 460	59 153 906
21207010005 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21207010006 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21207010007 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	50 000 000	50 000 000	50 000 000
21207010008 Prendre en charge les honoraires des agents de la Police sous contrat BNETD	18 180 162	18 180 162	18 180 162
21207010019 Appuyer les services du Ministère	100 000 000	109 970 919	118 307 813
21207010022 Organiser la planification générale des activités du Ministère	18 000 000	19 794 763	21 295 404
21207010025 Gérer et suivre les matières du Ministère	5 801 501	6 379 964	6 863 629
21207010027 Coordonner les activités des écoles et centres de formation	18 000 000	44 297 247	47 655 421
21207010028 Elaborer et mettre en œuvre la politique de coopération internationale du Ministère	18 000 000	19 794 764	21 295 406
21207010029 Gérer et suivre les matières du Ministère	18 000 000	19 794 762	21 295 404
21207010099 Gérer les activités d'abonnement du ministère	2 412 374 933	2 494 823 383	2 580 453 206

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21207 Administration Générale	8 318 549 919	4 568 779 321	4 803 055 531
4 Investissements	3 820 000 000	0	0
Trésor	3 820 000 000	0	0
21207010015 Gérer les situations d'urgence du ministère	3 820 000 000	0	0
2120702 Information et communication	67 097 598	60 282 448	64 852 460
2 Biens et services	67 097 598	60 282 448	64 852 460
21207020001 Coordonner la sécurisation des réseaux et des applications informatiques	5 500 000	6 048 400	6 506 929
21207020002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	22 280 876	10 997 091	11 830 780
21207020003 Elaborer et mettre en oeuvre la stratégie de Communication du ministère	6 682 358	7 348 650	7 905 751
21207020004 Organiser la communication des activités de la Police	4 373 908	4 810 027	5 174 674
21207020005 Concevoir et mettre en oeuvre les stratégies de communication de la sécurité	10 260 456	11 283 516	12 138 922
21207020006 Produire les statistiques et préserver les informations du Ministère	18 000 000	19 794 764	21 295 404
2120703 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	1 526 129 575	1 458 356 876	1 568 914 894
2 Biens et services	1 476 129 575	1 458 356 876	1 568 914 894
21207030001 Gérer les ressources humaines du ministère	57 397 974	63 121 080	67 906 288
21207030002 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	217 236 773	238 897 276	257 008 076
21207030003 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du ministère et des structures sous tutelle	27 500 000	30 242 003	32 534 651
21207030004 Coordonner la passation des marchés publics du ministère et suivre leur exécution	11 000 000	12 096 800	13 013 858
21207030006 Apporter un Appui aux fonctionnaires de Police	164 724 608	181 149 164	194 882 080
21207030032 Organiser la formation commune de base des recrues de la police	975 989 344	908 348 069	977 209 925
21207030033 Organiser la Formation initiale et continue	17 724 723	19 492 041	20 969 731
21207030034 Gérer l'Ecole de Police d'Abidjan (EPA)	4 556 153	5 010 443	5 390 285
4 Investissements	50 000 000	0	0
Trésor	50 000 000	0	0
21207030036 Appuyer la formation continue des fonctionnaires	50 000 000	0	0

III.2. Programme 2 : Sécurité Intérieure

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Sécurité Intérieure						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité	Ratio Population urbaine sur Fonctionnaires de Police	1 policier pour 680 habitants	1 policier pour 645 habitants	1 policier pour 600 habitants	1 policier pour 550 habitants	La population en zone urbaine rapportée à l'Effectif des policiers qui passera de 19 140 en 2019 à 26 770 en 2023, la norme étant fixée à 1 policier pour 400 habitants Source : Direction Générale de la Police Nationale (DGPN)
	Taux de policiers logés par l'Etat	88%	90%	95%	100%	Nombre de policiers bénéficiant d'un logement / Nombre total de policiers Source : Rapport d'activités Sous-direction de la Solde et des Baux de la Police nationale (SDSBPN)
OS 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité	Taux de policiers formés à la lutte contre la drogue	35%	24%	35%	44%	Nombre de policiers formés à la lutte contre la drogue / Nombre de policiers à former par année selon les recommandations de l'ONUSD soit 250 agents par an Source : Rapport d'activités Centre Régional de Formation à la Lutte contre la Drogue (CRFLD)
	Taux de policiers dotés en arme automatique individuelle	85%	90%	95%	100%	Nombre de policiers dotés en arme / Nombre total de policiers Source : Rapport d'activités DGPN
OS 2 : Renforcer les dispositifs de sécurité	Proportion d'unités de police couvertes par la vidéo protection	60%	75%	85%	100%	Nombre de sites couverts par la vidéo protection (76) / Nombre total de sites à couvrir Source : Rapport d'activités DITT
	Taux de réalisation du plan de construction des commissariats de Police	20%	65%	75%	100%	Nombre de Commissariats construits / Nombre total de commissariats planifiés Source : Rapports d'activités DGPN)
	Taux d'armes marquées	90%	95%	100%	100%	Nombre d'armes marquées / Nombre total d'armes à marquer Il s'agit des armes détenues par les Forces de Défense et de Sécurité Source : Rapport d'activités ComNat-ALPC

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
SECURITE INTERIEURE		155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
	Dépenses de personnel	99 067 235 315	106 781 090 451	111 630 943 375
	Dépenses en biens et services	22 072 125 176	24 010 239 762	25 784 140 349
	Transferts	4 961 565 627	6 281 300 336	7 267 079 227
	Investissements	29 756 200 000	0	0
	Trésor	29 756 200 000	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
2203901 Recrutement, formation et gestion du personnel de police	123 239 681 507	133 928 302 201	141 239 745 309
1 Personnel	98 829 923 602	106 546 459 390	111 393 489 014
22039010012 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires de Police	98 829 923 602	106 546 459 390	111 393 489 014
2 Biens et services	20 175 320 000	22 021 080 053	23 644 182 584
22039010006 Coordonner l'organisation des concours de recrutement de la Police Nationale	8 200 000	9 017 615	9 701 240
22039010013 Apurer les passifs des baux de la Police	1 000 000 000	999 787 069	1 029 265 627
22039010015 Gérer les baux de la Police	19 107 120 000	21 012 275 369	22 605 215 717
22039010060 Gérer l'école de Police de Korhogo	10 000 000	0	0
22039010061 Organiser la formation initiale et continue des élèves et fonctionnaires de police à Korhogo	50 000 000	0	0
3 Transferts	4 234 437 905	5 360 762 758	6 202 073 711
22039010021 Gérer les bourses des élèves-policiers	4 234 437 905	5 360 762 758	6 202 073 711
2203902 Amélioration des conditions de santé des fonctionnaires de police	87 943 231	96 711 982	104 043 717
2 Biens et services	87 943 231	96 711 982	104 043 717
22039020001 Prendre en charge la santé des fonctionnaires de la Police	6 111 985	6 721 406	7 230 956

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
22039020002 Elaborer et suivre la mise en oeuvre de la politique sanitaire de la Police	8 585 883	9 441 974	10 157 771
22039020005 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de Daloa	5 706 801	6 275 822	6 751 593
22039020006 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police au sein de la Brigade Anti-Emeutes	5 706 800	6 275 821	6 751 591
22039020007 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police au sein de la cité policière d'Abobo	5 706 800	6 275 821	6 751 591
22039020008 Prendre en charge la santé des Fonctionnaire de Police à l'Ecole Nationale de Police	39 662 270	43 616 962	46 923 564
22039020009 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de la formation sanitaire d'Abengourou	5 049 092	5 552 534	5 973 469
22039020010 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de Divo	5 706 800	6 275 821	6 751 591
22039020011 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police au sein de la CRS1 de Williamsville	5 706 800	6 275 821	6 751 591
2203903 Sécurité et protection des personnes et des biens	27 989 526 949	3 047 616 366	3 338 373 925
1 Personnel	237 311 713	234 631 061	237 454 361
22039030282 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CRFLD	12 162 908	12 025 517	12 170 219
22039030283 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CNLCPALP	225 148 805	222 605 544	225 284 142
2 Biens et services	1 808 861 945	1 892 447 727	2 035 914 048
22039030001 Coordonner et suivre les missions de sécurité intérieure	45 883 771	50 458 803	54 284 086
22039030002 Conduire les enquêtes administratives et fournir les renseignements à l'Etat	13 300 000	14 626 131	15 734 938
22039030004 Renforcer le dispositif sécuritaire	41 500 000	45 637 930	49 097 741
22039030005 Lutter contre le Racket	49 900 000	54 875 487	59 035 599
22039030010 Conduire les missions de prévention contre les atteintes à la s ^o reté de l'Etat	16 700 000	18 365 144	19 757 405
22039030013 Lutter contre l'usage des drogues et des stupéfiants	7 700 000	8 467 761	9 109 700
22039030022 Lutter contre la criminalité transnationale organisée UCT	67 900 000	74 670 252	80 331 004
22039030026 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Vavoua	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 9ème Arrondissement de Marcory	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030028 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 17ème Arrondissement de Yopougon-Niangon	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030029 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 34ème Arrondissement d'Abobo-Baoulé	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030030 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 32ème Arrondissement d'Abobo Avocatier	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030031 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Guiglo	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030032 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tiapoum	5 585 950	6 142 921	6 608 615
22039030033 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Grand-Bassam	5 651 411	6 214 909	6 686 060

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
22039030034 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bonon	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030035 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Divo	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030036 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 36ème Arrondissement de Koumassi Sicogi	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030037 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Touba	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030038 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Korhogo	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030039 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bongouanou	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030040 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de San-Pédro	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030041 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de M'Bengué	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030042 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Dabou	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030043 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Gagnoa	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030044 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Botro	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030045 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Ouangolodougou	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030046 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Odienné	8 457 814	9 301 136	10 006 255
22039030047 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Afféry	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030048 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bouaflé	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030049 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 10ème Arrondissement d'Attécoubé	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030050 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 24ème Arrondissement de Port-Boult Adjoufou	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030051 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Yamoussoukro	6 832 552	7 513 822	8 083 444
22039030052 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tiassalé	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030053 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 37ème Arrondissement d'Abobo-Doumé	5 651 412	6 214 911	6 686 062
22039030054 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Kouto	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030055 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 21ème Arrondissement d'Abobo derrière-rail	5 651 411	6 214 909	6 686 060

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
22039030056 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Adiaké	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030057 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Daoukro	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030058 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Ferké	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030059 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de San-Pédro	8 457 814	9 301 136	10 006 255
22039030060 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Akoupé	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030061 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police d'Abidjan	73 886 496	81 253 658	87 413 496
22039030062 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Bouaké	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030063 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Duékoué	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030064 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 3ème Arrondissement de'Adjamé	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030065 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Anyama	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030066 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Marcory	6 832 552	7 513 822	8 083 444
22039030067 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 12ème Arrondissement des Deux-Plateaux	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030068 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Aboisso	8 457 814	9 301 136	10 006 255
22039030069 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 13ème Arrondissement d'Abobo	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030070 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 3ème Arrondissement de Daloa	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030071 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 5ème Arrondissement de Port-Bouît	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030072 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Adzopé	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030073 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bingerville	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030074 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Bouaké	8 457 815	9 301 138	10 006 256
22039030075 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 33ème Arrondissement de Port-Bouît Gonzagueville	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030076 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 28ème Arrondissement d'Attécoubé Santé II	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030077 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sikensi	5 651 411	6 214 909	6 686 060

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
22039030078 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 18ème Arrondissement de la Riviera	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030079 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Katiola	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030080 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de San-Pédro	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030081 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 35ème Arrondissement de la Riviera Palméraie	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030082 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Dimbokro	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030083 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Noé	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030084 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 6ème Arrondissement de Koumassi	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030085 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Zoukougbeu	6 985 125	7 681 605	8 263 948
22039030086 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Daloa	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030087 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Divo	6 832 552	7 513 822	8 083 444
22039030088 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police d'Abobo	6 832 552	7 513 822	8 083 444
22039030089 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Dabou	8 100 804	8 908 526	9 583 883
22039030090 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police d'Abengourou	8 457 814	9 301 136	10 006 255
22039030091 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 27ème Arrondissement d'Adjamé Bracodi-bar	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030092 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 15ème Arrondissement d'Abobo	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030093 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tiébissou	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030094 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 26ème Arrondissement de Marcory-Aliodan	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030095 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 8ème Arrondissement de Cocody	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030097 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Yamoussoukro	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030098 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Zuénoula	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030099 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 22ème Arrondissement d'Angré	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030100 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Lakota	5 651 411	6 214 909	6 686 060

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
22039030101 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Cocody	6 832 552	7 513 822	8 083 444
22039030102 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Gagnoa	8 457 814	9 301 136	10 006 255
22039030103 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 4ème Arrondissement de Daloa	6 985 125	7 681 605	8 263 948
22039030104 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Guibéroua	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030105 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Toulepleu	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030106 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement d'Abengourou	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030107 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bouna	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030108 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Boundiali	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030109 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 16ème Arrondissement de Yopougon-Sicogi	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030110 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Zouan-Hounien	6 985 125	7 681 605	8 263 948
22039030111 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 29ème Arrondissement de Treichville Biafra	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030112 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Saeoua	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030113 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Poste de Police de la Mairie de Treichville	4 681 255	5 148 020	5 538 289
22039030114 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Man	8 457 814	9 301 136	10 006 255
22039030115 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement du Plateau	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030116 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 3ème Arrondissement de Bouaké	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030117 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Poste de Police d'Abidjan Plateau-CARENA	5 940 107	6 532 391	7 027 610
22039030118 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Bouaké	6 832 552	7 513 822	8 083 444
22039030119 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Yopougon	6 832 552	7 513 822	8 083 444
22039030120 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 5ème Arrondissement de Bouaké	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030121 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bonoua	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030122 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 31ème Arrondissement de Biétry	5 651 411	6 214 909	6 686 060

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
22039030123 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Odienné	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030124 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police d'Adjamé	6 832 552	7 513 822	8 083 444
22039030125 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Grand-Lahou	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030126 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bloléquin	6 985 125	7 681 605	8 263 948
22039030127 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 23ème Arrondissement de Yopougon-Andokoi	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030128 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 25ème Arrondissement de Vridi	6 985 125	7 681 605	8 263 948
22039030129 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Toumodi	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030130 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 30ème Arrondissement de Cocody Attoban	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030131 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Yamoussoukro	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030132 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 7ème Arrondissement des 220 logements	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030133 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 38ème Arrondissement de Ypougon-Zone industrielle	6 985 125	7 681 605	8 263 948
22039030134 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Bouaké	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030135 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Hiré	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030136 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 20ème Arrondissement de Koumassi	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030137 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tanda	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030138 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Séguéla	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030139 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Oumé	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030140 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tengréla	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030141 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Port-Boult	6 832 552	7 513 822	8 083 444
22039030142 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Abengourou	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030143 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Daloa	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030144 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Alépé	6 014 969	6 614 716	7 116 178

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
22039030145 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bondoukou	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030146 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Divo	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030147 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Daloa	8 457 814	9 301 136	10 006 255
22039030148 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Agnibilékro	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030149 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 6ème Arrondissement de Bouaké	6 985 125	7 681 605	8 263 948
22039030150 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 4ème Arrondissement de la zone 4 (Marcory)	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030152 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Lakota	6 985 125	7 681 605	8 263 948
22039030153 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 14ème Arrondissement d'Abobo	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030154 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Aboisso	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030155 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Agboville	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030156 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Assinié	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030157 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Yamoussoukro	14 662 115	16 124 064	17 346 428
22039030158 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 4ème Arrondissement de Bouaké	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030159 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Soubré	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030160 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Minignan	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030161 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Treichville	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030162 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Biankouma	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030163 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sinfra	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030164 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Danané	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030165 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tabou	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030166 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Béoumi	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030167 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Mankono	5 651 411	6 214 909	6 686 060

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
22039030168 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Man	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030169 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Gagnoa	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030170 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Bondoukou	8 491 383	9 338 053	10 045 970
22039030171 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Niablé	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030172 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sassandra	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030174 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Issia	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030175 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Korhogo	8 457 814	9 301 136	10 006 255
22039030176 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 19ème Arrondissement de Yopougon-Toits rouges	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030177 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 11ème Arrondissement de Williamsville	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030178 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Man	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030179 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police d'Adzopé	8 100 805	8 908 527	9 583 884
22039030181 Intervenir pour le maintien et le retablissement de l'ordre public lors des émeutes	8 038 633	8 840 159	9 510 332
22039030182 Contribuer au maintien et au retablissement de l'ordre public par la Compagnie Républicaine de Sécurité de Williamsville (CRS1)	10 252 885	11 275 191	12 129 965
22039030183 Contribuer au maintien et au retablissement de l'ordre public par la CRS 3 dans sa zone de compétence	5 818 084	6 398 200	6 883 248
22039030184 Rechercher et réaliser des assauts	24 738 985	27 205 686	29 268 151
22039030185 Veiller à la sécurité des personnes et des biens par l'utilisation des chevaux	38 806 251	42 675 591	45 910 827
22039030186 Superviser les services de police dans les procédures judiciaires	6 354 524	6 988 126	7 517 898
22039030187 Contribuer au maintien et au retablissement de l'ordre public par la CRS 2 de Marcoré	8 412 031	9 250 789	9 952 091
22039030188 Conduire les recherches pour élucider des infractions et identifier leurs auteurs	11 059 782	12 162 544	13 084 585
22039030189 Superviser les services de Police en charge de la sécurité publique	7 858 266	8 641 806	9 296 944
22039030190 Superviser les services de police exerçant dans le domaine scientifique	24 978 614	27 469 210	29 551 653
22039030191 Lutter contre le terrorisme	2 691 469	2 959 834	3 184 218
22039030192 Procéder aux interventions rapides de retablissement de l'ordre public	5 190 336	5 707 859	6 140 572
22039030193 Effectuer les constats, examens et analyses de faits et de substances	16 153 102	17 763 715	19 110 381
22039030194 Réguler la circulation	4 618 023	5 078 482	5 463 482
22039030195 Superviser les unités d'intervention dans le maintien et le retablissement de l'ordre public	10 526 196	11 575 753	12 453 311
22039030196 Escorter et protéger les autorités	3 364 336	3 699 794	3 980 272

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
22039030197 Veiller à la sécurité sur la voie publique	6 306 016	6 934 783	7 460 509
22039030198 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Korhogo	2 910 469	3 200 670	3 443 311
22039030199 Mettre en place les stratégies de sensibilisation et de lutte anti-drogue	12 665 487	13 928 352	14 984 259
22039030200 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Gagnoa	5 940 107	6 532 391	7 027 610
22039030201 Gérer les armes et munitions	1 568 908	1 725 342	1 856 140
22039030202 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Divo	2 910 469	3 200 670	3 443 311
22039030203 Enquêter sur les infractions impliquant des mineurs	4 947 797	5 441 137	5 853 631
22039030204 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne d'Aboisso	2 910 469	3 200 670	3 443 311
22039030205 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Bondoukou	2 910 469	3 200 670	3 443 311
22039030206 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne d'Abengourou	2 910 469	3 200 670	3 443 311
22039030207 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de San-Pédro	2 910 469	3 200 670	3 443 311
22039030208 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Man	2 910 469	3 200 670	3 443 311
22039030209 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne d'Adzopé	2 910 468	3 200 669	3 443 310
22039030210 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Guiglo	2 910 469	3 200 670	3 443 311
22039030211 Veiller à la protection des mœurs	4 414 211	4 854 349	5 222 355
22039030212 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Yamoussoukro	2 910 469	3 200 670	3 443 311
22039030213 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Bouaké	2 910 469	3 200 670	3 443 311
22039030214 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Daloa	2 910 469	3 200 670	3 443 311
22039030216 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Yamoussoukro	10 186 641	11 202 342	12 051 594
22039030217 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Korhogo	10 186 641	11 202 342	12 051 594
22039030218 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone d'Odienné	10 186 641	11 202 342	12 051 594
22039030219 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Daloa	10 186 641	11 202 342	12 051 594
22039030220 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Bondoukou	10 186 641	11 202 342	12 051 594
22039030221 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Bouaké	10 186 641	11 202 342	12 051 594
22039030222 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Gagnoa	10 186 641	11 202 342	12 051 594
22039030223 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone d'Abengourou	10 186 641	11 202 342	12 051 594
22039030224 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone d'Aboisso	10 186 641	11 202 342	12 051 594
22039030225 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de San-Pédro	10 186 641	11 202 342	12 051 594
22039030226 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Man	11 014 124	12 112 334	13 030 570
22039030227 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Niélé	5 651 411	6 214 909	6 686 060
22039030228 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de Man	11 014 124	12 112 334	13 030 569

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
22039030229 Conduire les missions de prévention contre les atteintes à la sureté de l'Etat dans la zone de Man	11 014 124	12 112 334	13 030 570
22039030230 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme dans la zone de Man	11 014 124	12 112 334	13 030 570
22039030231 Encaisser les paiements des amendes des infractions	2 268 296	2 494 466	2 683 572
22039030253 Veiller à la sécurité urbaine	1 694 597	1 863 563	2 004 841
22039030264 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Daloa	6 832 552	7 513 822	8 083 444
22039030265 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Gagnoa	6 832 552	7 513 822	8 083 444
22039030270 Lutter contre les crimes économiques et financières	9 000 000	9 897 383	10 647 702
22039030271 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme en Côte d'Ivoire	11 000 000	12 096 800	13 013 859
22039030289 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de Bocanda	7 761 250	8 535 116	9 182 166
22039030290 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de GBELEBAN	7 761 250	8 535 116	9 182 166
22039030291 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de DOROPO	7 761 250	8 535 116	9 182 166
22039030292 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de N'DOUCI	7 761 250	8 535 116	9 182 166
22039030293 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de SIFILOU	7 761 250	8 535 116	9 182 166
22039030295 Contribuer au maintien et au rétablissement de l'Ordre public par la CRS4 dans sa zone de compétence	5 818 084	6 398 200	6 883 248
22039030297 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention d'Abidjan	8 000 000	0	0
22039030298 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention d'Aboisso	8 000 000	0	0
22039030299 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention d'Abengourou	8 000 000	0	0
22039030300 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention de Bondoukou	8 000 000	0	0
22039030301 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention de Bouaké	8 000 000	0	0
22039030302 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention de Daloa	8 000 000	0	0
22039030303 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention de Korhogo	8 000 000	0	0
22039030304 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention de Man	8 000 000	0	0
22039030305 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention d'Odienné	8 000 000	0	0
22039030306 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention de San-Pedro	8 000 000	0	0

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
22039030307 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention de Gagnoa	8 000 000	0	0
3 Transferts	727 127 722	920 537 578	1 065 005 516
22039030015 Accompagner 10% des usagers de drogue internés jusqu'à leur réhabilitation socio-professionnelle	177 883 365	225 198 843	260 541 249
22039030018 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à l'Organisation Internationale de la Police Criminelle (OIPC-Interpol)	56 532 400	71 569 543	82 801 571
22039030254 Faire fonctionner la Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération et la Circulation des Armes Légères et de Petit Calibre 'ComNat- ALPC)	451 433 433	571 510 928	661 203 090
22039030266 Fournir des informations pour la lutte contre la criminalité et le grand banditisme	3 104 962	3 930 856	4 547 759
22039040019 Effectuer les transferts pour les investissements du Centre Régional de Formation à la Lutte contre la Drogue (CRFLD)	38 173 562	48 327 408	55 911 847
4 Investissements	25 216 225 569	0	0
Trésor	25 216 225 569	0	0
22039030014 Acquérir des équipements pour la sécurité intérieure	5 272 361 128	0	0
22039030017 Lutter contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres	200 000 000	0	0
22039030019 Equiper la Police scientifique en matériels spécifiques	412 664 441	0	0
22039030020 Equiper la Police en moyens de communication modernes	625 000 000	0	0
22039030024 Mettre en place le Système Intégré de Gestion des Applications et Procédures de la Police (SIGAPP)	4 600 000 000	0	0
22039030025 Acquérir des véhicules au profit de la Police	3 100 000 000	0	0
22039030259 Doter les fonctionnaires de Police en effet d'habillement	5 400 000 000	0	0
22039030260 Ravitailler les véhicules d'intervention de la Police Nationale en carburant	2 200 000 000	0	0
22039030261 Effectuer la maintenance et l'entretien du matériel roulant de la Police Nationale	1 856 200 000	0	0
22039030262 Mettre en place la brigade des montées	250 000 000	0	0
22039030263 Equiper les Commissariats de Police	1 000 000 000	0	0
22039030281 Equiper l'Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale organisée (UCT)	150 000 000	0	0
22039030296 Equiper la police en matériel informatique	150 000 000	0	0
2203904 Construction, réhabilitation, et équipement des infrastructures de la police nationale	4 539 974 431	0	0
4 Investissements	4 539 974 431	0	0
Trésor	4 539 974 431	0	0
22039040001 Achever l'extension des b,tements de la Direction de la Police Economique et Financière	69 974 431	0	0
22039040002 Construire et équiper 11 Commissariats à l'intérieur du pays : Bloléquin, Bocanda, Doropo, Gbéléban, Jacquenville, Katiola, Kong, Korhogo, Tafiré , Méagui et Niakara	800 000 000	0	0
22039040003 Construire et équiper le centre de la formation continue de la police à Yamoussoukro	550 000 000	0	0
22039040004 Construire le siège de l'Inspection Générale des Services de Police à Bingerville	100 000 000	0	0
22039040005 Construire et équiper le centre de formation de la DTSI	70 000 000	0	0

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22039 Sécurité Interieure	155 857 126 118	137 072 630 549	144 682 162 951
22039040006 Construire et équiper une Ecole de Police de Korhogo	1 000 000 000	0	0
22039040007 Poursuivre les travaux de réhabilitation des 14 Commissariats	500 000 000	0	0
22039040009 Construire et équiper le magasin central et l'armurerie à l'Ecole Nationale de Police d'Abidjan	150 000 000	0	0
22039040010 Construire et équiper 9 Commissariats à Abidjan: 3 à Yopougon, 2 à Cocody, 3 à Abobo Gare et 1 à Koumassi	700 000 000	0	0
22039040012 Construire et équiper l'Hôpital de la Police à N'djem (Jacqueville)	400 000 000	0	0
22039040018 Construire le siège de la Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération et la Circulation des Armes Légères et de Petit Calibre	200 000 000	0	0

III.3. Programme 3 : Protection Civile

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Protection Civile						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer l'offre des services de protection Civile	Taux de Centres de Secours d'Urgence (CSU) construits	43%	66%	83%	86%	Nombre de CSU construits / Nombre total de CSU à construire Nombre total de CSU à Construire : 30 Source : Rapport d'activités Office National de la Protection Civile
	Taux de Centres de Secours d'Urgence (CSU) équipés	65%	75%	85%	100%	Nombre de CSU équipés / Nombre total de CSU construits Nombre total de CSU construits : 20 Source : Rapport d'activités Office National de la Protection Civile
OS 2 : Renforcer les capacités du personnel de protection civile	Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation initiale	15%	30%	33%	38%	Nombre de pompiers civils bénéficiant de la formation initiale / Nombre de pompiers civils recrutés Source : Rapport d'activités Office National de la Protection Civile
	Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation continue	56%	75%	90%	100%	Nombre de pompiers civils bénéficiant de la formation continue / Nombre total de pompiers civils dont les capacités sont à renforcer Nombre total de pompiers civils dont les capacités sont à renforcer : 1494 Source : Rapport d'activités Office National de la Protection Civile

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PRPTECTION CIVILE		7 443 754 524	5 887 129 466	6 080 376 363
	Dépenses de personnel	5 100 000 000	5 042 390 853	5 103 065 600
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	1 043 754 524	844 738 613	977 310 763
	Investissements	1 300 000 000	0	0
	<i>Trésor</i>	1 300 000 000	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22216 Protection civile	7 443 754 524	5 887 129 466	6 080 376 363
2221601 Renforcement de la protection civile	7 443 754 524	5 887 129 466	6 080 376 363
1 Personnel	5 100 000 000	5 042 390 853	5 103 065 600
22216010012 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONPC	5 100 000 000	5 042 390 853	5 103 065 600
3 Transferts	1 043 754 524	844 738 613	977 310 763
22216010001 Renforcer les capacités opérationnelles des structures en charge de la protection civile	724 074 732	440 026 686	509 083 887
22216010002 Organiser la Journée Mondiale de la protection civile (ONPC/Journée Mondiale)	7 396 191	9 363 516	10 833 013
22216010003 Organiser les secours aux sinistrés (ONPC/ Gestion Plan ORSEC)	312 283 601	395 348 411	457 393 863
4 Investissements	1 300 000 000	0	0
Trésor	1 300 000 000	0	0
22216010009 Construire et équiper des infrastructures de protection civile	1 300 000 000	0	0

SECTION 325 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

I- PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'inadéquation des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- l'insuffisance des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- l'éloignement des services judiciaires et la méconnaissance des procédures judiciaires par la population ;
- l'accès limité à la justice et à la protection judiciaire des groupes vulnérables, notamment les enfants en contact avec le système judiciaire ;
- le manque de structures adéquates pour la mise en œuvre d'une véritable politique de prise en charge, de protection et de réinsertion des mineurs, des femmes et des groupes vulnérables ;
- l'inadéquation des textes de loi avec l'évolution de l'environnement national et international ;
- l'insuffisance des ressources humaines en terme qualitatif et quantitatif (magistrats, greffiers, personnel pénitentiaire et de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse, etc.) ;
- la lenteur dans le traitement de certaines affaires ;
- les difficultés d'obtention de certains actes de justice, notamment les jugements supplétifs d'état civil ;
- l'insuffisance de ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des actions ;
- l'insuffisance de matériels et d'équipements ;
- la surpopulation carcérale, estimée à 160,71% ;
- la durée excessive des mesures de détention préventive ;
- la précarité des conditions de détention ;
- l'absence de programmes de réinsertion des détenus.

I.1.2. Réponses apportées

- l'acquisition et l'équipement du siège de la Cour d'Appel de Commerce d'Abidjan ;
- l'acquisition de terrain pour la construction du siège de l'Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires ;
- l'acquisition et l'équipement du siège du CNDJ ;
- l'installation des Services de Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJ EJ) près les juridictions d'Abidjan Plateau, Yopougon, Man, Bouaké, Bondoukou, Korhogo, Guiglo, Odienné et Soubré ;
- la construction des SPJ EJ d'Abidjan-Yopougon, de Man, de Bondoukou et de Bouaké ;
- la construction du TPI de San-Pedro et d'une nouvelle salle d'audience au TPI de Daloa ;
- la construction en cours du centre de formation de l'INFJ à Abidjan (taux de réalisation 32%), de l'INFJ de Yamoussoukro (82%), des Cours d'Appel de Daloa (24%) et de Korhogo (64%), des TPI d'Abobo (68%) et de Bingerville (26%) ;
- la construction en cours de la Prison de haute sécurité de Korhogo (56%), des MAC de San-Pedro (98%) et de Guiglo (21%) ;
- la réhabilitation et l'équipement de 08 tribunaux et résidences (Adzopé, Bondoukou, Dabou, Daloa, Issia, Gagnoa, Touba, Yopougon,);
- la réhabilitation et l'équipement de 17 établissements pénitentiaires (Abidjan, Aboisso, Agboville, Adzopé, Bongouanou, Dabou, Divo, Ferme pénitentiaire de Saliakro, Gagnoa, Grand-Bassam, Katiola, Korhogo, Man, Oumé, Sinfra, Tiassalé, Toumodi) ;
- la réhabilitation et l'équipement du Centre de Rééducation de Dabou ;
- la construction du centre de réinsertion pour mineur de Bouaké ;

- le renforcement en personnel et des capacités des acteurs ;
- le renforcement de l'équipement des structures du ministère ;
- la réalisation de missions d'inspection dans les structures du ministère ;
- la mise en place d'une stratégie d'assistance judiciaire en adéquation avec les besoins.

I.1.3. Défis et priorités

- la facilitation à un accès équitable aux services d'une justice de qualité pour tous ;
- l'amélioration de la transparence et de la crédibilité du système judiciaire ;
- l'adaptation des conditions de détention aux normes internationales.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de l'accessibilité des citoyens au système judiciaire ;
- la transparence, la crédibilité et la régulation des institutions judiciaires ;
- la modernisation du système pénitentiaire.

I.2.2. Résultats stratégiques

- les distances géographique et socio-économique entre les citoyens et la justice sont réduites ;
- le système judiciaire et pénitentiaire est informatisé ;
- les capacités de moralisation du système judiciaire sont développées ;
- la surpopulation carcérale est réduite.

I.3. Missions du ministère

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Justice et des Droits de l'Homme. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de justice

- application de la législation et de la Réglementation relatives aux droits civiques ;
- élaboration de projets de réforme tant en matière civile, commerciale, pénale et de procédure qu'en matière d'organisation judiciaire et d'administration pénitentiaire ;
- élaboration des textes relatifs à l'état civil, en liaison avec les ministères concernés ;
- contrôle de l'état civil ;
- gestion des affaires civiles, des sceaux et des procédures de naturalisation ;
- gestion des affaires criminelles, de l'administration pénitentiaire et de l'enfance délinquante ;
- application des peines et des grâces ;
- suivi de la bonne application de la législation pénale, civile et commerciale ainsi que des règles de procédures suivies devant les juridictions ;
- suivi de l'exécution des décisions pénales ;
- développement de l'assistance judiciaire ;
- recrutement, formation initiale et continue des magistrats des juridictions de première instance et d'appel ainsi que des personnels judiciaires pénitentiaires ;
- gestion des juridictions de première instance et d'appel ;
- promotion de l'accessibilité de la justice ;

- gestion de la carrière des magistrats des juridictions de première instance et d'appel et des personnels judiciaires et pénitentiaires ;
- assistance juridique aux autres départements ministériels pour l'élaboration de projets de codes et de projets de textes prévoyant des dispositions à caractère pénal ;
- suivi de la coopération judiciaire internationale.

En matière de Droits de l'Homme

- promotion, protection et défense des droits de l'homme ;
- création d'un cadre de lutte contre l'impunité, en liaison avec les Ministres concernés ;
- suivi de l'application de la législation et de la réglementation relatives aux droits humains ;
- étude des projets de textes législatifs et réglementaires, des projets de conventions internationales, relatifs aux droits de l'homme ainsi que leur mise en œuvre ;
- élaboration des rapports prévus par les conventions internationales relatives aux droits de l'homme ;
- promotion de l'assistance judiciaire ;
- conception, planification et exécution des programmes d'éducation et de formation en matière de droits de l'homme ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique d'assistance juridique en vue de la protection et de la défense des droits des malades du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- lutte contre l'apatridie.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Juridictions ;
- Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IGSJP, DAF, DSJRH, DPS, DIEM, SI, SC, CPM, DLD, DCECA, IJ, SRAJ		Acquisition de terrain, Programme justice C2D, Programme Spécial justice, Opérations d'urgence,	
Programme 2 : Juridictions	DACP, Toutes les juridictions, CCJA, DPJEJ, Tous les services de la protection Judiciaire de l'enfance et la jeunesse, CNOHADA	INFJ, CNDJ, CACI	Acquisition et équipement du siège de la CNDJ, Construction et équipement des Tribunaux et Résidences, Construction du Tribunal d'Abobo, Appui Réforme et Modernisation du Système judiciaire et pénitentiaire	
Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	DAP, DRAP, MAC, COM, CRD, IMJ	Centre Abel de Grand-Bassam	Construction, Réhabilitation et équipement des MAC, Construction de prisons de haute Sécurité, Acquisition de véhicules de transfèrement des détenus	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG1 : Améliorer l'accessibilité des citoyens au système judiciaire	RS 1.1 : les distances géographique et socio-économique entre les citoyens et la justice sont réduites	IP 1.1.1 : Taux de couverture des départements en juridictions	Nombre de départements couverts en juridiction / Nombre total de Départements Source : Rapport d'activités DPS
		IP 1.1.2 : Proportion des bénéficiaires de l'assistance judiciaire	Nombre de personnes bénéficiant de l'assistance judiciaire / Nombre de requérants Source : Rapport d'activités DACP
		IP 1.1.3 : Ratio population pour 1 magistrat	Nombre de population / nombre de magistrat *Norme : Un (01) magistrat pour 10.000 habitants Source : Rapport d'activités DPS
OG2 : Améliorer la transparence, la crédibilité et la capacité du système judiciaire	RS 2.1 : le système judiciaire et pénitentiaire est informatisé	IP 2.1.1 : Proportion des juridictions et établissements pénitentiaires informatisés	Nombre de juridictions et établissements pénitentiaires informatisés / Nombre total de juridictions et établissements pénitentiaires Source : Rapport d'activités SI
	RS 2.2 : les capacités de moralisation du système judiciaire sont développées	IP 2.2.1 : Nombre de personnes convoquées en conseil de discipline	Dénombrement Source : Rapport d'activité IGSJP
OG 3 : Moderniser le système pénitentiaire	RS 3.1 : la surpopulation carcérale est réduite	IP 3.1.1 : Nombre d'établissements pénitentiaires et de centres de mineurs construits et réhabilités	Dénombrement Source : Rapport d'activités DIEM

II.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	67 164 340 497	67 869 309 703	70 853 349 524
1.1 Ressources Intérieures	67 164 340 497	67 869 309 703	70 853 349 524
1.1.1 Budget Etat	67 164 340 497	67 869 309 703	70 853 349 524
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
2. CHARGES	67 164 340 497	67 869 309 703	70 853 349 524
2.1 Personnel	41 030 275 181	44 222 751 320	46 230 422 674
2.1.1 Solde y compris EPN	41 030 275 181	44 222 751 320	46 230 422 674
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	21 288 735 685	18 935 595 496	19 659 141 598
2.3 Transferts	1 522 490 990	1 610 962 887	1 863 785 252
2.4 Investissement	3 322 838 641	3 100 000 000	3 100 000 000
Trésor	3 322 838 641	3 100 000 000	3 100 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Encadrer la bonne application de la législation	Taux d'inspections réalisées	40%	40%	60%	60%	(Nombre d'inspections réalisées / nombre d'inspections prévues) x100 Source : Rapport d'activités IGSJP
OS 2 : Renforcer les capacités opérationnelles du système judiciaire	Ratio population pour 1 magistrat	36 823	35 000	34 729	34 000	Nombre de population / Nombre de magistrat Norme internationale : un magistrat pour 10 000 habitants Source : Rapport de suivi de la DPS
OS 3 : Moderniser le système d'information des services du ministère.	Proportion de juridictions de la Cour d'Appel d'Abidjan mises en réseau	9,5%	28,6%	52,4%	60%	(Nombre de juridictions de la Cour d'Appel d'Abidjan mises en réseau / nombre total de juridictions de la Cour d'Appel d'Abidjan) x100 Source : Rapport d'activités SI
	Proportion des juridictions de la Cour d'Appel d'Abidjan informatisées	35,7%	40%	52,4%	60%	(Nombre de juridictions de la cour d'Appel d'Abidjan informatisées / nombre total de juridictions de la Cour d'Appel d'Abidjan) x100 Source : Rapport d'activités S.I.

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		55 058 653 339	56 722 512 424	58 986 578 255
	Dépenses de personnel	41 030 275 181	44 222 751 320	46 230 422 674
	Dépenses en biens et services	13 293 598 678	10 512 981 624	10 769 376 101
	Transferts	0	0	0
	Investissements	734 779 480	1 986 779 480	1 986 779 480
	Trésor	734 779 480	1 986 779 480	1 986 779 480
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21044 Administration Générale	55 058 653 339	56 722 512 424	58 986 578 255
2104401 Coordination et animation du ministère	2 294 185 097	2 397 921 519	2 497 858 423
2 Biens et services	2 294 185 097	2 397 921 519	2 497 858 423
21044010001 Gérer la commande publique du ministère	45 000 000	49 486 914	53 238 515
21044010003 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Justice et Droit de l'Homme	139 764 671	153 700 492	165 352 525
21044010004 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	67 698 939	74 449 145	80 093 133
21044010005 Prendre en charge les frais d'organisation des réunions de la commission d'avancement des Magistrats	4 500 000	4 948 692	5 323 852
21044010006 Enquêter sur la crise post-électorale	125 525 764	138 041 836	148 506 786
21044010007 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21044010008 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	1 907 695 723	1 972 895 603	2 040 611 299
2104402 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	52 456 715 495	54 005 137 788	56 157 750 683
1 Personnel	40 949 067 261	44 142 460 717	46 149 165 940
21044020024 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	40 905 807 261	44 099 689 378	46 105 879 936
21044020027 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire	43 260 000	42 771 339	43 286 004
2 Biens et services	10 872 868 754	7 975 897 591	8 121 805 263
21044020001 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	75 000 000	75 000 000	75 000 000
21044020002 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21044020003 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	9 770 670 491	6 961 546 398	7 055 486 706

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21044 Administration Générale	55 058 653 339	56 722 512 424	58 986 578 255
21044020004 Suivre la gestion de carrière du personnel du Ministère	52 206 902	57 412 410	61 764 844
21044020008 Gérer les ressources financières du ministère	213 577 835	234 873 508	252 679 264
21044020012 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	378 856 210	228 856 210	228 856 210
21044020013 Élaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP/CDMT	40 000 000	43 988 367	47 323 125
21044020015 Appuyer l'imprimerie de la Justice	30 000 000	32 991 276	35 492 343
21044020020 Organiser des ateliers de validation des réformes de textes relatif à l'atteinte des indicateurs du Millénum Challenge Corporation (MCC)	198 830 610	218 655 848	235 232 145
21044020022 Suivre les études techniques pour la construction, l'équipement et l'entretien des infrastructures du ministère	42 408 875	46 637 430	50 173 014
21044020023 Gérer les ressources humaines du Ministère	46 317 831	50 936 144	54 797 612
4 Investissements	634 779 480	1 886 779 480	1 886 779 480
Trésor	634 779 480	1 886 779 480	1 886 779 480
21044020005 Gérer le Programme Spécial justice	271 779 480	1 300 000 000	1 300 000 000
21044020007 Faire face aux opérations urgentes du Ministère	263 000 000	486 779 480	486 779 480
21044020014 Faire face aux journées institutionnelles	100 000 000	100 000 000	100 000 000
2104403 Planification, programmation et suivi-évaluation	45 005 875	49 493 374	53 245 466
2 Biens et services	45 005 875	49 493 374	53 245 466
21044030001 Organiser la planification générale des activités du ministère, suivre et évaluation lesdites activités	45 005 875	49 493 374	53 245 466
2104404 Formation, documentation, gestion des systèmes d'informations et de communication	262 746 872	269 959 743	277 723 683
1 Personnel	81 207 920	80 290 603	81 256 734
21044040014 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'INFJ	21 200 058	20 960 584	21 212 801
21044040015 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CNDJ	60 007 862	59 330 019	60 043 933
2 Biens et services	81 538 952	89 669 140	96 466 949
21044040001 Coordonner les activités du service régional des Archives de Bouaké	4 961 204	5 455 885	5 869 494
21044040002 Suivre la mise en œuvre du schéma directeur d'informatisation du système judiciaire et pénitentiaire du MJDH	11 020 414	12 119 250	13 038 009
21044040003 Coordonner les activités de la Direction de l'État Civil et des Archives du Ministère	24 491 341	26 933 353	28 975 168
21044040004 Concevoir et piloter la politique de communication du ministère	16 948 095	18 637 976	20 050 920
21044040010 Coordonner les activités du service régional des Archives de Daloa	5 000 000	5 498 548	5 915 390
21044040012 Élaborer les projets de textes en matière civile, commerciale et pénale	19 117 898	21 024 128	22 617 968
4 Investissements	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Trésor	100 000 000	100 000 000	100 000 000
21044040013 Informatisation du système judiciaire et pénitentiaire	100 000 000	100 000 000	100 000 000

III.2. Programme 2 : Juridictions

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Juridictions						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer l'accès socio-économique et géographique à la Justice	Proportion de personnes ayant bénéficié d'assistance judiciaire	43,5%	43,5%	50%	55%	(Nombre de personnes ayant bénéficié d'assistance judiciaire / nombre de demandes) x100 Source : Rapport d'activités DACP
	Proportion des juridictions réhabilitées	21,4%	47,6%	59,5%	71,4%	(Nombre de juridictions réhabilitées / Nombre total de juridictions à réhabiliter) x100 Source : Rapport d'activités DIEM
	Taux de couverture du territoire en juridiction	38,9%	42,6%	42,6%	50%	(Nombre de départements couverts en juridiction existant / Nombre de département) x100 Source : Rapport d'activités DPS
OS 2 : Renforcer la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	Nombre d'enfant pris en charge	7 309	7 833	8 143	8 469	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPJEJ
	Proportion de SPJEJ ouverts et fonctionnels	23,7%	36,8%	50,0%	63,2%	(Nombre de SPJEJ fonctionnelles / Nombre total de SPJEJ) x100 Source : Rapport d'activités DPJEJ
OS 3 : Améliorer la qualité du système judiciaire	Proportion de magistrats formés	77,3%	85%	90%	95%	(Nombre de magistrats formés / Nombre total de magistrats à former) x100 Source : Rapport d'activités INFJ
	Proportion des décisions publiées et mises en ligne	5,96%	5,96%	10%	20%	(Nombre de décisions publiées / nombre total de décisions rendues) x100 Source : Rapport d'activités du CNDJ

III.2.1 Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : JURIDICTIONS		5 056 102 867	4 043 362 299	4 423 067 573
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	1 602 973 323	1 762 804 572	1 896 442 704
	Transferts	1 488 490 990	1 567 919 173	1 813 986 315
	Investissements	1 964 638 554	712 638 554	712 638 554
	Trésor	1 964 638 554	712 638 554	712 638 554
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22045 Juridictions	5 056 102 867	4 043 362 299	4 423 067 573
2204501 Renforcement de l'assistance judiciaire, réalisation et mise en œuvre de la carte judiciaire	925 281 745	1 017 038 315	1 053 008 576
2 Biens et services	369 611 645	406 465 322	437 279 451
22045010004 Appuyer le centre d'écoute du Ministère	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22045010005 Coordonner les activités des juridictions	21 896 187	24 079 438	25 904 899
22045010006 Appuyer le service social de la DACP	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22045010007 Prendre en charge les frais de prestation des auxiliaires de justice	119 515 458	131 432 247	141 396 124
22045010008 Gérer les dépenses liées aux activités des juges consulaires	118 200 000	129 985 626	139 839 834
22045010012 Prendre en charge les dépenses liées aux activités des conseillers consulaires	100 000 000	109 970 919	118 307 813
3 Transferts	25 951 546	32 854 439	38 010 571
22045010002 Arbitrer les litiges entre opérateurs économiques	25 951 546	32 854 439	38 010 571
4 Investissements	529 718 554	577 718 554	577 718 554
Trésor	529 718 554	577 718 554	577 718 554
22045010001 Construire le tribunal d'ABOBO	129 718 554	177 718 554	177 718 554
22045010003 Construire, Réhabiliter et Équiper les autres Tribunaux et Résidences	400 000 000	400 000 000	400 000 000
2204502 Optimisation des conditions d'application de la législation en matière civile et pénale	2 491 368 128	1 304 183 970	1 398 511 564
2 Biens et services	1 131 448 128	1 244 263 970	1 338 591 564
22045020001 Rendre les décisions de justice du TPI d'Abengourou	5 311 035	5 840 595	6 283 371
22045020002 Rendre les décisions de justice du TPI de Korhogo	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22045020003 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel de Daloa	7 302 765	8 030 919	8 639 742
22045020004 Rendre les décisions de justice du TPI de Bouaflé	6 257 784	6 881 743	7 403 448
22045020006 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan	100 000 000	109 970 920	118 307 811
22045020007 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel d'Abidjan	5 129 004	5 640 413	6 068 013
22045020008 Rendre les décisions de justice du TPI de Yopougon	6 871 108	7 556 221	8 129 058
22045020010 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan	30 000 000	32 991 275	35 492 342
22045020013 Rendre les décisions de justice du TPI de Daloa	6 671 280	7 336 468	7 892 645
22045020015 Rendre les décisions de justice du TPI d'Abidjan	7 304 496	8 032 824	8 641 789
22045020017 Rendre les décisions de justice du TPI de Bouaké	6 344 287	6 976 871	7 505 786
22045020018 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de Bouaké	7 522 835	8 272 932	8 900 102
22045020019 Rendre les décisions de justice du TPI de Gagnoa	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22045020022 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de Daloa	7 666 089	8 430 467	9 069 584
22045020023 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel de Bouaké	36 037 412	39 630 674	42 635 073
22045020025 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel d'Abidjan	6 558 300	7 212 224	7 758 981
22045020026 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel d'Abidjan	8 180 794	8 996 494	9 678 518
22045020256 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Soubré	3 260 000	3 585 052	3 856 833
22045020257 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Dabou	3 170 000	3 486 079	3 750 358

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22045 Juridictions	5 056 102 867	4 043 362 299	4 423 067 573
22045020258 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Séguéla	3 160 000	3 475 081	3 738 528
22045020259 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Tiassalé	4 000 000	4 398 836	4 732 314
22045020260 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Danané	3 550 000	3 903 968	4 199 927
22045020261 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Touba	3 570 000	3 925 962	4 223 590
22045020262 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Katiola	3 665 000	4 030 435	4 335 982
22045020263 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Boundiali	3 130 000	3 442 091	3 703 035
22045020264 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Grand Bassam	4 250 000	4 673 764	5 028 085
22045020265 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Odiénné	3 500 000	3 848 982	4 140 774
22045020266 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de M'bahiakro	3 230 000	3 552 061	3 821 343
22045020267 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Dimbokro	3 190 000	3 508 073	3 774 018
22045020268 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Adzopé	4 100 000	4 508 809	4 850 620
22045020269 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Guiglo	4 100 000	4 508 809	4 850 621
22045020270 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Bouna	5 000 000	5 498 547	5 915 393
22045020271 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Issia	4 000 000	4 398 838	4 732 313
22045020272 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Bondoukou	4 100 000	4 508 808	4 850 620
22045020273 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Agboville	3 090 000	3 398 103	3 655 712
22045020274 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Divo	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22045020275 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Issia	5 257 782	5 782 033	6 220 365
22045020276 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Toumodi	4 250 000	4 673 765	5 028 083
22045020277 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Soubré	4 700 000	5 168 633	5 560 469
22045020278 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Dimbokro	5 500 000	6 048 401	6 506 931
22045020279 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de M'bahiakro	4 000 000	4 398 837	4 732 314
22045020280 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Odiénné	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22045020281 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Sinfra	3 210 000	3 530 068	3 797 680
22045020282 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Tabou	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22045020283 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Bongouanou	4 050 000	4 453 823	4 791 467
22045020284 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Oumé	4 425 000	4 866 215	5 235 120
22045020285 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Dabou	4 500 000	4 948 692	5 323 852
22045020286 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Katiola	4 900 000	5 388 576	5 797 085
22045020287 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Sassandra	4 150 000	4 563 794	4 909 774
22045020288 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Aboisso	3 527 000	3 878 676	4 172 716
22045020289 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Touba	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22045020290 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Divo	3 527 000	3 878 675	4 172 717
22045020291 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Lakota	3 144 000	3 457 485	3 719 599
22045020292 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Sassandra	3 529 000	3 880 875	4 175 083
22045020293 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Sinfra	3 800 000	4 178 896	4 495 697
22045020294 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Bondoukou	3 505 000	3 854 481	4 146 689
22045020295 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Boundiali	4 500 000	4 948 691	5 323 851

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22045 Juridictions	5 056 102 867	4 043 362 299	4 423 067 573
22045020296 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Tabou	3 100 000	3 409 100	3 667 542
22045020297 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Séguéla	5 000 000	5 498 546	5 915 392
22045020298 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Oumé	3 150 000	3 464 083	3 726 698
22045020299 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Bongouanou	3 570 000	3 925 961	4 223 588
22045020300 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal d'Adzopé	3 200 000	3 519 069	3 785 851
22045020301 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Agboville	4 050 000	4 453 822	4 791 467
22045020303 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Guiglo	5 257 783	5 782 032	6 220 370
22045020304 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Lakota	4 900 000	5 388 576	5 797 085
22045020305 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Tiassalé	3 194 000	3 512 474	3 778 751
22045020306 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal de Danané	4 500 000	4 948 690	5 323 854
22045020307 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Toumodi	3 150 000	3 464 085	3 726 695
22045020308 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Bouna	3 070 000	3 376 109	3 632 051
22045020309 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la section de tribunal de Grand Bassam	3 229 000	3 550 964	3 820 158
22045020310 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Korhogo	4 500 000	4 948 692	5 323 851
22045020311 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Guiglo	5 257 785	5 782 035	6 220 371
22045020312 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI d'Abengourou	5 015 000	5 515 040	5 933 137
22045020313 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Touba	5 600 000	6 158 371	6 625 237
22045020314 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Yopougon	7 000 000	7 697 965	8 281 547
22045020315 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Issia	5 644 289	6 207 077	6 677 633
22045020316 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Odiénné	5 250 000	5 773 474	6 211 162
22045020317 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Bouaflé	5 210 000	5 729 486	6 163 837
22045020318 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Oumé	5 083 000	5 589 822	6 013 587
22045020319 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la section de tribunal d'Aboisso	4 100 000	4 508 808	4 850 622
22045020320 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de M'bahiakro	4 700 000	5 168 634	5 560 467
22045020321 Enregistrer et gérer les décisions de justice du Tribunal de Commerce d'Abidjan	42 765 370	47 029 473	50 594 772
22045020322 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Korhogo	5 492 500	6 040 152	6 498 058
22045020323 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI d'Abidjan	4 500 000	4 948 691	5 323 853
22045020324 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Daloa	6 127 500	6 738 469	7 249 310
22045020325 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Bouaké	4 550 000	5 003 680	5 383 004
22045020326 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Dabou	5 481 500	6 028 057	6 485 042
22045020327 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Yopougon	4 110 000	4 519 803	4 862 451
22045020328 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Séguéla	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22045020329 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Sassandra	4 950 000	5 443 560	5 856 239
22045020330 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI d'Abidjan	6 600 000	7 258 081	7 808 316
22045020331 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Divo	5 711 070	6 280 516	6 756 643
22045020332 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Bouna	5 000 000	5 498 547	5 915 391
22045020333 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Bouaflé	4 100 000	4 508 809	4 850 620
22045020334 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Boundiali	5 000 000	5 498 546	5 915 391

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22045 Juridictions	5 056 102 867	4 043 362 299	4 423 067 573
22045020335 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Bongouanou	5 230 000	5 751 481	6 187 497
22045020336 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Tiassalé	5 354 000	5 887 843	6 334 201
22045020337 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Gagnoa	5 031 000	5 532 637	5 952 068
22045020338 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Danané	5 150 000	5 663 504	6 092 851
22045020339 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Aboisso	5 551 500	6 105 036	6 567 858
22045020340 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Daloa	4 685 000	5 152 137	5 542 721
22045020341 Rendre les décisions de justice du TPI de Man	5 344 288	5 877 163	6 322 711
22045020342 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Gagnoa	4 580 000	5 036 670	5 418 497
22045020343 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Agboville	5 300 000	5 828 459	6 270 315
22045020344 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal d'Adzopé	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22045020345 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Grand Bassam	4 911 764	5 401 511	5 811 001
22045020346 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Man	5 000 000	5 498 545	5 915 394
22045020347 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Bouaké	5 620 000	6 180 366	6 648 900
22045020348 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Man	4 430 000	4 871 712	5 241 037
22045020349 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Sinfra	4 500 000	4 948 694	5 323 851
22045020350 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Lakota	5 060 000	5 564 529	5 986 375
22045020351 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Bondoukou	4 950 000	5 443 561	5 856 238
22045020352 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Toumodi	5 050 000	5 553 532	5 974 545
22045020353 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Tabou	5 100 000	5 608 518	6 033 698
22045020354 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Soubré	5 000 000	5 498 545	5 915 391
22045020355 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Katiola	5 650 000	6 213 358	6 684 392
22045020356 Rendre les décisions de justice du Tribunal de Commerce d'Abidjan	36 159 154	39 764 554	42 779 103
22045020357 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI d'Abengourou	4 520 000	4 970 686	5 347 514
22045020358 Rendre les décisions de justice de la section de tribunal de Dimbokro	5 162 196	5 676 915	6 107 282
22045020359 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de Daloa	5 500 000	6 048 402	6 506 930
22045020360 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de Bouaké	5 500 000	6 048 400	6 506 929
22045020362 Assurer la prise en charge des bénévoles dans les tribunaux	40 847 731	44 920 625	48 326 057
22045020363 Gérer toutes dépenses liées aux rentrées judiciaires	32 038 060	35 232 549	37 903 528
22045020364 Gérer toutes dépenses liées aux assises judiciaires	84 144 325	92 534 288	99 549 310
22045020365 Rendre les décisions de justice du TPI de San Pédro	67 661 400	74 407 864	80 048 722
22045020366 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de San Pédro	6 000 000	6 598 255	7 098 468

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22045 Juridictions	5 056 102 867	4 043 362 299	4 423 067 573
22045020367 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de San Pédro	5 000 000	5 498 547	5 915 390
22045020368 Appuyer la commission de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (O.H.A.D.A)	13 830 610	15 209 651	16 362 692
22045020369 Prendre en charges le contrat de bail du président de la CCJA	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22045020370 Prendre en charge les dépenses liées au Palais de Justice d'Abidjan	80 771 332	88 824 975	95 558 796
4 Investissements	1 359 920 000	59 920 000	59 920 000
Trésor	1 359 920 000	59 920 000	59 920 000
22045020302 Appuyer la Réforme & la modernisation du système judiciaire & pénitentiaire	1 359 920 000	59 920 000	59 920 000
2204504 Renforcement de la coopération intersectorielle dans le domaine de la protection de la jeunesse et de l'enfance	101 913 550	112 075 280	120 571 689
2 Biens et services	101 913 550	112 075 280	120 571 689
22045040003 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bouaké	6 000 000	6 598 257	7 098 469
22045040004 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse d'Odiénné	5 000 000	5 498 549	5 915 393
22045040005 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Korhogo	5 000 000	5 498 547	5 915 390
22045040006 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Soubré	5 000 000	5 498 547	5 915 390
22045040007 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Guiglo	5 000 000	5 498 547	5 915 390
22045040008 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bondoukou	5 000 000	5 498 547	5 915 392
22045040009 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Man	6 000 000	6 598 256	7 098 466
22045040010 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Yopougon	6 874 950	7 560 446	8 133 602
22045040011 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse du Plateau	10 356 951	11 389 635	12 253 081
22045040012 Coordonner les activités de la Direction de Protection Judiciaires, de l'Enfance et de la Jeunesse	47 681 649	52 435 949	56 411 116
2204505 Gestion de la formation et de la documentation	1 537 539 444	1 610 064 734	1 850 975 744
3 Transferts	1 462 539 444	1 535 064 734	1 775 975 744
22045050001 Gérer la bourse des auditeurs de justice	592 490 990	750 088 608	867 806 513
22045050002 Renforcer les capacités des ressources humaines du MJDH par l'INFJ	694 942 431	563 293 374	651 695 884
22045050003 Publier les actes de justice	175 106 023	221 682 752	256 473 347
4 Investissements	75 000 000	75 000 000	75 000 000
Trésor	75 000 000	75 000 000	75 000 000
22045050004 Acquérir et équiper le siège de la CNDJ	75 000 000	75 000 000	75 000 000

III.3. Programme 3 : Établissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Établissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Améliorer le cadre de vie des détenus	Proportion d'établissements pénitentiaires réhabilités et équipés	16,21%	19,34%	20%	21%	(Nombre d'établissements pénitentiaires réhabilités et équipés / Nombre total d'établissements pénitentiaires à réhabiliter et à équiper) x100 Source : Rapport d'activités DIEM
	Nombre d'établissements pénitentiaires construits	34	34	36	36	Dénombrement Source : Rapport d'activités DIEM
OS2 : Améliorer le bien-être des détenus	Budget alimentaire journalier par détenu	1116 F	1156 F	2400 F	2400 F	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAF
	Nombre de rations alimentaires journalières par détenu	1,5	1,5	3	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAF
	Budget d'hygiène par détenu	107 F	60 F	695 F	695 F	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAF
	Budget en produit pharmaceutique par détenu	53 F	130 F	500 F	1000 F	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAF

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : ETABLISSEMENTS PENITENCIAIRES CENTRES D'OBSERVATION ET DE REEDUCATION DES MINEURS		7 049 584 291	7 103 434 980	7 443 703 696
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	6 392 163 684	6 659 809 300	6 993 322 793
	Transferts	34 000 000	43 043 714	49 798 937
	Investissements	623 420 607	400 581 966	400 581 966
	<i>Trésor</i>	623 420 607	400 581 966	400 581 966
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Tableau du budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22046 Établissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	7 049 584 291	7 103 434 980	7 443 703 696
2204601 Coordination et suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté et amélioration des conditions et du cadre de vie des gardes pénitentiaires et des détenus	6 807 483 987	6 831 541 446	7 147 705 840
2 Biens et services	6 184 063 380	6 430 959 480	6 747 123 874
22046010001 Fournir aux détenus de la MAC de Soubré les conditions de détentions qui répondent aux standards	54 395 508	59 819 240	64 354 135
22046010002 Fournir aux détenus de la MAC d'Abidjan les conditions de détentions qui répondent aux standards	550 913 791	605 844 957	651 774 056
22046010003 Fournir aux détenus de la MAC de Dabou les conditions de détentions qui répondent aux standards	51 712 488	56 868 700	61 179 913
22046010004 Fournir aux détenus de la MAC d'Adzopé les conditions de détentions qui répondent aux standards	43 448 772	47 781 014	51 403 293
22046010005 Fournir aux détenus de la MAC de Grand-Bassam les conditions de détentions qui répondent aux standards	33 702 641	37 063 103	39 872 857
22046010006 Fournir aux détenus de la MAC de Bouaké les conditions de détentions qui répondent aux standards	80 388 402	88 403 863	95 105 760
22046010007 Fournir aux détenus de la MAC de Lakota les conditions de détentions qui répondent aux standards	17 589 314	19 343 129	20 809 534
22046010008 Fournir aux détenus de la MAC de Daloa les conditions de détentions qui répondent aux standards	118 974 671	130 837 540	140 756 330
22046010009 Fournir aux détenus de la MAC de Divo les conditions de détentions qui répondent aux standards	41 382 436	45 508 646	48 958 655
22046010010 Fournir aux détenus de la MAC d'Odiénné les conditions de détentions qui répondent aux standards	18 938 100	20 826 403	22 405 252
22046010011 Fournir aux détenus de la MAC de Bondoukou les conditions de détentions qui répondent aux standards	41 188 120	45 294 954	48 728 764
22046010012 Assurer le fonctionnement des délégations de l'administration régionale pénitentiaires de Bouaké	20 061 130	22 061 411	23 733 884
22046010014 Fournir aux détenus de la MAC de Bouna les conditions de détentions qui répondent aux standards	44 817 206	49 285 895	53 022 257
22046010015 Fournir aux détenus de la MAC de Katiola les conditions de détentions qui répondent aux standards	28 951 198	31 837 897	34 251 530
22046010016 Fournir aux détenus de la MAC de Tabou les conditions de détentions qui répondent aux standards	33 327 802	36 650 890	39 429 394
22046010017 Prendre en charge les frais d'hospitalisation des détenus	74 113 314	81 503 092	87 681 841
22046010019 Fournir aux détenus de la ferme pénitentiaire de Saliakro les conditions de détentions qui répondent aux standards	41 505 186	45 643 635	49 103 876
22046010020 Fournir aux détenus de la MAC de M'bahiakro les conditions de détentions qui répondent aux standards	11 800 923	12 977 582	13 961 415
22046010021 Fournir aux détenus de la MAC de Korhogo les conditions de détentions qui répondent aux standards	74 446 748	81 869 773	88 076 321
22046010022 Fournir aux détenus de la MAC de Tiassalé les conditions de détentions qui répondent aux standards	30 872 168	33 950 405	36 524 187
22046010023 Fournir aux détenus de la MAC de Séguéla les conditions de détentions qui répondent aux standards	37 261 375	40 976 678	44 083 118
22046010024 Fournir aux détenus de la MAC de Boundiali les conditions de détentions qui répondent aux standards	17 866 788	19 648 271	21 137 807
22046010025 Gérer les dépenses liées aux achats de fournitures techniques	13 650 515	15 011 597	16 149 626
22046010026 Fournir aux détenus de la MAC d'Oumé les conditions de détentions qui répondent aux standards	20 221 008	22 237 229	23 923 033
22046010027 Assurer le fonctionnement des délégations de l'administration régionale pénitentiaires d'Abidjan	20 061 130	22 061 410	23 733 885
22046010029 Assurer le fonctionnement des délégations de l'administration régionale pénitentiaires de Daloa	20 061 130	22 061 410	23 733 883
22046010030 Fournir aux détenus de la MAC de Dimbokro les conditions de détentions qui répondent aux standards	66 970 308	73 647 862	79 231 106
22046010031 Loger tout le personnel de la garde pénitentiaires (baux)	3 700 000 000	3 699 212 157	3 808 282 821
22046010032 Fournir aux détenus de la MAC d'Abengourou les conditions de détentions qui répondent aux standards	83 896 046	92 261 252	99 255 577
22046010033 Fournir aux détenus de la MAC de Bouaflé les conditions de détentions qui répondent aux standards	52 720 976	57 977 740	62 373 032
22046010034 Fournir aux détenus de la MAC de Sassandra les conditions de détentions qui répondent aux standards	90 131 345	99 118 268	106 632 421

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22046 Établissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	7 049 584 291	7 103 434 980	7 443 703 696
22046010035 Fournir aux détenus de la MAC d'Aboisso les conditions de détentions qui répondent aux standards	46 833 909	51 503 681	55 408 175
22046010036 Fournir aux détenus de la MAC de Bongouanou les conditions de détentions qui répondent aux standards	25 782 213	28 352 936	30 502 372
22046010038 Fournir aux détenus de la MAC d'Agboville les conditions de détentions qui répondent aux standards	39 152 205	43 056 039	46 320 118
22046010039 Fournir aux détenus de la MAC de Gagnoa les conditions de détentions qui répondent aux standards	62 310 022	68 522 904	73 717 623
22046010040 Fournir aux détenus du camp pénal de Bouaké les conditions de détentions qui répondent aux standards	169 354 238	186 240 407	200 359 294
22046010041 Fournir aux détenus de la MAC de Touba les conditions de détentions qui répondent aux standards	15 672 218	17 234 883	18 541 460
22046010042 Suivre et contrôler les activités des établissements pénitentiaires	13 762 109	15 134 318	16 281 649
22046010043 Fournir aux détenus de la MAC de Danané les conditions de détentions qui répondent aux standards	33 695 837	37 055 623	39 864 809
22046010044 Fournir aux détenus de la MAC de Man les conditions de détentions qui répondent aux standards	150 920 612	165 968 783	178 550 875
22046010045 Fournir aux détenus de la MAC de Toumodi les conditions de détentions qui répondent aux standards	53 407 417	58 732 628	63 185 145
22046010046 Renforcer la gestion des établissements pénitentiaires	34 602 061	38 052 205	40 936 941
22046010049 Gérer les baux du personnel pénitentiaire	3 200 000	3 519 070	3 785 850
4 Investissements	623 420 607	400 581 966	400 581 966
Trésor	623 420 607	400 581 966	400 581 966
22046010037 Construire et Réhabiliter les MAC	623 420 607	400 581 966	400 581 966
2204602 Exécution du volet correctionnel des détenus et renforcement des structures d'apprentissage	242 100 304	271 893 534	295 997 856
2 Biens et services	208 100 304	228 849 820	246 198 919
22046020007 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre d'Observation pour Mineurs de Man	7 892 732	8 679 712	9 337 719
22046020008 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre d'Observation pour Mineurs de Bouaké	7 892 732	8 679 711	9 337 720
22046020009 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre d'Observation pour Mineurs d'Abidjan	54 202 565	59 607 059	64 125 870
22046020010 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations de Dabou	26 112 275	28 715 910	30 892 860
22046020011 Animer le centre de réinsertion des mineurs de Bouaké	112 000 000	123 167 428	132 504 750
3 Transferts	34 000 000	43 043 714	49 798 937
22046020003 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre ABEL de GRAND BASSAM	34 000 000	43 043 714	49 798 937

SECTION 326 : MINISTERE DE LA DEFENSE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la stagnation des effectifs des militaires par catégorie malgré l'opération de départ volontaire ;
- le sureffectif des sous-officiers ;
- le déficit des militaires du rang ;
- le ratio gendarme-population en deçà des standards internationaux ;
- la moyenne d'âge élevée pour les personnels sous-officiers et militaires du rang ;
- l'inversion de la pyramide des grades ;
- la démotivation du personnel ;
- l'inadéquation entre la qualification et l'emploi ;
- l'entraînement insuffisant des hommes;
- le maintien en condition insuffisant du parc automobile ;
- la quasi inexistence du matériel de transmission et d'optique;
- l'insuffisance des effets d'habillement, de couchage, de campement et d'ameublement ;
- le patrimoine foncier en cours d'immatriculation et de délimitation;
- l'insuffisance de la couverture médico-sociale;
- l'insuffisance du budget ;
- la demande de sécurité partiellement satisfaite ;
- l'offre de sécurité non optimale.

I.1.2. Réponses apportées

- l'opération de recensement biométrique en cours ;
- la poursuite de la politique de réduction des effectifs des Forces Armées de Cote d'Ivoire à travers une nouvelle Loi de Programmation Militaire ;
- le renforcement des programmes de formation dans les écoles militaires ;
- la formation continue des cadres militaires à l'intérieur comme à l'extérieur ;
- l'organisation de deux sessions de l'Institut des Etudes Stratégiques de la Défense ;
- la mise en œuvre de plusieurs textes et la poursuite de l'élaboration des autres textes (textes de bonne gouvernance et textes relatifs aux finances);
- le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur les aires protégées occupées par des clandestins et la lutte contre le grand banditisme ;
- la sécurisation de la zone exclusive économique par la marine ;
- la sécurisation des fêtes, des cérémonies et des manifestations nationales ;
- l'acquisition de véhicules, d'aéronefs, d'engins fluvio-lagunaires et d'équipements spécifiques ;
- la mise en place de diverses opérations de sécurisation des biens et des personnes ;
- la réhabilitation des casernes (phase 2) ;
- la construction de nouvelles infrastructures et installations militaires.

I.1.3. Défis et priorités

- la planification et la programmation des actions majeures des Forces Armées et les budgets adéquats ;
- la consolidation du cadre institutionnel ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des militaires ;
- l'augmentation progressive de la part des budgets consacrés aux investissements et aux équipements pour atteindre à terme 40% ;
- le rajeunissement et la réduction progressive des effectifs pour atteindre les ratios-standards internationaux ;
- la normalisation progressive de la pyramide des grades des Forces Armées selon les standards internationaux ;
- l'accélération du processus de modernisation de la gestion des Ressources Humaines ;
- la professionnalisation des Armées et de la Gendarmerie ;
- l'optimisation des capacités opérationnelles des armées ;
- la finalisation de la réhabilitation des casernes militaires et de la gendarmerie ;
- la construction de trois hôpitaux militaires (Bouaké, Daloa et Korhogo) et l'extension de l'Hôpital Militaire d'Abidjan ;
- la construction de l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme ;
- la poursuite des opérations de sécurisation en vue d'améliorer l'environnement sécuritaire ;
- l'achèvement de l'opération de recensement biométrique ;
- la mise en cohérence des dotations budgétaires avec les prévisions de la Loi de Programmation Militaire ;
- l'entraînement permanent des Forces ;
- l'adaptation des Armées et de la Gendarmerie Nationale au contexte sécuritaire, stratégique, national et régional ;
- l'amélioration de la capacité d'appréciation et de décision en matière de renseignement et de réflexions stratégiques ;
- la Sécurisation du patrimoine foncier ;
- l'optimisation de la couverture médico-sociale ;
- la poursuite du programme de réhabilitation, de construction et d'équipement des casernes ;
- le renouvellement accéléré des matériels et équipements de dotation ;
- le renouvellement des capacités opérationnelles des unités déployées aux frontières Nord ;
- le renforcement des capacités des hommes par la formation et l'entraînement ;
- le renforcement des capacités pour une meilleure prise en charge des nouvelles menaces (terrorisme, piraterie maritime, criminalité transfrontalière, ...) ;
- la restauration de l'esprit de discipline ;
- l'affermissement du lien Armée-Nation ;
- la préparation de nos Forces pour le déploiement dans les opérations de soutien à la paix ;
- la lutte contre le grand banditisme (coupeurs de routes, orpailleurs clandestins, attaques et vols à mains armées) ;
- l'intensification de la lutte contre la fraude et l'occupation illégale des aires protégées.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement des capacités des Armées et de la Gendarmerie Nationale en moyens humains, matériels et financiers ;
- la participation aux opérations de maintien de la paix en Afrique ;
- la réduction des effectifs, l'optimisation et la réorganisation des ressources humaines ;
- la réorganisation des structures et la réforme du cadre institutionnel.

I.2.2. Résultats stratégiques

- les stratégies en vue de renforcer la gouvernance du secteur sont mises en place ;
- la transparence et la rigueur dans la gestion des ressources sont assurées ;
- la politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales est mise en œuvre ;
- les stratégies en vue de sécuriser les personnes et les biens et points vitaux sont mises en place ;
- les stratégies relatives à l'application des lois sont mises en place.

I.3. Missions du Ministère

Le Ministre de la Défense est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de défense.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- défense de l'intégrité nationale ;
- restructuration des Forces de défense en vue d'en faire une Armée attachée aux valeurs d'intégrité et de moralité républicaines ;
- exécution de la politique militaire et traduction en ordres et instructions des directives générales en matière de défense ;
- gestion de l'ensemble des forces terrestres, aériennes, de la marine nationale et de la gendarmerie nationale dont il assure le recrutement, la formation, la mobilisation, l'emploi et la protection sociale ;
- exercice des pouvoirs judiciaires prévus par le code de procédure militaire ;
- préparation des directives générales relatives aux négociations concernant la défense ;
- gestion en liaison avec le Ministère des affaires étrangères, des missions militaires à l'étranger et des représentations militaires au sein des organismes internationaux.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Défense ;
- Programme 3 : Sécurité.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISATION SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale des Armées, Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale, Contrôle Général de l'Administration des Finances de la Défense, Service de Communication des Armées, Comité National de Lutte contre les Violences Sexuelles liées aux Crises, Groupement Ministériel des Moyens Généraux, Secrétariat Permanent de la Commission pour l'Interdiction des Armes Chimiques en Côte d'Ivoire, Direction Générale de l'Administration et des Finances, Directions des Finances, Direction de la législation Militaire, Direction des Ressources Humaines, Direction de la Santé et des Actions Sociales des Armées, Direction Générale des Affaires Logistiques et Techniques, Direction du Génie, Direction de l'Équipement Militaire, Direction des Télécommunications et des Systèmes d'Information, Direction Générales des Affaires Stratégiques, Direction du Développement et des Relations Internationales, Direction de la Planification et du Suivi, Direction Générale du Renseignement et de la Sécurité, Direction du Renseignement et de la Sécurité, Direction de la Sécurité Défense, Atelier de la Marine Nationale	<ul style="list-style-type: none">- Office National des Anciens Combattants (ONAC)- Centre National de Coordination du Mécanisme de Réponses à l'alerte précoce (CNCMR)	<ul style="list-style-type: none">- Opération de Sécurisation des personnes et des biens- Construction et équipement des hôpitaux militaires et de l'unité d'intervention rapide- Équipement de l'Administration Centrale de la Défense	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISATION SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Défense	Cabinet État-major des Armées, Division Emploi Opération, , Division Organisation des Ressources Humaines, Division de la Logistique, Direction du commissariat des Armées, Service Informatique de l'État-Major, Services État-Major, Bureau d'Information et de Presse des Armées, Bureau Équipement État-Major, Bureau d'Étude Générale et de Réglementation, Service Transmission État-Major, Commandement des Forces Terrestres, Service Informatique des Forces Terrestres, Commissariat des Forces Terrestres, 1ère Région Militaire, 2ème Région Militaire, 3ème Région Militaire, 4ème Région Militaire, Bureau Équipement Soutien Technique des Forces Terrestres, Unité de Commandement et des Services des Forces Terrestres, 1er Bataillon, 2ème Bataillon, 3ème Bataillon, 4ème Bataillon, Bataillon de Sécurisation de Nord, Bataillon de Sécurisation de l'Est, Bataillon de Sécurisation de l'Ouest, Détachement des Forces Terrestres de San-Pedro, Commandement des Forces Aériennes, Commissariat des Forces Aériennes, Commandement des fusiliers commandos de l'air, Base Aérienne de Bouaké, Base Aérienne d'Abidjan, Commissariat Marine, Service Informatique de la Marine, Base Navale de San-Pedro, Base Navale d'Adiaké, Fusiliers Marins Commando, Flottille Lagunaire, Base Navale Locodjro, DLR, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Yopougon, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Indénié, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Zone4, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Yakro, École Nationale des Sous-officiers d'Active, École Militaire Préparatoire Technique, Centre Interarmées de Formation Initiale Militaire, École des Forces Armées, Centre de secours N'zianouan.		<ul style="list-style-type: none"> - Construction des unités des Forces spéciales - Construction des unités des Forces Terrestres - Rénovation de l'EMPT - Construction et réhabilitation des unités des Forces aériennes - Construction des unités de la Marine nationale - Construction et extension des centres de secours GSPM - Équipement de la Marine nationale 	
Programme 3 : Sécurité	Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale, Commandement Supérieur de la Gendarmerie, Groupe d'Escadron Blindé, Unité d'Intervention de la Gendarmerie Nationale, Escadron de Protection de Hautes Personnalités, Groupement de Documentation de Recherche de la Gendarmerie, Centre Administratif et Technique de la Gendarmerie, Bureau des Ressources Humaines, Bureau Logistique, Bureau Organisation Emploi, Groupe d'Intervention et de Sécurité, État-major 3ème Légion Gendarmerie Territoriale, État-major 3ème Légion Gendarmerie Mobile, État-major 4ème Légion Gendarmerie Mobile, État-major 4ème Légion Gendarmerie Territoriale, État-major 2ème Légion Gendarmerie Mobile, État-major 5ème Légion Gendarmerie Territoriale, État-major 6ème Légion Gendarmerie Mobile, état-major 1ère Légion Gendarmerie Territoriale, État-major 1ère Légion Gendarmerie Mobile, Compagnies, Escadrons, Brigades, Brigade de Sécurité, École de Gendarmerie d'Abidjan, École de Gendarmerie de Toroghé, Centre opérationnel, Garage auto, Escadron de Service d'Honneur, Groupe de Sécurité Aéroportuaire, Groupe de sécurité Portuaire		Construction et réhabilitation des unités de la Gendarmerie Nationale	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL/SOURCE DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1.1 .1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Études Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Études
		IP.1.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Études Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Études
		IP.1.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête
OG-2 : Mettre en œuvre la politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales	RS 2.1 : la politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales est mise en œuvre	IP 2.1.1 : indice de performance opérationnelle	Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS) Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
OG-3 : Mettre en œuvre la politique de défense nationale au sein de la Gendarmerie Nationale	RS 3.1 : Les stratégies de sécurisation des personnes, des biens et des points vitaux sont mises en place	IP 3.1.1 : indice de performance opérationnelle	Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS) Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 3
	RS 3.2 : Les stratégies relatives à l'application des lois sont mises en place.	IP 3.2.1 : proportion de la population satisfaite de la qualité des services	Nombre de personnes satisfaites / Nombre total de personnes interrogées Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 3

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	353 647 962 490	361 734 461 987	376 422 131 619
1.1 Ressources Intérieures	334 342 962 490	340 007 200 583	349 909 560 383
1.1.1 Budget État	334 342 962 490	340 007 200 583	349 909 560 383
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	19 305 000 000	21 727 261 404	26 512 571 236
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	19 305 000 000	21 727 261 404	26 512 571 236
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	353 647 962 490	361 734 461 987	376 422 131 619
2.1 Personnel	159 098 178 881	164 548 692 520	169 005 967 793
2.1.1 Solde y compris EPN	159 098 178 881	164 548 692 520	169 005 967 793
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	138 356 095 842	138 387 965 103	143 697 212 473
2.3 Transferts et subventions	683 687 767	865 542 960	1 001 380 117
2.4 Investissement	55 510 000 000	57 932 261 404	62 717 571 236
Trésor	36 205 000 000	36 205 000 000	36 205 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	19 305 000 000	21 727 261 404	26 512 571 236

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la coordination et le cadre institutionnel du Ministère	Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme tenues	85%	80%	85%	90%	Nombres de réunion tenues / Nombre de réunions prévues Source: Rapports d'activités Cabinet
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions	50%	75%	80%	90%	Nombre d'activités réalisées / Nombre total des activités du plan d'actions Source: Rapports d'activités Cabinet
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère	Taux de traitement des requêtes de maintenances des engins fluvio-lagunaires et navires	95%	75%	80%	90%	Nombre de requêtes de maintenance des engins fluvio-lagunaires et navires traitées / Nombre total de requêtes Source: Rapports d'activités ATEMAN
	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines des structures	100%	75%	80%	90%	Besoin d'agents exprimé par les structures / Nombre de besoin d'agents Source: Rapports d'activités DRH
	Taux de satisfaction des besoins en formation des agents exprimé par les structures	75%	80%	90%	95%	Besoin en formation exprimé par les structures / Nombre de formations prévues Source: Rapports d'activités DRH
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions en matière de législation	70%	80%	85%	95%	Nombre d'activités en matière de législation réalisées / Nombre total des activités du plan d'actions Source: Rapports d'activités DLM
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions en matière de santé	54%	85%	90%	95%	Nombre d'activités en matière de santé réalisées / Nombre total des activités du plan d'actions Source: Rapports d'activités DSASA
	Taux d'exécution du budget	90%	80%	85%	95%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Extrait SIB
	Nombre d'anciens combattants pris en charge	1000	900	900	850	Dénombrement Source : ONAC

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 3 : Renforcer le système de planification, d'information et la gestion de la Logistique du Ministère	Taux de traitement des besoins en infrastructures	15%	50%	60%	70%	Besoin en infrastructures traités / Besoins total en infrastructures Source: Rapports d'activités DIRGEN
	Taux de traitement des besoins en réparation des véhicules et engins spécifiques	90%	75%	80%	90%	Besoins en réparations de véhicules et engins spécifiques traités / Besoins total en réparations de véhicules Source: Rapport d'activités EGS et ECARRA / DIRGEN
	Taux de traitement des besoins en équipements militaires	25%	75%	80%	90%	Besoin en équipements militaires traités / Besoins total en équipements Source: Rapports d'activités DEM
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions en matière de Télécommunications et des Systèmes d'Informations	96%	75%	80%	90%	Nombre d'activités en matière de de Télécommunications et des Systèmes d'Informations réalisées / Nombre total des activités du plan d'actions Source: Rapports d'activités DTSI
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions en matière de développement et relations internationales	71%	80%	85%	95%	Nombre d'activités en matière de développement et relations internationales / Nombre total des activités du plan d'actions Source: Rapports d'activités DDRI
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions en matière de Planification et de suivi	90%	80%	85%	95%	Nombre d'activités en matière de Planification et de suivi / Nombre total des activités du plan d'actions Source: Rapports d'activités DPS
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions en matière du renseignement stratégique	40%	85%	90%	95%	Nombre d'activités en matière du renseignement stratégique / Nombre total des activités du plan d'actions Source: Rapports d'activités DRS
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions en matière de renseignement Sécurité Défense	40%	85%	90%	95%	Nombre d'activités en matière de renseignement Sécurité Défense / Nombre total des activités du plan d'actions Source: Rapports d'activités DSD
Taux de réalisation des activités du plan d'actions en matière de coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce	50%	70%	80%	90%	Nombre d'activités en matière de coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce / Nombre total des activités du plan d'actions Source: Rapports d'activités CNCMR	

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		126 620 107 115	131 798 276 172	139 934 793 852
	Dépenses de personnel	20 938 695 209	22 118 991 461	22 773 872 424
	Dépenses en biens et services	75 624 164 139	77 397 476 977	80 707 801 579
	Transferts	683 687 767	865 542 960	1 001 380 117
	Investissements	29 373 560 000	31 416 264 774	35 451 739 732
	Trésor	13 093 560 000	13 093 560 000	13 093 560 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	16 280 000 000	18 322 704 774	22 358 179 732

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21074 Administration Générale	126 620 107 115	131 798 276 172	139 934 793 852
2107401 Coordination et animation du ministère	25 805 628 019	26 745 720 754	27 610 051 172
1. Personnel	16 790 783 790	17 300 133 061	17 755 836 193
21074010044 Gérer la part patronale CGRAE de l'Armée	15 901 285 803	16 392 760 910	16 830 392 531
21074010045 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation aux États Unis/Services des Attachés de Défense	237 148 464	241 913 882	246 731 917
21074010046 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation à Paris /Services des Attachés de Défense	98 554 548	100 534 968	102 537 255
21074010047 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation à l'ONU /Services des Attachés de Défense	64 000 000	65 286 058	66 586 316
21074010048 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Allemagne /Services des Attachés de Défense	27 500 000	28 052 603	28 611 308
21074010049 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Israël /Services des Attachés de Défense	46 000 000	46 924 355	47 858 915
21074010050 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Chine /Services des Attachés de Défense	50 000 000	51 004 733	52 020 559
21074010051 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Russie /Services des Attachés de Défense	50 000 000	51 004 733	52 020 560
21074010053 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Burkina Faso /Services des Attachés de Défense	36 000 000	36 723 408	37 454 803
21074010054 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Maroc /Services des Attachés de Défense	39 816 000	40 616 089	41 425 011
21074010055 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Nigeria /Services des Attachés de Défense	23 000 000	23 462 178	23 929 457
21074010056 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Liberia /Services des Attachés de Défense	44 600 000	45 496 222	46 402 339
21074010057 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Afrique du Sud /Services des Attachés de Défense	41 600 000	42 435 938	43 281 106
21074010058 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Sénégal /Services des Attachés de Défense	35 000 000	35 703 314	36 414 392
21074010059 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Cameroun /Services des Attachés de Défense	45 518 975	46 433 664	47 358 451
21074010060 Prendre en charge les salaires et accessoires du Secrétariat Général Office de Liaison de l'Afrique de l'Ouest (OLAO)	6 300 000	6 426 597	6 554 591
21074010061 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Ghana /Services des Attachés de Défense	44 460 000	45 353 409	46 256 682

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21074 Administration Générale	126 620 107 115	131 798 276 172	139 934 793 852
2.Biens et services	9 014 844 229	9 445 587 693	9 854 214 979
21074010014 Gérer les activités d'abonnement du ministère	7 005 148 208	7 244 565 226	7 493 220 441
21074010015 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Défense	81 165 440	89 258 380	96 025 056
21074010016 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	5 982 317	6 578 809	7 077 548
21074010017 Gérer le personnel civil du cabinet du Ministre	20 820 480	20 820 480	20 820 480
21074010018 Prendre en charges le honoraires des agents sous contrats BNETD	70 030 761	70 030 761	70 030 761
21074010019 Mettre en œuvre la libération des sites publics et privés occupés illégalement	17 667 042	19 428 608	20 901 492
21074010020 Inspecter la capacité opérationnelle des Forces Armées	6 708 203	7 377 071	7 936 330
21074010021 Inspecter la capacité opérationnelle de la Gendarmerie Nationale	6 680 254	7 346 335	7 903 264
21074010022 Contrôler le bon fonctionnement en matière administrative, financière, technique, domaniale et sociale des services et organismes placés sous l'autorité ou la tutelle du Ministère	12 221 253	13 439 823	14 458 699
21074010023 Mettre en œuvre et suivre la politique de communication des Armées	5 811 511	6 390 971	6 875 472
21074010024 Gérer le personnel militaire et le matériel affecté à l'administration centrale	14 218 873	15 636 624	16 822 039
21074010025 Contrôler l'interdiction des armes chimiques en Côte d'Ivoire	18 644 888	20 503 953	22 058 361
21074010026 Réaliser tous les travaux à caractère industriel et commercial de la Marine Nationale	305 982 317	336 491 563	362 000 988
21074010027 Mettre en œuvre la politique de reconversion des militaires	11 765 224	12 938 323	13 919 183
21074010028 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire au Secrétariat Général Office de Liaison de l'Afrique de l'Ouest	37 576 120	41 322 803	44 455 487
21074010029 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire auprès de l'ONU	192 096 384	211 250 159	227 265 030
21074010030 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire à Washington	120 373 251	132 375 570	142 410 961
21074010031 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en France	194 861 844	214 291 359	230 536 785
21074010032 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Allemagne	78 909 852	86 777 890	93 356 518
21074010033 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Israël	39 246 170	43 159 375	46 431 286
21074010034 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Russie	41 750 742	45 913 674	49 394 387
21074010035 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Chine	65 131 942	71 626 197	77 056 174
21074010036 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Ghana	55 946 668	61 525 065	66 189 278
21074010037 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Burkina Faso	43 605 812	47 953 713	51 589 081
21074010038 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Maroc	66 819 728	73 482 268	79 052 958
21074010039 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Nigéria	54 567 785	60 008 695	64 557 951
21074010040 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Libéria	29 614 498	32 567 337	35 036 264
21074010041 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Afrique du Sud	35 071 047	38 567 953	41 491 789
21074010042 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Sénégal	66 715 979	73 368 175	78 930 217
21074010043 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Cameroun	54 813 734	60 279 167	64 848 929
21074010062 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Arabie Saoudite	122 250 431	134 439 922	144 631 811
21074010063 Assurer la représentation diplomatique militaire au Mali	65 242 854	71 748 165	77 187 396
21074010064 Assurer la représentation diplomatique militaire en Éthiopie et auprès de l'Union Africaine(UA)	67 402 617	74 123 279	79 742 563

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21074 Administration Générale	126 620 107 115	131 798 276 172	139 934 793 852
2107402 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles.	80 264 157 723	82 397 460 999	85 565 873 995
1.Personnel	4 147 911 419	4 818 858 400	5 018 036 231
13013010041 Prendre en charge le salaire du personnel au CNCMR	360 156 370	356 088 076	360 372 859
21074020054 Gérer les dépenses de personnels du Ministère	3 786 635 049	4 082 291 505	4 268 003 803
21074020090 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONAC	1 120 000	1 107 349	1 120 673
21074020092 Prendre en charge le salaire du CNCMR	0	379 371 470	388 538 896
2.Biens et services	65 432 558 537	66 713 059 639	69 546 457 647
21074020055 Coordonner les activités liées aux finances, à la législation militaire, aux ressources humaines	13 247 642	14 568 553	15 672 996
21074020056 Gérer les frais d'obsèques des militaires	299 115 853	328 940 451	353 877 423
21074020057 Élaborer et exécuter le budget	49 139 056	54 038 671	58 135 343
21074020058 Gérer les ressources financières du Ministère	16 306 924	17 932 873	19 292 364
21074020059 Gérer le soutien financier des Armées et de la Gendarmerie Nationale)	43 727 187 182	43 717 876 326	45 006 890 750
21074020060 Gérer l'approvisionnement des Armées et de la Gendarmerie en carburant	14 450 000 000	15 340 943 135	16 503 939 854
21074020061 Élaborer et mettre en œuvre le CDMT	14 955 793	16 447 023	17 693 872
21074020062 Gérer les formations des militaires	1 404 907 575	1 404 907 575	1 404 907 575
21074020063 Gérer l'Habillement du personnel des Armées et de la Gendarmerie	53 342 327	58 661 046	63 108 140
21074020064 Gérer les Conférences et missions hors CI-MDPM	65 270 400	65 270 400	65 270 400
21074020065 Gérer les Séminaires et Conférences en CI	166 800 000	166 800 000	166 800 000
21074020066 Gérer les pécules des élèves et étudiants militaires	1 583 990 116	1 583 652 836	1 630 346 581
21074020067 Gérer les pécules des élèves gendarmes	2 481 428 244	2 728 849 433	2 935 723 476
21074020068 Suivre l'exécution des marchés publics et des conventions d'études du BNETD	10 101 702	11 108 933	11 951 102
21074020069 Gérer l'approvisionnement en produits pétroliers des Armées et de la Gendarmerie Nationale	69 243 747	76 147 984	81 920 764
21074020070 Gérer le transit et les assurances des Armées et de la Gendarmerie Nationale	265 663 581	292 152 680	314 300 773
21074020071 Rendre la justice au sein des Armées et de la Gendarmerie Nationale	7 931 065	8 721 863	9 383 070
21074020072 Élaborer et mettre en œuvre la politique générale des ressources humaines du Ministère	106 823 588	117 474 880	126 380 651
21074020073 Élaborer les règles d'éthique de la fonction militaire et de la discipline et d'en suivre l'application	8 474 949	9 319 978	10 026 528
21074020074 Élaborer et mettre en œuvre la politique de santé du Ministère de la Défense	110 910 738	121 969 556	131 216 070
21074020075 Gérer les aumôniers militaires	2 692 043	2 960 464	3 184 898
21074020076 Gérer les services centraux de santé du Ministère	368 909 552	405 693 223	436 448 822
21074020077 Élaborer et mettre en œuvre une politique des sports au sein des Forces Armées	13 185 207	14 499 891	15 599 131
21074020078 Élaborer et mettre en œuvre une politique de lutte contre les violences sexuelles liées aux conflit	5 982 317	6 578 807	7 077 550
21074020079 Gérer la formation du personnel médical du Ministère de la Défense	4 985 264	5 482 339	5 897 958
21074020080 Coordonner les opérations médicales du Ministère	4 985 264	5 482 339	5 897 958
21074020081 Prendre en charge médicalement les militaires, les gendarmes et leurs familles	87 072 548	95 754 478	103 013 630
21074020082 Élaborer une politique de sécurité sanitaire des aliments et des animaux au sein du Ministère de la Défense	9 272 591	10 197 154	10 970 199
21074020083 Réaliser la confection des tenues et accessoires de tenues militaires	30 633 269	30 626 748	31 529 769

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21074 Administration Générale	126 620 107 115	131 798 276 172	139 934 793 852
3.Transferts	683 687 767	865 542 960	1 001 380 117
21074020084 Gérer l'Association Fraternelle des Anciens Combattants	2 422 334	3 066 654	3 547 931
21074020085 Prendre en charge les anciens combattants/ONAC	283 441 311	358 834 315	415 149 293
21074020093 Transférer les crédits au Centre National de Coordination du Mécanisme de Réponse à l'Alerte Précoce(CNMR)	397 824 122	503 641 991	582 682 893
4.Investissements	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
Trésor	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
21074020086 Opération de Sécurisation des Personnes et des Biens	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
2107403 Planification, programmation et suivi évaluation.	135 959 183	139 535 128	145 487 223
2.Biens et services	135 959 183	139 535 128	145 487 223
21074030024 Coordonner toutes les activités de programmation, de planification, de suivi et de développement et des relations internationales	12 223 027	13 441 774	14 460 797
21074030025 Élaborer les directives concernant l'organisation, la mise en condition et l'emploi des Forces Armée	9 893 357	10 879 816	11 704 616
21074030026 Gérer les pèlerins militaires et gendarmes	99 882 114	99 860 846	102 805 227
21074030027 Gérer la formation des militaires et gendarmes en langues	3 988 212	4 385 872	4 718 368
21074030028 Organiser la planification générale, le suivi et l'évaluation des activités du Ministère	9 972 473	10 966 820	11 798 215
2107407 Gestion des systèmes d'information et de communication.	20 414 362 190	22 515 559 291	26 613 381 462
2.Biens et services	1 040 802 190	1 099 294 517	1 161 641 730
21074070012 Gérer les activités de renseignement de défense et de renseignement stratégique	46 695 925	51 351 936	55 244 930
21074070013 Mettre en œuvre la politique de renseignement stratégique	8 443 442	9 285 330	9 989 253
21074070014 Mettre en œuvre les mesures en matière de protection et de sécurité de Défense	8 376 540	9 211 757	9 910 103
21074070015 Élaborer et mettre en œuvre la politique du Ministère dans le domaine des télécommunications et de	9 030 684	9 931 124	10 684 006
21074070016 Prendre en charge les dépenses liées aux transmissions et aux services d'information	161 721 575	177 846 701	191 329 258
21074070017 Gérer les transmissions de l'Administration centrale	11 227 061	12 346 501	13 282 492
21074070018 Gérer les programmes informatiques	20 030 956	22 028 225	23 698 187
21074070019 Coordonner toutes les activités relevant du génie, des équipements militaires, des télécommunications	13 048 231	14 349 258	15 437 078
21074070020 Gérer la maîtrise d'œuvre des activités de projets d'infrastructures	27 020 132	29 714 286	31 966 930
21074070021 Gérer l'approvisionnement, la Réparation et la Construction Automobile	233 072 083	256 311 510	275 742 484
21074070022 Réaliser les équipements au profit des Armées et de la Gendarmerie Nationale	26 997 848	29 689 781	31 940 565
21074070023 Gérer l'équipement	14 479 370	15 923 096	17 130 226
21074070024 Gérer le Service d'Armes, la Manutention et Véhicules - Approvisionnement Technique	7 453 379	8 196 549	8 817 930
21074070025 Gérer le maintien en condition des véhicules et engins militaires	453 204 964	453 108 463	466 468 288

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21074 Administration Générale	126 620 107 115	131 798 276 172	139 934 793 852
4. Investissements	19 373 560 000	21 416 264 774	25 451 739 732
Trésor	3 093 560 000	3 093 560 000	3 093 560 000
21074070027 Construction et équipement des hôpitaux militaires et de l'unité d'intervention rapide	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
21074070030 Équipement de l'Administration Centrale de la Défense	1 593 560 000	1 593 560 000	1 593 560 000
Financement extérieur	16 280 000 000	18 322 704 774	22 358 179 732
21074070027 Construction et équipement des hôpitaux militaires et de l'unité d'intervention rapide	16 280 000 000	18 322 704 774	22 358 179 732

III.2. Programme 2 : Défense

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Défense						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Coordonner les activités de l'EMGA, des Armées et des Forces Spéciales	Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme	98%	100%	100%	100%	Nombre de réunions tenues / Nombre de réunions planifiées Source: Rapports d'activités EMGA
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions	93%	75%	80%	90%	Nombre d'activités réalisées / Nombre total des activités du plan d'actions Source : Rapports d'activités EMGA
OS 2 : Renforcer les capacités opérationnelles des Armées et des Forces Spéciales	Proportion des éléments des Armées et Forces Spéciales formés aux opérations intérieures	92%	80%	85%	95%	Effectif des Armées et Forces Spéciales formés/ Effectif prévus Source : rapport de formation EMGA-EMAIR-EMAT-FS-UREMGA
	Taux de traitement des besoins en réparation des véhicules et engins spécifiques des Armées et des Forces Spéciales	91%	80%	90%	95%	Besoins en réparations de véhicules et engins spécifiques réparés / Total des besoins en réparations de véhicules exprimés Source: Situation d'exécution des entretiens des engins spécifiques (EMGA-EMAIR-EMAT-FS-UREMGA)
OS 3 : contribuer à la défense régionale et internationale	Proportion des éléments des Forces de défense formée en missions extérieures	93%	95%	98%	100%	Nombre de forces de défense formés / effectifs prévus Source : Bureau OPEX – 1 ^{er} BBP
	Proportion des Forces de défense déployée en missions extérieures	85%	95%	98%	100%	Nombre de Forces de défense déployés / effectifs prévus Source : Bureau OPEX – 1 ^{er} BBP

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II: DEFENSE		142 469 245 694	142 936 689 827	146 549 286 092
	Dépenses de personnel	67 306 575 008	69 386 878 866	71 239 275 321
	Dépenses en biens et services	56 953 680 686	55 340 820 961	57 101 020 771
	Transferts	0	0	0
	Investissements	18 208 990 000	18 208 990 000	18 208 990 000
	Trésor	18 208 990 000	18 208 990 000	18 208 990 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2 023
22075 Défense	142 469 245 694	142 936 689 827	146 549 286 092
2207501 Renforcement des capacités opérationnelles des armées et des forces spéciales	142 330 962 492	142 784 618 532	146 385 686 266
1. Personnel	67 306 575 008	69 386 878 866	71 239 275 321
22075010026 Gérer le personnel de l'Armée de Terre	53 361 999 272	55 011 305 791	56 479 922 762
22075010056 Gérer le personnel de la Marine	3 655 795 147	3 768 788 042	3 869 402 015
22075010075 Gérer le personnel de la Garde Républicaine	6 725 024 835	6 932 881 127	7 117 965 751
22075010090 Gérer le personnel de l'Armée de l'Air	3 563 755 754	3 673 903 906	3 771 984 793
2. Biens et services	56 815 397 484	55 188 749 666	56 937 420 945
22075010116 Coordonner les activités de l'État-Major Général des Armées	47 296 782	52 012 705	55 955 789
22075010117 Participer à l'organisation les fêtes Nationales	1 000 000 000	1 099 709 185	1 183 078 126
22075010118 Planifier, coordonner et suivre les opérations des Armées	9 536 067	10 486 900	11 281 913
22075010119 Gérer les ressources humaines au sein de l'Armée de Terre	6 750 000	7 423 036	7 985 777
22075010120 Mettre en œuvre les activités d'entraînement de l'ensemble des Forces	81 381 737	89 496 244	96 280 953
22075010121 Mettre en œuvre les activités des unités de l'État-Major de l'Armée de Terre	9 047 379	9 949 485	10 703 757
22075010122 Gérer les opérations de l'Armée de Terre	5 000 000	5 498 545	5 915 391
22075010123 Mettre en œuvre les opérations de l'Armée de Terre	6 750 000	7 423 036	7 985 777
22075010124 Mettre en œuvre les opérations de toutes les Forces	7 050 000	7 752 950	8 340 701
22075010125 Mettre en œuvre les activités de l'Armée de l'Air	51 606 561	56 752 208	61 054 592
22075010126 Gérer le soutien des Unités Opérationnelles de l'Armée de l'Air	10 678 851 127	9 353 721 692	9 629 514 645
22075010127 Gérer les activités extérieures de l'Armée de l'Air	685 076 254	684 930 380	705 125 441

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2 023
22075 Défense	142 469 245 694	142 936 689 827	146 549 286 092
22075010128 Gérer les ressources financières et matérielles au niveau de l'État-Major Général des Armées et l'ensemble des corps de troupe	71 070 653	78 157 049	84 082 134
22075010129 Coordonner les activités des unités militaires dans la région de Daloa	5 000 000	5 498 545	5 915 391
22075010130 Coordonner les activités des unités militaires dans la région d'Abidjan	5 000 000	5 498 545	5 915 391
22075010131 Gérer le personnel militaire de l'État-Major Général des Armées	3 404 895	3 744 394	4 028 257
22075010132 Planifier les formations du personnel militaire de l'État-Major Général des Armées	5 957 378	6 551 383	7 048 043
22075010133 Gérer la logistique des Armées	600 615 930	400 530 627	412 340 206
22075010134 Gérer les munitions des Armées	9 050 000	9 952 367	10 706 857
22075010135 Gérer le transport des Armées	9 944 714	10 936 292	11 765 373
22075010136 Gérer le matériel Informatique de l'État-Major des Armées	4 839 345	5 321 871	5 725 323
22075010137 Exécuter et suivre la communication au sein de l'État-major des Armées	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22075010138 Élaborer et mettre en œuvre le plan de formation des Armées	7 050 000	7 752 950	8 340 701
22075010139 Élaborer et conduire la stratégie d'emploi des Armées	6 950 000	7 642 979	8 222 393
22075010140 Gérer les services de l'État-Major	9 387 706	10 323 745	11 106 389
22075010141 Gérer les transmissions de l'État-Major des Armées	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22075010142 Gérer l'équipement de l'État-Major des Armées	4 000 000	4 398 836	4 732 312
22075010143 Élaborer les textes relatif à la réglementation des activités de l'État-Major des Armées	2 617 083	2 878 030	3 096 213
22075010144 Coordonner les activités des unités de la 3ème région militaire de Bouaké	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22075010145 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des personnes et des biens dans la zone d'Abidjan	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22075010146 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des personnes et des biens dans la zone de San Pédro	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22075010147 Mettre en œuvre le soutien tactique des unités d'infanterie dans la zone de Bouaké	8 124 181	8 934 235	9 611 540
22075010149 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense du territoire à la frontière nord-ouest	8 150 000	8 962 629	9 642 086
22075010150 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des biens et des personnes dans la zone de Korhogo	8 048 361	8 850 855	9 521 840
22075010151 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense du territoire dans la zone de Bondoukou	8 433 197	9 274 063	9 977 130
22075010152 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des biens et des personnes dans la zone de Daloa	7 978 688	8 774 235	9 439 411
22075010153 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense du territoire à la frontière ouest	8 024 181	8 824 264	9 493 233
22075010154 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des biens et des personnes dans la zone d'Abidjan	8 333 197	9 164 092	9 858 823
22075010155 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des biens et des personnes dans la zone de Bouaké	7 787 705	8 564 210	9 213 463
22075010156 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense du territoire à la frontière sud-ouest (Grabo)	9 775 410	10 750 108	11 565 073
22075010157 Mettre en œuvre la politique de soutien tactique des unités d'infanterie et de protection des unités opérationnelles	99 200 000	99 178 877	102 103 153
22075010158 Mettre en œuvre le soutien du génie militaire et civil dans la zone de Bouaké	8 833 197	9 713 946	10 450 362
22075010159 Mettre en œuvre la politique de défense aérienne du territoire et la protection des unités opérationnelles	70 200 000	70 185 052	72 254 449
22075010160 Coordonner la politique de sécurisation de l'État-Major Général des Armées	6 833 197	7 514 529	8 084 206
22075010161 Mettre en œuvre le soutien commando et aéroporté des unités	18 302 870	20 127 832	21 653 724

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2 023
22075 Défense	142 469 245 694	142 936 689 827	146 549 286 092
22075010162 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense de la zone Abidjan-sud	4 000 000	3 999 148	4 117 064
22075010163 Gérer la logistique de l'Armée de Terre	311 700 000	342 779 352	368 765 452
22075010164 Gérer le matériel informatique de l'Armée de Terre	5 839 345	6 421 580	6 908 401
22075010165 Gérer le matériel informatique de la Marine	5 000 000	5 498 545	5 915 391
22075010167 Gérer la formation continue du personnel de la Marine Nationale	7 700 000	8 467 759	9 109 701
22075010168 Gérer la formation initiale et continue des officiers	52 685 000	52 673 781	54 226 862
22075010169 Mettre en œuvre la politique de formation des officiers	19 823 771	21 800 382	23 453 070
22075010170 Coordonner les activités des unités militaires dans la région de Korhogo	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22075010171 Gérer la formation initiale et continue des sous-officiers	39 627 988	43 579 261	46 883 005
22075010172 Gérer la formation initiale des militaires du rang	9 257 380	10 180 424	10 952 203
22075010173 Gérer la formation des enfants de troupe	64 164 784	70 562 603	75 911 952
22075010174 Gérer la formation aux techniques commandos de l'Armée de Terre	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22075010175 Gérer la surveillance et la défense aérienne du territoire (Bouaké)	10 827 051	11 906 606	12 809 247
22075010176 Gérer le transport aérien et les liaisons de l'Armée de l'Air	10 063 526	11 066 950	11 905 937
22075010177 Mettre en œuvre la surveillance et la défense maritime dans la zone de San Pédro	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22075010178 Mettre en œuvre la surveillance et la défense maritime dans la zone d'Adiaké	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22075010179 Mettre en œuvre la surveillance et la défense maritime dans la zone d'Abidjan	7 000 000	7 697 963	8 281 546
22075010180 Mettre en œuvre le contre-terrorisme et la libération d'otages	7 000 000	7 697 963	8 281 547
22075010181 Mettre en œuvre la politique de sécurité des personnes et des biens dans la zone Centre Nord-Ouest	6 750 000	7 423 036	7 985 777
22075010182 Gérer le système d'information et de communication de l'Armée de Terre	7 900 000	8 687 701	9 346 317
22075010183 Mettre en œuvre la politique de sécurité des personnes et des biens de la zone Sud-Comoé et celle du plan fluvio-lagunaire	11 700 000	12 866 597	13 842 013
22075010184 Commander, coordonner et contrôler les activités des Forces Spéciales	99 802 169	99 780 917	102 722 942
22075010185 Mettre en œuvre la politique de lutte contre le terrorisme, la criminalité et le grand banditisme	7 500 000	8 247 818	8 873 085
22075010186 Gérer la formation initiale et continue des militaires des Forces Spéciales	5 700 000	6 268 341	6 743 545
22075010187 Gérer la formation et l'instruction des Sapeurs-Pompiers militaires	6 908 875	7 597 752	8 173 739
22075010188 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Yamoussoukro	15 454 099	16 995 013	18 283 406
22075010189 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Bouaké	15 454 099	16 995 013	18 283 406
22075010190 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Korhogo	8 548 361	9 400 710	10 113 379
22075010191 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone d'Abidjan	43 405 445	47 733 365	51 352 032
22075010192 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes, des biens et de la recherche en eaux profondes	488 548 140	488 444 112	502 845 810
22075010193 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Yopougon	12 536 066	13 786 026	14 831 145

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2 023
22075 Défense	142 469 245 694	142 936 689 827	146 549 286 092
22075010194 Gérer les ressources administratives et opérationnelles des Forces Spéciales	7 700 000	8 467 760	9 109 701
22075010195 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de l'Armée de Terre	76 485 989	84 112 344	90 488 900
22075010196 Gérer les dépenses d'alimentation de l'Armée de Terre	28 050 390 400	28 044 417 613	28 871 302 673
22075010197 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de l'Armée de l'Air	28 690 577	31 551 291	33 943 194
22075010198 Gérer les dépenses d'alimentation de l'Armée de l'Air	2 350 000 000	2 349 499 613	2 418 774 224
22075010199 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de N'Zianouan	8 257 379	9 080 715	9 769 125
22075010200 Mettre en œuvre la politique de sécurisation du Palais Présidentiel d'Abidjan	7 100 000	7 807 934	8 399 854
22075010201 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de la Marine Nationale	4 700 000	5 168 632	5 560 467
22075010202 Gérer les dépenses d'alimentation de la Marine Nationale	5 528 740 000	5 527 562 762	5 690 542 044
22075010203 Gérer la formation continue du personnel de la Garde Républicaine	8 278 688	9 104 148	9 794 334
22075010204 Mettre en œuvre les activités de la Marine Nationale	5 700 000	6 268 341	6 743 545
22075010205 Gérer le soutien des unités de la Marine Nationale	4 202 800 000	3 871 975 363	3 986 139 922
22075010206 Mettre en œuvre la politique de sécurisation de l'État-Major de l'Armée de Terre	5 000 000	5 498 545	5 915 391
22075010207 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des installations de l'Armée de l'Air	55 671 294	55 659 440	57 300 551
22075010208 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des installations de la Marine Nationale	57 222 212	57 210 027	58 896 857
22075010209 Mettre en œuvre la politique de sécurisation du plan d'eau lagunaire et de sauvetage des navires en détresse	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22075010210 Coordonner les activités de sécurisation des Institutions et des hautes personnalités	106 111 060	106 088 466	109 216 471
22075010211 Gérer les dépenses d'alimentation de la Garde Républicaine	1 202 800 000	1 202 543 887	1 238 000 697
22075010212 Mettre en œuvre la politique de protection des institutions et des hautes personnalités dans la zone d'Abidjan	98 900 000	98 878 941	101 794 372
22075010213 Mettre en œuvre la politique de protection des institutions et des hautes personnalités dans la zone de Yamoussoukro	30 558 198	33 605 130	36 152 735
22075010214 Mettre en œuvre la politique de protection des institutions et des hautes personnalités dans la zone d'Abidjan sud (Treichville)	7 848 361	8 630 914	9 285 224
22075010224 Coordonner les activités des Écoles et des Centres de Formation	13 144 716	14 455 363	15 551 226
22075010225 Coordonner les activités des unités Rattachées à l'État-Major Général	13 144 716	14 455 363	15 551 226
4. Investissements	18 208 990 000	18 208 990 000	18 208 990 000
Trésor	18 208 990 000	18 208 990 000	18 208 990 000
22075010216 Rénovation de l'EMPT	299 990 000	299 990 000	299 990 000
22075010217 Construction et Extension de Centres de Secours GSPM	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
22075010218 Construction des Unités des Forces Spéciales	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2 023
22075 Défense	142 469 245 694	142 936 689 827	146 549 286 092
22075010219 Construction des Unités des Forces Terrestres	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
22075010220 Construction et Réhabilitation des Unités des Forces Aériennes	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
22075010221 Construction de la base aérienne de Daloa	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
22075010222 Construction des Unités de la Marine Nationale	2 204 000 000	2 204 000 000	2 204 000 000
22075010226 Construction de l'Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme (AILCT/C2D)	705 000 000	705 000 000	705 000 000
2207502 Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du militaire.	94 100 414	103 483 076	111 328 137
2.Biens et services	94 100 414	103 483 076	111 328 137
22075020037 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de l'État-Major des Armées	10 000 000	10 997 091	11 830 781
22075020038 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de la Marine Nationale	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22075020039 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de l'Armée de Terre	7 633 197	8 394 297	9 030 668
22075020040 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de l'Armée de l'Air	6 873 771	7 559 148	8 132 208
22075020041 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein des Forces Spéciales	7 127 050	7 837 682	8 431 857
22075020042 Mettre en œuvre de la politique de lutte contre le SIDA au sein du Ministère de la Défense	5 700 000	6 268 341	6 743 545
22075020044 Prendre en charge et suivre médicalement les commandos parachutistes	9 200 000	10 117 323	10 884 318
22075020045 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires du 2ème Bataillon d'infanterie de Daloa	5 700 000	6 268 341	6 743 545
22075020046 Prendre en charge et suivre médicalement des militaires du 3ème Bataillon d'infanterie de Bouaké	5 709 017	6 278 258	6 754 213
22075020047 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires de la place d'armes d'Akouedo	6 839 345	7 521 289	8 091 479
22075020048 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires de la Base Aérienne d'Abidjan	6 709 017	7 377 967	7 937 291
22075020049 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires de la Base Navale de Locodjro	5 000 000	5 498 545	5 915 390
22075020050 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires du GSPM Indénié	6 700 000	7 368 050	7 926 623
22075020051 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires du 4ème Bataillon d'infanterie de Korhogo	5 909 017	6 498 199	6 990 829
2207503 Participation à la sécurité régionale et internationale.	44 182 788	48 588 219	52 271 689
2.Biens et services	44 182 788	48 588 219	52 271 689
22075030003 Participer aux opérations de soutien à la Paix	8 400 000	9 237 558	9 937 856
22075030004 Élaborer la stratégie de déploiement des militaires dans les opérations extérieures	7 050 000	7 752 950	8 340 701
22075030005 Gérer les charges relatives à la surveillance maritime ouest africaine	28 732 788	31 597 711	33 993 132

III.3. Programme 3 : Sécurité

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Sécurité						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Coordonner les activités du COSUPGEND, de la Gendarmerie Territoriale, Mobile et des Unités Spécialisées	Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme	70%	75%	80%	90%	Nombre de réunions tenues / Nombre de réunions prévues Source : Rapports d'activités COSUPGEND
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions	75%	80%	85%	90%	Actions réalisées/ Actions prévues par le plan d'actions. Source : Rapports d'activités COSUPGEND
	Indice général ivoirien de sécurité (IGS)	1,2	1,1	1,05	0,95	Échelle de 10 Données consolidées de la gendarmerie et de la police Source : Rapports d'activités COSUPGEND
OS 2 : Renforcer les capacités opérationnelles de la Gendarmerie Nationale	Taux de satisfaction en besoin d'équipements et en matériels	60%	70%	80%	90%	Équipement reçu / Équipement prévu Source: Rapport d'activités DOE
	Proportion de gendarmes formés aux opérations de sécurisation intérieure	80%	85%	85%	90%	Nombre de gendarmes déployés à la sécurisation intérieure / Nombre total de gendarmes Source : Rapport d'activités DOE
OS 3 : contribuer à la défense régionale et internationale	Nombre de gendarmes déployables aux missions extérieures	20	30	40	50	Dénombrement Source : Rapport d'activités DLOG
	Taux de fonctionnalité des infrastructures destinées à la formation des gendarmes à déployer en opérations extérieures.	70%	85%	87%	90%	Nombre d'infrastructures de formation fonctionnelles / Nombre total d'infrastructures destinés à la formation Source : Rapport d'activités DLOG
	Nombre de gendarmes déployés en missions extérieures	11	15	20	30	Dénombrement Source : Ordres de missions DLOG

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III: SECURITE		84 558 609 681	86 999 495 988	89 938 051 675
	Dépenses de personnel	70 852 908 664	73 042 822 193	74 992 820 048
	Dépenses en biens et services	5 778 251 017	5 649 667 165	5 888 390 123
	Transferts	0	0	0
	Investissements	7 927 450 000	8 307 006 630	9 056 841 504
	<i>Trésor</i>	4 902 450 000	4 902 450 000	4 902 450 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	3 025 000 000	3 404 556 630	4 154 391 504

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22076 Sécurité	84 558 609 681	86 999 495 988	89 938 051 675
2207601 Renforcement des capacités opérationnelles de la gendarmerie nationale.	84 536 399 681	86 975 071 449	89 911 775 513
1. Personnel	70 852 908 664	73 042 822 193	74 992 820 048
22076010054 Gérer le personnel de la gendarmerie	70 852 908 664	73 042 822 193	74 992 820 048
2. Biens et services	5 756 041 017	5 625 242 626	5 862 113 961
22076010121 Mettre en œuvre la politique de renseignement au sein de la Gendarmerie Nationale	7 820 000	8 599 725	9 251 669
22076010122 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Territoriale	6 930 000	7 620 984	8 198 729
22076010123 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Mobile et Unités spécialisées	6 930 000	7 620 984	8 198 729
22076010124 Gérer les ressources humaines de la Gendarmerie Nationale	3 270 000	3 596 049	3 868 665
22076010125 Planifier et organiser les concours et les stages de formation de la Gendarmerie Nationale	3 960 000	4 354 848	4 684 989
22076010126 Coordonner les activités des unités de le Gendarmerie mobile de la zone de Korhogo	6 930 000	7 620 984	8 198 729
22076010127 Exécuter les missions de rétablissement de l'ordre public et de sécurisation des sites sensibles	364 400 000	228 079 685	245 370 401
22076010128 Mettre en œuvre les opérations d'intervention et de formation des personnels commandos	6 630 000	7 291 071	7 843 806
22076010129 Mettre en œuvre la politique de protection des Hautes Personnalités	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010130 Exécuter les missions relatives à la recherche du renseignement et de la police judiciaire	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010131 Gérer le maintien en condition des véhicules et engins de la Gendarmerie Nationale	389 450 010	305 209 624	328 347 563
22076010132 Mettre en œuvre la politique de lutte contre le grand banditisme	9 100 000	10 007 353	10 766 009
22076010133 Mettre en œuvre la politique des télécommunications et des systèmes d'information au sein de la Gendarmerie Nationale	7 140 000	7 851 923	8 447 177
22076010134 Exécuter et suivre la communication au sein de la Gendarmerie	4 650 000	5 113 647	5 501 312
22076010135 Inspecter les ressources techniques mises à la disposition de la Gendarmerie	4 650 000	5 113 647	5 501 312

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22076 Sécurité	84 558 609 681	86 999 495 988	89 938 051 675
22076010136 Conduire toutes les enquêtes relevant de la Police Judiciaire	4 260 000	4 684 761	5 039 912
22076010137 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Odienné	6 140 000	6 752 214	7 264 098
22076010138 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Man	6 630 000	7 291 071	7 843 806
22076010139 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Bouaké	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010140 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Korhogo	6 630 000	7 291 071	7 843 806
22076010141 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Daloa	6 630 000	7 291 071	7 843 806
22076010142 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de San Pedro	8 910 000	9 798 408	10 541 224
22076010143 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone d'Abidjan	6 630 000	7 291 071	7 843 806
22076010144 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Abidjan	7 620 000	8 379 783	9 015 053
22076010145 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Yamoussoukro	6 930 000	7 620 984	8 198 729
22076010146 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Daloa	6 330 000	6 961 159	7 488 883
22076010147 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Yamoussoukro	5 940 000	6 532 272	7 027 483
22076010148 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Bouake	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010149 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Yamoussoukro	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010150 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Dimbokro	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010151 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaké	6 930 000	7 620 984	8 198 729
22076010152 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Séguéla	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010153 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Touba	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010154 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Ferkessédougou	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010155 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Bondoukou	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010156 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Daloa	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010157 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de GAGNOA	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010158 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaflé	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010159 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Man	6 350 000	6 983 153	7 512 544
22076010160 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Guiglo	6 450 000	7 093 124	7 630 852
22076010161 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Divo	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010162 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de San Pedro	7 620 000	8 379 783	9 015 054
22076010163 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abengourou	7 340 000	8 071 865	8 683 792
22076010164 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Aboisso	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010165 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Adzopé	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010166 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Katiola	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010167 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Korhogo	6 690 000	7 357 054	7 914 793
22076010168 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abidjan-Campagne	6 930 000	7 620 984	8 198 729
22076010169 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Soubré	6 930 000	7 620 984	8 198 729
22076010170 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Daoukro	7 420 000	8 159 842	8 778 438

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22076 Sécurité	84 558 609 681	86 999 495 988	89 938 051 675
22076010171 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abidjan Sud	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010172 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abidjan Nord	5 490 000	6 037 403	6 495 098
22076010173 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Odienné	4 950 000	5 443 560	5 856 235
22076010174 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Touba	6 630 000	7 291 071	7 843 806
22076010175 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Korhogo	4 950 000	5 443 560	5 856 235
22076010176 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Séguela	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010177 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Bouaké	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010178 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Bondoukou	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010179 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Aobisso	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010180 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Yopougon	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010181 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Abobo	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010182 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Soubre	4 950 000	5 443 560	5 856 235
22076010183 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Koumassi	6 230 000	6 851 188	7 370 575
22076010184 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Dimbokro	4 950 000	5 443 560	5 856 235
22076010185 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Daoukro	5 122 834	5 633 627	6 060 711
22076010186 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Danané	4 950 000	5 443 560	5 856 235
22076010187 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Yamoussoukro	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010188 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Ferkessédougou	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010189 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Abidjan- Agban	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010190 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Man	4 950 000	5 443 560	5 856 235
22076010191 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Yamoussoukro	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010192 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Dimbokro	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010193 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Korhogo	6 950 000	7 642 978	8 222 391
22076010194 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bondoukou	6 350 000	6 983 153	7 512 544
22076010195 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Daloa	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010196 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Daloa	6 350 000	6 983 153	7 512 544
22076010197 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaflé	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010198 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Guiglo	5 360 000	5 894 441	6 341 297
22076010199 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Divo	4 950 000	5 443 560	5 856 235
22076010200 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de San Pedro	5 960 000	6 554 266	7 051 144
22076010201 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Abengourou	6 350 000	6 983 153	7 512 544
22076010202 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Aobisso	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010203 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d' Adzopé	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010204 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaké	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010205 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Séguela	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010206 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Touba	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010207 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Katiola	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010208 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Odienné	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010209 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Ferkessédougou	4 950 000	5 443 560	5 856 235

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22076 Sécurité	84 558 609 681	86 999 495 988	89 938 051 675
22076010210 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de soubré	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010212 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Daoukro	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010213 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abidjan Campagne	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010214 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abidjan Sud	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010215 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abidjan Nord	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010216 Lutter contre le grand banditisme le trafic des stupéfiants au moyen des chiens	6 010 000	6 609 252	7 110 298
22076010217 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des plateformes aéroportuaires	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010218 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des plateformes portuaires	5 940 000	6 532 272	7 027 482
22076010219 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des plateformes portuaires de San Pedro	6 130 000	6 741 217	7 252 267
22076010220 Mettre en œuvre la politique de service d'honneur au sein de la Gendarmerie Nationale	6 440 000	7 082 127	7 619 022
22076010221 Gérer la formation des officiers et des sous-officiers de la Gendarmerie Nationale	50 330 000	55 348 362	59 544 321
22076010222 Gérer la formation continue des officiers de la Gendarmerie Nationale	4 950 000	5 443 560	5 856 235
22076010223 Gérer la formation des maîtres-chiens de la Gendarmerie Nationale	5 340 000	5 872 447	6 317 636
22076010224 Gérer la formation initiale, continue et le perfectionnement des cadres officiers et sous-officiers de la Gendarmerie Nationale	54 230 000	59 637 230	64 158 327
22076010225 Mettre en œuvre le soutien matériel de la Gendarmerie Nationale	178 400 000	196 188 119	211 061 138
22076010226 Gérer les opérations de la Gendarmerie Nationale	5 410 000	5 949 426	6 400 451
22076010227 Constituer un fichier d'empreinte digitale et d'information sur l'ensemble de la population ivoirienne	4 650 000	5 113 647	5 501 312
22076010230 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Gagnoa	6 070 000	6 675 234	7 181 283
22076010231 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Nationale	93 208 173	93 188 325	95 935 971
22076010232 Gérer les dépenses d'alimentation de la Gendarmerie Nationale	4 000 000 000	3 999 148 278	4 117 062 510
22076010233 Mettre en œuvre les moyens logistiques de la Gendarmerie Nationale	4 950 000	5 443 559	5 856 236
22076010234 Mettre en œuvre les opérations d'interventions et de sécurisation des personnes et des biens	5 060 000	5 564 528	5 986 374
4. Investissements	7 927 450 000	8 307 006 630	9 056 841 504
Trésor	4 902 450 000	4 902 450 000	4 902 450 000
22076010228 Construction et Réhabilitation des Unités de la Gendarmerie Nationale	4 902 450 000	4 902 450 000	4 902 450 000
Financement extérieur	3 025 000 000	3 404 556 630	4 154 391 504
22076010235 Construire et Réhabiliter trente(30) Brigades de la Gendarmerie Nationale	3025000000	3404556630	4154391504
2207602 Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du gendarme.	17 260 000	18 980 979	20 419 927
2. Biens et services	17 260 000	18 980 979	20 419 927
22076020008 Mettre en œuvre la politique médicale au sein de la Gendarmerie Nationale	9 500 000	10 447 237	11 239 242
22076020009 Prendre en charge et suivre médicalement les gendarmes	7 760 000	8 533 742	9 180 685
2207603 Participation à la sécurité régionale et internationale.	4 950 000	5 443 560	5 856 235
2. Biens et services	4 950 000	5 443 560	5 856 235
22076030032 Élaborer et exécuter le plan de déploiement des gendarmes dans les Opérations de Soutien à la Paix	4 950 000	5 443 560	5 856 235

SECTION 327 : MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière douanière

- la persistance de la fraude et de la contrebande ;
- la couverture insuffisante des plans d'eau lagunaire et maritime ;
- la couverture insuffisante des pantières terrestres de l'ensemble du territoire national ;
- la faible mobilisation des recettes douanières à certains postes frontières.

En matière fiscale

- l'insuffisance d'expertise en matière de contrôle de certains domaines et secteurs d'activité (mines, énergies, hydrocarbures, prix de transferts, etc.) ;
- l'insuffisance de la performance du système d'information ;
- la sous-fiscalisation de certaines activités (secteur primaire, secteur informel, etc.) ;
- la multitude de mesures dérogoires ;
- la faiblesse de la population fiscale et du nombre de contribuables effectifs ;
- la fraude fiscale, notamment en matière de TVA ;
- la longueur des délais d'exécution des procédures (270 heures par an contre 163 en moyenne dans les pays de l'OCDE).

En matière budgétaire

- l'exécution partielle du projet de basculement en mode budget-programmes ;
- la maîtrise partielle du Système d'Information Budgétaire (SIB) par les acteurs ;
- la forte instabilité de l'environnement socio-économique due à la pandémie de la covid-19 ;
- le non-respect des délais de passation et d'approbation des marchés par la plupart des acteurs ;
- les insuffisances dans l'application du cadre réglementaire pour la gestion des véhicules administratifs ;
- la non-connexion de certains établissements publics nationaux, sociétés d'État et collectivités territoriales au SIGMAP ;
- les difficultés à dégager des marges substantielles pour financer les investissements publics ;
- l'augmentation des dépenses de personnel au-delà du seuil de convergence communautaire ;
- le niveau relativement élevé des avances sans couverture budgétaire rendant difficile la maîtrise du niveau des dépenses publiques ;
- le faible accès des populations à l'information budgétaire.

En matière de gestion du portefeuille de l'État

- l'inadaptation des lois régissant les Sociétés d'État et sociétés à participation financière publique (datant de 1997), au regard des évolutions de l'environnement national, communautaire et international ;
- la lenteur dans le traitement des informations budgétaires et d'endettement des entreprises publiques, due à l'absence d'interconnexion entre le SIGEP et les applicatifs SIB, SIGMAP et SIGAD ;
- l'absence d'un système d'information adapté aux missions nouvelles de la DGPE ainsi qu'aux nouveaux processus de pilotage du portefeuille de l'État.

I.1.2. Réponses apportées

En matière douanière

- la sécurisation et la simplification des procédures ;
- l'organisation des contrôles sur la base de l'analyse du risque ;
- l'amélioration du suivi du transit de marchandises ;
- la rationalisation des régimes suspensifs et des exonérations ;
- la vulgarisation des procédures de dédouanement ;
- le renforcement du contrôle après dédouanement ;
- l'accessibilité à l'information aux usagers à travers la publication du guide officiel des procédures douanières ;
- la modernisation des outils de gestion ;
- l'automatisation du système de dédouanement ;
- la création d'une base navale moderne composée d'embarcations d'intervention rapide, d'atelier de maintenance, de centre de formation, de bâtiments administratifs et de renforcement de capacités des agents des douanes ;
- la réouverture de certains bureaux frontières, notamment sur la façade Ouest du pays ;
- la mise en place d'unités mobiles de surveillance et d'intervention ;
- le renforcement et la modernisation des équipements avec l'installation progressive de scanners, de vidéos surveillances, d'acquisition de véhicules et de motos d'intervention ;
- la rénovation et l'extension des bureaux, casernes et postes frontières ;
- la connexion progressive de tous les bureaux au système informatisé de dédouanement.

En matière fiscale

- l'adoption d'un schéma directeur informatique ;
- la généralisation de la mise en place du Système Intégré de Gestion des Impôts de Côte d'Ivoire (SIGICI), des téléprocédures et du paiement des impôts et taxes par mobile ;
- le renforcement des capacités des Vérificateurs en matière de contrôle des prix de transfert ;
- l'adoption d'un dispositif légal et réglementaire de contrôle des flux de communications électroniques ;
- la réforme de la fiscalité des petites et moyennes entreprises ;
- la création d'une Direction de la Fiscalité Locale ;
- l'encadrement du secteur informel à travers les Centres de Gestion Agréés (CGA) ;
- l'adoption et la mise en œuvre progressive d'un plan de rationalisation des exonérations fiscales ;
- la poursuite de la campagne d'information et de sensibilisation sur le civisme fiscal ;
- la mutualisation des moyens sur les sites fiscaux ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de mutation des métiers ;
- le renforcement de l'encadrement de proximité à travers la mobilisation permanente des agents ;
- le renouvellement progressif du matériel informatique et de bureau.

En matière budgétaire

- la poursuite du basculement en mode budget-programmes, qui constitue une réforme en profondeur de la gestion des finances publiques, axée sur la performance ;
- la consolidation de la gestion des risques budgétaires avec le renforcement de l'évaluation du risque dans le cadre de l'élaboration du document de « déclaration sur les risques budgétaires » ;
- la poursuite du déploiement du SIGFIP au sein des ambassades et des localités de l'intérieur du pays ;
- la modernisation du système de passation des marchés publics à travers la poursuite du processus de dématérialisation des procédures de marchés publics ;
- la réduction du recours aux procédures dérogatoires au profit des procédures concurrentielles ;

- le déploiement progressif du SIGMAP dans les Etablissements Publics Nationaux, les Sociétés d'Etat et les Collectivités Territoriales ;
- la réduction des délais de passation des marchés publics à 88 jours ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette publique ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de maîtrise de la masse salariale ;
- l'élaboration et la vulgarisation du budget citoyen.

En matière de gestion du portefeuille de l'Etat

- la poursuite des travaux relatifs à l'actualisation du cadre législatif et réglementaire des sociétés d'Etat et sociétés à participation financière publique ;
- la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de gestion du portefeuille de l'Etat adaptée aux ambitions du Gouvernement ;
- la définition et la mise en œuvre d'une politique globale de communication entre la DGPE et les entreprises du portefeuille de l'Etat ;
- la mise en œuvre du processus de contractualisation avec la signature des contrats de performance liant l'Etat de Côte d'Ivoire aux entreprises publiques ;
- la mise en œuvre d'un cadre de gestion des risques budgétaires comptant des outils d'évaluation et de priorisation des risques, ainsi qu'un tableau de bord de reporting infra-annuel ;
- la limitation de l'impact des dépenses de restructuration et d'investissement dans le portefeuille sur le budget courant de l'Etat ;
- la sensibilisation des dirigeants sociaux à travers la production régulière de Communications en Conseil des Ministres et la tenue de rencontres d'échange ;
- la mise en œuvre d'un programme de certification des Administrateurs des entreprises du portefeuille de l'Etat ;
- le renforcement des contrôles thématiques et missions d'audit afin d'améliorer la gestion des entreprises publiques ;
- l'instauration d'un Prix d'Excellence, afin de promouvoir la culture de la performance et de la bonne gouvernance au sein des entreprises publiques ;
- la mise en place et l'utilisation d'une plateforme de dématérialisation des échanges entre la DGPE et les entreprises publiques.

I.1.3. Défis et priorités

En matière douanière

- la réduction de la fraude et la contrebande ;
- l'accroissement substantiel des recettes pour répondre aux attentes du budget de l'Etat ;
- la facilitation des échanges commerciaux internationaux ;
- l'amélioration du service rendu aux usagers - clients à travers la démarche qualité ;
- le renforcement de l'éthique et de la déontologie ;
- la sécurisation et la simplification des opérations de transit (TRIE...).

En matière d'impôts

- l'élargissement de l'assiette fiscale ;
- le renforcement du dispositif de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale ;
- la rationalisation des exonérations ;
- la poursuite de la fiscalisation du secteur informel et des secteurs sous-fiscalisés ;
- la révision du dispositif fiscal en vue de son adaptation à l'environnement économique ;
- l'élaboration d'un document de prospection prenant en compte tous les processus de la DGI (ressources humaines, ressources matérielles, assiette, contrôle, recouvrement) ;
- la réorientation des missions de certains services au regard de l'environnement interne (télé procédures) et externe (budget - programmes) ;
- la poursuite de la déconcentration du contrôle fiscal ;
- la réussite de l'instauration de la Machine à Facturation Electronique (MFE) ;
- la mise en place du système de contrôle des flux de télécommunication ;
- la réussite du déploiement du SIGICI et de télé liasse dans tous les services de la DGI ;

- la mise à la disposition de la Direction des Ressources Humaines, d'un outil intégré de gestion des effectifs et des carrières du personnel exerçant à la DGI ;
- la formation d'agents aux nouveaux métiers apparus (analystes de données, veille stratégique...) avec l'avènement des téléprocédures.

En matière budgétaire

- l'actualisation de la stratégie de maîtrise de la masse salariale ;
- la poursuite des efforts de réduction des délais de passation des marchés publics ;
- la poursuite des efforts en vue de l'amélioration de la capacité d'absorption, notamment au niveau des dépenses d'investissement ;
- la poursuite de l'analyse et de la communication sur les risques budgétaires ;
- la dématérialisation progressive des procédures de passation des marchés publics ;
- la mise à jour de la banque de données des prix de référence ;
- la poursuite de la vulgarisation de l'information budgétaire à travers le budget citoyen ;
- la modernisation de l'administration du programme « Budget » ;
- la réécriture du logiciel Solde An 2000 en cours afin d'aboutir à terme, à l'opérationnalisation d'un logiciel plus performant ;
- la finalisation du chantier de la réforme des Finances Publiques.

En matière de gestion du portefeuille de l'Etat

- l'amélioration du système de pilotage des entreprises ;
- l'amélioration du dispositif de contrôle des entreprises publiques ;
- l'optimisation du système d'information du portefeuille de l'État.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la maîtrise des dépenses publiques ;
- l'optimisation des ressources de l'Etat ;
- la gestion efficace du portefeuille de l'Etat.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le Plan d'Actions Stratégiques (PAS) du ministère est disponible et mis en œuvre ;
- la mobilisation des recettes douanières est accrue ;
- la mobilisation des ressources fiscales et non fiscales est accrue ;
- la gouvernance des Finances Publiques est renforcée ;
- la gestion des entreprises publiques et parapubliques est améliorée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat a pour mission d'assurer la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière budgétaire, douanière, fiscale et de gestion du portefeuille de l'État. À ce titre il est chargé de :

En matière Douanière

- l'élaboration et la mise en œuvre des projets de textes législatifs et réglementaires en matière douanière ;
- la préparation et le suivi des accords douaniers bilatéraux et multilatéraux ;
- le recouvrement des recettes de porte et la sécurisation du territoire économique national ;

- la participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intégration Africaine et le Ministre chargé de l'Économie et des Finances, au suivi, à l'harmonisation et à la mise en œuvre des instruments douaniers d'intégration sous régionale et africaine, notamment l'UEMOA, la CEDEAO, l'UA et l'APE ;
- la participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intégration Africaine et le Ministre chargé de l'Économie et des Finances, à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires en matière douanière.

En matière Fiscale

- la mise en œuvre de la politique, de la législation et de la réglementation fiscales et parafiscales ;
- la préparation, la négociation et la mise en œuvre des conventions fiscales internationales ;
- la conception, la création et la gestion du cadastre en zones urbaines et rurales ;
- la conservation de la propriété foncière et des hypothèques ;
- le recouvrement des recettes fiscales ;
- la promotion du civisme fiscal.

En matière Budgétaire

- la préparation et la présentation des projets de loi de Finances et des projets de loi de Règlement ;
- l'exécution du budget ;
- l'approbation des marchés publics et des baux devant être passés par l'État ;
- la gestion financière du patrimoine administratif et du domaine de l'État ;
- la participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'État à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Étrangères, de la Construction, de l'Économie et des Finances ;
- la participation aux négociations et signatures des accords et conventions à caractère économique et financier, notamment de ceux concernant tous les concours financiers extérieurs, les contrats de prêts, les emprunts et les conventions à paiement différé dont les titrisations, contractés par l'État et les Collectivités Territoriales en liaison avec le Ministre chargé de l'Économie et des Finances.

En matière de gestion du Portefeuille de l'Etat

- l'exercice de la tutelle financière sur les Établissements Publics Nationaux, les Sociétés d'État, les Sociétés à participation financière publique, les Agences d'Exécution et les personnes morales de type particulier ;
- le contrôle budgétaire permanent des Établissements Publics Nationaux et approbation de leurs comptes ;
- le suivi, le contrôle et la valorisation du portefeuille de l'État ;
- la représentation de l'État dans les Assemblées constitutives et les Assemblées Générales des Sociétés d'État, des Sociétés à participation financière publique, des Établissements Publics Nationaux, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier ;
- la représentation de l'État dans les Conseils de Gestion et les Conseils d'Administration des Sociétés d'État, des Sociétés à participation financière publique, des Établissements Publics Nationaux et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé de l'Économie et des Finances et les Ministres chargés de la tutelle technique ;
- le suivi et la gestion de l'endettement des Sociétés d'État, des Sociétés à participation financière publique, des Établissements Publics Nationaux, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé de l'Économie et des Finances ;
- le suivi des opérations de privatisation et de post-privatisation des Sociétés d'État, des Sociétés à participation financière publique des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé de l'Économie et des Finances et les Ministres chargés de la tutelle technique ;
- la gestion de la liquidation des Établissements Publics Nationaux, des Sociétés d'État, des Sociétés à participation financière, des agences d'Exécution et des personnes, morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé de l'Économie et des Finances, et la gestion de la liquidation des biens immobiliers, en liaison avec le Ministre chargé de la Construction ;
- la participation à toute opération susceptible d'avoir un impact sur le portefeuille de l'État, en particulier la création, la transformation, la restructuration et la fusion d'entreprises ou la prise de participation.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Douanes
- Programme 3 : Impôts
- Programme 4 : Budget
- Programme 5 : Portefeuille de l'Etat
- Programme 6 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, DRH, DAF, DCF, CF en région, CPMP		<ul style="list-style-type: none"> - Faire les Audits et Études du MBPE - Réhabiliter la cité la financière - Construction du Siège de la Direction du Contrôle Financier - Renforcement des Outils de Contrôle et Mise en Œuvre de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) Volet Contrôle des Dépenses publiques - Construire et réhabiliter les représentations du Contrôle Financier à l'échelon local - Réhabiliter les services de contrôle financier 	
Programme 2 : Douanes	DGD, ID, DRC, DRH, DMG, DCQ, DI, DSDPSS, DSDP, DSA, DRE, 06 DR, DED, DSEE, RPD, DFD		<ul style="list-style-type: none"> - Equipement des Services des Douanes / LPSI - Réhabiliter les bâtiments Administratifs/DGD - Réhabiliter les Casernes des Douanes - Réhabiliter les Bureaux des Douanes - Acquérir et installer les Services Radio / Douanes - Acquérir les Scanners/ Direction Générale des Douanes - Réhabiliter les Bureaux frontières Douanes - Gérer les Dépenses d'Investissement LPSI / DGD - Réhabiliter des Casernes et Bureaux des Douanes / LPSI - Créer une Base Navale en Douane - Acquérir des serveurs (Refonte système d'information des Douanes) - Construction Bureau Douanes 	
Programme 3 : Impôts	DGI, IGSF, DLCD, DPESF, DI, DGE, DOA, DDCFET, DC, DCQPCF, DRHF, DMGE, SPSI, DR, SAID (84), SAIF (45), RIF (45), RID (82), RE (23), IRSF (11), DRHF, DVN, DME, DERAR, RGI		<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des locaux de la DGI - Contrôler les Flux et la Taxation des Services de Télécommunication / MERCURE-DGI - Faire les travaux Cadastraux (DGI) 	

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Budget	DGBF, CEADP, CELIOPE, DPSB, DBE, DAS, DCB, DOCD, DS, DMP, DPE, DRHMG, DTI, DFDC, DRBMGP, DRB, DRMP, DRS		<ul style="list-style-type: none"> - Projet de renforcement du suivi des opérations et d'amélioration de la gestion budgétaire/DBE - Banque de données des prix de référence / DMP - Réhabilitation DGBF - Catégorisation des Entreprises - Mise en œuvre CDMT et GAR/DGBF - Projet de refonte du système d'information budgétaire - Prendre en charge les Opération d'Investissement Pcpte Diverses Administrations - Appui à l'informatisation de la DGBF - Acquérir des Véhicules / Direction du Patrimoine de l'État - Mettre en œuvre en œuvre Comptabilité-Matière - Géolocaliser le patrimoine de l'État - Extension de la Cité Financière - Équipement de la Direction des Marchés Publics - Réhabilitation et Équipement Clinique Médicale des Finances Générales - Construction Cités Financières Déconcentrées - Rénover les 6 ascenseurs de la tour F de la cité financière - Modernisation et mutualisation des réseaux info. et tél. /DTI - Nœud Internet / SNDI - Sécurisation et sauvegarde du système d'info. Budgétaire/DTI - Déconcentration des Services de la DGBF - Mise en place SIGFiP Institutions-Ambassades/SNDI - Interconnexion des EPN au RICl - Développement et Maintenance du SIGMAP/SNDI - Système de Gestion des EPN/SNDI - Équipement des Services de la DGBF - Équipement des Services SIGFiP - Déconcentration SIGFiP/SNDI - Mise en Place du SIGFiP/ SNDI - Système Intégré Gestion Collectivités Décentralisées (SIGESCOD)/DOCD - Système Intégré de Gestion des Conférences et Missions Hors Côte d'Ivoire/SNDI - Numériser les archives de la Solde - Renforcer les infrastructures techniques de traitement de l'information de la DGBF - Dématérialiser les Marchés Publics (DEMAT/DMP) 	
Programme 5 : Portefeuille de l'Etat	DGPE, DPSPS, DPST, DSE		<ul style="list-style-type: none"> - Construction du siège de la DGPE 	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Assurer le pilotage des activités du ministère	RS 1 : Plan d'Actions Stratégiques (PAS) du ministère est disponible et mis en œuvre	IP 1.1 : Taux de réalisation du PAS du ministère	Nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions prévues. Source : Rapport d'activités Cabinet
OG 2 : Accroître les recettes douanières	RS 2 : la mobilisation des recettes douanières est accrue	IP 2.1 : Taux de réalisation des objectifs de recettes douanières	Recettes totales mobilisées / Objectif de recettes Source : Rapport d'activités DGD
OG 3 : Mobiliser les ressources fiscales et non fiscales intérieures de l'Etat	RS 3 : la mobilisation des ressources fiscales et non fiscales est accrue	IP 3.1 : Taux de réalisation des objectifs de recettes fiscales et non fiscales	Recettes totales mobilisées / objectif de recettes Source : Rapport d'activités DGI
OG 4 : Renforcer la transparence et la gouvernance dans la gestion budgétaire.	RS 4 : la gouvernance des Finances Publiques est renforcée	IP 4.1 : Solde budgétaire	Recettes de l'Etat – dépenses de l'Etat Source : Rapport d'activités DGBF
		IP 4.2 : Taux de mise en œuvre des réformes des finances publiques	Nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions prévues Source : Rapport d'activités DGBF
OG 5 : Assurer la gestion efficace du portefeuille de l'Etat	RS 5 : la gestion des entreprises publiques et parapubliques est améliorée	IP 5.1 : Taux de réalisation des objectifs de résultat net des entreprises publiques	Montant des résultats net réalisés des entreprises publiques / montant des résultats net prévus des entreprises publiques Source : Note Atterrissage DGPE

II.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	293 336 351 083	305 599 928 557	322 602 817 361
1.1 Ressources Intérieures	293 336 351 083	305 599 928 557	322 602 817 361
1.1.1 Budget Etat	293 336 351 083	305 599 928 557	322 602 817 361
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
2. CHARGES	293 336 351 083	305 599 928 557	322 602 817 361
2.1 Personnel	62 491 749 343	69 562 564 823	72 667 037 849
2.1.1 Solde y compris EPN	62 491 749 343	69 562 564 823	72 667 037 849
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	89 702 299 311	88 586 381 244	92 857 196 775
2.3 Transferts et subventions	104 396 008 445	115 705 882 490	125 333 482 737
2.4 Investissement	36 746 293 984	31 745 100 000	31 745 100 000
Trésor	36 746 293 984	31 745 100 000	31 745 100 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1 Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence (2019)	Cibles			Méthode de calcul et moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Assurer une meilleure coordination et animation des activités du ministère	Taux de publication des 05 documents types sur le site du ministère	72%	90%	95%	97%	(Nombre de documents types publiés/ Nombre de documents types à publier) x 100 Source : Rapport d'activités SC du Cabinet
	Taux de réalisation des critères de performance relevant du MBPE arrêtés avec le FMI	75%	85%	85%	90%	(Nombre de critères réalisés par le MBPE/ nombre de mesures retenues avec le FMI) x 100 Sources : Rapports d'activités Cabinet / FMI
	Taux de réalisation des activités de CONAFIP relevant du cabinet du MBPE	75%	75%	80%	80%	(Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) x 100 Source : Rapports d'activités CONAFIP/Cabinet
OS 2 : Assurer une meilleure gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de couverture des besoins en personnel des programmes	70%	75%	80%	84%	(Nombre d'agents affectés / nombre d'agents sollicités par les Responsables de Programmes) x 100 Source : Rapport d'activités DAAF

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence (2019)	Cibles			Méthode de calcul et moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 3 : Assurer un meilleur suivi de l'exécution du budget	Taux de respect des procédures d'exécution des dépenses publiques	88%	95%	97%	98%	(Nombre de dossiers ayant fait l'objet de différé et/ou de rejet durant une période donnée / nombre total des dossiers traités durant la même période) x100 Source : Rapport d'activités DCF
	Délai moyen de traitement des dossiers soumis au visa du CF	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	Somme totale des jours de traitement des dossiers / nombre total des dossiers traités Source : Rapport d'activités DCF

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	70 251 166 013	76 664 921 360	80 290 300 282
Dépenses de personnel	59 976 724 299	67 118 384 010	70 163 793 944
Dépenses en biens et services	8 874 671 863	8 356 868 761	8 907 035 295
Transferts	600 927 881	490 826 619	520 629 073
Investissements	798 841 970	698 841 970	698 841 970
<i>Trésor</i>	798 841 970	698 841 970	698 841 970
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21083 Administration Générale	70 251 166 013	76 664 921 360	80 290 300 282
2108301 Coordination et animation du ministère	65 238 837 265	72 362 811 298	75 718 496 694
1 - Personnels	59 592 673 115	66 745 577 839	69 781 979 001
21083010018 Gérer la masse salariale du Personnel du Ministère	59 592 673 115	66 745 577 839	69 781 979 001
2 Biens et services	4 837 037 528	4 918 208 099	5 207 689 879
21083010001 Suivre et coordonner les activités informatiques des structures du Ministère	17 600 000	19 354 882	20 822 175
21083010003 Prendre en charge les missions du Ministère en Cote d'Ivoire	40 000 000	43 988 367	47 323 125
21083010008 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21083010009 Renforcer les capacités opérationnelles du Cabinet	800 000 000	879 767 348	946 462 501
21083010019 Coordonner les activités de passation des marchés Publics du SEPMBPE	106 250 000	116 844 100	125 702 050

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21083 Administration Générale	70 251 166 013	76 664 921 360	80 290 300 282
21083010020 Gérer la commande publique du SEPMBPE	11 750 000	12 921 583	13 901 167
21083010024 Gérer la Regie Convention BNETD / SEPMBPE	30 170 528	33 178 807	35 694 092
21083010025 Coordonner le Suivi et la Mise en Oeuvre du Schéma Directeur de la Réforme des Finances Publiques (CONAFIP)	1 800 000 000	1 799 616 725	1 852 678 129
21083010027 Coordonner les activités des structures du ministère	527 267 000	579 840 363	623 798 054
21083010028 DGH / Marquage des produits pétroliers	1 500 000 000	1 428 297 087	1 536 576 273
3 Transferts	600 927 881	490 826 619	520 629 073
21083010021 Prendre en charge la convention d'assistance technique MBPE/SNDI	300 000 000	189 898 738	219 701 192
21083010026 Gérer la Convention BNETD / SEPMBPE	300 927 881	300 927 881	300 927 881
4 Investissements	208 198 741	208 198 741	208 198 741
Trésor	208 198 741	208 198 741	208 198 741
21083010012 Faire les Audits et Etudes du MBPE	208 198 741	208 198 741	208 198 741
2108302 Information et communication	26 500 000	29 142 294	31 351 570
2 Biens et services	26 500 000	29 142 294	31 351 570
21083020001 Organiser la communication des activités du Ministère	26 500 000	29 142 294	31 351 570
2108303 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	2 165 857 953	2 351 742 307	2 508 262 773
1 Personnel	22 918 000	22 246 961	22 784 554
21083030023 Assurer les charges salariales de la Direction des Affaires Financières - MBPE	22 918 000	22 246 961	22 784 554
2 Biens et services	1 870 995 000	2 057 550 393	2 213 533 266
21083030004 Gérer la Cité Financière	1 018 500 000	1 120 053 806	1 204 965 071
21083030006 Gérer les ressources humaines du ministère	70 000 000	76 979 644	82 815 471
21083030007 Elaborer et suivre la mise en oeuvre du DPPD-PAP du Ministère	50 500 000	55 535 314	59 745 445
21083030009 Coordonner les activités de préparation du budget du ministère	90 000 000	98 973 827	106 477 033
21083030010 Suivre l'exécution du budget et Centraliser les informations financières et administratives du ministère	70 000 000	76 979 643	82 815 471
21083030011 Coordonner l'élaboration du PIP et le PTA du Ministère	25 000 000	27 492 730	29 576 953
21083030013 Gérer le catalogue des mesures nouvelles	26 000 000	28 592 439	30 760 032
21083030014 Mener des actions sociales en faveur du personnel	30 000 000	32 991 276	35 492 344
21083030015 Equiper le service informatique	15 000 000	16 495 638	17 746 172
21083030016 Assurer la maintenance des équipements et l'assistance aux utilisateurs	70 000 000	76 979 643	82 815 469
21083030017 Prendre en charge les dépenses centralisées à la DAAF	241 995 000	266 124 125	286 298 992
21083030018 Mettre en oeuvre le dialogue de gestion entre les acteurs de la chaine programmatique	41 000 000	45 088 077	48 506 203
21083030019 Assurer le fonctionnement de la Fonction Financière du Ministère	100 000 000	109 970 919	118 307 813
21083030024 Assurer l'entretien de la Rotonde de la cité financière	23 000 000	25 293 312	27 210 797

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21083 Administration Générale	70 251 166 013	76 664 921 360	80 290 300 282
4 Investissements	271 944 953	271 944 953	271 944 953
Trésor	271 944 953	271 944 953	271 944 953
21083030008 Réhabilitation de la citer la financiere	271 944 953	271 944 953	271 944 953
2108304 Contrôle de l'exécution du budget	2 819 970 795	1 921 225 461	2 032 189 245
1 Personnel	361 133 184	350 559 210	359 030 389
21083040270 Assurer les charges salariales du CONAFIP / DCF	96 000 000	93 189 122	95 441 016
21083040271 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région des Lacs (YAMOOUSSOUKRO)	3 064 800	2 975 063	3 046 954
21083040272 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du N'Zi-Comoé (DIMBOKRO)	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040273 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	2 304 000	2 236 539	2 290 584
21083040274 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Worodougou (SEGUELA)	2 300 000	2 232 656	2 286 608
21083040275 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Bafing (Touba)	2 300 000	2 232 656	2 286 608
21083040276 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région des Savanes (KORHOGO)	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040277 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Zanzan (BONDOUKOU)	1 914 000	1 857 958	1 902 855
21083040278 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040279 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Fromager (Gagnoa)	1 324 800	1 286 010	1 317 086
21083040280 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040281 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région des Montagnes (MAN)	8 900 000	8 639 408	8 848 178
21083040282 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Moyen Cavalé (Guiglo)	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040283 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Sud-Bandama (DIVO)	1 324 800	1 286 010	1 317 086
21083040284 Assurer la masse salariale Contrôle Financier I des Préfectures de la Région du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	3 000 000	2 912 160	2 982 532
21083040285 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040286 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région de l'Agneby (AGBOVILLE)	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040287 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département de Dabou	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040288 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Toumodi	3 198 400	3 104 751	3 179 777
21083040289 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département de Bongouanou	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040290 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Bouna	2 300 000	2 232 656	2 286 608
21083040291 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Boundiali	500 000	485 360	497 089
21083040292 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Bloléquin	2 000 000	1 941 440	1 988 354
21083040293 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Soubré	2 304 000	2 236 539	2 290 584

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21083 Administration Générale	70 251 166 013	76 664 921 360	80 290 300 282
21083040294 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département d'Agnibilékrou	3 000 000	2 912 160	2 982 532
21083040295 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département Grand-Bassam	3 000 000	2 912 160	2 982 532
21083040296 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures du Département d'Adzopé	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040297 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Sous-Préfecture d'Anyama	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040298 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Daoukro	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040299 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Katiola	4 700 000	4 562 384	4 672 633
21083040300 Assurer la masse salariale Contrôle Financier auprès du département de Ferké	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040301 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Duekoué	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040302 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département d'Adiaké	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040303 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Sous-Préfecture de Bingerville	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040304 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Tiassalé-Sikensi	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040305 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Sassandra	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040306 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Auprès du Département de Grand-Lahou	3 500 000	3 397 520	3 479 620
21083040307 Assurer la masse salariale Direction du Contrôle Financier/Gestion des Dépenses Centralisées	151 198 384	146 771 298	150 317 993
2 Biens et services	2 140 139 335	1 351 967 975	1 454 460 580
21083040001 Contrôler l'exécution du budget d'Azaguié	2 800 000	3 079 188	3 312 616
21083040002 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Katiola	11 500 000	12 646 656	13 605 398
21083040005 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du N'Zi-Comoé (DIMBOKRO)	12 000 000	13 196 511	14 196 937
21083040006 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Moyen Cavalé (Guiglo)	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040007 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	12 500 000	13 746 366	14 788 476
21083040014 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Soubré	13 200 000	14 516 162	15 616 631
21083040015 Contrôler l'exécution du budget du Ministère éducation Nationale et de la Formation de Base	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040016 Contrôler l'exécution du budget Département d'Adiaké	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040017 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Bloléquin	3 200 000	3 519 071	3 785 848
21083040018 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Denguélé (Odiénné)	13 700 000	15 066 016	16 208 170
21083040019 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Zanzan (BONDOUKOU)	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040021 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040022 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Eaux et Forêts	10 000 000	10 997 091	11 830 781
21083040023 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Sud-Comoé (ABOISSO)	17 300 000	19 024 969	20 467 251
21083040027 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Duekoué	11 500 000	12 646 656	13 605 398
21083040028 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040031 Contrôler l'exécution du budget Préfecture d'Abidjan 1	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040032 Contrôler l'exécution du budget Auprès du Département de Toumodi	12 500 000	13 746 366	14 788 476
21083040033 Contrôler l'exécution du budget Préfecture d'Abidjan 2	10 000 000	10 997 091	11 830 781

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21083 Administration Générale	70 251 166 013	76 664 921 360	80 290 300 282
21083040034 Contrôler l'exécution du budget Au près du Département de Lakota	12 500 000	13 746 366	14 788 475
21083040041 Contrôler l'exécution du budget Département d'Agnibilékrou	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040043 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Infrastructures Economiques	10 000 000	10 997 091	11 830 781
21083040044 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région des Lacs (YAMO USSOUKRO)	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040048 Contrôler l'exécution du budget Département de Dabou	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040050 Coordonner et animer les structures du contrôle financier	179 175 000	197 040 393	211 978 024
21083040051 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Enseignement Supérieur & de la Recherche Scientifique	10 000 000	10 997 091	11 830 781
21083040052 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Affaires Etrangères	10 000 000	10 997 091	11 830 781
21083040053 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de Construction et de l'Urbanisme	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040054 Contrôler l'exécution du budget Sous-Préfecture de Bingerville	12 500 000	13 746 366	14 788 476
21083040058 Contrôler l'exécution du budget Département de Bongouanou	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040062 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Bafing (Touba)	14 300 000	15 725 842	16 918 017
21083040063 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région de l'Agneby (AGBOVILLE)	12 500 000	13 746 366	14 788 476
21083040064 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Emploi, de la Fonction Publique & Réforme Administrative	10 000 000	10 997 091	11 830 781
21083040066 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques	10 000 000	10 997 091	11 830 781
21083040067 Contrôler l'exécution du budget au près du département de Ferké	16 324 000	17 951 653	19 312 567
21083040069 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040070 Contrôler l'exécution du budget Au près du Département de Grand-Lahou	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040072 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Santé Publique	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040073 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040074 Contrôler l'exécution du budget Au près du Département de Boundiali	11 000 000	12 096 801	13 013 859
21083040076 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Famille & Affaires Sociales	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040077 Contrôler l'exécution du budget Au près du Département de Daoukro	12 500 000	13 746 366	14 788 476
21083040078 Contrôler l'exécution du budget Sous-Préfecture d'Anyama	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040079 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	10 000 000	10 997 091	11 830 781
21083040080 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040081 Contrôler l'exécution du budget Au près du Département de Zouénoula	3 800 000	4 178 897	4 495 694
21083040082 Contrôler l'exécution du budget Au près du Département de Didiévi	4 000 000	4 398 839	4 732 310
21083040089 Contrôler l'exécution du budget Au près de la Sous-Préfecture de Bonoua	4 000 000	4 398 839	4 732 310
21083040091 Contrôler l'exécution du budget Au près du Département d'Issia	4 000 000	4 398 839	4 732 310
21083040094 Contrôler l'exécution du budget Au près du Département de Bouna	6 400 000	7 038 141	7 571 698
21083040099 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Worodougou (SEGUÉLA)	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040100 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Fromager (Gagnoa)	12 500 000	13 746 366	14 788 476
21083040101 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région des Montagnes (MAN)	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040104 Contrôler l'exécution du budget Au près du Département de Sassandra	12 500 000	13 746 365	14 788 476

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21083 Administration Générale	70 251 166 013	76 664 921 360	80 290 300 282
21083040105 Contrôler l'exécution du budget des Hautes Institutions	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040106 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	10 000 000	10 997 091	11 830 781
21083040112 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040113 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Sports et Loisirs	10 000 000	10 997 091	11 830 781
21083040115 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Agriculture	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040116 Contrôler l'exécution du budget Au près du Département de Tiassalé-Sikensi	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040118 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Planification et du Développement	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040119 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Défense	10 000 000	10 997 091	11 830 781
21083040121 Contrôler l'exécution du budget Département Grand-Bassam	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040122 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Economie et des Finances	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040125 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Environnement, des Eaux & Forêts	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040126 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040127 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région des Savanes (KORHOGO)	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040128 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Sud-Bandama (DIVO)	12 500 000	13 746 366	14 788 476
21083040131 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Transports	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040133 Prendre en charge les dépenses centralisées des services des contrôleurs financiers d'Abidjan 1 et 2	2 000 000	2 199 418	2 366 156
21083040134 Prendre en charge les dépenses centralisées de la Direction du contrôle financier	1 094 940 335	202 553 027	217 908 571
21083040308 Opérationnaliser et prendre en charge 18 nouveaux services de contrôle financier	12 500 000	13 746 365	14 788 477
21083040311 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Pétrole, de l'Energie, et des Energies Renouvelables	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040313 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la promotion des PME	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040314 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040315 Contrôler l'exécution du budget du Secrétariat d'Etat, chargé du Service Civique	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21083040316 Contrôler l'exécution du budget du Département Bouaké 2	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040317 Contrôler l'exécution du budget du Département de Tanda	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040318 Contrôler l'exécution du budget du Département de Mankono	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040319 Contrôler l'exécution du budget du Département de Tabou	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040320 Contrôler l'exécution du budget du Département d'Oumé	12 500 000	13 746 365	14 788 476
21083040321 Contrôler l'exécution du budget du Département de DANANE	12 500 000	13 746 365	14 788 476
4 Investissements	318 698 276	218 698 276	218 698 276
Trésor	318 698 276	218 698 276	218 698 276
21083040102 Construction du Siège de la Direction du Contrôle Financier	22 500 000	22 500 000	22 500 000
21083040132 Renforcement des Outils de Contrôle et Mise en Oeuvre de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) Volet Contrôle des Dépenses publiques	144 198 276	144 198 276	144 198 276
21083040135 Construire et réhabiliter les représentations du Contrôle Financier à l'échelon local	110 000 000	10 000 000	10 000 000
21083040309 Réhabiliter les services de contrôle financier	42 000 000	42 000 000	42 000 000

III.2. Programme 2 : Douanes

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Douanes						
Objectifs spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Améliorer la gestion de l'administration des douanes	Taux de réalisation du PAS	86%	90%	95%	95%	(Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) x100 Source : Rapport d'activités DGD
OS2 : Renforcer la lutte contre la fraude douanière et la contrebande	Taux d'efficacité des contrôles des marchandises générales	2%	3%	4%	4%	(Nombre de dossiers contentieux / Nombre de déclarations objet de contrôle) x100 Source : Rapport d'activités DGD
OS3 : Renforcer le système de recouvrement des droits et taxes douanières	Taux de recouvrement des droits et taxes	100%	95%	95%	95%	(Droits recouverts / Droits émis) x100 Source : Rapports d'activités DGD / RPD
	Taux de recouvrement des droits compromis	100%	95%	96%	96%	(Droits compromis recouverts / Droits compromis émis) x100 Source : Rapports d'activités DGD / RPD

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME : DOUANES		14 064 574 351	12 875 204 387	13 056 764 968
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	2 574 759 775	2 486 583 795	2 668 144 376
	Transferts	0	0	0
	Investissements	11 489 814 576	10 388 620 592	10 388 620 592
	<i>Trésor</i>	11 489 814 576	10 388 620 592	10 388 620 592
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22084 Douanes	14 064 574 351	12 875 204 387	13 056 764 968
2208401 Pilotage, suivi et évaluation de l'administration douanière	13 395 814 046	12 693 720 065	12 864 641 826
2 Biens et services	2 447 148 466	2 346 248 469	2 517 170 230
22084010001 Cordonner les activités de l'administration douanière à ABENGOUROU	22 801 898	25 075 457	26 976 426
22084010002 Appuyer les Régies Financières	326 844 185	210 972 813	226 966 658
22084010010 Cordonner les activités de l'administration douanière à SAN PEDRO	29 976 506	32 965 439	35 464 547
22084010013 Coordonner les actions des services	98 542 872	108 368 501	116 583 916
22084010014 Cordonner les activités de l'administration douanière à KORHOGO	24 573 073	27 023 236	29 071 863
22084010015 Elaborer les projets de textes législatifs et réglementaire en matière douanière	16 435 980	18 074 798	19 445 048
22084010016 Cordonner les activités de l'administration douanière à Bouaké	20 923 526	23 009 794	24 754 165
22084010021 Cordonner les activités de l'administration douanière à MAN	20 269 699	22 290 775	23 980 636
22084010023 Elaborer et diffuser les statistiques douanières	16 435 980	18 074 798	19 445 048
22084010025 Prendre en charge les Dépenses Centralisées de la Douane	1 392 254 053	1 349 620 448	1 451 935 157
22084010027 Cordonner les activités de l'administration douanière à ABOISSO	22 682 861	24 944 552	26 835 595
22084010028 Renforcer les capacités des agents des douanes	195 937 438	215 474 199	231 809 297
22084010029 Contrôler les services et structures sous tutelle de la Douane	15 830 443	17 408 883	18 728 651
22084010034 Assurer l'encadrement militaire des agents des douanes	42 169 384	46 374 059	49 889 676
22084010040 Gérer les ressources humaines de la Douane	16 176 466	17 789 408	19 138 023
22084010041 Préparer et exécuter le budget de l'administration des douanes	19 031 134	20 928 713	22 515 318
22084010042 Organiser la communication des activités de la Douane	16 262 968	17 884 536	19 240 362
22084010049 DGD / Gérer les Dépenses Ordinaires LPSI	150 000 000	149 968 060	154 389 844
4 Investissements	10 948 665 580	10 347 471 596	10 347 471 596
Trésor	10 948 665 580	10 347 471 596	10 347 471 596
22084010043 Réhabiliter les bâtiments Administratifs/DGD	282 850 953	282 850 953	282 850 953
22084010044 Réhabiliter les Casernes des Douanes	232 964 384	232 964 384	232 964 384
22084010045 Réhabiliter les Bureaux des Douanes	35 502 204	35 502 204	35 502 204
22084010046 Acquérir et installer les Services Radio / Douanes	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22084010047 Acquérir les Scanners/ Direction Générale des douanes	2 675 314 672	2 074 120 688	2 074 120 688
22084010048 Réhabiliter les Bureaux frontières Douanes	575 314 055	575 314 055	575 314 055
22084010050 Gérer les Dépenses d'Investissement LPSI / DGD	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
22084010053 Créer une Base Navale en Douane	596 719 312	596 719 312	596 719 312
22084010054 Construction Bureau Douanes	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22084 Douanes	14 064 574 351	12 875 204 387	13 056 764 968
2208402 Gestion des ressources informatiques	561 852 707	63 917 057	65 643 103
2 Biens et services	20 703 711	22 768 061	24 494 107
22084020001 Gérer le Système de Dédouanement Automatique (SYDAM)	20 703 711	22 768 061	24 494 107
4 Investissements	541 148 996	41 148 996	41 148 996
Trésor	541 148 996	41 148 996	41 148 996
22084020006 Acquérir des serveurs (Refonte système d'information des Douanes)	541 148 996	41 148 996	41 148 996
2208403 Contrôle des opérations douanières et gestion des contentieux	41 309 688	45 428 643	48 872 588
2 Biens et services	41 309 688	45 428 643	48 872 588
22084030001 Contrôler a posteriori des opérations douanières	16 435 980	18 074 798	19 445 048
22084030003 Concevoir et mettre en oeuvre de la politique de gestion du risque lié à la taxation	16 435 979	18 074 797	19 445 047
22084030007 Suivre les marchandises entrées en régimes économiques	8 437 729	9 279 048	9 982 493
2208404 Emission, recouvrement et comptabilisation des recettes douanières	65 597 910	72 138 622	77 607 451
2 Biens et services	65 597 910	72 138 622	77 607 451
22084040001 Recouvrer les droits, taxes et redevances	12 975 773	14 269 576	15 351 353
22084040003 Assurer le dédouanement des marchandises débarquées au port d'Abidjan	19 031 134	20 928 712	22 515 318
22084040005 Assurer le dédouanement des marchandise débarquées à l'aéroport	14 559 868	16 011 620	17 225 461
22084040007 Gérer le contentieux du recouvrement	19 031 135	20 928 714	22 515 319

III.3. Programme 3 : Impôts

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Impôts						
Objectifs spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence (2019)	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des services de la DGI	Taux de réalisation du PAS	92%	80%	80%	80%	(Nombre d'activités réalisées/ nombre d'activités prévues) x100 Source : Rapport d'activités DGI
OS 2 : Elargir l'assiette fiscale	Taux d'accroissement annuel des contribuables du divers	21%	5%	5%	5%	(Nombre de contribuables année N / Nombre de contribuables année N-1) x100 Source : Rapport d'activités DGI
	Taux d'accroissement annuel des parcelles imposées	26%	10%	10%	10%	(Nombre de parcelles imposées année N / Nombre de parcelles imposées année N-1) x100 Source : Rapport d'activités DGI
OS 3 : Réduire la fraude fiscale	Taux d'accroissement annuel des contribuables contrôlés	5%	5%	5%	5%	(Nombre de contribuables contrôlés année N / Nombre de contribuables contrôlés année N-1) x100 Source : Rapport d'activités DGI
	Taux d'exécution du programme de contrôle	41,30%	46%	48%	50%	(Nombre de dossiers au programme ayant fait l'objet de notification définitive / Nombre de dossiers inscrits au programme) x100

Programme 3 : Impôts						
Objectifs spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence (2019)	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
						Source : Rapport d'activités DGI
OS 4 : Assurer le recouvrement et la traçabilité des recettes fiscales intérieures	Taux de contributeurs effectifs en TVA	32,80%	36%	38%	39%	(Nombre de contribuables ayant payé l'impôt TVA / Nombre de contribuables assujettis à l'impôt TVA) x100 Source : Rapport d'activités DGI
	Taux de contributeurs effectifs en ITS	45,80%	51%	53%	54%	(Nombre de contribuables ayant payé l'impôt ITS / Nombre de contribuables assujettis à l'impôt ITS) x100 Source : Rapport d'activités DGI
	Taux de recouvrement des impôts fonciers	74,8%	85%	90%	93%	(Montant des droits recouvrés/ Montant des droits émis) x100 Source : Rapport d'activités DGI

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME : IMPOTS		8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	7 872 653 239	6 942 741 642	7 469 070 994
	Transferts	0	0	0
	Investissements	688 467 692	388 467 692	388 467 692
	<i>Trésor</i>	688 467 692	388 467 692	388 467 692
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
2208501 Pilotage de l'administration fiscale et appui aux services	7 376 135 844	6 046 862 278	6 490 112 846
2 Biens et services	6 876 135 844	5 846 862 278	6 290 112 846
22085010001 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la région de Gagnoa	2 311 865	2 542 380	2 735 118
22085010002 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Bas Sassandra (SAN PEDRO)	100 524 975	110 548 238	118 928 899

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085010003 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DGI dans la région de Bouaké	2 131 865	2 344 432	2 522 164
22085010004 Former les Agents des impôts aux fonctions Fiscales	56 802 483	62 466 213	67 201 776
22085010005 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (ABIDJAN-SUD 1)	4 155 000	4 569 292	4 915 690
22085010006 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la région de Man	2 311 865	2 542 380	2 735 118
22085010008 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région Abidjan Nord IV	4 155 000	4 569 292	4 915 690
22085010009 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Bas-Cavaly (GUIGLO)	73 886 487	81 253 648	87 413 486
22085010011 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la région de Daloa	2 311 865	2 542 380	2 735 118
22085010012 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	113 201 422	124 488 643	133 926 126
22085010013 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la région Abidjan Nord V	4 155 000	4 569 292	4 915 690
22085010014 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Savanes (KORHOGO)	118 301 622	130 097 381	139 960 062
22085010015 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Abidjan Nord 2)	4 155 000	4 569 292	4 915 690
22085010017 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques de la DGI	5 880 000	6 466 290	6 956 499
22085010018 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques de la DGI dans la région de San-Pédro	2 131 865	2 344 432	2 522 164
22085010019 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Abidjan III)	4 155 000	4 569 292	4 915 690
22085010020 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Bondoukou	97 815 030	107 568 086	115 722 822
22085010021 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lacs (Yamoussoukro)	122 000 194	134 164 734	144 335 761
22085010022 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la région de Yamoussoukro	2 311 865	2 542 380	2 735 118
22085010023 Organiser la communication des activités de la DGI	5 933 000	6 524 575	7 019 202
22085010024 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DGI dans la region d'Abengourou	2 047 725	2 251 902	2 422 620
22085010025 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DGI dans la region de Gagnoa	2 131 865	2 344 432	2 522 164
22085010026 Editer les imprimés de l'Administration Fiscale	128 266 572	141 055 927	151 749 375
22085010027 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la région de Korhogo	2 311 865	2 542 380	2 735 118
22085010028 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la région d'Abengourou	2 113 485	2 324 219	2 500 418
22085010029 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des LAGunes (Dabou)	90 114 622	99 099 877	106 612 638
22085010030 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Montagnes (MAN)	81 656 765	89 798 694	96 606 334
22085010031 Améliorer le Fonctionnement des régies financières des impôts	1 234 921 934	1 344 831 424	1 446 783 077
22085010032 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (ABIDJAN-NORD 1)	4 155 000	4 569 292	4 915 690
22085010033 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la région de San-Pédro	2 113 485	2 324 219	2 500 418
22085010034 Faire respecter les règles d'éthique, de déontologie et la discipline dans la region de Bouaké	2 311 865	2 542 380	2 735 118
22085010035 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la d'Odienné	53 482 765	58 815 488	63 274 289
22085010036 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	94 423 765	103 838 681	111 710 691
22085010037 Gérer les ressources humaines de la DGI	64 392 619	70 813 154	76 181 499
22085010038 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du N'ZI- Comoé (Dimbokro)	91 196 337	100 289 449	107 892 392

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085010039 Coordonner la mise en oeuvre des règles d'éthique, de déontologie et la discipline dans les services fiscaux	6 405 820	7 044 539	7 578 585
22085010040 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	114 982 873	126 447 722	136 033 722
22085010041 Améliorer le Fonctionnement des services des impôts	2 130 102 410	1 517 710 321	1 632 767 923
22085010042 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Moyen Comoé (Abengourou)	86 879 171	95 541 822	102 784 846
22085010043 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Fromager (Gagnoa)	102 892 051	113 151 335	121 729 335
22085010044 Coordonner et suivre les activités des services des impôts	115 531 962	130 377 747	140 261 682
22085010045 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la zone d'Abidjan Nord 2	2 047 725	2 251 902	2 422 620
22085010046 Elaborer et apporter un appui juridique aux services de la DGI les textes fiscaux†	5 880 000	6 466 290	6 956 499
22085010047 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de l'Agneby (AGBOVILLE)	103 024 065	113 296 510	121 885 517
22085010048 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Abidjan Sud 2)	4 155 000	4 569 292	4 915 690
22085010049 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la region de Korhogo	2 131 865	2 344 432	2 522 164
22085010050 Elaborer et planifier les prévisions de recettes fiscales	5 875 000	6 460 792	6 950 584
22085010051 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la zone d'Abidjan Nord VI	4 155 000	4 569 292	4 915 690
22085010052 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la zone d'Abidjan Sud	1 427 725	1 570 083	1 689 111
22085010053 Gérer le budget et le patrimoine de l'Administration fiscale	113 942 515	124 203 922	133 619 819
22085010054 Contrôler les services et structures sous tutelle de la DGI dans la zone d'Abidjan Nord 1	1 827 725	2 009 967	2 162 342
22085010055 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la region de Man	2 131 865	2 344 432	2 522 164
22085010056 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la region de Yamoussoukro	2 131 865	2 344 432	2 522 164
22085010057 Prendre en charge les loyers des bureaux de la DGI	1 019 400 000	230 938 929	248 446 406
22085010060 coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de la Vallée du Bandama2 (Bouaké)	94 423 765	103 838 681	111 710 691
22085010061 Améliorer le fonctionnement des services techniques	347 020 505	381 621 637	410 552 369
22085030018 Elaborer et executer le budget de l'administration fiscale	25 494 865	39 034 029	41 993 199
4 Investissements	500 000 000	200 000 000	200 000 000
Trésor	500 000 000	200 000 000	200 000 000
22085010058 Réhabilitation des locaux de la DGI	500 000 000	200 000 000	200 000 000
2208502 Etablissement de l'assiette de l'impôt	318 470 960	350 225 505	376 776 090
2 Biens et services	318 470 960	350 225 505	376 776 090
22085020001 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Dikodougou	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020002 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Korhogo	2 511 865	2 762 321	2 971 733
22085020003 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Agboville	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020004 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Bloléquin	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020005 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bouaflé	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020006 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Tiassalé	2 433 485	2 676 126	2 879 003

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085020007 Mettre à jour des bases d'imposition Divers†dans la zone de Méagui	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020008 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Ferké	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020009 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Biankouma	2 433 485	2 676 126	2 879 003
22085020010 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Dimbokro	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020011 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Doropo	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020012 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Tengrela	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020013 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de M'Batto	2 747 725	3 021 699	3 250 773
22085020014 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Kong	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020015 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de San Pedro 2	2 847 725	3 131 669	3 369 082
22085020016 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Tiapoum	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020017 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bonoua	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020018 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Bangolo	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020019 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Touba	2 428 865	2 671 046	2 873 537
22085020020 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Anyama	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020021 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Katiola	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020022 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Abengourou	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020023 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Tingréla	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020025 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Bétéié	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020026 Recenser les contribuables†pour les grandes entreprises	7 880 000	8 665 708	9 322 655
22085020028 Mettre à jour des bases d'imposition foncières dans la zone de Korhogo	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085020029 Mettre à jour des bases d'imposition Foncière Divers dans la zone de Bondoukou	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020030 Mener les opérations de recensement des contribuables†pour les moyennes entreprises	7 866 555	8 650 923	9 306 749
22085020031 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Agboville	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020032 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Dimbokro	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020033 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Jacquville	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020034 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Anyama	2 447 725	2 691 786	2 895 850
22085020035 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Yamoussoukro	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085020036 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de San Pedro 2	2 847 725	3 131 669	3 369 082
22085020037 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone San Pedro	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085020038 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bouaké 2	2 633 485	2 896 068	3 115 618
22085020039 Mettre à jour les bases d'imposition Divers dans la zone de Boundiali	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020040 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Sassandra	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020041 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Fonciers de Divo	2 631 865	2 894 287	3 113 702

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085020042 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières†dans la zone de Gagnoa	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085020043 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Sakassou	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020044 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Sinfra	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020045 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Agnibilékrou	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020046 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bassam	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020047 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de M'Bengué	2 331 995	2 564 516	2 758 934
22085020048 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Bocanda	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020049 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Akoupé	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020050 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bouaké 1	2 633 485	2 896 068	3 115 618
22085020051 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Séguéla	2 427 865	2 669 945	2 872 354
22085020052 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bouaké 2	2 731 865	3 004 257	3 232 010
22085020053 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de San-Pédro	2 931 865	3 224 199	3 468 626
22085020054 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Gagnoa	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085020055 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Grand-Lahou	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020056 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Dabou	2 447 725	2 691 786	2 895 850
22085020057 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Tanda	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020058 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Adiaké	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020059 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Issia	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020060 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone d'Ayamé	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020061 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Mankono	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020062 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Taabo	2 447 725	2 691 786	2 895 850
22085020063 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bouaké 1	2 731 865	3 004 257	3 232 010
22085020064 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Tabou	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020065 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Yakassé	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020066 Mettre à jour des bases d'imposition Divers†dans la zone de Ouangolo	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020067 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Minignan	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020068 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Kouassi Datékro	2 747 725	3 021 699	3 250 773
22085020069 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Béoumi	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020070 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Dabakala	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020071 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Vavoua	4 195 650	4 613 995	4 963 782
22085020072 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Bouna	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020073 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Daloa 2	2 633 485	2 896 068	3 115 618
22085020074 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Adzopé	2 433 210	2 675 824	2 878 679

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085020075 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Sikensi	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020076 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières †dans la zone de Bouaflé	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020077 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Daloa 1	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085020078 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Yamoussoukro	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085020079 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Songon	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020080 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Daoukro	2 448 865	2 693 040	2 897 199
22085020081 Mettre à jour des bases d'imposition Divers †dans la zone de Danané	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020082 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Tiassalé	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020083 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Maféré	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020084 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Fresco	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020085 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Arrah	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020086 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Soubré	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020087 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Dabou	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020088 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bingerville	2 433 485	2 676 126	2 879 003
22085020089 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Lakota	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020090 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Grand-Bassam	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020091 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Bongouanou	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020092 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de M'Bahiakro	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020093 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Vitib	2 433 485	2 676 126	2 879 003
22085020094 Mettre à jour des bases d'imposition des Moyennes Entreprises (CME) dans la zone Abidjan-Sud VRIDI	3 309 925	3 639 955	3 915 900
22085020095 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Man	2 511 865	2 762 322	2 971 733
22085020096 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Toumodi	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020097 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Oumé	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020098 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Fonciers d'Odienné	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020099 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bingerville	2 547 725	2 801 757	3 014 157
22085020100 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Bonon	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020101 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Tiébissou	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020102 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers de Koun-Fao	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020103 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Alépé	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020104 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Toulepleu	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020105 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Adzopé	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020106 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières †dans la zone de Guiglo	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020107 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Niablé	2 347 725	2 581 815	2 777 543

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085020108 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Abengourou	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020109 Mettre à jour des bases d'imposition des Moyennes Entreprises (CME) dans la zone Abidjan-Nord-DJIBI	3 309 925	3 639 955	3 915 900
22085020110 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Foncier de Bondoukou	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020111 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Man	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020112 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Daloa 2	2 731 865	3 004 258	3 232 009
22085020113 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Guiglo	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020114 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Aboisso	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085020115 Gérer les exonérations et les régimes spéciaux†	7 565 115	8 319 426	8 950 122
22085020116 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Daloa 1	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085020117 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Zuénoula	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020118 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Divers d'Odienné	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020119 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone d'Aboisso	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085020120 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Duékoué	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085020121 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Divo	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085020122 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Niakara	2 347 725	2 581 815	2 777 543
22085020123 Mettre à jour des bases d'imposition Divers dans la zone de Nassian	2 347 725	2 581 815	2 777 543
2208503 Contrôle de l'impôt	54 550 205	58 493 733	61 790 983
2 Biens et services	39 550 205	43 493 733	46 790 983
22085030002 Mener des enquêtes et des recherches de renseignements†	5 365 000	5 899 940	6 347 214
22085030003 Recenser et contrôler les contribuables	7 866 555	8 650 923	9 306 749
22085030006 Contrôler les contribuables dans la région d'Abengourou	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085030007 Contrôler les contribuables dans la région d'Aboisso	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085030008 Contrôler les contribuables dans la région d'Agboville	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085030009 Contrôler les contribuables dans la région de Bouaké	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085030010 Contrôler les contribuables dans la région de Daloa	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085030011 Contrôler les contribuables dans la région de Dimbokro	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085030012 Contrôler les contribuables dans la région de Gagnoa	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085030013 Contrôler les contribuables dans la région de Korhogo	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085030014 Contrôler les contribuables dans la région de Man	2 631 865	2 894 287	3 113 702
22085030015 Contrôler les contribuables dans la région de SAN-PEDRO	2 631 865	2 894 287	3 113 702
4 Investissements	15 000 000	15 000 000	15 000 000
Trésor	15 000 000	15 000 000	15 000 000
22085030005 Contrôler les Flux et la Taxation des Services de Télécommunication / MERCURE-DGI	15 000 000	15 000 000	15 000 000

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
2208504 Recouvrement et comptabilisation des recettes	401 376 300	441 397 172	474 859 598
2 Biens et services	401 376 300	441 397 172	474 859 598
22085040001 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Korhogo	2 777 725	3 054 689	3 286 266
22085040002 Recouvrer les droits, taxes et redevances Guiglo	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040003 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bingerville	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040004 Recouvrer les droits, taxes et redevances Regie des Impôts de Béoumi	1 987 725	2 185 919	2 351 635
22085040005 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Daloa 2	2 747 725	3 021 698	3 250 773
22085040006 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Séguéla	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040007 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Sassandra	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040008 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Anyama	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040009 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Grand-Bassam	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040010 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Biankouma	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040011 Recouvrer les droits, taxes et redevances Agboville	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040012 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Sikensi	2 447 725	2 691 785	2 895 851
22085040013 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Niablié	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040014 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Bongouanou	2 603 485	2 863 076	3 080 126
22085040015 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Bouaké 1	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040016 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers d'Aboisso	2 911 865	3 202 205	3 444 964
22085040017 Recouvrer les droits, taxes et redevances Daloa 1	2 861 865	3 147 219	3 385 810
22085040018 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bingerville	1 747 725	1 921 989	2 067 695
22085040019 Recouvrer les droits, taxes et redevances de M'Bengué	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040020 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Issia	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040021 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Yakassé Attobrou	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040022 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Korhogo	5 916 470	6 506 397	6 999 647
22085040023 Recouvrer les droits, taxes et redevances Yamoussoukro	2 861 865	3 147 219	3 385 810
22085040024 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Toulepleu	2 113 485	2 324 219	2 500 418
22085040025 Recouvrer les droits, taxes et redevances Abengourou	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040026 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Dimbokro	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040027 Recouvrer les droits, taxes et redevances Regie des Impôts de Koun Fao	2 073 485	2 280 230	2 453 095
22085040028 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Songon	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040029 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Guiglo	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040030 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Abengourou	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040031 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Daloa	2 747 725	3 021 698	3 250 773

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085040033 Recouvrer les droits, taxes et redevances San Pedro	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040034 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine de l'Enregistrement de Grand-Bassam	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040035 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers d'Agnibilékro	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040036 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Soubré	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040037 Recouvrer les droits, taxes et redevances Bonoua	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040038 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Fresco	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040039 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Toumodi	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040040 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bettié	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040041 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Korhogo	2 777 725	3 054 689	3 286 266
22085040042 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abengourou	5 930 455	6 521 776	7 016 192
22085040043 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Dabakala	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040044 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Maféré	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040045 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Divo	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040046 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Gagnoa	2 863 485	3 149 000	3 387 726
22085040047 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Séguéla	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040048 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts (RI) de Tiébissou	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040049 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Ayamé	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040050 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Vavoua	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040051 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bouaké 2	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040052 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Ouangolo	2 111 235	2 321 745	2 497 757
22085040053 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Anyama	1 747 725	1 921 989	2 067 695
22085040054 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord III	3 615 455	3 975 949	4 277 366
22085040055 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Agboville	2 577 725	2 834 747	3 049 651
22085040056 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bouna	2 111 865	2 322 438	2 498 502
22085040057 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Daloa 1	2 717 725	2 988 707	3 215 281
22085040058 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bonon	2 113 485	2 324 219	2 500 418
22085040059 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bouaflé	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040060 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Vitib	1 227 725	1 350 141	1 452 495
22085040061 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Arrah	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040062 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Tabou	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040063 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Tiassalé	2 603 485	2 863 076	3 080 126
22085040064 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Ferké	2 577 725	2 834 747	3 049 651
22085040065 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Bouaké 1	2 661 865	2 927 277	3 149 195

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085040066 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Grand-Lahou	2 477 725	2 724 776	2 931 343
22085040067 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Bouaké 2	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040068 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Boundiali	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040069 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de San - Pedro	2 677 725	2 944 718	3 167 959
22085040070 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Dabou	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040071 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Katiola	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040072 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers d'Odiénné	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040073 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Nassian	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040074 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Akoupé	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040075 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Daloa	5 930 455	6 521 776	7 016 192
22085040076 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Sud	4 130 455	4 542 299	4 886 651
22085040077 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Bondoukou	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040078 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Jacquenville	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040079 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Taabo	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040080 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Adzopé	2 577 725	2 834 747	3 049 651
22085040081 Recouvrer les droits, taxes et redevances du domaine et de l'enregistrement de San Pédro	2 717 725	2 988 707	3 215 281
22085040082 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Bondoukou	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040083 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Doropo	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040084 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Tengrela	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040085 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Tiassalé	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040086 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord II	3 615 455	3 975 949	4 277 366
22085040087 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Bouaké 2	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040088 Recouvrer les droits, taxes et redevances Gagnoa	2 861 865	3 147 219	3 385 810
22085040089 Recouvrer les droits, taxes et redevances de M'Batto	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040090 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Dimbokro	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040091 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Gagnoa	2 863 485	3 149 000	3 387 726
22085040092 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bocanda	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040093 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Oumé	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040094 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement d'Agboville	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040095 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Man	2 577 725	2 834 747	3 049 651
22085040096 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Mankono	2 111 865	2 322 438	2 498 502
22085040097 Recouvrer les droits, taxes et redevances Daoukro	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040098 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Bouaké	5 930 455	6 521 776	7 016 192
22085040099 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Guiglo	2 577 725	2 834 747	3 049 651

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085040100 Recouvrer les droits, taxes et redevances de M'Bahiakro	2 111 865	2 322 438	2 498 502
22085040101 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Dabou	2 677 725	2 944 718	3 167 958
22085040102 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Man	2 577 725	2 834 747	3 049 651
22085040103 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts San-Pédro	14 480 455	15 924 290	17 131 510
22085040104 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Sud III	3 615 455	3 975 949	4 277 366
22085040105 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers d'Adiaké	2 577 725	2 834 747	3 049 651
22085040106 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Yamoussoukro	5 930 455	6 521 776	7 016 192
22085040107 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Aboisso	2 603 485	2 863 076	3 080 126
22085040109 Suivre et centraliser les opérations comptables	3 615 455	3 975 949	4 277 366
22085040110 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Yamoussoukro	2 777 725	3 054 689	3 286 266
22085040111 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bondoukou	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040112 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Gagnoa	5 930 455	6 521 776	7 016 192
22085040113 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord 1	3 615 455	3 975 949	4 277 366
22085040114 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Méagui	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040115 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Man	5 930 455	6 521 776	7 016 192
22085040116 Coordonner le recouvrement général des droits et taxes†	5 258 000	5 782 271	6 220 625
22085040117 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Korhogo	2 861 865	3 147 219	3 385 810
22085040118 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Man	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040119 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord IV	3 615 455	3 975 949	4 277 366
22085040120 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Dabou	2 747 725	3 021 698	3 250 773
22085040121 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Tanda	2 663 485	2 929 058	3 151 111
22085040122 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Alépé	2 987 725	3 285 629	3 534 713
22085040123 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Duékoué	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040124 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bouaké 1	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040125 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Divo	2 861 865	3 147 219	3 385 810
22085040126 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Tiapoum	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040127 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Touba	2 111 865	2 322 438	2 498 502
22085040128 Recouvrer les droits, taxes et redevances Daloa 2	2 861 865	3 147 219	3 385 810
22085040129 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement d'Abengourou	2 547 725	2 801 756	3 014 158
22085040130 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Yamoussoukrou	2 863 485	3 149 000	3 387 726
22085040131 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bouaflé	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040132 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Kouassi Datékro	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040133 Recouvrer les droits, taxes et redevances Dimbokro	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040134 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers d'Odiénné	2 511 865	2 762 321	2 971 733

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085040135 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement d'Odienné	2 663 485	2 929 058	3 151 111
22085040136 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts d'Abidjan Sud II	3 615 455	3 975 949	4 277 366
22085040137 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Zuénoula	2 111 865	2 322 438	2 498 502
22085040138 Recouvrer les droits, taxes et redevances Régie des Impôts de Danané	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040139 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Niakara	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040140 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Adzopé	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040141 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Kong	2 027 725	2 229 908	2 398 958
22085040142 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Grand Bassam	2 577 725	2 834 747	3 049 651
22085040143 Recouvrer les droits, taxes et redevances Regie des Impôts de Sakassou	1 987 725	2 185 919	2 351 635
22085040144 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Sinfra	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040145 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Lakota	2 661 865	2 927 277	3 149 195
22085040146 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bloléquin	2 113 485	2 324 219	2 500 418
2208505 Cadastre et gestion de la propriété foncière	410 587 622	434 230 646	453 999 169
2 Biens et services	237 119 930	260 762 954	280 531 477
22085050001 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region d'Adzopé	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050002 Conserver de la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Grand Bassam	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050003 Conserver de la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord III	3 602 000	3 961 152	4 261 447
22085050004 Conserver de la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Man	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050005 Gerer l'ensemble du cadastre et la propriété foncière	5 880 000	6 466 290	6 956 499
22085050007 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Yamoussoukro	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050008 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region d'Anyaman-Alépé	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050009 Conserver de la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Bouaké	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050010 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Gagnoa	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050011 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) San-Pédro	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050012 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Sassandra	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050013 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Man	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050014 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Yamoussoukro	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050015 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Korhogo	2 547 725	2 801 757	3 014 158
22085050016 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Yamoussoukro	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050017 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Duékoué	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050018 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Séguéla	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050019 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Séguéla	2 382 470	2 620 024	2 818 649
22085050020 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Bondoukou	2 082 470	2 290 111	2 463 726

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085050021 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Dimbokro	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050022 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region d'Abengourou	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050023 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Odiénné	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050024 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Guiglo	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050025 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Grand Bassam	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050026 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord V (Yopougon 2)	3 602 000	3 961 152	4 261 447
22085050027 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Dabou	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050028 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques nationales	3 230 000	3 552 061	3 821 342
22085050029 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Katiola	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050030 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Touba	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050031 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Danané	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050033 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord 1	3 602 000	3 961 152	4 261 447
22085050034 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Man	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050035 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone d'Odiénné	2 431 865	2 674 345	2 877 087
22085050036 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Korhogo	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050037 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord II	3 602 000	3 961 152	4 261 447
22085050038 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Sud	3 602 000	3 961 152	4 261 447
22085050039 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Soubré	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050040 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region d'Odiénné	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050041 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abengourou	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050042 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Agboville	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050043 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Bondoukou	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050044 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Korhogo	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050045 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Dimbokro	2 965 000	3 260 637	3 507 827
22085050046 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Bouaké 2	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050047 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Bouaké 1	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050048 Gerer le cadastre et la propriété foncière d'Odiénné	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050049 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Daoukro	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050050 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Daloa	3 002 000	3 301 326	3 551 601
22085050051 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de San-Pédro	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050052 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Divo	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050053 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Korhogo	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050054 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Sud II (Marcory)	3 602 000	3 961 152	4 261 447

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085050055 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Dimbokro	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050056 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Bouna	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050057 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Daloa	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050058 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Guiglo	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050059 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Ferkessédougou	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050060 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region de Bingerville	1 682 470	1 850 228	1 990 493
22085050061 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region d'Aboisso	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050063 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Dabou	3 602 000	3 961 152	4 261 447
22085050064 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Gagnoa	3 202 000	3 521 268	3 788 216
22085050065 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord IV	3 602 000	3 961 152	4 261 447
22085050066 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Bouaflé	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050067 Gerer le cadastre et la propriété foncière de Boundiali	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050068 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord VI (Rivière)	3 602 000	3 961 152	4 261 447
22085050069 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Bondoukou	2 357 755	2 592 845	2 789 409
22085050070 Gerer le cadastre et la propriété foncière technique de la region d'Agboville	2 082 470	2 290 111	2 463 726
22085050071 Contrôler les actes de la conservation de la propriete fonciere d'abengourou	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050072 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de grand-bassam pgf 1	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050073 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de grand-bassam pgf 2	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050074 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere d' agboville	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050075 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de bondoukou	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050076 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de bouake	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050077 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de dabou pgf1	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050078 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de dabou pgf 2	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050079 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de daloa	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050080 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de seguela	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050081 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de dimbokro	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050082 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de gagnoa	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050083 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de guiglo	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050084 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de korhogo	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050085 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de man	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050086 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere d' odienne	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050087 Contrôlet les actes de la conservation de la propriete fonciere de san-pedro	2 000 000	2 199 419	2 366 157

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22085 Impôts	8 561 120 931	7 331 209 334	7 857 538 686
22085050088 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone d'Abengourou	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050089 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Grand-Bassam PGF 1	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050090 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Grand-Bassam PGF 2	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050091 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Agboville	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050092 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Daloa	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050093 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Seguela	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050094 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Dimbokro	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050095 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Gagnoa	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050096 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Guiglo	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050097 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Man	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050098 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de San Pedro	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050099 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Yamoussoukro	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050100 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Dabou	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050101 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Bouake	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22085050102 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Yamoussoukro	2 027 725	2 229 908	2 398 958
4 Investissements	173 467 692	173 467 692	173 467 692
Trésor	173 467 692	173 467 692	173 467 692
22085050062 Faire les travaux Cadastraux (DGI)	173 467 692	173 467 692	173 467 692

III.4 Programme 4 : Budget

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 4 : Budget						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Coordonner les activités du programme	Taux de réalisation du PAS	100%	80%	80%	80%	(Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DGBF
OS 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente du budget de l'Etat	Taux de modification du budget	15%	13%	12%	11%	(Volume du budget modifié/volume total du budget actuel) x 100 Source : Rapports d'activités DPSB/DBE
	Taux d'exécution des dépenses d'investissement des EPN	52%	63%	70%	75%	(Montant total ordonnancé/Budget actuel) x 100 Source : Rapport d'activités DCB
	Taux d'exécution des subventions d'investissement transférées aux collectivités Territoriales	75%	75%	75%	75%	(Montant total ordonnancé/Budget actuel) x 100 Source : Rapport d'activités DOCD
	Proportion des consultations directes dans les marchés publics	18%	16%	15%	15%	(Nombre de marchés d'entente directe / Nombre total des marchés publics) x100 Source : Rapport d'activités DMP
	Délai moyen de passation des marchés	97 jours	95 jours	94 jours	93 jours	Sommes des délais par marché/nombre total de marchés publics Source : CCM sur les marchés publics
OS 3 : Renforcer les outils d'élaboration et d'exécution budgétaires	Taux de déploiement du SIGFiP Ambassades	22%	92%	95%	96%	(Nombre d'Ambassades couvertes /Nombre d'Ambassades prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DAS
	Proportion de collectivités territoriales connectées au SIGESCOD	0%	32%	42%	43%	(Nombre de collectivités couvertes /Nombre total de collectivités prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DOCD
	Nombre de collectivités territoriales connectées au SIGMAP	5	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités DMP

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME : BUDGET		92 305 244 158	89 326 136 674	92 244 498 841
	Dépenses de personnel	2 490 425 044	2 420 301 101	2 478 787 145
	Dépenses en biens et services	67 908 839 394	68 499 432 339	71 337 771 221
	Transferts	136 809 974	137 233 488	158 770 729
	Investissements	21 769 169 746	18 269 169 746	18 269 169 746
	Trésor	21 769 169 746	18 269 169 746	18 269 169 746
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22086 Budget	92 305 244 158	89 326 136 674	92 244 498 841
2208601 Coordination et animation de l'administration budgétaire	8 236 129 579	7 788 524 915	8 132 560 767
1 Personnel	322 314 156	312 876 803	320 437 401
22086010103 Assurer les charges salariales de la DGBF-Gestion Assistance Technique	322 314 156	312 876 803	320 437 401
2 Biens et services	4 453 309 110	4 846 986 282	5 176 148 018
22086010031 Assurer la Gestion autres missions	225 000 000	247 434 566	266 192 579
22086010032 Coordonner les activités des structures de l'administration budgétaire	314 427 234	345 778 518	371 991 982
22086010046 Prendre en Charge Diverses Dépenses des Administrations	1 000 000 000	1 099 709 185	1 183 078 123
22086010049 Elaborer les politiques et synthèses budgétaires	53 166 948	58 468 181	62 900 654
22086010056 Participer aux activités de l'Initiative Africaine concertée sur la Réforme Budgétaire (CABRI)	30 500 000	33 541 130	36 083 883
22086010063 Mettre en oeuvre la Reforme Budgétaire	197 654 497	217 362 466	233 840 712
22086010071 Apporter un appui à la gestion des Assurances	2 000 000 000	2 199 418 371	2 366 156 251
22086010073 Suivre et évaluer la gestion budgétaire des Représentations à l'extérieur	86 505 153	95 130 511	102 342 354
22086010077 Direction Solde / Gérer les Conférences et Missions hors CI-MBPE	301 705 278	301 705 278	301 705 278
22086010086 DGBF / Gérer les Séminaires et Conférences	203 350 000	203 350 000	203 350 000
22086010106 Prendre en charge le fonctionnement du Service Financier du Programme Budget	41 000 000	45 088 076	48 506 202
3 Transferts	36 809 974	46 601 117	53 914 635
22086010064 Assister le personnel en difficulté	36 809 974	46 601 117	53 914 635
4 Investissements	3 423 696 339	2 582 060 713	2 582 060 713
Trésor	3 423 696 339	2 582 060 713	2 582 060 713
22086010033 Projet de renforcement du suivi des opérations et d'amélioration de la gestion budgétaire/DBE	100 000 000	10 049 720	10 049 720
22086010034 Banque de données des prix de référence / DMP	129 012 262	26 012 262	26 012 262
22086010039 Réhabilitation DGBF	228 532 402	228 532 402	228 532 402
22086010052 Catégorisation des Entreprises	131 378 808	28 378 808	28 378 808
22086010061 Mise en oeuvre CDMT et GAR/DGBF	515 700 000	167 948 268	167 948 268
22086010062 Projet de refonte du système d'information budgétaire	822 430 774	654 497 160	654 497 160
22086010067 Prendre en charge les Opérations d'Investissement Pcppte Diverses Administrations	996 258 102	996 258 102	996 258 102
22086010104 Appui à l'informatisation de la DGBF	500 383 991	470 383 991	470 383 991

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22086 Budget	92 305 244 158	89 326 136 674	92 244 498 841
2208602 Préparation, élaboration, suivi et contrôle de l'exécution des lois des finances de l'année	7 783 221 247	7 438 021 831	7 563 880 416
1 Personnel	1 176 228 024	1 141 788 073	1 169 379 138
22086020131 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget des Lacs (Yamoussoukro)	7 632 000	7 408 535	7 587 561
22086020132 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du N'Zi Comoé (Dimbokro)	5 532 000	5 370 023	5 499 789
22086020133 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget Vallée du Bandama (Bouaké)	10 848 000	10 530 370	10 784 835
22086020135 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Baffing (Touba)	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020136 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget des Savanes (Korhogo)	5 664 000	5 498 158	5 631 020
22086020137 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Zanzan (Bondoukou)	3 312 000	3 215 025	3 292 715
22086020139 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Haut Sassandra (Daloa)	3 168 000	3 075 241	3 149 554
22086020140 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Fromager (Gagnoa)	4 968 000	4 822 537	4 939 073
22086020141 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Tonkpi(Man)	4 584 000	4 449 780	4 557 309
22086020142 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Sud Bandama (Divo)	5 664 000	5 498 158	5 631 020
22086020143 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Bas-Sassandra (San-Pédro)	5 088 000	4 939 023	5 058 374
22086020144 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Moyen Comoé (Abengourou)	6 072 000	5 894 212	6 036 644
22086020145 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Sud Comoé (Aboisso)	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020146 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget de l'Agneby (Agboville)	8 256 000	8 014 264	8 207 927
22086020147 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget des Lagunes (Dabou)	960 000	931 891	954 410
22086020148 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget du Kabadoukou(Odienné)	3 324 000	3 226 673	3 304 645
22086020149 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Toumodi	2 220 000	2 154 998	2 207 073
22086020150 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Bocanda	2 760 000	2 679 187	2 743 929
22086020151 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Katiola	5 424 000	5 265 185	5 392 417
22086020152 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Séguéla	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020153 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Tanda	1 800 000	1 747 296	1 789 519
22086020154 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Issia	2 760 000	2 679 187	2 743 929
22086020155 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Sinfra	2 904 000	2 818 971	2 887 091
22086020156 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Soubré	960 000	931 891	954 410
22086020157 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département d'Agnibilékro	960 000	931 891	954 410
22086020158 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Grand-Bassam	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020159 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département d'Adzopé	2 760 000	2 679 187	2 743 929
22086020160 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Bongouanou	3 324 000	3 226 673	3 304 645
22086020161 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Mankono	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020162 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Tengréla	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020163 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Zuénoula	2 220 000	2 154 998	2 207 073

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22086 Budget	92 305 244 158	89 326 136 674	92 244 498 841
22086020164 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Duékoué	960 000	931 891	954 410
22086020165 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Sassandra	960 000	931 891	954 410
22086020166 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département d'Adiaké	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020167 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département d'Akoupé	2 220 000	2 154 998	2 207 073
22086020168 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Tiassalé	2 760 000	2 679 187	2 743 929
22086020169 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de M'bahiakro	4 464 000	4 333 294	4 438 007
22086020170 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Boundiali	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020171 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département Bouaflé	1 260 000	1 223 107	1 252 663
22086020173 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Tabou	960 000	931 891	954 410
22086020174 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Sous-Préfecture de Niablé	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020175 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Bonoua	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020177 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Daoukro	2 760 000	2 679 187	2 743 929
22086020178 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Béoumi	960 000	931 891	954 410
22086020179 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Ferkessédougou	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020180 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Sous-Préfecture de Saôoua	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020181 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Aboisso	3 864 000	3 750 862	3 841 501
22086020182 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Sous-Préfecture d'Azaguié	5 124 000	4 973 969	5 094 164
22086020184 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de M'batto	3 168 000	3 075 241	3 149 554
22086020187 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département d'Alépé	960 000	931 891	954 410
22086020188 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Prikro	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020189 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP de Danané	1 260 000	1 223 107	1 252 663
22086020190 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP de Guiglo	2 220 000	2 154 998	2 207 073
22086020191 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP de Méagui	2 220 000	2 154 998	2 207 073
22086020192 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Département de Bingerville	960 000	931 891	954 410
22086020193 Assurer les charges salariales du Service SIGFi du Departement de Niakara	3 324 000	3 226 673	3 304 645
22086020194 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP Arrah	1 104 000	1 071 675	1 097 572
22086020195 Assurer les charges salariales du Service SIGFIP de Taabo	960 000	931 891	954 410
22086020196 Assurer les charges salariales de la Direction des Marchés Publics	9 240 000	8 969 453	9 186 198
22086020197 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics de la Région des Lacs (Yamoussoukro)	2 820 000	2 737 430	2 803 580
22086020198 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics des Savanes (Korhogo)	1 152 000	1 118 269	1 145 292
22086020199 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics du Haut Sassandra (Daloa)	1 104 000	1 071 675	1 097 572
22086020200 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics des Montagnes (Man)	1 104 000	1 071 675	1 097 572
22086020201 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics du Moyen Comoé (Abengourou)	2 200 000	2 135 584	2 187 190

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22086 Budget	92 305 244 158	89 326 136 674	92 244 498 841
22086020202 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics Abidjan-Sud	5 364 000	5 206 942	5 332 767
22086020203 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics des Lagunes Abidjan-Nord	4 380 000	4 251 754	4 354 496
22086020204 Assurer les charges salariales de la Commission Administrative de Conciliation des Marchés Publics	27 900 000	27 083 088	27 737 545
22086020205 Assurer les charges salariales liées à la Gestion des Dépenses Centralisées de la DGBF	570 000 000	553 310 409	566 681 031
22086020206 Assurer les charges salariales de la DPE/ Suivi Recensement Patrimoine	92 800 000	90 082 818	92 259 649
22086020207 Assurer les charges salariales de la DPE / Brigade Contrôle Abonnements & Patrimoine Etat	67 600 000	65 620 673	67 206 382
22086020208 Assurer les charges salariales du Comité de Loi de Règlement	43 400 000	42 129 249	43 147 293
22086020209 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Jacquville	960 000	931 891	954 410
22086020210 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de M'Bengué	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020211 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Ouangolodougou	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020212 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Sinématiali	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020213 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Kong	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020214 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Didiévi	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020215 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Sakassou	960 000	931 891	954 410
22086020216 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Dabakala	960 000	931 891	954 410
22086020218 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Minignan	2 064 000	2 003 566	2 051 982
22086020219 Assurer les charges salariales du service SIGFiP de Vavoua	960 000	931 891	954 410
22086020220 Assurer les charges salariales du DGBF/Prise en Charge Diverses Dépenses des Administrations	156 556 024	151 972 067	155 644 436
22086020225 Assurer les charges salariales du Service SIGFiP Département de Facobly	960 000	931 891	954 410
22086020226 Assurer les charges salariales du Service SIGFiP Département de Ouaninou	960 000	931 891	954 410
2 Biens et services	1 606 993 223	1 296 233 758	1 394 501 278
22086020001 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de M'bahiakro	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22086020002 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde des Savanes (Korhogo)	11 180 618	12 295 426	13 227 545
22086020003 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région des Lacs (Yamoussoukro)	12 400 000	13 636 395	14 670 169
22086020004 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de SIKENSI	1 300 000	1 429 622	1 538 002
22086020005 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde du Moyen-Comoé (Abengourou)	10 513 491	11 561 781	12 438 281
22086020006 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics des Montagnes (Man)	18 094 212	19 898 370	21 406 867
22086020007 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de Tanda	1 300 000	1 429 623	1 538 003
22086020008 Superviser les activités du SIGFiP dans le département de M'batto	1 400 000	1 539 594	1 656 310
22086020009 Superviser les activités du SIGFiP dans le Département de Priko	1 450 000	1 594 578	1 715 465
22086020010 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Baffing (Touba)	1 550 000	1 704 549	1 833 772
22086020011 Superviser les activités du SIGFiP dans la Sous-Préfecture de Ouragahio	1 450 000	1 594 579	1 715 463
22086020012 Superviser les activités du SIGFiP dans le département de Bangolo	1 450 000	1 594 578	1 715 465
22086020014 Superviser les activités du SIGFiP dans le département de Duékoué	1 500 000	1 649 564	1 774 618
22086020015 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Tonkpi(Man)	13 400 000	14 736 104	15 853 247

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22086 Budget	92 305 244 158	89 326 136 674	92 244 498 841
22086020016 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du N'Zi Comoé (Dimbokro)	11 900 000	13 086 539	14 078 631
22086020017 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics de la Région des Lacs (Yamoussoukro)	16 100 131	17 705 462	19 047 712
22086020018 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Divo	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22086020019 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	14 500 000	15 945 785	17 154 632
22086020020 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Grand-Lahou	1 200 000	1 319 651	1 419 695
22086020021 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Zuénoula	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22086020022 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Bouaflé	2 300 000	2 529 331	2 721 081
22086020023 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région des Lagunes (Dabou)	1 550 000	1 704 549	1 833 771
22086020024 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics de la Vallée du Bandama (Bouaké)	17 394 732	19 129 147	20 579 327
22086020025 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de de Issia	1 350 000	1 484 608	1 597 157
22086020026 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Ferkessedougou	1 450 000	1 594 579	1 715 463
22086020027 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Didiévi	1 600 000	1 759 535	1 892 925
22086020028 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Séguéla	1 800 000	1 979 477	2 129 541
22086020029 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Biankouma	1 750 000	1 924 491	2 070 387
22086020030 Superviser les activités du SIGFIP dans le département Jacquenville	1 200 000	1 319 651	1 419 694
22086020031 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Koun-Fao	1 600 000	1 759 535	1 892 925
22086020032 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Bongouanou	1 200 000	1 319 650	1 419 695
22086020033 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Saôoua	1 500 000	1 649 565	1 774 617
22086020034 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Daoukro	1 000 000	1 099 709	1 183 079
22086020035 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Béoumi	1 600 000	1 759 534	1 892 926
22086020036 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Arrah	1 600 000	1 759 536	1 892 926
22086020037 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Niakara	1 600 000	1 759 535	1 892 926
22086020039 Superviser les activités du SIGFIP dans le département d'Adiaké	1 800 000	1 979 476	2 129 542
22086020040 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Mankono	1 500 000	1 649 564	1 774 619
22086020041 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Tiassalé	1 200 000	1 319 651	1 419 695
22086020042 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Sud Comoé (Aboisso)	14 700 000	16 165 725	17 391 248
22086020043 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Tiebissou	1 200 000	1 319 651	1 419 695
22086020044 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Bocanda	1 300 000	1 429 622	1 538 003
22086020045 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Katiola	2 600 000	2 859 244	3 076 004
22086020046 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Fresco	1 600 000	1 759 534	1 892 926
22086020047 Coordonne les services de l'administration du budget dans la région du Moyen Comoé (Abengourou)	13 650 000	15 011 031	16 149 017
22086020048 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde du Bas Sassandra (San Pedro)	11 251 561	12 373 444	13 311 475
22086020049 Coordonne les services de l'administration du budget dans la région des Savanes (Korhogo)	14 500 000	15 945 784	17 154 632

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22086 Budget	92 305 244 158	89 326 136 674	92 244 498 841
22086020050 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde de la Vallée du Bandama (Bouaké)	10 916 951	12 005 473	12 915 605
22086020052 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Kabadougou(Odienné)	15 600 000	17 155 465	18 456 019
22086020053 Superviser les activités du SIGFIP dans la Sous-Préfecture d'Azaguié	1 600 000	1 759 536	1 892 925
22086020055 Superviser les activités du SIGFIP dans le département d'Anyama	1 350 000	1 484 607	1 597 156
22086020056 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics des Lagunes Abidjan-Nord	24 000 000	26 393 021	28 393 874
22086020058 Superviser les activités du SIGFIP dans la sous-préfecture de Bonoua	1 800 000	1 979 476	2 129 542
22086020059 Superviser les activités du SIGFIP dans le département d'Adzopé	1 250 000	1 374 637	1 478 849
22086020060 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Toulépleu	1 300 000	1 429 622	1 538 003
22086020061 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde du Haut-Sassandra (Daloa)	10 546 657	11 598 255	12 477 518
22086020062 Superviser les activités du SIGFIP dans le département d'Akoupé	1 230 000	1 352 642	1 455 187
22086020063 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Bouna	1 650 000	1 814 520	1 952 078
22086020064 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Bas-Sassandra (San-Pédro)	14 100 000	15 505 899	16 681 400
22086020065 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Boléquin	1 550 000	1 704 549	1 833 772
22086020066 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région de l'Agneby (Agboville)	16 450 000	18 090 216	19 461 636
22086020067 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Minignan	1 050 000	1 154 695	1 242 233
22086020068 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Grand-Bassam	2 400 000	2 639 302	2 839 389
22086020069 Superviser les activités du SIGFIP dans le département de Soubré	3 500 000	3 848 984	4 140 774
22086020070 Superviser les activités du SIGFIP dans la Sous-Préfecture de Niablé	1 600 000	1 759 535	1 892 925
22086020071 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département d'Oumé	1 163 544	1 279 559	1 376 564
22086020073 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Toumodi	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22086020074 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Guibéroua	1 600 000	1 759 534	1 892 926
22086020075 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics des Savanes (Korhogo)	18 327 696	20 155 137	21 683 098
22086020076 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde du Zanzan (Bondoukou)	10 596 171	11 652 706	12 536 098
22086020077 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Boundiali	1 600 000	1 759 535	1 892 924
22086020078 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde - Lagunes	90 069 596	66 166 007	71 182 052
22086020080 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Vavoua	1 300 000	1 429 622	1 538 003
22086020081 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics Abidjan-Sud	24 061 443	26 460 590	28 466 568
22086020082 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Bingerville	1 200 000	1 319 651	1 419 693
22086020083 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Dabakala	1 550 000	1 704 549	1 833 772
22086020085 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics du Bas Sassandra (San-Pedro)	18 085 632	19 888 935	21 396 715
22086020086 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Guiglo	1 800 000	1 979 476	2 129 542
22086020087 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Tengréla	1 250 000	1 374 637	1 478 849
22086020088 Coordonner les activités de la Direction Régionale de Solde des Lacs (Yamoussoukro)	27 243 354	11 540 387	12 415 264
22086020089 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Tabou	1 600 000	1 759 535	1 892 925

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22086 Budget	92 305 244 158	89 326 136 674	92 244 498 841
22086020090 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Sinfra	1 270 000	1 396 631	1 502 510
22086020091 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Haut Sassandra (Daloa)	14 550 000	16 000 768	17 213 786
22086020094 Coordonner les activités de la Direction Régionale de Solde du Fromager (Gagnoa)	11 546 707	12 698 021	13 660 655
22086020095 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département d'Agnibilékro	1 220 000	1 341 645	1 443 356
22086020097 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics du Haut Sassandra (Daloa)	14 392 243	15 827 282	17 027 148
22086020098 Apporter un appui aux ménages vulnérables	1 195 000	1 314 154	1 413 779
22086020100 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Fromager (Gagnoa)	13 800 000	15 175 985	16 326 478
22086020101 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde - Abidjan	87 662 861	73 953 736	79 560 168
22086020102 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Sassandra	1 100 000	1 209 680	1 301 387
22086020104 Suivre l'exécution du budget par les DAF	111 250 000	122 342 647	131 617 442
22086020105 Suivre l'exécution du budget de l'Etat	190 292 954	181 334 099	195 081 039
22086020106 Analyser les projets de programmes triennaux et de budgets et donner l'avis de la DGBF au cours des séances de validation desdits documents	73 975 828	81 351 899	87 519 185
22086020107 Préparer le projet de Loi de finances portant budget l'Etat	101 655 600	71 948 948	77 403 397
22086020109 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Lakota	1 350 000	1 484 607	1 597 156
22086020110 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Taabo	1 100 000	1 209 680	1 301 387
22086020111 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Sakassou	1 600 000	1 759 535	1 892 925
22086020112 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics du Moyen Comoé (Abengourou)	20 476 541	22 518 242	24 225 347
22086020113 Préparer l'avant-projet de Loi de règlement	31 123 627	34 226 940	36 821 682
22086020117 Mettre en oeuvre la politique de vente des vignettes administratives	27 899 387	30 681 213	33 007 155
22086020118 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Sinématiali	1 550 000	1 704 548	1 833 773
22086020119 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de M'Bengué	1 550 000	1 704 548	1 833 773
22086020120 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Kong	1 550 000	1 704 548	1 833 773
22086020121 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Ouangolodougou	1 550 000	1 704 548	1 833 773
22086020122 Superviser les activités du SIGFIP dans la Sous-préfecture de Méagui	1 550 000	1 704 548	1 833 773
22086020123 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département d'Alépé	1 800 000	1 979 476	2 129 541
22086020124 Superviser les activités du SIGFIP dans le Département de Zouan-Hounien	1 550 000	1 704 548	1 833 773
22086020125 Coordonner les services de l'administration du budget dans la région du Zanzan (Bondoukou)	15 000 000	16 495 639	17 746 172
22086020126 Elaborer le projet de loi de finances	2 396 241	2 635 168	2 834 940
22086020222 Elaborer le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuel et la Déclaration sur les risques Budgétaires (DPBEP-DRB)	115 000 001	25 425 296	27 352 789
22086020223 Elaborer le Document de Planification et de Programmation Pluriannuel des Dépenses-Projets Annuels de Performance et le Rapport Annuel de Performance du Programme Budget	95 000 000	0	0
22086020224 Elaborer et Vulgariser le Budget Citoyen	114 710 444	2 199 418	2 366 156
4 Investissements	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
Trésor	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
22086020116 Acquerir des Véhicules / Direction du Patrimoine de l'Etat	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22086 Budget	92 305 244 158	89 326 136 674	92 244 498 841
2208603 Contrôler les opérations budgétaires de l'Etat, des établissements publics nationaux, et des collectivités décentralisées	58 802 584 243	59 882 151 319	62 090 571 663
1 Personnel	107 458 297	104 311 920	106 832 594
22086030033 Assurer les charges salariales de la Direction du Contrôle Budgétaire (DCB)	105 500 000	102 410 962	104 885 700
22086030034 Assurer les charges salariales du DGBF/ Opération d'Ajustement Rémunération Personnel Etat en Cours de Gestion	1 958 297	1 900 958	1 946 894
2 Biens et services	58 272 247 304	59 464 328 386	61 656 004 333
22086030003 Mettre en oeuvre la politique de Contrôle des Abonnements et du Patrimoine de l'Etat	73 742 245	81 095 024	87 242 838
22086030006 Effectuer le contrôle à priori les dépenses des établissements publics nationaux	122 079 482	86 964 433	93 557 204
22086030007 Assurer la Maintenance et l' Entretien des Véhicules de Pool	239 681 177	159 564 195	171 660 754
22086030008 Tenir la Commission de Gestion des Véhicules Administratifs	14 714 064	16 181 192	17 407 886
22086030009 Assurer la Gestion des Branchements et raccordements	522 050 575	219 941 837	236 615 625
22086030011 Superviser les opérations de passation de marché	110 483 203	46 279 285	49 787 718
22086030012 Assurer la Gestion Patrimoine-Entretien Réseau	413 428 575	219 941 837	236 615 625
22086030013 Effectuer le contrôle à priori les dépenses des départements ministériels, projets, services extérieurs de l'Etat, représentations diplomatiques	309 338 561	340 182 456	365 971 686
22086030015 Mettre en oeuvre le Suivi du Recensement du Patrimoine	134 534 291	145 687 226	156 731 773
22086030016 Equiper les services de la DGBF	704 723 752	688 284 289	740 463 113
22086030020 Assurer la Gestion Economie de l'Energie	100 231 405	110 225 397	118 581 583
22086030022 Prendre en charge la Convention LBTP Suivi des Abonnements Eaux	194 000 000	213 343 582	229 517 156
22086030028 Prendre en charge la Convention LBTP Suivi des Abonnements Electricité	331 000 000	364 003 740	391 598 860
22086030029 Coordonner les services chargés du Patrimoine de l'Etat	77 776 822	85 531 885	92 016 057
22086030035 Gérer les dépenses centralisées d'abonnement	10 410 089 600	10 765 878 306	11 135 395 550
22086030036 Gérer les Dépenses Centralisées d'Abonnement de l'Eclairages Public	43 577 078 251	45 066 424 920	46 613 239 837
22086030037 Contrôler les instruments de mesures en électricité	100 000 000	109 970 919	118 307 813
22086030038 Assurer la rationalisation relative à l'éclairage public	50 000 000	54 985 459	59 153 906
22086030039 Assurer la gestion rationnelle des véhicules de l'Etat	60 000 000	54 985 459	59 153 906
22086030040 Travaux POSTEL 2001 pour la téléphonie IP	500 000 000	384 898 215	414 077 344
22086030041 Suivre l'Exécution de la Comptabilité-Matière	227 295 301	249 958 730	268 908 099
3 Transferts	100 000 000	90 632 371	104 856 094
22086030030 Prendre en charge la part de l'Etat dans le Syndic Copropriété Immeuble BICICI/DPE	57 128 648	51 138 714	59 164 355
22086030031 Prendre en charge la part de l'Etat dans le Syndic Copropriété Immeuble AMCI	41 251 364	37 442 766	43 318 984
22086030032 Prendre en charge la part de l'Etat dans le Syndic Copropriété Immeuble Signal / DPE	1 619 988	2 050 891	2 372 755

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22086 Budget	92 305 244 158	89 326 136 674	92 244 498 841
4 Investissements	322 878 642	222 878 642	222 878 642
Trésor	322 878 642	222 878 642	222 878 642
22086030018 Mettre en oeuvre en oeuvre Comptabilité-Matière	61 727 478	61 727 478	61 727 478
22086030027 Géolocaliser le patrimoine de l'Etat	161 151 164	161 151 164	161 151 164
22086030042 Plan Stratégique du Suivi des EPN/DCB	100 000 000	0	0
2208604 Communication, qualité du service et gestion des ressources humaines et matérielles	9 741 137 894	9 111 703 832	9 207 143 347
1 Personnel	597 306 567	579 817 441	593 828 599
22086040007 Liquidier les droits des personnels contractuels	500 785 338	486 122 352	497 869 389
22086040025 Assurer les charges salariales de la DFDC / Gestion des Formations	96 521 229	93 695 089	95 959 210
2 Biens et services	1 162 727 372	1 074 111 273	1 155 539 630
22086040001 Organiser les actions de communication sur l'évolution des indicateurs budgétaires	49 704 911	54 660 948	58 804 792
22086040004 Coordonner les activités de la Direction Régionale de la Solde des Montagnes (Man)	10 715 394	11 783 818	12 677 147
22086040005 Prendre en charge les salaires du personnel des fonctionnaires et agents de l'Etat du programme	134 606 878	112 663 393	121 204 403
22086040006 Définir et mettre en oeuvre la politique globale de formation des agents de la DGBF	95 600 000	105 132 196	113 102 268
22086040008 Assister le personnel en difficulté	51 300 000	56 415 080	60 691 906
22086040010 Gérer les Ressources Humaines et Matérielles de la DGBF	108 576 390	119 402 454	128 454 351
22086040018 Produire le Journal des Marchés Publics	124 426 802	71 988 204	77 445 628
22086040019 Organiser les Journées bilan DGBF	150 000 000	164 956 378	177 461 719
22086040020 Organiser les actions de communication budgétaires	152 238 227	167 417 777	180 109 716
22086040022 Prendre en charge les soins médicaux du Personnel des finances générales	282 058 758	205 842 030	221 446 913
22086040024 Prendre les dépenses relatives au déplacement des agents de l'Etat	3 500 012	3 848 995	4 140 787
4 Investissements	7 981 103 955	7 457 775 118	7 457 775 118
Trésor	7 981 103 955	7 457 775 118	7 457 775 118
22086040013 Extension de la Cité Financière	7 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000
22086040014 Equipement de la Direction des Marchés Publics	110 081 024	23 655 415	23 655 415
22086040015 Réhabilitation et Equipement Clinique Médicale des Finances Générales	371 022 931	221 022 931	221 022 931
22086040016 Construction Cités Financières Déconcentrées	500 000 000	213 096 772	213 096 772
2208605 Gestion des systèmes d'information budgétaires	7 742 171 195	5 105 734 777	5 250 342 648
1 Personnel	287 118 000	281 506 864	288 309 413
22086050029 Assurer les charges salariales de la Direction de l'Administration du SIGFIP et Coordination des DAAF (DAS)	284 718 000	279 177 136	285 923 388
22086050030 Assurer les charges salariales de la DTI/Comité d'animation du site web de la DGBF	2 400 000	2 329 728	2 386 025
2 Biens et services	2 413 562 385	1 817 772 640	1 955 577 962
22086050001 Gère les systèmes informatiques de l'administration budgétaire	215 255 663	101 454 399	109 145 657
22086050007 Equiper la Direction de la solde	189 856 016	192 290 766	206 868 327

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22086 Budget	92 305 244 158	89 326 136 674	92 244 498 841
22086050015 DGBF/ Appui Logistique SIGFiP	350 520 000	365 675 301	393 397 140
22086050022 Confectionner les Documents Budgétaires	1 075 475 526	732 264 155	787 777 091
22086050025 Entretien le Système Informatique de la Direction de la Solde	85 229 456	83 830 233	90 185 402
22086050026 Assurer la Gestion du Système d'Information DMP	28 194 776	31 006 053	33 356 622
22086050027 Animer le site web de la DGBF	35 058 126	38 553 743	41 476 502
22086050028 Prendre en charge les Dépenses liées aux fonctionnements de la DTI / DGBF	433 972 822	272 697 990	293 371 221
4 Investissements	5 041 490 810	3 006 455 273	3 006 455 273
Trésor	5 041 490 810	3 006 455 273	3 006 455 273
22086050003 Modernisation et mutualisation des réseaux info. et tél. /DTI	294 079 367	0	0
22086050004 Noeud Internet / SNDI	259 138 948	206 224 904	206 224 904
22086050005 Sécurisation et sauvegarde du système d'info. budgétaire/DTI	673 103 901	99 903 912	99 903 912
22086050006 Déconcentration des Services de la DGBF	197 165 424	197 165 424	197 165 424
22086050008 Mise en place SIGFiP Institutions-Ambassades/SNDI	117 929 790	93 849 495	93 849 495
22086050009 Interconnexion des EPN au RICl	311 180 431	64 404 307	64 404 307
22086050010 Développement et Maintenance du SIGMAP/SNDI	185 490 239	35 490 239	35 490 239
22086050012 Système de Gestion des EPN/SNDI	45 414 634	36 141 338	36 141 338
22086050013 Equipement des Services de la DGBF	156 148 176	156 148 176	156 148 176
22086050014 Equipement des Services SIGFiP	248 798 732	58 798 732	58 798 732
22086050017 Déconcentration SIGFiP/SNDI	90 000 000	71 622 739	71 622 739
22086050018 Mise en Place du SIGFiP/ SNDI	500 000 000	397 904 109	397 904 109
22086050019 Système Intégré Gestion Collectivités Décentralisées (SIGESCOD)/DOCD	203 698 991	58 798 991	58 798 991
22086050023 Système Intégré de Gestion des Conférences et Missions Hors Côte d'Ivoire/SNDI	43 301 896	34 460 004	34 460 004
22086050031 Numériser les archives de la Solde	136 000 000	108 229 911	108 229 911
22086050032 Renforcer les infrastructures techniques de traitement de l'information de la DGBF	1 225 040 281	1 150 957 929	1 150 957 929
22086050033 Dématérialiser les Marchés Publics (DEMAT/DMP)	305 000 000	236 355 063	236 355 063
22086050034 Système d'amélioration du Suivi de la Performance des EPN/DCB	50 000 000	0	0

III.5. Programme 5 : Portefeuille de l'Etat

III.5.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 5 : Portefeuille de l'Etat						
Objectif spécifique	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Coordonner les activités de la Direction Générale du portefeuille de l'Etat	Taux d'exécution du PAS	80%	90%	92%	95%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités inscrites dans le PAS) x100 Source : Rapport d'activités Cabinet / DGPE
OS 2 : Améliorer le système de pilotage de la performance des entreprises publiques	Proportion d'entreprises publiques produisant un bilan de gouvernance	70%	70%	73%	75%	(Nombre d'entreprises ayant produit un bilan de gouvernance au cours de l'année /Nombre totale d'entreprises publiques (SODE et SPFP Maj)) x100 Source : Rapport d'activités DGPE
	Taux de signature des contrats de performance des entreprises publiques	50%	80%	85%	90%	(Nombre d'entreprises ayant conclu un contrat de performance avec l'Etat /Nombre totale d'entreprises publiques) x100 Source : Rapport d'activités DGPE
OS 3 : Améliorer le dispositif de contrôle des entreprises publiques	Taux de réalisation du contrôle des entreprises publiques	0%	60%	75%	80%	(Nombre d'entreprises contrôlées /Nombre d'entreprises publiques sélectionnées dans le plan de contrôle annuel des entreprises publiques) x 100 Source : Rapport d'activités DGPE
	Taux de réalisation des missions d'audit des entreprises publiques	50%	70%	75%	78%	(Nombre de missions d'audit réalisé /Nombre de missions d'audit prévu dans le plan d'audit annuel des entreprises publiques) x100 Source : Rapport d'activités DGPE

III.5.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME V : PORTEFEUILLE DE L'ETAT		4 495 975 040	4 324 634 419	4 499 631 649
	Dépenses de personnel	24 600 000	23 879 712	24 456 760
	Dépenses en biens et services	2 471 375 040	2 300 754 707	2 475 174 889
	Transferts	0	0	0
	Investissements	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
	Trésor	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22087 Portefeuille de l'Etat	4 495 975 040	4 324 634 419	4 499 631 649
2208701 Coordination des activités et optimisation du système d'information de la DGPE	3 232 477 796	3 308 205 656	3 406 147 435
1 Personnel	24 600 000	23 879 712	24 456 760
22087010006 Prendre en charge les salariales du personnel sous contrat de la DGPE	24 600 000	23 879 712	24 456 760
2 Biens et services	1 207 877 796	1 284 325 944	1 381 690 675
22087010004 Prendre en charge les honoraires des agents emmergeant sur Convention BNETD	22 800 000	25 073 369	26 974 181
22087010005 Prendre en charge les loyers des bureaux de la DGPE	422 578 000	464 712 908	499 942 788
22087020010 Assurer la mise en oeuvre du Plan d'Actions Stratégiques (PAS) de la DGPE	440 999 796	484 971 530	521 737 212
22087020011 Préparer le Budget et assurer le suivi de l'exécution budgétaire de la DGPE	34 000 000	37 390 112	40 224 658
22087020012 Améliorer la communication DGPE	132 000 000	145 161 614	156 166 312
22087020013 Mettre en oeuvre le cadre de performance et le contrôle interne budgétaire du Programme Portefeuille de l'Etat	49 000 000	26 393 021	28 393 874
22087020014 Suivre la mise en oeuvre du Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses (DPPD) ; du RAP et des lettres d'engagement	32 500 000	19 244 910	20 703 867
22087020015 Optimiser le Système d'Information du Portefeuille de l'Etat DGPE	74 000 000	81 378 480	87 547 783
4 Investissements	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
Trésor	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
22087040001 Construction Siège DGPE	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
2208702 Gestion active du portefeuille de l'Etat	204 997 244	225 437 352	242 527 755
2 Biens et services	204 997 244	225 437 352	242 527 755
22087020001 Piloter la performance des entreprises publiques	20 400 000	22 434 067	24 134 793
22087020002 Mettre en oeuvre des mécanismes pour assurer une gestion active du Portefeuille de l'Etat	42 388 504	46 615 027	50 148 912
22087020006 Mettre en oeuvre des mécanismes pour assurer une gestion active du Portefeuille du Secteur Primaire et Secondaire	36 945 669	40 629 492	43 709 613
22087020007 Piloter la performance des entreprises publiques du Portefeuille du Secteur Primaire et Secondaire	28 580 000	31 429 688	33 812 373
22087020008 Mettre en oeuvre des mécanismes pour assurer une gestion active du Portefeuille du Secteur Tertiaire	57 183 071	62 884 749	67 652 040
22087020009 Piloter la performance des entreprises publiques du Portefeuille du Secteur Tertiaire	19 500 000	21 444 329	23 070 024
2208703 Mise en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques	1 058 500 000	790 991 411	850 956 459
2 Biens et services	1 058 500 000	790 991 411	850 956 459
22087020004 Mettre en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques du portefeuille des Secteurs Primaire et Secondaire	11 600 000	12 756 626	13 723 705
22087020005 Mettre en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques du portefeuille du Secteur Tertiaire	21 000 000	23 093 894	24 844 641
22087040002 Elaborer et mettre en oeuvre un plan d'audit annuel et un plan de contrôle des Entreprises publiques	1 015 000 000	743 154 061	799 492 562
22087040003 Mettre en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques	10 900 000	11 986 830	12 895 551

III.6. Programme 6 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.6. 1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMMES VI : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		103 658 270 590	115 077 822 383	124 654 082 935
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	103 658 270 590	115 077 822 383	124 654 082 935
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/ Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
23196 Comptes Spéciaux du Trésor	103 658 270 590	115 077 822 383	124 654 082 935
2319603 Gestion des Comptes spéciaux du trésor DGD	35 647 000 000	39 574 550 050	42 867 766 715
3 Transferts	35 647 000 000	39 574 550 050	42 867 766 715
23196030001 Transférer les recettes affectées pour le contrôle des Marchandises à l'Importation	35 647 000 000	39 574 550 050	42 867 766 715
2319604 Gestion des Comptes spéciaux du trésor DGBF	68 011 270 590	75 503 272 333	81 786 316 220
3 Transferts	68 011 270 590	75 503 272 333	81 786 316 220
23196040001 Transférer les prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (PCS-PCC)	59 311 585 900	65 791 864 300	71 266 768 341
23196040002 Transférer la taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)	8 699 684 690	9 711 408 033	10 519 547 879

SECTION 328 : MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse des ressources budgétaires allouées au Ministère ;
- l'ineffectivité de l'opération de numérisation des services du ministère ;
- les difficultés de mise à jour du fichier du personnel des services déconcentrés du Ministère ;
- l'insuffisance de locaux pour abriter les services centraux et déconcentrés du Ministère ;
- l'absence d'arrêté portant organisation et fonctionnement des services déconcentrés du Ministère ;
- l'exode massif d'agents expérimentés du ministère ;
- l'absence de Loi cadre sur le système de planification en Côte d'Ivoire ;
- le non-alignement du PND sur l'Etude Nationale Prospective « Côte d'Ivoire 2040 » ;
- la faiblesse de la couverture financière des activités de prospective ;
- la faiblesse de la culture de prospective sectorielle et territoriale ;
- la faiblesse de la culture de prospective de la veille stratégique ;
- la rareté des rapports de veille stratégique ;
- l'indisponibilité de documents de planification stratégique dans les ministères, les régions et les communes ;
- la faiblesse du dialogue intra et intersectoriel dans la coordination des politiques sectorielles ;
- le faible alignement de certains plans sectoriels et locaux sur le PND ;
- la faible articulation entre les maillons de la chaîne PPPSE ;
- la faible articulation entre la chaîne PPPSE et la Budgétisation ;
- la faible coordination des politiques sectorielles ;
- le faible alignement des plans sectoriels et locaux sur le PND ;
- le déficit d'outils de prévision et de modélisation permettant de simuler les impacts des projets d'investissement publics ;
- l'absence de suivi physique régulier des projets d'investissement publics ;
- l'absence formelle de manuel de procédures d'élaboration du PIP ;
- l'absence d'un cadre global cohérent de suivi-évaluation ;
- la non adoption des documents de cadrage ;
- l'absence de plan de développement local dans la majorité des Communes du pays ;
- l'insuffisance de données statistiques actualisées au niveau régional et local ;
- la faible contribution des organisations de la société civile au développement local ;
- l'insuffisance d'experts en matière de Population et Développement ;
- le niveau de production statistique insuffisant ;
- l'insuffisance de logiciels adaptés au traitement et à l'analyse des données statistiques dans la quasi-totalité des services statistiques sectoriels ;
- l'absence de centralisation des bases de données des productions de l'INS et des acteurs du système statistique national.

I.1.2. Réponses apportées

- l'actualisation en cours du Schéma Directeur Informatique du Ministère ;
- l'élaboration d'une vision à long terme comme cadre global des actions de développement ;

- la création d'un Bureau National de la Prospective et de la Veille Stratégique (BNPVS) ;
- l'élaboration de la Loi Cadre sur le système de planification en Côte d'Ivoire ;
- l'arrimage des plans stratégiques des ministères et des collectivités territoriales au PND ;
- l'institution de directions de planification et des Statistiques dans l'ensemble des ministères ;
- le renforcement de l'outil intégré de programmation des investissements (SINAPSE) ;
- l'élaboration du « Manuel de planification locale participative » ;
- l'élaboration du « Manuel des procédures d'élaboration des politiques sectorielles » ;
- l'élaboration du « Guide d'articulation de la chaîne PPPBSE » ;
- le renforcement des capacités des acteurs sectoriels et locaux en prospective et planification stratégique ;
- la réalisation des études monographiques et économiques des (ex) districts de Côte d'Ivoire ;
- la réalisation de l'étude des Pôles Economiques Compétitifs ;
- l'opérationnalisation de la Base de Données de l'Aménagement du Territoire ;
- l'élaboration du manuel de procédure d'élaboration des schémas régionaux d'aménagement et de développement de territoire (SRADT) et du Manuel de Planification Locale Participative ;
- l'élaboration de la Stratégie nationale du développement de l'économie régionale ;
- l'élaboration de l'atlas national de développement ;
- la transformation de l'INS en Agence d'exécution des études statistiques ;
- le passage au Système de la Comptabilité Nationale (SCN 2008) ;
- la production des statistiques macroéconomiques, démographiques, sociales, industrielles et de gouvernance ;
- la réalisation de l'enquête sur le Niveau de Vie des ménages (ENV2018 et 2021) ;
- la création de la Cellule de Coordination des Statistiques.

I.1.3. Défis et priorités

- l'institutionnalisation des Etudes Prospectives Nationales, Sectorielles et Territoriales ;
- le renforcement des capacités techniques des ministères, des régions et communes dans le cadre de l'élaboration de leur plan stratégique arrimé au PND ;
- le développement harmonieux et équilibré du territoire ;
- l'émergence de Pôles Economiques Compétitifs ;
- la réalisation de la transition démographique de la Côte d'Ivoire ;
- la disponibilité régulière de l'information statistique ;
- l'élaboration d'un texte normatif (loi) relatif à la pratique de l'évaluation des politiques publiques ;
- l'élaboration d'un document de politique nationale d'évaluation ;
- la vulgarisation des résultats des Etudes Nationales Prospectives auprès de tous les acteurs de développement ;
- l'appropriation de la réflexion prospective et de la veille stratégique par les décideurs et la population ;
- la cohérence établie entre les résultats des études nationales prospectives, les plans nationaux de développement et des plans et politiques sectorielles ;
- la mise en place d'une Loi-Cadre sur le système de planification en Côte d'Ivoire ;
- la mise en place des cadres stratégiques 2021-2025 ;
- la centralisation de l'ensemble des bases de données relatives aux recensements, aux enquêtes nationales et à toutes études ou enquêtes pour le suivi des indicateurs sur la dynamique des populations ;
- le renforcement des capacités matérielles et logistiques de l'Observatoire en Population et Développement ;
- l'adoption de la feuille de route du dividende démographique de la Côte d'Ivoire ;
- la mise en place du Centre de numérisation et de la bibliothèque numérique en population et développement ;
- l'intégration des questions de population et développement dans les programmes et politiques aux plans sectoriel et local ;

- le renforcement de la communication pour le changement social et comportemental en faveur du dividende démographique.
- l'amélioration de la production de données statistiques conformément au standard international et le passage à la Norme Spéciale de Diffusion des Données ;
- la construction du siège de l'INS.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance et du leadership ;
- la consolidation des liens entre les maillons de la chaîne PPPSE ;
- le suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Population et Développement ;
- l'implémentation des outils de mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire et de développement régional et local ;
- la mise en place des outils de coordination stratégique et de mobilisation de l'aide.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les investissements publics sont budgétisés conformément à la programmation établie ;
- les actions et mesures émanant du Plan National de Développement sont exécutées ;
- les pôles Economiques Compétitifs (PEC) sont opérationnels ;
- la mobilisation des ressources extérieures destinées au financement du PND est assurée ;
- les connaissances sur les questions de population et développement sont améliorées.

I.3. Missions du Ministère

Le Ministre du Plan et du Développement est chargé de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de planification et de programmation du développement.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration, coordination et suivi de l'exécution des matrices des actions menées par l'Etat et du programme triennal d'investissement public ;
- programmation et suivi de l'application des politiques et stratégies de développement économique, social et culturel à moyen et long termes, et évaluation des résultats ;
- élaboration à moyen terme et long termes du cadre macro-économique et programmation des études macro-économiques, sectorielles et régionales relatives aux impacts économiques et financiers des projets d'investissement ;
- projections économiques et financières à moyen et long termes, en particulier avec évaluation des charges récurrentes ;
- élaboration et présentation des comptes nationaux ;
- harmonisation des études et des actions de l'Etat de nature économique, financière, sociale et culturelle à moyen et long termes, au regard des programmes de développement ;
- animation des commissions nationales et régionales de développement ;
- maîtrise de la croissance démographique et de l'immigration ;
- production, centralisation, analyse et diffusion de l'information statistique ;
- organisation des recensements nationaux et des enquêtes statistiques ;
- formulation et suivi de la mise en œuvre des politiques et stratégies en matière de population ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux de développement, en relation avec les Ministres chargés de l'Economie et des Finances et du Budget ;
- planification, programmation, mise en œuvre des actions de l'aménagement du territoire, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intérieur ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, en liaison avec le Ministre chargé de la Lutte contre la pauvreté.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation ;
- Programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et local ;
- Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	<ul style="list-style-type: none"> - Cabinet du Ministre - Service de Communication et de Relations Publiques - Inspection Générale du Plan (IGP) - Direction de l'informatique, de la Documentation et des Archives (DIDA) - Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC) - Direction des Affaires Financières (DAF) - Direction des Ressources Humaines (DRH) - Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) - Directions Régionales (10 D.R.) - Antennes Départementales (13 A.D.) 		<ul style="list-style-type: none"> - Projet d'Appui à la Mise en Œuvre du Programme de Développement pour une prestation du Service Inclusive (PAME/PDSI) - Projet d'Organisation de la Mémoire Documentaire du Ministère du Plan et du Développement 	

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Prospective, Planification, Programmation, Suivi et Evaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Bureau National de la Prospective et de la Veille Stratégique (BNPVS) - Département des Etudes Prospectives - Département de la Veille Stratégique - Direction Générale du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté (DGPLP) - Direction de la Planification (DP) - Direction de la Programmation des Investissements Publics (DPIP) - Direction du Contrôle, du Suivi et de l'Evaluation (DCSE) 		<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un Mécanisme de Veille Stratégique - Suivi et Evaluation Mise en Œuvre du PND - Mise en œuvre et suivi de l'UNDAF ; - Planification Sociale Suivi Evaluation - Projet Déconcentration et Décentralisation du Système PIP - Appui à la Mise en Œuvre des Activités de la Chaîne PPPSE - Mise en Place du Système de Traçabilité Financière - Projet Modernisation du SINAPSE 	
Programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local	<ul style="list-style-type: none"> - Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Développement Régional et Local (DGATDRL) - Direction de la Planification Spatiale (DPS) - Direction de la Promotion du Développement Régional et Local (DPDRL) - Direction de la Cartographie et du Système d'Informations Géographiques (DCSIG) 		<ul style="list-style-type: none"> - Opérationnalisation de la Base de Données de l'Aménagement du Territoire (OBDAT) - Production des Atlas des Districts de Côte d'Ivoire - Elaboration du schéma régional d'aménagement et du développement du territoire du Cavally assorti d'une stratégie de croissance verte ; - Programme de création de plates-formes multi- services au profit des populations de la zone transfrontalières Côte d'Ivoire-Burkina Faso- Ghana - Programme pilote de développement des zones rurales ; - Programme d'Appui à la Planification Territoriale (PAPT) 	
Programme 4 : Coordination de l'aide, Population et Productions Statistiques	<ul style="list-style-type: none"> - Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide (DGSCA) - Direction de la Coopération et de la Coordination de l'Aide (DCCA) - Direction du Partenariat (DP) - Direction de la Stratégie et des Etudes (DES) - Cellule de Coordination et de Développement de la Statistique (CCDS) 	<ul style="list-style-type: none"> Institut National de la Statistique (INS) -Office National de la Population (ONP) -Ecole Nationale de la Statistique et de l'Economie Appliquée (ENSEA) 	<ul style="list-style-type: none"> -Programme d'Appui au Développement des Chaines de Valeurs Inclusives et à la Promotion des initiatives Locales -Projet d'Appui à la Mise en Œuvre de la Politique Nationale de la Population -Construction du siège de l'ONP -Programme National du Développement Communautaire -Projet Régional sur l'Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique du Sahel (projet SWEED) - Construction du siège de l'INS -Recensement Général de la Population et de l'Habitat/RGPH 2018 -Fonds pour l'appui à l'appareil statistique (production de statistiques économiques, suivi du marché du travail) -Mise en place du centre d'excellence africain -Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest 	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCULS / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1 .1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 Rapport d'Etudes
		IP.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 Rapport d'Etudes
		IP.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 Rapport d'Enquête
OG 2 : Contribuer à l'orientation et à l'éclairage de l'action publique	RS 2.1 : Les investissements publics sont budgétisés conformément à la programmation établie	IP 2.1 : Taux de conformité du Budget d'investissement au PIP	Nombre des projets du Budget d'Investissement / Nombre des Projets du PIP Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
	RS 2.2: Les actions et mesures émanant du Plan National de Développement sont exécutées	IP 2.2 : Taux d'exécution des actions et mesures du Plan National de Développement	Nombre d'actions et mesures du PND réalisées / Nombre total des actions programmées dans le PTA Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
OG3 : Contribuer à la mise en œuvre des politiques de développement régional et d'aménagement du territoire	RS 3.1: Les pôles Economiques Compétitifs (PEC) sont opérationnels	IP 3.1 : Pourcentage cumulé de Pôles Economiques Compétitifs effectifs	Nombre de pôles économiques compétitifs disposant des équipements nécessaires / Nombre total de Pôles Economiques identifiés (33) Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 3
OG 4 : Assurer la coordination de l'aide, la production statistique et le bien-être des populations.	RS 4.1: la mobilisation des ressources extérieures destinées au financement du PND est assurée	IP 4.1.1 : Taux de financement extérieur effectif du PND	Financement effectif / Financement prévu Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 4
	RS 4.2 : Les connaissances sur les questions de population et développement sont améliorées	IP 4.2 .1 : Taux de dissémination des études et recherches sur les questions de population et développement	Nombre de rapports d'études disséminées / Nombre de rapports d'études produits sur les questions de population et développement. Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 4

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCA	Projections finales		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	24 819 305 602	25 905 727 984	26 898 725 262
1.1 Ressources Intérieures	13 036 152 102	13 607 510 541	14 580 781 251
1.1.1 Budget État	13 036 152 102	13 607 510 541	14 580 781 251
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	11 783 153 500	12 298 217 443	12 317 944 011
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	11 783 153 500	12 298 217 443	12 317 944 011
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	24 819 305 602	25 905 727 984	26 898 725 262
2.1 Personnel	2 448 944 035	2 592 186 566	2 693 893 367
2.1.1 Solde y compris EPN	2 448 944 035	2 592 186 566	2 693 893 367
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	3 381 193 263	3 375 711 544	3 580 573 975
2.3 Transferts	3 724 914 804	4 342 112 431	5 008 813 909
2.4 Investissement	15 264 253 500	15 595 717 443	15 615 444 011
Trésor	3 481 100 000	3 297 500 000	3 297 500 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	11 783 153 500	12 298 217 443	12 317 944 011

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer le cadre institutionnel et réglementaire	Proportion des textes juridiques élaborés et transmis à la signature	30%	40%	50%	60%	Nombre de textes élaborés et transmis à la signature / Nombre de textes prévus Source : Rapport d'activités / DAJC
OS2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de couverture en besoins de personnel	75%	90%	95%	97%	Nombre de besoins en personnel satisfaits / Nombre de besoins en personnel exprimés Source : Rapport d'activités / DRH
	Taux d'exécution des activités planifiées	80%	82%	85%	87%	Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités prévues Source : Rapport d'activités de la DCSE
	Taux d'exécution des marchés passés	90%	100%	100%	100%	Nombre de lignes à marché entièrement exécutées / Nombre de lignes à marché notifiées Source : Rapport d'activités / CPMP
	Taux d'exécution budgétaire	83,67%	100%	100%	100%	Budget ordonnancé / budget voté Source : Extrait SIB
OS 3 : Améliorer le système d'information et de communication	Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique	25%	45%	65%	80%	Nombre de structures bénéficiaires / Nombre total de structures Source : Rapport d'activités / DIDA
	Nombre de visites du site Web du ministère	20 002	30 000	35 000	40 000	Denombrement Source : Rapport d'activités / DIDA
	Taux de consultation sur la plateforme GED-MPD des documents stratégiques et de planification produits	-	10%	50%	90%	Nombre de documents stratégiques et de planification consultés / Nombre de documents stratégiques et de planification publiés Source : Rapport d'activités / DIDA

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		6 144 619 136	6 244 444 416	6 506 038 941
	Dépenses de personnel	1 928 488 495	2 079 062 835	2 173 643 914
	Dépenses en biens et services	2 927 199 484	2 876 450 424	3 043 463 870
	Transferts	93 946 591	93 946 591	93 946 591
	Investissements	1 194 984 566	1 194 984 566	1 194 984 566
	Trésor	464 081 066	464 081 066	464 081 066
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	730 903 500	730 903 500	730 903 500

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21054 Administration Générale	6 144 619 136	6 244 444 416	6 506 038 941
2105401 Coordination et animation du ministère	1 783 842 240	1 582 573 995	1 623 319 619
2 - Biens et services	738 738 740	537 470 495	578 216 119
21054010010 Prendre en charge les dépenses de fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21054010011 Apporter un appui juridique aux services du ministère	13 300 000	14 626 134	15 734 939
21054010012 Gérer la commande publique du ministère	8 017 032	8 816 403	9 484 774
21054010013 Réaliser les travaux préparatoires de la participation de la Côte d'Ivoire aux CIEA	341 174 800	100 265 764	107 866 910
21054010014 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de planification et de développement	279 036 908	306 859 452	330 122 463
21054010016 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	25 800 000	28 372 498	30 523 415
21054010017 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'Abengourou	4 270 000	4 695 760	5 051 743
21054010018 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Dimbokro)	1 960 000	2 155 430	2 318 834
21054010019 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Bondoukou)	500 000	549 855	591 540
21054010021 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Yamoussoukro)	500 000	549 855	591 540
21054010022 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Bouaké)	500 000	549 855	591 540
21054010023 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Daloa)	1 220 000	1 341 645	1 443 356
21054010024 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'Abidjan	4 100 000	4 508 810	4 850 619
21054010025 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Bouaké	4 270 000	4 695 758	5 051 743
21054010026 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Bouaflé)	1 920 000	2 111 441	2 271 511
21054010027 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Man	4 270 000	4 695 759	5 051 745
21054010028 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne d'Odienné)	1 380 000	1 517 599	1 632 647
21054010029 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne d'Abidjan)	500 000	549 855	591 540
21054010030 Coordonner les activités du Ministère au niveau de région de la Bondoukou	4 120 000	4 530 803	4 874 282
21054010032 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Daloa	4 270 000	4 695 758	5 051 745
21054010033 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Yamoussoukro	4 270 000	4 695 758	5 051 743
21054010035 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'Odienné	4 270 000	4 695 760	5 051 744
21054010036 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de Korhogo	4 270 000	4 695 760	5 051 743
21054010037 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne d'Abengourou)	500 000	549 855	591 540
21054010038 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de San-Pedro	19 270 000	21 191 396	22 797 916
21054010039 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Korhogo)	500 000	549 855	591 540
21054010040 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Antenne de Man)	550 000	604 840	650 694
4- Investissements	1 045 103 500	1 045 103 500	1 045 103 500
Trésor	314 200 000	314 200 000	314 200 000
21054010042 Projet d'Appui à la Mise en œuvre du Programme de Développement pour une prestation du Service Inclusive (PAME/PDSI)	314 200 000	314 200 000	314 200 000
Financement extérieur	730 903 500	730 903 500	730 903 500
21054010042 Projet d'Appui à la Mise en œuvre du Programme de Développement pour une prestation du Service Inclusive (PAME/PDSI)	730 903 500	730 903 500	730 903 500

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21054 Administration Générale	6 144 619 136	6 244 444 416	6 506 038 941
2105402 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	4 192 395 830	4 491 644 734	4 710 951 312
1 - Personnel	1 928 488 495	2 079 062 835	2 173 643 914
21054020007 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	1 928 488 495	2 079 062 835	2 173 643 914
2 - Biens et services	2 169 960 744	2 318 635 308	2 443 360 807
21054020001 Prendre en charge les dépenses liées aux frais de gardiennage, à l'entretien des locaux, des installations électriques et des centraux téléphoniques	44 830 109	49 300 083	53 037 521
21054020002 Prendre en charge les primes des agents du Ministère	1 059 777 141	1 165 446 656	1 253 799 154
21054020003 Gérer les ressources financières et matérielles du ministère	32 300 000	35 520 607	38 213 422
21054020004 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	60 058 050	62 110 672	64 242 496
21054020005 Prendre en charge les dépenses liées aux loyers et charges locatives des services du ministère	312 900 000	344 099 004	370 185 146
21054020006 Gérer les ressources humaines du Ministère	20 688 575	22 751 417	24 476 199
21054020009 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	140 000 000	140 000 000	140 000 000
21054020010 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	275 000 000	275 000 000	275 000 000
21054020014 Recruter les experts pour assister le cabinet (régie/convention BNETD)	224 406 869	224 406 869	224 406 869
3 - Transferts	93 946 591	93 946 591	93 946 591
21054020013 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	93 946 591	93 946 591	93 946 591
2105403 Information et communication	168 381 066	170 225 687	171 768 010
2 - Biens et services	18 500 000	20 344 621	21 886 944
21054030001 Réaliser les activités de communication, de documentation et de gestion informatique	18 500 000	20 344 621	21 886 944
4 - Investissements	149 881 066	149 881 066	149 881 066
Trésor	149 881 066	149 881 066	149 881 066
21054030002 Projet d'organisation de la mémoire documentaire du Ministère du Plan et du Développement	149 881 066	149 881 066	149 881 066

III.2. Programme 2 : Prospective, Planification, Programmation et Évaluation

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Prospective, Planification, Programmation et Évaluation						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Conduire les réflexions prospectives et stratégiques de l'Etat	Proportion de structures ayant bénéficié de Communication pour le Changement de Comportement (CCC) en matière de prospective	5,5%	15%	35%	50%	Nombre de structures bénéficiaires / Nombre de structures ciblées Source : Rapport d'activités / du BNPVS
	Proportion de structures de l'administration territoriale ayant bénéficié de renforcement de capacités pour l'anticipation de l'action régionale (prospective territoriale)	-	34%	68%	100%	Nombre de structures de l'administration territoriale renforcées / Nombre de structures ciblées Source : Rapport du BNPVS
	Nombre de ministères dotés d'un document de politique sectorielle en lien avec le PND	19	24	29	34	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DP
	Taux de cellules installées au niveau central	-	50%	80%	100%	Nombre de cellules installées / Effectif total des cellules au niveau central Source : Rapport d'activités / DVS
	Taux de cellules installées au niveau régional	-	-	80%	100%	Nombre de cellules installées / Effectif total des cellules au niveau régional Source : Rapport d'activités / DVS
	Proportion de ministères sectoriels disposant de PTA	100%	100%	100%	100%	Nombre de ministères disposant de PTA / Nombre total des Ministères Source : Rapport d'activités / DGPLP / DP
OS2 : Veiller à la bonne conduite de l'action publique	Taux de production trimestrielle de rapports de veille	-	50%	75%	100%	Nombre de rapports produits / Nombre total de rapports programmés Source : Rapport d'activités / BNPVS
	Taux d'application des recommandations des rapports de veille	25%	25%	40%	50%	Nombre de décisions ou d'actes pris en rapport avec les recommandations formulées / Nombre total de recommandations formulées Source : Rapport d'activités / BNPVS
	Nombre de rapports de suivi du PND produits dans les délais prescrits (rapports semestriels et annuels de suivi).	1	2	2	2	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DCSE Rapports de suivi du PND

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : PROSPECTIVE, PLANIFICATION, PROGRAMMATION, SUIVI ET EVALUATION		2 324 999 290	2 868 551 103	2 914 395 697
	Dépenses de personnel	47 951 203	46 547 193	47 671 995
	Dépenses en biens et services	299 790 628	329 682 508	354 675 732
	Transferts	0	0	0
	Investissements	1 977 257 459	2 492 321 402	2 512 047 970
	<i>Trésor</i>	1 077 257 459	1 077 257 459	1 077 257 459
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	900 000 000	1 415 063 943	1 434 790 511

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22055 Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	2 324 999 290	2 868 551 103	2 914 395 697
2205501 Pérennisation des réflexions prospectives	222 379 650	225 658 054	228 399 194
2 - Biens et services	32 879 650	36 158 054	38 899 194
22055010001 Coordonner les réflexions prospectives et la veille stratégique	14 983 650	16 477 657	17 726 828
22055010002 Réaliser les études prospectives	8 914 000	9 802 809	10 545 958
22055010003 Réaliser la veille stratégique	8 982 000	9 877 588	10 626 408
4 - Investissements	189 500 000	189 500 000	189 500 000
Trésor	189 500 000	189 500 000	189 500 000
22055010004 Mise en place du Mécanisme Institutionnel de veille stratégique	189 500 000	189 500 000	189 500 000
2205502 Réalisation de la planification stratégique	1 555 777 706	2 091 196 275	2 130 240 495
1 - Personnel	47 951 203	46 547 193	47 671 995
22055020010 Prendre en charge les dépenses liées aux salaires des agents contractuels (Études et Programmation)	47 951 203	46 547 193	47 671 995
2 - Biens et services	218 220 978	239 979 614	258 172 464
22055020001 Coordonner les activités de planification, de programmation et de suivi-évaluation	12 146 000	13 357 068	14 369 666
22055020002 Prendre en charge les primes et indemnités des agents de la Direction Générale du Plan et de la Pauvreté	184 951 203	203 392 537	218 811 723
22055020003 Élaborer les documents de planification stratégique	9 123 775	10 033 499	10 794 138
22055020004 Prendre en charge les dépenses liées à l'organisation des conférences de planification	12 000 000	13 196 510	14 196 937

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22055 Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	2 324 999 290	2 868 551 103	2 914 395 697
4- Investissements	1 289 605 525	1 804 669 468	1 824 396 036
Trésor	389 605 525	389 605 525	389 605 525
22055020005 Planification sociale Suivi Évaluation	283 700 000	283 700 000	283 700 000
22055020006 Mise en œuvre et Suivi de l'UNDAF	25 605 525	25 605 525	25 605 525
22055020007 Appui à la réalisation activités de la chaîne PPPSE	80 300 000	80 300 000	80 300 000
Financement extérieur	900 000 000	1 415 063 943	1 434 790 511
22055020005 Planification sociale Suivi Évaluation	900 000 000	1 415 063 943	1 434 790 511
2205503 Programmation des investissements publics	198 590 000	202 637 195	206 021 141
2. Biens et services	40 590 000	44 637 195	48 021 141
22055030001 Élaborer et suivre le programme des investissements publics	7 090 000	7 796 937	8 388 024
22055030002 Organiser les conférences programmes	33 500 000	36 840 258	39 633 117
4. Investissements	158 000 000	158 000 000	158 000 000
Trésor	158 000 000	158 000 000	158 000 000
22055030003 Projet Déconcentration & Décentralisation du Système PIP	8 000 000	8 000 000	8 000 000
22055030004 Projet modernisation du SINAPSE	150 000 000	150 000 000	150 000 000
2205504 Réalisation du suivi, de l'évaluation et du contrôle des actions de l'État	348 251 934	349 059 579	349 734 867
2. Biens et services	8 100 000	8 907 645	9 582 933
22055040001 Suivre et évaluer l'exécution des projets et programmes de développement du Gouvernement dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du PND	8 100 000	8 907 645	9 582 933
4. Investissements	340 151 934	340 151 934	340 151 934
Trésor	340 151 934	340 151 934	340 151 934
22055040002 Suivi et Évaluation mise en œuvre du PND	340 151 934	340 151 934	340 151 934

III.3. Programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Opérationnaliser la politique d'aménagement du territoire	Proportion cumulée des outils d'aménagement du territoire mis en place	1/4	2/4	3/4	4/4	Nombre d'outils élaborés et vulgarisés / Nombre total d'outils prévus à être élaborés et vulgarisés. Source : Rapport d'activités / DGATDRL
	Proportion cumulée de collectivités territoriales appuyées par le MPD pour la réalisation de leur SRADT	3/33	4/33	8/33	13/33	Nombre de collectivités territoriales ayant élaboré leur SRADT avec l'appui du MPD / Nombre total de collectivités territoriales Source : Rapport d'activités / DGATDRL
	Proportion de projets d'aménagement de l'espace national en cours ou achevés	0/3	1/3	2/3	3/3	Nombre de projets d'aménagements de l'espace national réalisés / Nombre de projets d'aménagements de l'espace national prévus Source : Rapport d'activités / DGATDRL Rapport d'activités / CNF Rapport d'activités / UEMOA
OS 2 : Assurer un développement régional harmonieux	Proportion cumulée d'activités de mobilisation des investisseurs et de développement des PEC (forum, ateliers, colloques, séminaires, salons, journées, table ronde, etc.)	1/7	4/7	06/7	7/7	Nombre d'activités de mobilisation des investisseurs et de développement des PEC / Nombre total d'activités de mobilisation des investisseurs et de développement des PEC prévues Source : Rapport d'activités / DGATDRL
	Proportion cumulée d'outils de planification du développement socio-économique au niveau infranational en cours ou achevés	2/7	3/7	5/7	7/7	Nombre d'outils de planification du développement socio-économique au niveau infranational en cours ou achevés / Nombre d'outils de planification du développement socio-économique au niveau infranational prévus Source : Rapport d'activités / DGATDRL
	Proportion cumulée des PDL mis en place au niveau régional avec l'appui du MPD	19/33	26/33	30/33	33/33	Nombre de PDL mis en place au niveau régional / Nombre total de régions Source : Rapport d'activités / DGATDRL
OS 2 : Assurer un développement régional harmonieux	Proportion cumulée des PDC mis en place au niveau des communes avec l'appui du MPD	0/201	1/201	4/201	14/201	Nombre de PDC mis en place au niveau des communes avec l'appui du MPD / Nombre total de PDC de communes à réaliser avec l'appui du MPD Source : Rapport d'activités / DGATDRL
	Proportion cumulée des PDV mis en place au niveau des villages avec l'appui du MPD	9/8000	16/8000	26/8000	46/8000	Nombre de PDV mis en place au niveau des villages avec l'appui du MPD / Nombre total de PDV à réaliser avec l'appui du MPD Source : Rapport d'activités / DGATDRL

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DEVELOPPEMENT REGIONAL ET LOCAL		4 449 264 626	4 458 323 512	4 465 897 847
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	90 853 151	99 912 037	107 486 372
	Transferts	0	0	0
	Investissements	4 358 411 475	4 358 411 475	4 358 411 475
	<i>Trésor</i>	206 161 475	206 161 475	206 161 475
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	4 152 250 000	4 152 250 000	4 152 250 000

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22056 Aménagement du territoire, développement régional et local	4 449 264 626	4 458 323 512	4 465 897 847
2205601 Mise en place des outils d'aménagement du territoire	4 417 102 126	4 422 954 120	4 427 847 097
2 - Biens et services	58 690 651	64 542 645	69 435 622
22056010001 Coordonner les actions en matière de développement et d'aménagement du territoire	22 990 651	25 283 028	27 199 734
22056010002 Mettre en place un système d'information relatif à l'aménagement et au développement du territoire	35 700 000	39 259 617	42 235 888
4- Investissements	4 358 411 475	4 358 411 475	4 358 411 475
Trésor	206 161 475	206 161 475	206 161 475
22056010028 Programme Pilote de développement des zones rurales	102 100 000	102 100 000	102 100 000
22056010029 Programme d'appui à la planification territoriale (PAPT)	104 061 475	104 061 475	104 061 475
Financement extérieur	4 152 250 000	4 152 250 000	4 152 250 000
22056010028 Programme Pilote de développement des zones rurales	4 152 250 000	4 152 250 000	4 152 250 000
2205602 Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire	17 000 000	18 695 054	20 112 329
2. Biens et services	17 000 000	18 695 054	20 112 329
22056020001 Mettre en œuvre la politique d'organisation spatiale du territoire	17 000 000	18 695 054	20 112 329
2205603 Soutien à la mise en œuvre des politiques de développement régional et local	15 162 500	16 674 338	17 938 421
2 Biens et services	15 162 500	16 674 338	17 938 421
22056030001 Élaborer les programmes de développement local et suivre les politiques sectorielles de développement régional	15 162 500	16 674 338	17 938 421

III.4. Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Mettre en oeuvre la stratégie de coordination de l'aide et de partenariat	Taux de projets épinglés	38,2%	29%	25%	20%	Nombre de projets épinglés / Nombre totale de projets du portefeuille BAD en cours Source : Rapport d'activités / DCCA / DGSCA
	Nombre d'études en matière d'aide et de développement réalisées	-	1	2	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DSE/ DGSCA
OS 1 : Mettre en oeuvre la stratégie de coordination de l'aide et de partenariat	Taux de décaissement du portefeuille des projets et programmes financés par BAD	22%	25%	30%	35%	Montant décaissé / Montant prévu dans le portefeuille Source : Rapport d'activités / DP
	Taux de réalisation ou de mise en œuvre des diligences ou recommandations issues des revues	-	50%	70%	85%	Nombre de mesures ou recommandation mis en œuvre/ Nombre total de mesures ou recommandations Source : Rapport d'activités / DCCA/DGSCA
OS 2 : Développer des politiques pour améliorer les connaissances sur les questions de population et développement et assurer l'autonomisation des populations vulnérables	Nombre de rapports d'études et de décisions produits	6	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'études / ONP
	Nombre de rencontres de plaidoyer et de partage d'expérience ou de connaissances organisées	3	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités / ONP
	Nombre de sessions de formation sur les défis et enjeux en matière de population et développement organisées	2	3	3	2	Dénombrement Source : Rapport d'activités / ONP
OS 3 : Améliorer la production statistique	Nombre de statisticiens ivoiriens formés par an	96	95	100	100	Dénombrement Source : Rapport d'activités / ENSEA
	Taux d'insertion professionnelle des statisticiens au sein de l'administration	88,2%	90%	92%	94%	Nombre de diplômés travaillant / Nombre de diplômés sortis. Source : Rapport d'activités / ENSEA

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV : COORDINATION DE L'AIDE, POPULATION ET PRODUCTIONS STATISTIQUES		11 900 422 550	12 334 408 953	13 012 392 777
	Dépenses de personnel	472 504 337	466 576 538	472 577 458
	Dépenses en biens et services	63 350 000	69 666 575	74 948 001
	Transferts	3 630 968 213	4 248 165 840	4 914 867 318
	Investissements	7 733 600 000	7 550 000 000	7 550 000 000
	<i>Trésor</i>	1 733 600 000	1 550 000 000	1 550 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22057 Coordination de l'aide, population et productions statistiques	11 900 422 550	12 334 408 953	13 012 392 777
2205701 Gestion de l'aide et du partenariat	52 350 000	57 569 774	61 934 141
2 - Biens et services	52 350 000	57 569 774	61 934 141
22057010001 Coordonner les interventions de l'État en matière de mobilisation des ressources extérieures et de l'aide	15 900 000	17 485 374	18 810 943
22057010002 Réaliser des études en matière d'aide et de développement	7 000 000	7 697 964	8 281 547
22057010003 Réaliser et suivre les actions de partenariat au développement	22 650 000	24 908 414	26 796 719
22057010005 Suivre et évaluer l'aide au développement	6 800 000	7 478 022	8 044 932
2205702 Gestion de la politique nationale de la population avec les acteurs nationaux et internationaux	560 392 946	555 088 029	604 975 579
1- Personnel	208 366 823	205 422 698	208 281 171
22057020006 Transférer des crédits de personnel à l'ONP	175 536 000	173 553 161	175 641 514
22057020007 Prendre en charge les salaires du personnel contractuel du projet FRAR	32 830 823	31 869 537	32 639 657
3 - Transferts	302 026 123	299 665 331	346 694 408
22057020001 Transférer des crédits de biens et services à l'ONP	302 026 123	299 665 331	346 694 408
4 - Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
Trésor	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22057020002 Appui à la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Population	50 000 000	50 000 000	50 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22057 Coordination de l'aide, population et productions statistiques	11 900 422 550	12 334 408 953	13 012 392 777
2205704 Gestion des statistiques	11 287 679 604	11 721 751 150	12 345 483 057
1 - Personnel	264 137 514	261 153 840	264 296 287
22057040011 Transférer des crédits de personnel à l'ENSEA	264 137 514	261 153 840	264 296 287
2- Biens et services	11 000 000	12 096 801	13 013 860
22057040001 Contrôler et suivre les activités statistiques sectorielles	11 000 000	12 096 801	13 013 860
3 - Transferts	3 328 942 090	3 948 500 509	4 568 172 910
22057040002 Transférer des crédits à l'INS	2 583 249 283	3 080 473 118	3 563 918 458
22057040003 Transférer des crédits de biens et services à l'ENSEA	745 692 807	868 027 391	1 004 254 452
4 - Investissements	7 683 600 000	7 500 000 000	7 500 000 000
Trésor	1 683 600 000	1 500 000 000	1 500 000 000
22057040008 Recensement Général de la Population et de l'Habitat/ RGPH - 2018	1 683 600 000	1 500 000 000	1 500 000 000
Financement extérieur	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
22057040008 Recensement Général de la Population et de l'Habitat/ RGPH - 2018	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000

SECTION 329 : MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la pratique de l'agriculture itinérante ;
- le faible niveau d'utilisation des semences améliorées ;
- les faibles niveaux de productivité endémiques au secteur ;
- la faiblesse des taux de transformation des productions agricoles ;
- l'insuffisance organisationnelle de certaines filières ;
- la récurrence des conflits fonciers liée à la non Sécurisation des territoires des villages ;
- la destruction des terres arables par l'exploitation minière artisanale ;
- la non maîtrise de l'eau par les acteurs du secteur ;
- la non prise en compte des changements climatiques par les acteurs intervenant dans le secteur ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au secteur agricole ;
- la faible diversification des productions au niveau des exploitations agricoles ;
- l'absence de mécanisme de financement adapté au secteur agricole.

I.1.2. Réponses apportées

- la formulation de politique sectorielles notamment le PNIA 1 et le PNIA 2 ;
- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles ;
- la lutte contre l'insécurité alimentaire sévère sur toute l'étendue du territoire ;
- la progression de la production vivrière et des cultures de rente ;
- la création d'emplois directs liés au secteur ;
- le développement des filières ;
- l'amélioration de la gouvernance du secteur agricole ;
- le renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration du niveau de productivité ;
- la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- l'accroissement des revenus des travailleurs agricoles ;
- la valorisation du produit de l'agriculteur ;
- la sécurisation foncière ;
- la mise en place de mécanismes innovants de financement et de commercialisation agricole ;
- la prise en compte de l'environnement dans le développement de l'activité agricole ;
- le renforcement de la planification, de la programmation et du suivi-évaluation aux niveaux national et local ;
- la structuration des acteurs du secteur agricole ;
- la résilience du secteur agricole face aux crises sanitaires.

I.2. Politique Sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la productivité et développement durable de production agro-sylvo-pastorale et halieutique ;
- l'amélioration de la valeur ajoutée et de la performance des Marchés ;
- la gestion durable des ressources environnementales et résilience climatique ;
- l'amélioration des conditions de vie des acteurs, et promotion du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ;
- l'expansion de l'accès au financement et des canaux d'investissements privés ;
- le renforcement du cadre institutionnel, de la gouvernance du secteur et de l'environnement des affaires.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les filières agricoles sont développées ;
- les services de recherche, d'appui-conseil et de Contrôle qualité sont renforcés ;
- l'agriculture est modernisée ;
- la gestion du foncier rural est améliorée ;
- la promotion du métier d'agriculteur est assurée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'agriculture et de développement rural.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Agriculture

- promotion et vulgarisation du matériel végétal et des technologies agricoles performantes ;
- organisation et contrôle de la protection phytosanitaire ;
- établissement et contrôle des normes de qualités et de conditionnement des produits agricoles ;
- incitation à la promotion d'une agriculture moderne par :
 - l'amélioration qualitative et la promotion des cultures traditionnelles ;
 - la promotion des cultures de diversification ;
- échanges d'expériences et soutien des actions du gouvernement au niveau international, en liaison avec les ministres chargés des affaires étrangères et de l'intégration Africaine ;
- Incitation à la promotion, à la valorisation et à la transformation des produits agricole, en liaison avec le ministre chargé de l'industrie.
- formation professionnelle agricole initiale et continue, en liaison avec les ministres chargés des Eaux et Forêts et des Ressources Animales et Halieutiques ;
- formation et encadrement des exploitants agricoles ;
- promotion et encadrement de nouveaux types d'exploitants agricoles modernes ;
- modernisation des exploitations et des structures de production agricole ;
- définition et mise en place de conditions et d'instruments nécessaires à l'essor et au bon fonctionnement des exploitations agricoles familiales modernes en ce qui concerne notamment les prix des produits, leur commercialisation et les conseils techniques et de gestion ;
- élaboration, mise en œuvre et suivi des programmes de rénovation et de développement agricole, en liaison avec les Ministres chargés de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et de l'Industrie ;
- identification des travaux de recherche en agronomie et en agro-industrie, en liaison avec les Ministères chargés de la Recherche Scientifique et de l'Industrie ;
- négociation et suivi des conventions et accords internationaux sur les produits agricoles de base d'exportation en liaison avec les Ministères techniques concernés ;

- suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales et intergouvernementales opérant dans le domaine des produits agricoles de base ;
- information périodique du gouvernement sur l'évolution des cours des matières premières agricoles, en liaison avec le Ministère chargé du Commerce ;
- définition et Contrôle de la stratégie en matière de formation professionnelle agricole ;
- participation à la définition des politiques et programmes de recherche agronomique en relation avec le Ministère chargé de la Recherche Scientifique.

En matière de développement rural

- gestion du domaine foncier rural ;
- promotion du code foncier rural par des actions de sensibilisation et de formation des populations ;
- mise en œuvre du code foncier rural en liaison avec le Ministère chargé des Eaux et Forêts ;
- promotion et modernisation des communautés rurales ;
- mise en œuvre d'un système performant dans le domaine rural ;
- participation à la mise en place du cadastre en milieu rural ;
- promotion et développement des mouvements coopératifs et mutualistes, des organisations professionnelles agricoles ;
- promotion et développement des systèmes de financement décentralisés du crédit agricole et de l'assurance en liaison avec le Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- promotion et suivi des actions visant à la réalisation d'infrastructures de base, notamment des pistes agricoles, rurales et la production d'énergie permettant d'améliorer des productions économiques agricoles en liaison avec les Ministres chargés des infrastructures économiques, des mines, du pétrole et de l'énergie ;
- promotion des infrastructures de collecte, de commercialisation des produits agricoles en milieu rural en liaison avec le Ministre chargé du Commerce ;
- identification et mise en œuvre des aménagements ruraux notamment des aménagements hydro-agricoles et de la mécanisation agricole ;
- animation des actions en milieu rural, en liaison avec les collectivités territoriales ;
- promotion du développement économique des territoires ruraux par :
 - l'incitation à la création, l'amélioration et la modernisation des exploitations agricoles en milieu rural ;
 - la diversification des activités agricoles en milieu rural ;
- amélioration de l'environnement et de l'espace rural par :
 - l'établissement de plan d'aménagement et de restauration des sols en milieu rural ;
 - l'incitation à la création de zones de biodiversité au sein des grandes exploitations agricoles ;
- coordination des programmes et projets de développement rural.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Production et Sécurité Alimentaire ;
- Programme 3 : Développement Rural ;
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 2 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISME PRIVÉS ET ONG SUBVENTIONNÉES	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, IG, DAJCCI, DAFP, DRHF, DCPA, DDLSE, DRA, DDA, DGPPS, DPPF, DSDI, DEP, CPMP du MINADER, Cellule Genre	INFPA (ERA-SUD, ERA-EST, ESEMVB, ESF du Banco, EFAP de Bouaflé, ESPPEC de Tiébissou, CAPP de Bingerville, CAPP de Kossou, CAPP de Jacqueville, CAPP de Bocanda, Ecole agricole de Ferentella), Conseil Café Cacao, Conseil Coton Anacarde, Conseil Hévéa Palmier	-Convention Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement -Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMAOC) -Institut Supérieur Panafricain Economique et de Coopération (ISPEC) Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques (AISA)	-Projet de réhabilitation des Directions Régionales et départementales du MINADER ; -Projet d'appui à l'Opérationnalisation du PNIA ; -Recensement des exploitants et exploitations agricoles ; Projet d'appui à la formation agricole / INFPA ; -Projet d'appui à la sécurité alimentaire/Programme Social de Gouvernement	
Programme 2 : Production et Sécurité Alimentaire	DGPSA, DPVCQ, DCR, DPVSA, Cellule en charge des mesures d'accompagnement au Secteur Banane 2013	-ANADER, -FIRCA, -LANADA,	AFRICA Seeds	Programme des filières Agricoles Durables de Côte d'Ivoire (FADCI) Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles –PADFA Construction, réhabilitation et équipement du LANADA Programme sécurité alimentaire, Projet soja, Projet d'Appui au secteur vivrier, Projet de lutte contre les mouches de fruits Projet d'Appui à l'Agriculture Sensible, à la Nutrition et au Développement des Capacités des Petits Agriculteurs	
Programme 3 : Développement Rural	DGDRME, DMEME, DOPA, DVP, DFR	-Chambre Nationale d'Agriculture, -Agence du Foncier Rural (AFOR)		Projet d'Appui au Développement des Chaînes de valeur dans l'Indénié-Djuablin Projet d'accélération de la valorisation de la noix de cajou Programme d'Appui au Foncier Rural Projet d'Amélioration et de mise en œuvre de la politique foncière (PAMOFOR) ; Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM) Extension Ouest ; Projet d'agriculture sous contrat, Projet Bourse des matières premières agricoles, Projet aménagement 1000 ha de bas-fonds Projet de Pôle Agro-industriel (2PAI) Bélier, Programme National des Métiers Ruraux (PNMR), Projet de construction de magasins de stockage.	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL ET SOURCE DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1 .1.1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête
OG2 Améliorer la compétitivité du secteur agricole tout en contribuant à l'atteinte la sécurité alimentaire	RS 2 :1 les filières agricoles sont développées	IP 2.1.1. Taux de couverture des besoins alimentaires	Enquête Taux de couverture = Part de production locale sur la consommation totale Source : Rapport Annuel de Performance du programme 2 / Rapport d'enquête
	RS 2.2 : Les services de recherche, d'appui-conseil et de contrôle qualité sont renforcés	IP 2.2.1. Taux de croissance de la production nationale des produits agricoles (rente et vivriers)	$((\text{Production année } n - \text{Production année } n-1) / \text{Production année } n-1) \times 100$ Source : Rapport Annuel de Performance du programme 2
OG 3 : Améliorer l'environnement de l'agriculteur (fonction productive et bien-être social) par la promotion de l'innovation (modernisation des exploitations, amélioration des infrastructures, etc.)	RS 3.1 : l'agriculture est modernisée	IP 3.1.1 Taux de financement des producteurs	Enquête Source : Rapport Annuel de Performance du programme 3 / Rapport d'enquête
	RS 3.2: la gestion du foncier rural est améliorée	IP 3.2.1. Taux de diminution des conflits fonciers	Enquête Source : Rapport Annuel de Performance du programme 3 / Rapport d'enquête
	RS 3.3 : La promotion du métier d'agriculteur est assurée	IP 3.3.1 : Taux de professionnalisation des acteurs	Enquête Source : Rapport Annuel de Performance du programme 3 / Rapport d'enquête

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	136 102 032 198	145 265 439 660	160 688 330 957
1.1 Ressources Intérieures	104 980 132 198	110 238 573 216	117 946 989 814
1.1.1 Budget Etat	104 980 132 198	110 238 573 216	117 946 989 814
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	31 121 900 000	35 026 866 444	42 741 341 143
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	31 121 900 000	35 026 866 444	42 741 341 143
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	136 102 032 198	145 265 439 660	160 688 330 957
2.1 Personnel	8 394 371 105	8 927 441 165	9 288 281 786
2.1.1 Solde y compris EPN	8 394 371 105	8 927 441 165	9 288 281 786
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	2 751 889 783	2 930 791 551	3 085 527 916
2.3 Transferts et subventions	84 995 587 000	91 505 340 500	98 698 180 112
2.4 Investissement	39 960 184 310	41 901 866 444	49 616 341 143
Trésor	8 838 284 310	6 875 000 000	6 875 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	31 121 900 000	35 026 866 444	42 741 341 143

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4. Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la gouvernance et la visibilité des actions dans le secteur agricole.	Proportion des projets de textes soumis à l'adoption du Conseil des Ministres	85%	90%	95%	95%	Nombre de textes soumis au Conseil des Ministres / Nombre de textes prévus 2021 : 50 Textes Prévus. Source : Rapport d'activités DAJCCI
	Taux de participation aux activités promotionnelles	71,42%	100%	100%	100%	Nombre de participations aux activités promotionnelles / Nombre d'activités promotionnelles prévues 2021 : 06 événements promotionnels Source : Rapport d'activités DCPA
OS 2 : Améliorer le Système de planification, de programmation et de suivi-évaluation des programmes et projets (la chaîne PPBSE).	Taux de missions de suivi-évaluation réalisées	70%	90%	100%	100%	Nombre de missions de suivi-évaluation effectuées / Nombre de missions de suivi-évaluation planifiées 2021 : 48 Missions Prévues. Source : Rapport d'activités DEP
	Nombre de rapports fournis dans le délai de production des publications (annuaires statistiques)	1	1	1	1	Dénombrement Rapport disponible au 30 Juin de chaque année. Source : Rapport d'activités DSDI
OS 3 : Améliorer la formation agricole, la gestion des ressources budgétaires et le cadre de travail	Taux de réussite des élèves des écoles de l'INFPA	98%	100%	100%	100%	Nombre d'élèves ayant réussi / Nombre d'élèves entrant Source : Rapport d'activités / INFPA
	Taux de couverture des DD et DR en matériel de mobilité	95%	100%	100%	100%	Nombre de DR et DD équipées en matériel de mobilité / Nombre de DR et DD à équiper 2021 : 20 DR et DD à équiper Source : Rapport d'activités DAFP
	Taux d'exécution du Plan de passation des Marchés (PPM)	80%	85%	95%	95%	Nombre de marchés passés pour l'année / Nombre de Marchés prévus Source : Rapport d'activités CPMP

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5: Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		13 011 712 241	11 931 377 947	12 522 617 547
	Dépenses de personnel	7 125 971 780	7 673 369 566	8 019 120 029
	Dépenses en biens et services	2 594 889 783	2 758 137 201	2 899 784 652
	Transferts	1 522 650 000	661 670 502	765 512 188
	Investissements	1 768 200 678	838 200 678	838 200 678
	Trésor	1 768 200 678	838 200 678	838 200 678
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21047 Administration Générale	13 011 712 241	11 931 377 947	12 522 617 547
2104701 Animation et coordination de la politique gouvernementale en matière agricole	852 100 339	834 185 525	891 730 770
2 - Biens et Services	684 000 000	752 201 053	809 225 591
21047010144 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de M'Bahiakro	5 000 000	5 498 543	5 915 393
21047010145 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Dabakala	5 000 000	5 498 545	5 915 392
21047010146 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Folon (Mignignan)	5 000 000	5 498 547	5 915 393
21047010147 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Marahoué (Bouaflé)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21047010148 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Prikro	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21047010149 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Koun-Fao	5 000 000	5 498 544	5 915 394
21047010152 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Fromager (GAGNOA)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21047010153 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Agnéby (AGBOVILLE)	5 000 000	5 498 545	5 915 392
21047010154 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tiébissou	5 000 000	5 498 546	5 915 392
21047010155 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kaniasso	5 000 000	5 498 546	5 915 392
21047010156 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Oumé	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21047010157 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Zanzan (BONDOUKOU)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21047010158 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Agnibilekrou	5 000 000	5 498 547	5 915 393
21047010162 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Buyo	5 000 000	5 498 545	5 915 395
21047010163 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Arrah	5 000 000	5 498 545	5 915 394
21047010164 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sakassou	5 000 000	5 498 545	5 915 393

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21047 Administration Générale	13 011 712 241	11 931 377 947	12 522 617 547
21047010165 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Bafing (TOUBA)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21047010166 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kouto	5 000 000	5 498 547	5 915 392
21047010167 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Lakota	5 000 000	5 498 546	5 915 392
21047010168 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Zuénoula	5 000 000	5 498 547	5 915 390
21047010169 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Tchogolo (Ferké)	5 000 000	5 498 546	5 915 392
21047010170 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Djekanou	5 000 000	5 498 544	5 915 393
21047010172 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Mé (Adzopé)	5 000 000	5 498 545	5 915 392
21047010173 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Botro	5 000 000	5 498 547	5 915 391
21047010174 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Abidjan	5 000 000	5 498 548	5 915 390
21047010175 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Dikodougou	5 000 000	5 498 546	5 915 392
21047010177 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Yakassé-Attobrou	5 000 000	5 498 545	5 915 392
21047010178 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Worodougou (SEGUELA)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21047010179 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Moronou (Bongouanou)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21047010180 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Iffou (Daoukro)	5 000 000	5 498 547	5 915 391
21047010181 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tiapoum	5 000 000	5 498 546	5 915 393
21047010182 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Séguelon	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010183 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Hambol (Katiola)	5 000 000	5 498 547	5 915 393
21047010184 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Gboklé (Sassandra)	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21047010185 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kong	5 000 000	5 498 546	5 915 393
21047010186 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Biankouma	5 000 000	5 498 546	5 915 392
21047010187 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tiassalé	5 000 000	5 498 544	5 915 394
21047010188 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bangolo	5 000 000	5 498 544	5 915 390
21047010189 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Nawa (Soubré)	5 000 000	5 498 546	5 915 392
21047010193 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bloléquin	5 000 000	5 498 548	5 915 391
21047010194 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Béoumi	5 000 000	5 498 547	5 915 391
21047010195 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Denguélé (Odiénné)	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21047010196 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kouassi-Kouassikro	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010197 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Attiégouakro	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010198 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Taô	5 000 000	5 498 548	5 915 391
21047010199 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Ouaninou	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21047010200 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Akoupé	5 000 000	5 498 544	5 915 394
21047010201 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Zouan-Hounien	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010202 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Montagnes (MAN)	5 000 000	5 498 544	5 915 391
21047010203 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Nassian	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010205 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Dianra	5 000 000	5 498 544	5 915 393
21047010206 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Konahiri	5 000 000	5 498 547	5 915 393
21047010208 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Alépé	5 000 000	5 498 544	5 915 393
21047010209 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Transua	5 000 000	5 498 545	5 915 394
21047010210 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kani	5 000 000	5 498 547	5 915 391

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21047 Administration Générale	13 011 712 241	11 931 377 947	12 522 617 547
21047010211 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Vallée du Bandama (Bouaké)	5 000 000	5 498 547	5 915 392
21047010212 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Koro	5 000 000	5 498 546	5 915 392
21047010213 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des grands Ponts (Dabou)	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21047010214 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sinfra	5 000 000	5 498 546	5 915 394
21047010216 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sipilou	5 000 000	5 498 544	5 915 393
21047010217 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Gbeleban	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010218 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kouibly	5 000 000	5 498 547	5 915 388
21047010220 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Gd-Bassam	5 000 000	5 498 544	5 915 392
21047010221 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Moyen Cavally-Guiglo	5 000 000	5 498 548	5 915 391
21047010222 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Boukani (Bouna)	5 000 000	5 498 545	5 915 392
21047010224 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bettié	5 000 000	5 498 547	5 915 392
21047010225 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tengréla	5 000 000	5 498 546	5 915 393
21047010226 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Doropo	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21047010227 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Guitry	5 000 000	5 498 545	5 915 392
21047010229 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tanda	5 000 000	5 498 547	5 915 391
21047010230 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tabou	5 000 000	5 498 546	5 915 394
21047010231 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Ouangolodougou	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010232 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Toulepleu	5 000 000	5 498 548	5 915 391
21047010233 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	5 000 000	5 498 546	5 915 392
21047010236 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sandégué	5 000 000	5 498 544	5 915 392
21047010237 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Niakaramadougou	5 000 000	5 498 545	5 915 392
21047010239 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Samatiguila	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010240 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Savanes (KORHOGO)	5 000 000	5 498 546	5 915 392
21047010241 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Sud Comoé (ABOISSO)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21047010242 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Vavoua	5 000 000	5 498 546	5 915 394
21047010243 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Méagui	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010244 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Danané	5 000 000	5 498 544	5 915 391
21047010245 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Téhini	5 000 000	5 498 546	5 915 392
21047010247 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Guéyo	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010248 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sikensi	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010249 Coordonner les activités de la Direction Régionale de l'Agriculture du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21047010251 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de M'batto	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010252 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Bagoué (Boundiali)	5 000 000	5 498 547	5 915 391
21047010254 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Taabo	5 000 000	5 498 546	5 915 393
21047010255 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sinématiali	5 000 000	5 498 547	5 915 392
21047010256 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Madinani	5 000 000	5 498 547	5 915 393
21047010259 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Didievi	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010260 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Toumodi	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21047010261 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Haut-Sassandra (DALOA)	5 000 000	5 498 546	5 915 392

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21047 Administration Générale	13 011 712 241	11 931 377 947	12 522 617 547
21047010262 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Jacqueville	5 000 000	5 498 544	5 915 392
21047010263 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Issia	5 000 000	5 498 546	5 915 394
21047010264 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du N'Zi comoé (DIMBOKRO)	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21047010265 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Béré (Mankono)	5 000 000	5 498 543	5 915 392
21047010266 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de M'bengue	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21047010267 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bocanda	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21047010268 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Lacs (YAMOOUSSOUKRO)	5 000 000	5 498 546	5 915 393
21047010270 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Adiaké	5 000 000	5 498 545	5 915 393
21047010271 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Grand-Lahou	5 000 000	5 498 546	5 915 392
21047010272 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Zoukougbeu	5 000 000	5 498 544	5 915 395
21047010273 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Fresco	5 000 000	5 498 547	5 915 392
21047010275 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Guémon (Duekoué)	5 000 000	5 498 547	5 915 392
21047010276 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	20 000 000	21 994 184	23 661 561
21047010278 Suivre et évaluer les activités des structures déconcentrées (DD, DR et des services extérieurs)	10 000 000	10 997 092	11 830 781
21047010279 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21047010280 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Sud Bandaman (DIVO)	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21047010281 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Facobly	5 000 000	5 498 546	5 915 394
21047010282 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	10 000 000	10 997 092	11 830 780
21047010285 Orienter les activités du Ministère	100 000 000	109 970 918	118 307 813
3 Transferts	22 500 000	28 484 811	32 955 179
21047030006 Transférer les crédits en vue de contribuer au financement de l'Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques	10 000 000	12 659 916	14 646 746
21047030007 Prendre en charge la contribution de la Cote d'Ivoire au financement de l'Institut Supérieur Panafricain Eco. Coop.	10 000 000	12 659 916	14 646 746
21047030009 Contribuer au financement de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre	2 500 000	3 164 979	3 661 687
4 Investissements	145 600 339	53 499 661	49 550 000
Trésor	145 600 339	53 499 661	49 550 000
21047010298 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	49 550 000	49 550 000	49 550 000
21047040010 Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA)	96 050 339	3 949 661	0
2104705 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	9 761 925 745	9 788 539 764	10 227 673 950
1 Personnel	7 125 971 780	7 673 369 566	8 019 120 029
21047010294 Transférer des subventions équilibre personnel à l'INFPA	100 593 686	99 457 389	100 654 153
21047050028 Prendre en charge les salaires du personnel du MINADER	7 025 378 094	7 573 912 177	7 918 465 876
2 Biens et services	1 705 803 965	1 780 401 393	1 847 926 520
21047050004 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	50 000 000	50 000 000	50 000 000
21047050008 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	744 633 941	770 083 515	796 515 092
21047050009 Elaborer et mettre en oeuvre le DPPD-PAP	25 000 000	27 492 730	29 576 953

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21047 Administration Générale	13 011 712 241	11 931 377 947	12 522 617 547
21047050013 Equiper les DD et DR en matériels roulants	133 000 000	146 261 321	157 349 391
21047050014 Sensibiliser les structures du Ministère sur le genre	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21047050016 Gérer les ressources humaines du Ministère	15 000 000	16 495 638	17 746 172
21047050019 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du Ministère	160 209 995	176 184 404	189 540 940
21047050020 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	156 200 000	156 200 000	156 200 000
21047050025 Gérer les ressources financières du Ministère	119 702 005	131 637 395	141 616 824
21047050030 Passer les marchés du MINADER	35 000 000	38 489 820	41 407 734
21047050099 Regie Convention BNETD	262 058 024	262 058 024	262 058 024
3 Transferts	130 150 000	164 768 805	190 627 401
21047050006 Transférer les crédits pour la coordination des activités des 10 écoles de l'INFPA	130 150 000	164 768 805	190 627 401
4 Investissements	800 000 000	170 000 000	170 000 000
Trésor	800 000 000	170 000 000	170 000 000
21047050023 Projet d'Appui à la formation Agricole / INFPA	800 000 000	170 000 000	170 000 000
2104707 Amélioration des conditions de travail	712 686 157	508 783 759	516 075 332
2 Biens et services	40 085 818	44 082 742	47 424 654
21047070002 Superviser les travaux de réhabilitation et de construction des DD et DR	40 085 818	44 082 742	47 424 654
4 Investissements	672 600 339	464 701 017	468 650 678
Trésor	672 600 339	464 701 017	468 650 678
21047050024 Réhabilitation des Dir Régionales et Départementales du MINAGRI/DAAF	672 600 339	464 701 017	468 650 678
2104708 Information, communication et promotion	1 380 000 000	479 413 977	553 760 388
2 Biens et services	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21047080005 Gérer la communication institutionnelle de l'administration agricole	10 000 000	10 997 091	11 830 780
3 Transferts	1 370 000 000	468 416 886	541 929 608
21047020004 Transférer les crédits en vue d'organiser les Journées Administratives et Agricoles Délocalisées	70 000 000	88 619 411	102 527 223
21047020005 Transférer les crédits en vue d'organiser les Salons Internationaux de l'Agriculture	250 000 000	316 497 896	366 168 654
21047080006 Transférer les crédits en vue d'organiser le Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA)	1 050 000 000	63 299 579	73 233 731
2104709 Planification et programmation des activités de développement agricole	265 000 000	276 466 556	286 053 986
2 Biens et services	115 000 000	126 466 556	136 053 986
21047090004 Coordonner l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique agricole (PNIA II)	100 000 000	109 970 918	118 307 814
21047090005 Formuler des projets, des stratégies et réaliser des études	15 000 000	16 495 638	17 746 172
4 Investissements	150 000 000	150 000 000	150 000 000
Trésor	150 000 000	150 000 000	150 000 000
21047090003 Projet d'opérationnalisation du PNIA	150 000 000	150 000 000	150 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21047 Administration Générale	13 011 712 241	11 931 377 947	12 522 617 547
2104710 Suivi et évaluation des projets et statistiques	40 000 000	43 988 366	47 323 121
2 Biens et services	40 000 000	43 988 366	47 323 121
21047100006 Suivre et évaluer l'exécution des projets agricoles contrôler la gestion et analyser les rapports d'audit des projets et des structures sous-tutelle	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21047100007 Collecter les données et publier l'annuaire des statistiques	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21047100008 Suivre, entretenir le matériel informatique et intégrer les réseaux informatiques	10 000 000	10 997 092	11 830 781
21047100009 Evaluer les projets agricoles	10 000 000	10 997 092	11 830 780

III.2. Programme 2 : Productions et Sécurité Alimentaire

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Production et Sécurité Alimentaire						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Développer les filières agricoles	Taux d'accroissement moyen annuel de la production agricole	7%	8%	8%	9%	Production année en cours / production année 2012 ^{1/n} -1 avec n= nombre d'années Source : Rapport d'activités DEP
	Taux d'agrèments délivrés pour l'importation d'engrais	92%	92%	92%	92%	Nombre d'agrèments d'importation d'engrais délivrés/ Nombre de demandes d'agrèments d'engrais reçues Source : Rapport d'activités DPVSA
	Taux de produits phytosanitaires homologués sur l'étendue du territoire	11%	16%	11%	11%	Les taux sont calculés en fonction du niveau de la fraude [100% - Taux de fraude] (15% de fraude en 2019, suivant les chiffres communiqués par les professionnels de la filière) Source : Rapport d'activités / DPVCQ
OS 2 : Renforcer les services de recherche, d'appui-conseil et de Contrôle qualité	Taux des exploitants agricoles ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation	36%	40%	42%	44%	Nombre d'exploitants agricoles ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation / Nombre d'exploitants prévus Nombres d'exploitations agricoles prévus : 1 107 466 Chiffre tiré de l'étude sur l'évaluation du coût du conseil agricole (Banque mondiale, FMI et INS) Source : Rapport d'activités ANADER
	Quantité de semences certifiées (tonnes)	111, 715	200	350	350	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPVSA

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : PRODUCTION ET SECURITE ALIMENTAIRE		16 584 791 171	16 489 053 741	17 699 014 580
	Dépenses de personnel	980 491 510	969 415 965	981 080 881
	Dépenses en biens et services	87 000 000	95 674 703	102 927 793
	Transferts	9 563 000 000	9 040 306 442	9 383 131 108
	Investissements	5 954 299 661	6 383 656 631	7 231 874 798
	<i>Trésor</i>	2 532 399 661	2 532 399 661	2 532 399 661
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	3 421 900 000	3 851 256 970	4 699 475 137

Tableau 6 : Tableau du budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22048 Productions et Sécurité alimentaire	16 584 791 171	16 489 053 741	17 699 014 580
2204801 Coordonner de la mise en œuvre des stratégies de production et de sécurité alimentaire†	20 000 000	21 994 184	23 661 563
2 Biens et services	20 000 000	21 994 184	23 661 563
22048010010 Coordonner la mise en œuvre des stratégies de productions et de sécurité alimentaire	20 000 000	21 994 184	23 661 563
2204802 Amélioration de l'accès aux intrants de qualité	350 000 000	391 693 804	422 925 997
2 Biens et services	10 000 000	10 997 092	11 830 780
22048020011 Protéger les végétaux et contrôler la qualité des produits phytosanitaires aux ports maritimes et à l'aéroport d'Abidjan	10 000 000	10 997 092	11 830 780
3 Transferts	153 000 000	193 696 712	224 095 217
22048020007 Transférer les crédits en vue de contribuer au financement de Africa seed	153 000 000	193 696 712	224 095 217
4 Investissements	187 000 000	187 000 000	187 000 000
Trésor	187 000 000	187 000 000	187 000 000
22048010014 Projet de lutte contre les mouches de fruits	187 000 000	187 000 000	187 000 000
2204803 Renforcement du potentiel de production des produits d'exportation	92 000 000	95 622 992	99 719 334
1 Personnel	50 000 000	49 435 204	50 030 055
22048030038 Apurer les Passifs du FER-palmier	50 000 000	49 435 204	50 030 055
2 Biens et services	42 000 000	46 187 788	49 689 279
22048030033 Suivre l'évolution des marchés locaux et internationaux	10 000 000	10 997 093	11 830 780
22048030036 Mettre en œuvre les mesure d'accompagnement banane	32 000 000	35 190 695	37 858 499

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22048 Productions et Sécurité alimentaire	16 584 791 171	16 489 053 741	17 699 014 580
2204804 Dynamisation des productions alimentaires végétales	2 120 000 000	2 121 495 639	2 122 746 171
2 Biens et services	15 000 000	16 495 639	17 746 171
22048040015 Mettre en œuvre et suivre les activités du Codex alimentarius et la situation alimentaire et nutritionnelle (DISSAN)	10 000 000	10 997 093	11 830 780
22048040035 Organiser la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
4 Investissements	2 105 000 000	2 105 000 000	2 105 000 000
Trésor	2 105 000 000	2 105 000 000	2 105 000 000
22048010015 Projet Appui au Secteur Vivrier	300 000 000	300 000 000	300 000 000
22048040013 Programme de sécurité alimentaire	250 000 000	250 000 000	250 000 000
22048040046 Projet Soja	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
22048040048 Projet d'Appui à l'Agriculture Sensible, à la Nutrition et au Développement des Capacités des Petits Agriculteurs	55 000 000	55 000 000	55 000 000
2204805 Renforcement des capacités d'analyse qualité, de contrôle et de recherche agricole	4 402 791 171	4 854 285 239	5 731 859 503
1 Personnel	630 491 510	623 369 534	630 870 497
22048050011 Transférer les subventions équilibre personnel au LANADA	630 491 510	623 369 534	630 870 497
3 Transferts	110 000 000	139 259 074	161 114 208
22048050008 Transférer les crédits en vue de renforcer les capacités opérationnelles des laboratoires d'analyse nationaux	110 000 000	139 259 074	161 114 208
4 Investissements	3 662 299 661	4 091 656 631	4 939 874 798
Trésor	240 399 661	240 399 661	240 399 661
22048050007 Construction, réhabilitation et équipement du LANADA	40 399 661	40 399 661	40 399 661
22048050009 Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA)	200 000 000	200 000 000	200 000 000
Financement Extérieur	3 421 900 000	3 851 256 970	4 699 475 137
22048050009 Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA)	3 421 900 000	3 851 256 970	4 699 475 137
2204806 Dynamisation du dispositif national du conseil agricole et de la vulgarisation des résultats de la recherche agricole	9 600 000 000	9 003 961 883	9 298 102 012
1 Personnel	300 000 000	296 611 227	300 180 329
21047010295 Transférer les subventions équilibre personnel au Fonds Interprofessionnels pour la Recherche & le Conseil Agricole (FIRCA)	300 000 000	296 611 227	300 180 329
3 Transferts	9 300 000 000	8 707 350 656	8 997 921 683
22048060003 Transférer les crédits à l'ANADER dans le cadre du service public	9 300 000 000	8 707 350 656	8 997 921 683

III.3. Programme 3 : Développement Rural

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Développement Rural						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Promouvoir la modernisation de l'agriculture	Nombre de projets ayant des équipements modernes de production agricole	12	13	14	14	Dénombrement Source : Rapports/Projets
	Proportion de superficies aménagées par les projets bénéficiant d'un système d'irrigation	85%	95%	95%	95%	Superficies ayant un système d'irrigation au niveau des projets / Superficie totale aménagée au niveau des projets Source : Rapport d'activités DEP
	Nombre de projets ayant des activités de promotion de conservation et/ou de transformation des produits agricoles	20	22	24	26	Dénombrement Source : Rapport d'activités /DEP
OS 2 : Améliorer la gestion du foncier rural	Taux de territoires de villages délimités	35%	64%	70%	72%	Nombre de territoires de villages délimités / Nombre total de territoires de villages Source : Rapports d'activités DFR / AFOR
	Taux de superficies des terres objet de certificats fonciers	1,5%	2,2%	4,2%	7%	Superficies des terres objet de certificats fonciers / superficie totale des terres Source : Rapport d'activités DFR
OS 3 : Promouvoir le métier d'agriculteur	Taux de sociétés coopératives immatriculées enregistrées	85%	100%	100%	100%	Nombre de sociétés coopératives immatriculées enregistrées au niveau de la DOPA / Nombre de sociétés coopératives immatriculées au niveau des Greffes des Tribunaux 3954 coopératives immatriculées en 2019 Rapport d'activités DOPA
	Taux d'Interprofessions reconnues	75%	75%	75%	100%	Nombre d'interprofessions reconnues / Nombre d'interprofessions créées 5 filières reconnues comme OIA jusqu'en 2019= Coton, Palmier à huile, Oignon, Avicole, Cola 2 filières reconnues comme OIA en 2020= Hévéa et Riz et 2 filières en cours de reconnaissance en 2020= Mangue et Porcine 6 filières en cours de création en 2021= Maïs, Bétail et viande, Anacarde, Manioc, Gingembre et Karité Rapport d'activités DOPA

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5. Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : DEVELOPPEMENT RURAL		34 250 591 786	36 629 095 816	43 575 578 024
	Dépenses de personnel	287 907 815	284 655 634	288 080 876
	Dépenses en biens et services	70 000 000	76 979 647	82 815 471
	Transferts	1 655 000 000	1 587 451 400	1 658 416 010
	Investissements	32 237 683 971	34 680 009 135	41 546 265 667
	<i>Trésor</i>	4 537 683 971	3 504 399 661	3 504 399 661
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	27 700 000 000	31 175 609 474	38 041 866 006

Tableau 6. Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22049 Développement rural	34 250 591 786	36 629 095 816	43 575 578 024
2204901 Coordination de la mise en œuvre des stratégies de développement rural	20 000 000	21 994 185	23 661 562
2 Biens et services	20 000 000	21 994 185	23 661 562
22049010001 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme développement rural	20 000 000	21 994 185	23 661 562
2204902 Promotion de la maîtrise de l'eau et de l'équipement rural	14 242 683 971	15 342 047 761	18 565 729 158
2 Biens et services	15 000 000	16 495 639	17 746 173
22049020026 Promouvoir la mécanisation des exploitations agricoles	15 000 000	16 495 639	17 746 173
4 Investissements	14 227 683 971	15 325 552 122	18 547 982 985
Trésor	1 227 683 971	694 399 661	694 399 661
22049020005 Projet d'Appui à la Production et à la Commercialisation Extension	333 284 310	70 000 000	70 000 000
22049020009 Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Bélier	839 752 123	569 752 123	569 752 123
22049020010 Projet d'aménagement de 1000 Ha de périmètre Agro sylvo-pastorale et halieutique de CI	54 647 538	54 647 538	54 647 538
Financement Extérieur	13 000 000 000	14 631 152 461	17 853 583 324
22049020009 Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Bélier	13 000 000 000	14 631 152 461	17 853 583 324
2204903 Développement et vulgarisation des technologies de conservation et de valorisation	1 050 000 000	1 163 923 029	1 387 848 089
2 Biens et services	10 000 000	10 997 090	11 830 782
22049030001 Actualiser la banque des données agro-industrielles et élaborer des portefeuilles des technologies	10 000 000	10 997 090	11 830 782

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22049 Développement rural	34 250 591 786	36 629 095 816	43 575 578 024
4 Investissements	1 040 000 000	1 152 925 939	1 376 017 307
Trésor	140 000 000	140 000 000	140 000 000
22049030002 Projet de construction des magasins de stockage	60 000 000	0	0
22049030006 Projet de développement des chaînes de valeurs dans la région de l'Indénié Djuablin	80 000 000	140 000 000	140 000 000
Financement Extérieur	900 000 000	1 012 925 939	1 236 017 307
22049030006 Projet de développement des chaînes de valeurs dans la région de l'Indénié Djuablin	900 000 000	1 012 925 939	1 236 017 307
2204904 Sécurisation du domaine foncier rural	4 550 000 000	3 952 859 462	4 001 809 210
2 Biens et services	10 000 000	10 997 095	11 830 781
22049040001 Mettre en œuvre et suivre la loi sur le foncier rural	10 000 000	10 997 095	11 830 781
3 Transferts	1 540 000 000	1 441 862 367	1 489 978 429
22049040010 Transférer les crédits à l'AFOR en vue de la gestion du foncier rural	1 540 000 000	1 441 862 367	1 489 978 429
4 Investissements	3 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
Trésor	3 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
22049040003 Programme d'Appui au foncier rural	2 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
22049040009 Projet d'amélioration et de mise en œuvre de la politique foncière	500 000 000	500 000 000	500 000 000
2204905 Accompagnement de la professionnalisation des opa et promotion du secteur agricole	517 907 815	546 740 305	574 264 630
1 Personnel	287 907 815	284 655 634	288 080 876
22049050660 Transférer les subventions équilibre personnel à la Chambre d'Agriculture	287 907 815	284 655 634	288 080 876
2 Biens et services	15 000 000	16 495 638	17 746 173
22049050659 Organiser la structuration des filières agricole	15 000 000	16 495 638	17 746 173
3 Transferts	115 000 000	145 589 033	168 437 581
22049050648 Transférer les crédits à la Chambre d'Agriculture	115 000 000	145 589 033	168 437 581
4 Investissements	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Trésor	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22049050656 Programme National de Formation aux Metiers Ruraux	100 000 000	100 000 000	100 000 000
2204906 Développement de mécanismes innovants de financement et de commercialisation	13 870 000 000	15 601 531 074	19 022 265 375
4 Investissements	13 870 000 000	15 601 531 074	19 022 265 375
Trésor	70 000 000	70 000 000	70 000 000
22049060001 Fonds de promotion de l'Agriculture sous contrat	70 000 000	70 000 000	70 000 000
Financement Extérieur	13 800 000 000	15 531 531 074	18 952 265 375
22049060003 Projet de la compétitivité de la chaîne de valeurs anacarde	13 000 000 000	14 631 152 461	17 853 583 324
22049060004 Projet d'appui à la gouvernance de la filière Cacao (PAGFIC)	800 000 000	900 378 613	1 098 682 051

III.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.4.1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		72 254 937 000	80 215 912 156	86 891 120 806
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	72 254 937 000	80 215 912 156	86 891 120 806
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
23190 Comptes Spéciaux du Trésor	72 254 937 000	80 215 912 156	86 891 120 806
2319001 Gestion des comptes spéciaux du Ministère	72 254 937 000	80 215 912 156	86 891 120 806
3 Transferts	72 254 937 000	80 215 912 156	86 891 120 806
23190010001 Transférer les recettes affectées aux Fonds Interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)	13 960 000 000	15 498 098 541	16 787 780 833
23190010002 Transférer les recettes affectées au Fonds d'Investissement Agricole (2QC)	4 659 596 000	5 172 985 528	5 603 458 196
23190010003 Soutenir le secteur anacarde (Parafiscalité anacarde)	25 800 480 000	28 643 150 533	31 026 705 131
23190010004 Transférer les recettes affectées au secteur café cacao	27 834 861 000	30 901 677 554	33 473 176 646

SECTION 330 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

SECTION 330 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

I. PRESENTATION GENERALE

I.1 Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale

- la vétusté des locaux des directions (régionales et départementales) et de certaines directions centrales ;
- l'absence de base de données fiable du patrimoine ;
- l'absence de profil de carrière des fonctionnaires du Ministère ;
- l'absence de motivation des agents entraînant notamment, le départ des agents techniques et administratifs vers les structures plus attrayantes ;
- l'absence de textes réglementaires relatifs à l'occupation du domaine public de l'Etat ;
- l'absence de base de données statistique du Ministère ;

Au niveau des Infrastructures Routières et Ouvrages d'Art :

- l'état de vieillissement des routes revêtues ;
- le faible niveau d'extension du réseau routier revêtu ;
- l'accélération de la dégradation des chaussées due à la charge à l'essieu : plus de 40% des camions sont en surcharge, au-delà des poids normaux + 20% de tolérance, par rapport au règlement n°14/2005/CM/UEMOA du 16 Décembre 2005 adopté par les pays membres de l'UEMOA ;
- le déficit d'entretien du réseau routier ;
- l'insuffisance de financement du secteur.

I.1.2. Les réponses apportées

Au niveau de l'Administration Générale :

- la réhabilitation et l'aménagement des DTIR de Jacquerville, Sinfra et de Duekoué ;
- la réhabilitation des DRIE et des DTIR de Bondoukou, Tengrela, Toulepleu, Odienné, Dimbokro, Abidjan, San-pédro et de Tiassalé ;
- les travaux de réhabilitation de la DTIR de Alépé et de Dabou ;
- les travaux de construction et de réhabilitation des bureaux de la DTIR de M'bahiakro.

Au niveau des Infrastructures Routières et Ouvrages d'Art :

- l'aménagement et le bitumage des routes Adzopé - Yakassé Attobrou, Korhogo – Karakoro et de Tieningboué-Mankono ;
- les ponts et les échangeurs des 8ème et 9ème tranches à Cocody Angré (Pont du Chu d'Angré), N'Dènou, Bettié, Dioulatiédougou et de l'amitié Ivoir-japonaise (Abidjan) ;
- les ponts et les échangeurs sur la rivière Bagoué et sur le Kan ;
- le prolongement de l'autoroute Singrobo – Yamoussoukro (lot 3 et plus) ;
- le renforcement de la route Pont Comoé-Abengourou – Agnibilékrou (87,5 km) ;
- le renforcement des routes Adzopé-Akoupé-Comoé (78 km) et Akoupé -Kotobi – Bongouanou (58 km) ;
- le renforcement des routes Aboisso - Noé (ft Ghana) (60 km), N'Zikro – Aboisso (25 km) et Ferké - Ouangolo (C2D) (46 km) ;
- le financement obtenu pour la réalisation de plusieurs projets portant sur d'importants axes interurbains ;

- le reprofilage lourd et le traitement de points critiques d'environ 4700 km ;
- le reprofilage léger et la pose de buses sur 3000 km de routes en terre ;
- la réparation du réseau revêtu sur environ 760 km ;
- le débroussaillage des accotements et les curages des ouvrages sur environ 6000 km de routes revêtues ainsi que la construction de 50 dalots ;
- la construction de 06 bacs automoteurs ;
- les travaux de réparation superficielle sur 800 km de routes revêtues.

I.1.3. Défis et priorités

- l'instauration d'une source de motivation des agents, notamment des conducteurs et mécaniciens spécialisés des engins de travaux publics ;
- la définition de profil de carrière des fonctionnaires ;
- la création ou la mise en place d'une base de données du patrimoine du Ministère ;
- la mise en place d'une base de données statistique ;
- la poursuite de la réhabilitation des directions centrales et territoriales du Ministère ;
- la prise et l'adoption des textes réglementaires relatifs à l'occupation du domaine public de l'Etat ;
- le développement, l'entretien et la réhabilitation des routes ;
- le financement du sous- secteur routier ;
- la surveillance de l'ensemble du réseau routier ;
- l'encouragement des PME à achever les travaux dans les délais ;
- l'accroissement et le maintien des infrastructures routières et ouvrages d'arts ;
- l'amélioration de la gouvernance du sous-secteur.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement des cadres légaux et réglementaires des services des infrastructures routières ;
- l'entretien régulier des infrastructures routières ;
- la réhabilitation des infrastructures routières ;
- la construction des infrastructures routières de qualité ;
- le renforcement des capacités des acteurs du sous-secteur des infrastructures routières.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration du ministère est moderne et performante ;
- le niveau des Infrastructures routières et ouvrages d'art est amélioré.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Équipement et de l'Entretien Routier est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'équipement du pays dans les domaines des travaux publics. Il assure la gestion du domaine public de l'Etat.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité en matière de routes et d'ouvrages d'art, de la maîtrise d'ouvrage, du suivi de la conception et de la réalisation des infrastructures du réseau routier ainsi que leur entretien et la réglementation de leur gestion ;

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Infrastructures routières et Ouvrages d'art ;
- Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, DDA, DAJ, SITIC, SCRP, SCI, CPMP-MEER, IG, DDPE, DRH, DAFP, DPE, DREER		- Réhabilitation des locaux des directions territoriales - Mise en place d'une base de données statistique du ministère	
P2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art	DGIR, DPSS, DENRVT, DRR, DGQIR, DIR, DQ, DDIR	AGEROUTE, LBTP, FER, PRICI	- Aménagement route Boundiali-Odienné frontière Guinée ; - Programme de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (PRICI / Phase 2) ; - Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro – Bouaké – Section Yamoussoukro – Tiébissou ; - Aménagement de la route Tiébissou – Didievi – Bocanda ; - Programme d'Aménagement des routes et de facilitation du transport au sein du fleuve Mano ; - Indemnisation travaux routiers /AGEROUTE - Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoirio-Japonaise ; - Aménagement de la route Adzopé – Yakassé-Attobrou ; - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 1 : Abidjan – Dabou ; - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 2 : Dabou - San – Pedro ; - Projet de Transport Urbain d'Abidjan ; - Projet de route corridor Bamako – Zantiebougou - Kani –Boundiali San-Pedro (Côte d'Ivoire) (Section Kani – Boundiali) ; - Aménagement et bitumage de la route Odienné Samatiguila-frontière-Mali et bretelle de Kaniasso et Kouban (2019) ; - Projet de voirie Abidjan ; - Aménagement de la route Bouna-Doropo - frontière Burkina ; - Aménagement de la route Bouna-Vonkoro (2019) ; - Aménagement de la route Akoupé-Kotobi-Bongouanou ; - Aménagement de la route Mankono–Tiéningboué ; - Construction de route de Centre Ouest : Toulepleu – Zouan - Hounien et Séguéla – Mankono ; - Bitumage axe Odienné –Gbelegban ; - Bitumage axe Agboville – Cechi ; - Bitumage axe Ferké – Kong y compris axe Aéroport ville de Korhogo ; - Construction de 3 ouvrages d'art départements de Man – Guiglo – Tai ; - Programme de renforcement et d'aménagement des voiries structurantes des districts et des chefs-lieux de région (route : Aménagement du bord de mer de l'autoroute Abidjan-Gd-Bassam, voirie ville de Kouto, Travaux d'aménagement Voiries Abidjan) ; - Aménagement de la route Guitry –Divo ; - Aménagement de la Baie de Cocody ;	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
			<ul style="list-style-type: none"> - Projet d'Infrastructures pour le Développement Humain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires (PIDUCAS) ; - Projet de Facilitation, Commerce, Transport Abidjan-Lagos (PFCTCAL) ; - Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA) ; - Routes/2^{ème} C2D ; - Bitumage axe Noé-Tiapoum ; - Aménagement de route de désenclavement des zones transfrontalières phase 1: Bondoukou-soko-frontière Ghana ; - Travaux d'aménagement et de bitumage de route dans les villes de sinématiali, kouto, gbon et kolia ; - Travaux de bitumage de routes dans la ville de Korhogo ; - Travaux d'aménagement et de bitumage de la route Boundiali-Dianra et de la voirie à Boundiali ; - Travaux d'aménagement et de bitumage de la route N'golodougou-kong et de la voirie à N'golodougou ; - Travaux d'aménagement et de bitumage de la route Bouaké-satama-sokoro et voirie et bretelle de satama-sokoro ; - Renforcement du réseau routier sections : Gagnoa-Issia ; Bondoukou-Bouna, Sinfra-Gagnoa ; - Renforcement du réseau routier Bouaké-Mbahiakro, Kotobi-Arrah-Bonahouin, M'bahiakro-Daoukro et Bongouanou-Dimbokro ; - Travaux de renforcement et d'aménagement de la route Kanawolo-Korhogo ; - Travaux routiers diverses localités/EBOMAF ; - Travaux de bitumage de la route de Tioniaradougou-Guiémé-Dikodougou ; - Travaux de bitumage de la route Korhogo-Mbengué ; - Construction de l'autoroute de contournement de la ville de Yamoussoukro ; - Travaux d'élargissement de la traversée de Bingerville à Ebrah ; - Travaux de bitumage de la route de Kabala-Salonkourani ; - Apporter un appui au programme d'auscultation des infrastructures routières ; - Appui au LBTP. 	

II.2 Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : promouvoir une administration moderne et performante	R S1 : L'administration du ministère est moderne et performante	IP 1.1 : Taux de textes appliqués	(Nombre de textes appliqués/nombre de textes légaux et réglementaires adoptés) x100 Source : Rapport d'activités Cabinet, DAJ
OG 2 : assurer un meilleur niveau de service des infrastructures routières	R S2 : Le niveau des Infrastructures routières-est amélioré	IP 2.1 : Proportion de routes revêtues en bon état	(Linéaire de routes revêtues en bon état / linéaire total de routes revêtues) x100 Source : Rapport d'activités DGIR, AGEROUTE

II.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	595 247 891 887	690 448 267 392	700 861 679 199
1.1 Ressources Intérieures	302 805 355 555	317 204 191 737	335 201 337 437
1.1.1 Budget État	302 805 355 555	317 204 191 737	335 201 337 437
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	292 442 536 332	373 244 075 655	365 660 341 762
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	292 442 536 332	373 244 075 655	365 660 341 762
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	595 247 891 887	690 448 267 392	700 861 679 199
2.1 Personnel	1 848 662 673	1 993 004 298	2 083 670 387
2.1.1 Solde y compris EPN	1 848 662 673	1 993 004 298	2 083 670 387
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	2 305 812 848	2 442 573 762	2 589 399 746
2.3 Transferts et subventions	182 049 930 783	194 904 558 978	211 628 576 468
2.4 Investissement	409 043 485 583	491 108 130 354	484 560 032 598
Trésor	116 600 949 251	117 864 054 699	118 899 690 836
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	292 442 536 332	373 244 075 655	365 660 341 762

III. PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE (PAP)

III.1 Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	2021	2022	2023	Méthode de calcul et moyen de vérification
OS 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures routières et ouvrages d'art	Taux de textes légaux et réglementaires adoptés	66%	100%	100%	100%	(Nombre de textes légaux et réglementaires adoptés/ Nombre de textes légaux et réglementaires prévus) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet, DAJ
OS 2 : Améliorer le système de planification et de suivi évaluation des activités du ministère	Taux d'exécution des activités planifiées	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités exécutées/nombre total d'activités prévues) X 100 ; Source : Rapport d'activités DPE
	Taux de projets suivis et évalués	50%	60%	75%	80%	(Nombre de projets suivis et évalués/ nombre total de projets de l'année) X 100 Source Rapport d'activités DPE
OS 3 : Assurer une gestion efficace, moderne et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du plan de formation	60%	70%	80%	90%	(Nombre de formations réalisées/ Nombre de formations prévues) X 100 Source : Rapport d'activités de la DRH
	Taux de couverture des besoins du ministère en personnel	40%	60%	70%	80%	(Nombre de besoins en personnel satisfait/nombre de besoins exprimés) X 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du budget	71,14%	100%	100%	100%	(Total engagement/total dotation) X 100 Source : Rapport d'activités DAFP
OS 4 : Améliorer la gestion du domaine public de l'Etat	Proportion des dossiers de demande de domaines publics traités	95%	95%	95%	95%	(Nombre de demandes traitées/nombre total de demandes reçues) X 100 Source : Rapport d'activités DDPE
OS 5 : Améliorer le système d'information et de communication interne et externe	Taux de couverture médiatique des activités du ministère	75%	85%	90%	95%	(Nombre d'activités couvertes/nombre d'activités réalisées) X 100 Source Rapport d'activités SCRIP
	Taux de diffusion des activités du ministère sur le site Web	52%	70%	80%	95%	(Nombre d'activités publiées sur le site Web/nombre d'activités réalisées) X 100 Source : Rapport d'activités SITIC

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : synthèse du budget-programme

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		15 093 375 387	16 709 867 973	19 615 609 862
	Dépenses de personnel	1 848 662 673	1 993 004 298	2 083 670 387
	Dépenses en biens et services	2 040 756 795	2 151 089 127	2 275 817 772
	Transferts	25 761 960	25 761 960	25 761 960
	Investissements	11 178 193 959	12 540 012 588	15 230 359 743
	Trésor	324 737 518	324 737 518	324 737 518
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	10 853 456 441	12 215 275 070	14 905 622 225

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21058 Administration Générale	15 093 375 387	16 709 867 973	19 615 609 862
2105801 Coordination et animation du ministère	11 229 495 414	12 608 368 218	15 312 974 684
2 Biens et services	376 038 973	393 093 148	407 352 459
21058010003 Apporter un appui juridique aux services du ministère	6 200 000	6 818 197	7 335 084
21058010004 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	11 197 229	12 313 696	13 247 197
21058010005 Rechercher des opportunités d'investissement pour le financement des infrastructures routières	3 750 000	4 123 910	4 436 544
21058010010 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21058010986 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des Lagunes	4 653 459	5 117 453	5 505 405
21058010988 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Moyen-Comoé, ABENGOUROU	3 594 929	3 953 378	4 253 081
21058010992 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de La Mé	3 658 444	4 023 223	4 328 225
21058011026 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de Iffou, Daoukro	3 573 873	3 930 222	4 228 171
21058011069 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de KORHOGO	4 861 458	5 346 191	5 751 485
21058011073 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Zanzan, BONDOUKOU	3 594 927	3 953 376	4 253 078
21058011076 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de la Vallée du Bandama, Bouaké	3 573 876	3 930 225	4 228 172
21058011080 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Tchologo, Ferké	3 573 875	3 930 223	4 228 172
21058011083 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Denguélé, Odiénné	3 573 875	3 930 223	4 228 173
21058011088 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de la Marahoué, Bouaflé	3 594 926	3 953 375	4 253 078
21058011097 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Worodougou, SEGUELA	3 573 874	3 930 223	4 228 172
21058011110 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Sud-Comoé, ABOISSO	3 573 875	3 930 224	4 228 173
21058011123 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Bas-Sassandra, SAN PEDRO	4 698 440	5 166 918	5 558 622
21058011134 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Fromager, Gagnoa	3 594 929	3 953 379	4 253 080

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21058 Administration Générale	15 093 375 387	16 709 867 973	19 615 609 862
21058011135 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Haut-Sassandra, DALOA	3 615 978	3 976 524	4 277 984
21058011143 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Sud-Bandama, DIVO	3 591 419	3 949 518	4 248 929
21058011155 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région de l'Agnéby, AGBOVILLE	3 573 875	3 930 223	4 228 174
21058011162 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Moyen-Cavally, Guiglo	3 564 875	3 920 327	4 217 526
21058011163 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du Bafing, Touba	3 573 875	3 930 224	4 228 173
21058011170 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'infrastructures routières	62 000 000	68 181 970	73 350 843
21058011171 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région des Lacs, YAMO USSOUKRO	3 632 912	3 995 148	4 298 018
21058011190 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région des Montagnes, MAN	3 644 050	4 007 394	4 311 195
21058011198 Recruter des experts pour assister le Cabinet (Régie/Convention BNETD)	175 000 000	175 000 000	175 000 000
21058011207 Coordonner les structures du ministère au niveau de la région du N'zi-Comoé, DIMBOKRO	5 000 000	5 498 547	5 915 392
21058011223 Organiser des formations sur les procédures des marchés publics	4 000 000	4 398 837	4 732 313
4. Investissements	10 853 456 441	12 215 275 070	14 905 622 225
Financement extérieur	10 853 456 441	12 215 275 070	14 905 622 225
21058011224 Suivre l'exécution du PSGOUV/ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	10 853 456 441	12 215 275 070	14 905 622 225
2105802 Gestion des ressources financières, matérielles et humaines	3 771 055 756	4 037 909 934	4 234 224 613
1. Personnel	1 848 662 673	1 993 004 298	2 083 670 387
21058020012 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	1 848 662 673	1 993 004 298	2 083 670 387
2. Biens et services	1 571 893 605	1 694 406 158	1 800 054 748
21058020004 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	464 365 164	480 235 910	496 719 046
21058020007 Élaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP/CDMT	18 000 000	19 794 765	21 295 405
21058020008 Gérer la commande publique du Ministère	7 500 000	8 247 819	8 873 085
21058020011 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	38 000 000	38 000 000	38 000 000
21058020013 Gérer les ressources financières et matérielles du ministère	40 500 000	44 538 222	47 914 665
21058020020 Gérer les ressources humaines du ministère	15 200 000	16 715 580	17 982 787
21058020022 Prendre en charge les dépenses liées aux salaires des agents contractuels du Ministère	880 000 000	967 744 083	1 041 108 751
21058020026 Prendre en charge les dépenses liées à l'entretien et au maintien des locaux de la DAF	67 000 000	73 680 515	79 266 236
21058020027 Prendre en charge les dépenses liées à l'organisation des cérémonies de réception des agents du Ministère	21 328 441	23 455 082	25 233 213
21058020028 Organiser des séminaires et conférences sur l'élaboration du RAP	10 000 000	10 997 092	11 830 780
21058020029 Renforcer les capacités des agents du Ministère	10 000 000	10 997 090	11 830 780
3 Transferts	25 761 960	25 761 960	25 761 960
21058020030 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	25 761 960	25 761 960	25 761 960

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21058 Administration Générale	15 093 375 387	16 709 867 973	19 615 609 862
4 Investissements	324 737 518	324 737 518	324 737 518
Trésor	324 737 518	324 737 518	324 737 518
21058020005 Réhabilitation des locaux des Directions territoriales (projet)	324 737 518	324 737 518	324 737 518
2105803 Planification, programmation et suivi-évaluation	23 595 157	25 947 810	27 914 914
2 Biens et services	23 595 157	25 947 810	27 914 914
21058030001 Organiser la planification, le suivi et l'évaluation des activités du ministère	23 595 157	25 947 810	27 914 914
2105804 Gestion du domaine public de l'État	47 321 795	13 550 391	14 577 646
2 Biens et services	47 321 795	13 550 391	14 577 646
21058040001 Gérer l'occupation et l'exploitation du Domaine Public de l'État	47 321 795	13 550 391	14 577 646
2105805 Information et communication	21 907 265	24 091 620	25 918 005
2 Biens et services	21 907 265	24 091 620	25 918 005
21058050001 Gérer le parc et le système informatique du ministère	3 838 754	4 221 513	4 541 545
21058050002 Réaliser les activités de documentation et d'archivage du ministère	7 768 511	8 543 102	9 190 755
21058050003 Organiser la communication des activités du Ministère	7 300 000	8 027 878	8 636 471
21058050005 Mener des campagnes de sensibilisation des populations à la préservation et à l'entretien des infrastructures routières	3 000 000	3 299 127	3 549 234

III.2 Programme 2 : Infrastructures Routières et Ouvrages d'Art

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Infrastructures Routières et Ouvrages d'Art						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	2021	2022	2023	Méthode de calcul et Moyen de vérification
OS 1 : Assurer une gestion efficace et efficiente du programme	Proportion de projets routiers en dépassement de budget par rapport aux études réalisées	3,10%	3,00%	2,95%	2,90%	(Nombre de projets en dépassement de budget / nombre total de projets réalisés) x100 Source : Rapport d'activités DGIR, AGEROUTE, PACOGA, PABC, PTUA, C2D, PRICI, LBTP
	Taux de satisfaction des usagers sur le réseau routier	70%	75%	75%	80%	(Nombre d'usagers satisfaits / Nombre d'usagers enquêtés) X100 Source : Rapport d'activités DPE / OSER
	Taux d'absorption du budget alloué aux projets routiers	67,72%	72%	73,5%	75%	(Budget exécuté / budget total alloué aux projets routiers) x100 Source : Rapport d'activités DGIR issu du SIB, AGEROUTE, PACOGA, PABC, PTUA, C2D, PRICI, LBTP

Programme 2 : Infrastructures Routières et Ouvrages d'Art						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	2021	2022	2023	Méthode de calcul et Moyen de vérification
OS 2: Développer et assurer une bonne conservation et un bon niveau de service du patrimoine routier et autoroutier.	Linéaires de routes neuves construites	340	365	605	225	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIR, l'AGEROUTE, PACOGA, PTUA, C2D, PRICI)
	Taux de routes neuves bitumées conformément au plan annuel	57%	90%	95%	95%	(Linéaire de routes bitumées/linéaire de routes prévues) x100 Source : Rapport d'activités AGEROUTE
	Linéaires de routes renforcées	192,70	414	709	281	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIR, AGEROUTE
	Taux de routes renforcées conformément au plan annuel	62%	90%	95%	95%	(Linéaire de routes renforcées/linéaire de routes prévues) x100 Source : Rapport d'activités AGEROUTE
	Nombre d'ouvrages réalisés	12	2	13	13	Dénombrement Source : Rapport d'activités AGEROUTE
	Proportion d'ouvrages réalisés conformément au plan annuel	71%	73%	74%	75%	(Nombre d'ouvrages construits /nombre total d'ouvrages prévus) x100 Source : Rapport d'activités DGIR, AGEROUTE, PACOGA, PTUA, C2D, PRICI

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : synthèse du budget-programme

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME II : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ARTS	410 211 316 500	490 197 399 419	481 372 069 337
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	265 056 053	291 484 635	313 581 974
Transferts	12 080 968 823	11 337 797 018	11 728 814 508
Investissements	397 865 291 624	478 568 117 766	469 329 672 855
<i>Trésor</i>	116 276 211 733	117 539 317 181	118 574 953 318
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	281 589 079 891	361 028 800 585	350 754 719 537

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	410 211 316 500	490 197 399 419	481 372 069 337
2205901 Réalisation des études pour le développement et le fonctionnement des infrastructures routières et ouvrages d'art	396 024 876	443 990 484	482 174 954
2 Biens et services	265 056 053	291 484 635	313 581 974
22059010001 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme	3 281 399	3 608 585	3 882 151
22059010077 Coordonner les activités du programme des infrastructures routières et ouvrages d'art	7 847 749	8 630 242	9 284 500
22059010078 Suivre la mise en œuvre de la réglementation en vigueur dans le domaine routier	3 220 988	3 542 150	3 810 681
22059010079 Contrôler l'application des lois et règlements en vigueur dans le secteur routier	1 632 524	1 795 301	1 931 403
22059010080 Surveiller le réseau routier national	3 883 217	4 270 409	4 594 148
22059010081 Superviser la réalisation des projets d'investissement dans le domaine routier	1 050 000	1 154 694	1 242 232
22059010082 Mettre en œuvre la politique d'exploitation et de développement du réseau des routes Rurales	10 100 000	11 107 062	11 949 089
22059010084 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Yamoussoukro)	2 990 000	3 288 131	3 537 403
22059010085 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Dimbokro)	2 990 000	3 288 130	3 537 403
22059010086 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bouaké I)	2 990 000	3 288 132	3 537 404
22059010087 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Toubra)	2 990 000	3 288 131	3 537 404
22059010088 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Odiénné)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010089 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Ferke)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010090 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bondoukou)	2 990 000	3 288 131	3 537 403
22059010091 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Daloa)	2 990 000	3 288 131	3 537 402
22059010092 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Gagnoa)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010093 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Guiglo)	2 990 000	3 288 129	3 537 403
22059010094 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Toulepleu)	2 990 000	3 288 131	3 537 404
22059010095 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tiassalé)	2 990 000	3 288 132	3 537 402
22059010096 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de San-Pedro)	2 990 000	3 288 132	3 537 404
22059010097 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Abengourou)	2 990 000	3 288 130	3 537 403
22059010098 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Aboisso)	2 990 000	3 288 133	3 537 402
22059010099 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Agboville)	2 990 000	3 288 130	3 537 403
22059010100 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Toumodi)	3 250 000	3 574 056	3 845 003
22059010101 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bongouanou)	2 990 000	3 288 132	3 537 402
22059010102 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Mankono)	3 250 000	3 574 055	3 845 003
22059010103 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Korhogo)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010104 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bouna)	2 990 000	3 288 131	3 537 403
22059010105 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Issia)	2 990 000	3 288 130	3 537 403
22059010106 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Oumé)	2 990 000	3 288 131	3 537 402
22059010107 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bouaflé)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010108 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Man)	2 990 000	3 288 130	3 537 402
22059010109 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Divo)	2 990 000	3 288 132	3 537 402
22059010110 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Sassandra)	2 990 000	3 288 132	3 537 403

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	410 211 316 500	490 197 399 419	481 372 069 337
22059010111 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Agnibilékrou)	2 990 000	3 288 133	3 537 403
22059010112 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Adzopé)	2 990 000	3 288 130	3 537 403
22059010113 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Abidjan II)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010114 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tiébissou)	2 990 000	3 288 131	3 537 404
22059010115 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Daoukro)	2 990 000	3 288 131	3 537 403
22059010116 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Dabakala)	2 990 000	3 288 132	3 537 402
22059010117 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Séguéla)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010118 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tanda)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010119 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Danané)	2 990 000	3 288 131	3 537 404
22059010120 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Lakota)	2 990 000	3 288 131	3 537 403
22059010121 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Soubré)	2 990 000	3 288 132	3 537 402
22059010122 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Grand-Bassam)	5 000 000	5 498 547	5 915 391
22059010123 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bocanda)	2 990 000	3 288 131	3 537 403
22059010124 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Vavoua)	2 990 000	3 288 132	3 537 402
22059010125 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Sinfra)	2 990 000	3 288 133	3 537 402
22059010126 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tabou)	2 990 000	3 288 131	3 537 404
22059010127 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Grand-Lahou)	2 990 000	3 288 131	3 537 403
22059010128 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de M'Bahiakro)	2 990 000	3 288 131	3 537 404
22059010129 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Boundiali)	2 990 000	3 288 131	3 537 403
22059010130 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Biankouma)	3 016 000	3 316 724	3 568 163
22059010131 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Dabou)	2 990 000	3 288 131	3 537 403
22059010132 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Sakassou)	2 990 000	3 288 132	3 537 402
22059010133 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Tengrela)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010134 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Duekoué)	2 990 000	3 288 132	3 537 402
22059010135 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Alépé)	3 015 213	3 315 858	3 567 231
22059010136 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bangolo)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010137 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Jacquenville)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010138 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Béoumi)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010139 Superviser, suivre et évaluer les travaux routiers et d'ouvrages d'art dans la DTIR. Abidjan II/Entretien Autoroute du Nord	2 990 000	3 288 132	3 537 402
22059010140 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Zuénoula)	2 990 000	3 288 132	3 537 403
22059010141 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Bloléquin)	2 990 000	3 288 132	3 537 402
22059010142 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Adiaké)	3 048 963	3 352 973	3 607 161
22059010143 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR de Katiola)	2 990 000	3 288 132	3 537 404
22059010144 Coordonner la mise en œuvre de la politique et stratégie en matière de recherche et de qualité en matière d'infrastructures routière(DGQIR)	20 000 000	21 994 184	23 661 562
22059010145 Mettre en place le Système de Management de la Qualité	16 000 000	17 595 348	18 929 250
22059010146 Élaborer la stratégie de recherche appliquée au secteur routier	13 500 000	14 846 075	15 971 555
22059010147 Initier des partenariats entre les structures de recherche appliquée dans le secteur routier et celles de l'étranger	2 500 000	2 749 273	2 957 695

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	410 211 316 500	490 197 399 419	481 372 069 337
3 - Transferts	80 968 823	102 505 849	118 592 980
22059010052 Apporter un appui au Programme d'auscultation des Infrastructures géré par le LBTP	80 968 823	102 505 849	118 592 980
4 - Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
Trésor	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22059010026 Inventaire du Réseau Routier National	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2205902 Construction de nouvelles routes	286 336 728 085	366 613 239 066	354 754 586 045
4 - Investissements	286 336 728 085	366 613 239 066	354 754 586 045
Trésor	58 220 648 194	60 383 753 642	61 419 389 779
22059010067 Indemnisation des travaux routiers/AGERROUTE	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
22059020001 Aménagement de la route pt Comoé-Abengourou	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
22059020003 Aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda	1 342 155 486	807 814 840	807 814 840
22059020006 Bitumage axe Agboville-Cechi	1 000 000 000	711 282 351	711 282 351
22059020007 Bitumage axe odienné -Gbéléban	977 557 678	594 100 000	594 100 000
22059020009 Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké	4 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
22059020010 Aménagement de l'autoroute Abidjan Grand- Bassam	100 938 841	100 938 841	100 938 841
22059020011 Bitumage Axe Mankono-Tenningboue	1 224 707 548	1 456 797 734	1 528 678 832
22059020012 Programme d'Aménagement de routes et de facilitation de transport au sein du fleuve MANO	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
22059020013 Construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguela Mankono	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
22059020015 Projet de route Bouna Doropo frontière BF	640 941 823	640 941 823	640 941 823
22059020016 Projet Facilitation Commerce Transport Abj-Lagos (PFCTCAL)	3 000 000 000	0	0
22059020017 Aménagement de la route Adzopé-Yakasse Attobrou	365 576 102	365 576 102	365 576 102
22059020018 Projet de route corridor Bamako- Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI)	2 126 242 177	2 126 242 177	2 126 242 177
22059020019 Aménagement route Kokonou Aproponou/Yamoussoukro-Bouaflé-Dalao	6 614 143 379	4 433 636 649	4 197 494 665
22059020020 Aménagement route Boundiali Odienné frontière Guinée	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
22059020032 Construction de la route Odienné-Frontière du Mali et de la Guinée	500 000 000	100 000 000	100 000 000
22059020038 Travaux de bitumage de la route Kabala-Salonkourani	1 142 385 160	642 385 160	642 385 160
22059020055 Aménagement de route de désenclavement des zones transfrontalières phase 1: bkou-soko-frontière Ghana	1 080 000 000	980 000 000	980 000 000
22059020056 Projet d'Aménagement de la Baie de Cocody (PABC)	15 000 000 000	27 318 037 965	28 517 934 988
22059020057 Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)	1 650 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000
22059020058 Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Economiques Secondaires (PIDUCAS)	916 000 000	916 000 000	916 000 000
22059020064 Travaux routiers diverses localités/EBOMAF	6 140 000 000	6 140 000 000	6 140 000 000
22059020065 Travaux de renforcement et d'aménagement de la route kanawolo-Korhogo	1 600 000 000	600 000 000	600 000 000
Financement extérieur	228 116 079 891	306 229 485 424	393 335 196 266
22059020017 Aménagement de la route Adzopé-Yakasse Attobrou	2 386 600 000	3 752 435 118	3 804 745 594
22059020003 Aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda	427 263 498	480 873 645	586 783 420

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	410 211 316 500	490 197 399 419	481 372 069 337
22059020006 Bitumage axe Agboville-Cechi	4 161 000 000	4 683 094 261	5 714 520 016
22059020007 Bitumage axe odienné -Gbéléban	6 031 702 192	6 788 519 567	8 283 653 667
22059020009 Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké	18 635 500 000	21 340 551 593	25 774 414 942
22059020012 Programme d'Aménagement de routes et de facilitation de transport au sein du fleuve MANO	18 465 400 000	20 782 314 049	25 359 504 423
22059020013 Construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguéla Mankono	14 008 000 000	15 765 629 513	19 237 922 708
22059020015 Projet de route Bouna Doropo frontière BF	481 580 868	542 006 392	661 380 320
22059020017 Aménagement de la route Adzopé-Yakasse Attobrou	2 386 600 000	3 752 435 118	3 804 745 594
22059020018 Projet de route corridor Bamako- Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI)	13 868 300 000	15 608 400 898	19 046 065 355
22059020020 Aménagement route Boundiali Odienné frontière Guinée	260 300 000	292 960 691	357 483 672
22059020032 Construction de la route Odienné-Frontière du Mali et de la Guinée	30 000 000 000	43 764 197 986	41 200 576 901
22059020055 Aménagement de route de désenclavement des zones transfrontalières phase 1: bkou-soko-frontière Ghana	4 452 000 000	5 010 606 981	6 114 165 612
22059020056 Projet d'Aménagement de la Baie de Cocody (PABC)	34 295 100 000	54 295 100 000	34 295 100 000
22059020057 Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)	31 501 000 000	60 453 533 358	43 261 979 099
22059020058 Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Économiques Secondaires (PIDUCAS)	28 109 000 000	31 635 928 039	38 603 567 204
22059020065 Travaux de renforcement et d'aménagement de la route kanawolo-Korhogo	21 033 333 333	21 033 333 333	21 033 333 333
2205903 Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art	38 430 527 100	37 730 582 213	40 011 456 488
3 - Transferts	12 000 000 000	11 235 291 169	11 610 221 528
22059030005 Prendre en charge le loyer du pont HKB/ SOCOPRIM	12 000 000 000	11 235 291 169	11 610 221 528
4 - Investissements	26 430 527 100	26 495 291 044	28 401 234 960
Trésor	11 334 327 100	10 434 327 100	10 434 327 100
22059030004 Réhabilitation Autoroute du Nord	1 431 661 151	1 431 661 151	1 431 661 151
22059030006 Projet de Renaissance des Infrastructures de CI (PRICI)	6 000 000 000	0	0
22059030007 Aménagement du Boulevard de Marseille	1 079 433 000	4 079 433 000	4 079 433 000
22059030012 Réhabilitation de la route Bouaké-Ferké	2 210 000 000	4 310 000 000	4 310 000 000
22059030013 Réhabilitation de la route Akoupé-Kotobi	469 631 618	469 631 618	469 631 618
22059030014 Aménagement voiries de Kouto	143 601 331	143 601 331	143 601 331
Financement extérieur	15 096 200 000	16 060 963 944	17 966 907 860
22059030007 Aménagement du Boulevard de Marseille	7 689 000 000	8 653 763 944	10 559 707 860
22059030012 Réhabilitation de la route Bouaké-Ferké	7 407 200 000	7 407 200 000	7 407 200 000

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	410 211 316 500	490 197 399 419	481 372 069 337
2205904 Construction des ouvrages d'arts	85 048 036 439	85 409 587 656	86 123 851 850
4 - Investissements	85 048 036 439	85 409 587 656	86 123 851 850
Trésor	46 671 236 439	46 671 236 439	46 671 236 439
22059040001 Projet Transport Urbain Abidjan	45 350 000 000	45 755 877 570	45 755 877 570
22059040002 Construction des ouvrages métalliques	173 855 684	173 855 684	173 855 684
22059040003 Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonais	405 877 570	0	0
22059040005 Réhabilitation des Ponts FHB	119 944 125	119 944 125	119 944 125
22059040007 Construction du Pont HKB	621 559 060	621 559 060	621 559 060
Financement extérieur	38 376 800 000	38 738 351 217	39 452 615 411
22059040001 Projet Transport Urbain Abidjan	26 489 300 000	1 489 300 000	1 489 300 000
22059040002 Construction des ouvrages métalliques	2 881 500 000	3 243 051 217	3 957 315 411
22059040005 Réhabilitation des Ponts FHB	9 006 000 000	9 006 000 000	9 006 000 000

III.3. Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.3.1. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME III : COMPTE SPECIAUX DU TRESOR	169 943 200 000	183 541 000 000	199 874 000 000
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	169 943 200 000	183 541 000 000	199 874 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6: Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
23187 Comptes Spéciaux du Trésor	169 943 200 000	183 541 000 000	199 874 000 000
2318701 Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrage d'art	169 943 200 000	183 541 000 000	199 874 000 000
3 - Transferts	169 943 200 000	183 541 000 000	199 874 000 000
23187010001 Transférer les recettes affectées au Fonds d'Entretien Routier(FER)	169 943 200 000	183 541 000 000	199 874 000 000

**SECTION 331 : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE
L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le déficit en personnel enseignant et administratif ;
- la faiblesse dans les inspections pédagogiques et administratives ;
- l'insuffisance et l'obsolescence des équipements ;
- la faiblesse du système de planification et de suivi-évaluation ;
- les retards dans les paiements des baux administratifs (DREN, DDEN, Antennes pédagogiques, CIO, IEPP) ;
- l'insuffisance de matériel didactique ;
- l'insuffisance des ressources financières ;
- l'insuffisance des infrastructures d'accueil entraînant la sollicitation des opérateurs privés (paiements des frais d'écolages) ;
- la faiblesse du rendement du système éducatif ;
- le faible encadrement du personnel enseignant ;
- le décrochage scolaire (élèves décrochés sans aucun savoir-faire ni aucune qualification) ;
- l'indisponibilité de manuels, de kits scolaires et autres outils pour les élèves en classe ;
- la faiblesse des capacités d'accueil ;
- la vétusté des infrastructures scolaires ;
- le taux élevé d'analphabétisme (56,1% RGPH 2014) surtout au niveau des femmes (63% contre 49% pour les hommes);
- le nombre élevé d'enfants hors du système éducatif (enfants de plus de 8 ans non scolarisés) ;
- la non reconnaissance des opérateurs indépendants travaillant dans le domaine de l'alphabétisation.

I.1.2. Réponses apportées

- l'amélioration de la qualité des apprentissages dispensés à l'enseignement de base en augmentant la fourniture des intrants pédagogiques, la formation et la motivation des enseignants, l'encadrement des élèves;
- l'amélioration d'une offre d'accueil de qualité pour la petite enfance;
- l'accueil de tous les enfants de 6 à 11 ans dans des structures de l'enseignement primaire (six ans de scolarité complète) ;
- l'accès au collège d'une très grande majorité des sortants du primaire ;
- l'amélioration de l'offre de l'enseignement général, technique et de la formation professionnelle ;
- la maîtrise des flux d'élèves à l'entrée du second cycle du secondaire général et technique ;
- le développement de l'alphabétisation ;
- le renforcement du système de pilotage.

I.1.2. Défis et priorités

- l'éducation primaire universelle pour tous les enfants des deux sexes, de tous les milieux socioéconomiques y compris les enfants à besoins spéciaux ;
- la mise en place d'un système qui assure la réussite pour tous en mettant en place des passerelles entre les différents ordres d'enseignements ;
- la transformation du dispositif actuel de formation professionnelle et technique en un véritable outil de développement des compétences professionnelles.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- une politique de la qualité orientée vers une gestion administrative et pédagogique centrée sur des normes ;
- la mise en œuvre d'importants programmes de construction, d'équipements, du développement du préscolaire et de l'alphabétisation ;
- la mise en œuvre d'une politique rénovée de recrutement et de gestion des carrières enseignantes ;
- l'adoption de nouveaux modes de fonctionnement des établissements autorisant la double vacation ;
- une politique d'optimisation de l'emploi des ressources en enseignants (formation des enseignants bivalents) ;
- la facilitation et la régulation des parcours scolaires dans tout le cycle de base ;
- la mise en place des mécanismes pour faciliter les transitions sans rupture entre les cycles scolaires ;
- l'instauration de passerelles entre l'enseignement général et l'enseignement technique.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur est améliorée ;
- l'accès et la qualité de l'éducation préscolaire et primaire sont améliorés ;
- l'accès et la qualité de l'enseignement secondaire général et technique sont améliorés ;
- le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire est réduit.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Éducation Nationale, d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Éducation Nationale

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes d'enseignement dans les domaines de l'enseignement primaire et secondaire général, notamment le programme Ecole obligatoire de 6 à 16 ans ;
- gestion administrative et pédagogique des structures d'enseignement primaire et secondaire général ;
- organisation des examens, concours scolaires et pédagogiques ;
- alphabétisation des populations et formation permanente des adultes ;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies en matière d'Enseignement et de Formation, en liaison avec le Ministère en charge des TIC ;
- conception, élaboration, production et diffusion de documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de l'enseignement privé au niveau du primaire et du secondaire général ;
- définition, élaboration et suivi d'un cadre réglementaire pour le développement de l'enseignement primaire et secondaire général ;
- assistance aux collectivités territoriales pour le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements d'enseignement primaire et secondaire général ;
- intégration de l'information et de l'éducation en matière de VIH/ SIDA dès le premier cycle ;

- réhabilitation et reconstruction des infrastructures éducatives ;
- mise à niveau de la scolarité sur l'ensemble du territoire ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique nationale d'orientation des élèves à partir du cycle primaire ;
- tutelle des établissements privés d'enseignement primaire et secondaire général ;
- suivi de l'organisation et du fonctionnement des établissements d'enseignement primaire et secondaire général ;
- élaboration, expérimentation et promotion des programmes d'enseignement en langues nationales ;
- scolarisation des filles.

En matière d'Enseignement technique :

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes d'enseignement secondaire technique ;
- définition d'un cadre réglementaire pour le développement de l'enseignement technique ;
- gestion administrative et pédagogique des établissements d'enseignement technique ;
- assistance aux collectivités décentralisées pour le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements d'enseignement technique ;
- élaboration des documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de l'enseignement technique privé ;
- tutelle des écoles d'enseignement technique privées ;
- suivi de l'organisation et du fonctionnement des écoles d'enseignement technique privées ;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement technique ;
- organisation des examens et des concours dans l'enseignement technique.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire ;
- Programme 3 : Enseignement Secondaire Général ;
- Programme 4 : Alphabétisation et Éducation non Formelle ;
- Programme 5 : Enseignement Secondaire Technique.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

Programmes	Directions/Services concernés	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration générale	DSPS, DAF, DREN, DDEN, DEEP, Commission Nationale UNESCO, DRH, IGEN, DPFC, Antennes pédagogiques, DECO, CNMS, DELC, DMOSS, Commission Nationale de Préparation, Cabinet ; DAPS-COGES ; DVS, SCDA, DCEP, DTSI, DAJ, Secrétariat Permanent CCEN, CONFEMEN ; TASK-FORCE, Cellule Passation des Marchés Publics, DVSP ; Direction de l'Egalité et de l'Equité du Genre.	<ul style="list-style-type: none"> - Cartographie des Infrastructures - Scolaires Renforcement Dispositif collecte des données statistiques - Projet d'Appui au Renforcement du Pilotage et à l'Encadrement de Proximité de l'Education 	
P2 : Enseignement Préscolaire et Primaire	EPP, CAFOP ; COGES ; IEP ; IGEN primaire ; DCS SNAPS Inspection COGES (DAPS-COGES) Acquisition de manuels scolaires ; Gestion des mallettes pédagogiques ; Kits scolaires	<ul style="list-style-type: none"> - Prog Dév. Educ., Format° et Insert° Jeunes (Composante Educ. Base) /C2D - Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires (PIPCS) /PAM-CI - Projet éducation de base / UNICEF - Réhabilitation Établissements d'enseignement primaire - Projet d'Amélioration de la Prestation des Services dans l'Education (PAPSE) - Projet de Développement de l'Education de Base phase 1 	
P3 : Enseignement Secondaire Général	Collèges et Lycées d'enseignement général, IGEN secondaire, DOB, CIO	<ul style="list-style-type: none"> - Education de base et Pilotage Projet EF / 2ème C2D - Projet de construction du Lycée d'excellence de Grand Bassam - Construction et équipement de collèges et lycées - Construction et Equipement de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/ BID - Construction et Equipement de 01 Lycée de jeunes filles avec Internat/OFID 	
P4 : Alphabétisation et Education Non Formelle	DAENF	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégie Nationale d'Alphabétisation 	
P5 : Enseignement Secondaire Technique	Lycées d'enseignement technique, DET		

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux (OG)	Résultats Stratégiques (RS)	Indicateurs de Performance (IP)	Méthode de calcul des indicateurs et source de collecte
OG 1 : Renforcer le pilotage pour une gestion rationnelle et optimale des ressources du MENETFP	RS 1.1 : La gouvernance du ministère est améliorée	IP 1.1.1 : Taux de réalisation des activités du ministère	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues Sources : Rapports d'activités Cabinet
OG 2 : favoriser l'accès à une éducation préscolaire et primaire de qualité sur toute l'étendue du territoire national	RS 2.1 : l'accès et la qualité de l'éducation préscolaire et primaire sont améliorés	IP 2.1.1 : Ratio élève-maître au primaire	Effectif élèves / Effectif enseignants Source : Rapport d'activités DSPTS
		IP 2.1.2 : Le taux brut de préscolarisation	(Nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement préscolaire / population scolarisable (âgé de 3 à 5ans)) *100 Source : Rapport d'activités DSPTS
		IP 2.1.3 : Taux brut de scolarisation au primaire	(Nombre d'élèves inscrits au primaire, quel que soit leur âge / population scolarisable de 6 à 11 ans) *100 Source : Rapport d'activités DSPTS
		IP 2.1.4 : Indice de parité entre les sexes au primaire	Valeur d'un indicateur donné chez les individus de sexe féminin / valeur du même indicateur chez les individus de sexe masculin
OG 3 : favoriser l'accès à un enseignement secondaire de qualité sur toute l'étendue du territoire national	RS 3.1 : l'accès et la qualité de l'enseignement secondaire général et technique sont améliorés	IP 3.1.1 : Taux de succès au BEPC	(Nombre d'élèves admis au BEPC / nombre d'élèves candidats) *100 Source : Rapport d'activités DSPTS
		IP 3.1.2 : Taux de succès au BAC	(Nombre d'élèves admis au BAC / nombre d'élèves candidats) *100 Source : Rapport d'activités DSPTS
		IP 3.1.3 : Taux de survie à l'Enseignement Technique (ET)	(Nombre d'élèves en fin de cycle (en année N+3) / Population des élèves inscrits en année N) *100 Source : Rapport d'activités DET
OG 4 : Réduire le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire	RS 4.1 : Le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire est réduit.	IP 4.1. Nombre d'enfants hors du système éducatif inscrits dans les classes passerelles	Dénombrement Source : Rapports d'activités Cabinet /DFPI / DPEM / DPS / IG

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	1 011 900 662 454	1 082 788 246 902	1 121 613 721 753
1.1 Ressources Intérieures	982 679 737 096	1 038 998 993 359	1 086 094 386 013
1.1.1 Budget Etat	982 679 737 096	1 038 998 993 359	1 086 094 386 013
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	29 220 925 358	43 789 253 543	45 519 335 740
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	29 220 925 358	43 789 253 543	45 519 335 740
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	1 011 900 662 454	1 082 788 246 902	1 121 613 721 753
2.1 Personnel	783 234 631 905	844 191 498 755	882 527 820 682
2.1.1 Solde y compris EPN	783 234 631 905	844 191 498 755	882 527 820 682
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	34 529 875 653	30 653 388 394	31 944 395 446
2.3 Transferts	144 572 334 559	150 404 178 517	157 108 354 129
2.4 Investissement	49 563 820 337	57 539 181 236	60 033 151 496
Trésor	20 342 894 979	13 749 927 693	14 513 815 756
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	29 220 925 358	43 789 253 543	45 519 335 740

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel	Nombre de textes portant réforme de l'enseignement général pris	0	1	1	1	Dénombrement Source : Rapport d'activités TASK FORCE
	Nombre de textes élaborés instituant des centres d'alphabétisation	0	1	1	1	
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources financières et humaines	Taux d'exécution du budget	99%	99,99%	100%	100%	(Budget ordonnancé / budget voté) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Nombre d'heures de cours hebdomadaires dispensés par les enseignants du secondaire 1er cycle (Norme : 21h)	17	19,4	19,85	20	Dénombrement Source : Rapport d'activités DRH

III.1.2 Financement du programme

Tableau 5. : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		42 230 723 683	47 079 662 385	50 665 900 473
	Dépenses de personnel	2 072 555 000	2 045 623 759	2 072 543 533
	Dépenses en biens et services	10 061 038 114	10 595 991 019	11 091 758 461
	Transferts	29 872 130 569	34 213 047 607	37 276 598 479
	Investissements	225 000 000	225 000 000	225 000 000
	<i>Trésor</i>	225 000 000	225 000 000	225 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21060 Administration Générale	42 230 723 683	47 079 662 385	50 665 900 473
2106001 Coordination et animation du ministère	37 586 533 227	42 216 456 961	45 570 134 499
2 Biens et services	7 549 402 658	7 838 409 354	8 128 536 020
21060010001 Suivre les activités de la Conférence des Ministres d'Education des pays ayant le français en partage au plan national	6 584 409	7 240 935	7 789 873
21060010002 Exécuter les activités de Pilotage de l'Ecole Obligatoire	15 295 972	16 821 121	18 096 330
21060010003 Promouvoir, Encadrer et suivre la gestion administrative et pédagogique des écoles, des établissements secondaire général et technique et des CAFOP	5 983 194	6 579 775	7 078 585
21060010004 Exécuter les programmes de l'UNESCO en Côte d'Ivoire en matière d'Education, de Sciences, de Culture, de Communication et d'Information	9 225 533	10 145 404	10 914 526
21060010005 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière éducation, d'enseignement technique et de formation professionnelle	38 937 744	42 820 194	46 066 395
21060010012 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Yamoussoukro	7 683 745	8 449 887	9 090 473
21060010013 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DIMBOKRO	2 379 978	2 617 283	2 815 702
21060010014 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUAKE 1	2 325 132	2 556 969	2 750 812
21060010015 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SEGUELA	2 765 468	3 041 211	3 271 764
21060010016 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de TOUBA	6 400 407	7 038 586	7 572 181
21060010017 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de ODIENNE	2 246 213	2 470 179	2 657 444
21060010018 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de KORHOGO	2 522 889	2 774 445	2 984 776
21060010019 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BONDOUKOU	2 772 075	3 048 477	3 279 582
21060010020 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DALOA	4 745 553	5 218 729	5 614 360
21060010021 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de GAGNOA	2 901 719	3 191 047	3 432 960
21060010022 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUAFLE	2 848 287	3 132 289	3 369 745
21060010023 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MAN	7 316 808	8 046 360	8 656 355
21060010024 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de GUIGLO	2 224 684	2 446 504	2 631 974
21060010025 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DIVO	2 962 212	3 257 572	3 504 528
21060010026 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SAN PEDRO	2 497 272	2 746 274	2 954 469
21060010027 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABENGOUROU	2 445 178	2 688 983	2 892 835
21060010028 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABOISSO	2 623 305	2 884 874	3 103 575
21060010029 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'AGBOVILLE	2 728 384	3 000 428	3 227 890
21060010030 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 1	2 575 358	2 832 145	3 046 848
21060010031 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DAOUKRO	2 193 589	2 412 309	2 595 187
21060010032 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de KATIOLA	2 414 369	2 655 104	2 856 388
21060010033 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MANKONO	6 547 040	7 199 840	7 745 659
21060010034 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MINIGNAN	1 995 088	2 194 018	2 360 346
21060010035 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUNDIALI	6 544 148	7 196 658	7 742 237
21060010036 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUNA	6 457 860	7 101 768	7 640 151

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21060 Administration Générale	42 230 723 683	47 079 662 385	50 665 900 473
21060010037 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DUEKOUÉ	2 449 053	2 693 245	2 897 423
21060010038 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de ADZOPE	6 946 790	7 639 449	8 218 595
21060010039 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BONGOUANOU	6 448 941	7 091 959	7 629 600
21060010040 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de FERKESSEDOUGOU	8 045 710	8 847 940	9 518 702
21060010041 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SOUBRE	7 214 162	7 933 480	8 534 918
21060010042 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 2	2 651 898	2 916 315	3 137 402
21060010043 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUAKE 2	2 783 100	3 060 602	3 292 625
21060010044 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SASSANDRA	2 375 716	2 612 596	2 810 657
21060010045 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DABOU	2 305 636	2 535 529	2 727 749
21060010046 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 3	2 973 107	3 269 552	3 517 420
21060010047 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d' ABIDJAN 4	2 598 538	2 857 638	3 074 274
21060010048 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département d'ISSIA	2 410 447	2 650 791	2 851 747
21060010049 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de SINFRA	2 368 088	2 604 208	2 801 634
21060010050 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de GRAND-BASSAM	2 673 917	2 940 531	3 163 451
21060010051 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de DANANE	2 986 683	3 284 482	3 533 479
21060010052 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de TASSALE	2 513 160	2 763 745	2 973 265
21060010054 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d' AGBOVILLE	1 077 271	1 184 685	1 274 496
21060010055 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de YAMOOUSSOUKRO	1 119 276	1 230 876	1 324 190
21060010056 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DIMBOKRO	880 315	968 090	1 041 481
21060010057 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BOUAKÉ	3 271 935	3 598 178	3 870 953
21060010058 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Séguéla	642 759	706 848	760 434
21060010059 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d' ODIÉNNÉ	633 344	696 496	749 297
21060010060 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de KORHOGO	961 100	1 056 930	1 137 057
21060010061 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BONDOUKOU	1 107 611	1 218 051	1 310 390
21060010062 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DALOA	1 685 900	1 854 000	1 994 553
21060010063 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Bouaflé	1 145 047	1 259 219	1 354 681
21060010064 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MAN	1 213 256	1 334 230	1 435 378
21060010065 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de GUIGLO	792 528	871 551	937 624
21060010066 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DIVO	1 209 451	1 330 042	1 430 875
21060010067 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SAN PEDRO	3 546 620	3 900 250	4 195 928
21060010068 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d' ABENGOUROU	917 174	1 008 627	1 085 088
21060010069 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABOISSO	1 017 866	1 119 356	1 204 214
21060010070 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de TOUBA	566 027	622 465	669 653
21060010071 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Soubré	1 140 764	1 254 509	1 349 611
21060010072 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d' ABIDJAN	990 763	1 089 551	1 172 151
21060010073 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Mankono	669 592	736 358	792 180
21060010074 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de MINIGNAN	510 543	561 449	604 010

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21060 Administration Générale	42 230 723 683	47 079 662 385	50 665 900 473
21060010075 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Bouna	606 607	667 093	717 662
21060010076 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Duékoué	919 364	1 011 033	1 087 678
21060010077 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DUEKOUÉ	667 548	734 108	789 762
21060010078 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DAOUKRO	774 953	852 223	916 829
21060010079 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Katiola	760 252	836 058	899 437
21060010080 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ADZOPE	951 923	1 046 837	1 126 198
21060010081 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de FERKESSEDOUGOU	668 651	735 322	791 065
21060010082 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de SASSANDRA	696 671	766 137	824 217
21060010083 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de BONGOUANOU	600 303	660 158	710 204
21060010084 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 2	1 034 053	1 137 156	1 223 367
21060010085 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 2	3 708 201	4 077 944	4 387 091
21060010086 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de DABOU	838 288	921 874	991 762
21060010087 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 3	1 215 616	1 336 826	1 438 169
21060010088 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région d'ABIDJAN 4	1 003 868	1 103 964	1 187 654
21060010090 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21060010092 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD (REGIE/Convention BNETD)	46 104 478	46 104 478	46 104 478
21060010095 Préparer les examens et concours de l'Education Nationale; initier les réformes en matière d'examens et concours; établir et délivrer les diplômes.	24 447 464	26 885 101	28 923 260
21060010096 Réaliser et suivre les activités pédagogiques l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire général et technique; organiser la formation continue du personnel enseignant	86 346 312	94 955 830	102 154 434
21060010097 Réaliser les activités pédagogiques et la formation continue des personnels d'encadrement des structures d'enseignement	10 014 228	11 012 739	11 847 614
21060010098 Promouvoir l'entrepreneuriat et la vie scolaire dans ses dimensions éducative, culturelle, sociale et sportive	30 591 944	33 642 242	36 192 660
21060010099 Organiser les activités relatives à la vie scolaire dans ses dimensions éducative, culturelle, sociale et sportive DVS	4 903 133	5 392 021	5 800 791
21060010100 Organiser l'assistance et réaliser des actions sociales et sanitaires au bénéfice des agents du Ministère DMOSS	6 371 133	7 006 393	7 537 547
21060010101 Renforcer les capacités des enseignants à l'utilisation des matériels scientifiques	18 222 864	20 039 851	21 559 071
21060010109 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de GAGNOA	1 175 254	1 292 440	1 390 417
21060010135 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	7 006 375 943	7 245 834 922	7 494 533 717
21060010138 Réaliser les activités liées à la politique et aux stratégies de l'égalité et de l'équité	25 000 000	27 492 729	29 576 952
21060010139 Réaliser la veille pédagogique, l'innovation technologique et mettre en œuvre la gestion de la qualité dans les structures du Ministère	14 415 906	15 853 302	17 055 145
21060010140 Promouvoir la Lecture et les Bibliothèques en milieu Scolaire	5 000 000	5 498 545	5 915 391
3 Transferts	29 872 130 569	34 213 047 607	37 276 598 479
21060010093 Transférer les crédits de biens et services au BNETD (Convention BNETD)	22 337 154	22 337 154	22 337 154
21060010134 Transférer les crédits de Biens et Services à la Direction des Examens et Concours de l'éducation nationale	25 506 002 122	28 691 507 227	30 892 020 484
21060010136 Prendre en charge les bourses des élèves de l'Enseignement Technique à l'étranger (BHCI -volet MENETFP)	1 491 290 943	1 887 961 785	2 184 255 988
21060010137 Prendre en charge les bourses des élèves de la Formation Professionnelle à l'étranger (BHCI -volet MENETFP)	2 852 500 350	3 611 241 441	4 177 984 853
4 Investissements	165 000 000	165 000 000	165 000 000
Trésor	165 000 000	165 000 000	165 000 000
21060010133 Projet d'Appui au Renforcement du Pilotage et à l'Encadrement de Proximité de l'Education	165 000 000	165 000 000	165 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21060 Administration Générale	42 230 723 683	47 079 662 385	50 665 900 473
2106002 Planification, programmation et suivi-évaluation	510 891 650	530 603 928	556 468 367
1 Personnel	195 720 000	189 989 321	194 580 371
21060020018 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Bureau d'Exécution des Projets (BEP)	168 720 000	163 779 881	167 737 585
21060020019 Prendre en charge les primes et indemnités du personnel lors de la Commission Renouvellement des Bourses	4 000 000	3 882 880	3 976 709
21060020020 Prendre en charge les primes et indemnités du personnel lors de la Commission Orientation	23 000 000	22 326 560	22 866 077
2 Biens et services	255 171 650	280 614 607	301 887 996
21060020001 Réaliser les activités informatiques de la Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques	3 030 676	3 332 862	3 585 527
21060020002 Produire l'annuaire statistique de l'Education Nationale du MENET	40 302 095	44 320 584	47 680 527
21060020004 Mettre en œuvre le CDMT	40 000 000	43 988 367	47 323 125
21060020006 Suivre et évaluer le Plan Sectoriel de l'Education par la TASK-FORCE	24 942 456	27 429 447	29 508 877
21060020007 Exécuter, suivre et évaluer les projets du Ministère de l'Education Nationale (MEN) à financements extérieurs non dotés d'unité de gestion	18 433 772	20 271 788	21 808 591
21060020008 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	16 389 737	18 023 944	19 390 337
21060020009 Suivre la gestion administrative des structures privés d'enseignement à travers la délivrance des autorisations de création, d'ouverture et d'enseigner; élaborer et suivre les décisions et les états de paiements	5 386 876	5 923 998	6 373 095
21060020010 Evaluer les acquis et les compétences des élèves et suivre les réformes du système éducatif	21 761 318	23 931 123	25 745 341
21060020011 Superviser, évaluer et promouvoir les activités des Comités de Gestion des Etablissements Scolaires	19 874 534	21 856 208	23 513 125
21060020012 Contrôler tous les services et structures sous tutelle du Ministère	13 674 064	15 037 494	16 177 485
21060020013 Auditer et contrôler toutes les structures centrales du Ministère	23 845 380	26 222 983	28 210 946
21060020014 Organiser la planification générale des activités, réaliser les études et la production des statistiques du Ministère	27 530 742	30 275 809	32 571 020
4 Investissements	60 000 000	60 000 000	60 000 000
Trésor	60 000 000	60 000 000	60 000 000
21060020017 Renforcement Dispositif collecte des données statistiques	60 000 000	60 000 000	60 000 000
2106003 Information et communication	106 690 338	117 328 339	126 223 006
2 Biens et services	106 690 338	117 328 339	126 223 006
21060030001 Réaliser les activités de communication, de documentation et d'archivage du Ministère	6 855 634	7 539 201	8 110 748
21060030002 Réaliser, développer et piloter le système intégré d'information global du MENET	29 194 810	32 105 800	34 539 740
21060030005 Produire un magazine d'information sur l'école ivoirienne	19 778 485	21 750 582	23 399 493
21060030006 Exécuter les activités préparatoires de la rentrée scolaire (Cabinet/CPNRS)	3 720 993	4 092 010	4 402 225
21060030007 Promouvoir le dialogue social et gérer les crises entre les membres de la communauté éducative à travers le Conseil Constatif de l'Education Nationale	5 107 180	5 616 412	6 042 194
21060030008 Organiser le Festival National des Arts et de la Culture en Milieu Scolaire	42 033 236	46 224 334	49 728 606
2106004 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	4 026 608 468	4 215 273 157	4 413 074 601
1 Personnel	1 876 835 000	1 855 634 438	1 877 963 162
21060040058 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel aux Examens et Concours - Ministère de l'éducation Nationale	1 876 835 000	1 855 634 438	1 877 963 162

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21060 Administration Générale	42 230 723 683	47 079 662 385	50 665 900 473
2 Biens et services	2 149 773 468	2 359 638 719	2 535 111 439
21060040001 Organiser des cérémonies de décoration des agents du ministère	649 383	714 132	768 271
21060040004 Gérer la commande publique du Ministère	6 670 287	7 335 375	7 891 470
21060040005 Organiser les activités de la commission nationale d'affectation et mutation des agents du Ministère l'Education Nationale	14 935 535	16 424 746	17 669 904
21060040007 Appuyer les structures responsables de la gestion des ressources humaines du ministère	20 816 260	22 891 832	24 627 262
21060040008 Réaliser les activités informatiques de la Direction des Ressources Humaines	2 748 000	3 022 001	3 251 099
21060040009 Gérer les ressources humaines du ministère	52 191 838	57 395 844	61 747 022
21060040010 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de FERKESÉDOUGOU	875 097	962 353	1 035 308
21060040011 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région d'Abidjan 2	1 353 292	1 488 229	1 601 050
21060040012 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de ADZOPE	1 245 837	1 370 057	1 473 924
21060040013 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de DAOUKRO	1 014 220	1 115 346	1 199 901
21060040014 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de SOUBRÉ	1 492 975	1 641 837	1 766 305
21060040015 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de DUÉKOUÉ	1 203 295	1 323 274	1 423 592
21060040016 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de MINIGNAN	668 171	734 793	790 499
21060040017 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de MANKONO	876 329	963 708	1 036 767
21060040018 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de TOUBA	740 791	814 653	876 412
21060040019 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de KATIOLA	994 889	1 094 090	1 177 031
21060040020 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BOUNDIALI	873 657	960 768	1 033 605
21060040021 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BOUAKE	879 395	967 079	1 040 395
21060040022 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de GAGNOA	1 538 120	1 691 484	1 819 715
21060040023 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région d'Abidjan 1	1 296 664	1 425 955	1 534 053
21060040024 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de ABOISSO	1 332 136	1 464 963	1 576 021
21060040025 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de ABENGOUROU	1 202 255	1 322 130	1 422 360
21060040026 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de SAN-PEDRO	1 238 893	1 362 422	1 465 707

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21060 Administration Générale	42 230 723 683	47 079 662 385	50 665 900 473
21060040027 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de DIVO	1 582 875	1 740 702	1 872 665
21060040028 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de GUIGLO	1 037 225	1 140 646	1 227 119
21060040029 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de DALOA	2 206 431	2 426 432	2 610 381
21060040030 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BONDOUKOU	1 449 591	1 594 129	1 714 979
21060040031 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de KORHOGO	1 257 846	1 383 266	1 488 130
21060040032 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de ODIENNE	828 890	911 538	980 640
21060040033 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de DIMBOKRO	1 152 117	1 266 994	1 363 044
21060040034 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de AGBOVILLE	1 409 883	1 550 462	1 668 002
21060040035 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BOUAFLE	1 498 584	1 648 006	1 772 940
21060040036 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de SEQUELA	841 212	925 086	995 220
21060040037 Prendre en charge les dépenses centralisées liées structures centrales du Ministère	1 834 991 587	2 017 957 105	2 170 938 406
21060040038 Gérer les ressources financières du ministère	127 299 372	139 992 290	150 605 100
21060040039 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire du MEN	15 000 000	15 000 000	15 000 000
21060040041 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de MAN	1 587 854	1 746 177	1 878 555
21060040042 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de YAMOUSSOUKRO	1 464 859	1 610 919	1 733 042
21060040045 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire du MEN	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21060040046 Superviser au plan opérationnel la mise en œuvre de la politique éducative	1 384 273	1 522 300	1 637 703
21060040047 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de SASSANDRA	911 773	1 002 686	1 078 699
21060040048 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région d'Abidjan 3	1 590 937	1 749 568	1 882 203
21060040049 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de DABOU 1	1 097 114	1 206 506	1 297 972
21060040050 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BOUAKE II	1 450 364	1 594 979	1 715 893
21060040051 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BONGOUANOU	785 651	863 988	929 485
21060040052 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région d'Abidjan 4	1 313 816	1 444 816	1 554 346
21060040053 Encadrer les Economes et Intendants; Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la région de BOUNA	793 895	873 053	939 242

III.2. Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire et primaire	Ratio élève-maître	44	42,2	41,7	41,2	Effectif d'élèves / effectif d'enseignants Source : Rapport d'activités DSPS
	Taux de succès au CEPE	83,57%	85%	88%	90%	(Nombre d'élèves admis au CEPE / nombre de candidats) x100 Source : Rapport d'activités DSPS
	Taux brut de préscolarisation	9,40%	17,84%	19,61%	21,38%	(Nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement préscolaire / population scolarisable (âge de 3 à 5 ans) x 100 Source : Rapport d'activités DSPS
	Indice de parité entre les sexes au primaire	0,99	0,995	0,997	1	Valeur d'un indicateur donné chez les individus de sexe féminin / valeur du même indicateur chez les individus de sexe masculin Source : Rapport d'activités DSPS
	Taux d'achèvement du primaire	80,52%	88%	91%	94%	(Nombre de nouveaux inscrits au CM2 / nombre total d'enfants ayant l'âge de 11 ans) x 100 Source : Rapport d'activités DSPS
OS 2 : Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et primaire	Taux brut de scolarisation au primaire	100,5%	100,2%	100,1%	100%	(Nombre d'élèves inscrits au primaire, quel que soit leur âge / population scolarisable de 6 à 11ans) x 100 Source : Rapport d'activités DSPS
	Taux net d'admission au primaire	73,20%	73,90%	74,20%	74,50%	(Nombre de nouveaux inscrits de 6 ans au CP1 / population scolarisable de 6 ans) x 100 Source : Rapport d'activités DSPS
	Taux net de scolarisation au primaire	91,30%	91,70%	92%	92,30%	(Nombre d'élèves de 6 à 11 ans dans le primaire / population scolarisable de 6 à 11 ans) x 100 Source : Rapport d'activités DSPS

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE		593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
	Dépenses de personnel	529 571 137 977	570 910 981 955	596 881 320 292
	Dépenses en biens et services	18 410 358 663	14 609 397 640	14 991 624 404
	Transferts	16 974 493 000	15 533 931 063	15 893 271 283
	Investissements	28 425 325 358	42 188 608 906	42 723 392 344
	Trésor	4 026 500 000	3 826 500 000	3 826 500 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	24 398 825 358	38 362 108 906	38 896 892 344

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
2206101 Gestion des écoles préscolaires et primaires	568 446 205 297	612 682 332 926	639 327 302 119
1 Personnel	529 491 873 606	570 834 038 443	596 802 517 458
22061010470 Prendre en charge les salaires du personnel du préscolaire et primaire fonctionnaire	529 491 873 606	570 834 038 443	596 802 517 458
2 Biens et services	12 888 338 691	9 987 972 937	10 183 629 608
22061010001 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bocanda	2 923 788	3 215 315	3 459 069
22061010002 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Toulepleu	2 830 700	3 112 948	3 348 939
22061010003 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUNAHIRI	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010007 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de COCODY AKOUEDO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010010 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Koun-FAO	2 832 357	3 114 769	3 350 900
22061010011 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bouaflé CENTRE	2 829 690	3 111 837	3 347 743
22061010012 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de TEAPLEU	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061010015 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Vavoua I	2 945 310	3 238 984	3 484 531
22061010016 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SAN PEDRO BARDOT	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010017 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Satamassokoura	2 832 100	3 114 485	3 350 595
22061010019 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bongouanou	2 904 602	3 194 217	3 436 371
22061010020 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SAGO	2 120 052	2 331 441	2 508 187

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010021 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bodokro	2 831 452	3 113 775	3 349 829
22061010022 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Assuefry	2 833 199	3 115 695	3 351 896
22061010023 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grand-Lahou	1 485 332	1 633 432	1 757 264
22061010026 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiassalé I	2 907 816	3 197 752	3 440 174
22061010027 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Attecoubé	2 879 019	3 166 084	3 406 104
22061010028 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sinfra	2 929 819	3 221 949	3 466 205
22061010029 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon SELMER	1 375 438	1 512 581	1 627 251
22061010030 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de LOMOKANKRO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010031 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de OUPYOYO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061010032 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tai	1 289 876	1 418 488	1 526 022
22061010033 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BAYOTA	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010034 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sakassou	2 911 953	3 202 302	3 445 068
22061010035 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de YOPOUGON SIDEI	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010036 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Anyama II	2 926 634	3 218 447	3 462 436
22061010037 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sinématiali	2 931 142	3 223 404	3 467 770
22061010038 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zuenoula	2 933 431	3 225 920	3 470 478
22061010039 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de MBENGUE	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010040 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kanzra	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010045 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sirasso	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061010046 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bonguera	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061010047 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Belleville	2 913 432	3 203 928	3 446 819
22061010048 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Toumodi	2 887 088	3 174 956	3 415 650
22061010049 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ouaninou	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010050 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de San-Pedro SEWEKE	2 883 433	3 170 938	3 411 326
22061010051 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dania	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010054 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Vridi	2 830 784	3 113 040	3 349 039
22061010055 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sandegué	2 832 943	3 115 413	3 351 594
22061010057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de COCODY ATTOBAN	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010061 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dabou II	2 907 516	3 197 422	3 439 819
22061010063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Béoumi II	2 831 880	3 114 245	3 350 335

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010064 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tanguelan	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010067 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abobo AVOCATIER	2 914 399	3 204 991	3 447 961
22061010068 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de PRIKRO	2 829 800	3 111 956	3 347 874
22061010069 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de AYAOU - SRAN	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010070 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Confreville	2 906 855	3 196 695	3 439 037
22061010071 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ouellé	2 922 208	3 213 579	3 457 201
22061010072 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de iablé	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010076 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yakassé Attobrou	2 829 101	3 111 188	3 347 048
22061010077 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tabagne	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010079 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SEGUELON	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010080 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Odienné I	2 829 212	3 111 311	3 347 179
22061010081 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kolia	2 927 424	3 219 315	3 463 371
22061010082 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Issia II	2 931 686	3 224 003	3 468 413
22061010083 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bondoukou II	2 699 587	2 968 761	3 193 822
22061010085 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dabakala	2 906 944	3 196 793	3 439 142
22061010087 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Soubré I	2 951 915	3 246 248	3 492 346
22061010088 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIABO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010091 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Issia I	2 878 861	3 165 909	3 405 918
22061010092 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Andé	2 832 737	3 115 187	3 351 349
22061010093 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUAN - HOULE	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010094 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Mankono	2 890 544	3 178 757	3 419 740
22061010096 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Anyama I	2 911 919	3 202 264	3 445 028
22061010097 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Diégonéfla	2 901 259	3 190 541	3 432 417
22061010099 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abobo AGBEKOI	2 926 008	3 217 757	3 461 696
22061010100 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KORHOGO CENTRE	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010102 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de RUBINO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010104 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bondoukou I	2 875 375	3 162 076	3 401 794
22061010105 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiéningboué	2 874 593	3 161 217	3 400 867

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010106 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Akoupé	2 879 307	3 166 400	3 406 445
22061010108 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Lakota II	2 900 505	3 189 712	3 431 523
22061010109 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daoukro	2 922 023	3 213 375	3 456 982
22061010110 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Béréby	2 887 499	3 175 409	3 416 137
22061010111 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gagnoa LONACI	2 852 723	3 137 166	3 374 994
22061010114 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yamoussoukro - FONDATION	2 893 115	3 181 585	3 422 781
22061010118 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DOBA	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010119 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dimbokro	2 899 755	3 188 888	3 430 637
22061010120 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de OUPOYO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010121 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ABOBO BANCO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010122 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guéyo	2 829 454	3 111 576	3 347 465
22061010125 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de TEHINI	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010126 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DALOA DIOULABOUGOU	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010128 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Koumassi REMBLAIS	2 927 067	3 218 922	3 462 949
22061010129 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Alépé	2 886 853	3 174 698	3 415 373
22061010130 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIGNAGO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010131 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bouafé SUD	2 915 754	3 206 482	3 449 565
22061010132 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DALOA SUD	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010134 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grabo	2 831 966	3 114 338	3 350 436
22061010135 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Boundiali	2 920 757	3 211 982	3 455 484
22061010136 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BENGASSOU	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010137 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Danané	2 911 814	3 202 148	3 444 903
22061010139 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de YAKASSE - FEYASSE	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010141 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Didievi	2 914 668	3 205 286	3 448 279
22061010142 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon ANDOKOI	2 877 081	3 163 952	3 403 812
22061010143 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de AMELEKIA	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010146 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon Niangon	2 833 019	3 115 497	3 351 684

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010147 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIANRA	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010149 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ferké NORD	2 927 380	3 219 267	3 463 320
22061010151 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tankessé	2 829 774	3 111 929	3 347 844
22061010156 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de YOPOUGON CENTRE	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010159 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de LOBAKUYA	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010160 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Jacquerville	2 829 299	3 111 407	3 347 282
22061010162 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GRAND MORIE	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010164 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Brobo	2 832 406	3 114 823	3 350 958
22061010167 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Hiré	2 920 015	3 211 167	3 454 606
22061010168 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Botro	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010169 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bin-Houyé	2 832 099	3 114 485	3 350 595
22061010172 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guiglo	2 872 947	3 159 406	3 398 922
22061010173 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KARAKORO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010175 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KORO	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010176 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de FRONAN	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010177 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIEHOZON	2 838 874	3 121 935	3 358 610
22061010178 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kouibly	2 837 249	3 120 149	3 356 687
22061010179 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de WOROFLE	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010181 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de u Plateau	2 836 445	3 119 264	3 355 736
22061010184 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de TEAPLEU	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010185 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yamoussoukro - MOROFE	2 729 225	3 001 354	3 228 886
22061010186 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gbonné	2 834 069	3 116 652	3 352 925
22061010187 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Koko	2 881 026	3 168 291	3 408 478
22061010188 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bonoua	2 893 486	3 181 992	3 423 220
22061010189 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de N'ZECREZESSOU	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010191 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GONATE	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010193 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Port-Bouet	2 910 159	3 200 328	3 442 945
22061010194 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zoukougbeu	2 900 064	3 189 228	3 431 002
22061010196 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de OGOUDOU	2 500 000	2 749 272	2 957 695

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010197 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ZONE INDUSTRIELLE	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010198 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon ANANERAIE	2 930 152	3 222 315	3 466 599
22061010200 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abengourou CENTRE	2 876 042	3 162 810	3 402 582
22061010201 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yamoussoukro -SINZIBO	2 895 981	3 184 737	3 426 171
22061010203 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ouangolo	2 911 704	3 202 027	3 444 774
22061010204 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dokui	2 931 309	3 223 587	3 467 968
22061010205 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tabou	2 934 408	3 226 995	3 471 634
22061010206 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BONIERDOUGOU	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010207 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Béoumi I	2 924 846	3 216 479	3 460 320
22061010208 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abobo HOUANTOUE	2 830 417	3 112 635	3 348 605
22061010210 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon SIPOREX	2 829 080	3 111 166	3 347 023
22061010211 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ZAGUIETA	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010212 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Saïoua	2 876 613	3 163 439	3 403 258
22061010214 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guézon	2 875 651	3 162 380	3 402 120
22061010216 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BOUAKE SOKOURA	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010219 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Biankouma	2 897 341	3 186 232	3 427 781
22061010220 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DUEKOUÉ 2	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010222 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KANIASSO	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010223 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GBELEBAN	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010226 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DALOA KENNEDY	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010228 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUASSI-KOUASSIKRO	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010229 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zikisso	2 832 088	3 114 474	3 350 581
22061010230 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Minignan	2 829 421	3 111 540	3 347 426
22061010231 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Biétry	2 832 804	3 115 262	3 351 429
22061010232 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Nassian	2 831 561	3 113 894	3 349 958
22061010233 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gagnoa DIOULABOUGOU	2 883 273	3 170 762	3 411 137
22061010238 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SEMIEN	2 500 000	2 749 272	2 957 695

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010241 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Oumé	2 941 175	3 234 437	3 479 640
22061010243 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dabou I	2 903 160	3 192 632	3 434 665
22061010245 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de MORONDO	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010248 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gadouan	2 890 277	3 178 464	3 419 423
22061010250 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIAWALA	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010251 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bingerville	2 925 182	3 216 849	3 460 718
22061010252 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abobo Agnissankoi	2 919 190	3 210 260	3 453 630
22061010253 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daloa GBEULIVILLE	2 937 105	3 229 960	3 474 824
22061010256 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ABOISSO COMOE	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010257 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Niamezaria	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010259 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gohitafla	2 831 811	3 114 169	3 350 254
22061010260 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tafiré	2 832 627	3 115 066	3 351 218
22061010263 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DIKODOUGOU	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010266 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bédiala	2 923 576	3 215 084	3 458 818
22061010267 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Odiénné II	2 828 496	3 110 523	3 346 332
22061010270 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Mahapleu	2 829 442	3 111 563	3 347 451
22061010271 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zaranou	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010272 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sikensi	2 933 878	3 226 412	3 471 007
22061010275 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adzopé II	2 829 239	3 111 340	3 347 210
22061010276 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ATTIEGOUAKRO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010277 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SIFIE	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010278 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Iboguhé	2 832 918	3 115 386	3 351 562
22061010279 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Séguéla	2 875 170	3 161 852	3 401 551
22061010283 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kononfla	2 933 515	3 226 013	3 470 577
22061010284 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de AGOU	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010285 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUETINFLA	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010287 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUMASSI PRODOMO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010288 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SIPILOU	2 500 000	2 749 272	2 957 695

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010289 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Laoudiba	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010294 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Divo MUNICIPALITE	2 949 887	3 244 018	3 489 948
22061010296 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Bassam	2 829 497	3 111 624	3 347 516
22061010297 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guitry	2 882 578	3 169 997	3 410 315
22061010298 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tengréla	2 830 204	3 112 402	3 348 352
22061010299 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tanda	2 903 177	3 192 650	3 434 685
22061010300 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiapoum	2 831 106	3 113 392	3 349 420
22061010301 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de YOPOUGON GESCO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010305 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Korhogo EST	2 889 926	3 178 078	3 419 007
22061010310 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Agnibilekrou	2 878 460	3 165 470	3 405 443
22061010311 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de TAOUDI	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010313 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Vavoua II	2 869 811	3 155 958	3 395 211
22061010315 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Seitifla	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010316 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SERIHIO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010317 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kokoumbo	2 829 758	3 111 911	3 347 824
22061010318 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daloa TAZIBOUO	2 887 596	3 175 515	3 416 252
22061010319 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de NAHIO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010320 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Djèbonoua	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010322 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zouan-Hounien	2 931 846	3 224 177	3 468 603
22061010325 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon Kouté	2 831 076	3 113 360	3 349 384
22061010326 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Fresco	2 933 028	3 225 478	3 470 002
22061010327 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bangolo I	2 837 900	3 120 865	3 357 457
22061010328 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kouto	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010330 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Air France	2 829 421	3 111 540	3 347 426
22061010331 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Madinani	2 831 632	3 113 972	3 350 043
22061010332 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Man - LIBREVILLE	2 898 304	3 187 292	3 428 920
22061010334 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GNAGBODOUGNOA	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010335 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de M'bahiakro	2 828 505	3 110 532	3 346 343

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010336 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Agboville I	2 904 971	3 194 623	3 436 807
22061010337 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KOUMBALA	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010340 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Doropo	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010341 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon SELMER	2 914 694	3 205 315	3 448 311
22061010342 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Katiola	2 828 366	3 110 379	3 346 178
22061010344 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GUIGLO 2	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010346 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Duekoué	2 892 760	3 181 195	3 422 361
22061010347 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Treichville	2 934 145	3 226 706	3 471 324
22061010348 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Facobly	2 829 202	3 111 299	3 347 166
22061010350 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Arrah	2 933 789	3 226 315	3 470 902
22061010351 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KASSERE	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010352 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bouna	2 893 733	3 182 266	3 423 512
22061010353 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Koumassi SICOGL	2 887 169	3 175 047	3 415 746
22061010356 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daloa - LABIA	2 918 038	3 208 993	3 452 266
22061010359 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Lahou	2 898 461	3 187 464	3 429 107
22061010360 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ouragahio	2 926 828	3 218 659	3 462 666
22061010361 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Guibéroua	2 907 059	3 196 920	3 439 278
22061010362 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bonon	2 903 561	3 193 073	3 435 139
22061010363 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiémélékro	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010364 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Divo PLATEAU	2 891 635	3 179 957	3 421 031
22061010365 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Buyo	2 888 868	3 176 914	3 417 757
22061010369 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sangouiné	2 831 410	3 113 728	3 349 779
22061010370 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ettrokro	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010371 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kani	2 931 046	3 223 298	3 467 656
22061010372 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de NOFOU	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010373 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de MASSALA	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010374 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de N'DOUCI	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010375 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SIRASSO	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010376 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiassalé II	2 908 138	3 198 106	3 440 555

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010377 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de RAVIART	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010378 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Cocody - DEUX PLATEAUX	2 900 697	3 189 923	3 431 752
22061010380 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tiébissou	2 892 083	3 180 450	3 421 560
22061010381 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KONG	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010383 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GUEPAHIO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010384 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de BUYO 2	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010385 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GUEHIEBLY	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010386 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de KAEIN	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010389 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougon Maroc	2 832 520	3 114 948	3 351 092
22061010390 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Korhogo SUD	2 885 332	3 173 027	3 413 573
22061010392 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de NIOFOIN	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010393 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adjame 220 Logements	2 896 117	3 184 886	3 426 333
22061010396 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Cocody - BLOCKHAUSS	2 893 307	3 181 796	3 423 008
22061010397 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Niakara	2 828 920	3 110 989	3 346 833
22061010399 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DOGBO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010400 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bété	2 923 224	3 214 697	3 458 403
22061010401 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sassandra	2 765 551	3 041 303	3 271 862
22061010404 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de M'BATTO	2 890 470	3 178 676	3 419 653
22061010405 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DOYAGOUINE	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010408 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adzopé I	2 884 970	3 172 629	3 413 145
22061010410 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Agboville II	2 932 956	3 225 398	3 469 916
22061010412 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de FERKESSEDOUGOU SUD	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010413 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Zatry	2 926 372	3 218 158	3 462 126
22061010415 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Okrouyo	2 913 225	3 203 700	3 446 572
22061010417 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Divo III	2 899 018	3 188 077	3 429 766
22061010419 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Touba	2 873 721	3 160 257	3 399 837
22061010420 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adiaké	2 933 210	3 225 678	3 470 216
22061010421 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Agboville III	2 904 625	3 194 243	3 436 399

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010423 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GALEBOUO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010424 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DJEKANOU	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010426 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Songon	2 828 355	3 110 368	3 346 165
22061010427 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gabiagui	2 907 536	3 197 445	3 439 842
22061010428 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SARHALA	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010430 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de SOROBANGO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010434 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kouassi Datekro	2 832 747	3 115 197	3 351 362
22061010435 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Aboisso	2 906 365	3 196 156	3 438 456
22061010436 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Yopougou TOIT ROUGE	2 927 898	3 219 837	3 463 932
22061010438 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Man KOKO	2 914 578	3 205 189	3 448 173
22061010439 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de GBAPLEU	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010440 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Méagui	2 930 216	3 222 385	3 466 675
22061010441 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de EBOUNOU	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010444 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Taabo	2 831 535	3 113 865	3 349 927
22061010445 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Abengourou INDENIE	2 889 845	3 177 990	3 418 913
22061010446 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bonguera	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010447 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Marcory	2 828 588	3 110 624	3 346 441
22061010449 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Taï	2 927 335	3 219 218	3 463 266
22061010450 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de TIEDIO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010451 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Lakota - COMMERCE	2 830 943	3 113 215	3 349 227
22061010452 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Soubré II	2 860 737	3 145 978	3 384 476
22061010453 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Logoualé	2 830 893	3 113 159	3 349 167
22061010455 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de MAYO	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010456 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de NAPIE	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010458 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Maféré	2 925 232	3 216 905	3 460 779
22061010459 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bouaffé NORD	2 933 046	3 225 498	3 470 023
22061010460 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adjamé-MUNICIPALITE	2 832 219	3 114 617	3 350 736
22061010461 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de AZAGUIE	2 500 000	2 749 272	2 957 695

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010462 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de N'Gattakro	2 895 747	3 184 479	3 425 895
22061010464 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Transua	2 831 055	3 113 337	3 349 358
22061010465 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bloléquin	2 926 133	3 217 897	3 461 843
22061010466 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Korhogo NORD	2 672 197	2 938 641	3 161 418
22061010468 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de ANONKOUA KOUTE	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010469 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de DAKPADOU	2 500 000	2 749 272	2 957 695
22061010471 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gbon	2 120 052	2 331 441	2 508 187
22061010473 Executer le programme d'installation, d'extension et de suivi des cantines scolaires	6 639 039	7 301 013	7 854 501
22061010474 Acquerir et distribuer les kits scolaires	12 000 000 000	9 011 058 786	9 132 655 568
22061010475 Promouvoir l'enseignement des langues maternelles à l'école primaire	22 934 312	25 221 072	27 133 082
22061010478 Réaliser les activités relatives à l'amélioration du taux d'achèvement des filles dans le primaire MCC / DSPS	53 536 001	58 874 032	63 337 271
22061010480 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Ayamé	2 829 840	3 112 001	3 347 922
3 Transferts	10 899 493 000	10 026 302 306	10 244 114 903
22061010004 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Bouaflé I	8 149 429	8 149 429	8 149 429
22061010005 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TIASSALE I	13 004 407	13 004 407	13 004 407
22061010006 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ABENGOUROU II	6 646 697	6 646 697	6 646 697
22061010008 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'Odiénné II	9 507 090	9 507 090	9 507 090
22061010009 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ASSUEFRY	8 669 605	8 669 605	8 669 605
22061010013 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP KOKO (Bouaké)	4 660 779	4 660 779	4 660 779
22061010014 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Bouaflé 3	4 334 803	4 334 803	4 334 803
22061010018 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP YAMOUSSOUKRO	16 067 668	16 067 668	16 067 668
22061010024 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BEDIAA	2 774 273	2 774 273	2 774 273
22061010025 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GRAND-BASSAM	4 681 587	4 681 587	4 681 587
22061010041 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BONDOUKOU I	17 454 804	17 454 804	17 454 804
22061010042 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TANKESSE	12 657 623	12 657 623	12 657 623
22061010043 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TRANSUA	7 802 645	7 802 645	7 802 645
22061010044 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP KOKOUMBO	4 508 194	4 508 194	4 508 194
22061010052 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BINGERVILLE	866 961	866 961	866 961
22061010053 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MEAGUI	8 785 200	8 785 200	8 785 200
22061010056 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GONFREVILLE (Bouaké)	12 428 747	12 428 747	12 428 747
22061010058 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KOU MASSI I	1 618 326	1 618 326	1 618 326

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010059 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'Odiénné	5 227 194	5 227 194	5 227 194
22061010060 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SIKENSI	8 842 997	8 842 997	8 842 997
22061010062 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE MAN I	5 033 355	5 033 355	5 033 355
22061010065 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DIVO I	13 697 976	13 697 976	13 697 976
22061010066 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DABOU I	8 091 631	8 091 631	8 091 631
22061010073 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DIVO II	10 981 500	10 981 500	10 981 500
22061010074 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP YAKASSE ATTOBROU	4 161 410	4 161 410	4 161 410
22061010075 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MADINANI	1 479 035	1 479 035	1 479 035
22061010078 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE JACQUEVILLE	5 721 939	5 721 939	5 721 939
22061010084 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KOUN-FAO	8 265 024	8 265 024	8 265 024
22061010086 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP KANI	5 400 585	5 400 585	5 400 585
22061010089 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE ZUENOULA	14 102 557	14 102 557	14 102 557
22061010090 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP KONONFLA	4 797 182	4 797 182	4 797 182
22061010095 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SINFRA	11 328 284	11 328 284	11 328 284
22061010098 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GAGNOA I	20 633 660	20 633 660	20 633 660
22061010101 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DALOA III	11 790 663	11 790 663	11 790 663
22061010103 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE ZOUAN-HOUNIEN	10 715 632	10 715 632	10 715 632
22061010107 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP DIEGONEFLA	12 079 649	12 079 649	12 079 649
22061010112 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TREICHVILLE	3 352 247	3 352 247	3 352 247
22061010113 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP YOPOUGON NIANGON	1 040 353	1 040 353	1 040 353
22061010115 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GRAND-ZATRY	8 322 821	8 322 821	8 322 821
22061010116 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) d'Alépé	12 195 244	12 195 244	12 195 244
22061010123 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Bouaflé II	4 508 194	4 508 194	4 508 194
22061010124 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Bouaké-AIR FRANCE	5 284 992	5 284 992	5 284 992
22061010127 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AYAME	8 554 010	8 554 010	8 554 010
22061010133 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE YOPOUGON V	1 502 732	1 502 732	1 502 732
22061010138 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE M'BATTO	12 310 839	12 310 839	12 310 839
22061010140 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BUYO	5 721 939	5 721 939	5 721 939
22061010144 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TOUMODI	10 692 512	10 692 512	10 692 512
22061010145 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Soubré II	9 536 566	9 536 566	9 536 566
22061010148 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KOUIBLY	11 540 978	11 540 978	11 540 978
22061010150 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Soubré I	12 137 448	12 137 448	12 137 448

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010152 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DAOUKRO	2 543 083	2 543 083	2 543 083
22061010153 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KORHOGO III	6 396 536	6 396 536	6 396 536
22061010154 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE LAKOTA II	11 559 474	11 559 474	11 559 474
22061010155 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE FRESCO	10 576 918	10 576 918	10 576 918
22061010157 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KOUASSI-DATEKRO	9 016 389	9 016 389	9 016 389
22061010158 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Oumé	11 906 258	11 906 258	11 906 258
22061010161 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TIAPOUM	3 988 019	3 988 019	3 988 019
22061010163 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE BOUNDIALI	6 177 383	6 177 383	6 177 383
22061010165 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP YAMOUSSOUKRO 3	12 195 244	12 195 244	12 195 244
22061010166 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ABENGOUROU I	13 640 178	13 640 178	13 640 178
22061010170 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SONGON	693 568	693 568	693 568
22061010171 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TOUBA	11 984 862	11 984 862	11 984 862
22061010174 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE MAN II	10 098 356	10 098 356	10 098 356
22061010180 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DALOA I	4 681 587	4 681 587	4 681 587
22061010182 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ISSIA I	8 842 997	8 842 997	8 842 997
22061010183 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE M'BAYAKRO	3 017 023	3 017 023	3 017 023
22061010190 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BANGOLO 2	2 080 704	2 080 704	2 080 704
22061010192 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SANDEGUE	6 068 723	6 068 723	6 068 723
22061010195 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DIVO III	13 062 205	13 062 205	13 062 205
22061010199 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP NIANKARA (Bouaké)	4 479 296	4 479 296	4 479 296
22061010202 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MANKONO	11 519 968	11 519 968	11 519 968
22061010209 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BONGOUANOU	13 120 002	13 120 002	13 120 002
22061010213 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BETTIE	6 877 887	6 877 887	6 877 887
22061010215 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ISSIA II	10 750 311	10 750 311	10 750 311
22061010217 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Yopougon Kouté	3 469 824	3 469 824	3 469 824
22061010218 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TAFIRE	8 288 670	3 288 670	3 288 670
22061010221 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TANDA	12 773 218	12 773 218	12 773 218
22061010224 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BONDOUKOU II	19 362 119	19 362 119	19 362 119
22061010225 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BOCANDA	16 819 034	16 819 034	16 819 034
22061010227 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BONOUA	6 588 900	6 588 900	6 588 900
22061010234 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GABIADJI	6 588 900	6 588 900	6 588 900
22061010235 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BONON	3 410 045	3 410 045	3 410 045

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010236 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AGBOVILLE II	11 790 663	11 790 663	11 790 663
22061010237 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AKOUBE	10 692 512	10 692 512	10 692 512
22061010239 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP ZOUKOUGBEU	7 629 252	7 629 252	7 629 252
22061010240 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE YOPOUGON I	3 641 235	3 641 235	3 641 235
22061010242 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP ANDE	3 988 019	3 988 019	3 988 019
22061010244 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GUIGLO	10 750 311	10 750 311	10 750 311
22061010246 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TIEBISSOU	7 282 469	7 282 469	7 282 469
22061010247 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Bouaké N'GATTAKRO	7 915 927	7 915 927	7 915 927
22061010249 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP OUKROUYO	5 895 331	5 895 331	5 895 331
22061010254 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BEOUMI I	8 988 647	8 988 647	8 988 647
22061010255 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TABOU	10 923 702	10 923 702	10 923 702
22061010258 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ABOISSO	14 275 951	14 275 951	14 275 951
22061010261 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KORHOGOII	11 097 095	11 097 095	11 097 095
22061010262 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DABOU II	8 669 605	8 669 605	8 669 605
22061010264 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GOHITAFI	7 802 645	7 802 645	7 802 645
22061010265 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SASSANDRA	13 062 205	13 062 205	13 062 205
22061010268 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SATAMA-SOKOURA	2 205 337	2 205 337	2 205 337
22061010269 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SAIQUA	8 496 213	8 496 213	8 496 213
22061010273 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE FACOBY	8 253 465	8 253 465	8 253 465
22061010274 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TAABO	5 895 331	5 895 331	5 895 331
22061010280 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AGBOVILLE III	11 675 069	11 675 069	11 675 069
22061010281 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GUITRY	10 923 702	10 923 702	10 923 702
22061010282 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GUEYO	1 560 529	1 560 529	1 560 529
22061010286 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE YOPOUGON IV	809 163	809 163	809 163
22061010290 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Danané	7 194 471	7 194 471	7 194 471
22061010291 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MAHAPLEU	3 740 790	3 740 790	3 740 790
22061010292 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AGNIBILEKROU	13 351 192	13 351 192	13 351 192
22061010293 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BODOKRO	3 040 141	3 040 141	3 040 141
22061010295 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GADOUAN	9 189 782	9 189 782	9 189 782
22061010302 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GRABO	5 895 331	5 895 331	5 895 331
22061010303 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'AGBOVILLE I	13 293 394	13 293 394	13 293 394
22061010304 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE FERKESSEDOUGOU	8 749 364	8 749 364	8 749 364

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010306 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE HIRE	4 681 587	4 681 587	4 681 587
22061010307 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE GRAND-LAHOUE	9 478 768	9 478 768	9 478 768
22061010308 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP VRIDI	1 560 529	1 560 529	1 560 529
22061010309 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP IBOGUHE	3 294 450	3 294 450	3 294 450
22061010312 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TAÏ	2 774 273	2 774 273	2 774 273
22061010314 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BIANKOUMA	8 911 946	8 911 946	8 911 946
22061010321 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE (IEP) Adiaké	6 068 723	6 068 723	6 068 723
22061010323 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DABAKALA	7 476 877	7 476 877	7 476 877
22061010324 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) d'Adzopé	11 270 486	11 270 486	11 270 486
22061010329 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SEQUELA	5 930 010	5 930 010	5 930 010
22061010333 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BOUNA	11 984 862	11 984 862	11 984 862
22061010338 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE NASSIAN	9 536 566	9 536 566	9 536 566
22061010339 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ANYAMA I	7 802 645	7 802 645	7 802 645
22061010343 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE SAN-PEDRO I	4 508 194	4 508 194	4 508 194
22061010345 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SANGOUINE	5 508 883	5 508 883	5 508 883
22061010349 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP OURAGAHIO	13 177 799	13 177 799	13 177 799
22061010354 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BANGOLO	4 750 943	4 750 943	4 750 943
22061010355 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ABOBO II	2 427 490	2 427 490	2 427 490
22061010357 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BIETRY	693 568	693 568	693 568
22061010358 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE KORHOGO I	12 576 707	12 576 707	12 576 707
22061010366 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ANYAMA II	5 317 357	5 317 357	5 317 357
22061010367 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SINEMANTIALI	3 063 736	3 063 736	3 063 736
22061010368 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GUEZON	4 508 194	4 508 194	4 508 194
22061010379 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP TIENINGBOUE	7 197 131	7 197 131	7 197 131
22061010382 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP SAKASSOU	9 247 579	9 247 579	9 247 579
22061010387 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TOULEPLEU	12 195 244	12 195 244	12 195 244
22061010388 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MAFERE	7 976 038	7 976 038	7 976 038
22061010391 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP OUANGOLODOUGOU	4 974 041	4 974 041	4 974 041
22061010394 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BROBO	2 706 303	2 706 303	2 706 303
22061010395 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DALOA II	8 496 213	8 496 213	8 496 213
22061010398 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE TENGRELA	4 327 867	4 327 867	4 327 867
22061010403 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE KOLIA	7 102 141	7 102 141	7 102 141

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061010406 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE BEOUMI II	5 239 909	5 239 909	5 239 909
22061010407 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'Adzopé II	7 282 461	7 282 461	7 282 461
22061010409 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) de Bouaké-BELLE-VILLE	3 619 040	3 619 040	3 619 040
22061010411 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE MARCORY	809 163	809 163	809 163
22061010414 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP ZIKISSO	4 508 194	4 508 194	4 508 194
22061010416 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE DE VAVOUA II	6 880 199	6 880 199	6 880 199
22061010418 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BLOLEQUIN	7 455 860	7 455 860	7 455 860
22061010422 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DIDIEVI	9 363 174	9 363 174	9 363 174
22061010425 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) D'ARRAH	9 883 349	9 883 349	9 883 349
22061010429 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GRAND-BEREBY	5 721 939	5 721 939	5 721 939
22061010431 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE DIMBOKRO	10 172 337	10 172 337	10 172 337
22061010432 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP MINIGNAN	1 653 005	1 653 005	1 653 005
22061010433 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE YAMOOUSSOUKRO II	13 871 368	13 871 368	13 871 368
22061010437 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE LAKOTA	7 051 279	7 051 279	7 051 279
22061010442 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE TIASSALE II	7 051 279	7 051 279	7 051 279
22061010443 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP GBONNE	1 963 207	1 963 207	1 963 207
22061010448 Réaliser la maintenance des mobiliers et l'entretien des écoles primaires publiques de l'Inspection Primaire de KATIOLA à travers le COGES de la circonscription	8 988 647	8 988 647	8 988 647
22061010454 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP Port-Bouet	520 176	520 176	520 176
22061010457 Transférer les crédits de biens et services au COGES IEP BIN-HOUYE	3 537 199	3 537 199	3 537 199
22061010463 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE Duékoué	13 813 571	13 813 571	13 813 571
22061010467 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE LOGOUALE	7 878 937	7 878 937	7 878 937
22061010476 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les subventions des Etablissements d'Enseignement Primaire Privé Laïc	1 625 000 000	1 473 234 030	1 511 091 213
22061010477 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les subventions des Etablissements d'Enseignement Primaire Privé Confessionnel	7 724 493 000	7 003 068 276	7 183 023 690
22061010481 Transférer les crédits de biens et services au COGES DE L'INSPECTION PRIMAIRE (IEP) DE VAVOUA I	11 282 047	11 282 047	11 282 047
22061010482 Appui COGES/MENETFP	245 000 000	250 000 000	250 000 000
4 Investissements	15 166 500 000	21 834 019 240	22 097 040 150
Trésor	3 166 500 000	2 966 500 000	2 966 500 000
22061010472 Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI	3 166 500 000	2 966 500 000	2 966 500 000
Financement extérieur	12 000 000 000	18 867 519 240	19 130 540 150
22061010472 Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI	12 000 000 000	18 867 519 240	19 130 540 150

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
2206102 Suivi pédagogique, contrôle et évaluation du préscolaire et du primaire	709 479 792	780 221 463	839 370 002
2 Biens et services	709 479 792	780 221 463	839 370 002
22061020555 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa TAZIBOUO	1 558 889	1 714 324	1 844 289
22061020556 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Aboisso	1 431 828	1 574 594	1 693 966
22061020557 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Lakota - COMMERCE	1 106 006	1 216 286	1 308 491
22061020558 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Danane	1 775 841	1 952 908	2 100 959
22061020559 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tabou	1 242 002	1 365 841	1 469 383
22061020560 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Djebonoua	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020561 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bondoukou 2	1 852 004	2 036 665	2 191 065
22061020562 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Marcory	1 228 230	1 350 696	1 453 091
22061020563 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tanda	1 453 416	1 598 335	1 719 504
22061020564 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grd-Bereby	1 559 543	1 715 043	1 845 061
22061020565 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bodokro	1 079 487	1 187 122	1 277 115
22061020566 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tankesse	1 166 676	1 283 004	1 380 270
22061020567 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ADJAME- MUNICIPALITE	1 039 703	1 143 370	1 230 049
22061020568 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Toulepleu	1 118 616	1 230 153	1 323 411
22061020569 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Air-France Bouake	1 184 961	1 303 113	1 401 902
22061020570 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bocanda	1 737 336	1 910 565	2 055 404
22061020571 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GUEPAHIO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020572 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ANONKOUA KOUTE	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020573 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa GBEULVILLE	1 701 540	1 871 200	2 013 055
22061020574 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bonoua	1 519 018	1 670 479	1 797 118
22061020575 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Satamassokoura	1 045 895	1 150 180	1 237 375
22061020576 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agboville 2	1 713 728	1 884 602	2 027 474
22061020577 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Toumodi	1 562 332	1 718 112	1 848 360
22061020578 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Fresco	1 251 349	1 376 121	1 480 445
22061020579 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GALEBOUO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020580 Produire des documents pour les activités pédagogiques des enseignants des IEPP	6 854 330	7 537 770	8 109 208
22061020581 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Port-Bouet	1 406 144	1 546 349	1 663 578
22061020582 Prendre en charge les dépenses centralisées liées à l'enseignement préscolaire et primaire	262 768 329	288 968 746	310 875 462
22061020583 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kanzra	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020584 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOUMASSI PRODOMO	1 500 000	1 649 564	1 774 617

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061020585 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Belleville Bouaké	1 384 000	1 521 998	1 637 380
22061020586 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Plateau	820 430	902 232	970 632
22061020587 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KAEIN	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020588 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de San-Pedro SEWEKE	1 859 216	2 044 597	2 199 597
22061020589 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa - LABIA	1 757 558	1 932 801	2 079 330
22061020590 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Minignan	1 184 961	1 303 113	1 401 902
22061020591 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouaflé SUD	1 368 272	1 504 702	1 618 772
22061020592 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niambezaria	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020593 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ZAGUIETA	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020594 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bondoukou 1	1 641 614	1 805 297	1 942 157
22061020595 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de COCODY ATTOBAN	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020596 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kaniasso	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020597 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de EBOUNOU	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020598 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Mankono	1 538 929	1 692 375	1 820 673
22061020599 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SERIHIO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020600 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Hire	1 339 425	1 472 979	1 584 644
22061020601 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de M'Batto	1 539 442	1 692 940	1 821 281
22061020602 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo NORD	2 089 568	2 297 917	2 472 122
22061020603 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yamoussoukro -SINZIBO	1 502 127	1 651 903	1 777 132
22061020604 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Arrah	1 246 187	1 370 444	1 474 335
22061020605 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Akoupé	1 615 000	1 776 030	1 910 672
22061020606 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouragahio	1 731 736	1 904 408	2 048 779
22061020607 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dianra	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020608 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouna	1 517 342	1 668 637	1 795 134
22061020609 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Treichville	1 243 768	1 367 784	1 471 475
22061020610 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Morondo	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020611 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Lakota 2	1 809 063	1 989 443	2 140 263
22061020612 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guitry	1 592 852	1 751 674	1 884 470
22061020613 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Andé	1 012 769	1 113 750	1 198 184
22061020614 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sifie	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020615 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niakara	1 210 968	1 331 711	1 432 668
22061020616 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niablé	1 696 043	1 865 154	2 006 551

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061020617 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ayamé	1 163 233	1 279 218	1 376 195
22061020618 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Issia 1	1 618 025	1 779 358	1 914 250
22061020619 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Beoumi 1	1 306 719	1 437 011	1 545 951
22061020620 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YOPOUGON GESCO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020621 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zuenoula	1 712 334	1 883 070	2 025 825
22061020622 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kolia	1 289 273	1 417 827	1 525 311
22061020623 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guiberoua	1 427 130	1 569 429	1 688 406
22061020624 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zaranou (Ebilassokro,Zaranou)	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020625 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Napie	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020626 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Madinani	1 070 227	1 176 938	1 266 162
22061020627 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YOPOUGON CENTRE	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020628 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo plateau dokui	1 262 985	1 388 917	1 494 209
22061020629 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YAKASSE-FEYASSE	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020630 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BONIEREDOUGOU	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020631 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Duekoué	1 831 811	2 014 459	2 167 174
22061020632 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Katiola	1 239 769	1 363 386	1 466 743
22061020633 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DJEKANOU	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020634 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kani	1 264 754	1 390 861	1 496 302
22061020635 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ATTIEGOUAKRO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020636 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiapoum	1 097 538	1 206 972	1 298 474
22061020637 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BAYOTA	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020638 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DUEKOUÉ 2	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020639 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Issia 2	1 260 428	1 386 104	1 491 185
22061020640 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zoukougbeu	1 474 491	1 621 511	1 744 437
22061020641 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Biankouma	1 492 917	1 641 774	1 766 237
22061020642 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Nassian	1 073 949	1 181 031	1 270 568
22061020643 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouibly	778 740	856 386	921 312
22061020644 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bonon	1 450 812	1 595 472	1 716 423
22061020645 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Odienne 2	1 232 976	1 355 915	1 458 708
22061020646 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Botro	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020647 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Soubre 1	1 658 039	1 823 361	1 961 591
22061020648 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yamoussoukro - FONDATION	1 521 528	1 673 237	1 800 086

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061020649 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abengourou CENTRE	1 637 100	1 800 333	1 936 819
22061020650 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de COCODY-BLOCKHAUSS	1 520 228	1 671 809	1 798 548
22061020651 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouaninou	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020652 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gagnoa LONACI	1 949 430	2 143 806	2 306 330
22061020653 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gohitafla	1 061 013	1 166 808	1 255 260
22061020654 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bediala	1 315 326	1 446 477	1 556 134
22061020655 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Oumé	1 689 583	1 858 050	1 998 909
22061020656 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Man KOKO	1 376 228	1 513 450	1 628 185
22061020657 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tanguelan	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020658 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Seguelon	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020659 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Prikro	1 165 373	1 281 573	1 378 729
22061020660 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sinfra	1 722 939	1 894 733	2 038 372
22061020661 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gagnoa DIOULABOUGOU	1 588 156	1 746 510	1 878 913
22061020662 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Seguela	1 643 010	1 806 834	1 943 810
22061020663 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yop Kouté	1 099 122	1 208 716	1 300 347
22061020664 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouangolo	1 395 680	1 534 841	1 651 198
22061020665 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adiake	1 250 098	1 374 744	1 478 964
22061020666 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIVO PLATEAU	1 531 532	1 684 239	1 811 923
22061020667 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Brobo	1 030 075	1 132 783	1 218 658
22061020668 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo EST	1 543 116	1 696 978	1 825 627
22061020669 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gabiadji	1 788 403	1 966 723	2 115 822
22061020670 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yop maroc	1 024 167	1 126 286	1 211 669
22061020671 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de TIEBISSOU	1 528 509	1 680 914	1 808 345
22061020672 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koro	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020673 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YOPOUGON SIDECI	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020674 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kononfla	1 248 050	1 372 493	1 476 539
22061020675 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agboville 3	1 443 599	1 587 538	1 707 890
22061020676 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bettie	1 317 700	1 449 086	1 558 943
22061020677 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de transua	1 100 284	1 209 992	1 301 722
22061020678 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Logoualé	1 108 611	1 219 150	1 311 573
22061020679 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de AYAOU-SRAN	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020680 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koumassi SICOI	1 561 777	1 717 501	1 847 705

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061020681 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Man - LIBREVILLE	1 486 402	1 634 609	1 758 530
22061020682 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abengourou INDENIE	1 543 676	1 697 595	1 826 290
22061020683 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BOUAFLE CENTRE	1 171 000	1 287 760	1 385 384
22061020684 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zouan-Hounien	1 716 985	1 888 185	2 031 328
22061020685 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Vavoua 2	1 899 228	2 088 598	2 246 935
22061020686 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbeleban	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020687 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de OGOUDOU	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020688 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adzopé 2	1 194 406	1 313 501	1 413 075
22061020689 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ferké NORD	1 730 106	1 902 612	2 046 851
22061020690 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de WOROFLA	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020691 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de YAMOOUSSOUKRO - MOROFE	1 318 163	1 449 596	1 559 491
22061020692 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOKOUMBO	1 167 512	1 283 923	1 381 258
22061020693 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de COCODY AKOUEDO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020694 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GUEHIEBLY	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020695 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo SUD	1 853 633	2 038 457	2 192 994
22061020696 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Attecoube	1 616 953	1 778 177	1 912 984
22061020697 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIABO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020698 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Raviart	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020699 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sandegue	1 002 252	1 102 185	1 185 741
22061020700 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Mafere	1 304 115	1 434 148	1 542 871
22061020701 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIGNAGO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020702 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Divo 3	1 481 563	1 629 289	1 752 806
22061020703 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adzopé 1	1 576 663	1 733 870	1 865 317
22061020704 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sikensi	1 245 584	1 369 782	1 473 623
22061020705 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Facobly	1 196 405	1 315 698	1 415 440
22061020706 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dimbokro	1 476 584	1 623 812	1 746 913
22061020707 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Odienne 1	1 195 849	1 315 086	1 414 782
22061020708 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sassandra	2 162 566	2 378 194	2 558 485
22061020709 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouassi Datekro	1 012 301	1 113 236	1 197 630
22061020710 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Vridi	1 114 333	1 225 442	1 318 344
22061020711 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dikodougou	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020713 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouaflé NORD	1 251 215	1 375 972	1 480 287

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061020714 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yop Niangon	998 387	1 097 934	1 181 168
22061020715 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sakassou	1 394 003	1 533 000	1 649 214
22061020716 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Beoumi 2	1 057 433	1 162 870	1 251 028
22061020717 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Assuefry	988 991	1 087 602	1 170 053
22061020718 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bietry	1 009 509	1 110 166	1 194 328
22061020719 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agninibilekrou	1 620 724	1 782 324	1 917 442
22061020720 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koumassi REMBLAIS	1 291 693	1 420 488	1 528 175
22061020721 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GNAGBODOUGNOA	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020722 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Boundiali	1 334 402	1 467 456	1 578 702
22061020723 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de LOMOKANKRO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020724 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gueyo	1 183 239	1 301 219	1 399 864
22061020725 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SARHALA	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020726 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Laoudiba	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020727 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grand-Bassam	1 181 100	1 298 867	1 397 333
22061020728 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Alepe	1 563 916	1 719 854	1 850 235
22061020729 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GUIGLO 2	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020730 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de COCODY-DEUX PLATEAUX	1 470 212	1 616 807	1 739 375
22061020731 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo Agnissankoi	1 345 009	1 479 117	1 591 251
22061020732 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de AMELEKIA	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020733 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kounahiri	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020734 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guiglo	1 890 018	2 078 472	2 236 038
22061020735 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koko Bouaké	1 866 288	2 052 373	2 207 964
22061020736 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daoukro	1 325 841	1 458 041	1 568 573
22061020737 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Soubre 2	1 925 888	2 117 916	2 278 477
22061020738 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agboville 1	1 441 273	1 584 980	1 705 139
22061020739 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SEMIEN	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020740 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Vavoua 1	1 677 438	1 844 695	1 984 539
22061020741 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de MASSALA	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020743 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sinematiali	1 264 100	1 390 143	1 495 528
22061020744 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zikisso	1 046 639	1 150 999	1 238 256
22061020745 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de M'Bengue	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020746 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GBAPLEU	1 500 000	1 649 564	1 774 617

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061020747 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Diegonefla	1 466 396	1 612 610	1 734 861
22061020748 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adjamé 220 Logements	1 501 199	1 650 881	1 776 036
22061020749 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon ANDOKOI	1 630 075	1 792 608	1 928 507
22061020750 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tingrela	1 144 345	1 258 445	1 353 849
22061020751 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Touba	1 652 824	1 817 625	1 955 421
22061020752 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tafiré	1 018 582	1 120 143	1 205 063
22061020753 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BOUAKE SOKOURA	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020754 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bongouanou	1 443 784	1 587 742	1 708 109
22061020755 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dabakala	1 427 919	1 570 296	1 689 339
22061020756 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Songon	1 240 279	1 363 946	1 467 347
22061020757 Inspecter, suivre et évaluer les activités des COGES installés dans les établissements préscolaires et primaires	4 876 121	5 362 315	5 768 832
22061020759 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ABOBO BANCO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020760 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yakasse Attobrou	1 201 616	1 321 428	1 421 606
22061020761 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Didievi	1 375 626	1 512 787	1 627 472
22061020762 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koun-Fao	1 032 681	1 135 648	1 221 743
22061020763 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de N'Gattakro Bouaké	1 503 712	1 653 645	1 779 010
22061020764 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de FRONAN	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020765 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gonfreville Bouaké	1 790 401	1 968 921	2 118 182
22061020766 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tieningboué	1 646 918	1 811 131	1 948 434
22061020767 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIVO MUNICIPALITE	1 663 992	1 829 908	1 968 632
22061020768 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sago	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020769 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Doba	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020770 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de N'DOUCI	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020771 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sangouine	1 081 768	1 189 630	1 279 816
22061020772 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Blolequin	1 298 019	1 427 443	1 535 658
22061020773 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dabou 1	1 453 507	1 598 435	1 719 612
22061020774 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbonné	943 848	1 037 958	1 116 645
22061020775 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de N'ZECREZESSOU	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020776 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SOROBANGO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020777 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOUMBALA	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020778 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo AVOCATIER	1 377 438	1 514 781	1 629 617
22061020779 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Meagui	1 721 780	1 893 458	2 037 000

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061020780 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Okrouyo	1 385 395	1 523 532	1 639 031
22061020781 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ZONE INDUSTRIELLE	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020782 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiassale	1 419 825	1 561 394	1 679 764
22061020783 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de RUBINO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020784 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bingerville	1 304 440	1 434 505	1 543 255
22061020785 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dania	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020786 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kong	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020787 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de M'Bahiakro	1 232 511	1 355 404	1 458 157
22061020788 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BUYO 2	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020789 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de ABOISSO COMOE	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020790 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de NOFOU	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020791 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de MAYO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020792 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GRAND MORIE	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020793 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KARAKORO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020794 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouelle	1 324 586	1 456 659	1 567 088
22061020795 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon TOIT ROUGE	1 286 061	1 414 294	1 521 510
22061020796 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Anyama 2	1 294 623	1 423 708	1 531 641
22061020797 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo AGBEKOI	1 298 856	1 428 363	1 536 648
22061020798 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de seitifla	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020799 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de LOBAKUYA	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020800 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de TAOUDI	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020801 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DOGBO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020802 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de GONATE	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020803 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SAN PEDRO BARDOT	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020804 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Mahapleu	1 183 935	1 301 982	1 400 687
22061020805 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dabou 2	1 424 058	1 566 050	1 684 773
22061020806 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Iboguhe	1 003 459	1 103 513	1 187 172
22061020807 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouto	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020808 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOUAN-HOULE	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020809 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Buyo	1 550 284	1 704 862	1 834 106
22061020810 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiémélékro	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020811 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grabo	1 052 919	1 157 904	1 245 686

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061020812 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grd-Zatry	1 296 389	1 425 651	1 533 729
22061020813 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gadouan	1 540 745	1 694 372	1 822 822
22061020814 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DIAWALA	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020815 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DAKPADOU	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020816 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo HOUANTOUE	1 133 225	1 246 219	1 340 695
22061020817 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de AZAGUIE	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020818 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiassalé 1	1 422 012	1 563 800	1 682 351
22061020819 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de MAN DOYAGOUINE	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020820 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KORHOGO CENTRE	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020821 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bin-Houyé	1 042 357	1 146 290	1 233 190
22061020822 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouassi-Kouassikro	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020823 Contrôler les services et structures de l'Enseignement Préscolaire et Primaire	16 904 524	18 590 059	19 999 370
22061020824 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de doropo	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020825 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de TIEDIO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020826 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon ANANERAIE	1 270 801	1 397 512	1 503 458
22061020827 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de FERKE SUD	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020828 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de BENGASSOU	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020829 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KASSERE	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020830 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bangolo 1	1 992 979	2 191 698	2 357 851
22061020831 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Anyama 1	1 394 235	1 533 254	1 649 489
22061020832 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ettrokro	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020833 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guezon	1 639 751	1 803 251	1 939 953
22061020834 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de NAHIO	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020835 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Saioua	1 633 238	1 796 085	1 932 249
22061020836 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de NIOFOIN	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020837 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon SIPOREX	1 202 687	1 322 605	1 422 872
22061020838 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de SIPILOU	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020839 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbon	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020840 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tabagne	1 696 043	1 865 154	2 006 551
22061020841 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DALOA DIOULABOUGOU	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020842 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Taabo	1 075 250	1 182 463	1 272 105
22061020843 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tehini	1 696 043	1 865 154	2 006 551

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
22061020844 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de AGOU	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020845 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DALOA SUD	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020846 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Diéhouzon	694 248	763 470	821 350
22061020847 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de DALOA KENNEDY	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020848 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de KOUETINFLA	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22061020850 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Jacquerville	1 191 336	1 310 123	1 409 441
2206103 Formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire	7 387 540 180	6 720 606 518	6 954 089 967
2 Biens et services	1 312 540 180	1 212 977 761	1 304 933 587
22061030002 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de 1 BOUAKE	27 621 069	30 375 144	32 677 882
22061030003 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de SAN PEDRO	23 424 501	25 760 139	27 713 014
22061030004 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de 2 BOUAKE (ENI)	33 135 715	36 439 651	39 202 138
22061030005 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de GRAND BASSAM	183 796 568	202 122 773	217 445 702
22061030006 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de MAN	24 873 513	27 353 632	29 427 309
22061030007 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de DALOA	40 298 531	44 316 663	47 676 311
22061030008 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de KATIOLA	19 351 650	21 281 188	22 894 512
22061030009 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de GAGNOA	66 317 054	72 929 473	78 458 254
22061030010 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de ODIENNE	20 735 245	22 802 740	24 531 416
22061030011 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de ABENGOUROU	68 437 055	75 260 858	80 966 384
22061030012 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de BONDOUKOU	23 424 501	25 760 139	27 713 014
22061030013 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP d'Abidjan (Cocody)	60 812 692	66 876 275	71 946 167
22061030014 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de KORHOGO	64 364 890	70 782 661	76 148 694
22061030015 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de DABOU	72 681 823	79 928 869	85 988 276
22061030016 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de YAMOOUSSOUKRO	164 136 004	180 501 873	194 185 715
22061030017 Prendre en charge les dépenses centralisées liées au CAFOP	373 514 912	180 323 046	193 993 334
22061030019 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de ABOISSO	38 098 116	41 896 848	45 073 048
22061030020 Produire et actualiser les ouvrages scolaires à travers des activités réalisées par le CNFP	7 516 341	8 265 789	8 892 417
3 Transferts	6 075 000 000	5 507 628 757	5 649 156 380
22061030021 Prendre en charge les pécules des stagiaires des CAFOP	6 075 000 000	5 507 628 757	5 649 156 380
2206104 Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire	16 838 089 729	23 059 758 657	23 368 846 235
1 Personnel	79 264 371	76 943 512	78 802 834
22061040184 Assurer les Charges salariales Service-Programme Alimentaire Mondial (PAM)	79 264 371	76 943 512	78 802 834

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22061 Enseignement préscolaire et primaire	593 381 314 998	643 242 919 564	670 489 608 323
2 Biens et services	3 500 000 000	2 628 225 479	2 663 691 207
22061040182 Acquérir et distribuer des Manuels Scolaires aux élèves du primaire public	2 000 000 000	1 501 843 131	1 522 109 261
22061040183 Equiper les écoles primaires publiques en Mallettes Pédagogiques	1 500 000 000	1 126 382 348	1 141 581 946
4 Investissements	13 258 825 358	20 354 589 666	20 626 352 194
Trésor	860 000 000	860 000 000	860 000 000
22061040015 Projet d'Amélioration de la Prestation des Services dans l'Education (PAPSE)	500 000 000	500 000 000	500 000 000
22061040016 Projet éducation de base / UNICEF	60 000 000	60 000 000	60 000 000
22061040138 Réhabilitation Etablissements d'enseignement primaire	200 000 000	200 000 000	200 000 000
22061040155 Projet de Développement de l'Enseignement de Base (PDEB phase I)	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Financement extérieur	12 398 825 358	19 494 589 666	19 766 352 194
22061040015 Projet d'Amélioration de la Prestation des Services dans l'Education (PAPSE)	8 398 825 358	13 205 416 586	13 389 505 477
22061040016 Projet éducation de base / UNICEF	4 000 000 000	6 289 173 080	6 376 846 717

III.3. Programme 3 : Enseignement Secondaire Général

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Enseignement Secondaire Général						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer l'accès et la qualité de l'Enseignement Secondaire Général	Taux de succès au BEPC	57,31%	62,18%	65%	66,23%	(Nombre d'élèves admis au BEPC / nombre d'élèves candidats au BEPC) x 100 Source : Rapport d'activités DSPS
	Taux de succès au BAC	41,23%	42,98%	45,89%	48,82%	(Nombre d'élèves admis au BAC / nombre d'élèves candidats au BAC) x 100 Source : Rapport d'activités DSPS
	Taux Brut d'Admission dans le 1er cycle	69,10%	87%	88%	89%	(Nombre de nouveaux inscrits en 6 ^{ème} quel que soit leur âge / population scolarisable de 12 ans) x 100 Source : Rapport d'activités DSPS
	Taux brut de scolarisation au 2nd cycle	35,80%	39%	39,80%	41%	(Nombre des élèves inscrits au 2nd cycle du secondaire général, quel que soit leur âge / population scolarisable de 16 à 18 ans) x 100 Source : Rapport d'activités DSPS
	Taux d'achèvement du 1er cycle du secondaire	56,80%	62%	64%	66%	(Nombre de nouveaux inscrits en 3 ^{ème} / population scolarisable de 15 ans) x 100 Source : Rapport d'activités DSPS
	Taux d'achèvement du 2nd cycle du secondaire	28,50%	38,83%	40%	43,80%	(Nombre de nouveaux inscrits en Terminal / population scolarisable de 18 ans) x 100 Source : Rapport d'activités DSPS

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL		367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
	Dépenses de personnel	251 590 938 928	271 234 893 041	283 573 956 857
	Dépenses en biens et services	5 822 903 408	5 318 021 767	5 721 180 986
	Transferts	89 237 475 000	92 961 717 933	96 045 254 326
	Investissements	20 413 494 979	14 825 572 330	16 784 759 152
	Trésor	15 591 394 979	9 398 427 693	10 162 315 756
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	4 822 100 000	5 427 144 637	6 622 443 396

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
2206201 Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle	347 651 317 336	360 514 632 741	376 340 392 169
1 Personnel	251 590 938 928	271 234 893 041	283 573 956 857
22062011319 Prendre en charge le salaire du personnel fonctionnaire de l'enseignement secondaire	251 590 938 928	271 234 893 041	283 573 956 857
2 Biens et services	5 822 903 408	5 318 021 767	5 721 180 986
22062011119 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne BAD Koumassi	2 765 972	3 041 763	3 272 361
22062011120 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mixte 2 de Yamoussoukro	2 906 633	3 196 450	3 438 773
22062011121 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Duekoué	3 128 273	3 440 190	3 700 993
22062011122 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Scientifique Yamoussoukro	633 464 127	291 350 664	313 437 954
22062011123 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Abengourou	2 992 700	3 291 100	3 540 598
22062011124 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de BOUAFLE dans le choix des filières d'orientation	1 253 240	1 378 201	1 482 679
22062011125 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mamie Adjoua Yamoussoukro	139 469 456	153 375 843	165 003 261
22062011126 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne III de Gagnoa	13 935 607	15 325 117	16 486 911
22062011127 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gonate	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011128 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne TSF de Bouaké	9 548 266	10 500 316	11 296 345
22062011129 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouafloukro	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011130 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gagnoa	2 823 170	3 104 667	3 340 030
22062011131 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kregbe	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011132 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Kononfla	9 440 246	10 381 526	11 168 548
22062011133 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sériho	2 806 614	3 086 461	3 320 443
22062011134 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région d'Abidjan II dans le choix des filières d'orientation	1 131 735	1 244 581	1 338 930
22062011135 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Semien	2 544 062	2 797 729	3 009 823

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011136 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Koko Bke	10 998 340	12 094 975	13 011 896
22062011137 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Nassian	9 418 039	10 357 104	11 142 275
22062011138 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Tanda	9 254 980	10 177 787	10 949 365
22062011139 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne II Bouaké	11 780 959	12 955 630	13 937 795
22062011140 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Djorobité	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011141 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Morondo	2 806 457	3 086 287	3 320 259
22062011142 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gbangbéguiné	2 877 727	3 164 663	3 404 578
22062011143 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 DIVO	14 869 076	16 351 658	17 591 279
22062011144 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de SEGUÉLA dans le choix des filières d'orientation	703 492	773 638	832 284
22062011145 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Assinie-Mafia	12 813 310	14 090 914	15 159 146
22062011146 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Doropo	2 789 031	3 067 124	3 299 642
22062011147 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Taï	2 842 241	3 125 639	3 362 594
22062011148 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de BOUAKE II dans le choix des filières d'orientation	1 212 908	1 333 846	1 434 966
22062011149 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Lahoudi-Ba	2 803 301	3 082 817	3 316 523
22062011150 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Sassandra	2 803 655	3 083 204	3 316 944
22062011151 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tounvre	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011152 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne BAD Seguela	2 810 494	3 090 725	3 325 034
22062011153 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yaou bonoua	2 767 337	3 043 267	3 273 976
22062011154 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Affery	9 263 097	10 186 712	10 958 966
22062011155 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Dabakala	2 778 899	3 055 981	3 287 653
22062011156 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bouna	2 841 133	3 124 419	3 361 281
22062011157 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de San- Pédro	2 829 885	3 112 051	3 347 975
22062011158 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Korhogo	12 045 380	13 246 416	14 250 625
22062011159 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée Moderne 1 de Bouaflé	12 860 743	14 143 077	15 215 263
22062011160 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Loupou	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011161 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'AMANVI	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011162 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Danané	3 080 814	3 388 000	3 644 845
22062011163 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Montezo	2 811 082	3 091 373	3 325 730
22062011164 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tiedo	2 806 296	3 086 108	3 320 068
22062011165 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Didievi	9 408 785	10 346 927	11 131 326
22062011166 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne 2 Aobisso	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011167 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Kokoumbo	2 848 124	3 132 109	3 369 552
22062011168 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Azaguié	29 590 442	32 540 880	35 007 804
22062011169 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bin-Houyé	2 763 152	3 038 664	3 269 027
22062011170 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Nanan Adépra de Bettié	2 885 470	3 173 181	3 413 735

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011171 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Jenes Filles Man	15 047 445	16 547 814	17 802 303
22062011172 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tougbo	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011173 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DALOA dans le choix des filières d'orientation	1 845 199	2 029 183	2 183 015
22062011174 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Niofoin	2 820 016	3 101 198	3 336 299
22062011175 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de BOUAKE dans le choix des filières d'orientation	735 426	808 753	870 065
22062011176 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne 1 Yakro	2 879 192	3 166 274	3 406 311
22062011177 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kaouara	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011178 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Buyo	10 702 452	11 769 584	12 661 837
22062011179 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Oress-krobou	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011180 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Boli	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011181 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Divo	2 616 774	2 877 689	3 095 849
22062011182 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nguessankro	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011183 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Tiemelekro	2 807 227	3 087 132	3 321 171
22062011184 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gabiadji	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011185 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Karakoro Korhog	2 877 727	3 164 663	3 404 578
22062011186 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne D'Appimandoum	2 815 678	3 096 428	3 331 167
22062011187 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kokomian	2 802 267	3 081 677	3 315 300
22062011188 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Adzopé	39 877 022	43 853 129	47 177 634
22062011190 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nahio	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011192 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dania	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011193 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yezimala	2 787 297	3 065 216	3 297 589
22062011194 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sominasse	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011195 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Zaranou	9 463 986	10 407 633	11 196 635
22062011196 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Adiaké	10 611 677	11 669 759	12 554 443
22062011197 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Dianra	2 853 870	3 138 429	3 376 352
22062011198 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de SASSANDRA dans le choix des filières d'orientation	762 498	838 525	902 096
22062011199 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mnucipal 2 d'ATTECOUBE	2 920 912	3 212 153	3 455 668
22062011200 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de BONGOUANOU dans le choix des filières d'orientation	657 028	722 540	777 316
22062011201 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 Agboville	14 366 795	15 799 295	16 997 040
22062011202 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ebilassokro	9 437 046	10 378 006	11 164 761
22062011203 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Méagui	2 628 042	2 890 082	3 109 180
22062011204 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Classique d'Abidjan	28 939 809	31 825 374	34 238 053
22062011205 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Taabo	2 804 875	3 084 546	3 318 385
22062011206 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Mahale	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011207 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Péhé	2 805 429	3 085 156	3 319 042

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011208 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 BAD de Yamoussoukro	9 239 547	10 160 814	10 931 107
22062011209 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne GOHOUNFLA	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011210 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gbonkaha	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011211 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Madinani	9 481 640	10 427 048	11 217 519
22062011212 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dimbokro	9 268 039	10 192 150	10 964 815
22062011213 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Fresco	9 420 654	10 359 980	11 145 371
22062011214 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Sassandra	9 847 940	10 829 871	11 650 883
22062011215 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ogoudou	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011216 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Boguédia	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011217 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Sirasso	9 178 919	10 094 141	10 859 377
22062011218 Pour en charge les dépenses centralisées liées à l'enseignement secondaire général et technique	628 905 443	416 685 794	448 274 741
22062011219 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kossou	2 796 834	3 075 705	3 308 874
22062011220 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne d'Arrah	21 522 684	23 668 691	25 463 016
22062011221 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Banankoro	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011222 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gomon	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011223 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Zouan-Hounian	2 903 940	3 193 491	3 435 589
22062011224 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le centre national de para-téléenseignement d'Abidjan	4 329 382	4 761 063	5 121 997
22062011225 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bougoussou	2 767 335	3 043 265	3 273 975
22062011226 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bako	2 816 230	3 097 033	3 331 821
22062011227 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kiemou	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011229 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Gouverneur Abdoulaye Fadika Touba	15 143 318	16 653 246	17 915 728
22062011230 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Katiola	9 330 911	10 261 289	11 039 197
22062011231 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Assuefry	2 805 439	3 085 168	3 319 056
22062011232 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne II de Grand-Bassam	2 991 694	3 289 993	3 539 407
22062011233 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Copaga Gabiadji	2 792 341	3 070 764	3 303 557
22062011234 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bongo	2 822 935	3 104 408	3 339 754
22062011235 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région d'Abidjan dans le choix des filières d'orientation	1 084 380	1 192 504	1 282 906
22062011236 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Toumodi	16 366 537	17 998 432	19 362 891
22062011237 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sifié Seguela	2 796 994	3 075 879	3 309 064
22062011238 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de SINEMATIALI	20 686 443	22 749 070	24 473 679
22062011239 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Teguela	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011240 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Guibéroua	11 764 362	12 937 376	13 918 159
22062011241 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Vavoua	2 968 092	3 264 038	3 511 485
22062011242 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée BAD de Tiennigboué	2 876 852	3 163 703	3 403 541
22062011243 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nanadi	2 544 062	2 797 729	3 009 823

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011244 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'ONDEFIDOUO	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011245 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sorobango	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011246 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée moderne II d'Odienné	9 167 706	10 081 810	10 846 112
22062011247 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de DIVO	2 653 943	2 918 566	3 139 823
22062011248 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yele	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011249 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le centre national de para-téléenseignement de Daloa	2 575 728	2 832 553	3 047 288
22062011250 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'ABONGOUA	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011251 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bécouefin	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011252 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alphonse Assamoi de Divo	2 973 327	3 269 796	3 517 678
22062011253 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Djebonoua	2 997 450	3 296 323	3 546 218
22062011254 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bonon	2 917 400	3 208 292	3 451 513
22062011255 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nafoun	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011256 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sankadiokro	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011257 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Sainte Marie Cocody	122 360 642	134 561 119	144 762 197
22062011258 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 Daoukro	37 135 922	40 838 713	43 934 696
22062011259 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kanankono	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011260 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Zaibo	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011261 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Daoukro	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011262 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ahouanou	2 782 722	3 060 187	3 292 178
22062011263 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Diamarakro	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011264 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gbeleban	12 699 791	13 966 077	15 024 845
22062011265 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Grabo	9 237 057	10 158 076	10 928 159
22062011266 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne KOONAN	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011267 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne II Yakro	7 261 370	7 985 394	8 590 769
22062011268 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Belleville Bouaké	2 798 065	3 077 058	3 310 330
22062011269 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Téapleu	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011270 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne D'Issia	14 166 154	15 578 650	16 759 667
22062011271 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Yakassé-Attobrou (Adzopé)	2 999 722	3 298 820	3 548 905
22062011272 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Houphouët Boigny Korhogo	176 857 460	194 491 773	209 236 192
22062011273 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Charles Boza Donwahi de Soubré	2 987 382	3 285 251	3 534 306
22062011274 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Port-Bouët	17 847 782	19 627 369	21 115 321
22062011275 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 de Gagnoa	17 443 171	19 182 413	20 636 635
22062011276 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Logoualé	2 855 103	3 139 784	3 377 809
22062011277 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kanoroba	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011278 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de TOUBA dans le choix des filières d'orientation	619 511	681 284	732 930

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011279 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de MINIGNAN dans le choix des filières d'orientation	558 776	614 492	661 076
22062011280 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD Ouangolodougou	9 231 309	10 151 758	10 921 361
22062011281 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Abobo	3 065 796	3 371 483	3 627 076
22062011282 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Hiré	2 610 096	2 870 345	3 087 948
22062011283 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kongasso	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011284 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne UCADA Akoupé	9 364 232	10 297 933	11 078 618
22062011285 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Djibo Soukalo Bouaké	42 393 765	46 620 814	50 155 137
22062011286 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 2 de SAN-pedro	2 638 807	2 901 921	3 121 915
22062011287 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Sandégué	2 811 973	3 092 353	3 326 782
22062011288 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de MAN dans le choix des filières d'orientation	1 327 898	1 460 301	1 571 006
22062011289 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sinematiali	2 544 062	2 797 728	3 009 824
22062011290 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ouaninou	13 067 827	14 370 809	15 460 260
22062011291 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Filles Bke	13 401 492	14 737 744	15 855 011
22062011292 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ferke	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011293 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région d'Abidjan IV dans le choix des filières d'orientation	1 098 719	1 208 272	1 299 872
22062011294 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Attégouakro Yamoussoukro	2 770 819	3 047 097	3 278 096
22062011295 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Tiapani Dominique de Dabou	9 456 516	10 399 417	11 187 796
22062011296 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ouamelhoro	7 438 856	8 180 579	8 800 750
22062011297 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kouakro Absso	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011298 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Abdoulaye Diallo de Djékanou	20 088 077	22 091 044	23 765 764
22062011299 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Départemental d' Abengourou	2 729 999	3 002 204	3 229 802
22062011300 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne NANGUI ABROGOUA 1 d'ADJAME	2 728 982	3 001 088	3 228 599
22062011301 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Nanan Kouakou Kouao de Niablé	2 808 451	3 088 481	3 322 620
22062011303 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Gadié Pierre 2 de Yopougon	2 682 308	2 949 759	3 173 380
22062011304 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dignago	2 817 651	3 098 596	3 333 501
22062011305 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD de Kouibly	2 827 055	3 108 939	3 344 628
22062011306 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Aboisso	15 736 772	17 305 871	18 617 830
22062011307 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Touleupleu	2 836 906	3 119 772	3 356 280
22062011308 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Samango	10 279 433	11 304 387	12 161 373
22062011309 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de BONDOUKOU	2 854 593	3 139 221	3 377 206
22062011310 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 d'Agboville	2 975 269	3 271 928	3 519 975
22062011311 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Lavononkaha	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011312 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Filles Bingerville	173 054 978	190 310 149	204 737 558
22062011313 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne KFW de Gueyo	9 508 832	10 456 951	11 249 692
22062011314 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Guiendé	2 767 336	3 043 266	3 273 976

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011315 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yacolidabouo	2 813 076	3 093 566	3 328 088
22062011316 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tiononiaradouougou Bke	7 175 142	7 890 568	8 488 754
22062011317 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Andé	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011318 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Napié	2 796 521	3 075 361	3 308 505
22062011320 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne KFW San pedro	2 782 328	3 059 751	3 291 711
22062011321 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Natio-Kobadara	2 877 727	3 164 663	3 404 578
22062011322 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bianouan	2 777 047	3 053 944	3 285 464
22062011323 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Issia	2 993 328	3 291 790	3 541 342
22062011324 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Daloa	2 769 029	3 045 126	3 275 977
22062011325 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Yakro	9 191 255	10 107 706	10 873 974
22062011326 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Odienné	9 420 654	10 359 980	11 145 371
22062011328 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Diangokro	2 877 727	3 164 663	3 404 578
22062011329 Organiser des missions de contrôle des effectifs des élèves affectés dans le privé	5 470 610	6 016 080	6 472 159
22062011330 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Tiassalé	22 430 738	24 667 288	26 537 314
22062011331 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Jeunes Filles Bouaké	78 640 856	86 482 073	93 038 276
22062011332 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bocanda	2 824 271	3 105 875	3 341 333
22062011333 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne jeunes filles seg	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011334 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Zaguieta	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011335 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouna	2 877 727	3 164 663	3 404 578
22062011336 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Manfla Bfé	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011337 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gboné	2 806 612	3 086 458	3 320 441
22062011338 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de ABENGOUROU dans le choix des filières d'orientation	1 003 836	1 103 927	1 187 616
22062011339 Contrôler les services et structures de l'Enseignement Secondaire Général et Technique	14 762 027	16 233 937	17 464 631
22062011340 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Molonoublié	9 436 938	10 377 887	11 164 635
22062011341 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tienko	7 321 960	8 052 025	8 662 451
22062011342 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Brobo	9 188 252	10 104 402	10 870 420
22062011343 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Jeunes Filles Yopougou	13 655 316	15 016 876	16 155 305
22062011344 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Séguéla	9 472 188	10 416 651	11 206 339
22062011345 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne kombolokoura	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011346 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Zuénoula	2 955 994	3 250 734	3 497 172
22062011347 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bonoua	2 641 014	2 904 349	3 124 526
22062011349 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 de Daloa	13 002 818	14 299 321	15 383 350
22062011350 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 1 Attecoubé	3 081 952	3 389 251	3 646 191
22062011351 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Simpourgou	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011352 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal M'Bengué	7 101 475	7 809 557	8 401 600

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011353 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de BOUNA dans le choix des filières d'orientation	663 925	730 125	785 475
22062011354 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Annapé	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011355 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Martin Luther King Bouaké	2 818 436	3 099 458	3 334 429
22062011356 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Treichville	15 746 204	17 316 246	18 628 988
22062011357 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Tabou	2 832 162	3 114 555	3 350 669
22062011358 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ono Aboisso	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011359 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tienkoikro	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011360 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Mayo	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011361 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Zikisso	2 824 320	3 105 931	3 341 391
22062011362 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Camille Alliali Toumodi	2 584 526	2 842 230	3 057 697
22062011363 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD Ayamé	9 403 267	10 340 859	11 124 801
22062011364 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de MANKONO dans le choix des filières d'orientation	732 858	805 931	867 030
22062011365 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Guiembé	2 544 062	2 797 728	3 009 824
22062011524 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Bouaflé	2 898 557	3 187 571	3 429 221
22062011525 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bazré	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011526 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Facobly	9 273 010	10 197 615	10 970 697
22062011527 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne KHALIL de Daloa	9 458 620	10 401 732	11 190 287
22062011528 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Adjamé	2 971 675	3 267 979	3 515 724
22062011529 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Tafiré	2 970 681	3 266 885	3 514 550
22062011530 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Sinfra	11 693 015	12 858 916	13 833 751
22062011531 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Henri Konan-Bédié de Niakaramadougou	2 834 305	3 116 912	3 353 204
22062011532 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Boundiali	46 575 516	51 219 522	55 102 474
22062011533 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Massala	2 816 067	3 096 852	3 331 627
22062011534 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de BONDOUKOU dans le choix des filières d'orientation	1 212 267	1 333 141	1 434 206
22062011535 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Kong	21 539 500	23 687 187	25 482 912
22062011536 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Sikensi	10 936 379	12 026 838	12 938 592
22062011537 Informer et Assister les élèves de 3 ^e et de Tle de la région de ABOISSO dans le choix des filières d'orientation	1 114 043	1 225 123	1 317 999
22062011538 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Guéyo	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011539 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Grand-Lahou	2 768 123	3 044 132	3 274 906
22062011540 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bengassou	2 826 241	3 108 044	3 343 663
22062011541 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tambi	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011542 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yaou	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011543 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kouan-Houlé	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011544 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Katiola	9 432 593	10 373 109	11 159 495
22062011545 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Zadi Zahourou 1 de Soubré	9 515 335	10 464 101	11 257 385

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011546 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sarhala	2 797 861	3 076 834	3 310 088
22062011547 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DAOUKRO dans le choix des filières d'orientation	848 173	932 745	1 003 456
22062011548 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Saïoua	10 645 676	11 707 147	12 594 668
22062011549 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Agnibilekrou	14 917 744	16 405 181	17 648 856
22062011550 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Man	2 793 722	3 072 282	3 305 190
22062011551 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Oghlwapo	2 801 332	3 080 649	3 314 195
22062011552 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ganaoni	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011553 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dembasso	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011554 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Adzopé	9 475 331	10 420 108	11 210 056
22062011555 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région d'Abidjan III dans le choix des filières d'orientation	1 330 474	1 463 135	1 574 055
22062011556 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Man	16 859 555	18 540 608	19 946 170
22062011557 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bonvayo	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011558 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne N'guyakro	2 802 267	3 081 677	3 315 300
22062011559 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne YAKASSE-ME	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011560 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 Zadi Zahourou de Soubré	2 715 970	2 986 776	3 213 206
22062011561 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bocanda	11 855 711	13 037 834	14 026 233
22062011562 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de San-Pedro	9 008 839	9 907 103	10 658 162
22062011563 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Mankono	13 266 848	14 589 675	15 695 718
22062011565 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Départemental Agnibilékrou	2 796 394	3 075 219	3 308 352
22062011566 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gadouan	2 787 937	3 065 921	3 298 346
22062011567 Organiser les séances de la commission d'attribution et de renouvellement des bourses des élèves de l'enseignement secondaire général et technique	10 433 406	11 473 712	12 343 535
22062011568 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Eba Abongoua	2 799 362	3 078 484	3 311 863
22062011570 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Gadié Pierre 1 de Yopougon	3 067 590	3 373 458	3 629 198
22062011571 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bonieredougou	2 765 538	3 041 288	3 271 847
22062011572 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Gagnoa	2 894 906	3 183 554	3 424 901
22062011573 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Booko	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011574 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Tanda	2 978 279	3 275 241	3 523 536
22062011575 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gboguhé	2 774 840	3 051 516	3 282 853
22062011576 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Abengourou	17 596 851	19 351 417	20 818 450
22062011577 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de M'Bahiakro	9 155 019	10 067 857	10 831 103
22062011578 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Tiémé	9 464 175	10 407 841	11 196 859
22062011579 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne I de Grand-Bassam	13 399 579	14 735 642	15 852 750
22062011580 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ebonou	2 820 407	3 101 626	3 336 761
22062011581 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Baya	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011582 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Assikoi	2 790 137	3 068 339	3 300 949

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011583 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Raviart	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011584 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tahoudi	2 804 087	3 083 682	3 317 453
22062011585 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Assie-koumassi	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011587 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le centre national de para-téléenseignement de Bouaké	2 575 762	2 832 591	3 047 328
22062011588 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Adjamé Harris	9 527 775	10 477 783	11 272 102
22062011590 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bad Gohitafla	2 554 988	2 809 744	3 022 749
22062011591 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Téhini	2 877 727	3 164 663	3 404 578
22062011592 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne GUITRY	2 649 571	2 913 758	3 134 650
22062011593 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tabagne	9 214 572	10 133 347	10 901 559
22062011594 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kanzra	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011595 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Minignan	16 947 624	18 637 457	20 050 364
22062011596 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de ODIENNE dans le choix des filières d'orientation	693 185	762 301	820 092
22062011597 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Godiabre	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011598 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Iriéfla	2 802 267	3 081 677	3 315 300
22062011599 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alassane Ouattara d'Anyama	32 574 722	35 822 721	38 538 443
22062011600 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kouatinfla	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011601 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Cocody	9 760 986	10 734 244	11 548 009
22062011602 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de GAGNOA dans le choix des filières d'orientation	1 286 302	1 414 557	1 521 795
22062011604 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bougou	2 544 062	2 797 728	3 009 824
22062011605 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de KORHOGO dans le choix des filières d'orientation	1 051 912	1 156 796	1 244 495
22062011606 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Boron	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011607 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Katogo	2 544 062	2 797 728	3 009 824
22062011608 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Podiagouiné	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011609 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Bolequin	2 761 990	3 037 386	3 267 650
22062011610 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Marandallah	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011611 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Sangouiné	2 767 587	3 043 541	3 274 272
22062011612 Informer et Assister les élèves de 3 ^è et de Tle de la région de KATIOLA dans le choix des filières d'orientation	832 010	914 969	984 333
22062011613 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Brihi	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011614 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Séguélon	9 510 697	10 459 001	11 251 895
22062011615 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouandougou	11 411 222	12 549 026	13 500 366
22062011617 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Mahapleu Danan	2 771 527	3 047 873	3 278 935
22062011618 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tortiya	2 808 031	3 088 017	3 322 119
22062011619 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tanry	2 786 509	3 064 348	3 296 657
22062011620 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Kounahiri	2 784 930	3 062 614	3 294 790
22062011621 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne 2 Man	2 877 727	3 164 663	3 404 578

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011622 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Amélékia	9 459 139	10 402 301	11 190 901
22062011623 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Grand-Bereby	2 621 315	2 882 684	3 101 219
22062011624 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Agou	9 334 806	10 265 572	11 043 804
22062011625 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dinguira	2 790 845	3 069 119	3 301 787
22062011626 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Odienne	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011627 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Guiglo	15 819 865	17 397 249	18 716 138
22062011628 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bediala	2 771 611	3 047 966	3 279 032
22062011629 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Toupah	2 834 534	3 117 162	3 353 474
22062011630 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Sipilou Danane	2 816 941	3 097 815	3 332 660
22062011631 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Iboguhe	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011632 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kouaasi-N'dawa	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011633 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de GUIGLO dans le choix des filières d'orientation	867 412	953 900	1 026 215
22062011634 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Akpa Gnagne de Dabou	13 023 269	14 321 808	15 407 544
22062011635 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Assikoun	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011636 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Satamasokoro	7 254 056	7 977 350	8 582 115
22062011637 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 1 de Koumassi	2 919 640	3 210 757	3 454 162
22062011638 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Guezon	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011639 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Transua	9 926 767	10 916 557	11 744 140
22062011640 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Zagne	2 810 316	3 090 530	3 324 823
22062011641 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Soubre	7 617 336	8 376 856	9 011 905
22062011642 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Boroko Bondkou	2 799 674	3 078 826	3 312 233
22062011643 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 d'Abobo	29 849 742	32 826 038	35 314 577
22062011644 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DIVO dans le choix des filières d'orientation	1 323 731	1 455 719	1 566 077
22062011645 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Lomokankro	2 825 850	3 107 613	3 343 202
22062011646 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Anoumaba	9 248 761	10 170 947	10 942 006
22062011647 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gbanhui	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011650 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de AGBOVILLE dans le choix des filières d'orientation	1 179 057	1 296 619	1 394 918
22062011651 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de NIELLE	2 866 869	3 152 723	3 391 730
22062011652 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Grand-Bassam	2 987 135	3 284 979	3 534 016
22062011654 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Kaunet Moussa de Kani	2 851 545	3 135 871	3 373 600
22062011655 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Oumé	16 170 327	17 782 657	19 130 760
22062011656 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Pritti 2	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011657 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Akoboissué	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011659 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bieby	2 819 699	3 100 850	3 335 923
22062011660 Organiser les séances de la commission d'orientation dans les classes de 2nde et d'affectation en 6è	44 017 373	48 406 308	52 075 992

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011661 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ettrokro	2 782 172	3 059 580	3 291 526
22062011662 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 2 de KOUMASSI	2 774 393	3 051 026	3 282 324
22062011664 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Damé	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011665 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Samatiguila	9 455 712	10 398 534	11 186 847
22062011666 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mixte 1 Yamoussoukro	12 912 793	14 200 318	15 276 845
22062011667 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DIMBOKRO dans le choix des filières d'orientation	963 491	1 059 559	1 139 884
22062011668 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Adjouan	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011669 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Feremandougou	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011670 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kotouba	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011671 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Jacquenville	9 292 933	10 219 525	10 994 267
22062011672 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bongouanou	30 003 710	32 995 356	35 496 732
22062011673 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tiebissou	9 395 987	10 332 853	11 116 188
22062011674 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Ouragahio	9 486 005	10 431 846	11 222 685
22062011675 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ahigbé-koffikro	2 814 054	3 094 640	3 329 245
22062011676 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kpouèbo	9 438 389	10 379 483	11 166 351
22062011677 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bondo	2 819 383	3 100 501	3 335 551
22062011678 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Santa	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011679 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 1 San-Pedro	2 659 893	2 925 108	3 146 861
22062011680 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Diegonefla	2 785 662	3 063 417	3 295 656
22062011681 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne 2 Daloa	2 833 261	3 115 762	3 351 969
22062011682 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Djédji Amondji Pierre d'Adjamé 220 Logements	20 843 735	22 922 046	24 659 767
22062011683 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Abobo	2 837 748	3 120 698	3 357 278
22062011684 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 4 de Daloa	2 836 647	3 119 486	3 355 973
22062011685 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Etueboué	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011686 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Daloa	2 915 973	3 206 722	3 449 824
22062011687 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Akoupé	22 577 460	24 828 641	26 710 897
22062011688 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne BAD N'douci	27 713 944	30 477 278	32 787 761
22062011689 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne koumbala	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011690 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Agnia	2 816 861	3 097 728	3 332 568
22062011692 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Diarabana	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011693 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Solognougo	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011694 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ayaou sokpa	2 802 267	3 081 677	3 315 300
22062011696 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Simone Ehivet Gbagbo de Yopougon Niangon	10 526 800	11 576 419	12 454 026
22062011697 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'ASSINDI	2 006 388	2 206 443	2 373 714

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011698 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bodokro	2 799 438	3 078 568	3 311 954
22062011699 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Becedi-brignan	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011700 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Antoine Gauze Daloa	15 063 704	16 565 693	17 821 536
22062011701 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de FERKE dans le choix des filières d'orientation	731 830	804 802	865 813
22062011702 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Boga Doudou Emile (Lakota)	9 684 796	10 650 459	11 457 869
22062011703 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Hiango	2 802 267	3 081 677	3 315 300
22062011704 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de M'Batto	20 086 090	22 088 855	23 763 415
22062011705 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de SOUBRE dans le choix des filières d'orientation	1 248 548	1 373 039	1 477 131
22062011706 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Zoukougbeu	10 043 356	11 044 771	11 882 075
22062011707 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Korhogo	10 110 299	11 118 390	11 961 274
22062011708 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Angoda	2 790 529	3 068 771	3 301 412
22062011709 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kebi	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011710 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Leboutou Dabou	32 494 874	35 734 914	38 443 977
22062011711 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Dawala	2 831 000	3 113 278	3 349 294
22062011712 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal PRIKRO	5 929 841	6 521 101	7 015 467
22062011713 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Blapleu	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011714 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Aboisso	12 709 723	13 976 999	15 036 598
22062011715 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de YAMOUSSOUKRO dans le choix des filières d'orientation	1 225 035	1 347 181	1 449 313
22062011716 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Départemental de Lakota (Divo)	2 824 888	3 106 555	3 342 063
22062011717 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Grd-Akoudzin	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011718 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Apronpronou	2 770 504	3 046 748	3 277 724
22062011719 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal kasseré	17 007 781	18 703 613	20 121 534
22062011720 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Sakassou	16 402 558	18 038 044	19 405 507
22062011721 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Aniassue Abgr	2 997 769	3 296 674	3 546 595
22062011722 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Daoukro	2 928 164	3 220 130	3 464 248
22062011723 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sohoo	9 088 382	9 994 575	10 752 267
22062011724 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Lahata	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011725 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Cite du Port	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011726 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nambonkaha	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011727 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Yopougou Andokoi	3 104 215	3 413 733	3 672 528
22062011728 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tankessé	2 914 709	3 205 332	3 448 327
22062011729 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne TIENY-SIABLY	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011730 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne d'Afiénou	2 788 559	3 066 605	3 299 081
22062011731 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kpata	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011732 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sapli-sépingo	9 110 809	10 019 241	10 778 799

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011733 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Krindjabo	2 784 379	3 062 008	3 294 139
22062011734 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Molonou	2 820 883	3 102 151	3 337 323
22062011735 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Dimbokro	17 628 627	19 386 363	20 856 045
22062011736 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Koumassi	2 875 125	3 161 804	3 401 498
22062011737 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dar-es-salam	2 766 567	3 042 421	3 273 065
22062011738 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Cocody-Angré (La Djibi)	12 160 443	13 372 948	14 386 755
22062011739 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bangolo	2 880 462	3 167 669	3 407 811
22062011740 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Anyama	2 713 547	2 984 115	3 210 339
22062011741 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bonikro	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011742 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Adrien Kouassi Tollah de Ouellé	10 745 914	11 817 379	12 713 258
22062011743 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Gbon	22 595 369	24 848 334	26 732 087
22062011744 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gngangbodoug	2 802 037	3 081 424	3 315 029
22062011745 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bingerville	14 318 724	15 746 432	16 940 169
22062011746 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Diabo	9 469 860	10 414 093	11 203 584
22062011747 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bayota	2 814 501	3 095 133	3 329 775
22062011748 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Tiapoum	2 765 144	3 040 854	3 271 382
22062011749 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne N'Zécéréssou	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011750 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Galebre	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011751 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée ZIGUITIE de Kouto	13 469 195	14 812 196	15 935 111
22062011752 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dioulatiedougou	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011753 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Fronan	2 821 593	3 102 931	3 338 164
22062011754 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Niambézarria	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011755 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Botro	9 456 097	10 398 958	11 187 301
22062011756 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Aboisso-Comoé	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011757 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Garçons Gnaléga Mémé Jérémie de Bingerville	67 373 265	74 090 997	79 707 835
22062011758 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Kouassi-Datérokro	2 885 332	3 173 026	3 413 574
22062011759 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dufrebo	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011760 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouafle	9 020 999	9 920 474	10 672 546
22062011761 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Goulia	7 274 081	7 999 372	8 605 807
22062011762 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 Bondoukou	16 704 087	18 369 639	19 762 240
22062011763 Affecter les élèves dans le secondaire 1er cycle et orienter les élèves dans le secondaire 2nd cycle; Attribuer et renouveler les bourses des élèves	12 587 295	13 842 364	14 891 754
22062011764 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tanguelan	9 424 351	10 364 046	11 149 744
22062011765 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Biankouma	2 673 349	2 939 907	3 162 778
22062011766 Informer et Assister les élèves de 3è et de 1le de la région de BOUNDIALI dans le choix des filières d'orientation	730 316	803 134	864 021

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011767 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Danané	2 991 653	3 289 948	3 539 360
22062011768 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Yakassé feyass	2 822 809	3 104 270	3 339 603
22062011769 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Worofla	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011770 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Marcory	2 674 765	2 941 464	3 164 455
22062011771 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DUEKOUE dans le choix des filières d'orientation	1 006 231	1 106 561	1 190 448
22062011772 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Maféré	2 785 467	3 063 205	3 295 425
22062011773 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Youndouo	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011774 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Seitifla Vavoua	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011776 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne M'pouto	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011777 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Korhogo	18 715 862	20 582 005	22 142 327
22062011778 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gouméré	10 313 872	11 342 259	12 202 115
22062011779 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Gouekanguine	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011780 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal de Koro	13 015 643	14 313 422	15 398 522
22062011781 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne HKB de Sinfra	14 356 756	15 788 256	16 985 164
22062011782 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nouamou	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011783 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bonoufla	2 802 267	3 081 677	3 315 300
22062011784 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Man	2 825 494	3 107 221	3 342 780
22062011785 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bondoukou	9 239 549	10 160 817	10 931 110
22062011786 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de SAN PEDRO dans le choix des filières d'orientation	1 036 069	1 139 374	1 225 752
22062011787 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Kouamé Téléspore de Taabo	5 805 638	6 384 512	6 868 523
22062011788 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Ferké	20 387 289	22 420 088	24 119 754
22062011789 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dribouo	2 818 751	3 099 806	3 334 803
22062011790 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Autoroute	2 661 266	2 926 618	3 148 486
22062011791 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Songon	2 791 713	3 070 074	3 302 815
22062011792 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Torossaguehi	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011793 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Pogo	2 544 062	2 797 729	3 009 823
22062011795 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 3 de DALOA	2 679 793	2 946 993	3 170 405
22062011797 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Dualla	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011798 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Borotou-koro	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011799 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bessio-Dabou	9 403 101	10 340 677	11 124 603
22062011800 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Agboville	11 879 056	13 063 508	14 053 851
22062011801 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Didievi	17 041 346	18 740 525	20 161 243
22062011802 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Akoupé-Zeudi	2 877 726	3 164 662	3 404 576
22062011803 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Kolia	16 409 954	18 046 176	19 414 258
22062011804 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Plateau	9 700 177	10 667 372	11 476 068

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011805 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Nimbo Bouaké	10 100 257	11 107 344	11 949 393
22062011806 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Grand-zatry	2 768 943	3 045 032	3 275 877
22062011807 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Songon	9 038 217	9 939 409	10 692 918
22062011808 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal DiKodougou	7 181 768	7 897 856	8 496 592
22062011810 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne NANGUI ABROGOUA 2 d'ADJAME	2 857 562	3 142 488	3 380 720
22062011811 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Namassi	2 802 267	3 081 677	3 315 300
22062011812 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Nézobli	2 802 267	3 081 677	3 315 300
22062011813 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Sianhala	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011814 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alépé	9 872 998	10 857 425	11 680 527
22062011815 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne et Classique Bouaké	54 164 763	59 565 490	64 081 144
22062011816 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Rubino	9 063 133	9 966 811	10 722 394
22062011817 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Bouko	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011818 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Noé	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011819 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne sucre ivoir Bfé	2 006 388	2 206 443	2 373 714
22062011820 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Port Bouët	2 865 075	3 150 748	3 389 607
22062011821 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne KIMBRILA Sud	2 006 429	2 206 488	2 373 762
22062011822 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Béoumi	12 442 942	13 683 618	14 720 972
22062011823 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tingréla	9 201 450	10 118 921	10 886 032
22062011824 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Agnibilékrou	2 877 726	3 164 663	3 404 575
22062011825 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Kouassi-kouassikro	2 770 573	3 046 825	3 277 804
22062011826 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de DABOU dans le choix des filières d'orientation	917 496	1 008 979	1 085 470
22062011829 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Municipal Soundé Tiédekr	2 788 637	3 066 689	3 299 177
22062011830 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Bonoua	2 910 669	3 200 889	3 443 551
22062011831 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Languibonou	2 802 267	3 081 677	3 315 300
22062011832 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD KOUN - FAO	2 629 389	2 891 564	3 110 771
22062011833 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Ketesso	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011834 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Tindara	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011835 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la région de ADZOPE dans le choix des filières d'orientation	1 041 871	1 145 755	1 232 615
22062011836 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Depoungbe	2 544 062	2 797 728	3 009 824
22062011837 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 d'Abobo	3 055 383	3 360 032	3 614 757
22062011838 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le collège Moderne Kotogouanda	2 767 336	3 043 266	3 273 976
22062011839 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement au Lycée d'Excellence de Grand-Bassam	418 529 846	54 985 462	59 153 905
22062011840 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KONGONOU	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011841 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE YAKPABO-SAKASSOU	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011842 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'ABLI	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011843 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'IRDO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011844 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE FOUMBOLO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011845 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NIEMENE	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011846 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE SOKALA-SOBARA	3 480 000	3 826 987	4 117 111

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011847 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE PANGALAKAHA	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011848 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GBOGOLO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011849 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE TIEMASSOBA	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011850 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DJIBROSSO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011851 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NEBO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011852 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GAGORE	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011853 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE FADIADOUGOU	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011854 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE YOCOBOUE	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011855 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GBINGORO-SAGOURA	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011856 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'OUPYO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011857 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GRIHIRI	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011858 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BOROTOU	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011859 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE MAHANDIANA	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011860 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'ATTOBROU	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011861 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE PACOBO	9 980 000	10 975 097	11 807 119
22062011862 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KAGBOLODOUGOU	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011863 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE MOAPE-ANANGUIE	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011864 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE TOUMOUKORO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011865 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE D'ALLOSSO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011866 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KOMBORODOUGOU	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011867 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BOUREBO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011868 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE SADIOGO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011869 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NEGUEPIE	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011870 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KATIALI	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011871 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BUYO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011872 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BOLONA	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011873 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE ZEAGLO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011874 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KOFIPLE	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011875 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BADIKAHA	13 480 000	14 824 079	15 947 892
22062011876 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE LANDIOUGOU	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011877 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE SATAMA SOKOURA	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011878 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BOBI	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011879 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE LAFOKPOKAHA	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011880 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DIALAKORO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011881 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE MAHOU-SOKOURALA	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011882 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KOUASSIA-NANGUINI	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011883 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BOUDEPE	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011884 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE ZAHIBOHIO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011885 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DIANGOBO-FIASSE	3 480 000	3 826 987	4 117 111

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22062 Enseignement secondaire général	367 064 812 315	384 340 205 071	402 125 151 321
22062011886 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE TONLA	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011887 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE NIEDIEKAHA	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011888 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE DASSIOKO	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011889 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BLANFLA	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011890 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KROUKRO-MAFELE	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011891 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BANNEU	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011892 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DAGOBERT BANZIO DE KAADE	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011893 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE BIELE	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011894 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE KIELE	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011895 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE GOURANE	3 480 000	3 826 987	4 117 111
22062011896 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le COLLEGE MODERNE DE YORODOUGOU	3 480 000	3 826 987	4 117 111
3 Transferts	89 237 475 000	92 961 717 933	96 045 254 326
22062011189 Transférer les crédits de biens et services à la DOB pour les bourses des élèves des établissements du secondaire général en CI	1 100 000 000	997 266 112	1 022 892 513
22062011586 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire général privé Confessionnel	5 727 900 000	7 251 473 204	8 389 509 730
22062011658 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire général privé Laïc	82 409 575 000	84 712 978 617	86 632 852 083
4 Investissements	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Trésor	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
22062011897 Projet de Contrôle électronique des affectés de l'Etat au privé / DEEP	500 000 000	500 000 000	500 000 000
22062011898 Projet d'affectation en ligne des élèves /DOB	500 000 000	500 000 000	500 000 000
2206203 Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire général et technique	19 413 494 979	13 825 572 330	15 784 759 152
4 Investissements	19 413 494 979	13 825 572 330	15 784 759 152
Trésor	14 591 394 979	8 398 427 693	9 162 315 756
22062030008 Construction et d'équipement de collèges et lycées	12 700 000 000	7 098 427 693	7 862 315 756
22062030027 Construction et Equipement d'un Lycée de Jeunes Filles avec Internat / OFID	500 000 000	400 000 000	400 000 000
22062030028 Construction et Equipement de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/BID	1 200 000 000	900 000 000	900 000 000
22062030041 Construction de 84 collèges de proximité / MCC	191 394 979	0	0
Financement extérieur	4 822 100 000	5 427 144 637	6 622 443 396
22062030027 Construction et Equipement d'un Lycée de Jeunes Filles avec Internat / OFID	1 081 100 000	1 216 749 148	1 484 731 456
22062030028 Construction et Equipement de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/BID	3 741 000 000	4 210 395 489	5 137 711 940

III.4. Programme 4 : Alphabétisation et Éducation Non Formelle

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 4 : Alphabétisation et Éducation Non Formelle						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2021	2022	2023	
OS.1. : Redynamiser et rendre accessible l'alphabétisation et l'éducation non formelle	Nombre d'enfants hors du système éducatif inscrits dans les classes passerelles	33 970	59 700	62 000	65 500	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAENF
	Proportion de femmes parmi les apprenants	61,08%	63,98%	65,48%	66,98%	(Nombre de femmes / Nombre total des apprenants) x 100 Source : Rapport d'activités DAENF

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV : ALPHABETISATION ET EDUCATION NON FORMELLE		559 659 630	365 608 243	370 582 003
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	59 659 630	65 608 243	70 582 003
	Transferts	0	0	0
	Investissements	500 000 000	300 000 000	300 000 000
	<i>Trésor</i>	500 000 000	300 000 000	300 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22064 Alphabétisation et Education non formelle	559 659 630	365 608 243	370 582 003
2206401 Gestion de l'alphabétisation	559 659 630	365 608 243	370 582 003
2 Biens et services	59 659 630	65 608 243	70 582 003
22064010001 Développer des actions de lutte contre l'analphabétisme et conduire des programmes d'éducation non formelle	59 659 630	65 608 243	70 582 003
4 Investissements	500 000 000	300 000 000	300 000 000
Trésor	500 000 000	300 000 000	300 000 000
22064010002 Stratégie Nationale d'Alphabétisation	500 000 000	300 000 000	300 000 000

III.5. Programme 5 : Enseignement secondaire technique

III.5.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 5 : Enseignement secondaire technique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2021	2022	2023	
OS.1. : Améliorer l'accès à un enseignement secondaire technique de qualité	Taux de transition du 1 ^{er} Cycle Secondaire Général à l'Enseignement Technique (ET)	3,07%	6,57%	8,32%	10%	(Nombre d'élèves du secondaire général du 1 ^{er} cycle inscrit à l'ET en année N / Effectif des élèves du 1 ^{er} cycle en année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DET
	Proportion de filles dans les filières industrielles	14%	19,33%	21,67%	24%	(Nombre de filles inscrites dans les filières industrielles / Effectif d'élèves des filières industrielles) x 100 Source : Rapport d'activités DET
	Taux de survie à l'Enseignement Technique (ET)	91,55%	93,28%	94,14%	95%	(Nombre d'élèves en fin de cycle (en année N+3) / Population d'élèves inscrits en année N) x 100 Source : Rapport d'activités DET

III.5.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME V : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE TECHNIQUE		8 664 151 828	7 759 851 639	7 962 479 633
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	175 915 838	64 369 725	69 249 592
	Transferts	8 488 235 990	7 695 481 914	7 893 230 041
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22219 Enseignement secondaire technique	8 664 151 828	7 759 851 639	7 962 479 633
2221901 Gestion des établissements du secondaire technique	8 664 151 828	7 759 851 639	7 962 479 633
2 Biens et services	175 915 838	64 369 725	69 249 592
22219010003 Superviser, suivre et évaluer les activités des établissements d'enseignement secondaire technique	13 000 000	14 296 220	15 380 015
22219010005 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée technique de de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	87 198 598	33 126 938	35 638 290
22219010006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée technique de Yopougon	37 879 409	6 008 499	6 464 004
22219010007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée technique d'Abidjan	37 837 831	10 938 068	11 767 283
3 Transferts	8 488 235 990	7 695 481 914	7 893 230 041
22219010001 Transférer les crédits de biens et services à la DOB pour les bourses des élèves des établissements du secondaire technique HORS CI	263 168 990	238 590 468	244 721 445
22219010002 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	8 057 550 000	7 305 019 603	7 492 734 155
22219010004 Transférer les crédits de biens et services à la DOB pour les bourses des élèves des établissements du secondaire technique en CI	167 517 000	151 871 843	155 774 441

SECTION 333 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'inadaptation de la loi n°95-696 du 7 septembre 1995 relative aux innovations de la réforme de l'Enseignement ;
- l'absence d'une loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
- le faible financement des activités de la recherche et de l'innovation ;
- la faiblesse du mécanisme de suivi des accords d'aide et de coopération scientifique ;
- l'insuffisance des personnels enseignants-chercheurs et chercheurs;
- l'insuffisance des infrastructures académiques et administratives ;
- l'insuffisance des infrastructures sportives, culturelles et sociales ;
- l'insuffisance du matériel pédagogique et didactique ;
- l'absence d'un système d'informations et de gestion intégré ;
- l'absence de textes réglementaires pour l'application de la carte universitaire ;
- la faible utilisation des TICE ;
- l'insuffisance des équipements de laboratoire de recherche ;
- la faible valorisation et vulgarisation des résultats de la recherche ;
- l'insuffisance de l'enveloppe allouée aux bourses d'études et secours financiers;
- le faible niveau de développement de l'assurance qualité ;
- la persistance de la violence en milieu universitaire ;
- l'insuffisance de financement pour la mise en œuvre des quatorze (14) programmes nationaux de recherche élaborés depuis 2017.

I.1.2. Réponses apportées

- l'élaboration de nouveaux textes réglementaires et de nouveaux documents de politique :
 - l'avant-projet de Loi relatif à l'Enseignement Supérieur ;
 - l'avant-projet de Loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
 - la politique nationale de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ;
 - les plans d'orientation stratégiques des IES dans le cadre des CDP ;
- l'adoption par le Gouvernement du document de la politique de l'enseignement supérieur ;
- la conception de deux outils d'aide à la décision :
 - la carte universitaire ;
 - le système de gestion des ressources humaines du MESRS.
- la réhabilitation et l'équipement des Universités, Grandes Ecoles, CROU, Centres et Instituts de Recherche ;
- la construction et l'équipement des universités et résidences universitaires de Bondoukou et de San-Pedro ;
- les travaux d'extension et d'équipement des Universités Jean Lorougnon GUEDE à Daloa, Péléforo Gon COULIBALY à Korhogo et de Man;
- l'achèvement des travaux des résidences universitaires à Korhogo, les deux (02) restaurants universitaires du CROU-D et CROU-K
- la poursuite de la réhabilitation des résidences universitaires du CROU-A1 (Port-bouet 1, 2, 3 et Vridi) et du CROU-A2 (Abobo 1,2, Williamsville et 220 logements) dans le cadre du Programme 2017;
- la réalisation des études d'impact environnemental et social des sites pour la construction des universités (à Abengourou, Odienné et Daoukro) ;

- la réalisation des études topographiques, des plans parcellaires et des dossiers de purge des sites d'Adiaké, d'Odienné et de Daoukro;
- le début de la purge des droits sur les sites d'Adiaké et d'Odienné ;
- la livraison des équipements de laboratoires et didactiques dans les universités et grandes écoles publiques ;
- la mise en place et l'équipement du Centre National de Calcul ;
- le développement du Centre de Ressources Biologiques (Bio-banque) de l'Institut Pasteur de CI ;
- la construction et l'équipement des laboratoires P3 et P4 en cours de réalisation.
- le renforcement du dispositif en matière d'utilisation des TICE ;
- le recrutement d'enseignants-chercheurs pour l'amélioration du taux d'encadrement des étudiants ;
- l'évaluation des établissements privés de l'enseignement supérieur suite à l'élaboration des référentiels d'évaluation institutionnelle, d'évaluation des programmes et des offres de formation ;
- la mise en place de l'Observatoire de l'Insertion Professionnelle des Diplômés de l'Enseignement Supérieur ;
- la mise en place de quatre (04) centres d'excellence africains dans les domaines mines et environnement minier et valopro (INP-HB), changement climatique, biodiversité et agriculture durable (UFHB), statistiques et économie (ENSEA).

I.1.3. Défis et priorités

- l'adoption du projet de Loi relatif à l'Enseignement Supérieur ;
- l'adoption du projet de Loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
- l'amélioration de la gouvernance et le financement du Système d'ESRS ;
- l'assurance de la certification et l'accréditation des institutions d'enseignement supérieur et de recherche ;
- la dématérialisation des actes administratifs ;
- la pacification de l'environnement universitaire ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs du département ministériel ;
- l'amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur ;
- l'amélioration de l'équité dans l'enseignement supérieur ;
- le développement du numérique éducatif ;
- l'amélioration de l'employabilité et l'insertion professionnelle des diplômés ;
- la normalisation des années académiques ;
- l'amélioration de la gouvernance de la recherche ;
- l'actualisation du document de Politique Nationale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique ;
- le développement des compétences en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques ;
- la valorisation et la vulgarisation des résultats de la recherche ;
- le renforcement du financement de la recherche.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le développement des infrastructures de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- le renforcement de la gouvernance du MESRS et des Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche ;
- l'amélioration de la qualité et de la pertinence de la formation en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés ;
- l'organisation d'une recherche scientifique et technologique d'excellence au service du développement ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs de la communauté universitaire ;
- la promotion de l'émergence d'une communauté universitaire responsable et engagée pour le développement de l'enseignement et de la recherche.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante;
- la qualité et la pertinence des formations en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés sont améliorées;
- Les conditions de vie et de travail des étudiants sont améliorées
- la recherche scientifique et l'innovation technologique diversifiée sont au service du développement.

I.3. Missions du Ministère

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique est chargé de la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Enseignement supérieur

- mise en œuvre et suivi de la politique d'éducation et de formation dans le domaine de l'enseignement supérieur ;
- tutelle des universités publiques et privées et des grandes écoles publiques et privées ;
- organisation des examens et concours des niveaux post-baccalauréat, y compris le Brevet de Technicien Supérieur ;
- suivi de l'organisation et du fonctionnement des universités publiques et privées et des grandes écoles publiques et privées ;
- promotion et contrôle des grandes écoles supérieures publiques et privées ;
- promotion de la formation continue dans l'enseignement supérieur ;
- promotion de la professionnalisation universitaire ;
- gestion des aides et bourses universitaires ivoiriennes ;
- gestion des aides et bourses étrangères, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères.

En matière de Recherche scientifique

- promotion et orientation de la recherche ;
- valorisation et vulgarisation de la recherche ;
- coordination, mise en œuvre, contrôle et suivi des opérations de recherche ;
- planification et mise en œuvre d'une politique de formation, d'insertion et de promotion des chercheurs de toutes disciplines ;
- gestion des institutions et centres de recherche ;
- diffusion des informations relatives aux projets scientifiques nationaux et internationaux ;
- conservation et protection du patrimoine scientifique national ;
- mise en œuvre des projets de coopération internationale en matière de recherche scientifique, technologique et technique ;
- élaboration et mise en œuvre d'un programme de soutien des initiatives visant à promouvoir les innovations technologiques ;
- détection et promotion des talents en matière de technologie ;
- incitation à l'innovation technologique.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Enseignement supérieur ;
- Programme 3 : Œuvre universitaire et vie estudiantine ;
- Programme 4 : Recherche scientifique et innovation.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration générale	CABINET, IGESR, DRCRM, DFP, DP, DRH, DCRP, DSIESRS, DGQE, DECA, DAQN, CPMP		<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation et équipement des bâtiments de l'ancien siège de l'IRD - Suivi de la mise en œuvre de la carte universitaire/PDU (projet) - Réhabilitation et équipement de la direction de la Planification (DP) - Réhabilitation et équipement des locaux de l'IGESRS - Conception et mise en œuvre du système d'informations de suivi des investissements (SISI) 	
Programme 2 : Enseignement supérieur	DGESIP, DEXCO, DESUP DIP, CELLULE DE SUIVI DE CONSTRUCTION DES UNIVERSITES	UFHB, UNA, UAO, UJLG, UPGC, UMAN, UVCI, UIGB, INP-HB ENS	<ul style="list-style-type: none"> - Enseignement supérieur / 2ème C2D - Mise en Œuvre du Télé-Enseignement - Extension des Infrastructures des UFR/Universités de Cocody - Renforcement et Equipement des Infrastructures UNIV Korhogo - Renforcement et Equipement des Infrastructures Université Daloa - Renforcement et Equipement des Infrastructures Université Bouaké - Renforcement des Equipements Université NANGUI ABROGOUA - Réhabilitation et équipement INPHB Yamoussoukro - Renforcement des Infrastructures Techniques et Administratifs de l'ENS - Renforcement des Equipements Pédagogiques de l'ENS - Projet de Centre d'Excellence d'Enseignement Supérieur en Afrique (CEA) : MEM, Valopro, CCBAD et statistiques et économie - Programme de Développement Education, Formation, et Insertion des jeunes / C2D - Construction, réhabilitation et Equipement des Universités/SIMDCI - Extension Université de Daloa - Extension Université de Korhogo - Construction Université de Man - Construction du campus du GPE - Réhabilitation, équipement des locaux et construction de la clôture de l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny (INPHB) 	
Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine	DOB, DVAG	CROU A1, CROU A2 CROU B, CROU D CROU K	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU Daloa - Construction et équipement Restaurant CROU-Bouaké - Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU-Bouaké - Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU-A2 - Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU A1 	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Recherche scientifique et innovation scientifique	DGRI, DR, DVI	IPCI, CRO CIREs (CAPEC), CRE CEMV, CNF, LAMTO Géo, GRTO, PASRES Société Math, CNRA IRD, CSRS	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre Prog, Recherche des Pôles de compétences - Réhabilitation Bâtiment et Equipement LAMTO ECOLOGIE - Réhabilitation et équipement STATION LAMTO - Création des Fermes Agro-Pastorale - Réhabilitation et Equipement Institut Pasteur/IPCI (Labo P3+Labo P4) - Réhabilitation et Equipement CRO - Centre National de Calcul (CNC) ; - Réhabilitation et équipement CEMV ; - Réhabilitation et équipement CNF ; 	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1 : l'administration est moderne et performante	IP.1.1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête
OG 2 : Améliorer la qualité et la pertinence des formations en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés.	RS 2 : la qualité et la pertinence des formations en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés sont améliorées	IP 2.1 : Nombre d'étudiants ayant bénéficié d'une formation en vue d'insertion professionnelle des diplômés du supérieur	Enquête Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 2 / OIPDES
OG 3 : Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants	RS 3 : Les conditions de vie et de travail des étudiants sont améliorées	IP 3.1 : Nombre d'étudiants satisfaits des prestations sociales	Enquête de satisfaction auprès des étudiants Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 3 DP/DOUVAG
OG 4 : Développer une recherche scientifique et d'innovation technologique d'excellence au service du développement du pays	RS 4 : la recherche scientifique et l'innovation technologique diversifiée sont au service du développement	IP 4.1 : Ratio des dépenses de recherche et de développement dans le PIB	Dépenses de R&D / Budget de l'Etat Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 4 DR (IPST)

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	246 103 957 723	256 277 260 613	268 068 333 216
1.1 Ressources Intérieures	223 517 057 723	232 184 681 419	241 001 202 455
1.1.1 Budget Etat	223 517 057 723	232 184 681 419	241 001 202 455
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	22 586 900 000	24 092 579 194	27 067 130 761
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	22 586 900 000	24 092 579 194	27 067 130 761
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	246 103 957 723	256 277 260 613	268 068 333 216
2.1 Personnel	89 988 124 563	89 681 020 629	91 102 029 655
2.1.1 Solde y compris EPN	89 988 124 563	89 681 020 629	91 102 029 655
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	8 957 629 688	8 208 495 438	8 468 090 626
2.3 Transferts	104 956 726 158	104 545 704 137	110 337 906 090
2.4 Investissement	42 201 477 314	53 842 040 409	58 160 306 845
Trésor	19 614 577 314	29 749 461 215	31 093 176 084
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	22 586 900 000	24 092 579 194	27 067 130 761

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la Gouvernance et le Pilotage du Système d'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Proportion de service de l'administration centrale expérimentant la démarche qualité	0	50%	50%	100%	Nombre de services expérimentant la démarche qualité / Nombre total de services Source : Rapport d'activités / DGQN
	Proportion d'équipes qualité mises en place dans les services de l'administration centrale	0	50%	100%	100%	Nombre d'équipes qualité mises en place dans les services / Nombre total de services Source : Rapport d'activités / DGQN
OS 2 : Assurer une gestion efficiente et efficace des ressources humaines, Matérielles et financières	Taux d'encadrement (Ratio Etudiant / Enseignant)	26	25	25	25	Nombre d'enseignants / Nombre d'étudiants Source : Rapport DRH
	Taux d'exécution du budget	80%	100%	100%	100%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Extrait SIB

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		15 588 083 338	16 287 641 869	16 940 093 707
	Dépenses de personnel	8 664 243 811	9 325 762 223	9 747 123 323
	Dépenses en biens et services	5 419 164 527	5 585 124 680	5 784 306 472
	Transferts	1 369 675 000	1 241 754 966	1 273 663 912
	Investissements	135 000 000	135 000 000	135 000 000
	<i>Trésor</i>	135 000 000	135 000 000	135 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21093 Administration Générale	15 588 083 338	16 287 641 869	16 940 093 707
2109301 Coordination et animation	4 521 179 347	4 657 891 222	4 821 581 310
2 Biens et services	4 486 179 347	4 622 891 222	4 786 581 310
21093010016 Renforcer la coopération et les relations avec les autres ministères	20 000 000	21 994 183	23 661 560
21093010017 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique	78 034 839	60 484 005	65 069 294
21093010025 Régler les conflits et tenir les rencontres avec les structures et organes du Ministère	10 000 000	10 997 092	11 830 781
21093010027 Inspecter les services du Ministère	25 000 000	27 492 729	29 576 950
21093010030 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, électricité et téléphone des EPN	4 353 144 508	4 501 923 213	4 656 442 725
4 Investissements	35 000 000	35 000 000	35 000 000
Trésor	35 000 000	35 000 000	35 000 000
21093010031 Réhabilitation et équipement des locaux de l'inspection Générale du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	35 000 000	35 000 000	35 000 000
2109302 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	10 806 903 991	11 353 797 178	11 829 219 904
1 Personnel	8 664 243 811	9 325 762 223	9 747 123 323
21093020031 Prendre en charge les salaires de l'administration centrale	8 524 743 811	9 190 346 781	9 608 435 598
21093020040 Prendre en charge la masse salariale de la gestion des dépenses centralisées	21 000 000	20 385 120	20 877 722
21093020043 Prendre en charge les indemnités de la Commission Évaluation Etablissements Supérieurs Privés	10 000 000	9 707 200	9 941 772
21093020044 Prendre en charge les indemnités d'organisation des examens et concours .DESUP	108 500 000	105 323 122	107 868 231
2 Biens et services	772 985 180	786 279 989	808 432 669
21093020009 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21093020013 Renforcer le dialogue intersectoriel éducation/formation (Task Force)	10 000 000	10 997 092	11 830 780
21093020019 Gérer la commande publique du MESRS	15 000 000	16 495 638	17 746 170
21093020022 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	131 210 800	131 210 800	131 210 800
21093020023 Mettre en œuvre le CDMT	25 000 000	27 492 730	29 576 953
21093020024 Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des structures sous-tutelle	25 000 000	27 492 731	29 576 950
21093020025 Gérer les ressources humaines du Ministère	10 000 000	10 997 093	11 830 781
21093020028 Organiser les sessions de recrutement des Assistants du supérieur (CNRES)	15 800 000	17 375 405	18 692 634
21093020029 Prendre en charge les dépenses centralisées du MESRS	84 916 490	93 383 446	100 462 841
21093020032 Prendre en charge les abonnements (Eau, électricité et téléphone) de l'Admin.Centrale du MESRS	84 557 890	87 447 849	90 449 323
21093020034 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	200 000 000	200 000 000	200 000 000
21093020036 Prendre en charge les missions hors-CI du MESRS	115 000 000	115 000 000	115 000 000
21093020037 Renforcer les capacités des personnels du MESRS	20 000 000	21 994 184	23 661 562

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21093 Administration Générale	15 588 083 338	16 287 641 869	16 940 093 707
21093020038 Organiser les journées du forum social du personnel du MESRS	10 000 000	10 997 092	11 830 781
21093020039 Mettre en place un système de gestion intégrée des personnels du MESRS	22 500 000	10 997 092	11 830 781
3 Transferts	1 369 675 000	1 241 754 966	1 273 663 912
21093020030 Apurer les passifs des frais de scolarité des établissements privés du MESRS	1 369 675 000	1 241 754 966	1 273 663 912
2109303 Planification, programmation et suivi-évaluation	135 000 000	138 489 822	141 407 736
2 Biens et services	35 000 000	38 489 822	41 407 736
21093030002 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	35 000 000	38 489 822	41 407 736
4 Investissements	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Trésor	100 000 000	100 000 000	100 000 000
21093030001 Assurer le suivi de la mise en œuvre de la carte universitaire/PDU (projet)	70 000 000	70 000 000	70 000 000
21093030004 Réhabiliter et équiper la direction de la Planification (DP)	30 000 000	30 000 000	30 000 000
2109304 Gestion des systèmes d'information et de communication	40 000 000	43 988 368	47 323 122
2 Biens et services	40 000 000	43 988 368	47 323 122
21093040001 Gérer les ressources logicielles et Informatiques et Assurer l'équipement et la maintenance informatique	20 000 000	21 994 184	23 661 561
21093040002 Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de communication du Ministère	20 000 000	21 994 184	23 661 561
2109305 Développement de la démarche qualité du système d'esrs	85 000 000	93 475 279	100 561 635
2 Biens et services	85 000 000	93 475 279	100 561 635
21093050001 Coordonner la politique d'assurance qualité, de certification et d'accréditation des institutions	30 000 000	32 991 274	35 492 342
21093050002 Organiser les sessions de la commission d'Etablissements d'Enseignement Supérieur	15 000 000	16 495 638	17 746 172
21093050003 Définir et mettre en œuvre les critères d'évaluation, de certification et d'accréditation des inst .	20 000 000	21 994 183	23 661 560
21093050004 Définir et mettre en œuvre la politique d'assurance qualité des établissements d'enseignement supér.	20 000 000	21 994 184	23 661 561

III.2. Programme 2 : Enseignement supérieur

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Enseignement supérieur						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la qualité des formations et de l'orientation des étudiants dans l'Enseignement Supérieur	Taux d'admissibilité à l'examen du BTS	60%	70%	75%	75%	Nombre de candidats admissibles / Nombre total de candidats inscrits Source : Rapport d'activités / DEXCO
	Taux de promotion dans les universités et grandes Ecoles publiques	62%	64%	65%	65%	Nombre d'étudiants admis / Nombre total d'étudiants inscrits Source : Rapport d'activités /DGES/DESUP
	Proportion d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours	25%	50%	60%	60%	Nombre d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours / Nombre total d'UFR Source : Rapport d'activités / DESUP/DGES
	Ratio capacité d'accueil théorique/capacité d'accueil réel	40	50	70	70	Rapport Capacité d'accueil/ Capacité d'accueil réel Source : Annuaire statistique / DP -Services patrimoine des structures
	Ratio étudiant/salle de TD (Universités et grandes écoles publiques)	50	35	30	30	Nombre d'étudiants / Nombre de salle de TD Source : Rapport d'activités / DP - Services patrimoine des structures
	Ratio étudiants/salles de TP (Universités et grandes écoles publiques)	50	30	25	25	Nombre d'étudiants / Nombre de salle de TP Source : Rapport d'activités / DP - Services patrimoine des structures
	Pourcentage d'étudiants orientés dans les universités publiques	47%	50%	55%	55%	Nombre de Bacheliers orientés dans les universités publiques / Nombre total de bacheliers Source : Rapport d'activités / /DOB/CABINET

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		179 757 471 916	191 838 593 207	200 281 689 232
	Dépenses de personnel	77 490 717 511	76 566 250 997	77 519 745 016
	Dépenses en biens et services	174 465 161	175 953 467	189 292 494
	Transferts	63 661 311 930	65 075 794 866	68 729 550 004
	Investissements	38 430 977 314	50 020 593 877	53 843 101 718
	Trésor	17 844 077 314	28 178 961 215	29 522 676 084
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	20 586 900 000	21 841 632 662	24 320 425 634

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22094 Enseignement supérieur	179 757 471 916	191 838 593 207	200 281 689 232
2209401 Gestion des universités et des grandes écoles	140 936 494 602	141 424 262 612	145 967 364 414
1 Personnel	77 490 717 511	76 566 250 997	77 519 745 016
22094010108 Transférer les crédits de personnel à l'UFHB	36 710 975 719	36 296 291 795	36 733 042 615
22094010110 Transférer les crédits de personnel à l'UNA	6 575 074 905	6 500 803 442	6 579 027 170
22094010111 Transférer les crédits de personnel à l'UAO	10 829 782 776	10 707 450 511	10 836 292 537
22094010112 Transférer les crédits de personnel à l'UJLG	4 198 283 938	4 150 860 495	4 200 807 518
22094010113 Transférer les crédits de personnel à l'UPGC	5 856 649 168	5 790 492 979	5 860 169 588
22094010114 Transférer les crédits de personnel à UMAN	764 294 302	755 660 901	764 753 718
22094010115 Transférer les crédits de personnel à l'UVCI	531 438 984	525 435 896	531 758 431
22094010117 Transférer les crédits de personnel à l'INPHB	6 642 690 917	6 567 655 670	6 646 683 826
22094010118 Transférer les crédits de personnel à l'ENS	2 649 206 531	2 619 281 329	2 650 798 964
22094010119 Prendre en charge les salaires du service autonome des examens	2 732 320 271	2 652 317 979	2 716 410 649
2 Biens et services	174 465 161	175 953 467	189 292 494
22094010055 Mettre en œuvre et suivre la politique d'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur	20 000 000	21 994 183	23 661 561
22094010056 Coordonner la politique nationale en matière d'enseignement supérieur	54 465 161	43 988 367	47 323 123
22094010057 Améliorer l'organisation des examens, des concours et l'orientation des bacheliers	30 000 000	32 991 275	35 492 343
22094010059 Mettre en œuvre et suivre la politique nationale en matière d'Enseignement Supérieur et Contrôler l'exécution des activités d'enseignement supérieur, professionnel, technique et académique dans les institutions d'enseignement supérieur	20 000 000	21 994 184	23 661 561
22094010060 Organiser les inspections des stagiaires de l'ENS	50 000 000	54 985 458	59 153 906
3 Transferts	63 171 311 930	64 582 058 148	68 158 326 904
22094010064 Prendre en charge les frais de scolarité des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur Technique privé laïc	36 800 682 000	37 962 805 595	39 143 210 118
22094010065 Organiser les sessions de l'Examen du BTS	3 954 297 523	3 702 307 003	3 825 855 853
22094010066 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Félix Houphouët Boigny	2 430 000 000	2 886 460 816	3 339 458 123
22094010067 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Nangui Abrougoua	860 000 000	1 088 752 764	1 259 620 169
22094010068 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Alassane Ouattara	1 450 000 000	1 455 890 323	1 684 375 808
22094010069 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Lorougnon Guédé	715 000 000	740 605 077	856 834 650
22094010070 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Péléforo Gon Coulibaly	1 192 700 000	1 035 978 170	1 062 599 341
22094010071 Transférer les Crédits de biens et services à l'INP-HB	1 850 000 000	2 291 444 770	2 651 061 054

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22094 Enseignement supérieur	179 757 471 916	191 838 593 207	200 281 689 232
22094010072 Transférer les crédits de biens et services à l'Ecole Normale Supérieure	560 000 000	632 995 793	732 337 307
22094010073 Transférer les crédits de biens et services à l'Université de Man	1 430 000 000	1 544 509 735	1 786 903 031
22094010074 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	500 000 000	632 995 793	732 337 308
22094010075 Transférer les crédits de subvention de l'Etat à l'Université Internationale de Grand Bassam	175 000 000	0	0
22094010076 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Félix Houphouët Boigny	400 000 000	374 509 706	387 007 384
22094010077 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Nangui Abougoua	255 410 000	239 133 810	247 113 890
22094010078 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Alassane Ouattara	300 000 000	280 882 279	290 255 538
22094010079 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Lorougnon Guédé	125 000 000	117 034 283	120 939 808
22094010080 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Péléforo Gon Coulibaly	199 489 000	186 776 417	193 009 290
22094010081 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université de Man	125 000 000	117 034 283	120 939 808
22094010082 Prendre en charge les heures supplémentaires l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	206 000 000	192 872 498	199 308 803
22094010083 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	460 000 000	430 686 161	445 058 492
22094010084 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Félix Houphouët Boigny	3 373 659 180	3 158 670 266	3 264 077 537
22094010085 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Nangui Abougoua	850 490 000	609 037 046	629 361 083
22094010086 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Alassane Ouattara	1 562 445 000	1 462 877 043	1 511 694 381
22094010087 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Lorougnon Guédé	740 517 000	693 327 009	716 463 868
22094010088 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Péléforo Gon Coulibaly	524 051 000	490 655 464	507 029 017
22094010090 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	250 000 000	234 068 566	241 879 615
22094010091 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Ecole Normale Supérieure	528 837 820	495 137 241	511 660 354
22094010092 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université de Man	70 000 000	65 539 198	67 726 292
22094010102 Prendre en charge les contributions de la CI Ecole Inter-états d'ingénieurs, d'équipement Rural (EIE)	40 000 000	50 639 663	58 586 985
22094010104 Transférer les crédits de biens et services de l'Ecole d'Application ENS	20 763 407	26 286 299	30 411 635
22094010106 Prendre en charge les contributions de la CIV aux Centre, Ecole et institut de formation	50 000 000	63 299 579	73 233 731
22094010107 Prendre en charge les pécules stagiaires ENS (en responsabilité de classe)	671 970 000	850 708 366	984 217 401
22094010123 Appui à l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	500 000 000	468 137 132	483 759 230
4 Investissements	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Trésor	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22094010094 Mettre en œuvre le télé-enseignement (équiper l'université virtuelle)	100 000 000	100 000 000	100 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22094 Enseignement supérieur	179 757 471 916	191 838 593 207	200 281 689 232
2209402 Amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés	10 140 000 000	11 405 372 325	13 892 112 619
3 Transferts	40 000 000	50 639 663	58 586 985
22094020002 Prendre en charge la formation des diplômés au Programme de Gest° de la Politique Econ (GPE)	40 000 000	50 639 663	58 586 985
4 Investissements	10 100 000 000	11 354 732 662	13 833 525 634
Trésor	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22094020004 Mettre en œuvre le PADES	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Financement extérieur	10 000 000 000	11 254 732 662	13 733 525 634
22094020004 Mettre en œuvre le PADES	10 000 000 000	11 254 732 662	13 733 525 634
2209403 Réhabilitation et équipement des infrastructures des universités et grandes écoles publiques	581 200 000	581 200 000	581 200 000
4 Investissements	581 200 000	581 200 000	581 200 000
Trésor	581 200 000	581 200 000	581 200 000
22094030068 Renforcement équipement pédagogiques et académiques de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22094030069 Renforcement des infrastructures techniques et Administratifs de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22094030070 Renforcement et équipement des infrastructures de l'UNIV/UAO-BOUAKE	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22094030075 Renforcer les Equipements des Infrastructures de l'UNIV/UJLoG-DALOA	85 000 000	85 000 000	85 000 000
22094030076 Renforcement et équipement des infrastructures de l'UNIV/UNA-AboboAdjamé	86 200 000	86 200 000	86 200 000
22094030077 Réhabilitation et équipement des infrastructures de l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22094030079 Renforcement et équipement des infrastructures de l'UNIV/UPGC-Kohogo	60 000 000	60 000 000	60 000 000
22094030081 Réhabilitation, équipement des locaux et construction de la clôture de l'INP - HB	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2209404 Construction, extension et équipement des infrastructures des universités et grandes écoles publique	28 099 777 314	38 427 758 270	39 841 012 199
3 Transferts	450 000 000	443 097 055	512 636 115
22094040014 Animer la Cellule Suivi Construction Universités	450 000 000	443 097 055	512 636 115
4 Investissements	27 649 777 314	37 984 661 215	39 328 376 084
Trésor	17 062 877 314	27 397 761 215	28 741 476 084
22094040007 Construction de l'Université de Man	1 380 000 000	2 237 259 493	2 347 650 019
22094040010 Extension des Infrastructures des UFR/Universités de Cocody	215 000 000	115 000 000	115 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22094 Enseignement supérieur	179 757 471 916	191 838 593 207	200 281 689 232
22094040011 Extension des infrastructures de l'Université Lorougnon Guédé/UJLoG	635 000 000	1 029 463 607	1 080 259 248
22094040012 Extension des infrastructures de l'Université Péléforo Gon Coulibaly/UPGC	640 000 000	1 037 569 619	1 088 765 226
22094040013 Construction de l'Université de Bondoukou	2 000 000 000	3 242 405 062	3 402 391 332
22094040015 Construction de l'Université de San-Pedro	449 460 832	728 667 038	764 620 820
22094040016 Construction de la ville universitaire d'Adiaké	2 000 000 000	3 242 405 062	3 402 391 332
22094040020 CONSTRUCTION DE L'UNIVERSITE D'ODIENNE	4 693 416 482	7 608 978 680	7 984 419 777
22094040021 Construction de l'Université de DAOUKRO	3 500 000 000	5 674 208 858	5 954 184 831
22094040022 Construction de l'Université d'Abengourou	1 500 000 000	2 431 803 796	2 551 793 499
22094040023 Construction du Campus GPE	50 000 000	50 000 000	50 000 000
Financement extérieur	10 586 900 000	10 586 900 000	10 586 900 000
22094040013 Construction de l'Université de Bondoukou	10 586 900 000	10 586 900 000	10 586 900 000

III.3. Programme 3 : Œuvre universitaire et vie étudiante

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Œuvre universitaire et vie étudiante						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la gestion des œuvres universitaires	Proportion d'étudiants boursiers bénéficiant de chambre	10%	10%	15%	17%	Effectif des boursiers/effectifs des étudiants Source : Rapport d'activités / DOB
	Nombre de campagnes de sensibilisation à la non-violence tenue	2	4	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DOUVAG - DP
OS 2 : Accroître les capacités d'accueil des œuvres universitaires	Ratio étudiant / lit	10%	15%	15%	15%	Nombre total de chambres dans les résidences universitaires / Nombre total d'étudiants Source : Rapport d'activités / DOUVAG - CROU
	Taux de satisfaction de demandes en lit	13%	15%	15%	15%	Nombre de demandes satisfaites / Nombre de demandes formulées. Source : Rapport d'activités / DOUVAG - CROU

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : OEUVRES UNIVERSITAIRES ET VIE ESTUDIANTINE		38 402 363 410	36 282 587 558	38 104 081 541
	Dépenses de personnel	1 388 324 182	1 371 785 035	1 388 852 669
	Dépenses en biens et services	3 259 000 000	2 331 947 830	2 370 268 460
	Transferts	33 431 239 228	32 255 054 693	34 021 160 412
	Investissements	323 800 000	323 800 000	323 800 000
	Trésor	323 800 000	323 800 000	323 800 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22095 Œuvres universitaires et vie étudiante	38 402 363 410	36 282 587 558	38 104 081 541
2209501 Gestion des œuvres universitaires	38 063 563 410	35 942 291 920	37 762 535 369
1 Personnel	1 388 324 182	1 371 785 035	1 388 852 669
22095010040 Transférer les crédits de personnel au CROU Abidjan 1	608 090 668	601 221 730	608 456 190
22095010041 Transférer les crédits de personnel au CROU Abidjan 2	111 944 325	110 679 812	112 011 615
22095010042 Transférer les crédits de personnel au CROU Bouaké	341 182 609	337 328 641	341 387 693
22095010043 Transférer les crédits de personnel au CROU Korhogo	5 100 000	5 042 391	5 103 066
22095010044 Transférer les crédits de personnel au CROU Daloa	224 366 580	221 832 155	224 501 446
22095010051 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CROU Man	50 000 000	49 435 204	50 030 055
22095010052 Prendre en charge les indemnités des membres de la Commission des Bourses	47 640 000	46 245 102	47 362 604
2 Biens et services	3 244 000 000	2 315 452 192	2 352 522 288
22095010001 Organiser les travaux d'attribution des bourses aux étudiants/COMMISSION DES BOURSES	20 000 000	21 994 184	23 661 562
22095010003 Définir et suivre la mise en œuvre de la politique des œuvres universitaires, de la vie associative	35 000 000	38 489 822	41 407 733
22095010029 Suivre et contrôler l'ensemble des opérations de gestion des bourses et des secours financiers	20 000 000	21 994 183	23 661 561
22095010030 Prendre en charge les frais de transport des étudiants boursiers à l'étranger	3 159 000 000	2 221 976 912	2 251 960 652
22095010037 Tenir la commission d'orientation des bacheliers et organiser les missions de contrôle des effectifs des étudiants dans les établissements privés	10 000 000	10 997 091	11 830 780

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22095 Œuvres universitaires et vie estudiantine	38 402 363 410	36 282 587 558	38 104 081 541
3 Transferts	33 431 239 228	32 255 054 693	34 021 160 412
22095010017 Animer le CROU D	730 000 000	886 194 110	1 025 272 231
22095010018 Transférer les crédits de biens et services au CROU-A1	1 285 000 000	1 626 799 188	1 882 106 881
22095010019 Transférer les crédits de biens et services au CROU A2	1 550 000 000	1 392 590 745	1 611 142 078
22095010020 Transférer les crédits de biens et services au CROU B	1 277 000 000	1 591 351 423	1 841 095 992
22095010021 Transférer les crédits de biens et services au CROU K	770 000 000	974 813 521	1 127 799 454
22095010022 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU A1	330 000 000	308 970 507	319 281 092
22095010023 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU A2	94 000 000	88 009 781	90 946 735
22095010024 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU B	102 000 000	95 499 975	98 686 883
22095010025 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU K	64 524 777	60 412 888	62 428 913
22095010026 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU D	80 000 000	74 901 941	77 401 477
22095010031 Prendre en charge les bourses aux étudiants en CIV	19 489 514 451	18 122 604 876	18 588 295 160
22095010032 Prendre en charge les bourses aux étudiants ivoiriens hors CIV	6 759 200 000	6 127 928 278	6 285 395 523
22095010033 Prendre en charge les bourses d'excellence aux étudiants	300 000 000	271 981 667	278 970 685
22095010054 Transférer les crédits de biens et services au CROU Man	600 000 000	632 995 793	732 337 308
2209502 Pacification de l'environnement universitaire	15 000 000	16 495 638	17 746 172
2 Biens et services	15 000 000	16 495 638	17 746 172
22095020001 Organiser des campagnes de sensibilisation à la non-violence	15 000 000	16 495 638	17 746 172
2209503 Réhabilitation et équipement des infrastructures des œuvres universitaires	243 800 000	323 800 000	323 800 000
4 Investissements	243 800 000	323 800 000	323 800 000
Trésor	243 800 000	323 800 000	323 800 000
22095030003 Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU D	53 800 000	73 800 000	73 800 000
22095030007 Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU B	60 000 000	80 000 000	80 000 000
22095030008 Renforcement des infrastructures et équipements du CROU-A2	80 000 000	100 000 000	100 000 000
22095030009 Renforcement et équipement des infrastructures du CROU-A1	50 000 000	70 000 000	70 000 000
2209504 Construction, extension et équipements des infrastructures des œuvres universitaires	80 000 000	0	0
4 Investissements	80 000 000	0	0
Trésor	80 000 000	0	0
22095040002 Construction et équipement Restaurant CROU-Bouaké	80 000 000	0	0

III.4. Programme 4 : Recherche scientifique et innovation

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 4 : Recherche scientifique et innovation technologique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Assurer une meilleure gestion de la recherche et l'innovation	Nombre de projets mis en œuvre par programme de recherche	58	75	90	95	Dénombrement de projets mis en œuvre Nombre total de PNR Source : Rapport d'activités DVI/DGRI
	Nombre de résultats de recherche valorisés	25	30	35	40	Dénombrement Source : Rapport d'activités DVI/DGRI
	Proportion de chercheurs ayant obtenus un brevet	27%	32%	35%	40%	Nombre de chercheurs ayant obtenus un brevet / Nombre total de chercheurs x 100 Source : Rapport d'activités DVI/DGRI
	Pourcentage de résultats de recherche vulgarisés	7%	8%	10%	10%	Nombre de résultats de recherche vulgarisés / Nombre total de résultat de recherche Source : Rapport d'activités DVI/DGRI
OS 2 : Accroître les capacités infrastructurelles et Matérielles (plateaux techniques) du système de recherche et d'innovation	Nombre de structures de recherche réhabilitées et équipées	3	3	0	0	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DP/CENTRES ET INSTITUTS DE RECHERCHE
	Nombre de moyens communautaires fonctionnels	1	3	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGRI
	Nombres d'unités de production agropastorales fonctionnels	1	3	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DP/UNIVERSITES

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION		12 356 039 059	11 868 437 979	12 742 468 736
	Dépenses de personnel	2 444 839 059	2 417 222 374	2 446 308 647
	Dépenses en biens et services	105 000 000	115 469 461	124 223 200
	Transferts	6 494 500 000	5 973 099 612	6 313 531 762
	Investissements	3 311 700 000	3 362 646 532	3 858 405 127
	<i>Trésor</i>	1 311 700 000	1 111 700 000	1 111 700 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	2 000 000 000	2 250 946 532	2 746 705 127

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22096 Recherche scientifique et innovation	12 356 039 059	11 868 437 979	12 742 468 736
2209601 Gestion des centres et instituts de recherche et l'innovation	9 124 339 059	8 585 791 447	8 964 063 609
1 Personnel	2 444 839 059	2 417 222 374	2 446 308 647
22096010046 Transférer les crédits de personnel à l'IPCI	1 596 687 451	1 578 651 411	1 597 647 217
22096010047 Transférer les crédits de personnel au CRO	848 151 608	838 570 963	848 661 430
2 Biens et services	105 000 000	115 469 461	124 223 200
22096010016 Mettre en œuvre et suivre la politique de la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation des instituts et centres de recherche	20 000 000	21 994 184	23 661 562
22096010019 Mettre en œuvre et suivre la politique de recherche dans les instituts et centres de recherche	20 000 000	21 994 182	23 661 561
22096010024 Coordonner la politique nationale de recherche scientifique et de l'innovation (DGRI)	40 000 000	43 988 365	47 323 124
22096010027 Organiser les sessions de la commission des programmes	25 000 000	27 492 730	29 576 953
3 Transferts	6 494 500 000	5 973 099 612	6 313 531 762
22096010002 Transférer les crédits de biens et services au CAPEC	7 500 000	0	0
22096010003 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'IPCI	100 000 000	93 627 426	96 751 846
22096010004 Prendre en charge les heures supplémentaires de CRO	60 000 000	56 176 456	58 051 108
22096010005 Transférer les crédits de biens et services de la Société Mathématique	60 000 000	0	0
22096010006 Transférer les crédits de biens et services du CNRA	5 000 000 000	4 681 371 320	4 837 592 304
22096010007 Transférer les crédits de biens et services de l'IPCI	350 000 000	392 457 391	454 049 131
22096010008 Transférer les crédits de biens et services du GRTO	5 000 000	6 329 958	7 323 374
22096010009 Transférer les crédits de biens et services du CSRS	80 000 000	101 279 327	117 173 969
22096010010 Transférer les crédits de biens et services du CRO	345 000 000	411 447 266	476 019 250
22096010011 Transférer les crédits de biens et services CEMV	80 000 000	101 279 327	117 173 969
22096010012 Transférer les crédits de biens et services de l'IRD (Ex Ostrom)	5 000 000	6 329 958	7 323 374
22096010013 Transférer les crédits de biens et services au PASRES	300 000 000	0	0
22096010014 Transférer les crédits de biens et services au LAMTO Géo	52 000 000	65 831 562	76 163 080
22096010015 Transférer les crédits de biens et services au CNF	15 000 000	18 989 873	21 970 119
22096010018 Transférer les crédits de biens et services au CIREs (Université des nations Unies)	5 000 000	6 329 958	7 323 373
22096010023 Transférer les crédits de biens et services du Comité Bipartie ADRAO/CI	5 000 000	6 329 958	7 323 373

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22096 Recherche scientifique et innovation	12 356 039 059	11 868 437 979	12 742 468 736
22096010030 Financer les activités de la recherche (FONSTI)	0	0	0
22096010041 Transférer les crédits de biens et services de la ferme aquacole de Grand-Lahou***	20 000 000	25 319 832	29 293 492
22096010048 Prendre en charge les abonnements dans les revues scientifiques (Réseau d'Information Scientifique/	5 000 000	0	0
4 Investissements	80 000 000	80 000 000	80 000 000
Trésor	80 000 000	80 000 000	80 000 000
22096010028 Création des Fermes Agro-Pastorale	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22096010029 Suivre et mettre en œuvre les programmes de pôles de compétences	30 000 000	30 000 000	30 000 000
2209602 Réhabilitation et équipements des infrastructures des centres et instituts de recherche	365 000 000	365 000 000	365 000 000
4 Investissements	365 000 000	365 000 000	365 000 000
Trésor	365 000 000	365 000 000	365 000 000
22096020001 Réhabilitation et équipement du CEMV	65 000 000	65 000 000	65 000 000
22096020003 Réhabilitation et équipement Station géophysique Lamto	125 000 000	125 000 000	125 000 000
22096020005 Réhabilitation et équipement du centre national de floristique	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22096020010 Réhabilitation et Equipement du CRO	60 000 000	60 000 000	60 000 000
22096020011 Réhabilitation et Equipement des Bâtiments de LAMTO ECOLOGIE	65 000 000	65 000 000	65 000 000
2209603 Construction, extension et équipements des infrastructures des centres et instituts de recherche	2 866 700 000	2 917 646 532	3 413 405 127
4 Investissements	2 866 700 000	2 917 646 532	3 413 405 127
Trésor	866 700 000	666 700 000	666 700 000
22096030001 Construction et Equipement de l'Institut Pasteur/IPCI (Labo P3+Labo P4)	700 000 000	500 000 000	500 000 000
22096030002 Equipement du Centre National de Calcul	166 700 000	166 700 000	166 700 000
Financement extérieur	2 000 000 000	2 250 946 532	2 746 705 127
22096030002 Equipement du Centre National de Calcul	2 000 000 000	2 250 946 532	2 746 705 127

SECTION 335: MINSTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'état de santé des populations demeure encore en deçà des attentes ;
- l'espérance de vie à la naissance est estimée à 56,8 ans en 2020 ;
- la morbidité et la mortalité sont dominées par les maladies infectieuses dont les principales sont : le paludisme, les maladies diarrhéiques, les pneumonies, le VIH/Sida ;
- la faiblesse du diagnostic et de la prise en charge thérapeutique occasionnant 31% des décès imputables aux maladies non transmissibles ;
- les enfants et les femmes enceintes constituent les populations les plus vulnérables et les plus touchées ;
- les premières causes des décès maternels sont dues aux hémorragies ante et post-partum (76%), aux complications liées à l'hypertension artérielle (22%), aux infections (14%) et aux complications liées aux avortements (14%).

I.1.2. Réponses apportées

- la réhabilitation, l'extension et l'équipement des infrastructures sanitaires ;
- la construction et l'équipement des infrastructures sanitaires ;
- l'amélioration de l'accès aux médicaments ;
- l'amélioration de la disponibilité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques de qualité au niveau de la Nouvelle PSP et au niveau périphérique.
- la prise en charge des affections dans les établissements sanitaires selon la pyramide (de base, du premier niveau de référence et EPN hospitaliers) ;
- le renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose ;
- l'amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes.

I.1.3. Défis et priorités

- la réorganisation et le renforcement de l'offre de soins ;
- l'intensification de la lutte contre la maladie ;
- le renforcement de la gouvernance du système de santé.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la mise en œuvre de la politique de prévention des maladies et de promotion de la santé ;
- la mise en œuvre de la politique mère-enfant ;
- la mise en œuvre de la politique d'hygiène publique, santé et environnement ;
- la mise en œuvre de la politique pharmaceutique ;
- la mise en œuvre de la politique des matériels et équipements ;
- la mise en œuvre de la politique de lutte antitabac et autres addictions ;
- la mise en œuvre de la politique de santé adolescents et jeunes ;
- la mise en œuvre de la politique de la santé communautaire.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur santé est renforcée ;
- l'offre et la qualité des services de santé sont accrues ;
- la lutte contre les maladies et la prise en charge des problèmes de santé sont intensifiées.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Santé et d'Hygiène Publique. A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de santé :

- élaboration et suivi de l'application des textes en matière de santé ;
- protection sanitaire des populations ;
- organisation des soins ;
- formation professionnelle des agents de santé ;
- promotion de la recherche médicale, notamment pour les endémies, en liaison avec le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- lutte contre les grandes endémies, notamment le paludisme, la tuberculose, le VIH-SIDA, les infections sexuellement transmissibles, les maladies liées à la lèpre et à l'ulcère de Buruli ;
- prise en charge thérapeutique des maladies du VIH-SIDA, prévention thérapeutique de la transmission mère-enfant ;
- lutte contre la toxicomanie, l'alcoolisme, le tabagisme et autres addictions ;
- lutte contre le cancer ;
- développement de la médecine du travail, en liaison avec le Ministre chargé du Travail ;
- développement de la prévention des maladies et des soins de santé primaires ;
- surveillance épidémiologique et veille sanitaire ;
- mise à disposition des différents secteurs du développement, de données épidémiologiques sur l'infection à VIH-SIDA ;
- renforcement du système de santé ;
- renforcement de la sécurité sanitaire ;
- autorisation de création et contrôle des établissements sanitaires privés ;
- facilitation de l'installation des acteurs de santé dans le secteur privé ;
- développement du système national de gestion de l'information sanitaire ;
- développement d'un réseau national de services d'urgence et de transport des malades ;
- développement d'un réseau national de laboratoires de biologie médicale ;
- réglementation et contrôle des médicaments et des services pharmaceutiques ;
- autorisation de création et promotion de l'industrie pharmaceutique, en liaison avec le Ministre en charge de l'Industrie ;
- promotion du médicament générique, notamment dans le domaine du traitement du SIDA ;
- organisation et promotion de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles ;
- coordination de l'aide humanitaire en matière de santé ;
- assistance aux collectivités locales pour le suivi et le contrôle de l'implantation des formations sanitaires publiques ;
- promotion de la prise en charge des coûts et frais de santé par les populations à travers notamment les mutuelles et les assurances maladies, en liaison avec le Ministre en charge des Affaires Sociales ;
- promotion des associations de malades chroniques, notamment celles des malades du diabète, de l'hypertension artérielle, de l'asthme, de l'épilepsie, de la drépanocytose, du SIDA, et les associations des malades sous dialyse ;

- élaboration et mise en œuvre de programmes de santé spécifiques aux groupes vulnérables, notamment aux populations carcérales, déplacées, en situation de précarité, en liaison avec le Ministre en charge des Affaires Sociales ;
- mise en place et suivi d'un comité national d'éthique pour les sciences de la vie et la santé ;
- définition et mise en œuvre d'un plan de lutte contre les zoonoses, en liaison avec le Ministre chargé des Ressources Animales et Halieutiques ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la réglementation sanitaire des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, en liaison avec les Ministres en charge du Commerce et de l'Industrie ;
- lutte contre les maladies transmissibles et les maladies tropicales et négligées.

I.3.2. En matière d'Hygiène Publique :

- élaboration et suivi de la réglementation en matière d'Hygiène Publique ;
- conception, mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière de déchets médicaux, en liaison avec le Ministre chargé de la Salubrité et de l'Environnement ;
- évaluation et suivi de la réglementation des produits alimentaires et médicamenteux, en liaison avec les Ministres chargés de l'Agriculture, des Ressources Animales et halieutiques ;
- proposition et mise en œuvre de mesures d'incitation, d'encouragement ou de sanctions pour les populations et les responsables de collectivités locales dans la réalisation des opérations d'hygiène publique ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la réglementation sanitaire des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, en liaison notamment avec les Ministres chargés du Commerce et l'Industrie.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins ;
- Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie ;
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSE -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMME	SERVICES, CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISMES PRIVES ET ONG SUBVENTIONNEES	PROJETS PIP
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	Cabinet, IGS, DAF, DRH, DPPS, DIIS, DCRP, Services rattachés, CPMP, DGSHP, DFRS, DR, DIEM, DMHP, DEPS, DSC, DAPL, DSIM.	AIRP		<ul style="list-style-type: none"> - Achèvement Equipement Carte Sanitaire (DIPE) - Construction bâtiment Police Sanitaire - Prog PHAM/PADEHA - Projet Promotion de l'Hygiène Publique
PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE L'OFFRE ET DE L'ACCESSIBILITE AUX SOINS	CSR, CSU, CSUS, FSU, PMI, MU, DU, DR, MR, CDT, CAT, CHR, HG, HP, DD/Districts sanitaires.	CHU, SAMU, ICA, IRF, INSP, CNTS, LNSP, INHP, Centre National d'Oncologie et de Radiothérapie, Centre National de Prévention et de Traitement des Insuffisances Rénales, INFAS, Autorité Nationale de Régulation de la Sécurité Nucléaire.	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de la Société Civile (Croix Bleue, Croix Rouge, Don Orione, AIBEF, Hôpital Protestant de Dabou, les Amis de Thérèse HAURY) - Services de Santé Privés et Confessionnels - FSU Communautaire - CSU Communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Prog, Constr. Equip. Nouveaux Districts, - Réhab. Equip. DR, - DAF-Logistique Urgences-Epidémie - Réhab. des Infrastruct. Hosp et Appui aux soins de base - Acquisition de véhic./DAF - Construction CHR de Yopougon - Prog. Spécial réhab. Equip. Des HG - Réhab équip INSP - Réhab équip INHP - Equip du CNTS - Réhab équip LNSP - Réhab équip CHU-Treich - Réhab équip CHU de Cocody - Réhab équip CHU de YOP - Réhab équip CHU de BOUAKE - Equip CCTOS CHU COCODY - Réhab équip CHU d'ANGRE - Equip. Ext ICA - Réhab, réquip SAMU - Réfection et réquip IRF - Réhab équip du CNPTIR - Réhab équip du CNRAO - Réfection et Equip INFAS - PRSS/ECHO - PARSSI

PROGRAMME	SERVICES, CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISMES PRIVES ET ONG SUBVENTIONNEES	PROJETS PIP
PROGRAMME 3 : LA LUTTE CONTRE LA MALADIE ET LES PROBLEMES DE SANTE PRIORITAIRES	DHES	FNLS		<ul style="list-style-type: none"> - PNN - PNLP - PNLUB - PEV - PNSI - PNSSU-SAJ - PNEVG_EA - PNLT - PNPSBD - PNSOLO - PNLCé - PNLTHA - PNPMT - PNMNT - PNLT - PSN - PNPEC - PNLTA - PNLCa - PLS-PHV - PNL - PNLSGHF - PNPCMNT - PNSM - PNLMM - PNSR/PF - PNLHV.

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du Ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Améliorer la gouvernance du secteur de la santé	RS 1 : la gouvernance du secteur santé est renforcée	IP 1.1 : Taux de complétude et de promptitude nationale des formulaires des rapports SIG	Source : RASS DIIS
		IP 1.2 : Pourcentage des structures du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique en conformité avec les règles de gestion financière	Source : Rapport de Contrôle de Gestion DAF-RFFiM
OG 2 : Accroître l'offre et la qualité des prestations des services de santé	RS 2 : L'offre et la qualité des services de santé sont accrues	IP 2.1 : Pourcentage de population vivant à moins de de 5 km d'un centre de santé	Source : RASS DIIS
		IP 2.2 : Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	Source : RASS DIIS
		IP 2.3 : Nombre de personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral	Source : RASS DIIS

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 2 : Accroître l'offre et la qualité des prestations des services de santé	RS 2 : L'offre et la qualité des services de santé sont accrues	IP 2.4 : Nombre de cas de paludisme confirmé positif ayant reçu une CTA, conformément à la politique nationale, dans les établissements de santé	Source : RASS DIIS
		IP 2.5 : Proportion de cas de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement	Source : RASS DIIS
OG 3 : Intensifier la lutte contre les maladies et la prise en charge des problèmes de santé prioritaires.	RS 3 : La lutte contre les maladies et la prise en charge des problèmes de santé sont intensifiés	IP 3.1 : Nombre de nouvelles infections par le VIH	Source : Spectrum PNLs
		IP 3.2 : Taux de mortalité dû au sida	Source : Spectrum PNLs
		IP 3.3 : Disponibilité des Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence de Base (SONUB)	Source : Rapport annuel PNSME
		IP 3.4 : Nombre de personnes dépistés pour les maladies chroniques non transmissibles	Source : Rapport annuel PNMCNT
		IP 3.5 : Proportion de cas de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement	Source: Rapport annuel PNLT

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	414 254 898 441	443 679 734 742	472 151 952 390
1.1 Ressources Intérieures	333 837 611 667	353 089 735 184	376 590 939 765
1.1.1 Budget Etat	333 837 611 667	353 089 735 184	376 590 939 765
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	80 417 286 774	90 589 999 558	95 561 012 625
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	80 417 286 774	90 589 999 558	95 561 012 625
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
2. CHARGES	414 254 898 441	443 679 734 742	472 151 952 390
2.1 Personnel	194 717 061 337	206 719 558 289	214 941 785 983
2.1.1 Solde y compris EPN	194 717 061 337	206 719 558 289	214 941 785 983
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	50 655 197 177	56 142 337 067	63 794 484 741
2.3 Transferts	36 441 260 126	44 634 618 195	51 516 746 773
2.4 Investissement	132 441 379 801	136 183 221 191	141 898 934 893
Trésor	52 024 093 027	45 593 221 633	46 337 922 268
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	80 417 286 774	90 589 999 558	95 561 012 625

III. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer le cadre institutionnel du système de santé	Pourcentage des Directions régionales disposant d'un plan opérationnel	10%	100%	100%	100%	(Nombre de Directions régionales disposant d'un plan opérationnel / Nombre total de Directions Régionales) x 100 Source : Rapport d'activités DPPS
OS 2 : Améliorer le cadre gestionnaire du système de santé	Pourcentage des structures du ministère de la santé en conformité avec les règles de gestion financières	--	50%	75%	95%	(Nombre des établissements en conformité avec les règles de gestion financière / Nombre total des structures du ministère) x 100 Source : Rapports d'activités SCG/DAF
OS 3 : Améliorer l'articulation des orientations stratégiques avec la programmation budgétaire	Pourcentage des plans d'actions annuels cadrés sur les orientations stratégiques	--	100%	100%	100%	(Nombre d'unités du ministère disposant d'un plan opérationnel découlant du PNDS / Nombre total d'unités du ministère) x 100 Source : Rapport d'activités DPPS

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 4 : Améliorer la disponibilité de l'information sanitaire	Taux de complétude et de promptitude nationale des formulaires des rapports SIG	80%	95%	95%	95%	(Nombre d'établissements sanitaires transmettant les rapports mensuels d'activités / Nombre total d'établissements sanitaires) x100 Source : Rapport d'activités DPPS
	Pourcentage de Régions Sanitaires disposant à temps d'un Rapport Régional Annuel sur la Situation Sanitaire	0%	100%	100%	100%	(Nombre de Rapports Annuels sur la situation Sanitaire / Nombre de Régions sanitaires) x100 Source : Rapport d'activités DIIS

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	177 651 783 922	190 996 792 603	200 005 417 949
Dépenses de personnel	159 082 957 678	171 487 992 642	179 286 269 286
Dépenses en biens et services	17 533 564 827	18 589 944 449	19 685 565 688
Transferts	577 439 674	731 033 769	845 761 232
Investissements	457 821 743	187 821 743	187 821 743
<i>Trésor</i>	457 821 743	187 821 743	187 821 743
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21067 Administration Générale	177 651 783 922	190 996 792 603	200 005 417 949
2106701 Coordination et animation du ministère	6 769 829 288	7 092 622 426	7 665 327 261
1 Personnel	148 976 185	144 614 162	148 108 735
21067010292 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Sud-Comoé	2 160 000	2 096 755	2 147 423
21067010293 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Moyen-Comoé	1 080 000	1 048 378	1 073 711
21067010294 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Bas - Sassandra	2 160 000	2 096 755	2 147 423
21067010295 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région des Montagnes	2 160 000	2 096 755	2 147 423
21067010296 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région du Fromager	2 160 000	2 096 755	2 147 423

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21067 Administration Générale	177 651 783 922	190 996 792 603	200 005 417 949
21067010297 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région du Zanzan	2 160 000	2 096 755	2 147 423
21067010298 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Savanes	2 160 000	2 096 755	2 147 423
21067010299 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule techn. d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Vallée Bandama	2 160 000	2 096 755	2 147 423
21067010300 Prendre en charge les salaires des agents du Secrétariat Technique Coordination Opération	2 400 000	2 329 728	2 386 025
21067010301 Prendre en charge les honoraires du personnel des Campagnes de sensibilisation	3 000 000	2 912 160	2 982 532
21067010302 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Direction des Etablissements et des Professions Sanitaires	7 200 000	6 989 184	7 158 076
21067010303 Prendre en charges les dépenses de salaires liées aux charges centralisées	1 895 903	1 840 391	1 884 864
21067010304 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat dans les services de mise en œuvre de la Carte Sanitaire	3 527 708	3 424 416	3 507 167
21067010305 Prendre en charge les dépenses salariales de l'unité de Pilotage du programme hospitalier (UPPH) 2018-2020	112 592 574	109 295 865	111 936 976
21067010306 Prendre en charge les dépenses salariales de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) Abj Nord	2 160 000	2 096 755	2 147 423
2 Biens et services	5 773 413 429	6 216 974 495	6 671 457 294
21067010001 Achever la Réforme Hospitalière	9 727 507	10 697 428	11 508 401
21067010002 Évaluer et accréditer des structures (CRESAC)	164 359 791	180 747 972	194 450 473
21067010003 Elaborer une loi d'orientation en matière de santé publique	51 255 130	56 365 738	60 638 824
21067010004 Développer la médecine de proximité et de famille	11 247 260	12 368 715	13 306 390
21067010005 Superviser la qualité des soins infirmiers et maternels en Côte d'Ivoire	20 179 237	22 191 291	23 873 612
21067010006 Développer la médecine hospitalière	62 004 244	68 186 638	73 355 864
21067010011 Mettre en place un système de supervision intégré des Directions régionales et départementales	57 915 165	63 689 839	68 518 166
21067010012 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Construction du Logement et L'Urbanisme	1 730 000	1 902 496	2 046 724
21067010013 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min du Plan et Développement	2 595 000	2 853 745	3 070 087
21067010014 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	1 730 000	1 902 496	2 046 724
21067010015 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	1 730 000	1 902 496	2 046 724
21067010016 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/MIN. Education Nationale	1 432 500	1 575 333	1 694 759
21067010017 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	1 730 000	1 902 496	2 046 724
21067010018 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Tourisme	2 595 000	2 853 744	3 070 086

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21067 Administration Générale	177 651 783 922	190 996 792 603	200 005 417 949
21067010019 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Intégration Africaine	4 498 972	4 947 560	5 322 636
21067010020 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère chargé des Ex Combattants et des Victimes de Guerre	1 730 000	1 902 496	2 046 724
21067010021 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de la Communication	3 297 500	3 626 290	3 901 200
21067010022 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Ressources Animales et Halieutiques	1 797 500	1 976 727	2 126 582
21067010023 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	2 297 500	2 526 581	2 718 122
21067010024 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de l'Économie Numérique et de la Poste	1 432 500	1 575 333	1 694 759
21067010025 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Transports	1 865 000	2 050 957	2 206 440
21067010026 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Justice et droit de l'homme	1 365 000	1 501 103	1 614 901
21067010027 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	1 730 000	1 902 496	2 046 724
21067010028 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Industrie Dévpt Secteur privé	2 662 500	2 927 975	3 149 944
21067010029 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Jeunesse et Service Civique	1 730 000	1 902 496	2 046 724
21067010030 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Économie et Finances	1 297 500	1 426 873	1 535 044
21067010031 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min.Mines et Énergies	2 162 500	2 378 120	2 558 405
21067010032 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Primature	2 000 000	2 199 418	2 366 156
21067010033 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / MIN. Culture et Francophonie	2 865 000	3 150 668	3 389 518
21067010034 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de l'Agriculture	4 467 200	4 912 621	5 285 046
21067010035 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Affaires Étrangères	3 595 000	3 953 453	4 253 165
21067010036 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Commerce	2 297 500	2 526 581	2 718 121
21067010037 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Sports et Loisirs	4 874 272	5 360 281	5 766 643
21067010038 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Eaux et Forêts	1 865 000	2 050 957	2 206 441
21067010039 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère de la Promotion du Logement	1 730 000	1 902 496	2 046 724
21067010040 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Réforme Administrative	1 730 000	1 902 496	2 046 724
21067010041 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Artisanat et Promotion des PME	1 730 000	1 902 496	2 046 724
21067010042 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Défense	2 662 500	2 927 975	3 149 944
21067010043 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Santé et Hygiène Publique	13 094 724	14 400 386	15 492 083

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21067 Administration Générale	177 651 783 922	190 996 792 603	200 005 417 949
21067010044 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Ens.Tech. et Formation Professionnelle	2 733 600	3 006 165	3 234 062
21067010209 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Famille et Affaires Sociales	1 332 100	1 464 922	1 575 978
21067010212 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région des Lacs (YAMOUSSOUKRO)	9 265 247	10 189 078	10 961 513
21067010213 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région N'zi-Comoé (DIMBOKRO)	7 903 946	8 692 042	9 350 983
21067010214 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	18 706 751	20 571 987	22 131 549
21067010215 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Worodougou (SEGUELA)	9 278 547	10 203 703	10 977 246
21067010216 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Denguélé(Odiénné)	9 274 592	10 199 355	10 972 568
21067010217 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région des Savanes (KORHOGO)	9 278 546	10 203 704	10 977 245
21067010218 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Zanzan (BONDOUKOU)	9 708 969	10 677 043	11 486 469
21067010219 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	9 353 374	10 285 993	11 065 770
21067010220 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Gôh (Gagnoa)	9 461 873	10 405 309	11 194 133
21067010221 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Tonkpi (Man)	9 521 454	10 470 830	11 264 625
21067010222 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Sud-Bandama (DIVO)	9 458 332	10 401 416	11 189 946
21067010223 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	7 542 561	8 294 624	8 923 440
21067010224 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	9 254 602	10 177 371	10 948 917
21067010225 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Sud-Comoé (ABOISSO)	9 833 443	10 813 929	11 633 730
21067010226 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région de l'Agnéby (AGBOVILLE)	9 754 759	10 727 398	11 540 642
21067010227 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Hambol	11 148 727	12 260 359	13 189 816
21067010228 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	10 695 806	11 762 277	12 653 972
21067010229 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Moyen-Cavally (Guiglo)	9 503 027	10 450 567	11 242 822
21067010230 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région des Lagunes 1 (Abidjan)	9 332 391	10 262 915	11 040 947
21067010231 Élaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région des Lagunes 2 (Abidjan)	9 332 391	10 262 915	11 040 947
21067010233 Contrôler les services paramédicaux dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 355	7 421 228	7 983 830

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21067 Administration Générale	177 651 783 922	190 996 792 603	200 005 417 949
21067010234 Réaliser le contrôle en matière de services administratifs et financiers dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 354	7 421 226	7 983 830
21067010235 Réaliser le contrôle en matière de services pharmaceutiques dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 258	7 421 121	7 983 716
21067010236 Réaliser le contrôle en matière de services médicaux dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 354	7 421 226	7 983 830
21067010237 Réaliser l'audit dans les établissements et services relevant du ministère	5 909 091	6 498 282	6 990 917
21067010240 Organiser la communication des activités du ministère	25 000 000	27 492 729	29 576 952
21067010241 Suivre et évaluer les indicateurs sanitaires du secteur	4 000 000	4 398 836	4 732 312
21067010242 Élaborer et suivre la mise en œuvre des normes et standard des équipements et des infrastructures sanitaires	50 283 162	55 296 855	59 488 910
21067010243 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21067010244 Prendre en charge la contribution de l'État au CIRBA -CORRIDOR	48 235 722	53 045 267	57 066 628
21067010245 Apporter une assistance au ministère (Organes Consultatifs)	5 237 890	5 760 156	6 196 834
21067010246 Veiller à l'application de la réglementation relative aux professions de santé, à l'exclusion des professions de pharmacie	24 934 430	27 420 625	29 499 377
21067010247 Veiller au respect de la réglementation en matière d'enregistrement des médicaments dans les secteurs publics et privés	18 145 763	19 955 065	21 467 853
21067010248 Élaborer la politique de formation et de recherche dans la secteur de la santé	13 000 000	14 296 218	15 380 014
21067010249 Coordonner et suivre les activités des ONG	12 230 970	13 450 511	14 470 194
21067010250 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	78 851 100	86 713 279	93 287 012
21067010251 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	201 949 040	201 949 040	201 949 040
21067010254 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	65 000 000	71 481 097	76 900 078
21067010255 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21067010257 Gérer la commande publique	38 594 345	42 442 555	45 660 125
21067010259 Élaborer la politique, promouvoir et sensibiliser en matière d'hygiène publique	35 162 199	38 668 192	41 599 631
21067010260 Prendre en charge les émoluments des internes des hôpitaux	10 475 779	11 520 310	12 393 666
21067010262 Gérer les fonds du CD-PEFAR alloué au ministère de la santé	22 582 700	24 834 402	26 717 100
21067010263 Prendre en charge les dépenses liées aux charges centralisées	100 000 000	109 970 919	118 307 813
21067010264 Prendre en charge les dépenses liées aux charges centralisées	4 149 459 558	4 453 227 873	4 790 827 024
21067010265 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL)/Abj Sud	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010266 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) à Abj Nord	3 027 500	3 329 370	3 581 769

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21067 Administration Générale	177 651 783 922	190 996 792 603	200 005 417 949
21067010267 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de l'Agneby	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010268 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Sud Comoé	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010269 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région Moyen-Comoé	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010270 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Bas-Sassandra	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010271 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Sud Bandama	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010272 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Moyen Cavally	3 626 116	3 987 674	4 289 978
21067010273 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région des Montagnes	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010274 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Marahoué	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010275 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Fromager	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010276 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Haut Sassandra	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010277 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Zanzan	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010278 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région Savanes	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010279 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Denguelé	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010280 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Bafing	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010281 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Worodougou	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010282 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région Vallée Bandama	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010283 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la région de N'zi Comoé	3 027 500	3 329 370	3 581 769

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21067 Administration Générale	177 651 783 922	190 996 792 603	200 005 417 949
21067010284 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Techn. d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région des Lacs	3 027 500	3 329 370	3 581 769
21067010285 Apporter un appui technique national à travers le PBF	5 454 546	5 998 415	6 453 155
21067010286 Apporter un appui technique aux structures de l'Unité de Pilotage du Programme Hospitalier (UPPH)	7 090 909	7 797 938	8 389 099
21067010288 Gérer la coopération internationale du ministère	5 387 544	5 924 732	6 373 886
21067010289 Apporter un appui juridique aux ministères	7 692 388	8 459 391	9 100 695
21067010290 Coordonner les activités du ministère et fournir un appui technique / Secrétariat Technique Coordination Opérationnelle	7 597 146	8 354 651	8 988 019
21067010311 Cordonner les activités du Programme PACCI	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010312 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de la ME	4 022 405	4 423 475	4 758 820
21067010314 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région d'Iffou	4 022 405	4 423 475	4 758 820
21067010315 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de Moronou	4 022 405	4 423 475	4 758 820
21067010316 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du Bere	4 022 405	4 423 475	4 758 820
21067010317 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du Bafing	4 022 405	4 423 475	4 758 820
21067010318 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de Folon	4 022 405	4 423 475	4 758 820
21067010320 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du TCHOLOGO	4 022 405	4 423 475	4 758 820
21067010321 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de la BAGOUE	4 022 405	4 423 475	4 758 820
21067010322 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du BOUNKANI	4 022 405	4 423 475	4 758 820
21067010323 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du GBOKLE	4 022 405	4 423 475	4 758 820
21067010324 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du NAWA	4 022 405	4 423 475	4 758 820
21067010346 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de Guemon	4 022 405	4 423 475	4 758 820
21067010347 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région des Grands Ponts	4 022 405	4 423 475	4 758 820
3 Transferts	577 439 674	731 033 769	845 761 232
21067010253 Organiser des campagnes de sensibilisation en matière de santé	177 439 674	224 637 135	259 891 386
21067010310 Contribuer à la mise en œuvre de la Politique Pharmaceutique Nationale (AIRP)	400 000 000	506 396 634	585 869 846
4 Investissements	270 000 000	0	0
Trésor	270 000 000	0	0
21067010309 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	270 000 000	0	0

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21067 Administration Générale	177 651 783 922	190 996 792 603	200 005 417 949
2106702 Planification, programmation et suivi-évaluation	214 692 934	236 099 790	253 998 513
2 Biens et services	214 692 934	236 099 790	253 998 513
21067020012 Produire annuellement le RASS et l'annuaire statistique	58 584 775	64 426 213	69 310 366
21067020013 Suivre et évaluer le PNDS	84 632 357	93 070 980	100 126 690
21067020014 Mettre en œuvre la Carte Sanitaire	71 475 802	78 602 597	84 561 457
2106703 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	170 500 269 745	183 488 528 015	191 896 056 136
1 Personnel	158 933 981 493	171 343 378 480	179 138 160 551
21067030156 Gérer le personnel des programmes	158 933 981 493	171 343 378 480	179 138 160 551
2 Biens et services	11 419 588 252	11 998 449 535	12 611 195 585
21067030001 Gérer les ressources humaines du ministère	55 951 238	61 530 091	66 194 686
21067030003 Réaliser des missions de contrôle	15 292 388	16 817 181	18 092 090
21067030004 Mettre en œuvre la gratuité ciblée - Fonds d'action sanitaire	700 000 000	892 693 941	1 110 471 719
21067030005 Faire le suivi des financements extérieurs et la Gestion des agréments	18 594 247	20 448 263	21 998 447
21067030007 Contrôler et auditer le système d'évaluation, du secteur de la santé	63 856 400	70 223 468	75 547 110
21067030009 Direction du Patrimoine/ Gestion Abonnements EPN Santé	3 419 953 090	3 536 837 836	3 658 232 723
21067030010 Elaborer les manuels de procédures de gestion des ressources financières	51 567 037	56 708 746	61 007 834
21067030011 Direction du Patrimoine/ Prendre en charge les dépenses liées aux patrimoines	6 997 479 860	7 236 634 796	7 485 017 814
21067030013 Faire le suivi et l'évaluation des outils de pilotage de la GAR (CDMT/MAB/BUD-PROG/DPPD-PAP/RAP)	51 997 817	57 182 477	61 517 479
21067030014 Actualiser annuellement le CDMT	44 896 175	49 372 736	53 115 683
4 Investissements	146 700 000	146 700 000	146 700 000
Trésor	146 700 000	146 700 000	146 700 000
21067030008 Appuyer les activités institutionnelles du MSHP	146 700 000	146 700 000	146 700 000
2106704 Information et communication	166 991 955	179 542 372	190 036 039
2 Biens et services	125 870 212	138 420 629	148 914 296
21067040003 Réaliser la Coordination Nationale pour le Développement et l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication dans le domaine de la Santé (CNDTIC-SANTE)	40 920 411	45 000 552	48 412 045
21067040004 Elaborer annuellement les Comptes de la Santé (CS)	84 949 801	93 420 077	100 502 251
4 Investissements	41 121 743	41 121 743	41 121 743
Trésor	41 121 743	41 121 743	41 121 743
21067040001 Mettre en œuvre l'archivage électronique	41 121 743	41 121 743	41 121 743

III.2. Programme 2 : Amélioration de l'offre et de l'accessibilité aux soins

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Réhabiliter, étendre et équiper les infrastructures sanitaires	Proportion de la population habitant à moins de 5 Km d'un centre de santé	68%	70%	75%	80%	(Population à charge située entre 0 et 5 Km d'un établissement sanitaire/ Population totale) x100 Source : RASS
OS 2 : Construire et équiper les infrastructures sanitaires						
OS 3 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux médicaments, aux vaccins et aux autres intrants stratégiques de qualité	Taux de disponibilité des médicaments essentiels	100%	100%	100%	100%	(Nombre de médicaments essentiels disponibles et utilisables/ Nombre total de médicaments essentiels devant être gérés) x 100 Source : Rapport d'activités PNDAP
	Taux de disponibilité d'intrants stratégiques	92%	92%	92%	92%	(Nombre d'intrants stratégiques disponibles et utilisables/ Nombre total d'intrants stratégiques devant être gérés) x 100 Source : Rapport d'activités PNDAP
	Nombre de poches de sang collectées	170 500	190 000	210 000	230 000	Dénombrement Source : Rapport de COGES du CNTS
OS 4 : Faire la prise en charge des affections dans les établissements sanitaires selon la pyramide	Proportion de femmes enceintes en CPN ayant reçu au moins trois doses de SP	44,48%	90%	90%	90%	(Nombre de femmes enceintes en CPN ayant reçu au moins trois doses de SP/ Nombre total de femmes enceintes en CPN) x 100 Source : Rapport d'activités PNL
	Proportion de cas de paludisme confirmé positif ayant reçu une CTA, conformément à la politique nationale, dans les établissements de santé	95%	100%	100%	100%	(Nombre de cas de paludisme confirmé positif ayant reçu une CTA, conformément à la politique nationale / de cas de paludisme confirmé positif dans les établissements de santé) x 100 Source : Rapport d'activités PNL
	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	64,5%	75%	80%	82%	(Nombre d'accouchements pratiqués par un personnel qualifié / nombre de naissances attendues) x 100 Source : Rapport d'activités PNSME
	Taux d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3	95%	95%	95%	95%	Nombre d'enfant ayant reçu complètement le vaccin DTC-Hép B Hib3 avant 12 mois / Nombre total d'enfant à vacciner avant 12 mois) x 100 Source : Rapport d'activités PEV
	Proportion d'enfants malnutris aigus pris en charge et guéris	80%	80%	80%	80%	(Nombre d'enfants dépistés malnutris aigus pris en charge et guéris/ nombre d'enfants dépistés malnutris aigus) x 100 Source : Rapport d'activités PNN
	Nombre de PVVIH sous traitement ARV (File active)	269 135	285 962	302 169	317 226	Dénombrement Source : Rapport d'activités PNLS
	Proportion de cas de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement	87%	88%	89%	90%	(Rapport d'activité du programme tuberculose/SNIS) x 100 Source : Rapport d'activités PNLT

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : AMELIORATION DE L'OFFRE ET L'ACCESSIBILITE AUX SOINS		137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
	Dépenses de personnel	35 632 603 659	35 230 082 591	35 654 015 795
	Dépenses en biens et services	33 121 632 350	37 552 392 618	44 108 919 053
	Transferts	34 026 531 852	41 811 311 429	48 373 122 843
	Investissements	34 606 980 636	29 678 729 715	30 507 270 222
	<i>Trésor</i>	33 759 180 636	28 724 553 480	29 342 941 918
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	847 800 000	954 176 235	1 164 328 304

Tableau 6 : Tableau du budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
2206801 Réhabilitation, extension et équipement des infrastructures sanitaires	14 861 510 299	9 935 492 990	10 765 901 055
2 Biens et services	22 401 217	24 634 829	26 502 387
22068010020 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructure de l'Equipement et de la Maintenance du Hambol	2 854 500	3 139 119	3 377 097
22068010021 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de Bondoukou	3 116 177	3 426 889	3 686 680
22068010022 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de Daloa	3 191 697	3 509 940	3 776 026
22068010023 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de Man	3 365 831	3 701 436	3 982 041
22068010024 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de San-Pedro	3 215 485	3 536 099	3 804 169
22068010025 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de Abengourou	3 291 696	3 619 910	3 894 333
22068010026 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructure de l'Equipement et de la Maintenance de Yamoussoukro	3 365 831	3 701 436	3 982 041
4 Investissements	14 839 109 082	9 910 858 161	10 739 398 668
Trésor	13 991 309 082	8 956 681 926	9 575 070 364
22068010002 Réhabiliter et rééquiper 600 Etablissements Sanitaires de Premier Contacts (ESPC)	159 885 526	159 885 526	159 885 526
22068010010 Programme de Mise à niveau des Etablissements Sanitaires	10 281 000 000	6 239 448 394	6 857 836 832
22068010011 Equiper et faire l'Extension de l'Institut de Cardiologie d'ABIDJAN (ICA)	500 000 000	500 000 000	500 000 000
22068010012 Rééquiper et faire la Réfection de l'Institut Raoul Follereau (IRFCI)	50 000 000	50 000 000	50 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068010013 Améliorer les services de Cardiologie de Bouaké en C.I (PASCB-CI)	200 000 000	200 000 000	200 000 000
22068010016 Acquérir 100 Véhicules de supervisions	31 404 888	31 404 888	31 404 888
22068010027 Réhabiliter et rééquiper le CHU de Yopougon	62 000 000	62 000 000	62 000 000
22068010028 Réhabiliter et rééquiper le CHU de COCODY	200 000 000	100 000 000	100 000 000
22068010029 Réhabiliter et rééquiper le CHU de TREICHVILLE	141 274 403	141 274 403	141 274 403
22068010030 Réhabiliter et rééquiper le CHU de Bouaké	154 940 046	54 940 046	54 940 046
22068010031 Réhabiliter et rééquiper le CHU d'Angré	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
22068010032 Réhabiliter et rééquiper le SAMU	62 788 623	62 788 623	62 788 623
22068010033 Réhabiliter et rééquiper l'INSP	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22068010034 Réhabiliter et rééquiper le LNPS	250 000 000	150 000 000	150 000 000
22068010035 Réhabiliter et rééquiper de l'INHSP	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22068010036 Réhabiliter et rééquiper le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS)	150 000 000	50 000 000	50 000 000
22068010037 Réhabiliter et rééquiper l'INFAS	154 940 046	54 940 046	54 940 046
22068010038 Réhabiliter et équiper les structures sanitaires en CI/BIDC	493 075 550	0	0
Financement extérieur	847 800 000	954 176 235	1 164 328 304
22068010038 Réhabiliter et équiper les structures sanitaires en CI/BIDC	847 800 000	954 176 235	1 164 328 304
2206802 Construction et équipement des infrastructures sanitaires	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
4 Investissements	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
Trésor	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
22068020014 Mettre en Œuvre le Programma hospitalier (PH)	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
2206803 Approvisionnement en médicaments et autres intrants stratégiques	21 065 081 040	22 472 420 600	23 548 743 733
1 Personnel	1 234 728 040	1 220 780 662	1 235 470 233
22068030013 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à AIRP	1 234 728 040	1 220 780 662	1 235 470 233
3 Transferts	5 343 353 000	6 764 639 938	7 826 273 500
22068030003 Approvisionner l'Institut d'hygiène publique en Vaccin	200 000 000	253 198 317	292 934 923
22068030004 Garantir la qualité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques	450 000 000	569 696 214	659 103 577
22068030006 Approvisionner la NPSP en médicament	1 443 353 000	1 827 272 753	2 114 042 500
22068030008 Réaliser des missions de prévention sur l'hygiène publique	450 000 000	569 696 214	659 103 577
22068030009 Réaliser une production efficiente, de qualité de poches de sang et de produit sanguins	800 000 000	1 012 793 269	1 171 739 692
22068030010 Réaliser une production efficiente, de qualité de poches de sang et de produit sanguins / Gestion des produits sanguins / CNTS	2 000 000 000	2 531 983 171	2 929 349 231

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
4 Investissements	14 487 000 000	14 487 000 000	14 487 000 000
Trésor	14 487 000 000	14 487 000 000	14 487 000 000
22068030005 Appuyer la NPSP en médicament	359 000 000	359 000 000	359 000 000
22068030007 Réaliser la couverture de nouveaux de GAVI (appui initiative indépendance vaccinale)	12 128 000 000	12 128 000 000	12 128 000 000
22068030011 Apporter un Appui au Programme cancer et hépatites	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
2206804 Prise en charge médicale et autres soutiens aux différents niveaux de la pyramide sanitaire	88 074 893 036	97 520 305 831	108 521 473 421
1 Personnel	34 397 875 619	34 009 301 929	34 418 545 562
22068043532 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Bouaké	3 767 336 276	3 724 780 780	3 769 600 814
22068043533 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Cocody	5 588 970 172	5 525 837 661	5 592 329 691
22068043534 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Treichville	5 427 993 328	5 366 679 197	5 431 256 084
22068043535 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Yopougon	2 877 777 820	2 845 270 697	2 879 507 647
22068043536 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Angré	4 009 442 365	3 964 152 060	4 011 852 433
22068043537 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au SAMU	975 031 845	964 017 972	975 617 935
22068043538 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'INSP	1 460 320 525	1 443 824 874	1 461 198 321
22068043539 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au LNSP	331 224 363	327 482 882	331 423 461
22068043540 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'INHP	3 016 054 507	2 981 985 423	3 017 867 451
22068043541 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CNTS	1 970 456 122	1 948 198 025	1 971 640 559
22068043542 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'INFAS	1 223 371 324	1 209 552 230	1 224 106 690
22068043543 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'ICA	1 892 301 704	1 870 926 432	1 893 439 163
22068043544 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'IRF	434 666 258	429 756 307	434 927 535
22068043545 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CNOR	526 365 863	520 420 081	526 682 260
22068043546 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CNPTIR	895 543 271	885 427 294	896 081 580
22068043548 Prendre en charge les Salaires du personnel de l'Hôpital Général de Tabou	1 019 876	990 014	1 013 938
2 Biens et services	33 059 231 133	37 483 769 422	44 035 093 541
21067010137 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yamoussoukro	6 947 977	7 640 754	8 219 999
21067010138 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Adzopé - Akoupé	6 593 754	7 251 212	7 800 926
21067010139 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Aboobo Ouest	6 566 868	7 221 645	7 769 117
21067010140 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Gagnoa	6 678 271	7 344 156	7 900 916
21067010141 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de GRAND-LAHOU	7 455 384	8 198 755	8 820 302
21067010142 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Korhogo	8 578 898	9 434 295	10 149 506
21067010143 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Toumodi	6 978 574	7 674 400	8 256 198
21067010144 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Agnibilékro	5 959 428	6 553 637	7 050 469

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
21067010145 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de SIKENSI	6 036 531	6 638 430	7 141 687
21067010146 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de TANDA	6 958 913	7 652 783	8 232 937
21067010147 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de GRAND-BASSAM	6 842 329	7 524 573	8 095 011
21067010148 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Jacquville	9 536 956	10 487 880	11 282 964
21067010149 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bocanda	5 251 141	5 774 729	6 212 510
21067010150 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Mankono	9 948 770	10 940 754	11 770 172
21067010151 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dabou	7 071 442	7 776 531	8 366 069
21067010152 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Port Bouët et Vridi	7 041 524	7 743 630	8 330 672
21067010153 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de M'bahiakro	2 741 293	3 014 625	3 243 164
21067010154 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Gueyo	5 692 237	6 259 805	6 734 361
21067010155 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouna	8 958 911	9 852 196	10 599 092
21067010156 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Alépé	7 640 379	8 402 196	9 039 165
21067010157 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bongouanou	5 087 870	5 595 178	6 019 347
21067010158 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tiassalé	6 907 494	7 596 235	8 172 107
21067010159 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Guiglo	6 702 750	7 371 076	7 929 877
21067010160 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abobo Est	7 120 400	7 830 369	8 423 989
21067010161 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bettié	4 805 037	5 284 145	5 684 735
21067010162 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Priko	7 626 544	8 386 981	9 022 796
21067010163 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Korhogo (District Sanitaire Korhogo 2)	7 680 282	8 446 078	9 086 374
21067010164 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Zuénoula	7 082 543	7 788 738	8 379 202
21067010165 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Daloa	7 319 046	8 048 822	8 659 001
21067010166 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Man 2	7 369 403	8 104 201	8 718 579
21067010167 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Lakota	6 801 069	7 479 199	8 046 195
21067010168 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tengréla	9 535 860	10 486 674	11 281 668
21067010169 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Ferkessédougou	6 958 911	7 652 779	8 232 935
21067010170 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Man 1	7 500 291	8 248 139	8 873 431
21067010171 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Aboisso	6 527 037	7 177 844	7 721 994
21067010172 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'ANYAMA	6 240 536	6 862 775	7 383 042
21067010173 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Didiévi	6 791 800	7 469 006	8 035 231
21067010174 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Toulepleu	5 792 254	6 369 795	6 852 691
21067010175 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Duékoué	7 108 565	7 817 354	8 409 988
21067010176 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Ouangolodougou	6 830 570	7 511 640	8 081 096

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
21067010177 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de BEOUMI	3 861 483	4 246 509	4 568 435
21067010178 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaké - Est	3 768 642	4 144 412	4 458 598
21067010179 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Boundiali	6 584 780	7 241 345	7 790 308
21067010180 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Buyo	5 909 089	6 498 279	6 990 914
21067010181 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Méagui	5 909 089	6 498 279	6 990 914
21067010182 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de San-Pédro	6 680 448	7 346 549	7 903 492
21067010183 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Odiénné	11 277 747	12 402 242	13 342 453
21067010184 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaké - Ouest	4 140 059	4 552 862	4 898 013
21067010185 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Fresco	7 093 931	7 801 261	8 392 675
21067010186 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Adiaké	6 005 269	6 604 049	7 104 702
21067010187 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yopougon Est	8 514 744	9 363 741	10 073 607
21067010188 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Adjamé-Plateau	7 965 345	8 759 564	9 423 626
21067010189 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental deTouba	6 958 911	7 652 779	8 232 936
21067010190 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bangolo	7 426 931	8 167 465	8 786 639
21067010191 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sinfra	6 687 085	7 353 849	7 911 344
21067010192 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Agboville	6 989 553	7 686 476	8 269 187
21067010193 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yopougon Ouest-Songon	9 323 455	10 253 091	11 030 375
21067010194 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Niankaramadougou	7 253 746	7 977 013	8 581 747
21067010195 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de NASSIAN	6 958 911	7 652 780	8 232 935
21067010196 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de BLOLEQUIN	11 497 620	12 644 038	13 602 583
21067010197 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Zouan-Hounien	7 248 356	7 971 082	8 575 371
21067010198 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Soubré	5 519 576	6 069 927	6 530 092
21067010199 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de SAKASSOU	4 239 113	4 661 791	5 015 201
21067010200 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Oumé	5 725 008	6 295 843	6 773 132
21067010201 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tabou	10 419 499	11 458 417	12 327 081
21067010202 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Vavoua	5 510 693	6 060 159	6 519 580
21067010203 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaflé	7 520 718	8 270 604	8 897 596
21067010204 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Adzopé	6 958 914	7 652 781	8 232 939
21067010205 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaké - Sud	4 329 136	4 760 791	5 121 706
21067010206 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sassandra	9 864 057	10 847 596	11 669 949
21067010207 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abidjan - Est	7 271 528	7 996 567	8 602 784
21067010208 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de MINIGNAN	9 773 019	10 747 479	11 562 244

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
21067010210 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dimbokro	4 872 059	5 357 849	5 764 025
21067010211 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Guitry	8 405 078	9 243 141	9 943 866
21067010325 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kani	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010326 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kouto	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010327 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dianra	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010328 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kounahiri	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010329 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Doropo	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010330 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Korhogo 2	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010331 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tehini	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010332 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tai	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010333 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kaniasso	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010334 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Botro	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010335 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Koun fao	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010336 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sandégué	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010337 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Transua	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010338 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Zoukougbeu	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010339 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Madinani	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010340 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yakasse Attobrou	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010342 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Arrah	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010344 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Kouassi kouassikro	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010348 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental M'Batto	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010349 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Gagnoa 2	6 022 405	6 622 896	7 124 976
21067010350 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Dikodougou	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010351 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de koro	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010352 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental M'bengué	5 022 405	5 523 186	5 941 898
21067010353 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Ouaninou	5 044 810	5 547 825	5 968 405
21067010354 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Sinematiali	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010355 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Tiapoum	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067010356 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kong	4 022 405	4 423 476	4 758 820
21067030061 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Issia	6 770 311	7 445 374	8 009 807
21067030067 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Katiola	7 065 139	7 769 599	8 358 612
21067030070 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Treichville	6 985 804	7 682 354	8 264 752

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
21067030071 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tiébissou	6 703 084	7 371 442	7 930 273
21067030073 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abengourou	7 711 857	8 480 800	9 123 728
21067030075 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Séguéla	12 026 321	13 225 454	14 228 077
21067030080 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Divo	7 705 549	8 473 866	9 116 267
21067030081 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bondoukou	6 958 910	7 652 779	8 232 935
21067030084 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Daoukro	5 061 517	5 566 197	5 988 170
21067030091 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Biankouma	6 958 911	7 652 779	8 232 935
21067030095 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dabakala	7 375 240	8 110 618	8 725 484
21067030132 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Danané	6 958 913	7 652 781	8 232 938
22068040020 Réaliser la prise en charge curative de personnes vivantes avec le VIH/SIDA Gestion des Anti Retroviraux (ARV)	5 261 997 000	5 786 666 434	6 225 353 548
22068040024 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bouaké - SUD	2 198 489	2 417 698	2 600 984
22068041058 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Worodougou (Séguéla)	66 867 077	73 534 339	79 108 973
22068041059 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain (CSU) de BOLONA	2 039 189	2 242 515	2 412 520
22068041060 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Banneu	1 674 688	1 841 670	1 981 287
22068041061 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tieme	7 435 132	8 176 482	8 796 342
22068041062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Niellé	6 046 585	6 649 484	7 153 582
22068041063 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Kani	12 529 289	13 778 575	14 823 127
22068041064 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Issia	36 410 576	40 041 046	43 076 555
22068041065 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Zeriberi	2 177 933	2 395 092	2 576 665
22068041066 Faire la prise en charge curative dans le CSU Konankorékro	2 932 553	3 224 956	3 469 439
22068041067 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Céchi	3 747 576	4 121 245	4 433 677
22068041068 Faire la prise en charge curative dans le Formation Sanitaire Urbaine d'Adjamé 220 Logements	16 874 839	18 557 415	19 964 252
22068041069 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	15 274 808	16 797 848	18 071 289
22068041070 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ganaoni	3 181 122	3 498 310	3 763 518
22068041071 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) YOPOUGON SANTE	11 602 183	12 759 026	13 726 289
22068041072 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Gueyo	10 472 668	11 516 888	12 389 985
22068041073 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Daoukro	73 215 527	80 515 787	86 619 688
22068041074 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Didoko	3 792 464	4 170 608	4 486 782
22068041075 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Azaguié	3 029 809	3 331 911	3 584 500
22068041076 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de M'bahiakro	15 504 364	17 050 291	18 342 871

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068041077 Faire la prise en charge curative dans le Formations Sanitaires de la Commune de PORT-BOUET	64 583 581	71 023 158	76 407 422
22068041078 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Dominique OUATTARA de Ferkessedougou	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068041079 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de ZARANOU	4 938 445	5 430 853	5 842 566
22068041080 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de PACOBO	4 228 135	4 649 721	5 002 215
22068041081 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Béoumi	4 752 407	5 226 265	5 622 469
22068041082 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Bocanda	12 113 623	13 321 463	14 331 362
22068041083 Faire la prise en charge curative dans le CSU Olibribouo	2 605 061	2 864 810	3 081 990
22068041084 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de BROUDOUME	1 347 309	1 481 647	1 593 973
22068041085 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Andé	2 979 894	3 277 018	3 525 447
22068041086 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Buyo	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068041087 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Adzopé	9 520 316	10 469 578	11 263 278
22068041089 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de kanorba	4 475 832	4 922 116	5 295 258
22068041090 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SOHOUE	4 226 843	4 648 299	5 000 687
22068041092 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Yamoussoukro	24 314 786	26 739 193	28 766 291
22068041093 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Badikaha	3 233 062	3 555 429	3 824 963
22068041094 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Djékanou	31 184 150	34 293 499	36 893 286
22068041095 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Maminigui	1 884 669	2 072 588	2 229 712
22068041096 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Urbain Ouragahio	4 572 614	5 028 546	5 409 761
22068041097 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kpouèbo	7 075 968	7 781 507	8 371 423
22068041098 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de GUIGLO	8 233 661	9 054 632	9 741 064
22068041099 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koun Fao	8 830 825	9 711 338	10 447 556
22068041100 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de BROBO	4 464 458	4 909 606	5 281 804
22068041101 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Abengourou	4 228 318	4 649 921	5 002 429
22068041102 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Toumodi	3 848 438	4 232 162	4 553 004
22068041103 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sandegue	11 460 208	12 602 898	13 558 322
22068041104 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Méagui	8 886 418	9 772 475	10 513 327
22068041105 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain de KANGANDI	5 206 986	5 726 169	6 160 270
22068041106 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dakpadou	2 958 115	3 253 068	3 499 681
22068041107 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sanhala	6 015 808	6 615 642	7 117 172
22068041108 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Yakasse Attobrou	16 627 743	18 285 681	19 671 918

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068041109 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guintéguélé	4 238 306	4 660 904	5 014 248
22068041110 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yakasseme	3 491 159	3 839 262	4 130 315
22068041111 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Moyen-Cavally (Guiglo)	49 771 194	54 733 836	58 883 213
22068041112 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kahanso	12 267 340	13 490 504	14 513 223
22068041113 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de TOUIH	7 004 616	7 703 040	8 287 007
22068041114 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zikisso	6 360 237	6 994 413	7 524 659
22068041115 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gabiagui	5 695 667	6 263 578	6 738 418
22068041116 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbon	5 111 064	5 620 684	6 046 788
22068041117 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Krindjabo	4 580 303	5 037 002	5 418 857
22068041118 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Olodio	2 861 982	3 147 347	3 385 948
22068041119 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	48 163 794	52 966 166	56 981 530
22068041120 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbapleu	8 529 172	9 379 609	10 090 678
22068041121 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Yopougon	13 668 721	15 031 618	16 171 164
22068041122 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sapli	19 499 670	21 443 967	23 069 633
22068041123 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'ASSIE KOUMASSI	6 671 892	7 337 141	7 893 370
22068041124 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Gagnoa	27 739 287	30 505 148	32 817 745
22068041125 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Konahiri	5 876 704	6 462 668	6 952 601
22068041127 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tabou	21 090 348	23 193 250	24 951 528
22068041128 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de ZOUAN-HOUNIEN	3 964 244	4 359 517	4 690 009
22068041129 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé-Maternités-Dispensaires Ruraux du District de Bouaké-Est	12 343 558	13 574 324	14 603 394
22068041130 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Brofodoumé	5 370 070	5 905 516	6 353 213
22068041131 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Dabakala	3 311 840	3 642 063	3 918 165
22068041132 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gbéléban	6 807 865	7 486 670	8 054 237
22068041133 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tienkoikro	3 523 201	3 874 499	4 168 223
22068041134 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Korhogo	5 683 327	6 250 007	6 723 821
22068041135 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Yamoussoukro	6 811 520	7 490 690	8 058 561
22068041136 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Noé	4 567 687	5 023 129	5 403 932
22068041137 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bouaflé	38 471 473	42 307 433	45 514 758
22068041138 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Youndouo	4 404 000	4 843 120	5 210 275

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068041139 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Niablé	4 886 245	5 373 449	5 780 812
22068041140 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bouna	13 606 294	14 962 967	16 097 308
22068041141 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kregbé	7 018 735	7 718 568	8 303 711
22068041142 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'ADJAME - CENTRE	2 615 389	2 876 168	3 094 209
22068041143 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Iboguhé	5 854 410	6 438 147	6 926 224
22068041144 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de MINIGNAN	9 940 427	10 931 578	11 760 304
22068041145 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional de la Marahoué (Bouaflé)	54 510 490	59 945 686	64 490 168
22068041146 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'AKOUPÉ	30 053 982	33 050 640	35 556 209
22068041147 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de GRABO	4 199 132	4 617 825	4 967 903
22068041148 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de DOKE	7 339 414	8 071 221	8 683 101
22068041149 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Oumé	39 927 889	43 909 067	47 237 812
22068041150 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Abeanou	3 394 018	3 732 431	4 015 387
22068041151 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbapleu	6 200 000	6 818 197	7 335 084
22068041152 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Duékoué	34 887 594	38 366 208	41 274 749
22068041154 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Danané - ZOUAN- HOUNIEN	32 124 418	35 327 518	38 005 697
22068041155 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Transua	6 544 485	7 197 030	7 742 637
22068041157 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Affiénou	4 506 691	4 956 049	5 331 768
22068041158 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de MINIGNAN	9 946 370	10 938 114	11 767 333
22068041159 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Assakra	1 812 213	1 992 907	2 143 991
22068041160 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Katiola	6 984 222	7 680 614	8 262 879
22068041161 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Kouto	10 273 843	11 298 238	12 154 761
22068041162 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Sinématiali	11 895 583	13 081 683	14 073 403
22068041163 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Boundiali	2 797 375	3 076 299	3 309 515
22068041164 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire de Daloa	5 402 934	5 941 656	6 392 093
22068041165 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Diawala	6 992 156	7 689 337	8 272 266
22068041166 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Danoa	6 488 954	7 135 964	7 676 940
22068041167 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kolia	4 142 293	4 555 317	4 900 657
22068041168 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région des Lagunes (ABIDJAN)	9 394 483	10 331 199	11 114 405
22068041169 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Ferkessedougou	7 081 482	7 787 571	8 377 948
22068041170 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Aniassué	4 186 099	4 603 491	4 952 484

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068041171 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Niéméné	3 917 687	4 308 315	4 634 931
22068041172 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Boundiali	22 712 133	24 976 740	26 870 226
22068041174 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Ferkessedougou	3 624 528	3 985 927	4 288 101
22068041175 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Assuéfry	6 255 339	6 879 054	7 400 551
22068041176 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux de District de Divo	22 646 500	24 904 565	26 792 579
22068041177 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Vouébouffa	1 635 314	1 798 369	1 934 704
22068041178 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) Djibrosso	3 714 349	4 084 703	4 394 366
22068041179 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Akouédo	5 735 290	6 307 152	6 785 298
22068041180 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kouassi Datékro	5 644 664	6 207 490	6 678 080
22068041181 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Abidjan -Sud 3	10 000 000	10 997 092	11 830 780
22068041182 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'ADJAME	65 412 586	71 934 823	77 388 198
22068041183 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de BILIMONO	4 228 135	4 649 719	5 002 214
22068041185 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gboguhé	3 171 105	3 487 294	3 751 666
22068041186 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile (PMI) de Daloa	4 470 609	4 916 371	5 289 079
22068041187 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Dabakala	10 294 430	11 320 879	12 179 113
22068041188 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bolequin	14 800 832	16 276 609	17 510 543
22068041189 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire d'Adzopé	4 987 379	5 484 667	5 900 459
22068041190 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Urbain Bayota	3 523 664	3 875 005	4 168 770
22068041191 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Mahandiana	3 871 814	4 257 870	4 580 659
22068041192 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zéo	3 953 483	4 347 681	4 677 279
22068041193 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternité - Dispensaire Ruraux du District de YAMOUSSOKRO - DIDIEVI	22 015 862	24 211 046	26 046 485
22068041194 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diamarakro	2 686 180	2 954 018	3 177 961
22068041195 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de YAKASSE FEYASSE	4 007 041	4 406 580	4 740 643
22068041196 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Bonoua	2 076 727	2 283 796	2 456 930
22068041197 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diézoukouamékro	5 140 692	5 653 268	6 081 842
22068041198 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Morofé	5 864 098	6 448 804	6 937 689
22068041199 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de BIN HOUYE	16 997 256	18 692 041	20 109 081
22068041200 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Zaïbo	7 843 195	8 625 233	9 279 112
22068041201 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire de Divo	4 149 467	4 563 206	4 909 143
22068041202 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Séguéla	6 766 666	7 441 365	8 005 494

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068041203 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sirasso	5 509 876	6 059 261	6 518 615
22068041204 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Yorobodi	4 266 118	4 691 489	5 047 153
22068041205 Faire la prise en charge curative dans la Maternité M. de Daloa	7 398 376	8 136 062	8 752 857
22068041207 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Agnibilekro	36 797 536	40 466 588	43 534 360
22068041208 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kanakono	5 513 210	6 062 926	6 522 557
22068041209 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Kouibly	10 310 350	11 338 387	12 197 950
22068041210 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Guibéroua	7 779 799	8 555 516	9 204 111
22068041211 Faire la prise en charge curative dans le Formation Sanitaire Urbaine d' Afféry	13 727 180	15 095 907	16 240 326
22068042270 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle & Infantile (PMI) d'ABOISSO	3 947 980	4 341 629	4 670 772
22068042271 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire Universitaire de Grand Lahou	985 892	1 084 193	1 166 385
22068042272 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Soubré	42 272 860	46 487 856	50 012 095
22068042273 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tafiré	5 920 602	6 510 942	7 004 536
22068042274 Faire la prise en charge curative dans le PMI de Sokoura (Bouaké)	5 372 450	5 908 132	6 356 027
22068042275 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Grand-Bassam	3 763 384	4 138 630	4 452 377
22068042276 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gbagba de Bingerville	6 724 940	7 395 478	7 956 128
22068042277 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Sassandra	25 286 971	27 808 313	29 916 462
22068042278 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'ABIDJAN SONGON	2 257 008	2 482 051	2 670 217
22068042279 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de KOUMASSI	3 711 274	4 081 324	4 390 727
22068042280 Faire la prise en charge curative dans le Formation sanitaire Urbaine d'Abobo Doumé/Locodjro	45 221 946	49 730 989	53 501 093
22068042281 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Koulousson	1 321 003	1 452 719	1 562 850
22068042282 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokorodougou	7 413 303	8 152 477	8 770 518
22068042283 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Séguéla	27 180 569	29 890 721	32 156 736
22068042284 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de BOTRO	2 538 987	2 792 149	3 003 821
22068042285 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Odienné	7 437 612	8 179 208	8 799 275
22068042286 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tepleu	5 035 008	5 537 046	5 956 808
22068042287 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Divo	7 386 978	8 123 527	8 739 371
22068042288 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Tièkpè	4 110 400	4 520 245	4 862 924
22068042289 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guézon	6 905 295	7 593 815	8 169 503
22068042290 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gonaté	4 914 581	5 404 609	5 814 335
22068042291 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Adjamé bingerville	8 001 256	8 799 055	9 466 111

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042292 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) Korhogo	2 755 464	3 030 209	3 259 931
22068042293 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de BOUAFLE	11 279 946	12 404 660	13 345 056
22068042294 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Fresco	2 604 212	2 863 876	3 080 986
22068042295 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bagohouo	2 755 936	3 030 729	3 260 489
22068042296 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Tiebissou	17 459 820	19 200 726	20 656 331
22068042297 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Taabo	23 744 773	26 112 347	28 091 921
22068042298 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine de Boundiali	2 688 389	2 956 446	3 180 574
22068042299 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (D.U) Korhogo	8 044 643	8 846 768	9 517 442
22068042300 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire du PLATEAU	1 824 345	2 006 249	2 158 345
22068042301 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Aboudé	3 190 634	3 508 770	3 774 768
22068042302 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Prikro	15 801 913	17 377 508	18 694 898
22068042303 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Dabakala	13 798 188	15 173 993	16 324 334
22068042304 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Djouroutou	3 513 515	3 863 844	4 156 763
22068042305 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sipilou	3 106 092	3 415 800	3 674 750
22068042306 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Ouangolodougou	15 768 832	17 341 129	18 655 759
22068042307 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de GOULALEU	2 431 543	2 673 990	2 876 705
22068042308 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Niakaramandougou	2 730 467	3 002 720	3 230 358
22068042309 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koonan	3 617 760	3 978 485	4 280 093
22068042310 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bangolo	17 245 810	18 965 376	20 403 142
22068042311 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile Issia	3 000 000	3 299 128	3 549 234
22068042312 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Vavoua	17 195 134	18 909 648	20 343 187
22068042313 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sassandra	26 203 864	28 816 627	31 001 220
22068042314 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Koumbala	12 211 186	13 428 754	14 446 788
22068042315 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Man	4 073 238	4 479 378	4 818 961
22068042316 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Toumodi	6 263 323	6 887 834	7 409 999
22068042317 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tiononiaradougou	3 422 967	3 764 270	4 049 639
22068042318 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Adaou	2 457 379	2 702 404	2 907 272
22068042319 Faire la prise en charge curative dans le Service de santé scolaire et universitaire de Biankouma	4 276 732	4 703 162	5 059 707
22068042320 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Adiaké	16 776 822	18 449 625	19 848 293
22068042321 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tengréla	2 819 051	3 100 137	3 335 158
22068042322 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tiebissou	39 491 799	43 429 496	46 721 885

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042323 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouakro	2 444 323	2 688 046	2 891 826
22068042324 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Raviart	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068042325 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tiassalé	12 165 298	13 378 290	14 392 499
22068042326 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Grand-Bassam	3 129 253	3 441 268	3 702 152
22068042327 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Duékoué	5 382 278	5 918 941	6 367 656
22068042328 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital général de Gagnoa	49 709 590	54 666 092	58 810 331
22068042329 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lomokankro	2 990 539	3 288 722	3 538 041
22068042330 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tiobli	10 508 508	11 556 302	12 432 387
22068042331 Faire la prise en charge curative dans le SSSU NimboBouaké	3 520 586	3 871 621	4 165 129
22068042332 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tiédo	3 430 021	3 772 028	4 057 981
22068042333 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Pehe	2 393 896	2 632 589	2 832 166
22068042334 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de MARCORY	3 521 693	3 872 839	4 166 438
22068042335 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bledy-Dieya	6 299 531	6 927 653	7 452 837
22068042336 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Mankono	3 067 375	3 373 220	3 628 945
22068042337 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Marcory	43 486 640	47 822 657	51 448 094
22068042339 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Apprompronou	3 294 225	3 622 689	3 897 326
22068042340 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Kani	3 563 622	3 918 950	4 216 042
22068042341 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Agnibilekro	10 633 394	11 693 642	12 580 136
22068042342 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Songon	5 620 531	6 180 951	6 649 528
22068042343 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain d'ANYAMA	14 244 494	15 664 800	16 852 350
22068042344 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé-Maternités-Dispensaires Ruraux du District de Bouaké-Ouest	8 403 579	9 241 493	9 942 091
22068042345 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de TOGONIERE	4 227 842	4 649 397	5 001 868
22068042346 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Jacquerville	6 258 964	6 883 039	7 404 846
22068042347 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nahio	4 170 952	4 586 834	4 934 564
22068042348 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Adiaké	44 019 071	48 408 178	52 078 000
22068042349 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ondefidouo	4 110 400	4 520 246	4 862 924
22068042350 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Alépé	9 786 325	10 762 110	11 577 986
22068042351 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kasseré	5 238 923	5 761 292	6 198 054
22068042352 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bodokro	1 668 504	1 834 870	1 973 972
22068042353 Faire la prise en charge curative dans le SSSU d'Akoupé	3 523 203	3 874 499	4 168 224

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042354 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Sinfra	3 912 587	4 302 709	4 628 897
22068042355 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bonguéra	3 242 741	3 566 073	3 836 417
22068042356 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bonon	7 297 288	8 024 892	8 633 261
22068042357 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de SIKENSI	6 713 517	7 382 916	7 942 616
22068042358 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Daro Didizo	3 208 608	3 528 536	3 796 034
22068042359 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé urbain (CSU) de Baya	2 457 410	2 702 436	2 907 308
22068042360 Faire la prise en charge curative dans le CSU Quartier Air-France de Bouaké	4 584 798	5 041 945	5 424 174
22068042361 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Memni	3 859 559	4 244 393	4 566 160
22068042362 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Agou	3 675 843	4 042 357	4 348 809
22068042363 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bettié	10 471 726	11 515 853	12 388 869
22068042364 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Belle-Ville	4 459 554	4 904 213	5 276 001
22068042365 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile de Biankouma	4 110 400	4 520 245	4 862 925
22068042366 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yopougon SANTAÏ	5 322 015	5 852 668	6 296 359
22068042367 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Jacquerville	1 008 841	1 109 432	1 193 537
22068042368 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Aboisso Comoé -Alépé	4 202 007	4 620 985	4 971 303
22068042369 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Alépé	3 394 019	3 732 432	4 015 389
22068042370 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NAFANA	3 213 709	3 534 143	3 802 069
22068042371 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Anyama	100 881 752	110 940 589	119 350 995
22068042372 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire (SSSU) de Sassandra	1 899 802	2 089 231	2 247 613
22068042373 Faire la prise en charge curative dans le SSSU Quartier Commerce	2 851 510	3 135 833	3 373 559
22068042374 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Foubolo	5 138 426	5 650 776	6 079 160
22068042375 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Taoudi	3 782 280	4 159 409	4 474 732
22068042376 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bondoukou	10 200 000	11 217 034	12 067 396
22068042378 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de San Pedro	15 021 222	16 518 978	17 771 280
22068042379 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de ZUENOULA	2 690 562	2 958 834	3 183 145
22068042380 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Worofla	4 517 100	4 967 496	5 344 083
22068042381 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Abongoua	6 273 910	6 899 476	7 422 526
22068042382 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional Sud Bandama (Divo)	62 254 755	68 462 126	73 652 238
22068042383 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lolobo	4 946 786	5 440 024	5 852 436
22068042384 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Rubino (CSU)	3 899 326	4 288 125	4 613 209

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042385 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Nambonkaha	4 697 600	5 165 992	5 557 626
22068042386 Faire la prise en charge curative dans le Centre Médical Universitaire de COCODY	3 523 203	3 874 500	4 168 226
22068042387 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) d'Odienné	8 411 967	9 250 719	9 952 013
22068042388 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dioulabougou	4 110 006	4 519 812	4 862 459
22068042389 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Abengourou	11 591 037	12 746 769	13 713 104
22068042391 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Assinie-Mafia	3 869 086	4 254 870	4 577 431
22068042392 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Ebouou	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068042393 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de YOPOUGON	3 580 937	3 937 991	4 236 528
22068042394 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Oumé	2 636 096	2 898 941	3 118 708
22068042395 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Adzopé - AKOUBE	9 200 000	10 117 324	10 884 318
22068042396 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire - Santé des Adolescents et des Jeunes (SSSU-SAJ) de Ouangolodougou	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068042397 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Fronan	6 384 846	7 021 474	7 553 769
22068042398 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile (PMI) d'Adzopé	2 914 791	3 205 422	3 448 425
22068042399 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Dimbokro	8 244 242	9 066 269	9 753 583
22068042400 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Grand-Zatry	4 954 617	5 448 640	5 861 701
22068042401 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile (PMI) d'Agnibilékro	3 307 481	3 637 268	3 913 009
22068042402 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Toupah (Dabou)	8 515 557	9 364 635	10 074 570
22068042403 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de MADINANI	7 800 971	8 578 799	9 229 159
22068042404 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'AKOUBE-ANYAMA	3 748 134	4 121 856	4 434 338
22068042405 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Bondoukou	5 005 318	5 504 395	5 921 683
22068042406 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bako	8 043 511	8 845 522	9 516 104
22068042407 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé d'ATTOBROU	2 802 669	3 082 119	3 315 777
22068042408 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire d'Agboville	3 666 894	4 032 519	4 338 222
22068042409 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Dioulakro-Abengourou	6 243 846	6 866 416	7 386 959
22068042410 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koudoulilié	8 206 715	9 025 000	9 709 185
22068042411 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nidrou	6 997 320	7 695 017	8 278 377
22068042412 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bonikro	5 253 801	5 777 652	6 215 656
22068042413 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Attinguié	5 491 006	6 038 508	6 496 290
22068042414 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lovoguié	3 104 845	3 414 426	3 673 275

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042417 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nzèkrèzessou	3 361 238	3 696 385	3 976 608
22068042418 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Okrouyo	3 699 113	4 067 949	4 376 340
22068042419 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Abidjan-Est	14 056 691	15 458 270	16 630 164
22068042420 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gnagbodougnoa	2 830 639	3 112 880	3 348 869
22068042421 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Guiglo	5 181 195	5 697 808	6 129 758
22068042422 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Opouyo	5 063 592	5 568 480	5 990 627
22068042423 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Toulepleu	29 579 828	32 529 210	34 995 246
22068042424 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Garango	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068042425 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Miadzin	1 270 286	1 396 946	1 502 846
22068042427 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Molonou	3 545 612	3 899 142	4 194 738
22068042428 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Zoukougbeu	11 115 508	12 223 823	13 150 515
22068042429 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Timbé	6 067 820	6 672 838	7 178 707
22068042430 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Oumé	10 045 670	11 047 316	11 884 811
22068042431 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle & Infantile (PMI) de Bouafé	3 848 062	4 231 750	4 552 559
22068042432 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Nassian	15 466 016	17 008 120	18 297 505
22068042433 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Affalikro	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22068042434 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KATOGO	2 418 658	2 659 821	2 861 460
22068042435 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Founbesso	3 394 018	3 732 431	4 015 387
22068042436 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile de Séguéla	2 067 289	2 273 418	2 445 765
22068042437 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Aboisso	2 932 654	3 225 066	3 469 559
22068042438 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Morokro	3 523 202	3 874 499	4 168 223
22068042439 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diarrabana	5 131 236	5 642 868	6 070 652
22068042440 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région des Montagnes (MAN)	9 018 407	9 917 626	10 669 482
22068042441 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Koumassi	63 891 354	70 261 909	75 588 462
22068042442 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guessabo	4 871 898	5 357 671	5 763 839
22068042443 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Seguela	6 805 903	7 484 515	8 051 915
22068042444 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de TANDA - KOUN - FAO	9 448 843	10 390 981	11 178 719
22068042445 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tortiya	7 893 140	8 680 159	9 338 203
22068042448 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Okro Modou (Fresco)	1 994 641	2 193 525	2 359 816
22068042449 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Bingerville	3 339 427	3 672 399	3 950 804

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042450 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Seitifla	3 817 549	4 198 193	4 516 460
22068042451 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kossou	4 653 161	5 117 122	5 505 052
22068042452 Faire la prise en charge curative dans le Formations sanitaires de la commune d'ATTECOUBE	34 957 634	38 443 233	41 357 611
22068042453 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Galebré	3 813 616	4 193 871	4 511 805
22068042454 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SOUNGASSOU	4 228 135	4 649 720	5 002 215
22068042455 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Vavoua	18 976 145	20 868 238	22 450 262
22068042457 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Sakassou	11 264 411	12 387 576	13 326 678
22068042458 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de DAME	3 213 087	3 533 462	3 801 333
22068042459 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région du Bas-Sassandra (San-Pédro)	11 614 211	12 772 252	13 740 517
22068042460 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dikoudougou	6 042 322	6 644 797	7 148 540
22068042461 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional des Lacs (YAMOOUSSOUKRO)	73 568 756	80 904 238	87 037 585
22068042462 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Taï	6 047 351	6 650 329	7 154 488
22068042463 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine (MU) de Kafetou	3 135 853	3 448 527	3 709 960
22068042465 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bobi	3 114 402	3 424 938	3 684 581
22068042466 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculeux Koumassi	12 181 527	13 396 136	14 411 699
22068042467 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Toulepleu	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068042468 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zou	4 436 486	4 878 844	5 248 709
22068042469 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bondossou	3 932 037	4 324 096	4 651 905
22068042470 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Ananguié	4 815 168	5 295 284	5 696 721
22068042471 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Abobo-Sud	44 182 459	48 587 856	52 271 300
22068042472 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Niakaramandougou	11 189 182	12 304 845	13 237 675
22068042473 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Toumodi	25 246 318	27 763 609	29 868 367
22068042474 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NAFANA	2 802 668	3 082 121	3 315 775
22068042475 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Toumodi	3 912 587	4 302 709	4 628 897
22068042476 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gregbeu	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068042477 Faire la prise en charge curative dans le CSU Méo	3 248 972	3 572 923	3 843 789
22068042478 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de la Djibi-Angré	6 535 625	7 187 287	7 732 155
22068042479 Faire la prise en charge curative dans le Service Santé Scolaire & Universitaire Issia	9 906 784	10 894 581	11 720 499
22068042480 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'ANOUMABA	5 096 446	5 604 609	6 029 494
22068042481 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé d'EBILASSOKRO	4 334 370	4 766 548	5 127 898
22068042482 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guezon	1 926 189	2 118 249	2 278 833

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042483 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Intégré de Tabou	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068042484 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bakoubly	1 124 201	1 236 294	1 330 018
22068042485 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Santa	9 521 096	10 470 436	11 264 199
22068042486 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région des Savanes (KORHOGO)	9 064 810	9 968 655	10 724 379
22068042487 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lauzoua	3 375 262	3 711 807	3 993 199
22068042489 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de N'DJEBONOUA	2 145 717	2 359 664	2 538 552
22068042490 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de la Maison d'Arrêt et de Correction de Seguela	3 121 819	3 433 095	3 693 356
22068042491 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Cocody-Bingerville	6 984 222	7 680 614	8 262 879
22068042492 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tiapoum	25 358 617	27 887 104	30 001 223
22068042493 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Toumoukoro	4 252 819	4 676 864	5 031 417
22068042494 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Béoumi	3 915 872	4 306 321	4 632 783
22068042495 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Napiéledougou	10 164 311	11 177 785	12 025 173
22068042497 Faire la prise en charge curative dans la protection Maternelle et infantile (PMI) de Sinfra	2 449 533	2 693 774	2 897 988
22068042498 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	8 092 559	8 899 462	9 574 129
22068042499 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de Podiagouiné	3 014 549	3 315 126	3 566 448
22068042500 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Buyo	9 793 298	10 769 780	11 586 237
22068042501 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sikensi	25 314 156	27 838 210	29 948 624
22068042502 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Zanzan (BONDOUKOU)	64 662 002	71 109 396	76 500 200
22068042503 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tieningboué	7 328 835	8 059 587	8 670 586
22068042504 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Intégré de Tengrela	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068042505 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Zuénoula	21 383 101	23 515 192	25 297 881
22068042506 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de SOUBRE	4 945 563	5 438 681	5 850 987
22068042507 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Bouaflé	5 379 520	5 915 909	6 364 394
22068042508 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Haut-Sassandra (DALOA)	79 767 638	87 721 202	94 371 349
22068042509 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de TANGUELA	2 147 209	2 361 306	2 540 316
22068042510 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Famienkro	3 760 256	4 135 189	4 448 678
22068042511 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Zuenoula	12 740 241	14 010 559	15 072 701
22068042512 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kongasso	4 644 746	5 107 870	5 495 097
22068042513 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Daloa	22 657 441	24 916 595	26 805 522
22068042514 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Aby	3 092 139	3 400 455	3 658 243
22068042515 Faire la prise en charge curative dans le Service de santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Odienné	3 640 850	4 003 875	4 307 409

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042516 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kimbirila Nord	1 724 103	1 896 012	2 039 749
22068042517 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Divo	9 542 926	10 494 442	11 290 026
22068042519 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Oghwapo	2 988 215	3 286 167	3 535 293
22068042520 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'ABOBO - NORD	3 727 414	4 099 072	4 409 823
22068042521 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sinfra	22 884 293	25 166 069	27 073 909
22068042522 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Man	34 496 165	37 935 749	40 811 657
22068042524 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Transua	27 253 987	29 971 460	32 243 597
22068042525 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Bettié	3 424 551	3 766 011	4 051 511
22068042526 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokoura	3 739 960	4 112 868	4 424 664
22068042527 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Booko	4 000 000	4 398 837	4 732 312
22068042528 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Broukro	3 786 553	4 164 109	4 479 788
22068042529 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) du Quartier yacouba de Zouan-Hounien	3 964 245	4 359 518	4 690 011
22068042530 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yabayo	4 486 553	4 933 903	5 307 944
22068042531 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Delafosse	6 871 903	7 557 094	8 130 000
22068042532 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kouassi-Kouassikro	3 659 566	4 024 461	4 329 554
22068042533 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bazré	4 384 975	4 822 198	5 187 770
22068042534 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Ahouanou	2 685 481	2 953 250	3 177 132
22068042535 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Prépréssou	9 065 420	9 969 325	10 725 099
22068042536 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Alépé	19 725 722	21 692 556	23 337 069
22068042537 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) d'Aboisso	7 376 594	8 112 107	8 727 086
22068042538 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Fadiadougou	3 367 098	3 702 830	3 983 540
22068042697 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Fresco	5 910 033	6 499 317	6 992 030
22068042698 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kalamon	4 404 000	4 843 120	5 210 275
22068042699 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Séguélon	5 790 026	6 367 344	6 850 053
22068042700 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Bettié	4 451 854	4 895 745	5 266 892
22068042701 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de BORON	2 757 511	3 032 460	3 262 350
22068042702 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tabou	17 102 400	18 807 665	20 233 475
22068042703 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dar-Es-Salam Bouaké	5 586 803	6 143 858	6 609 626
22068042704 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tienko	4 806 008	5 285 212	5 685 885
22068042705 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Zéaglo	5 824 833	6 405 621	6 891 233
22068042706 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NABINGUE	3 056 854	3 361 650	3 616 497

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042707 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'ADJAME - NORD	2 518 438	2 769 550	2 979 508
22068042708 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Annepe	2 092 339	2 300 966	2 475 399
22068042709 Faire la prise en charge curative dans le PMI Bondoukou	3 523 202	3 874 501	4 168 225
22068042710 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Dabou	5 343 615	5 876 422	6 321 913
22068042711 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Niofoin	4 301 120	4 729 981	5 088 564
22068042712 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Facobly	4 977 450	5 473 748	5 888 714
22068042713 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ouélé	4 820 905	5 301 593	5 703 507
22068042714 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Sud - Comoé (Aboisso)	82 816 414	91 073 972	97 978 285
22068042716 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Nouamou	3 495 203	3 843 708	4 135 097
22068042717 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koboko Goumeré	10 548 511	11 600 293	12 479 711
22068042718 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Tieny-Seably	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068042719 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de COCODY	2 709 472	2 979 631	3 205 516
22068042720 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Ananda	4 323 548	4 754 644	5 115 094
22068042721 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'ADJAME -EST	1 219 502	1 341 097	1 442 767
22068042722 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de PORT - BOUET	3 523 202	3 874 498	4 168 225
22068042723 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Blessegué	2 976 999	3 273 831	3 522 022
22068042724 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de TINDARA	2 790 789	3 069 058	3 301 722
22068042725 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Niainon	4 404 000	4 843 120	5 210 275
22068042726 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Koro	6 380 686	7 016 898	7 548 850
22068042727 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Amanvi	5 540 277	6 092 695	6 554 582
22068042728 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Soubré	16 610 361	18 266 565	19 651 355
22068042729 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain (CSU) de NEGUEPIE	2 938 332	3 231 312	3 476 276
22068042730 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guehiebly	6 312 928	6 942 385	7 468 687
22068042731 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Lakota	19 707 314	21 672 315	23 315 290
22068042732 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de BECOUEFIN	4 110 403	4 520 248	4 862 928
22068042733 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Pakouabo	2 941 990	3 235 334	3 480 606
22068042734 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de BOUGOU	2 079 257	2 286 579	2 459 923
22068042735 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dapéoua	3 113 158	3 423 571	3 683 109
22068042736 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Yopougon	34 110 067	37 511 155	40 354 875
22068042737 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Yakro II	3 478 885	3 825 761	4 115 796
22068042738 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Kossihouen	1 926 189	2 118 248	2 278 833

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042739 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dopah	3 043 818	3 347 315	3 601 074
22068042740 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Goudouko	2 940 777	3 234 000	3 479 168
22068042741 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Zouan-Hounien	16 253 771	17 874 421	19 229 480
22068042742 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Karakoro	3 886 829	4 274 382	4 598 423
22068042743 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Méagui	8 886 418	9 772 475	10 513 327
22068042744 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculose de Abidjan - Nord	11 246 551	12 367 933	13 305 545
22068042745 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile (PMI) San-Pédro	4 000 000	4 398 837	4 732 312
22068042746 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Appoisso	4 353 637	4 787 735	5 150 694
22068042747 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KAMALO	2 498 163	2 747 253	2 955 522
22068042748 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) d'Abengourou	3 198 422	3 517 334	3 783 983
22068042749 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sorobango	4 404 681	4 843 867	5 211 081
22068042750 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Para	3 267 756	3 593 583	3 866 012
22068042751 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ayaou Sokpa	2 307 665	2 537 762	2 730 149
22068042753 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SAN	3 730 094	4 102 017	4 412 994
22068042754 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de MAN - FACOBLY	6 675 016	7 340 577	7 897 066
22068042755 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dioulabougou	4 110 006	4 519 814	4 862 458
22068042756 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Mahapleu	4 481 458	4 928 298	5 301 915
22068042757 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Jacquévillie	21 541 286	23 689 149	25 485 026
22068042758 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Dimbokro	7 696 008	8 463 371	9 104 979
22068042759 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Sakassou	3 114 702	3 425 269	3 684 935
22068042760 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dignango	4 216 419	4 636 835	4 988 355
22068042761 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Didiévi	19 440 948	21 379 389	23 000 159
22068042762 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Frèsco	13 040 921	14 341 222	15 428 428
22068042763 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Mayo	3 300 875	3 630 004	3 905 192
22068042764 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Bouna	3 917 393	4 307 992	4 634 582
22068042765 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Zuénoula	2 594 947	2 853 687	3 070 027
22068042766 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Koumassi 2	3 711 273	4 081 322	4 390 727
22068042768 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Yaakro	2 190 333	2 408 731	2 591 335
22068042769 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Yankafis	2 224 794	2 446 627	2 632 106
22068042770 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Tiassalé	4 015 545	4 415 933	4 750 705
22068042771 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Barouhio	2 385 781	2 623 666	2 822 567

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042772 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Papara	2 800 862	3 080 135	3 313 640
22068042773 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbegbessou	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068042774 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kong	4 225 689	4 647 030	4 999 319
22068042775 Faire la prise en charge curative dans le Centres de santé, Maternités, Dispensaires ruraux District Niakara	6 977 724	7 673 468	8 255 193
22068042776 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bingerville	52 719 845	57 976 500	62 371 698
22068042777 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain Gagnoa	6 717 050	7 386 800	7 946 797
22068042778 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Séguéla	8 306 486	9 134 719	9 827 221
22068042779 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Minignan	4 012 803	4 412 916	4 747 460
22068042780 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koffi Amonkro	3 834 880	4 217 253	4 536 963
22068042781 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'AKOUEDO ATTIE	5 021 381	5 522 059	5 940 688
22068042782 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional des Montagnes (MAN)	53 391 449	58 715 064	63 166 253
22068042783 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital général de Maféré	46 026 513	50 615 782	54 452 962
22068042784 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Mbatto	9 522 441	10 471 916	11 265 791
22068042785 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Téhini	4 895 976	5 384 151	5 792 322
22068042786 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle & Infantile (PMI) de Daoukro	6 805 310	7 483 862	8 051 213
22068042787 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de DAR-ES-SALAM	5 517 522	6 067 669	6 527 660
22068042788 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Danané	14 283 664	15 707 878	16 898 691
22068042789 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Béoumi	27 213 482	29 926 916	32 195 678
22068042790 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Bongouanou	35 434 457	38 967 598	41 921 732
22068042791 Faire la prise en charge curative dans le Centres de santé ruraux du District de Kounahiri	5 755 432	6 329 301	6 809 124
22068042792 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Anyama	3 680 330	4 047 293	4 354 118
22068042794 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbanwegouéné	3 043 155	3 346 585	3 600 291
22068042795 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine (MU) de Bouaflé-Dioulabougou	5 635 204	6 197 085	6 666 887
22068042796 Faire la prise en charge curative dans le CSU Kaouara	5 092 346	5 600 100	6 024 643
22068042797 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Buyo-Plateau	3 510 672	3 860 720	4 153 401
22068042798 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kodrobo	4 988 177	5 485 544	5 901 403
22068042799 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Bondoukou	19 876 728	21 858 620	23 515 722
22068042800 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Niambezaria	5 200 038	5 718 530	6 152 050
22068042801 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ogoudou	4 230 440	4 652 255	5 004 942
22068042802 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Korhogo	3 860 350	4 245 262	4 567 096
22068042803 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dania	5 036 681	5 538 886	5 958 786

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042804 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Boguédia	4 218 962	4 639 632	4 991 361
22068042805 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Bondoukou	8 792 058	9 668 707	10 401 689
22068042806 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Mankono	15 594 577	17 149 500	18 449 602
22068042807 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Ira (Dabou)	2 946 498	3 240 290	3 485 939
22068042808 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Intégré de Grabo	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068042809 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bonoua	23 557 695	25 906 614	27 870 593
22068042810 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koko-Ton	8 539 264	9 390 707	10 102 616
22068042811 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Attiéguakro	4 871 448	5 357 177	5 763 305
22068042812 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Abobo II	3 006 356	3 306 117	3 556 755
22068042813 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Adzopé	37 395 146	41 123 784	44 241 378
22068042814 Faire la prise en charge curative dans le Formations Sanitaires de la Commune du PLATEAU	64 001 479	70 383 014	75 718 749
22068042815 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Satama-Sokoura	3 466 113	3 811 718	4 100 683
22068042816 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Grand-Bassam	2 439 328	2 682 550	2 885 916
22068042817 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ketesso	4 659 560	5 124 160	5 512 622
22068042818 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle & Infantile de Guitry	3 303 353	3 632 725	3 908 124
22068042819 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Vavoua	3 430 526	3 772 581	4 058 582
22068042820 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bassawa	3 922 473	4 313 580	4 640 592
22068042821 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Molonoublé	3 984 673	4 381 981	4 714 179
22068042822 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tiassalé	21 500 770	23 644 595	25 437 090
22068042823 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	8 808 004	9 686 243	10 420 557
22068042824 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Abata	2 802 669	3 082 119	3 315 777
22068042825 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gohitafla	4 217 563	4 638 093	4 989 708
22068042826 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Oreskobrou	3 937 631	4 330 248	4 658 524
22068042827 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) d'Agboville	6 984 221	7 680 611	8 262 879
22068042828 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tankessé	7 094 514	7 801 903	8 393 366
22068042829 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de BOGOUINE	2 802 669	3 082 119	3 315 777
22068042830 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Gueyo	4 461 481	4 906 332	5 278 282
22068042831 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain Issia	6 227 790	6 848 758	7 367 962
22068042832 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Yézimala	4 563 347	5 018 356	5 398 798
22068042833 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Totodrou	2 211 022	2 431 480	2 615 811
22068042834 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de DIMBOKRO	6 811 520	7 490 690	8 058 561

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068042835 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de TREICHVILLE	3 658 077	4 022 821	4 327 792
22068042836 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sarhala	4 515 807	4 966 075	5 342 552
22068042837 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gbepleu	6 970 513	7 665 538	8 246 661
22068042838 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KOKO	9 410 697	10 349 030	11 133 590
22068042839 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouetinfa	4 182 381	4 599 404	4 948 084
22068042840 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Seydougou	3 635 514	3 998 009	4 301 098
22068042841 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Psychiatrique Saint Vincent de Paul de Yamoussoukro	63 201 993	69 503 811	74 772 896
22068042842 Faire la prise en charge curative dans le centre de santé urbain (CSU) d'IROBO	4 009 847	4 409 667	4 743 961
22068042843 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Daloa	2 932 464	3 224 859	3 469 333
22068042844 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU 3) d'Abobo PK 18	2 356 702	2 591 686	2 788 162
22068042845 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbagbam	4 784 024	5 261 035	5 659 873
22068042846 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Blapleu	3 054 186	3 358 718	3 613 341
22068042848 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain de BIANNOUAN	4 413 070	4 853 093	5 221 006
22068042849 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de LOMARA	3 210 165	3 530 248	3 797 876
22068042850 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bondo	2 611 690	2 872 099	3 089 831
22068042851 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Dabou	21 988 180	24 180 603	26 013 737
22068042852 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dianra	6 396 284	7 034 052	7 567 303
22068042853 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Saihoua	7 668 667	8 433 305	9 072 633
22068043230 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Massala	4 685 840	5 153 061	5 543 715
22068043231 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Ayamé	35 503 377	39 043 391	42 003 269
22068043232 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Biéby	3 523 203	3 874 498	4 168 226
22068043233 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Grand Bassam	43 782 375	48 147 883	51 797 971
22068043234 Faire la prise en charge curative dans le ONG Péto Bolini Odiénné	3 229 602	3 551 624	3 820 872
22068043235 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tougbo	3 396 475	3 735 135	4 018 294
22068043236 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Yakassé Attobrou	5 328 526	5 859 830	6 304 062
22068043237 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle & Infantile (PMI) de Tiassalé	3 087 552	3 395 410	3 652 817
22068043238 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gouméré	6 908 802	7 597 674	8 173 652
22068043239 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Tabagne	18 406 377	20 241 661	21 776 181
22068043240 Faire la prise en charge curative dans le CSU Dassioko	3 324 074	3 655 515	3 932 639
22068043241 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Odiénné	30 410 826	33 443 064	35 978 381
22068043242 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et universitaire (SSSU) d'Agnibilekro	2 991 028	3 289 263	3 538 618

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068043243 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Languibonou	1 571 705	1 728 419	1 859 451
22068043245 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Lakota	25 496 729	28 038 987	30 164 622
22068043246 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé urbain (CSU) de Kokomian	5 054 064	5 558 000	5 979 353
22068043248 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kanzra	2 581 997	2 839 447	3 054 704
22068043249 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Toumodi	63 203 199	69 505 142	74 774 321
22068043250 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de GENIE 2000	5 395 385	5 933 357	6 383 163
22068043251 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Hermankono Garo	7 535 149	8 286 471	8 914 670
22068043252 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Toumodi-Sakassou	1 569 489	1 725 982	1 856 829
22068043253 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Zaïbo	7 843 195	8 625 233	9 279 112
22068043254 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire (SSSU) de Soubré	2 814 160	3 094 760	3 329 372
22068043255 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Vavoua	3 189 179	3 507 171	3 773 048
22068043256 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de AHOUGNANSOU	4 992 597	5 490 405	5 906 634
22068043257 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Mankono	17 042 389	18 741 671	20 162 478
22068043258 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guesseguié	3 834 716	4 217 073	4 536 769
22068043259 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KATIALI	1 683 824	1 851 718	1 992 095
22068043260 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Katiola	21 611 802	23 766 701	25 568 451
22068043261 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'guessan	3 043 216	3 346 653	3 600 363
22068043262 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Hiré	10 495 933	11 542 473	12 417 509
22068043263 Faire la prise en charge curative dans le Protetion maternelle et Infantile (PMI) de BEOUMI	4 000 000	4 398 837	4 732 312
22068043265 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Touba	5 472 311	6 017 950	6 474 172
22068043266 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Akabreboua	2 344 282	2 578 029	2 773 468
22068043267 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouan Houlé	1 591 261	1 749 925	1 882 585
22068043269 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'zuessy	6 802 012	7 480 237	8 047 314
22068043270 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (D.U) Danané	4 691 297	5 159 062	5 550 172
22068043271 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kokoumbo	8 850 325	9 732 782	10 470 626
22068043272 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Goulia	5 382 963	5 919 694	6 368 468
22068043273 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Psychiatrique de BINGERVILLE	131 372 299	144 471 324	155 423 693
22068043274 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Grand - Lahou	5 175 194	5 691 207	6 122 659
22068043275 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SIKOLO	4 521 735	4 972 594	5 349 566
22068043276 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Satama-Sokoro	3 827 441	4 209 075	4 528 161
22068043277 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d' Ettuéboué	4 500 000	4 948 693	5 323 851

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068043278 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Borotou	7 136 624	7 848 211	8 443 184
22068043280 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain Quartier Garage de DALOA	9 618 479	10 577 530	11 379 412
22068043281 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain spécialisé de la MACA	11 884 331	13 069 310	14 060 091
22068043282 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bocanda	15 880 020	17 463 404	18 787 305
22068043283 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Tingréla	3 402 009	3 741 222	4 024 843
22068043284 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Katiola	8 168 429	8 982 896	9 663 889
22068043285 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Yamoussoukro	4 000 000	4 398 838	4 732 312
22068043286 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Ferkessedougou	26 172 509	28 782 150	30 964 123
22068043287 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Allosso 2	678 803	746 484	803 078
22068043288 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Akoboissué	2 735 001	3 007 705	3 235 721
22068043289 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Guépahouo	8 603 607	9 461 465	10 178 739
22068043290 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Adjin	2 802 669	3 082 119	3 315 777
22068043291 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Morondo	3 128 037	3 439 933	3 700 712
22068043292 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Danané	4 323 440	4 754 527	5 114 968
22068043293 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bangolo Carrefour	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068043294 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile (PMI) de Dimbokro	4 541 759	4 994 613	5 373 256
22068043295 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional des Savanes (KORHOGO)	95 488 234	105 009 289	112 970 043
22068043296 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Guitry	14 347 955	15 778 577	16 974 752
22068043297 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Man	8 282 840	9 108 715	9 799 246
22068043298 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Duffrebo	3 911 876	4 301 928	4 628 057
22068043299 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Boundiali	7 463 888	8 208 107	8 830 364
22068043300 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Grand -Bassam	17 860 934	19 641 835	21 130 880
22068043301 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé Urbain (CSU) de Samango	1 915 970	2 107 010	2 266 744
22068043302 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de ASSAHARA	4 521 735	4 972 595	5 349 567
22068043303 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile Gagnoa	5 181 193	5 697 805	6 129 756
22068043304 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Sominassé	4 110 400	4 520 245	4 862 925
22068043305 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dogbo	4 152 412	4 566 447	4 912 629
22068043306 Faire la prise en charge curative dans le Service Santé Scolaire & Universitaire San-Pedro	3 762 547	4 137 708	4 451 388
22068043307 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bouko	4 404 000	4 843 120	5 210 275
22068043308 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Diégonéfla	6 974 248	7 669 643	8 251 082
22068043309 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de MADINANANI	15 392 132	16 926 868	18 210 096

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068043310 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Grand-Lahou	41 618 719	45 768 486	49 238 195
22068043311 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) Dualla	3 070 853	3 377 046	3 633 058
22068043312 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Sinfra	6 936 952	7 628 629	8 206 957
22068043313 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Amélékia	2 930 425	3 222 616	3 466 922
22068043314 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Koro	10 536 233	11 586 792	12 465 187
22068043315 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bongouanou	17 585 754	19 339 216	20 805 322
22068043316 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Agboville	14 222 725	15 640 861	16 826 596
22068043317 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ettrokro	2 419 481	2 660 725	2 862 436
22068043318 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire (SSSU) de M'Bahiakro	2 927 283	3 219 158	3 463 206
22068043319 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Danguira	3 858 643	4 243 386	4 565 076
22068043320 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Tanda	11 757 791	12 930 152	13 910 387
22068043321 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Angoda	3 025 932	3 327 646	3 579 914
22068043322 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbaine de Kanhankro	1 626 896	1 789 112	1 924 746
22068043323 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle & Infantile (PMI) d'Agboville	3 081 101	3 388 314	3 645 183
22068043324 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tanda	30 185 149	33 194 887	35 711 393
22068043325 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Yamoussoukro	3 566 266	3 921 855	4 219 170
22068043326 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bouna	16 812 139	18 488 463	19 890 074
22068043327 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de NASSIAN	6 504 423	7 152 974	7 695 238
22068043328 Faire la prise en charge curative dans le PMI de Duékoué	3 523 200	3 874 500	4 168 224
22068043329 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Guitri	11 409 691	12 547 343	13 498 555
22068043330 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tengréla	24 552 903	27 001 052	29 048 002
22068043331 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Daleu	3 746 117	4 119 639	4 431 949
22068043332 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Vavoua	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068043333 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Bécédi-Brignan	3 711 896	4 082 006	4 391 464
22068043335 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Allokoï	2 802 669	3 082 119	3 315 777
22068043336 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Tabou	1 511 566	1 662 283	1 788 300
22068043337 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Boniééré	3 484 672	3 832 128	4 122 641
22068043338 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Sinematiali	8 838 941	9 720 262	10 457 159
22068043339 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Débrimou	2 431 492	2 673 936	2 876 646
22068043340 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Tengréla	2 729 296	3 001 431	3 228 969
22068043341 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Treichville	36 692 150	40 350 694	43 409 682

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068043342 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Assikoi	3 463 487	3 808 829	4 097 576
22068043343 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KOUA	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068043344 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diayé Bernard	2 715 434	2 986 188	3 212 572
22068043345 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Issia	15 728 872	17 297 185	18 608 484
22068043346 Faire la prise en charge curative dans le CSU Marrantallah	4 360 151	4 794 898	5 158 400
22068043347 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Guinglo-Taouaké	2 624 940	2 886 672	3 105 511
22068043348 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zata	5 507 159	6 056 275	6 515 400
22068043349 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de DIABO	3 390 467	3 728 531	4 011 188
22068043350 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Biankouma	13 745 437	15 115 982	16 261 925
22068043351 Faire la prise en charge curative dans le Service Santé Scolaire & Universitaire Gagnoa	3 352 822	3 687 130	3 966 651
22068043352 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Psychiatrique de Bouaké	59 923 622	65 898 557	70 894 324
22068043353 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gadouan	5 345 662	5 878 673	6 324 335
22068043354 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Touba	2 205 129	2 425 003	2 608 840
22068043355 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sérihio	2 963 778	3 259 296	3 506 383
22068043356 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Zagné	8 998 960	9 896 239	10 646 472
22068043358 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'Zianouan	4 297 292	4 725 772	5 084 032
22068043359 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de M'bahiakro	11 367 061	12 500 460	13 448 123
22068043360 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de BLOLEQUIN	20 297 688	22 321 554	24 013 750
22068043361 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général de Samatiguila	9 108 420	10 016 611	10 775 975
22068043362 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Abongoua	4 758 788	5 233 283	5 630 018
22068043363 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain (CSU) de YOPOHUE	1 892 764	2 081 490	2 239 289
22068043364 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé Urbain (CSU) de Kimbirila Sud	1 844 965	2 028 925	2 182 739
22068043365 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bouandougou	6 034 786	6 636 509	7 139 622
22068043366 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de KOKOMAN	1 926 189	2 118 248	2 278 833
22068043367 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dandrou	3 394 018	3 732 431	4 015 387
22068043368 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gogo	4 404 000	4 843 120	5 210 275
22068043369 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouadioblékro	3 523 203	3 874 500	4 168 226
22068043370 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Bingerville	3 602 161	3 961 330	4 261 638
22068043371 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gnamangui	794 980	874 247	940 523
22068043372 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sago	3 716 265	4 086 811	4 396 633

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068043373 Faire la prise en charge curative dans le Formations sanitaires de la commune de COCODY	22 169 685	24 380 205	26 228 470
22068043374 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sakassou	24 193 996	26 606 360	28 623 387
22068043375 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Andékekrenou	1 650 393	1 814 952	1 952 545
22068043376 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Guiglo	5 373 736	5 909 546	6 357 549
22068043377 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'ANYAMA	19 508 433	21 453 602	23 080 002
22068043378 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Guiglo	7 847 301	8 629 749	9 283 970
22068043424 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokoro	3 813 742	4 194 007	4 511 953
22068043425 Faire la prise en charge curative dans l'Hopital Général d'Arrah	22 036 647	24 233 903	26 071 076
22068043426 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Attoutou A	1 376 911	1 514 202	1 628 992
22068043427 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Katiola	2 345 674	2 579 560	2 775 116
22068043428 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zahia	3 189 834	3 507 890	3 773 823
22068043429 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kpata	4 551 334	5 005 143	5 384 583
22068043430 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koutouba	4 472 780	4 918 758	5 291 651
22068043431 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Binao (Gbollouville)	3 640 641	4 003 647	4 307 162
22068043432 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'Douci	4 604 699	5 063 830	5 447 717
22068043433 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de Ouangolodougou	7 541 194	8 293 121	8 921 821
22068043434 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dahiri	2 804 820	3 084 487	3 318 320
22068043435 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Tié-N'Diékro	3 982 095	4 379 145	4 711 130
22068043436 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tabou	8 893 832	9 780 629	10 522 098
22068043437 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Man	6 140 524	6 752 791	7 264 722
22068043438 Faire la prise en charge curative dans le Maternité M. Gagnoa	5 434 890	5 976 800	6 429 901
22068043439 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Doropo	8 370 621	9 205 249	9 903 098
22068043440 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Danané	34 562 000	38 008 149	40 889 548
22068043441 Faire la prise en charge curative dans le service de santé Scolaire et universitaire (SSSU) de Daoukou	2 802 669	3 082 119	3 315 777
22068043442 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Bangolo	7 376 737	8 112 265	8 727 257
22068043443 Faire la prise en charge curative dans le CSU -Bacanda (Grand-Lahou)	3 818 291	4 199 011	4 517 339
22068043444 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Sifié	18 989 720	20 883 169	22 466 321
22068043445 Faire la prise en charge curative dans leCentre Hospitalier Régional du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	53 812 281	59 177 859	63 664 133
22068043446 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Bouna	11 559 416	12 711 995	13 675 692
22068043447 Faire la prise en charge curative dans leCentre Hospitalier Régional du Denguélé (Odiénné)	54 467 446	59 898 350	64 439 241
22068043448 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Abraidinou	3 784 464	4 161 811	4 477 318

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068043449 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Tiémélékro	3 495 157	3 843 657	4 135 044
22068043450 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ouianinou	6 936 161	7 627 760	8 206 020
22068043451 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain San-Pedro	9 485 244	10 431 010	11 221 784
22068043452 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculeux d'Abobo	5 154 998	5 668 998	6 098 764
22068043454 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Tapéguia	4 323 866	4 754 997	5 115 472
22068043455 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Tonla	3 062 459	3 367 815	3 623 128
22068043456 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Grand-Morié	3 692 606	4 060 793	4 368 641
22068043457 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Lopou	8 900 952	9 788 458	10 530 521
22068043458 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de DIVO	4 865 413	5 350 541	5 756 165
22068043459 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Adjouan	2 624 385	2 886 062	3 104 853
22068043460 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SEMIEN	3 966 828	4 362 360	4 693 067
22068043461 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yakpabo-Sakassou	3 998 785	4 397 501	4 730 876
22068043462 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Assié Akpéssé	4 347 454	4 780 935	5 143 379
22068043463 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Domagbé	2 816 291	3 097 102	3 331 892
22068043464 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Siempurgo	3 164 139	3 479 633	3 743 424
22068043465 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Didia	3 069 727	3 375 808	3 631 728
22068043466 Faire la prise en charge curative dans le Formations sanitaires de la commune d'ADJAME	25 815 533	28 389 578	30 541 794
22068043467 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Biankouma	20 114 606	22 120 218	23 797 151
22068043468 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Konouffa	5 534 643	6 086 497	6 547 916
22068043469 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de M'Batto	3 201 147	3 520 331	3 787 206
22068043470 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Bafing (Touba)	27 313 483	30 036 888	32 313 984
22068043471 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de Tiékélezo	4 655 923	5 120 162	5 508 322
22068043472 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de PRIKRO	9 458 195	10 401 262	11 189 783
22068043473 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Dabou	2 389 024	2 627 233	2 826 403
22068043474 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Touba	18 526 664	20 373 943	21 918 491
22068043475 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yocolidabouo	3 291 140	3 619 297	3 893 678
22068043476 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de CHIEPO	4 168 737	4 584 398	4 931 942
22068043477 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kaniasso	7 037 394	7 739 086	8 325 789
22068043478 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculose de la Région du Fromager (Gagnoa)	7 454 182	8 197 433	8 818 881
22068043479 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Daoukro	11 406 607	12 543 949	13 494 906

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068043480 Faire la prise en charge curative dans le CSU Krakro	4 404 000	4 843 120	5 210 275
22068043481 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Affikro	4 031 154	4 433 098	4 769 171
22068043482 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du N'Zi - Comoé (Dimbokro)	30 092 200	33 092 669	35 601 423
22068043483 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional du Fromager (Gagnoa)	69 222 482	76 124 599	81 895 604
22068043484 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Bédiala	4 249 486	4 673 199	5 027 474
22068043485 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guiembé	4 410 489	4 850 256	5 217 955
22068043486 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Gran-Béréby	4 471 754	4 917 631	5 290 435
22068043487 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Abengourou	3 307 481	3 637 268	3 913 009
22068043488 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Mbengué	6 273 063	6 898 545	7 421 523
22068043489 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire & Universitaire de Dimbokro	2 689 152	2 957 287	3 181 477
22068043490 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kouban	6 121 363	6 731 718	7 242 049
22068043491 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Logoualé	11 985 769	13 180 859	14 180 100
22068043492 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sangouiné	10 612 151	11 670 279	12 555 003
22068043493 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yocoboué	5 685 467	6 252 360	6 726 352
22068043494 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine (M.U) Petit Paris Korhogo	9 607 431	10 565 380	11 366 341
22068043495 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbonné	7 499 868	8 247 674	8 872 929
22068043496 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Zaguiéta	3 683 561	4 050 847	4 357 942
22068043497 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Bouna	4 215 057	4 635 337	4 986 742
22068043498 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Yaou	5 797 758	6 375 848	6 859 201
22068043499 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dabouyo	4 643 352	5 106 335	5 493 451
22068043500 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bongo	3 241 420	3 564 620	3 834 853
22068043501 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Laoudi-Ba	19 081 455	20 984 052	22 574 852
22068043502 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Ferkéssedougou	3 184 999	3 502 575	3 768 105
22068043503 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Sankadiokro	4 790 730	5 268 409	5 667 807
22068043504 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'OUME	2 130 026	2 342 411	2 519 987
22068043505 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbegbessou	1 926 189	2 118 249	2 278 833
22068043506 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Katiola	3 099 036	3 408 039	3 666 403
22068043507 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Diéouzon	3 569 642	3 925 570	4 223 165
22068043508 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de TIEGBA	4 950 217	5 443 799	5 856 494
22068043509 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ahigbe Koffikro	4 163 448	4 578 582	4 925 684
22068043510 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bengassou	3 598 449	3 957 247	4 257 245
22068043511 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de WAGANA	4 226 115	4 647 498	4 999 825

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068043512 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dimandougou	2 133 936	2 346 709	2 524 614
22068043513 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Boundiali	4 229 708	4 651 449	5 004 075
22068043514 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Moussadougou	2 730 559	3 002 821	3 230 464
22068043515 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gomon (Dabou)	4 047 710	4 451 305	4 788 757
22068043516 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Yop II	3 301 422	3 630 606	3 905 839
22068043517 Faire la prise en charge curative dans le CSU Debété	2 222 736	2 444 364	2 629 670
22068043518 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NIMBO	4 072 667	4 478 751	4 818 285
22068043519 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokala Sobara	2 877 478	3 164 389	3 404 282
22068043520 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Marabadjassa	1 790 217	1 968 719	2 117 968
22068043521 Faire la prise en charge curative dans le PMI de OUANGOLODOUGOU	3 581 266	3 938 351	4 236 917
22068043522 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de QUARTIER COLOMBIE	5 951 270	6 544 667	7 040 820
22068043523 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Duékoué	18 519 093	20 365 618	21 909 533
22068043524 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Aboisso	23 960 315	26 349 377	28 346 924
22068043525 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Toulepleu	5 915 401	6 505 220	6 998 380
22068043526 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du district de Ouangolodougou	3 637 301	3 999 974	4 303 211
22068043531 Faire la prise dans le centre Hospitalier régional de l'Agneby (Agboville)	43 380 188	47 705 591	51 322 152
22068043549 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Andokoi	9 153 148	10 065 800	10 828 888
22068043552 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Ouaninou	10 295 162	11 321 685	12 179 981
22068043553 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Kouto	10 465 533	11 509 044	12 381 544
22068043554 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Dianra	10 465 533	11 509 044	12 381 544
22068043555 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Doropo	10 465 533	11 509 044	12 381 544
22068043556 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Korhogo 2	11 465 533	12 608 753	13 564 622
22068043557 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Tehini	10 465 533	11 509 044	12 381 544
22068043558 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Tai	11 465 533	12 608 753	13 564 622
22068043559 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Kaniasso	11 465 533	12 608 753	13 564 622
22068043560 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Botro	10 465 533	11 509 044	12 381 544
22068043561 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Gagnoa 2	10 465 533	11 509 044	12 381 544
22068043563 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Sandégué	10 465 533	11 509 043	12 381 544
22068043564 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Zoukougbeu	7 205 760	7 924 241	8 524 978
22068043565 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Lakota	8 965 533	9 859 480	10 606 927

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068043566 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Yakassé Attobrou	9 465 533	10 409 334	11 198 466
22068043567 Faire la prise en charge curative dans le CSR d'Arrah	10 465 533	11 509 043	12 381 544
22068043568 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Kouassi kouassikro	9 708 343	10 676 354	11 485 729
22068043569 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Dikodougou	10 465 533	11 509 043	12 381 544
22068043570 Faire la prise en charge curative dans le CSR de M'bengué	13 465 533	14 808 172	15 930 778
22068043571 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Kong	10 052 064	11 054 347	11 892 378
22068043572 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Buyo	11 465 533	12 608 753	13 564 622
22068043573 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Méagui	20 049 549	22 048 673	23 720 184
22068043574 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Korhogo 1	13 459 960	14 802 043	15 924 185
22068043575 Faire la prise en charge curative dans le Centre Intégré de Touba	6 700 000	7 368 051	7 926 624
22068043576 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Cissé Anyaman	12 465 613	13 708 547	14 747 793
22068043577 Faire la prise en charge curative dans le Centre Urbain Spécialisé -U.S.A.C	10 465 533	11 509 043	12 381 544
22068043578 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional d'Abobo(CHR - ABOBO)	66 019 915	72 602 706	78 106 717
22068043580 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain Anyanou	4 000 000	4 398 837	4 732 312
22068043581 Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU	1 536 000 000	0	0
22068043582 Apporter un appui au fonctionnement des CHR et HG	200 000 000	0	0
22069010004 Mettre en œuvre la Gratuité Lutte contre le Paludisme / DAF	5 800 000 000	7 396 606 942	9 201 051 387
22069040007 Renforcer la Mise en œuvre Gratuité Césarienne / DAF	5 650 000 000	7 205 315 383	8 963 093 161
22069040009 Renforcer la Mise en œuvre Gratuité Accouchement / DAF	5 850 000 000	7 460 370 795	9 280 370 795
3 Transferts	20 336 914 730	25 746 362 926	29 786 962 764
22068040001 Réaliser la radioprotection et la securite nucleaire	750 000 000	949 493 689	1 098 505 962
22068040002 Réaliser la prise en charge curative 5Croix Bleue)	8 577 938	10 859 597	12 563 888
22068040003 Réaliser la prise en charge curative (CROIX ROUGE)	57 525 927	72 827 340	84 256 765
22068040004 Réaliser la prise en charge curative (Evacuation Sanitaire)	2 500 000 000	3 164 978 964	3 661 686 539
22068040006 Réaliser la prise en charge curative (Hôpital confessionnel)	217 517 250	275 375 009	318 591 995
22068040007 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Cocody	700 000 000	886 194 110	1 025 272 231
22068040008 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Yopougon	600 000 000	759 594 951	878 804 769
22068040009 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Angré	3 000 000 000	3 797 974 757	4 394 023 847
22068040010 Réaliser la prise en charge curative (DON ORIONE)	10 000 000	12 659 916	14 646 746
22068040011 Réaliser la prise en charge curative du Couple Mère-Enfant à l'Hôpital Mère-Enfant de Bingerville	1 800 000 000	2 278 784 854	2 636 414 308

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22068 Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	137 387 748 497	144 272 516 353	158 643 327 913
22068040012 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Bouaké	748 788 646	947 960 125	1 096 731 722
22068040014 Réaliser la prise en charge des malades de la lèpre (IRF)	600 000 000	759 594 951	878 804 769
22068040015 Réaliser la prise en charge curative (ONG Les Amis de Thérèse HAURY)	9 039 789	11 444 297	13 240 349
22068040017 Faire la prise en charge des malades du cancer (CNOR)	2 000 000 000	2 531 983 171	2 929 349 231
22068040018 Réaliser la prise en charge curative (Hôpital protestant)	16 068 333	20 342 374	23 534 880
22068040021 Faire la prise en charge des maladies du cœur (ICA)	1 284 535 260	1 626 210 831	1 881 426 188
22068040022 Réaliser la prise en charge curative (AIBEF)	9 861 587	12 484 686	14 444 016
22068040023 Accroître les interventions d'aide d'urgences et d'hémodialyse (SAMU)	500 000 000	632 995 793	732 337 308
22068043527 Faire la Prévention et le Traitement de l'Insuffisance Rénale (CNPTIR)	200 000 000	253 198 317	292 934 923
22068043528 Faire la prise en charge des malades au niveau CHU de Cocody / CCTOS	125 000 000	158 248 948	183 084 327
22068043529 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Treichville	700 000 000	886 194 110	1 025 272 231
22068043530 Accroître les interventions d'aide d'urgences et d'hémodialyse / CNPTIR/Kits de Dialyse	4 500 000 000	5 696 962 136	6 591 035 770
4 Investissements	280 871 554	280 871 554	280 871 554
Trésor	280 871 554	280 871 554	280 871 554
22068043547 Réaliser la riposte aux épidémies (urgences épidémies)	280 871 554	280 871 554	280 871 554
2206805 Former et renforcer les capacités des agents de santé	8 386 264 122	9 344 296 932	10 807 209 704
2 Biens et services	40 000 000	43 988 367	47 323 125
22068050005 Réaliser la Politique Nationale de Formation Continue	40 000 000	43 988 367	47 323 125
3 Transferts	8 346 264 122	9 300 308 565	10 759 886 579
22068050001 Appuyer la formation des nouveaux personnels soignants (ETUDIANTS HOSPITALIERS)	1 630 567 568	2 064 284 821	2 388 250 926
22068050002 Renforcer les capacités des ressources humaines de santé et réaliser des recherches en santé publique	250 000 000	316 497 896	366 168 654
22068050003 Appuyer la formation des nouveaux personnels soignants (INTERNES DES HÔPITAUX)	997 184 712	1 262 427 455	1 460 551 135
22068050004 Appuyer la formation des nouveaux personnels soignants (ELEVES INFAS)	3 875 600 000	4 874 067 605	5 638 997 270
22068050006 Former les agents de santé	618 511 842	783 030 788	905 918 594
22068050007 Appuyer la formation des Auxiliaires de santé/INFAS	974 400 000	0	0

III.3. Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Intensifier les interventions de prévention et de prise en charge du paludisme, de la tuberculose et du VIH/sida	Nombre de PVVIH sous ARV (File active)	269 135	285 962	302 169	317 226	Dénombrement Source : Rapport d'activités DIPE / ONUSIDA
	Proportion de femmes enceintes, fréquentant les centres de consultations prénatales, ayant reçu au moins trois doses de Sulfadoxine Pyriméthamine (SP)	44,48 %	90%	90%	90%	(Nombre de femmes enceintes, fréquentant les centres de consultations prénatales, ayant reçu au moins trois doses de Sulfadoxine Pyriméthamine / Nombre total de femmes enceintes, fréquentant les centres de consultations prénatales) x 100 Source : RASS
	Nombre de cas de tuberculose, toutes formes notifiées	21 488	22 795	23 649		Dénombrement Source : Rapport d'activités PNLT
	Proportion de cas de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement	87%	88%	89%	90%	Nombre de cas de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement / Nombre total de cas de tuberculose suivis) x 100 Source : Rapport d'activités PNLT / SNIS
	Proportion de patients tuberculeux notifiés traités pour le VIH	99%	100%	100%	100%	(Nombre de patients tuberculeux notifiés traités pour le VIH / de patients tuberculeux notifiés) x 100 Source : Rapport d'activités PNLT
OS 2 : Intensifier les interventions de lutte contre les autres maladies transmissibles et non transmissibles et les maladies tropicales négligées	Nombre d'unités de prise en charge (UPEC) réhabilitées et équipées pour les maladies chroniques non transmissibles	29	29	34	39	Dénombrement Source : Rapport d'activités PNLMT
	Nombre de personnes dépistés pour les maladies chroniques non transmissibles	8 000	15 000	20 000	25 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités MTN
	Nombre de patients pris en charge dans les UPEC pour les maladies chroniques non transmissibles	30 162	40 000	45 000	50 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités MTN
OS 3 : Intensifier les interventions d'amélioration de la prévention des maladies et promotion de l'hygiène publique ainsi que des bonnes pratiques nutritionnelles	Proportion d'enfants malnutris aigus pris en charge et guéris	80%	80%	80%	80%	Nombre d'enfants dépistés malnutris aigus pris en charge et guéris/ nombre d'enfants dépistés malnutris aigus X 100 Source : Rapport d'activités
	Nombre d'enfants de 6 à 59 mois pris en charge pour malnutrition aiguë sévère avec ou sans complication	10 632	11 000	12 000	13 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités PNN
	Nombre d'Unités Nutritionnelles Thérapeutiques (UNT) / Unités Nutritionnelles Thérapeutiques Ambulatoires (UNTA) fonctionnelles	53	63	108	113	Dénombrement Source : Rapport d'activités PNN
	Structures sanitaires impliquées dans le processus « structures sanitaires amies des bébés »	23	46	469	669	Dénombrement Source : Rapport d'activités PNN

Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 4 : Maitriser les risques liés à la grossesse et améliorer la couverture en services de prévention et de prise en charge des maladies de l'enfant	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	64,5%	75%	80%	82%	(Nombre d'accouchements réalisés par un personnel qualifié (médecins, infirmiers, sages-femmes) dans un établissement sanitaire / nombre de naissances attendues) x 100 Source : Rapport d'activités PNSME
	Disponibilité des Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence de Base (SONUB)	12 (2015)	29,0	30	35	Dénombrement Source : Rapport d'activités PNSME
	Disponibilité des Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence Complets (SONUC)	12 (2015)	60,3	65	68	Dénombrement Source : Rapport d'activités PNSME
	Taux d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3	95%	95%	95%	95%	(Nombre d'enfant ayant reçu avant 12 mois un le vaccin DTC-Hép B Hib3 / Nombre total d'enfant ayant reçu un le vaccin DTC-Hép B Hib3) x 100 Source : Rapport d'activités PEV

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME III : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE	97 715 366 022	106 745 157 318	111 699 361 882
Dépenses de personnel	1 500 000	1 483 056	1 500 902
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	337 288 600	427 004 529	494 018 052
Investissements	97 376 577 422	106 316 669 733	111 203 842 928
Trésor	17 807 090 648	16 680 846 410	16 807 158 607
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	79 569 486 774	89 635 823 323	94 396 684 321

Tableau 6 : Tableau du budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22069 Renforcement de la lutte contre la maladie	97 715 366 022	106 745 157 318	111 699 361 882
2206901 Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose	59 633 563 056	59 723 262 041	59 790 293 410
1 Personnel	1 500 000	1 483 056	1 500 902
22069010012 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au FNLS	1 500 000	1 483 056	1 500 902
3 Transferts	337 288 600	427 004 529	494 018 052
22069010001 Mobiliser les ressources additionnelles en faveur de la lutte contre le sida	89 436 876	113 226 332	130 995 923
22069010010 Elaborer et mettre en œuvre le plan d'action du FNLS	247 851 724	313 778 197	363 022 129

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22069 Renforcement de la lutte contre la maladie	97 715 366 022	106 745 157 318	111 699 361 882
4 Investissements	59 294 774 456	59 294 774 456	59 294 774 456
Trésor	11 636 720 855	11 636 720 855	11 636 720 855
22069010002 Renforcer la lutte contre le VIH/Sida (PNPEC)	3 531 550 195	3 531 550 195	3 531 550 195
22069010006 Renforcer la Lutte contre la Tuberculose (PNLT)	1 694 294 316	1 694 294 316	1 694 294 316
22069010007 Renforcer la Lutte contre le Paludisme (PNLP)	5 783 207 247	6 226 472 961	6 226 472 961
22069010009 Coordonner les activités de la lutte contre le Sida/Tuberculose/Paludisme par le Fonds Mondial	184 403 383	184 403 383	184 403 383
22069010011 Faire la planification familiale et la prévention du VIH/SIDA Phase III et IV (AIMAS)	443 265 714	0	0
Financement extérieur	47 658 053 601	47 658 053 601	47 658 053 601
22069010002 Renforcer la lutte contre le VIH/Sida (PNPEC)	13 000 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000
22069010006 Renforcer la Lutte contre la Tuberculose (PNLT)	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
22069010007 Renforcer la Lutte contre le Paludisme (PNLP)	31 658 053 601	31 658 053 601	31 658 053 601
2206902 Renforcement de la lutte contre les autres maladies transmissibles et non transmissibles et les maladies tropicales négligées	3 409 229 841	2 482 985 603	2 609 297 800
4 Investissements	3 409 229 841	2 482 985 603	2 609 297 800
Trésor	3 140 832 793	2 214 588 555	2 340 900 752
22069020002 Renforcer le Programme Elargi de Vaccination	2 100 000 000	1 173 755 762	1 300 067 959
22069020003 Renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles (STEPS)	25 469 900	25 469 900	25 469 900
22069020004 Renforcer le Programme National de Lutte contre le Cancer	35 262 895	35 262 895	35 262 895
22069020005 Lutter contre le Cancer du Sein/Access Roche	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22069020006 Renforcer le Programme National de Lutte contre les Hépatites Virales	128 770 416	128 770 416	128 770 416
22069020007 Lutter contre l'Hépatite Virale/ Access Roche	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22069020008 Renforcer le Programme de Lutte contre le Diabète	24 656 354	24 656 354	24 656 354
22069020009 Renforcer le Programme National de Lutte contre le Tabagisme	47 773 072	47 773 072	47 773 072
22069020010 Renforcer le Programme National de Lutte contre la schistosomiase, les Géo helminthiases et la filariose lymphatique	189 036 496	189 036 496	189 036 496
22069020011 Renforcer le Programme de Lutte contre la lèpre	76 207 133	76 207 133	76 207 133
22069020012 Renforcer le Programme de Lutte contre la santé oculaire et l'onchocercose ç PNSOLO	34 484 652	34 484 652	34 484 652
22069020013 Renforcer le Programme de Lutte contre la Trypanosomiase Humaine Africaine ç PNETHA	33 000 000	33 000 000	33 000 000
22069020014 Renforcer le Programme de Lutte contre l'Ulcère Buruli	133 610 688	133 610 688	133 610 688
22069020015 Eradiquer le Ver de Guinée / Eau et Assainissement (PNEV/EA)	35 000 000	35 000 000	35 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22069 Renforcement de la lutte contre la maladie	97 715 366 022	106 745 157 318	111 699 361 882
22069020016 Renforcer Programme de Promotion de la Médecine Traditionnelle	72 000 000	72 000 000	72 000 000
22069020017 Renforcer le Programme National de Développement de l'Activités Pharmaceutiques	52 475 201	52 475 201	52 475 201
22069020018 Renforcer le Programme National de Promotion Santé Bucco-Dentaire (PNPSBD)	20 210 364	20 210 364	20 210 364
22069020020 Renforcer le Programme National Santé Mentale	32 875 622	32 875 622	32 875 622
Financement extérieur	268 397 048	268 397 048	268 397 048
22069020002 Renforcer le Programme Elargi de Vaccination	268 397 048	268 397 048	268 397 048
2206903 Prévention de la santé et l'hygiène publique et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles	238 143 284	238 143 284	238 143 284
4 Investissements	238 143 284	238 143 284	238 143 284
Trésor	238 143 284	238 143 284	238 143 284
22069030001 Renforcer le Programme National de Nutrition	179 667 445	179 667 445	179 667 445
22069030002 Renforcer le Programme de Coopération Côte d'Ivoire/UNICEF: Survie de l'Enfant /Santé Nutrition	15 000 000	15 000 000	15 000 000
22069030003 Renforcer le Projet de Promotion de l'Hygiène Publique	38 475 839	38 475 839	38 475 839
22069030004 Renforcer le Programme Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM)/Santé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
2206904 Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes	34 434 429 841	44 300 766 390	49 061 627 388
4 Investissements	34 434 429 841	44 300 766 390	49 061 627 388
Trésor	2 791 393 716	2 591 393 716	2 591 393 716
22069040001 Renforcer le Programme National de Santé Infantile (PNSI)	88 917 350	88 917 350	88 917 350
22069040002 Renforcer le Programme de Santé Scolaire et Universitaire (PNSSU)	39 740 000	39 740 000	39 740 000
22069040004 Renforcer la Mise en œuvre du Cadre d'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Néonatale en Côte d'Ivoire	668 105 000	468 105 000	468 105 000
22069040005 Améliorer la santé de la reproduction /Planification Familiale	108 528 820	108 528 820	108 528 820
22069040008 Appuyer la Prévention & la Prise en Charge des Violences Sexuelles	3 924 289	3 924 289	3 924 289
22069040010 Améliorer le continuum des soins de santé Maternelle et néonatale	70 000 000	70 000 000	70 000 000
22069040011 Améliorer l'utilisation et la qualité des services de santé et réduire la mortalité maternelle et infantile	1 812 178 257	1 812 178 257	1 812 178 257
Financement extérieur	31 643 036 125	41 709 372 674	46 470 233 672
22069040004 Renforcer la Mise en œuvre du Cadre d'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Néonatale en Côte d'Ivoire	10 000 000 000	15 722 932 700	15 942 116 792
22069040010 Améliorer le continuum des soins de santé Maternelle et néonatale	500 787 797	787 385 283	798 361 755
22069040011 Améliorer l'utilisation et la qualité des services de santé et réduire la mortalité maternelle et infantile	21 142 248 328	25 199 054 691	29 729 755 125

III.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		1 500 000 000	1 665 268 468	1 803 844 646
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	1 500 000 000	1 665 268 468	1 803 844 646
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Tableau du budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
23201 Comptes Spéciaux du Trésor	1 500 000 000	1 665 268 468	1 803 844 646
2320101 Gestion des comptes spéciaux du ministère	1 500 000 000	1 665 268 468	1 803 844 646
3 Transferts	1 500 000 000	1 665 268 468	1 803 844 646
23201010001 Renforcer la lutte contre le tabac, l'alcoolisme et autres addictions / Fonds National de lutte contre le SIDA (FNLS)	1 050 000 000	1 165 687 928	1 262 691 252
23201010002 Renforcer la lutte contre le tabac, l'alcoolisme et autres addictions / Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme et les autres Addictions (PNLTAT)	450 000 000	499 580 540	541 153 394

SECTION 336 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS

SECTION 336 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de la presse écrite

- la dégradation de l'image de la corporation due au manque de professionnalisme et au non-respect du code d'éthique et de déontologie ;
- le non achèvement de la réhabilitation de l'imprimerie de la Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire (SNEPCI) et du schéma directeur ;
- l'insuffisance de soutien matériel et financier à l'Observatoire pour la Liberté de la Presse, de l'Éthique et de la Déontologie (OLPED) ;
- le délaissement de la presse papier en lieu et en place de la presse en ligne
- les difficultés de gouvernance au niveau des entreprises de presse.

Au niveau de la presse en ligne

- la faiblesse du cadre réglementaire pour réguler la presse en ligne ;
- l'insuffisance des sites d'hébergement en Côte d'Ivoire.

Au niveau de l'Audiovisuel

- la lenteur du processus de libéralisation du secteur de la télévision ;
- l'absence de données statistiques fiables ;
- l'obligation du passage de la Standard Définition (SD) à la Haute Définition (HD) imposée par la migration à la TNT ;
- l'inexistence de plusieurs têtes de réseau pour la TNT ;
- la mise à mal des télévisions locales par la concurrence de certaines chaînes étrangères en HD et des WEBTV.

Au niveau de la Publicité

- le non achèvement du changement de statut du Conseil Supérieur de la Publicité (CSP) en EPIC ;
- les affichages anarchiques ;
- l'inexistence du cadre juridique régulant la communication publicitaire sur Internet.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de la presse écrite

- la prise de la loi n° 2017 - 867 du 27 décembre 2017 portant régime juridique de la presse ;
- l'octroi de subventions et d'équipements, pour l'année 2019, à 14 entreprises de presses avec l'appui du FSDP ;
- une meilleure représentativité de l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP) sur toute l'étendue du territoire nationale ;
- la dématérialisation de l'ensemble des procédures d'identification et d'accréditation des journalistes et professionnels de la communication, depuis Mai 2019 ;
- le démarrage par la société EDIPRESSE (au compte de la SNEPCI) en octobre 2019 des premiers travaux relatifs à la Construction de 10 kiosques Multimédias ;
- la garantie d'emprunts par le FSDP à plusieurs sociétés de presse, notamment EDIPRESSE (à hauteur de 200 millions), quinze (15) organisations professionnelles de la presse écrite, cinq (05) organisations professionnelles et deux (02) entreprises de presse (l'entreprise NICI à hauteur de 55 millions CFA et Action + Abidjan à hauteur de 180 millions CFA) ;
- l'adoption en Conseil des Ministres du décret portant renouvellement des Présidents des Conseils de l'ANP et de l'AIP le 08 avril 2020 ;
- le décret portant nomination des membres du Conseil de Gestion de l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP).

- la réhabilitation de l'imprimerie de la Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire (SNPECI) et l'adoption du schéma directeur en voie de finition ;
- l'attribution aux entreprises de presse privée d'une aide sous forme de dons en équipements et d'appui à la formation à hauteur de 650 millions FCFA en 2014 ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs du secteur avec un seuil minimal de traitement des journalistes et des professionnels de la communication fixé à 1 900 points, engageant toutes les entreprises de presse bénéficiaires de subvention d'impression ;
- l'abonnement groupé de la Présidence de la République, de l'ensemble des Cabinets Ministériels, des Départements et Sous-Préfectures aux dépêches de l'Agence Ivoirienne de Presse.

Au niveau de la presse en ligne

- la prise en compte de la presse en ligne dans la révision de la loi portant régime juridique de la presse en Côte d'Ivoire ;
- le Fonds de Soutien au Développement de la Presse (FSDP) a apporté un appui aux éditeurs de presse pour la création de rédactions en ligne et le développement du portail presse cotedivoire.ci, plateforme de distribution numérique des journaux.
- l'adoption en conseil des Ministres du décret portant renouvellement des Présidents des Conseils de l'HACA, de l'ISTC et de la RTI le 08 avril 2020.

Au niveau de l'audiovisuel

- l'achèvement de la libéralisation de l'espace audiovisuel à travers la mise en œuvre de la Télévision Numérique Terrestre (TNT) depuis le 08 février 2019 avec la venue de nouvelles chaînes locales (A+Ivoire, NCI, Life TV et la 3) en plus des deux autres existantes (RTI1 et RT2) ;
- la poursuite des travaux d'investissement depuis 2011 pour la couverture de la radio au niveau national passant de 65,45% en 2017 à 80% en 2019 ;
- la reconnaissance par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) de neuf diplômes sur dix délivrés par l'Institut des Sciences et Techniques de la Communication (ISTC) Polytechnique en 2018 et 2019 ;
- la prise du décret portant modification des attributions, organisation et fonctionnement de l'Institut des Sciences et Techniques de la Communication (ISTC) ;
- l'acquisition par la RTI de quarante-deux (42) véhicules neufs et de Cent (100) ordinateurs ;
- la diffusion de la RTI sur internet ;
- la réhabilitation de vingt-six (26) des trente (30) centres émetteurs de la RTI.

Au niveau de la Publicité

- le démantèlement des affichages anarchiques ;
- la création en mars 2019 d'une brigade de lutte contre les manquements aux obligations de la communication publicitaire ayant abouti au stickage et au démantèlement de plus de 1 000 panneaux irréguliers ;
- l'acquisition d'une salle pège multimédia et d'un système d'informations géographiques opérationnels depuis décembre 2019 ;
- l'adoption en 2020 de la loi n° 2020-522- du 16 juin 2020 portant régime juridique de la communication publicitaire.

I.1.3. Défis et priorités

- l'adaptation à l'évolution technologique et technique dans le secteur de la communication et des médias ;
- la prise de textes d'application de la loi numéro 2020-522- du 16 juin 2020 portant régime juridique de la communication publicitaire ;
- la mise en œuvre du mécanisme de contrôle des droits d'accès à l'information et aux documents d'intérêt public conçus par la Commission d'Accès aux informations et documents d'intérêt Publics (CAIDP) ;
- la diffusion du guide d'explication du droit d'accès à l'information en français et en langues locales élaboré par la CAIDP ;
- l'adoption d'une loi relative à la lutte contre les fausses nouvelles et la manipulation de l'information ;
- la ratification par le Gouvernement de la convention de Florence et des accords de Nairobi, relatifs à l'exonération des taxes sur les intrants d'impression des journaux.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- les populations ont accès à une information de qualité sur l'ensemble du territoire ;
- les infrastructures et équipements de production et de diffusion de l'information sont développés.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée ;
- la production et la diffusion de l'information sont renforcées.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Communication et des Médias est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de communication et média sur l'ensemble du territoire.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration des projets de lois et de règlements en matière de communication ;
- promotion et vulgarisation d'une information libre, neutre, favorisant l'éducation de la population, l'unité, la paix et la cohésion nationale ;
- vulgarisation des lois et règlements sur la presse et l'audiovisuel ;
- contrôle, suivi et évaluation du respect de la déontologie dans la diffusion de l'information écrite et audiovisuelle, et dans tout enregistrement sonore et filmé ainsi que dans tout message à caractère publicitaire ;
- renforcement du rôle des Autorités de Régulation ;
- respect de la neutralité et de l'impartialité dans la diffusion de l'information ;
- contribution à la création des conditions de l'autorité financière des médias ;
- développement et promotion de la presse écrite et des médias audiovisuels privés ;
- gestion technique des sondages ;
- suivi des relations avec la presse nationale et internationale ;
- promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur en liaison avec les Ministres en charge des Affaires Etrangères, du Tourisme et de la Culture ;
- création d'un cadre favorable à la libéralisation des médias audiovisuels et à la pluralité de la presse ;
- constitution d'une documentation à caractère promotionnel ;
- réhabilitation, extension et contrôle du fonctionnement des infrastructures techniques.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Communication et Médias ;
- Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet du Ministre ; IG ; DAF ; DPS ; DAJCI ; DRH ; CPMP ; SI ; SDA ; DCRP ; DR.	CAIDP	- Acquérir et installer des équipements pour le système intégré de gestion	
Programme 2 : Communication et Médias	DPDM ; BCP ; DCP ;	AIP, FSDP, FSP, SNPECI, CIJP, RTI, ISTC, HACA; ANP; CSP; IDT; ACP	-Projet équipement RTI -Réhabilitation des installations électriques de la RTI sur les sites de Cocody et Plateau -Equipement en matériels et rénovation de l'ISTC - Réhabilitation globale des infrastructures de l'ISTC phase I - Réhabiliter les pylônes, les centres émetteurs FM et renouveler les équipements d'énergies (TNT)	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Améliorer la gouvernance du secteur de la communication et des médias	RS 1 : La gouvernance du ministère est améliorée	IP 1.1 : Taux de réalisation des activités	Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités prévues Source : Rapport d'activités Cabinet
OG2 : Garantir l'accessibilité à une information de qualité pour le bien-être des populations	RS 2 : La production et la diffusion de l'information sont renforcées	IP 2.1 : Taux de couverture de la diffusion en radio nationale	Couverture territoriale radio/couverture totale du territoire Source : Rapport d'activités RTI
		IP 2.2 : Taux de couverture de la diffusion en télé nationale	Couverture territoriale télé/couverture totale du territoire Source : Rapport d'activités RTI
		IP 2.3 : Ratio des sous-préfectures couvertes par l'AIP	Nombre de départements couverts / Nombre total de départements (102 départements) Source : Rapport d'activités AIP

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	32 786 287 134	30 665 372 464	33 140 138 986
1.1 Ressources Intérieures	32 786 287 134	30 665 372 464	33 140 138 986
1.1.1 Budget Etat	32 786 287 134	30 665 372 464	33 140 138 986
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	32 786 287 134	30 665 372 464	33 140 138 986
2.1 Personnel	4 865 167 091	4 916 091 368	5 018 428 130
2.1.1 Solde y compris EPN	4 865 167 091	4 916 091 368	5 018 428 130
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 843 640 458	1 214 015 986	1 273 388 575
2.3 Transferts	22 135 478 131	24 178 665 110	26 491 722 281
2.4 Investissement	3 942 001 454	356 600 000	356 600 000
Trésor	3 942 001 454	356 600 000	356 600 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer l'environnement du secteur de la communication et des médias	Nombre de textes législatifs et réglementaires du secteur de la communication et des médias élaborés	05	06	07	07	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJCI
OS 2 : Renforcer la gestion des ressources financières, humaines et matérielles	Taux d'exécution du plan de formation	100 %	100%	100%	100%	(Nombre d'agents formés / Nombre d'agents à former) X 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du budget	97,78%	100%	100%	100%	(Budget ordonnancé / Budget voté) X100 Source : Rapport d'activités DAF

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		3 071 407 344	3 003 775 213	3 142 167 504
	Dépenses de personnel	1 548 372 701	1 637 186 719	1 699 791 302
	Dépenses en biens et services	1 292 640 458	1 102 945 361	1 153 897 690
	Transferts	180 394 185	213 643 133	238 478 512
	Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
	<i>Trésor</i>	50 000 000	50 000 000	50 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programme/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21077 Administration Générale	3 071 407 344	3 003 775 213	3 142 167 504
2107701 Coordination et Animation	1 142 142 162	1 043 471 887	1 091 085 591
1 Personnel	358 952 000	354 897 310	359 167 765
21077010062 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CAIDP	358 952 000	354 897 310	359 167 765
2 Biens et services	658 190 162	530 325 629	548 833 499
21077010010 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de communication et de médias	18 000 000	19 794 766	21 295 407
21077010011 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques du cabinet	47 500 000	52 236 187	56 196 210
21077010012 Organiser les visites du ministre auprès des différents médias (médias tour)	15 000 000	16 495 639	17 746 171
21077010013 Organiser la communication gouvernementale au plan national en coordination avec toutes les entités institutionnelles publiques et structures privées	50 000 000	54 985 459	59 153 906
21077010014 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21077010015 Prendre en charge les missions hors CI	32 000 000	32 000 000	32 000 000
21077010016 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	404 190 162	254 190 162	254 190 162
21077010017 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	5 000 000	5 498 545	5 915 390
21077010018 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de l'inspection générale	7 000 000	7 697 964	8 281 546
21077010019 Organiser la cérémonie annuelle de décoration dans l'ordre du mérite de la Communication	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21077010020 Élaborer les projets de textes juridiques du secteur de la communication et des médias	2 000 000	2 199 418	2 366 156
21077010021 Gérer les contentieux administratifs	1 500 000	1 649 564	1 774 617
21077010022 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DAJCI	8 500 000	9 347 528	10 056 164
21077010023 Participer aux négociations internationales relatives à la réglementation des médias et des services de la société de l'information	1 000 000	1 099 709	1 183 078
21077010024 Apporter un appui technique et diffuser les informations juridiques à l'ensemble des services et structures sous tutelle du ministère	3 000 000	3 299 128	3 549 234
21077010025 Organiser la communication gouvernementale (conseils de gouvernement et de ministre) au palais présidentiel à Abidjan	12 000 000	13 196 510	14 196 938
21077010026 Organiser la communication du gouvernement dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire lors des déplacements des conseils des ministres et de gouvernement	10 000 000	10 997 092	11 830 781
21077010043 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR YAKRO)	2 500 000	2 749 275	2 957 695
21077010044 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR ABENG)	2 500 000	2 749 275	2 957 695
21077010045 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR MAN)	2 500 000	2 749 275	2 957 695
21077010046 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR KORHOGO)	2 500 000	2 749 275	2 957 695
21077010047 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR BEOUMI)	2 500 000	2 749 275	2 957 695

Programme/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21077 Administration Générale	3 071 407 344	3 003 775 213	3 142 167 504
21077010048 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR ABIDJAN)	2 000 000	2 199 420	2 366 156
21077010049 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR DIMBOKRO)	2 000 000	2 199 420	2 366 156
21077010050 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR ODIENNE)	2 000 000	2 199 420	2 366 156
21077010055 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR BOUAKE)	2 000 000	2 199 420	2 366 156
21077010056 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR BONDOUKOU)	2 000 000	2 199 420	2 366 156
21077010057 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR SEGUELA)	2 000 000	2 199 420	2 366 156
21077010058 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR GAGNOA)	2 000 000	2 199 420	2 366 156
21077010059 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR DABOU)	2 000 000	2 199 420	2 366 156
21077010060 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR DALOA)	2 000 000	2 199 420	2 366 156
21077010061 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR SAN-PEDRO)	2 000 000	2 199 420	2 366 156
3 Transferts	125 000 000	158 248 948	183 084 327
21077010007 Faciliter l'accès à l'information d'intérêt publique	125 000 000	158 248 948	183 084 327
2107702 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	1 818 349 050	1 843 313 296	1 929 013 374
1 Personnel	1 189 420 701	1 282 289 409	1 340 623 537
21077020001 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	1 189 420 701	1 282 289 409	1 340 623 537
2 Biens et services	573 534 164	505 629 702	532 995 652
21077020006 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	202 576 558	209 500 076	216 690 748
21077020019 Prendre en charge les activités liées aux contrats de prestations extérieures de main d'œuvre, de gardiennage, d'entretien des locaux et téléphone	228 957 606	142 962 195	153 800 158
21077020020 Prendre en charge les activités liées au renforcement du parc automobile du ministère	25 000 000	27 492 730	29 576 953
21077020021 Prendre en charge les activités liées au renforcement des capacités opérationnelles du ministère	14 000 000	15 395 930	16 563 094
21077020022 Organiser le séminaire d'actualisation, d'élaboration et de validation du DPPD - PAP	20 000 000	21 994 184	23 661 563
21077020023 Gérer la commande publique du ministère	3 500 000	3 848 982	4 140 773
21077020024 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la cellule de passation des marchés publics	6 500 000	7 148 109	7 690 007
21077020035 Gérer les ressources humaines du ministère	6 000 000	6 598 255	7 098 468
21077020036 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques du personnel du MINCOM	7 000 000	7 697 965	8 281 547
21077020037 Organiser la rentrée budgétaire avec l'ensemble des RPROG, RBOP et RUO	2 500 000	2 749 273	2 957 695
21077020038 Gérer les ressources financières du ministère	2 000 000	2 199 418	2 366 156
21077020039 Organiser les conférences budgétaires internes	5 000 000	5 498 545	5 915 390

Programme/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21077 Administration Générale	3 071 407 344	3 003 775 213	3 142 167 504
21077020040 Gérer les ressources matérielles du ministère	2 500 000	2 749 273	2 957 695
21077020041 Créer un logiciel de gestion électronique du patrimoine du ministère	2 500 000	2 749 273	2 957 695
21077020042 Organiser un séminaire de formation des acteurs budgétaires du ministère aux nouvelles procédures d'élaboration et d'exécution du budget	2 500 000	2 749 273	2 957 695
21077020043 Renforcer les capacités opérationnelles de la direction des affaires financières	10 000 000	10 997 093	11 830 781
21077020044 Prendre en charge les séminaires et conférences en CI	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21077020045 Acquérir un outil de gestion du personnel	3 000 000	3 299 128	3 549 234
3 Transferts	55 394 185	55 394 185	55 394 185
21077020025 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	55 394 185	55 394 185	55 394 185
2107703 Gestion du système d'information et communication	110 916 132	116 990 030	122 068 539
2 Biens et services	60 916 132	66 990 030	72 068 539
21077030004 Réaliser l'archivage électronique et physique des documents du ministère	1 000 000	1 099 710	1 183 078
21077030005 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la SDA	5 500 000	6 048 401	6 506 929
21077030006 Organiser la communication des activités du ministère (DCRP)	4 000 000	4 398 836	4 732 312
21077030007 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DCRP	9 000 000	9 897 382	10 647 702
21077030008 Organiser la planification générale des activités du ministère	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21077030009 Faire le suivi et l'évaluation annuelle des activités et projets du MINCOM	3 000 000	3 299 128	3 549 234
21077030010 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la Direction	10 416 132	11 454 717	12 323 097
21077030011 Actualiser le schéma directeur du réseau informatique du MINCOM	2 000 000	2 199 418	2 366 157
21077030012 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques du Service informatique	8 000 000	8 797 673	9 464 624
21077030014 Réhabiliter une salle d'archivage des documents du MINCOM	6 000 000	6 598 255	7 098 469
21077030015 Prendre les contrats de prestation matière de veille médiatique (Presse en ligne)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21077030016 Entretien du local informatique	2 000 000	2 199 418	2 366 156
4 Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
trésor	50 000 000	50 000 000	50 000 000
21077030013 Acquérir et installer des équipements pour le système intégré de gestion	50 000 000	50 000 000	50 000 000

III.2. Programme 2 : Communication et Médias

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Communication et Médias						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Professionnaliser les acteurs du secteur de la communication et des médias	Taux de professionnalisation des acteurs de médias	2,63%	5%	8%	10%	(Nombre de cartes CIJP octroyées / Nombre total de demandeurs de cartes CIJP) X100 Source : Rapport d'activités CIJP
	Nombre de manquement dans le secteur de la communication et des médias	390	170	100	70	Dénombrement Source : Rapport d'activités ANP
OS 2 : Renforcer les capacités techniques et technologiques des structures du secteur	Nombre de structures subventionnées	32	30	35	40	Dénombrement Source : Rapport d'activités FSDP
	Nombre d'entreprises du secteur dont les emprunts sont garantis	22	32	37	42	Nombre d'entreprises d'emprunts garantis / Nombre d'entreprises demandeuses Source : Rapport d'activités FSDP

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : COMMUNICATION ET MEDIAS		11 719 879 790	7 683 926 532	8 357 848 553
	Dépenses de personnel	3 316 794 390	3 278 904 649	3 318 636 828
	Dépenses en biens et services	551 000 000	111 070 625	119 490 885
	Transferts	3 960 083 946	3 987 351 258	4 613 120 840
	Investissements	3 892 001 454	306 600 000	306 600 000
	Trésor	3 892 001 454	306 600 000	306 600 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programme/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22078 Communication et médias	11 719 879 790	7 683 926 532	8 357 848 553
2207801 Développement de la presse, de l'audiovisuel et de la communication publicitaire	6 564 656 460	2 817 240 738	3 221 062 823
2 Biens et services	516 000 000	72 580 805	78 083 154
22078010026 Équiper un incubateur des médias	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22078040035 Promouvoir et développer les actions du partenariat	3 000 000	3 299 127	3 549 234
22078040036 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DPDM	8 000 000	8 797 673	9 464 624
22078040037 Organiser la communication autour des activités gouvernementales à l'extérieur	500 000 000	54 985 459	59 153 906
3 Transferts	2 614 296 460	2 538 059 933	2 936 379 669
22078010003 Organiser la couverture médiatique quotidienne de l'actualité (AIP)	110 000 000	139 259 074	161 114 207
22078010004 Etendre le réseau de collecte de l'information (AIP/Abonnement fil d'actualité)	199 800 000	252 945 119	292 641 988
22078010006 Subvention d'Equilibre pour la distribution de la presse privée	54 000 000	68 363 546	79 092 429
22078010017 Louer des satellites analogique et numérique	226 005 120	189 898 738	219 701 192
22078010018 Retransmettre les grands événements internationaux	206 000 000	260 794 267	301 722 971
22078010019 Prendre en charge les cotisations sociales de la RTI	80 000 000	101 279 327	117 173 969
22078010020 Organiser la retransmission satellitaire au plan mondial (RTI MONDE)	233 491 340	253 198 317	292 934 923
22078010021 Développer les capacités techniques, matérielles et événementielles de la SNPECI	100 000 000	126 599 159	146 467 462
22078010028 Apporter un appui au fonctionnement de IDT	500 000 000	0	0
22078040004 Apporter un appui au secteur des médias	805 000 000	1 019 123 227	1 179 063 066
22078040005 Fonds de garantie	100 000 000	126 599 159	146 467 462
4 Investissements	3 434 360 000	206 600 000	206 600 000
trésor	3 434 360 000	206 600 000	206 600 000
22078010009 Réhabiliter les installations électriques de la RTI sur les sites de Cocody et du Plateau	45 000 000	45 000 000	45 000 000
22078010010 Réhabiliter les installations des centres émetteurs de la RTI (équipement RTI)	98 900 000	98 900 000	98 900 000
22078010023 Passer à la haute définition RTI / Mise en place TNT	1 742 760 000	15 000 000	15 000 000
22078010025 Réhabiliter les pylônes, les centres émetteurs FM et renouveler les équipements d'énergie	1 547 700 000	47 700 000	47 700 000
2207802 Formation et accès aux métiers de la presse et de l'audiovisuelle	2 051 094 779	1 856 873 089	1 998 554 064
1 Personnel	930 165 839	919 235 243	930 573 678
22078020005 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ISTC	906 615 839	896 374 787	907 160 804
22078020006 Prendre en charge les indemnités des membres de la Commission Carte d'Identité Professionnelle des Journalistes	23 550 000	22 860 456	23 412 874
2 Biens et services	12 500 000	13 746 365	14 788 475
22078020001 Produire les cartes et les annuaires des journalistes professionnels et des professionnels de la Communication et des Médias	4 000 000	4 398 837	4 732 312
22078020004 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la CIJP	8 500 000	9 347 528	10 056 163

Programme/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22078 Communication et médias	11 719 879 790	7 683 926 532	8 357 848 553
3 Transferts	650 787 486	823 891 481	953 191 911
22078020002 Former aux métiers de la communication	650 787 486	823 891 481	953 191 911
4 Investissements	457 641 454	100 000 000	100 000 000
trésor	457 641 454	100 000 000	100 000 000
22078020003 Equiper en matériel technique et rénovation l'ISTC POLYTECHNIQUE	407 641 454	50 000 000	50 000 000
22078020007 Réhabiliter des infrastructures de l'ISTC Polytechnique (Phase 1)	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2207803 Régulation du secteur de la communication et des médias	3 104 128 551	3 009 812 705	3 138 231 666
1 Personnel	2 386 628 551	2 359 669 406	2 388 063 150
22078030011 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au FSDP	258 597 602	255 676 506	258 753 045
22078030012 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'AIP	349 998 663	346 045 109	350 209 047
22078030013 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la HACA	1 118 455 956	1 105 821 977	1 119 128 258
22078030014 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ANP	659 576 330	652 125 814	659 972 800
2 Biens et services	22 500 000	24 743 455	26 619 256
22078030007 Organiser des missions de contrôle et actions d'investigation sur toute l'étendue du territoire	4 000 000	4 398 836	4 732 312
22078030008 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la BCP	6 000 000	6 598 255	7 098 468
22078030015 Assurer la gestion du secteur publicitaire sur l'ensemble du territoire national	4 500 000	4 948 692	5 323 851
22078030016 Promouvoir et développer les activités publicitaires en Côte d'Ivoire	3 000 000	3 299 127	3 549 234
22078030017 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DCP	5 000 000	5 498 545	5 915 391
3 Transferts	695 000 000	625 399 844	723 549 260
22078010005 Réguler et encadrer les activités de la presse (ANP)	315 000 000	398 787 350	461 372 504
22078030002 Réguler le secteur de l'audiovisuel	80 000 000	101 279 327	117 173 969
22078030018 Réguler le secteur de la Communication Publicitaire	300 000 000	125 333 167	145 002 787

III. 3. Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.3.1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		17 995 000 000	19 977 670 719	21 640 122 929
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	17 995 000 000	19 977 670 719	21 640 122 929
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programme/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
23206 Comptes Spéciaux du Trésor	17 995 000 000	19 977 670 719	21 640 122 929
2320601 Gestion des Comptes spéciaux du trésor	17 995 000 000	19 977 670 719	21 640 122 929
3 Transferts	17 995 000 000	19 977 670 719	21 640 122 929
23206010001 Transférer la taxe de Publicité au Fonds de Soutien et de Développement de la Presse(FSDP)	1 203 000 000	1 335 545 311	1 446 683 406
23206010002 Transférer la redevance RTI	16 792 000 000	18 642 125 408	20 193 439 523

SECTION 337 : MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le relâchement des valeurs d'éthique et de déontologie dans l'Administration publique ;
- l'insuffisance du contrôle de présence au poste.

I.1.2. Réponses apportées

- la vulgarisation de l'enseignement du Statut Général de la Fonction Publique ;
- le renforcement du contrôle de présence au poste ;
- la vulgarisation des procédures disciplinaires et de distinctions honorifiques.

I.1.3. Défis et priorités

- le fonctionnement des services selon la démarche qualité ;
- le redéploiement des effectifs ;
- l'élaboration du code d'éthique et de déontologie ;
- la vulgarisation des procédures disciplinaires et de distinctions honorifiques ;
- l'intégration du module « connaissance du Statut Général de la Fonction Publique » dans les curricula des écoles de formation donnant accès à la qualité de fonctionnaires ;
- la réduction de la fracture numérique du Ministère à un niveau comparable à celui des pays émergents ;
- le renforcement de la capacité du Ministère de la Fonction Publique à se moderniser.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance du secteur ;
- l'amélioration des moyens et de la qualité des services.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la gestion des ressources humaines de l'Etat est améliorée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Fonction Publique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Fonction Publique.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- recrutement et gestion des personnels des Administrations de l'Etat, des établissements publics et des personnels engagés par contrat ;
- gestion prévisionnelle et contrôle des effectifs ;
- mise en œuvre, suivi et évaluation de la politique générale de la fonction publique ;
- moralisation de la fonction publique ;
- formation et perfectionnement des cadres de l'Administration et des Agents de l'Etat, en liaison avec le Ministre chargé de la Modernisation de l'Administration et de l'innovation du Service Public ;
- réforme et suivi de l'application du Statut Général de la Fonction Publique ;

- continuité, organisation efficace et bon fonctionnement du Service Public, en liaison avec le Ministre chargé de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Fonction Publique.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, IG, CD, SOMFP, DAFP, DRH, DCRP, DPSE, DAJC, DQ, CPM		- Modernisation des Processus Métiers (MPM)	
P2 : Fonction publique	DGFP, DC, DFRC, DGAPCE, DPCE, DSI ; DCSSE, DR	- Ecole Nationale d'Administration (ENA) ; - Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire (CED-CI)	- Réhabilitation et Equipement de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) - Construction et équipement des salles multimédias - Construction, Réhabilitation et Equipement des Directions Régionales et Antennes de la Fonction Publique Phase 2 ; - Projet de numérisation des archives ; - Projet de délocalisation du CED-CI.	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL/ SOURCE DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1 .1.1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 /: Rapport d'Etudes
		IP.1.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête
OG 2 : Promouvoir une gestion des ressources humaines civiles de l'Etat	RS 2.1 : La gestion des ressources humaines de l'Etat est améliorée	IP 2.1.1 : Taux de satisfaction des fonctionnaires et agents de l'Etat	Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat satisfaits / Nombre total de fonctionnaires et agents de l'Etat interrogés Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2 / Rapport d'Etudes

II.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	24 762 558 510	25 462 093 591	26 563 922 555
1.1 Ressources Intérieures	24 762 558 510	25 462 093 591	26 563 922 555
1.1.1 Budget Etat	24 762 558 510	25 462 093 591	26 563 922 555
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	24 762 558 510	25 462 093 591	26 563 922 555
2.1 Personnel	8 528 643 105	9 100 481 153	9 487 621 343
2.1.1 Solde y compris EPN	8 528 643 105	9 100 481 153	9 487 621 343
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	10 954 810 887	11 226 341 249	11 665 474 318
2.3 Transferts	4 539 104 518	4 495 271 189	4 770 826 894
2.4 Investissement	740 000 000	640 000 000	640 000 000
Trésor	740 000 000	640 000 000	640 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Commentaire des indicateurs : méthode de calcul et moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la coordination et le cadre institutionnel du Ministère	Taux de réalisation des réunions de coordination	80%	82%	85%	90%	Nombre de réunions tenues / Nombre de réunions planifiées Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux de réalisation des activités du plan d'action du programme	80%	89%	95%	99%	Nombre d'activités du plan d'action réalisées / Nombre total des activités du plan d'action Source : Rapport d'activités Cabinet
OS2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines des structures du ministère	63,80%	72%	76%	85%	Nombre d'agents mis à la disposition du ministère ayant un poste de travail / Nombre total des agents mis à la disposition du ministère Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de satisfaction des besoins en formation du ministère	63,40%	70%	80%	90%	Nombre d'agents du ministère ayant bénéficié de formation / Nombre total des besoins en formation des agents du ministère Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du budget	94.06%	95%	96%	97%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Extrait SIB
	Taux de satisfaction des besoins d'entretien du patrimoine	75%	76%	78%	80%	Nombre de besoins satisfaits en entretien du patrimoine / Nombre total de besoins d'entretien du patrimoine planifiés Source : Rapport d'activités DAFP
	Taux d'exécution des saisines en matière disciplinaire	72%	76%	80%	82%	Nombre de saisines exécutées en matière disciplinaire / Nombre total de saisines en matière disciplinaire Source : Rapport d'activités CD
	Taux d'exécution des saisines en matière de distinctions honorifiques	95%	96%	97%	98%	Nombre de saisines exécutées en matière de distinctions honorifiques / Nombre total de saisines en matière de distinctions honorifiques Source : Rapport d'activités SOMFP
	Taux d'exécution des saisines en matière de distinctions exceptionnelles	100%	100%	100%	100%	Nombre de saisines exécutées en matière de distinctions exceptionnelles / Nombre total de saisines en matière de distinctions exceptionnelles Source : Rapport d'activités SOMFP

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Commentaire des indicateurs : méthode de calcul et moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS3 : Renforcer le système de planification, d'information et de communication du Ministère	Taux de couverture des structures intégrées dans la planification	80%	85%	90%	95%	Nombre de structures intégrées dans la planification / Nombre total de structures du ministère Source : Rapport d'activités DPSE
	Taux de processus métiers modernisé	23%	59%	79%	99%	Nombre de processus métiers modernisés / Nombre total de processus métiers à moderniser identifiés Source : Rapport d'activités DPSE
	Taux de réalisation des activités du plan d'action	96,86%	97%	98%	98,5%	Nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions planifiées Source : Rapport d'activités DAJC
	Taux de réalisation des activités du plan d'action	-	30%	60%	80%	Nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions planifiées Source : Rapport d'activités DQ
	Taux de couverture médiatique du Ministère	70%	80%	80%	80%	Nombre d'activités couvertes / Nombre d'activités réalisées Source : Rapport d'activités DCRP

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		17 841 205 441	18 616 289 719	19 351 465 115
	Dépenses de personnel	7 696 746 229	8 297 700 025	8 675 180 404
	Dépenses en biens et services	9 977 971 504	10 152 101 986	10 509 797 003
	Transferts	66 487 708	66 487 708	66 487 708
	Investissements	100 000 000	100 000 000	100 000 000
	<i>Trésor</i>	100 000 000	100 000 000	100 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21042 Administration Générale	17 841 205 441	18 616 289 719	19 351 465 115
2104201 Coordination et animation du ministère	500 300 000	550 184 506	591 893 979
2 Biens et services	500 300 000	550 184 506	591 893 979
21042010005 Procéder au contrôle administratif et financier des services, établissements sous tutelle du MFP et Directions Régionales	28 000 000	30 791 858	33 126 187
21042010010 Gérer les procédures disciplinaires des fonctionnaires et agents de l'Etat	32 000 000	35 190 694	37 858 498
21042010013 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Fonction Publique	212 600 000	233 798 171	251 522 410
21042010016 Exécuter les activités au titre du CONAFIP/MFP	97 000 000	106 671 791	114 758 578
21042010019 Gérer la politique de la qualité des services du MFP	18 000 000	19 794 765	21 295 406
21042010023 Gérer les activités du Cabinet	55 000 000	60 484 006	65 069 295
21042010025 Gérer la politique de lutte contre le SIDA au Ministère de la Fonction Publique	6 000 000	6 598 256	7 098 468
21042010031 Gérer les contentieux et les affaires juridiques	20 000 000	21 994 184	23 661 561
21042010036 Gérer la distinction honorifique des fonctionnaires et agents de l'Etat	31 700 000	34 860 781	37 503 576
2104202 Gestion des ressources (humaines, financières et matérielles)	17 165 905 441	17 883 627 023	18 570 840 280
1 Personnel	7 696 746 229	8 297 700 025	8 675 180 404
21042020018 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	7 696 746 229	8 297 700 025	8 675 180 404
2 Biens et services	9 402 671 504	9 519 439 290	9 829 172 168
21042020001 Prendre en charge médicalement le personnel du MFP et MMAISP	24 700 000	27 162 817	29 222 030
21042020002 Gérer les séminaires et les conférences du ministère hors de la Côte-d'Ivoire	80 000 000	80 000 000	80 000 000
21042020004 Gérer les ressources humaines du Ministère	20 100 000	22 104 154	23 779 870
21042020005 Gérer les charges exceptionnelles des agents	8 125 649 200	8 123 919 000	8 363 451 422
21042020006 Gérer les dépenses centralisées du MFP	400 000 000	439 883 673	473 231 253
21042020007 Gérer les séminaires et les conférences du ministère en Côte-d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21042020008 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21042020011 Gérer les ressources financières et matérielles du Ministère	163 000 000	219 941 836	236 615 627
21042020012 Mettre en œuvre le CDMT	40 000 000	43 988 367	47 323 125
21042020013 Gérer le renforcement des capacités du personnel du Cabinet	196 172 255	196 172 255	196 172 255

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21042 Administration Générale	17 841 205 441	18 616 289 719	19 351 465 115
21042020014 Gérer la commande publique du ministère	26 600 000	29 252 264	31 469 879
21042020016 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	297 450 049	307 616 087	318 174 394
3 Transferts	66 487 708	66 487 708	66 487 708
21042020009 Gérer les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	66 487 708	66 487 708	66 487 708
2104203 Planification, programmation et suivi-évaluation	130 000 000	132 991 276	135 492 341
2 Biens et services	30 000 000	32 991 276	35 492 341
21042030001 Organiser la planification générale des activités et réaliser les études et la production des statistiques du Ministère	30 000 000	32 991 276	35 492 341
4 Investissements	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Trésor	100 000 000	100 000 000	100 000 000
21042030002 Modernisation des Processus Métiers	100 000 000	100 000 000	100 000 000
2104204 Gestion du système d'information et de communication	45 000 000	49 486 914	53 238 515
2 Biens et services	45 000 000	49 486 914	53 238 515
21042040003 Organiser la communication des activités du Ministère	45 000 000	49 486 914	53 238 515

III.2. Programme 2 : Fonction publique

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Fonction Publique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Commentaire des indicateurs : méthode de calcul et moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Coordonner les activités du programme	Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme	50%	65%	75%	80%	Nombre de réunions de suivi de la stratégie du programme tenues / Nombre de réunions de suivi de la stratégie du programme planifiées Source : Rapport d'activités / DGFP
	Taux de réalisation des activités du plan d'action du programme	60%	70%	80%	90%	Nombre d'activités du plan d'action réalisées / Nombre total des activités du plan d'action Source : Rapport d'activités / DGFP

Programme 2 : Fonction Publique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Commentaire des indicateurs : méthode de calcul et moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS2 : Maîtriser les effectifs des fonctionnaires et agents de l'Etat	Taux de réalisation des concours administratifs	85%	87%	90%	95%	Nombre de concours organisés / Nombre de concours planifiés Source : Rapport d'activités / DC
	Taux des agents admis aux concours directs mis à la disposition des ministères	80%	82%	86%	90%	Nombre d'agents admis aux concours directs affectés / Nombre total d'agents admis aux concours directs Source : Rapport d'activités / DPCE
	Taux de fonctionnaires admis aux concours professionnels mis à la disposition des ministères	85%	87%	89%	92%	Nombre de fonctionnaires admis aux concours professionnels affectés / Nombre total de fonctionnaires admis aux concours professionnels Source : Rapport d'activités / DPCE
	Taux d'actes administratifs diffusés et archivés	70%	75%	80%	85%	Nombre d'actes administratifs diffusés et archivés / Nombre d'actes administratifs planifiés Source : Rapport d'activités / DGAPCE
	Taux de numérisations des archives et des documents du ministère	88,32%	100%	-	-	Nombre de numérisations des archives et des documents du ministère réalisées / Nombre total de numérisation des archives et des documents du ministère planifié Source : Rapport d'activités / DSI
	Nombre de directions métiers du ministère ayant toutes leurs procédures de gestion intégrées dans le SIGFAE	07	08	09	10	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DSI
	Nombre d'acteurs externes utilisant le SIGFAE dans leurs procédures de gestion (Solde AN2000, MUGEFCI, IPS/CGRAE, ELIZA, les DRH des corps statuts particuliers, la DCF.)	05	07	09	11	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DSI
	Taux de réalisation du plan d'actions	50%	65%	80%	90	Nombre d'activités du plan d'actions réalisées / Nombre total des activités du plan d'actions Source : Rapport d'activités / DCSSE
	Taux d'exécution des saisines des directions régionales	80%	85%	90%	95%	Nombre de saisines des directions régionales exécutées / Nombre total de saisines des directions régionales Source : Rapport d'activités / DCSSE

Programme 2 : Fonction Publique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Commentaire des indicateurs : méthode de calcul et moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS3 : Renforcer les capacités du personnel de l'Administration Publique	Taux de couverture en formation des fonctionnaires et agents de l'Etat en Côte d'Ivoire	97,83%	98%	98%	98%	Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat formés en CI / Nombre total de fonctionnaires et agents de l'Etat ayant exprimés le besoin en formation en Côte d'Ivoire Source : Rapport d'activités /DFRC
	Taux de couverture en formation des fonctionnaires et agents de l'Etat hors Côte d'Ivoire	66,66%	75%	85%	90%	Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat formés hors CI / Nombre total de fonctionnaires et agents de l'Etat ayant exprimés le besoin en formation hors Côte d'Ivoire Source : Rapport d'activités / DFRC
	Taux de réalisation des concours directs d'entrée à l'ENA	100%	100%	100%	100%	Nombre de concours directs d'entrée à l'ENA organisés/ Nombre total de concours directs d'entrée à l'ENA planifiés Source : Rapport d'activités / ENA
	Taux de réalisation des concours professionnels d'entrée à l'ENA	100%	100%	100%	100%	Nombre de concours professionnels d'entrée à l'ENA / Nombre total de concours professionnels d'entrée à l'ENA Source : Rapport d'activités / ENA
	Taux de couverture en formation des auditeurs de l'ENA	100%	100%	100%	100%	Nombre des auditeurs ayant bénéficié d'une formation / Nombre total des auditeurs devant bénéficier de la formation Source : Rapport d'activités / ENA
	Taux de couverture de la bourse des auditeurs de l'ENA	100%	100%	100%	100%	Nombre des auditeurs ayant bénéficié de la bourse / Nombre total des auditeurs devant bénéficier de la bourse Source : Rapport d'activités / ENA
	Taux de réalisation de formations dédiées aux fonctionnaires et agents de l'Etat	111,11%	100%	100%	100%	Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues Source : Rapport d'activités / CED-CI
	Proportion des fonctionnaires et agents de l'Etat formés	89,08%	90%	90%	90%	Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat bénéficiaires de formation / Nombre total de participants formés Source : Rapport d'activités / CED-CI

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : FONCTION PUBLIQUE		6 921 353 069	6 845 803 872	7 212 457 440
	Dépenses de personnel	831 896 876	802 781 128	812 440 939
	Dépenses en biens et services	976 839 383	1 074 239 263	1 155 677 315
	Transferts	4 472 616 810	4 428 783 481	4 704 339 186
	Investissements	640 000 000	540 000 000	540 000 000
	Trésor	640 000 000	540 000 000	540 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22043 Fonction Publique	6 921 353 069	6 845 803 872	7 212 457 440
2204301 Amélioration du système de recrutement des fonctionnaires et agents de l'État	2 785 339 383	2 647 334 468	2 759 252 988
2 Biens et services	705 339 383	775 668 219	834 471 605
21042040001 Gérer le SIGFAE	230 000 000	252 933 114	272 107 970
21042040002 Gérer la base de données des fonctionnaires	22 000 000	24 193 600	26 027 718
22043010001 Coordonner la mise en œuvre de la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'État	22 000 000	24 193 603	26 027 716
22043010002 Gérer la politique de recrutement des agents de l'État	25 000 000	27 492 730	29 576 952
22043010003 Gérer les effectifs des ressources humaines de l'État	45 600 000	50 146 739	53 948 362
22043010004 Gérer les actes administratifs des fonctionnaires et agents de l'État	72 925 895	80 197 278	86 277 030
22043010007 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'État dans l'Agneby-Tiassa	8 000 000	8 797 676	9 464 625
22043010008 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'État dans le Tchologo	8 000 000	8 797 674	9 464 627
22043010009 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'État dans les Grand Ponts	9 000 000	9 897 381	10 647 705
22043010010 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'État dans le Guémon	8 000 000	8 797 675	9 464 626
22043010011 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'État dans le Gbéké	8 000 000	8 797 675	9 464 626
22043010012 Coordonner les activités du ministère dans la région du Sassandra	8 000 000	8 797 675	9 464 625
22043010013 Coordonner les activités du ministère dans le District Autonome de Yamoussoukro	9 200 000	10 117 323	10 884 320
22043010014 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gontougou	8 000 000	8 797 672	9 464 627
22043010015 Coordonner et suivre les activités des services extérieurs	11 000 000	12 096 800	13 013 858
22043010016 Coordonner les activités du ministère dans la région du Worodougou	8 000 000	8 797 673	9 464 627
22043010017 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Mé	8 000 000	8 797 672	9 464 629
22043010018 Coordonner les activités du ministère dans la région du N'Zi	8 000 000	8 797 675	9 464 626
22043010019 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bélier	8 000 000	8 797 674	9 464 627
22043010020 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gboklé	10 500 000	11 546 949	12 422 320
22043010021 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Nawa	8 000 000	8 797 674	9 464 625
22043010022 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bafing	8 000 000	8 797 674	9 464 625
22043010023 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Bagoué	8 500 000	9 347 530	10 056 163
22043010024 Coordonner les activités du ministère dans la région de San-Pédro	8 000 000	8 797 674	9 464 626
22043010025 Coordonner les activités du ministère dans la région du Folon	10 100 000	11 107 064	11 949 089
22043010026 Coordonner les activités du ministère dans la région du Poro	8 000 000	8 797 673	9 464 626
22043010027 Coordonner les activités du ministère dans la région du Marahoué	8 000 000	8 797 673	9 464 624
22043010028 Coordonner les activités du ministère dans la région du Tonpki	8 000 000	8 797 675	9 464 624
22043010029 Coordonner les activités du ministère dans la région du Loh-Djiboua	8 000 000	8 797 674	9 464 626

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22043 Fonction Publique	6 921 353 069	6 845 803 872	7 212 457 440
22043010030 Coordonner les activités du ministère dans la région du Moronou	8 000 000	8 797 675	9 464 625
22043010031 Coordonner les activités du ministère dans la région du Béré	8 000 000	8 797 675	9 464 625
22043010032 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Indénié-Djuablin	8 000 000	8 797 674	9 464 624
22043010033 Coordonner les activités du ministère dans la région du Hambol	8 000 000	8 797 674	9 464 626
22043010034 Coordonner les activités du ministère dans la région du Cavally	8 000 000	8 797 676	9 464 624
22043010035 Coordonner les activités du ministère dans la région du Kabadougou	8 000 000	8 797 674	9 464 625
22043010036 Coordonner les activités du ministère dans la région du Sanwi	11 513 488	12 661 488	13 621 357
22043010037 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bounkani	8 000 000	8 797 674	9 464 625
22043010038 Coordonner les activités du ministère dans la région du Goh	8 000 000	8 797 675	9 464 625
22043010039 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Iffou	8 000 000	8 797 674	9 464 625
22043010040 Coordonner les activités du ministère dans le District Autonome d'Abidjan	10 000 000	10 997 091	11 830 780
3 Transferts	1 700 000 000	1 591 666 249	1 644 781 383
22043010005 Gérer les concours administratifs	1 700 000 000	1 591 666 249	1 644 781 383
4 Investissements	380 000 000	280 000 000	280 000 000
Trésor	380 000 000	280 000 000	280 000 000
21042040004 Projet de numérisation des archives	40 000 000	40 000 000	40 000 000
22043010041 Réhabilitation et Équipement des Directions Régionales et des antennes de la Fonction Publique	340 000 000	240 000 000	240 000 000
2204303 Formation et perfectionnement des cadres de l'administration publique et agents de l'Etat	4 136 013 686	4 198 469 404	4 453 204 452
1 Personnel	831 896 876	802 781 128	812 440 939
22043030008 Transférer les crédits de personnel à l'ENA	636 180 959	628 994 715	636 563 366
22043030009 Transférer les crédits de personnel au CED-CI	195 715 917	173 786 413	175 877 573
2 Biens et services	271 500 000	298 571 044	321 205 710
22043030007 Gérer le renforcement des capacités des agents de l'administration publique ivoirienne	271 500 000	298 571 044	321 205 710
3 Transferts	2 772 616 810	2 837 117 232	3 059 557 803
22043030001 Prendre en charge les dépenses liées à la bourse des auditeurs de l'ENA	1 532 616 810	1 389 478 916	1 425 183 873
22043030002 Gérer la formation des fonctionnaires et agents de l'État	717 338 930	908 145 049	1 050 668 121
22043030003 Gérer la formation des auditeurs en présentiel et par vidéoconférence	182 661 070	231 247 378	267 539 032
22043030006 Gérer les stages hors de la Côte d'Ivoire des fonctionnaires et agents de l'État	340 000 000	308 245 889	316 166 777
4 Investissements	260 000 000	260 000 000	260 000 000
Trésor	260 000 000	260 000 000	260 000 000
22043030004 Projet de délocalisation du CED-CI	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22043030005 Réhabilitation et Équipement École Nationale d'Administration	210 000 000	210 000 000	210 000 000

SECTION 338 : MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance des textes réglementaires et lois relatifs au secteur ;
- la faiblesse des capacités de stockage du gaz butane ;
- l'engorgement du dépôt de TPAV par les camions de l'hinterland ;
- le niveau relativement élevé des- pertes techniques et non techniques;
- la saturation de certains ouvrages du réseau électrique ;
- les besoins d'extension de réseau électrique ;
- la faiblesse du taux d'électrification en milieu rural et en zone périurbaine ;
- la vétusté des équipements et-des ouvrages du réseau électrique.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption d'un nouveau contrat-type de Partage de Production ;
- la révision des textes de l'aval pétrolier au regard des nouvelles réalités du secteur;
- la réalisation des puits d'injection, de production et des travaux sur les puits ;
- le renforcement des dispositions pour inciter les opérateurs pétroliers à réaliser dans les meilleurs délais, les forages d'exploration et la mise en exploitation des gisements ;
- l'augmentation des capacités de stockage de gaz butane avec la construction du centre emplisseur de la société ORYX ;
- le transfert de l'export terre à Yamoussoukro pour désengorger le dépôt TPAV de GESTOCI ;
- la mise en œuvre du projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique de Côte d'Ivoire (PRODERCI) ;
- l'achèvement du projet de renforcement du corridor nord ;
- la mise en œuvre du Programme National d'Électrification Rurale (PRONER) ;
- la mise en œuvre du Programme Électricité Pour Tous (PEPT) ;
- la mise en œuvre du Programme National d'extension du réseau électrique (PRONEX) ;
- la mise en œuvre d'une politique sectorielle de développement des énergies renouvelables ;
- la mise en œuvre d'un plan d'actions d'électrification hors réseau intégrant les campements ;
- l'adoption de nouveaux textes réglementaires spécifiques à l'accès à l'électricité des campements dans le cadre de l'application des dispositions du Code de l'Electricité ;
- la réduction du temps moyen de coupure ;
- le renforcement des équipes et des équipements d'entretien;
- l'amélioration de l'entretien de l'éclairage publique.

I.1.3. Défis et priorités

- la satisfaction de la demande en produits pétroliers des pays du golfe de Guinée en faisant de la Côte d'Ivoire le « Hub Pétrolier Régional » ;
- l'adéquation de l'offre et de la demande d'électricité afin de favoriser la croissance industrielle et répondre à l'aspiration au mieux-être des populations;
- la satisfaction des besoins nationaux et régionaux en produits pétroliers et gaziers ;
- la distribution d'une énergie abondante, de qualité et à moindre coût aux populations ;
- la diversification des sources d'approvisionnement et d'achats de matières premières ;

- l'augmentation des capacités de stockage des produits pétroliers et de gaz butane ;
- l'amélioration de la qualité de service et la garantie de la sécurité énergétique ;
- la distribution de l'énergie de bonne qualité et de moindre coût aux populations ;
- le développement de la recherche et de la production pétrolière.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la coordination efficiente des actions de gestion des ressources et d'orientation de la politique du ministère;
- le renforcement de la gouvernance du secteur des hydrocarbures ;
- l'accroissement de la recherche et la production pétrolière ;
- la disponibilité des produits pétroliers et de l'énergie de façon durable;
- le renforcement de la gouvernance du secteur de l'énergie;
- l'amélioration de l'accès des populations à des services énergétiques de qualité.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante;
- la recherche et la production pétrolière sont accrues ;
- la disponibilité des produits pétroliers est assurée ;
- l'énergie électrique est disponible de façon durable ;
- les populations bénéficient de services énergétiques de qualité.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Pétrole et d'Energie

- planification et mise en œuvre des projets en vue d'assurer l'équilibre de l'offre et de la demande en Pétrole et en énergie ;
- sécurisation des approvisionnements de la Côte d'Ivoire en pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers et en énergie ;
- contribution à la création des conditions de l'équilibre financier et du développement des capacités d'investissement dans le secteur de l'énergie ;
- utilisation rationnelle et durable des ressources énergétiques ;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et contrôle des activités de recherche, d'extraction et de production, d'exportation et d'importation du pétrole brut, de gaz naturel et des autres hydrocarbures, du charbon, de la tourbe ainsi que toutes formes d'énergies fossiles ;
- développement de la transformation des hydrocarbures et produits connexes en produits finis et semi - finis ;
- participation à l'élaboration des normes et spécifications techniques relatives aux équipements et matériels utilisés dans les domaines du pétrole et de l'énergie ;
- élaboration et gestion des normes et spécifications des produits pétroliers, contrôle de la qualité de ces produits et lutte contre la fraude sur lesdits produits ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour renforcer la compétitivité et la concurrence en vue du développement des secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- réglementation et contrôle de la constitution et de la gestion des stocks de sécurité des produits pétroliers ;
- collecte et diffusion de la documentation scientifique et technique relative aux secteurs du pétrole et de l'énergie en Côte d'Ivoire et dans le monde ;

- mise en œuvre et suivi d'un programme de couverture totale du territoire national en électricité, notamment le programme de couverture totale du territoire national en électricité, notamment le programme national d'électrification rurale, dénommé PRONER ;
- intensification des actions de mise en œuvre et de suivi de programmes énergétiques conventionnels ou non en faveur du monde rural, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- réglementation, contrôle et orientation de la production, du transport et de la distribution des énergies conventionnelles ;
- développement des ressources humaines dans les secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- promotion et sensibilisation à l'utilisation du gaz butane et du gaz naturel comme source d'énergie domestique ;
- suivi des programmes de lutte contre la fraude dans les secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- promotion d'une politique d'économie de l'énergie au niveau national et en particulier dans les services publics ;
- mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière d'économie d'énergie, en liaison notamment avec les Ministres chargés de l'Environnement, de l'Agriculture et des Eaux et Forêts ;
- promotion de la coopération internationale en matière d'interconnexions de réseaux électriques et les échanges d'expériences ;
- suivi-évaluation des conventions et contrats dans les secteurs du pétrole et de l'énergie.

En matière d'Energies Renouvelables

- préparation, incitation, promotion, mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière d'énergies renouvelables, en liaison avec les Ministres chargés du Développement Durable, de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- orientation, réglementation et contrôle de la production, du transport et de la distribution des énergies nouvelles et renouvelables ;
- maîtrise d'ouvrage, conception et suivi de la réalisation des infrastructures de production, transport et distribution d'énergie de source renouvelable ;
- élaboration des plans et programmes de développement des énergies alternatives propres à procurer à l'économie nationale une réduction substantielle du poids des énergies conventionnelles ;
- veille technologique et valorisation des acquis scientifiques et choix technologiques en adéquation avec les sources d'énergies renouvelables, notamment solaire, hydraulique, éolienne, biomasse ;
- participation à l'élaboration des normes et spécifications techniques relatives aux équipements et matériels utilisés dans les domaines des énergies renouvelables.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Hydrocarbures
- Programme 3 : Energie
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP*
Programme 1 Administration Générale	Cabinet, SG, IG, DAAF, DPS, DRH, CPMP, CN-ITIE, SCD, DR, DD		- Projet d'Informatisation du Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	-
Programme 2 : Hydrocarbures	DGH, DEPH, DARD, DSRH, LH, SESES	SIR, PETROCI, SMB, GESTOCI	- Equipement du Laboratoire d'analyse des produits pétroliers de la DGH	<ul style="list-style-type: none"> - Construction du dépôt pétrolier de Ferkessédougou - Exploration de blocs pétroliers et gaziers Ivoiriens. 27 blocs en exploitation dans le bassin sédimentaire de la Côte d'Ivoire - Extension du pipeline Abidjan-Bouaké - Construction du dépôt pétrolier de San Pedro - Augmentation de la capacité de stockage du dépôt pétrolier d'Abidjan et Yamoussoukro - Sécurisation de l'approvisionnement en gaz naturel de la Côte d'Ivoire : Installation d'une Unité Flottante de Stockage et de Regazéification de gaz naturel liquéfié - Construction de sphères, centres emplisseurs.
Programme 3 : Energie	DGE, DER, DENR, DSRE :	CI-ENERGIES, ANARE,	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de transport, de distribution et d'accès à l'électricité (PTDAE) - Projet d'accès à l'électricité - Projet de transport et d'accès à l'électricité - Projet Développement et Réhabilitation Réseaux électriques en CI (PRODERCI) - Projet ENERGOS 1 - Projet de renforcement des réseaux de Transport et Distribution (PRETD) - Programme National d'Electrification Rurale (PRONER) - Programme d'Electrification pour Tous (PEPT) - Aménagement hydroélectrique de Gribo-Popoli 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de renforcement du secteur de l'électricité en CI-BOAD (organe de supervision Ayamé 1 et 2) - Poste 225/20-15kV Bingerville - Poste 225/20-15kV Bassam 2 - Création de 125 Postes Préfabriqués H59 - Création de 09 Départs au Poste de Bassam 2 - Poste 225/20-15kV ANANI - Création de 10 Départs au Poste d'ANANI - Projet réliquat BOAD - Construction du Poste 90/33/15kV d'Adzopé - Centrale Thermique de Songon - Centrale Thermique de CIPREL Phase 5 - Centrale Thermique d'AZITO Phase 4 - Barrage Singrobo-Ahouaty (44MW) Bandama - Korhogo Solaire 25MWc par Reca - Projet de Centrales à Biomasse 46MW par Biokala (Aboisso) - Centrale solaire de Boundiali 25 MWc - Poro-power 50MWc par Canadian Solaire (Korhogo) - Centrale solaire Scaling Solar 60 MW à Touba et Laboa - Centrale solaire de Ferké 25 MW (Biotherm) - Projet de raccordement des centrales Azito 4 et Ciprel 5 en 400 Kv (RACA 400)

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1 .1 : l'administration est moderne et performante	IP.1 .1 1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / : Rapport d'Etudes
		IP.1.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête
OG 2 : Couvrir les besoins nationaux et régionaux en produits pétroliers et gaziers	RS2.1 : la recherche et la production pétrolière sont accrues	IP.2.1.1 Nombre de demandes de permis de recherches et d'exploitations délivrés	Dénombrement Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2 / Rapport DGH
		IP.2.1.2 Nombre de permis de recherches octroyés	Dénombrement Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2 / Rapport DGH
	RS2.2 : la disponibilité des produits pétroliers est assurée	IP.2.1.2 : Taux de couverture nationale en produits pétroliers	Volume des besoins nationaux satisfaits / Volume total des besoins en produits pétroliers Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2 / Rapport DGH
OG 3 : Fournir aux populations de l'énergie de qualité et à moindre coût	RS3.1 : l'énergie électrique est disponible de façon durable	IP3.1 .1 : Volume des investissements réalisés dans le secteur de l'électricité	Cumul des investissements annuels Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 3
	RS3.2 : les populations bénéficient de services énergétiques de qualité	IP3.1 .2 : Taux de satisfaction des usagers en matière d'énergie	Enquête Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 3

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	268 748 641 211	313 531 672 485	349 723 126 368
1.1 Ressources Intérieures	134 748 621 211	152 718 232 307	165 693 855 410
1.1.1 Budget Etat	134 748 621 211	152 718 232 307	165 693 855 410
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	134 000 020 000	160 813 440 178	184 029 270 958
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	134 000 020 000	160 813 440 178	184 029 270 958
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0		
2. CHARGES	268 748 641 211	313 531 672 485	349 723 126 368
2.1 Personnel	2 797 380 197	2 970 884 079	3 095 790 527
2.1.1 Solde y compris EPN	2 797 380 197	2 970 884 079	3 095 790 527
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 633 175 254	1 587 045 614	1 694 533 219
2.3 Transferts et subventions	118 511 888 370	136 960 302 614	149 703 531 664
2.4 Investissement	145 806 197 390	172 013 440 178	195 229 270 958
Trésor	11 806 177 390	11 200 000 000	11 200 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	134 000 020 000	160 813 440 178	184 029 270 958

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du Programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Cibles				Méthode de calcul et Moyen de vérification
		Situation de référence 2019	2021	2022	2023	
OS 1 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et Matérielles	Taux de satisfaction des besoins en personnel	100%	100%	100%	100%	Besoins satisfaits / Besoins exprimés Source : Rapport d'activités / DRH
	Taux d'exécution du Budget.	35,42%	100%	100%	100%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Extrait SIB
	Taux de réalisation des modules de formation	84,60%	100%	100%	100%	Nombre de modules élaborés / Nombre total de modules prévus Source : Rapport d'activités / DRH
	Taux de couverture des besoins en matériels	50%	60%	75%	75%	Besoins satisfaits en matériels/Besoins total exprimés Source : Rapport d'activités DAAF
OS 2 : Améliorer le système de gestion de l'information et du suivi-évaluation	Proportion de structures centrales et déconcentrées interconnectées	75%	75%	75%	75%	Nombre de structures centrales et déconcentrées interconnectées / Nombre total de structures Source : Rapport du projet d'informatisation du MMPE
	Taux d'applicatifs métiers opérationnels	75%	75%	75%	75%	Nombre d'applicatifs opérationnels / Nombre total d'applicatifs prévus Source : Rapport du Projet d'Informatisation du MMPE
	Proportion des structures évaluées	75%	100%	100%	100%	Nombre de structures évaluées / Nombre total de structures prévues Source : Rapport d'Inspection Générale
	Taux de réalisation des Inspections des dépôts et établissements pétroliers par les structures déconcentrées	80%	100%	100%	100%	Nombre d'inspections de dépôts et d'établissements réalisées / Nombre total d'inspections de dépôts et établissements prévues Source : Rapport d'activités DD & DR
	Taux de réalisation des missions de répression de fraude par les structures déconcentrées	90%	100%	100%	100%	Nombre de missions de répression réalisées / Nombre total de missions de répression prévues Source : Rapport d'activités / DD - DR
	Taux de réalisation des Inspections des sources d'énergie par les structures déconcentrées	40%	100%	100%	100%	Nombre d'inspections de sources d'énergie réalisées/nombre total d'inspections de sources d'énergie prévues Source : Rapport d'activités / DD - DR
	Taux de réalisation des missions inopinées par les structures déconcentrées	50%	100%	100%	100%	Nombre de missions inopinées réalisées/nombre total de missions inopinées prévues Source : Rapport d'activités / DD -DR

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du Programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	4 572 072 120	4 743 616 955	5 008 184 042
Dépenses de personnel	2 797 380 197	2 970 884 079	3 095 790 527
Dépenses en biens et services	1 249 691 923	1 356 234 979	1 446 224 861
Transferts	425 000 000	316 497 897	366 168 654
Investissements	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Trésor	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du Programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21035 Administration Générale	4 572 072 120	4 743 616 955	5 008 184 042
2103501 Gestion des ressources humaines	2 809 380 197	2 985 708 726	3 110 842 744
1 Personnel	2 697 380 197	2 872 013 670	2 995 730 417
21035010003 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	2 362 288 197	2 546 733 158	2 662 589 575
21035010010 Prendre en charge la prime du personnel	335 092 000	325 280 512	333 140 842
2 Biens et services	112 000 000	113 695 056	115 112 327
21035010001 Contrôler la mise en œuvre de la couverture médicale du personnel	3 000 000	3 299 128	3 549 234
21035010004 Prendre en charge les missions hors CI du MPEER	65 000 000	65 000 000	65 000 000
21035010007 Gérer les ressources humaines du ministère	6 000 000	6 598 255	7 098 468
21035010009 Prendre en charge les dépenses communes (études, séminaires, etc.) du Cabinet	8 000 000	8 797 673	9 464 625
21035010013 Prendre en charge les missions en CI MPEER	30 000 000	30 000 000	30 000 000
2103502 Gestion des ressources financières	108 500 000	119 318 444	128 363 976
2 Biens et services	108 500 000	119 318 444	128 363 976
21035020002 Mettre en œuvre le CDMT	27 500 000	30 242 002	32 534 648
21035020003 Gérer la commande publique du ministère	8 000 000	8 797 673	9 464 625
21035020004 Gérer les ressources financières du ministère	73 000 000	80 278 769	86 364 703
2103503 Gestion des ressources matérielles	256 587 032	273 580 736	288 696 612
2 Biens et services	256 587 032	273 580 736	288 696 612
21035030001 Prendre en charge les dépenses liées aux entretiens et gardiennages du ministère	125 500 000	138 013 503	148 476 305
21035030002 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone du Ministère	131 087 032	135 567 233	140 220 307

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21035 Administration Générale	4 572 072 120	4 743 616 955	5 008 184 042
2103504 Mise en place d'un système d'information	113 000 000	114 296 219	115 380 016
2 Biens et services	13 000 000	14 296 219	15 380 016
21035040001 Organiser la communication des activités du Ministère	13 000 000	14 296 219	15 380 016
4 Investissements	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Trésor	100 000 000	100 000 000	100 000 000
21035040002 Projet d'Informatisation du Ministère des Mines & Energie	100 000 000	100 000 000	100 000 000
2103505 Mise en place d'un système de planification et de suivi-évaluation	1 284 604 891	1 250 712 830	1 364 900 694
1 Personnel	100 000 000	98 870 409	100 060 110
21035050038 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au Conseil National Initiative Transparence. Industrie. Extractive (CN-ITIE)	100 000 000	98 870 409	100 060 110
2 Biens et services	759 604 891	835 344 524	898 671 930
21035050001 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	16 000 000	17 595 347	18 929 250
21035050002 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	157 500 000	173 204 197	186 334 805
21035050003 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21035050004 Organiser la planification générale des activités, réaliser les études et la production des statistiques du ministère	7 000 000	7 697 964	8 281 546
21035050008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Séguéla	7 380 000	8 115 854	8 731 117
21035050009 Coordonner les activités du Ministère dans la Région d'Abengourou	12 000 000	13 196 512	14 196 938
21035050010 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Daloa	68 500 000	75 330 081	81 040 851
21035050011 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Man	13 200 000	14 516 163	15 616 632
21035050012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département d'Aboisso	14 000 000	15 395 932	16 563 093
21035050013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Guiglo	11 500 000	12 646 659	13 605 396
21035050014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Gagnoa	25 182 148	27 693 042	29 792 447
21035050015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Boundiali	10 700 000	11 766 889	12 658 935
21035050016 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Bondoukou	12 000 000	13 196 512	14 196 939
21035050017 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Mankono	38 300 000	42 118 863	45 311 892
21035050018 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Korhogo	17 500 000	19 244 913	20 703 867
21035050019 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Touba	10 300 000	11 327 006	12 185 706
21035050020 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Bouake	48 000 000	52 786 043	56 787 751
21035050021 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Bouna	8 200 000	9 017 616	9 701 242
21035050022 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département d'Agboville	14 200 000	15 615 873	16 799 709
21035050023 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Katiola	56 649 731	62 298 232	67 021 056
21035050024 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Divo	18 650 000	20 509 580	22 064 407
21035050025 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Soubre	37 900 000	41 678 980	44 838 661
21035050026 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de San Pedro	21 744 664	23 912 808	25 725 638
21035050027 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Duekoue	15 098 348	16 603 794	17 862 524
21035050028 Coordonner les activités du Ministère dans la Région d'Odienné	14 100 000	15 505 902	16 681 402

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21035 Administration Générale	4 572 072 120	4 743 616 955	5 008 184 042
21035050032 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Yamoussoukro	18 000 000	19 794 768	21 295 406
21035050034 Prendre en charge les salaires des contractuels	50 000 000	54 985 459	59 153 906
21035050035 Animer les activités du Service Informatique	32 000 000	35 190 698	37 858 501
3 Transferts	425 000 000	316 497 897	366 168 654
21035050033 Réaliser le transfert pour la mise en œuvre des activités du CN-ITIE	250 000 000	316 497 897	366 168 654
21035050036 Réaliser le transfert pour la prise en charge du personnel technique du cabinet	175 000 000	0	0

III.2. Programme 2 : Hydrocarbures

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du Programme

Programme 2 : Hydrocarbures						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Projections			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer la gouvernance du secteur des Hydrocarbures	Taux de réalisation d'audit des coûts pétroliers	100%	100%	100%	100%	Nombre d'audits réalisées / Nombre d'audits prévus Source : Rapport d'activités DGH
	Taux de réalisation des inspections des champs pétroliers	100%	100%	100%	100%	Nombre d'inspection réalisées / Nombre d'inspections prévues Source : Rapport d'activités DGH
	Taux de réalisation des missions de contrôle (subvention butane, établissements pétroliers, stations-service)	100%	100%	100%	100%	Nombre de missions de contrôle réalisées / Nombre de missions de contrôle prévues Source : Rapport d'activités DGH
	Taux d'actualisations ou de prise des textes réglementaires	0	80%	100%	100%	Nombre de textes réglementaires actualisés ou pris / Nombre de textes réglementaires à actualiser ou à prendre Source : Rapport d'activités DGH
OS 2 : Accroître la recherche et la production	Proportion de blocs attribués	62,75%	78,43%	88,24%	100%	Nombre de blocs attribués / Nombre total de blocs du bassin Source : Rapport d'activités DGH
	Taux d'évolution de la production de pétrole brut	11,96%	0,7%	-4,45%	28,35%	(Production en année N - Production année N-1) / Production année N-1 Source : Rapport d'activités DGH
	Taux d'évolution de la production du gaz naturel	6,84%	4,78%	0,67%	-2,57%	(Production en année N - Production en année N -1) / Production en année N-1 Source : Rapport d'activités DGH
OS 3 : Assurer la disponibilité des produits pétroliers	Proportion de Stations-service fonctionnelles	100%	100%	100%	100%	Nombre de stations-service fonctionnelles / Nombre total de stations-service existantes Source : Rapport d'activités DGH
	Taux de sous-préfecture abritant au moins une station-service fonctionnelle	100%	100%	100%	100%	Nombre de sous-préfectures abritant au moins une station-service fonctionnelle / Nombre des sous-préfectures du pays Source : Rapport d'activités DGH

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du Programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME II : HYDROCARBURES	390 200 000	399 672 375	407 592 410
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	95 000 000	104 472 375	112 392 410
Transferts	0	0	0
Investissements	295 200 000	295 200 000	295 200 000
<i>Trésor</i>	295 200 000	295 200 000	295 200 000
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0		

Tableau 6 : Budget détaillé du Programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22036 Hydrocarbures	390 200 000	399 672 375	407 592 410
2203601 Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des hydrocarbures	359 400 000	365 801 332	371 153 608
2 Biens et services	64 200 000	70 601 332	75 953 608
22036010001 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Hydrocarbures	18 200 000	20 014 709	21 532 018
22036010002 Élaborer et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière d'hydrocarbures	14 500 000	15 945 783	17 154 631
22036010003 Contrôler la qualité des hydrocarbures	7 000 000	7 697 965	8 281 547
22036010004 Réaliser le Suivi Economique et des Statistiques des Hydrocarbures	10 000 000	10 997 092	11 830 780
22036010005 Elaborer, éditer et diffuser l'annuaire statistique des Hydrocarbures	6 000 000	6 598 255	7 098 469
22036010007 Suivre et contrôler les champs pétroliers	8 500 000	9 347 528	10 056 163
4 Investissements	295 200 000	295 200 000	295 200 000
Trésor	295 200 000	295 200 000	295 200 000
22036010006 Equipement Laboratoire d'analyse des produits pétroliers	295 200 000	295 200 000	295 200 000
2203602 Sécurisation de l'approvisionnement des marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers	16 800 000	18 475 114	19 875 710
2 Biens et services	16 800 000	18 475 114	19 875 710
22036020002 Suivre l'approvisionnement, le raffinage et la distribution des produits pétroliers	16 800 000	18 475 114	19 875 710
2203603 Promotion des investissements nationaux et étrangers dans le secteur pétrolier et gazier	14 000 000	15 395 929	16 563 092
2 Biens et services	14 000 000	15 395 929	16 563 092
22036030001 Suivre l'exploration et la production des Hydrocarbures	14 000 000	15 395 929	16 563 092

III.3. Programme 3 : Énergie

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4: Performance du Programme

Programme 3 : Énergie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer la gouvernance du secteur de l'énergie	Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés	04	15	05	05	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGE
	Taux de pertes d'énergie	16,90%	16,00%	15,00%	15,00%	(1 - consommation totale d'énergie) / Énergie injectée Source : rapport CI-ENERGIES
OS 2 : Assurer durablement la disponibilité de l'énergie	Taux de réserve à la pointe	35,26%	29,61%	32,39%	43,72%	100% - [Puissance de pointe / puissance totale installée] % Source : Rapport d'activités / DGE
	Temps moyen de coupure (heures)	18h34 min	15h00	13h00	11h00	Somme des temps de coupures / 12 Source : Rapport d'activités DGE
	Puissance de production installée (MW)	2229	2259	2448	3056	Somme des puissances d'unités de production d'énergie électrique Source : Rapport d'activités DGE
	Nombre de kilomètres de ligne Haute Tension (HT en km)	6 062	8148	9 448	10 000	Somme des longueurs de lignes HT construites Source : Rapport d'activités DGE
	Nombre de kilomètres de ligne Moyenne Tension (MT en km)	25432	8148	9 448	10 000	Somme des longueurs de lignes HT construites Source : Rapport d'activités DGE
	Nombre de kilomètres de ligne Basse Tension (BT en km)	22 523	24 000	25 000	26 000	Somme des longueurs de lignes BT construites Source : Rapport d'activités DGE
	Contribution des ENR dans le mix énergétique	39%	40%	40%	40%	Puissance de source ENR / Puissance totale installée Source : Rapport d'activités DGE
OS 3 : Améliorer l'accès des populations à des services énergétiques de qualité	Taux d'accès à l'électricité	94,00%	97%	98%	99%	Nombre de personnes vivant dans les localités électrifiées / Population totale Source : Rapport d'activités DGE
	Taux de couverture en électricité	69%	85%	90%	95%	Nombre de localités électrifiées / Nombre total de localités Source : Rapport d'activités DGE
	Nombre d'abonnés à l'électricité	2 538 154	3 200 000	3 600 000	4 000 000	Somme annuelle des abonnés à l'électricité Source : Rapport d'activités DGE
	Proportion de ménages abonnés à l'électricité	52%	64%	70%	75%	Nombre de ménages abonné / nombre total de ménages Source : Rapport d'activités DGE

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du Programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME III : ENERGIE	159 931 369 091	189 753 547 325	215 800 254 817
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	288 483 331	126 338 260	135 915 948
Transferts	14 231 888 370	18 008 968 887	20 830 267 911
Investissements	145 410 997 390	171 618 240 178	194 834 070 958
<i>Trésor</i>	11 410 997 390	10 804 800 000	10 804 800 000
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	134 000 020 000	160 813 440 178	184 029 270 958

Tableau 6 : Budget détaillé du Programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22037 Energie	159 931 369 091	189 753 547 325	215 800 254 817
2203701 Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'énergie	14 368 971 701	18 067 784 999	20 893 542 866
2 Biens et services	137 083 331	58 816 112	63 274 955
22037010001 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du Programme Energie	24 300 000	26 722 934	28 748 797
22037010002 Contrôler et suivre la Réglementation en matière d'Energie	100 000 000	18 035 232	19 402 479
22037010003 Développer les énergies renouvelables	10 283 331	11 308 673	12 165 984
22037010006 Elaborer, éditer et diffuser les statistiques du secteur de l'énergie	2 500 000	2 749 273	2 957 695
3 Transferts	14 231 888 370	18 008 968 887	20 830 267 911
22037010004 Réaliser le transfert de la subvention d'équilibre au secteur électricité	14 200 000 000	17 977 080 517	20 798 379 541
22037010005 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	31 888 370	31 888 370	31 888 370
2203702 Renforcement des infrastructures de production, du transport et de distribution de l'énergie électrique	127 154 800 000	142 211 591 942	171 957 107 604
4 Investissements	127 154 800 000	142 211 591 942	171 957 107 604
Trésor	7 154 800 000	7 154 800 000	7 154 800 000
22037020001 Projet Développement et Réhabilitation réseau électrique en C.I	5 150 000 000	5 150 000 000	5 150 000 000
22037020002 Projet de Renforcement du Réseau de Transport et Distribution (PRETD)	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
22037020003 Projet de transport et d'accès à l'électricité	4 800 000	4 800 000	4 800 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22037 Energie	159 931 369 091	189 753 547 325	215 800 254 817
<i>Financement extérieur</i>	<i>120 000 000 000</i>	<i>135 056 791 942</i>	<i>164 802 307 604</i>
22037020003 Projet de transport et d'accès à l'électricité	60 000 000 000	67 528 395 971	82 401 153 802
22037020005 Aménagement Hydroélectrique de Gribopol (Projet)	60 000 000 000	67 528 395 971	82 401 153 802
2203703 Vulgarisation des technologies modernes d'exploitation des sources d'énergie	284 500 000	48 937 061	52 646 975
2 Biens et services	134 500 000	48 937 061	52 646 975
22037030001 Réaliser la maîtrise de l'énergie	14 500 000	15 945 785	17 154 631
22037030004 Réaliser les économies d'énergie dans les bâtiments administratifs	120 000 000	32 991 276	35 492 344
4 Investissements	150 000 000	0	0
<i>Trésor</i>	<i>150 000 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
22037030005 Fonds National de Maitrise de l'Energie (FONAME)	150 000 000	0	0
2203704 Amélioration de l'accessibilité financière aux services énergétiques	18 123 097 390	29 425 233 323	22 896 957 372
2 Biens et services	16 900 000	18 585 087	19 994 018
22037040001 Réaliser l'électrification rurale	16 900 000	18 585 087	19 994 018
4 Investissements	18 106 197 390	19 406 648 236	22 876 963 354
<i>Trésor</i>	<i>4 106 177 390</i>	<i>3 650 000 000</i>	<i>3 650 000 000</i>
22037040002 Projet ENERGOS 1	1 500 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
22037040003 Programme National d'Electrification Rurale(PRONER) / Projet	1 106 177 390	800 000 000	800 000 000
22037040007 Programme d'Electrification Pour Tous (PEPT)	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
<i>Financement extérieur</i>	<i>14 000 020 000</i>	<i>25 756 648 236</i>	<i>19 226 963 354</i>
22037040004 Projet d'accès à l'électricité	14 000 020 000	25 756 648 236	19 226 963 354

III.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du trésor

III.4.1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du Programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME : COMPTE SPECIAUX DU TRESOR		103 855 000 000	118 634 835 830	128 507 095 099
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	103 855 000 000	118 634 835 830	128 507 095 099
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du Programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
23203 Comptes Spéciaux du Trésor	103 855 000 000	118 634 835 830	128 507 095 099
2320301 Gestion des Comptes spéciaux du trésor	103 855 000 000	118 634 835 830	128 507 095 099
3 Transferts	103 855 000 000	118 634 835 830	128 507 095 099
23203010001 Transférer la TVA affectée au secteur électricité	32 695 000 000	39 634 499 714	42 932 705 123
23203010002 Transférer la TSU-SIR à la Société Ivoirienne de Raffinage	71 160 000 000	79 000 336 116	85 574 389 976

SECTION 339 : MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de la gouvernance

- l'inexistence de cadre de concertation nationale préalable pour arrêter une position commune avant toute participation des délégués aux réunions internationales ;
- une faible dotation budgétaire pour les missions de représentation ;
- la non mise à disposition des rapports de mission ;
- une faible dotation financière, notamment au niveau des investissements.

Au niveau de l'Intégration Africaine

- un chevauchement des politiques des institutions communautaires à l'intérieur de la région ouest africaine ;
- des entraves à la libre circulation des biens et des marchandises et la méconnaissance du schéma de libéralisation des échanges ;
- des entraves à la libre circulation des personnes entraînant des plaintes régulières des citoyens communautaires ;
- la difficulté pour évaluer l'impact des projets communautaires sur les populations ;
- la menace de perturbation du commerce communautaire face à l'existence de plusieurs régimes d'exportation au sein de la CEDEAO.

Au niveau des Ivoiriens de l'extérieur

- la méconnaissance du profil et des compétences des Ivoiriens de l'extérieur ;
- le manque d'engouement des ivoiriens de l'extérieur pour se faire enregistrer auprès des Ambassades ou des Consulats ;
- l'inexistence d'une structure représentative des ivoiriens de l'extérieur ;
- l'inexistence de stratégie nationale pour la promotion des compétences ivoiriennes dans les Institutions internationales ;
- l'absence d'un instrument économique et juridique pour attirer les investissements de la diaspora ;
- la difficulté d'accès de la diaspora à l'emploi et à l'insertion socio-économique ;
- la forte propension des ivoiriens à l'émigration irrégulière.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de la gouvernance

- la sensibilisation et la formation des opérateurs économiques sur les Schémas de Libéralisation des Échanges (SLE) de la CEDEAO, de l'UEMOA et de l'Union du Fleuve Mano ;
- la concertation et la collaboration des institutions communautaires dans la mise en œuvre des programmes similaires ;
- la mise en réseau des points focaux nationaux sur le SLE de la CEDEAO pour faciliter le règlement des litiges et la formation des membres du Comité National d'Agrément (CNA) sur le SLE ;
- l'organisation des campagnes de vulgarisation des textes communautaires sur la libre circulation des personnes à l'endroit des citoyens communautaires.

Au niveau de l'intégration Africaine

- l'organisation de rencontres avec les acteurs communautaires sur les enjeux de l'intégration ;
- l'instauration d'un prix d'excellence du meilleur promoteur de l'intégration africaine.

Au niveau du secteur des ivoiriens de l'extérieur

- l'organisation de missions à l'extérieur du pays pour mieux connaître la diaspora ivoirienne, recueillir ses aspirations et contribuer à son organisation ;
- la mise en place du Haut Conseil de la Diaspora ;
- l'organisation de trois (03) fora de la Diaspora ;
- la signature de la convention de partenariat entre l'Etat de Côte d'Ivoire et le Fonds de Solidarité Africain pour l'appui à la création d'entreprises pour la Diaspora ;
- la mise en relation des compétences de la Diaspora avec les entreprises et structures de recrutement (B to B) ;
- la réinsertion de 1875 migrants ivoiriens dans des projets collectifs, communautaires et individuels (2017-2020) ;
- le renforcement de la coopération avec le Maroc, le Sénégal et le Mali ;
- la conception de l'outil de cartographie des ivoiriens de l'extérieur dans trois pays pilotes, notamment la France, les Etats Unis et le Sénégal ;
- la poursuite du rapatriement des ivoiriens, de la Lybie, suite aux difficultés rencontrées par ceux-ci dans ce pays ;
- l'institutionnalisation du prix d'excellence du meilleur ivoirien de l'extérieur ;
- la mise en place de 10 comités régionaux de lutte contre la migration irrégulière ;
- l'assistance aux Ivoiriens vivant à l'extérieur en détresse.

I.1.3. Défis et priorités

- l'accroissement de la part de marché des produits ivoiriens dans la région CEDEAO et dans les autres régions du continent ;
- l'élimination des entraves à la libre circulation des personnes, des services, des biens et des capitaux ;
- la réalisation des infrastructures communautaires et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques communautaires ;
- l'organisation de journées de la diaspora et de conférences sur le thème migration et développement ;
- la mise en œuvre de la zone de libre-échange continental (Zlecaf) ;
- le maintien de l'accès privilégié au marché de l'UE et l'accroissement des échanges commerciaux ;
- le maintien et le renforcement du lien d'appartenance des ivoiriens de l'extérieur à la Côte d'Ivoire tout en facilitant leur intégration dans les pays d'accueil ;
- la fédérotation de la diaspora ivoirienne autour de valeurs communes et leur association à la définition des politiques nationales ;
- l'amélioration de la contribution des ivoiriens de l'extérieur au développement économique et social de la Côte d'Ivoire ;
- la contribution des ivoiriens de l'extérieur au rayonnement international de la Côte d'Ivoire.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du rôle de la Côte d'Ivoire dans l'intégration régionale ;
- la facilitation de l'accès des opérateurs économiques aux marchés régionaux et internationaux ;
- l'amélioration de la contribution des ivoiriens de l'extérieur au rayonnement et au développement de la Côte d'Ivoire.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les retombées de l'intégration africaine sont capitalisées ;
- les ivoiriens de l'extérieur sont répertoriés et contribuent à l'amélioration du PIB.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'intégration régionale, de relations techniques et économiques avec l'Union Africaine et concernant les Ivoiriens de l'Extérieur.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Intégration africaine

- participation, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat et le Ministre chargé de l'Economie et des Finances, au suivi et à l'harmonisation des instruments techniques et économiques d'intégration sous régionale et africaine, notamment l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA), la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Communauté des Etats Sahélo-sahariens (CEN-SAD), le Conseil de l'Entente, l'Union du Fleuve Mano, l'Autorité du Bassin du Niger, l'Autorité du Bassin de la volta, le NEPAD et l'Accord de Partenariat Economique, en abrégé APE ;
- coordination et promotion des politiques sectorielles en matière d'Intégration Africaine, en vue d'une meilleure cohérence des propositions nationales ;
- coordination, suivi et promotion de la coopération africaine, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères, et appui à la coopération africaine ;
- participation à la définition et au suivi de la mise en œuvre de la politique d'immigration et d'émigration africaine en liaison avec le Ministre en charge de l'Intérieur;
- participation à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires, notamment dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- participation, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat et le Ministre chargé de l'Economie et des Finances, à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires relatifs aux politiques sectorielles cohérentes, en vue d'un développement harmonisé et équilibré des Etats membres, notamment dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- suivi de la mise en œuvre de la politique d'intégration des communautés africaines vivant en Côte d'Ivoire, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intérieur ;
- suivi des initiatives de développement au niveau régional et continental, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères.

Au titre des Ivoiriens de l'Extérieur

- assistance aux ivoiriens qui vivent à l'étranger en encourageant et en coordonnant les initiatives visant leur regroupement ;
- aide à la réinsertion économique, sociale et culturelle des Ivoiriens de l'Extérieur lors de leur retour en Côte d'Ivoire ;
- facilitation de l'accès des Ivoiriens de l'Extérieur au logement en Côte d'Ivoire ;
- soutien à la réalisation des projets d'investissements des Ivoiriens de l'Extérieur en Côte d'Ivoire ;
- coordination des questions de migration des ivoiriens vers l'extérieur, en liaison avec les Ministères en charge de l'Intérieur et des Affaires Etrangères.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Intégration Africaine ;
- Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

Programmes	Services Centraux et Régionaux	Organisme sous tutelle directe (EPN, SODE, SEM)	Projets PIP	Projets hors PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DAF, DAJI, SCRP, SCV, SPS, SIDA, Secrétariat Permanent des Organes Spécialisés et Consultatifs (Comité Ecoute, Comité Agrément), Comité APE Secrétariat du Comité National de Pilotage du Mécanisme de Suivi de la libre circulation des véhicules de transport, des personnes et des biens, CPMP.		Schéma directeur informatique	
Programme 2 : Intégration Africaine	DGIA, DPCCLC, DPCMF, DPCITIC, DPCPHDD.	Bureau Ivoirien pour la Promotion de l'Intégration Africaine	Construction du Port Sec de Ferkessedougou Construction d'une usine de Bio larvicides	Programme d'Appui à la Compétitivité et à l'Intégration Régionale 2 (PARCI2) Programme d'appui à l'APE,
Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur	DGIE, DAOSAR, DMCD, DRPOEIE, DASI.			

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP1.1 : Taux de réalisation des activités planifiées	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités planifiées Source : Rapport d'activités SPS
		IP1.2 : Delai de traitement des sollicitations des usagers	Dénombrement Source : Rapport d'activités SIDA
OG 2 : Tirer profit du renforcement de l'intégration africaine	RS 2 : les retombées de l'intégration africaine sont capitalisées	IP2.1 : Pourcentage des exportations de la Côte d'Ivoire à destination des pays de la CEDEAO	Exportations vers la CEDEAO / Exportations totales de la Côte d'Ivoire Source : Rapport d'activités SPS, CEDEAO
		IP2.2 : Taux de couverture des échanges de la Côte d'Ivoire à la CEDEAO	Exportations vers la CEDEAO / Importations en provenance de la CEDEAO Source : Rapport d'activités DGIE
OG 3 Améliorer l'intégration de l'ivoirien de l'extérieur dans le pays d'accueil et son partenariat au développement économique de la Côte d'Ivoire	RS 3 : Les ivoiriens de l'extérieur sont répertoriés et contribuent à l'amélioration du PIB	IP3.1 : Nombre d'ivoiriens de l'extérieur cartographiés par la DGIE	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
		IP3.2 : Proportion des transferts de la diaspora dans le PIB	Montant des transferts de la diaspora / PIB Source : Rapport d'activités Données BCEAO, DGIE

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	3 345 975 011	2 885 050 466	3 061 507 540
1.1 Ressources Intérieures	3 345 975 011	2 885 050 466	3 061 507 540
1.1.1 Budget Etat	3 345 975 011	2 885 050 466	3 061 507 540
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	3 345 975 011	2 885 050 466	3 061 507 540
2.1 Personnel	666 175 213	707 383 762	735 564 552
2.1.1 Solde y compris EPN	666 175 213	707 383 762	735 564 552
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 634 886 459	1 291 077 731	1 363 407 165
2.3 Transferts	454 913 339	636 588 973	712 535 823
2.4 Investissement	590 000 000	250 000 000	250 000 000
Trésor	590 000 000	250 000 000	250 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Assurer une meilleure participation de la Côte d'Ivoire aux réunions à caractère régionales	Pourcentage des réunions en Afrique ayant fait l'objet de consultation préalable avec le MIAIE	15%	20%	25%	30%	(Nombre réunions en Afrique ayant fait l'objet de consultation préalable avec le MIAIE / Nombre de réunions prévues en Afrique) x 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux de participation aux réunions à caractère régional	35%	45%	48%	50%	(Nombre de réunions auxquelles le ministère a participé / Nombre total de réunions prévues) x 100. Source : Rapport d'activités Cabinet
	Proportion des réunions en Afrique faisant l'objet de compte rendu en Conseil de Ministre	25%	30%	40%	50%	(Nombre de réunions en Afrique ayant fait l'objet de CCM / le nombre total de réunions auxquelles le Gouvernement a participé) x 100 Source : Rapport d'activités Cabinet / SGG
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles du ministère	Taux d'exécution budgétaire	95%	95%	95%	95%	(Budget engagé / Crédits autorisés du budget actuel) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Pourcentage du personnel équipé en mobiliers et matériels de bureau	81%	85%	90%	90%	(Nombre de personnes équipées en mobiliers et matériels de bureau / Effectif personnel) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Pourcentage d'agents ayant bénéficié par an d'au moins une formation	40%	50%	55%	65%	(Nombre d'agents formés par an / Nombre total d'agents à former par an) x 100 Source : Rapports d'activités DRH
OS 3 : Mettre en place un système performant de planification, de suivi-évaluation et de communication sur les activités du ministère	Proportion des Directions ou Services ayant des plans d'actions	10%	20%	40%	50%	(Nombre de Directions ou services dotés d'un plan d'actions / Nombre total de Directions ou services) x 100 Source : Rapport d'activités SPS
	Proportion de directions ou services rédigeant des rapports d'activités trimestrielles	10%	25%	30%	50%	(Nombre de directions ou services ayant rédigé un rapport trimestriel / Nombre total de directions ou services) x 100 Source : Rapport d'activités SPS
	Pourcentage de directions ou services ayant des activités médiatisées	20%	30%	45%	50%	(Nombre de directions ou services ayant médiatisé leurs activités / Nombre total de directions ou services) x 100 Source : Rapport d'activités SCRCP

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME I : AMINISTRATION GENERALE	2 077 370 493	1 745 679 855	1 819 286 658
Dépenses de personnel	545 272 013	587 846 274	614 588 677
Dépenses en biens et services	1 329 436 459	955 171 560	1 002 035 960
Transferts	152 662 021	152 662 021	152 662 021
Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
<i>Trésor</i>	50 000 000	50 000 000	50 000 000
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21144 Administration Générale	2 077 370 493	1 745 679 855	1 819 286 658
2114401 Coordination et animation du ministère	781 667 407	400 280 772	416 106 915
2 Biens et services	781 667 407	400 280 772	416 106 915
21144010002 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21144010003 Apporter un appui juridique aux services du ministère	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21144010004 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	170 000 000	170 000 000	170 000 000
21144010006 Coordonner les activités des organes spécialisés et consulaire du ministère	10 000 000	10 997 092	11 830 781
21144010023 Organiser le forum de la diaspora	400 000 000	0	0
21144010025 Mettre en œuvre et suivre les activités du Comité national de négociation des APE	10 000 000	10 997 092	11 830 781
21144010026 Suivre les questions se rapportant à la prévention et la gestion des conflits	4 300 000	4 728 750	5 087 236
21144010031 Élaborer et suivre le calendrier des réunions et conférences du ministère	3 575 000	3 931 459	4 229 503
21144010038 Coordonner et superviser les activités du ministère	132 767 862	146 006 038	157 074 755
21144010039 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	38 024 545	39 324 121	40 673 843
21144010040 Suivre la mise en œuvre des APEI CI/UE et CI/RU, leurs programmes d'appui APE et les négociations d'un APEI global	3 000 000	3 299 128	3 549 234
21144010041 Veiller au dialogue CI-UEMOA-CEDEAO sur le respect des critères de convergence au niveau des Etats membres	2 000 000	2 199 418	2 366 156

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21144 Administration Générale	2 077 370 493	1 745 679 855	1 819 286 658
2114402 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	1 190 503 086	1 234 695 134	1 287 873 832
1 Personnel	545 272 013	587 846 274	614 588 677
21144020015 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	545 272 013	587 846 274	614 588 677
2 Biens et services	492 569 052	494 186 839	520 623 134
21144020002 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	45 000 000	45 000 000	45 000 000
21144020007 Gérer la commande publique du ministère	7 100 000	7 807 934	8 399 855
21144020013 Gérer la REGIE / Convention BNETD	100 468 991	100 468 991	100 468 991
21144020025 Gérer les ressources humaines du ministère	16 000 000	17 595 348	18 929 249
21144020026 Renforcer les capacités des agents du Ministère	8 000 000	8 797 673	9 464 625
21144020029 Mettre en œuvre le CDMT	15 000 000	16 495 638	17 746 172
21144020033 Gérer le budget et le patrimoine du ministère	22 500 000	24 743 456	26 619 257
21144020037 Gérer les dépenses centralisées du ministère	278 500 061	273 277 799	293 994 985
3 Transferts	152 662 021	152 662 021	152 662 021
21144020032 Transférer la subvention au BNETD	152 662 021	152 662 021	152 662 021
2114403 Planification, programmation et suivi-évaluation	44 800 000	49 266 974	53 001 898
2 Biens et services	44 800 000	49 266 974	53 001 898
21144030003 Organiser la planification générale des activités du Ministère	27 200 000	29 912 092	32 179 724
21144030009 Inspecter et contrôler les services du Ministère	17 600 000	19 354 882	20 822 174
2114404 Système d'information et communication	60 400 000	61 436 975	62 304 013
2 Biens et services	10 400 000	11 436 975	12 304 013
21144040001 Apporter un appui en matière TIC aux services du ministère	5 300 000	5 828 458	6 270 314
21144040003 Organiser la communication des activités du Ministère	5 100 000	5 608 517	6 033 699
4 Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
Trésor	50 000 000	50 000 000	50 000 000
21144040002 Mettre en œuvre le schéma directeur informatique	50 000 000	50 000 000	50 000 000

III.2. Programme 2 : Intégration Africaine

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Intégration Africaine						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS.1. : Profiter de l'intégration commerciale et monétaire	Proportion des entreprises agréées au Schéma de Libéralisation des Echanges (SLE) de la CEDEAO	15%	25%	30%	35%	(Nombre d'entreprises agréées / nombre d'entreprises répertoriées) x 100 Source : Rapports d'activités DGIA
	Taux de variation de la capitalisation boursière	15%	15%	17%	17%	(Variation de la capitalisation boursière / Proportion de capitalisation boursière régionale détenue par les entreprises ivoiriennes) x 100 Source : Rapports d'activités BVR.
	Ratio des critères de convergence UEMOA / CEDEAO respectés par la Côte d'Ivoire	6/9	8/9	8/9	8/9	Nombre de critères respectés / nombre total de critères UEMOA-CEDEAO respectés par la Côte d'Ivoire Source : Rapports d'activités BVRM, DGIA.
OS 2: Bénéficier des programmes et projets communautaires de développement	Nombre de projets communautaires mis en œuvre en Côte d'Ivoire (NEPAD/PCD/PER)	9	11	11	11	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIA
	Taux de réalisation des programmes communautaires de développement destinés à la CI	65%	75%	80%	80%	(Nombre de programmes communautaires réalisés / nombre total de programmes) x 100 Source : Rapport d'activités DGIA
OS.3. : Veiller à la mise en œuvre des politiques communautaires	Proportion de textes communautaires retranscrits ou ratifiés dans le droit ivoirien	63%	65%	70%	75%	(Nombre de textes transposés / nombre total de textes à transposer) x 100 Source : Rapports d'activités UA, CEDEAO
	Ratio de politiques communautaires déclinées en programmes ou projets par la Côte d'Ivoire	20/30	25/40	30/40	30/41	Nombre de politiques communautaires déclinées / Nombre de politiques communautaires identifiées Source : Rapport d'activités DGIA

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME II : INTEGRATION AFRICAINE	948 454 518	659 414 201	701 229 016
Dépenses de personnel	120 903 200	119 537 488	120 975 875
Dépenses en biens et services	145 300 000	159 787 742	171 901 247
Transferts	142 251 318	180 088 971	208 351 894
Investissements	540 000 000	200 000 000	200 000 000
Trésor	540 000 000	200 000 000	200 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22145 Intégration Africaine	948 454 518	659 414 201	701 229 016
2214501 Libre circulation et intégration monétaire	53 000 000	58 284 587	62 703 139
2 Biens et services	53 000 000	58 284 587	62 703 139
22145010006 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaire du et de la libre circulation	17 000 000	18 695 056	20 112 328
22145010007 Organiser des séminaires et réaliser des prestations relatives aux commerces	15 000 000	16 495 638	17 746 172
22145010009 Mettre en place les bases de données économiques et financières, et des programmes projets sectoriels communautaires à forte valeur ajoutée nationale	8 500 000	9 347 530	10 056 164
22145010012 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaires économiques et financières	12 500 000	13 746 363	14 788 475
2214502 Infrastructures et politiques communautaires de développement durable	549 200 000	212 610 053	215 461 270
2 Biens et services	34 200 000	37 610 053	40 461 270
22145020011 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaires en matière d'infrastructures et des TIC	11 200 000	12 316 742	13 250 474
22145020012 Renforcer les capacités des acteurs nationaux sur les dispositions communautaires en matière de transport	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22145020013 Sécuriser et la maintenir le parc informatique de la DGIA	4 500 000	4 948 691	5 323 851
22145020014 Mettre en œuvre le système régional intégré d'information agricole de la CEDEAO (ECOAGRIS) : Réalisation d'un profil de moyen d'existence des populations de la zone ouest CI05 (Manioc, riz, café)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22145020015 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaires en matière de promotion humaine et de développement durable	8 500 000	9 347 528	10 056 163
4 Investissements	515 000 000	175 000 000	175 000 000
Trésor	515 000 000	175 000 000	175 000 000
22145020016 Construire le port sec de Ferké	503 000 000	163 000 000	163 000 000
22145020017 Construire une usine régionale de biolarvicides	12 000 000	12 000 000	12 000 000
2214503 Coordination et promotion des politiques d'intégration africaine	346 254 518	388 519 561	423 064 607
1 Personnel	120 903 200	119 537 488	120 975 875
22145030018 Transférer les subventions équilibre personnel au BIPIA	120 903 200	119 537 488	120 975 875
2 Biens et services	58 100 000	63 893 102	68 736 838
22145030007 Mettre en œuvre les activités du Comité Inter-Etat de Lutte contre Sécheresse au Sahel (CONACILSS) en Côte d'Ivoire	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22145030011 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Intégration Africaine	23 100 000	25 403 280	27 329 103
22145030012 Organiser une conférence avec les parties prenantes sur l'état d'avancement de l'Intégration Africaine	30 000 000	32 991 276	35 492 344
3 Transferts	142 251 318	180 088 971	208 351 894
22145030017 Transférer les crédits de la promotion de l'Intégration régionale au BIPIA	142 251 318	180 088 971	208 351 894
4 Investissements	25 000 000	25 000 000	25 000 000
Trésor	25 000 000	25 000 000	25 000 000
22145030014 Suivre la mise en œuvre du Plan stratégique de l'intégration régionale	25 000 000	25 000 000	25 000 000

III.3. Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : favoriser le retour et une meilleure réinsertion des ivoiriens de l'extérieur	Nombre d'ivoiriens candidats au retour rapatriés	2000	1000	1000	1000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
	Nombre d'ivoiriens de l'extérieur en situation de détresse ayant reçu une assistance	200	200	150	150	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
OS 2 : Organiser et faciliter la migration légale	Nombre d'ivoiriens de l'extérieur déclarés dans leur ambassade	40 809	40 809	45 809	45 810	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
	Nombre de personnes sensibilisées sur l'émigration illégale	2 500	5 000	3 000	2 500	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
	Nombre de Comités régionaux installés	10	5	5	6	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
OS 3 : Améliorer la contribution de la diaspora au développement économique et social	Montant transféré par la Diaspora ivoirienne (millions de FCFA)	350 000	355 000	360 000	370 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGE / BCEAO
	Nombre d'ivoiriens de l'extérieur recensés dans le compendium de la diaspora	1000	1500	2000	2500	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
OS 4 : Favoriser le dialogue entre le Gouvernement ivoirien et la diaspora	Nombre d'associations recensées auprès des Ambassades et Consulats	200	500	500	1000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
	Pourcentage des associations déclarées transmettant leurs rapports d'activités annuels	0%	25%	30%	40%	(Nombre d'associations transmettant leurs rapports / Nombre total d'associations déclarées dans le monde) x 100 Source : Rapport d'activités DGIE
	Nombre d'ivoiriens de la diaspora participant aux fora	1 500	2 500	2 500	3 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME III : IVOIRIEN DE L'EXTERIEUR	320 150 000	479 956 410	540 991 866
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	160 150 000	176 118 429	189 469 958
Transferts	160 000 000	303 837 981	351 521 908
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22146 Ivoiriens de l'extérieur	320 150 000	479 956 410	540 991 866
2214601 Assistance et facilitation du retour de la diaspora ivoirienne	225 600 000	375 978 905	429 131 832
2 Biens et services	65 600 000	72 140 924	77 609 924
22146010008 Valider le plan de retour des migrants	10 000 000	10 997 092	11 830 781
22146010009 Héberger le site de la cartographie	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22146010016 Suivre le point de la réinsertion des migrants de retour	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22146010022 Coordonner les activités de la Direction de l'Action Sociale et de l'Information	7 250 000	7 972 892	8 577 316
22146010023 Mettre en œuvre et suivre les actions de réintégration des ivoiriens de l'extérieur	38 350 000	42 173 848	45 371 045
3 Transferts	160 000 000	303 837 981	351 521 908
22146010005 Transférer les crédits en vue d'assister les ivoiriens de l'extérieur en détresse	160 000 000	303 837 981	351 521 908
2214602 Lutte contre la migration irrégulière	10 000 000	10 997 092	11 830 781
2 Biens et services	10 000 000	10 997 092	11 830 781
22146020002 Lutter contre la migration irrégulière	10 000 000	10 997 092	11 830 781
2214603 Mobilisation des compétences et ressources de la diaspora ivoirienne	55 250 000	60 758 934	65 365 066
2 Biens et services	55 250 000	60 758 934	65 365 066
22146030013 Prospector, évaluer et recenser les ivoiriens de l'extérieur possédant des compétences	29 750 000	32 716 348	35 196 574
22146030014 Rechercher et aider à la réalisation, en Côte d'Ivoire, des projets d'investissement des ivoiriens de l'extérieur	25 500 000	28 042 586	30 168 492
2214604 Coordination des actions en faveur des ivoiriens de l'extérieur	29 300 000	32 221 479	34 664 187
2 Biens et services	29 300 000	32 221 479	34 664 187
22146040007 Mettre en place le centre d'appel	2 500 000	2 749 273	2 957 695
22146040010 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Ivoiriens de l'Extérieur	26 800 000	29 472 206	31 706 492

SECTION 340 : MINISTERE DES TRANSPORTS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance de l'offre de service de transport urbain ;
- l'absence de statistiques fiables ;
- la gestion approximative du fret engendrant des pertes de recettes fiscales pour l'Etat ;
- l'accroissement des accidents de la route ;
- la dégradation avancée de l'axe ferroviaire existant ;
- l'insuffisance de régulation du Transport urbain à Abidjan ;
- la non fonctionnalité de quatre (4) aéroports de l'intérieur du pays;
- l'inexistence de cadre de traitement d'accidents et d'incidents graves d'aviation en Côte d'Ivoire ;
- la faible capacité opérationnelle (ressources humaines spécialisées et matérielles) du BEA dans ses missions d'enquêtes sur les accidents et les incidents graves d'aviation et dans ses missions d'instructions systématiques des incidents aériens ;
- la non fonctionnalité du centre de recherche et de sauvetage aérien (SAR);
- l'impossibilité pour toutes les compagnies aériennes immatriculées en Côte d'Ivoire d'opérer en Amérique du Nord.

I.1.2. Réponses apportées

- la relecture du code de la route et de la convention de concession de SITARAIL ;
- l'adoption de la loi d'orientation des transports terrestres ;
- la résolution du conflit de leadership au sein de l'Office Ivoirien des Chargeurs (OIC) ;
- la mise en place d'un système de gestion intégrée de l'ensemble des activités du transport routier ;
- le démarrage de l'opération de renouvellement du parc automobile ;
- l'annulation de la TVA sur les véhicules neufs de transport public ;
- l'organisation des transporteurs par l'élection des délégués de transporteurs et du Président des délégués ;
- la réduction des barrages routiers (lutte contre le racket) ;
- la concession de la construction et de l'exploitation de la gare routière d'Abidjan ;
- l'acquisition d'autobus et de bateaux-bus pour la SOTRA;
- la réalisation des études du prolongement des voies ferrées Abidjan- Ouagadougou-Kaya et son extension jusqu'à Tambao ;
- la réalisation des études du train urbain dans la ville d'Abidjan;
- la libéralisation du transport lagunaire ;
- la construction des postes juxtaposés de Noé et Laleraba ;
- la création de deux (02) autorités Administratives indépendantes chargées de la mobilité urbaine dans le grand Abidjan (AMUGA) et de la régulation du transport intérieur (ARTI) ;
- la réalisation des études de restructuration globale du réseau de transport urbain ;
- la mise en place de la Police Spéciale de la Sécurité Routière (PSSR) ;
- l'ouverture du ciel ivoirien par l'augmentation du nombre de compagnies aériennes ;
- le renforcement de la flotte de la compagnie ivoirienne "Air Côte d'Ivoire" ;

- l'extension et la modernisation de l'aérogare de fret d'Abidjan ;
- la poursuite de la réhabilitation des aérodromes de l'intérieur ;
- l'élaboration des projets de modification des textes relatifs au code de l'aviation civile ;
- les subventions accordées au centre SAR aérien.

I.1.3. Défis et Priorités

- l'évacuation des entraves à la mobilité des personnes ;
- l'acheminement des produits des zones de production vers les zones de consommation ;
- l'accroissement de la compétitivité des ports et aéroports ;
- la modification du statut du BEA ;
- l'autonomie financière et de gestion du BEA ;
- la classification de l'ANAC en catégorie 1 de la FAA ;
- la réhabilitation et la modernisation des aéroports et aérodromes ;
- l'accroissement de la flotte de transport lagunaire de personnes et de marchandises ;
- la réhabilitation du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou-Kaya et son extension jusqu'à Tambaou ;
- la construction du train urbain d'Abidjan ;
- la réalisation du chemin de fer Man - San - Pedro ;
- la modernisation des cinq aérodromes réhabilités à l'intérieur du pays ;
- la réhabilitation et la modernisation des quatre autres aérodromes à l'intérieur du pays ;
- la régulation du transport urbain à Abidjan ;
- la construction des postes juxtaposés de CI-Guinée, CI-Liberia et de CI-Mali;
- la construction de lignes de BRT à Abidjan;
- la gestion intelligente du trafic à Abidjan;
- l'amplification du renouvellement du parc automobile;
- la professionnalisation des transporteurs et conducteurs ;
- l'acquisition de bateaux bus pour la SOTRA ;
- la réforme du cadre institutionnel de la sécurité routière ;
- la réhabilitation, la modernisation et la mise aux normes OACI de tous les aéroports et aérodromes ;
- l'extension et la modernisation de l'aérogare fret d'Abidjan.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance dans le secteur des services de transport ;
- le renforcement de la sécurité et de la sûreté ferroviaire et routière ;
- la compétitivité et la facilitation des échanges économiques et commerciaux ;
- l'amélioration de l'accès des populations à des services de transport de qualité.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration des transports est moderne et performante;
- les conditions d'accès des populations à des services de transport routier et ferroviaire de qualité sont améliorées;
- la compétitivité des services du transport aérien est accrue.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Transports est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de transports.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- maîtrise d'ouvrage des infrastructures des aérodrômes, des aéroports, des gares routières, des chemins de fer nationaux et urbains;
- promotion, organisation et contrôle du transport privé routier, ferroviaire, aérien;
- promotion, organisation, réglementation et contrôle des transports collectifs urbains, interurbains et en milieu rural ;
- promotion, organisation, réglementation et contrôle du transport privé;
- initiation, application et Contrôle de la Réglementation relative à la sécurité des transports routier, aérien, ferroviaire;
- contribution à la formation de l'ensemble des acteurs des transports.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Transport Terrestre ;
- Programme 3 : Transport Aérien.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSE

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 Administration Générale	Cabinet, Secrétariat Général, Inspection Générale des Transports (IGT), Direction des Affaires Juridiques et Contentieuses (DAJC), Direction des Affaires Financières (DAF), Direction de la Planification des Statistiques et de la Prospective (DPSP), Direction de la Formation et de la Coopération Internationale (DFCI), Direction des Ressources Humaines (DRH), Service de la Communication et des Relations Publiques (SCRP), Service de l'Informatique, des Archives et de la Documentation (SIAD), Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP), Directions Régionales (20 DR), Directions Départementales (07 DD)		Mise en place d'un système de suivi-évaluation projets/programmes et statistiques des transports	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 Transport Terrestre	Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation (DGTTTC), Direction de la Circulation (DC), Direction des Transports Routiers et Ferroviaires (DTRF), Direction de la Promotion des Entreprises de Transport (DPET), Direction de la Coordination des transports terrestres et des Relations Extérieures (DCRE), Direction du Guichet Unique Automobile (DGUA), Observatoire de la Fluidité des Transports (OFT)	Office de Sécurité Routière (OSER), Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF), Société des Transports Abidjanais (SOTRA), Fonds de Développement du Transport Routier (FDTR), Autorité de la Mobilité Urbain dans le Grand Abidjan (AMUGA) Autorité de Régulation du Transport Intérieur (ARTI)	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de postes frontaliers juxtaposés de Laléraba ; - Acquérir des autobus et bateau-bus pour la SOTRA ; - Construction infrastructure du train urbain d'Abidjan ; - Construction du poste juxtaposé de Gbapleu ; - Construction du poste juxtaposé de Prolo ; - Construction du poste juxtaposé de Nigouni ; - Projet d'appui à la modernisation du secteur des transports et de facilitation du transport sur le corridor Abidjan - Ouagadougou (PAMOSSET). -Acquisition des simulateurs et de véhicule d'enseignement de la conduite automobile - Construction de 10 centres d'examens de permis de conduire - mettre en œuvre le projet de mobilité urbaine d'Abidjan (projet BRT) 	
Programme 3 Transport Aérien	Direction du Transport Aérien (DTA), Bureau Enquêtes Accidents (BEA)	Autorité Nationale de l'Aviation Civile (ANAC), Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM) Air CI (Air cote d'Ivoire)	<ul style="list-style-type: none"> - Modernisation et extension de l'aérogare de fret de l'aéroport FHB d'Abidjan (travaux supplémentaires en cours) - Création du centre de médecine aéronautique et aéroportuaire ; - Réhabilitation des aéroports de l'intérieur nouveau - Construction et extension aéroport (Korhogo, Séguéla, Kong, Daoukro) ; - Réaliser l'extension du siège de l'ANAC et obtenir du matériel moderne de sécurité et de sureté. 	<ul style="list-style-type: none"> - Système de vigilance d'alerte de services climatologiques (VIGICLIM) ; - Projets de Réhabilitation et renforcement des aires de mouvements de l'aéroport de San Pedro. - Projet de réhabilitation et d'équipement des aéroports de KORHOGO et de BOUAKE.

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du Ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1 .1.1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / : Rapport d'Etudes
		IP.1.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.1.3 Services fournis repondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 2 : Améliorer les conditions d'accès des populations à des services de transport routier et ferroviaire de qualité	RS 2.1 : les conditions d'accès des populations à des services de transport routier et ferroviaire de qualité sont améliorées	IP 2.1.1: Taux de satisfaction annuel des usagers par rapport au transport terrestre	Nombre d'usagers satisfaits par an / Nombre d'usagers interrogés par an Enquête de satisfaction Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
OG 3 : Accroître la compétitivité des services du transport aérien	RS 3.1: la compétitivité des services du transport aérien est accrue	IP 3.1.1 : Taux de croissance du trafic aérien en Côte d'Ivoire	(Nombre de passagers de l'année N – Nombre de passagers de l'année N-1) / Nombre de passagers de l'année N-1 Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 3
		IP 3.1.2 : Nombre de compagnies fréquentant les aéroports de Côte d'Ivoire	Dénombrement. Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 3

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	57 605 156 850	67 652 638 903	71 757 701 317
1.1 Ressources Intérieures	40 605 156 850	44 945 033 346	46 643 834 812
1.1.1 Budget Etat	40 605 156 850	44 945 033 346	46 643 834 812
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	17 000 000 000	22 707 605 557	25 113 866 505
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	17 000 000 000	22 707 605 557	25 113 866 505
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	57 605 156 850	67 652 638 903	71 757 701 317
2.1 Personnel	2 927 772 584	2 991 264 978	3 066 395 329
2.1.1 Solde y compris EPN	2 927 772 584	2 991 264 978	3 066 395 329
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 380 278 422	1 485 882 781	1 575 374 221
2.3 Transferts et subventions	8 224 505 844	8 893 070 401	9 947 291 267
2.4 Investissement	45 072 600 000	54 282 420 743	57 168 640 500
Trésor	28 072 600 000	31 574 815 186	32 054 773 995
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	17 000 000 000	22 707 605 557	25 113 866 505

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur des transports	Taux d'exécution du budget du Ministère	79,64%	80%	83%	85%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Extraits SIB
	Taux de réalisation des activités du Ministère	75%	78%	81%	84%	Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités prévues Source : Rapports d'activités /DPSP, DAF, Cabinet
	Taux annuel de réalisation du plan de formation du Ministère	45% (2017)	50%	55%	70%	Nombre de formations réalisées/Nombre de formations planifiées Source : Rapports d'activités /DFCI, DRH, Cabinet
OS 2 : Améliorer le système d'information et de communication du Ministère	Taux de couverture médiatique des activités du secteur des transports	70%	75%	80%	85%	Nombre d'activités couvertes/Nombre d'activités réalisées Source : Rapports d'activités /SCRP
	Taux de fréquentation du site web du Ministère	65,54%	70%	75%	80%	Nombre de visites enregistrées par an/ Nombre de visites attendues par an Source : Rapports d'activités / SCR P

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	2 349 146 837	2 520 847 384	2 648 440 939
Dépenses de personnel	1 090 747 453	1 174 990 720	1 228 265 966
Dépenses en biens et services	1 198 278 422	1 285 735 702	1 360 054 011
Transferts	37 815 844	37 815 844	37 815 844
Investissements	22 305 118	22 305 118	22 305 118
Trésor	22 305 118	22 305 118	22 305 118
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21112 Administration Générale	2 349 146 837	2 520 847 384	2 648 440 939
2111201 Coordination et animation	643 247 920	690 374 524	729 777 959
2 Biens et services	605 432 076	652 558 680	691 962 115
21112010001 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21112010003 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de transports	90 240 076	99 237 841	106 761 059
21112010004 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	132 792 000	132 792 000	132 792 000
21112010005 Archiver les données du Ministère	2 000 000	2 199 420	2 366 156
21112010039 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (YAMOOUSSOUKRO)	9 361 720	10 295 171	11 075 647
21112010040 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DIMBOKRO)	3 375 000	3 711 520	3 992 888
21112010041 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (BOUAKE)	10 400 000	11 436 978	12 304 014
21112010042 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (SEQUELA)	3 375 000	3 711 520	3 992 888
21112010043 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (TOUBA)	3 375 000	3 711 520	3 992 888
21112010044 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (ODIENNE)	13 000 800	14 297 100	15 380 963
21112010045 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (KORHOGO)	28 400 000	31 231 742	33 599 420
21112010046 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (BONDOUKOU)	28 200 000	31 011 800	33 362 803
21112010047 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DALOA)	8 200 000	9 017 616	9 701 240
21112010048 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (GAGNOA)	35 799 200	39 368 709	42 353 250
21112010049 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (MAN)	3 375 000	3 711 520	3 992 888
21112010050 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DIVO)	3 375 000	3 711 520	3 992 888
21112010051 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (SAN PEDRO)	9 540 000	10 491 227	11 286 565
21112010052 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (ABENGOUROU)	13 737 284	15 107 019	16 252 280
21112010053 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (ABOISSO)	12 915 797	14 203 621	15 280 396
21112010054 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DIMBOKRO)	5 000 000	5 498 548	5 915 389
21112010055 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (KATIOLA)	7 200 000	7 917 909	8 518 160
21112010056 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (SEQUELA)	9 500 000	10 447 239	11 239 241
21112010057 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (BOUNA)	3 375 000	3 711 520	3 992 888
21112010058 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (MAN)	6 500 000	7 148 112	7 690 006
21112010059 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DIVO)	5 000 000	5 498 548	5 915 389
21112010060 Coordonner les activités du Ministère au niveau déconcentré (DEPARTEMENT TOUBA)	5 000 000	5 498 548	5 915 389
21112010061 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (AGBOVILLE)	29 000 000	31 891 569	34 309 266
21112010062 Contrôler les services et les structures sous tutelle du Ministère	47 000 000	51 686 333	55 604 670
21112010063 Mettre en œuvre le système de Management de la Qualité et l'Archivage moderne des Documents au sein de la DAF	4 400 000	4 838 721	5 205 543
21112010064 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	12 000 000	13 196 510	14 196 937

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21112 Administration Générale	2 349 146 837	2 520 847 384	2 648 440 939
21112010066 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DR ABIDJAN)	10 000 000	10 997 093	11 830 780
21112010067 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (BOUAFLE)	34 245 199	37 659 761	40 514 746
21112010068 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (BOUNA)	5 000 000	5 498 548	5 915 389
21112010069 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DR KATIOLA)	3 375 000	3 711 520	3 992 888
21112010070 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (SOUBRE)	3 375 000	3 711 520	3 992 888
3 Transferts	37 815 844	37 815 844	37 815 844
21112010065 Exécuter la convention BNETD	37 815 844	37 815 844	37 815 844
2111202 Planification, programmation et suivi-évaluation	44 305 118	46 498 721	48 332 835
2 Biens et services	22 000 000	24 193 603	26 027 717
21112020003 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du ministère	22 000 000	24 193 603	26 027 717
4 Investissements	22 305 118	0	0
Trésor	22 305 118	0	0
21112020002 Mettre en place un système de gestion des Projets Programmes et des statistiques des Transports (pro)	22 305 118	22 305 118	22 305 118
2111203 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	1 625 013 799	1 744 853 504	1 828 673 919
1 Personnel	1 082 167 453	1 166 661 942	1 219 735 925
21112030004 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	1 082 167 453	1 166 661 942	1 219 735 925
2 Biens et services	542 846 346	578 191 562	608 937 994
21112030001 Gérer la commande publique du Ministère	12 000 000	13 196 511	14 196 936
21112030002 Prendre en charge les frais d'abonnement et de facture d'eau, d'électricité et de téléphone	172 486 422	178 381 541	184 504 131
21112030005 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP / CDMT	30 000 000	32 991 276	35 492 344
21112030006 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	180 259 924	198 233 493	213 261 573
21112030007 Gérer les ressources financières du ministère	45 600 000	50 146 739	53 948 364
21112030008 Gérer les ressources humaines du ministère	17 500 000	19 244 911	20 703 866
21112030011 Prendre en charge l'organisation des conférences et missions en côte d'ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21112030014 Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités des acteurs du transport	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21112030016 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	55 000 000	55 000 000	55 000 000
2111204 Information et communication	36 580 000	39 120 635	41 656 226
1 Personnel	8 580 000	8 328 778	8 530 041
21112040005 Assurer la masse salariale du Service de la Communication et des Relations Publiques	8 580 000	8 328 778	8 530 041
2 Biens et services	28 000 000	30 791 857	33 126 185
21112040002 Réaliser la maintenance du parc informatique	10 000 000	10 997 092	11 830 780
21112040004 Organiser la communication des activités du ministère	18 000 000	19 794 765	21 295 405

III.2. Programme 2 : Transport Terrestre

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Transport Terrestre						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Offrir des services routiers et ferroviaires durables, de qualité, sécurisés et en nombre suffisant	Nombre de nouveaux bureaux opérationnels par an Centre de Gestion Intégrée (CGI)	0	11	0	0	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGTTC
	Nombre d'acteurs de transport formés	2736	500	600	700	Dénombrement Source : Rapport d'activités / OSER
	Nombre annuel d'incidents ferroviaires	65	42	38	38	Dénombrement Source : Rapport d'activités / SIFP
	Nombre de campagnes de sensibilisation à la sécurité routière réalisées	3	4	5	6	Dénombrement Source : Rapport d'activités / OSER
OS 2 : Faciliter la mobilité terrestre des personnes et des biens	Nombre maximum de barrages routiers au 100km	4 (en 2017)	3	3	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités / OFT

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME II : TRANSPORT TERRESTRE	32 114 720 013	42 272 700 286	45 965 016 297
Dépenses de personnel	1 837 025 131	1 816 274 258	1 838 129 363
Dépenses en biens et services	85 000 000	93 475 286	100 561 635
Transferts	4 720 000 000	5 615 435 117	6 392 589 917
Investissements	25 472 694 882	34 747 515 625	37 633 735 382
Trésor	8 472 694 882	12 039 910 068	12 519 868 877
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	17 000 000 000	22 707 605 557	25 113 866 505

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22114 Transport terrestre	32 114 720 013	42 272 700 286	45 965 016 297
2211401 Coordination et suivi des activités du transport terrestre	85 000 000	93 475 286	100 561 635
2 Biens et services	85 000 000	93 475 286	100 561 635
22114010006 Suivre la mise en œuvre des procédures de dédouanement et d'immatriculation des véhicules et engins	10 000 000	10 997 093	11 830 780
22114010008 Suivre et Contrôler la réglementation en matière de transport routier et ferroviaire	8 000 000	8 797 674	9 464 625
22114010009 Suivre et évaluer les activités des entreprises des Transports Terrestres	20 000 000	21 994 185	23 661 561
22114010010 Suivre et évaluer les services de Transports Terrestres	10 000 000	10 997 091	11 830 781
22114010012 Gérer les permis de conduire	20 000 000	21 994 186	23 661 561
22114010016 Suivre et coordonner les activités des structures et opérateurs du secteur des transports terrestres	17 000 000	18 695 057	20 112 327
2211402 Réhabilitation et développement des infrastructures du transport terrestre	6 184 021 711	9 910 431 195	10 391 238 580
1 Personnel	71 326 829	70 521 127	71 369 703
22114020023 Transférer des crédits au FDTR	71 326 829	70 521 127	71 369 703
4 Investissements	6 112 694 882	9 839 910 068	10 319 868 877
Trésor	6 112 694 882	9 839 910 068	10 319 868 877
22114020022 Construction Infrastructures Train Urbain d'Abidjan	6 000 000 000	9 727 215 186	10 207 173 995
22114020024 CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE 10 CENTRES D'EXAMEN (CODE ET CONDUITE) DU PERMIS DE CONDUIRE DANS LES CHEFS-LIEUX DE REGION	112 694 882	112 694 882	112 694 882
2211403 Renforcement de la sécurité routière et ferroviaire	643 219 522	689 114 941	765 283 307
1 Personnel	223 219 522	220 698 054	223 353 699
22114030006 Transférer des crédits à l'OSER	223 219 522	220 698 054	223 353 699
3 Transferts	420 000 000	468 416 887	541 929 608
22114030002 Acquérir des panneaux routiers	10 000 000	12 659 916	14 646 746
22114030003 Mettre en œuvre la politique de sécurité ferroviaire	50 000 000	63 299 579	73 233 731
22114030005 Renforcer la lutte contre les accidents de la circulation routière dans le district d'Abidjan et à l'intérieur du Pays	360 000 000	392 457 392	454 049 131
2211404 Accroissement et renouvellement de la flotte de transport terrestre et fluidité des transports	25 202 478 780	31 579 678 864	34 707 932 775
1 Personnel	1 542 478 780	1 525 055 077	1 543 405 961
22114040021 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à ARTI	682 800 000	675 087 152	683 210 430
22114040022 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à AMUGA	859 678 780	849 967 925	860 195 531
3 Transferts	4 300 000 000	5 147 018 230	5 850 660 309
22114040001 Concevoir et mettre en œuvre les activités pour améliorer la fluidité routière	900 000 000	842 646 838	870 766 615
22114040002 Garantir les emprunts des acteurs des transports publics	200 000 000	253 198 317	292 934 923

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22114 Transport terrestre	32 114 720 013	42 272 700 286	45 965 016 297
22114040003 Renouveler le parc auto	200 000 000	253 198 317	292 934 923
22114040017 Rendre opérationnelle l'AMUGA (Autorité de la Mobilité Urbaine de Grand Abidjan)	1 500 000 000	1 898 987 379	2 197 011 924
22114040018 Rendre Opérationnelle l'ARTI	1 500 000 000	1 898 987 379	2 197 011 924
4 Investissements	19 360 000 000	24 907 605 557	27 313 866 505
Trésor	2 360 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
22114040012 Construction du poste de contrôle de LALERABA	720 000 000	720 000 000	720 000 000
22114040013 Construction du poste de contrôle de GBAPLEU	200 000 000	200 000 000	200 000 000
22114040014 Construction du poste de contrôle de PROLO	200 000 000	200 000 000	200 000 000
22114040015 Construction du poste de contrôle de NIGOUNI	200 000 000	200 000 000	200 000 000
22114040016 Projet d'Appui Modernisation du Secteur Transport et Facilitation Corridor du Commerce Abidjan-Ouaga (PAMOSSET)	440 000 000	440 000 000	440 000 000
22114040019 Mettre en œuvre le projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (Projet BRT)	600 000 000	440 000 000	440 000 000
Financement extérieur	17 000 000 000	22 707 605 557	25 113 866 505
22114040012 Construction du poste de contrôle de LALERABA	2 000 000 000	3 144 586 540	3 188 423 358
22114040013 Construction du poste de contrôle de GBAPLEU	1 500 000 000	2 358 439 905	2 391 317 519
22114040014 Construction du poste de contrôle de PROLO	1 500 000 000	2 358 439 905	2 391 317 519
22114040015 Construction du poste de contrôle de NIGOUNI	3 000 000 000	4 716 879 810	4 782 635 038
22114040016 Projet d'Appui Modernisation du Secteur Transport et Facilitation Corridor du Commerce Abidjan-Ouaga (PAMOSSET)	3 000 000 000	3 376 419 799	4 120 057 690
22114040019 Mettre en œuvre le projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (Projet BRT)	6 000 000 000	6 752 839 598	8 240 115 381

III.3. Programme 3 : Transport Aérien

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Transport Aérien						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Coordonner les activités du Transport Aérien	Taux de réalisation des activités du transport aérien	70%	70%	70%	70%	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues Source : Rapport d'activités / DGTA
	Taux d'exécution du budget du programme 3	90%	95%	97%	98%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Extraits SIB

Programme 3 : Transport Aérien						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 2 : Etendre et moderniser l'aérogare fret de l'aéroport international FHB et les infrastructures des aéroports de l'intérieur	Taux d'accroissement du fret aérien	13.6%	14%	15%	17%	(Tonnage de l'année en cours – tonnage de l'année précédente) / Tonnage de l'année précédente Source : Rapport d'activités / SODEXAM - AERIA
	Nombre d'aéroports exploités	5	9	10	12	Dénombrement Source : Rapport d'activités / SODEXAM
OS 3 : Obtenir la Classification de l'ANAC en catégorie 1 de la FAA	Taux de réalisation des exigences FAA	50%	70%	90%	100%	Pourcentage de conformité aux normes FAA Source : Rapport d'activités / ANAC
OS 4 : Développer les vols domestiques et internationaux d'AIR COTE D'IVOIRE.	Taux de croissance des passagers transportés par AIR COTE D'IVOIRE	29%	3%	15%	30%	(Nombre de passagers en année N – Nombre de passagers en année N-1) / Nombre de passagers en année N-1 Source : Rapport d'activités / ANAC -SODEXAM

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME III : TRANSPORT AERIEN	23 141 290 000	22 859 091 233	23 144 244 081
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	97 000 000	106 671 793	114 758 575
Transferts	3 466 690 000	3 239 819 440	3 516 885 506
Investissements	19 577 600 000	19 512 600 000	19 512 600 000
Trésor	19 577 600 000	19 512 600 000	19 512 600 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22113 Transport aérien	23 141 290 000	22 859 091 233	23 144 244 081
2211301 Coordination et suivi des activités du transport aérien	273 690 000	70 997 545	81 515 277
2 Biens et services	7 000 000	7 697 966	8 281 546
22113010001 Faire appliquer les orientations de la politique en matière de transport aérien	7 000 000	7 697 966	8 281 546
3 Transferts	266 690 000	63 299 579	73 233 731
22113010004 Représenter la Côte d'Ivoire au Conseil de l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile (OACI)	176 690 000	0	0
22113010005 Rendre opérationnel le dispositif de recherche et sauvetage <<Search and Rescue>> (SAR)	90 000 000	63 299 579	73 233 731

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22113 Transport aérien	23 141 290 000	22 859 091 233	23 144 244 081
2211302 Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires	20 712 600 000	20 816 571 333	21 021 214 854
3 Transferts	1 200 000 000	1 303 971 333	1 508 614 854
22113020001 Suivre la réalisation des activités aéroportuaire et météorologique	1 200 000 000	1 303 971 333	1 508 614 854
4 Investissements	19 512 600 000	19 512 600 000	19 512 600 000
Trésor	19 512 600 000	19 512 600 000	19 512 600 000
22113020002 Réhabiliter les aéroports de l'intérieur (Bouaké Daloa, Man, Odienné et Yamoussoukro (projet)	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
22113020003 Construire et faire l'extension des aéroports de Korhogo Kong Daoukro Séguela (projet)	15 000 000 000	16 512 600 000	16 512 600 000
22113020005 Moderniser et étendre l'aérogare fret de l'aéroport international FHB (projet, financement BID e	1 512 600 000	0	0
2211303 Renforcement de la sécurité et de la sûreté	155 000 000	98 973 827	106 477 029
2 Biens et services	90 000 000	98 973 827	106 477 029
22113030002 Réaliser les enquêtes techniques sur les accidents et incidents graves d'aviation	35 000 000	38 489 822	41 407 734
22113030003 Analyser et instruire des incidents aériens -prévention des risques aériens	55 000 000	60 484 005	65 069 295
4 Investissements	65 000 000	0	0
Trésor	65 000 000	0	0
22113030004 Etendre le Siège de l'ANAC et l'équiper de matériel moderne de sûreté et de sécurité	65 000 000	0	0
2211304 Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs	2 000 000 000	1 872 548 528	1 935 036 921
3 Transferts	2 000 000 000	1 872 548 528	1 935 036 921
22113040001 Renforcer la flotte Air Côte d'Ivoire	2 000 000 000	1 872 548 528	1 935 036 921

SECTION 341 : MINISTERE CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la perte de trafic maritime liée aux limites des capacités d'accueil des ports ivoiriens ;
- l'insuffisance du cadre juridique et réglementaire ;
- l'arrêt du Projet de Développement Intégré du Système Fluvio-lagunaire Ivoirien ;
- l'existence du phénomène de piraterie et des actes illicites dans les eaux sous juridiction ivoirienne ;
- la faiblesse des stratégies de renforcement de capacités et de promotion de l'employabilité des gens de mer ;
- l'insuffisance de l'offre de service de transport lagunaire ;
- l'inexistence de compagnies maritimes nationales;
- l'inexistence de registre international d'immatriculation des navires ;
- l'inexistence d'un siège et de bases opérationnelles de l'administration maritime ;
- la non opérationnalité des Préfectures et Régions maritimes ;
- l'insuffisance de financement des projets.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption du Code Maritime ;
- la prise de décrets et d'arrêtés d'application du Code Maritime ;
- l'adoption du règlement portant gestion de la redevance payée par les armateurs communautaires et étrangers ;
- l'acquisition d'une des cinq (05) vedettes de mer prévues pour la surveillance et le sauvetage en mer ;
- l'acquisition de matériels de plongée sous-marine ;
- la libéralisation du secteur du transport lagunaire;
- le démarrage de la construction de trois (03) arrondissements maritimes sur les huit (08) prévus ;
- la réalisation d'un réseau de radiocommunication maritime HF/VHF pour les services opérationnels de la DGAMP ;
- l'équipement du Centre Médical des Gens de Mer de Vridi ;
- l'acquisition d'un système d'identification automatique en vue d'accroître les capacités de la DGAMP;
- le renouvellement des équipements pédagogiques de l'ARSTM dans le cadre d'un don du Gouvernement japonais ;
- l'accroissement des capacités d'accueil de l'ARSTM par la construction d'un amphithéâtre et de salles de classe ;
- la création de l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) ;
- l'accroissement des capacités d'accueil de l'ISMI par la construction d'un bâtiment administratif, d'un amphithéâtre et d'un centre d'hébergement des séminaristes ;
- la réalisation des travaux de dragage du chenal d'accès et du bassin du port, des travaux de rejointoiement de blocs de quai, du bitumage de voiries intérieures ;
- la réhabilitation du poste de transformation n°02;
- l'acquisition d'un radar en vue de répondre aux exigences des normes du code ISPS.

I.1.3. Défis et priorités

- l'évacuation des entraves à la mobilité des personnes et des biens sur les plans d'eaux maritime et fluvio-lagunaire ;
- l'appui au renforcement des capacités et l'employabilité des gens de mer ;

- le renforcement de la sécurité et la sûreté maritimes ;
- la création d'une flotte nationale de transport maritime ;
- l'ouverture d'un registre international d'immatriculation des navires ;
- le renforcement du cadre institutionnel et juridique ;
- le dragage des voies d'eau intérieures ;
- l'accroissement de la flotte de transport fluvio-lagunaire de personnes et de marchandises ;
- le renforcement de la sécurité et la sûreté dans les espaces maritimes et lagunaires ;
- la poursuite de la construction des arrondissements maritimes ;
- la poursuite de l'équipement des unités opérationnelles en charge de la sécurité et de la sûreté maritimes ;
- le balisage des côtes maritimes et des plans d'eau fluvio-lagunaires ;
- la professionnalisation des transporteurs lagunaires et la formation des pilotes ;
- la formation et le renforcement de capacités du personnel du secteur maritime et lagunaire ;
- la construction du siège et des bases opérationnelles des Affaires Maritimes.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance des Affaires maritimes ;
- le renforcement de la sécurité et de la sûreté maritimes ;
- l'amélioration de l'accès des populations à des services de transport maritimes et fluvio-lagunaire de qualité ;
- la compétitivité et la facilitation des échanges économiques et commerciaux.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration maritime est moderne et performante;
- les conditions d'accès des populations aux services de transport maritime et fluvio-lagunaire durables et de qualité sont améliorées.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre chargé des Affaires Maritimes est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'affaires maritimes.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- promotion, organisation et contrôle du transport maritime et fluvio-lagunaire ;
- initiation, application et contrôle de la réglementation relative à la sécurité et à la sûreté des transports maritime et fluvio-lagunaire ;
- contribution à la formation des Gens de mer et assimilés et de l'ensemble des acteurs du transport maritime et fluvio-lagunaire.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Transport Maritime et Fluvio-lagunaire.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	<ul style="list-style-type: none"> - Cabinet; - Inspection Générale; - Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale (DAJC); - Direction des Affaires Financières et du Patrimoine (DAFP); - Direction des Ressources Humaines (DRH); - Direction de la Planification, des Statistiques, de la Prospective et des Projets (DPSPP) ; - Bureau des Enquêtes de Sécurité et de Prévention des Evénements de Mer (BESPEM); - Service de l'Informatique, de la Documentation et des Archives (SIDA); - Service de la Communication et des Relations Publiques (SCRP) ; - Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) 			
P2 : Transport Maritime et fluvio-lagunaire	<ul style="list-style-type: none"> - Direction Générale des Affaires Economiques Maritimes (DGAEM); - Direction Générale de la Sécurité et de la Sûreté Maritimes (DGSSM) ; - Direction de la Gestion des Carrières et des Affaires Militaires (DGCAM) ; - Direction de l'Intendance et de la Facturation (DIF) ; - Direction de l'Administration des Gens de Mer et de la Réglementation (DAGMR) ; - Direction des Transports Maritimes, des Voies d'Eau Intérieure et de la Plaisance (DTMVEIP) ; - Direction des Registres d'Immatriculation des Navires (DRIN) ; - Centre Principal de Coordination de Sauvetage Maritime (MRCC) ; - Direction de la Police Maritime et de la Logistique Navale (DPMLN) ; - Direction de la Sécurité Maritime et de l'Environnement Marin (DSMEM) ; - Direction de la Sûreté, des Affaires Portuaires et du Domaine (DSAPD) ; - Direction de l'Administration des Services Déconcentrés (DASD) ; - Directions Régionales maritimes (DR : 2) - Arrondissements Maritimes (AM : 8) 	<p>ARSTM (Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer) ;</p> <p>ISMI (Institut de Sécurité Maritime Interrégional)</p> <p>PAA (Port Autonome d'Abidjan) ;</p> <p>PASP (Port Autonome de San Pedro) ;</p> <p>Office Ivoirien des Chargeurs (OIC)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de cinq (05) vedettes maritimes pour la Garde Côtière ivoirienne (DGAMP); - Equiper le centre principal de coordination de sauvetage maritime (MRCC) et les centres secondaires de sauvetage maritime - Construction de classes polyvalentes à l'ARSTM; - Dépenses d'investissement LPSI-Affaires Maritimes ; - Construction et équipement de l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) ; 	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1 .1.1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.1.3 : Services fournis repondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête
OG 2 : Améliorer l'accès des populations à des services de transport maritime et fluvio-lagunaire durables et de qualité	RS 4.1 : les conditions d'accès des populations aux services de transport maritime et fluvio-lagunaire durables et de qualité sont améliorées	IP.2 .1.1 : Taux d'accroissement du nombre d'usagers du transport lagunaire en Côte d'Ivoire	(Nombre de passagers de l'année N - Nombre de passagers de l'année N-1) / Nombre de passagers de l'année N-1 Source : Rapport d'activités/ DPSPP- DGAEM- INS

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	22 313 449 519	24 273 440 039	27 907 383 574
1.1 Ressources Intérieures	9 029 549 519	9 153 331 573	9 580 155 681
1.1.1 Budget Etat	9 029 549 519	9 153 331 573	9 580 155 681
1.1.2 Recettes propres (structures)	0		
1.2 Ressources Extérieures	13 283 900 000	15 120 108 466	18 327 227 893
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	13 283 900 000	15 120 108 466	18 327 227 893
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0		
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0		

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
2. CHARGES	22 313 449 519	24 273 440 039	27 907 383 574
2.1 Personnel	5 241 586 354	5 649 770 277	5 906 583 556
2.1.1 Solde y compris EPN	5 241 586 354	5 649 770 277	5 906 583 556
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 319 112 232	1 404 501 632	1 485 079 447
2.3 Transferts	450 129 108	569 859 664	659 292 678
2.4 Investissement	15 302 621 825	16 649 308 466	19 856 427 893
Trésor	2 018 721 825	1 529 200 000	1 529 200 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	13 283 900 000	15 120 108 466	18 327 227 893

III PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Améliorer la gouvernance du secteur des transports maritimes et fluvio-lagunaires	Proportion de textes élaborés	17 % (12/69)	57% (40/69)	95% (56/69)	100% (69/69)	Nombre de textes élaborés / Nombre de textes prévus pour la couverture des activités Source : Rapport d'activités / Cabinet - DAJCI
	Taux de réalisation des activités	90 %	93%	95%	97%	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées Source : Rapport d'activités / Cabinet - DPSPP
OS 2 : Optimiser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du ministère	Taux de couverture des besoins en formation	25%	75%	90%	100%	Nombre de formations réalisées / Nombre de formations planifiées Source : Rapport d'activités /DRH
	Taux d'exécution du budget	99,61 %	99,70%	99,75%	99,80%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Extrait SIB
OS3 : Améliorer le système d'information et de communication du ministère	Taux de couverture médiatique des activités du ministère	60%	78%	91%	93%	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues Source : Rapport d'activités /SCRIP
	Taux de fréquentation du site web du Ministère	25%	60%	83%	94%	Nombre de visites enregistrées par an/ Nombre de visites attendues par an Source : Rapports d'activités / SCRIP

III.1.2 : Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		5 945 898 586	6 409 986 805	6 713 185 314
	Dépenses de personnel	5 231 586 354	5 640 063 077	5 896 641 784
	Dépenses en biens et services	714 312 232	769 923 728	816 543 530
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21213 Administration générale	5 945 898 586	6 409 986 805	6 713 185 314
2121301 Coordination et animation	358 412 232	378 537 230	395 486 028
2 Biens et services	358 412 232	378 537 230	395 486 028
21213010001 Coordonner les activités du Ministère	89 000 000	97 874 117	105 293 952
21213010002 Prendre en charge les frais liés à la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21213010004 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21213010005 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Cote d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21213010006 Prendre en charge les honoraires des agents sous Convention BNETD	100 000 000	100 000 000	100 000 000
21213010010 Contrôler les services et les structures sous tutelle du Ministère	38 000 000	41 788 951	44 956 968
21213010011 Réaliser les enquêtes de sécurité et suivre les recommandations pour la prévention des événements de mer	21 000 000	23 093 892	24 844 640
21213010012 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du ministère	27 800 000	30 571 917	32 889 571
21213010013 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	17 612 232	18 214 170	18 839 335
21213030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires du ministère	16 000 000	17 595 346	18 929 249
2121302 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	5 532 486 354	5 970 965 572	6 252 629 991
1 Personnel	5 231 586 354	5 640 063 077	5 896 641 784
21213020006 Prendre en Charge les rémunérations des fonctionnaires du du Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Transports chargé des Affaires Maritimes	5 231 586 354	5 640 063 077	5 896 641 784

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21213 Administration générale	5 945 898 586	6 409 986 805	6 713 185 314
2 Biens et services	300 900 000	330 902 495	355 988 207
21213020001 Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des Structures sous tutelle	52 500 000	57 734 733	62 111 600
21213020002 Coordonner la Passation des marchés publics du Ministère et suivre leur exécution	23 000 000	25 293 310	27 210 796
21213020003 Gérer le personnel du Ministère	43 000 000	47 287 495	50 872 359
21213020004 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	150 400 000	165 396 263	177 934 952
21213020005 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	32 000 000	35 190 694	37 858 500
2121303 Information et communication	55 000 000	60 484 003	65 069 295
2 Biens et services	55 000 000	60 484 003	65 069 295
21213030001 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du Ministère	25 000 000	27 492 729	29 576 951
21213030003 Coordonne Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	30 000 000	32 991 274	35 492 344

III. 2. Programme 2 Transport maritime et fluvio-lagunaire

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Transport Maritime et Fluvio-lagunaire						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Accroître la mobilité des personnes et des biens par voies d'eau dans les meilleures conditions de sécurité et de sûreté	Taux d'accroissement annuel du nombre d'utilisateurs du transport lagunaire à Abidjan	8,72% (2020 : 27 288 000)	47,15% (40 155 434)	57,16% (63 108 595)	60,02% (100 990 696)	(Nombre de passagers de l'année N - nombre de passagers de l'année N -1) / Nombre de passagers de l'année N - 1 Source : Rapport d'activités/ DGAEM
	Proportion de navires aux normes de sécurité	82,99 %	85%	90%	100%	Nombre de navires aux normes de sécurité /Nombre de navires répertoriés Source : Rapport d'activités/DGAEM
OS 2 : Accroître la formation des personnels de navigation, de sécurité et de sûreté maritimes	Proportion des personnels de navigation, de sécurité et de sûreté maritime formés	0.34 %	20 %	29 %	45 %	Nombre des personnels formés /Nombre des personnels identifiés Source : Rapport d'activités/DGAEM
	Taux de formations dispensées	18%	8 %	18 %	25%	Nombre de formations dispensées /Nombre de formations prévues Source : Rapport d'activités / DGAEM

III.2. 2 : Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : TRANSPORT MARITIME ET FLUVIO-LAGUNAIRE		16 367 550 933	17 863 453 234	21 194 198 260
	Dépenses de personnel	10 000 000	9 707 200	9 941 772
	Dépenses en biens et services	604 800 000	634 577 904	668 535 917
	Transferts	450 129 108	569 859 664	659 292 678
	Investissements	15 302 621 825	16 649 308 466	19 856 427 893
	<i>Trésor</i>	2 018 721 825	1 529 200 000	1 529 200 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	13 283 900 000	15 120 108 466	18 327 227 893

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22115 Transport maritime et fluvio-lagunaire	16 367 550 933	17 863 453 234	21 194 198 260
2211501 Coordination et suivi des activités de transport, de sécurité, de sûreté et de formation maritimes	1 064 929 108	1 214 144 768	1 337 770 367
1 Personnel	10 000 000	9 707 200	9 941 772
22115010043 Assurer la masse salariale des Affaires Maritimes et Portuaires	10 000 000	9 707 200	9 941 772
2 Biens et services	604 800 000	634 577 904	668 535 917
22115010009 Acquérir les moyens nécessaires à la prise en charge adéquate des marins	14 000 000	15 395 927	16 563 092
22115010021 Mettre en œuvre et suivre la politique sectorielle en matière de promotion et de protection de l'économie bleue (dans le périmètre maritime sous juridiction ivoirienne et voies d'eau intérieure)	25 000 000	27 492 730	29 576 951
22115010022 LPSI -Animer les structures opérationnelles de la DGAMP (centre SAR; points de contact ISPS; Unités de plongée; Police balnéaire; Inspection technique des navires; Police Maritime; Arrondissements Maritimes)	305 500 000	305 434 951	314 440 648
22115010025 Contrôler et vérifier la conformité des navires, installations portuaires et plates formes offshore ivoiriens aux normes de sûreté du code ISPS	14 000 000	15 395 927	16 563 095
22115010028 Contrôler les engins nautiques dans le cadre de la sécurité de la Navigation	12 000 000	13 196 511	14 196 937
22115010034 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Adiake)	17 000 000	18 695 056	20 112 327
22115010035 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (GRAND LAHOU)	12 000 000	13 196 510	14 196 938
22115010036 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local(JACQUEVILLE)	12 000 000	13 196 509	14 196 938
22115010037 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (SAN PEDRO)	17 000 000	18 695 056	20 112 327
22115010038 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local(TABOU)	12 000 000	13 196 510	14 196 938
22115010039 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (GRAND BASSAM)	17 000 000	18 695 056	20 112 327

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22115 Transport maritime et fluvio-lagunaire	16 367 550 933	17 863 453 234	21 194 198 260
22115010040 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local(ABIDJAN)	11 250 000	12 371 727	13 309 630
22115010042 Contrôler les activités des auxiliaires du transport maritime	14 000 000	15 395 929	16 563 092
22115010048 Gérer les registres d'immatriculation des navires	9 000 000	9 897 383	10 647 702
22115010049 Mettre en œuvre la politique sectorielle de sécurité et de sûreté maritimes	26 000 000	28 592 436	30 760 029
22115010050 Coordonner les activités de sauvetage maritime et lagunaire en Côte d'Ivoire et dans la zone UEMOA	23 000 000	25 293 311	27 210 795
22115010051 Rechercher et prévenir les actes illicites contre les navires marchands, le pillage des ressources maritimes, l'immigration clandestine et la pollution marine	12 000 000	13 196 512	14 196 936
22115010052 Coordonner les activités des services déconcentrés	8 750 000	9 622 455	10 351 934
22115010053 Suivre la mise en œuvre de la politique maritime dans la région Maritime Est	7 000 000	7 697 965	8 281 546
22115010054 Suivre la mise en œuvre de la politique maritime dans la région Maritime Ouest	7 000 000	7 697 965	8 281 546
22115010055 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (SASSANDRA)	11 300 000	12 426 713	13 368 784
22115010057 Gérer la carrière du personnel paramilitaire des Affaires Maritimes	9 000 000	9 897 383	10 647 703
22115010058 Gérer le fonds des produits divers et le stock de matériels techniques militaires des Affaires Maritimes	9 000 000	9 897 382	10 647 702
3 Transferts	450 129 108	569 859 664	659 292 678
22115010031 Mettre en œuvre la politique de renforcement des capacités en matière de sécurité maritime Interrégional	34 000 000	43 043 714	49 798 937
22115010033 Former les acteurs et artisans du transport maritime et Fluvio lagunaire	416 129 108	526 815 950	609 493 741
2211502 Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements techniques de sécurité et de sûreté maritime	1 489 521 825	1 000 000 000	1 000 000 000
4 Investissements	1 489 521 825	1 000 000 000	1 000 000 000
Trésor	1 489 521 825	1 000 000 000	1 000 000 000
22115020016 Dépenses d'investissement IPSI - affaires maritimes et portuaire	1 489 521 825	1 000 000 000	1 000 000 000
2211503 Renforcement des capacités didactiques et opérationnelles des structures de formation maritime	908 400 000	1 125 413 608	1 133 725 069
4 Investissements	908 400 000	1 125 413 608	1 133 725 069
Trésor	529 200 000	529 200 000	529 200 000
22115030003 Construction et équipement de l'institut de sécurité maritime interrégionale (ismi)	379 200 000	379 200 000	379 200 000
22115030004 Construction de classes polyvalentes a l'arstm	150 000 000	150 000 000	150 000 000
Financement extérieur	379 200 000	596 213 608	604 525 069
22115030003 Construction et équipement de l'institut de sécurité maritime interrégionale (ismi)	379 200 000	596 213 608	604 525 069
2211504 Réhabilitation et développement des infrastructures et services portuaires	12 904 700 000	14 523 894 858	17 722 702 824
4 Investissements	12 904 700 000	14 523 894 858	17 722 702 824
Financement extérieur	12 904 700 000	14 523 894 858	17 722 702 824
22115040001 Construction du Poste Céréaliier du Port Autonome d'Abidjan	12 904 700 000	14 523 894 858	17 722 702 824

SECTION 342 : MINISTERE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE L'INNOVATION DU SERVICE PUBLIC

SECTION 342 : MINISTÈRE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE L'INNOVATION DU SERVICE PUBLIC

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faible prise en compte de la satisfaction de l'utilisateur client ;
- la forte concentration de l'administration à Abidjan ;
- le relâchement des valeurs d'éthique et de déontologie dans l'administration publique ;
- la complexité des procédures administratives et la lenteur dans la production des actes administratifs ;
- l'insuffisance de systèmes d'archivage et de statistique ;
- l'absence de redevabilité et d'imputabilité ;
- la persistance de la fraude et de la corruption ;
- la faible promotion de l'utilisation de la technologie de l'information et de la communication ;
- la récurrence des déplacements des citoyens vers les grandes villes pour des démarches administratives ;
- les difficultés d'effectuer des appels téléphoniques et d'accéder à internet pour certaines administrations entraînent une insuffisance de productivité ;
- la faible interconnexion des différentes entités administratives ;
- l'insuffisance d'équipements TIC dans les administrations et la méconnaissance de leur utilité ;
- l'absence de données fiables et centralisées.

I.1.2. Réponses apportées

- la mise en place de l'e-démarche administrative ;
- la mise en place de la Commission Nationale de la Modernisation de l'Administration (CNMA) ;
- la mise en place de l'Observatoire du Service Public (OSEP) ;
- le profilage et la codification des postes de travail au sein du ministère ;
- la mise en place du Programme National d'Appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME) ;
- l'élaboration de la Politique Nationale d'Informatisation de l'Administration ;
- l'élaboration du Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration Publique ;
- l'interconnexion des services du ministère par voie sur IP.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite de la dématérialisation des procédures administratives ;
- la déconcentration des services publics ;
- l'amélioration du système de management de la qualité (SMQ) ;
- la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration (CSMA) ;
- la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Informatisation de l'Administration publique (PNI) ;
- l'interconnexion des sites de l'administration ;
- l'harmonisation des procédures et des méthodes ;
- la simplification des procédures et des méthodes ;
- l'organisation des Consultations Régionales sur la Modernisation de l'Administration Publique ;

- la poursuite de l'implantation de la « Maison du Citoyen » dans d'autres localités ;
- le renforcement du dispositif opérationnel de l'Observatoire du Service Public (OSEP) ;
- l'élaboration de la Charte d'Accueil ;
- l'opérationnalisation des équipes-projet des ministères techniques et institutions de la République dans le cadre du projet « MILIÉ » ;
- l'opérationnalisation du programme national pour la promotion et la vulgarisation du label qualité dans l'administration publique ;
- la mobilisation des ressources pour financer les projets ;
- la mutualisation des compétences et des moyens ;
- la capitalisation des meilleures pratiques de modernisation et d'innovation des ministères et institutions de la République ;
- la formation des femmes et des hommes ;
- la gestion des Data Centers ;
- la sécurité informatique ;
- la poursuite du profilage et la codification des postes de travail de l'administration centrale.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la recherche de l'efficacité à travers la création, l'organisation des services publics et la valorisation des ressources humaines de l'État ;
- le renforcement du cadre de coordination et de suivi-évaluation des initiatives de modernisation mises en œuvre dans les ministères et institutions de l'Etat ;
- la recherche de la transparence et de la célérité dans le traitement des documents administratifs ;
- la moralisation de l'administration à travers le renforcement de la déontologie et de l'éthique.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est renforcée ;
- une administration moderne et compétitive est mise en place.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public.

À ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- coordination, au niveau interministériel, des travaux conduits par les administrateurs en vue de moderniser l'action de l'Administration publique, notamment afin d'améliorer le fonctionnement des services déconcentrés de l'État et le service rendu aux usagers du service public ;
- participation à la mise en œuvre de la politique d'informatisation de l'Administration ;
- simplification des relations entre les usagers et les administrations de l'État, et entre celles-ci et les autres autorités administratives ;
- promotion de la transparence dans la gestion publique ;
- adaptation de la formation à l'évolution des missions de l'Administration ;
- élaboration de la politique d'informatisation de l'Administration ;
- élaboration de propositions permettant d'assurer l'adaptation des services déconcentrés des administrations de l'État au développement de la décentralisation ;
- études sur les mutations de l'Administration notamment en matière de formation et de moralisation ;
- renforcement du suivi-évaluation et de l'imputabilité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet du Ministre, IG, DAF, DRH, DSI, DPSE, DAJC,			
Programme 2 : Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public.	DGIMA, DMOA, DTDAl, DSGAE, OSEP, PRIME		E-Démarche administrative ; Profilage et codification des postes dans l'Administration publique ; Étude de l'interconnexion des Institutions et Départements Ministériels en VOIP. (Phase pilote) Projet de système de production de données statistiques de modernisation de l'Administration Publique	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Renforcer la gouvernance du ministère	RS 1 : la gouvernance du ministère est renforcée	IP 1 : Taux de réalisation des stratégies	Nombre de stratégies réalisées / Nombre total de stratégies prévues Source : Rapports d'activités CABINET/DPSE
OG 2 : Améliorer la mise en œuvre des actions de modernisation de l'Administration et d'innovation du Service Public	RS 2 : une administration moderne et compétitive est mise en place	IP 2: Taux de réalisation des actions de modernisation de l'Administration et d'innovation du service public	Nombre d'actions de modernisation de l'Administration et d'innovation du service public réalisées / Nombre d'actions de modernisation de l'Administration et d'innovation du service public prévues Source : Rapports d'activités DGIMA / DPSE

II.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	4 381 987 262	4 861 242 265	5 019 731 022
1.1 Ressources Intérieures	3 381 987 262	3 288 948 995	3 425 519 343
1.1.1 Budget Etat	3 381 987 262	3 288 948 995	3 425 519 343
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	1 000 000 000	1 572 293 270	1 594 211 679
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	1 000 000 000	1 572 293 270	1 594 211 679
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	4 381 987 262	4 861 242 265	5 019 731 022
2.1 Personnel	990 611 333	1 067 957 217	1 116 540 908
2.1.1 Solde y compris EPN	990 611 333	1 067 957 217	1 116 540 908
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 336 229 525	1 440 385 374	1 528 372 031
2.3 Transferts et subventions	80 606 404	80 606 404	80 606 404
2.4 Investissement	1 974 540 000	2 272 293 270	2 294 211 679
Trésor	974 540 000	700 000 000	700 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	1 000 000 000	1 572 293 270	1 594 211 679

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la coordination et le cadre institutionnel du Ministère	Taux de réalisations des réunions de coordination	80%	90%	90%	90%	(Nombre de réunions de cabinet tenues / Nombre de réunions de cabinet prévues) x 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions	70%	80%	80%	80%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités prévues) x 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
OS2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du ministère	Taux de satisfaction des besoins exprimés en ressources humaines	45%	50%	60%	70%	(Besoins en ressources humaines satisfaits / Besoins en ressources humaines exprimés) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de réalisation du plan de formation	40%	50%	60%	70%	(Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues) x 100 Source : Rapport de formation DRH
	Taux d'exécution du budget	75%	80%	80%	80%	(Budget ordonnancé / Budget voté) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux de satisfaction des besoins en ressources matérielles	40%	50%	60%	70%	(Nombre de besoins satisfaits en ressources matérielles / Nombre total de besoins exprimés en ressources matérielles) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
OS3 : Améliorer le système de planification, d'information et de communication du ministère	Taux d'exécution des activités statistiques planifiées	70%	80%	85%	90%	(Nombre d'activités statistiques exécutées / nombres total d'activités statistiques planifiées) x 100 Source : Rapport d'activités DPSE
	Taux d'exécution des activités informatiques planifiées	60%	70%	80%	90%	(Nombre d'activités informatiques exécutées / nombres total d'activités informatiques planifiées) x 100 Source : Rapport d'activités DSI
	Taux de couverture médiatiques des activités du ministère	50%	80%	80%	80%	(Nombre d'activités couvertes / Nombre total d'activités planifiées) x 100 Source : Rapport d'activités Cabinet

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		2 210 800 262	2 367 709 020	2 483 716 679
	Dépenses de personnel	990 611 333	1 067 957 217	1 116 540 908
	Dépenses en biens et services	1 089 582 525	1 169 145 399	1 236 569 367
	Transferts	80 606 404	80 606 404	80 606 404
	Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
	<i>Trésor</i>	50 000 000	50 000 000	50 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21065 Administration Générale	2 210 800 262	2 367 709 020	2 483 716 679
2106501 Coordination et animation du ministère	286 949 860	310 575 938	330 330 195
2 Biens et services	236 949 860	260 575 938	280 330 195
21065010004 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21065010005 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	183 449 860	201 741 497	217 035 517
21065010006 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministères	26 500 000	29 142 293	31 351 569
21065010007 Apporter un appui juridique aux services du ministère	23 000 000	25 293 311	27 210 796
4 Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
Trésor	50 000 000	50 000 000	50 000 000
21065010010 Réhabilitation et équipement de bâtiments administratifs	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21065010011 Mise en œuvre du "MILIE"	30 000 000	30 000 000	30 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21065 Administration Générale	2 210 800 262	2 367 709 020	2 483 716 679
2106502 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles du ministère	1 865 550 402	1 993 020 037	2 084 413 029
1 Personnel	990 611 333	1 067 957 217	1 116 540 908
21065020003 Prendre en charge les salaires de l'Administration	990 611 333	1 067 957 217	1 116 540 908
2 Biens et services	794 332 665	844 456 416	887 265 717
21065020001 Gérer les ressources humaines du Ministère	48 500 000	53 335 896	57 379 288
21065020005 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21065020007 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la Régie Convention BNETD	146 172 255	146 172 255	146 172 255
21065020011 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21065020012 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	130 032 036	134 476 179	139 091 805
21065020013 Gérer les ressources financières du Ministère	65 000 000	71 481 096	76 900 078
21065020014 Prendre en charge les dépenses centralisées du ministère	311 628 374	342 700 587	368 680 713
21065020016 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	28 000 000	30 791 857	33 126 188
21065020019 Gérer la commande publique	5 000 000	5 498 546	5 915 390
3 Transferts	80 606 404	80 606 404	80 606 404
21065020018 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	80 606 404	80 606 404	80 606 404
2106503 Planification, programmation et suivi-évaluation	34 000 000	37 390 112	40 224 657
2 Biens et services	34 000 000	37 390 112	40 224 657
21065030003 Organiser la planification générale, suivre et évaluer les activités du ministère	34 000 000	37 390 112	40 224 657
2106504 Gestion du système d'information	24 300 000	26 722 933	28 748 798
2 Biens et services	24 300 000	26 722 933	28 748 798
21065040003 Organiser les systèmes d'information du ministère	24 300 000	26 722 933	28 748 798

III.2. Programme 2 : Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public

III.2.1 Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			méthode de calcul et moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la coordination des activités du programme	Taux de réalisation des activités du plan d'actions	50%	70%	80%	90%	(Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DGIMA
	Nombre de « Maisons Citoyens opérationnelles »	-	10	25	40	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIMA
OS 2 : Renforcer le système d'information et le développement du numérique du service public	Nombre de ministères ciblés ayant des postes de travail profilés et codifiés	-	2	3	2	Dénombrement Source : Rapport d'activités DMOA
	Nombre de structures orientées citoyen disposant d'un Système de Management de la Qualité	-	1	2	3	Dénombrement Source : Rapports d'activités DGIMA/DSGAE
	Nombre de structures ayant mis en place un dispositif d'accueil	-	1	2	3	Dénombrement Source : Rapports d'activités DGIMA/DSGAE
	Nombre de structures disposant d'un label qualité	-	5	10	20	Dénombrement Source : Rapports d'activités DGIMA/DSGAE
	Proportion de procédures dématérialisées accessibles en ligne	12%	12%	22%	100%	(Nombre de procédures dématérialisées accessibles en ligne / Nombre total de procédures à dématérialisées prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DSGAE
	Proportions des services publics dont les procédures sont en ligne	-	17%	50%	100%	(Nombre de services dont les procédures sont en ligne / Nombre de services ciblés) x 100 Source : Rapport d'activités DSGAE
OS 3 : Améliorer l'accès des usagers-clients aux informations et aux services publics	Proportion des requêtes traitées	95%	100%	100%	100%	(Nombre de requêtes traitées / Nombre de requêtes enregistrées) x 100 Source : Rapport d'activités OSEP
	Nombre d'enquêtes de satisfaction des usagers-clients du Service Public réalisées	-	2	2	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités OSEP

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION		2 171 187 000	2 493 533 245	2 536 014 343
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	246 647 000	271 239 975	291 802 664
	Transferts	0	0	0
	Investissements	1 924 540 000	2 222 293 270	2 244 211 679
	<i>Trésor</i>	924 540 000	650 000 000	650 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	1 000 000 000	1 572 293 270	1 594 211 679

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22066 Modernisation de l'Administration	2 171 187 000	2 493 533 245	2 536 014 343
2206601 Développement de l'e-administration	1 654 640 000	2 106 391 609	2 131 653 111
2 Biens et services	40 100 000	44 098 339	47 441 432
22066010003 Mettre en œuvre la politique nationale d'informatisation de l'Administration	40 100 000	44 098 339	47 441 432
4 Investissements	1 614 540 000	2 062 293 270	2 084 211 679
Trésor	614 540 000	490 000 000	490 000 000
22066010001 Projet E-démarche Administrative	240 000 000	240 000 000	240 000 000
22066010004 Gérer le Programme National d'Appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME)	374 540 000	250 000 000	250 000 000
Financement extérieur	1 000 000 000	1 572 293 270	1 594 211 679
22066010004 Gérer le Programme National d'Appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME)	1 000 000 000	1 572 293 270	1 594 211 679
2206602 Renforcement de la politique de modernisation de l'administration	153 047 000	168 307 193	181 066 556
2 Biens et services	153 047 000	168 307 193	181 066 556
22066020001 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie de Modernisation de l'Administration	22 400 000	24 633 486	26 500 949
22066020005 Faire la promotion de l'Observatoire du Service Public	130 647 000	143 673 707	154 565 607

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22066 Modernisation de l'Administration	2 171 187 000	2 493 533 245	2 536 014 343
2206603 Rationalisation de la création, de l'organisation des services de l'administration centrale et simplification des procédures administratives	327 000 000	178 695 057	180 112 326
2 Biens et services	17 000 000	18 695 057	20 112 326
22066030004 Élaborer et faire appliquer les normes de création et de gestion des structures publiques déconcentrées	17 000 000	18 695 057	20 112 326
4 Investissements	310 000 000	160 000 000	160 000 000
Trésor	310 000 000	160 000 000	160 000 000
22066030005 Projet de profilage et de codification des postes de travail dans l'Administration Publique	160 000 000	160 000 000	160 000 000
22066030006 Mise en œuvre de la maison du citoyen (Gbondala) dans 05 chefs-lieux de départements	150 000 000		
2206604 Mise en place d'un système de management de la qualité (SMQ) dans les administrations publiques et parapubliques	36 500 000	40 139 386	43 182 350
2 Biens et services	36 500 000	40 139 386	43 182 350
22066040002 Promouvoir l'éthique et la déontologie dans l'Administration publique	36 500 000	40 139 386	43 182 350

SECTION 343 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

SECTION 343 : MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la perte de la diversité biologique ;
- la perte du patrimoine forestier (le couvert forestier qui était de 12 millions d'ha en 1960 est passé à 3,427 millions d'ha en 2016) ;
- les techniques de cultures itinérantes sur brûlis ;
- les prélèvements de bois de chauffe ;
- le braconnage ;
- la mauvaise pratique des feux de brousse ;
- la transhumance ;
- l'exploitation minière clandestine ;
- les produits prohibés pour la pêche ;
- la pollution des milieux marins et lagunaires ;
- les infiltrations et les activités anthropiques dans les aires protégées ;
- la destruction des habitats naturels (ex. mangroves) ;
- l'appauvrissement des terres fertiles ;
- la pollution des eaux de surface ;
- la pollution de l'air dans les grandes agglomérations comme Abidjan et les effets de plus en plus accentués des changements climatiques ;
- l'extraction artisanale d'or et de diamants ;
- l'insuffisance des stations de mesure de la qualité des matrices environnementales (eau, air, sol) ;
- l'absence d'un cadre de concertation pour une prise de décision concertée et rapide de gestion environnementale ;
- l'absence d'une fiscalité environnementale incitative.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption de plusieurs lois notamment la loi n°2016-553 du 26 juillet 2016 sur le Régime de la Biosécurité et la prise de plusieurs décrets dont le décret n° 2017-125 du 22 février 2017 relatif à la qualité de l'air ;
- l'adhésion à plusieurs conventions et mécanismes, à savoir l'Initiative Mondiale sur le Méthane (Global Méthane Initiative-GMI), l'Institut Mondial pour la Croissance Verte (Global Green Growth Institute-GGGI), la convention cadre des Nations unies sur le changement climatique et l'Accord de Paris sur le climat ;
- la création d'une base de données des pesticides ;
- l'obtention du retrait du Parc National de la Comoé de la liste rouge du patrimoine en péril de l'UNESCO ;
- la redéfinition des limites des Parcs Nationaux de la Comoé, de Taï, du Mont Sangbé, des Iles Ehotilé et du Banco, des Réserves naturelles du N'Zo, de Lamto et du Mont Nimba ;
- la création d'une réserve volontaire du N'Zi River Lodge et du comité de gestion locale des réserves naturelles et parcs ;
- la construction d'un poste de surveillance pour la réserve naturelle du Mont Nimba ;
- l'entretien manuel de 320,5 km de pistes intérieures, 763 km de limite conventionnelles, le reprofilage de 12,5 km de limite de l'implantation de 66 bornes de matérialisation de limites dans les parcs nationaux de la Comoé et de Taï ;
- l'aménagement à des fins de régénération naturelle de 219 ha au Parc national du Mont Péko ;

- la mise en ligne d'un Géo-portail pour le renforcement du système de gestion de l'information environnementale et pour le développement de la zone côtière ;
- l'acquisition et l'installation de six (06) stations agro climatiques dans les régions de la Bagoué, du Poro, de l'Iffou et du Bélier ;
- la signature des premiers contrats de Paiements pour Services Environnementaux (PSE) avec 200 producteurs dans le cadre du projet pilote PSE;
- la création de cinq (5) programmes prioritaires couvrant les domaines suivants :
 - atténuation et adaptation au changement climatique ;
 - gestion des ressources naturelles ;
 - gestion du littoral côtier ;
 - gestion du couvert forestier ;
 - gestion des produits chimiques;
- l'aménagement des jardins botaniques et parcs zoologiques en liaison avec les collectivités décentralisées ;
- le démarrage de la mise en place d'une fiscalité environnementale incitative ;
- l'accroissement de l'effectif du ministère avec la mise à disposition par la Fonction Publique de nouveaux agents spécialisés en environnement.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'environnement et du développement durable ;
- la poursuite des actions de sensibilisation des populations en matière de protection de l'environnement ;
- la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national conformément à l'accord de Paris ;
- l'aménagement et la protection des zones côtières pour une résilience des populations et des biens contre les risques littoraux et les changements climatiques ;
- le renforcement de la lutte contre les effets du changement climatique ;
- le renforcement de la préservation de la biodiversité ;
- la promotion des filières vertes et le développement durable ;
- le renforcement des capacités techniques de mesures des matrices environnementales ;
- l'élaboration et la vulgarisation de la Stratégie Nationale de l'Economie Circulaire (SNEC) ;
- la poursuite des activités de surveillances, de suivi-écologique et d'aménagement des Parcs et Réserves ;
- la promotion de l'écotourisme ;
- le renforcement des moyens de suivi et du contrôle des déchets industriels et dangereux de tous ordres.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'environnement ;
- le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur forestier ;
- la poursuite des actions de sensibilisation des populations en matière de protection de l'environnement ;
- la reconstitution du patrimoine forestier et la stabilisation du couvert à la norme internationale ;
- le renforcement de la capacité du Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL) en laboratoires et équipements ;
- le renforcement de la lutte contre l'érosion côtière ;
- le renforcement de la lutte contre les effets du changement climatique ;
- le renforcement de la préservation de la biodiversité ;
- le renforcement des filières vertes et le développement durable ;
- le renforcement de la protection durable de l'environnement ;
- le renforcement de la gestion des risques de catastrophe ;

- la mise en place des systèmes d'alerte précoce multirisques et un cadre approprié pour le Partenariat Public-Privé ;
- la contribution et l'investissement dans les technologies et les pratiques pauvres en carbone.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée;
- un environnement sain est préservé dans le respect des principes du développement durable.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Protection de l'Environnement et de Développement Durable.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Environnement :

- planification et contrôle de la politique en matière d'environnement : évaluations, études et plans ;
- mise en œuvre du Code de l'Environnement et de la législation en matière de protection de la nature et de l'environnement ;
- mise en œuvre du Code de l'Environnement et de la législation en matière de Protection de l'environnement, en liaison avec le Ministre chargé des Eaux et Forêts ;
- gestion et suivi des projets financés par le Fonds pour l'Environnement Mondial, en abrégé FEM, et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, en abrégé PNUE ;
- mise en valeur des services environnementaux du réseau des parcs nationaux et réserves naturelles, en liaison avec les Ministres chargés du Tourisme et des Eaux et Forêts ;
- protection et mise en valeur des écosystèmes aquatiques, fluviaux, lagunaires et littoraux et des zones humides ;
- gestion des parcs nationaux et réserves naturelles en liaison avec le Ministre chargé des Eaux et Forêts ;
- contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- coordination de la gestion des risques naturels majeurs ;
- information, éducation et sensibilisation dans le domaine de l'environnement en liaison avec les Ministres chargés de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Communication ;
- renforcement des moyens de suivi et du contrôle des déchets industriels ;
- participation au contrôle du fonctionnement des réseaux d'assainissement et de drainage, en liaison avec le Ministre chargé de l'Assainissement et de la Salubrité ;
- participation à l'élaboration des politiques d'assainissement et de drainage, en liaison avec le Ministre chargé de l'Assainissement et de la Salubrité ;
- supervision et suivi de la gestion des déchets industriels, agricoles, toxiques ou dangereux.

En matière de Développement Durable

- élaboration et mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Développement Durable ;
- préparation et mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de développement et de promotion des technologies vertes participant à l'amélioration de la qualité de l'environnement par la réduction des rejets toxiques dans l'eau, l'air et le sol ainsi qu'à la diminution de la consommation énergétique ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique ;
- promotion d'une gestion durable des ressources rares ;
- participation aux négociations internationales sur le climat ;
- contrôle de l'intégration des objectifs de développement durable dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques conduites par le Gouvernement ainsi que de leur évaluation environnementale ;
- contribution au développement de la politique destinée à associer les citoyens à la détermination des choix concernant les projets ayant une incidence importante sur l'environnement ;
- contribution au développement de l'éducation, de la formation et de l'information des citoyens en matière d'environnement ;
- élaboration, animation et coordination de la politique de protection de la biodiversité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Environnement et Développement Durable.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet; IG ; DAF ; DRH ; DEPS ; DAJC ; CPP ; SC ; SCI ; DID ; CPMP ; DRE		-Mise en place d'un système d'information environnementale	
Programme 2 : Environnement et Développement Durable	DGE ; DEPN ; DQEPR ; DDISC ; DLCC ; DGDD ; DPSDD ; DPEDD. DEVRSO ; DEPR ; CNDD	ANDE ; CIAPOL ; OIPR	<p>- Gestion intégrée des aires protégées en Côte d'Ivoire avec pour site pilote le Parc National du Banco ;</p> <p>- Projet de conservation du Parc National de la Comoé ;</p> <p>- Projet de conservation biodiversité/ complexe Parc National de Taï- forêt de Grébo-Sapo ;</p> <p>- Projet de gestion des pesticides obsolètes en Côte d'Ivoire (PROGEP-CI) ;</p> <p>- Projet de préparation de la Côte d'Ivoire à l'accès aux financements climatiques ;</p> <p>-NDC support programme en Côte d'Ivoire ;</p> <p>-Projet d'Investissement Forestier (PIF) ;</p> <p>-Projet d'appui à la préparation au mécanisme REDD+,</p> <p>- Projet activités Habilitantes pour la préparation du 2ème rapport biennal actualisé (BUR2 en anglais) sous la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ;</p> <p>-Projet activités Habilitantes pour la préparation de la 4ème communication nationale sous la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ;</p> <p>- Projet d'amélioration du système de transparence pour une action climatique renforcée en Côte d'Ivoire (CBIT-FEM) ;</p> <p>-Lutte contre la Pollution Marine Lagunaire et Hydrocarbure ;</p> <p>-Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA) ;</p> <p>-Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification du développement en Côte d'Ivoire (NAP-GCF) ;</p> <p>- Filière agricole durable de C.I (FADCI) - MINEDD / 2ème C2D,</p> <p>- Filière agricole durable de C.I (FADCI) – Parcs et Réserves C2D,</p> <p>-Projet d'appui à la mise en œuvre des CDN dans les secteurs des déchets</p>	<p>Développement économique rural et biodiversité en Côte d'Ivoire : renforcement de la connectivité écologique dans le Complexe forestier TAI - GREBO - SAPO entre la Côte d'Ivoire et le Libéria _TGS_GIZ</p> <p>Lutte contre l'orpaillage clandestin et l'utilisation des POPs dans la région du DENGUELE</p> <p>Mise à l'échelle de systèmes alimentaires à base de CACAO, utilisation des sols et restauration innovations transformatrices en Côte d'Ivoire_ SCOLUR - CI</p> <p>Production industrielle durable dans le manioc et d'autres secteurs agroalimentaires grâce à l'utilisation d'applications d'énergie renouvelable et de technologies à faible émission de carbone</p> <p>Programme d'approche de durabilité et de mise à l'échelle pour la gestion de la transformation, la restauration et la conservation des forêts, des paysages et la biodiversité en Côte d'Ivoire (en anglais SSATMARC - FOLAB)</p> <p>Projet de gestion écologiquement rationnelle des émissions involontaires de polluants organiques persistant</p> <p>Protection du paysage du mont Denguélé et lutte contre les feux de brousse provoqués par les récoltes traditionnelles de miel, à base de feu.</p> <p>Soutien à la préparation des quatrièmes rapports nationaux sur la biosécurité</p> <p>Transport intégré, durable et faible émission en côte d'Ivoire</p> <p>Projet d'amélioration de la résilience des coopératives agricoles de San-Pedro ;</p> <p>--Projet transparent Monitoring ;</p> <p>--Approche de durabilité et de mise à l'échelle de la transformation de la gestion, de la restauration et de la conservation des paysages forestiers et la biodiversité en Côte d'Ivoire ;</p> <p>-Gestion des émissions non intentionnelles des polluants organiques persistants et des polybromodiphényléthers (PBDE) des déchets industriels en Côte d'Ivoire, (UPOP-CI) ;</p>

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du ministère	RS 1 : La gouvernance du ministère est améliorée	IP 1.1 : Nombre de réformes adoptées et appliquées en matière d'environnement	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJC
OG 2 : Préserver l'environnement et promouvoir le développement durable dans tout le corps social	RS 2 : Un environnement sain est préservé dans le respect des principes du développement durable	IP 2.1 : Taux d'émission des gaz à effet de serre	Etude ; Enquête ; Données administratives Source : Rapport d'activités DLCC /WDI / CIAPOL / SODEXAM
		IP 2.2 : Qualité de l'air	
		IP 2.3 : Température moyenne annuelle	
		IP 2.4 : Taux de la couverture forestière	

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	20 168 494 570	24 017 238 411	25 703 239 521
1.1 Ressources Intérieures	8 983 498 710	8 786 601 477	9 130 485 261
1.1.1 Budget Etat	8 983 498 710	8 786 601 477	9 130 485 261
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	11 184 995 860	15 230 636 934	16 572 754 260
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	11 184 995 860	15 230 636 934	16 572 754 260
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	20 168 494 570	24 017 238 411	25 703 239 521
2.1 Personnel	5 377 297 616	5 437 615 845	5 551 906 018
2.1.1 Solde y compris EPN	5 377 297 616	5 437 615 845	5 551 906 018
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 431 799 483	1 332 044 030	1 417 734 050
2.3 Transferts et subventions	724 287 279	916 941 602	1 060 845 193
2.4 Investissement	12 635 110 192	16 330 636 934	17 672 754 260
Trésor	1 450 114 332	1 100 000 000	1 100 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	11 184 995 860	15 230 636 934	16 572 754 260

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre de coordination et le fonctionnement des structures	Taux des activités réalisées	60%	80%	90%	100%	(Nombre d'activités réalisées/Nombre total d'activités programmées par les structures) x100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Proportion de lois et décrets soumis	20%	30%	40%	50%	(Nombre de lois et de décrets soumis /nombre de lois et décrets prévus) x100 Source : Rapports d'activités Cabinet / DAJC
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion d'agents techniques disposant d'un ordinateur de service	40%	60%	70%	80%	(Nombre d'ordinateurs de service / Effectif technique du ministère) x100 Source : Rapports d'activités DID/ DAF/DRH
	Taux d'exécution du budget	70%	80%	90%	100%	(Mandat ordonnancé / Budget voté) x100 Source : Rapport d'activités DAF
OS 3 : Améliorer le système de planification et de suivi évaluation	Proportion de documents de suivi évaluation élaborés	80%	90%	100%	100%	(Nombre de documents de suivi évaluation élaborées/ Nombre de documents de suivi évaluation prévus) x100 Source : Rapport d'activités DEPS
	Proportion des indicateurs environnementaux mis à jour	60%	90%	95%	100%	(Nombre d'indicateurs actualisés / Nombre d'indicateurs prévus) x100 Source : Rapport d'activités DEPS

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	2 631 384 913	2 690 943 523	2 829 314 538
Dépenses de personnel	1 354 516 430	1 460 275 639	1 526 706 746
Dépenses en biens et services	1 196 868 483	1 150 667 884	1 222 607 792
Transferts	0	0	0
Investissements	80 000 000	80 000 000	80 000 000
Trésor	80 000 000	80 000 000	80 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21079 Administration Générale	2 631 384 913	2 690 943 523	2 829 314 538
2107901 Coordination et animation	1 049 629 941	996 579 464	1 062 792 053
2 Biens et services	1 049 629 941	996 579 464	1 062 792 053
21079010056 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'ABENGOUROU	5 500 000	4 948 692	5 323 852
21079010057 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'AGBOVILLE	5 500 000	4 948 693	5 323 852
21079010058 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de SOUBRE	7 100 000	4 948 692	5 323 851
21079010059 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BOUAKE	4 500 000	4 948 692	5 323 852
21079010061 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BOUNA	6 400 000	4 948 692	5 323 852
21079010063 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'ADZOPE	6 500 000	4 948 693	5 323 850
21079010064 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de MAN	4 500 000	4 948 693	5 323 853
21079010065 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de MINIGNAN	6 500 000	4 948 693	5 323 851
21079010067 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de KORHOGO	7 080 000	4 948 692	5 323 851
21079010068 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DIMBOKRO	8 100 000	4 948 692	5 323 852
21079010070 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de GUIGLO	6 500 000	4 948 693	5 323 851
21079010072 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de SAN PEDRO	7 100 000	4 948 692	5 323 850
21079010073 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de KATIOLA	7 000 000	4 948 692	5 323 852
21079010075 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'ABOISSO	7 000 000	4 948 693	5 323 851
21079010076 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'ABIDJAN	4 900 000	5 388 576	5 797 083
21079010079 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BOUAFLE	6 500 000	4 948 693	5 323 852
21079010081 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BONGOUANOU	4 500 000	4 948 692	5 323 853
21079010084 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DABOU	5 250 000	5 773 474	6 211 160
21079010085 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DALOA	6 900 000	4 948 693	5 323 849
21079010086 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de FERKESSEDOUGOU	6 500 000	4 948 693	5 323 851
21079010087 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de GAGNOA	7 500 000	4 948 692	5 323 850
21079010088 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de TOUBA	7 800 000	4 948 693	5 323 852
21079010089 Prendre en charges les frais de fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21079010091 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DIVO	5 900 000	4 948 691	5 323 853
21079010093 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DUEKOUÉ	6 500 000	4 948 693	5 323 851
21079010094 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de TOUMODI	6 524 000	4 948 690	5 323 853
21079010098 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de YAMOISSOUKRO	7 100 000	4 948 690	5 323 851

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21079 Administration Générale	2 631 384 913	2 690 943 523	2 829 314 538
21079010100 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de DAOUKRO	4 500 000	4 948 692	5 323 851
21079010104 Mettre en œuvre la politique du Ministère en matière d'Environnement et de Développement Durable au niveau de la DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT SASSANDRA	7 100 000	4 948 692	5 323 850
21079010105 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de MANKONO	6 000 000	4 948 694	5 323 854
21079010106 Coordonner les actions des Programmes, Projets et Conventions	7 000 000	7 697 966	8 281 547
21079010108 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région d'ODIENNE	7 600 000	4 948 693	5 323 851
21079010109 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de SEGUELA	7 600 000	4 948 693	5 323 852
21079010112 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de BONDOUKOU	6 720 000	4 948 692	5 323 852
21079010117 Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	74 523 941	77 070 967	79 716 275
21079010118 Participer aux activités de développement et de renforcement de la coopération internationale	4 800 000	5 278 605	5 678 774
21079010119 Suivre les processus de ratification et d'adhésion et de paiement des contributions dans le cadre des accords internationaux	1 333 000	1 465 912	1 577 043
21079010120 Coordonner les activités du ministère au cabinet	46 200 000	50 806 565	54 658 210
21079010121 Gérer les courriers	15 000 000	16 495 636	17 746 170
21079010122 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	2 700 000	2 969 215	3 194 311
21079010123 Mettre en application la discipline et l'application des textes législatifs et réglementaires	3 600 000	3 958 954	4 259 081
21079010125 Contribuer à l'élaboration des projets de textes réglementaires en matière d'environnement et du développement durable	6 133 000	6 744 517	7 255 819
21079010127 Gérer la commande publique du ministère	6 133 000	6 744 517	7 255 819
21079010128 Faire le suivi de l'exécution des marchés publics et des conventions de délégations de services publics	1 133 000	1 245 971	1 340 428
21079010134 Contribuer à la mise en œuvre des initiatives de lutte contre les changements climatiques	30 000 000	32 991 276	35 492 344
21079010135 Réaliser la gestion intégrée des produits chimiques conformément aux réglementations internationales en vigueur en Côte d'Ivoire	5 689 541	6 256 841	6 731 172
21079010136 Contribuer à une gestion écologiquement rationnelle des Déchets en Côte d'Ivoire en liaison avec les ministères et les structures concernés	5 860 459	6 444 801	6 933 381
21079010137 Contribuer à une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles vivantes	5 950 000	6 543 269	7 039 316
21079010138 Contribuer à la mise en œuvre des initiatives en matière de gestion du littoral ivoirien	5 500 000	6 048 400	6 506 930
21079010139 Prendre en charge les conférences et missions en Côte d'Ivoire en matière d'environnement et de Développement Durable	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21079010140 Participer aux conférences et séminaires du ministère en matière d'environnement et de développement durable hors Côte d'Ivoire	51 000 000	51 000 000	51 000 000
21079010141 Gestion des dépenses centralisées du ministère/DAF	535 900 000	510 045 122	548 711 637
21079010144 Suivre la mise en œuvre du plan de formation	2 500 000	2 749 273	2 957 695

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21079 Administration Générale	2 631 384 913	2 690 943 523	2 829 314 538
2107902 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	1 479 488 972	1 589 877 933	1 660 180 069
1 Personnel	1 354 516 430	1 460 275 639	1 526 706 746
21079020008 Gérer les dépenses de personnels du Ministère	1 354 516 430	1 460 275 639	1 526 706 746
2 Biens et services	124 972 542	129 602 294	133 473 323
21079020009 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	78 540 000	78 540 000	78 540 000
21079020010 Contrôler et évaluer les activités techniques et la gestion du personnel	3 700 000	4 068 925	4 377 389
21079020011 Gérer les ressources humaines	4 244 994	4 668 260	5 022 160
21079020012 Préparer et exécuter le budget du ministère et tenir la comptabilité	21 621 000	23 776 812	25 579 332
21079020013 Améliorer les conditions de l'environnement du travail	2 166 548	2 382 573	2 563 195
21079020015 Gérer le patrimoine du Ministère	5 000 000	5 498 545	5 915 390
21079020018 Contribuer à la mise en place de la fiscalité environnementale et suivre les recettes	4 700 000	5 168 633	5 560 466
21079020021 Élaborer le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
2107903 Gestion des systèmes d'information et de communication	96 133 000	97 741 609	99 086 599
2 Biens et services	16 133 000	17 741 609	19 086 599
21079030001 Apporter un appui à l'utilisation optimale des outils informatiques	6 133 000	6 744 517	7 255 818
21079030002 Organiser la communication des activités du ministère	5 500 000	6 048 400	6 506 929
21079030003 Assurer la couverture médiatique des activités du Ministère	4 500 000	4 948 692	5 323 852
21079030004 Assurer l'informatisation du Ministère	0	0	0
21079030007 Archiver les documents du Ministère	0	0	0
4 Investissements	80 000 000	80 000 000	80 000 000
Trésor	80 000 000	80 000 000	80 000 000
21079030008 Mise en place Système d'Information Environnementale	80 000 000	80 000 000	80 000 000
21079030009 Susciter les structures et les parties prenantes à s'approprier les outils de gestions des données et informations environnementales	0	0	0
21079030010 Mettre en place des dispositifs de collecte de données dans le cadre de la mise en œuvre d'un système d'Information environnementale	0	0	0
2107905 Planification, programmation, documentation et suivi évaluation	6 133 000	6 744 517	7 255 817
2 Biens et services	6 133 000	6 744 517	7 255 817
21079050001 Organiser la planification générale des activités du Ministère	6 133 000	6 744 517	7 255 817

III.2. Programme 2 : Environnement et Développement Durable

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Environnement et Développement Durable						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Maitriser les impacts liés aux activités anthropiques sur les matrices environnementales	Taux d'inspections réalisées dans les installations classées	60%	70%	80%	90%	(Nombre de contrôles effectués dans les installations classées / Nombre total d'installations classées) x100 Source : Rapport d'activités CIAPOL
	Niveau de respect des engagements pris sous la convention cadre des nations unies sur le changement climatique	40%	60%	65%	70%	(Nombre d'engagements respectés / Nombre d'engagements à respecter) x100 Source : Rapports d'activités DLCC / PNCC
	Taux d'intégration des initiatives dans la finance climatique	20%	35%	40%	45%	(Nombre d'initiatives soumises / Nombre d'initiatives reçues) x100 Source : Rapports d'activités DLCC / PNCC
	Nombre de parties prenantes (population, structures) sensibilisées au changement climatique	150	400	500	550	Dénombrement Source : Rapports d'activités DLCC / PNCC
OS 2 : Assurer la prise en compte des principes du développement durable dans les politiques, plans et programmes sectoriels	Proportion d'entreprises ayant adopté une démarche de responsabilité sociétale	20%	50%	60%	70%	(Nombre d'entreprises ayant adopté une démarche de responsabilité sociétale / Nombre d'entreprises identifiées) x100 Source : Rapport d'activités DEVRSO
	Nombre de documents de politique intégrant les principes de développement durable	0	30	40	45	Dénombrement Source : Rapports d'activités CNDD / DGDD
OS 3 : Conserver et élargir le réseau des aires protégées	Pourcentage de la superficie des aires protégées disposant d'un système de protection efficace	90%	90%	100%	100%	(Superficie des aires protégées couvertes par l'ensemble des fonctions de gestion / superficie totale des aires protégées) x100 Source : Rapport d'activités OIPR
	Taux de couverture des aires protégées par les opérations de surveillance	75%	80%	85%	90%	Données du logiciel SMART (Spatial Monitoring And Reporting Tool) Source : Rapport d'activités OIPR
OS 4 : Assurer la veille environnementale	Taux de réalisation des audits et études d'impact environnemental	10%	50%	70%	70%	(Nombre d'audits et d'études réalisés / Nombre total de demandes d'audits et d'études reçues) x100. Source : Rapport d'activités ANDE

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE		17 537 109 657	21 326 294 888	22 873 924 983
	Dépenses de personnel	4 022 781 186	3 977 340 206	4 025 199 272
	Dépenses en biens et services	234 931 000	181 376 146	195 126 258
	Transferts	724 287 279	916 941 602	1 060 845 193
	Investissements	12 555 110 192	16 250 636 934	17 592 754 260
	Trésor	1 370 114 332	1 020 000 000	1 020 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	11 184 995 860	15 230 636 934	16 572 754 260

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22080 Environnement et développement durable	17 537 109 657	21 326 294 888	22 873 924 983
2208001 Lutte contre la pollution des matrices environnementales, l'érosion côtière et les changements climatiques	5 890 042 087	6 781 004 314	7 364 041 783
1 Personnel	579 364 932	572 820 477	579 713 187
22080010065 Transférer des subventions équilibre personnel au CIAPOL	579 364 932	572 820 477	579 713 187
2 Biens et services	156 399 000	95 013 780	102 216 766
22080010002 Mettre en œuvre et suivre les actions de lutte contre les changements climatiques	5 000 000	5 498 547	5 915 391
22080010006 Organiser des manifestations officielles de sensibilisation en faveur de la préservation de l'environnement	20 000 000	21 994 184	23 661 563
22080010020 Coordonner les actions des programmes, projets et conventions des zones côtières	1 900 000	2 089 448	2 247 848
22080010021 Sensibiliser, informer et former le comité interministériel et la population de l'environnement côtier	3 100 000	3 409 099	3 667 542
22080010023 Assurer la coordination des activités des directions en charge des questions environnementales	25 000 000	27 492 732	29 576 952
22080010024 Contribuer à la mise en place du cadre de gestion des risques et catastrophes	1 000 000	1 099 709	1 183 078
22080010025 Renforcer les capacités des acteurs en matière de gestion de l'environnement	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22080010026 Renforcer le cadre réglementaire en matière de préservation de la qualité des matrices environnementales	3 133 000	3 445 390	3 706 585
22080010029 Susciter la recherche et promouvoir les technologies appropriées pour la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques auprès des entreprises	6 133 000	6 744 515	7 255 818
22080010033 Suivre et évaluer les engagements de la Côte d'Ivoire à la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et Accord de Paris	73 000 000	3 299 127	3 549 234
22080010037 Mettre à jour les bases d'évaluation des projets de Mécanisme de Développement Propre	4 133 000	4 545 099	4 889 662

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22080 Environnement et développement durable	17 537 109 657	21 326 294 888	22 873 924 983
22080010038 Sensibiliser les porteurs de projet existant et potentiel à l'importance de la mise en œuvre de projet du Mécanisme de Développement Propre	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22080010061 Suivre, le contrôler et évaluer de la mise en œuvre du processus REDD+	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22080010064 Mettre en place des actions de prévention et de gestions des catastrophes en CI	5 000 000	5 498 546	5 915 391
3 Transferts	173 267 963	219 355 783	253 781 187
22080010039 Réaliser les inspections des installations classées en vue de lutter contre la pollution dans les unités industrielles/CIAPOL	103 267 963	130 736 372	151 253 964
22080010062 Participer aux négociations de la conférence des Partis (COP) sur la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements Climatiques	70 000 000	88 619 411	102 527 223
4 Investissements	4 981 010 192	5 893 814 274	6 428 330 643
Trésor	910 114 332	560 000 000	560 000 000
22080010050 lutte contre la pollution marine, lagunaire et hydrocarbure	120 000 000	300 000 000	300 000 000
22080010055 projet (REDD +)	45 000 000	0	0
22080010059 projet d'investissement pour la résilience des zones côtières ouest africaines	125 000 000	200 000 000	200 000 000
22080010060 projet de gestion des pesticides en côte d'ivoire	320 000 000	0	0
22080010066 Projet de renforcement de l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification du développement en Côte d'Ivoire (NAP-GCF)	106 500 000	0	0
22080010067 Projet d'amélioration du système de transparence pour une action climatique renforcée en Côte d'Ivoire (CBIT-FEM)	51 580 000	0	0
22080010068 Projet NDC Support Programme en Côte d'Ivoire	35 000 000	0	0
22080010069 Projet de préparation de la Côte d'Ivoire à l'accès aux financements climatiques	15 000 000	0	0
22080010070 Projet d'activités habilitantes pour la préparation de la 4ème CN et du 2ème BUR sous la CCNUCC	37 034 332	30 000 000	30 000 000
22080010071 Projet d'appui à la mise en œuvre des CDN dans les secteurs des déchets	55 000 000	30 000 000	30 000 000
Financement extérieur	4 070 895 860	5 333 814 274	5 868 330 643
22080010055 projet (REDD +)	261 000 000	410 368 543	416 089 248
22080010059 projet d'investissement pour la résilience des zones côtières ouest africaines	2 000 000 000	2 250 946 532	2 746 705 126
22080010060 projet de gestion des pesticides en côte d'ivoire	280 000 000	440 242 116	446 379 270
22080010066 Projet de renforcement de l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification du développement en Côte d'Ivoire (NAP-GCF)	600 000 000	943 375 962	956 527 008
22080010067 Projet d'amélioration du système de transparence pour une action climatique renforcée en Côte d'Ivoire (CBIT-FEM)	255 475 000	401 681 623	407 281 229
22080010068 Projet NDC Support Programme en Côte d'Ivoire	371 800 000	584 578 638	592 727 902
22080010070 Projet d'activités habilitantes pour la préparation de la 4ème CN et du 2ème BUR sous la CCNUCC	192 620 860	192 620 860	192 620 860
22080010071 Projet d'appui à la mise en œuvre des CDN dans les secteurs des déchets	110 000 000	110 000 000	110 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22080 Environnement et développement durable	17 537 109 657	21 326 294 888	22 873 924 983
2208002 Intégration des principes, enjeux et stratégies de développement durable dans les politiques, plans, programmes et projets sectoriels et organisations	72 399 000	79 617 849	85 653 674
2 Biens et services	72 399 000	79 617 849	85 653 674
22080020016 Coordonner les activités des structures en charge des questions du développement durable	8 300 000	9 127 586	9 819 549
22080020017 Suivre et évaluer la prise en compte des objectifs du Développement Durable (ODD) en Côte d'Ivoire	23 950 000	26 338 036	28 334 721
22080020018 Elaborer et mettre en œuvre des guides méthodologique pour le verdissement des plans de développement durable	12 750 000	14 021 292	15 084 246
22080020019 Mettre en place et suivre les stratégies de promotion du développement durable dans toutes les composantes de la société	3 133 000	3 445 389	3 706 583
22080020020 Identifier les us et coutumes conformes au développement durable et en encourager la promotion	3 000 000	3 299 128	3 549 234
22080020021 Réaliser les campagnes d'information d'éducation et de communication pour un changement de comportement en matière de développement durable	6 133 000	6 744 518	7 255 818
22080020024 Identifier et promouvoir les métiers, les investissements et l'entrepreneuriat verts	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22080020025 Susciter la mise en place d'une économie circulaire en Côte d'Ivoire	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22080020026 Inciter la population et les organisations à l'adoption de mode de consommation et de production durable et responsable	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22080020027 Promouvoir les objectifs de développement durable	3 633 000	3 995 245	4 298 125
22080020028 Faciliter l'intégration du développement durable dans les stratégies, plan et programmes nationaux	2 500 000	2 749 273	2 957 695
2208003 Protection des matrices environnementales et conservation des ressources naturelles	11 264 049 555	14 115 841 529	15 041 925 295
1 Personnel	3 286 864 429	3 249 736 300	3 288 840 157
22080030039 Transférer les subventions d'équilibre personnel à l'OIPR	3 286 864 429	3 249 736 300	3 288 840 157
2 Biens et services	6 133 000	6 744 517	7 255 818
22080030008 Suivre et évaluer les activités relatives aux parcs nationaux et réserves	1 500 000	1 649 564	1 774 617
22080030009 Promouvoir et suivre la mise en valeur des sites et des paysages naturels	1 000 000	1 099 709	1 183 078
22080030010 Suivre la mise en œuvre des politiques de conservation du réseau des parcs nationaux et réserves naturelles, de la faune sauvage et d'élaborer les stratégies pour leur gestion durable	3 633 000	3 995 244	4 298 123
3 Transferts	396 952 126	502 538 052	581 405 703
22080030029 Renforcer la protection des parcs nationaux et réserves naturelles/OIPR	14 000 000	17 723 882	20 505 445
22080030030 Appuyer le développement des communautés riveraines des aires protégés/OIPR	170 000 000	215 218 570	248 994 685
22080030032 Entretien manuellement les pistes et limites des aires protégées/OIPR-GPR	12 952 126	16 397 283	18 970 650
22080030033 Prendre la couverture sociale du personnel en charge de la gestion des parcs et réserves/OIPR- ASSURANCE	200 000 000	253 198 317	292 934 923

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22080 Environnement et développement durable	17 537 109 657	21 326 294 888	22 873 924 983
4 Investissements	7 574 100 000	10 356 822 660	11 164 423 617
Trésor	460 000 000	460 000 000	460 000 000
22080030014 projet de gestion intègre des aires protégées	85 000 000	85 000 000	85 000 000
22080030020 Programme d'Investissement forestier	300 000 000	300 000 000	300 000 000
22080030021 projet de conservation du parc national de la Comoé	15 000 000	15 000 000	15 000 000
22080030026 Projet de Conservation Biodiversité/Complexe Parc National de Taï Forêt de GREBO SAPO	60 000 000	60 000 000	60 000 000
Financement extérieur	7 114 100 000	9 896 822 660	10 704 423 617
22080030014 projet de gestion intègre des aires protégées	386 000 000	606 905 202	615 365 708
22080030020 Programme d'Investissement forestier	4 223 200 000	5 351 480 046	6 095 717 074
22080030026 Projet de Conservation Biodiversité/Complexe Parc National de Taï Forêt de GREBO SAPO	2 504 900 000	3 938 437 412	3 993 340 835
2208004 Évaluation environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et organisations	310 619 015	349 831 196	382 304 231
1 Personnel	156 551 825	154 783 429	156 645 928
22080040010 Transférer des subventions équilibre personnel à l'ANDE	156 551 825	154 783 429	156 645 928
3 Transferts	154 067 190	195 047 767	225 658 303
22080040001 agence nationale de l'environnement	154 067 190	195 047 767	225 658 303

SECTION 344 : MINISTERE DES SPORTS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse du cadre règlementaire et institutionnel ;
- l'insuffisance, l'inadaptation et la vétusté des infrastructures sportives civiles, scolaires et universitaires ;
- la baisse de notoriété des événements sportifs scolaires et universitaires ;
- la baisse de motivation et d'implication des acteurs du mouvement sportif scolaire et universitaire ;
- l'absence de sites appropriés pour la pratique des activités physiques et sportives au niveau de l'enseignement primaire ;
- l'utilisation à d'autres fins des horaires destinés à l'EPS et à la préparation aux compétitions OISSU dans l'enseignement secondaire ;
- l'inadaptation des sites destinés à la pratique du sport pour tous ;
- la méconnaissance des infrastructures sportives privées ;
- la baisse du niveau de compétitivité des disciplines sportives ayant jadis remportées des victoires (boxe, Judo, Handball, Rugby...) ;
- l'insuffisance de compétences des formateurs au regard du système LMD en cours à l'INJS ;
- la non professionnalisation de la pratique et de l'encadrement du sport ;
- l'absence d'une industrie du sport ;
- la quasi inexistence des droits de publicité et de retransmission ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au sport ;
- l'insuffisance du budget des compétitions de l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires (OISSU) ;
- la faible implication du secteur privé dans le financement du sport ;
- le faible niveau d'informatisation des services et l'insuffisance d'équipements de communication ;
- la faible organisation du mouvement sportif ;
- la faiblesse du système de productions statistiques et de communication.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption de la loi n° 2014-856 du 22 décembre 2014 relative au Sport et la prise de six (06) décrets d'application;
- l'adoption de la Politique Nationale des Sports (PNS) ;
- la mise en place du Conseil National du Sport (CNAS) par décret n° 2014-527 du 15 septembre 2014 ;
- la restructuration de l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires (OISSU) par décret n° 2013-714 du 18 octobre 2013 ;
- la restructuration de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) par décret n° 2013-713 du 18 octobre 2013 ;
- la restructuration de l'Office National du Sport (ONS) par décret n° 2014-130 du 20 mars 2014 ;
- l'étude sur la professionnalisation du sport disponible depuis janvier 2017 ;
- la réalisation de plusieurs études relatives à la construction des infrastructures de la CAN 2023 ;
- la mise en œuvre du Programme de Réhabilitation, d'Équipement et de Construction des Infrastructures Sportives (PRECIS) ;
- la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation et d'équipement des infrastructures sportives en milieu scolaire ;
- la mise en œuvre de la formalisation du mouvement sportif scolaire et universitaire ;
- la mise en œuvre du format des compétitions prenant en compte les différents niveaux et formes de pratique du sport en milieu scolaire et universitaire,
- la construction d'infrastructures aux normes internationales dans le cadre de la préparation de la CAN 2023 ;

- la construction du centre sportif, culturel et des TIC ivoiro-coréen ;
- la rénovation de l'INJS, du stade Félix Houphouët-Boigny, du stade Champroux et du Palais des Sports de Treichville ;
- la mise en œuvre du programme d'appui à la promotion du sport pour tous et du sport de masse (PAPMAS) ;
- la mise en place d'un programme de préparation des athlètes de haut niveau dénommé « Team Ivoire Olympique » ;
- l'institutionnalisation de parcours de santé hebdomadaire dans chaque localité du pays dans le cadre du PSGouv ;
- la mise en place d'une plateforme de collaboration entre le Ministère des Sports et les Ministères du secteur éducation-formation
- la mise en œuvre du programme de recensement des infrastructures sportives publiques et privées ;
- la mise en place d'un système de collecte des données statistiques ;
- la promotion de la recherche en Master et Doctorat à travers des appuis financiers au profit des enseignants et étudiants ;
- la création du site du Ministère des Sports aux normes du CIGC ;
- la création d'un Système Intégré de Gestion du Ministère des Sports.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite de la construction des infrastructures en vue de l'organisation de la CAN 2023 ;
- la mise en œuvre du programme de réhabilitation des stades construits à la faveur des fêtes tournantes de l'indépendance « PRECIS SPECIAL » ;
- la mise en œuvre du programme de duplication des salles sportives multifonctionnelles du projet AGORA ;
- la promotion du sport pour tous (PSGouv) ;
- la poursuite de la professionnalisation du sport en Côte d'Ivoire ;
- la mise en place de la filière économique du sport ;
- la couverture de l'ensemble du territoire des compétitions OISSU ;
- la création de pôles de développement du sport ;
- la construction du lycée sport-études de Bouaké ;
- le développement de stratégies de financement du sport ;
- la mise en œuvre effective au plan national du projet régional de l'UNESCO en matière de sport.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre réglementaire du sport ;
- le développement de l'offre des infrastructures sportives ;
- la promotion de la pratique du sport ;
- la promotion de l'industrie du sport ;
- le financement du sport ;
- le développement de l'offre de formation.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les infrastructures sont adaptées aux activités sportives ;
- les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau sont promus.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Sports est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Sports.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- promotion de la pratique du sport d'élite et du sport de masse ;
- réglementation des sports civils et scolaires ;
- organisation, réglementation, contrôle et évaluation de l'enseignement de l'éducation physique et du sport à l'école, des fédérations et associations sportives ;
- appui à la formation du personnel enseignant en éducation physique et sportive ;
- promotion de la professionnalisation de la vie sportive ;
- promotion du genre dans le domaine du sport ;
- promotion, contrôle et suivi des infrastructures sportives publiques et privées ;
- contribution à la promotion de la culture de la paix à travers des manifestations sportives ;
- organisation et dynamisation des équipes nationales pour les compétitions internationales ;
- participation à la recherche et à la mise en place de nouveaux systèmes de finances du sport.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale
- Programme 2 : Sport
- Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, IG DAF, DRH DPPS, DAJCCI, CPMP, DCID, DR (34), DD (75)	INJS CNAS		
Programme 2 : Sport	DGS, DVFSHN, DSMG, DPES, DST	ONS OISSU CNSE-CNLD	<ul style="list-style-type: none">- Programme de Réhabilitation, d'Équipement et de Construction des Infrastructures Sportives (PRECIS)- Construction du stade olympique d'Ebimpé- Projet CAN 2023- Construction du centre sportif et culturel ivoiro-coréen- Programme d'urgence équipement et réhabilitation infrastructures sportives- Construction du Lycée Sport-étude de Bouaké (Phase d'étude)	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national répondant aux besoins du sport.	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Source : Rapport Annuel de Performance du programme 1 / Rapport d'études
		Personnels formés et qualifiés	Dénombrement / Etudes Source : Rapport Annuel de Performance du programme 1 / Rapport d'études
		Services fournis répondent aux normes de qualité	Enquête Source : Rapport d'enquête
OG 2 : Créer les conditions appropriées pour la pratique des activités physiques et sportives et de leur promotion au profit des populations	RS 2 : les infrastructures sont adaptées à la pratique des activités physiques et sportives	Nombre d'infrastructures répondant aux normes internationales	Dénombrement / Etudes Source : Rapport Annuel de Performance du programme 2 / Rapport d'études
		Nombre d'infrastructures adaptées à la pratique du sport de masse	Dénombrement / Etudes Source : Rapport Annuel de Performance du programme 2 / Rapport d'études
	RS 3 : les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau sont promus.	Nombre de compétitions organisées par discipline	Dénombrement Source : Rapport Annuel de Performance du programme 2
		Proportion de personnes pratiquant le sport	Population pratiquant le sport / Population totale Source : Rapport Annuel de Performance du programme 2
		Nombre d'athlètes détectés pour les compétitions de haut niveau	Dénombrement Source : Rapport Annuel de Performance du programme 2
		Proportion des médailles remportées lors des participations aux compétitions internationales statutaires	Nombre de médailles remportées/ Nombre total de médailles à remporter Source : Rapport Annuel de Performance Programme 2,

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	111 862 542 767	122 122 956 408	125 045 452 595
1.1 Ressources Intérieures	58 506 395 114	68 766 808 755	71 689 304 942
1.1.1 Budget Etat	58 506 395 114	68 766 808 755	71 689 304 942
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	53 356 147 653	53 356 147 653	53 356 147 653
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	53 356 147 653	53 356 147 653	53 356 147 653
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	111 862 542 767	122 122 956 408	125 045 452 595
2.1 Personnel	8 492 120 900	8 974 891 279	9 316 447 553
2.1.1 Solde y compris EPN	8 492 120 900	8 974 891 279	9 316 447 553
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 690 419 182	1 783 809 180	1 877 009 179
2.3 Transferts et subventions	18 123 855 032	17 384 057 677	18 271 934 892
2.4 Investissement	83 556 147 653	93 980 198 272	95 580 060 971
Trésor	30 200 000 000	40 624 050 619	42 223 913 318
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	53 356 147 653	53 356 147 653	53 356 147 653

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Assurer la coordination générale en matière de sport	Proportion d'unités administratives inspectées	00	11%	39%	66%	Nombre d'unités administratives inspectées / Nombre d'unités administratives à inspecter Nombre total d'unités administratives : 122 Inspections prévues : -2021 : 13 Unités Administratives (DC et DG) -2022 : 34 Unités Administratives (DR) -2023 : 33 Unités Administratives (une partie des DD) Source : - Rapport d'inspection de l'année - Rapport annuel d'activités de l'IG
	Proportion d'unités administratives respectant les règles de gestion administrative et financière	00	100%	100%	100%	Nombre d'unités administratives respectant les règles de gestion administrative et financière / Nombre d'unités administratives inspectées Source : - Rapport d'inspection de l'année - Rapport annuel d'activités de l'IG
OS 2 : Améliorer la planification et le système de suivi-évaluation des programmes et projets	Taux de réalisation des activités métiers programmées	70%	73%	75%	80%	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités annuelles programmées Source : Rapport d'activités de la DPPS.
	Taux de réalisation physique des projets PIP en cours	40%	50%	60%	80%	Somme des taux d'exécution des projets PIP en cours/ Nombre de projets PIP en cours Source : Rapport d'activités de la DPPS.
OS 3 : Améliorer le système de gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion des agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité conformément au plan de formation	15%	27%	39%	51%	Nombre d'agents formés / Total des agents programmés pour être formés Nombre total d'agents : 1127 Nombre d'agents programmés pour la formation -2021 : 150 -2022 : 150 -2023 : 150 Source : Rapport d'activités de la DRH
	Taux de satisfaction des demandes en personnel émises par les unités administratives	50%	70%	70%	70%	Nombre d'agents mis à la disposition des services du ministère/ le nombre total de demandes formulées Source : Rapport d'activités de la DRH

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME I: ADMINISTRATION GENERALE	10 127 201 637	10 594 506 165	11 028 407 992
Dépenses de personnel	7 806 924 023	8 297 434 325	8 630 838 805
Dépenses en biens et services	1 150 845 856	1 236 858 510	1 310 111 923
Transferts	1 169 431 758	1 060 213 330	1 087 457 264
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21081 Administration Générale	10 127 201 637	10 594 506 165	11 028 407 992
2108101 Promotion et coordination de la politique du secteur	3 333 308 882	3 268 202 583	3 362 092 947
1 Personnel	1 331 986 082	1 316 940 085	1 332 786 736
21081010155 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'INJS	1 331 986 082	1 316 940 085	1 332 786 736
2 Biens et services	831 891 042	891 049 168	941 848 947
21081010001 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière des sports	44 650 000	49 102 015	52 824 439
21081010002 Encadrer les procédures de passation des marchés publics du ministère	10 220 850	11 239 963	12 092 064
21081010003 Assister le ministre sur les questions relatives aux sports	33 000 000	36 290 403	39 041 579
21081010004 Apporter un appui juridique aux services du ministère et promouvoir les accords de coopération	7 711 292	8 480 179	9 123 061
21081010006 Contrôler les services et structures sous-tutelle du ministère	20 347 000	22 375 782	24 072 091
21081010007 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21081010010 Organiser la communication des activités du ministère	10 751 120	11 823 106	12 719 415
21081010016 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département TIEBISSOU	3 000 000	3 299 129	3 549 235
21081010017 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'Odiénné	3 459 579	3 804 532	4 092 953
21081010019 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Didiévi	4 528 081	4 979 571	5 357 075
21081010020 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Bocanda	3 000 000	3 299 126	3 549 237
21081010021 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gbèkè (BOUAKE)	3 459 579	3 804 531	4 092 952
21081010022 Coordonner les activités du ministère dans la région de Zanzan (Bondoukou)	3 492 010	3 840 196	4 131 321

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21081 Administration Générale	10 127 201 637	10 594 506 165	11 028 407 992
21081010023 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'adiaké	3 000 000	3 299 126	3 549 236
21081010024 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	193 094 377	199 693 821	206 547 911
21081010025 Coordonner les activités du ministère dans la région du Grand Pont (DABOU)	3 459 579	3 804 532	4 092 955
21081010026 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kouibli	4 206 316	4 625 723	4 976 402
21081010028 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de vavoua	4 532 250	4 984 156	5 362 008
21081010029 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Koun-fao	3 000 000	3 299 125	3 549 236
21081010030 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sakassou	3 000 000	3 299 126	3 549 237
21081010031 Coordonner les activités du ministère dans la région du Poro (Korhogo)	3 500 348	3 849 366	4 141 185
21081010032 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bafing (Touba)	3 467 549	3 813 296	4 102 383
21081010035 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de TOULEPLEU	3 000 000	3 299 127	3 549 236
21081010036 Coordonner les activités du ministère dans la région Lôh-Djiboua (DIVO)	3 459 579	3 804 532	4 092 954
21081010037 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de MADINANI	4 568 850	5 024 405	5 405 308
21081010038 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de BANGOLO	4 506 316	4 955 636	5 331 326
21081010039 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Béoumi	3 000 000	3 299 126	3 549 237
21081010040 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Gueyo	3 000 000	3 299 127	3 549 237
21081010041 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'Abidjan	3 000 000	3 299 127	3 549 236
21081010042 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de kani	3 000 000	3 299 127	3 549 236
21081010043 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'AGNIBILEKRO	3 000 000	3 299 127	3 549 235
21081010044 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de m'bayakro	4 589 695	5 047 328	5 429 971
21081010046 Coordonner les activités du ministère dans la région Guémon (DUEKOUÉ)	3 509 238	3 859 142	4 151 704
21081010047 Coordonner les activités du ministère dans la région de Tchologo (FERKESSEDOUGOU)	4 851 425	5 335 157	5 739 615
21081010048 Coordonner les activités du ministère dans la région Bagoué (BOUNDIALY)	5 455 272	5 999 214	6 454 016
21081010050 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tengrela	3 000 000	3 299 127	3 549 235
21081010051 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Zouan-Hounien	3 000 000	3 299 127	3 549 236
21081010052 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de grand bassam	3 000 000	3 299 126	3 549 236
21081010053 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tabou	4 769 311	5 244 854	5 642 468
21081010054 Coordonner les activités du ministère dans la région Haut Sassandra (DALOA)	3 573 733	3 930 069	4 228 006
21081010055 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Mé (ADZOPE)	3 492 931	3 841 208	4 132 411
21081010056 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de LAKOTA	3 000 000	3 299 126	3 549 236
21081010057 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tiassale	3 000 000	3 299 127	3 549 235
21081010059 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Marahoué (BOUAFLE)	3 492 194	3 840 399	4 131 540
21081010061 Coordonner les activités du ministère dans la région Iffou (DAOUKRO)	3 492 194	3 840 399	4 131 540

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21081 Administration Générale	10 127 201 637	10 594 506 165	11 028 407 992
21081010062 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tiapoum	4 288 541	4 716 147	5 073 680
21081010063 Coordonner les activités du ministère dans la région de N'Zi (Dimbokro)	3 557 425	3 912 134	4 208 712
21081010065 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lagunes (ABIDJAN NORD)	3 508 870	3 858 736	4 151 268
21081010067 Coordonner les activités du ministère dans la région de Cavally (Guiglo)	3 532 964	3 885 234	4 179 772
21081010068 Coordonner les activités du ministère dans la région Indenier Djuablin (ABENGOUROU)	3 459 579	3 804 532	4 092 954
21081010069 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tanda	3 000 000	3 299 126	3 549 236
21081010070 Coordonner les activités du ministère dans la région Agneby Tiassa (Agboville)	3 507 950	3 857 725	4 150 178
21081010071 Coordonner les activités du ministère dans la région de SAN PEDRO	3 686 521	4 054 101	4 361 443
21081010072 Coordonner les activités du ministère dans la région de Moronou (BONGOUANOU)	3 472 178	3 818 387	4 107 858
21081010073 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de yakassé-attobrou	4 228 081	4 649 659	5 002 152
21081010076 Coordonner les activités du ministère dans la région de Folon (MINIGNAN)	3 475 887	3 822 466	4 112 248
21081010077 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Danané	3 000 000	3 299 127	3 549 237
21081010078 Coordonner les activités du ministère dans la région du Sud Comoé (ABOISSO)	3 459 579	3 804 532	4 092 954
21081010079 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'OUME	3 000 000	3 299 127	3 549 236
21081010081 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Regional / MAN	3 459 579	3 804 532	4 092 954
21081010082 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Zougougbeu	4 229 235	4 650 927	5 003 518
21081010084 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Grand-Lahou	3 000 000	3 299 127	3 549 236
21081010086 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gôh (GAGNOA)	3 573 733	3 930 069	4 228 006
21081010087 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Fresco	4 528 541	4 980 077	5 357 621
21081010088 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional /BOUNA	5 410 655	5 950 147	6 401 229
21081010089 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional /KATIOLA	3 565 763	3 921 304	4 218 575
21081010090 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de BLOLEQUIN	3 000 000	3 299 126	3 549 235
21081010092 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de BETIE	4 504 447	4 953 581	5 329 115
21081010093 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de SINFRA	4 536 049	4 988 334	5 366 502
21081010095 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de jacqueville	3 000 000	3 299 127	3 549 236
21081010097 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de KOUNAHIRI	3 650 711	4 014 720	4 319 078
21081010098 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Nassian	3 000 000	3 299 126	3 549 236
21081010099 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Biankouma	4 319 283	4 749 954	5 110 051
21081010100 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de guitry	4 373 387	4 809 453	5 174 061
21081010101 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sikensi	3 000 000	3 299 126	3 549 237
21081010105 Coordonner les activités du ministère dans la région de Gbôklé (SASSANDRA)	3 508 870	3 858 736	4 151 268
21081010106 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Prikro	4 208 156	4 627 747	4 978 580

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21081 Administration Générale	10 127 201 637	10 594 506 165	11 028 407 992
2108101009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Issia	3 000 000	3 299 126	3 549 236
2108101011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de dabakala	4 589 695	5 047 329	5 429 971
2108101012 Coordonner les activités du ministère dans la région de Worodougou (Séguéla)	3 492 931	3 841 209	4 132 411
2108101013 Coordonner les activités du ministère dans la région Nawoua (SOUBRE)	5 368 782	5 904 098	6 351 688
2108101014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département Bouake	3 000 000	3 299 127	3 549 235
2108101015 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'Alepe	3 000 000	3 299 126	3 549 235
2108101016 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Akoupé	3 000 000	3 299 125	3 549 236
2108101019 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lacs (YAMOUSSOKRO)	3 573 733	3 930 069	4 228 006
2108101020 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bélier (TOUMODI)	5 259 579	5 784 009	6 222 495
2108101021 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lagunes (ABIDJAN SUD)	3 508 870	3 858 736	4 151 268
2108101022 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'OUANINO	4 489 640	4 937 298	5 311 597
2108101023 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional/Mankono	3 549 087	3 902 964	4 198 847
2108101024 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de KORO	3 360 512	3 695 585	3 975 749
2108101025 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Zuenoula	3 000 000	3 299 127	3 549 234
2108101026 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de kaniasso	3 497 545	3 846 282	4 137 871
2108101028 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de TAÏ	3 584 113	3 941 481	4 240 288
2108101029 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Gbéléban	3 525 931	3 877 497	4 171 453
2108101030 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Djékanou	3 629 695	3 991 608	4 294 216
2108101031 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Dianra	3 571 330	3 927 423	4 225 165
2108101032 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Samatiguila	4 338 005	4 770 543	5 132 200
2108101033 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kouto	3 629 695	3 991 608	4 294 215
2108101034 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Séguélon	3 608 390	3 968 179	4 269 011
2108101035 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Méagui	3 708 005	4 077 725	4 386 861
2108101036 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de M'bengué	3 546 316	3 899 915	4 195 571
2108101037 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sinématiali	3 568 541	3 924 356	4 221 866
2108101038 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Doropo	3 581 048	3 938 111	4 236 662
2108101039 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Botro	3 688 541	4 056 321	4 363 835
2108101040 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Dikodougou	3 770 080	4 145 991	4 460 303
2108101041 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Téhini	3 572 250	3 928 435	4 226 253
2108101042 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Niakaramandougou	3 688 081	4 055 815	4 363 290
2108101043 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Buyo	3 633 404	3 995 687	4 298 604
2108101044 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Ouangolodougou	3 749 695	4 123 573	4 436 185

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
21081 Administration Générale	10 127 201 637	10 594 506 165	11 028 407 992
21081010145 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sandégué	3 588 925	3 946 773	4 245 981
21081010146 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de M'batto	3 670 465	4 036 444	4 342 451
21081010147 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Taabo	3 629 695	3 991 608	4 294 216
21081010148 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kong	3 708 926	4 078 739	4 387 952
21081010149 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Transua	3 650 080	4 014 026	4 318 333
21081010150 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Facobly	3 650 080	4 014 026	4 318 333
21081010151 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'Arrah	3 546 316	3 899 915	4 195 571
21081010152 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kouassi-Kouassikro	3 000 000	3 299 126	3 549 236
21081010154 Prendre en charge le salaire du personnel sous-contrat	111 676 409	111 676 409	111 676 409
3 Transferts	1 169 431 758	1 060 213 330	1 087 457 264
21081010153 Effectuer le transfert de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS)	1 169 431 758	1 060 213 330	1 087 457 264
2108102 Amélioration du système de planification, de suivi-évaluation et des statistiques	15 681 550	17 245 144	18 552 498
2 Biens et services	15 681 550	17 245 144	18 552 498
21081020002 Organiser la planification générale des activités du ministère	15 681 550	17 245 144	18 552 498
2108103 Amélioration du cadre de gestion des ressources humaines	58 137 988	58 986 683	59 696 294
2 Biens et services	58 137 988	58 986 683	59 696 294
21081030002 Gérer les ressources humaines	8 511 700	9 360 395	10 070 006
21081030003 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21081030004 Prendre en charge les séminaires et conférence en Côte d'Ivoire	19 626 288	19 626 288	19 626 288
2108104 Amélioration de la gestion des finances et du patrimoine	6 720 073 217	7 250 071 755	7 588 066 253
1 Personnel	6 474 937 941	6 980 494 240	7 298 052 069
21081040007 Gérer les ressources humaines du ministère	6 474 937 941	6 980 494 240	7 298 052 069
2 Biens et services	245 135 276	269 577 515	290 014 184
21081040001 Elaborer le budget de l'année N+1	22 096 575	24 299 807	26 141 975
21081040002 Gérer les ressources financières du ministère	23 205 818	25 519 651	27 454 294
21081040003 Prendre en charge les dépenses centralisées	199 832 883	219 758 057	236 417 915

III.2. Programme 2 : Sport

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4. : Performance du programme

Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Développer l'offre d'infrastructures adaptées aux activités sportives	Taux de réalisation d'infrastructures sportives programmées	8,33%	33%	42%	64%	Nombre d'infrastructures sportives réalisées / Nombre total d'infrastructures sportives programmées X 100 Source : Rapport d'activités de l'ONS
	Pourcentage d'infrastructures sportives réalisées fonctionnelles	100%	100%	100%	100%	Nombre d'infrastructures sportives réalisées fonctionnelles / Nombre total d'infrastructures sportives réalisées X 100 Source : Rapport d'activités de l'ONS
OS2 : Promouvoir les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau	Taux de participation des établissements scolaires et universitaires aux compétitions OISSU par an	35,46%	40%	45%	50%	Nombre d'établissements scolaires et universitaires participants / Nombre total d'établissements scolaires et universitaires ouverts en CI X 100 Source : Rapport d'activités de l'OISSU
	Taux de participation des populations aux activités d'animation sportive	27%	35%	40%	50%	Nombre de participants aux activités d'animation sportives / Nombre total de la population active en CI X 100 Source : Rapport d'activités de la DGS
	Taux de participation des fédérations sportives aux compétitions internationales par an	85%	90%	95%	100%	Nombre de participation des fédérations sportives aux compétitions internationales / Nombre total de compétitions internationales statutaires annuelles Source : Rapport d'activités de la DGS
	Proportion des médailles remportées lors des participations aux compétitions internationales statutaires	73,03%	75%	80%	85%	Nombre de médailles remportées / Nombre total de médailles à remporter Source : Rapport d'activités de la DGS

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5. : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME II : SPORT	98 131 341 130	107 527 365 204	109 683 007 202
Dépenses de personnel	685 196 877	677 456 954	685 608 748
Dépenses en biens et services	539 573 326	546 950 670	566 897 256
Transferts	13 350 423 274	12 322 759 308	12 850 440 227
Investissements	83 556 147 653	93 980 198 272	95 580 060 971
Trésor	30 200 000 000	40 624 050 619	42 223 913 318
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	53 356 147 653	53 356 147 653	53 356 147 653

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22082 Sport	98 131 341 130	107 527 365 204	109 683 007 202
2208201 Construction, réhabilitation et renforcement du parc des infrastructures sportives	84 400 244 663	94 457 548 086	96 111 367 050
1 Personnel	146 287 010	144 634 565	146 374 943
22082010012 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONS	146 287 010	144 634 565	146 374 943
3 Transferts	697 810 000	332 715 249	384 931 136
22082010010 Entretien des installations sportives	64 260 000	81 352 619	94 119 991
22082010011 Effectuer le transfert de l'Office National des Sports (ONS)	198 550 000	251 362 630	290 811 145
22082010013 Gérer le stade Olympique d'Ebimpé	435 000 000	0	0
4 Investissements	83 556 147 653	93 980 198 272	95 580 060 971
Trésor	30 200 000 000	40 624 050 619	42 223 913 318
22082010003 Construire, Réhabiliter et Renforcer le parc d'infrastructures sportives	74 179 319	74 179 319	74 179 319
22082010004 Equiper et réhabiliter les infrastructures sportive de l'OISSU	125 820 681	125 820 681	125 820 681
22082010005 Construire le Stade Olympique d'Ebimpe	10 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
22082010006 Créer des infrastructures sportives pour la CAN 2023	20 000 000 000	32 424 050 619	34 023 913 318
Financement extérieur	53 356 147 653	53 356 147 653	53 356 147 653
22082010005 Construire le Stade Olympique d'Ebimpe	990 243 240	990 243 240	990 243 240
22082010006 Créer des infrastructures sportives pour la CAN 2023	52 365 904 413	52 365 904 413	52 365 904 413
2208202 Promotion des sports scolaires, universitaires, de masse et du sport pour tous	1 046 390 867	1 158 271 348	1 261 167 408
1 Personnel	538 909 867	532 822 389	539 233 805
22082020120 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'oissu	538 909 867	532 822 389	539 233 805
2 Biens et services	18 746 000	20 615 149	22 177 982
22082020005 Promouvoir le sport pour tous	9 020 000	9 919 378	10 671 363
22082020006 Promouvoir le sport de masse	9 726 000	10 695 771	11 506 619
3 Transferts	488 735 000	604 833 810	699 755 621
22082020118 Effectuer le transfert de l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires	125 602 000	145 110 488	167 883 934
22082020119 Exécuter le programme des compétitions sportives scolaires et universitaires	363 133 000	459 723 322	531 871 687
2208203 Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau	12 684 705 600	11 911 545 770	12 310 472 744
2 Biens et services	520 827 326	526 335 521	544 719 274
22082030001 Promouvoir et développer les activités des fédérations sportives	8 334 750	9 165 800	9 860 662
22082030002 Mettre en œuvre la Professionnalisation du Sport	7 900 000	8 687 703	9 346 318
22082030013 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Sports	40 000 000	43 988 368	47 323 125
22082030016 Prendre en charge la participation des équipes nationales qualifiées aux compétitions internationales	464 592 576	464 493 650	478 189 169

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
22082 Sport	98 131 341 130	107 527 365 204	109 683 007 202
3 Transferts	12 163 878 274	11 385 210 249	11 765 753 470
22082030003 Apporter un appui à la formation des athlètes de haut niveau par l'octroi de bourses	80 000 000	72 528 445	74 392 183
22082030006 Prendre en charge la participation des équipes nationales qualifiées aux compétitions internationales	2 125 747 424	1 990 282 605	2 056 699 875
22082030007 Prendre en charge la participation des clubs qualifiés aux compétitions internationales	1 200 000 000	1 123 529 117	1 161 022 153
22082030008 Soutenir les équipes nationales pendant les compétitions	2 928 000	3 706 823	4 288 567
22082030009 Lutter contre Anti-Dopage	2 736 000	3 463 753	4 007 350
22082030010 Prendre en charge la participation de l'équipe nationale à la Coupe d'Afrique des Nations et Coupe du Monde	8 500 000 000	7 958 331 245	8 223 906 915
22082030014 Préparer les athlètes de haut niveau en vue des grands événements sportifs	240 000 000	217 585 334	223 176 548
22082030015 Prendre en charge l'animation sportive	12 466 850	15 782 927	18 259 879

III.3. Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.3.1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	3 604 000 000	4 001 085 039	4 334 037 401
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	3 604 000 000	4 001 085 039	4 334 037 401
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2021	2022	2023
23199 Comptes Spéciaux du Trésor	3 604 000 000	4 001 085 039	4 334 037 401
2319902 Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau	3 604 000 000	4 001 085 039	4 334 037 401
3 Transferts	3 604 000 000	4 001 085 039	4 334 037 401
23199020001 Transférer la taxe sur le tabac pour le développement du sport (Fédérations sportives)	3 604 000 000	4 001 085 039	4 334 037 401

SECTION 345 : MINISTERE DES EAUX ET FORETS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'absence de mécanisme de financement pérenne des activités du ministère;
- l'insuffisance de coordination entre les différents ministères intervenant dans le domaine des forêts, de la faune et des ressources en eau ;
- l'instabilité institutionnelle de l'administration forestière ;
- la clarification insuffisante des régimes fonciers (absence de plan d'aménagement du territoire et conflit entre droit coutumier et droit moderne) ;
- la dégradation continue du couvert forestier ;
- la réduction des espèces et des populations de faune sauvage ;
- la dégradation des ressources en eau (pollution, amenuisement, déforestation, feux de brousse, érosion des berges, ensablement des cours d'eau) ;
- la gestion inadaptée des ressources en eau et des ouvrages hydrauliques (cadres institutionnel, juridique, financement, ressources humaines, outils de gestion, ouvrages et infrastructures) ;
- les difficultés de mise en œuvre de la GIRE ;
- la récurrence des risques et catastrophes naturels (sécheresse, inondations, aménagement des bassins).

I.1.2. Réponses apportées

- l'actualisation de la politique nationale de l'eau en décembre 2019.
- l'adoption d'une nouvelle politique nationale de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts en 2018 et de sa stratégie de mise en œuvre;
- l'adoption de la loi n° 2019 – 675 du 23 juillet 2019 portant Code forestier ;
- l'élaboration et l'adoption en cours des textes d'application du nouveau code forestier ;
- l'exécution en cours d'un Plan de Développement Stratégique (PDS) de la forêt, de la faune et du Plan d'Actions de la Gestion intégrée des ressources en eau (2017-2045) ;
- l'organisation du forum des états généraux de la forêt, de la faune et des ressources en eau ;
- l'ouverture de la gestion des forêts au secteur privé ;
- la formulation de la vision nationale de l'eau à l'horizon 2040 en mai 2010 ;
- la prise du décret n° 2013-507, portant périodicité d'inventaire des ressources en eau;
- la réalisation de l'étude de faisabilité de l'Inventaire forestier et faunique national depuis 2019 ;
- la réalisation de l'étude sur la révision de la fiscalité forestière;
- la révision en cours de la loi portant protection de la faune et exercice de la chasse ;

I.1.3. Défis et priorités

- l'adhésion des parties prenantes (communautés locales, secteur privé, collectivités territoriales, etc.) dans la mise en œuvre de la stratégie de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des systèmes d'allocation des ressources en eau entre usagers ;
- l'élaboration et la mise en œuvre du Plan de Développement Stratégique (PDS) de la forêt, de la faune et du plan d'actions des ressources en eau (2019-2045) ;
- l'inventaire des ressources en eaux, des ouvrages et aménagements hydrauliques ;
- l'inversion de la tendance à la dégradation des ressources forestières et fauniques ;
- l'opérationnalisation du système informatisé de gestion et de suivi-évaluation des programmes et projets ;
- l'organisation de la réouverture et l'exercice de la chasse ;
- la création d'une école des Eaux et Forêts ;

- la finalisation de l'avant-projet de loi relative à la protection de la faune et à l'exercice de la chasse;
- la gestion intégrée des ressources en eau ;
- la mise en œuvre d'un dispositif de suivi des espèces menacées ;
- la mise en œuvre d'une stratégie durable d'atténuation des conflits hommes faunes ;
- la mise en place d'un cadre de gestion durable des ressources en eau et des ouvrages hydrauliques;
- la mise en place des mécanismes de financement pérenne des sous-secteurs forestier, de la faune et des ressources en eau;
- la poursuite du renforcement du cadre institutionnel, législatif et réglementaire des sous-secteurs forêt, faune et ressources en eau ;
- la protection des ressources en eau, des ouvrages et aménagements hydrauliques ;
- la protection et la mise en place des outils de régulation des ressources en eau;
- la réalisation de l'inventaire forestier national;
- le renforcement de la résilience aux risques et catastrophes naturels ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des structures chargées de la gestion des eaux et forêts.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'application d'un régime d'agroforesterie dans le domaine rural ;
- la poursuite du renforcement du dispositif législatif et réglementaire ;
- le respect des textes régissant les forêts classées ;
- l'identification et la mise à disposition par contrats, des espaces propices à la plantation de « forêts utiles » sur le plan économique et sur le plan écologique ;
- la mise en adéquation de l'aménagement du territoire avec la gestion des ressources en eau ;
- la mise en place d'un cadre de gestion durable des ressources en eau (institutionnel, juridique, financement, outils de gestion) ;
- la promotion de l'égalité, de l'équité et du genre dans la GIRE ;
- la promotion de la coopération sous régionale et internationale pour la gestion des ressources en eau des bassins en partage ;
- la promotion de la formation, de la recherche et de l'Information-Education-Communication ;
- la promotion des valeurs culturelles et spirituelles relatives à l'eau ;
- la protection des forêts classées conservées à plus de 75% ;
- la réduction des risques et catastrophes liés à l'eau et à la gestion des situations de crise ;
- le renforcement des capacités de gestion des acteurs du secteur de l'eau ;
- le renforcement du réseau national de collecte et d'observations des données sur les ressources en eau .

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- le patrimoine forestier est reconstitué à au moins 20% du territoire national à l'horizon 2030;
- les sites de biodiversité faunique sont créés et préservés ;
- le cadre de gestion intégrée des ressources en eau est opérationnalisé.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Eaux et Forêts est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Protection des eaux et forêts. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de gestion durable des forêts, de la faune et de la flore

- promotion des conditions d'exploitation durable des ressources forestières ;
- définition et mise en œuvre du plan national de reboisement ;
- incitation au développement du domaine forestier par les collectivités publiques et par les opérateurs privés ;
- contrôle de l'exploitation forestière ;
- contrôle de la transformation et de la commercialisation des produits ligneux, en liaison avec les ministères intéressés ;
- contrôle et recouvrement des taxes forestières, en liaison avec le Ministère chargé de l'Economie et des Finances ;
- gestion des ressources cynégétiques ;
- mise en œuvre des politiques nationales relatives à la gestion durable de la faune sauvage et de son exploitation rationnelle, en liaison avec le Ministre chargé de l'Environnement ;
- mise en œuvre du Code Forestier.

En matière de gestion durable et de Protection des eaux

- mise en œuvre du Code de l'eau, en liaison avec les Ministres chargés de l'Hydraulique, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Agriculture, de la Santé et des Ressources Animales et Halieutiques.

En matière de Protection de la faune et de la flore

- maintien de l'intégrité du domaine forestier de l'Etat ;
- lutte contre les feux de brousse et défense des forêts, en liaison avec les Ministres chargés de la Défense et de l'Agriculture ;
- mise en œuvre des conventions et traités dans le domaine de la protection de la faune et de flore ;
- protection des sols et des eaux, en liaison avec les Ministères chargés de l'Agriculture et des Ressources Animales et Halieutiques ;
- aménagement des jardins botaniques et parcs zoologiques, en liaison avec les collectivités territoriales.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières ;
- Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques ;
- Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en Eau.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, DAFP, DRHF, Inspection Générale, DGFF, DAJC, DREF, DISAD, SERCOM, DEPE, DPFE, BSSI, DGCAT		-Projet FADCI/C2D/MINEF /Appui institutionnel	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	DRCF, DPIF, SCNDFLCFB, CABINET/APV FLEGT, CABINET/ICF, CABINET/JARDIN BOTANIQUE DE BINGERVILLE, CABINET/JARDIN D'ETAT DE YAMOUSOUKRO, DDEF, CEF, PEF	SODEFOR	<ul style="list-style-type: none"> - Restauration des forêts dégradées - Aménagement du jardin botanique de Bingerville - Projet de Reboisement par les Etablissements Scolaires - Projet de reboisement des flancs de montagnes dans la région du Tonkpi 	<ul style="list-style-type: none"> - Convention MINEF-IHE ; - Projet de sauvegarde Assamela et bois de vène ; - Projet « Contribution à la mise en place d'une politique publique d'achat responsable de bois en vue de l'intégration progressive du marché national dans l'APV » ; - Projet « Appui au Ministère des Eaux et Forêts dans le cadre de la réforme réglementaire liée à la définition de la légalité du bois et à la mise en œuvre de la REDD+ » - Contribution à la restauration du couvert forestier de 6 FC (d'Anguededou, Bamoro, Rapid Grah, ...) 2017-2021 (MOOV) ; - Contribution à la surveillance de la FC de Bamo et KinKene /SIFCA ; - Surveillance spatiale de la FC de Cavally ; - Reboisement de la FC de Marahoue
Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques	DFRC	ZOO NATIONAL D'ABIDJAN	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des Conflits Homme-Faune - Projet de renforcement des mécanismes de protection de la faune sauvage - Etude des éléphants en conflit avec les hommes en Côte-d'Ivoire - Projet d'amélioration de la conservation des espèces animales sauvages - Réhabilitation du Zoo d'Abidjan 	
Programme 4 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau	DGRE, DEPH, DPARE		<ul style="list-style-type: none"> - Projet pilote d'opérationnalisation de l'observatoire des ressources en eau - Projet PIDACC (Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques du bassin du Niger) 	Projet de Conservation des écosystèmes et gestion des ressources en eau internationale de l'Union du fleuve Mano

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante.	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Taux de satisfactions des usagers recourant aux services des structures du MINEF	Sondage Source : Rapports d'activités DISAD/SERCOM
OG 2 : Reconstituer et stabiliser le patrimoine forestier	RS 2.1 : le patrimoine forestier est reconstitué et stabilisé à au moins 20% du territoire national à l'horizon 2030	IP 2.1.1 : Taux de couverture forestière	Superficie forestière couverte / superficie du territoire national à couvrir Source : Rapport d'activités Direction du Reboisement et du Cadastre Forestier

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 3 : Reconstituer et préserver la biodiversité faunique	RS 3.1 : les sites de biodiversité faunique sont créés et préservés	IP 3.1.1 : Nombre de sanctuaires de faune	Dénombrement Source : : Rapport d'activités DFRC
OG 4 : Assurer une gestion rationnelle des ressources en eau pour la satisfaction des besoins des différents usagers	RS 4.1 : le cadre de gestion intégrée des ressources en eau est opérationnalisé	IP 4.1.1 : Nombre d'outils de gestion développés	Dénombrement Source : : Rapports d'activités DGRE

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	36 397 985 718	39 768 144 612	41 546 415 088
1.1 Ressources Intérieures	32 473 145 389	34 064 012 334	35 520 157 337
1.1.1 Budget Etat	32 473 145 389	34 064 012 334	35 520 157 337
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	3 924 840 329	5 704 132 278	6 026 257 751
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	3 924 840 329	5 704 132 278	6 026 257 751
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	36 397 985 718	39 768 144 612	41 546 415 088
2.1 Personnel	21 280 803 107	22 938 907 251	23 981 777 140
2.1.1 Solde y compris EPN	21 280 803 107	22 938 907 251	23 981 777 140
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	8 974 963 856	8 853 363 716	9 226 032 304
2.3 Transferts et subventions	204 378 426	258 741 367	299 347 893
2.4 Investissement	5 937 840 329	7 717 132 278	8 039 257 751
Trésor	2 013 000 000	2 013 000 000	2 013 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	3 924 840 329	5 704 132 278	6 026 257 751

III. PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale.

III.1.1 Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer le cadre de coordination des structures du MINEF	Nombre de textes réglementaires (décrets) soumis	2	10	-	-	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJC
	Nombre de commissions techniques internes fonctionnels	6	6	6	6	Dénombrement Source : Rapport d'activités IGEF
OS 2 : Améliorer le système d'informations, de planification et de suivi-évaluation	Taux de projets suivis et évalués	57,14 % (2016)	100%	100%	100%	(Nombre de projets suivis et évalués/nombre total de projets) x100 Source : Rapport d'activités DEPE
	Nombre de canaux de communication utilisés par an	10	10	10	10	Dénombrement Source : Rapport d'activités SERCOM
OS 3 : Optimiser la gestion des ressources humaine, financières et matérielles	Taux d'agents techniques formés à la Formation Commune de Base (FCB)	-	100%	100%	100%	(Nombre d'agents techniques formés à la FCB/nombre total d'agents techniques recrutés) x100 Source : Rapport d'activités DRH
OS 4 : Réduire les infractions sur les ressources forestières, faunique et en eau	Nombre annuel de Procès-Verbaux d'infractions	729	150	150	100	Dénombrement Source : Rapports d'activités BSSI/DPFE/DPIF
	Nombre d'interventions (missions de contrôles et de surveillance)	130	150	200	200	Dénombrement Source : Rapports d'activités BSSI/DPFE/DPIF

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	26 941 973 468	28 517 041 741	29 778 539 837
Dépenses de personnel	21 248 403 107	22 907 455 923	23 949 565 798
Dépenses en biens et services	5 693 570 361	5 609 585 818	5 828 974 039
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21088 Administration Générale	26 941 973 468	28 517 041 741	29 778 539 837
2108801 Coordination et animation	21 462 873 485	23 143 310 975	24 203 301 006
1 Personnel	21 248 403 107	22 907 455 923	23 949 565 798
21088010588 Prendre en charge les salaires des agents du Ministère	21 248 403 107	22 907 455 923	23 949 565 798
2 Biens et services	214 470 378	235 855 052	253 735 208
21088010312 Organiser la planification générale des activités du Ministère des Eaux et Forêts	5 000 000	5 498 547	5 915 389
21088010561 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de Iffou (Daoukro)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21088010562 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de la Mé (Adzopé)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21088010563 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de la NAWA (Soubré)	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21088010564 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Cavaly (Guiglo)	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21088010565 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Bounkani (Bouna)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21088010566 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Tchologo (Ferkessedougou)	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21088010567 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du N'zi (Dimbokro)	5 000 000	5 498 545	5 915 390
21088010568 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région des Lagunes (Abidjan)	5 000 000	5 498 547	5 915 389
21088010569 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de l'Agneby Tiassa (Agboville)	5 000 000	5 498 547	5 915 391
21088010571 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21088010572 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de San-Pedro (San-Pedro)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21088010573 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de Loh-Djiboua (Divo)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21088010574 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Guémon (duekoue)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21088010575 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Tonkpi (Man)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21088010576 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Gôh (Gagnoa)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21088010577 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21088010578 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Gontougo (Bondoukou)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21088010579 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Poro (Korhogo)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21088010580 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Kabadougou (Odiénné)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21088010581 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Bafing (Touba)	5 000 000	5 498 547	5 915 390
21088010582 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Worodougou (Séguéla)	5 000 000	5 498 547	5 915 391
21088010583 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Gbéké (Bouaké)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21088010584 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Belier (Yamoussoukro)	5 000 000	5 498 547	5 915 389
21088010586 Contrôler le bon fonctionnement et la performance des structures du Ministère	18 051 064	19 850 921	21 355 817
21088010587 Mettre en oeuvre la politique du gouvernement en matière de protection des eaux et Forêts	60 000 000	65 982 551	70 984 688
21088010589 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21088010624 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	5 000 000	5 498 548	5 915 392
21088010626 Renforcer le cadre institutionnel en matière de gestion durable des ressources forestières, fauniques et en eau	7 419 314	8 159 089	8 777 629

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21088 Administration Générale	26 941 973 468	28 517 041 741	29 778 539 837
2108802 Planification, programmation, et suivi-évaluation	10 000 000	10 997 093	11 830 781
2 Biens et services	10 000 000	10 997 093	11 830 781
21088020001 Suivre et Evaluer les activités du Ministère des Eaux et Forêts	10 000 000	10 997 093	11 830 781
2108803 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	5 304 214 488	5 181 407 580	5 368 335 627
2 Biens et services	5 304 214 488	5 181 407 580	5 368 335 627
21088030001 Gérer les ressources et le patrimoine du Ministère des Eaux et Forêts	110 143 516	121 125 838	130 308 385
21088030002 Prendre en charge les missions hors CI	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21088030003 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	5 000 000	5 000 000	5 000 000
21088030004 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	38 866 768	38 858 492	40 004 228
21088030005 Prendre en charge les factures des structures centrales du Ministère (Eau, Electricité)	376 641 704	389 514 299	402 883 598
21088030006 Gérer la commande publique du Ministère	5 000 000	5 498 548	5 915 392
21088030007 Gérer et suivre les carrières des agents du ministère	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21088030008 Prendre en charge les dépenses liées aux services du Ministère des Eaux et Forêts	273 435 889	300 699 958	323 496 020
21088030009 Payer les baux administratifs des logements de fonction	4 200 000 000	3 999 148 278	4 117 062 510
21088030011 Prendre en charge les dépenses liées à la mise en oeuvre du CDMT	65 000 000	71 481 097	76 900 078
21088030015 Gérer les baux et les tenues des agents Techniques des Eaux et Forêts	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21088030019 Gérer les ressources humaines du Ministère des Eaux et Forêts	11 951 821	13 143 526	14 139 939
21088030020 Gérer les formations des agents du Ministère des Eaux et Forêts	178 174 790	195 940 453	210 794 696
2108804 Information et communication	132 511 634	145 724 262	156 771 617
2 Biens et services	132 511 634	145 724 262	156 771 617
21088040008 Gérer le parc informatique et la connexion au réseau internet des services	5 000 000	5 498 545	5 915 392
21088040009 Organiser la communication des activités du Ministère des Eaux et Forêts	107 511 634	118 231 533	127 194 662
21088040011 Participer à l'organisation du SARA/SITA	20 000 000	21 994 184	23 661 563
2108805 Protection, contrôle et surveillance des ressources forestières, fauniques et ressources en eau.	32 373 861	35 601 831	38 300 806
2 Biens et services	32 373 861	35 601 831	38 300 806
21088050001 Contrôler et surveiller la gestion des ressources naturelles (Forêt, Faune, Eau)	8 115 750	8 924 965	9 601 566
21088050002 Conduire des interventions pour la protection des ressources naturelles dans les domaines ruraux et classés	20 000 000	21 994 183	23 661 562
21088050003 Élaborer et mettre en œuvre les stratégies de lutttes contre les feux de brousse et incendies de forets	4 258 111	4 682 683	5 037 678

III.2. Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer la protection des massifs forestiers résiduels	Proportion de forêts du domaine privé de l'Etat disposant d'un plan d'aménagement (PA)	19%	36%	45%	60%	(Nombre de forêts du domaine privé de l'Etat disposant d'un plan d'aménagement / nombre total de forêts) x 100 Source : Rapport d'activités SODEFOR
	Taux de réduction annuel de la déforestation	2,69% (2015)	0,78%	0,78%	0,78%	(Superficie 1 perdue en année N - Superficie 2 perdue en année N-1 / superficie 2 perdue en année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DRCF
OS 2 : Réhabiliter les zones forestières dégradées	Superficie annuelle reboisée (ha)	3 840	72 670	72 670	72 670	Dénombrement Source : Rapports d'activités DRCF/SODEFOR/ICF
OS 3 : Renforcer le cadre d'exploitation, de transformation et de commercialisation des produits forestiers	Taux de mise en œuvre des orientations d'exploitation, de transformation et de commercialisation des produits forestiers	--	0%	25%	50%	(Nombre de nouvelles orientations mise en œuvre / Nombre total de nouvelles orientations prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DPIP

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME II : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIERES	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
Dépenses de personnel	2 400 000	2 329 728	2 386 025
Dépenses en biens et services	2 943 838 410	3 010 029 117	3 145 588 990
Transferts	204 378 426	258 741 367	299 347 893
Investissements	1 778 800 000	1 778 800 000	1 778 800 000
Trésor	1 778 800 000	1 778 800 000	1 778 800 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
2208901 Gestion différentielle des forêts du domaine permanent de l'Etat	3 838 178 426	3 867 614 052	3 967 594 538
2 Biens et services	2 030 000 000	2 005 072 685	2 064 446 645
22089010004 Préparer, Organiser et Superviser la mise en œuvre des activités inscrites dans le Cadre d'Actions Communes	30 000 000	5 498 546	5 915 390
22089010008 Dépenses de Biens et Services LPSI-Eaux et Forêts	2 000 000 000	1 999 574 139	2 058 531 255
3 Transferts	204 378 426	258 741 367	299 347 893
22089010003 Transférer les crédits à la SODEFOR	204 378 426	258 741 367	299 347 893
4 Investissements	1 603 800 000	1 603 800 000	1 603 800 000
Trésor	1 603 800 000	1 603 800 000	1 603 800 000
22089010007 Dépenses d'investissement LPSI - Eaux et Forêts (Projet)	1 603 800 000	1 603 800 000	1 603 800 000
2208902 Développement du reboisement et reconstitution des forêts du domaine rural	337 782 076	353 703 374	367 130 552
1 Personnel	2 400 000	2 329 728	2 386 025
22089020015 Assurer la masse salariale du Jardin Botanique de Bingerville	2 400 000	2 329 728	2 386 025
2 Biens et services	160 382 076	176 373 646	189 744 527
22089020001 Aménager le jardin botanique de Bingerville	50 121 626	55 119 214	59 297 802
22089020002 Aménager le jardin d' Etat de Yamoussoukro	20 635 121	22 692 633	24 412 961
22089020003 Suivre les activités de reboisement	5 000 000	5 498 548	5 915 389
22089020004 Organiser la journée de l'arbre	55 000 000	60 484 005	65 069 297
22089020005 Organiser la journée nationale de lutte contre les feux de brousse	24 625 329	27 080 700	29 133 688
22089020017 Mener les activités d'Education Écocitoyenne	5 000 000	5 498 546	5 915 390
4 Investissements	175 000 000	175 000 000	175 000 000
Trésor	175 000 000	175 000 000	175 000 000
22089020007 Aménagement du Jardin botanique de Bingerville (Projet)	75 000 000	75 000 000	75 000 000
22089020016 Projet d'appui à la mise en oeuvre de la Stratégie de Préservation, Réhabilitation et Extension des Forêts (SPREF)	100 000 000	100 000 000	100 000 000
2208903 Protection, contrôle et surveillance des forêts et des activités forestières.	564 439 165	620 718 865	667 775 741
2 Biens et services	564 439 165	620 718 865	667 775 741
22089030004 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tiémélékro	1 250 000	1 374 636	1 478 847
22089030005 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ahouanou	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030006 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dakpadou	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030007 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zéaglo (Bloléquin)	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030008 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Daleu	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030009 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kanzra	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030011 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tortiya (Niakaramandougou)	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030012 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kouassi Kouassikro	1 250 000	1 374 636	1 478 848

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
22089030013 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yapo	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030015 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gonaté	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030016 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gouméré	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030017 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kongasso	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030019 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ananda	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030021 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gomon	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030022 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yakassé-Mé	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030024 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dogbo	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030025 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ogodou	1 250 000	1 374 636	1 478 847
22089030026 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ettrokro	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030027 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Raviart	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030028 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Séguié	1 250 000	1 374 636	1 478 847
22089030029 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Aboisso-Comoé	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030030 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gabiadji	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030031 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Lozoua	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030032 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Guézou	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030033 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbonné	1 250 000	1 374 637	1 478 847
22089030034 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bédiala	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030035 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tagadi	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030038 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Molonou	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zikisso	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030041 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Péhé	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gadouan	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Lomokankro	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d'Amélékia	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbagbame (Fresco)	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zagné	1 250 000	1 374 636	1 478 847
22089030051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Logoualé	1 250 000	1 374 637	1 478 847
22089030052 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bonon	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030053 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diégonéfla	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030054 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Belle Ville	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030055 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sirasso	1 250 000	1 374 637	1 478 847
22089030056 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djoulatiendougou	1 250 000	1 374 637	1 478 847
22089030057 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djibrosso	1 250 000	1 374 637	1 478 848

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
22089030058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Boniérédougou	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Orescrobou	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030062 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Nouanou	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030065 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gnamezaria (Lakota)	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030066 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbapleu (Duekoue)	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dignago	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030073 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tafiré	1 250 000	1 374 637	1 478 849
22089030075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Rubino	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030076 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bianouan	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030078 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yocoboue (Divo)	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030080 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kononfla (Sinfra)	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030081 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Galebré	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030082 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Samatiguila	1 250 000	1 374 635	1 478 849
22089030083 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sarhala	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030084 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Satama Sokoura	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030086 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yakpabo (Sakassou)	1 250 000	1 374 637	1 478 847
22089030093 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bayota	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030094 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kouassi-Datédro	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030096 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Koutouba	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030098 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kokumbo (Toumodi)	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030101 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Hiré	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030103 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gohitafla	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030104 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ouragahio	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030105 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Saïoua	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030107 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Guentéguéla	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030108 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Fougbesso	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030109 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tiéningboué	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030111 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d'Azaguié	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030113 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Niablé	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030125 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bassawa	1 250 000	1 374 636	1 478 848

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
22089030126 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Danguira	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030128 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zaranou	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030129 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Niainon	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030130 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Napeledougou	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030132 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Satama-Sokoro	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030133 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ayaou-sran	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030135 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Gueyo	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030136 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Doropo	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030137 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bolequin	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030138 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Grand-Bereby	2 000 000	2 199 418	2 366 155
22089030139 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Ouangolodougou	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030140 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sakassou	2 000 000	2 199 417	2 366 157
22089030141 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Ouélé	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030142 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sipilou	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030143 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de M'Bengué	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030144 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de M'Batto	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030146 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Maféré	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030147 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sinematiali	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030148 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kani	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030150 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guitry	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030151 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kouto	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030152 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du cantonnement Forestier de Sikensi	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030153 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dikodougou	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030154 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kong	2 000 000	2 199 417	2 366 156

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
22089030155 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kounahiri	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030157 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Prikro	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030158 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Yakassé-Attrobou	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030159 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement forestier de Buyo (Dept Soubré)	2 000 000	2 199 417	2 366 157
22089030160 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bouna	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030161 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de de Kaniasso (Odienné)	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030162 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Niakaramadougou	2 000 000	2 199 419	2 366 155
22089030163 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Koun-Fao	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030164 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bettié	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030165 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Toulépleu	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030166 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement forestier de Vavoua	2 000 000	2 199 419	2 366 155
22089030167 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier Tiassalé	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030168 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Minignan	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030169 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de M'Bahiakro	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030170 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier Grand-Lahou	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030171 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tabou	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030172 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tengrela	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030173 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dabakala	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030174 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Daoukro	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030175 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier Dabou	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030176 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sassandra	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030177 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Duékoué	2 000 000	2 199 418	2 366 156

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
22089030178 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Danané	2 000 000	2 199 418	2 366 158
22089030179 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Zuénoula	2 000 000	2 199 417	2 366 156
22089030180 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Ferkessedougou	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030181 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement forestier de Ouaninou	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030182 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Béoumi	2 000 000	2 199 417	2 366 157
22089030183 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bongouanou	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030184 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tiébissou	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030185 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Alépé	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030186 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Adzopé	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030187 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Agnibilékrou	2 000 000	2 199 418	2 366 158
22089030188 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Soubré	2 188 500	2 406 713	2 589 167
22089030189 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Lakota	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030190 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bangolo	2 000 000	2 199 418	2 366 155
22089030191 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Biankouma	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030192 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sinfra	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030193 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Oumé	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030194 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Issia	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030195 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tanda	2 000 000	2 199 417	2 366 157
22089030196 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Boundiali	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030197 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Mankono	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030198 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Katiola	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030199 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bocanda	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030200 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Toumodi	2 000 000	2 199 419	2 366 157

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
22089030201 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Abidjan	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030202 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Agboville	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030203 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Aboisso	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030204 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Abengourou	2 000 000	2 199 419	2 366 155
22089030205 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de San-Pédro	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030206 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Divo	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030207 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guiglo	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030208 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Man	2 000 665	2 200 150	2 366 942
22089030209 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bouaflé	2 000 000	2 199 418	2 366 158
22089030210 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Gagnoa	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030211 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Daloa	2 000 000	2 199 418	2 366 155
22089030212 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bondoukou	2 000 000	2 199 418	2 366 155
22089030213 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Korhogo	2 000 000	2 199 419	2 366 155
22089030214 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Odienné	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030215 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Touba	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030216 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Séguéla	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030217 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bouaké	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030218 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dimbokro	2 000 000	2 199 419	2 366 155
22089030219 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Yamoussoukro	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030220 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Dabou	3 000 000	3 299 127	3 549 234
22089030221 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département d'Akoupé	3 000 000	3 299 128	3 549 234
22089030222 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Bongouanou	3 000 000	3 299 128	3 549 234
22089030223 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Sassandra	3 000 000	3 299 128	3 549 235
22089030224 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tanda	3 000 000	3 299 128	3 549 235
22089030225 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Mankono	3 000 000	3 299 129	3 549 234

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
22089030226 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Toumodi	3 000 000	3 299 127	3 549 234
22089030227 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Danané	4 500 000	4 948 691	5 323 851
22089030228 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Bouaflé	3 000 000	3 299 129	3 549 234
22089030230 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Boundiali	3 000 000	3 299 128	3 549 234
22089030231 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Minignan	3 000 000	3 299 128	3 549 234
22089030232 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Katiola	3 000 000	3 299 128	3 549 235
22089030236 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bakanda	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030238 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Danoa	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030239 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Doba	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030240 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Boihia	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030241 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Irobo (Grand-Lahou)	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030242 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bingerville	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030244 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Mahapleu	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030245 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Vaou (Vavoua)	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030246 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tabagne	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030247 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diawala	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030248 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Pacobo	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030249 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Liliyo	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030250 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sominace (Bouna)	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030251 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kanoroba	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030252 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diabo	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030253 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Songon	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030254 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Oupouyo	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030255 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d' Iboguhé	1 250 000	1 374 637	1 478 847
22089030256 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d' Assuéffry	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030257 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Brobo	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030259 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sago	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030260 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kouan Houlé	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030261 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Pélézi	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030262 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kalamon	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030263 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bodokro	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030264 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Taï	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030266 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kpouebo	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030268 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dairo-Didizo	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030269 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Adaou	1 250 000	1 374 636	1 478 849

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
22089030270 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Noé	1 250 000	1 374 637	1 478 847
22089030271 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Assinie Mafia	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030274 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djébonoua	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030275 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sangouiné	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030276 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Semien	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030277 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Méagui	3 000 000	3 299 127	3 549 236
22089030278 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Soubré (Buyo)	3 000 000	3 299 127	3 549 236
22089030279 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de M'Bahiakro	3 000 000	3 299 127	3 549 236
22089030280 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Grand Bassam	3 000 000	3 299 127	3 549 236
22089030281 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tabou	3 000 000	3 299 127	3 549 236
22089030282 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Bangolo	3 000 000	3 299 127	3 549 236
22089030283 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Doropo	4 500 000	4 948 693	5 323 852
22089030284 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tiassalé	3 000 000	3 299 127	3 549 236
22089030285 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Ouangolodougou	3 000 000	3 299 128	3 549 234
22089030286 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Lakota	3 000 000	3 299 127	3 549 236
22089030287 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Toulepleu	3 000 000	3 299 127	3 549 236
22089030288 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Biankouma	3 000 000	3 299 127	3 549 236
22089030289 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Madinani	3 000 000	3 299 128	3 549 235
22089030290 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Vavoua	3 000 000	3 299 128	3 549 236
22089030291 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département d'Agnibilékrou	3 000 000	3 299 127	3 549 236
22089030292 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Béoumi	3 000 000	3 299 128	3 549 235
22089030293 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Brofodoumé	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030294 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Krégbé	1 250 000	1 374 637	1 478 849
22089030295 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Grand Zatry	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030296 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de GRABO	2 000 000	2 199 419	2 366 157
22089030297 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Transua	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030298 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sandegué	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030299 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Taabo	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030300 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Nassian	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030301 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Jacquerville	2 000 000	2 199 418	2 366 156

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
22089030302 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de ZouanHounien	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030303 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kouibly	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030304 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Niellé	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030305 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Facobly	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030306 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bonoua	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030307 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bottro	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030308 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Ayamé	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030309 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Zoukougbeu	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030310 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Adiaké	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030311 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dania	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030312 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Arrah	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030313 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Koro	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030314 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dianra	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030315 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Fresco	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030316 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Didiévi	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030317 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dufrebo	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030318 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Attigouakro	2 000 000	2 199 417	2 366 157
22089030319 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Madinani	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030320 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Gbeleban	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030321 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guibéroua	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030322 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Séguélon	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22089030323 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Anyama	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030324 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Méaguy	2 000 000	2 199 417	2 366 157

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
22089030325 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Akoupé	2 000 000	2 199 419	2 366 156
22089030326 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de TIAPOUM	3 000 000	3 299 128	3 549 235
22089030327 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Tiapoum	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030328 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Djékanou	2 000 000	2 199 418	2 366 158
22089030329 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Tehini	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030330 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Grand Bassam	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030331 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ABONGOUA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030332 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de AFFERY	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030333 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de AGOU	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030334 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de AKOBOISSUE	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030335 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANDE	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030336 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANDO KEKRENOU	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030337 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANIASSUE	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030338 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANOUMABA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030339 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de APPIMADOUM	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030340 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BAKO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030341 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BAZRA NATIS	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030342 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BILIMONO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030343 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BIN HOUYE	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030344 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BONGO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030345 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BOOKO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030346 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BORON	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030347 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BOROTOU	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030348 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de BOUKO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030349 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DABOUYO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030350 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DANANON	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030351 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DAPEOUA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030352 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DIAMARAKRO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030353 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DIAMBA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030354 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DJOUROUTOU	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030355 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de DOKE	1 250 000	1 374 636	1 478 848

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
22089030356 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de EBILASSOKRO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030357 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ETUEBOUE	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030358 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de FENGOLO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030359 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de FOUMBOLO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030360 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de FRONAN	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030361 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GANAONI	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030362 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GBONGAHA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030363 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GNABODOUGNOUA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030364 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GOULIA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030365 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GUESSABO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030366 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GUEZON 1	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030367 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de GUIEMBE	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030368 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KANAKORO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030369 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KARAKORO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030370 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KATOGO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030371 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KOLIA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030372 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KONDOSSO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030373 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KONROBO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030374 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KOONAN	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030375 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KOSSOU	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030376 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de KOTOBİ	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030377 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de LAOUDI BA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030378 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de LATAHA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030379 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de LOLOBO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030380 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de MASSALA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030381 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de MORONDO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030382 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de NAFANA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030383 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de N'DOUCI	1 250 000	1 374 637	1 478 848
22089030384 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de N'GUESSANKRO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030385 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de NIOFOIN	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030386 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de OKROUYO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030387 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de OLODIO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030388 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ONDEFIDOUO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030389 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de PAPARA	1 250 000	1 374 636	1 478 848

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22089 Gestion durable des ressources forestières	4 929 416 836	5 049 900 212	5 226 122 908
22089030390 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SETIFLA	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030391 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SIFIE	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030392 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SIKOLO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030393 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SOKORO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030394 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de SOROBANGO	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030395 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TANGUELAN	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030396 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TANKESSSE	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030397 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TEAPLEU	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030398 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TENDENE BAMBARASSO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030399 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TIENKO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030400 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TIENKOIKRO	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030401 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TIMBE	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030402 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TOGONIERE	2 000 000	2 199 418	2 366 157
22089030403 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TOUGBO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030404 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TOUMOKORO	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030405 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de YAKASSE - FEYASSE	1 250 000	1 374 636	1 478 848
22089030406 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de YAOU	1 250 000	1 374 636	1 478 849
22089030407 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de YOROBODI	1 250 000	1 374 636	1 478 848
2208904 Renforcement du cadre d'exploitation rationnelle, de transformation et de commercialisation des produits forestiers	152 169 130	167 341 791	180 027 969
2 Biens et services	152 169 130	167 341 791	180 027 969
22089040001 Mettre en oeuvre le processus APV-FLEGT	147 169 130	161 843 245	174 112 579
22089040002 Gérer et promouvoir les activités d'exploitation forestière	5 000 000	5 498 546	5 915 390
2208905 Mise en oeuvre des activités du programme gestion durable des ressources forestières	36 848 039	40 522 130	43 594 108
2 Biens et services	36 848 039	40 522 130	43 594 108
22089050001 Mettre en oeuvre la politique des Forêts	36 848 039	40 522 130	43 594 108

III.3. Programme 3 : Gestion Durable des Ressources Fauniques

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Restaurer et valoriser la faune sauvage	Proportion d'espèces de faune valorisées	1/244	2/244	2/244	3/244	Nombre de nouvelles espèces promues / nombre total d'espèces de mammifères Source : Rapport d'activités DFRC
	Proportion d'espèces menacées d'extinction bénéficiant de programme de restauration	1/208	2/208	2/208	3/208	Nombre d'espèces bénéficiant de programme de protection, de surveillance, de reconstitution / nombre total d'espèces menacées d'extinction Source : Rapport d'activités DFRC
OS.2 : Valoriser les parcs zoologiques	Taux d'accroissement annuel du nombre de visiteurs	--	30%	75%	100%	(Nombre de visiteurs en année N – Nombre de visiteurs en année N-1 / Nombre de visiteurs en année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités ZNA

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME III : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FAUNIQUES	393 755 085	283 785 794	297 791 451
Dépenses de personnel	30 000 000	29 121 600	29 825 317
Dépenses en biens et services	284 555 085	175 464 194	188 766 134
Transferts	0	0	0
Investissements	79 200 000	79 200 000	79 200 000
Trésor	79 200 000	79 200 000	79 200 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22090 Gestion durable des ressources fauniques	393 755 085	283 785 794	297 791 451
2209001 Renforcement du dispositif de protection des ressources fauniques	55 000 000	55 498 546	55 915 393
2 Biens et services	5 000 000	5 498 546	5 915 393
22090010001 Renforcer le dispositif de protection des ressources fauniques	5 000 000	5 498 546	5 915 393
4 Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
Trésor	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22090010003 Projet d'amélioration de la Conservation des Espèces Animales Sauvages	25 000 000	25 000 000	25 000 000
22090010010 Promotion de l'élevage des espèces de faune sauvage	25 000 000	25 000 000	25 000 000
2209002 Aménagement du zoo, prévention et éradication des zoonoses	326 504 042	214 814 663	227 382 118
1 Personnel	30 000 000	29 121 600	29 825 317
22090020005 Assurer les charges salariales du Zoo d'Abidjan	30 000 000	29 121 600	29 825 317
2 Biens et services	267 304 042	156 493 063	168 356 801
22090020002 Protéger les espèces animales et promouvoir les activités récréatives	267 304 042	156 493 063	168 356 801
4 Investissements	29 200 000	29 200 000	29 200 000
Trésor	29 200 000	29 200 000	29 200 000
22090020001 Réhabiliter le Parc Zoologique d'Abidjan	29 200 000	29 200 000	29 200 000
2209003 Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources fauniques	12 251 043	13 472 585	14 493 940
2 Biens et services	12 251 043	13 472 585	14 493 940
22090030001 Mettre en œuvre la politique de Gestion durable des ressources fauniques	12 251 043	13 472 585	14 493 940

III.4. Programme 4 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programmes 4 : Gestion Intégrées des Ressources en Eau						
Objectif spécifique	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Mettre en place un cadre de gestion durable des ressources en eau et des ouvrages hydrauliques	Pourcentage d'autorisations de prélèvement d'eau	0	50%	75%	100%	(Nombre d'autorisations délivrées / Nombre de demandes) x 100 Source : Rapport d'activités DGRE
OS 2 : Protéger les ressources en eau	Existence de la carte de dégradation des états de surface	Non	Non	Oui	Oui	Source : Rapport d'activités DGRE

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV : GESTION INTEGREES DES RESSOURCES EN EAU		4 132 840 329	5 917 416 865	6 243 960 892
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	53 000 000	58 284 587	62 703 141
	Transferts	0	0	0
	Investissements	4 079 840 329	5 859 132 278	6 181 257 751
	Trésor	155 000 000	155 000 000	155 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	3 924 840 329	5 704 132 278	6 026 257 751

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22091 Gestion intégrée des ressources en eau	4 132 840 329	5 917 416 865	6 243 960 892
2209101 Évaluation, protection et régulation des ressources en eau.	35 000 000	38 489 821	41 407 735
2 Biens et services	35 000 000	38 489 821	41 407 735
22091010002 Protéger et aménager les Ressources en Eau	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22091010003 Évaluer le patrimoine hydraulique	5 000 000	5 498 545	5 915 391
22091010005 Organiser la journée mondiale de l'eau	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22091010006 Organiser la semaine nationale de l'eau	20 000 000	21 994 184	23 661 563
2209102 Mise en œuvre des activités du programme gestion intégrée des ressources en eau	4 097 840 329	5 878 927 044	6 202 553 157
2 Biens et services	18 000 000	19 794 766	21 295 406
22091020001 Mettre en œuvre la politique de gestion intégrée des ressources en eau	18 000 000	19 794 766	21 295 406
4 Investissements	4 079 840 329	5 859 132 278	6 181 257 751
Trésor	155 000 000	155 000 000	155 000 000
22091020002 Programme Intégré de Développement et d'adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC)	155 000 000	155 000 000	155 000 000
Financement extérieur	3 924 840 329	5 704 132 278	6 026 257 751
22091020002 Programme Intégré de Développement et d'adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC)	3 924 840 329	5 704 132 278	6 026 257 751

SECTION 346 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au titre de la gouvernance et de la coopération culturelle

- la faiblesse du cadre juridique ;
- la faiblesse du dispositif de suivi et d'évaluation des activités majeures du ministère ;
- le manque de statistiques culturelles à jour ;
- le sous équipement des structures opérationnelles (ONAC-CI, CNAC, OIPC, SPSEC, CNF) ;
- la faible mobilisation de ressources extérieures.

Au titre de l'animation culturelle et de l'industrie culturelle et créative

- le piratage et la contrefaçon des œuvres de l'esprit ;
- le faible niveau de structuration du sous-secteur de l'animation et de l'industrie culturelle ;
- l'insuffisance d'espaces et de cadres d'expression de la diversité culturelle ;
- l'insuffisance d'appuis financiers pour accompagner les opérateurs culturels.

Au titre du patrimoine culturel

- la dégradation du patrimoine ;
- la méconnaissance du patrimoine culturel ;
- l'insuffisance d'outils techniques et financiers de suivi et de gestion des monuments et sites classés.

Au titre de l'enseignement artistique et culturel

- l'insuffisance et l'inégal accès des populations aux structures de formation artistique et culturelle ;
- l'insuffisance d'enseignants dans le supérieur ;
- le stock élevé des arriérés des heures de vacation des enseignants du supérieur.

I.1.2. Réponses apportées

Au titre de la gouvernance et de la coopération culturelle

- la prise du décret n° 2017- 322 du 24 mai 2017 portant classement du Parc Archéologique d'Ahouakro sur la liste du patrimoine culturel national ;
- la prise du décret n° 2019 -103 du 30 janvier 2019 déterminant la procédure, les conditions, les normes et barèmes d'acquisition de livres par les acheteurs institutionnels ;
- la production de l'annuaire des statistiques culturelles 2014, 2017 et 2018 et l'étude portant impact socio-économique de la culture sur le développement de la Côte d'Ivoire réalisée en 2016 permettant au secteur de disposer de statistiques ;
- le renforcement de capacités des cadres à travers la signature de conventions avec la SNDI, le CIRES et l'université Senghor en CI ;
- la contribution à l'amélioration des conditions de vie des acteurs culturels par les actions suivantes :
 - assurance maladie et pension de retraite des artistes sociétaires du BURIDA ;
 - octroi d'un montant de 300 000 FCFA par mois à 59 anciennes Gloires de la culture ;
 - octroi d'un chèque de 300.000 FCFA à une première vague de 700 acteurs du monde culturel sur 1022 au total impactés à travers le Fonds d'Appui aux acteurs du Secteur Informel (FASI) pour faire face aux préjudices causés par la Covid-19 ;

- la signature du Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) avec le Burkina Faso ;
- le renforcement des capacités des acteurs culturels à travers la signature de conventions avec le Maroc;
- la signature le 14 mai 2018 d'une convention tripartite dans le cadre de la création d'une zone économique spéciale (ZES-SKBO) ;
- l'appui financier de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) pour la mise en place d'un Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CENATELPAC).

Au titre de l'animation culturelle et de l'industrie culturelle et créative

- la restructuration du BURIDA ;
- la diversité et la qualité des festivals internationaux organisés tels que le MASA, le FEMUA, le FASSA, la SNAC, Ivoire Ciné Tour, Clap Ivoire, le POPO CARNAVAL, l'ABISSA, le FICAD ;
- le dynamisme des productions cinématographiques avec la sortie de plusieurs films ;
- le dynamisme des productions musicales avec la sortie de plusieurs albums et la tenue de plusieurs concerts ;
- le dynamisme de l'industrie du livre avec la tenue du SILA (Salon International du Livre d'Abidjan), du Salon du Livre pour enfants et du Prix Ivoire pour la littérature africaine ;
- l'appui financier des différentes productions et activités à travers le Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC) pour le Cinéma et le Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique (FSCCA) pour les autres arts ;
- l'ouverture de chantiers d'infrastructures : la Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan (BRAA), le siège du CENATELPAC avec les travaux de délocalisation de la DECO en juillet 2018 et les Centres Culturels Intégrés (CCI) des localités d'Odienné, de Man, de Gagnoa, de Dimbokro et de Daloa.

Au titre du patrimoine culturel

- l'inventaire du patrimoine culturel immatériel par l'OIPC et la Direction du Patrimoine Culturel en partenariat avec l'UNESCO ;
- l'inscription de quatre (04) biens culturels au Patrimoine mondial de l'UNESCO : le Gbofé d'Afounkaha de Katiola en 2008, la Ville historique de Grand-Bassam en 2012, le Balafon pentatonique Djéguélé des Sénoufos en 2012 et le Zaouli en 2018 ;
- la traduction de la Bible en plusieurs langues nationales (Baoulé, Sénoufo, Bété, Agni, Koulango, Malinké...);
- l'instauration de l'enseignement de langues nationales dans certaines régions (phase expérimentale) ;
- le projet de la route de la mémoire (la route de l'esclave et la route du fer) avec la construction de stèles à Kanga Nianzé (Tiassalé) pour matérialiser et retracer le passage des esclaves pendant la traite négrière ;
- les fouilles archéologiques en cours dans plusieurs régions du pays avec des études sur la réhabilitation de certains monuments tels que les mosquées de type soudanais.

Au titre de l'enseignement artistique et culturel

- la construction en cours du Lycée d'Enseignement Artistique (LEA) de Yamoussoukro;
- la construction en cours du Centre Technique des Arts Appliqués (CTAA) de Korhogo;
- la réhabilitation et l'extension en cours de l'INSAAC;
- la réforme (système Licence Master Doctorat (LMD)) des curricula dans l'enseignement supérieur culturel.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du cadre juridique et institutionnel ;
- la création des conditions de la mise en valeur du Patrimoine Culturel National ;
- l'amélioration de l'exploitation et la diffusion des œuvres culturelles et artistiques sur l'ensemble du territoire ;
- l'insertion des jeunes diplômés ;
- l'intensification des actions d'initiation et de promotion des activités de l'industrie culturelle et créative en vue de lutter contre la pauvreté ;
- le renforcement de la coopération culturelle internationale et de la francophonie.
- l'inventaire systématique du patrimoine culturel national ;
- la dotation de toutes les régions d'infrastructures culturelles ;
- l'organisation d'événements culturels et artistiques en région ;
- la promotion des industries culturelles et créatives ;

- l'encadrement et l'appui technique et financier des initiatives culturelles privées ;
- la révision des curricula en adéquation avec le bassin de l'emploi ;
- le renforcement du positionnement de la Côte d'Ivoire dans l'espace francophone et dans le monde.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance du ministère, de la coopération culturelle et de la Francophonie ;
- l'amélioration de la rentabilité économique des industries culturelles et créatives ;
- l'amélioration de la gestion du patrimoine culturel national ;
- l'amélioration de l'enseignement artistique et culturel.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère et la coopération culturelle sont renforcées ;
- la rentabilité économique des industries culturelles et créatives est améliorée ;
- la gestion du patrimoine culturel national est améliorée ;
- l'enseignement artistique et culturel est performant et accessible.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Culture et de la Francophonie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Culture et de Francophonie. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de culture

- promotion de la création littéraire et artistique, des arts et des traditions populaires ;
- formation dans les domaines des arts et activités culturelles ;
- développement des infrastructures culturelles ;
- préservation et valorisation du patrimoine culturel national ;
- protection des œuvres de l'esprit ;
- promotion de l'édition et de la diffusion du livre ;
- promotion des échanges internationaux en matière culturelle ;
- promotion de la production cinématographique ;
- promotion d'une industrie culturelle nationale ;
- promotion d'une économie de la culture ;
- promotion des langues nationales ;
- valorisation des conventions des pratiques traditionnelles de régulation sociale ;
- promotion des artistes nationaux à l'étranger ;
- renforcement de l'unité nationale par l'organisation d'activités culturelles.

En matière de francophonie

- représentation de la Côte d'Ivoire dans les organes de la francophonie ;
- suivi de l'évolution juridique et institutionnelle de la francophonie ;
- organisation de la participation de la Côte d'Ivoire aux instances des divers sommets de la francophonie ;
- renforcement des relations culturelles avec les Ambassades et organismes francophones en Côte d'Ivoire ;

- contrôle de la mise en œuvre des décisions des sommets de la francophonie ;
- promotion et vulgarisation de la francophonie auprès des populations ;
- contribution au suivi et à l'évaluation des opérations de coopération culturelle francophones en Côte d'Ivoire.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives ;
- Programme 3 : Patrimoine culturel ;
- Programme 4 : Enseignement artistique et culturel ;
- Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II. 1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, SG, IG, DAF, DRH, DRC SPSEC, SCD, CPMP, DFCC, DR (32), Brigade Culturelle.	CNF, FSCCA	- Mise en place d'un système informatique de collecte et de gestion des données statistiques culturelles (SIG-DSIC)	
P2 : Animation Culturelle et Industrie Culturelle et créative	DIEC, DLAPV, DC, DICC, DPAC, CCJAB, CACAB, CENATELPAC	CNAC, PCBD, ONAC-CI, MASA, FONSI.	- Construction et Equipement de centres culturels intégrés - Construction du Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CENATELPAC) - Equipement l'Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire	Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan (BRAA)
P3 : Patrimoine culturel	DPC, BNCI Musées de civilisations de CI, Musée du costume de Grand Bassam, Musée du costume de Korhogo, Musée de zaranou, Musée de Bettié, Bibliothèque de Korhogo.	OIPC	- Sauvegarde et la valorisation de la ville historique de Grand Bassam - Construction mémoriaux commémoratif de l'esclavage - Proposition d'inscription des mosquées de type soudanais du Nord et du Nord-est de la Côte d'Ivoire - Pôle de développement de la cité de Kong/phase 1	
P4 : Enseignement Artistique et Culturel	DFAC, CRAMA, CTAA, LEA	INSAAC, IRES, RDEC	- Construction et équipement du LEA de Yamoussoukro - Construction et équipement du CTAA de Korhogo - Réhabilitation de l'INSAAC	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Renforcer la gouvernance du ministère, la coopération culturelle et la Francophonie	RS 1 : la gouvernance du ministère et la coopération culturelle sont renforcées	IP 1.1 : Pourcentage de filières culturelles structurées	Nombre de filières structurées / Nombre total de filières à restructurer Source : Rapport d'activités DRC
		IP 1.2 : Nombre d'accords de coopération et de traités signés	Dénombrement Source : Rapports d'activités DFCC/ CNF
OG 2 : Améliorer la rentabilité économique des industries culturelles et créatives	RS 2 : La rentabilité économique des industries culturelles et créatives est améliorée	IP 2.1 : Part des industries culturelles et créatives dans le PIB	Volume des richesses produites par les industries culturelles et créatives / PIB Source : Rapports d'activités. SPSEC
		IP 2.2 : Taux de couverture nationale en manifestations culturelles	Nombre de régions ayant abrité au moins une (01) manifestation culturelle de dimension nationale ou internationale / Nombre total de régions Source : Rapport d'activités DPAC
OG 3 : Améliorer la gestion du patrimoine culturel national	RS 3 : La gestion du patrimoine culturel national est améliorée	IP 3.1 : Part des ressources propres tirées de l'exploitation du patrimoine culturel dans le financement global du MCF	Part des ressources propres tirées de l'exploitation du patrimoine culturel / Financement total du MCF Source : Rapports d'activités DAF/ SPSEC
OG 4 : Améliorer l'enseignement artistique et culturel	RS 4 : L'enseignement artistique et culturel est amélioré	IP 4.1 : Taux d'admission dans les différents cycles de formation	Nombre d'admis dans un cycle de formation / Nombre total d'inscrits dans ce cycle Source : Rapport d'activités DFAC

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	14 814 416 795	14 882 603 715	15 768 900 731
1.1 Ressources Intérieures	14 814 416 795	14 882 603 715	15 768 900 731
1.1.1 Budget Etat	14 814 416 795	14 882 603 715	15 768 900 731
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
2. CHARGES	14 814 416 795	14 882 603 715	15 768 900 731
2.1 Personnel	6 771 546 910	7 113 986 093	7 368 739 104
2.1.1 Solde y compris EPN	6 771 546 910	7 113 986 093	7 368 739 104
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 976 704 276	1 408 031 004	1 495 468 267
2.3 Transferts et subventions	4 924 419 564	5 785 586 618	6 329 693 360
2.4 Investissement	1 141 746 045	575 000 000	575 000 000
Trésor	1 141 746 045	575 000 000	575 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJET ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel, la coordination et le rayonnement de la culture ivoirienne dans l'espace francophone et dans le monde	Proportion de lois bénéficiant de décrets d'application	2 / 5	3 / 5	4 / 5	5 / 5	Nombre de lois bénéficiant de décrets d'application / nombre total de lois Source : Rapport d'activités DRC
	Taux de croissance des prestations artistiques et culturelles ivoiriennes à l'international	-25%	6,49%	8%	10%	(Nombre de prestations artistiques et culturelles ivoiriennes à l'international en année N – Nombre de prestations artistiques et culturelles ivoiriennes à l'international en année N-1 / Nombre de prestations artistiques et culturelles ivoiriennes à l'international en année N-1) x100 Source : Rapports d'activités CNF/DFCC/DPAC
OS 2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières.	Taux d'agents formés	15 %	20 %	22%	50%	(Nombre d'agents formés / Nombre d'agents à former) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du budget	90 %	97 %	98%	100%	(Budget ordonnancé / budget voté) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux d'exécution du plan de passation des marchés	28 %	60 %	90 %	95%	(Nombre de marchés passés / Nombre de marchés prévus) x 100 Source : Rapports d'activités CPMP

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		6 589 158 198	6 472 294 813	6 787 756 964
	Dépenses de personnel	4 869 238 147	5 233 230 383	5 465 309 992
	Dépenses en biens et services	1 599 920 051	1 092 465 271	1 155 979 510
	Transferts	100 000 000	126 599 159	146 467 462
	Investissements	20 000 000	20 000 000	20 000 000
	Trésor	20 000 000	20 000 000	20 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21097 Administration Générale	6 589 158 198	6 472 294 813	6 787 756 964
2109705 Coordination et animation du ministère	712 254 672	401 461 763	442 161 680
1 Personnel	115 084	111 714	114 414
21097050055 Prendre en charge les dépenses du personnel de la Direction de la Culture de la Région du Haut - Sassandra (Daloa)	115 084	111 714	114 414
2 Biens et services	612 139 588	274 750 890	295 579 804
21097050001 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de francophonie	18 399 103	20 233 663	21 767 576
21097050002 Contrôler les services du ministère	11 000 000	12 096 802	13 013 859
21097050004 Coordonner les activités administratives du ministère	3 400 000	1 099 709	1 183 079
21097050007 Lutter contre la fraude des œuvres de l'esprit	8 000 000	8 797 675	9 464 625
21097050008 Promouvoir la politique de la francophonie et de la coopération culturelle	9 000 000	9 897 384	10 647 705
21097050012 Apporter un appui juridique aux services du ministère	7 888 406	8 674 954	9 332 600
21097050016 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gbôklé (Sassandra)	4 416 304	4 856 650	5 224 835
21097050017 Coordonner les activités du ministère dans la région du Tonkpi (Man)	4 999 999	5 498 545	5 915 391
21097050018 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Nawa (Soubré)	4 416 303	4 856 649	5 224 834
21097050019 Coordonner les activités du ministère dans la région du Hambol (Katiola)	4 416 304	4 856 649	5 224 833
21097050020 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lagunes(Abidjan)	4 999 999	5 498 545	5 915 391
21097050023 Coordonner les activités du ministère dans la région de (DR Côh, Gagnoa)	4 316 304	4 746 680	5 106 526
21097050024 Coordonner les activités du ministère dans la région des Lacs (Yamoussoukro)	4 416 304	4 856 651	5 224 835
21097050025 Coordonner les activités du ministère dans la région de Moronou (Bongouanou)	4 416 304	4 856 649	5 224 834
21097050026 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Bagoué(Boundiali)	4 416 306	4 856 653	5 224 835
21097050027 Coordonner les activités du ministère dans la région du Kabadougou (Odiénné)	4 462 233	4 907 157	5 279 171

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21097 Administration Générale	6 589 158 198	6 472 294 813	6 787 756 964
21097050028 Coordonner les activités du ministère dans la région du Lôh Djiboua (Divo)	4 999 999	5 498 543	5 915 390
21097050029 Coordonner les activités du ministère dans la région du Sud Comoé(Aboisso)	4 416 303	4 856 650	5 224 835
21097050030 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville)	4 416 303	4 856 648	5 224 834
21097050031 Coordonner les activités du ministère dans la région de Bounkani (Bouna)	4 636 766	5 099 094	5 485 658
21097050032 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	4 416 305	4 856 651	5 224 836
21097050033 Coordonner les activités du ministère dans la région du Bafing (Touba)	4 415 896	4 856 200	5 224 352
21097050034 Coordonner les activités du ministère dans la région du Poro (Korhogo)	4 416 304	4 856 649	5 224 835
21097050035 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Mé (Adzopé)	4 416 304	4 856 650	5 224 834
21097050036 Coordonner les activités du ministère dans la région des N'ZI (Dimbokro)	4 416 304	4 856 648	5 224 836
21097050037 Coordonner et animer la politique culturelle dans la région du Grand pont (Dabou)	4 999 999	5 498 545	5 915 391
21097050038 Coordonner les activités du ministère dans la région de San Pedro (San Pedro)	4 416 304	4 856 651	5 224 835
21097050039 Coordonner les activités du ministère dans la région de Cavally Guiglo)	4 416 303	4 856 649	5 224 833
21097050040 Coordonner les activités du ministère dans la région Gbèkè (Bouaké)	4 416 303	4 856 650	5 224 834
21097050041 Coordonner les activités du ministère dans la région du Folon (Minignan)	4 416 305	4 856 650	5 224 835
21097050042 Coordonner les activités du ministère dans la région du Gontougo (Bondoukou)	4 416 303	4 856 651	5 224 832
21097050043 Coordonner les activités du ministère dans la région de la Marahoué (Bouaflé)	4 416 304	4 856 650	5 224 834
21097050044 Coordonner les activités du ministère dans la région du Guemon (Duékoué)	4 416 303	4 856 649	5 224 833
21097050045 Coordonner les activités du ministère dans la région du Tchologo (Ferkessédougou)	4 940 000	5 432 564	5 844 407
21097050046 Coordonner les activités du ministère dans la région du Haut Sassandra (Daloa)	4 494 642	4 942 799	5 317 514
21097050047 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'Agnéby-Tiassadu Béré(Mankono)	4 416 305	4 856 649	5 224 836
21097050048 Coordonner les activités du ministère dans la région du Iffou (Daoukro)	4 416 303	4 856 649	5 224 832
21097050049 Coordonner les activités du ministère dans la région du Worodougou (Séguéla)	4 443 861	4 886 956	5 257 435
21097050053 Participer au sommet de la Francophonie	160 000 000	109 971	118 308
21097050054 Organiser les manifestations culturelles à l'étranger	250 000 000	54 985 459	59 153 906
3 Transferts	100 000 000	126 599 159	146 467 462
21097050050 Mettre en œuvre la politique de la Francophonie	100 000 000	126 599 159	146 467 462
2109706 Planification, programmation et suivi-évaluation	30 000 000	30 997 091	31 830 782
2 Biens et services	10 000 000	10 997 091	11 830 782
21097060001 Organiser la planification générale des activités du Ministère	10 000 000	10 997 091	11 830 782
4 Investissements	20 000 000	20 000 000	20 000 000
Trésor	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21097060002 Mise en place d'un système informatisé de collecte et de gestion de données statistiques culturelles	20 000 000	20 000 000	20 000 000
2109707 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	5 657 864 159	5 852 043 923	6 123 151 687
1 Personnel	4 688 083 696	5 054 124 307	5 284 047 389
21097070013 Prendre en charge les dépenses de Personnel	4 688 083 696	5 054 124 307	5 284 047 389

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21097 Administration Générale	6 589 158 198	6 472 294 813	6 787 756 964
2 Biens et services	969 780 463	797 919 616	839 104 298
21097070001 Gérer les ressources humaines du ministère	10 337 835	11 368 612	12 230 467
21097070002 Prendre en charge les dépenses d'abonnement	252 409 796	261 036 480	269 996 036
21097070004 Apporter un appui financier aux activités culturelles privées	15 000 000	1 099 709	1 183 078
21097070005 Organiser les manifestations culturelles	48 763 566	2 199 418	2 366 156
21097070007 Prendre en charge les dépenses centralisées du ministère	452 755 579	326 053 196	350 771 286
21097070008 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	91 805 500	91 805 500	91 805 500
21097070009 Élaborer le DPPD-PAP	10 000 000	10 997 092	11 830 780
21097070010 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	35 000 000	38 489 822	41 407 735
21097070011 Gérer la commande public du ministère	9 608 187	10 566 214	11 367 233
21097070012 Gérer les ressources financières et matérielles du ministère	20 000 000	19 794 765	21 295 406
21097070014 Prendre en charge les séminaires et conférences en Cote d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21097070016 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21097070018 Organiser les jeux de la Francophonie	100 000	109 971	118 308
2109708 Information et communication	189 039 367	187 792 036	190 612 815
1 Personnel	181 039 367	178 994 362	181 148 189
21097080002 Transférer les subventions équilibre personnel à la CNF	181 039 367	178 994 362	181 148 189
2 Biens et services	8 000 000	8 797 674	9 464 626
21097080001 Organiser la communication des activités du ministère	8 000 000	8 797 674	9 464 626

III.2. Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Animation culturelle et industrie culturelle et créative						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des industries culturelles et créatives	Taux de croissance du montant des droits patrimoniaux distribués aux auteurs d'œuvres de l'esprit	13,84%	15%	20%	25%	(Montant des droits patrimoniaux distribués aux auteurs en année N – Montant des droits patrimoniaux distribués aux auteurs en année N-1/ Montant des droits patrimoniaux distribués aux auteurs en année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités BURIDA
OS 1 : Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des industries culturelles et créatives	Taux de croissance des entreprises culturelles formelles créées	-	5%	7%	10%	(Nombre d'entreprises culturelles créées en année N – Nombre d'entreprises culturelles créées en année N-1/ Nombre d'entreprises culturelles créées en année N-1) x100 Source : Rapports d'activités DPAC / CEPICI

Programme 2 : Animation culturelle et industrie culturelle et créative						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 2 : Améliorer l'expression des diversités culturelles	Proportion de communes disposant d'au moins une salle de spectacles artistiques publiques fonctionnels compris entre 300 et 4000 places	100 / 201	110 / 201	120 / 201	150 / 201	Nombre de régions disposant de salles de spectacles artistiques publics fonctionnels compris entre 300 et 4000 places/ Nombre total de régions Source : Rapports d'activités DIEC /DPAC /Burida
	Nombre de festivals organisés (Festivals patrimoniaux et des arts vivants)	30	32	34	36	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPAC

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : ANIMATION CULTURELLE ET INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES		1 931 500 120	2 524 903 787	2 777 629 680
	Dépenses de personnel	558 339 009	552 032 061	558 674 626
	Dépenses en biens et services	192 063 248	144 867 790	155 850 211
	Transferts	851 137 167	1 498 043 240	1 733 144 147
	Investissements	329 960 696	329 960 696	329 960 696
	<i>Trésor</i>	329 960 696	329 960 696	329 960 696
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22098 Animation culturelle et industries culturelles et créatives	1 931 500 120	2 524 903 787	2 777 629 680
2209801 Soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles	957 088 709	1 107 317 250	1 226 566 436
1 Personnel	342 727 687	338 856 265	342 933 700
21097070022 Transférer les subventions équilibre personnel au Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC)	55 000 000	54 378 725	55 033 060
21097070023 Transférer les subventions équilibre personnel au Marché des Arts et du Spectacle Africain (MASA)	100 896 921	99 757 198	100 957 570
22098010007 Transférer des subventions équilibre personnel à l'ONACCI	186 830 766	184 720 342	186 943 070

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22098 Animation culturelle et industries culturelles et créatives	1 931 500 120	2 524 903 787	2 777 629 680
2 Biens et services	7 471 363	8 216 327	8 839 207
22098010001 Promouvoir la politique cinématographique	7 471 363	8 216 327	8 839 207
3 Transferts	576 540 791	729 895 790	844 444 661
22098010005 Mettre en œuvre la politique cinématographique nationale	130 991 303	165 833 887	191 859 636
22098010006 Soutenir financièrement la production, la distribution et l'exploitation de films	445 549 488	564 061 903	652 585 025
4 Investissements	30 348 868	30 348 868	30 348 868
Trésor	30 348 868	30 348 868	30 348 868
22098010004 Equipement de l'office National du Cinéma (ONA CI)	30 348 868	30 348 868	30 348 868
2209802 Promotion du livre et de la lecture publique	394 000 236	393 666 996	404 981 456
2 Biens et services	55 388 408	44 415 505	47 782 643
22098020001 Promouvoir la politique de la lecture publique	7 388 408	8 125 101	8 741 064
22098020004 Organiser le salon du livre pour Enfant et Adolescents	20 000 000	5 498 546	5 915 391
22098020005 Contrôler et suivre les centres de lecture publique	8 000 000	8 797 674	9 464 625
22098020009 Gérer la bibliothèque de Korhogo	20 000 000	21 994 184	23 661 563
3 Transferts	40 000 000	50 639 663	58 586 985
22098020008 Organiser le Salon international du livre d'Abidjan	40 000 000	50 639 663	58 586 985
4 Investissements	298 611 828	298 611 828	298 611 828
Trésor	298 611 828	298 611 828	298 611 828
22098020002 Construction d'un centre National Technique de Lecture Publique et de l'Animation Culturelle (CENATELPAC)	298 611 828	298 611 828	298 611 828
2209803 Valorisation des arts visuels, de l'artisanat, du design, et des arts vivants	570 411 175	1 012 922 449	1 134 251 008
1 Personnel	215 611 322	213 175 796	215 740 926
22098030046 Transférer des subventions équilibre personnel au CNAC	89 747 369	88 733 591	89 801 316
22098030047 Transférer des subventions équilibre personnel au PCA	125 863 953	124 442 205	125 939 610
2 Biens et services	119 203 477	81 238 866	87 397 581
22098030016 Concevoir et promouvoir la politique des industries culturelles et créatives	9 566 087	10 519 915	11 317 426
22098030018 Organiser le festival des arts sacrés de Korhogo	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22098030019 Gérer le Culturel Jacques Aka de Bouaké	19 488 935	21 432 161	23 056 933
22098030021 Gérer le centre culturel d'Abobo - Gare (CACAB)	13 929 614	15 318 524	16 479 822
22098030022 Organiser le festival du Zanzan	10 000 000	5 498 546	5 915 391
22098030024 Mettre en œuvre la politique d'animation culturelle	7 888 406	8 674 954	9 332 602

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22098 Animation culturelle et industries culturelles et créatives	1 931 500 120	2 524 903 787	2 777 629 680
22098030027 Organiser la fête de la musique	3 000 000	3 299 128	3 549 234
22098030028 Organiser le festival national vacance culture	35 330 435	5 498 546	5 915 391
22098030029 Organiser la semaine nationale des arts et de la culture	10 000 000	5 498 546	5 915 391
22098030042 Contribuer à l'organisation du festival des musiques des urbaines d'Anomambo	5 000 000	0	0
3 Transferts	234 596 376	717 507 787	830 112 501
22098030030 Promouvoir les arts vivants en Côte d'Ivoire et à l'étranger	108 935 507	137 911 436	159 555 072
22098030032 Programmer et diffuser les spectacles et activités culturelles	50 000 000	63 299 579	73 233 731
22098030038 Organiser le Marché des Arts du Spectacle Africain	70 660 869	89 456 066	103 495 181
22098030045 Apporter un appui financier aux associations à caractère culturel	5 000 000	426 840 706	493 828 517
4 Investissements	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Trésor	1 000 000	1 000 000	1 000 000
22098030017 Constructions Centres Culturels Intégrés	1 000 000	1 000 000	1 000 000
2209804 Aménagement Culturel du territoire et promotion des expressions culturelles	10 000 000	10 997 092	11 830 780
2 Biens et services	10 000 000	10 997 092	11 830 780
21097050009 Suivre les travaux des Infrastructures et des Équipements Culturelles (DIEC)	10 000 000	10 997 092	11 830 780

III.3. Programme 3 : Patrimoine culturel

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Patrimoine Culturel						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Sauvegarder les biens du patrimoine culturel national	Nombre de pièces muséales acquises et conservées	17.702	17.729	17.754	17.779	Dénombrement Source : Rapports d'activités DPC/OIPC/Musées
	Taux de croissance des éléments et biens culturels identifiés inscrits sur la liste du patrimoine national	20%	16,66%	14,28%	12,5%	(Nombre d'éléments et biens culturels identifiés inscrits sur la liste du patrimoine national en année N – Nombre d'éléments et biens culturels identifiés inscrits sur la liste du patrimoine national en année N-1) / Nombre d'éléments et biens culturels identifiés inscrits sur la liste du patrimoine national en année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPC/OIPC

Programme 3 : Patrimoine Culturel						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 2 : Exploiter les biens du patrimoine culturel sauvegardés	Taux de croissance du nombre de visiteurs nationaux dans les musées.	50%	57%	43%	80%	(Nombre de visiteurs nationaux de l'année N - nombre de visiteurs nationaux de l'année N-1 / Nombre de visiteurs nationaux de l'année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités Musées
	Taux de croissance du nombre de visiteurs internationaux dans les musées	48%	66%	100%	66%	(Nombre de visiteurs internationaux de l'année N - nombre de visiteurs internationaux de l'année N-1 / Nombre de visiteurs internationaux de l'année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités Musées
	Taux de croissance des ressources générées par l'exploitation du patrimoine culturel	-13,66%	-80 %	75%	90%	(Ressources générées en année N - ressources générées en année N-1 / Ressources générées en année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPC

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : PATRIMOINE CULTUREL		879 654 902	670 540 038	704 408 987
	Dépenses de personnel	401 296 504	396 698 752	401 514 597
	Dépenses en biens et services	112 509 455	107 781 902	115 952 844
	Transferts	105 102 898	133 059 384	153 941 546
	Investissements	260 746 045	33 000 000	33 000 000
	<i>Trésor</i>	260 746 045	33 000 000	33 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22099 Patrimoine culturel	879 654 902	670 540 038	704 408 987
2209901 Inventaire du patrimoine culturel national	182 112 353	217 747 394	245 049 747
2 Biens et services	77 009 455	84 688 010	91 108 201
22099010001 Conserver les œuvres du patrimoine culturel au musée de Zaranou	2 722 800	2 994 288	3 221 287
22099010002 Conserver les œuvres du patrimoine culturel Musée des civilisations de Cote d'Ivoire	35 000 000	38 489 821	41 407 733

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22099 Patrimoine culturel	879 654 902	670 540 038	704 408 987
22099010003 Conserver les œuvres du patrimoine culturel Musée National du Costume de Grand Bassam	23 663 855	26 023 359	27 996 187
22099010005 Promouvoir la politique patrimoniale culturel national	8 000 000	8 797 676	9 464 626
22099010006 Conserver et diffuser les œuvres du patrimoine culturel Musée Jean Marie de Bété	2 722 800	2 994 289	3 221 285
22099010009 Conserver et diffuser les œuvres du patrimoine culturel Musée de Korhogo	4 900 000	5 388 577	5 797 083
3 Transferts	105 102 898	133 059 384	153 941 546
22099010014 Gérer la ville historique de Grand-Bassam	5 000 000	6 329 958	7 323 373
22099010015 Mettre en œuvre la politique du patrimoine culturel national	100 102 898	126 729 426	146 618 173
2209902 Conservation, valorisation et promotion de la politique du patrimoine culturel national	39 600 000	27 088 484	28 923 681
1 Personnel	3 600 000	3 494 592	3 579 038
22099020005 Prendre en charge les dépenses du Centre Technique des Arts Appliqués de BINGERVILLE	3 600 000	3 494 592	3 579 038
2 Biens et services	35 500 000	23 093 892	24 844 643
22099020001 Conserver et diffuser les œuvres d'esprit (dépôt légal)	34 500 000	21 994 183	23 661 565
22099020002 Protéger les œuvres patrimoniaux	1 000 000	1 099 709	1 183 078
4 Investissements	500 000	500 000	500 000
Trésor	500 000	500 000	500 000
22099020003 Sauvegarder et valoriser la ville historique de Grand Bassam	500 000	500 000	500 000
2209903 Protection du patrimoine culturel et archéologique du patrimoine culturel national	657 942 549	425 704 160	430 435 559
1 Personnel	397 696 504	393 204 160	397 935 559
22099030004 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'OIPC	397 696 504	393 204 160	397 935 559
4 Investissements	260 246 045	32 500 000	32 500 000
Trésor	260 246 045	32 500 000	32 500 000
22099030001 Sauvegarde et valorisation des mosquées de styles soudanais du Nord et du Sud -est de la CI (PROJET)	259 246 045	31 500 000	31 500 000
22099030002 Construction mémoriaux commémoratifs de l'esclavage	500 000	500 000	500 000
22099030003 Pôle de Développement Culturel de la Cité de Kong Phase1	500 000	500 000	500 000

III.4. Programme 4 : Enseignement artistique et culturel

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 4 : Enseignement artistique et culturel						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer l'accessibilité à l'éducation-formation artistique et culturelle	Pourcentage d'élèves ayant accès à la formation artistique et culturelle	0.1%	0.2%	0.25%	0.5%	(Nombre d'élèves en arts et culture / nombre total d'élèves) x 100 Source : Rapport d'activités DFAC
	Pourcentage de régions disposant d'infrastructures d'enseignement artistique et culturel	6,25%	6,25%	9,37%	15,62%	(Nombre de régions disposant d'infrastructures d'enseignement artistique et culturel / Nombre total de régions) x 100 Source : Rapport d'activités DFAC
OS 2 : Améliorer la qualité de la formation artistique et culturelle	Proportion de curricula révisés	-	33,3%	66,7%	100%	(Nombre de curricula révisés/nombre total de curricula) x 100 Source : Rapport d'activités DFAC
	Taux de réussite dans les différents cycles de formation (BAC – LICENCE 3)	92,77%	96%	97%	99%	(Nombre d'admis au BAC – LICENCE 3/ Nombre total d'élèves inscrits à l'examen du BAC – LICENCE 3) x 100 Source : Rapport d'activités DFAC
	Ratio d'élèves par enseignant	15	13	11	10	Nombre d'élèves / Nombre d'enseignants Source : Rapport d'activités DFAC
	Taux d'enseignants qualifiés en arts et en culture	55 %	68 %	80%	90%	(Nombre d'enseignants qualifiés / Nombre total d'enseignants) x 100 Source : Rapport d'activités DFAC

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV : ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL		2 899 103 575	2 422 764 946	2 474 658 911
	Dépenses de personnel	942 673 250	932 024 897	943 239 889
	Dépenses en biens et services	72 211 522	62 916 041	67 685 702
	Transferts	1 353 179 499	1 235 784 704	1 271 694 016
	Investissements	531 039 304	192 039 304	192 039 304
	<i>Trésor</i>	531 039 304	192 039 304	192 039 304
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22100 Enseignement artistique et culturel	2 899 103 575	2 422 764 946	2 474 658 911
2210001 Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secteur de l'enseignement artistique et culturel.	531 039 304	192 039 304	192 039 304
4 Investissements	531 039 304	192 039 304	192 039 304
Trésor	531 039 304	192 039 304	192 039 304
22100010001 Construire et équiper le LEA de Yamoussoukro (Poursuivre la construction des bâtiments)	280 500 000	80 500 000	80 500 000
22100010002 Poursuivre la construction et l'équipement du centre technique des arts appliqués (CTAA) de Korhogo à Napié	500 000	500 000	500 000
22100010003 Rénovation et équipement de l'INSAAC	250 039 304	111 039 304	111 039 304
2210002 Coordination de l'enseignement artistique et culturel	1 225 801 987	1 187 822 627	1 210 827 936
1 Personnel	942 673 250	932 024 897	943 239 889
22100020007 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'INSAAC	942 673 250	932 024 897	943 239 889
2 Biens et services	34 295 737	21 219 699	22 828 364
22100020001 Coordonner les activités des établissements artistiques et culturels	8 295 737	9 122 897	9 814 506
22100020002 Organiser les examens et concours artistiques et culturels	6 000 000	6 598 256	7 098 468
22100020008 Évaluer l'enseignement artistique et culturel	20 000 000	5 498 546	5 915 390
3 Transferts	248 833 000	234 578 031	244 759 683
22100020005 Payer les bourses enseignement Artistique et Culturel	223 833 000	202 928 241	208 142 818
22100020006 Développer des partenariats DFAC/ IRES -RDEC Lomé pour le financement des études inter-universitaire	25 000 000	31 649 790	36 616 865
2210003 Développement du système de formation artistique et culturelle	1 142 262 284	1 042 903 015	1 071 791 671
2 Biens et services	37 915 785	41 696 342	44 857 338
22100030001 Dispenser la formation secondaire technique en arts	13 368 672	14 701 655	15 816 183
22100030002 Dispenser la formation professionnelle et technique en arts	19 547 114	21 496 142	23 125 763
22100030003 Dispenser la formation professionnelle artistique	4 999 999	5 498 545	5 915 392
3 Transferts	1 104 346 499	1 001 206 673	1 026 934 333
22100030005 Dispenser la formation supérieure en arts et culture	1 104 346 499	1 001 206 673	1 026 934 333

III.5. Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.5.1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		2 515 000 000	2 792 100 131	3 024 446 189
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	2 515 000 000	2 792 100 131	3 024 446 189
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
23195 Comptes Spéciaux du Trésor	2 515 000 000	2 792 100 131	3 024 446 189
2319501 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	2 515 000 000	2 792 100 131	3 024 446 189
3 Transferts	2 515 000 000	2 792 100 131	3 024 446 189
23195010001 Transférer la taxe pour la Promotion de la culture (Fonds de la Culture)	2 515 000 000	2 792 100 131	3 024 446 189

SECTION 347: MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse du cadre juridique et réglementaire des secteurs du Commerce et de l'Industrie ;
- la faiblesse des systèmes de planification et de statistiques ;
- la faible visibilité des activités du ministère dans les médias nationaux et internationaux ;
- la faible participation des opérateurs économiques aux manifestations promotionnelles nationales et internationales ;
- la prédominance du secteur informel ;
- la mauvaise organisation des circuits de distribution ;
- l'insuffisance de visibilité sur les structures de prix et les marges des produits de grande consommation ;
- la présence sur le marché de produits frauduleux, contrefaits et de contrebandes due en partie à la porosité des frontières ;
- la présence sur le marché de produits non conformes aux normes en vigueur ;
- l'insuffisance et l'inadaptation de véhicules dédiés au transport des denrées alimentaires ;
- l'absence d'infrastructures adaptées à la conservation des produits vivriers ;
- la réticence des opérateurs à s'acquitter du droit de certificat de provenance sur les produits vivriers ;
- l'insuffisance et/ou la non-performance des infrastructures commerciales existantes ;
- la méconnaissance des activités de la métrologie légale par une grande frange de la population et des opérateurs économiques ;
- l'absence d'infrastructures de stockage et de camions de ramassage des produits saisis ;
- la faiblesse du système d'informations sur les stocks et les approvisionnements en produits vivriers ;
- la méconnaissance des opérateurs économiques des marchés porteurs ;
- l'exploitation insuffisante des opportunités offertes par les marchés régionaux (UEMOA, CEDEAO et Afrique) ;
- l'insuffisance de culture à l'exportation des opérateurs économiques ;
- le faible taux des représentations commerciales de la Côte d'Ivoire dans le monde ;
- l'absence de veille stratégique et d'outils d'intelligence économique en matière de Commerce Extérieur ;
- le déficit de vulgarisation des accords bilatéraux et multilatéraux ;
- la non-conformité du TEC CEDEAO avec les tarifs consolidés au niveau de l'OMC ;
- la non standardisation des procédures de fonctionnement interne des services du Commerce Extérieur ;
- la complexité des procédures liées aux échanges commerciaux.
- l'insuffisance de terrains à usage industriel viabilisés ;
- l'insuffisance de financement pour l'aménagement des zones industrielles ;
- l'insuffisance d'application des normes sur la sécurité industrielle ;
- l'inadéquation entre les ressources humaines et les besoins réels du secteur privé industriel ;
- la faible compétitivité des entreprises industrielles ;
- le faible recours à la propriété intellectuelle pour la protection des œuvres intellectuelles ;
- l'insuffisance d'innovation technologique ;
- la faiblesse de l'encadrement et de l'accompagnement des PMI ;
- la faiblesse de la mise en œuvre de certaines politiques sectorielles industrielles ;

- l'insuffisance du nombre d'organismes nationaux d'évaluation de la conformité accrédités ;
- la non-reconnaissance au niveau international du Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC);
- la baisse du chiffre d'affaires des entreprises industrielles due à l'invasion des produits contrefaits et frauduleux sur le marché local ;

I.1.2. Réponses apportées

- l'amélioration du cadre institutionnel et juridique et la poursuite des réformes engagées à travers l'adoption de textes de loi ;
- l'interconnexion progressive des services et la dématérialisation des processus métiers du Ministère ;
- la mise en œuvre du Projet Equipement du Ministère ;
- l'organisation de la première édition de la Foire du « Made in Côte d'Ivoire » (FOMCI) d
- l'élaboration des fiches de poste pour la mise en place des manuelles de procédures qualité ;
- la production d'un annuaire statistique regroupant les informations sur le Commerce Intérieur et Extérieur.
- la mise en place et l'opérationnalisation du Conseil National de la Lutte contre la Vie Chère ;
- la surveillance accrue du marché ;
- la lutte contre les produits de contrefaçon;
- l'organisation de campagnes de vérification périodiques des instruments de mesure.;
- la lutte contre les hausses anarchiques des prix ;
- le renforcement des capacités des faïtières de consommateurs.
- la promotion du Commerce Extérieur à travers la création du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE) ;
- la contribution à l'amélioration de l'environnement des affaires ;
- la promotion de la transformation des matières premières agricoles ;
- le renforcement des infrastructures industrielles et de la gestion des zones industrielles;
- la restructuration et la mise à niveau des entreprises industrielles ;
- le renforcement de l'infrastructure nationale de la qualité;
- le développement de l'industrie manufacturière légère;
- le contrôle de la fiabilité des instruments de mesure dans l'industrie.

I.1.3. Défis et priorités

- la professionnalisation du secteur du commerce intérieur ;
- l'Institution de politique pérenne de lutte contre la vie chère ;
- l'adaptation de la législation commerciale et des procédures de contrôle aux nouvelles exigences commerciales ;
- l'amélioration de la compétitivité des entreprises commerciales sur le plan international ;
- la modernisation de la législation commerciale et des procédures de contrôle;
- l'innovation et l'appropriation des TIC dans la formulation des politiques commerciales ;
- la mise en place d'une plateforme interministérielle sur le commerce électronique ou e-commerce;
- la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'UE.
- la transformation des matières premières agricoles,
- le développement des industries structurantes ;
- le développement des produits de consommations au profit de la sous-région ;
- le positionnement de la Côte d'Ivoire dans le domaine des industries manufacturières légères ;
- la promotion de l'industrie ivoirienne par l'organisation de foires, de salons et de symposiums ;
- la mise en place d'une politique nationale d'innovation technologique ;

- le renforcement de la collaboration entre le secteur de la recherche et les entreprises industrielles ;
- l'organisation de la métrologie à travers la création d'une structure nationale de métrologie ;
- l'augmentation du périmètre des instruments de mesure contrôlés par le Ministère ;
- le renforcement du pool d'évaluateurs en accréditation du SOAC;
- l'organisation de la filière boulangerie ;
- le maintien de la surveillance accrue du marché national;
- la réalisation d'infrastructures commerciales adaptées aux nouvelles exigences de normes techniques, sécuritaires et sanitaires ;
- le renforcement de la capacité des agents de contrôle et de l'équipement du service de la métrologie légale ;
- l'adoption de la loi relative à l'urbanisme commercial ;
- l'harmonisation de la loi relative à la métrologie au règlement communautaire;
- l'adoption des décrets d'application de la loi sur la repression des fraudes ;
- l'informatisation des procédures des relevés de prix ;
- la mise en œuvre d'une stratégie performante de conquête des marchés régionaux et internationaux dénommée « Stratégie Nationale d'Exportation (SNE) » ;
- la création d'une Agence Côte d'Ivoire Export.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la surveillance du marché ;
- l'approvisionnement régulier du marché en produits de grande consommation et en produits vivriers ;
- le suivi et le contrôle de la mise en place des infrastructures commerciales ;
- la protection du consommateur ivoirien ;
- la diffusion régulière des prix des produits de grande consommation et de première nécessité.
- l'accroissement des transactions commerciales du pays avec l'extérieur.
- la forte contribution du Secteur Privé ;
- l'utilisation des avantages comparatifs.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante;
- la contribution du Commerce intérieur à la création d'emplois et de richesses est accrue ;
- le Commerce extérieur est développé et promu ;
- les activités du secteur industriel sont redynamisées.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Commerce et d'Industrie.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Commerce Extérieur

- promotion et organisation de la commercialisation des produits ivoiriens sur le marché international ;
- initiation et coordination des négociations et suivi des conventions et accords commerciaux bilatéraux, notamment en matière de produits de base à l'exportation ;
- suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales et intergouvernementales opérant dans le domaine du commerce ;
- information périodique du Gouvernement sur la situation des matières premières, produits finis et semi-finis destinés à l'exportation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture ;

- amélioration de l'environnement des exportations ;
- participation à l'animation des activités des attachés et conseillers commerciaux des ambassadeurs ivoiriens et suivi des représentations commerciales étrangères en Côte d'Ivoire, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- réglementation portant définition et contrôle du régime du commerce extérieur ;
- gestion des importations et des exportations des produits soumis à la Réglementation ;
- participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique tarifaire et non tarifaire d'entrée et de sortie.

En matière de Commerce Intérieur

- promotion et organisation de la commercialisation des produits ivoiriens sur le marché national ;
- organisation des activités commerciales ;
- mise en œuvre d'une Réglementation en matière d'implantation commerciale, de Marchés d'intérêt national ou régional, de Marchés de détail, de Marchés spécialisés, de magasins généraux, d'hyperMarchés et superMarchés ;
- gestions des équipements commerciaux nationaux ;
- amélioration des circuits de distribution et d'approvisionnement des centres urbains et ruraux ;
- organisation des consommateurs ;
- promotion, incitation, formation et encadrement des nationaux à l'exercice des professions commerciales ;
- participation aux mécanismes de distribution et de fixation des prix des produits et services soumis à la Réglementation ;
- promotion de la loyauté dans les transactions commerciales et protection des consommateurs ;
- définition et mise en œuvre d'une métrologie moderne et contrôle des instruments de mesure dans le secteur du commerce ;
- mise en œuvre et suivi de la concurrence et des prix ;
- répression de la fraude et de la contrefaçon ;
- participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Urbanisme, à la mise en œuvre d'une Réglementation en matière d'urbanisme commercial, à la création et à l'animation de la commission d'urbanisme commercial ;
- mise en œuvre d'une politique de gestion des équipements commerciaux d'intérêts national ou régional.

En matière d'Industrie

- mise en œuvre de la stratégie industrielle ;
- élaboration de la loi de règlements en matière d'industrie ;
- gestion des terrains industriels, en liaison avec les Ministres chargés de la Construction, de l'Economie et des Finances et du Budget ;
- recherche des opportunités de création et de développement de productions industrielles, en vue de répondre aux évolutions de la demande nationale et internationale, et soutien à ces opportunités ;
- conception et mise en œuvre de nouveaux instruments de développement industriel, notamment de zones franches, de centrales d'exportation, de zone et parcs industriels et d'assurance à l'exportation ;
- prospection des opportunités d'implantations d'unités industrielles ;
- promotion de la transformation en produits finis ou semi-finis des matières premières importées ou de produits du cru ;
- modernisation de l'industrie du bois et promotion de l'agro-industrie ;
- adaptation et valorisation des résultats de la recherche appliquée ;
- suivi et évaluation des accords et processus de transfert de technologies ;
- promotion, coordination et suivi des activités industrielles ;
- élaboration, mise en œuvre et contrôle des normes industrielles ;
- gestion de la propriété industrielle et des brevets ;
- sensibilisation, assistance-conseil en matière de démarche qualité ;

- contrôle de la qualité des produits industriels nationaux et internationaux ;
- participation à l'incitation à l'initiative privée des nationaux ;
- participation à la définition d'un cadre incitatif pour le développement du secteur privé ;
- conception, mise en œuvre et gestion d'une banque de données ;
- élaboration, mise en œuvre et suivi des actions visant l'amélioration de la compétitivité des entreprises nationales.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Commerce Intérieur ;
- Programme 3 : Commerce Extérieur ;
- Programme 4 : Développement Industriel.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 3 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG DAFP, DAJC, DRH, DPSP, DSI, SCRIP, SDA, SMP SQ, CPMP, Directions Régionales Commerce et Industrie (32)	ECG, CCI-CI	- Équipement du Ministère du Commerce - Mise en place du système d'informations du Ministère - Informatisation des Services du Min. Industrie et Mines - Mise en œuvre des activités du Doing Business / MCIPPME - Renforcement des capacités Open Government Partnership - Réhabilitation et Equipement structures Min Industrie et Mines	
Programme 2 : Commerce Intérieur	DGCI, DMRFCC, DCCLVC, DIPAC	OCPV, CC, CNLVC	- Réhabilitation du Marché de Gros de Bouaké	- Identification et délivrance de la Carte de Commerçant - Construction et gestion du Parc d'exposition d'Abidjan - Construction et Gestion des Marchés de Gros d'Abidjan, Abengourou, Daloa, Soubré, Korhogo et 7 chefs lieux de régions et la réhabilitation ou la construction de marchés de détails
Programme 3 : Commerce Extérieur	DGCE, DCISR, DPAA, DRE, DCPB	CNE, APEX-CI	- Mise en œuvre Accord AGOA / Commission - Construction et aménagement de dépôts et de stockage spécialisés aux frontières de la Côte d'Ivoire - Construction et aménagement de la maison des exportations	Appui à l'amélioration des conditions d'accès au marché et de facilitation du commerce en Côte d'Ivoire auprès du TradeCom II

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Développement Industriel	DGI, DPIC, DITCI, DPQN, DASII, DISI	LANEMA, OIPI, CODINORM, CDT, I2T, CIN, CNLC, SOAC, Côte d'Ivoire Engineering, AGEDI, ADCI, ARRE	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration politique d'innovation et de vulgarisation des technologies - Projet d'appui à la valorisation industrielle des inventions et innovations ; - Programme de développement intégré de la filière textile et confection ; - Programme national de développement de la filière anacarde - Projet de renforcement des capacités technologiques de CDT ; - Réhabilitation et mise à niveau équipement I2T ; - Construction Laboratoires / LANEMA ; - Equipement LANEMA ; - Equipement du laboratoire aéronautique LANEMA - Renforcement des Capacités du Comité National de Lutte Contre la Contrefaçon (CNLC) - Valorisation des farines locales (I2T) - Equipement de l'OIPI ; - Projet d'appui à la lutte contre la contrefaçon et le piratage - Appui au Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC) - Programme de Restructuration et de Mise à Niveau des entreprises Industrielle en Côte d'Ivoire ; - Projet d'appui au renforcement de la compétitivité du secteur industriel - Equipement de l'AGEDI - Révolution industrielle régionale de la Côte d'Ivoire - Projet de pépinière d'entreprises pour l'émergence 2020 	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1.1 .1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 2 : Accroître la contribution du commerce intérieur à la création d'emplois et de richesse	RS 2.1: La contribution du Commerce intérieur à la création d'emplois et de richesses est accrue	IP 2.1.1 : Contribution du Commerce au PIB	Somme de la valeur ajoutée du Commerce/Somme de la valeur ajoutée Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
OG 3 : Développer et promouvoir le Commerce extérieur	RS 3.1 : Le Commerce extérieur est développé et promu	IP 3.1.1 : Degré d'Ouverture	[(valeur des exportations + valeur des importations) / 2] / valeur du PIB Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 3
		IP 3.1.2 : Taux de couverture des exportations par les importations	Valeur des Exportationsn / Valeurs des Importations Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 3
OG 4 : Redynamiser les activités du secteur industriel	RS 4.1: Les activités du secteur industriel sont redynamisées	IP 4.1.1 : Contribution de l'industrie dans le PIB	Somme de la valeur ajoutée de l'industrie / Somme totale de la valeur ajoutée Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 4

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	11 976 076 139	11 888 737 387	12 562 262 955
1.1 Ressources Intérieures	11 976 076 139	11 888 737 387	12 562 262 955
1.1.1 Budget Etat	11 976 076 139	11 888 737 387	12 562 262 955
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	11 976 076 139	11 888 737 387	12 562 262 955
2.1 Personnel	5 013 736 024	5 252 331 763	5 440 074 496
2.1.1 Solde y compris EPN	5 013 736 024	5 252 331 763	5 440 074 496
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	2 347 951 003	2 221 190 783	2 326 677 511
2.3 Transferts et subventions	2 640 389 112	2 441 214 841	2 821 510 948
2.4 Investissement	1 974 000 000	1 974 000 000	1 974 000 000
Trésor	1 974 000 000	1 974 000 000	1 974 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la gouvernance des secteurs du commerce et de l'Industrie	Taux de réalisation des missions d'inspection	80%	90%	95%	95%	Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues Source : Rapport d'activités IG
	Taux de transmission des textes au SGG	50%	80%	80%	80%	Nombre de textes transmis au SGG / (Nombre de textes non élaboré + Nombre de textes non transmis + Nombre de textes transmis au SGG + Nombre de textes signés) Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux de traitement des requêtes des usagers	49,37%	80%	80%	80%	Nombre de requetes satisfaites / Nombre total de requete Source : Messagerie service de communication
OS 2 : Renforcer les systèmes d'informations et de communication du Ministère	Nombre de visiteurs à la FOMCI (Foire du Made in Côte d'Ivoire)	10000	12000	12000	15000	Dénombrement Source : Rapport d'activité SMP
	Taux de couverture des services en Internet	80%	80%	80%	90%	Nombre des Services connectés / Ensemble des Services du Ministère Source : Rapport d'activités DSI
OS 3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion du personnel formé	13,55%	20%	30%	40%	Nombre de fonctionnaires et Agents de l'Etat bénéficiaire d'une formation / Nombre total de fonctionnaires et d'agents de l'Etat du Ministère Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'équipements des services en matériels informatiques	60%	80%	80%	80%	Nombre de services ayant du matériel informatique fonctionnels / Nombre total de service ayant exprimé des besoins en matériel Source : Rapport d'activités DAFP
	Taux d'agents de contrôle assermentés	55,09%	90%	90%	90%	Nombre d'agents de contrôle assermentés / Nombre total d'agents de contrôle Source : Rapport d'activités DRH

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		6 465 146 787	6 635 075 537	6 925 994 542
	Dépenses de personnel	3 531 559 406	3 792 436 451	3 958 985 375
	Dépenses en biens et services	1 873 575 168	1 760 599 870	1 831 169 215
	Transferts	338 786 771	360 813 774	414 614 510
	Investissements	721 225 442	721 225 442	721 225 442
	<i>Trésor</i>	721 225 442	721 225 442	721 225 442
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21101 Administration Générale	6 465 146 787	6 635 075 537	6 925 994 542
2110101 Coordination et animation	616 083 146	571 351 115	608 100 367
1 Personnel	115 140 000	117 453 699	119 792 945
21101010089 Assurer les charges salariales du Bureau Permanent auprès de l'ONUDI à Vienne	115 140 000	117 453 699	119 792 945
2 Biens et services	500 943 146	453 897 416	488 307 422
21101010036 Secrétariat Fonds Ivoirien de l'Innovation (FII)	6 500 000	7 148 110	7 690 008
21101010047 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Boundiali)	8 559 088	9 412 507	10 126 071
21101010048 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (San-Pedro-Gboklé (San-Pedro))	32 999 687	8 879 483	9 552 639
21101010049 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Marahoué (Bouaflé))	8 068 548	8 873 056	9 545 724
21101010050 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Grands Ponts (Dabou))	8 073 750	8 878 777	9 551 879
21101010051 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Sud Comoé (Aboisso))	26 205 854	8 654 322	9 310 409
21101010052 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Soubré)	7 995 155	8 792 345	9 458 894
21101010053 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gontougo-Bounkani (Bondoukou))	8 302 537	9 130 376	9 822 551
21101010054 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gôh (Gagnoa))	8 097 079	8 904 431	9 579 478

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21101 Administration Générale	6 465 146 787	6 635 075 537	6 925 994 542
21101010055 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Poro (Korhogo))	16 592 221	8 637 404	9 292 207
21101010056 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Katiola)	22 725 692	8 495 421	9 139 459
21101010057 Coordonner les activités du ministère de l'industrie au niveau régional (Bafing (Touba))	8 075 987	8 881 238	9 554 524
21101010058 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Nord)	8 525 625	9 375 707	10 086 482
21101010059 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Belier (Yamoussoukro))	7 902 217	8 690 141	9 348 940
21101010060 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Mé (Adzopé))	8 039 722	8 841 355	9 511 621
21101010061 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gbéké (Bouaké))	7 861 750	8 645 639	9 301 065
21101010062 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (l'AGNEBY(Agboville))	8 572 500	9 427 256	10 141 939
21101010063 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Iffou (Daoukro))	8 003 683	8 801 724	9 468 982
21101010064 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gboklé (Sassandra))	8 509 938	9 358 456	10 067 923
21101010065 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Séguéla)	8 083 662	8 889 676	9 563 604
21101010066 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (l'Indénié-Djuablin (Abengourou))	7 839 722	8 621 414	9 275 006
21101010067 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Centre)	9 279 256	10 204 482	10 978 086
21101010068 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Tonkpi (Man))	8 239 916	9 061 512	9 748 466
21101010069 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (N'zi Moronou (Dimbokro))	8 010 845	8 809 600	9 477 456
21101010070 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Kabadougou-Folon (Odienné))	8 025 625	8 825 854	9 494 942
21101010071 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Lôh-Djiboua (Divo))	8 375 768	9 210 909	9 909 189
21101010072 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Cavally-Guémon (Guiglo))	8 559 843	9 413 336	10 126 965
21101010073 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan sud 2)	8 072 250	8 877 126	9 550 104
21101010074 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Sud)	8 021 249	8 821 040	9 489 765
21101010075 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Guémon (Duékoué))	8 074 175	8 879 244	9 552 382
21101010076 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Ferkessedougou)	8 058 338	8 861 828	9 533 643
21101010077 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Centre 2)	8 073 750	8 878 777	9 551 879

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21101 Administration Générale	6 465 146 787	6 635 075 537	6 925 994 542
21101010078 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Haut Sassandra (Daloa))	8 053 149	8 856 121	9 527 505
21101010079 Élaborer et suivre les procédures Qualité	7 096 452	7 804 034	8 395 656
21101010080 Organiser et suivre les manifestations de promotion commerciale et industrielle du ministère	8 411 418	9 250 113	9 951 364
21101010081 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de commerce, de l'industrie et de la promotion des PME	80 132 612	88 122 571	94 803 139
21101010082 Prendre en charge les dépenses liées à la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21101010086 Mettre en œuvre le plan Open Government Partnership (OGP)	45 699 516	26 942 342	28 984 842
21101010087 Apporter un appui juridique aux services du ministère	9 200 000	10 117 326	10 884 319
21101010088 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	12 024 567	13 223 526	14 226 002
2110102 Planification, programmation et suivi-évaluation	14 512 630	15 572 706	16 602 872
1 Personnel	3 000 000	2 912 160	2 982 532
21101020006 Assurer la masse salariale de la Direction de la Planification et de la Coopération Min. Ind	3 000 000	2 912 160	2 982 532
2 Biens et services	11 512 630	12 660 546	13 620 340
21101020002 Organiser la planification générale des activités du ministère	11 512 630	12 660 546	13 620 340
2110103 Gestion des systèmes d'information et de communication	205 836 851	208 418 006	210 576 165
2 Biens et services	25 886 851	28 468 006	30 626 165
21101030006 Gérer le système d'information du ministère	9 386 851	10 322 806	11 105 377
21101030008 Organiser la communication des activités du Ministère	8 250 000	9 072 600	9 760 394
21101030009 Organiser la documentation et les archives du Ministère	8 250 000	9 072 600	9 760 394
4 Investissements	179 950 000	179 950 000	179 950 000
Trésor	179 950 000	179 950 000	179 950 000
21101030004 Informatisation des Services du Min. Industrie et Mines	29 950 000	29 950 000	29 950 000
21101030007 Mise en place du Système d'information du Ministère du Commerce	150 000 000	150 000 000	150 000 000
2110104 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	5 628 714 160	5 839 733 710	6 090 715 138
1 Personnel	3 413 419 406	3 672 070 592	3 836 209 898
21101040025 Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	3 325 419 406	3 585 064 632	3 748 157 001
21101040042 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCICI)	88 000 000	87 005 960	88 052 897
2 Biens et services	1 335 232 541	1 265 573 902	1 298 615 288
21101040021 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD (Entrepreneuriat)	219 650 850	219 650 850	219 650 850
21101040024 Gérer les ressources financières du ministère	7 500 000	8 247 818	8 873 085
21101040026 Gérer la commande publique du ministère	7 600 000	8 357 792	8 991 394

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21101 Administration Générale	6 465 146 787	6 635 075 537	6 925 994 542
21101040027 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du ministère	297 017 851	210 044 455	225 967 921
21101040028 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	115 000 000	115 000 000	115 000 000
21101040031 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	254 100 000	254 100 000	254 100 000
21101040032 Gérer les ressources matérielles du ministère	9 745 241	10 716 930	11 529 382
21101040033 Élaborer et mettre en œuvre le CDMT	18 000 000	19 794 766	21 295 406
21101040035 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	381 618 599	394 661 291	408 207 250
21101040036 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
3 Transferts	338 786 771	360 813 774	414 614 510
21101040019 Transférer la dotation à l'École de Commerce et de Gestion	250 786 771	254 194 363	294 087 287
21101040020 Prendre en charge les salaires des Agents de la CCI-CI	70 000 000	88 619 411	102 527 223
21101040041 Transférer les crédits de la Convention BNETD	18 000 000	18 000 000	18 000 000
4 Investissements	541 275 442	541 275 442	541 275 442
Trésor	541 275 442	541 275 442	541 275 442
21101040016 Réhabilitation et Equipement structures Min Industrie et Mines	230 404 368	230 404 368	230 404 368
21101040034 Equipement du Ministère du Commerce	199 292 991	199 292 991	199 292 991
21101040038 Renforcer les capacités du ministère dans le cadre de l'OGP	111 578 083	111 578 083	111 578 083

III.2. Programme 2 : Commerce Intérieur

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Commerce Intérieur						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Moderniser les activités du commerce intérieur	Taux de délivrance des cartes professionnelles du commerce	-	50%	60%	70%	Nombre de cartes professionnelles délivrées / Nombre de commerçants recensés Source : Rapport d'activités / DIPAC/DGCI
	Proportion d'infrastructures commerciales modernes	35%	38%	40%	42%	(Nombre de supermarchés + Nombre de grands marchés + Nombre de marchés de gros) / (Nombre de supermarchés + Nombre de grands marchés + Nombre de marchés de gros + Nombre de marchés locaux permanents + Nombre de marchés temporaires) Source : Rapport DR /DGCI
OS 2 : Renforcer la surveillance du marché	Nombre de missions de contrôle effectuées	228	300	325	350	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGCI, CC
	Volume des produits saisis et détruits (en tonnes)	279,821	150	100	70	Dénombrement Source : Rapport DGCI / DMCQRF

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : COMMERCE INTERIEUR		1 655 058 210	1 587 764 185	1 733 883 084
	Dépenses de personnel	541 298 174	535 183 718	541 623 548
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	332 491 969	314 457 303	338 296 307
	Investissements	781 268 067	738 123 164	853 963 229
	Trésor	781 268 067	738 123 164	853 963 229
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22102 Commerce intérieur	1 655 058 210	1 587 764 185	1 733 883 084
2210201 Promotion des activités commerciales et de l'insertion	845 898 174	846 196 665	913 888 561
1 Personnel	448 768 174	443 698 929	449 037 928
22102010006 Transférer les subventions d'équilibre personnel à l'OCPV	448 768 174	443 698 929	449 037 928
2 Biens et services	9 130 000	10 040 345	10 801 502
22102010003 Promouvoir les Activités Commerciales et l'insertion des jeunes ivoiriens dans le commerce (DIPAC)	9 130 000	10 040 345	10 801 502
3 Transferts	388 000 000	392 457 391	454 049 131
22102010002 Transférer les crédits à l'Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV)	388 000 000	392 457 391	454 049 131
2210202 Renforcement des contrôles en matière de la concurrence commerciale et de la consommation	809 160 036	741 567 520	819 994 523
1 Personnel	92 530 000	91 484 789	92 585 620
22102020015 Transférer les subventions équilibre personnel à la CCLVC	92 530 000	91 484 789	92 585 620
2 Biens et services	323 361 969	304 416 958	327 494 805
22102020001 Organiser la campagne nationale de répression des fraudes	9 000 000	9 897 382	10 647 703
22102020004 Réaliser les enquêtes, les missions de contrôle et de surveillance	6 000 000	6 598 256	7 098 469
22102020005 Élaborer, mettre en œuvre et suivre la politique de gouvernement en matière de concurrence, de consommation et de lutte contre la Vie Chère	9 800 000	10 777 149	11 594 167
22102020008 Mettre en œuvre et suivre la stratégie de Lutte contre la Vie Chère (CNLVC)	258 800 000	246 552 660	265 243 814

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22102 Commerce intérieur	1 655 058 210	1 587 764 185	1 733 883 084
2210202009 Organiser les campagnes nationales de vérification des instruments de mesures	10 000 000	10 997 091	11 830 781
2210202010 Mettre en œuvre la métrologie légale, contrôler la qualité des produits et lutter contre la fraude en matière commerciale	18 811 969	7 552 605	8 125 167
2210202011 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Commerce Intérieur	10 950 000	12 041 815	12 954 704
3 Transferts	393 268 067	345 665 773	399 914 098
2210202003 Examiner et émettre un avis sur les questions relatives à la concurrence	393 268 067	345 665 773	399 914 098

III.3. Programme 3 : Commerce Extérieur

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Commerce Extérieur						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthodes de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Développer le commerce extérieur	Taux de délivrance des certificats de conformité	94,31%	98%	99%	99%	Nombre de certificat de conformité délivrés / (Nombre de certificat de conformité délivrés + Nombre de Rapports de Non-Conformités délivrés) Source : Rapport DRE / Service VOC
	Taux d'implémentation des modules du GUCE	80%	95%	98%	99%	Nombre de modules implémentés / Nombre total de modules Source : Rapport d'activités DRE
OS 1 : Développer le commerce extérieur	Taux de croissance des codes import-export délivrés	-	8%	10%	15%	((Nombre de code import-export délivrés de l'année N+1) – (Nombre de code import-export délivrés de l'année N)) / (Nombre de code import-export délivrés de l'année N+1) Source : Rapport d'activités DRE
	Nombre de visiteurs du portail web d'informations commerciales (PWIC)	10 000	14000	15000	18000	Dénombrement Source : Rapport de la Cellule PWIC
OS 2 : Promouvoir le commerce extérieur	Taux d'accroissement des entreprises accompagnées à l'exportation	10%	25%	30%	35%	((Nombre d'entreprises accompagnées de l'année N+1) – (Nombre d'entreprises accompagnées de l'année N)) / (Nombre d'entreprises accompagnées de l'année N+1) Source : Rapports d'activités de laDPAE et de l'APEX-CI
	Taux de résolution des obstacles enregistrés sur le MAOC	14%	20%	25%	30%	Nombre d'obstacles résolus / nombre d'obstacles rapportés Source : site web du MAOC

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III: COMMERCE EXTERIEUR		629 536 387	344 084 514	360 142 964
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	82 460 269	80 784 935	86 909 233
	Transferts	347 076 118	63 299 579	73 233 731
	Investissements	200 000 000	200 000 000	200 000 000
	<i>Trésor</i>	200 000 000	200 000 000	200 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22103 Commerce extérieur	629 536 387	344 084 514	360 142 964
2210301 Modernisation des services du commerce extérieur	59 425 830	55 453 750	59 657 695
2 Biens et services	59 425 830	55 453 750	59 657 695
22103010001 Réguler des Échanges commerciaux extérieurs	8 131 194	8 941 950	9 619 837
22103010003 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Commerce Extérieur	9 850 000	10 832 135	11 653 319
22103010005 Élaborer et harmoniser les statistiques du commerce extérieur	9 444 636	10 386 354	11 173 743
22103010006 Mettre en œuvre les activités de facilitation des échanges commerciaux	17 000 000	8 797 673	9 464 625
22103010007 Suivre et évaluer le GUCE	10 000 000	10 997 092	11 830 781
22103010008 Analyser, préparer et soutenir les négociations commerciales entre la CI et OMC	5 000 000	5 498 546	5 915 390
2210302 Promotion des échanges commerciaux et assistance aux structures d'import/export	570 110 557	288 630 764	300 485 269
2 Biens et services	23 034 439	25 331 185	27 251 538
22103020001 Mettre en œuvre les actions de la stratégie nationale d'exportation	8 023 011	8 822 979	9 491 848
22103020002 Mettre en œuvre et suivre les accords commerciaux	7 250 000	7 972 891	8 577 316
22103020003 Suivre la commercialisation des Produits de base (DOCPB)	7 761 428	8 535 315	9 182 374
3 Transferts	347 076 118	63 299 579	73 233 731
22103020007 Faire le transfert de la dotation du Conseil National des Exportations (CNE)	297 076 118	0	0
22103020008 Faire le transfert de la dotation de l'APEXCI	50 000 000	63 299 579	73 233 731
4 Investissements	200 000 000	200 000 000	200 000 000
<i>Trésor</i>	200 000 000	200 000 000	200 000 000
22103020006 Construction et Aménagement de dépôts spécialisés aux frontières terrestres de la Côte d'Ivoire	200 000 000	200 000 000	200 000 000

III.4. Programme 4 : Développement Industriel

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 4 : Développement industriel						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la compétitivité des entreprises industrielles	Taux d'entreprises restructurées et mises à niveau	50%	80%	90%	95%	Nombre d'entreprises restructurées / Nombre total d'entreprises à restructurer Source : Rapport d'activités ADCI
	Taux de produits conformes aux normes de qualité	30%	70%	80%	85%	Nombre de produits conformes / Nombre total de produits contrôlés Source : Rapport d'activités LANEMA
	Nombre de produits certifiés NI	27	120	150	160	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPQN
	Proportion d'investissement industriel dans l'investissement privé	47,41%	55%	60%	65%	Investissement privé industriel / Investissement privé total Source : Rapport d'activités DASII
	Taux des investisseurs nationaux dans le secteur industriel	53,91%	60%	65%	70%	Nombre des investisseurs nationaux dans le secteur industriel / Nombre total des investisseurs Source : Rapport d'activités DASII
OS2 : Renforcer l'infrastructure de la qualité et promotion de la qualité des produits industriels	Taux de satisfaction des demandes de terrains Industriels	45%	70%	80%	85%	Nombre de demandes de terrains industriels satisfaites / Nombre total de demandes Source : AGEDI, DISI
	Taux d'exécution des travaux de réhabilitation des ZI existantes	20%	70%	75%	80%	Superficie réhabilitée / Superficie totale à réhabiliter Source : Rapport d'activités AGED / DISII
	Taux d'aménagement des nouvelles ZI aménagées	33%	50%	60%	70%	Superficie de nouvelles Zones Industrielles aménagées / Superficie totale de nouvelles Zones Industrielles Source : Rapport d'activités AGED / DISII
OS 3: Promouvoir l'innovation et la recherche technologique	Nombre d'entreprises innovantes	0	05	15	30	Dénombrement Source : DITCI
	Taux de technologies vulgarisées	55%	75%	100%	100%	Nombre de technologies vulgarisées / Nombre total de technologies à vulgariser Source : Rapport d'activités I2T / CDT / CI-ENGINEERING
	Taux de technologies dupliquées	60%	90%	75%	75%	Nombre de technologies dupliquées / Nombre total de technologies à dupliquer Source : Rapport d'activités / I2T / CDT / CI-ENGINEERING

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV: DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL		3 226 334 755	3 321 813 151	3 542 242 365
	Dépenses de personnel	940 878 444	924 711 594	939 465 573
	Dépenses en biens et services	59 423 597	65 348 675	70 302 756
	Transferts	1 173 258 156	1 278 978 324	1 479 699 478
	Investissements	1 052 774 558	1 052 774 558	1 052 774 558
	Trésor	1 052 774 558	1 052 774 558	1 052 774 558
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22104 Développement industriel	3 226 334 755	3 321 813 151	3 542 242 365
2210401 Promotion de la transformation industrielle et de la compétitivité	1 026 440 209	1 227 752 188	1 296 395 407
1 Personnel	431 017 664	420 610 156	429 298 317
22104010065 Assurer la masse salariale du Comité National de la lutte contre la contrefaçon	307 982 000	298 964 292	306 188 697
22104010066 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'AGEDI	123 035 664	121 645 864	123 109 620
2 Biens et services	45 934 778	50 514 897	54 344 428
22104010001 Mettre en œuvre la politique nationale de Normalisation	7 500 000	8 247 819	8 873 086
22104010011 Mettre en œuvre la politique Industrielle (DGI)	10 024 972	11 024 552	11 860 324
22104010012 Promouvoir la transformation des matières premières agricoles (DPCI)	7 010 000	7 708 962	8 293 378
22104010023 Appuyer et suivre les investissements industriels (DAS2I)	6 702 811	7 371 144	7 929 948
22104010024 Promouvoir l'innovation technologique et la coopération industrielle (DITCI)	7 322 215	8 052 307	8 662 752
22104010026 Développer les infrastructures et assurer la sécurité Industrielle (DISI)	7 374 780	8 110 113	8 724 940
3 Transferts	300 487 767	357 627 135	413 752 662
22104010003 Lutter Contre la Contrefaçon et le piratage	102 280 759	129 486 580	149 808 032
22104010005 Transférer les crédits à l'Association Ivoirienne des Actions Inventives	10 217 989	12 935 888	14 966 029
22104010006 Transférer les crédits au Comité National des Indicateurs Géographiques et Marques Collectives	13 000 000	16 457 890	19 040 770
22104010028 Transférer les crédits à l'AGEDI	64 989 019	82 275 551	95 187 766
22104010063 Transférer les crédits à l'Autorité de régulation du Système de Récépissé d'entreposage (ARRE)	110 000 000	116 471 226	134 750 065

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22104 Développement industriel	3 226 334 755	3 321 813 151	3 542 242 365
4 Investissements	249 000 000	399 000 000	399 000 000
Trésor	249 000 000	399 000 000	399 000 000
22104010007 Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI)	114 000 000	0	0
22104010009 Prog. National Dévpt filière anacarde et acajou	135 000 000	399 000 000	399 000 000
2210403 Renforcement de l'infrastructure de la qualité et promotion de la qualité des produits industriels	1 485 095 542	1 286 559 678	1 334 361 085
1 Personnel	454 410 707	449 277 724	454 683 852
22104030014 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au LANEMA	454 410 707	449 277 724	454 683 852
2 Biens et services	13 488 819	14 833 778	15 958 328
22104030001 Suivre la politique de Normalisation et de la qualité industrielle (DPQN)	8 488 819	9 335 232	10 042 937
22104030002 Promouvoir le prix ivoirien de la qualité	5 000 000	5 498 546	5 915 391
3 Transferts	307 721 458	262 973 618	304 244 347
22104030005 Transférer les crédits à CODINORM	57 721 458	73 074 880	84 543 154
22104030006 Réaliser les analyses, les essais de contrôle qualité et de métrologie (LANEMA)	100 000 000	126 599 159	146 467 462
22104030012 Transférer au LANEMA la dotation du Laboratoire Aéronautique	150 000 000	63 299 579	73 233 731
4 Investissements	709 474 558	559 474 558	559 474 558
Trésor	709 474 558	559 474 558	559 474 558
22104030003 Construction du laboratoire LANEMA	154 800 000	360 800 000	360 800 000
22104030007 Restructuration et mise à niveau des industries	456 000 000	0	0
22104030010 Appui au Système Ouest-Africain d'Accréditation (SOAC)	98 674 558	198 674 558	198 674 558
2210404 Promotion de l'innovation et du développement technologique	714 799 004	807 501 285	911 485 873
1 Personnel	55 450 073	54 823 714	55 483 404
22104040010 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'OIPI	55 450 073	54 823 714	55 483 404
3 Transferts	565 048 931	658 377 571	761 702 469
22104040002 Transférer les crédits à l'Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T)	200 497 936	253 828 700	293 664 238
22104040004 Réaliser des démonstrations et évaluer la performance des machines	64 550 995	81 721 017	94 546 204
22104040008 Transférer les crédits à Côte d'Ivoire Engineering	210 000 000	246 868 359	285 611 550
22104040009 Transférer les crédits à l'Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle(OIPI)	90 000 000	75 959 495	87 880 477
4 Investissements	94 300 000	94 300 000	94 300 000
Trésor	94 300 000	94 300 000	94 300 000
22104040005 Renforcement des capacités technologiques CDT	94 300 000	94 300 000	94 300 000

SECTION 348 : MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'absence d'infrastructures géologiques, géophysiques et de laboratoire national d'études minérales et d'analyses géologiques ;
- l'absence d'un document de politique de développement local accompagné d'un plan d'actions stratégiques;
- l'orpaillage clandestin ;
- l'insuffisance des ressources humaines qualifiées;
- l'insuffisance des infrastructures routières, ferroviaires et énergétiques ;
- la réforme juridique inachevée ;
- le coût élevé de l'étude d'impact environnemental et social ;
- le retard dans la réforme du cadastre minier ;
- le faible niveau d'exportation des métaux de base ;
- l'absence d'un document de politique minière accompagné d'un plan d'actions stratégiques.

I.1.2. Réponses apportées

- la réalisation de deux études de faisabilité par le BNETD pour la construction d'un laboratoire d'analyses géologiques ;
- l'accélération de la délivrance des titres et autorisations miniers ;
- la création d'une Brigade de Répression des Infractions au Code Minier (BRICM) ;
- la refonte du Programme National de Rationalisation de l'Orpaillage (PNRO) ;
- l'élaboration d'un plan pluriannuel de formation et de renforcement des capacités des personnels de l'administration minière et du secteur privé minier ;
- la promotion de la coopération internationale en vue de nouer des partenariats stratégiques ;
- l'audit du cadastre minier en vue de sa modernisation et de son extension ;
- la réalisation d'une consultation en vue de la formulation d'une politique minière et de son plan d'actions stratégiques pour le cycle 2020-2025.

I.1.3. Défis et priorités

- l'adoption d'un document de politique minière et de son plan d'actions stratégiques pour le cycle 2020-2025 ;
- l'adoption d'un document de Politique de Contenu Local ;
- la réalisation de l'infrastructure géologique et la construction du laboratoire national d'analyses minérales et d'études géologiques ;
- le renforcement du contrôle des activités minières et la lutte contre la fraude dans le secteur minier ;
- la poursuite de la mise en œuvre des mesures de renforcement de la traçabilité du diamant brut ivoirien dans le cadre du Processus de KIMBERLEY ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Programme National de Rationalisation de l'Orpaillage (PNRO) ;
- l'adoption et la mise en œuvre du plan de restructuration de la SODEMI pour la période 2020-2022.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion d'une administration moderne et performante ;
- le renforcement de la gouvernance minière et géologique ;
- la valorisation du potentiel minier et géologique ;
- la diversification de l'exploitation minière et minéralière.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance minière et géologique est renforcée ;
- la recherche minière est intensifiée;
- la production minière est accrue et diversifiée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Mines et de la Géologie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de mines. A ce titre, et en liaison avec les différents départements intéressés, il a l'initiative entre autres des actions suivantes :

En matière de Mines

- élaboration des lois et règlements en matière de mines ;
- sécurité des approvisionnements en substance minérales ;
- utilisation rationnelle et durable des ressources minérales ;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et contrôle des activités de recherche, d'extraction et de production des substances minérales ;
- développement de la transformation des substances minérales en produits semi-finis et finis ;
- gestion des normes et spécification des produits miniers, contrôle de la qualité de ces produits et lutte contre la fraude ;
- élaboration et application des lois et règlements en matière d'utilisation des substances explosives et des équipements sous pression ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour renforcer la compétitivité et la concurrence en vue du développement du secteur des mines ;
- collecte et diffusion de la documentation scientifique et technique relative au secteur des mines en Côte d'Ivoire et dans le monde ;
- développement des ressources humaines dans le secteur des mines ;
- élaboration, suivi-évaluation des conventions dans le secteur des mines.

En matière de Géologie

- élaboration, mise en œuvre, contrôle et évaluation de l'application de la politique de développement de la cartographie géologique et géoscientifique ;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et contrôle des activités de collecte des données géologiques pour l'élaboration des cartes géologiques ;
- renforcement de la collecte des données de terrain et toutes autres données d'observations constituant des informations géologiques, géoscientifiques et techniques nécessaire à l'élaboration de l'infrastructure géologique ;
- exécution ou suivi des travaux de recherche géologique et géoscientifique pour fournir à la collectivité les connaissances relatives à la répartition spéciale des roches, des matériaux meubles, des substances de carrière, des ressources en eau souterraine et les caractéristiques du sol et du sous-sol du territoire national ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour le développement de la cartographie géologique et géoscientifique ;
- gestion des normes, des spécifications et de la nomenclature des codes des cartes thématiques et géologiques ;
- promotion et valorisation des cartes géologiques, données et autres documents géoscientifiques ;
- promotion du potentiel géologique et valorisation des matériaux de construction ;
- développement des ressources humaines dans le secteur de la géologie ;
- développement des relations de coopération international dans le secteur de la géologie.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Développement des Mines et de la Géologie.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1: Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, SC DAJC, DAFM, DRH, DPESEI, DCSPCI, CPMP, DR, DD			
Programme 2 : Développement des mines et de la géologie	DEMAC, DDM, DIMCM, DCT, DCGPG, DLEG, DVPIG, BRICM, SPRPK.	SODEMI, CML	- Programme national de restructuration de l'orpaillage ; - Construction du Laboratoire national d'analyses géologiques ; - Construction de l'Infrastructure géologique et de mise en œuvre d'un SIG.	- Elaboration de la politique minière et son plan d'actions ; - Elaboration de la politique de contenu local ; - Programme de construction des DD et DR ; - Programme d'équipement des services du MMG ; -Projet de renforcement de la banque de données géo scientifiques ; -Projet des travaux cartographiques, géologiques et géochimiques ; -Projet de création d'une usine d'affinage d'or.

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Cadre législatif et réglementaire définis et appliqué	Dénombrement / Etudes Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'études
		IP 1.1.2 : Personels formés et qualifiés	Dénombrement / Etudes Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'études
		IP.1.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 2 : Valoriser le potentiel minier et géologique	RS 2.1 : la recherche minière est intensifiée	IP 2.1. 1 : Taux de croissance des permis de recherche délivrés	(Nombre de permis de recherche délivré en année N – nombre de permis de recherche délivrés en année N-1) / Nombre de permis de recherche délivrés en année N-1 Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 2 / Rapport d'études
	RS 2.2 : la production minière est accrue et diversifiée	IP 2.2.1 : Taux de croissance de la production minière	(Production année N – Production année N-1) / Production année N-1 Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 2 / Rapport d'études

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	4 415 181 061	4 364 831 809	4 546 611 341
1.1 Ressources Intérieures	4 415 181 061	4 364 831 809	4 546 611 341
1.1.1 Budget État	4 415 181 061	4 364 831 809	4 546 611 341
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	4 415 181 061	4 364 831 809	4 546 611 341
2.1 Personnel	2 277 308 739	2 452 058 864	2 563 018 310
2.1.1 Solde y compris EPN	2 277 308 739	2 452 058 864	2 563 018 310
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 198 965 337	1 282 772 945	1 353 593 031
2.3 Transferts	0	0	0
2.4 Investissement	938 906 985	630 000 000	630 000 000
Trésor	938 906 985	630 000 000	630 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : améliorer le cadre juridique, et institutionnel du secteur minier	Taux de projets de lois et de décrets élaborés et transmis au SGG	44,44%	100%	100%	100%	Nombre de projets de lois et de décrets élaborés / Nombre de projets de lois et de décrets prévus Source : Rapport d'activités DAJC
	Nombre de projets de protocoles d'accords de coopération élaborés et transmis au MAE par an.	2	2	2	2	Dénombrement Source : Rapport d'activités DCSPCI
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'assermentation du personnel technique	0%	100%	100%	100%	Nombre d'agents assermentés / Nombre d'agents à assermenter par année Source : Rapport d'activités DGMG
	Proportion du personnel bénéficiant d'une formation continue	30%	100%	100%	100%	Nombre d'agents formés / Effectif total du personnel exprimé Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution des crédits budgétaires	99%	100%	100%	100%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Extrait SIB
OS 3 : Moderniser le fonctionnement et le suivi-évaluation des services	Taux des services inspectés et ou audités	50%	100%	100%	100%	Nombre de services inspectés et/ou audités / Nombre total de services Source : Rapport d'activités IG
	Nombre de Comités de Développement Local Minier (CDLM) audités	11	3	3	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités IG
	Nombre de parutions du magazine d'information du MMG	2	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités Service communication

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GÉNÉRALE		3 331 403 572	3 575 516 382	3 745 218 214
	Dépenses de personnel	2 277 308 739	2 452 058 864	2 563 018 310
	Dépenses en biens et services	1 054 094 833	1 123 457 518	1 182 199 904
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
21106 Administration Générale	3 331 403 572	3 575 516 382	3 745 218 214
2110601 Coordination et animation du ministère	776 239 364	817 897 308	853 475 176
2 Biens et services	776 239 364	817 897 308	853 475 176
21106010001 Réaliser la promotion, l'orientation, la réglementation, la coordination et le contrôle de la recherche, de l'extraction et de la production dans les secteurs des mines et de la géologie	10 055 055	11 057 638	11 895 917
21106010002 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de mine et géologie	95 517 310	105 041 263	113 004 439
21106010003 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	19 325 892	21 252 861	22 864 040
21106010004 Prendre en charge les contrats d'experts extérieurs au ministère pour assister le Cabinet	116 403 116	116 403 116	116 403 116
21106010005 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21106010007 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	10 612 869	11 671 069	12 555 854
21106010008 Prendre en charge les frais de transport et les indemnités des missions et conférences hors Côte d'Ivoire	51 664 337	51 664 337	51 664 337
21106010009 Prendre en charge les frais de transport et les indemnités des missions et conférences en Côte d'Ivoire	17 426 463	17 426 463	17 426 463
21106010010 Prendre en charge l'assistance technique du BNETD	102 020 633	102 020 633	102 020 633
21106010013 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville)	8 679 478	9 544 902	10 268 501
21106010014 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des savanes (Korhogo)	13 122 842	14 431 311	15 525 349
21106010015 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Tortya	8 451 389	9 294 070	9 998 653
21106010016 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Moyen Comoé (Abengourou)	8 850 323	9 732 782	10 470 621
21106010017 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la vallée du Bandama (Bouaké)	8 599 741	9 457 215	10 174 165
21106010018 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Sud-Bandaman (Divo)	8 758 847	9 632 186	10 362 401
21106010019 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Marahoué (Bouaflé)	8 574 226	9 429 153	10 143 979

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
21106 Administration Générale	3 331 403 572	3 575 516 382	3 745 218 214
21106010020 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Haut Sassandra (Daloa)	8 715 268	9 584 260	10 310 844
21106010021 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Fromager (Gagnoa)	9 062 536	9 966 154	10 721 688
21106010022 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Guiglo	7 532 904	8 284 004	8 912 015
21106010023 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Bouna	7 755 067	8 528 321	9 174 849
21106010024 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Danané	7 771 138	8 545 993	9 193 861
21106010025 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des Montagnes (Man)	9 487 392	10 433 371	11 224 327
21106010026 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Sud-Comoé (Aboisso)	8 650 416	9 512 943	10 234 118
21106010027 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Mankono	7 639 721	8 401 473	9 038 386
21106010028 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Guémon (Duekoué)	11 120 195	12 228 981	13 156 059
21106010029 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bafing (Touba)	8 893 032	9 779 747	10 521 153
21106010030 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bas-Sassandra (San-Pédro)	8 757 306	9 630 492	10 360 578
21106010031 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bélier (Yamoussoukro)	8 573 258	9 428 091	10 142 836
21106010032 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Denguélé (Odienné)	9 142 673	10 054 282	10 816 496
21106010033 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Zanzan (Bondoukou)	9 979 012	10 974 011	11 805 952
21106010034 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Katiola	7 742 648	8 514 660	9 160 159
21106010035 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de N'Zi Comoé (Dimbokro)	9 004 696	9 902 546	10 653 259
21106010036 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département Soubéré	7 835 288	8 616 538	9 269 759
21106010037 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du département de Boundiali	7 717 619	8 487 136	9 130 544
21106010038 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Worodougou (Séguéla)	9 203 505	10 121 180	10 888 465
21106010039 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	107 923 269	111 611 795	115 442 646
21106010043 Mettre en œuvre la politique du ministère en matière de coordination, de suivi des projets et de coopération internationale	11 669 900	12 833 494	13 806 401
2110602 Planification, programmation et suivi-évaluation des activités du ministère	38 473 430	42 309 584	45 517 073
2 Biens et services	38 473 430	42 309 584	45 517 073
21106020001 Élaborer et vulgariser les documents de la chaîne PPPDSE	13 473 430	14 816 854	15 940 119
21106020002 Mettre en œuvre le Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT)	25 000 000	27 492 730	29 576 954
2110603 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	2 497 777 620	2 694 510 517	2 823 850 221
1 Personnel	2 277 308 739	2 452 058 864	2 563 018 310
21106030003 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	2 248 808 739	2 424 393 344	2 534 684 258
21106030009 Prendre en charge les salaires du personnel contractuel de la Direction de la Cartographie et de la prospection géologique	28 500 000	27 665 520	28 334 052
2 Biens et services	220 468 881	242 451 653	260 831 911
21106030001 Élaborer et suivre l'exécution du budget du ministère	35 000 000	38 489 823	41 407 733
21106030002 Gérer les ressources humaines du Ministère des Mines et de la Géologie	15 103 624	16 609 593	17 868 768
21106030004 Gérer la commande publique du ministère	7 530 087	8 280 906	8 908 681
21106030007 Prendre en charge les dépenses liées à l'équipement du Ministère	162 835 170	179 071 331	192 646 729
2110604 Information et communication	18 913 158	20 798 973	22 375 744
2 Biens et services	18 913 158	20 798 973	22 375 744
21106040001 Mettre en place un système intégré de gestion des données	7 934 945	8 726 132	9 387 660
21106040002 Produire et diffuser un magazine trimestriel d'information	10 978 213	12 072 841	12 988 084

III.2. Programme 2 : Développement Minier et Géologique

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Développement des Mines et de la géologie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer le contrôle de l'activité minière	Taux de délivrance annuel de certificats du Processus de Kimberley pour le diamant	100%	100%	100%	100%	Nombre de certificats délivrés / Nombre d'expédition de diamant Source : Rapport d'activités Secrétariat Permanent PK
	Pourcentage de permis d'exploration contrôlés	82,09%	85%	88%	91%	Nombre de contrôles effectués / Nombre de permis à contrôler Source : Rapport d'activités DDM
	Pourcentage de permis d'exploitation contrôlés	100%	100%	100%	100%	Nombre de permis contrôlés / Nombre total de permis d'exploitation en cours de validité Source : Rapport d'activités DDM
	Taux annuel d'exploitations de substances de carrières contrôlées	100%	100%	100%	100%	Nombre de certificat d'autorisations d'exploitation contrôlées / Nombre total de certificats d'autorisations d'exploitation délivrés en cours de validité Source : Rapport d'activités DEMAC
	Pourcentage d'exploitations semi-industrielles et artisanales contrôlées	100%	100%	100%	100%	Nombre d'autorisations contrôlées / Nombre total d'autorisations en cours de validation Source : Rapport d'activités DEMAC
	Taux annuel de dépôts de substances explosives contrôlés	100%	100%	100%	100%	Nombre de dépôts de substances explosives contrôlés / Nombre total de dépôts de substances explosives répertoriés Source : Rapport d'activités DCT
	Pourcentage annuel d'équipements sous-pression contrôlés	-	40%	45%	55%	Nombre d'équipement sous-pression contrôlés / Nombre total d'équipements sous-pression répertoriés Source : Rapport d'activités DCT
OS 2 : Développer la recherche minière	Taux de vectorisation des cartes photo géologiques	0%	38%	43%	49%	Nombre de cartes vectorisées / Nombre total de cartes à vectorisées Source : Rapport d'activités DCPG
	Taux d'équipement du laboratoire d'analyse géologique	-	50%	100%	100%	Nombre d'équipements acquis / Nombre total d'équipements prévus Source : Rapport d'activités DCPG
OS 3 : Créer un environnement propice à l'essor de l'exploitation minière et minéralière	Nombre de sites d'orpaillage illégal démantelés	222	150	250	200	Dénombrement Source : Rapport d'activités BRICM
	Nombre de sites d'exploitation de carrière illégale démantelés	43	50	60	65	Dénombrement Source : Rapport d'activités BRICM
	Nombre d'artisans miniers formés dans les chantiers écoles	74	900	1350	4350	Dénombrement Source : Rapport d'activités DEMAC

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : DÉVELOPPEMENT DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE		1 083 777 489	789 315 427	801 393 127
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	144 870 504	159 315 427	171 393 127
	Transferts	0	0	0
	Investissements	938 906 985	630 000 000	630 000 000
	<i>Trésor</i>	938 906 985	630 000 000	630 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
22107 Développement des mines et de la géologie	1 083 777 489	789 315 427	801 393 127
2210701 Contrôle et suivi de l'application de la législation	77 761 103	85 514 601	91 997 459
2 Biens et services	77 761 103	85 514 601	91 997 459
22107010004 Suivre le processus de Kimberley	41 199 999	45 308 017	48 742 818
22107010008 Mettre en œuvre un système d'information géoscientifique (SIG)	25 756 887	28 325 085	30 472 407
22107010009 Suivre l'application de la législation et de la réglementation relative à la gestion des titres miniers	10 804 217	11 881 499	12 782 234
2210702 Gestion des informations géologiques et minières	663 073 406	459 567 313	464 083 111
2 Biens et services	54 166 421	59 567 313	64 083 111
22107020007 Suivre l'application de la législation et de la réglementation relative à l'exploitation minière semi industrielle, artisanale et des carrières	10 720 239	11 789 146	12 682 881
22107020008 Contrôler l'application de la législation et de réglementation relatives aux Équipements sous pressions, aux métaux et pierres précieuses	10 821 180	11 900 152	12 802 302
22107020010 Réaliser des analyses et Études minéralogiques, pétrographiques et métallographiques	10 821 180	11 900 152	12 802 302
22107020012 Gérer et actualiser le cadastre minier	10 982 642	12 077 711	12 993 324
22107020013 Assurer la gestion et la valorisation des informations géoscientifiques et géophysiques	10 821 180	11 900 152	12 802 302
4 Investissements	608 906 985	400 000 000	400 000 000
Trésor	608 906 985	400 000 000	400 000 000
22107020015 Construction du Laboratoire d'Analyse Géologique	608 906 985	400 000 000	400 000 000

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
22107 Développement des mines et de la géologie	1 083 777 489	789 315 427	801 393 127
2210703 Assainissement de l'exploitation minière	342 942 980	244 233 513	245 312 557
2 Biens et services	12 942 980	14 233 513	15 312 557
22107030002 Réprimer les infractions au code minier	12 942 980	14 233 513	15 312 557
4 Investissements	330 000 000	230 000 000	230 000 000
Trésor	330 000 000	230 000 000	230 000 000
22107030044 Poursuivre les opérations de déguerpissement des orpailleurs clandestins	250 000 000	200 000 000	200 000 000
22107030046 Encadrer les artisans miniers	80 000 000	30 000 000	30 000 000

SECTION 350 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière de Tourisme

- la faible qualité des prestations des opérateurs ;
- la faible organisation et structuration des professionnels du secteur ;
- l'insuffisance organisationnelle des populations des différentes localités ;
- les difficultés d'accès à certains sites touristiques ;
- le faible niveau d'aménagement des sites ;
- l'absence de réceptifs à proximité de certains sites touristiques ;
- l'absence de réserves foncières d'utilité touristique ;
- l'insuffisance en qualité et en quantité de l'offre d'hébergement ;
- la menace terroriste ;
- la faible durée moyenne de séjour des touristes en Côte d'Ivoire ;
- la faible visibilité des produits touristiques sur les Marchés des pays émetteurs de touristes ;
- l'absence d'une culture de la pratique du tourisme par les nationaux ;
- l'insuffisance de la politique de promotion du tourisme interne ;
- l'insuffisance de stratégie de communication et marketing touristique ;
- l'absence de la destination Côte d'Ivoire des Agenda des Tours Operators et agences de voyages.

En matière de Loisirs

- l'absence d'un cadre légal et réglementaire propre aux loisirs ;
- l'instabilité institutionnelle et conflits de compétences ;
- l'insuffisance de politique de programmation et de maintenance des infrastructures et autres sites ;
- l'inexistence de mesures incitatives à l'investissement dédié aux loisirs ;
- l'insuffisance d'infrastructures publiques dédiées à la pratique des loisirs ;
- le faible niveau de coopération entre le public et le privé ;
- l'insuffisance d'espaces privés aménagés pour la pratique des loisirs ;
- la dégradation et la vétusté des infrastructures utilisées à des fins de loisirs ;
- l'insuffisance d'appréciation par les populations des valeurs des loisirs ;
- l'insuffisance de la promotion de la pratique des activités de loisirs en milieu rural ;
- l'absence d'un profil type pour les animateurs des loisirs en Côte d'Ivoire ;
- l'insalubrité et insécurité sur les sites destinés aux loisirs ;
- la faible accessibilité aux infrastructures modernes par certaines couches sociales.

I.1.2. Réponses apportées

En matière de Tourisme

- l'organisation et renforcement du secteur avec la Loi n°2014-139 du 24 mars 2014 portant Code du Tourisme ;
- l'assainissement de l'environnement fiscal et financier des entreprises touristiques par des mesures d'allègement fiscales et parafiscales ;
- l'adoption en Conseil des Ministres de:
 - le décret n° 2013-841 du 11 décembre 2013 portant institution et perception de frais sur les actes et services liés aux activités du tourisme ;
 - le document de Politique Générale du Tourisme ;
 - le décret n°2014-08 du 8 janvier 2014 déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial dénommé Côte d'Ivoire Tourisme.
- la réhabilitation de six (6) hôtels haut de gamme répondant aux normes internationales ;
- la construction de nouveaux réceptifs hôteliers de haut standing ;
- la mise en service de nouveaux réceptifs hôteliers ;
- la restauration de l'image de la destination Côte d'Ivoire par la participation aux foires et salons touristiques internationaux et l'organisation du Salon International du Tourisme d'Abidjan (SITA) ;
- l'appui technique et financier à l'organisation de manifestations culturelles à caractère touristique.

En matière de Loisirs

- l'élaboration d'une Politique Nationale des Loisirs (PNL) en cours d'adoption ;
- l'appui matériel au fonctionnement de certains centres de loisirs ;
- le renforcement des capacités des responsables des services socioculturels ;
- la réalisation d'études monographiques sur les loisirs (jeux traditionnels y compris) ;
- l'organisation des centres aérés d'Etat ;
- l'organisation des sorties-détente ou Journées de loisirs pour les personnes âgées, les femmes vivant en milieu rural, les jeunes, etc.

I.1.3. Défis et priorités

En matière de Tourisme

- la mise en place d'une filière nationale de formation touristique de haut niveau ;
- l'actualisation du cadre institutionnel et la modernisation de l'administration du secteur du tourisme ;
- la restructuration du Fonds de Développement Touristique (FDT) ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan Aérien Ciblé pour le Tourisme ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'accès aux soins sur les zones phares touristiques ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan de Sécurisation des zones phares touristiques ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'infrastructures touristiques prioritaires ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'accès au foncier pour les zones phares touristiques ;
- la refonte du dispositif de promotion de la destination Côte d'Ivoire ;
- la promotion de l'investissement privé en milieu touristique ;
- le renforcement des capacités de gestion du tourisme ;
- la restructuration du Fonds de Développement Touristique (FDT) ;
- la remise à niveau des compétences du Ministère
- le positionnement de la destination Côte d'Ivoire sur les marchés émetteurs.

En matière de Loisirs

- le financement des loisirs ;
- l'adoption de la Politique Nationale des Loisirs ;
- la construction d'infrastructures de loisir de proximité ;
- la construction de 15 centres intégrés de loisirs.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le positionnement de la Côte d'Ivoire en tant que co-leaders africains du tourisme d'affaires ;
- le développement du tourisme de divertissement domestique de la sous-région ;
- le développement de l'éco-tourisme ;
- le développement de l'entrepreneuriat touristique social et territorial ivoirien.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national est mise en place ;
- l'environnement et l'offre de services du tourisme sont améliorés ;
- la promotion de la destination Côte d'Ivoire est améliorée ;
- les pratiques de loisirs sont promues.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre du Tourisme et des Loisirs est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de promotion du Tourisme et des Loisirs. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de tourisme

- développement et promotion des produits, services et activités touristiques ;
- réglementation et contrôle des équipements et des établissements touristiques et hôteliers ;
- promotion de la qualité dans les établissements touristiques et hôteliers ;
- aménagement, exploitation à des fins touristiques des parcs nationaux, des réserves, des jardins botaniques, et autres aires protégées ainsi que du littoral, en liaison avec les Ministres concernés;
- développement des centres, zones et circuits touristiques ;
- réhabilitation du patrimoine hôtelier de l'Etat en liaison avec le Ministre chargé de la Construction;
- recensement, aménagement et exploitation des sites et monuments d'intérêt touristique, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture ;
- promotion et formation des personnels des métiers du tourisme et de l'hôtellerie ;
- évaluation de l'activité touristique et de l'impact du tourisme sur l'économie ;
- promotion du tourisme aux plans national, régional et international, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- développement de la coopération et promotion des investissements touristiques ;
- promotion des manifestations traditionnelles d'intérêt touristique, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture ;
- participation à la promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères et de la Communication ;
- définition d'un cadre incitatif pour le développement touristique.

I.3.2. En matière de Loisirs

- élaboration du cadre juridique et institutionnel du développement des loisirs ;
- sensibilisation de la population à la vulgarisation des loisirs ;
- mise en œuvre d'un plaidoyer et promotion des loisirs auprès des populations, des entreprises, des groupements sociaux et des structures administratives et politiques ;
- promotion et valorisation des jeux traditionnels et des danses en tant que loisirs, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Offre de services du tourisme ;
- Programme 3 : Promotion du tourisme ;
- Programme 4 : Loisirs ;
- Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DCDA, DAJ DPAP, DAF, DRH, DCP DR (12) DD (20)	CNT	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un compte satellite du Tourisme - Création du centre d'Application aux métiers du tourisme et de l'Hôtellerie de DAOUKRO - Création de l'institut Supérieur de Tourisme et d'Hôtellerie de Yamoussoukro 	
P2 : Offre de services du Tourisme	DAT, DGU, DST	SPDC, SODERTOUR-LACS, FDT	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des 7 principaux sites touristiques de la Région du Poro - Réhabilitation et aménagement des sites touristiques des régions du Haut Sassandra, de la Marahoué, du Tchologo, du Worodougou et du Bélier - Aménagement et valorisation du site du pont de lianes de Lieupleu dans la Région du Tonkpi - Réhabilitation hôtel des parlementaires - Réhabilitation hôtel Président - Construction du Relais Paillotes de Jacquerville 	
P3 : Promotion du tourisme	BTE (11)	CIT		
P4 : Loisirs	DL			

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national	RS 1.1 : L'administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national est mise en place	IP 1.1.1. cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Source : Rapport annuel de performance du programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP 1.1.2. Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Source : Rapport annuel de performance du programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP 1.1.3. Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Source : Rapport annuel de performance du programme 1
OG 2 : Améliorer l'environnement et l'offre de services du tourisme	RS 2.1 : L'environnement et l'offre de services du tourisme sont améliorés	IP 2.1.1 : Contribution du tourisme au PIB total de l'économie	Valeur Ajoutée Brute Directe du Tourisme / Total des VABD de la production économique nationale Source : Rapport d'activités DPAP
		IP 2.1.2 : Taux de croissance des établissements d'hébergement	Nombre d'établissements en année N+1 – année N / N Source : Statistiques (DPAP)
OG 3 : Améliorer la visibilité et l'attractivité de la destination Côte d'Ivoire	RS 3.1 : La promotion de la destination Côte d'Ivoire est améliorée	IP 3.1.1 : Taux de croissance des flux du tourisme international récepteur	Nombre de touristes en année N+1 – année N / N Source : Statistiques (DPAP)
		IP 3.1.2. : Taux de croissance des recettes du tourisme international récepteur	Recettes année N+1 – Recettes année N / Recettes année N Source : Statistiques du tourisme (DPAP)
OG 4 : Promouvoir les pratiques de loisirs	RS 4 .1: Les pratiques de loisirs sont promues	IP 4.1.1 : Proportion des jeux traditionnels cartographiés	Nombre de jeux traditionnels cartographiés / Nombre total de jeux traditionnels répertoriés Source : Rapport d'activités D-Loisirs
		IP 4.1.2 : Proportion des populations pratiquant un loisir sain	Populations pratiquant un loisir saint / Population totale Source : Rapport d'activités D-Loisirs

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	11 254 186 751	11 388 847 771	12 151 113 829
1.1 Ressources Intérieures	11 254 186 751	11 388 847 771	12 151 113 829
1.1.1 Budget Etat	11 254 186 751	11 388 847 771	12 151 113 829
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	11 254 186 751	11 388 847 771	12 151 113 829
2.1 Personnel	1 439 295 395	1 529 733 624	1 591 203 476
2.1.1 Solde y compris EPN	1 439 295 395	1 529 733 624	1 591 203 476
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	2 385 383 263	2 521 745 965	2 668 819 323
2.3 Transferts et subventions	6 544 057 580	6 687 368 182	7 241 091 030
2.4 Investissement	885 450 513	650 000 000	650 000 000
Trésor	885 450 513	650 000 000	650 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la gouvernance et le cadre institutionnel du secteur du Tourisme	Taux de diffusion des textes réglementaires au public	70%	80%	90%	90%	Nombre de textes diffusés / Nombre total de textes produits Source : Rapport d'activités / DAJ
OS 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et Matérielles	Taux d'exécution du budget	87,92 %	100%	100%	100%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Extrait SIB
	Taux de réalisation des activités	90%	100%	100%	100%	Nombre d'activités exécutées / Nombre d'activités prévues Source Rapport d'activités:/ DPAP
	Proportion d'agents bénéficiant de formation	10%	12%	14%	16%	Nombre d'agents formés / Nombre total d'agents prévus Source Rapport d'activités:/ DRH

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		3 510 538 493	3 724 237 190	3 921 109 259
	Dépenses de personnel	1 193 807 644	1 287 018 881	1 345 568 163
	Dépenses en biens et services	2 266 730 849	2 406 318 309	2 544 641 096
	Transferts	0	0	0
	Investissements	50 000 000	30 900 000	30 900 000
	Trésor	50 000 000	30 900 000	30 900 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21108 Administration Générale	3 510 538 493	3 724 237 190	3 921 109 259
2110801 Coordination et animation	1 008 217 410	1 059 691 748	1 132 856 873
2 Biens et services	958 217 410	1 028 791 748	1 101 956 873
21108010001 Coordonner les activités du ministère	123 596 857	135 920 600	146 224 739
21108010002 Élaborer les textes de lois et réglementaire du secteur	20 800 000	22 873 952	24 608 023
21108010004 Inspecter les services du ministère	30 515 140	26 959 525	29 003 327
21108010006 Renforcer les capacités des acteurs du secteur et nouer des partenariats de coopération	35 500 000	28 042 584	30 168 491
21108010009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Divo)	8 790 000	9 666 445	10 399 258
21108010050 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Bouna)	24 499 876	26 942 739	28 985 266
21108010051 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Danané)	12 620 208	13 878 562	14 930 691
21108010052 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (ferkessédougou)	10 025 258	11 024 870	11 860 663
21108010053 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Dabou)	18 953 772	20 843 637	22 423 793
21108010054 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Agboville)	10 119 238	11 128 218	11 971 849
21108010055 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Seguela)	17 678 168	19 440 846	20 914 656
21108010056 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Yamoussoukro)	24 512 500	26 956 622	29 000 200
21108010057 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Bouaké)	28 392 907	31 223 940	33 591 028
21108010058 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Bouaflé)	13 930 104	15 319 066	16 480 400
21108010059 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Daloa)	22 637 577	24 894 752	26 782 021
21108010060 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Gagnoa)	14 255 768	15 677 202	16 865 687
21108010061 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Grand Bassam)	20 249 134	22 268 159	23 956 307
21108010062 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Dimbokro)	33 400 000	36 730 289	39 514 809
21108010063 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Adzope)	20 373 250	22 404 650	24 103 146
21108010064 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Katiola)	18 340 020	20 168 688	21 697 677
21108010065 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Boundiali)	17 933 062	19 721 154	21 216 212
21108010066 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Sassandra)	13 042 868	14 343 363	15 430 731
21108010067 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Touba)	15 115 203	16 622 330	17 882 467
21108010068 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Boundoukou)	20 140 483	22 148 674	23 827 763
21108010069 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Guiglo)	11 384 369	12 519 496	13 468 598
21108010070 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Abidjan Nord)	9 124 568	10 034 372	10 795 076
21108010071 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Soubre)	12 600 000	13 856 339	14 906 784
21108010072 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Korhogo)	58 196 861	63 999 622	68 851 432
21108010073 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Mankono)	12 186 505	13 401 610	14 417 586
21108010074 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Odienné)	19 070 588	20 972 101	22 561 993
21108010075 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Abengourou)	31 332 584	34 456 729	37 068 893

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21108 Administration Générale	3 510 538 493	3 724 237 190	3 921 109 259
21108010077 Gérer les activités d'abonnement du ministère	112 516 545	116 362 057	120 355 951
21108010079 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (District d'Abidjan)	30 492 207	33 532 560	36 074 663
21108010080 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Divo)	8 620 000	9 479 494	10 198 134
21108010081 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Abidjan Sud)	10 000 000	10 997 092	11 830 782
21108010084 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Man)	24 260 206	26 679 175	28 701 715
21108010085 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (San-Pedro)	33 882 346	37 260 727	40 085 461
21108010087 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Daoukro)	9 129 238	10 039 507	10 800 601
4 Investissements	50 000 000	30 900 000	30 900 000
Trésor	50 000 000	30 900 000	30 900 000
21108010088 Création d'un compte satellite	50 000 000	30 900 000	30 900 000
2110802 Information et communication	27 091 341	29 792 598	32 051 171
2 Biens et services	27 091 341	29 792 598	32 051 171
21108020002 Organiser la communication des activités du Ministère	27 091 341	29 792 598	32 051 171
2110803 Planification, programmation et suivi évaluation	33 511 287	31 354 124	33 731 081
2 Biens et services	33 511 287	31 354 124	33 731 081
21108030001 Organiser la planification générale, suivre et évaluer les activités du ministère	33 511 287	31 354 124	33 731 081
2110804 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	2 441 718 455	2 603 398 720	2 722 470 134
1 Personnel	1 193 807 644	1 287 018 881	1 345 568 163
21108040001 Prendre en charge les salaires des personnels en centrale	1 193 807 644	1 287 018 881	1 345 568 163
2 Biens et services	1 247 910 811	1 316 379 839	1 376 901 971
21108040003 Élaborer et exécuter le budget du ministère	83 580 968	91 914 759	98 882 814
21108040004 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21108040005 Gérer la commande publique du ministère	11 880 000	13 064 545	14 054 969
21108040007 Élaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	15 000 000	16 495 638	17 746 172
21108040011 Prendre en charge des loyers et charges locatives des locaux du ministère	320 544 726	352 505 979	379 229 454
21108040013 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	150 000 000	150 000 000	150 000 000
21108040014 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	40 000 000	40 000 000	40 000 000
21108040015 Prendre en charge les frais de déplacement des agents du bureaux du tourisme à l'étranger	31 626 289	34 779 721	37 416 371
21108040018 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	328 040 000	328 040 000	328 040 000
21108040024 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du ministère	74 985 808	82 462 582	88 714 067
21108040025 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats	123 814 992	136 160 484	146 482 809
21108040026 Prendre en charge des frais de gardiennage des locaux du ministère	29 500 000	32 441 421	34 900 805
21108040027 Gérer les ressources humaines du ministère	34 938 028	34 115 873	36 702 197

III.2. Programme 2 : Offre de service du tourisme

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Offre de service de tourisme						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer l'environnement du secteur du tourisme	Taux d'établissements mis en conformité	20%	25%	35%	50%	Nombre d'établissements mis en conformité / Nombre total d'établissements répertoriés Source : Rapport d'activités/ DAT
	Taux de croissance des actes délivrés	9%	12%	15%	20%	Nombre d'actes en année N+1 – année N / Nombre d'actes en année N Source : Rapport d'activités /DGU
OS 2 : Améliorer l'offre de service du tourisme	Taux d'Occupation (TO)	58%	60%	63%	65%	Nombre total de chambres vendues / Nombre total de chambres disponibles Source : Rapport d'activités/ DAT-DPAP
	Durée Moyenne de Séjour (DMS)	3	4	4	4	Moyenne pondérée du séjour des clients dans les hôtels Source : Rapport d'activités/ DAT-DPAP
	Taux de croissance des nuitées vendues	22%	23%	24%	25%	(Nombre de nuitées vendues en année N+1 – Nombre de nuitées en année N) / Nombre de nuitées en année N Source : Rapport d'activités / DAT

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : OFFRE DE SERVICE DE TOURISME		1 288 658 080	692 453 257	698 014 166
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	66 702 414	73 353 257	78 914 166
	Transferts	386 505 153	0	0
	Investissements	835 450 513	619 100 000	619 100 000
	<i>Trésor</i>	835 450 513	619 100 000	619 100 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22109 Offre de services du tourisme	1 288 658 080	692 453 257	698 014 166
2210901 Suivi de la réglementation, contrôle de la qualité et de la sécurité dans le secteur	366 702 414	73 353 257	78 914 166
2 Biens et services	66 702 414	73 353 257	78 914 166
22109010001 Rendre opérationnel la police touristique en vue de la sécurisation des sites et établissements de tourisme et des loisirs	19 500 000	21 444 329	23 070 024
22109010002 Organiser des opérations de contrôle et de mise en conformité des établissements de tourisme et de loisirs	22 500 000	24 743 456	26 619 258
22109010003 Assister les opérateurs du secteur dans leurs différentes démarches administratives	24 702 414	27 165 472	29 224 884
3 Transferts	300 000 000	0	0
22109010005 Transférer la subvention pour la gestion du patrimoine hôtelier de l'Etat et l'aménagement de nouveaux sites dans le district d'Abidjan, à Daoukro et à Katiola	150 000 000	0	0
22109010009 Transférer la subvention pour la gestion du patrimoine hôtelier de l'Etat et l'aménagement de nouveaux sites touristiques dans la région des lacs	150 000 000	0	0
2210902 Mobilisation de l'investissement privé dans le secteur	86 505 153	0	0
3 Transferts	86 505 153	0	0
22109020002 Transférer la subvention au FDT pour faciliter l'accès au financement des opérateurs	86 505 153	0	0
2210903 Rénovation et construction de nouvelles infrastructures du secteur	835 450 513	619 100 000	619 100 000
4 Investissements	835 450 513	619 100 000	619 100 000
Trésor	835 450 513	619 100 000	619 100 000
22109030002 Réhabilitation hôtel président Yamoussoukro	200 000 000	80 000 000	80 000 000
22109030008 Construction d'un relais paillotes de Jacquville	214 000 000	214 000 000	214 000 000
22109030010 Création du centre d'application des métiers du tourisme et de l'hôtellerie et de la restauration de Daoukro	216 450 513	120 100 000	120 100 000
22109030011 Réhabilitation et aménagement des sites touristiques des régions du haut Sassandra, de la Marahoué, du Worodougou et du Béliér	124 500 000	124 500 000	124 500 000
22109030012 Aménagement et valorisation du site du pont de liane de Lieupleu	37 000 000	37 000 000	37 000 000
22109030013 Réhabilitation et aménagement des principaux sites touristiques de la région du Poro	43 500 000	43 500 000	43 500 000

III.3. Programme 3 : Promotion du tourisme

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Promotion du tourisme						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS : Promouvoir le tourisme national et international récepteur	Taux de croissance des flux du tourisme international récepteur	9,13 %	9,2%	9,5%	10%	(Nombre de touristes internationaux en année N+1 – Année N) / Nombre de touristes internationaux en année N Source : Rapport d'activités/ DPAP- /Bulletin statistiques
	Taux de croissance des flux du tourisme interne	5,32%	5,35%	5,7%	6%	Nombre de touristes internes en année N+1 – Année N) / Nombre de touristes internes en année N Source : Rapport d'activités /DPAP - Bulletin statistiques

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : PROMOTION DU TOURISME		2 465 840 178	2 559 086 250	2 751 994 918
	Dépenses de personnel	245 487 751	242 714 743	245 635 313
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	2 220 352 427	2 316 371 507	2 506 359 605
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22110 Promotion du tourisme	2 465 840 178	2 559 086 250	2 751 994 918
2211001 Développement du tourisme récepteur et interne	2 465 840 178	2 559 086 250	2 751 994 918
1 Personnel	245 487 751	242 714 743	245 635 313
22110010005 Transférer les subventions équilibre personnel au CIT	245 487 751	242 714 743	245 635 313
3 Transferts	2 220 352 427	2 316 371 507	2 506 359 605
22110010002 Réaliser les activités de promotion de la destination Cote d'Ivoire et le tourisme interne	720 352 427	911 960 111	1 055 081 914
22110010003 Apporter un appui aux activités et manifestations socio-culturelles à caractère touristique	1 500 000 000	1 404 411 396	1 451 277 691

III.4. Programme 4 : Loisir

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 4 : Loisirs						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS : Moderniser et vulgariser la pratique des loisirs pour la population de tout âge	Proportion des jeux traditionnels valorisés	25%	30%	35%	50%	Nombre de jeux traditionnels valorisés / Nombre Total de jeux traditionnels recensés Source : Rapport d'activités / DL
	Taux de croissance des personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs	5%	10%	20%	20%	(Nombre de personnes pratiquant l'activité en année N+1 - Nombre de personne pratiquant l'activité en année N) / Nombre de personnes pratiquant l'activité en année N Source : Rapport d'activités / DL

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5: Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV : LOISIR		51 950 000	42 074 399	45 264 061
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	51 950 000	42 074 399	45 264 061
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22111 Loisirs	51 950 000	42 074 399	45 264 061
2211101 Organisation des activités de loisir	51 950 000	42 074 399	45 264 061
2 Biens et services	51 950 000	42 074 399	45 264 061
22111010004 Sensibiliser les populations à la pratique des activités de loisirs	11 950 000	13 141 524	14 137 784
22111010005 Mettre en œuvre et suivre les activités des centres de loisirs	22 824 000	16 066 278	17 284 263
22111010006 Renforcer les capacités des acteurs du secteur	17 176 000	12 866 597	13 842 014

III.5. Programme 5 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.5.1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		3 937 200 000	4 370 996 675	4 734 731 425
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	3 937 200 000	4 370 996 675	4 734 731 425
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
23192 Comptes Spéciaux du Trésor	3 937 200 000	4 370 996 675	4 734 731 425
2319201 Gestion des comptes spéciaux du ministère	3 937 200 000	4 370 996 675	4 734 731 425
3 Transferts	3 937 200 000	4 370 996 675	4 734 731 425
23192010001 Transférer la Taxe d'Embarquement sur les Titres de Transports Aériens pour la Promotion du tourisme en Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire Tourisme)	2 583 000 000	2 867 592 302	3 106 220 479
23192010002 Transférer la Taxe pour le Développement du Tourisme au Fonds de Développement Touristique	1 354 200 000	1 503 404 373	1 628 510 946

SECTION 351 : MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de la gouvernance

- l'insuffisance du renforcement des capacités de l'administration centrale et déconcentrée ;
- l'inadaptation de la formation par rapport aux besoins du secteur ;
- le manque de programmes concertés de recherche sur les différents systèmes d'exploitation ;
- le faible niveau de formation et d'organisation des opérateurs du secteur ;
- l'absence de statistiques fiables ;
- la faible capacité de mobilisation des ressources pour financer les projets et programmes de développement du secteur ;
- l'insuffisance des ressources humaines et matérielles ;
- le problème de Sécurisation foncière nécessaire pour la réalisation d'investissements à moyen et long terme.

Au niveau du sous-secteur élevage

- la résurgence des maladies animales et la menace des épizooties ;
- la présence de glossines dans les principales zones d'élevage ;
- l'installation anarchique des élevages en zones urbaine et périurbaine ;
- l'insuffisance et la vétusté des infrastructures de base, notamment les aménagements pastoraux, les marchés à bétail, les postes de contrôle sanitaire aux frontières et les abattoirs ;
- les conflits agriculteurs/éleveurs inhérents à la coexistence sur l'espace rural ;
- la faible organisation de la production et de l'approvisionnement en intrants pour améliorer la compétitivité des produits sur les marchés ;
- la faible productivité du matériel génétique ;
- la faible compétitivité des productions locales vis-à-vis des produits importés ;
- la faible valorisation des produits et sous-produits animaux.

Au niveau du sous-secteur pêche et aquaculture

- la relative étroitesse du plateau continental ;
- la grande dispersion géographique des activités de pêche et d'aquaculture ;
- la prolifération des diverses pollutions aquatiques et industrielles ;
- la concurrence avec d'autres spéculations dans l'occupation des bas-fonds ;
- l'insuffisance de la surveillance des pêches liée à l'absence d'un système de suivi et de contrôle des pêcheries en Côte d'Ivoire ;
- l'insuffisance et la vétusté des infrastructures de base, notamment, les ports de pêches, les débarcadères, et les stations d'alevinage ;
- la vétusté de la flottille thonière de la Côte d'Ivoire ;
- le taux élevé des pertes post-captures dans la pêche artisanale ;
- la pratique de la pêche illicite non déclarée et non réglementée (ou Pêche INN) ;
- la disponibilité limitée et le coût élevé des intrants de productions pour l'aquaculture ;
- le faible niveau de transformation des produits de la pêche artisanale.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de la gouvernance

- l'exécution d'un projet de réhabilitation et de construction des services extérieurs du ministère ;
- la délivrance d'agrément d'exercer et des Autorisations Préalables d'Importation (API) de produits vétérinaires aux opérateurs du secteur ;
- la formation des agents à la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et le nouveau cadre de gestion budgétaire ;
- la formation des agents à l'inspection des établissements manipulant les Denrées Animales et d'Origine Animale (DAOA) ;
- la réalisation régulière des inspections zoo sanitaires des Etablissements du secteur manipulant les DAOA;
- la contribution de l'Etat à l'installation de dix-sept (17) vétérinaires privés bénéficiaires de mandats sanitaires pour la prophylaxie du cheptel ;
- l'élaboration et l'adoption par le Gouvernement d'un Plan Stratégique de Développement de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PSDEPA 2014-2020) ;
- la mise en place d'un comité sectoriel de Partenariat Public - Privé (PPP) ;
- la contribution à l'élaboration et la promulgation de la Loi d'Orientation Agricole de Côte d'Ivoire ;

Au niveau du sous-secteur élevage

- l'adoption et la promulgation de la loi relative à la transhumance et aux déplacements du bétail;
- l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Stratégique de Relance de l'Aviculture moderne (PSRA) 2012-2021.
- la mise en œuvre de plusieurs projets et programmes dans le sous-secteur ;
- la réhabilitation du Ranch de la Marahoué et des stations d'élevage (Toumodi et Yamoussoukro) ;
- la construction d'un centre d'amélioration génétique du porc ;
- la création et l'entretien de pâturages artificiels ;
- l'installation de promoteurs d'élevage de bovins, d'ovins, de volailles, de porcs, de lapins, d'abeille, d'aulacode ;
- le repeuplement des stations d'élevage et du ranch à partir d'acquisition de nouvelles matrices et des mises bas sur les stations ;
- la formation des éleveurs et auxiliaires d'élevage dans le cadre de la lutte contre les tiques, vecteurs de graves maladies du bétail (cowdriose, etc.) ;
- la sensibilisation des acteurs du secteur au concept de biosécurité dans les fermes et sur les marchés ;
- la réalisation de missions de sensibilisation des agriculteurs et éleveurs pour une cohabitation pacifique ;
- l'appui à la structuration des filières en interprofession ;
- l'organisation de campagnes de vaccinations obligatoires contre la PPCB, la PPR, la Rage canine, la maladie de New Castel, le charbon bactérien ;
- la collecte d'informations géo-sanitaires sur la surveillance de la grippe aviaire et de leurs transfères dans la base de données WAHIS de l'OIE ;
- l'installation des Groupements de Défense Sanitaire (GDS) dans la filière porcine ;
- le renforcement de contrôle sanitaire aux frontières ;
- la réhabilitation en cours de la Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC) ;
- la réhabilitation de l'abattoir de Port-Bouët avec la contribution du District Autonome d'Abidjan ;
- l'appui à l'organisation d'événements promotionnels des filières.

Au niveau du sous-secteur pêche et aquaculture

- l'élaboration de plans de gestion participative des plans d'eau et des pêcheries ;
- la mise en œuvre de projets et de programmes du secteur (projet TIVO 2, projet Locodjro, Grand-Lahou etc) ;
- la délivrance de licences de pêche ;
- la réhabilitation des stations d'alevinages de Jacquville, de Mopoyem et d'Abengourou;
- la réhabilitation des stations piscicoles de Dompleu (Man), Natiokobadara (Korhogo) et de Loka (Bouaké) ;
- la multiplication d'alevins de qualité importée du Brésil ;
- la formation des agents des pêches sur le Code de Conduite pour une Pêche Responsable (CCPR) et sur la Pêche Illicite non déclarée et non réglementée (PINN);
- la formation de Marins pêcheurs au métier d'observateur sur les bateaux ;

- l'octroi d'équipement de pêche aux acteurs de la pêche artisanale ;
- l'octroi de carburant détaxé aux acteurs de la pêche artisanale ;
- la création d'une zone franche pour les entreprises transformatrices des produits halieutiques ;
- l'installation de trois (3) Comités de cogestion des plans d'eau à Tiassalé, Taabo et à Kossou pour l'application du code de bonnes pratiques de pêche ;
- l'appui à la structuration des pêcheurs et des aquaculteurs ;
- la construction de points de débarquement de la pêche artisanale ;
- l'installation de fours améliorés pour la transformation du poisson.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite de la mise en œuvre des actions inscrites dans le PND 2016-2020 et dans le PNIA 2018-2025;
- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles du personnel et des structures du ministère ;
- le renforcement du cadre législatif et réglementaire du secteur des ressources animales et halieutiques ;
- la mise en œuvre des plans de développement sectoriels (PSRA 2012-2021, PSDEPA 2014 - 2020, ...);
- l'élaboration du PSDEPA de deuxième génération (PSDEPA 2021-2025)
- le renforcement de la surveillance des eaux territoriales de la Zone Economique Exclusive (ZEE) ;
- l'amélioration du fonctionnement des centres d'alevinage et des stations d'élevage;
- l'amélioration de l'accessibilité des éleveurs et aquaculteurs aux matrices performantes et aux alevins de qualité ;
- la mise à la disposition aux éleveurs et aquaculteurs respectivement des matrices performantes et des alevins de qualité ;
- la réduction des pertes post capture et post abattage ;
- la réhabilitation ou la construction des infrastructures de transformation et d'accès aux marchés des produits animaux et halieutiques (marché à bétail, poste de Contrôle vétérinaires aux frontières, les débarcadères, abattoirs modernes...);
- la création des agences de développement, de l'élevage et celui de la pêche et de l'aquaculture ;
- le renforcement du fonds de développement de l'Élevage en incluant la pêche et l'aquaculture ;
- l'amélioration de l'accès aux crédits pour les acteurs du secteur ;
- la réhabilitation et la restauration du potentiel de production animale et halieutique détruit du fait de la crise ;
- la réponse aux besoins alimentaires supplémentaires d'une population qui croît très rapidement (taux d'accroissement annuel de 2,81 %) ;
- la défense de la place de la Côte d'Ivoire et la reconquête des parts de marché mondiaux ;
- l'organisation de l'ensemble des filières animales et halieutiques au niveau de la production, de la transformation et de la commercialisation ;
- la protection des ressources halieutiques de la zone économique exclusive de la Côte d'Ivoire ;
- la mise en place d'une stratégie nationale de prévention et de lutte contre les épizooties.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion du développement rural ;
- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions animales et halieutiques ;
- l'approvisionnement du marché national en protéines animales et halieutiques de qualité ;
- la promotion de la coopération internationale en matière agricole.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la productivité et la compétitivité des filières animales sont améliorées ;
- les capacités des parties prenantes au développement du secteur de l'élevage sont renforcées ;
- les ressources halieutiques sont mieux gérées ;
- les conflits en matière de ressources halieutiques sont mieux gérés ;
- les maladies animales et les zoonoses émergentes et ré-émergentes sont atténuées durablement ;
- la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale est garantie.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière des ressources animales et halieutiques. A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- planification, promotion et développement des ressources animales et l'aquaculture et de la pêche ;
- réglementation et contrôle de la qualité des aliments du bétail ;
- amélioration, contrôle de la santé animale et de la veille sanitaire ;
- réglementation, promotion et contrôle des médicaments, produits et matériels vétérinaires, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion et contrôle des établissements animaliers ;
- identification et suivi de la mise en œuvre des aménagements pastoraux et l'exploitation de l'espace rural y afférent, en liaison avec les Ministres chargés de l'Agriculture, de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- promotion des infrastructures de commercialisation des produits animaux et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé du Commerce ;
- aménagement et gestion des infrastructures de pêche et d'aquaculture ;
- participation au contrôle et à la surveillance de la zone économique exclusive ;
- promotion, réglementation et contrôle de la transformation des produits animaux et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- participation aux formations professionnelles initiale et continue dans le secteur des ressources animales et halieutiques, en liaison avec les Ministres chargés des Eaux et Forêts et de l'Agriculture ;
- formation et encadrement des exploitants avec notamment la mise à la disposition des éleveurs, pêcheurs et aquaculteurs de conseils en matière technique et de gestion ;
- promotion des organisations professionnelles d'élevage, d'aquaculture et de pêche ;
- appui à la modernisation des exploitations et des structures de production animale et d'aquaculture ;
- participation à l'élaboration et au suivi des programmes de développement des ressources animales et halieutiques ;
- élaboration et suivi de la réglementation en matière d'hygiène publique vétérinaire et de qualité, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- contrôle et suivi de la sécurité alimentaire des denrées animales et d'origine animale au niveau de la production, de la transformation et de la distribution, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion et contrôle des normes zootechniques ;
- négociations et suivi des conventions et accords internationaux dans les domaines des ressources animales et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- inspection et contrôle sanitaire vétérinaire aux frontières, des animaux, des denrées animales et d'origine animale ainsi que des produits de pêche et aliments pour animaux et poissons ;
- participation à la lutte contre les zoonoses, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Développement de l'Élevage ;

- Programme 3 : Gestion durable des Ressources Halieutiques ;
- Programme 4 : Amélioration de la Santé animale, du bien être animal et de l'Hygiène Publique Vétérinaire.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMME	DIRECTIONS CENTRALES ET RÉGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISMES PRIVÉS ET ONG SUBVENTIONNÉES	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DAF, DRH, DPSP, DAJUCIREP, CPMP; DF2VP, DOPAF DR (20), DD (57), PERH (164),	CAPPAJ Représentation du MIRAH au Japon (Tokyo) Représentation du MIRAH en Belgique (Bruxelles) Représentation Technique du MIRAH au Brésil (Brasilia) ; Représentation Technique du MIRAH auprès de la FAO, du PAM et du FIDA		- Projet de construction des services extérieurs du MIRAH (PCSE-MIRAH) ; - Projet de réhabilitation des services extérieurs du MIRAH (PRSE-MIRAH) ; - Programme Social du Gouvernement (PS-GOUV)	
Programme 2 : Développement de l'élevage	DPE, DNAGEP	SIVAC, Ranch de la Marahoué,	- CIRDES	- Projet d'Appui au Développement de l'Élevage en Côte d'Ivoire (PADE-CI) ; - Projet de Gestion Intégrée des Ranches et Stations (PROGIRS) ; - Relance de la filière porcine ivoirienne par l'amélioration génétique (PREFI Porc) ; - Projet de Réhabilitation de l'Abattoir de la SIVAC (PRA-SIVAC) - Projet d'Insertion des Jeunes et des Femmes en Aviculture en Côte D'Ivoire (PIJFACI) ; - Projet SIM Bétail Viande	
Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques	DAP	Opération régime franc	- CPCO	- Appui à la mise en œuvre de l'Approche Eco-systémique des Pêches Phase II; - Programme d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques (PAGDRH) ; - Projet de développement durable des ressources génétiques du Tilapia du Nil dans le bassin de la Volta, phase 2 (TIVO II) ; - Projet de Développement Durable des Pêches et de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire (PDDPA-CI) ; - Projet de construction et de gestion du débarcadère de Locodjro (PDA Locodjro) ; - Projet de construction et de gestion du débarcadère de Grand Lahou (PDA Grand-Lahou) ; - Projet de Relance de la Pisciculture Continentale En Côte D'Ivoire (PREPICO); - Projet de construction et d'aménagement d'un point de débarquement aménagé et de construction d'un marché central à Sassandra ; - Projet d'appui au renforcement des moyens d'existence des communautés de pêche du lac de Buyo, en zone périphérique du parc national de tai – patrimoine mondial et réserve de biosphère (Projet Buyo) -- Projet de Développement des Chaines de valeurs de la Pêche et de l'Aquaculture dans les pays ACP (ACP-FISH4)	
Programme 4 : Amélioration de la santé animale, du bien-être animal et de l'hygiène publique vétérinaire	DSV		-OIE	Projet d'Amélioration de la Santé Animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire (PASA-HPV), Projet d'Amélioration Technique de lutte contre la Peste Porcine Africaine (PPA) dans les régions Nord de la Côte d'Ivoire (PPA/TCP)	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Développer une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1 : Taux de réalisation des activités	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues Source : Rapport d'activités DAJUCIREP
OG 2 : Accroître la production nationale en viandes, lait et produits dérivés et améliorer le revenu des éleveurs par la modernisation des élevages	RS 2 : la productivité et la compétitivité des filières animales sont améliorées ;	IP 2.1 : Taux d'amélioration de la couverture nationale des besoins en viande et en lait	Production année N-1 / Consommation année N-1 Source : Rapport d'activités DPSP
	RS 3 : les capacités des parties prenantes au développement du secteur de l'élevage sont renforcées ;	IP 3.1 : Taux de croissance du cheptel (ruminants, porcins et volailles)	Cheptel année N - Cheptel année N-1 / Cheptel année N-1 Source : Rapport d'activités DPSP
OG 3 : Assurer une gestion durable et non conflictuelle des ressources halieutiques	RS 4 : les ressources halieutiques sont mieux gérées	IP 4.1 : Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques	Production ressources halieutiques année N / Consommation ressources halieutiques année N 1 Source : Rapport d'activités DAP
	RS 5 : les conflits en matière de ressources halieutiques sont mieux gérés	IP 5.1: Taux d'infractions constatées dans le contrôle des pêches	Nombre d'embarcations en infraction/ Nombre total d'embarcations en activité Source : Rapport d'activités DAP
OG 4 : Mettre aux normes l'environnement sanitaire des animaux et garantir la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale en Côte d'Ivoire	RS 6 : les maladies animales et les zoonoses émergentes et ré-émergentes sont atténuées durablement ;	IP 6.1 : Taux de couverture sanitaire du cheptel ;	Cheptel bénéficiant de traitement sanitaire / Cheptel national Source : Rapport d'activités DSV
	RS 7 : la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale est garantie	IP 7.1 Niveau de performance des services vétérinaires	Enquête quinquennale Source : Rapport d'activités DSV

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	33 965 814 880	45 576 839 998	46 638 019 242
1.1 Ressources Intérieures	14 100 364 880	14 342 526 657	14 968 286 839
1.1.1 Budget Etat	14 100 364 880	14 342 526 657	14 968 286 839
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	19 865 450 000	31 234 313 341	31 669 732 403
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	19 865 450 000	31 234 313 341	31 669 732 403
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	33 965 814 880	45 576 839 998	46 638 019 242
2.1 Personnel	6 265 328 563	6 726 208 837	7 025 837 482
2.1.1 Solde y compris EPN	6 265 328 563	6 726 208 837	7 025 837 482
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	3 990 328 644	4 113 476 294	4 334 797 674
2.3 Transferts et subventions	577 524 458	667 841 526	772 651 683
2.4 Investissement	23 132 633 215	34 069 313 341	34 504 732 403
Trésor	3 267 183 215	2 835 000 000	2 835 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	19 865 450 000	31 234 313 341	31 669 732 403

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4. : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur	Proportion des structures inspectées et contrôlées	0	15%	30%	50%	(Nombre de structures inspectées et contrôlées / Nombre total de structures à contrôler) x 100 Source : Rapport d'activités IG
	Proportion de textes soumis (lois, décrets, code, arrêté interministériels)	80%	100%	100%	100%	(Nombre de textes soumis / Nombre de textes prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DAJUCIREP
	Pourcentage de conférences, séminaires et salons internationaux suivis	90%	100%	100%	100%	(Nombre de conférences, séminaires et salons internationaux effectivement suivis / Nombre total de conférences, séminaires et salons internationaux prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DAJUCIREP
	Taux annuel de transformation des produits animaux et halieutiques	48% (référence 2016)	48%	50%	55%	(Tonnage des produits transformés / tonnage de la production totale (excepté le thon entièrement exporté et les produits en développement en quantité négligeable) x 100 Source : Rapport d'activités DF2VP
	Taux annuel des investissements privés	6.2%	7%	7%	8%	(Montant des investissements privés dans le secteur des ressources animales et halieutiques / montant global des investissements générés par le CEPICI) x 100 Source : Rapport d'activités DF2VP
	OS.2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de formation annuelle des Agents du MIRAH	90%	100%	100%	100%
	Taux d'exécution annuelle du budget	91,05%	93%	94%	95%	(Budget oronnancé / Budget voté) x 100 Source : Rapport d'activités DAF

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		8 926 377 789	9 396 702 181	9 878 013 172
	Dépenses de personnel	6 034 310 073	6 501 954 565	6 796 164 154
	Dépenses en biens et services	2 160 328 644	2 270 390 617	2 417 755 413
	Transferts	250 000 000	253 198 318	292 934 924
	Investissements	481 739 072	371 158 681	371 158 681
	Trésor	481 739 072	371 158 681	371 158 681
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21132 Administration Générale	8 926 377 789	9 396 702 181	9 878 013 172
2113201 Coordination et animation	1 763 338 908	1 815 837 549	1 940 641 824
1 - Personnels	60 500 000	61 715 727	62 944 877
21132010105 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire (Japon-Tokyo)	30 000 000	30 602 840	31 212 336
21132010106 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire (Belgique-Bruxelles)	30 500 000	31 112 887	31 732 541
2 Biens et services	1 307 338 908	1 355 423 504	1 439 262 023
21132010015 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de ressources animales et halieutiques	121 000 000	133 064 812	143 152 453
21132010017 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	30 000 000	32 991 277	35 492 344
21132010018 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21132010019 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Abidjan)	18 500 000	20 344 622	21 886 943
21132010020 Transférer les crédits aux Représentations extérieures du MIRAH/Japon-Tokyo	110 000 000	120 968 010	130 138 593
21132010021 Transférer les crédits aux Représentations extérieures du MIRAH/Belgique-Bruxelles	100 500 000	110 520 773	118 899 350
21132010023 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	150 000 000	100 000 000	100 000 000
21132010024 Apporter un appui juridique et organiser la communication des services du ministère	30 000 000	32 991 278	35 492 343
21132010027 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Soubré	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010028 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Adiaké	4 950 000	5 443 561	5 856 234
21132010029 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ M'Bahiakro	4 950 000	5 443 561	5 856 236

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21132 Administration Générale	8 926 377 789	9 396 702 181	9 878 013 172
21132010030 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Didiévi	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010031 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Bongouanou	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010032 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Madinani	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010033 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Tiassalé	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010034 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Agnibilékro	4 950 000	5 443 560	5 856 237
21132010035 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Oumé	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010036 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Duékoué	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010037 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ San-Pedro	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010038 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dabakala	4 950 000	5 443 560	5 856 237
21132010039 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Kong	4 950 000	5 443 560	5 856 237
21132010040 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Bouna	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010041 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Sakassou	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010042 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dabou	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010043 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Touba	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010044 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Botro	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010045 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Nassian	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010046 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Guiglo	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010047 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Vallée du Bandaman	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010048 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Ouangolodougou	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010049 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Téhini	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010050 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Aboisso	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010051 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Bouaflé	14 000 000	15 395 932	16 563 094
21132010052 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Daloa	11 000 000	12 096 804	13 013 859
21132010053 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Minignan	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010054 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Bangolo	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010055 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Sassandra	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010056 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Grand-Bassam	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010057 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental de Bocanda	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010058 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Niakaramadougou	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010059 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Vavoua	4 950 000	5 443 559	5 856 238
21132010060 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Boundiali	4 950 000	5 443 560	5 856 237
21132010061 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Yamoussoukro	10 000 000	10 997 095	11 830 781

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21132 Administration Générale	8 926 377 789	9 396 702 181	9 878 013 172
21132010062 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Konahiri	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010063 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Alépé	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010064 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tiebissou	4 950 000	5 443 562	5 856 236
21132010065 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dikodougou	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010066 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Koro	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010067 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Kounfao	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010068 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Toulepleu	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010069 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Ferké	4 950 000	5 443 561	5 856 237
21132010070 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Man	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010071 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Prikro	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010072 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Adzopé	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010073 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Grand-Lahou	4 950 000	5 443 561	5 856 238
21132010074 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tengrela	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010075 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Ouaninou	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010076 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Guitry	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010077 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Bondoukou	11 000 000	12 096 804	13 013 859
21132010078 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Katiola	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010079 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Lakota	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010080 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Odienné	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010081 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Issia	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010082 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Daoukro	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010083 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tanda	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010084 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Abengourou	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010085 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Danané	4 950 000	5 443 560	5 856 237
21132010086 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Korhogo	11 000 000	12 096 804	13 013 859
21132010087 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dianra	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010088 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Biankouma	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010090 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Mankono	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010091 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Sinfra	4 950 000	5 443 560	5 856 237
21132010092 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Agboville	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010093 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Toumodi	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010094 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Jacqueville	4 950 000	5 443 561	5 856 236

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21132 Administration Générale	8 926 377 789	9 396 702 181	9 878 013 172
21132010095 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Séguéla	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010096 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tabou	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010097 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Taabo	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010098 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Bettié	4 950 000	5 443 562	5 856 236
21132010099 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Gagnoa	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010100 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Béoumi	4 950 000	5 443 560	5 856 236
21132010101 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Zuenoula	4 950 000	5 443 561	5 856 236
21132010102 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Divo	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010103 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Dimbokro	10 000 000	10 997 095	11 830 781
21132010104 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	264 188 908	273 218 170	282 595 837
3 Transferts	250 000 000	253 198 318	292 934 924
21132010022 Transférer les crédits en vue d'organiser le Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA)	150 000 000	126 599 159	146 467 462
21132010026 Transférer les crédits en vue de participer au Salon International de l'Agriculture (SIA)	100 000 000	126 599 159	146 467 462
4 Investissements	145 500 000	145 500 000	145 500 000
Trésor	145 500 000	145 500 000	145 500 000
21132010107 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	145 500 000	145 500 000	145 500 000
2113202 Appui a la valorisation et a la commercialisation des produits des filières animales et halieutiques	55 000 000	60 484 007	65 069 297
2 Biens et services	55 000 000	60 484 007	65 069 297
21132020001 Promouvoir, réglementer et contrôler la transformation et la commercialisation des produits animaux et halieutiques	30 000 000	32 991 276	35 492 343
21132020002 Promouvoir et suivre le mouvement coopératif et associatif des filières animales et halieutiques	25 000 000	27 492 731	29 576 954
2113203 Planification, programmation et suivi-évaluation	50 000 000	54 985 459	59 153 908
2 Biens et services	50 000 000	54 985 459	59 153 908
21132030002 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	50 000 000	54 985 459	59 153 908
2113204 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	7 058 038 881	7 465 395 166	7 813 148 143
1 Personnel	5 973 810 073	6 440 238 838	6 733 219 277
21132040016 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	5 973 810 073	6 440 238 838	6 733 219 277
2 Biens et services	747 989 736	799 497 647	854 270 185
21132040001 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	37 000 000	37 000 000	37 000 000
21132040005 Prendre en charge les missions Hors Côte d'Ivoire	40 000 000	40 000 000	40 000 000
21132040006 Gérer les ressources humaines	75 000 000	82 478 190	88 730 858
21132040007 Réaliser la formation professionnelle des agents du secteur	29 000 000	16 495 637	17 746 171
21132040008 Gérer les ressources matérielles du ministère	346 000 000	380 499 378	409 345 034
21132040011 Élaborer et suivre l'exécution du budget	110 989 736	122 056 431	131 309 528

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21132 Administration Générale	8 926 377 789	9 396 702 181	9 878 013 172
21132040012 Élaborer et suivre le DPPD- PAP	65 000 000	71 481 097	76 900 077
21132040013 Gérer la commande publique du ministère	45 000 000	49 486 914	53 238 517
4 Investissements	336 239 072	225 658 681	225 658 681
Trésor	336 239 072	225 658 681	225 658 681
21132040004 Projet de Construction des Services Extérieurs du MIRAH (PCSE-MIRAH)	179 447 997	127 658 681	127 658 681
21132040010 Projet de Réhabilitation des Services Extérieurs du MIRAH (PRSE-MIRAH)	156 791 075	98 000 000	98 000 000

III.2. Programme 2 : Développement de l'élevage

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Développement de l'élevage						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Accroître la production des ressources animales	Taux de couverture annuelle des besoins en viandes et abats par la production nationale	49%	51%	52%	52%	(Quantité de viande produite / quantité de viande produite + quantité de viande importée) x 100 Source : Rapport d'activités DPE
	Taux de couverture annuelle des besoins en lait par la production nationale	19,1%	20%	21%	22%	(Quantité de lait produite / (quantité de lait produite + quantité de lait importée) x 100 Source : Rapport d'activités DPE
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande et abats	4,2%	4,9%	5,2%	5,5%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1) / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPE
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viandes de volailles	4,5%	5,5%	6%	6,5%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1) / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPE
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viandes et abats de bovins	1,7%	2,2%	2,5%	2,7%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1) / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPE
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viandes et abats de petits ruminants	7,6%	8,2%	8,5%	8,8%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1) / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPE

Programme 2 : Développement de l'élevage						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Accroître la production des ressources animales	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viandes et abats de porcs	2,7%	3,5%	3,7%	4%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1 / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPE
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de lait	1,6%	2%	2,5%	2,8%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1 / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPE
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales d'œuf de consommation	0,7%	1%	1,5%	2%	(Quantité produite année N - quantité produite année N-1 / quantité produite année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPE

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE		1 668 661 565	1 597 913 040	1 662 899 022
	Dépenses de personnel	211 297 000	205 110 227	210 066 671
	Dépenses en biens et services	160 000 000	175 953 471	189 292 498
	Transferts	235 000 000	297 508 023	344 198 534
	Investissements	1 062 364 565	919 341 319	919 341 319
	<i>Trésor</i>	1 062 364 565	919 341 319	919 341 319
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22133 Développement de l'élevage	1 668 661 565	1 597 913 040	1 662 899 022
2213301 Gestion de l'espace pastoral et de la transhumance	681 674 118	675 950 994	691 328 554
1 Personnel	211 297 000	205 110 227	210 066 671
22133010005 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du ranch de la Marahoué	211 297 000	205 110 227	210 066 671
2 Biens et services	125 000 000	137 463 649	147 884 765
22133010001 Animer le Ranch de la Marahoué	100 000 000	109 970 919	118 307 812
22133010002 Promouvoir la qualité des denrées destinées à l'alimentation animale et gérer les plans d'aménagement pastoraux et les parcours	25 000 000	27 492 730	29 576 953
4 Investissements	345 377 118	333 377 118	333 377 118
Trésor	345 377 118	333 377 118	333 377 118
22133010004 Projet de Gestion intégrée des Ranchs et Stations (PROGIRS)	345 377 118	333 377 118	333 377 118
2213303 Promotion et modernisation des élevages et produits d'élevage	986 987 447	921 962 046	971 570 468
2 Biens et services	35 000 000	38 489 822	41 407 733
22133030001 Suivre la mise en œuvre des politiques de développement de l'élevage et l'approvisionnement des marchés en produits de qualité	35 000 000	38 489 822	41 407 733
3 Transferts	235 000 000	297 508 023	344 198 534
22133030002 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès du Centre International de Recherche-Développement sur l'Élevage en zone Sub-humide (CIRDES)	25 000 000	31 649 790	36 616 865
22133030003 Transférer les crédits à la Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC)	210 000 000	265 858 233	307 581 669
4 Investissements	716 987 447	585 964 201	585 964 201
Trésor	716 987 447	585 964 201	585 964 201
22133030005 Projet d'Appui au Développement de l'Élevage en Côte d'Ivoire	338 987 447	380 964 201	380 964 201
22133030006 Projet de relance de la de la filière porcine par l'Amélioration Génétique	53 000 000	25 000 000	25 000 000
22133030007 Projet de Réhabilitation de l'Abattoir de la SIVAC	30 000 000	30 000 000	30 000 000
22133030008 Projet d'insertion des Jeunes et Femmes en Aviculture en Côte d'Ivoire (PIJFACI)	205 000 000	150 000 000	150 000 000
22133030009 Système d'Information des Marchés Bétails-Viandes de Côte d'Ivoire (SIM BV-CI)	90 000 000	0	0

III.3. Programme 3 : Gestion durable des Ressources Halieutiques

III.3.2. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Gestion durable des Ressources Halieutiques						
Objectif spécifique :	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Accroître la production halieutique	Taux d'accroissement annuel des productions aquacoles nationales	0 %	5 %	40 %	14 %	(Production année N – Production année N-1 / Production année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DAP
	Taux d'accroissement annuel des productions de la pêche nationale	2 %	2 %	5 %	4 %	(Production année N – Production année N-1 / Production année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DAP
	Taux d'accroissement annuel des productions halieutiques nationales	2 %	2 %	6 %	5 %	(Production année N – Production année N-1 / Production année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DAP
	Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques par la production nationale	18 %	20 %	22 %	23 %	Volume de production/ Volume production + Importations) x100 Source : Rapport d'activités DAP
	Proportion d'infractions constatées par rapport au nombre de navires contrôlés	15 %	13 %	12 %	11 %	(Nombre de navires en infraction / Nombre total de navires contrôlés) x 100 Source : Rapport d'activités DAP

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : GESTION DURABLE DES RESSOURCES HALIEUTIQUE		22 765 170 036	34 009 847 870	34 503 046 303
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	1 455 000 000	1 458 187 460	1 502 964 922
	Transferts	65 440 458	82 847 069	95 848 978
	Investissements	21 244 729 578	32 468 813 341	32 904 232 403
	Trésor	1 379 279 578	1 234 500 000	1 234 500 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	19 865 450 000	31 234 313 341	31 669 732 403

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22134 Gestion durable des ressources halieutiques	22 765 170 036	34 009 847 870	34 503 046 303
2213401 Promotion des activités aquacoles, des pêches et des produits halieutiques	20 250 670 036	30 054 499 736	30 506 283 335
2 Biens et services	1 455 000 000	1 458 187 460	1 502 964 922
22134010003 Apurer les passifs de l'Etat vis-à-vis des entreprises franches	1 420 000 000	1 419 697 639	1 461 557 191
22134010010 Mettre en œuvre la politique de développement et de l'approvisionnement des marchés en produits halieutiques de qualité	35 000 000	38 489 821	41 407 731
3 Transferts	65 440 458	82 847 069	95 848 978
22134010001 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès du Comité des Pêches du Centre Ouest du Golfe de Guinée (CPCO)	65 440 458	82 847 069	95 848 978
4 Investissements	18 730 229 578	28 513 465 207	28 907 469 435
Trésor	754 279 578	250 000 000	250 000 000
22134010002 Projet de construction et gestion du débarcadère de Grand Lahou (PDA Grand-Lahou)	205 000 000	0	0
22134010004 Projet de construction et gestion du débarcadère de Locodjro (PDA Locodjro)	179 000 000	0	0
22134010006 Projet de Relance de la Production Piscicole Continentale (PREPICO)	54 500 000	0	0
22134010007 Projet de construction du débarcadère et du marché central de Sassandra (Projet Sassandra)	220 779 578	0	0
22134010008 Projet du système intégré de pisciculture et de production maraichère (Aquaponie / MIRAH)	20 000 000	0	0
22134010009 Projet de développement durable des pêches et de l'aquaculture en Côte d'Ivoire avec la coopération brésilienne	75 000 000	250 000 000	250 000 000
Financement Extérieur	17 975 950 000	28 263 465 207	28 657 469 435
22134010002 Projet de construction et gestion du débarcadère de Grand Lahou (PDA Grand-Lahou)	1 496 500 000	2 352 936 879	2 385 737 778
22134010004 Projet de construction et gestion du débarcadère de Locodjro (PDA Locodjro)	1 751 500 000	2 753 871 662	2 792 261 756
22134010006 Projet de Relance de la Production Piscicole Continentale (PREPICO)	2 006 800 000	3 155 278 134	3 199 263 998
22134010007 Projet de construction du débarcadère et du marché central de Sassandra (Projet Sassandra)	11 935 550 000	18 766 184 939	19 027 793 208
22134010009 Projet de développement durable des pêches et de l'aquaculture en Côte d'Ivoire avec la coopération brésilienne	785 600 000	1 235 193 593	1 252 412 695
2213402 Préservation et gestion des ressources halieutiques	2 514 500 000	3 955 348 134	3 996 762 968
4 Investissements	2 514 500 000	3 955 348 134	3 996 762 968
Trésor	625 000 000	984 500 000	984 500 000
22134020001 Projet d'appui à la mise en œuvre de l'approche écosystémique des pêches (Projet AEP-NANSEN)	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22134020003 Projet de Renforcement des moyens d'existence des communautés de pêche du lac de Buyo (Projet Buyo)	75 000 000	95 000 000	95 000 000
22134020004 Projet de développement durable des ressources génétiques du Tilapia du Nil dans le bassin de la volta (TIVO)	100 000 000	230 000 000	230 000 000
22134020006 Programme d'appui à la gestion durable des ressources halieutiques (PAGDRH)	400 000 000	609 500 000	609 500 000
Financement Extérieur	1 889 500 000	2 970 848 134	3 012 262 968
22134020001 Projet d'appui à la mise en œuvre de l'approche écosystémique des pêches (Projet AEP-NANSEN)	1 092 800 000	1 718 202 085	1 742 154 523
22134020003 Projet de Renforcement des moyens d'existence des communautés de pêche du lac de Buyo (Projet Buyo)	396 700 000	623 728 740	632 423 773
22134020006 Programme d'appui à la gestion durable des ressources halieutiques (PAGDRH)	400 000 000	628 917 309	637 684 672

III.4. Programme 4 : Amélioration de la Santé Animale, du bien être animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 4 : Amélioration de la Santé animale, du bien être animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire						
Objectifs spécifiques :	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la santé animale, l'hygiène publique et la qualité des denrées alimentaires d'origine animale	Taux de couverture vaccinale par an pour la PPCB	36%	63%	65%	70%	(Nombre d'animaux vaccinés / Effectif national de l'espèce) x 100 Source : Rapport d'activités DSV
	Taux de couverture vaccinale par an pour la PPR	8%	49%	55%	60%	
	Taux de couverture vaccinale par an pour la maladie de Newcastle	10%	38%	45%	50%	
	Taux de couverture vaccinale par an pour le charbon bactérien	24%	54%	60%	70%	(Nombre agréments année N-nombre agréments année N-1 / Nombre agréments année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DSV (Nombre d'inspections et de contrôle année N - nombre d'inspections et de contrôle année N-1 / Nombre d'inspections et de contrôle année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DSV
	Taux d'accroissement des agréments (93-312, lait, ETP, médicaments vétérinaires, alimentation animale)	0	7%	7,5%	8%	
	Taux d'accroissement des contrôles et inspections vétérinaires (abattoirs, restaurants, marchés, établissements de DAOA et postes d'inspections en frontières)	0%	14,2%	15%	16%	

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV : AMELIORATION DE LA SANTE ANIMAL, DU BIEN ETRE ANIMAL ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE VETERINAIRE		605 605 490	572 376 907	594 060 745
	Dépenses de personnel	19 721 490	19 144 045	19 606 657
	Dépenses en biens et services	215 000 000	208 944 746	224 784 841
	Transferts	27 084 000	34 288 116	39 669 247
	Investissements	343 800 000	310 000 000	310 000 000
	Trésor	343 800 000	310 000 000	310 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22135 Amélioration de la santé animale, du bien-être animal et de l'hygiène publique vétérinaire	605 605 490	572 376 907	594 060 745
2213501 Amélioration de la santé animale et de la lutte contre les épizooties	405 605 490	379 927 800	387 022 075
1 Personnel	19 721 490	19 144 045	19 606 657
22135010006 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de la Direction des services vétérinaires	19 721 490	19 144 045	19 606 657
2 Biens et services	15 000 000	16 495 639	17 746 171
22135010001 Lutter contre les pathologies animales d'origine vectorielle	15 000 000	16 495 639	17 746 171
3 Transferts	27 084 000	34 288 116	39 669 247
22135010002 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation Internationale des Épizooties (OIE)	27 084 000	34 288 116	39 669 247
4 Investissements	343 800 000	310 000 000	310 000 000
Trésor	343 800 000	310 000 000	310 000 000
22135010003 Projet d'Amélioration de la Santé Animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire (PASA-HPV)	123 800 000	310 000 000	310 000 000
22135010005 Projet d'assistance technique de lutte contre la Peste Porcine Africaine dans les régions du Poro et du Tchologo de la Côte d'Ivoire (TCP/PPA)	220 000 000	0	0
2213502 Renforcement de l'hygiène publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments	200 000 000	192 449 107	207 038 670
2 Biens et services	200 000 000	192 449 107	207 038 670
22135020001 Promouvoir la santé, le bien-être animal et l'hygiène publique vétérinaire	200 000 000	192 449 107	207 038 670

SECTION 352 : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse du système de collecte d'information et de planification
- l'insuffisante capacitation du personnel.
- l'insuffisante opérationnalisation des dispositifs de promotion des droits des femmes ;
- la faible institutionnalisation de l'approche genre ;
- le faible taux de scolarisation et d'alphabétisation des femmes ;
- la faible qualification professionnelle des femmes ;
- la faiblesse des mécanismes nationaux de lutte contre les violences basées sur le genre ;
- la persistance des violences exercées sur les femmes ;
- l'insuffisance de l'offre et de la qualité de formation des femmes et des jeunes filles déscolarisées et non scolarisées ;
- l'absence de vulgarisation des dispositions réglementaires et institutionnelles relatives au mariage, à la filiation et à la succession ;
- la faiblesse des capacités socio-économiques des familles ;
- la faible application des dispositions réglementaires et institutionnelles ;
- la rupture de la transmission des compétences parentales de génération en génération ;
- l'inadaptation des horaires professionnels à la vie de famille ;
- la persistance des pesanteurs socioculturelles sur la famille ;
- la faible réponse en matière de promotion et protection des familles ;
- l'insuffisance de l'encadrement de l'enfant et la méconnaissance des étapes de son développement ;
- la faiblesse des mécanismes nationaux de lutte contre les violences, abus, exploitations et maltraitements des enfants ;
- la faible coordination des acteurs et des actions en matière de promotion des droits et de protection des femmes et des enfants ;
- l'insuffisance et la répartition non optimale des structures d'action sociale sur l'étendue du territoire national ;
- la recrudescence du phénomène des enfants en rupture avec la cellule familiale.

I.1.2. Réponses apportées

- la promulgation de la loi N° 2013-33 du 25 janvier 2013 portant abrogation de l'article 53 et modifiant les articles 58, 59, 60, et 67 de la loi No 64- 375 du 07 octobre 1964 relative au mariage, telle que modifiée par la loi N° 83-800 du 02 aout 1983 ;
- la promulgation de la loi N° 2019-870 du 14 octobre 2019 favorisant la représentation des femmes dans les assemblées élues et les postes de décisions ;
- la mise en place en 2017 d'un cadre de concertation conjoint sur le Genre pour une réponse nationale coordonnée et efficace aux priorités nationales définies par le Gouvernement ;
- la révision en cours du décret N°2018-498 du 23 mai 2018 portant création, attributions et organisation de la Commission Nationale de la Famille ;
- l'existence de deux (02) bases de données sur les VBG à travers le système GBVIMS et sur la protection de l'enfant via le Système d'Information sur la Protection de l'Enfant (SIPE) ;
- la formation de 2017 à 2019 de 605 acteurs de collecte de données dont 31,07% de femmes en vue d'alimenter les deux bases ;
- l'organisation de 145 visites d'évaluation et de supervision dans les services déconcentrés, les structures de base et les Etablissements de Protection de l'Enfant publics et privés ;
- l'actualisation et la validation du Plan d'Actions National de mise en œuvre de la Résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité ;
- le processus de Budgétisation Sensible au Genre (BSG) en cours ;

- la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) ;
- le renforcement des capacités de 3735 acteurs du secteur de la sécurité, de la santé, du social et les communautaires sur la question des VBG ;
- le renforcement des capacités de 21.368 femmes et jeunes filles des milieux urbain et périurbain dans les Institutions de Formation et d'Éducation Féminine (IFEFF), les Maisons Digitales et lors des Animations Communautaires (2572 en alphabétisation, 2135 en couture, 1009 en pâtisserie, 802 en session de formation et 14.850 en compétences de vie et en entrepreneuriat);
- l'ouverture de neuf (09) nouvelles IFEFF;
- la formation de 10 044 femmes sur l'entrepreneuriat féminin ;
- l'organisation de séances de sensibilisation, de panels et de conférence visant la promotion des droits des femmes ;
- l'ouverture de 15 Maisons Digitales dans 15 IFEFF en collaboration avec la Fondation Orange ;
- l'organisation de panels de promotion des valeurs familiales lors des célébrations de la Journée Internationale de la Famille (JIFA);
- l'organisation de séances de sensibilisation des populations, des leaders et des décideurs sur les problématiques de la Famille dans le but de faire de la Famille un outil stratégique de développement;
- l'élaboration de la Politique Nationale de la Famille (en cours de validation) ;
- la sensibilisation de 2000 personnes sur le thème de la JIFA 2019 « Les familles au cœur du programme social du gouvernement » ;
- la formation de 1330 couples candidats au mariage sur les compétences de vie familiale ;
- la formation de 10 mentors masculins des écoles de maris et futurs maris sur les croyances et comportements, le genre, les VBG, les droits des femmes et des enfants, l'hygiène et la santé sexuelle de la reproduction en 2019 ;
- l'organisation de 04 concours (2016-2019) de la famille modèle pour la promotion des valeurs familiales à l'issu duquel les 03 meilleures familles sont primées par ordre de mérite ;
- l'animation de 03 émissions télévisées sur le sous thème « budget familial dans le cadre de la lutte contre la vie chère, en 2018 et 2019 ;
- la prise en charge/insertion de 138 mineurs victimes d'exploitation et de pires formes de travail originaires du Burkina, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Togo, du Ghana, de la Guinée et du Nigeria ;
- la remise de kits scolaire et alimentaire à trois enfants victimes de traite et à leur famille à OKROUYO, année scolaire 2018-2019 ;
- la prise en charge nutritionnelle de 217 240 Orphelins et Enfants Vulnérables du fait du VIH (OEV) âgés de 0-24 mois souffrant de malnutrition dont 9 765 en 2019 ;
- l'appui nutritionnel à 481 447 OEV âgés de 0-5 mois et leurs familles dont 64 997 en 2019 ;
- la formation en AVEC et éducation financière de 50 intervenants sociaux et 16 points focaux des Centres sociaux/Plates Formes Collaboratrices ;
- l'octroi d'une subvention d'une valeur de 53 270 000 F CFA à 12 ONG, pour les soins et soutien aux OEV et leurs familles ;
- la formation de 416 acteurs clés en matière de soins et soutien aux OEV et leurs familles ;
- l'appui en vivres et non vivres d'une valeur de 52 990 519 FCFA aux Centres Sociaux/PFC pour assistance à 17 000 OEV et 150 familles qui bénéficient de services directs ;
- la réalisation du suivi/encadrement de 500 enfants en rupture sociale mis en apprentissage auprès des maîtres artisans (320 enfants à Abobo et 200 à Yopougon) ;
- l'accroissement du nombre des infrastructures d'encadrement et d'apprentissage précoce des enfants de moins de 05 ans de 2017 à 2019, passant de 195 à 233 Centres de Protection de la Petite Enfance (CPPE) et Centres d'Action Communautaire pour l'Enfance (CACE) ;
- la préscolarisation de 18 531 enfants au cours de l'année scolaire 2018 – 2019 ;
- le renforcement des capacités de 200 Responsables de CPPE/CACE publiques, 30 conseillers préscolaires, 30 responsables de centres sociaux et 33 responsables d'éducation spécialisée en 2018 ;
- l'appui en matériels pédagogiques et divers à 20 Centres d'Action Communautaire pour l'Enfance (CACE) en zone rurale (environ 1 000 enfants pris en charge) en 2018 ;
- le renforcement des capacités des décideurs et acteurs de la lutte contre la traite des Personnes : 25 parlementaires formés sur le projet de loi relatif à la lutte contre la traite des personnes, 30 agents du Médiateur de la République formés sur les droits de l'Enfant et 25 FDS sur les techniques de contrôle des actes de traite des personnes en 2018 ;
- la prise en charge directe de 2 801 enfants de moins de 18 ans victimes de violences au niveau des différentes régions du pays ;
- la prise en charge directe de 427 enfants de moins de 18 ans victimes de trafic, traite, exploitation sexuelle, pire forme de travail dont 98 en 2019 ;
- l'installation de 965 Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit /Groupements d'Epargne Communautaires totalisant 14 817 membres ;
- la prise en charge de 30 987 OEV de 2016 à 2018 grâce aux AVEC mises en place ;
- la mise en œuvre du Programme National d'Animation Communautaire dans 500 localités ;
- l'installation et l'équipement de 16 plateformes de protection ;

- la resocialisation de 774 enfants en conflit avec la loi ;
- la sensibilisation de 726 parents de la Commune d'Abobo à la recherche de solutions durables et à la prise en charge des enfants en conflit avec la loi ;
- la réalisation en 2018 de l'enquête nationale sur les Violences faites aux enfants, filles et garçons 13-24 ans, (VACS) et traitement de données en Côte d'Ivoire ;
- l'existence d'une base de données sur les OEV ;

I.1.3. Défis et priorités

- l'élaboration de plan stratégique 2021-2025 du ministère ;
- la réduction des inégalités liées au sexe ;
- la promotion d'un modèle de famille responsable, avec des valeurs familiales et communautaires positives et socialisantes ;
- l'intensification des interventions de protection de l'enfant et des adolescents vulnérables ;
- le développement d'un meilleur partenariat et coordination avec le secteur privé, la société civile, les collectivités locales et les partenaires au développement ;
- la mise en œuvre de la stratégie d'appui à la planification/budgétisation sensible au genre ;
- le renforcement et la mise en œuvre des cadres stratégiques d'intervention visant la protection, la promotion et la valorisation de la femme ;
- le renforcement des capacités des familles et des communautés sur leurs rôles respectifs dans la construction de la Nation ;
- le renforcement de l'engagement du MFFE en faveur de l'approche Famille et de l'éducation parentale en tant qu'instrument de développement ;
- le renforcement des mécanismes communautaires, institutionnels et législatifs de protection sociale, administrative et judiciaire des enfants ;
- le renforcement de l'offre de service aux populations cibles ;
- la disponibilité régulière des statistiques relatives aux thématiques du Ministère.

I.2. Politique Sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'appui à la planification / budgétisation sensible au genre ;
- la mise en œuvre des cadres stratégiques liés à la protection, à la promotion et à la valorisation de la femme ;
- le renforcement des capacités des familles et des communautés sur leurs rôles respectifs dans la construction de la Nation ;
- le renforcement des mécanismes communautaires, institutionnels et législatifs de protection sociale, administrative et judiciaire des enfants ;
- le renforcement de l'efficacité de l'intervention des structures du Ministère.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- le dispositif de protection de la Femme est renforcé ;
- les mécanismes de promotion des bonnes valeurs familiales sont renforcés ;
- le dispositif institutionnel et communautaire de protection de l'enfant est renforcé.

I.3. Missions du Ministère

Le Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de promotion de la Femme, de la Famille et de la protection de l'Enfant.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de promotion de la Femme et de la Famille :

- promotion économique, sociale et juridique de la femme ;
- promotion du Genre ;

- lutte contre les violences exercées sur les femmes et les filles, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice et des Droits et l'Homme ;
- sensibilisation et information de la communauté sur les droits de la femme ;
- assistance et conseil aux femmes et aux filles en difficulté, notamment aux filles-mères, aux femmes victimes de violences conjugales ;
- promotion, coordination et suivi des activités socio-économiques concernant la femme ;
- gestion et coordination des institutions publiques et privées d'éducation féminine.

En matière de promotion de la Famille :

- mise en œuvre des mesures favorisant la protection et l'épanouissement des citoyens dans le cadre de la famille ;
- promotion des valeurs sociales et morales dans la famille ;
- développement de la prise de conscience, de la responsabilité réciproque et du respect des droits et obligations de chacun des membres de la famille ;
- sensibilisation des populations aux programmes de planification et de bien-être familial ;
- sensibilisation des femmes sur la prévention du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

En matière de Protection de l'enfant

- élaboration et suivi des lois et règlements en matière de Protection de l'enfant, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice ;
- lutte contre les violences exercées sur les enfants, en liaison avec le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- sensibilisation et information de la communauté sur les droits de l'enfant ;
- mise en œuvre des programmes d'éducation et d'assistance aux enfants mineurs en difficulté et aux enfants de la rue, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Sociales ;
- lutte contre les abandons et négligences d'enfants ;
- participation à la coordination, à l'identification, à la mise en œuvre et au suivi des mesures dans le domaine de la lutte contre la traite, l'exploitation et les pires formes de travail des enfants, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires Sociales .

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Promotion de la femme et du genre ;
- Programme 3 : Promotion et consolidation de la famille ;
- Programme 4 : Protection des enfants et adolescents vulnérables.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DAFP, DPED, DAJCI, DSI, DQ, SCRIP, SCESB, 31 DR, CPMP		– Renforcement du Système de Collecte et de gestion des Données Statistiques	-
Programme 2 : Promotion de la Femme et du Genre	DGGAF, DPGE, DIFEF, DPEF, Comité Nationale de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes et aux Enfants ; Direction de Coordination du Programme Eau, femmes et Développement Durable et Paix, DIFEF/Organisation des examens de fin de formation, Comité de Gestion Novatrice du Fonds Femmes et Développement, Centre PAVVIOS, Conseil National de la Femme, Direction égalité & promotion genre/Chaire UNESCO, 118 IFEF, Fonds de développement des nations unies pour la femme, ONEG.		– Appui à la promotion du genre, femme et famille ; – Appui au renforcement de la capacité nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ; – Réhabilitation et équipement des IFEF (Adiaké, Lakota, Grand-Lahou, Issia, Tiassalé, Montézo).	– Ouverture de Maison Digitale
Programme 3 : Promotion et Consolidation de la Famille	Direction de la Promotion de la Famille, Commission Nationale de la Famille, Comité de placement familial, Cellule sectoriel de lutte contre le sida, Soutenir les ménages vulnérables, 51 Complexes Socio-éducatifs.		– Réhabilitation et équipement de 6 CSE (Adjamé 220 lgts ; Cocody Nord ; Port-Bouet Vridi, Béoumi, Dabakala, Koumassi-centre)	-
Programme 4 : Protection des Enfants et Adolescents Vulnérables	Direction de la Protection de l'Enfant, Cellule d'Exécution du Programme des Enfants et des Adolescents Vulnérables (PPEAV), Programme National de prise en charge des Orphelins et Enfants Vulnérables du fait du VIH-sida, Comité National de Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants, Cellule de réflexion sur les orphelins du SIDA et les enfants vulnérables, Centre Protection de la Petite Enfance, Centre d'Action Communautaire pour l'Enfance, 02 Garderies, 02 orphelinats, 04 pouponnières publiques, 01 pouponnière privée, centre éducatif de la Zone 4C, Centre d'accueil et d'hébergement d'urgence de Soubré.		– Programme National de prise en charge des OEV (PNOEV)-VIH/Sida ; – Réhabilitation et équipement du Centre éducatif Zone 4 C – Programme de coopération CI-UNICEF de protection enfants et adolescents ; – Programme de Prise en charge des Enfants et Adolescents Vulnérables ;	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Asseoir une administration performante et efficiente	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1 : Taux de réalisation des activités du PTA du Ministère	Nombre d'activités réalisées /Nombre d'activités programmées Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 1
OG 2 : Renforcer la promotion des droits de la femme	RS 2 : le dispositif de promotion des droits de la femme est renforcé	IP 2.1 : Taux de variation des VBG	Taux de variation = (1-Nbre initial de victimes de VBG / Nombre final de victimes de VBG) Source : Rapport Annuel de Performance du Programme : 2
		IP 2.2 Proportion des femmes occupant les postes de décisions	Nombre de femmes au poste de décision / Nombre total de postes de décisions existants Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
OG 3 : Promouvoir la famille ivoirienne en tant que cellule de base naturelle et culturelle favorable au développement citoyen	RS 3 : Les mécanismes de promotion des valeurs familiales sont renforcés	IP 3.1 : Proportion de couples encadrés maintenus dans les liens du mariage	Nombre de couples encadrés maintenus dans les liens du mariage/ effectif total de couples encadrés Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 3
OG 4 : Renforcer les mécanismes de protection communautaires et institutionnels des enfants	RS 4 : le dispositif institutionnel et communautaire de protection de l'enfant est renforcé	IP 4.1 : Proportion de plateformes de protection de l'enfant fonctionnelles	Nombre de plateformes de protection de l'enfant fonctionnelles/ Nombre total de plateformes créées Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 4

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	21 399 085 630	24 731 889 010	25 774 161 812
1.1 Ressources Intérieures	17 699 085 630	18 914 403 911	19 875 578 598
1.1.1 Budget État	17 699 085 630	18 914 403 911	19 875 578 598
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	3 700 000 000	5 817 485 099	5 898 583 214
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	3 700 000 000	5 817 485 099	5 898 583 214
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
2. CHARGES	21 399 085 630	24 731 889 010	25 774 161 812
2.1 Personnel	11 005 199 762	11 864 474 107	12 404 214 777
2.1.1 Solde y compris EPN	11 005 199 762	11 864 474 107	12 404 214 777
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	4 617 550 074	5 041 054 127	5 396 514 574
2.3 Transferts et subventions	523 035 794	455 575 677	521 549 247
2.4 Investissement	5 253 300 000	7 370 785 099	7 451 883 214
Trésor	1 553 300 000	1 553 300 000	1 553 300 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	3 700 000 000	5 817 485 099	5 898 583 214

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4. : Performance du programme

Programmes-1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul/ Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Améliorer la coordination et animer les activités du Ministère	Taux de réalisation des bases de données thématiques	40%	45%	65%	70%	Nombre de bases produites / Nombre total de bases prévues Source : Rapport de réalisation des bases de données DEPS
OS1 : Améliorer la coordination et animer les activités du Ministère	Proportion des structures inspectés	40%	45%	60%	75%	Nombre de services inspectés / Nombre total de services existants Source : Rapport d'Inspection / IG
	Proportion d'applications web fonctionnelles	0%	37%	74%	100%	Nombre d'applications Web fonctionnelles/ Nombre d'applications planifiées Source : Rapport d'activités DSI
	Taux d'exécution budgétaire	97,88%	100%	100%	100%	Budget ordonnancé / budget voté Source : Extraits SIB
	Proportion des chefs de services formés à la gestion administrative	24%	35%	50%	55%	Nombre de Chefs de Service formés / Effectif total de Chefs de service du Ministère Source : Rapport de formation / DRH

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		12 575 752 028	13 549 730 945	14 186 738 832
	Dépenses de personnel	11 005 199 762	11 864 474 107	12 404 214 777
	Dépenses en biens et services	1 520 552 266	1 635 256 838	1 732 524 055
	Transferts	0	0	0
	Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
	<i>Trésor</i>	50 000 000	50 000 000	50 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21118 Administration Générale	12 575 752 028	13 549 730 945	14 186 738 832
2111801 Coordination et animation du ministère	671 814 074	714 026 254	750 681 073
2 - Biens et services	671 814 074	714 026 254	750 681 073
21118010001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Sud Comoé (Aboisso)	10 020 000	11 019 087	11 854 442
21118010002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Demguélé (Odiénné)	5 720 000	6 290 337	6 767 207
21118010003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Lagunes (Abidjan)	8 120 000	8 929 639	9 606 594
21118010004 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Fromager (Gagnoa)	6 870 000	7 555 004	8 127 745
21118010005 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tonkpi (Man)	8 080 000	8 885 649	9 559 273
21118010006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du du Poro (Korhogo)	5 220 000	5 740 484	6 175 666
21118010007 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Nawa (Soubré)	6 900 000	7 587 994	8 163 239
21118010009 Coordonner les activités du Ministère	90 900 000	99 963 566	107 541 802
21118010010 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	16 540 000	18 189 191	19 568 112
21118010011 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	8 550 000	9 402 514	10 115 319
21118010012 Suivre la Mise en œuvre du système qualité dans les services du Ministère	5 000 000	5 498 550	5 915 390
21118010013 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21118010014 Coordonner les structures socio-éducatives de base	7 700 000	8 467 762	9 109 702
21118010015 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	6 870 000	7 555 002	8 127 746
21118010016 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de l'Agneby (Agboville)	6 870 000	7 555 004	8 127 746

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21118 Administration Générale	12 575 752 028	13 549 730 945	14 186 738 832
21118010017 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Boukani (Bouna)	5 380 000	5 916 436	6 364 960
21118010018 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bas Sassandra (San pedro)	6 570 000	7 225 091	7 772 823
21118010019 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Bagoué (Boundiali)	6 120 000	6 730 220	7 240 437
21118010020 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tchologo (Ferkessedougou)	4 920 000	5 410 571	5 820 743
21118010021 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Béré (Mankono)	5 170 000	5 685 497	6 116 514
21118010022 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Folon (Minignan)	5 720 000	6 290 339	6 767 206
21118010023 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bandama (Bouaké)	6 870 000	7 555 003	8 127 747
21118010024 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du du Zanzan (Bondoukou)	6 840 000	7 522 011	8 092 255
21118010025 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Guemon (Duekoue)	6 520 000	7 170 105	7 713 669
21118010026 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du du Moyen Comoe (Abengourou)	10 620 000	11 678 911	12 564 290
21118010027 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Iffou (Daoukou)	10 564 000	11 617 330	12 498 037
21118010028 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du N'ZI comoe (Dimbokro)	8 640 000	9 501 490	10 221 795
21118010029 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Hambol (Katiola)	5 920 000	6 510 280	7 003 821
21118010030 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Marahoue (Bouaflé)	6 870 000	7 555 003	8 127 746
21118010031 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Loh Djiboua (Divo)	8 220 000	9 039 609	9 724 902
21118010032 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Mé (Adzope)	6 920 000	7 609 990	8 186 900
21118010033 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Lacs (Yamoussoukro)	16 540 000	18 189 191	19 568 112
21118010034 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Cavally (Guiglo)	8 420 000	9 259 551	9 961 519
21118010035 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Worodougou (Séguéla)	4 920 000	5 410 571	5 820 744
21118010036 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gloklê (Sassandra)	5 420 000	5 960 425	6 412 283
21118010037 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bafing (Touba)	5 620 000	6 180 368	6 648 898
21118010038 Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	196 600 074	203 319 333	210 297 862
21118010040 Recruter les experts pour assister le Cabinet du Ministère / Convention BNETD	119 250 000	119 250 000	119 250 000
21118010041 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	5 820 000	6 400 309	6 885 514
2111802 Planification, programmation et suivi évaluation	65 300 000	66 825 552	68 101 095
2 Biens et services	15 300 000	16 825 552	18 101 095
21118020001 Organiser la planification générale des activités du Ministère, les suivre et les évaluer	15 300 000	16 825 552	18 101 095
4 Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
Trésor	50 000 000	50 000 000	50 000 000
21118020002 Renforcer le système de collecte et de gestion des données statistiques	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2111803 Information et communication	21 000 000	23 093 898	24 844 639
2 Biens et services	21 000 000	23 093 898	24 844 639
21118030001 Connecter le Ministère au réseau internet	16 000 000	17 595 349	18 929 249
21118030003 Organiser la communication des activités du ministère (couverture médiatique, interview, conception de	5 000 000	5 498 549	5 915 390

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21118 Administration Générale	12 575 752 028	13 549 730 945	14 186 738 832
2111804 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	11 817 637 954	12 745 785 241	13 343 112 025
1 Personnel	11 005 199 762	11 864 474 107	12 404 214 777
21118040014 Gérer les dépenses de personnels du Ministère	11 005 199 762	11 864 474 107	12 404 214 777
2 Biens et services	812 438 192	881 311 134	938 897 248
21118040001 Gérer les ressources humaines du ministère	14 950 000	16 440 652	17 687 018
21118040002 Élaborer et mettre en œuvre le DPPD/-PAP/CDMT	40 000 000	43 988 367	47 323 126
21118040003 Acquérir des Kits Pédagogiques pour les auditrices des IFEF et les centres de protection de la petite enfance	23 500 000	25 843 166	27 802 336
21118040004 Organiser les Journées statutaires du ministère	214 000 000	235 337 765	253 178 719
21118040005 Gérer les ressources financières et matérielles du Ministère	32 805 776	36 076 813	38 811 795
21118040006 Organiser des Campagnes de sensibilisation sur les différentes thématiques du ministère	21 900 000	24 083 631	25 909 411
21118040007 Prendre en charge les dépenses centralisées du MFFE	337 432 416	371 077 528	399 208 912
21118040009 Gérer la commande publique du Ministère	6 150 000	6 763 212	7 275 931
21118040010 Prendre en charge les missions hors CI	60 000 000	60 000 000	60 000 000
21118040011 Prendre en charge les missions en CI	61 700 000	61 700 000	61 700 000

III.2. Programme 2 : Promotion de la femme et du genre

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4. : Performance du programme 2

Programmes-2 : Promotion de la femme et du genre						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul/ Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Améliorer le cadre juridique en matière de promotion du genre et de justice sociale	Proportion de textes réglementaires élaborés	14%	57%	65%	75%	Nombre de textes élaborés / Nombre de textes prévus Source : Rapport : DAJC / DGE
	Proportion de cellules genre ministérielles fonctionnelles	21%	40%	50%	60%	Nombre de Cellule genre fonctionnelle / Nombre total de cellule genre installée Source : Rapport d'activités des cellules / DGE
OS2 : Améliorer les mécanismes d'intégration et de réinsertion des femmes et des jeunes filles dans le tissu socio-économique	Proportion d'auditrices ayant terminé leur cycle de formation	0%	45%	60%	5%	Nombre d'auditrices formées / Nombre d'auditrices existants Source : Rapport de formation DF
	Taux d'IFEF disposant de Réseaux fonctionnels de femmes pour action communautaire	0%	30%	50%	60%	Nombre d'IFEF disposant de RFAC / Nombre d'IFEF existant Source : Rapport d'activités DF
OS3 : Promouvoir et protéger les droits de la femme	Proportion de femmes victimes de violence ayant bénéficiées d'une prise en charge juridique	26,3%	50%	75%	85%	Nombre de femmes victimes assistées / Nombre total de femmes victimes reçues Source : Rapport d'assistance : / PAVVIOS / CNLVFE
	Proportion de plateformes de lutte contre les violences basées sur le genre (PF-VBG) fonctionnelles	40%	84,5%	95%	100%	Nombre de PF-VBG fonctionnelle / Nombre total de PF-VBG installée Source : Rapport d'activités / VBG / CNLVFE/ARCNLVBG

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5. : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : PROMOTION DE LA FEMME ET DU GENRE		2 074 076 425	2 342 106 390	2 462 191 928
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	708 101 400	778 705 765	837 739 421
	Transferts	443 105 000	354 383 965	404 476 642
	Investissements	922 870 025	1 209 016 660	1 219 975 865
	<i>Trésor</i>	422 870 025	422 870 025	422 870 025
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	500 000 000	786 146 635	797 105 840

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22119 Promotion de la Femme et du genre	2 074 076 425	2 342 106 390	2 462 191 928
2211901 Renforcement des capacités techniques et du dispositif juridique de promotion du genre	842 685 000	1 399 055 594	1 444 272 914
2 Biens et services	115 670 000	127 203 369	136 846 644
22119010001 Coordonner les projets et activités de promotion du genre	10 000 000	10 997 093	11 830 780
22119010004 Promouvoir le genre	8 450 000	9 292 546	9 997 010
22119010005 Veiller à la prise en compte du genre dans les politiques, plans et programmes	7 220 000	7 939 903	8 541 823
22119010006 Organiser la Journée internationale de la Femme	90 000 000	98 973 827	106 477 031
3 Transferts	123 890 000	156 843 698	181 458 538
22119010009 Assister les femmes en détresses	117 210 000	148 386 874	171 674 512
22119010010 Apporter un appui au Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM)	6 680 000	8 456 824	9 784 026
4 Investissements	603 125 000	1 115 008 527	1 125 967 732
Trésor	103 125 000	328 861 892	328 861 892
22119010008 Appui promotion du genre femme et famille	103 125 000	328 861 892	328 861 892
Financement Extérieur	500 000 000	786 146 635	797 105 840
22119010008 Appui promotion du genre femme et famille	500 000 000	786 146 635	797 105 840

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22119 Promotion de la Femme et du genre	2 074 076 425	2 342 106 390	2 462 191 928
2211902 Développement des approches de lutte contre les VBG	248 526 892	28 851 945	33 379 928
3 Transferts	22 790 000	28 851 945	33 379 928
22119020004 Coordonner les projets et activités de lutte contre les Violences Basées sur le Genre	14 970 000	18 951 893	21 926 176
22119020005 Prendre en charge des victimes de VBG	7 820 000	9 900 052	11 453 752
4 Investissements	225 736 892	0	0
Trésor	225 736 892	0	0
22119020003 Appui Renforcement capacité Nationale lutte contre les Violences Basées sur le Genre	225 736 892	0	0
2211903 Développement des stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieu urbain et rural	44 350 000	45 282 282	46 061 779
2 Biens et services	9 350 000	10 282 282	11 061 779
22119030002 Coordonner et promouvoir les activités des IFEF	9 350 000	10 282 282	11 061 779
4 Investissements	35 000 000	35 000 000	35 000 000
Trésor	35 000 000	35 000 000	35 000 000
22119030001 Construire et équiper IFEF de Dabou	35 000 000	35 000 000	35 000 000
2211904 Renforcement de l'autonomisation de la femme	938 514 533	868 916 569	938 477 307
2 Biens et services	583 081 400	641 220 114	689 830 998
22119040140 Organiser les examens de fin de formation des IFEF	36 554 200	40 198 990	43 246 474
22119040145 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme IFEF Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus-Cocody	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040146 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme IFEF Princesse Gr,ce de Monaco de Zébizekou	5 870 000	6 455 293	6 944 670
22119040147 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme IFEF TANGUELAN	4 820 000	5 300 600	5 702 438
22119040148 Mettre en œuvre et Coordonner les activités de formation et d'éducation de la femme IFEF NASSIAN	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040149 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme IFEF Agboville	5 270 000	5 795 468	6 234 822
22119040150 Mettre en œuvre et Coordonner les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Prikro	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040151 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme, IFEF Divo	5 270 000	5 795 468	6 234 824
22119040152 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme, IFEF ISSIA	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040153 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme, IFEF TREICHVILLE	4 720 000	5 190 628	5 584 130
22119040154 Coordonner les activités d'autonomisation de la femme, IFEF Aboisso	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040157 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF ARRRAH	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040158 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF SAN PEDRO	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040159 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF M'BAHIKRO	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040160 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme Centre d'Alphabétisation Père Antonino Celona-Port Bouet, IFEF	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040161 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF de Cocovico Cocody	4 920 000	5 410 571	5 820 746
22119040162 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF ABENGOUROU	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040163 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF M'BATTO	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040164 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF BOUNDIALI	4 520 000	4 970 687	5 347 513
22119040165 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Bonoua	5 720 000	6 290 337	6 767 208
22119040166 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF DUEKOUÉ	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040167 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF de Yakassé-Attobrou	4 770 000	5 245 614	5 643 283

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22119 Promotion de la Femme et du genre	2 074 076 425	2 342 106 390	2 462 191 928
22119040168 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TABOU	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040169 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF BONDOUKOU	4 520 000	4 970 687	5 347 513
22119040170 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF FRONAN	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040171 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Guiglo	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040172 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF KATIOLA	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040173 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Affery	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040174 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF DIDIEVI	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040175 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF GRAND BASSAM	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040176 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Bouaké Koko	4 670 000	5 135 643	5 524 975
22119040177 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF OURAGAHIO	4 870 000	5 355 585	5 761 591
22119040178 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF KAHANKRO	4 620 000	5 080 658	5 465 821
22119040179 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF DABAKALA	6 800 000	7 478 023	8 044 932
22119040180 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF ANOUMABO ESPOIR	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040181 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TOGONIERE	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040182 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Tingrela	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040183 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Transua	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040184 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF MONTEZO	4 970 000	5 465 556	5 879 900
22119040185 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF YOPOUGON SOLIC III	5 720 000	6 290 336	6 767 208
22119040186 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF ZOUKOUGBEU	4 770 000	5 245 614	5 643 283
22119040187 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF CAMP GALLIENI	3 780 000	4 156 902	4 472 036
22119040188 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF BINGERVILLE	4 870 000	5 355 585	5 761 592
22119040189 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF RIVIERA STE FAMILLE	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040190 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF MARCORY	4 920 000	5 410 570	5 820 746
22119040191 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Zuénoula	5 670 000	6 235 352	6 708 054
22119040192 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF DIMBOKRO	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040193 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Gagnoa	4 520 000	4 970 686	5 347 515
22119040194 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF LOGOUALE	5 270 000	5 795 469	6 234 823
22119040195 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF DABOU	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040196 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF KORHOGO	5 707 200	6 276 262	6 752 064
22119040197 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Oumé	5 420 000	5 960 425	6 412 284
22119040198 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF JACQUEVILLE	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040199 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF ABOBO-SOGEFIHA	4 970 000	5 465 556	5 879 900
22119040200 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF ABOBO-DOUME	4 820 000	5 300 600	5 702 438
22119040201 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF KOUMASSI	7 470 000	8 214 828	8 837 594
22119040202 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF Bongouanou	4 920 000	5 410 571	5 820 745
22119040203 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF GUITRY	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040204 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF ATTECOUBE	4 620 000	5 080 658	5 465 822
22119040205 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TANDA	5 420 000	5 960 424	6 412 284

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22119 Promotion de la Femme et du genre	2 074 076 425	2 342 106 390	2 462 191 928
22119040206 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Agnibilékro	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040207 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF YAMOOUSSOUKRO	4 620 000	5 080 658	5 465 823
22119040208 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TIEDO	4 850 000	5 333 591	5 737 929
22119040209 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme Centre de formation polyvalent de Kaniasso	4 670 000	5 135 643	5 524 975
22119040210 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TOULEPLEU	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040211 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF AGBAN	4 480 000	4 926 698	5 300 192
22119040212 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF TAI	4 450 000	4 893 707	5 264 698
22119040213 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF SOUBRE	7 070 000	7 774 945	8 364 364
22119040214 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF SINFRA	4 770 000	5 245 614	5 643 283
22119040215 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF ANYAMA	4 970 000	5 465 556	5 879 900
22119040216 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF MAN	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040217 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF de Songon	5 670 000	6 235 351	6 708 055
22119040218 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF HIRE	4 770 000	5 245 614	5 643 283
22119040219 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Daloa Commune	4 570 000	5 025 672	5 406 669
22119040220 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF BIN HOUYE	5 020 000	5 520 542	5 939 053
22119040221 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Daoukro	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040222 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF KOUASSI-DATEKRO	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040223 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Tiébissou	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040224 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF ADZOPE	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040225 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Botro	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040226 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Grand Lahou	5 570 000	6 125 381	6 589 747
22119040227 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF YAKASSE-FEYASSE	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040228 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF LOPOU	4 720 000	5 190 629	5 584 130
22119040229 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF TAABO	5 450 000	5 993 415	6 447 778
22119040230 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Toumodi	4 570 000	5 025 672	5 406 669
22119040231 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Odiénné	4 720 000	5 190 629	5 584 128
22119040232 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF LAKOTA	4 720 000	5 190 629	5 584 130
22119040233 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF ASSUEFRY	5 470 000	6 015 410	6 471 438
22119040234 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF KONG	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040235 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF KOUTO	4 620 000	5 080 658	5 465 823
22119040236 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Notre Dame de l'incarnation Cocody	4 520 000	4 970 687	5 347 514

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22119 Promotion de la Femme et du genre	2 074 076 425	2 342 106 390	2 462 191 928
22119040237 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme Centre de Formation Nazareth couture et arts ménagers de Daloa, IFEF	5 270 000	5 795 468	6 234 822
22119040238 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF de Bouaké-Air France	4 490 000	4 937 696	5 312 021
22119040239 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF SASSANDRA	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040240 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF YOPOUGON ST MARC	5 120 000	5 630 512	6 057 362
22119040241 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Money Gram UWW Adiopodoumé	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040242 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF YOPOUGON MAIRIE	5 220 000	5 740 484	6 175 669
22119040243 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, CENTRE KIMOU N'GUESSAN FAUSTIN	4 920 000	5 410 571	5 820 745
22119040244 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF MOOSSOU	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040245 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF BOCANDA	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040246 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Bloléquin	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040247 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Bouaflé	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040248 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF BOUNA	4 820 000	5 300 599	5 702 438
22119040249 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF AKOUEDO	5 670 000	6 235 352	6 708 056
22119040250 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF MARIE EUGENIE COCODY ANGRE	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040251 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Daloa 2ème Bataillon	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040252 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF de Zikisso	5 070 000	5 575 526	5 998 207
22119040253 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF TIASSALE	4 970 000	5 465 556	5 879 899
22119040254 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Ferkéssédougou	5 570 000	6 125 381	6 589 746
22119040255 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF PORT-BOUET	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040256 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF VAVOUA	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040257 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF Guibéroua	4 520 000	4 970 687	5 347 515
22119040258 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme , IFEF de Satama-Sokoro	4 520 000	4 970 687	5 347 514
22119040260 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF MARIE-TH...R»SE H.B.	5 940 000	6 532 272	7 027 487
3 Transferts	296 425 000	168 688 322	189 638 176
22119040001 Fond d'amitié et de coopération Ivoir-Burkinabé pour la promotion de la femme (FACIBF)	250 000 000	126 599 159	146 467 462
22119040115 Apporter un appui à l'achat des titres de transport SOTRA des auditrices	46 425 000	42 089 163	43 170 714
4 Investissements	59 008 133	59 008 133	59 008 133
Trésor	59 008 133	59 008 133	59 008 133
22119040138 Réhabiliter, Construire et équiper des IFEF Lakota	10 504 779	0	0
22119040139 Réhabiliter, Construire et équiper des IFEF Tiassalé	5 493 488	0	0
22119040141 Réhabiliter, Construire et équiper des IFEF Issia	5 218 162	0	0
22119040142 Réhabiliter, Construire et équiper des IFEF Adiaké	12 862 612	0	0
22119040259 Construire la clôture de l'IFEF SONGON	24 929 092	59 008 133	59 008 133

III.3. Programme 3 : Promotion et Consolidation de la Famille

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme 3

Programmes 3 : Promotion et Consolidation de la Famille						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul/ Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Promouvoir et consolider les familles	Proportion de couples candidats au mariage formés aux compétences de la vie familiale	24,5%	75%	85%	100%	Nombre de couples candidats au mariage formés / Effectif de couples candidats au mariage enregistrés Source : Rapport de formation / DPF
	Proportion de ménages formés à la gestion des ressources familiales	25%	50%	65%	75%	Nombre de ménages formés à la gestion des ressources familiales / Effectif de ménages enregistrés Source : Rapport de formation / DPF
	Proportion de couples en instance de divorce ayant bénéficié de la médiation familiale	0%	10%	35%	50%	Nombre de couples en instance de divorce bénéficiaires de la médiation familiale / Nombre de couples en instance de divorce Source : Rapport de formation / DPF

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : PROMOTION ET CONSOLIDATION DE LA FAMILLE		536 600 867	586 513 811	626 468 119
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	300 509 000	330 472 575	355 525 656
	Transferts	75 000 000	94 949 369	109 850 596
	Investissements	161 091 867	161 091 867	161 091 867
	<i>Trésor</i>	161 091 867	161 091 867	161 091 867
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22120 Promotion et consolidation de la Famille	536 600 867	586 513 811	626 468 119
2212001 Promotion des conditions de bien-être familial	519 466 867	567 671 392	606 197 261
2 Biens et services	283 375 000	311 630 156	335 254 798
22120010002 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio Educatif de SIRASSO	6 820 000	7 500 019	8 068 594
22120010003 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de BONGOUANOU	6 420 000	7 060 135	7 595 363
22120010004 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de KORHOGO	6 420 000	7 060 135	7 595 362
22120010005 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social AVENUE 1 TREICHVILLE	6 270 000	6 895 178	7 417 901
22120010006 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de DALOA	6 420 000	7 060 135	7 595 363
22120010007 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'ISSIA	6 670 000	7 335 063	7 891 131
22120010008 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de DIMBOKRO	6 920 000	7 609 989	8 186 902
22120010009 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Soubré	6 420 000	7 060 135	7 595 363
22120010010 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d'ABOBO GARE	6 420 000	7 060 135	7 595 363
22120010011 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social ADJAME 220 LOGEMENTS	8 170 000	8 984 626	9 665 749
22120010012 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social de GRAND BEREBY	6 370 000	7 005 150	7 536 208
22120010013 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Yopougon Port Bouët II	5 970 000	6 565 266	7 062 977
22120010014 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de MAN	6 220 000	6 840 193	7 358 747
22120010015 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d'ADZOPE	5 670 000	6 235 352	6 708 054
22120010016 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio Éducatif de DABAKALA	5 840 000	6 422 303	6 909 177
22120010017 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de BONDOUKOU	6 720 000	7 390 048	7 950 286
22120010018 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de ODIENNE	6 920 000	7 609 990	8 186 901
22120010019 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Duékoué	6 920 000	7 609 990	8 186 902
22120010020 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social KOUMASSI CENTRE	6 920 000	7 609 990	8 186 902
22120010021 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio Educatif de Grand Gbapleu (EX CACE)	6 420 000	7 060 135	7 595 363
22120010022 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de GUIGLO	6 720 000	7 390 048	7 950 286
22120010023 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe socio-éducatif de Boniérédougou (Dabakala)	6 620 000	7 280 077	7 831 978
22120010024 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de BOUNA	6 420 000	7 060 135	7 595 363
22120010025 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif PORT-BOUET	6 420 000	7 060 135	7 595 363
22120010026 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d'ADJAME SANTE	6 520 000	7 170 106	7 713 671
22120010027 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social COCODY NORD	6 520 000	7 170 106	7 713 670
22120010028 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio Educatif de BEOUMI	6 420 000	7 060 135	7 595 363
22120010029 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socia de TABOUI	6 120 000	6 730 222	7 240 439
22120010030 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Oumé	5 885 000	6 471 790	6 962 416
22120010031 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Centre Socio-Educatif de BOUAKE	6 170 000	6 785 208	7 299 592
22120010033 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social de DIVO	6 820 000	7 500 019	8 068 594

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22120 Promotion et consolidation de la Famille	536 600 867	586 513 811	626 468 119
22120010035 Apporter un appui technique au Ministère	4 900 000	5 388 576	5 797 083
22120010038 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Centre Socio-Educatif de Yamoussoukro	6 920 000	7 609 989	8 186 903
22120010042 Apporter un soutien aux populations en difficulté	70 000 000	76 979 643	82 815 469
3 Transferts	75 000 000	94 949 369	109 850 596
22120010039 Soutenir les ménages vulnérables	75 000 000	94 949 369	109 850 596
4 Investissements	161 091 867	161 091 867	161 091 867
Trésor	161 091 867	161 091 867	161 091 867
22120010040 Construire et réhabiliter les CSE (Port-Bouet, Koumassi, Cocody, Adjamé 220 Lgts, Dabakala)	59 692 949	59 692 949	59 692 949
22120010041 Construire des bâtiments au CSE Treichville Avenue 1	25 000 000	25 000 000	25 000 000
22120010043 Construire et équiper le CSE Sirasso	41 398 918	41 398 918	41 398 918
22120010044 Réhabiliter, étendre et équiper le CSE Grand Gbapleu	35 000 000	35 000 000	35 000 000
2212002 Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel de protection des familles	17 134 000	18 842 419	20 270 858
2 Biens et services	17 134 000	18 842 419	20 270 858
22120020002 Prendre en charge les enfants privés de cellule familiale	2 000 000	2 199 420	2 366 156
22120020003 Coordonner les activités sectorielles de lutte contre le VIH/SIDA	5 364 000	5 898 840	6 346 030
22120020004 Finaliser la Politique Nationale de la Famille (PNF) et son plan d'actions	9 770 000	10 744 159	11 558 672

III.4. Programme 4 : Protection des Enfants et des Adolescents Vulnérables

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme 4

Programme 4 : Protection des enfants et des adolescents vulnérables						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul/ Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer le système communautaire et le service de protection de l'enfant	Proportion de localités disposant de mécanismes communautaires de protection des enfants	5%	30%	50%	55%	Nombre de localités couvertes / Nombre total de localités identifiés Source : Rapport d'Activités DPE / PPEAV
	Proportion d'OEV servis sur la période	61%	65%	64%	75%	Nombre d'OEV servis / Nombre total d'OEV Source : Rapport annuel PNOEV / Etat PEPFAR
	Proportion d'enfants en situation de rue ayant bénéficié d'une assistance	3%	15%	35%	70%	Nombre d'enfants pris en charge/ Nombre total d'enfants identifiés Source : Rapport annuel PPEAV

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5. : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV : PROTECTION DE L'ENFANT ET ADOLESCENTS VULNERABLES		6 212 656 310	8 253 537 864	8 498 762 933
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	2 088 387 408	2 296 618 949	2 470 725 442
	Transferts	4 930 794	6 242 343	7 222 009
	Investissements	4 119 338 108	5 950 676 572	6 020 815 482
	<i>Trésor</i>	919 338 108	919 338 108	919 338 108
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	3 200 000 000	5 031 338 464	5 101 477 374

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22121 Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	6 212 656 310	8 253 537 864	8 498 762 933
2212101 Amélioration du dispositif de prise en charge des enfants et adolescents vulnérables	4 275 018 902	6 132 670 997	6 224 694 328
2 Biens et services	250 750 000	275 752 082	296 656 837
22121010002 Organiser des séances de sensibilisation de masse et de proximité sur la traite des enfants	8 600 000	9 457 499	10 174 472
22121010003 Renforcer le fonctionnement de la Ligne verte 116 Enfants en détresse	15 000 000	16 495 638	17 746 171
22121010008 Apporter un soutien social aux pensionnaires Centre d'éducatif zone IV C	221 550 000	243 640 571	262 110 957
22121010010 Apporter un soutien social aux pensionnaires de CPPE de Biléoulékro	5 600 000	6 158 374	6 625 237
3 Transferts	4 930 794	6 242 343	7 222 009
22121010012 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la Pouponnières privées	3 410 794	4 318 036	4 995 704
22121010013 Prendre en charge les hospitalisations et obsèques des enfants poupons	1 520 000	1 924 307	2 226 305
4 Investissements	4 019 338 108	5 850 676 572	5 920 815 482
Trésor	819 338 108	819 338 108	819 338 108
22121010004 Programme de coopération CI-UNICEF protection enfants et adolescents	157 000 000	157 000 000	157 000 000
22121010009 Réhabiliter et équiper le centre éducatif zone 4c	120 000 000	120 000 000	120 000 000
22121010019 Prendre en charge les enfants et orphelins du SIDA	542 338 108	542 338 108	542 338 108
Financement Extérieur	3 200 000 000	5 031 338 464	5 101 477 374
22121010004 Programme de coopération CI-UNICEF protection enfants et adolescents	200 000 000	314 458 654	318 842 336
22121010019 Prendre en charge les enfants et orphelins du SIDA	3 000 000 000	4 716 879 810	4 782 635 038

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22121 Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	6 212 656 310	8 253 537 864	8 498 762 933
2212102 Renforcement de la lutte contre la traite l'exploitation et les violences faites aux enfants	1 937 637 408	2 120 866 867	2 274 068 605
2 Biens et services	1 837 637 408	2 020 866 867	2 174 068 605
22121020001 Apporter un soutien social aux pensionnaires de CPPE Yakassé-Feyassé (Abengourou)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020002 Apporter un soutien social aux pensionnaires de CPPE ROSA D'ABOISSO	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020003 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la Pouponnière de Bouaké	256 775 685	282 378 580	303 785 695
22121020005 Apporter un soutien social aux pensionnaires de CPPE D'ANANGUIE (ADZOPE)	6 000 000	6 598 256	7 098 470
22121020006 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) d'Adaou	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020008 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE DE L'INDENIE DJUABLIN	5 520 000	6 070 397	6 530 591
22121020009 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance de Koumassi Nord Est Mamie Adjoua	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020010 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE P»RE OSCAR DE MAFERE (ABOISSO)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020011 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE LES MOINEAUX D'AYAME (ABOISSO)	0	0	0
22121020012 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE REVE D'ENFANTS de Moossou	8 100 000	8 907 646	9 582 932
22121020013 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE de KOUTO	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020014 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans la garderie d'enfance de TOUMANGUIE-VILLAGE	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020015 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 dans le CPPE DE DJAKO DJOMAN D'AZITO	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020016 Apporter un soutien social aux pensionnaires de l'Orphelinat de BINGERVILLE	260 808 020	286 812 979	308 556 263
22121020017 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la petite enfance de Grand-Bassam	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020018 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE DE FOUMBOLO	5 370 000	5 905 440	6 353 130
22121020019 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE DE FRAMBO (ABOISSO)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020020 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE de Niablé	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020021 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE de TIAPOUM	6 600 000	7 258 083	7 808 315
22121020022 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE DE ZINZENOU (ABENGOUROU)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020023 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance COCODY SUD	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020024 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE de ZOUAN HOUNIEN	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020025 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) d'aboisso	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020026 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CACE de Bokala Niampondougou (Dabakala)	4 900 000	5 388 577	5 797 084
22121020027 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance (C P P E) Mamie ADJOUA	5 120 000	5 630 514	6 057 359
22121020028 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) de Affiénou	5 120 000	5 630 514	6 057 359

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22121 Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	6 212 656 310	8 253 537 864	8 498 762 933
22121020029 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans Centre de Protection de la Petite Enfance YOPOUGON ATTIE	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020030 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans Centre D'ACTION COMMUNAUTAIRE POUR L'ENFANCE DE ZANZANSOU	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020031 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE Grâce d'Ahoutoué (Alépé)	5 070 000	5 575 527	5 998 207
22121020032 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le CPPE DE POL AMEWE D'ABIATY (ABOISSO)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020033 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance Eboinda (Tiapoum)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020034 Apporter un encadrement aux enfants de 2 à 5 ans dans le Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) de N'douci	5 900 000	6 488 287	6 980 160
22121020035 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la Pouponnière de Yopougon	262 588 295	288 770 763	310 662 468
22121020037 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) d'Agboville	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020038 Apporter un soutien social aux activités de l'Orphelinat de Grand-Bassam	245 939 465	270 461 890	290 965 602
22121020039 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE de OGHLEWAPO	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020040 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance Tiassalé	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020041 Organiser la Journée de l'Enfant Africain	22 600 000	24 853 428	26 737 566
22121020042 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) les hammeaux de la Palmeraie	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020043 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) de Samo	6 700 000	7 368 054	7 926 623
22121020044 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance N'dakro (Koun-Fao)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020046 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE D'ASSE-ASSASSO (BONGOUANOU)	5 020 000	5 520 542	5 939 054
22121020047 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE DE SAYKRO (ABOISSO)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020048 Apporter un soutien social aux pensionnaires CPPE DE NOE (ABOISSO)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020050 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE LES PAPILLONS D'ADIAKE (ABOISSO)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020051 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE DE KOTOAGNUAN (ABOISSO)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020052 Gérer les activités de la Pouponnière MTHB	239 998 599	263 928 665	283 937 093
22121020053 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE de Memni (Alépé)	6 600 000	7 258 083	7 808 315
22121020054 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la GARDERIE D'ENFANTS DE VIEIL AKLOJ (DABOU)	4 240 000	4 662 769	5 016 252
22121020055 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE Grand Moucho (Agboville)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020056 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE) Aka Aoulé d'Aboisso	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020057 Apporter un soutien social aux pensionnaires de la Pouponnière de Dabou	267 787 344	294 488 205	316 813 349
22121020058 Apporter un soutien social aux pensionnaires du Centre de Protection de la Petite Enfance d'Anono	5 600 000	6 158 374	6 625 237

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22121 Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	6 212 656 310	8 253 537 864	8 498 762 933
22121020059 Coordonner les interventions en matière de protection de l'enfant	6 750 000	7 423 038	7 985 777
22121020060 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE DE EJAMBO (ABOISSO)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020061 Apporter un soutien social aux pensionnaires du CPPE de TIEDIO	4 970 000	5 465 556	5 879 899
22121020062 Animer le CPPE de N'guiémé (TIAPOUM)	5 600 000	6 158 374	6 625 237
22121020067 Apporter un appui au fonctionnement du Parlement des enfants	4 360 000	4 794 732	5 158 221
4 Investissements	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Trésor	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22121020007 Prog. Prise en charge des enfants et adolescents vulnérables	100 000 000	100 000 000	100 000 000

SECTION 354 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA RIZICULTURE

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- les difficultés des riziculteurs à accéder aux intrants et matériels agricoles ;
- les difficultés des riziculteurs à vendre « cash » leur paddy ;
- les difficultés des transformateurs à avoir les ressources pour l'achat de la matière première et à produire du riz blanchi de qualité ;
- les difficultés des distributeurs à accéder aux circuits de commercialisation ;
- le faible niveau des superficies irriguées exploitables, 31 000 hectares sur environ 900 000 hectares emblavés en riz par an soit 3.4% ;
- la faible productivité due à l'irrégularité de la pluviométrie ;
- l'absence de financement des acteurs du secteur par les banques ;
- la faible couverture des besoins en semences de qualité à haut rendement due aux problèmes d'insuffisance de moyens financiers et aux retards pris dans la construction des centres de production de semences sélectionnées ;
- l'échec de l'approche de mécanisation de l'agriculture basée sur la distribution de matériel agricole aux sociétés coopératives et groupements de riziculteurs ;
- les difficultés des riziculteurs à disposer de parcelles aménagées avec maîtrise de l'eau ;
- l'insuffisance des capacités de transformation et de mise en marché ;
- la mauvaise qualité du riz blanchi produit due à la multiplicité du type de semences et à la mauvaise qualité du plateau technique disponible ;
- l'absence de politique de régulation du marché et de la promotion du riz local.

I.1.2. Réponses apportées

- la réhabilitation des barrages existants et des parcelles rizicoles sur environ 55 000 hectares (ha) ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de projets rizicoles intégrés (irrigation, aménagement des parcelles, production de semences à haut rendement, mécanisation, appui aux riziculteurs en intrants, conseil agricole et financement de fonds de roulement, etc.) ;
- le fonctionnement effectif des pôles rizicoles et des unités de transformation acquises par l'Etat à céder au secteur privé ;
- la production de semences à haut rendement en collaboration avec le CNRA et AfricaRice ;
- l'installation des centres de production de semences sélectionnée à haut rendement dans les localités de Agboville, Bondoukou, Gagnoa, Korhogo, Man, Odienné et Yamoussoukro ;
- la mécanisation totale de l'exploitation des parcelles irriguées à partir des centres de mécanisation à installer dans toutes les régions en partenariat avec les Petites et Moyennes Entreprises Agricoles (PMEA) viables existantes ;
- la création de l'Agence pour le Développement de la Filière Riz (ADERIZ).

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du cadre législatif et réglementaire dans le domaine de la riziculture ;
- l'amélioration du niveau de productivité et la promotion de systèmes de maîtrise de l'eau ;
- la sécurisation foncière rurale avec une contractualisation pour assurer la mise en œuvre des activités ;
- le renforcement du niveau de financement des activités de la filière ;
- la réduction des pertes post-récolte à travers l'amélioration du système de collecte (stockage, groupage, routes, etc.) ;
- l'accroissement de la valeur ajoutée des productions agricoles avec une intégration le long de la chaîne de valeur ;
- l'amélioration de la compétitivité des Pôles rizicoles par la compétitivité, la rentabilité et la durabilité du riz « ivoire » ;

- le renforcement des services agricoles (conseil, recherche, etc.) aux petits exploitants ;
- le renforcement de la politique de contrôle qualité du riz local et de régulation du marché du riz ;
- la structuration de la chaîne des valeurs riz ;
- le renforcement des capacités et le développement du capital humain sur les bonnes pratiques agricoles durables ;
- l'amélioration de la couverture des besoins en semences et intrants.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'inversion des tendances pour l'exploitation rationnelle des parcelles rizicoles ;
- la production de semences à haut rendement ;
- la couverture des besoins des producteurs en semences de qualité à haut rendement sur l'ensemble du territoire national ;
- la mécanisation de l'activité de la riziculture ;
- le traitement consensuel avec l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur du foncier rural ;
- la définition du rôle de chaque acteur (l'Etat, les riziculteurs, le leader de pôle, les conseils agricoles et les partenaires techniques) de la chaîne de valeur.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la stratégie nationale de développement de la filière riz est mise en place ;
- la mécanisation de la riziculture est assurée ;
- l'augmentation de la production nationale de riz est assurée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Promotion de la Riziculture est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de riziculture.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- de définir les politiques et programmes de recherche rizicole, en relation avec les Ministres chargés de l'Agriculture et de la Recherche Scientifique ;
- d'élaborer les lois et règlements relatifs à la promotion de la riziculture ;
- d'élaborer et d'exécuter les programmes et projets visant à satisfaire l'ensemble des besoins de production nationale en riz et en semences sélectionnées à haut rendement ;
- de mettre en place un système d'information à même de mettre à disposition de l'ensemble des acteurs de la filière riz les données fiables et pertinentes des opérations de la chaîne de valeurs riz;
- de contrôler la qualité du riz et dérivés importés, exportés ou mis en consommation en Côte d'Ivoire ainsi que celui des semences de riz, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- d'élaborer et d'exécuter la politique de recherche de financement de la filière rizicole ;
- de promouvoir des initiatives de partenariat public-privé en matière de développement des chaînes de valeur du riz en Côte d'Ivoire ;
- de promouvoir des actions visant à assurer l'accroissement des rendements de riz Paddy à l'hectare ;
- de participer à l'identification et à la mise en œuvre des aménagements ruraux, notamment des aménagements hydro-agricoles et de la mécanisation agricole, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture et du Développement Rural ;
- d'inciter à la promotion, à la valorisation et à la transformation du riz, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- de participer à la mise en place d'une politique de commercialisation intérieure et extérieure, le cas échéant, du riz local, en liaison avec le Ministre en charge du Commerce ;
- d'élaborer et d'exécuter la politique de régulation du marché du riz en Côte d'Ivoire ;
- de définir les stratégies de formation des acteurs de la chaîne des valeurs et leur mise en œuvre.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Promotion de la Riziculture.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet du Ministre ; SCPR ; CPMP ; DAJC ; DAFP ; DRHF ; DPSCQR ; DPCI. DDLSE ; DR (20)				
P2 : Promotion de la riziculture	DMDPR	ADERIZ	OIA-RIZ	-Projet de Production et de Traitement de Semences Certifiées de Riz en Côte d'Ivoire (Pptscr-Ci) -Projet d'aménagement Hydro Agricole dans les régions du Folon et du Kabadougou (Pahafk) -Projet de Promotion du riz local en République de Côte d'Ivoire (PRORIL 2) -Programme National de Promotion du Riz_ONDR (unité 5t/h) -Projet d'appui à la Structuration de la filière riz en Côte d'Ivoire	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et transparente du secteur de la riziculture	RS 1 : la stratégie nationale de développement de la filière riz est mise en place	IP 1.1 : Taux de réalisation des activités du Plan d'Actions Opérationnelles (PAO) du ministère	(Nombre d'activités du PAO réalisées / Nombre total d'activités prévues) *100 Source : rapport d'activités Cabinet / DPSCQR
OG 2 : Couvrir les besoins de consommation nationale de riz de bonne qualité	RS 2 : l'augmentation de la production nationale de riz est assurée	IP 2.1 : Taux de couverture du besoin en consommation de riz de bonne qualité par la production nationale	Quantité de riz local de qualité mis en marché / Besoin national de consommation exprimé Source : rapport d'activités DMDPR/ADERIZ
	RS 3 : la mécanisation de la riziculture est assurée	IP 2.2 : Taux de production de Paddy sous maîtrise de l'eau	Quantité de paddy produit sous maîtrise de l'eau / Paddy total produit Source : rapport d'activités DMDPR/ADERIZ

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	7 022 671 147	8 057 272 480	8 869 763 746
1.1 Ressources Intérieures	3 322 671 147	3 446 201 392	3 567 500 146
1.1.1 Budget État	3 322 671 147	3 446 201 392	3 567 500 146
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	3 700 000 000	4 611 071 088	5 302 263 600
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	3 700 000 000	4 611 071 088	5 302 263 600
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	7 022 671 147	8 057 272 480	8 869 763 746
2.1 Personnel	1 720 120 838	1 740 909 188	1 778 089 696
2.1.1 Solde y compris EPN	1 720 120 838	1 740 909 188	1 778 089 696
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	922 550 309	1 004 012 877	1 072 236 481
2.3 Transferts	80 000 000	101 279 327	117 173 969
2.4 Investissement	4 300 000 000	5 211 071 088	5 902 263 600
Trésor	600 000 000	600 000 000	600 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	3 700 000 000	4 611 071 088	5 302 263 600

III PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre réglementaire, la structuration et la gestion des ressources financières du secteur rizicole	Pourcentage de textes soumis	-	100%	100%	100%	(Nombre de textes soumis / Nombre de textes prévus pour l'année) *100 Source : rapport d'activités Cabinet / DAJC
	Taux de représentation de l'Organisation de l'Interprofession Agricole-riz (OIA-RIZ) dans la chaîne de valeurs	5 %	50%	70 %	80 %	(Nombre d'organisation de la chaîne de valeurs structurées / Nombre de structurations prévues) *100 Source : rapport d'activités DDLSE
	Taux d'exécution du Plan de passation des marchés (PPM)	-	70 %	80 %	90 %	(Nombre de marchés réalisés pour l'année/Nombre de marchés prévus pour l'année) *100 Source de vérification : rapport d'activités CPM
OS 2 : Améliorer les systèmes de planification, de suivi-évaluation, de contrôle qualité et de régulation du secteur rizicole	Taux de réalisation des missions de suivi-évaluation	-	60 %	70 %	80 %	(Nombre de missions de suivi-évaluation effectuées/Nombre de missions de suivi-évaluation prévues) *100 Source : rapport d'activités DPSCQR

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du budget programme

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I: ADMINISTRATION GENERALE		1 372 550 309	1 489 148 400	1 579 441 872
	Dépenses de personnel	450 000 000	485 135 523	507 205 391
	Dépenses en biens et services	922 550 309	1 004 012 877	1 072 236 481
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
21209 Administration générale	1 372 550 309	1 489 148 400	1 579 441 872
2120901 Coordination et animation	460 800 309	496 222 158	525 950 156
2 Biens et services	460 800 309	496 222 158	525 950 156
21209010001 Coordonner les activités du ministère	105 750 000	116 294 248	125 110 512
21209010002 Prendre en charge les frais liés à la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21209010003 Inspecter les services du ministère	40 000 000	43 988 368	47 323 125
21209010004 Mettre en œuvre le CDMT du ministère	35 000 000	38 489 822	41 407 735
21209010005 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21209010006 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21209010007 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	50 000 000	50 000 000	50 000 000
21209010008 Organiser, suivre et évaluer la planification générale des activités du Ministère	30 000 000	32 991 276	35 492 341
21209010009 Élaborer les programmes de développement local et suivre les politiques sectorielles de développement régional	75 000 000	82 478 188	88 730 860
21209010010 Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de modernisation rizicole	30 000 000	32 991 277	35 492 341
21209010011 Élaborer et mettre en œuvre un plan de recherche de partenariat et coopération internationale	30 000 000	32 991 277	35 492 341
21209010012 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	16 050 309	16 598 865	17 168 588
2120902 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	759 250 000	825 220 588	873 072 303
1 Personnel	450 000 000	485 135 523	507 205 391
21209020005 Prendre en Charge les rémunérations des fonctionnaires du Ministère de la Promotion de la Riziculture	450 000 000	485 135 523	507 205 391
2 Biens et services	309 250 000	340 085 065	365 866 912
21209020001 Gérer les ressources humaines du ministère	30 000 000	32 991 275	35 492 343
21209020002 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	144 250 000	158 633 051	170 659 022
21209020003 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du ministère et des structures sous tutelle	105 000 000	115 469 464	124 223 204
21209020004 Coordonner la passation des marchés publics du ministère et suivre leur exécution	30 000 000	32 991 275	35 492 343
2120903 Information et communication	152 500 000	167 705 654	180 419 413
2 Biens et services	152 500 000	167 705 654	180 419 413
21209030001 Élaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication du ministère	30 000 000	32 991 276	35 492 344
21209030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	30 000 000	32 991 277	35 492 343
21209030003 Coordonner la sécurisation des réseaux et des applications informatiques	92 500 000	101 723 101	109 434 726

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de la Riziculture						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Accroître les superficies irriguées de production et la productivité des exploitations dans chaque pôle rizicole	Taux de couverture des besoins en semence. Riz Irrigué (RI),	20 %	50 %	60 %	70 %	(Quantité totale de semences en Riz Irrigué certifiée distribuée / Besoin total en semences de Riz Irrigué) *100 Source : Rapports d'activités DMDPR/ADERIZ
	Taux de couverture des besoins en semence Riz Pluvial (RP)	-	6 %	7 %	10 %	(Quantité totale de semences en Riz Pluvial certifiée distribuée / Besoin total en semences Riz Pluvial) *100 Source : Rapports d'activités DMDPR/ADERIZ
	Taux de renforcement de l'accès au Conseil Agricole et aux innovations technologiques	10 %	30 %	35 %	40 %	(Nombre d'organisations encadrées / Nombre d'organisations identifiées) *100 Source : Rapports d'activités DMDPR/ADERIZ
OS 2 : Améliorer la collecte bord champ, la transformation du paddy et la distribution du riz	Taux d'accessibilité du riz local au marché urbain	30 %	60 %	70 %	80 %	(Quantité de riz local distribuée sur le marché urbain / Quantité de riz local commercialisée) *100 Source : Rapports d'activités DMDPR/ADERIZ

III.2.1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : PROMOTION DE LA RIZICULTURE		5 650 120 838	6 568 124 080	7 290 321 874
	Dépenses de personnel	1 270 120 838	1 255 773 665	1 270 884 305
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	80 000 000	101 279 327	117 173 969
	Investissements	4 300 000 000	5 211 071 088	5 902 263 600
	Trésor	600 000 000	600 000 000	600 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	3 700 000 000	4 611 071 088	5 302 263 600

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
22214 Promotion de la riziculture	5 650 120 838	6 568 124 080	7 290 321 874
2221401 Production et sécurité alimentaire	4 050 120 838	4 779 914 181	5 130 293 029
1 Personnel	1 270 120 838	1 255 773 665	1 270 884 305
22214010005 Transférer les subventions équilibre personnel à l'ADERIZ	1 202 326 598	1 188 745 223	1 203 049 314
22214010007 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONDR-Liquidation	67 794 240	67 028 442	67 834 991
3 Transferts	80 000 000	101 279 327	117 173 969
22214010001 Transférer les crédits en vue de suivre la production de la filière Riz (ADERIZ)	80 000 000	101 279 327	117 173 969
4 Investissements	2 700 000 000	3 422 861 189	3 742 234 755
Trésor	500 000 000	500 000 000	500 000 000
22214010003 Projet de production et de traitement des semences certifiées de riz en CI	400 000 000	400 000 000	400 000 000
22214010006 Projet de Promotion du Riz Local phase 2 (PRORIL 2)	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Financement Extérieur	2 200 000 000	2 922 861 189	3 242 234 755
22214010003 Projet de production et de traitement des semences certifiées de riz en CI	1 200 000 000	1 350 567 919	1 648 023 076
22214010006 Projet de Promotion du Riz Local phase 2 (PRORIL 2)	1 000 000 000	1 572 293 270	1 594 211 679
2221402 Développement rural	1 600 000 000	1 788 209 899	2 160 028 845
4 Investissements	1 600 000 000	1 788 209 899	2 160 028 845
Trésor	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22214020001 Projet d'Aménagement Hydro Agricole dans les régions du Folon et du Kabadougou	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Financement Extérieur	1 500 000 000	1 688 209 899	2 060 028 845
22214020001 Projet d'Aménagement Hydro Agricole dans les régions du Folon et du Kabadougou	1 500 000 000	1 688 209 899	2 060 028 845

SECTION 356 : MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Economie Numérique

- l'inadaptation du cadre juridique actuel aux normes des technologies dites de la 4ème révolution industrielle (5G, internet des objets, cloud, etc.) ;
- le faible niveau de pénétration du « large bande » ;
- le faible niveau de pénétration de l'internet fixe haut débit ;
- la quasi-inexistence de contenus locaux numériques ;
- le faible niveau de digitalisation de l'Administration et de la gouvernance électronique ;
- l'insuffisance et l'inadaptation des compétences pour soutenir le développement du secteur ;
- l'accessibilité limitée des populations aux services et outils de l'économie numérique ;
- le faible niveau d'appropriation des TIC par les populations ;
- la recrudescence des problématiques de la cybercriminalité.

Au niveau de la Poste

- l'inadaptation du cadre juridique actuel ;
- l'insuffisance d'offres de services postaux innovants et compétitifs ;
- les difficultés structurelles de gestion de la Poste CI ;
- la non effectivité de la mise en œuvre du service postal universel ;
- l'inadaptation des compétences et profils avec l'évolution des activités du secteur postal ;
- le non fonctionnement de plusieurs bureaux de poste.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Economie Numérique

- la prise de la loi n° 2017-803 du 7 décembre 2017 d'orientation de la Société de l'Information en Côte d'Ivoire ;
- la mise en œuvre du projet de maillage du pays en fibre optique de 5435 km ;
- la connectivité internationale avec quatre câbles sous-marins ;
- l'existence d'un point d'échange internet, dénommé « Civix » ;
- l'octroi de trois licences pour la fourniture de la téléphonie 4G ;
- la mise en œuvre du programme de gouvernance électronique E-gouv ;
- la création de l'ESATIC, établissement public supérieur de formation dans le secteur des TICs ;
- le contrôle de la qualité de service des opérateurs de téléphonie mobile ;
- la mutualisation des infrastructures TIC par les opérateurs ;
- le développement d'une zone franche par l'aménagement de 180 ha au VITIB de Grand-Bassam ;
- la couverture en internet wifi des universités et grandes écoles publiques ;
- l'identification des abonnés à la téléphonie mobile ;
- le déploiement de centre multimédias spécialisés au profit des personnes en situation de handicap.

Au niveau de la Poste

- la mise en œuvre de la loi n° 2013-762 du 10 octobre 2013 portant nouveau Code Postal ;
- la création d'une structure de régulation postale dont la gestion est confiée à l'ARTCI ;
- la mise en œuvre par le Gouvernement du plan de redressement de La Poste Côte d'Ivoire ;
- le rééquilibrage des comptes de la Société d'Etat La Poste Côte d'Ivoire ;
- la mise en œuvre du courrier hybride ;
- la diversification et l'innovation des offres par le lancement de nouvelles activités telles que la vente en ligne, la livraison à domicile, le courrier en ligne et le cash-cash ;
- l'exécution du mécanisme de départ volontaire à la retraite des agents en âge avancé de La Poste Côte d'Ivoire ;
- la réhabilitation de 41 bureaux de poste sur les 66 bureaux de poste dans la zone ex-CNO.

I.1.3. Défis et priorités

- la mise en place d'un cadre réglementaire propice aux investissements privés ;
- la promotion du développement d'infrastructures de télécommunications/TIC de qualité ;
- la promotion du développement de l'accessibilité aux services de télécommunications/TIC ;
- le développement de l'offre de contenu numérique local ;
- la formation d'une expertise nationale en matière de Télécommunications/TIC et de services postaux ;
- la promotion du développement d'une économie numérique inclusive ;
- la poursuite de la réforme de la poste et de la restructuration de la Société La Poste Côte d'Ivoire ;
- l'accompagnement de la Société La Poste CI dans sa migration vers une poste plus innovante orientée vers des services postaux digitaux.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance du ministère ;
- la transformation digitale de l'économie nationale par le développement du secteur de l'économie numérique et de la poste

I.2.2. Résultats stratégiques

- le cadre institutionnel et juridique du secteur est amélioré ;
- Le développement de la recherche et de l'innovation dans le sous- secteur de l'économie numérique est assuré ;
- Le développement et l'innovation du sous-secteur postal est assuré.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Economie Numérique et de la Poste est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'économie numérique et de poste. A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'Economie Numérique :

- élaboration et suivi de l'application de la réglementation en matière d'économie numérique ;
- mise en œuvre de stratégies et de plans d'actions pour le développement d'un environnement numérique ;
- développement de l'accès au réseau numérique ;
- mise en œuvre de politique visant à réduire la fracture numérique ;
- mise en œuvre de la politique d'informatisation de l'administration, en liaison avec le Ministère en charge de la Fonction Publique ;
- promotion et vulgarisation de l'économie numérique ;

- promotion des ressources humaines et développement d'une expertise nationale en matière d'économie numérique, en liaison avec le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- promotion de la formation de la recherche scientifique et technologique en matière d'économie numérique ;
- contrôle de la programmation, de la mise en œuvre de la politique d'exploitation et de maintenance des infrastructures techniques du secteur public ;
- promotion et incitation au développement de l'industrie dans le domaine de l'économie numérique, en liaison avec le Ministère chargé de l'Industrie ;
- participation aux négociations des accords et suivi des engagements internationaux en matière d'économie numérique, en liaison avec le Ministère chargé des Affaires Etrangères ;
- initiation et promotion de la coopération en matière d'économie numérique ;
- contrôle de la programmation et de la réalisation des infrastructures et des équipements du secteur des télécommunications ainsi que leur maintenance ;
- contrôle de la réglementation en matière de télécommunication ;
- suivi des concessions dans les différents secteurs d'infrastructures de télécommunication.

En matière de Poste

- élaboration et suivi de l'application de la réglementation en matière de poste ;
- réalisation des infrastructures et des équipements du secteur postal ;
- maintenance des infrastructures et des équipements du secteur postal ;
- contrôle de la réglementation en matière postale ;
- promotion de la formation et de la recherche scientifique en matière postale.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Economie Numérique et Poste ;
- Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET REGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP (financés par les bailleurs et partenaires)
P1 : Administration Générale	Cabinet ; IG ; D.A.F ; DAJCI ; DRH ; SDA ; SERCOM ; DPSIS ; CPMP			
P2 : Economie Numérique et Poste	DENUP	ANSUT; VITIB; ESATIC; AIGF; ARTCI; AIGF; La Poste CI ; EMSP ; SNDI ; FJN ; UC- PSNDEA ; UE-ZBTIC	-Travaux d'aménagement de la zone franche de Grand-Bassam ; -Réouverture des 66 bureaux de poste dans les zones ex- CNO ;	-Mise en place d'un Réseau National Haut Débit Fibre Optique (ANSUT) ; - Interconnexion des Universités et Grandes écoles publiques et privés (ANSUT) ; -Poursuivre la mise en œuvre du projet de gouvernance électronique (E-GOUV) (ANSUT/SNDI) ; -Mise en œuvre du Projet un citoyen un ordinateur + une connexion Internet pour 500 000 foyers (ANSUT) ; -Réaménager les bandes GSM et les RRI (AIGF) ;

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET REGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP (financés par les bailleurs et partenaires)
			-Projet de Solutions Numériques pour le Désenclavement des zones rurales et l'E-agriculture (PSNDEA)	- Acquérir les outils de prédiction pour la coordination et le contrôle des fréquences et des implantations (AIGF) ; - Implanter 15 stations de contrôle des fréquences sur le territoire national et assurer la mise à niveau de la station d'Abidjan (AIGF) ; - Restaurer le système de gestion et de contrôle automatisés du spectre (SGCAS) (AIGF) - Réaliser le projet de Centre Régional de Tests de Conformité et d'interopérabilité (AIGF). - Mettre en œuvre les Campagnes annuelles de mesures RNI (AIGF) ; - Mettre en place des mesures et des dispositifs de sécurisation des transactions électroniques (ARTCI) ; - Protéger les Infrastructures Télécoms/TIC Critiques de l'Etat (ARTCI) - Renforcement de la cellule de lutte contre la cybercriminalité (ARTCI)

II.2. Performance globale du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Améliorer la gouvernance du ministère	RS 1 : Le cadre institutionnel et juridique du ministère est amélioré	Taux de mise en œuvre des actions prioritaires	Nombre d'actions prioritaires réalisées / Nombre d'actions prioritaires prévues Source : Rapport d'activités Cabinet
OG2 : Assurer la transformation digitale de l'économie nationale par le développement du secteur	RS 2 : Le développement, la recherche et l'innovation dans le sous- secteur de l'économie numérique est assuré.	Taux de pénétration internet haut débit fixe - FTTX	Nombre d'abonnés à internet par fibre optique / Population globale Source : Rapport d'activités ARTCI
		Nombre de jeunes ivoiriens sensibilisés/formés au numérique	Dénombrement Source : DENU/FNJ -ESATIC
		Nombre de projets incubés porté par les jeunes	
		Taux de pénétration internet mobile	Nombre d'abonnés internet mobile / Population globale Source : Rapport d'activités ARTCI
	RS 3 : Le développement, et l'innovation du sous-secteur postal est assuré	Nombre de bureaux de poste fonctionnels	Dénombrement Source ; rapport d'activité La Poste de Côte d'Ivoire
		Taux d'implémentation du projet eCom@Africa	Etudes réalisées : 20% ; infrastructures et warehouse : +30% ; Plateforme mise en place : 40% ; Recette provisoire : 5% ; Recette définitive : 5% Source : Rapport d'activité ARTCI
	Nombre de nouveaux services postaux créés	Dénombrement Source ; rapport d'activité La Poste Côte d'Ivoire	

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	50 940 829 673	56 229 520 413	61 639 417 353
1.1 Ressources Intérieures	43 804 129 673	48 197 355 354	51 838 212 114
1.1.1 Budget État	43 804 129 673	48 197 355 354	51 838 212 114
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	7 136 700 000	8 032 165 059	9 801 205 239
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	7 136 700 000	8 032 165 059	9 801 205 239
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	50 940 829 673	56 229 520 413	61 639 417 353
2.1 Personnel	1 935 598 871	1 947 358 430	1 994 492 664
2.1.1 Solde y compris EPN	1 935 598 871	1 947 358 430	1 994 492 664
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 262 842 581	1 351 099 944	1 425 393 273
2.3 Transferts	38 005 688 221	42 298 896 980	45 818 326 177
2.4 Investissements	9 736 700 000	10 632 165 059	12 401 205 239
Trésor	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	7 136 700 000	8 032 165 059	9 801 205 239

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Améliorer le cadre institutionnel et juridique du ministère	Nombre de textes législatifs et réglementaires du ministère élaborés	13	9	10	8	Dénombrement Source : Rapports d'activités Cabinet / DAJCI
	Nombre de contrôles effectués	4	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités IG
	Nombre de conflits internes réglés	5	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités IG
OS2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion des agents formés	10%	20%	25%	25%	(Nombre d'agents formés / Nombre d'agents du ministère) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du budget	93%	90%	90%	90%	(Budget ordonnancé / Budget voté) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
OS3 : Renforcer le système de communication et d'archivage du ministère	Nombre de répertoires des documents élaborés	3	6	9	9	Dénombrement Source : Rapport d'activités SDA
	Nombre de cartons numérisés	0	6	9	9	Dénombrement Source : Rapport d'activités SDA
	Taux d'exécution du plan de communication	50%	60%	60%	60%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) x 100 Source : Rapport d'activités SERCOM
OS4 : Améliorer la planification, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique du ministère	Taux de rapports d'exécution du programme d'actions prioritaires produits dans les délais	-	75%	80%	80%	(Nombre de rapports mensuels produits au plus tard le 05 du mois / Nombre de rapports attendus) x 100 Source : Rapport d'activités DPSIS
	Taux de production des statistiques trimestrielles	75%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports produits / Nombre de rapports prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DPSIS
	Taux des demandes d'assistance en informatique du personnel satisfaites en 2 jours	80%	90%	95%	95%	(Nombre de demandes d'assistance satisfaites en 2 jrs / Nombre de demandes d'assistance) x 100 Source : Rapport d'activités DPSIS

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections Finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	2 161 435 144	2 260 183 131	2 360 914 253
Dépenses de personnel	1 015 549 937	1 037 702 287	1 073 890 690
Dépenses en biens et services	1 145 885 207	1 222 480 844	1 287 023 563
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
21125 Administration Générale	2 161 435 144	2 260 183 131	2 360 914 253
2112501 Coordination et animation du ministère	481 326 200	503 369 406	521 800 195
2 Biens et services	481 326 200	503 369 406	521 800 195
21125010006 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'économie numérique et de poste	144 075 000	158 440 599	170 451 981
21125010009 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	260 251 200	260 251 200	260 251 200
21125010010 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	19 500 000	21 444 329	23 070 023
21125010011 Renforcer la gouvernance des Directions et Services rattachés au cabinet et les structures sous tutelles	10 500 000	11 546 946	12 422 320
21125010012 Apporter un appui juridique aux services du ministère	29 500 000	32 441 422	34 900 805
21125010013 Coordonner la coopération internationale dans le secteur de l'économie Numérique et de la Poste	4 000 000	4 398 836	4 732 312
21125010014 Élaborer les Contrats et accords de coopération et gérer les contentieux	13 500 000	14 846 074	15 971 554
2112502 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	1 505 211 952	1 564 477 896	1 632 197 259
1 Personnel	1 015 549 937	1 037 702 287	1 073 890 690
21125020001 Prendre en charge le salaire du personnel	483 309 937	521 046 265	544 749 791
21125020021 Assurer la masse salariale de la poste de Côte d'Ivoire	532 240 000	516 656 022	529 140 899
2 Biens et services	489 662 015	526 775 609	558 306 569
21125020005 Exécuter les dépenses d'abonnement du ministère (Dir Patrimoine)	72 187 251	74 654 416	77 216 780
21125020007 Prendre en charge les missions hors CI	70 000 000	70 000 000	70 000 000
21125020008 Prendre en charge les missions en CI	40 000 000	43 988 367	47 323 125

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
21125 Administration Générale	2 161 435 144	2 260 183 131	2 360 914 253
21125020010 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	25 000 000	27 492 730	29 576 953
21125020011 Gérer les ressources financières du ministère	34 575 000	38 022 445	40 904 926
21125020012 Suivre l'exécution du Budget du ministère	18 000 000	19 794 766	21 295 405
21125020013 Gérer les ressources matérielles du ministère	4 700 000	5 168 633	5 560 468
21125020014 Prendre en charge les dépenses liées aux renforcements des capacités matérielles, techniques et opérationnelles des services du ministère	124 990 670	137 453 389	147 873 728
21125020015 Renforcer les capacités des acteurs budgétaires du MENUP sur la gestion axée sur les résultats	15 474 153	17 017 068	18 307 132
21125020016 Gérer les ressources humaines du ministère	49 734 941	54 693 972	58 840 319
21125020017 Renforcer les capacités du personnel du ministère	18 500 000	20 344 621	21 886 945
21125020018 Gérer la commande publique du ministère	7 000 000	7 697 964	8 281 546
21125020019 Suivre l'exécution des Marchés du ministère	5 500 000	6 048 401	6 506 929
21125020020 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
2112503 Information et communication	89 196 992	98 090 751	105 527 006
2 Biens et services	89 196 992	98 090 751	105 527 006
21125030001 Organiser la communication des activités du ministère (SERCOM)	60 196 992	66 199 186	71 217 743
21125030002 Gérer les archives du ministère	21 500 000	23 643 747	25 436 178
21125030003 Produire des recueils de textes législatifs et réglementaires du secteur	7 500 000	8 247 818	8 873 085
2112504 Planification, programmation et suivi-évaluation	85 700 000	94 245 078	101 389 793
2 Biens et services	85 700 000	94 245 078	101 389 793
21125040001 Organiser la planification générale des activités du MENUJ	61 500 000	67 632 115	72 759 303
21125040002 Assurer le fonctionnement du réseau et des applicatifs et fournir l'assistance au personnel du ministère	15 200 000	16 715 580	17 982 787
21125040003 Réaliser les études et la production des statistiques du ministère	9 000 000	9 897 383	10 647 703

III.2 : Programme 2 : Economie Numérique et Poste

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Economie Numérique et Poste						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Développer des compétences dans le secteur de l'économie numérique	Nombre de Fonctionnaires et Agents de l'Etat formés	2120	3000	3000	3000	Dénombrement Source : Rapport d'activités SNDI
	Nombre de diplômés (Licences et Master) -	400	400	400	400	Dénombrement Source : Rapport d'activités ESATIC
	Nombre d'articles publiés	0	5	5	5	Dénombrement Source : Rapports d'activités ARTCI, ESATIC, AIGF
OS2 : Développer une société de l'information numérique	Linéaire de réseau de FO public opérationnel	2000	5435	7000	7000	Dénombrement Source : Rapport d'activités ANSUT
	Taux de pénétration en Smartphones	30%	45%	60%	70%	(Nombre de smartphones utilisés / Population totale) x 100 Source : Rapport d'activités ARTCI
	Nombre de procédures administratives dématérialisées et mises en ligne	36	50	60	70	Dénombrement Source : Rapports d'activités ANSUT-SNDI
	Nombre de localités de l'intérieur du pays connectées à l'Intranet de l'Administration	70	102	120	160	Dénombrement Source : Rapports d'activités ANSUT-SNDI
	Nombre de comptes de messagerie professionnels actifs	10 000	20 000	30 000	50 000	Dénombrement Source : Rapports d'activités ANSUT-SNDI
	Nombre de cabinets ministériels utilisant la plateforme e-cabinet	5	20	40	44	Dénombrement Source : Rapport d'activités SNDI
	Taux d'exécution des projets d'aménagement de la zone franche de Grand-Bassam	90%	95%	95%	95%	(Nombre de projets exécutés / Nombre total de projets programmés) x100 Source : Rapport d'activités VITIB
OS3 : Renforcer la confiance numérique par la sécurisation du cyberspace et des infrastructures critiques	Nombre de campagnes annuelles de mesure des RNI de contrôle de conformité de 500 sites et stations radioélectriques	01	02	02	02	Dénombrement Source : Rapport d'activités AIGF
	Classement du Global Cybersecurity Index (GCI)	86/175	70/175	60/175	50/175	Classement de l'UIT Source : Rapport d'activités ARTCI / Publication de l'UIT
OS4 : Assurer un service postal inclusif et universel	Nombre de bureaux de postes opérationnels	141	172	198	198	Dénombrement Source : Rapport d'activités Poste CI
OS5 : Promouvoir les services postaux innovants	Taux d'exécution du projet Ecom@Africa	20%	70%	90%	100%	Etudes réalisées : 20% ; infrastructures et warehouse : +30% ; Plateforme mise en place : 40% ; Recette provisoire : 5% ; Recette définitive : 5% Source : Rapport d'activités La Poste CI

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : ECONOMIE NUMERIQUE ET POSTE		14 068 665 119	15 116 403 569	17 192 402 398
	Dépenses de personnel	920 048 934	909 656 143	920 601 974
	Dépenses en biens et services	116 957 374	128 619 100	138 369 710
	Transferts	3 294 958 811	3 445 963 267	3 732 225 475
	Investissements	9 736 700 000	10 632 165 059	12 401 205 239
	Trésor	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	7 136 700 000	8 032 165 059	9 801 205 239

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
22126 Économie numérique et poste	14 068 665 119	15 116 403 569	17 192 402 398
2212601 Développement du secteur Économie Numérique	12 017 517 249	13 140 349 925	15 138 393 621
1 Personnel	920 048 934	909 656 143	920 601 974
22126010032 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ESATIC	920 048 934	909 656 143	920 601 974
2 Biens et services	116 957 374	128 619 100	138 369 710
22126010017 Mettre en œuvre le programme d'accessibilité et de développement inclusif de l'ENUM	25 000 000	27 492 730	29 576 953
22126010018 Mettre gratuitement à la disposition du grand public certains contenus pédagogiques et didactique via internet	20 000 000	21 994 184	23 661 563
22126010019 Mettre en œuvre un écosystème dédié à l'IoT (Internet des Objets)	2 500 000	2 749 273	2 957 695
22126010020 Assurer la veille de la réforme en matière de la réglementation et le code postal	5 157 374	5 671 612	6 101 576
22126010023 Organiser les journées inter-écoles dédiées aux étudiants en télécommunications et en informatique	10 000 000	10 997 092	11 830 781
22126010034 Organiser les journées de préparation de l'écosystème à la migration vers la 5G	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22126010035 Faire le contrôle et le suivi du Service Universel des télécommunications et du secteur Postal	25 000 000	27 492 730	29 576 953
22126010036 Définir les orientations, les principes directeurs et les objectifs pour le développement du secteur de l'Économie numérique et du secteur postal	20 800 000	22 873 951	24 608 025
22126010037 Assurer la promotion et l'appropriation de la stratégie régionale (CEDEAO Mauritanie) de cybersécurité et de la protection des infrastructures critiques	3 500 000	3 848 982	4 140 773

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
22126 Économie numérique et poste	14 068 665 119	15 116 403 569	17 192 402 398
3 Transferts	1 469 810 941	1 695 909 623	1 904 216 698
22126010016 Former des spécialistes dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication	490 481 198	620 945 070	718 395 360
22126010024 Renforcer les capacités des agents de l'État à l'utilisation des outils informatiques	250 000 000	316 497 896	366 168 654
22126010038 Assurer la régularité des activités de la zone franche de Grand Bassam	100 000 000	126 599 159	146 467 462
22126020010 Suivre l'exécution technique et financière et l'évaluation des projets sur le site de la zone franche	129 329 743	163 730 366	189 425 992
22126020018 Attirer en Zone franche des entreprises TIC et Biotechnologique	500 000 000	468 137 132	483 759 230
4 Investissements	9 510 700 000	10 406 165 059	12 175 205 239
Trésor	2 374 000 000	2 374 000 000	2 374 000 000
22126010001 Réhabiliter et Équiper l'ESATIC	74 000 000	74 000 000	74 000 000
22126010031 Intégrer le digital dans le secteur agricole	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
22126020017 Aménager la zone franche de Grand Bassam	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
Financement Extérieur	7 136 700 000	8 032 165 059	9 801 205 239
22126010031 Intégrer le digital dans le secteur agricole	7 136 700 000	8 032 165 059	9 801 205 239
2212602 Modernisation et développement du secteur Postal	2 051 147 870	1 976 053 644	2 054 008 777
3 Transferts	1 825 147 870	1 750 053 644	1 828 008 777
22126030008 Réaliser le service postal au niveau national et international	1 700 147 870	1 591 804 696	1 644 924 450
22126030011 Former des spécialistes dans le domaine de la Poste	125 000 000	158 248 948	183 084 327
4 Investissements	226 000 000	226 000 000	226 000 000
Trésor	226 000 000	226 000 000	226 000 000
22126030009 Poursuivre la réhabilitation des bureaux de postes dans les zones ex-cno	226 000 000	226 000 000	226 000 000

III.3. Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.3.1 Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections Finales		
	2021	2022	2023
COMPTE SPÉCIAUX DU TRÉSOR	34 710 729 410	38 852 933 713	42 086 100 702
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	34 710 729 410	38 852 933 713	42 086 100 702
Investissements	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
23205 Comptes Spéciaux du Trésor	34 710 729 410	38 852 933 713	42 086 100 702
2320501 Gestion des Comptes spéciaux du trésor	34 710 729 410	38 852 933 713	42 086 100 702
3 Transferts	34 710 729 410	38 852 933 713	42 086 100 702
23205010001 Soutenir l'activité de régulation du secteur des télécommunications	3 213 729 410	3 885 626 425	4 208 970 839
23205010002 Transférer la Taxe pour le Développement des nouvelles technologies en zones rurales (ANSUT)	31 497 000 000	34 967 307 288	37 877 129 863

SECTION 357 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES

SECTION 357 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'absence d'implication des jeunes dans les processus de développement ;
- la vulnérabilité des jeunes aux fléaux sociaux (VIH/IST, drogue/Tabac/ Alcool, violence, grossesses/mariages précoces, migration irrégulière, etc.) ;
- le faible accès des jeunes aux services sociaux de base de qualité répondant à leurs besoins ;
- le chômage des jeunes ;
- la précarité des emplois occupés par les jeunes ;
- la faiblesse du volume de l'auto-emploi des jeunes.

I.1.2. Réponses apportées

- la création d'un ministère dédié aux problématiques de la jeunesse ;
- la création de l'Agence Emplois Jeunes ;
- la création du Conseil National des Jeunes (CNJCI) ;
- la mise en place de financements des projets de la jeunesse ;
- la mise en place de projets de promotion et d'accompagnement des jeunes entrepreneurs ;
- l'organisation de Campagnes thématiques pour le Changement de Comportement (CCC), à l'endroit des jeunes ;
- la mise en place d'une plate-forme technologique dénommée U-report d'échange entre les jeunes eux-mêmes, et les jeunes et les spécialistes dans divers domaines d'intérêt ;
- l'élaboration d'un projet de construction, réhabilitation et équipement d'ISE dénommé « Projet ISE 2019-2023 » ;
- l'élaboration d'un projet de loi d'orientation de la jeunesse ;
- l'élaboration d'un document de Politique Nationale de la Jeunesse 2016-2020 ;
- l'organisation de formations des jeunes à l'insertion professionnelle ;
- la relance du programme carte jeune.

I.1.3. Défis et priorités

- renforcer les dispositifs d'autonomisation et de protection de la Jeunesse contre les fléaux sociaux
- renforcer le dispositif d'emploi et d'insertion socio-professionnelle des Jeunes.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la recherche permanente de l'excellence ;
- la promotion de l'emploi des jeunes ;
- la recherche d'une culture de paix, de tolérance et de respect mutuel ;
- la promotion de l'éducation à la citoyenneté.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse est amélioré ;
- l'environnement socio-éducatif des jeunes est amélioré ;
- les jeunes ont accès à un emploi productif et durable.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Promotion de la Jeunesse

- mise en œuvre de politiques spécifiques en faveur des jeunes ;
- élaboration des projets de loi et de règlements en matière de promotion de la jeunesse ;
- éducation formation permanente et promotion des jeunes non scolarisés et déscolarisés ;
- préparation des jeunes à l'autonomie individuelle ;
- organisation réglementation, tutelle, contrôle et évaluation des organisations et mouvements de jeunesse ;
- formation du personnel enseignant en éducation permanente ;
- développement de la coopération internationale en matière de jeunesse.

En matière d'Emploi des Jeunes

- définition et orientation de la politique nationale en matière d'Emploi des Jeunes ;
- élaboration des projets de loi et de règlements en matière d'Emploi des Jeunes ;
- élaboration, en relation avec les Ministères concernés, des stratégies et des programmes en faveur de l'Emploi des Jeunes ;
- contrôle et évaluation de la politique nationale en matière d'Emploi des Jeunes ;
- identification de mesures visant la création d'emplois en faveur des jeunes ;
- conception de l'employabilité et la facilitation de l'insertion professionnelle des jeunes.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Promotion de la Jeunesse ;
- Programme 3 : Emploi des Jeunes.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM) / ORGANISMES PRIVES ET ONG SUBVENTIONNEES	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	- Cabinet ; - IG ; DAFP ; DRH ; DPSD ; DAJC ; DCRP ; SI ; SQN ; CG ; - 33 Directions Régionales (DR) ; - 73 Directions Départementales (DD).	-		
Programme 2 : Promotion de la Jeunesse	DPJ ; DVARCJ ; DISE.	- Associations et Fédérations de Jeunesse ; - Conseil National des Jeunes (CNJCI)		- Promotion sante sexuelle et de la reproduction et renforcement des compétences des adolescents et des jeunes / DPJ ; - U-Report - Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (PPEJ) de la CONFEJES / DVARCJ
Programme 3 : Emploi des Jeunes	DAEJC	- Agence Nationale pour l'Insertion et l'Emploi des Jeunes (AEJ) ;	-Appui projets jeunes – AEJ ; -Mise en œuvre de la stratégie de relance de l'emploi ; -Projet d'insertion des jeunes dans l'agribusiness Enable Youth Côte d'Ivoire / Etude	- Fonds de l'amitié et de la coopération ivoiro-burkinabé pour l'insertion des jeunes (FACIBIJ) / AEJ
		- Bureau de Coordination des Programmes Emploi (BCP-Emploi)	-Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (PEJEDEC) / Phase 3 ;	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du secteur jeunesse.	RS 1 : La gouvernance du secteur jeunesse est améliorée	IP 1.1 : Nombre de documents de politique et textes juridiques élaborés et mis en œuvre	Dénombrement Source : Rapport Annuel de Performance
		IP 1.2 : Nombre de rapports de suivi-évaluation	Dénombrement Source : Rapport d'activité / IG / DPSD
		IP 1.3 : Nombre d'agents ayant bénéficié de sessions de renforcements de capacité	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DRH
		IP 1.4 : Taux d'exécution budgétaire	Montant exécuté / Dotation budgétaire Source : Rapport d'activité / DAFP
OG 2 : Assurer un meilleur encadrement de la jeunesse	RS 2 : L'environnement socio-éducatif des jeunes est amélioré	IP 2.1 : Nombre de fédérations de jeunesse affiliées au CNJCI	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DVARCJ
		IP 2.2 : Nombre de jeunes ayant bénéficié de sessions de renforcement de capacité	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DVARCJ
		IP 2.3 : Proportion de jeunes touchés par les campagnes pour le changement de comportement (CCC)	Nombre de jeunes touchés / Nombre de jeunes prévus Source : Rapport d'activité / DPJ
		IP 2.4 : Nombre d'ISE construites, réhabilitées et équipées	Dénombrement Source : PV de réception / DISE
OG 3 : Permettre aux jeunes d'avoir accès à un emploi productif et durable	RS 3 : Les jeunes ont accès à un emploi productif et durable	IP 3.1 : Proportion de jeunes ayant effectivement bénéficié de programmes d'insertion.	Nombre de bénéficiaires effectifs / Nombre de bénéficiaires prévus Source : Rapport d'activité / AEJ / BCP-E

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	12 036 612 341	12 326 375 305	12 697 598 057
1.1 Ressources Intérieures	12 036 612 341	12 326 375 305	12 697 598 057
1.1.1 Budget État	12 036 612 341	12 326 375 305	12 697 598 057
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	12 036 612 341	12 326 375 305	12 697 598 057
2.1 Personnel	3 815 393 404	3 936 852 146	4 050 639 280
2.1.1 Solde y compris EPN	3 815 393 404	3 936 852 146	4 050 639 280
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 936 873 189	1 996 608 262	2 130 389 569
2.3 Transferts	622 369 772	787 914 897	911 569 208
2.4 Investissement	5 661 975 976	5 605 000 000	5 605 000 000
Trésor	5 661 975 976	5 605 000 000	5 605 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III.PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse (Ministère et Structures sous tutelles)	Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés et pris	4	17	27	27	Cumul du nombre de textes pris de 2021 à l'année N Source : Textes signés et publiés
	Nombre d'accords et de conventions signés et exécutés	15	30	40	40	Cumul du nombre d'accords et de conventions signés et exécutés de 2021 à l'année N Source : Rapports d'activités / Conventions signées

Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul
			2021	2022	2023	
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion d'agents du Ministère ayant bénéficié d'une formation au niveau national	100%	33%	66%	100%	Nombre d'agents ayant bénéficié d'une formation au niveau national jusqu'à l'année N / Nombre d'agents à former sur les 03 années Source : Rapports de formation
	Proportion d'agents du Ministère ayant bénéficié d'une formation à l'étranger	100%	33%	66%	100%	Nombre de cadres ayant bénéficié d'une formation à l'étranger jusqu'à l'année N / Nombre de cadres à former sur les 03 années Source : Rapports de formation
	Taux d'exécution du Plan de Passation de Marché	70%	100%	100%	100%	Nombre de marchés exécutés à l'année N / Nombre de marchés prévus à l'année N Source : Rapports d'activité
	Taux d'exécution budgétaire	86,64%	100%	100%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés au budget de l'année N Source : Rapports d'activité
OS 3 : Améliorer l'image du Ministère	Nombre d'exemplaires du magazine d'informations du Ministère produits et distribués	0	4 000	6 000	8 000	Nombre d'exemplaires de bulletins d'informations produits et distribués jusqu'à l'année N (Cumul du nombre d'exemplaires de bulletins d'informations produits et distribués jusqu'à l'année N) Source : Rapport d'activité
	Taux de couverture des activités majeures du Ministère	80%	100%	100%	100%	Nombre d'activités majeures couvertes / Nombre d'activités majeures prévues Source : Rapports d'activités et communiqués de presse
OS 4 : Améliorer le dispositif de planification, programmation et de suivi-évaluation du Ministère	Nombre de missions d'inspections effectuées	3	3	6	9	Cumul du nombre de missions d'inspections effectuées de 2000 jusqu'à l'année N Source : Rapports de missions
	Nombre de rapports de suivi-évaluation produits	4	4	8	12	Nombre de rapports de suivi-évaluation produits jusqu'à l'année N (Cumul du nombre de rapports de suivi-évaluation produits de 2000 jusqu'à l'année N) Source : Rapports d'activité

III.1.2 Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		3 538 293 392	3 655 222 131	3 854 563 276
	Dépenses de personnel	1 841 201 230	1 984 960 272	2 075 260 423
	Dépenses en biens et services	1 640 116 186	1 670 261 859	1 779 302 853
	Transferts	0	0	0
	Investissements	56 975 976	0	0
	Trésor	56 975 976	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21127 Administration Générale	3 538 293 392	3 655 222 131	3 854 563 276
2112701 Coordination de la politique du secteur jeunesse	927 331 605	845 049 806	907 726 646
2 - Biens et services	870 355 629	845 049 806	907 726 646
21127010001 Coordonner les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Belier (Toumodi)	4 720 000	5 190 629	5 584 131
21127010002 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Issia	4 220 000	4 640 773	4 992 592
21127010003 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Iffou (Daoukro)	4 720 000	5 190 629	5 584 129
21127010004 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Niakaramadougou	4 220 000	4 640 774	4 992 592
21127010006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Toulepleu	4 220 000	4 640 774	4 992 590
21127010007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Grand-Lahou	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Dabakala	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Zoun Hounien	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bouaflé	4 720 000	5 190 628	5 584 130
21127010011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sakassou	4 220 000	4 640 773	4 992 591
21127010012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de JACQUEVILLE	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tengrela	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sinématiali	4 220 000	4 640 775	4 992 590
21127010015 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région des Lagunes (ABIDJAN)	4 000 000	4 398 837	4 732 314
21127010016 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Akoupé	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010017 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Worodougou (SEGUELA)	4 720 000	5 190 629	5 584 129
21127010018 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Moronou (Bongouanou)	4 720 000	5 190 628	5 584 130
21127010019 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bangolo	4 220 000	4 640 773	4 992 590
21127010020 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bocanda	4 220 000	4 640 774	4 992 591

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21127 Administration Générale	3 538 293 392	3 655 222 131	3 854 563 276
21127010021 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bettié	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010022 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de M'bahiakro	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010023 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région des Montagnes (MAN)	4 720 000	5 190 629	5 584 130
21127010024 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tiassalé	4 220 000	4 640 773	4 992 592
21127010025 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Alépé	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010026 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Yakassé Attobrou	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010027 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Grand-Bassam	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010028 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Djékanou	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010029 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Madinani	4 220 000	4 640 775	4 992 590
21127010030 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Facobly	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010031 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Goh (GAGNOA)	4 720 000	5 190 628	5 584 130
21127010032 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Gbôkle (Sassandra)	4 720 000	5 190 628	5 584 130
21127010033 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kouto	4 220 000	4 640 773	4 992 591
21127010034 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Arrah	4 220 000	4 640 775	4 992 590
21127010035 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Méagui	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010036 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Buyo	4 220 000	4 640 775	4 992 590
21127010037 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Tchogolo (Ferké)	4 720 000	5 190 628	5 584 130
21127010039 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Sud Comoé (ABOISSO)	4 720 000	5 190 629	5 584 130
21127010040 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kani	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010041 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sinfra	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010042 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Abidjan	3 500 000	3 848 984	4 140 775
21127010043 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tiebissou	4 220 000	4 640 774	4 992 591

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21127 Administration Générale	3 538 293 392	3 655 222 131	3 854 563 276
21127010044 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Folon (Minignan)	4 720 000	5 190 628	5 584 131
21127010045 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Ouangolo	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010046 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Dianra	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010047 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Bere (Mankono)	4 720 000	5 190 629	5 584 129
21127010048 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kouibly	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010049 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Botro	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010050 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de M'bengué	4 220 000	4 640 775	4 992 591
21127010051 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Ouaninou	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010052 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Danané	4 220 000	4 640 775	4 992 591
21127010053 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Vavoua	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010054 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bolequin	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010055 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kounahiri	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010056 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Haut-Sassandra (DALOA)	4 720 000	5 190 628	5 584 129
21127010057 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Biankouma	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010058 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kouassikouassikro	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010059 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Nawa (Soubré)	4 720 000	5 190 629	5 584 130
21127010060 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Adiaké	4 220 000	4 640 772	4 992 592
21127010061 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Prikro	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010062 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Poro (Korhogo)	4 720 000	5 190 629	5 584 131
21127010063 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de l'Indénié Djuablin (ABENGOUROU)	4 720 000	5 190 629	5 584 130
21127010064 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Boukani (Bouna)	4 720 000	5 190 629	5 584 130
21127010065 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de la Mé (Adzopé)	4 720 000	5 190 629	5 584 131

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21127 Administration Générale	3 538 293 392	3 655 222 131	3 854 563 276
21127010066 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Koun-Fao	4 220 000	4 640 774	4 992 592
21127010067 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Agnibilekro	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010068 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de l'Agnéby Tiassa (AGBOVILLE)	4 720 000	5 190 629	5 584 130
21127010069 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sandégué	4 220 000	4 640 774	4 992 592
21127010070 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Béoumi	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010071 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Koro	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010072 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Hambol Katiola	4 720 000	5 190 629	5 584 129
21127010073 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Fresco	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010074 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tiapoum	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010075 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Didiévi	4 220 000	4 640 774	4 992 592
21127010076 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région des Lacs (YAMO USSOUKRO)	4 720 000	5 190 629	5 584 131
21127010077 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tanda	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010078 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Nassian	4 220 000	4 640 773	4 992 591
21127010079 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Zuénoula	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010080 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région des Grands Ponts (DABOU)	4 720 000	5 190 628	5 584 131
21127010081 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Samatiguila	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010082 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du BAFING (TOUBA)	4 720 000	5 190 629	5 584 130
21127010083 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du N'Zi (Dimbokro)	4 720 000	5 190 628	5 584 129
21127010084 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kong	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010085 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Gbêké (Bouaké)	4 720 000	5 190 628	5 584 130
21127010086 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de San-Pedro (SAN PEDRO)	4 720 000	5 190 628	5 584 130
21127010088 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région de la Bagoué (Boundiali)	4 720 000	5 190 629	5 584 130

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21127 Administration Générale	3 538 293 392	3 655 222 131	3 854 563 276
21127010089 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Lôh-Djiboua (DIVO)	4 720 000	5 190 629	5 584 130
21127010090 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Zoukougbeu	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010091 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Lakota	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010092 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Guemon (Duekoué)	4 720 000	5 190 628	5 584 130
21127010093 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Cavally (Guiglo)	4 720 000	5 190 629	5 584 130
21127010094 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Guitry	4 220 000	4 640 775	4 992 590
21127010096 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Gueyo	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010098 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Gbéléban	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010099 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de M'batto	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010100 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Denguélé (Odiénné)	4 720 000	5 190 629	5 584 129
21127010101 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la région du Gontougou (BONDOUKOU)	4 720 000	5 190 630	5 584 130
21127010102 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de TABOU	4 220 000	4 640 773	4 992 590
21127010103 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sikensi	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010104 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Oumé	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010105 Accompagner le processus qualité et de normalisation au niveau des différents services du ministère	5 543 249	6 095 963	6 558 096
21127010106 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	160 000 000	175 953 469	189 292 501
21127010107 Apporter un appui juridique aux services du ministère	23 000 000	25 293 312	27 210 796
21127010108 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21127010109 Contrôler les services et structures sous-tutelle du ministère	26 000 000	28 592 440	30 760 031
21127010110 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	32 312 380	33 416 730	34 563 692
21127010112 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Taabo	4 220 000	4 640 774	4 992 591
21127010113 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tai	4 220 000	4 640 774	4 992 590
21127010115 Promouvoir le genre dans le ministère	10 000 000	10 997 093	11 830 781
21127010117 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan 1	3 500 000	3 848 984	4 140 774

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21127 Administration Générale	3 538 293 392	3 655 222 131	3 854 563 276
21127010118 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan 2	3 500 000	3 848 984	4 140 774
21127010119 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan 3	3 500 000	3 848 984	4 140 774
21127010120 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan 4	3 500 000	3 848 984	4 140 774
21127010121 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kaniasso	4 220 000	4 640 772	4 992 590
21127010125 Organiser des rencontres d'échanges avec les jeunes des régions de Côte d'Ivoire	150 000 000	54 985 460	59 153 907
4 Investissements	56 975 976	0	0
<i>Trésor</i>	56 975 976	0	0
21127010122 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	56 975 976	0	0
2112702 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	2 537 961 787	2 729 893 553	2 860 471 930
1 Personnel	1 841 201 230	1 984 960 272	2 075 260 423
21127020013 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire du Ministère	1 841 201 230	1 984 960 272	2 075 260 423
2 Biens et services	696 760 557	744 933 281	785 211 507
21127020001 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	158 628 282	158 628 282	158 628 282
21127020003 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21127020005 Prendre en charge les dépenses liées aux charges centralisées	366 515 416	403 060 370	433 616 371
21127020006 Actualiser le DPPD-PAP/CDMT	30 000 000	32 991 276	35 492 344
21127020011 Gérer les ressources financières du ministère	50 019 040	55 006 396	59 176 432
21127020015 Gérer la commande publique du ministère	13 597 819	14 953 646	16 087 281
21127020017 Gérer les ressources humaines du ministère	23 000 000	25 293 311	27 210 797
21127020020 Gérer les conférences et missions hors CI	30 000 000	30 000 000	30 000 000
2112703 Information et communication	33 000 000	36 290 404	39 041 578
2 Biens et services	33 000 000	36 290 404	39 041 578
21127030001 Organiser la communication des activités du ministère	23 000 000	25 293 312	27 210 798
21127030002 Réaliser le développement informatique et apporter un appui aux structures du ministère	10 000 000	10 997 092	11 830 780
2112704 Planification, programmation, suivi-évaluation et documentation	40 000 000	43 988 368	47 323 122
2 Biens et services	40 000 000	43 988 368	47 323 122
21127040001 Organiser la planification générale des activités du ministère	25 000 000	27 492 730	29 576 952
21127040002 Gérer la documentation du ministère	15 000 000	16 495 638	17 746 170

III.2. Programme 2 : Promotion de la jeunesse

III.2.1 Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Assurer un meilleur encadrement de la jeunesse	Nombre de fédérations de jeunesse affiliées au CNJCI et bénéficiaires des subventions	5	8	8	8	Dénombrement Source : Rapport d'activités / Base de données de la Direction de la Vie Associative et du Renforcement des Capacités des Jeunes (DVARCJ)
	Taux d'affiliation des associations de jeunesse aux 8 fédérations agréées par le Ministère	-	75%	80%	80%	Nombre d'associations de jeunesse affiliées aux 8 fédérations / Nombre d'associations de jeunesse agréées par le Ministère Source : Rapport d'activités / Base de données de la Direction de la Vie Associative et du Renforcement des Capacités des Jeunes (DVARCJ)
	Proportion de jeunes sensibilisés pour le changement de comportement	14,15%	23,53%	30,56%	39,69%	Nombre de jeunes sensibilisés pour le changement de comportement / Population de jeunes (16-35 ans) Source : Rapport d'activités / Base de données (Liste de présence des participants + vues sur les réseaux sociaux, U-report)

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : PROMOTION DE LA JEUNESSE		353 999 888	402 639 909	441 405 637
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	273 757 003	301 053 091	323 875 920
	Transferts	80 242 885	101 586 818	117 529 717
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22128 Promotion de la jeunesse	353 999 888	402 639 909	441 405 637
2212801 Promotion de l'environnement associatif et du cadre d'expression des jeunes	293 868 538	336 512 911	370 265 554
2 Biens et services	213 625 653	234 926 093	252 735 837
22128010001 Encadrer les associations et renforcer les capacités des jeunes	23 000 000	25 293 311	27 210 796
22128010002 Organiser les Centres de Vacances	23 743 335	26 110 764	28 090 220
22128010003 Apporter un appui au CNJCI	100 000 000	109 970 919	118 307 813
22128010004 Gérer la plateforme technologie U-report	30 000 000	32 991 275	35 492 344
22128010009 Organiser les journées statutaires de jeunesse	36 882 318	40 559 824	43 634 664
3 Transferts	80 242 885	101 586 818	117 529 717
22128010007 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès de la CONFEJES	8 000 000	10 127 933	11 717 397
22128010010 Apporter un appui aux fédérations et organisations de jeunesse	72 242 885	91 458 885	105 812 320
2212802 Amélioration de l'environnement socio-éducatif des jeunes	60 131 350	66 126 998	71 140 083
2 Biens et services	60 131 350	66 126 998	71 140 083
22128020001 Mettre en œuvre le programme de promotion de la santé sexuelle et de la reproduction	14 131 350	15 540 374	16 718 491
22128020003 Élaborer et mettre en œuvre les programmes spécifiques en matière de protection de la jeunesse	23 000 000	25 293 312	27 210 796
22128020004 Gérer les institutions socio-éducatives du ministère	23 000 000	25 293 312	27 210 796

III.3. Programme 3 : Emploi des Jeunes

III.3.1 Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la représentativité de l'AEJ sur toute l'étendue du territoire national	Taux de couverture nationale en agence régionale	45,5%	60%	75%	100%	Nombre de Régions et Districts ayant au moins une agence régionale / Nombre total de Régions et Districts Source : Rapport d'activités
	Taux de couverture nationale en guichets emplois	93,5%	100%	100%	100%	Nombre de communes ayant au moins un guichet emploi fonctionnel / Nombre total de communes Source : Rapport d'activités
OS 2 : Développer des programmes de formation et d'insertion socio-professionnelle des Jeunes	Taux d'insertion des bénéficiaires du programme Formation Complémentaire Qualifiante	80,5%	60%	60%	60%	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme FCQ de l'année N-1 insérés / Nombre de jeunes bénéficiaires du programme FCQ de l'année N-1, 06 mois après la formation Source : Rapport d'enquête
	Taux d'insertion des bénéficiaires du programme Apprentissage et Chantiers écoles de l'année	65,7%	70%	70%	70%	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme Apprentissage et Chantiers écoles de l'année N-1 insérés / Nombre de jeunes bénéficiaires du programme Apprentissage et Chantiers écoles de l'année N-1 Source : Rapport d'enquête

Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul
			2021	2022	2023	
OS 2 : Développer des programmes de formation et d'insertion socio-professionnelle des Jeunes	Taux d'insertion des bénéficiaires du programme Stage	80,5%	70%	70%	70%	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme Stage de l'année N-1 insérés / Nombre de jeunes bénéficiaires du programme Stage de l'année N-1 Source : Rapport d'activités
	Taux d'insertion des bénéficiaires des programmes Activités génératrices de Revenus (AGR)	71,6%	70%	70%	70%	Nombre de jeunes bénéficiaires des programmes Activités génératrices de Revenus (AGR) de l'année N-1 insérés / Nombre de jeunes des programmes Activités génératrices de Revenus (AGR) de l'année N-1 Source : Rapport d'activités
	Taux d'insertion des bénéficiaires des programmes Micros et Petites Entreprises (MPE)	64,3%	70%	70%	70%	Nombre de jeunes bénéficiaires des programmes Micros et Petites Entreprises (MPE) de l'année N-1 insérés / Nombre de jeunes programmes Micros et Petites Entreprises (MPE) de l'année N-1 Source : Rapport d'enquête
	Taux d'insertion des bénéficiaires du programme Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO)	77,6%	70%	70%	70%	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) de l'année N-1 insérés / Nombre de jeunes bénéficiaires du programme Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) de l'année N-1 Source : Rapport d'enquête

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : EMPLOI DES JEUNES		8 144 319 061	8 268 513 265	8 401 629 144
	Dépenses de personnel	1 974 192 174	1 951 891 874	1 975 378 857
	Dépenses en biens et services	23 000 000	25 293 312	27 210 796
	Transferts	542 126 887	686 328 079	794 039 491
	Investissements	5 605 000 000	5 605 000 000	5 605 000 000
	Trésor	5 605 000 000	5 605 000 000	5 605 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22129 Emploi des jeunes	8 144 319 061	8 268 513 265	8 401 629 144
2212901 Amélioration de la gouvernance du secteur de l'emploi jeune	5 442 126 887	5 559 728 920	5 647 572 029
3 Transferts	442 126 887	559 728 920	647 572 029
22129010006 Effectuer le transfert de l'Agence Emploi Jeune	306 000 000	387 393 426	448 190 433
22129010007 Effectuer le règlement des allocations chômage	136 126 887	172 335 494	199 381 596
4 Investissements	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
Trésor	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
22129010009 Apporter un Appui aux projets Jeunes	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
2212902 Emploi et insertion socio-professionnels des jeunes	2 702 192 174	2 708 784 345	2 754 057 115
1 Personnel	1 974 192 174	1 951 891 874	1 975 378 857
22129020011 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'AEJ	1 974 192 174	1 951 891 874	1 975 378 857
2 Biens et services	23 000 000	25 293 312	27 210 796
22129020009 Définir et veiller à la mise en œuvre de politique générale et de stratégie de promotion de l'emploi des jeunes	23 000 000	25 293 312	27 210 796
3 Transferts	100 000 000	126 599 159	146 467 462
22129020010 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire dans le cadre du FACIBIJ (TAC CI-BF)	100 000 000	126 599 159	146 467 462
4 Investissements	605 000 000	605 000 000	605 000 000
Trésor	605 000 000	605 000 000	605 000 000
22129020004 Réaliser le plan de vulgarisation de la Stratégie Nationale d'Insertion et d'Emploi des Jeunes	105 000 000	105 000 000	105 000 000
22129020005 Mettre en œuvre le programme Enable Youth-CI	40 000 000	40 000 000	40 000 000
22129020006 Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	460 000 000	460 000 000	460 000 000

SECTION 358 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME

SECTION 358 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière de gouvernance :

- la faible capacité des agents et des structures du ministère ;
- le non-respect de la réglementation en vigueur dans les marchés publics ;
- l'insuffisance de communication interne et externe au sein du ministère ;
- l'insuffisance du cadre législatif et réglementaire en matière de construction, d'habitat, de foncier et d'urbanisme.

En matière du Foncier et de l'Urbanisme :

- l'absence d'une politique publique urbaine ;
- l'insuffisance des équipements dans les quartiers ;
- la prolifération des lotissements irréguliers ;
- la prolifération des quartiers spontanés et précaires ;
- le non-respect des règles d'urbanisme ;
- l'insuffisance de règlement particulier d'urbanisme ;
- la dégradation de l'ancien noyau des villes ;
- l'insuffisance de système d'adressage dans les villes ;
- la récurrence des litiges et conflits fonciers ;
- les lourdeurs administratives dans le traitement des actes du foncier ;

En matière de Construction, maintenance et architecture :

- la dégradation des bâtiments administratifs ;
- le non-respect des règles de construction ;
- l'existence de nombreuses constructions sans permis de construire ;
- l'insuffisance de bâtiments administratifs pour abriter les services de l'Etat ;
- l'insuffisance des ressources pour le paiement et l'apurement des baux administratifs ;
- l'insuffisance d'une situation exhaustive du patrimoine immobilier de l'Etat en Côte d'Ivoire et à l'étranger ;
- l'insuffisance d'évaluation de l'ensemble du patrimoine immobilier de l'Etat déjà identifié ;
- l'insuffisance de la sécurisation du patrimoine immobilier de l'Etat déjà répertorié ;
- l'insuffisance d'harmonie dans l'architecture des villes ;
- le non-respect de la réglementation en matière de construction.

En matière de Logement et de cadre de vie

- le déficit de logements ;
- l'insuffisance de financement du secteur du logement ;
- la difficulté d'accès aux matériaux de construction ;
- l'insuffisance de suivi et de contrôle des programmes immobiliers ;
- la faible mobilisation du foncier pour les logements sociaux ;
- l'insuffisance de main d'œuvre qualifiée ;
- l'insuffisance de capacités technique et financière des promoteurs locaux ;
- le coût élevé du loyer ;
- l'insuffisance des textes réglementaires de la copropriété ;
- l'absence de plans types pour les logements sociaux.

I.1.2. Réponses apportées

En matière de Foncier et d'Urbanisme :

- le renforcement du cadre législatif et réglementaire en matière de Foncier et d'Urbanisme ;
- l'élaboration des outils de planification urbaine ;
- la mise en œuvre de la stratégie de simplification et de transformation digitale ;
- la mise en œuvre d'un identifiant unique des parcelles et d'un référentiel géodésique unique ;
- la constitution des réserves foncières pour les grands projets de l'État ;
- l'aménagement des parcelles ;
- le redressement des lotissements irréguliers dans le district d'Abidjan et la régularisation des lotissements irréguliers dans les villes de l'intérieur ;
- la restructuration et la rénovation des quartiers précaires ;
- l'adressage des villes de Côte d'Ivoire,
- le renforcement du cadre réglementaire du secteur de la construction ;
- la construction, la réhabilitation et la maintenance des bâtiments publics ;
- la création d'une plateforme collaborative pour le contrôle administratif des constructions dans le périmètre urbain ;
- l'instruction en ligne du permis de construire ;
- le recensement et la sécurisation du patrimoine immobilier de l'État.

En matière de Logement et Cadre de Vie :

- le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'habitat ;
- la constitution des réserves foncières pour le logement ;
- l'accélération de la production de logements sociaux.

I.1.3. Défis et priorités

En matière de Gouvernance :

- le renforcement des capacités des agents et des structures (en personnel technique et en matériel) du ministère ;
- le respect de la réglementation en vigueur dans les marchés publics ;
- le renforcement de la communication interne et externe du ministère ;
- le renforcement du cadre législatif et réglementaire en matière de construction, d'habitat, de foncier et d'urbanisme.

En matière de Foncier et d'Urbanisme :

- l'amélioration du niveau de l'urbanisation ;
- l'aménagement et la viabilisation des parcelles ;
- la poursuite de l'adressage des villes ;
- l'assainissement du secteur du foncier urbain afin de mettre à la disposition des populations des terrains sécurisés ;
- la réduction du délai d'obtention des actes ;
- l'identification et l'élaboration de nouveaux outils de planification urbaine ;
- la mise en place d'un système de gestion intégrée du foncier ;
- la rénovation des anciens noyaux urbains ;
- la simplification et l'informatisation des procédures de traitement des actes du foncier urbain tant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays ;
- la mise en place d'une brigade moderne de surveillance urbaine.

En matière de Construction, maintenance et architecture :

- la construction des bâtiments administratifs ;
- le logement décent des services de l'Etat tout en réduisant les charges ;
- l'accroissement des ressources budgétaires pour le paiement et l'apurement des baux administratifs ;
- l'identification et l'évaluation de tout le patrimoine immobilier de l'Etat ;
- la sécurisation du patrimoine immobilier de l'Etat ;
- la réhabilitation et la maintenance des bâtiments administratifs ;
- la promotion du civisme pour la bonne utilisation des bâtiments administratifs ;
- la maîtrise d'ouvrage délégué des projets de construction de l'Etat ;
- l'harmonisation des architectures des villes ;
- le contrôle administratif des constructions dans le périmètre urbain ;
- la réduction du délai de délivrance du permis de construire ;
- le respect de la réglementation en matière de construction.

En matière de Logement et de Cadre de Vie :

- la promotion de l'aménagement foncier pour la production de logement ;
- la promotion des constructions en hauteur ;
- la facilitation d'accès au logement tant en milieu urbain que rural ;
- la diversification de l'offre de logements (location simple, location- vente, et vente directe) ;
- la réglementation efficiente de la copropriété ;
- la vulgarisation des règles de copropriétés ;
- la promotion de la production locale des matériaux en matière de construction immobilière ;
- la promotion de l'utilisation des techniques rapides et modernes de construction ;
- le renforcement du processus de suivi et de contrôle des programmes immobiliers ;
- la mobilisation d'un financement suffisant et durable ;
- le renforcement des capacités des acteurs du logement (les transferts de technologies, l'augmentation de la main d'œuvre qualifiée...).

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la communication interne et externe du ministère ;
- le développement des outils de planification et des activités statistiques du ministère;
- la sécurisation de l'infrastructure technologique du ministère;
- la production de terrains accessibles à tous ;
- l'amélioration du fonctionnement de l'administration publique en matière de traitement des demandes d'actes ;
- l'élaboration des outils de planification urbaine ;
- le développement d'une politique de rénovation urbaine ;
- la reconstruction, la réhabilitation et la maintenance des bâtiments publics ;
- le recensement et la sécurisation du patrimoine immobilier de l'État ;
- la production de logements sociaux ;
- l'application des nouvelles règles de copropriété.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée ;
- le domaine du foncier et de l'urbanisme est assaini ;
- la politique en matière de construction et de maintenance est renforcée.
- la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie est appliquée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Construction, de Logement et d'Urbanisme. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Construction :

- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application des politiques, de la législation et de la réglementation en matière de construction ;
- gestion et maintenance du patrimoine immobilier de l'Etat ;
- gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères, de l'Economie et des Finances, et du Budget ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière de construction ;
- prise en compte des personnes à mobilité réduite dans les normes de construction immobilière ;
- reconstruction et réhabilitation des bâtiments publics détruits ou endommagés ;
- élaboration et mise en œuvre de la promotion de la qualité architecturale ;
- maîtrise d'ouvrage déléguée pour le compte de l'Etat ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de la construction et de l'architecture, en liaison avec le Ministre chargé de l'Artisanat et des PME ;
- instruction et délivrance du permis de construire.

En matière de Logement

- définition de la stratégie de l'Etat en matière de logement et d'habitat ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique nationale de la copropriété dans le cadre de la gestion des cités ;
- promotion de l'aménagement foncier ;

- promotion de l'accèsion à la propriété immobilière ;
- élaboration et mise en place d'un cadre institutionnel, réglementaire et financier permettant l'émergence d'un véritable marché du logement ;
- facilitation de l'accèsion au logement en milieu urbain et en milieu rural ;
- encadrement des promoteurs immobiliers ;
- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application des politiques et de la législation en matière d'habitat ;
- promotion de l'utilisation des matériaux locaux dans la construction immobilière ;
- définition et mise en œuvre des programmes de relogement de populations déguerpies et appui technique à la réinstallation de populations déplacées, en liaison avec les autres départements ministériels intéressés ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'habitat.

En matière d'Urbanisme

- élaboration et contrôle de la mise en œuvre des politiques, de la législation et de la réglementation en matière d'urbanisme, domaniale et foncière urbaine ;
- gestion du domaine urbain ;
- gestion technique du foncier urbain ;
- participation à la gestion des terrains industriels, touristiques et artisanaux respectivement, en liaison avec les Ministres chargés de l'Industrie, du Tourisme et de l'Artisanat ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique d'adressage ;
- élaboration, approbation et promotion des outils de planification urbaine, notamment des schémas directeurs d'urbanisme, en liaison avec le Ministre de la Ville ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière d'urbanisme, notamment en matière foncière, de rénovation et de restructuration des quartiers urbains ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'urbanisme et du foncier ;
- modernisation de la gestion foncière des communautés villageoises ;
- promotion de l'accèsion à la propriété foncière ;
- purge des droits coutumiers ;
- constitution et gestion des réserves foncières pour le compte de l'Etat ;
- participation à la gestion du domaine public, en liaison avec les autres départements ministériels concernés.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Foncier et Urbanisme ;
- Programme 3 : Construction et Maintenance ;
- Programme 4 : Logement et Cadre de Vie.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DAF, DAJC, DPES, SCPA, SCPCI, CPMP, DMISSA, SDA, SGP, Antennes, Secteurs, DD, DR.		- Projet de Simplification et de la Transformation Digitale du MCLU ; - Réhabilitation et équipement des structures déconcentrées du MCLU.	
Programme 2 : Foncier et Urbanisme	DGUF, DU, DDU, DTC, GUF, DAGERU, SETAM, SEREFGPE.	AGEF	- Redressement des lotissements irréguliers dans le District d'Abidjan ; - Délimitation des territoires villageois du District d'Abidjan ; - Constitution des réserves foncières – AGEF ; - Purges/indemnités d'éviction ; - Déconcentration du Guichet Unique du Foncier ; - Elaboration des plans d'urbanisme directeurs des chefs-lieux de région et de département ; - Elaboration d'une politique publique urbaine ; - Elaboration des plans d'urbanisme de détails des schémas directeurs d'urbanisme et des plans d'urbanisme directeurs.	- Mise en place et exploitation d'un guichet unique virtuel d'octroi du permis de construire via un système d'information géographique (PPP). - Projet d'identification unique des parcelles. - Projet d'aménagement des quartiers restructurés d'Abidjan (PAQRA). - Adressage du district d'Abidjan et des villes de Bondoukou, Bouake, Daloa, Korhogo, Odienné, San-Pedro, Abengourou, Man, Yamoussoukro ; Production de terrains aménagés (SETAM).
Programme 3 : Construction et Maintenance	DGCMA, DEMA, DCM, SBICU, GUPC.	SOGEPIE, SONITRA.	- Réhabilitation du bâtiment EECI EX-Direction Régionale du centre ; - Réhabilitation de l'immeuble Industrie à Abidjan - Plateau ; - Sécurisation du patrimoine immobilier de l'Etat dans le District d'Abidjan ; - Réhabilitation bâtiment SOGEPIE 2ème phase ; - Réhabilitation des Tour A et B ; - Réhabilitation de la CITAD (Tours C, D, E) ; - Sécurisation de la Cité administrative ; - Construction de la tour F.	- Réhabilitation et -exploitation de l'immeuble BICICI (PPP) ; - Réhabilitation de l'immeuble la Pyramide (PPP) ; - Construction et exploitation du complexe « Place de la Nation » (PPP) ; - Construction et exploitation d'un hôtel cinq étoiles sur le site de l'AIP (PPP) ; - Construction de la Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan ; - Réhabilitation de la cité financière ; - Réhabilitation et aménagement du forum de la cité administrative ; - Réhabilitation de l'Immeuble Symphonie ; - Construction du Palais des Hôtes ; - Réalisation d'un hôtel Ritz Carlton sur le site de l'actuel BNETD.
Programme 4 : Logement et Cadre de Vie	DGLCV, DLAF, DC, DGPI.	SICOGI, CDMH, FSH.	Réalisation des VRD primaires pour la production de 60 000 logements sociaux et économiques.	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du ministère	RS 1 .1 : la gouvernance du ministère est améliorée	IP 1.1.1 : Taux de réalisation des activités du ministère	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues Source : Rapport d'activités Cabinet
		IP 1.1.2 : Nombre de structures déconcentrées réhabilitées ou équipées	Dénombrement Source : Rapports d'activités DRH / DPS
OG 2 : Assainir le domaine du foncier et de l'urbanisme	RS 2 .1 : le domaine du foncier et de l'urbanisme est assaini	IP 2.1 .1 : Proportion de projets de lotissements approuvés	Nombre de lotissements approuvés / Nombre de lotissements soumis Source : Rapport d'activités DGUF
		IP 2.1.2 : Nombre de Plans et schémas directeurs actualisés	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGUF
OG 3 : Renforcer et promouvoir la politique en matière de construction et de maintenance	RS 3.1 : la politique en matière de construction et de maintenance est renforcée	IP 3.1.1 : Nombre de bâtiments construits, réhabilités et entretenus	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGCAM
		IP 3.1.2 : Nombre de constructions suivies et évaluées	
		IP 3.1.3: Proportion de constructions disposant de permis de construire	Nombre de nouvelles constructions avec permis de construire. / Nombre de nouvelles constructions Source : Rapport d'activités GUPC
OG 4 : Faire appliquer la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie	RS 4.1 : la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie est appliquée	IP 4.1.1 : Proportion de la population vivant dans un logement décent	Enquête sur le niveau de vie des populations Source Rapport d'activités DGCAM/INS

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	43 815 958 522	38 915 006 782	39 800 274 903
1.1 Ressources Intérieures	43 815 958 522	38 915 006 782	39 800 274 903
1.1.1 Budget Etat	43 815 958 522	38 915 006 782	39 800 274 903
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	43 815 958 522	38 915 006 782	39 800 274 903
2.1 Personnel	3 565 524 506	3 734 821 914	3 881 197 558
2.1.1 Solde y compris EPN	3 565 524 506	3 734 821 914	3 881 197 558
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	8 415 880 188	8 715 340 103	9 234 210 444
2.3 Transferts et subventions	16 165 396 964	15 446 788 312	16 139 775 263
2.4 Investissement	15 669 156 864	11 018 056 453	10 545 091 638
Trésor	15 669 156 864	11 018 056 453	10 545 091 638
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4. : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la performance des structures	Taux de couverture des besoins en personnel qualifié des services du ministère	55%	70%	80%	90%	(Nombre de postes pourvus / Nombre de postes à pourvoir) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de satisfaction du personnel du ministère	42%	55%	60%	65%	Enquête de satisfaction Source : Rapport d'activités DPES
OS2 : Mettre en œuvre une politique de gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux de satisfaction des responsables de structures	49%	55%	60%	65%	Enquête de satisfaction Source : Rapport d'enquête DPES

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5. : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		8 802 086 976	9 187 727 390	9 599 569 260
	Dépenses de personnel	2 877 233 120	3 055 654 212	3 192 974 230
	Dépenses en biens et services	5 284 950 665	5 492 169 987	5 766 691 839
	Transferts	88 827 743	88 827 743	88 827 743
	Investissements	551 075 448	551 075 448	551 075 448
	<i>Trésor</i>	551 075 448	551 075 448	551 075 448
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21050 Administration Générale	8 802 086 976	9 187 727 390	9 599 569 260
2105001 Coordination et animation	873 955 938	961 097 342	1 033 958 122
2 - Biens et services	873 955 938	961 097 342	1 033 958 122
21050010001 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR MANKONO)	5 000 000	5 498 547	5 915 390
21050010002 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD JACQUEVILLE)	4 800 000	5 278 602	5 678 775
21050010003 Coordonner les activités du MCLU au niveau Régional (DR KORHOGO)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21050010004 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BLOLEQUIN)	4 800 000	5 278 604	5 678 774
21050010005 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR GAGNOA)	5 000 000	5 498 545	5 915 392
21050010006 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau de SONGON	4 800 000	5 278 605	5 678 774
21050010007 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ABIDJAN LAGUNES)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21050010008 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ODIENNE)	5 000 000	5 498 547	5 915 392
21050010009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KANI)	4 800 000	5 278 605	5 678 774
21050010010 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR AGBOVILLE)	5 000 000	5 498 544	5 915 391
21050010011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD VAVOUA)	4 800 000	5 278 603	5 678 774
21050010012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TIEBISSOU)	4 800 000	5 278 605	5 678 774
21050010013 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BONGOUANOU)	5 000 000	5 498 548	5 915 390
21050010014 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SINEMATIALI)	4 800 000	5 278 604	5 678 773
21050010015 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR GUIGLO)	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21050010016 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BUYO)	4 800 000	5 278 604	5 678 774
21050010017 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR ANYAMA)	2 924 133	3 215 695	3 459 479
21050010018 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BOTRO)	4 800 000	5 278 604	5 678 775
21050010019 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Construction, de Logement et d'Urbanisme	152 329 166	167 517 783	180 217 304
21050010020 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD M'BATTO)	4 800 000	5 278 605	5 678 777
21050010021 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD PRIKRO)	4 800 000	5 278 605	5 678 774
21050010022 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD M'BENGUE)	4 800 000	5 278 604	5 678 775
21050010023 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR FERKESSEDOUGOU)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21050010024 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SEGUELON)	4 800 000	5 278 604	5 678 774
21050010025 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUN-FAO)	4 800 000	5 278 606	5 678 774
21050010026 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ADZOPE)	5 000 000	5 498 547	5 915 390
21050010027 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DANANE)	4 800 000	5 278 604	5 678 776

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21050 Administration Générale	8 802 086 976	9 187 727 390	9 599 569 260
21050010028 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR BONON)	2 950 656	3 244 863	3 490 857
21050010029 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TABOU)	4 800 000	5 278 602	5 678 775
21050010030 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD OUME)	4 800 000	5 278 604	5 678 774
21050010031 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD NIAKARAMADOUGOU)	4 800 000	5 278 604	5 678 774
21050010032 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD AGNIBILEKRO)	4 800 000	5 278 603	5 678 774
21050010033 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DIKODOUGOU)	4 800 000	5 278 605	5 678 775
21050010034 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR OUANGOLODOUGOU)	4 800 000	5 278 602	5 678 776
21050010035 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BOUAKE)	5 000 000	5 498 545	5 915 390
21050010036 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BIANKOUA)	4 800 000	5 278 606	5 678 774
21050010037 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BOUNA)	5 000 000	5 498 545	5 915 390
21050010038 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUTO)	4 800 000	5 278 606	5 678 773
21050010039 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD NASSIAN)	4 800 000	5 278 603	5 678 775
21050010040 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BONDOUKOU)	5 000 000	5 498 547	5 915 391
21050010041 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	32 000 010	35 190 704	37 858 511
21050010042 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TAABO)	4 800 000	5 278 604	5 678 776
21050010043 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR YAMOOUSSOUKRO)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21050010044 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DIDIEVI)	4 800 000	5 278 604	5 678 775
21050010045 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ARRAH)	4 800 000	5 278 605	5 678 774
21050010046 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré	4 800 000	5 278 604	5 678 776
21050010047 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ZUENOULA)	4 800 000	5 278 605	5 678 773
21050010048 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DABAKALA)	4 800 000	5 278 604	5 678 776
21050010049 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KONG)	4 800 000	5 278 605	5 678 776
21050010050 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR MAN)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21050010051 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DJEKANOU)	4 800 000	5 278 605	5 678 775
21050010052 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR FACOBLY)	4 800 000	5 278 602	5 678 777
21050010053 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	42 548 424	46 790 892	50 338 108
21050010054 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SIPILOU)	4 800 000	5 278 604	5 678 775
21050010055 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TEHINI)	4 800 000	5 278 605	5 678 775
21050010056 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUNAHIRI)	4 800 000	5 278 603	5 678 774
21050010057 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR AZAGUIE)	4 421 726	4 862 613	5 231 247

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21050 Administration Générale	8 802 086 976	9 187 727 390	9 599 569 260
21050010058 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR KATIOLA)	5 000 000	5 498 545	5 915 390
21050010059 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SAKASSOU)	4 800 000	5 278 604	5 678 775
21050010060 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ISSIA)	4 800 000	5 278 605	5 678 776
21050010061 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TOULEPLEU)	4 800 000	5 278 602	5 678 776
21050010062 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR SAN PEDRO)	5 000 000	5 498 548	5 915 391
21050010063 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BOUNDIALI)	5 000 000	5 498 547	5 915 388
21050010064 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TANDA)	4 800 000	5 278 606	5 678 773
21050010065 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR BOUAFLE)	5 000 000	5 498 547	5 915 390
21050010066 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR MINIGNAN)	5 000 000	5 498 547	5 915 390
21050010067 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR BINGERVILLE)	3 219 133	3 540 110	3 808 486
21050010068 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ASSINIE)	4 800 000	5 278 604	5 678 774
21050010069 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR SASSANDRA)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21050010070 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD M'BAHIAKRO)	4 800 000	5 278 603	5 678 774
21050010071 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SANDEGUE)	4 800 000	5 278 605	5 678 774
21050010072 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR NIABLE)	4 421 726	4 862 613	5 231 248
21050010073 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD LAKOTA)	4 800 000	5 278 603	5 678 774
21050010074 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KANIASSO)	4 800 000	5 278 605	5 678 775
21050010075 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KORO)	4 800 000	5 278 604	5 678 774
21050010076 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUIBLY)	4 800 000	5 278 606	5 678 774
21050010077 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ALEPE)	4 800 000	5 278 603	5 678 775
21050010078 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DOROPO)	4 800 000	5 278 604	5 678 775
21050010079 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ABENGOUROU)	5 000 000	5 498 547	5 915 390
21050010080 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR BROFODOUME)	4 421 726	4 862 612	5 231 247
21050010081 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD FRESCO)	4 800 000	5 278 605	5 678 775
21050010082 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DALOA)	5 000 000	5 498 547	5 915 391
21050010083 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (SECTEUR BONOUA)	4 471 456	4 917 300	5 290 082
21050010084 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BANGOLO)	4 800 000	5 278 604	5 678 776
21050010085 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GRAND LAHOU)	4 800 000	5 278 604	5 678 775
21050010086 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ADIAKE)	4 800 000	5 278 603	5 678 776
21050010087 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD AKOUBE)	4 800 000	5 278 602	5 678 777

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21050 Administration Générale	8 802 086 976	9 187 727 390	9 599 569 260
21050010088 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BEOUMI)	4 800 000	5 278 604	5 678 774
21050010089 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD MADINANI)	4 800 000	5 278 604	5 678 774
21050010090 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR ABOISSO)	5 000 000	5 498 547	5 915 387
21050010091 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TRANSUA)	4 800 000	5 278 605	5 678 775
21050010092 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD DIANRA)	4 800 000	5 278 604	5 678 773
21050010093 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental(DD TIASSALE)	4 800 000	5 278 604	5 678 774
21050010094 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TENGRELA)	4 800 000	5 278 606	5 678 773
21050010095 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ATTIEGOUAKRO)	4 800 000	5 278 605	5 678 775
21050010096 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BOCANDA)	4 800 000	5 278 605	5 678 776
21050010097 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DUEKOUÉ)	5 000 000	5 498 546	5 915 388
21050010098 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SIKENSI)	4 800 000	5 278 604	5 678 775
21050010099 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GRAND BASSAM)	4 800 000	5 278 606	5 678 774
21050010100 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR SOUBRE)	5 000 000	5 498 544	5 915 391
21050010101 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SINFRA)	4 800 000	5 278 605	5 678 775
21050010102 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ZOUAN-HOUNIEN)	4 800 000	5 278 604	5 678 773
21050010103 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD ZOUKOUGBEU)	4 800 000	5 278 605	5 678 775
21050010104 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD BETIE)	4 800 000	5 278 603	5 678 777
21050010105 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DIMBOKRO)	5 000 000	5 498 546	5 915 390
21050010106 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR TOUMODI)	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21050010107 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD KOUASSI-KOUASSIKRO)	4 800 000	5 278 605	5 678 775
21050010108 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR SEGUELA)	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21050010109 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental	4 800 000	5 278 604	5 678 775
21050010110 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD SAMATIGUILA)	4 800 000	5 278 605	5 678 775
21050010112 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD YAKASSE-ATTOBROU)	4 800 000	5 278 604	5 678 776
21050010113 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DABOU)	5 000 000	5 498 545	5 915 390
21050010114 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD MEAGUI)	4 800 000	5 278 603	5 678 775
21050010115 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DIVO)	5 000 000	5 498 545	5 915 390
21050010116 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD TIAPOUM)	4 800 000	5 278 604	5 678 774
21050010117 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR DAOUKRO)	5 000 000	5 498 548	5 915 389
21050010118 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GUEYO)	4 800 000	5 278 605	5 678 775

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21050 Administration Générale	8 802 086 976	9 187 727 390	9 599 569 260
21050010119 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR TOUBA)	5 000 000	5 498 545	5 915 391
21050010120 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD OUANINOU)	4 800 000	5 278 604	5 678 776
21050010121 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD GUITRY)	4 800 000	5 278 603	5 678 775
21050010122 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ATTECOUBE)	2 906 993	3 196 844	3 439 200
21050010123 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE WILLIAMSVILLE)	2 938 946	3 231 983	3 477 003
21050010124 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE COCODY SUD)	2 938 566	3 231 566	3 476 553
21050010125 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE COCODY NORD)	2 900 926	3 190 172	3 432 022
21050010126 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE KOUMASSI)	2 938 946	3 231 983	3 477 003
21050010127 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE TREICHVILLE-PLATEAU)	2 938 946	3 231 983	3 477 003
21050010128 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE MARCORY)	2 900 926	3 190 172	3 432 022
21050010129 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE YOPOUGON OUEST)	2 938 946	3 231 983	3 477 003
21050010130 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ABOBO 2)	2 942 368	3 235 746	3 481 052
21050010131 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ADJAME)	2 934 079	3 226 632	3 471 246
21050010132 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE ABOBO 1)	2 938 946	3 231 983	3 477 003
21050010133 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE PORT BOUET-VRIDI)	2 938 946	3 231 983	3 477 003
21050010134 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (ANTENNE YOPOUGON EST)	2 942 368	3 235 746	3 481 052
21050010136 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21050010141 Investiguer et contrôler les constructions nouvelles	14 097 880	15 503 567	16 678 894
21050010142 Contrôler et produire les actes administratifs	7 000 000	7 697 964	8 281 546
21050010144 Archiver les documents du MCLU	8 782 633	9 658 341	10 390 540
21050010145 Gérer le patrimoine et mettre en œuvre la comptabilité de matière du MCLU	13 667 367	15 030 129	16 169 562
2105002 Planification, programmation et suivi-évaluation	43 907 643	48 285 638	51 946 173
2 Biens et services	43 907 643	48 285 638	51 946 173
21050020001 Planifier, programmer, suivre, évaluer les projets et produire les statistiques du MCLU	43 907 643	48 285 638	51 946 173
2105003 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	7 463 026 041	7 730 177 171	8 042 947 639
1 Personnel	2 877 233 120	3 055 654 212	3 192 974 230
21050030008 Prendre en charge les salaires du personnel	2 760 922 120	2 976 491 995	3 111 899 075
21050030017 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats	116 311 000	79 162 217	81 075 155

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21050 Administration Générale	8 802 086 976	9 187 727 390	9 599 569 260
2 Biens et services	4 096 601 618	4 185 331 656	4 360 782 106
21050030002 Élaborer, suivre et évaluer le DPPD-PAP/CDMT	48 000 000	52 786 041	56 787 751
21050030003 Gérer les ressources humaines du MCLU	24 240 935	26 657 979	28 678 920
21050030004 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire (MCU)	13 950 000	13 950 000	13 950 000
21050030005 Prendre en charge les dépenses communes du MCLU	765 346 476	819 664 365	881 803 112
21050030006 Gérer la commande Publique du MCLU	23 330 660	25 656 942	27 601 993
21050030007 Gérer les ressources financières du MCLU	136 466 471	150 073 434	161 450 496
21050030009 Prendre en charge les missions hors Cote d'Ivoire (Logement)	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21050030010 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone du MCLU	2 647 249 246	2 737 725 065	2 831 692 004
21050030011 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire (Logement)	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21050030012 Prendre en charge les missions hors Cote d'Ivoire (MCU)	75 000 000	75 000 000	75 000 000
21050030015 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD du MCLU (MCLU)	222 024 788	142 824 788	142 824 788
21050030016 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD du MCLU (Logement)	85 993 042	85 993 042	85 993 042
3 Transferts	88 827 743	88 827 743	88 827 743
21050030013 Exécuter la convention BNETD (MCLU)	66 719 598	66 719 598	66 719 598
21050030014 Exécuter la convention BNETD (Logement)	22 108 145	22 108 145	22 108 145
4 Investissements	400 363 560	400 363 560	400 363 560
Trésor	400 363 560	400 363 560	400 363 560
21050030001 Réhabilitation et Equipement Structures Déconcentrées du MCU	400 363 560	400 363 560	400 363 560
2105004 Information et communication	421 197 354	448 167 239	470 717 326
2 Biens et services	270 485 466	297 455 351	320 005 438
21050040001 Entretien des installations informatiques	23 854 600	38 085 739	40 973 018
21050040002 Mettre en œuvre l'informatisation des services	30 217 000	38 178 603	41 072 922
21050040004 Organiser la communication des activités du MCLU	201 135 911	221 191 009	237 959 498
21050040007 Moderniser, informatiser et sécuriser les actes administratifs	15 277 955	0	0
4 Investissements	150 711 888	150 711 888	150 711 888
Trésor	150 711 888	150 711 888	150 711 888
21050040003 Projet de Simplification et de transformation digitale du MCLU	150 711 888	150 711 888	150 711 888

III.2. Programme 2 : Foncier et Urbanisme

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Foncier et Urbanisme						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Moderniser les villes ivoiriennes	Taux de redressement des lotissements irréguliers	49,8%	73,68%	84,83%	95,98%	(Nombre de lotissements redressés / nombre de lotissements prévus) x100 Source : Rapport d'activités DTC
	Taux de réalisation ou d'actualisation des Schémas et Plans d'Urbanisme Directeurs	29,2%	43,4%	66,98%	100%	(Nombre de Schémas et Plans d'Urbanisme Directeurs réalisés ou actualisés / Nombre de Schémas et Plans d'Urbanisme Directeurs prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DU
	Taux de réalisation des Plans d'Urbanisme de détails du Schéma Directeur du Grand Abidjan	0%	50%	100%	100%	(Nombre de Plans d'Urbanisme de détails réalisés / Nombre de Plans d'Urbanisme de détails prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DU
OS 2 : Faciliter l'accès à la propriété foncière	Nombre d'ACD délivrés (Guichet Central)	33 872	63 872	73 872	83 872	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGUF
	Nombre d'ACD délivrés (Guichets déconcentrés)	36 235	61 235	71 235	81 235	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGUF
	Superficie des réserves constituées en ha (SEREFGE)	105	133	162	213	Dénombrement Source : Rapports d'activités DGUF/SEREFGE
	Superficie des réserves constituées en ha (AGEF)	128	152	196,6	228	Dénombrement Source : Rapports d'activités / DGUF/AGEF

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépenses

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : FONCIER ET URBANISME		1 384 176 740	1 130 893 582	1 156 409 402
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	306 059 123	336 576 031	362 091 851
	Transferts	0	0	0
	Investissements	1 078 117 617	794 317 551	794 317 551
	Trésor	1 078 117 617	794 317 551	794 317 551
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22051 Foncier et urbanisme	1 384 176 740	1 130 893 582	1 156 409 402
2205101 Conception et suivi des politiques de planification urbaine	246 879 402	269 013 397	287 520 090
2 Biens et services	221 985 491	244 119 486	262 626 179
22051010002 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme foncier et urbanisme	28 173 017	30 982 126	33 330 880
22051010005 Mettre en œuvre les politiques de planification urbaine	40 680 530	44 736 752	48 128 246
22051010006 Gérer le foncier urbain	41 704 415	45 862 728	49 339 582
22051010007 Élaborer les études topographiques	67 442 078	74 166 675	79 789 247
22051010008 Suivre l'élaboration des études des plans d'urbanisme des chefs-lieux de Région	12 618 951	13 877 176	14 929 206
22051010009 Restructurer les villes	31 366 500	34 494 029	37 109 018
4 Investissements	24 893 911	24 893 911	24 893 911
Trésor	24 893 911	24 893 911	24 893 911
22051010001 Redressement des Lotissements irréguliers à Abidjan	24 893 911	24 893 911	24 893 911
2205102 Gestion du Foncier	1 137 297 338	861 880 185	868 889 312
2 Biens et services	84 073 632	92 456 545	99 465 672
22051020001 Gérer le Guichet Unique du Foncier	20 911 000	22 996 018	24 739 347
22051020003 Contrôler et vérifier les actes du foncier	21 452 218	23 591 201	25 379 650
22051030002 Constituer les réserves foncières pour les Grands Projets de l'Etat	19 919 714	21 905 892	23 566 576
22051030004 Aménager les espaces urbains	21 790 700	23 963 434	25 780 099
4 Investissements	1 053 223 706	769 423 640	769 423 640
Trésor	1 053 223 706	769 423 640	769 423 640
22051010010 Délimitation des territoires villageois dans le district d'Abidjan	80 000 000	80 000 000	80 000 000
22051020004 Déconcentration du Guichet Unique du Foncier de l'Habitat	68 917 269	68 917 269	68 917 269
22051030001 Purgés/ Indemnités d'éviction	823 791 089	539 991 023	539 991 023
22051030003 Constituer les réserves foncières/AGEF	80 515 348	80 515 348	80 515 348

III.3. Programme 3 : Construction et Maintenance

III.3.1. Performance du programme

Tableau .4: Performance du programme

Programme 3 : Construction et Maintenance						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Suivre et évaluer les travaux de construction, de maintenance et de réhabilitation des édifices publics	Nombre de chantiers de constructions et de réhabilitations suivis	286	329	351	339	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGCAM
	Nombre de chantiers d'entretiens et de maintenance suivis	15	17	21	24	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGCAM
OS 2 : Assurer une meilleure gestion des baux administratifs et du patrimoine immobilier de l'Etat	Taux de paiement des baux courants	57,41%	98,91%	100%	100%	(Montant de baux courants payés / Montant total de baux courants à payer) x 100 Source : Rapport d'activités SOGEPIE
	Taux d'apurement du passif des baux	12,05%	35,35%	33,33%	50%	(Montant apuré du passif des baux / Montant total à apurer) x 100 Source : Rapport d'activités SOGEPIE
OS 3 : Respecter la Réglementation en matière de construction	Délai de traitement du permis de construire	30 jours	20 jours	15 jours	10 jours	Dénombrement Source : Rapport d'activités GUPC
	Nombre de constructions contrôlées	1 000	1 500	2 000	2 500	Dénombrement Source : Rapport d'activités Brigade / GUPC
	Nombre de permis de construire délivrés	1200	1300	1 500	1 600	Dénombrement Source : Rapports d'activités GUPC

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépenses

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : CONSTRUCTION ET MAINTENANCE		33 550 043 052	28 508 792 047	28 950 061 993
	Dépenses de personnel	688 291 386	679 167 702	688 223 328
	Dépenses en biens et services	2 745 218 646	2 799 000 322	3 011 192 506
	Transferts	16 076 569 221	15 357 960 569	16 050 947 520
	Investissements	14 039 963 799	9 672 663 454	9 199 698 639
	<i>Trésor</i>	14 039 963 799	9 672 663 454	9 199 698 639
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22052 Construction et maintenance	33 550 043 052	28 508 792 047	28 950 061 993
2205201 Construction, maintenance et entretien des bâtiments administratifs	182 963 515	195 001 382	205 066 495
2 Biens et services	120 729 774	132 767 641	142 832 754
22052010003 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme construction et maintenance	37 417 602	41 148 480	44 267 948
22052010006 Faire respecter les normes architecturales	23 483 555	25 825 081	27 782 879
22052010007 Faire le suivi des chantiers de construction	22 544 271	24 792 142	26 671 633
22052010008 Faire la maîtrise d'œuvre et le suivi des chantiers de construction et de réhabilitation des bâtiments	37 284 346	41 001 938	44 110 294
4 Investissements	62 233 741	62 233 741	62 233 741
Trésor	62 233 741	62 233 741	62 233 741
22052010004 Projet de Sécurisation de la Cité Administrative	62 233 741	62 233 741	62 233 741
2205202 Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et des baux administratifs	32 964 788 982	27 881 062 235	28 283 221 907
1 Personnel	613 291 386	606 363 701	613 660 034
22052020024 Prendre en charge les salaires du personnel de la SOGEPIE	613 291 386	606 363 701	613 660 034
2 Biens et services	2 297 198 317	2 306 308 252	2 481 149 455
22052020002 Entretien des bâtiments administratifs	2 297 198 317	2 306 308 252	2 481 149 455
3 Transferts	16 076 569 221	15 357 960 569	16 050 947 520
22052020001 Prendre en charge le loyer des bureaux du Postel 2001	3 565 710 000	3 338 482 506	3 449 890 250
22052020009 Gérer les bâtiments administratifs	71 499 359	90 517 587	104 723 296
22052020012 Apurer les baux administratifs	1 377 576 963	1 289 789 857	1 332 831 143
22052020013 Sécuriser les bâtiments administratifs	541 793 683	585 154 273	676 987 604
22052020014 Gérer le patrimoine immobilier de l'Etat	619 989 216	784 901 131	908 082 467
22052020015 Gérer les baux administratifs	9 900 000 000	9 269 115 215	9 578 432 760
4 Investissements	13 977 730 058	9 610 429 713	9 137 464 898
Trésor	13 977 730 058	9 610 429 713	9 137 464 898
22052020004 Réhabilitation Tour A et B	13 247 356 798	8 945 291 571	8 472 326 756
22052020018 Réhabilitation palais des hutes/SOGEPIE	258 739 161	258 739 161	258 739 161
22052020019 Réhabilitation de l'immeuble Industrie à Abidjan-Plateau/SOGEPIE	100 173 715	100 173 715	100 173 715
22052020020 Réhabilitation Bâtiments/SOGEPIE	306 225 266	306 225 266	306 225 266
22052020025 Réhabilitation Immeuble Ex-EECI Bouaké/SOGEPIE	65 235 118	0	0
2205203 Réglementation et mise en œuvre des réformes en matière de permis de construire	327 290 555	359 924 429	387 210 297
2 Biens et services	327 290 555	359 924 429	387 210 297
22052030001 Traiter les demandes de permis de construire	327 290 555	359 924 429	387 210 297
2205204 Instruction et Délivrance du Permis de Construire	75 000 000	72 804 001	74 563 294
1 Personnel	75 000 000	72 804 001	74 563 294
22051020005 Prendre en Charge les salaires du personnel du Guichet Unique du Permis de Construire (GUPC)	75 000 000	72 804 001	74 563 294

III.4. Programme 4 : Logement et Cadre de Vie

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4. : Performance du programme

Programme 4 : Logement et Cadre de Vie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Faciliter l'accès au logement abordable et à la propriété immobilière	Nombre de logements implantés	15 651	20 000	66 782	116 782	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGLCV
	Nombre de logements livrés	4 235	10 446	20 000	60 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGLCV
	Taux de réalisation de voiries et réseaux divers primaires	80%	95%	100%	100%	(Nombre de voiries et de réseaux divers primaires réalisé / Nombre de voiries et de réseaux divers primaires prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DLAF
OS2 : Améliorer le cadre de vie des populations	Nombre de syndicats créés et mis en place	105	200	250	300	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGLCV

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépenses

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV : LOGEMENT ET CADRE DE VIE		79 651 754	87 593 763	94 234 248
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	79 651 754	87 593 763	94 234 248
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22053 Logement et cadre de vie	79 651 754	87 593 763	94 234 248
2205301 Production et accès au logement abordable	60 309 580	66 322 996	71 350 944
2 Biens et services	60 309 580	66 322 996	71 350 944
22052030005 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Logement et cadre de vie	34 566 196	38 012 761	40 894 511
22052030008 Suivre la réalisation des Grands Programmes Immobiliers	10 667 367	11 731 001	12 620 328
22053010001 Initier, étudier, suivre et contrôler les projets immobiliers et d'aménagement foncier pour la production des logements	15 076 017	16 579 234	17 836 105
2205302 Amélioration du cadre de vie	19 342 174	21 270 767	22 883 304
2 Biens et services	19 342 174	21 270 767	22 883 304
22052030004 Vulgariser les règles de copropriété tant en milieu urbain que rural	19 342 174	21 270 767	22 883 304

SECTION 360 : MINISTERE DE L'ARTISANAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse organisationnelle du secteur des artisans ;
- la prédominance de l'informel dans l'activité artisanale ;
- le manque de professionnalisme des opérateurs du secteur de l'artisanat ;
- le faible niveau de qualification des acteurs ;
- l'insuffisance d'espaces dédiés aux activités artisanales au regard des difficultés foncières ;
- l'inexistence de centres de formation dédiée aux activités artisanales ;
- la vétusté des centres de ressources professionnelles de l'artisanat ;
- l'insuffisance des infrastructures dédiées aux activités de l'artisanat ;
- le manque de compétitivité des acteurs face à la commande publique ;
- l'inexistence d'un mécanisme de financement adapté au secteur de l'artisanat ;
- l'inexpérience des dirigeants du secteur de l'artisanat aux plans managérial et comptable ;
- l'insuffisance d'actions de promotion, de traçabilité, de distribution et de commercialisation des produits et services du secteur de l'artisanat ;
- la vétusté d'informations statistiques fiables ;
- l'inexistence d'une stratégie pour le développement du secteur de l'artisanat ;
- l'absence d'un organisme national de promotion et de développement de l'artisanat ;
- la faiblesse du système de protection sociale pour les acteurs du secteur de l'artisanat.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption en 2014 d'un code de l'artisanat ivoirien (loi n° 2014-338 du 5 juin 2014 relative à l'artisanat), d'un code communautaire de l'artisanat ;
- l'élaboration des textes recommandés par les dispositions réglementaires en collaboration avec les experts de l'UEMOA ;
- l'actualisation des textes relatifs au code électoral et à l'organisation de la Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI) ;
- l'organisation des journées promotionnelles de l'artisanat ;
- la construction de centres de formation par apprentissage ;
- l'adoption de textes intégrant des espaces au profit de l'activité artisanale dans les plans d'urbanisme directeur ;
- l'élaboration d'une politique et d'un mécanisme de financement adaptés au secteur de l'artisanat ;
- le regroupement et le recasement des artisans occupant illégalement certaines zones sur des sites appropriés ;
- la recherche d'espaces dédiés à l'artisanat en collaboration avec les collectivités déconcentrées.

I.1.3. Défis et Priorités

- la réalisation d'une étude technique en vue de l'élaboration du plan stratégique de développement de l'artisanat ;
- l'identification et la réalisation d'infrastructures adaptées aux nouvelles exigences de normes et d'hygiène du marché (sites d'exposition et de promotion des produits artisanaux) ;
- la construction d'infrastructures dédiées à l'exposition et à la promotion des produits artisanaux ;
- le développement de la commercialisation et de l'exportation des produits artisanaux et la valorisation du métier d'artisan ;
- l'organisation du Marché International Ivoirien de l'Artisanat (MIVA), du Salon International de la Mode et du Design (SIMOD) et des Journées Promotionnelles de l'Artisanat (JPA) ;
- le renforcement des capacités opérationnelles et techniques de tous les acteurs du secteur ;

- la professionnalisation du secteur de l'artisanat ;
- la mise en place des instruments de financement et de crédit afin d'aboutir à une dynamisation du secteur.

I.2. Politique Sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la création, l'aménagement et l'exploitation des zones artisanales ;
- la création d'un fonds de garantie, d'une mutuelle et d'une banque pour le secteur ;
- le renforcement et l'amélioration du niveau de qualification des acteurs ;
- l'information, la sensibilisation et l'assistance technique aux acteurs dans la création d'entreprises et de coopératives ;
- le renforcement des capacités des acteurs ainsi que celles des structures aux techniques de gestions moderne ;
- l'organisation de manifestations promotionnelles pour la valorisation des produits et services de l'artisanat.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la professionnalisation du secteur de l'artisanat est effective et la capacité de création d'emplois et de revenus est accrue

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Artisanat est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'artisanat.

A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- promotion de l'artisanat et des entreprises artisanales ;
- définition et mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire relatif aux activités artisanales ;
- définition et mise en œuvre d'une politique de financement des entreprises artisanales, en liaison avec les ministres chargés de l'économie et des finances, et du budget ;
- aménagement et exploitation des sites artisanaux d'intérêt national ;
- promotion de l'apprentissage et de la formation continue ;
- organisation et promotion de la commercialisation des produits artisanaux ivoiriens au plan national et au plan international ;
- mise en œuvre d'une politique d'encadrement et de modernisation du secteur informel.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Artisanat.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration générale	Cabinet du ministre, Inspection Générales (IG), Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction des Affaires Financières (DAF), Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), Direction des Etudes et de la Planification (DEP), Direction de la Communication des Relations Publiques, de la Documentation et des Archives (DCRPDA), Direction des Systèmes d'Information (DSI), Directions Régionales (DR),			
Programme 2 : Artisanat	Direction de l'Encadrement, de l'Apprentissage et de la Formation Continue (DEAFC), Direction de la Promotion de l'Artisanat, de la Commercialisation des Produits Artisanaux (DPACPA), Direction de l'Aménagement et de l'Exploitation des Sites Artisanaux (DAESA), Direction des Financements des Activités et des Entreprises Artisanales (DFAEA).	Chambre Nationale de Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI),	<ul style="list-style-type: none"> -Caravane de recyclage des chauffeurs professionnels -Construction du siège de la Chambre Artisanale des Métiers -Renforcement des capacités de la Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire -Recasement des ferrailleurs- casse moderne N'dotré -Opération recasement des artisans (Sagbé) -Installation du marché moderne de vannerie à Modeste (Grand-Bassam) -Construction et équipement de cinq (05) centres d'apprentissage 	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1 : l'administration est moderne et performante	IP.1.1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête
OG 2 : Professionnaliser le secteur de l'Artisanat	RS 2.1 : la professionnalisation du secteur de l'artisanat est effective et la capacité de création d'emplois et de revenus est accrue	IP 2.1.1 : Nombre d'infrastructures réhabilitées, construites ou équipées	Dénombrement Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
		IP 2.1.2. : Taux d'artisans formés	Nombre d'artisans formés / Nombre total d'artisans programmés pour la formation Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
		IP 2.1.3. : Taux d'artisans financés	Nombre d'artisans financés / Nombre d'artisans demandeurs Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
		IP 2.1.4 : Nombre de partenariats signés pour le financement du secteur	Dénombrement Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
		IP 2.1.5. : Taux d'artisans installés sur les sites appropriés	Nombre d'artisans installés sur les sites appropriés / Nombre d'artisans identifiés Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	3 308 934 842	3 754 298 448	3 911 796 094
1.1 Ressources Intérieures	2 652 974 842	2 722 936 955	2 866 057 001
1.1.1 Budget État	2 652 974 842	2 722 936 955	2 866 057 001
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	655 960 000	1 031 361 493	1 045 739 093
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	655 960 000	1 031 361 493	1 045 739 093
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	3 308 934 842	3 754 298 448	3 911 796 094
2.1 Personnel	456 032 490	491 639 024	514 004 750
2.1.1 Solde y compris EPN	456 032 490	491 639 024	514 004 750
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	766 303 244	823 933 880	872 439 280
2.3 Transferts	405 639 108	502 364 051	574 612 971
2.4 Investissements	1 680 960 000	1 936 361 493	1 950 739 093
Trésor	1 025 000 000	905 000 000	905 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	655 960 000	1 031 361 493	1 045 739 093

III.2. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.2.1 Programme 1 : Administration Générale

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et source de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre réglementaire et institutionnel du secteur, de l'artisanat	Ratio des textes législatifs et réglementaires adoptés	7/11	9/11	10/11	11/11	Nombre de textes adoptés/ nombre total de textes programmés Source : Rapport d'activités DAJC
	Proportion des services inspectés du Ministère	50%	100%	100%	100%	Nombre de services inspectés/ sur nombre de services du Ministère Source : Rapport d'activités IG
OS 2 : Renforcer les systèmes de planification, d'informations et de communication du Ministère	Taux de couverture des services en internet	50%	100%	100%	100%	Services couverts en internet / Nombre total de services à couvrir Source : Rapport d'activités DSI
	Nombre de vues du site web du Ministère	3	3 000	5 000	10 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DCRPDA
	Taux de dématérialisation des procédures	15%	50%	100%	100%	Nombre de procédures dématérialisées / Nombre total de procédures à dématérialiser Source : Rapport d'activités DSI
OS 3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de satisfaction des besoins en formation	20%	40%	50%	60%	Nombre de besoins en formation satisfaits / Nombre de besoins en formation exprimés Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du budget	20%	100%	100%	100%	Budget ordonnancé/ Budget voté Source : Rapport d'activitésDAF

III 2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE	1 060 362 893	1 133 262 094	1 187 128 226
Dépenses de personnel	456 032 490	491 639 024	514 004 750
Dépenses en biens et services	562 330 403	599 623 070	631 123 476
Transferts	42 000 000	42 000 000	42 000 000
Investissements	0	0	0
<i>Trésor</i>	0	0	0
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
21116 Administration Générale	1 060 362 893	1 133 262 094	1 187 128 226
2111601 Coordination et animation	756 709 274	811 495 942	850 217 803
1 Personnel	456 032 490	491 639 024	514 004 750
21116010046 Gérer les dépenses de personnels du ministère	456 032 490	491 639 024	514 004 750
2 Biens et services	300 676 784	319 856 918	336 213 053
21116010006 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21116010027 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures, d'électricité et de téléphone	46 126 803	47 703 293	49 340 613
21116010029 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'Artisanat	82 410 300	90 627 361	97 497 820
21116010030 Apporter un appui juridique aux services du ministère	11 330 000	12 459 705	13 404 276
21116010031 Gérer le système informatique du ministère	10 300 000	11 327 005	12 185 706
21116010032 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	13 109 681	14 416 835	15 509 777
21116010034 Coordonner les activités du ministère au niveau de la direction du bélier (Yamoussoukro)	5 300 000	5 828 458	6 270 316
21116010035 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du N'zi (Dimbokro)	5 300 000	5 828 458	6 270 316
21116010036 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gbéké (Bouaké)	5 300 000	5 828 458	6 270 316
21116010037 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gontougo (Bondoukou)	5 300 000	5 828 458	6 270 316
21116010039 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Haut-Sassandra (Daloa)	5 300 000	5 828 458	6 270 316
21116010040 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région San-Pedro	5 300 000	5 828 458	6 270 316
21116010041 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Tonkpi (Man)	6 500 000	7 148 109	7 690 010
21116010042 Coordonner les activités du ministère au niveau du district d'Abidjan	5 300 000	5 828 458	6 270 316
21116010043 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Kabadougo (Odiénné)	5 300 000	5 828 458	6 270 316
21116010044 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du poro (Korhogo)	6 500 000	7 148 109	7 690 010
21116010045 Prendre en charge l'assistance technique du BNETD	78 000 000	78 000 000	78 000 000

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
21116 Administration Générale	1 060 362 893	1 133 262 094	1 187 128 226
2111602 Planification programmation et suivi -évaluation	12 241 805	13 462 426	14 483 012
2 Biens et services	12 241 805	13 462 426	14 483 012
2111602004 Organiser la planification générale des activités du ministère	12 241 805	13 462 426	14 483 012
2111603 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	281 277 001	297 158 382	310 437 137
2 Biens et services	239 277 001	255 158 382	268 437 137
21116030015 Gérer les ressources humaines du ministère	10 815 001	11 893 357	12 794 991
21116030016 Gérer les ressources financières du ministère	62 212 000	68 415 109	73 601 656
21116030017 Élaborer et suivre la mise en œuvre du DPPD-PAP/CDMT	15 450 000	16 990 507	18 278 557
21116030018 Gérer la commande publique du ministère	9 000 000	9 897 381	10 647 705
21116030019 Prendre en charge les dépenses liées aux activités interne du ministère	61 800 000	67 962 028	73 114 228
21116030020 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	45 000 000	45 000 000	45 000 000
21116030023 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	35 000 000	35 000 000	35 000 000
3 Transferts	42 000 000	42 000 000	42 000 000
21116030022 Transférer à l'assistante technique du BNETD	42 000 000	42 000 000	42 000 000
2111604 Information et communication	10 134 813	11 145 344	11 990 274
2 Biens et services	10 134 813	11 145 344	11 990 274
21116040002 Organiser la communication des activités du ministère	10 134 813	11 145 344	11 990 274

III.2. Programme 2 : Artisanat

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Artisanat						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et source de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Moderniser le secteur de l'Artisanat	Ratio d'adoption des textes en lien avec les recommandations des textes sur l'artisanat	7	3/8	4/8	6/8	Nombre de textes élaborés / Nombre de textes à prendre Source : JORCI et DAJC
	Proportion des régions ayant bénéficié de la vulgarisation des textes	2	5%	60%	90%	Nombre de régions participantes / Nombre de régions du territoire national Source : DAJC/ DPACPA/ DE AFC
	Nombre d'artisans sensibilisés sur le respect des normes juridiques régissant le secteur de l'artisanat	500 000	400 000	2 400 000	3 400 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DE AFC/CNMCI
OS 2 : Promouvoir le secteur de l'artisanat	Proportion d'artisans financés	-	10%	15%	30%	Nombre d'artisans ayant obtenu un financement / Nombre d'artisans demandeurs Source : Rapport d'activités DFAEA
	Ratio d'infrastructures réhabilitées, construites ou équipées	1/7	2/7	4/7	7/7	Nombre d'infrastructures réhabilitées, construites ou équipées / Nombre total d'infrastructures réhabilitées, construites ou équipées Source : Rapport d'activités DAESA
	Proportion d'artisans installés sur les sites appropriés	-	15%	35%	55%	Nombre d'artisans installés sur les sites appropriés / Nombre d'artisans identifiés Source : Rapport d'activités DAESA
	Proportion d'artisans formés	15%	10%	20%	35%	Nombre d'artisans formés / Nombre d'artisans identifiés Source : Rapport d'activités DE AFC
	Taux de produits labellisés	-	-	5%	10%	Nombre de produits labellisés / Nombre de produits à labelliser Source : DPACPA
	Proportion de participation de la Côte d'Ivoire aux salons promotionnels de l'Artisanat	5,5%	20%	25%	30%	Nombre de participations effectives / Nombre de salons programmés Source : DPACPA

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME II : ARTISANAT	2 248 571 949	2 621 036 354	2 724 667 868
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	203 972 841	224 310 810	241 315 804
Transferts	363 639 108	460 364 051	532 612 971
Investissements	1 680 960 000	1 936 361 493	1 950 739 093
Trésor	1 025 000 000	905 000 000	905 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	655 960 000	1 031 361 493	1 045 739 093

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
22117 Artisanat	2 248 571 949	2 621 036 354	2 724 667 868
2211701 Coordination, encadrement et appui a l'artisanat	557 104 340	640 655 897	718 612 687
2 Biens et services	68 465 232	75 291 846	80 999 716
22117010007 Mettre en œuvre et suivre la stratégie nationale de développement de l'Artisanat	13 003 526	14 300 097	15 384 187
22117010012 Apporter un appui technique et financier aux artisans et aux entreprises artisanales	55 461 706	60 991 749	65 615 529
3 Transferts	363 639 108	460 364 051	532 612 971
22117010023 Transférer à la chambre nationale de métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI)	363 639 108	460 364 051	532 612 971
4 Investissements	125 000 000	105 000 000	105 000 000
Trésor	125 000 000	105 000 000	105 000 000
22117010024 Construction de Siège de la Chambre Nationale de Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI)	45 000 000	45 000 000	45 000 000
22117010025 Renforcer les capacités de la Chambre Nationale de Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI)	30 000 000	30 000 000	30 000 000
22117010065 Caravane de recyclage des chauffeurs professionnels	50 000 000	30 000 000	30 000 000
2211702 Promotion de l'artisanat et de la mutualité	162 847 608	174 099 553	183 507 536
2 Biens et services	112 847 608	124 099 553	133 507 536
22117020005 Organiser le marché ivoirien de l'artisanat	101 517 608	111 639 847	120 103 262
22117020008 Promouvoir l'artisanat et la commercialisation des produits	11 330 000	12 459 706	13 404 274
4 Investissements	50 000 000	50 000 000	50 000 000
Trésor	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22117020007 Recasement des ferrailleurs-casse moderne N'dotré	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2211703 Réalisation d'infrastructures et des sites	1 518 320 000	1 794 953 900	1 810 361 940
2 Biens et services	12 360 000	13 592 407	14 622 847
22117030011 Rechercher, identifier, aménager et suivre les travaux d'infrastructure de sites artisanaux	12 360 000	13 592 407	14 622 847

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
22117 Artisanat	2 248 571 949	2 621 036 354	2 724 667 868
4 Investissements	1 505 960 000	1 781 361 493	1 795 739 093
Trésor	850 000 000	750 000 000	750 000 000
22117030007 Installation marché moderne de Vannerie à Modeste (Grand Bassam)	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22117030010 Opération recasement des Artisans Sagbé	200 000 000	100 000 000	100 000 000
22117030021 Construction et Équipement de cinq (5) centres d'apprentissage	600 000 000	600 000 000	600 000 000
Financement Extérieur	655 960 000	1 031 361 493	1 045 739 093
22117030021 Construction et Équipement de cinq (5) centres d'apprentissage	655 960 000	1 031 361 493	1 045 739 093
2211704 Financement de l'activité artisanale	10 300 001	11 327 004	12 185 705
2 Biens et services	10 300 001	11 327 004	12 185 705
22117040001 Effectuer des missions de prospections pour le financement des activités artisanales	10 300 001	11 327 004	12 185 705

SECTION 361 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'absence de stratégie globale de facilitation des investissements ;
- l'environnement des affaires peu favorable au développement de l'initiative privée ;
- la faible contribution du secteur privé national à l'économie ;
- l'insuffisance de mobilisation des Investissements Directs Etrangers (IDE) ;
- l'absence d'identification et la faiblesse de mise en œuvre des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- l'absence de coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur en liaison avec les Ministères concernés ;
- la faible contribution à la création et à la gestion des zones industrielles, économiques et zones franches.

I.1.2. Réponses apportées

- la mise en place d'un Plan de soutien économique, social et humanitaire contre la COVID-19 dont 250 milliards de FCFA alloués au secteur privé ;
- la mise en place d'un département ministériel dédié à la promotion de l'investissement privé ;
- l'amélioration de l'environnement des affaires ;
- la mise en place d'un code d'investissement privé attractif ;
- le développement de partenariat public-privé ;
- la création et la gestion de zones industrielles, de zones économiques et de zones franches.

I.1.3. Défis et priorités

- le développement du secteur privé ;
- l'organisation du Ministère de la Promotion de l'Investissement Privé ;
- la promotion de l'investissement privé.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance des structures d'appui à la compétitivité et à l'efficacité des investissements privés ;
- le développement d'une chaîne de production et de gestion des informations multisectorielles sur l'investissement privé ;
- le renforcement du dialogue bilatéral et multilatéral entre le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers en matière de promotion de l'investissement privé.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance des structures du Ministère est renforcée ;
- l'investissement privé et l'entrepreneuriat national sont accrus.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Promotion de l'Investissement Privé est chargé de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de promotion de l'investissement privé. A ce titre, en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies adaptées pour faciliter les investissements ;
- l'amélioration de la compétitivité de l'environnement des affaires et promotion des initiatives privées ;
- la promotion du secteur privé national et des investissements privés étrangers ;
- l'identification et la mise en œuvre des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- la coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, en liaison avec les Ministères concernés ;
- la contribution à la création et à la gestion des zones industrielles, économiques et des zones franches.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Promotion de l'Investissement Privé.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, DAAF, DRH, CPMP			
Programme 2 : Promotion de l'Investissement Privé		CEPICI, INIE	- Projet des réformes informatiques Doing Business -Projet d'Informatisation Doing Business - Mise en œuvre des activités Doing Business -Projet CLONIX	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Renforcer la gouvernance des structures du ministère	RS 1 : La gouvernance des structures du ministère est renforcée	IP 1.1 : Taux de réalisation du plan d'actions annuel	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues Source : Rapport d'activités Cabinet
OG2 : Promouvoir l'investissement privé et l'entrepreneuriat national	RS 2 : L'investissement privé et de l'entrepreneuriat national sont accrus.	IP 2.1 : Le rang de la Côte d'Ivoire dans le classement annuel du Doing Business de la Banque Mondiale	Classement Doing Business Source : Rapports d'activités Cabinet/ Banque Mondiale

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	11 377 183 198	11 859 086 260	12 481 547 634
1.1 Ressources Intérieures	11 377 183 198	11 859 086 260	12 481 547 634
1.1.1 Budget État	11 377 183 198	11 859 086 260	12 481 547 634
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	11 377 183 198	11 859 086 260	12 481 547 634
2.1 Personnel	2 328 783 431	2 330 578 159	2 369 963 194
2.1.1 Solde y compris EPN	2 328 783 431	2 330 578 159	2 369 963 194
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 105 176 610	884 869 741	944 769 325
2.3 Transferts	2 633 223 157	3 333 638 360	3 856 815 115
2.4 Investissements	5 310 000 000	5 310 000 000	5 310 000 000
Trésor	5 310 000 000	5 310 000 000	5 310 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Assurer une meilleure coordination et animation des activités du ministère	Taux de réalisation des activités	-	70%	80%	90%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévus) *100 Source : Rapport d'activités Cabinet
OS 2 : Assurer une meilleure gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de formation du personnel	-	75%	85%	90%	(Nombre d'agent ayant participé à au moins une formation / nombre d'agent total) *100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du budget	89,13%	100%	100%	100%	(Mandat ordonnancé/ Budget voté) *100 Source : Rapport d'activités DAAF

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
21136 Administration Générale		1 752 420 617	1 552 902 996	1 632 182 325
	Dépenses de personnel	647 244 007	668 033 255	687 413 000
	Dépenses en biens et services	1 105 176 610	884 869 741	944 769 325
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
21136 Administration Générale	1 752 420 617	1 552 902 996	1 632 182 325
2113601 Coordination et animation	548 194 397	478 788 759	510 177 652
2 Biens et services	548 194 397	478 788 759	510 177 652
21136010001 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'investissement privé	113 800 000	125 146 905	134 634 292
21136010002 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21136010005 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	114 394 397	118 304 088	122 364 640
21136010006 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	136 000 000	109 970 919	118 307 813
21136010007 Promouvoir l'investissement privé dans les 31 régions	180 000 000	120 968 010	130 138 594
2113602 Gestion des ressources humaines matérielles et financières	1 204 226 220	1 074 114 237	1 122 004 673
1 Personnel	647 244 007	668 033 255	687 413 000
21136020003 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	314 411 232	338 960 129	354 380 160
21136020011 Transférer des subventions équilibre personnel à Institut Ivoirien de l'Entreprise	332 832 775	329 073 126	333 032 840
2 Biens et services	556 982 213	406 080 982	434 591 673
21136020001 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21136020002 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	289 300 000	114 699 669	123 395 047
21136020004 Élaborer et mettre en œuvre les DPPD-PAP	30 000 000	32 991 276	35 492 344
21136020005 Gérer les ressources financières du Ministère	63 982 213	70 361 828	75 695 957
21136020006 Gérer les ressources humaines du Ministère	30 000 000	32 991 276	35 492 343
21136020008 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	36 000 000	39 589 530	42 590 813
21136020009 Assurer la maintenance des équipements et infrastructures de l'ensemble des unités administratives du Ministère	58 000 000	63 783 132	68 618 530
21136020010 Gérer la commande publique du Ministère	19 700 000	21 664 271	23 306 639

III.2. Programme 2 : Promotion de l'investissement privé

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de l'investissement privé						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Promouvoir l'entrepreneuriat	Taux d'accompagnement des promoteurs par l'INIE	14,3%	30%	50%	70%	(Nombre de promoteurs accompagnés / Nombre de promoteurs visés) *100 Source : Rapport d'activités INIE
	Nombre d'entreprises encadrées par l'INIE	125	1500	2000	2500	Dénombrement Source : Rapport d'activités INIE
OS 2 : Promouvoir l'investissement privé	Part de l'investissement privé dans le PIB	13,80%	15,20%	16,60%	17,20%	Montant des Investissements privés / PIB Source : Rapport d'activités CEPICI
	Nombre d'entreprises créées sur le portail unique CEPICI	14 812	20 236	23 048	25 860	Dénombrement Source : Rapport d'activités CEPICI

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections Finales		
		2021	2022	2023
22137 Promotion de l'investissement privé		9 624 762 581	10 306 183 264	10 849 365 309
	Dépenses de personnel	1 681 539 424	1 662 544 904	1 682 550 194
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	2 633 223 157	3 333 638 360	3 856 815 115
	Investissements	5 310 000 000	5 310 000 000	5 310 000 000
	Trésor	5 310 000 000	5 310 000 000	5 310 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
22137 Promotion de l'investissement privé	9 624 762 581	10 306 183 264	10 849 365 309
2213701 Accompagnement et suivi des activités des nouveaux entrepreneurs	738 723 157	852 759 909	937 939 925
3 Transferts	428 723 157	542 759 909	627 939 925
22137010001 Transférer les crédits à l'INIE	428 723 157	542 759 909	627 939 925
4 Investissements	310 000 000	310 000 000	310 000 000
Trésor	310 000 000	310 000 000	310 000 000
22137010002 Projet clonix	310 000 000	310 000 000	310 000 000
2213703 Promotion des investissements privés	8 886 039 424	9 453 423 355	9 911 425 384
1 Personnel	1 681 539 424	1 662 544 904	1 682 550 194
22137030007 Transférer les subventions équilibre personnel au CEPICI	1 681 539 424	1 662 544 904	1 682 550 194
3 Transferts	2 204 500 000	2 790 878 451	3 228 875 190
22137030001 Transférer les crédits au CEPICI	642 557 438	813 472 310	941 137 568
22137030002 Transférer les crédits relatifs à la promotion de l'investissement	734 242 219	929 544 471	1 075 425 940
22137030003 Transférer les crédits relatifs aux activités du Doing Business	827 700 343	1 047 861 670	1 212 311 682
4 Investissements	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
Trésor	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
22137030004 Mise en œuvre activités du Doing Business / CEPICI	3 700 000 000	3 700 000 000	3 700 000 000
22137030005 Projet d'Informatisation/Doing Business	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000

SECTION 362 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière d'Emploi

- les difficultés d'accès à un emploi décent ;
- le manque de compétence nécessaire pour occuper un emploi ;
- la discrimination sur le marché du travail à l'encontre des groupes vulnérables ;
- la prédominance de l'emploi informel (89,1%) ;
- la persistance du sous-emploi et des emplois précaires ;
- l'insuffisance des fonds dédiés au financement de l'auto-emploi et de l'entrepreneuriat ;
- l'inadaptation du profil des demandeurs d'emploi ;
- la faible création d'emplois au niveau des entreprises.

En matière de Travail

- le non-respect des prescriptions légales en matière de travail ;
- la méconnaissance des textes régissant le travail par les employeurs et les travailleurs ;
- la persistance du travail des enfants de moins de 14 ans et des pires formes de travail des enfants ;
- le non-respect de l'application du SMIG fixé à 60 000 FCFA (43,8% de salariés) ;
- l'inexistence d'un système de protection des travailleurs de l'économie informelle ;
- les mouvements récurrents de grève dans le secteur privé et le secteur public ;
- l'insuffisance des moyens opérationnels (financiers et matériels) pour inspecter les lieux de travail.

En matière de Protection Sociale

- le faible accès des populations aux instruments de protection sociale ;
- les difficultés pour les personnes vulnérables (les plus pauvres, les pauvres, les personnes à besoins spécifiques, les travailleurs à faibles revenus) à surmonter les chocs sociaux ;
- l'inexistence d'une couverture sociale pour les travailleurs du secteur informel ;
- le non-respect de la législation communautaire en matière de mutualité sociale ;
- la difficulté d'insertion éducative, socio-professionnelle et culturelle des personnes vivant avec un handicap ;
- l'accès limité des travailleurs à faibles revenus et les membres de leurs familles aux services et aux prestations de sécurité sociale et de mutualité ;
- le faible niveau de connaissance de la sécurité sociale en général et de la CNPS en particulier de la part des animateurs du secteur privé informel ;
- la non-fréquentation des services sociaux de base (centres sociaux, hôpitaux, écoles...) du fait de la pauvreté de certaines couches vulnérables.

I.1.2. Réponses apportées

En matière d'Emploi

- l'élaboration d'une Stratégie Nationale Intégrée de Transition vers l'économie formelle ;
- le financement par l'Ambassade d'Allemagne d'un projet collectif de Personnes en Situation de Handicap (PSH) ;
- la signature de convention, dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), entre la Plate-Forme de Services-Côte d'Ivoire (PFS-CI) et les PFS locales pour l'insertion d'un 1er contingent de 1500 bénéficiaires du projet d'insertion de 4500 personnes non qualifiées dans les THIMO ;

- le financement, à hauteur de 7 millions, du projet de l'ONG "Anouanzé des Tisserands de Djébonoua" ;
- l'organisation de séances de sensibilisation à l'endroit des 230 élus locaux à la prise en compte de l'approche THIMO dans la réalisation des travaux d'utilité publique ou d'intérêt communautaire ;
- la réalisation de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) sur la période 2017-2018 et l'Enquête Nationale sur l'Emploi 2019 (ENE 2019) dont les résultats sont en cours de finalisation ;
- la réalisation du Tableau de Bord Emploi de janvier à décembre de chaque année.

En matière de Travail

- l'adoption par le Gouvernement du décret relatif aux travaux interdits aux femmes et aux femmes enceintes et le décret portant modalités particulières en cas de grève dans le secteur privé ;
- la vulgarisation du Code du Travail de 2015 à l'endroit des Magistrats et des Inspecteurs du travail ;
- la médiation en vue de ramener la paix sociale dans le secteur du pétrole et du gaz ;
- l'actualisation de la base de données syndicale dans notre pays ;
- l'installation de plusieurs CHSCT dans les entreprises ;
- le traitement de 14281 dossiers de conflits individuels et 141 conflits collectifs ;
- la conduite d'une opération pilote de l'intervention de l'Inspection du Travail dans l'économie informelle à Bouaké et dans 3 communes d'Abidjan.
- la sensibilisation de 2000000 personnes dans les communautés productrices de cacao ;
- la réduction de la vulnérabilité socio-économique des familles et des communautés rendue possible grâce à la mise en place du Comité National de Surveillance des Actions de Lutte contre la Traite, l'Exploitation et le Travail des Enfants (CNS) et ses partenaires d'AGR d'un montant de 12 milliards de F CFA à 200 000 femmes bénéficiaires de microcrédits ;
- la pérennisation et l'extension du Système d'Observation et du Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI) dans 9 départements, 19 sous-préfectures et 59 villages ;
- l'arrestation de 12 trafiquants d'enfants et secours apporté à plus de 130 enfants dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de police « BIA III », menée à Aboisso.

En matière de Protection Sociale

- la remise de matériels orthopédiques d'une valeur de 20 millions à 185 personnes handicapées, et une subvention annuelle cumulée de 275 millions en moyenne à 40 Organisations de Personnes Handicapées et à 09 Centres Médico-Psychopédagogiques (CMPP) ;
- le recrutement dérogatoire, de 2015 à 2019, de 658 personnes handicapées par la fonction publique ;
- la construction de 04 centres sociaux ;
- la réhabilitation de 05 centres sociaux ;
- la prise en charge de 2.139 personnes âgées dont 1 496 hommes et 643 femmes ;
- l'octroi de fonds à environ 2000 personnes à travers les aides temporaires, les aides médicales, les aides éventuelles et les aides d'urgence ;
- l'enrôlement, à la CMU, de 1 888 820 personnes, au 31 décembre 2019, et la production de 1 482 425 cartes dont 921 252 distribuées ;
- la réalisation d'une enquête sur les indigents qui a permis d'identifier 33 559 ménages indigents dans 14 districts sanitaires ;
- l'inscription, dans le registre de l'AIRMS, de 36 mutuelles sociales agréées et immatriculées qui gèrent un peu plus de 1.500.000 bénéficiaires, adhérents et ayants-droits ;
- l'adoption de l'ordonnance n°2019-636 du 17 juillet 2019 portant institution de régimes de prévoyance sociale des travailleurs indépendants (RSTI) par le Gouvernement et la ratification de son projet de loi par l'Assemblée Nationale ;
- l'adoption du décret portant revalorisation des rentes, des allocations spéciales et des frais non médicaux dus aux victimes des ATMP.

I.1.3. Défis et priorités

En matière d'Emploi

- l'amélioration de l'employabilité des jeunes, des femmes et des personnes en situation d'handicap ;
- l'amélioration de la qualité de l'emploi ;
- la production d'informations statistiques sur l'emploi ;
- la mise en œuvre des projets d'emploi ;

- la réalisation d'études sur la situation de l'emploi ;
- l'élaboration de textes juridiques et de documents de référence de l'emploi ;
- la création d'un observatoire de l'emploi.

En matière de travail

- le respect des dispositions légales en matière de travail tant dans le secteur formel que dans l'économie informelle ;
- l'éradication des pires formes de travail des enfants ;
- le respect des règles d'hygiène et de sécurité au travail dans toutes les entreprises ;
- l'application effective du SMIG par tous les employeurs ;
- l'accroissement de l'accessibilité des travailleurs aux services d'inspection du travail ;
- le renforcement des capacités matérielles des services d'inspection du travail ;
- l'organisation des élections professionnelles ;
- le maintien de la paix sociale à travers le dialogue social ;
- la conception d'un dispositif d'amélioration des conditions de travail dans l'économie informelle ;
- la sensibilisation des populations sur le travail des enfants ;
- la mise en œuvre du plan de renaissance des infrastructures des services en charge du travail ;
- la formation des parties prenantes sur le Code du Travail de 2015 ;
- le suivi de l'application des normes de santé et sécurité au travail ;
- l'élaboration des textes du dispositif légal et institutionnel du travail ;
- le suivi de l'application des normes nationales et internationales du travail ;
- le règlement des conflits collectifs ou individuels dans les milieux professionnels public et privé ;
- la mise en place d'une base de données statistique sur le travail ;
- la vulgarisation des bonnes pratiques et partage d'expériences ;
- l'organisation des élections de représentativité des organisations syndicales.

En matière de protection Sociale

- la mise en place d'un système viable de production et de gestion de l'information sur le secteur social ;
- l'accroissement de l'accès des populations vulnérables aux services de protection sociale et de la mutualité ;
- la mise en place d'une stratégie de prise en charge des personnes âgées ;
- le développement de la mutualité sociale ;
- le développement d'un système de protection des travailleurs du secteur informel
- la mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle (CMU) ;
- le suivi de la mise en place du Régime Social des Travailleurs Indépendants (RSTI) ;
- l'assistance et l'octroi d'aides aux personnes vulnérables notamment, les personnes en situation d'handicap, les personnes âgées et les indigents ;
- la construction/réhabilitation et l'équipement des structures sociales (centres sociaux, centres d'éducation spécialisée...)
- la réalisation d'études sur la protection sociale ;
- l'élaboration de textes juridiques et de documents de la protection sociale ;
- la production d'informations statistiques de la protection sociale ;
- la formation des animateurs du secteur social ;
- la sensibilisation des mutuelles sur la nécessité de se constituer en mutuelle sociale.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la lutte contre le chômage par la création d'emplois ;
- la lutte contre le travail des enfants;
- la promotion d'un travail décent ;
- la protection des populations vulnérables et le respect des droits humains.

I.2.2. Résultats stratégiques

- les populations en âge de travailler ont accès à un emploi décent ;
- les populations en âge de travailler ont accès à un travail décent ;
- les populations ont accès à la protection sociale.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Emploi et de Protection Sociale. A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'emploi

- application, contrôle et évaluation de la politique nationale en matière d'emploi ;
- identification des mesures visant la création d'emplois, en particulier pour les populations défavorisées, notamment les femmes et les handicapées, en liaison avec le Ministre chargé de l'Emploi des Jeunes;
- formulation d'actions de mise en adéquation de la formation et de l'emploi ;
- assistance aux chômeurs et handicapés du travail.

En matière de travail

- contrôle de l'application des normes, des lois et règlements en matière ;
- prévention et gestion des conflits collectifs de travail ;
- élaboration, suivi et contrôle de l'application des normes, lois et règlements en matière de travail des enfants, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice, de l'intérieur et de l'enfant ;
- coordination, identification et mise en œuvre des mesures dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants ;
- renforcement de la protection des travailleurs, notamment de ceux atteints de l'infection à VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- élaboration, suivi et contrôle de la réglementation de la médecine du travail, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- renforcement de la médecine du travail en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

En matière de Protection sociale

- promotion, mise en œuvre et suivi de la politique de sécurité sociale ;
- renforcement et harmonisation du cadre institutionnel et de la prévoyance ;
- participation à la promotion des actions d'assistance et de soutien aux orphelins, en particulier à ceux du SIDA ;
- participation à la prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- coordination et supervision de la politique des affaires sociales ;
- formation professionnelle des travailleurs sociaux ;
- mise en œuvre d'une politique cohérente d'encadrement et de formation des handicapés ainsi que de leur insertion dans le tissu social, notamment dans le monde du travail ;
- mise en œuvre et renforcement du plaidoyer en faveur de la prévention des handicaps résultant des accidents de travail et de la voie publique, auprès des populations et des institutions ;
- mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Emploi ;
- Programme 3 : Travail ;
- Programme 4 : Protection Sociale.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

TABLEAU 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISMES PRIVES ET ONG SUBV.	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : ADMINISTRATION GENERALE	Cabinet, IG, DAF, DRH, DPEI, DCSP, DAJ, DDCA, SQN, CLC Vih-sida, CAHG, CPMP, Comité CDMT				
P2 : EMPLOI	DGE, CNE, CISE, DSPE, DSEPE, DOEM, CSPE		Plate-Forme de Services	- Production et diffusion de statistiques du travail, - Projet de Promotion Emploi couches vulnérables.	
P3 : TRAVAIL	DGT, DIT, DRT, CCT, DSST, DLTE, SMHT, CNDS, DRT (29), DDT (1), Insp Travail (08 IT)		Centrales Syndicales	- Réhabilitation et équipement des services de l'administration du travail, - Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI).	
P4 : PROTECTION SOCIALE	DGPS, DPPH, DAS, DSSM, CNSS, CCS-CMU, DRPS (29), PNPS, INIPA, CEFPPH, EclS, CDPH, CNPPH, CNAS, Centres Sociaux (113) -Ens centres pour hand à Abidjan.	INFS; AIRMS; IPS-CNAM; MUGEFCI	- Association des handicapés - Centre des Aveugles de Toumodi	- Projet National d'Assistance aux Personnes Agées, - Réhabilitation et équipement du Centre d'Education Socio-Professionnelle pour Personnes Handicapées (CESPPH) de Danané, - Construction et équipement de Centres Sociaux, - Réhabilitation et équipement des Centres Sociaux, - Couverture Maladie Universelle (CMU), - CMU/ soutien aux indigents.	

II.2. Performance globale du ministère

TABLEAU 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux (OG)	Résultats stratégiques (RS)	Indicateurs de performance (IP)	Méthode de calcul/source de collecte
OG 1 : Améliorer l'accessibilité des populations en âge de travailler à un emploi décent	RS 1. les populations en âge de travailler ont accès à un emploi décent	IP1.1 : Taux de chômage	Nombre de chômeurs / Effectif des personnes en âge de travailler Source : Rapport d'activités cabinet / Enquête emploi
		IP1.2 : Pourcentage de travailleurs du secteur informel	Nombre de travailleurs du secteur informel / Effectif des travailleurs Source : Rapport d'activités cabinet / Enquête emploi
OG 2 : Garantir l'accessibilité des populations en âge de travailler à un travail décent	RS 2. les populations en âge de travailler ont accès à un travail décent	IP2.2 : Pourcentage des entreprises privées observant les conditions d'un emploi décent	Nombre d'entreprises du secteur privé formel impliquées observant effectivement les règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail / Nombre d'entreprises du secteur privé formel impliquées dans l'observance des règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail Source : Rapports d'activités DSSM / DIT
		IP2.3 : Proportion d'enfants de 5 à 13 ans économiquement occupés	Nombre d'enfants de 5 à 13 ans économiquement occupés / effectif des enfants de 5 à 13 ans Source : Rapport d'enquête emploi
OG 3 : Garantir aux populations l'accessibilité à la protection sociale	RS 3. les populations ont accès à la protection sociale	IP3.1 : Taux d'accroissement du nombre de Centres Sociaux et des établissements spécialisés du MEPS	(Nombre de nouveaux Centres Sociaux et établissements spécialisés du MEPS créés en année N -- Nombre de nouveaux Centres Sociaux et établissements spécialisés du MEPS créés en année N-1 / Nombre de nouveaux Centres Sociaux et établissements spécialisés du MEPS créés en année N-1) Source : Rapport d'activités DGPS
		IP3.2 : Taux de la population ayant accès à la protection sociale	Population bénéficiant de la protection sociale / Population totale Source : Rapport d'activités DGPS
		IP3.3 : Nombre de personnes enrôlées à la CMU	Dénombrement Source : Rapport d'activités SNEDAI / CNAM
		IP3.4 : Nombre de mutuelles sociales immatriculées	Dénombrement Source : AIRMS
		IP3.5 Proportion de travailleurs affiliés à une mutuelle sociale	Nombre total de travailleurs affiliés à une mutuelle / Nombre total de travailleurs Source : AIRMS

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	39 221 131 786	36 192 890 437	38 024 673 701
1.1 Ressources Intérieures	39 221 131 786	36 192 890 437	38 024 673 701
1.1.1 Budget Etat	39 221 131 786	36 192 890 437	38 024 673 701
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	39 221 131 786	36 192 890 437	38 024 673 701
2.1 Personnel	16 511 752 144	17 691 687 453	18 457 265 326
2.1.1 Solde y compris EPN	16 511 752 144	17 691 687 453	18 457 265 326
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	3 159 646 539	2 938 699 716	3 113 995 984
2.3 Transferts et subventions	7 434 733 103	7 324 800 832	7 692 416 558
2.4 Investissement	12 115 000 000	8 237 702 436	8 760 995 833
Trésor	12 115 000 000	8 237 702 436	8 760 995 833
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4. : Performance du programme

Programme-1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Assurer la coordination générale en matière d'Emploi, de Travail et de Protection Sociale	Proportion d'entités fonctionnelles inspectées	51%	60%	65%	70%	(Nombre d'entités fonctionnelles inspectées / Nombre d'entités fonctionnelles) x 100 Source : Rapport d'activités IGTPS
	Proportion de diligences des réunions du cabinet accomplies dans le délai	60%	65%	75%	85%	(Nombre de diligences accomplies dans le délai/ Nombre de diligences prévues) x 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Proportion des requêtes des services et usagers /clients traités par le cabinet	80%	85%	90%	95%	(Nombre de requêtes traitées/ Nombre de requêtes reçues) x 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Proportion d'entités fonctionnelles respectant les règles de gestion administrative et financière	30%	35%	40%	45%	(Nombre d'entités fonctionnelles respectant les règles de gestion administrative et financière / Nombre d'entités) x 100 Source : Rapport d'activités IGTPS
OS 2 : Améliorer la planification et le système de suivi-évaluation des programmes, projets et activités	Taux de réalisation des activités de projets d'investissement budgétisés	45%	35%	25%	15%	(Nombre d'activités de projets d'investissement budgétisés réalisées / Nombre d'activités de projets d'investissement programmées) x 100 Source : Rapport d'activités DCSP
	Proportion des activités réalisées dans le délai	45%	50%	55%	60%	(Nombre d'activités réalisées dans le délai / Nombre d'activités programmées) x 100 Sources : Rapport d'activités DPEI

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GÉNÉRALE		17 503 069 311	18 708 163 506	19 535 627 363
	Dépenses de personnel	15 301 619 631	16 496 353 889	17 246 808 822
	Dépenses en biens et services	1 251 150 761	1 312 491 287	1 364 504 853
	Transferts	950 298 919	899 318 330	924 313 688
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21150 Administration Générale	17 503 069 311	18 708 163 506	19 535 627 363
2115001 Coordination et animation	1 298 192 657	1 262 361 610	1 300 749 300
2 - Biens et services	347 893 738	363 043 280	376 435 612
21150010001 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats	127 050 000	127 050 000	127 050 000
21150010003 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'emploi, de travail et de protection sociale	70 000 000	76 979 641	82 815 469
21150010004 Contrôler les services et structures sous-tutelle du ministère	16 000 000	17 595 346	18 929 248
21150010005 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21150010006 Suivre la mise en œuvre du Système Qualité dans les services du ministère	2 000 000	2 199 420	2 366 156
21150010007 Élaborer les projets de texte réglementaires et gérer les contentieux	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21150010012 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	104 843 738	108 427 014	112 148 554
21150010013 Sensibiliser le personnel sur le phénomène du VIH SIDA	2 000 000	2 199 420	2 366 157
21150010014 Organiser la décoration dans l'ordre du mérite du travail	10 000 000	10 997 091	11 830 780
21150010015 Assister les personnes et communautés en détresse	2 000 000	2 199 420	2 366 155
3 Transferts	950 298 919	899 318 330	924 313 688
21150010010 Apporter un appui institutionnel aux centrales syndicales	800 000 000	749 019 411	774 014 769
21150010011 Prendre en charge les honoraires des agents sous la Convention du BNETD	150 298 919	150 298 919	150 298 919

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21150 Administration Générale	17 503 069 311	18 708 163 506	19 535 627 363
2115002 Planification, programmation et suivi - Évaluation	28 000 000	30 791 858	33 126 184
2 Biens et services	28 000 000	30 791 858	33 126 184
21150020001 Élaborer et suivre l'exécution des projets du MEPS	14 000 000	15 395 929	16 563 092
21150020002 Organiser la planification générale des activités du ministère	14 000 000	15 395 929	16 563 092
2115003 Gestion des ressources humaines matérielles et financières	16 162 876 654	17 399 614 110	18 185 188 786
1 Personnel	15 301 619 631	16 496 353 889	17 246 808 822
21150030005 Prendre en charges les Salaires du personnel fonctionnaire	15 301 619 631	16 496 353 889	17 246 808 822
2 Biens et services	861 257 023	903 260 221	938 379 964
21150030001 Gérer les ressources humaines du ministère	14 000 000	15 395 929	16 563 092
21150030002 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	170 000 000	170 000 000	170 000 000
21150030003 Gérer les ressources financières du ministère	48 000 000	52 786 042	56 787 749
21150030006 Élaborer le DPPD-PAP / CDMT, le suivre et l'évaluer dans sa mise en œuvre	23 000 000	25 293 312	27 210 797
21150030007 Prendre en charge les dépenses liées aux contrats et aux équipements centralisés	82 710 653	90 957 666	97 853 163
21150030009 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	270 000 000	270 000 000	270 000 000
21150030010 Organiser la fête du travail le 1er Mai	243 546 370	267 830 180	288 134 383
21150030011 Gérer la commande publique du ministère	10 000 000	10 997 092	11 830 780
2115004 Gestion des systèmes d'information et de communication	14 000 000	15 395 928	16 563 093
2 Biens et services	14 000 000	15 395 928	16 563 093
21150040001 Organiser la communication des activités du ministère	14 000 000	15 395 928	16 563 093

III.2. Programme 2 : Emploi

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme-2 : Emploi						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Assurer la coordination nationale et la promotion de l'Emploi décent	Taux d'emplois vulnérables	71%	65.5%	63.5%	61.5%	Source : Rapport enquête nationale sur l'emploi
	Taux d'emplois informels	89,1%	85.1%	83.1%	81.1%	Source : Rapport enquête nationale sur l'emploi
	Taux de sessions du comité emploi organisé	100%	100%	100%	100%	(Nombre de sessions organisées / nombre de sessions prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DGE
OS 2 : Améliorer la planification et contribuer à l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi	Taux de réalisation des activités du PSD-SIMT	50%	80%	95%	100%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DGE
	Taux de réalisation des activités du programme Emploi	80%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) x 100 Source : Rapport annuel d'activités DGE
	Taux de réalisation de l'enquête Emploi	80%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues dans l'enquête) x 100 Source : Rapport d'activités DGE

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : EMPLOI		282 600 000	378 821 826	421 323 626
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	57 000 000	62 683 425	67 435 449
	Transferts	150 000 000	240 538 401	278 288 177
	Investissements	75 600 000	75 600 000	75 600 000
	<i>Trésor</i>	75 600 000	75 600 000	75 600 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22151 Emploi	282 600 000	378 821 826	421 323 626
2215101 Coordination de la politique de l'emploi	100 600 000	103 092 732	105 176 949
2 Biens et services	25 000 000	27 492 732	29 576 949
22151010001 Rédiger les rapports sur les statistiques de l'Emploi	2 000 000	2 199 420	2 366 155
22151010002 Coordonner les projets et les activités des structures de l'Emploi	16 000 000	17 595 346	18 929 248
22151010004 Suivre la mise en œuvre de la politique de l'emploi	5 000 000	5 498 546	5 915 391
22151010006 Organiser des sessions consultatives sur la mise en œuvre de la politique Emploi	2 000 000	2 199 420	2 366 155
4 Investissements	75 600 000	75 600 000	75 600 000
Trésor	75 600 000	75 600 000	75 600 000
22151010003 Production et diffusion de statistiques du travail	40 171 134	40 171 134	40 171 134
22151010007 Projet de Promotion emploi des couches vulnérables	35 428 866	35 428 866	35 428 866
2215102 Élaboration et suivi-Évaluation des projets et programmes d'emploi	32 000 000	35 190 693	37 858 500
2 Biens et services	32 000 000	35 190 693	37 858 500
22151020001 Suivre et évaluer les projets et programmes d'emploi	10 000 000	10 997 091	11 830 781
22151020002 Faire de l'observation de l'Emploi	11 000 000	12 096 801	13 013 860
22151020003 Élaborer les stratégies et les programmes d'emploi	11 000 000	12 096 801	13 013 859
2215103 Insertion socio-Économique et professionnelle des couches vulnérables	150 000 000	240 538 401	278 288 177
3 Transferts	150 000 000	240 538 401	278 288 177
22151030002 Former et insérer les jeunes selon les réalités socio-économiques du territoire	150 000 000	240 538 401	278 288 177

III.3. Programme 3 : Travail

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme-3 : Travail						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Améliorer la gouvernance du secteur du Travail	Taux de réalisation des activités	35%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) x 100 Source : Rapport d'activités DGT
OS2 : Promouvoir le respect des normes d'un travail décent dans les entreprises	Proportion des entreprises inspectées	24%	30%	35%	40%	(Nombre d'entreprises inspectées/ Nombre d'entreprises à inspecter) x 100 Source : Rapport d'activités DIT
	Proportion des entreprises en conformité avec les textes en vigueur	24%	29%	34%	39%	(Nombre d'entreprises en conformité avec les textes en vigueur / Nombre d'entreprises inspectées) x 100 Source : Rapport d'activités DIT
	Taux de dossiers de conflits individuels traités	96%	97%	98%	99%	(Nombre de dossiers de conflits individuels traités / Nombre de dossiers de conflits individuels soumis aux services d'inspection du travail) x 100 Source : Rapport d'activités DIT
	Taux de grèves évitées (conflits collectifs)	65%	69%	75%	81%	(Nombre de conciliations ayant permis d'éviter la grève / Nombre de conciliations menées pour les conflits collectifs) x 100 Source : Rapport d'activités DIT
	Taux de dossiers de consultations de santé et de sécurité au travail (SST) traités	72%	75%	80%	85%	(Nombre de dossiers de consultations de santé et sécurité au travail traités / Nombre de dossiers de consultations SST reçus à la DSST) x 100 Source : Rapport d'activités DSST
	Proportion des entreprises du secteur privé formel observant les règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail	10%	20%	40%	50%	(Nombre d'entreprises du secteur privé formel observant les règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail / Nombre d'entreprises inspectées) x 100 Source : Rapport d'activités DSST
	Proportion des entreprises disposant d'un Comité de Sécurité et de Santé au Travail (CSST)	15%	25%	35%	60%	(Nombre d'entreprises du secteur privé formel disposant d'une CSST / Nombre d'entreprises inspectées) x 100 Source : Rapport d'activités DSST
OS3 : Renforcer la lutte contre le travail des enfants	Proportion des DR et DD disposant d'une Cellule fonctionnelle chargée de la lutte contre les pires formes de travail des enfants	33,32%	49,98%	66,64%	73,34%	(Nombre de DR et DD disposant d'une Cellule fonctionnelle chargée de la lutte contre les pires formes de Travail des enfants / Nombre cumulé de DR et DD) x 100 Source : Rapport d'activités DLTE
	Proportion des départements disposant d'un Système d'Observation et de Suivi du Travail des enfants en CI (SOSTECI) fonctionnel	28,70%	49,07%	68,51%	88,88%	(Nombre de départements disposant d'un Système d'Observation et de Suivi du Travail des enfants en CI (SOSTECI) fonctionnel / Nombre de départements) x 100 Source : Rapport d'activités DLTE (SOSTECI)
	Pourcentage d'enfants de 5 à 13 ans retirés du travail des enfants	38,68%	55,26%	66,82%	77,87%	(Nombre d'enfants de 5 à 13 ans retirés du travail des enfants / Nombre d'enfants de 5 à 13 ans en situation de travail) x 100 Source : Rapport d'activités SOSTECI
OS4 : Promouvoir le dialogue social	Taux des partenaires sociaux formés sur le dialogue social	12%	22%	32%	42%	(Nombre des partenaires sociaux formés sur le dialogue social / nombre de partenaires sociaux à former) x 100 Source : Rapport d'activités CNDS
	Proportion des conflits collectifs majeurs réglés	55%	60%	75%	85%	(Nombre de conflits collectifs majeurs ayant été réglés par le CNDS / Nombre de conflits collectifs majeurs déclarés) x 100 Source : Rapport d'activités CNDS

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : TRAVAIL		457 100 000	439 121 705	460 544 942
	Dépenses de personnel	62 800 000	60 961 217	62 434 331
	Dépenses en biens et services	239 300 000	263 160 488	283 110 611
	Transferts	0	0	0
	Investissements	155 000 000	115 000 000	115 000 000
	Trésor	155 000 000	115 000 000	115 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22152 Travail	457 100 000	439 121 705	460 544 942
2215201 Gouvernance du secteur du travail	251 800 000	264 817 953	278 712 984
1 Personnel	62 800 000	60 961 217	62 434 331
22152010043 Prendre en charge les indemnités du Conseil National du Dialogue Social (CNDS)	62 800 000	60 961 217	62 434 331
2 Biens et services	149 000 000	163 856 736	176 278 653
22152010003 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans le District Autonome de Yamoussoukro	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010004 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la région du N'ZI Comoe	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010005 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Gbklí (Bouake)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010006 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Poro (Korhogo)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010007 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Kabadougou (Odiène)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010008 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Gontougo (Bondoukou)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010009 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010010 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Goh (Gagnoa)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010011 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Tonkpi (Man)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Moyen Cavally (Guiglo)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010013 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de San Pedro	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010014 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de l'Indenie Djuablin (Abengourou)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010015 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Sud Comoe (Aboisso)	4 000 000	4 398 839	4 732 313

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22152 Travail	457 100 000	439 121 705	460 544 942
22152010016 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de l'Agneby Tiassa (Agboville)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010017 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail du District Autonome d'Abidjan	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010018 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Touba	7 000 000	7 697 967	8 281 547
22152010019 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Bouafle	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010020 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Divo	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010021 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Seguela	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010022 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Duekoue	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010023 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Dabou	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010024 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Toumodi	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010025 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Katiola	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010026 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Bouna	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010027 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région d'Adzope	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010028 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Daoukro	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010029 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Boundiali	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010030 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Soubre	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010031 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Ferkessedougou	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010032 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans le Département de Grand Bassam	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22152010037 Apporter un appui technique en matière de travail aux entités fonctionnelles	5 000 000	5 498 546	5 915 390
22152010038 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Travail	16 000 000	17 595 346	18 929 249
22152010042 Élaborer un système statistique des services en charge du travail	5 000 000	5 498 546	5 915 390
4 Investissements	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Trésor	40 000 000	40 000 000	40 000 000
22152010040 Réhabilitation et équipement des services de l'administration du Travail	40 000 000	40 000 000	40 000 000
2215202 Élaboration et suivi de la réglementation du travail	60 200 000	66 202 502	71 221 310
2 Biens et services	60 200 000	66 202 502	71 221 310
22152020002 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Koumassi	3 400 000	3 739 012	4 022 467
22152020003 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Marcory	3 400 000	3 739 012	4 022 467
22152020004 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail du Plateau	3 400 000	3 739 012	4 022 467
22152020005 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Treichville	3 400 000	3 739 012	4 022 467
22152020006 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Vridi	3 400 000	3 739 012	4 022 467
22152020007 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Yopougon	3 400 000	3 739 012	4 022 467
22152020008 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de d'Abobo Adjamé	3 400 000	3 739 012	4 022 467
22152020009 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Cocody	3 400 000	3 739 012	4 022 467

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22152 Travail	457 100 000	439 121 705	460 544 942
22152020010 Élaborer et faire appliquer les textes législatifs et réglementaires en matière du Travail	11 000 000	12 096 802	13 013 858
22152020011 Coordonner les activités des Inspections du travail	11 000 000	12 096 802	13 013 858
22152020012 Suivre l'application de la réglementation de la prévention des risques professionnels	11 000 000	12 096 802	13 013 858
2215203 Dialogue social	19 100 000	21 004 448	22 596 790
2 Biens et services	19 100 000	21 004 448	22 596 790
22152030002 Organiser des rencontres avec les secteurs privés et public	17 100 000	18 805 028	20 230 635
22152030004 Coordonner les activités de Dialogue social	2 000 000	2 199 420	2 366 155
2215204 Lutte contre le travail des enfants	126 000 000	87 096 802	88 013 858
2 Biens et services	11 000 000	12 096 802	13 013 858
22152040001 Lutter contre le travail des enfants	11 000 000	12 096 802	13 013 858
4 Investissements	115 000 000	75 000 000	75 000 000
Trésor	115 000 000	75 000 000	75 000 000
22152040002 Projet/Système d'observation et de suivi du Travail des Enfants (Projet SOSTECI)	115 000 000	75 000 000	75 000 000

III.4. Programme 4 : Protection Sociale

III.4.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme-4 : Protection Sociale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la gouvernance de la Protection Sociale	Taux de mise en œuvre des mesures de la SNPS	29%	45%	68,42%	79%	(Nombre de mesures mises en oeuvre / Nombre de mesures programmées dans le plan d'action de la SNPS) x 100 Source : Rapport d'activités DGPS
	Taux de réalisation des activités	48%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) x 100 Source : Rapport d'activités DGPS
OS 2 : Renforcer la protection des groupes vulnérables en matière d'action sociale et de promotion des personnes handicapées	Taux de fréquentation des centres sociaux par les personnes vulnérables	3%	5,27%	6%	6,38%	(Nombre d'usagers vulnérables des centres sociaux / Nombre de personnes vulnérables) x 100 Source : Rapport d'activités DAS
	Proportion des personnes indigentes bénéficiaires de prise en charge	3,15%	5%	6,15%	8%	(Nombre de personnes indigentes bénéficiaires de prise en charge / Total des personnes indigentes ayant sollicité une prise en charge) x 100 Source : Rapport d'activités DAS
	Proportion des personnes âgées prises en charge	0,57%	0,69%	0,76%	0,84%	(Nombre de personnes âgées bénéficiaires de prise en charge / Effectif des personnes âgées) x 100 Source : Rapport d'activités DAS
	Proportion des personnes handicapées prises en charge	0,28%	0,44%	0,55%	0,66%	(Nombre de personnes handicapées prises en charge / Effectif des personnes handicapées) x 100 Source : Rapport d'activités DPPH

III.4.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME IV : PROTECTION SOCIALE		20 978 362 475	16 666 783 400	17 607 177 770
	Dépenses de personnel	1 147 332 513	1 134 372 347	1 148 022 173
	Dépenses en biens et services	1 612 195 778	1 300 364 516	1 398 945 071
	Transferts	6 334 434 184	6 184 944 101	6 489 814 693
	Investissements	11 884 400 000	8 047 102 436	8 570 395 833
	<i>Trésor</i>	11 884 400 000	8 047 102 436	8 570 395 833
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22153 Protection sociale	20 978 362 475	16 666 783 400	17 607 177 770
2215301 Gouvernance du secteur de la protection sociale	138 580 000	152 397 765	163 950 978
2 Biens et services	138 580 000	152 397 765	163 950 978
22153010001 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région des Lagunes I (Abidjan)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010002 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Tcologo (Ferkessedougou)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010003 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Marahoué (Bouaflé)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010004 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Goh (Gagnoa)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010005 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Denguélé (Odienné)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010006 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Gbôke (Bouake)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010007 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région des Lagunes II (Abidjan)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010008 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du N'ZI Comoé (Dimbokro)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010009 Organiser les rencontres de la plateforme nationale de Protection Sociale	2 000 000	2 199 420	2 366 155
22153010010 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010012 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de San Pedro (San Pedro)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010013 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Bounkani (Bouna)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010014 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Cavally (Guiglo)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010015 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de la Nawa (Soubré)	4 000 000	4 398 839	4 732 313

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22153 Protection sociale	20 978 362 475	16 666 783 400	17 607 177 770
22153010016 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Tonkpi (Man)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010017 Coordonner la politique générale en matière de Protection Sociale	16 000 000	17 595 346	18 929 248
22153010018 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de l'Indenié Djuablin (Abengourou)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010019 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Hambol (Katiola)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010020 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Worodougou (Séguéla)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010021 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de l'Agnebi-Tiassa (Abgoville)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010022 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région des Savanes (Korhogo)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010023 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Lôh-Djiboua (Divo)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010024 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de la Mé (Adzopé)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010025 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Ifou (Daoukro)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010026 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région de la Bagoué (Boundiali)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010027 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Béré (Mankono)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010028 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Sud Comoé (Aboisso)	8 580 000	9 435 507	10 150 811
22153010029 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Bélier (Yamoussoukro)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010030 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010031 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Guémon (Duekoué)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
22153010032 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Zanzan (Bondoukou)	4 000 000	4 398 839	4 732 313
2215302 Protection des groupes vulnérables	1 686 015 778	1 446 101 962	1 552 227 813
2 Biens et services	1 459 615 778	1 132 570 820	1 218 431 003
22153020005 Coordonner les activités des Institutions Spécialisées et les interventions en faveur des personnes Handicapées	11 000 000	12 096 802	13 013 858
22153020012 Formuler des recommandations sur les questions relatives à la Promotion des Personnes Handicapées	2 000 000	2 199 420	2 366 155
22153020013 Apporter un appui institutionnel aux Associations des Personnes en situation de handicap	85 500 000	94 025 136	101 153 180
22153020014 Éduquer et prendre en charge les enfants déficients visuels	356 463 778	182 056 855	195 858 583
22153020015 Éduquer et prendre en charge les enfants déficients auditifs	398 560 000	175 667 544	188 984 898
22153020017 Prendre en charge les Handicapés, les Sinistrés et /ou Indigents	200 500 000	220 491 693	237 207 165
22153020018 Organiser l'insertion socio-économique des personnes vivant avec un handicap	2 000 000	2 199 420	2 366 155
22153020020 Mettre à la disposition des personnes handicapées la documentation adaptée à leurs besoins	2 000 000	2 199 420	2 366 155
22153020023 Formuler des recommandations sur les questions relatives à l'action sociale	2 000 000	2 199 420	2 366 155
22153020024 Mettre en œuvre et suivre les activités de protection et de promotion sociales	11 000 000	12 096 798	13 013 862
22153020025 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Grand Lahou	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020026 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Noé	4 000 000	4 398 838	4 732 314

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22153 Protection sociale	20 978 362 475	16 666 783 400	17 607 177 770
22153020027 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Korhogo II	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020028 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Mankono	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020029 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de San Pedro	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020030 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zaranou	6 592 000	7 249 284	7 798 853
22153020031 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social doumé	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020032 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Didiévi	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020033 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Taoudi	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020034 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kounahiri	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020035 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Boniérédougou	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020036 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sakassou	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020037 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Priko	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020038 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Botro	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020039 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Maca Yopougon	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020040 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Touba	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020041 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de M'Batto	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020042 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Guiémé / Tiapoum	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020043 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Ayamé	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020044 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Boundiali	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020045 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tiapoum	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020046 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sinfra	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020047 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gagnoa	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020048 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Aboisso	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020049 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bonoua	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020050 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tiassalé	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020051 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Daoukro	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020052 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Anono	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020053 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bocanda	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020054 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Vavoua	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020055 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Garage Daloa	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020056 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Jacquille	4 000 000	4 398 838	4 732 314

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22153 Protection sociale	20 978 362 475	16 666 783 400	17 607 177 770
22153020057 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sorobango	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020058 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bouaflé	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020059 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Aniassué	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020060 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Toumodi	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020061 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Anyama	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020062 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Saœoua	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020063 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Okrouyo	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020064 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Guessankro / Bongouanou	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020065 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kong	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020066 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Dabou	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020067 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Abengourou	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020068 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gouméré	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020069 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Lopou / Dabou	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020070 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bodokro	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020071 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Pouto	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020072 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Toupah / Dabou	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020073 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Grand Bassam	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020074 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Akoupé Anyama	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020075 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de M'Bahiakro	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020076 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tabagne	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020077 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Agboville	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020078 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Abongoua	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020079 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ouragahio	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020080 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Samatiguila	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020081 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bloléquin	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020082 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zuénoula	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020083 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ettrokro	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020084 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gboguhé	4 000 000	4 398 838	4 732 314

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22153 Protection sociale	20 978 362 475	16 666 783 400	17 607 177 770
22153020085 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Zécrézéssou	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020086 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Séguéla	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020087 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Djébonoua	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020088 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kani	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020089 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Buyo	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020090 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Brobo	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020091 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Maféré	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020092 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de l' Aby	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020093 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Treichville Habitat	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020094 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sandegué	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020095 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Attécoubé	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020096 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Jean Folly Port Bouet	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020097 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bangolo	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020098 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Yamoussoukro	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020099 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zoukougbeu	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020100 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Satama Sokoro	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020101 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Lakota	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020102 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tieningboué	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020103 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Adiaké	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020104 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Méagui	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020105 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Grand Zattray	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020106 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tanda	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020107 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Biankouma	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020108 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kouadioblékro / Bocanda	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020109 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Niangon Sud	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020110 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de la Zone Industrielle de Bouaké	4 000 000	4 398 838	4 732 314

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22153 Protection sociale	20 978 362 475	16 666 783 400	17 607 177 770
22153020111 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ferkessedougou	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020112 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Agnibilékrou	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020113 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Danané	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020114 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bléniméouin	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020115 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sapli Sépingo	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020116 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Katiola	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020117 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Toulepleu	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020118 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sassandra	4 000 000	4 398 838	4 732 314
22153020120 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Séguélon	5 000 000	5 498 547	5 915 391
22153020131 Assister et prendre en charge les personnes vulnérables de Napiélodougou	5 000 000	5 498 547	5 915 391
3 Transferts	42 000 000	129 131 142	149 396 810
22153020127 Prendre en charge les Handicapés, les Sinistrés et / ou Indigents	7 000 000	15 191 899	17 576 095
22153020128 Apporter un appui institutionnel aux Associations des personnes en situation de handicap	20 000 000	88 619 411	102 527 223
22153020129 Former les personnes handicapées	10 000 000	12 659 916	14 646 746
22153020130 Organiser la formation professionnelle des personnes vivant avec un handicap visuel	5 000 000	12 659 916	14 646 746
4 Investissements	184 400 000	184 400 000	184 400 000
Trésor	184 400 000	184 400 000	184 400 000
22153020001 Projet National d'Assistance aux Personnes âgées	22 800 000	22 800 000	22 800 000
22153020002 Construction et Equipement des Centres Sociaux	96 600 000	96 600 000	96 600 000
22153020003 Réhabilitation et Equipement des Centres Sociaux	55 000 000	55 000 000	55 000 000
22153020021 Réhabilitation et Equipement CESPPH de DANANE	10 000 000	10 000 000	10 000 000
2215303 Promotion de la sécurité sociale et mutualité	17 598 704 451	13 534 390 048	14 298 566 367
1 Personnel	404 404 451	399 836 334	404 647 538
22153030007 Prendre en charge le salaire du personnel de l'AIRMS	404 404 451	399 836 334	404 647 538
2 Biens et services	14 000 000	15 395 931	16 563 090
22153030002 Formuler les orientations sur les questions relatives à la Sécurité Sociale	2 000 000	2 199 420	2 366 155
22153030004 Coordonner le processus de la mise en place de la Couverture Maladie Universelle	2 000 000	2 199 420	2 366 155
22153030005 Coordonner les activités en matière de sécurité sociale	10 000 000	10 997 091	11 830 780
3 Transferts	5 480 300 000	5 256 455 347	5 491 359 906
22153030006 Coordonner les activités de Mutualité sociale	380 300 000	481 456 600	557 015 757
22153030008 MUGEF-CI PRISE EN CHARGE DES COTISATIONS	5 100 000 000	4 774 998 747	4 934 344 149

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22153 Protection sociale	20 978 362 475	16 666 783 400	17 607 177 770
4 Investissements	11 700 000 000	7 862 702 436	8 385 995 833
Trésor	11 700 000 000	7 862 702 436	8 385 995 833
22153030001 Couverture Maladie Universelle	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
22153030003 CMU/Soutien aux Indigents	8 700 000 000	4 862 702 436	5 385 995 833
2215304 Formation des travailleurs sociaux	1 555 062 246	1 533 893 625	1 592 432 612
1 Personnel	742 928 062	734 536 013	743 374 635
22153040006 Prendre en charge le salaire du personnel de l'INFS	742 928 062	734 536 013	743 374 635
3 Transferts	812 134 184	799 357 612	849 057 977
22153040001 Prendre en charge les Bourses des étudiants de l'Institut National de Formation Sociale	636 634 184	577 176 089	592 007 582
22153040003 Organiser la formation initiale et continue des étudiants dans le domaine social	175 500 000	222 181 523	257 050 395

SECTION 365 : MINISTERE DE LA PROMOTION DES PME

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs.

- la faiblesse du cadre réglementaire du secteur ;
- l'inexistence d'outils de planification, de bases de données statistiques et d'informations ;
- la faible visibilité des activités du Secteur dans les médias nationaux et internationaux ;
- l'environnement des affaires encore peu favorable pour les PME ;
- le faible accès des PME au financement ;
- le faible accès des PME au foncier et aux zones industrielles;
- l'inadaptation des mesures fiscales à la spécificité des PME;
- l'insuffisance de données statistiques sur le secteur des PME ;
- la faible capacité managériale des dirigeants de PME;
- la faiblesse du niveau de la productivité des PME ;
- l'insuffisante concertation entre les PME et le secteur Public ;
- la faible compétitivité des PME face aux grandes entreprises ;
- le manque de formation et de qualification des entrepreneurs ;
- la difficulté de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement des PME ;
- l'absence de coordination des organisations publiques, parapubliques et privées d'encadrement et des initiatives en faveur des PME ;
- l'insuffisance d'actions de promotion, de traçabilité, de distribution et de commercialisation des produits et services du secteur PME ;
- la faiblesse du système de protection sociale pour les acteurs du secteur des PME ;

I.2.1. Réponses apportées

- l'adoption d'une loi d'orientation de la politique nationale de développement des PME (Loi n°2014-140 du 24 mars 2014) ;
- l'adoption de la loi sur le développement du crédit-bail (Loi n°2017-802 du 07 décembre 2017 relative au crédit-bail)
- la signature du décret n°2015-525 du 15 juillet 2015 modifiant le décret n°2009-259 du 06 août 2009 portant code des marchés publics, tel que modifié par le décret n°2014-306 du 27 mai 2014 ; fixant un quota des marchés publics aux PME et introduisant une marge de préférence 5% pour la sous-traitance locale ;
- l'Ordonnance n°2019-679 du 24 juillet 2019 portant code des marchés publics ;
- la signature du décret n° 2015-525 du 15 juillet 2015 prévoyant des mesures de facilitation de l'accès des PME à la commande publique ;
- la signature du décret n° 2016-112 du 24 février 2016 portant modalités d'acquisition et de perte de la qualité des PME ;
- l'adoption du décret n° 2016-1102 du 07 décembre 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'agence en charge de la promotion des petites et moyennes entreprises, dénommée « Agence Côte d'Ivoire PME » ;
- l'adoption du décret n°2016-852 du 19 octobre 2016 déterminant les conditions de création et de fonctionnement des structures d'accompagnement et d'aide aux porteurs de projets et aux créateurs d'entreprises ;
- la signature de l'arrêté n°112/MPMBPE/DGBF/DMP du 08 mars 2016 portant procédures concurrentielles simplifiées ;
- l'adoption du projet de loi portant création, organisation, et fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire (CDC-CI) ;
- la mise en place de dispositions avantageuses spécifiques aux PME, contenues dans le nouveau Code des Investissements (Ordonnance n°2012-487 du 07 juin 2012) tel que modifié par l'ordonnance 2019-1088 du 18 décembre 2019 modifiant l'ordonnance n° 2018-646 du 1^{er} Août 2018 portant code des Investissements ;
- la signature de la Charte de sous-traitance et de cotraitance au profit des PME ;

- la prise de décret n°2016-852 du 19 octobre 2016 déterminant les conditions de création et de fonctionnement des structures d'accompagnement et d'aide aux porteurs de projets et aux créateurs d'entreprises ;
- l'adoption du décret n°2017-409 du 21 juin 2017 portant modalité d'acquisition et perte du statut de l'entrepreneur ;
- l'adoption de l'arrêté interministériel n°07 SEPPME/SEPMBPE du 9 mai 2019 portant création, attribution, organisation et fonctionnement du comité d'identification des structures d'appui et d'encadrement ;
- l'adoption du décret n°2020-18 du 08 janvier 2020 portant organisation et fonctionnement du fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises ;
- l'ordonnance modifiant l'article 1^{er} de la loi n°68-346 du 29 juillet 1968 portant création du fonds de garantie aux entreprises ivoiriennes ;
- le décret modifiant le décret n°2020-18 du 08 janvier 2020 portant organisation et fonctionnement du fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises ;
- l'arrêté n°4 SEPPME/CAB du 4 mars 2019 portant approbation du cahier des charges relatif à la création et à l'exploitation des structures d'accompagnement et d'aide aux porteurs de projets et aux créateurs d'entreprises ;
- l'arrêté n°5 SEPPME/CAB du 4 mars 2019 portant nomination des membres de la commission de suivi et de contrôle des structures d'accompagnement et du secrétariat technique et déterminant leurs attributions et leurs fonctionnements ;
- l'arrêté interministériel n°2020/04MPPME/MEF/MPMBPE/CAB/ du 18 février 2020 portant nomination des membres du comité de gestion du fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises ;
- l'arrêté n° 12/MPPME/CAB/ du 02 juin 2020 portant adoption de la plateforme d'identification des PME.
- la création d'un Ministère chargé de la Promotion des PME par le décret n° 2019-755 du 18 septembre 2019 portant attributions des membres du Gouvernement;
- l'adoption d'un document de Stratégie de Développement des PME, baptisé « Programme Phœnix pour les PME »;
- l'opérationnalisation de l'Agence Côte d'Ivoire PME chargée de faire la promotion des PME ivoiriennes;
- le renforcement de l'ancrage institutionnel de l'Agence Côte d'Ivoire PME par la mise en place de son Conseil de surveillance ;
- la création de la caisse de dépôt et de consignation ;
- la mise en œuvre du crédit d'impôt en 2016 ;
- la création du bureau d'information sur le crédit dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;
- la signature de la convention cadre avec la Banque Publique d'Investissement de France (Bpifrance) ;
- l'adoption d'une CCM relative au projet de création du Fonds de Garantie des PME ;
- la signature d'une convention cadre avec l'Incubateur Régional d'Aquitaine de Bordeaux (IRA) ;
- l'opérationnalisation de l'Incubateur d'Abidjan baptisé « DREAM FACTORY » et celui de San Pedro ;
- la mise en œuvre du Programme d'action pour la promotion et le financement des PME dans l'UEMOA (PAPF-PME) 2013-2015 ;
- l'organisation annuelle d'une journée nationale de promotion des PME;
- l'organisation des caravanes de sensibilisation à l'entrepreneuriat, des compétitions de business plan et la célébration d'entrepreneurs ;
- la création du Comité d'Identification des Structures d'Appui et d'encadrement (CISAE) signé le 09 mai 2019;
- la signature de conventions avec plusieurs banques;
- le développement en cours d'une plateforme électronique complète d'informations et de réalisation des formalités à destination des PME ;
- l'organisation des sessions de formation spécifiques avec les responsables des PME et les Entrepreneurs ;
- la mise en place d'une plateforme collaborative avec le Ministère de l'Education Nationale;
- la réalisation de trois études relatives au programme pluriannuel de renforcement de capacités des cadres et dirigeants des PME ;
- l'installation des membres de la commission de suivi et de contrôle et du secrétariat technique des structures d'accompagnement le 23 octobre 2019.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration de l'accès des PME aux financements et aux Marchés des PME ;
- le renforcement des capacités techniques et managériales des acteurs du secteur des PME ;
- l'implication du Ministère dans la plateforme relative à l'amélioration du climat des affaires des PME ;
- le développement de la culture entrepreneuriale et de l'innovation ;
- la réorganisation et la rationalisation institutionnelles par l'opérationnalisation effective de certaines structures ;
- le renforcement des organisations et fédérations professionnelles des PME ;
- la signature de partenariats avec les bailleurs publics, privés et des acteurs d'excellence ;
- la promotion, l'assistance et l'amélioration de l'écosystème des PME ;
- la promotion de l'entreprenariat et de l'ingénierie d'entreprise ;
- la facilitation de l'accès au financement des acteurs du secteur des PME ;
- l'opérationnalisation de la Stratégie relative au développement et à la compétitivité des PME.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement des PME (Programme Phœnix).
- la poursuite de la mise en place d'un cadre incitatif réglementaire favorable aux activités des PME ;
- les mesures d'aide et de soutien de l'Etat et des Collectivités aux PME.
- la promotion, l'assistance et l'amélioration de la compétitivité des PME ;
- la promotion de l'entrepreneuriat et de l'ingénierie d'entreprise ;
- la facilitation de l'accès au financement des acteurs du secteur des PME ;

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la promotion et la compétitivité des PME au niveau national et international sont améliorées.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Promotion des PME est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de promotion des PME. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes.

En matière de promotion, d'assistance et de compétitivité des PME :

- proposer des politiques et des mesures visant à assurer une meilleure expansion du secteur des PME ;
- définir un cadre institutionnel et réglementaire pour soutenir les stratégies de promotion des PME ;
- mettre en place un organisme de promotion du secteur des PME, en collaboration avec les opérateurs économiques et les organismes de soutien nationaux et internationaux ;
- promouvoir la transformation et la compétitivité des produits ivoiriens ;
- mettre en œuvre et assurer le suivi des politiques visant à la compétitivité des PME ;
- assurer les missions de conseil, de formation et d'assistance aux PME.

En matière d'ingénierie d'entreprise, il est chargé de :

- favoriser et promouvoir la création d'entreprises ;
- accueillir, enregistrer, encadrer et mettre en œuvre un programme d'information des promoteurs;
- réaliser les études permettant d'identifier les opportunités de création des PME ;
- assurer l'analyse, l'évaluation économique et financière des projets ;
- mettre en place des outils d'accompagnement des entreprises ;
- aider le secteur informel à mieux s'organiser et à migrer vers le secteur formel;
- renforcer les aptitudes entrepreneuriales des nationaux par des formations à la création et à la gestion d'entreprises ;
- développer les formations au processus de montage et de gestion des projets.

En matière de développement du partenariat, de l'accès aux financements et aux Marchés :

- proposer et suivre les partenariats en faveur du développement des PME ;
- participer à la mise en place du suivi du dispositif d'appui et d'assistance des PME;
- assurer la coordination et le suivi technique des programmes d'appui financier au secteur des PME ;
- promouvoir l'accès des PME aux financements et aux Marchés en relation avec les partenaires nationaux et internationaux ;
- promouvoir les investissements dans le secteur des PME.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Promotion des PME.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DAF, DAJC, DSI, SCDA, CPM, DRH, DPSP, DR, DD			
Programme 2 : Promotion des PME	DPAC-PME, DIE, DPAFM	Agence Côte d'Ivoire PME (ACIPME)	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à l'Agence Côte d'Ivoire PME ; - Appui à l'accès des PME aux financements et aux Marchés ; - Création des Incubateurs d'Abidjan ; - Mise en œuvre la stratégie de développement des PME (Programme Phœnix). 	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL/ SOURCE DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1 : l'administration est moderne et performante	IP.1 .1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 /: Rapport d'Etudes
		IP.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête
OG 2 : Promouvoir et rendre plus compétitives les PME	RS 2 : la promotion et la compétitivité des PME au niveau national et international sont améliorées.	IP 2.1 Part des PME dans la commande publique	Montant de la commande du secteur PME / Montant total de la commande publique Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
		IP 2.2 Part du secteur des PME au PIB	Montant de la part du secteur des PME dans le PIB / Montant du PIB national Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
		IP 2.3 : Nombre d'emplois formels créés dans le secteur des PME	Dénombrement Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	2 482 847 337	2 537 396 886	2 760 837 324
1.1 Ressources Intérieures	2 482 847 337	2 537 396 886	2 760 837 324
1.1.1 Budget État	2 482 847 337	2 537 396 886	2 760 837 324
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
2. CHARGES	2 482 847 337	2 537 396 886	2 760 837 324
2.1 Personnel	413 117 492	441 798 275	460 573 385
2.1.1 Solde y compris EPN	413 117 492	441 798 275	460 573 385
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	911 240 199	914 268 460	968 063 917
2.3 Transferts	858 489 646	961 330 151	1 112 200 022
2.4 Investissement	300 000 000	220 000 000	220 000 000
Trésor	300 000 000	220 000 000	220 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre réglementaire et institutionnel du secteur des PME	Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés et transmis en vue de leur signature	4	34	38	42	Dénombrement : Source : Rapport d'activités / DAJC
	Taux de réalisation des missions d'inspection	80%	80%	85%	90%	Nombre de missions d'inspection réalisées / Nombre de missions prévues Source : Rapport d'activités IG
OS 2 : Renforcer les systèmes d'informations et de communication	Taux de couverture des services en internet	75%	80%	90%	90%	Nombre des Services connectés / Nombre total de services du Ministère Source : Rapport d'activités DSI
	Nombre de visite du site web du Ministère	50 000	500 000	600 000	1 000 000	Dénombrement Source : Sercom / DSI

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées	70%	73%	74%	75%	Nombre d'activités programmées et budgétisées réalisées / Nombre total d'activités programmées et budgétisées Source : Rapport DAF
	Taux d'exécution du budget	70%	73%	74%	75%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Extrait SIB
	Taux d'occupation des postes	50%	75%	80%	90%	Nombre de postes occupés / Nombre de postes à pourvoir Source : Rapport d'activités / DRH
	Taux de renforcement de capacité des agents	75%	80%	85%	90%	Nombre d'agents ayant bénéficié de formation / Nombre d'agents prévus Source : Rapport d'activités DRH

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
21140 Administration Générale		1 227 357 691	1 249 394 940	1 313 878 731
	Dépenses de personnel	413 117 492	441 798 275	460 573 385
	Dépenses en biens et services	814 240 199	807 596 665	853 305 346
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme 1

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21140 Administration Générale	1 227 357 691	1 249 394 940	1 313 878 731
2114001 Coordination et animation	400 421 370	410 082 564	430 962 412
2 Biens et services	400 421 370	410 082 564	430 962 412
21140010001 Contrôler les Services et structures sous tutelle du Ministère	13 000 000	14 296 218	15 380 014
21140010002 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21140010008 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Promotion des PME	140 000 000	153 959 286	165 630 937
21140010011 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	23 000 000	14 296 219	15 380 014
21140010012 Organiser la planification générale, suivre et évaluer les activités de projet du Ministère	11 000 000	12 096 801	13 013 858
21140010013 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	158 421 370	163 835 784	169 459 120
21140010014 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21140010015 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	15 000 000	15 000 000	15 000 000
21140010018 Produire l'annuaire statistique du Ministère	6 000 000	2 199 419	2 366 156
2114002 Gestion des systèmes d'information et de communication du Ministère	61 000 000	63 783 132	68 618 527
2 Biens et services	61 000 000	63 783 132	68 618 527
21140020005 Organiser la communication des activités du Ministère	45 000 000	49 486 912	53 238 513
21140020010 Apporter un appui en matière de TIC aux services du Ministère	16 000 000	14 296 220	15 380 014
2114003 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	765 936 321	775 529 244	814 297 792
1 Personnel	413 117 492	441 798 275	460 573 385
21140030006 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	373 117 492	402 250 111	420 549 341
21140030014 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au Comité de Suivi du Programme Promo, PME dans l'UEMOA	40 000 000	39 548 164	40 024 044
2 Biens et services	352 818 829	333 730 969	353 724 407
21140030004 Élaborer et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	20 000 000	21 994 183	23 661 563
21140030007 Gérer les ressources humaines du Ministère	13 000 000	14 296 218	15 380 014
21140030009 Gérer la commande publique du Ministère	7 000 000	7 697 965	8 281 547
21140030012 Gérer les ressources matérielles du Ministère	55 818 829	61 384 479	66 038 035
21140030013 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du Ministère	187 000 000	158 358 124	170 363 248
21140030016 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	70 000 000	70 000 000	70 000 000

III.2. Programme 2 : Promotion des PME

III.2.2. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion des PME						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1: Formaliser, développer et rendre compétitive les PME	Nombre de PME créées	16 786	21 600	24 000	24 000	Dénombrement Rapport d'enquête CEPICI
	Taux de PME assistées	50%	70%	80%	90%	Nombre de PME assistées/ Nombre de PME à assister Source : Rapport d'activités / ACI-PME / DPAC / DPAFM
	Nombre d'entrepreneurs enregistrés	-	10 000	20 000	30 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités / Agence CI-PME

III.2.3. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
22141 Promotion des PME		1 255 489 646	1 288 001 946	1 446 958 593
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	97 000 000	106 671 795	114 758 571
	Transferts	858 489 646	961 330 151	1 112 200 022
	Investissements	300 000 000	220 000 000	220 000 000
	<i>Trésor</i>	300 000 000	220 000 000	220 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
22141 Promotion des PME	1 255 489 646	1 288 001 946	1 446 958 593
2214101 Promotion, assistance et amélioration de la compétitivité des pme	232 000 000	280 074 895	316 713 591
2 Biens et services	82 000 000	90 176 157	97 012 399
22141010007 Promouvoir l'entrepreneuriat et l'auto-emploi	13 000 000	14 296 219	15 380 014
22141010008 Assister et promouvoir les PME	14 000 000	15 395 929	16 563 092
22141010009 Suivre le dispositif d'appui financier des PME	13 000 000	14 296 221	15 380 014
22141010019 Organiser la journée mondiale des PME	25 000 000	27 492 730	29 576 953
22141010020 Rendre opérationnels les incubateurs	9 500 000	10 447 239	11 239 241
22141010021 Identifier et suivre les structures d'Appui et d'Encadrement des PME	7 500 000	8 247 819	8 873 085
3 Transferts	150 000 000	189 898 738	219 701 192
22141010028 Transférer les crédits au comité de suivi du programme Promo MPME dans l'UEMOA	150 000 000	189 898 738	219 701 192
2214102 Opérationnalisation de l'agence côte d'ivoire PME	1 023 489 646	1 007 927 051	1 130 245 002
2 Biens et services	15 000 000	16 495 638	17 746 172
22141020012 Assurer la mise en œuvre de la filière économique du sport	15 000 000	16 495 638	17 746 172
3 Transferts	708 489 646	771 431 413	892 498 830
22141020011 Prendre en charge le transfert à l'agence Côte d'Ivoire PME	708 489 646	771 431 413	892 498 830
4 Investissements	300 000 000	220 000 000	220 000 000
Trésor	300 000 000	220 000 000	220 000 000
22141020007 Appui à l'agence Ci-PME	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22141020008 Appui à l'accès des PME aux financements et aux marchés	20 000 000	20 000 000	20 000 000
22141020009 Mise en œuvre de la stratégie de développement des PME (Phoenix)	10 000 000	10 000 000	10 000 000
22141020010 Création des incubateurs d'entreprises	170 000 000	90 000 000	90 000 000

SECTION 366 : MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau institutionnel et juridique

- l'insuffisance des textes réglementaires et législatifs ;
- la faiblesse du cadre de planification sectorielle ;
- la faiblesse du niveau de déconcentration des services d'assainissement et de salubrité dans les villes de l'intérieur.

Au niveau de l'assainissement

- le faible niveau de la redevance d'assainissement;
- la pollution des milieux récepteurs ;
- l'insuffisance du nombre de stations d'épuration des eaux usées ;
- l'insuffisance du nombre d'ouvrages d'assainissement et de drainage ;
- l'insuffisance de l'entretien des systèmes d'assainissement collectifs et des réseaux de drainage des eaux pluviales ;
- l'insuffisance d'installations techniques de traitement et de valorisation de boues de vidange dans la plupart des villes du pays ;
- l'insuffisance des installations techniques d'assainissement améliorées tant en milieu urbain qu'en milieu rural avec de fortes disparités au niveau régional ;
- le manque d'installations techniques d'assainissement améliorées dans certains établissements scolaires et centres de santé ;
- l'illicéité des raccordements des canaux d'eaux usées sur les canaux d'eaux pluviales ;
- l'insuffisance de la politique de promotion des installations autonomes et appropriées d'assainissement techniques ;
- l'absence de dispositifs de métrologie pour le suivi du fonctionnement des ouvrages ;
- l'anarchisation dans l'occupation des emprises des ouvrages techniques d'assainissement ;
- l'obstruction et l'encombrement des ouvrages d'assainissement et de drainage par les déchets solides du fait de l'incivisme des populations ;
- l'insuffisance de communication pour le changement de comportement en matière d'assainissement et de drainage, particulièrement en milieu rural ;
- l'insuffisance de toilettes publiques ;
- l'inexistence de plans de recollement de réseaux privés d'assainissement (opération immobilière).

Au niveau de la salubrité

- le manque d'infrastructures de récupération, de recyclage et autres formes de valorisation des déchets ;
- le manque d'infrastructures appropriées de gestion de déchets dans des villes de l'intérieur du pays ;
- les difficultés d'acquisition de sites dédiés aux infrastructures de salubrité ;
- l'absence de données relatives aux caractéristiques techniques des déchets solides ;
- le caractère illégal de l'occupation des voies et des espaces publics ;
- l'irrégularité et l'informalité des affichages publicitaires dans la ville ;
- la production de bruits sonores nuisibles dans les quartiers commerciaux et dans les cités dortoirs ;
- la prolifération anarchique des sachets plastiques ;
- l'insuffisance des plaidoyers déployés en faveur du changement de comportement ;
- l'incivisme des populations.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau institutionnel et juridique

- la politique nationale de la salubrité en cours de validation ;
- le programme national de gestion des déchets solides en cours de validation ;
- la stratégie nationale de l'opération grand ménage en cours de validation ;
- le code de la salubrité transmis au SGG pour adoption ;
- le renforcement des capacités de l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) ;
- la signature du décret N°2016-791 du 12 octobre 2016 portant réglementation des émissions de bruits de voisinage et des arrêtés d'application ;
- l'élaboration d'un texte réglementant les emprises des ouvrages d'eau potable, d'assainissement et des réseaux électriques ;
- l'adoption effective du décret portant approbation du Schéma Directeur d'Assainissement et de Drainage (SDAD) du District d'Abidjan ;
- la mise en œuvre du contrôle et de l'audit interne ;
- la prise du décret N° 2012-327 du 22 mai 2012 portant interdiction de la production, de l'importation, de la commercialisation, de la détention et de l'utilisation des sachets plastiques.

Au niveau de l'assainissement

- l'entretien des ouvrages primaires de drainage des eaux pluviales du District d'Abidjan et des villes de l'intérieur;
- la construction et la réhabilitation des ouvrages d'assainissement et de drainage dans les communes d'Abidjan ;
- la réalisation et la livraison de travaux complémentaires d'assainissement et de drainage des eaux usées, d'appui à la gestion des déchets, d'aménagement, d'éclairage et de pavage des digues ;
- la poursuite de l'installation officielle du groupe sectoriel Eau-Hygiène-Assainissement (EHA) ;
- la mise en œuvre du programme de travaux prioritaires d'urgence pour l'extension de réseaux d'eaux usées, la construction, la réhabilitation de stations de pompage et de branchements sociaux dans le District d'Abidjan ;
- la réalisation de schémas directeurs d'assainissement et de drainage du District d'Abidjan et de 14 chefs-lieux de région;
- l'installation et la formation à l'utilisation du SIG Web du District d'Abidjan ;
- la mise en œuvre du programme de latinisation en milieu rural (PS-GOUV) ;
- la mise en œuvre d'un programme de construction de station de traitement de boues de vidange dans le District d'Abidjan et les chefs-lieux de région ;
- la mise en œuvre d'un programme de construction de canaux primaires de drainage dans le District d'Abidjan ;
- la mise en œuvre du programme d'aménagement et de gestion intégrée du bassin versant du Gourou (Gourou2) dans le District d'Abidjan.

Au niveau de la salubrité

- la mise en œuvre des opérations de salubrité dans le District d'Abidjan incluant Grand-Bassam et les villes de Yamoussoukro, Bouaké, Korhogo et San Pedro;
- la mise en œuvre des délégations des services de propreté d'Abidjan (nouvelle organisation de collecte et de transport des DSMA) ;
- la construction et l'exploitation d'un Centre de Valorisation et d'Enfouissement Technique (CVET);
- la mise en œuvre du programme spécial d'appui aux collectivités territoriales et à l'assistance aux ONG et aux organisations de la société civile ;
- les opérations de déguerpissement de sites d'occupations anarchiques du domaine public ;
- l'information, la sensibilisation et la vulgarisation du décret réglementant les bruits de voisinage ;
- la mise en œuvre de la feuille de route de la lutte contre les sachets plastiques ;
- le développement de plusieurs initiatives dans le cadre de l'éducation au changement de comportement ;
- la structuration et la modernisation de la gestion des déchets solides ménagers d'Abidjan et la réalisation en cours dans le District de Yamoussoukro pour le traitement des déchets organiques et des déchets agricoles dans la perspective de l'économie circulaire;
- la réalisation d'études en vue de la création de filières des autres types de déchets tels que les déchets industriels, les déchets issus des hôpitaux et les huiles usagées etc. ;

- l'installation et le renforcement de capacités de Comités Locaux d'Assainissement, de Salubrité et d'Hygiène (CLASH) dans les 31 régions;
- la professionnalisation de la filière des déchets solides;
- l'organisation de la Semaine Nationale de Propreté (SNP) de façon annuelle;
- l'organisation de l'opération grand ménage de façon mensuelle ;
- la conduite des études pour la gestion intercommunale des déchets ;
- l'engagement pour le développement de l'économie circulaire;
- l'amorce d'une politique de sponsoring de l'opération grand ménage

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite du renforcement du cadre juridique, institutionnel et la définition d'un cadre de planification;
- la mobilisation et la pérennisation des ressources financières conséquentes ;
- l'extension à d'autres localités du réseau collectif d'assainissement et des infrastructures de gestion des déchets;
- l'entretien du réseau collectif d'assainissement et des infrastructures de gestion des déchets ;
- l'extension de l'assainissement amélioré à l'ensemble du territoire national ;
- la prévention et la lutte contre les nuisances, pollutions et le désordre urbain ;
- la professionnalisation de la filière des déchets liquides, solides et dangereux ;
- le développement d'une politique de communication renforcée à l'endroit des populations ;
- la promotion de l'économie circulaire au niveau de l'assainissement et de la salubrité.

1.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'assainissement et de la salubrité ;
- la réalisation d'un programme de développement des infrastructures d'assainissement et drainage ;
- la conduite d'une gestion écologique et rationnelle des différentes catégories de déchets solides ;
- le renforcement de la lutte contre l'insalubrité et les nuisances ;
- la mise en place des systèmes d'alerte précoce multirisques et d'un cadre approprié pour le partenariat Public-Privé.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante
- le cadre de vie des populations en termes d'assainissement et de salubrité est amélioré

1.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Assainissement et de la Salubrité est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'assainissement, de drainage, de salubrité et de lutte contre les nuisances.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière d'assainissement

- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application de la politique et de la législation en matière d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de la ville et de l'Intérieur ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de la Ville, de l'Intérieur et de l'Urbanisme;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'assainissement et du drainage ;

- contrôle du bon fonctionnement des réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de l'Intérieur, de la Ville et de l'Environnement ;
- élaboration, approbation et promotion des schémas directeurs d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de la Ville, de l'Urbanisme et de l'Intérieur.

En matière de Salubrité

- élaboration des lois et règlements en matière de salubrité ;
- maîtrise d'ouvrage, approbation et suivi de la réalisation des infrastructures d'élimination des ordures ménagères et assimilés et tous types de déchets hormis les déchets dangereux, en liaison avec les Ministres concernés ;
- supervision et suivi de la gestion de tous types de déchets hormis les déchets dangereux, en liaison avec les Ministres chargés de la ville, de l'Intérieur, de l'Industrie, de l'agriculture, de la Santé et de l'Environnement ;
- réglementation et contrôle de la salubrité, notamment en matière de prévention des risques liés aux déchets ménagers ;
- élaboration de la réglementation en matière de la propreté, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice, de l'Intérieur et de la ville ;
- prévention et alertes en matière de pollutions en liaison avec les Ministres chargés de l'Intérieur, de la Ville, de l'Environnement, de l'Industrie et des Mines ;
- lutte contre les nuisances et pollutions, en liaison avec les Ministres chargés de l'Intérieur, de la Ville, de l'Industrie, de l'Environnement et des Mines ;
- promotion de la propreté et de l'esprit civique en matière de salubrité et de confort de vie, en liaison avec les Ministres chargé de l'Intérieur, de la Ville et du Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique ;
- encadrement des acteurs économiques du secteur de la salubrité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Assainissement et Drainage ;
- Programme 3 : Salubrité et Lutte contre les Nuisances ;
- Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, DAF, DAJC, DSPTS, DRH, SCRIP, IG, SCMFE, SOQ, SI, CPMP, DR, SPONSULN, SCSGP			

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Assainissement et Drainage	DAUD, DAR	ONAD, PGIBVG	<ul style="list-style-type: none"> - Programme d'assainissement ville d'Abidjan (Contrat d'affermage) ; - Assainissement d'Abidjan/district d'Abidjan - Assainissement / 2è C2D ; - Projet de Latinisation des écoles en milieu rural (PLEMIR) - Programme d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage de la ville d'Abidjan (PADSAD) ; - Projet d'amélioration de la gestion des matières de vidange (PAGEMV) dans le district d'Abidjan et dans 11 chefs-lieux de régions de Côte d'Ivoire ; - Projet d'accès aux services d'Assainissement Autonome en milieu urbain PASAAU dans 6 communes (Yamoussoukro, Korhogo, Bouaké, San-Pedro, Anyama, Katiola) République de Côte d'Ivoire ; - Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU) ; - Projet d'Assainissement et d'Amélioration du Cadre de vie dans le district d'Abidjan (PAACA) ; - Programme d'aménagement et de gestion intégrée du bassin versant du Gourou. 	- Programme de Structuration du Marché des Boues de Vidange (PSMBV)
Programme 3 : Salubrité et lutte contre les nuisances	DGSLN, DISVD, DOSLN, DPASCSSH	ANAGED	<ul style="list-style-type: none"> - Professionnalisation filière des déchets solides et ménagers ; - Mise en place d'une unité de compostage à Yamoussoukro ; - Construction de ponts bascules/ANAGED ; - Ouverture de décharge d'ordures ménagères ; - Centre d'Enfouissement Technique. 	Mise en œuvre du protocole d'accord dans le cadre de la réhabilitation de la décharge publique d'Akouédo ;

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1 : l'administration est moderne et performante	IP 1.1 : Proportion de textes institutionnels, législatifs et réglementaires élaborés et transmis au Gouvernement	Ratio : Nombre de textes institutionnels, législatifs et réglementaires élaborés et transmis au Gouvernement / Nombre de textes institutionnels, législatifs et réglementaires prévu Source : DAJC
		IP 1.2 : Taux de couverture national des structures du ministère l'Assainissement et de la Salubrité	Ratio : Nombre de collectivités territoriales disposant d'une structure du ministère / nombre de collectivité territoriale existant (région) Source MINASS
		IP 2.1 : Proportion d'habitants bénéficiant d'un assainissement amélioré	Ratio : Nombre de d'habitants bénéficiant d'un assainissement amélioré / Population totale Source: MINASS/DAUD/DAR/ONAD
OG 2 : Améliorer le cadre de vie des populations en termes d'assainissement et de salubrité	RS 2.1 : le cadre de vie des populations en termes d'assainissement et de salubrité est amélioré	IP 2.1. : Proportion d'habitants bénéficiant d'un assainissement amélioré	Nombre d'habitants bénéficiant d'un assainissement amélioré / Population totale Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
		IP 2.2 : Taux de couverture national des structures du ministère l'Assainissement et de la Salubrité	Ratio : Nombre de collectivités territoriales disposant d'une structure du ministère / nombre de collectivité territoriale existant (région)

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	157 781 778 205	241 193 984 413	189 322 173 864
1.1 Ressources Intérieures	87 647 955 185	103 481 247 014	111 570 979 240
1.1.1 Budget Etat	87 647 955 185	103 481 247 014	111 570 979 240
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	70 133 823 020	137 712 737 417	77 751 194 624
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	70 133 823 020	137 712 737 417	77 751 194 624
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	157 781 778 205	241 193 984 413	189 322 173 864
2.1 Personnel	2 096 436 808	2 172 069 886	2 238 289 494
2.1.1 Solde y compris EPN	2 096 436 808	2 172 069 886	2 238 289 494
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	3 092 363 758	3 351 130 484	3 568 299 191
2.3 Transferts et subventions	75 957 942 619	90 126 972 341	97 643 133 159
2.4 Investissement	76 635 035 020	145 543 811 720	85 872 452 020
Trésor	6 501 212 000	7 831 074 303	8 121 257 396
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	70 133 823 020	137 712 737 417	77 751 194 624

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre juridique et institutionnel du ministère	Proportion de collectivités territoriales (chefs-lieux de Région) disposant d'infrastructures modernes de salubrité	21%	30. %	45%	52%	Nombre de collectivités territoriales disposant d'infrastructures modernes de salubrité / Nombre total de collectivités territoriales Source: Rapport Annuel de Performance du Programme 2
	Taux d'application des textes élaborés et mis en œuvre	10%	14%	16%	22%	Nombre de texte législatif et réglementaire appliqués / Nombre de textes législatif et réglementaire produits Source : Rapport d'activités DAJC
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de satisfaction en besoin de personnel	37.55%	40%	45%	55%	Besoins de personnel satisfait / Besoins de personnel exprimé Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du budget	70%	80%	90%	100%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Extrait SIB
	Taux de satisfaction en besoin de matériel roulants des entités administratives	40%	43%	45%	50%	Besoins de matériels roulants des entités administratives satisfait / Besoin de matériel roulants des entités administratives exprimé Source : Rapport d'activités DAF
OS 3 : Assurer une planification et un suivi efficace des actions	Taux de mis en œuvre des outils de Planification	55%	60%	65%	70%	Nombre d'outil de planification mis en œuvre / nombre d'outil de planification élaboré Source : Rapport d'activités DSPS
OS 4 : Assurer la gestion des systèmes d'informatique et de communication	Taux en besoin d'assistance informatique satisfait	50%	60%	70%	80%	Besoin d'assistance informatique satisfait / Besoin d'assistance informatique exprimé Source : Rapport d'activités Service informatique
	Taux de couverture médiatique des activités	50%	60%	70%	75%	Nombre d'activités ayant fait l'objet de couverture médiatique / Nombre d'activités réalisées Source : Rapport d'activités SCRP

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		3 064 019 936	3 295 924 771	3 472 588 439
	Dépenses de personnel	1 111 210 139	1 197 972 250	1 252 470 607
	Dépenses en biens et services	1 952 809 797	2 097 952 521	2 220 117 832
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21147 Administration Générale	3 064 019 936	3 295 924 771	3 472 588 439
2114701 Coordination et animation	332 177 736	365 298 914	392 992 217
2 Biens et services	332 177 736	365 298 914	392 992 217
21147010001 Mettre en œuvre la politique du ministère en matière d'assainissement et de salubrité	80 467 642	88 491 005	95 199 509
21147010002 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	35 000 000	38 489 822	41 407 735
21147010003 Promouvoir les textes législatifs et réglementaires du ministère	14 400 000	15 835 812	17 036 326
21147010004 Réaliser les activités de développement, de renforcement de la coopération internationale et de mobilisation des financements extérieurs	15 990 000	17 584 350	18 917 419
21147010005 Concevoir, et mettre en œuvre le système de management intégré	25 000 000	27 492 730	29 576 953
21147010006 Prendre en charge de fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21147010007 Gérer la commande publique du ministère	19 900 000	21 884 213	23 543 255
21147010013 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du haut Sassandra (Daloa)	13 218 718	14 536 746	15 638 776
21147010014 Coordonner les activités du Ministère au niveau du District de Yamoussoukro	15 313 150	16 840 014	18 116 652
21147010015 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de San -Pédro	13 237 515	14 557 418	15 661 015
21147010016 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région de la Mé (Adzopé)	15 700 711	17 266 216	18 575 167
21147010018 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Gbéké (Bouaké)	14 900 000	16 385 667	17 627 864
21147010020 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Tonkpi (Man)	13 900 000	15 285 957	16 444 786
21147010022 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la région du Cavally (Guiglo)	12 900 000	14 186 248	15 261 709
21147010029 Assurer le suivi, l'évaluation et le contrôle des observatoires du Ministère	22 650 000	24 908 415	26 796 719
21147010030 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	15 600 000	17 155 464	18 456 019

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21147 Administration Générale	3 064 019 936	3 295 924 771	3 472 588 439
2114702 Gestion des ressources humaines	2 328 917 200	2 493 009 536	2 612 973 766
1 Personnel	1 111 210 139	1 197 972 250	1 252 470 607
21147020008 Prendre en charge les salaires du personnel en central	1 111 210 139	1 197 972 250	1 252 470 607
2 Biens et services	1 217 707 061	1 295 037 286	1 360 503 159
21147020001 Gérer les ressources humaines du personnel	34 400 000	37 829 997	40 697 886
21147020003 Gérer les ressources financières et matérielles du Ministère	35 000 000	38 489 821	41 407 734
21147020005 Prendre en charge les dépenses centralisées du ministère	641 111 028	705 035 685	758 484 435
21147020006 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	263 900 000	263 900 000	263 900 000
21147020009 Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	116 832 547	120 825 567	124 972 664
21147020010 Élaborer, éditer et suivre la mise en œuvre du DPPD-PAP du ministère	25 000 000	27 492 730	29 576 954
21147020011 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	101 463 486	101 463 486	101 463 486
2114703 Planification, programmation et suivi évaluation	191 200 000	204 780 393	216 135 240
2 Biens et services	191 200 000	204 780 393	216 135 240
21147030002 Organiser la planification générale des activités du Ministère	21 300 000	23 423 807	25 199 565
21147030003 Réaliser les études et la production des statistiques du Ministère	3 900 000	4 288 866	4 614 004
21147030004 Prendre en charge les missions hors CI-MEDD	51 000 000	56 085 169	60 336 984
21147030005 Prendre en charge les missions hors CI-MSUA	60 000 000	65 982 551	70 984 687
21147030006 Prendre en charge les missions en CI des Agents-MEDD	15 000 000	15 000 000	15 000 000
21147030007 Prendre en charge les missions en CI des Agents-MSUA	40 000 000	40 000 000	40 000 000
2114704 Gestion des systèmes d'information	211 725 000	232 835 928	250 487 216
2 Biens et services	211 725 000	232 835 928	250 487 216
21147040004 Organiser la communication des activités du Ministère	176 000 000	193 548 817	208 221 750
21147040005 Gérer le parc informatique	22 025 000	24 221 095	26 057 295
21147040006 Apporter un appui technique des Agents en TIC	13 700 000	15 066 016	16 208 171

III.2. Programme 2 : Assainissement et Drainage

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Assainissement et Drainage						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Réaliser l'assainissement et le drainage tant en milieu urbain que rural	Linéaire de réseau d'assainissement réalisé	10 Km	15	5	10	Dénombrement Source : Rapport d'activités ONAD
	Linéaire de réseau de drainage réalisé	18 Km	20	20	20	Dénombrement : Source : Rapport d'activités ONAD
	Nombre de stations de pompage et d'épuration des eaux usées réalisées	53	10	5	5	Dénombrement : Source : Rapport d'activités ONAD
	Nombre de Stations de traitement des Boues de Vidange réalisées	2	3	4	10	Dénombrement : Source : Rapport d'activités ONAD
	Proportion de latrines réalisées	42,5%	55%	70%	85%	Nombre de latrines réalisées / Nombre de latrines prévues Source : Rapport d'activités DAR

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : ASSAINISSEMENT ET DRAINAGE		76 260 288 981	145 537 786 890	85 896 294 445
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	358 253 961	393 975 170	423 842 425
	Transferts	0	0	0
	Investissements	75 902 035 020	145 143 811 720	85 472 452 020
	<i>Trésor</i>	5 768 212 000	7 431 074 303	7 721 257 396
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	70 133 823 020	137 712 737 417	77 751 194 624

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22148 Assainissement et drainage	76 260 288 981	145 537 786 890	85 896 294 445
2214801 Promotion de l'assainissement et de drainage en milieu urbain et rural	55 853 888 981	122 942 697 200	58 465 463 096
2 Biens et services	318 253 961	349 986 804	376 519 299
22148010002 Gérer les réseaux d'assainissement en saison de pluie	285 953 961	314 466 197	338 305 876
22148010003 Mettre en place un programme de réalisation des travaux d'assainissement et de drainage en milieu urbain	32 300 000	35 520 607	38 213 423
4 Investissements	55 535 635 020	122 592 710 396	58 088 943 797
Trésor	4 896 812 000	6 821 074 303	7 111 257 396
22148010001 Programme d'Aménagement et de Gestion Intégrée du Bassin versant du Gourou	419 212 000	240 000 000	240 000 000
22148010004 Projet de construction de latrines en milieu scolaire	3 627 600 000	5 881 074 303	6 171 257 396
22148010007 Projet d'amélioration de la gestion des matières de vidange (PAGEMV) dans le district d'Abidjan et dans onze (11) chefs-lieux de région de Côte d'Ivoire	350 000 000	200 000 000	200 000 000
22148010008 Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU)	500 000 000	500 000 000	500 000 000
Financement extérieur	50 638 823 020	115 771 636 093	50 977 686 401
22148010007 Projet d'amélioration de la gestion des matières de vidange (PAGEMV) dans le district d'Abidjan et dans onze (11) chefs-lieux de région de Côte d'Ivoire	907 623 020	1 021 505 445	1 246 486 401
22148010008 Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU)	49 731 200 000	114 750 130 648	49 731 200 000
2214802 Réhabilitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et du drainage	20 406 400 000	22 595 089 690	27 430 831 349
2 Biens et services	40 000 000	43 988 366	47 323 126
22148020004 Veiller à la conformité des réalisations des travaux et promouvoir l'assainissement et le drainage en milieu rural	40 000 000	43 988 366	47 323 126
4 Investissements	20 366 400 000	22 551 101 324	27 383 508 223
Trésor	871 400 000	610 000 000	610 000 000
22148020003 Assainissement d'Abidjan/District d'Abidjan	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22148020005 Projet d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage des eaux pluviales de la ville d'Abidjan(PADSAD)	471 400 000	410 000 000	410 000 000
22148020006 Projet de mise en place de la station d'épuration pour la réalisation de la chaîne de transfert des eaux usées de la commune de Yopougon	350 000 000	150 000 000	150 000 000
Financement extérieur	19 495 000 000	21 941 101 324	26 773 508 223
22148020005 Projet d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage des eaux pluviales de la ville d'Abidjan(PADSAD)	19 495 000 000	21 941 101 324	26 773 508 223

III.3 Programme 3 : Salubrité et Lutte contre les Nuisances

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 3 : Salubrité et lutte contre les nuisances						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Assurer la gestion des déchets et réduire les nuisances	Proportion de collectivités territoriales (chef lieux de région) disposant de décharge contrôlée	3%	12%	25%	30%	Nombre de collectivités territoriales disposant de décharge contrôlée / Nombre de collectivités territoriales Source : Rapport d'activités / DGAS - ANAGED
	Taux de réclamations clients satisfaits	88,20%	92%	95%	98%	Nombre de réclamations clients satisfaits / Nombre de réclamations client exprimées Source : Rapport d'activités BAS-SOQ

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : SALUBRITE ET LUTTE CONTRE LES NUISANCES		2 673 079 288	2 453 016 584	2 564 355 936
	Dépenses de personnel	985 226 669	974 097 636	985 818 887
	Dépenses en biens et services	781 300 000	859 202 793	924 338 934
	Transferts	173 552 619	219 716 155	254 198 115
	Investissements	733 000 000	400 000 000	400 000 000
	Trésor	733 000 000	400 000 000	400 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22149 Salubrité et lutte contre les nuisances	2 673 079 288	2 453 016 584	2 564 355 936
2214901 Lutte contre l'insalubrité et les nuisances	932 852 619	1 054 725 346	1 152 509 332
2 Biens et services	759 300 000	835 009 191	898 311 217
22149010001 Coordonner la mise en œuvre des activités de propretés sur le territoire national	70 000 000	76 979 643	82 815 467
22149010002 Promouvoir les stratégies de lutte contre les nuisances et les occupations anarchiques	30 000 000	32 991 277	35 492 342
22149010009 Promouvoir la qualité du cadre de vie	12 200 000	13 416 454	14 433 554
22149010010 Coordonner et suivre les activités des comités de salubrité et d'hygiène	11 700 000	12 866 599	13 842 015
22149010011 Promouvoir le respect des règles et normes de salubrité	635 400 000	698 755 218	751 727 839
3 Transferts	173 552 619	219 716 155	254 198 115
22149010003 Assurer une assistance technique dans lutte contre l'insalubrité et les nuisances	173 552 619	219 716 155	254 198 115
2214902 Promotion d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets	1 740 226 669	1 398 291 238	1 411 846 604
1 Personnel	985 226 669	974 097 636	985 818 887
22149020007 Transférer les crédits de subventions d'équilibre personnel à l'ANAGED	985 226 669	974 097 636	985 818 887
2 Biens et services	22 000 000	24 193 602	26 027 717
22149020006 Contrôler la construction des ouvrages de gestion des déchets sur le territoire national	22 000 000	24 193 602	26 027 717
4 Investissements	733 000 000	400 000 000	400 000 000
Trésor	733 000 000	400 000 000	400 000 000
22149020001 Centre d'enfouissement technique	145 000 000	145 000 000	145 000 000
22149020003 Ouverture décharge d'ordures ménagères	568 000 000	235 000 000	235 000 000
22149020004 Mise en place Unité de compostage à Yamoussoukro	20 000 000	20 000 000	20 000 000

III.4. Programme 4 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.4.1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME : COMPTE SPECIAUX DU TRESOR		75 784 390 000	89 907 256 186	97 388 935 044
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	75 784 390 000	89 907 256 186	97 388 935 044
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
23204 Comptes Spéciaux du Trésor	75 784 390 000	89 907 256 186	97 388 935 044
2320401 Gestion des Compte spécial du trésor	75 784 390 000	89 907 256 186	97 388 935 044
3 Transferts	75 784 390 000	89 907 256 186	97 388 935 044
23204010001 Transférer les Taxes d'enlèvement des ordures ménagères/ANAGED	13 821 000 000	15 343 783 663	16 620 624 562
23204010002 Transférer les recettes affectées au financement de la Salubrité Urbaine/ANAGED	49 570 712 000	59 650 778 018	64 614 648 386
23204010003 Transférer les recettes affectées à l'ONAD pour l'Assainissement et le Drainage	12 392 678 000	14 912 694 505	16 153 662 096

SECTION 369 : MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la fragilité du tissu social ;
- l'insuffisance de la Solidarité publique et privée ;
- l'extrême pauvreté et la vulnérabilité.

I.1.2. Réponses apportées

- La mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réconciliation et de Cohésion Sociale (SNRCS 2016-2020) ;
- l'assistance aux populations vulnérables et sinistrées ;
- La réduction des inégalités sociales afin de favoriser une inclusion sociale et financière de toutes les couches de la population.

I.1.3. Défis et priorités

- la prévention des conflits pour une Paix durable ;
- la sensibilisation pour des élections apaisées ;
- la consolidation de la réconciliation nationale ;
- la poursuite et l'intensification des actions de solidarités envers les populations vulnérables ;
- l'élargissement de la zone de couverture de l'investissement dans le capital humain ;
- l'identification et la maîtrise du nombre de ménages bénéficiaires des projets sociaux ;
- le renforcement des actions pour le développement communautaire et la quête du dividende démographique ;
- la résolution des crises latentes identifiées lors de l'actualisation de la cartographie ;
- La prise en charge de personnes victimes de traites de personnes ;
- La mise à échelle nationale des filets sociaux productifs ;
- l'accélération de la mise en œuvre de la phase II du projet SWEDD ;
- L'accélération de la mise en œuvre de la politique de développement communautaire (PNDC) ;
- L'accélération de l'opérationnalisation du Registre Social Unique (RSU).
- La poursuite de l'installation des directions régionales.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- asseoir une administration performante et efficiente ;
- construire une nation unie dans sa diversité et reposant sur les valeurs de solidarité nationale, d'esprit de famille, de cohésion sociale, de paix et d'amour de la patrie ;
- Renforcer la résilience des couches de populations pauvres et vulnérables.

I.2.2. Résultats stratégiques

- L'administration est moderne et performante ;
- La Cohésion sociale et l'unité nationale sont renforcées ;
- L'inclusion sociale et financière sont redynamisées ;

- La solidarité de l'Etat à l'endroit des populations vulnérables et sinistrées est renforcée.

I.3.Missions du ministère

Le Ministre de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Solidarité :

- promotion et mise en œuvre des actions de solidarité ;
- maintien et renforcement de la solidarité entre toutes les composantes de la Nation Ivoirienne ;
- mise en œuvre des actions en faveur des communautés en détresse ;
- mise en œuvre, suivi et coordination des activités des associations et organisations nationales et internationales à but humanitaire ;
- évaluation des stratégies et actions de solidarité ;
- développement et renforcement du plaidoyer et de la sensibilisation auprès des populations en faveur des victimes de crises, de catastrophes naturelles, de sinistres et de traites des personnes ;
- prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- mise en œuvre de la politique d'assistance aux pupilles de la Nation et aux pupilles de l'Etat ;
- prévention du phénomène de la Traite des Personnes, en liaison avec les Ministères concernés ;
- coordination et coopération dans la lutte contre la Traite des Personnes, en liaison avec les Ministères concernés ;
- recensement et évaluation des préjudices des victimes des crises, des sinistres et catastrophes naturelles ;
- proposition et mise en œuvre de mesures de réparation des préjudices des crises, des sinistres et des catastrophes naturelles ;
- proposition de mesures et de modalités de mise en œuvre des réparations des préjudices ;
- réparation et indemnisation des préjudices subis par les victimes des crises survenues en Côte d'Ivoire ;
- mobilisation de ressources financières et de moyens pour la prise en charge de la réparation des préjudices des victimes des crises, des sinistres et des catastrophes naturelles.

I.3.2. En matière de Cohésion Sociale

- mise en œuvre de la politique de renforcement et de promotion de l'unité nationale ;
- promotion et mise en œuvre des actions de cohésion sociale et de la réconciliation nationale ;
- maintien et renforcement de la cohésion entre toutes les composantes de la Nation ivoirienne ;
- évaluation des stratégies et actions de cohésion sociale ;
- renforcement du cadre juridique de promotion de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale ;
- contribution à la réduction des conflits, des tensions et des violences ;
- proposition au Gouvernement de mesures visant à lutter contre les injustices, les inégalités de toutes natures, l'exclusion ainsi que la haine sous toutes ses formes ;
- promotion de l'éducation à la culture de la paix, au dialogue et à la coexistence pacifique ;
- promotion des moyens de prévention, gestion et résolution pacifiques de conflits ;
- promotion de la culture de l'équité ;
- suivi et évaluation des activités de cohésion sociale et de réconciliation nationale ;
- création, coordination et renforcement des capacités techniques et opérationnelles des structures de paix.

I.3.3. En matière de Lutte contre la pauvreté

- promotion de l'accessibilité aux transferts monétaires et opportunités de revenus ;
- Développement d'un système de gestion numérique de renforcement de l'inclusion sociale et financière ;

- Mise en place des mesures d'accompagnement aux profits des ménages les plus pauvres ;
- Renforcement de la résilience des pauvres et des personnes en situation de vulnérabilité ;
- Contribution et mise en œuvre des fondements d'un système national de filets sociaux ;
- renforcement de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles en vue de l'atteinte du dividende démographique ;
- mise en œuvre de la politique de développement communautaire ;
- promotion des moyens de prévention, d'atténuation de la précarité et de la vulnérabilité ;
- suivi de la cartographie de la pauvreté et des risques de précarisations des populations ;
- promotion de la mobilisation sociale et communautaire ;
- renforcement de l'appui aux mécanismes nationaux, régionaux et locaux de lutte contre la pauvreté.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Solidarité et Cohésion Sociale ;
- Programme 3 : Lutte contre la Pauvreté.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DAFP, DESPS, DAJC, DCPCOC, SCRIP, SADI, SCIP, SQG, DR			
Programme 2 : Solidarité et Cohésion Sociale	DGSCS, DS, DCS, DAVC, DAPEPN	Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS).	Programme National de Cohésion Sociale	
Programme 3 : Lutte contre la Pauvreté	DGLP, DSRP, DMSR, DEC, DFS		<ul style="list-style-type: none"> - Projet des Filets Sociaux Productifs (PFSP) - Projet Régional d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD) ; - Projet de Reconstruction Post-Conflic et de Développement Communautaire (PRPC- DC) dans le District des Montagnes (PNDC). 	

II.2 Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux :	Résultats stratégiques	Indicateurs de performance	Méthode de calcul/source de collecte
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1 : l'administration est moderne et performante	IP.1.1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête
OG2 : Construire une nation unie dans sa diversité et reposant sur les valeurs de solidarité nationale, d'esprit de famille, de cohésion sociale, de paix et d'amour de la patrie	RS 2 : la Cohésion sociale et l'unité nationale sont renforcées	IP.2.1 : Proportion de personnes en détresse identifiées et assistées	Nombre de personnes en détresse identifiées et assistées / l'ensemble des personnes en détresse identifiées Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 2
OG3 : Réduire l'extrême pauvreté en renforçant la résilience des couches de populations vulnérables	RS 3 : l'inclusion sociale et financière sont redynamisées	IP 3.1 : Nombre de ménages ayant bénéficié d'allocations trimestrielles IP 3.2 : Proportion de personnes vulnérables, pauvres identifiées et encadrées par les ONG, OSC et autres partenaires de mise en œuvre des programmes sociaux	Dénombrement/ Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 3 / rapport d'Etudes

II.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	37 461 844 260	36 384 282 579	40 043 815 439
1.1 Ressources Intérieures	11 841 126 579	9 269 176 079	9 976 462 127
1.1.1 Budget Etat	11 841 126 579	9 269 176 079	9 976 462 127
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	25 620 717 681	27 115 106 500	30 067 353 312
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	25 620 717 681	27 115 106 500	30 067 353 312
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
2. CHARGES	37 461 844 260	36 384 282 579	40 043 815 439
2.1 Personnel	1 264 066 231	1 361 985 623	1 423 657 497
2.1.1 Solde y compris EPN	1 264 066 231	1 361 985 623	1 423 657 497
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 986 601 781	1 984 383 913	2 089 927 125
2.3 Transferts	1 039 411 986	1 223 565 979	1 383 196 627
2.4 Investissement	33 171 764 262	31 814 347 064	35 147 034 190
Trésor	7 551 046 581	4 699 240 564	5 079 680 878
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	25 620 717 681	27 115 106 500	30 067 353 312

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul/source de collecte
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la coordination et le système de planification et de suivi-évaluation	Nombre de rapports de suivi périodique produits (PAP, PND et Rapport Général)	04	06	06	06	Dénombrement Source : Rapport d'activités DESPS, RProg
	Nombre de rapports d'évaluation	1	2	2	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités OSCS, SWEDD, PFSP, PNDC, PNCS
	Nombre de structures inspectées	-	35	36	36	Dénombrement Source : Rapport d'activités Inspection générale
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Nombre de responsables et de sous directeurs formés à l'exécution du Budget Programme	23	72	74	75	Dénombrement Source : Rapport d'activités RFFIM
	Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat formés en Rédaction et procédures Administratives	56	220	225	230	Dénombrement Source : Rapport d'activités DRH

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5. : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		2 510 047 028	2 642 827 174	2 767 444 692
	Dépenses de personnel	1 255 366 231	1 353 383 897	1 414 952 267
	Dépenses en biens et services	1 254 680 797	1 289 443 277	1 352 492 425
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21122 Administration Générale	2 510 047 028	2 642 827 174	2 767 444 692
2112201 Coordination et animation du ministère	1 544 859 318	1 657 602 042	1 731 482 337
1 Personnel	1 255 366 231	1 353 383 897	1 414 952 267
21122010011 Gérer les ressources humaines du ministère	1 255 366 231	1 353 383 897	1 414 952 267
2 Biens et services	289 493 087	304 218 145	316 530 070
21122010006 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21122010009 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	141 813 087	141 813 087	141 813 087
21122010010 Coordonner les activités du ministère	78 700 000	86 547 113	93 108 249
21122010013 Développer le partenariat et les projets de coopération	7 440 000	8 181 837	8 802 100
21122010014 Coordonner les activités du ministère dans la région de l'AGNEBY-TIASSA	5 754 000	6 327 728	6 807 432
21122010015 Coordonner les activités du ministère dans la région du PORO	5 754 000	6 327 727	6 807 432
21122010033 Coordonner les activités du ministère dans la région de la BAGOUE	5 754 000	6 327 726	6 807 433
21122010034 Coordonner les activités du ministère dans la région du BOUNKANI	5 754 000	6 327 727	6 807 432
21122010035 Coordonner les activités du ministère dans la région du CAVALLY	5 754 000	6 327 727	6 807 432
21122010036 Coordonner les activités du ministère dans la région du GBEKE	5 754 000	6 327 728	6 807 432
21122010037 Coordonner les activités du ministère dans la région du GÔH	5 754 000	6 327 727	6 807 432
21122010038 Coordonner les activités du ministère dans la région du HAUT SASSANDRA	5 754 000	6 327 728	6 807 432
21122010039 Coordonner les activités du ministère dans la région du KABADOUGOU	5 754 000	6 327 727	6 807 432
21122010040 Coordonner les activités du ministère dans la région du TONKPI	5 754 000	6 327 726	6 807 432

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21122 Administration Générale	2 510 047 028	2 642 827 174	2 767 444 692
2112202 Planification, programmation, suivi et évaluation	19 207 764	21 122 955	22 724 286
2 Biens et services	19 207 764	21 122 955	22 724 286
21122020001 Organiser la planification des activités, réaliser les études et produire les statistiques du ministère	10 054 325	11 056 832	11 895 053
21122020002 Coordonner, suivre la mise en œuvre des programmes du ministère	9 153 439	10 066 123	10 829 233
2112203 Information et communication	17 194 463	18 908 908	20 342 394
2 Biens et services	17 194 463	18 908 908	20 342 394
21122030001 Organiser la communication des activités du ministère	10 154 325	11 166 804	12 013 360
21122030002 Organiser les archives, la documentation et le parc informatique du ministère	7 040 138	7 742 104	8 329 034
2112204 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	889 240 153	901 704 907	946 110 463
2 Biens et services	889 240 153	901 704 907	946 110 463
21122040003 Gérer la commande publique du ministère	3 277 162	3 603 926	3 877 138
21122040004 Elaborer et mettre en œuvre le DPPD-PAP/CDMT du ministère	22 460 000	24 699 468	26 571 935
21122040005 Prendre en charge les dépenses centralisées du ministère	331 612 447	323 438 159	347 958 004
21122040006 Prendre en charge les missions hors CI	49 031 120	49 031 120	49 031 120
21122040007 Gérer les ressources humaines du ministère	10 959 170	12 051 899	12 965 554
21122040008 Gérer les ressources financières du ministère	40 069 199	44 064 466	47 404 994
21122040009 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	51 905 909	51 905 909	51 905 909
21122040010 Prendre en charge les abonnements et consommations	379 925 146	392 909 960	406 395 809
2112205 Renforcement du système de contrôle juridique de gestion de la qualité et du genre	39 545 330	43 488 362	46 785 212
2 Biens et services	39 545 330	43 488 362	46 785 212
21122010004 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	13 508 651	14 855 588	15 981 788
21122010007 Mesurer la performance et la qualité des services faits	16 036 679	17 635 682	18 972 644
21122010008 Apporter un appui juridique aux services du ministère	10 000 000	10 997 092	11 830 780

III.2 Programme 2 : Solidarité et Cohésion Sociale

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Solidarité et Cohésion Sociale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul/source de collecte
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer la cohésion sociale et la solidarité	Nombre de localités à risque touchées par les activités de cohésion sociale	13	15	10	7	Dénombrement Source : Rapport d'activités DCS
	Nombre de personnes en détresses assistées	3584	4500	5000	6000	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DS
	Calcul de l'INSCS	-	-	1	-	Valeur de l'indice (est calculée chaque deux ans) Source : Rapport d'activités / OSCS
	Nombre de Rapports de suivi de l'état de la solidarité et de la cohésion sociale produits	48	52	52	52	Dénombrement Source : Rapport d'activités / OSCS

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de Dépenses

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE		2 251 382 104	2 390 615 257	2 586 286 442
	Dépenses de personnel	8 700 000	8 601 726	8 705 230
	Dépenses en biens et services	653 270 118	608 447 552	644 384 585
	Transferts	1 039 411 986	1 223 565 979	1 383 196 627
	Investissements	550 000 000	550 000 000	550 000 000
	<i>Trésor</i>	550 000 000	550 000 000	550 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22123 Solidarité et cohésion sociale	2 251 382 104	2 390 615 257	2 586 286 442
2212301 Promotion d'une paix durable	1 166 276 276	1 232 033 144	1 348 761 493
1 Personnel	8 700 000	8 601 726	8 705 230
22123010015 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'OSCS	8 700 000	8 601 726	8 705 230
2 Biens et services	437 576 276	404 238 326	424 694 263
22123010002 Coordonner les actions de solidarité et de cohésion sociale	18 221 950	20 038 848	21 557 990
22123010005 Organiser la journée nationale de la paix	50 000 000	54 985 459	59 153 906
22123010006 Organiser la journée nationale de la solidarité	60 000 000	65 982 551	70 984 688
22123010008 Cordonner le renforcement des ressorts de la solidarité	12 177 163	13 391 338	14 406 534
22123010011 Coordonner la mise en œuvre du processus de Réconciliation nationale	220 000 000	219 953 153	226 438 439
22123010013 Assurer la coordination des activités de la Direction	12 177 163	13 391 339	14 406 534
22123010016 Organiser la journée nationale du pardon et du souvenir	65 000 000	16 495 638	17 746 172
3 Transferts	720 000 000	819 193 092	915 362 000
22123010012 Appuyer le processus de Réconciliation nationale	280 000 000	262 156 794	270 905 169
22123010014 Prendre en charge le fonctionnement de l'OSCS	440 000 000	557 036 298	644 456 831
2212302 Assistance aux personnes en détresses et sinistrées	1 085 105 828	1 158 582 113	1 237 524 949
2 Biens et services	215 693 842	204 209 226	219 690 322
22123020004 Coordonner l'assistance aux victimes	16 533 287	18 181 809	19 560 171
22123020016 Coordonner les activités de la direction des Pupilles	10 786 346	11 861 844	12 761 089
22123020020 Apporter une assistance aux victimes de catastrophes naturelles	140 064 868	154 030 622	165 707 682
22123020021 Gérer l'unité médico-sociale	8 309 341	9 137 859	9 830 599
22123020022 Coordonner les actions de lutte contre la traite des personnes	40 000 000	10 997 092	11 830 781
3 Transferts	319 411 986	404 372 887	467 834 627
22123020014 Prendre en charge les pupilles de l'Etat et les pupilles de la Nation	150 000 000	189 898 738	219 701 192
22123020019 Prendre en charge les victimes des crises intercommunautaires	169 411 986	214 474 149	248 133 435
4 Investissements	550 000 000	550 000 000	550 000 000
Trésor	550 000 000	550 000 000	550 000 000
22123020007 Renforcer la mise en œuvre du PNCS	550 000 000	550 000 000	550 000 000

III.3. Programme 3 : Lutte contre la Pauvreté

III.3.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance

Programme 3 : Lutte contre la Pauvreté						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul / source de collecte
			2021	2022	2023	
OS 1 : Redynamiser l'inclusion sociale et financière	Nombre de personnes bénéficiaires ou participant au moins à un programme social au cours de l'année sur les 10,064 millions de pauvres	1 885 000	4 374 500	7 290 800	9 721 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGLP
	Nombre de ménages bénéficiaires du Projet des Filets Sociaux Productifs	127 000	227 000	227 000	300 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités / FSP/CMU/RSU/WURI
	Nombre de ménages inscrits dans le système d'information inter opérables du Registre Social Unique (RSU)	700 000	1 327 000	1 427 000	2 000 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités : FSP/CMU/RSU/WURI
	Proportion de personnes bénéficiaires de programmes sociaux utilisant le RSU pour faire le ciblage	0%	40%	70%	95%	Nombre de personnes bénéficiaires des programmes sociaux ayant un identifiant unique / Nombre de personnes bénéficiaires des programmes sociaux recensées Source : Rapport d'activités FSP / CMU / RSU / WURI
OS 2 : Atténuer les discriminations sociales et de l'exclusion	Nombre d'adolescentes, de jeunes filles et de femmes ayant bénéficié d'au moins une intervention de support économique (formation professionnelle, crédit, subvention d'actif productif)	1231	2000	5000	7500	Dénombrement Source : Rapport d'activités UGP SWEDD / UNFPA
	Proportion de personnes vulnérables, pauvres identifiées et encadrées par les ONG ; OSC et autres partenaires de mise en œuvre des programmes sociaux	20%	40%	70%	90%	Données d'enquête annuelle de suivi de la perception Source : Rapport d'activités : DGLP

III.3.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature et par Dépenses

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : LUTTE CONTRE LA PAUVRETE		32 700 415 128	31 350 840 148	34 690 084 305
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	78 650 866	86 493 084	93 050 115
	Transferts	0	0	0
	Investissements	32 621 764 262	31 264 347 064	34 597 034 190
	Trésor	7 001 046 581	4 149 240 564	4 529 680 878
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	25 620 717 681	27 115 106 500	30 067 353 312

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22124 Lutte contre la pauvreté	32 700 415 128	31 350 840 148	34 690 084 305
2212401 Renforcement de la résilience des personnes en situation de vulnérabilité pour la réduction des inégalités sociales	32 300 415 128	31 350 840 148	34 690 084 305
2 Biens et services	78 650 866	86 493 084	93 050 115
22124010005 Coordonner les activités du programme	18 850 866	20 730 472	22 302 046
22124010013 Assurer la coordination et le suivi des projets et programmes en lien avec les filets sociaux	12 200 000	13 416 453	14 433 553
22124010014 Elaborer et mettre à jour une cartographie de la pauvreté à échelle nationale	23 200 000	25 513 254	27 447 411
22124010015 Coordonner et apporter un appui aux mécanismes nationaux, régionaux et locaux de lutte contre la pauvreté	12 200 000	13 416 453	14 433 552
22124010016 Mobiliser les ressources et moyens en vue de la réduction de la pauvreté	12 200 000	13 416 452	14 433 553
4 Investissements	32 221 764 262	31 264 347 064	34 597 034 190
Trésor	6 601 046 581	4 149 240 564	4 529 680 878
22124010003 Projet filets sociaux productifs- banque mondiale	6 325 000 000	3 935 240 564	4 315 680 878
22124010018 Programme Régional pour l'Autonomisation des Femmes et le Dividende du Sahel	276 046 581	214 000 000	214 000 000
Financement extérieur	25 620 717 681	27 115 106 500	30 067 353 312
22124010003 Projet filets sociaux productifs- banque mondiale	13 710 700 000	13 710 700 000	13 710 700 000
22124010018 Programme Régional pour l'Autonomisation des Femmes et le Dividende du Sahel	11 910 017 681	13 404 406 500	16 356 653 312
2212402 Renforcement de l'accès aux infrastructures sociales de base et de la mobilisation communautaire	400 000 000	0	0
4 Investissements	400 000 000	0	0
Trésor	400 000 000	0	0
22124010002 Programme national de développement communautaire	400 000 000	0	0

SECTION 377: MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la vétusté des locaux des directions régionales;
- l'insuffisance de locaux pour abriter les directions centrales et les directions régionales ;
- l'insuffisance d'équipements et de matériels roulants dans les directions centrales, les directions régionales et dans les services ;
- l'insuffisance des effectifs de personnels techniques et qualifiés du secteur de l'eau ;
- l'absence de motivation des agents occasionnant le départ des agents techniques et administratifs vers des structures plus attrayantes ;
- l'insuffisance de culture de planification dans la conduite des activités des services ;
- l'absence de bases de données fiables du patrimoine hydraulique ;
- la vétusté et l'insuffisance des installations de production et de distribution ;
- l'insuffisance de sécurisation et de mobilisation des ressources en eau ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au secteur de l'hydraulique humaine ;
- la faiblesse de maintenance et de gestion des ouvrages en milieu rural ;
- les difficultés d'appropriation des ouvrages par les populations bénéficiaires ;
- l'insuffisance de sensibilisation des populations pour l'appropriation des ouvrages réalisés ;
- le manque de ressources humaines, matérielles et financières disponibles pour le suivi post-projet des infrastructures hydrauliques.

I.1.2. Réponses apportées

- la prise de textes réglementaires pour la sécurisation des ressources en eau mobilisable ;
- la création d'un ministère dédié à l'Hydraulique ;
- la réhabilitation des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- le développement d'infrastructures d'hydraulique humaine ;
- l'initiation de la recherche des locaux sous bail de l'Etat pour abriter les directions centrales et les directions régionales du ministère;
- la gestion participative des ouvrages hydrauliques par la redynamisation des comités villageois de gestion des points d'eau ;
- la formation des artisans réparateurs en milieu rural ;
- la réalisation de la deuxième phase d'adduction d'eau potable à partir de la nappe de Bonoua pour une production de 80 000 m³/j ;
- la mise en œuvre de projets structurants à partir des sources d'eau de surface notamment l'eau du fleuve Bandama, la lagune Aghien ou encore le fleuve Comoé ;
- l'équipement d'un Laboratoire de Contrôle et de la Qualité de l'Eau (LACQUE) de l'ONEP en matériels d'analyse de l'eau brute, mobiliers de bureau, matériels roulants et matériels informatiques) ;
- la construction des 1430 nouveaux points d'eau et la réalisation de 95 nouveaux HVA ;
- la réhabilitation de 8 000 pompes villageoises défectueuses et la réhabilitation de 40 HVA défectueux ;
- la mise en œuvre du programme « Eau Pour Tous » à travers l'entretien et la maintenance de 21 000 pompes à motricité humaine (PS-Gouv), d'un financement prévisionnel de 21 193 081 310 FCFA.

I.1.3. Défis et priorités

- la mise en place d'une base de données du patrimoine du ministère ;
- la réhabilitation des Directions Régionales du ministère ;

- le financement du secteur de l'eau potable ;
- le renforcement de la capacité de production et de distribution d'eau potable ;
- l'extension du service public de distribution d'eau potable à toutes les localités de plus de 4 000 habitants et à tous les chefs-lieux de sous-préfecture ;
- la création de points d'eau villageois pour les localités de 100 à 1 000 habitants ;
- la sécurisation des infrastructures d'hydrauliques humaines;
- la mobilisation des ressources en eau potable ;
- la mise en œuvre de programmes structurants de développement des infrastructures d'eau potable ;
- la réhabilitation et la maintenance des infrastructures d'eau potable ;
- la promotion des innovations technologiques dans le domaine de la production d'eau potable ;
- le renforcement des capacités humaines, techniques et financières des acteurs du secteur de l'eau potable ;
- la maîtrise des coûts élevés des réseaux de distribution du fait de l'urbanisation extensive.
- l'accroissement de l'accès à l'eau potable de l'ensemble de la population ;
- l'accroissement et le maintien des infrastructures hydrauliques;
- l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'hydraulique ;
- la diversification des sources de production en eau potable en vue de pérenniser les ressources naturelles.

I.2 Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations stratégiques retenues

- la sécurisation des ressources mobilisables pour l'alimentation en eau potable ;
- la réhabilitation des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- la construction des infrastructures d'hydraulique humaine de qualité ;
- la promotion des innovations technologiques dans le secteur de l'hydraulique humaine ;
- le renforcement de la gouvernance du secteur des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- le renforcement des capacités humaines, techniques et financières des acteurs du secteur de l'eau potable.

I.2.2. Résultats Stratégiques

- l'administration du ministère est moderne et performante ;
- l'accès à l'eau potable des populations est accru.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Hydraulique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'hydraulique.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- participation au suivi et à la protection des ressources en eau ;
- gestion des infrastructures du secteur de l'eau potable;
- développement des infrastructures d'alimentation en eau potable en milieu urbain et rural ;
- élaboration et suivi de la réglementation en matière de réalisation et d'exploitation des ouvrages d'hydraulique humaines ;
- maîtrise d'ouvrage ;
- conception, réalisation, suivi et entretien des ouvrages hydrauliques (des adductions d'eau potable, des points d'eau villageois et des systèmes d'hydraulique villageoise améliorée) ainsi que leur entretien ;
- réglementation des ouvrages hydrauliques.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Infrastructures d'Hydraulique Humaine.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DPSSE, DAJR, DAF, SITIC, SCRIP, SCI, SAD, 31 DR, CPMP		Suivre l'exécution du PS-Gouv/Ministère de l'Hydraulique (PS GOUV)	
Programme 2 : Infrastructures de l'Hydraulique Humaine	DAEP, DCP, DH	ONEP	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain (PREMU) - Projet Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM) - Indemnisation des travaux hydrauliques (ONEP) - Immatriculation foncière des sites des ouvrages d'Hydraulique humaine ; - AEP à partir de la ME (PFO/VEOLIA) ; - Réhabilitation des digues et seuil de retenues d'eau ; - Alimentation Eau Potable péri-urbain des villes de l'intérieur ; - Projet d'alimentation en eau potable dans le District des Montagnes ; - Projet d'AEP dans la région de l'Est (Bouna et Bondoukou) - AEP localités Nord-Est-Ouest (Programme Hydraulique Rurale) ; - Alimentation de la ville d'Adzopé (Fonds Koweitien) ; - AEP régions du Goh et Marahoué (RPE) ; - AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé à Daloa ; - Renforcement AEP de la ville de Tafiré et des localités environnantes ; - Renforcement AEP de la ville d'Aboisso et des localités environnantes ; - Alimentation en eau potable des localités du Bafing/ ONEP ; - Réalisation de 200 forages (Don Saoudien) ; - Alimentation en eau potable de la localité de Kafoudougou / ONEP ; - Travaux d'extension du réseau d'eau potable de kekreni / ONEP ; - Appui au Laboratoire de Contrôle et de Qualité de l'Eau (LACQUE/ONEP) ; - Réhabilitation des Pompes à Motricité Humaine ; - Alimentation en eau potable de la localité d'Amoroki / ONEP ; - Programme d'Alimentation en eau potable de la ville de Gueyo et localités environnantes et de la ville d'Abidjan ; - Programme National Hydraulique ; - Adduction Eau Gagnoa et Sinfra ; - Opération d'Entretien et de Maintenance des Pompes à Motricité Humaine ; - Programme de Renforcement du réseau d'eau potable de la ville d'Abidjan (BEI). 	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 : L'administration du ministère est moderne et performante	IP 1.1 : Taux de réalisation des activités du ministère	Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues Source : Rapport d'activités Cabinet
OG 2 : Accroître l'accessibilité à l'eau potable	RS 2 : L'accès à l'eau potable des populations est accru	IP 2.1 : Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable	Population ayant accès à une source d'eau potable / Population totale Source : Rapports d'activités DAEP / ONEP

II.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	86 527 624 316	87 079 777 131	99 973 708 839
1.1 Ressources Intérieures	33 585 946 892	26 790 252 557	26 917 604 755
1.1.1 Budget Etat	33 585 946 892	26 790 252 557	26 917 604 755
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	52 941 677 424	60 289 524 574	73 056 104 084
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	52 941 677 424	60 289 524 574	73 056 104 084
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	86 527 624 316	87 079 777 131	99 973 708 839
2.1 Personnel	794 790 867	856 847 297	895 827 139
2.1.1 Solde y compris EPN	794 790 867	856 847 297	895 827 139
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 455 180 127	1 554 152 576	1 638 012 140
2.3 Transferts et subventions	154 796 682	110 663 651	128 031 058
2.4 Investissement	84 122 856 640	84 558 113 607	97 311 838 502
Trésor	31 181 179 216	24 268 589 033	24 255 734 418
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	52 941 677 424	60 289 524 574	73 056 104 084

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Tableau de performance

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures hydrauliques	Proportion cumulée de textes législatifs et réglementaires adoptés	2/7	3/7	5/7	7/7	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJ
OS 2 : Assurer une gestion efficace, moderne et efficiente des ressources financières, matérielles et humaines du ministère	Taux d'exécution du budget	80%	85%	90%	95%	(Budget ordonnancé / Budget voté) x 100 Source : Rapport d'activités DAFP
	Taux de couverture des besoins en personnel des services du ministère	30%	70%	80%	80%	(Nombre d'agents mis à disposition / nombre de besoins en personnel exprimés) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
OS3 : Améliorer le système d'information et de communication interne et externe	Taux de satisfaction de la population par rapport aux actions du ministère	80%	85%	90%	90%	(Nombre de personnes satisfaites/ Nombre total de personnes enquêtées) X 100 Source : Rapport de l'enquête DPSSE / ONEP

III.1.2. Financement du Programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		10 252 925 654	11 396 685 856	13 466 078 449
	Dépenses de personnel	794 790 867	856 847 297	895 827 139
	Dépenses en biens et services	1 410 169 702	1 504 654 197	1 584 761 292
	Transferts	0	0	0
	Investissements	8 047 965 085	9 035 184 362	10 985 490 018
	<i>Trésor</i>	180 000 000	180 000 000	180 000 000
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	7 867 965 085	8 855 184 362	10 805 490 018

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21130 Administration Générale	10 252 925 654	11 396 685 856	13 466 078 449
2113001 Coordination et animation du ministère	8 277 317 035	9 287 404 864	11 256 831 252
2 Biens et services	229 351 950	252 220 502	271 341 234
21130010001 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'hydraulique humaine	60 190 000	66 191 498	71 209 474
21130010002 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	15 000 000	16 495 639	17 746 172
21130010015 Planifier, suivre et évaluer les activités du Ministère et de ses différentes structures	10 003 475	11 000 914	11 834 892
21130010016 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bélier	4 005 000	4 404 335	4 738 227
21130010018 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de N'Zi	4 005 000	4 404 335	4 738 226
21130010019 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gbêké	4 005 000	4 404 335	4 738 227
21130010020 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Wôrôdongou	4 005 000	4 404 336	4 738 226
21130010021 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bafing	4 005 000	4 404 336	4 738 227
21130010022 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Kabadougou	4 005 000	4 404 335	4 738 227
21130010023 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Pôrô	4 005 000	4 404 334	4 738 227
21130010024 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gontougo	4 005 000	4 404 338	4 738 226
21130010025 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Haut- Sassandra	4 005 000	4 404 338	4 738 226
21130010026 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gôh	4 005 000	4 404 337	4 738 227
21130010027 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Marahoué	4 005 000	4 404 336	4 738 226
21130010028 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Tonkpi	4 005 000	4 404 338	4 738 226
21130010029 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Cavally	4 005 000	4 404 337	4 738 226
21130010030 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Lôh- Djiboua	4 005 000	4 404 338	4 738 227
21130010031 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de San-Pedro	4 005 000	4 404 338	4 738 226
21130010032 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de l'Indénié- Djuablin	4 005 000	4 404 337	4 738 227
21130010033 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Sud- Comoé	4 005 000	4 404 339	4 738 226
21130010034 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Mé	4 005 000	4 404 337	4 738 227
21130010035 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des Lagunes	4 005 000	4 404 336	4 738 228
21130010036 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Iffou	4 005 000	4 404 337	4 738 227
21130010037 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de Hambol	4 005 000	4 404 334	4 738 227
21130010038 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Béré	4 005 000	4 404 338	4 738 226
21130010039 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Tchologo	4 005 000	4 404 338	4 738 226
21130010040 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Bounkani	4 005 000	4 404 338	4 738 226
21130010041 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Guémon	4 005 000	4 404 336	4 738 226
21130010042 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Gbôklé	4 005 000	4 404 337	4 738 227

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21130 Administration Générale	10 252 925 654	11 396 685 856	13 466 078 449
21130010043 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de l'Agnéby-Tiassa	4 005 000	4 404 338	4 738 227
21130010044 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région des Grands Ponts	4 005 000	4 404 338	4 738 227
21130010045 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région du Moronou	4 005 000	4 404 337	4 738 227
21130010046 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Bagoué	4 005 000	4 404 338	4 738 226
21130010047 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région de la Nawa	4 005 000	4 404 338	4 738 226
21130010050 Apporter un appui juridique aux services du ministère	10 003 475	11 000 913	11 834 892
21130010051 Gérer le système informatique du ministère	5 000 000	5 498 548	5 915 390
21130010052 Rechercher des opportunités d'investissement pour le financement des activités d'hydraulique humaine	5 000 000	5 498 548	5 915 391
4 Investissements	8 047 965 085	9 035 184 362	10 985 490 018
Trésor	180 000 000	180 000 000	180 000 000
21130010055 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère d'Hydraulique	180 000 000	180 000 000	180 000 000
Financement Extérieur	7 867 965 085	8 855 184 362	10 805 490 018
21130010055 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère d'Hydraulique	7 867 965 085	8 855 184 362	10 805 490 018
2113002 Gestion des ressources financières, matérielles et humaines	1 961 808 619	2 094 105 006	2 192 920 719
1 Personnel	794 790 867	856 847 297	895 827 139
21130020011 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	794 790 867	856 847 297	895 827 139
2 Biens et services	1 167 017 752	1 237 257 709	1 297 093 580
21130020002 Gérer les ressources financières et matérielles du ministère	141 500 000	155 608 852	167 405 555
21130020004 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
21130020005 Prendre en charge les dépenses liées aux frais de gardiennage, d'entretien des locaux, d'entretien et maintenance des installations électriques, d'équipement, d'entretien et réparation, d'abonnement internet, de carburant et frais de réception	195 823 359	215 348 747	231 674 333
21130020007 Gérer la commande publique du ministère	6 100 000	6 708 227	7 216 776
21130020008 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	90 000 000	98 973 827	106 477 032
21130020012 Prendre en charges les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	159 946 393	165 412 928	171 090 396
21130020015 Gérer les ressources humaines du ministère	16 200 000	17 815 291	19 165 863
21130020016 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats	200 000 000	219 941 837	236 615 625
21130020017 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	297 448 000	297 448 000	297 448 000
21130020020 Prendre en charge la participation aux conférences et missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
2113003 Information et communication	13 800 000	15 175 986	16 326 478
2 Biens et services	13 800 000	15 175 986	16 326 478
21130030002 Organiser la communication des activités du ministère	8 800 000	9 677 440	10 411 087
21130030004 Gérer la documentation et les archives du Ministère	5 000 000	5 498 546	5 915 391

III.2. Programme 2 : Infrastructures d'Hydraulique Humaine

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Infrastructures d'hydraulique humaine						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer l'opérationnalité du secteur de l'eau	Taux de projets suivis et évalués	-	25%	50%	75%	(Nombre de projets suivis et évalués / Nombre de projets prévus) X 100 Source : Rapport de suivi et d'évaluation DPSSE / ONEP
OS 2 : Améliorer l'accès des populations à l'eau potable	Taux de la population urbaine ayant accès à une source d'eau potable	94,2% (2016)	94,5%	95%	95%	Population urbaine ayant accès à un point d'eau (branchement, bornes fontaines) / Population totale de la zone urbaine Source : Rapport d'enquête EDS-MICS/ ONEP / DAEP *MICS : Multiple Indicator Cluster Surveys (Enquête à Indicateurs multiples)
	Taux de la population rurale ayant accès à une source d'eau potable	68,5%	68,5%	75%	80%	Population rurale ayant accès à un point d'eau (branchement, bornes fontaines) / Population totale de la zone rurale Source : Rapport d'enquête EDS-MICS / ONEP / DAEP *MICS : Multiple Indicator Cluster Surveys (Enquête à Indicateurs multiples)

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II: INFRASTRUCTURE DE L'HYDRAULIQUE HUMAINE		76 274 698 662	75 683 091 275	86 507 630 390
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	45 010 425	49 498 379	53 250 848
	Transferts	154 796 682	110 663 651	128 031 058
	Investissements	76 074 891 555	75 522 929 245	86 326 348 484
	<i>Trésor</i>	31 001 179 216	24 088 589 033	24 075 734 418
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	45 073 712 339	51 434 340 212	62 250 614 066

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22131 Infrastructures de l'hydraulique humaine	76 274 698 662	75 683 091 275	86 507 630 390
2213101 Sécurisation des ressources en eau	3 202 308 817	2 993 190 718	3 006 923 454
2 Biens et services	10 003 475	11 000 914	11 834 891
22131010078 Réaliser les activités hydrologiques	10 003 475	11 000 914	11 834 891
3 Transferts	132 305 342	82 189 804	95 088 563
22131010050 Transférer des crédits à l'Office National de l'Eau Potable (ONEP)	132 305 342	82 189 804	95 088 563
4 Investissements	3 060 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
Trésor	3 060 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
22131010035 Immatriculation foncière des ouvrages de production en eau potable (Projet)/ONEP	310 000 000	150 000 000	150 000 000
22131010058 Indemnisation Travaux hydrauliques / ONEP	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000
22131010074 Appui au Laboratoire de Contrôle Qualité de l'Eau (LACQUE/ONEP)	150 000 000	150 000 000	150 000 000
2213102 Système d'hydraulique urbaine	60 651 202 841	62 084 135 041	71 769 979 981
2 Biens et services	35 006 950	38 497 465	41 415 957
22131020038 Elaborer et mettre en œuvre la politique d'approvisionnement en Eau Potable des populations	10 003 475	11 000 913	11 834 892
22131020039 Suivre la mise en œuvre des projets du Ministère	25 003 475	27 496 552	29 581 065
4 Investissements	60 616 195 891	62 045 637 576	71 728 564 024
Trésor	19 948 287 584	16 274 993 984	15 877 187 904
22131020001 Alimentation en Eau Potable à partir de la ME (PFO/VEOLIA)	11 142 222 221	7 468 928 621	7 071 122 541
22131020003 Alimentation en Eau Potable à partir de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
22131020005 Alimentation en Eau Potable (AEP) District des Montagnes	500 000 000	500 000 000	500 000 000
22131020009 Alimentation en Eau Potable (AEP) de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Kowétien)	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
22131020011 Programme d'Urgence d'Hydraulique Urbaine	500 000 000	500 000 000	500 000 000
22131020015 Alimentation en eau potable des quartiers périurbains d'Abidjan et des villes de l'intérieur	282 508 368	282 508 368	282 508 368
22131020019 Alimentation en Eau Potable (AEP) Aboisso et localités	693 678 120	693 678 120	693 678 120
22131020024 Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU)	500 000 000	500 000 000	500 000 000
22131020027 Réhabilitation des Dignes et Seuils des retenues d'Eau d'AEP	500 000 000	500 000 000	500 000 000
22131020028 Alimentation en Eau Potable (AEP) des villes de Bouna et Bondoukou	2 829 878 875	2 829 878 875	2 829 878 875
22131020033 Programme de renforcement du réseau d'eau potable d'Abidjan	250 000 000	250 000 000	250 000 000
22131020041 Programme d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Gueyo et localités environnantes et de la ville d'Abidjan	250 000 000	250 000 000	250 000 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22131 Infrastructures de l'hydraulique humaine	76 274 698 662	75 683 091 275	86 507 630 390
<i>Financement extérieur</i>	40 667 908 307	45 770 643 592	55 851 376 120
22131020003 Alimentation en Eau Potable à partir de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé	5 496 200 000	6 185 826 165	7 548 220 358
22131020005 Alimentation en Eau Potable (AEP) District des Montagnes	1 500 000 000	1 688 209 899	2 060 028 845
22131020009 Alimentation en Eau Potable (AEP) de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Kowétien)	2 091 300 000	2 353 702 241	2 872 092 216
22131020019 Alimentation en Eau Potable (AEP) Aboisso et localités	1 268 800 000	1 428 000 480	1 742 509 732
22131020024 Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU)	10 000 000 000	11 254 732 662	13 733 525 634
22131020025 Alimentation en eau potable des régions du Gôh et de la Marahoué	21 908 307	24 657 214	30 087 830
22131020028 Alimentation en Eau Potable (AEP) des villes de Bouna et Bondoukou	5 557 700 000	6 255 042 772	7 632 681 541
22131020033 Programme de renforcement du réseau d'eau potable d'Abidjan	12 950 000 000	14 574 878 798	17 784 915 696
22131020041 Programme d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Gueyo et localités environnantes et de la ville d'Abidjan	1 782 000 000	2 005 593 361	2 447 314 268
2213103 Système d'hydraulique villageoise	11 516 187 004	9 888 547 319	11 010 878 548
3 Transferts	22 491 340	28 473 847	32 942 495
22131030020 Sensibiliser et Encadrer les Comités villageois de gestion des Pompes à Motricité Humaine	22 491 340	28 473 847	32 942 495
4 Investissements	11 493 695 664	9 860 073 472	10 977 936 053
<i>Trésor</i>	7 207 891 632	4 385 052 044	4 770 003 509
22131030017 Programme National Hydraulique	557 891 632	557 891 632	557 891 632
22131030018 Alimentation en Eau Potable (AEP) Localités Nord-Est Nord-Ouest (Projet d'Hydraulique Rurale)	250 000 000	250 000 000	250 000 000
22131030019 Réhabilitation et Entretien des Pompes à Motricité Humaine	6 400 000 000	3 577 160 412	3 962 111 877
<i>Financement extérieur</i>	4 285 804 032	5 475 021 428	6 207 932 544
22131030005 Réalisation de 200 forages/Dons Saoudien	1 430 000 000	2 248 379 376	2 279 722 701
22131030018 Alimentation en Eau Potable (AEP) Localités Nord-Est Nord-Ouest (Projet d'Hydraulique Rurale)	2 855 804 032	3 226 642 052	3 928 209 843
2213104 Système d'hydraulique villageoise améliorée	905 000 000	717 218 197	719 848 407
4 Investissements	905 000 000	717 218 197	719 848 407
<i>Trésor</i>	785 000 000	528 543 005	528 543 005
22131040013 Renforcement AEP Tafiré et localités environnantes (BIDC et BOAD)	685 000 000	428 543 005	428 543 005
22131040014 Alimentation en eau potable de la localité d'Amoroki / ONEP	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22131040017 Alimentation en Eau Potable des localités du Bafing/ONEP	50 000 000	50 000 000	50 000 000
<i>Financement extérieur</i>	120 000 000	188 675 192	191 305 402
22131040012 Projet Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire	120 000 000	188 675 192	191 305 402

SECTION 378 : MINISTERE DE LA VILLE

I. Présentation générale

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le désordre urbain ;
- la transversalité du secteur de la ville laissant interagir une multiplicité d'acteurs (publics et privés) dont les frontières de responsabilités ne sont toujours pas bien définies et délimitées ;
- l'obsolescence de certains textes législatifs et réglementaires relatifs aux documents d'urbanisme ;
- l'insuffisance des textes législatifs et réglementaires (lois, décrets, codes, politiques) en matière de ville ;
- la méconnaissance ou le non-respect des textes qui régissent le cadre de vie urbain ;
- l'absence d'un cadre de concertation et de réflexion sur les enjeux et défis de la ville ;
- la rareté et le mauvais entretien des espaces verts;
- le vieillissement des façades de certains bâtiments de quartiers et d'édifices ;
- le non-respect des normes d'urbanisation ;
- l'insuffisance d'infrastructures d'assainissement adéquates dans certains Marchés, établissements scolaires et centres de santé ;
- la floraison des bidonvilles et l'installation pérenne des populations dans des zones à risques souvent sans infrastructures de base ;
- le déphasage entre le développement des zones industrielles et économiques et l'urbanisation croissante ;
- l'utilisation de matériaux de fortune dans la construction des habitats ;
- la recrudescence des congestions dans les grandes villes ;
- la pollution (air, eau, nuisances sonores) ;
- les entrées de villes non attrayantes.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption de la politique de la ville par le Conseil des Ministres du 19 février 2020 ;
- l'institution d'une Semaine Nationale de la Ville ;
- l'organisation de la campagne de promotion de villes durables en lien avec l'ODD11 ;
- la gestion du contentieux portant sur le respect des règles d'urbanisme et de construction ;
- l'appui à la réalisation du plan directeur d'urbanisme de la Commune d'Issia ;
- l'élaboration du projet de décret portant création de l'Agence Nationale des Opérations et Projets Urbains (ANOPUR) ;
- la mise en place, par arrêté interministériel, d'un comité de réflexion sur la définition de nouveaux outils de planification urbaine fonctionnel ;
- la réalisation de travaux préparatoires pour la mise en place de nouveaux outils de planification urbaine ;
- la réalisation des visites d'imprégnation sur certains sites à Abidjan et à l'intérieur du pays (Yamoussoukro, San-Pédro, Korhogo,...) ;
- l'organisation des rencontres d'Abidjan sur les villes durables (pré-sommet Afrique-France) ;
- la réalisation de cinq missions de benchmark en 2019 (partage d'expériences) ;
- l'adhésion de la Côte d'Ivoire au Fonds Mondial du Développement des Villes (FMDV) la rendant éligible au financement de ce fonds ;

I.1.3. Défis et priorités

- la mise en œuvre de la politique de la ville ;
- l'organisation et la participation aux rencontres internationales sur la politique de la ville ;
- la recherche de nouveaux partenaires au développement pour la mobilisation des ressources additionnelles;
- la création de prix nationaux d'excellence ;

- l'élaboration des nouveaux outils de planification urbaine ;
- le renforcement des actions de lutte contre l'incivisme et le désordre urbain ;
- le renforcement des capacités des ressources humaines ;
- la poursuite des initiatives visant à la protection des espaces verts ;
- la poursuite de l'identification des zones à risque et des actions de sensibilisation des populations ;
- la création d'un observatoire national des données urbaines ;
- la poursuite de l'identification des zones à risque et des actions de sensibilisation des populations ;
- la conception du programme de développement des pôles urbains secondaires.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance autour de la ville durable en Côte d'Ivoire ;
- la promotion des villes inclusives ;
- la promotion des villes ivoiriennes productives ;
- la promotion des villes vertes et résilientes et soutenir la prévention des risques.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du Ministère est améliorée ;
- le cadre de vie urbain est amélioré

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la ville est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de ville.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'assistance et conseil aux villes ;
- la lutte contre la précarité de l'habitat et des exclusions dans les villes ;
- l'embellissement des villes ;
- promotion des parcs et jardins urbains ;
- la sensibilisation des populations à la participation aux développements urbains ;
- les échanges d'expériences internationales en matière de développement urbain ;
- le suivi de la Réglementation et du Contrôle de la conformité de l'habitat en milieu urbain ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique en faveur des quartiers défavorisé en vue de réduire les disparités et discriminations entre les villes ivoiriennes.
- l'élaboration et approbation des outils de planification urbaine, en liaison avec le Ministère en charge du plan et le Ministère en charge de la construction et de l'urbanisme et les acteurs locaux ;
- le Contrôle des schémas-directeurs, des plans d'urbanisation et de développement des villes et des programmes de restructuration urbaine, en liaison avec le Ministère en charge de la construction et de l'urbanisme ;
- le suivi de la politique de décentralisation, en liaison avec le Ministère de l'Intérieur ;
- la coopération internationale entre les villes ivoiriennes et étrangères, en liaison avec le Ministère en charge de la décentralisation et le Ministère en charge des Affaires Etrangères ;
- le suivi de la politique du logement dans la ville, en liaison avec le Ministère en charge du logement ;
- l'appui technique au relogement des populations déguerpies et à la réinstallation des populations déplacées, en liaison avec le Ministère en charge du logement et le Ministère en charge de la solidarité ;
- la participation à la Réglementation de la gestion du domaine public urbain, en liaison avec le Ministère en charge de l'équipement et de l'entretien routier ;

- la participation au développement des infrastructures socioculturelles urbaines, en liaison avec les Ministères en charge de la culture, des sports, de la construction et de l'urbanisme ;
- participation à l'adressage des rues et à l'embellissement des rues, en liaison avec le Ministère en charge de la construction et de l'urbanisme ;
- la participation à la définition du programme d'insertion des publics fragiles dans les quartiers défavorisés des villes, en liaison avec les Ministères en charge de l'emploi, de la solidarité et de cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté ;
- la participation à la définition des zones d'activités réservées, en liaison avec le Ministère en charge de la construction, du logement et de l'urbanisme ;
- la participation à l'élaboration de la Réglementation en matière de voirie et d'assainissement en milieu urbain, en liaison avec le Ministère en charge de l'équipement et de l'entretien routier, le Ministère en charge de l'assainissement et de la salubrité ;
- la participation au Contrôle du financement des réseaux d'assainissement et de drainage en milieu urbain, en liaison avec les Ministères en charge de la construction et de l'assainissement ;
- la participation à l'élaboration des politiques d'assainissement et de drainage en milieu urbain, en liaison avec les Ministères en charge de la construction et de l'assainissement ;
- la participation à la Réglementation de la gestion du domaine urbain, en liaison avec les Ministères en charge de l'équipement et de l'entretien routier, de la construction, du logement et de l'urbanisme ;
- la participation à l'élaboration de la politique d'adressage, en liaison avec le Ministère en charge de la construction et de l'urbanisme.

I.4. Identification des programmes

- **Programme 1** : Administration Générale ;
- **Programme 2** : Cadre de vie urbain.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1 Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DAF, DRH, DCRP, DRCC	-	-	-
Programme 2 : Cadre de vie urbain	DPUUPS, DDUD, DCPFV, DR.		- Réalisation de la cartographie des espaces verts du District Autonome de YAMO USSOUKRO en vue de leur sécurisation et leur aménagement - Equipement de trois (03) quartiers sous-équipés de YAMO USSOUKRO	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1 : l'administration est moderne et performante	IP.1.1.1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête
OG 2 : Améliorer le cadre de vie urbain	RS 2.1 : le cadre de vie urbain est amélioré	IP 2.1.1 : Taux réalisation des activités de la politique de la ville	Nombre d'activités de la politique réalisés / Nombre total d'activités prévue dans la politique de la ville. Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 2 DPUPS
		IP 2.1.2 : Proportion de villes disposant de nouveaux outils de planification urbaine	Nombre de villes disposant de nouveaux outils / Nombre total des villes Source : Rapport Annuel de Performance du Programme 2 DPUPS

II.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	2 007 308 469	2 033 367 968	2 144 081 355
1.1 Ressources Intérieures	2 007 308 469	2 033 367 968	2 144 081 355
1.1.1 Budget État	2 007 308 469	2 033 367 968	2 144 081 355
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
2. CHARGES	2 007 308 469	2 033 367 968	2 144 081 355
2.1 Personnel	359 862 354	387 960 025	405 609 169
2.1.1 Solde y compris EPN	359 862 354	387 960 025	405 609 169
2.1.2 Contractuels hors solde	0		
2.2 Biens et services	1 397 446 115	1 389 704 313	1 474 026 503
2.3 Transferts	50 000 000	55 703 630	64 445 683
2.4 Investissements	200 000 000	200 000 000	200 000 000
Trésor	200 000 000	200 000 000	200 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel et la coordination du Ministère	Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis au SGG	10	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités de la DRCC
	Taux de production des rapports d'activités des structures du Ministère	60%	70%	80%	100%	Nombre de rapports produits / nombre de rapports prévus Source : Rapport d'activités de l'Inspection Générale
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	Taux de besoins en équipement satisfait	50%	70 %	90%	100 %	Nombre d'équipements reçus / nombre total d'équipements sollicités Source : Rapport d'activités de la structure en charge des moyens généraux
	Taux d'exécution du budget	65%	≥70 %	≥70 %	≥70 %	Montant cumulé du budget exécuté / Montant total du budget actuel de l'année concernée Source : Extrait SIB
	Taux du personnel ayant bénéficié d'une formation	30%	40%	50%	60%	Personnel ayant bénéficié de formation / Personnel ayant exprimé un besoin en formation Source : Rapport d'activités de la DRH
OS 3 : Renforcer la communication sur les enjeux du secteur de la ville	Ratio de communes sensibilisées sur les enjeux du secteur de la ville	-	1 / 201	2 / 201	3 / 201	Nombre de communes sensibilisées / Nombre total communes (201) Source : Rapport d'activités de la DCRP

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		1 579 508 469	1 595 728 332	1 694 870 117
	Dépenses de personnel	359 862 354	387 960 025	405 609 169
	Dépenses en biens et services	1 169 646 115	1 152 064 677	1 224 815 265
	Transferts	50 000 000	55 703 630	64 445 683
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21092 Administration Générale	1 579 508 469	1 595 728 332	1 694 870 117
2109202 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	431 283 235	461 821 879	482 006 183
1 Personnel	359 862 354	387 960 025	405 609 169
21092020003 Prendre en charge les salaires du personnel	359 862 354	387 960 025	405 609 169
2 Biens et services	71 420 881	73 861 854	76 397 014
21092020007 Prendre en charge les frais d'abonnement, de facture d'eau, d'électricité et de téléphone	71 420 881	73 861 854	76 397 014
2109204 Coordination, suivi des activités et renforcement du cadre organisationnel, règlementaire et institutionnel du Ministère	55 500 000	61 033 860	65 660 835
2 Biens et services	55 500 000	61 033 860	65 660 835
21092040001 Élaborer la politique du Gouvernement en matière de Ville	34 500 000	37 939 968	40 816 196
21092040002 Effectuer des visites de terrain	4 000 000	4 398 836	4 732 312
21092040003 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	13 500 000	14 846 074	15 971 554
21092040004 Réaliser le contrôle et le suivi des projets urbains	2 000 000	2 199 418	2 366 156
21092040006 Promouvoir le manuel des procédures de contrôle des Structures	1 500 000	1 649 564	1 774 617
2109205 Amélioration de la gestion des ressources humaines, matérielles et financières	1 065 725 234	1 043 180 444	1 115 259 992
2 Biens et services	1 015 725 234	987 476 814	1 050 814 309
21092050002 Gérer les ressources financières et matérielles du Ministère	47 450 000	41 184 109	44 306 278
21092050004 Élaborer et mettre en œuvre le DPPD-PAP	20 000 000	21 994 184	23 661 563
21092050005 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21092050006 Prendre en charge les dépenses centralisées	506 775 234	459 431 261	494 260 740

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21092 Administration Générale	1 579 508 469	1 595 728 332	1 694 870 117
21092050007 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	152 000 000	152 000 000	152 000 000
21092050008 Apporter un appui financier à la régie relative aux impondérables	251 000 000	270 528 459	291 037 221
21092050009 Gérer la commande publique du Ministère	13 000 000	14 296 218	15 380 015
21092050010 Gérer les ressources humaines	19 500 000	21 444 328	23 070 023
21092050011 Apporter un appui technique au personnel du Ministère	2 000 000	2 199 418	2 366 156
3 Transferts	50 000 000	55 703 630	64 445 683
21092050012 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès du Fonds Mondial du Développement des Villes (FMDV)	50 000 000	55 703 630	64 445 683
2109206 Renforcement de la communication sur les enjeux et défis du secteur de la ville	27 000 000	29 692 149	31 943 107
2 Biens et services	27 000 000	29 692 149	31 943 107
21092060001 Organiser la communication des activités du Ministère	24 500 000	26 942 876	28 985 412
21092060002 Vulgariser les activités et les enjeux du MDV au public	2 500 000	2 749 273	2 957 695

III.2. Programme 2 : Cadre de vie urbain

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

PROGRAMME 2 : CADRE DE VIE URBAIN						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Maitriser durablement l'urbanisation	Nombre de communes disposant de nouveaux outils de planification urbaine	-	10	20	30	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPUPS
	Nombre de communes disposant de cartographie des espaces verts en vue de leur sécurisation et leur aménagement	-	1	2	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPUPS
OS 2 : Améliorer durablement le cadre de vie des citoyens	Nombre de quartier défavorisé (sous équipés, précaire) disposant d'études d'aménagement	-	3	6	9	Dénombrement Source : Rapport d'activités DDUD
	Ratio de commune ayant bénéficié d'une campagne de promotion des villes durables	2 / 201	3 / 201	10 / 201	20 / 201	Nombre de commune ayant bénéficié d'une campagne de promotion des villes durables / nombre total de commune (201) Source : Rapport d'activités DDUD

PROGRAMME 2 : CADRE DE VIE URBAIN						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS3 : Améliorer le cadre normatif et de coopération	Nombre de cas d'assistance et de contentieux traités	8	18	28	38	Dénombrement Source : Rapport d'activités DRCC
	Proportion des communes disposant de projets de ville	-	1 / 201	4 / 201	8 / 201	Nombre de commune ayant bénéficié d'un projet de ville / Nombre total de commune Source : Rapport d'activités DRCC
OS 4 : Renforcer la coopération internationale	Nombre de conventions de coopération et d'accords signées	01	02	03	04	Dénombrement Source : Rapport d'activités DCPFV

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : CADRE DE VIE URBAIN		427 800 000	437 639 636	449 211 238
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	227 800 000	237 639 636	249 211 238
	Transferts	0	0	0
	Investissements	200 000 000	200 000 000	200 000 000
	Trésor	200 000 000	200 000 000	200 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures / Activités	2021	2022	2023
22154 Cadre de vie urbain	427 800 000	437 639 636	449 211 238
2215401 Amélioration de la planification urbaine	131 000 000	133 592 439	135 760 029
2 Biens et services	26 000 000	28 592 439	30 760 029
22154010011 Promouvoir de nouveaux outils de planification urbaine et les documents de référence	21 500 000	23 643 747	25 436 178
22154010012 Mettre en œuvre la politique d'assistance et de conseil aux villes en matière de planification urbaine	3 500 000	4 948 692	5 323 851
22154010021 Lutter contre l'incohérence urbaine et les malfaçons	1 000 000	0	0
4 Investissements	105 000 000	105 000 000	105 000 000
Trésor	105 000 000	105 000 000	105 000 000
22154010020 Réaliser la cartographie des espaces verts du District Autonome de Yamoussoukro en vue de leur sécurisation et leur aménagement	105 000 000	105 000 000	105 000 000
2215402 Promotion du développement urbain durable et amélioration du cadre de vie urbain	175 500 000	179 127 753	185 505 475
2 Biens et services	80 500 000	84 127 753	90 505 475
22154020016 Promouvoir le Développement Urbain Durable	17 000 000	20 344 621	21 886 944
22154020025 Organiser la semaine nationale de la ville	58 000 000	63 783 132	68 618 531
22154020028 Promouvoir l'ODD 11 et installer les comités locaux pour les villes durables	4 000 000	0	0
22154020029 Suivre et Évaluer les comités locaux pour les villes durables	1 500 000	0	0
4 Investissements	95 000 000	95 000 000	95 000 000
Trésor	95 000 000	95 000 000	95 000 000
22154020027 Équiper trois (03) quartiers sous équipés de Yamoussoukro	95 000 000	95 000 000	95 000 000
2215403 Réglementation, contrôle et gestion des contentieux	21 300 000	23 423 806	25 199 563
2 Biens et services	21 300 000	23 423 806	25 199 563
22154030002 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	16 800 000	21 224 388	22 833 407
22154030014 Gérer les contentieux du MDV	2 000 000	2 199 418	2 366 156
22154030015 Élaborer les projets de Villes	1 500 000	0	0
22154030016 Élaborer les textes	1 000 000	0	0
2215404 Renforcement de la coopération et financement des villes	100 000 000	101 495 638	102 746 171
2 Biens et services	100 000 000	101 495 638	102 746 171
22154040003 Apporter un appui technique aux collectivités locales en matière de gestion des partenariats et de recherche de financement	1 000 000	1 099 709	1 183 078
22154040009 Élaborer et mettre en œuvre la politique de coopération national villes à villes	13 500 000	14 846 074	15 971 554
22154040010 Mettre en œuvre les engagements internationaux de la Côte d'Ivoire en matière de développement urbain	500 000	549 855	591 539
22154040012 Prendre en charge les missions en CI	45 000 000	45 000 000	45 000 000
22154040013 Prendre en charge des missions hors CI	40 000 000	40 000 000	40 000 000

**SECTION 534 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE
L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,
CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE**

SECTION 534 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faible capacité d'accueil du dispositif ;
- l'inégale répartition des structures de formation sur le territoire national ;
- la vétusté des infrastructures de formation avec des plateaux techniques obsolètes ;
- des programmes de formation peu diversifiés et non mis à jour depuis plusieurs années ;
- des programmes de formation ne couvrant pas suffisamment les besoins de certains acteurs, notamment ceux de l'agriculture, de l'artisanat, de l'informel ainsi que des groupes spécifiques tels que les déscolarisés, les femmes, les personnes handicapées ;
- la faible capacité d'adaptation du système à l'évolution technologique et à l'environnement de travail en perpétuelle mutation ;
- le déficit de perfectionnement et de renforcement de capacités des personnels enseignants et d'encadrement ainsi qu'une absence d'outils et de capacités en matière de planification, de programmation, de coordination et de budgétisation ;
- l'inégale répartition géographique des personnels ;
- l'inégale répartition des enseignants par discipline ;
- l'insuffisance du cadre institutionnel et réglementaire ;
- l'inefficacité du système d'agrément et de suivi des établissements privés de formation ;
- le faible suivi de l'insertion professionnelle des diplômés ;
- l'inadaptation du système d'évaluation axé plus sur les cours théoriques.

I.1.2. Réponses apportées

- l'implication du secteur productif dans le processus de formation ;
- l'accroissement de l'accès à la Formation Professionnelle ;
- l'amélioration de la qualité de l'offre de formation ;
- la mise en place d'un nouveau cadre de Certification construit avec le milieu professionnel ;
- l'amélioration de la gouvernance du système de Formation Professionnelle ;
- l'assainissement et l'encadrement des établissements privés de Formation Professionnelle et Technique ;
- le financement adéquat de la Formation Professionnelle.

I.1.3. Défis et priorités

- la mise à la disposition des secteurs productifs d'un capital humain avec des compétences très diverses ;
- l'accroissement de l'accès à une formation de qualité pour améliorer l'employabilité des formés ;
- la transmission des compétences aux jeunes pour leur permettre de s'orienter vers l'auto-emploi ;
- la transmission des compétences aux populations en vue de renforcer leur capacité d'adaptation et d'innovation ;
- la prise en compte des deux formes de travail (secteurs formel et informel) dans l'offre de formation professionnelle ;
- l'initiation de formations orientées sur les changements climatiques et énergétiques, la croissance urbaine, les mutations dans l'agriculture, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion de l'approche intégrée ;
- le développement des compétences et l'employabilité ;
- la soutenabilité financière et la compatibilité économique.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'Administration est moderne et performante ;
- la formation professionnelle est accessible et de qualité ;
- l'insertion socioprofessionnelle des apprenants est améliorée.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, exerce par délégation du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, les attributions de celui-ci relatives à la Formation Professionnelle.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- donner des qualifications techniques et professionnelles permettant à l'apprenant d'acquérir et d'exercer un métier ;
- offrir aux populations sans emploi, les qualifications professionnelles qui facilitent leur insertion dans la vie active ;
- permettre aux populations sous qualifiées, d'acquérir des compétences nécessaires pour l'amélioration de leur productivité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Formation Professionnelle.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

Programmes	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration générale	Cabinet, DAF, DRH, IG, DAJ, SERCOM, DPS, Cellule Genre, CPMP, DOB, DFIQ.	-	-	-
Programme 2 : Formation Professionnelle	DPEM, DEXC, DPDP, DFPI, DAIP, DFPCRSP, Comité de mise en œuvre de la réforme de la Formation Professionnelle, Cellule de coordination C2D, 10 UMF, 3 AAP, 15 DR, 18 DD, 62 EFP.	IPNETP, CPNTIC, CIDFOR, AGEFOP, EIBMA.	<ul style="list-style-type: none"> • Construction et Equipement CDI / CIDFOR ; • Système Intégré de Gestion du Patrimoine de l'ETFP (SIGPAT) ; • Réhabilitation et Equipement Lycée Hôtelier d'Abidjan ; • Formation Professionnelle/Purge des droits Coutumiers ; • Réhabilitation 3 Lycées Prof (Gagnoa, Ferlé, Celia) ; • Projet Dév Système Formation Professionnelle Partenariat Flux Inverses/BID ; • Construction et Equipement du Lycée Professionnel de Daloa/Fonds koweitien ; • Formation Professionnelle / 2ème C2D ; • Projet de formation et d'insertion des personnes handicapées ; • Mise en Place du SIG Carte Scolaire de l'ETFP ; • Projet de Construction du Centre de Formation aux Energies Renouvelables • Construction et équipement de 7 établissements de formation professionnelle/AVIC. 	-

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux (OG)	Résultats Stratégiques (RS)	Indicateurs de Performance (IP)	Méthode de calcul des indicateurs / source de collecte (sc)
OG1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 : L'Administration est moderne et performante	IP 1.1 : Taux de réalisation des activités du PTAB du Secrétariat d'Etat	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées Sources : Rapports d'activités Cabinet
OG 2 : Développer l'accès et la qualité de la formation professionnelle	RS 2 : La formation professionnelle est accessible et de qualité	IP 2.1. Taux d'accroissement des effectifs de la Formation Professionnelle	Effectif de l'année n – effectif de l'année n-1 / effectif de l'année n-1 Source : Rapports d'activités DSPS
	RS3 : l'insertion socioprofessionnelle des apprenants est améliorée	IP 2.2. Taux d'insertion de diplômés de la Formation Professionnelle	Enquête sur le taux d'insertion de diplômés de la formation professionnelle. Source : Rapport d'enquête DAIP

II.3. Financement global du ministère

Tableau3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	137 792 994 549	170 175 373 576	168 721 883 556
1.1 Ressources Intérieures	81 262 594 549	86 802 866 182	91 832 418 934
1.1.1 Budget Etat	81 262 594 549	86 802 866 182	91 832 418 934
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	56 530 400 000	83 372 507 394	76 889 464 622
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	56 530 400 000	83 372 507 394	76 889 464 622
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	137 792 994 549	170 175 373 576	168 721 883 556
2.1 Personnel	41 826 346 475	44 808 550 234	46 755 367 684
2.1.1 Solde y compris EPN	41 826 346 475	44 808 550 234	46 755 367 684
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	2 466 484 766	2 385 558 276	2 544 970 100
2.3 Transferts	34 583 538 377	37 407 057 672	40 330 381 150
2.4 Investissement	58 916 624 931	85 574 207 394	79 091 164 622
Trésor	2 386 224 931	2 201 700 000	2 201 700 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	56 530 400 000	83 372 507 394	76 889 464 622

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme 1

OBJECTIFS SPECIFIQUES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	SITUATION DE REFERENCE 2019	CIBLE			METHODE DE CALCUL ET MOYEN DE VERIFICATION
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du ministère	Proportion cumulée de textes législatifs et réglementaires soumis	4/8	8/8	0	0	Nombre de textes pris /nombre de textes prévus Source : Rapports d'activités DAJ / DPS
OS 2 : Assurer la gestion des ressources financières, matérielle, humaines	Taux d'exécution du budget	98,17%	98,25%	98,50%	98,60%	(Budget ordonnancé / budget voté) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Pourcentage d'enseignants en situation de classe, encadrés au cours de l'année	10%	50%	70%	75%	(Nombre d'enseignants en situation de classe encadrés / Nombre total d'enseignant en situation de classe) x 100 Source : Rapports d'activités DPS / DRH
	Proportion d'enseignants formés	70%	80%	85%	90%	(Nombre d'enseignants formés / nombre total d'enseignants à former) x 100 Source : Rapport d'activités DRH

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		1 423 954 089	1 376 266 426	1 459 163 580
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	1 423 954 089	1 376 266 426	1 459 163 580
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21210 Administration générale	1 423 954 089	1 376 266 426	1 459 163 580
2121001 Coordination et animation	351 617 855	366 447 875	378 974 495
2 Biens et services	351 617 855	366 447 875	378 974 495
21210010001 Coordonner les activités du Ministère	75 000 000	82 478 190	88 730 861
21210010002 Prendre en charge les frais liés à la résidence du Ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21210010003 Inspecter les services du Ministère	16 200 000	17 815 290	19 165 866
21210010004 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	35 000 000	38 489 822	41 407 735
21210010005 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21210010006 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Cote d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21210010007 Prendre en charge les honoraires des agents sous Convention BNETD	50 000 000	50 000 000	50 000 000
21210010008 Prendre en charge les honoraires des agents de la formation professionnelle sous contrats BNETD (Régie Convention BNETD/Min. Ens. Technique)	95 829 180	95 829 180	95 829 180
21210010009 Elaborer les stratégies relatives à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle	2 245 072	2 468 925	2 656 097
21210010010 Assurer l'orientation des apprenants et la gestion des bourses en Côte d'Ivoire et hors d'Ivoire	6 000 000	6 598 256	7 098 468
21210010011 Encadrer la Conception et organisation des filières, mettre en œuvre la politique d'innovation et de qualité	4 000 000	4 398 837	4 732 312
21210010012 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	18 343 603	18 970 538	19 621 663
2121002 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	985 278 372	914 080 222	977 192 835
2 Biens et services	985 278 372	914 080 222	977 192 835
21210020001 Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des Structures sous tutelle	17 010 000	18 706 053	20 124 161
21210020002 Coordonner la Passation des marchés publics du Ministère et suivre leur exécution	11 000 000	12 096 800	13 013 858
21210020003 Gérer le personnel du Ministère	14 175 000	15 588 375	16 770 132
21210020004 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	140 500 000	154 509 141	166 222 479
21210020005 Prendre en charge les dépenses centralisées liées à la formation professionnelle	719 283 864	629 696 876	677 434 188
21210020006 Organiser la séance de la commission nationale d'affectation et mutation des agents de la Formation Professionnelle	1 739 745	1 913 214	2 058 254
21210020007 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire de l'ETFP	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21210020008 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire de l'ETFP	56 569 763	56 569 763	56 569 763
2121003 Information et communication	64 966 664	71 444 434	76 860 640
2 Biens et services	64 966 664	71 444 434	76 860 640
21210030001 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du Ministère	8 910 000	9 798 407	10 541 226
21210030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires du ministère	6 480 000	7 126 114	7 666 346
21210030003 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	13 500 000	14 846 074	15 971 554
21210030004 Organiser les journées promotionnelles de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle	34 366 132	37 792 751	40 657 819
21210030005 Promouvoir l'accès des filles à l'Enseignement Technique et à la formation professionnelle notamment dans les filières industrielles CELLULE GENRE	1 710 532	1 881 088	2 023 695

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21210 Administration générale	1 423 954 089	1 376 266 426	1 459 163 580
2121004 Planification, programmation et suivie -évaluation	22 091 198	24 293 895	26 135 610
2 Biens et services	22 091 198	24 293 895	26 135 610
21210040001 Produire l'annuaire statistique formation professionnelle du MENET DPS	13 539 490	14 889 502	16 018 274
21210040002 Auditer et Contrôler les structures de la Formation Professionnelle	8 551 708	9 404 393	10 117 336

III.2. Programme 2 : Formation Professionnelle

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme 2

OBJECTIFS SPECIFIQUES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	SITUATION DE REFERENCE	CIBLE			METHODE DE CALCUL ET MOYEN DE VERIFICATION
		2019	2021	2022	2023	
OS 1 : Accroître l'accès à la formation professionnelle	Taux d'accroissement des effectifs de la Formation Professionnelle	11,50%	17,50%	20%	25%	(Effectif de l'année N – effectif de l'année N-1 / Effectif de l'année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPS
	Taux d'accroissement de la capacité d'accueil de la formation professionnelle	4%	6,23%	24,01%	29,01%	(Capacité d'accueil de l'année N – capacité d'accueil de l'année N-1 / capacité d'accueil de l'année N-1) x 100 Source : Rapport d'activités DPEM
OS 2 : Administrer une Formation Professionnelle de Qualité à un plus grand nombre de demandeurs	Taux d'insertion des diplômés du système de la formation professionnelle	32,36%	60%	70%	80%	(Nombre de diplômés insérés / Nombre de diplômés sur le marché de l'emploi) x100 Source : Rapport d'activités DAIP
	Taux de réussite aux examens de la Formation Professionnelle.	83,52%	94%	98%	98%	(Nombre d'étudiants déclarés admis aux examens / nombre d'étudiants ayant participé aux examens) x 100 Source : Rapport d'activités DEXC
	Pourcentage des enseignants ayant bénéficié d'une mise en immersion à la Formation Professionnelle	10%	70%	75%	75%	(Nombre d'enseignant de la FP ayant bénéficié d'une mise en immersion / Nombre d'enseignants sélectionnés) x 100 Source : Rapport d'activités CIDFOR
	Proportion de curricula révisé	57%	100%	100%	100%	(Nombre de curricula révisés / Nombre de curricula à réviser) x 100 Source : Rapport d'activités IG

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : FORMATION PROFESSIONNELLE		108 467 040 460	137 822 893 290	133 708 804 446
	Dépenses de personnel	41 826 346 475	44 808 550 234	46 755 367 684
	Dépenses en biens et services	1 042 530 677	1 009 291 850	1 085 806 520
	Transferts	6 681 538 377	6 430 843 812	6 776 465 620
	Investissements	58 916 624 931	85 574 207 394	79 091 164 622
	Trésor	2 386 224 931	2 201 700 000	2 201 700 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	56 530 400 000	83 372 507 394	76 889 464 622

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22063 Formation professionnelle	108 467 040 460	137 822 893 290	133 708 804 446
2206301 Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue	46 278 024 590	49 131 500 283	51 442 945 305
1 Personnel	38 802 162 779	41 830 990 430	43 733 817 889
22063010088 Prendre en charge le salaire du personnel fonctionnaire de la formation professionnelle	38 794 672 676	41 823 719 640	43 726 371 397
22063010122 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Tiapoum	770 000	747 454	765 517
22063010123 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Hiré 2	428 665	416 113	426 169
22063010124 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Sikensi	428 665	416 113	426 169
22063010125 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile d'Adzopé	3 740 708	3 631 180	3 718 927
22063010126 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Maféré	770 000	747 454	765 517
22063010127 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Hiré	428 665	416 113	426 169
22063010128 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Méo (Toulepleu)	923 400	896 363	918 024
2 Biens et services	755 623 434	830 966 041	893 961 796
22063010001 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Lakota	3 744 783	4 118 173	4 430 375
22063010002 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de GAGNOA	23 667 121	26 026 949	28 000 056
22063010003 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Ouangolodougou	4 805 470	5 284 620	5 685 251
22063010004 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Bondoukou	6 176 427	6 792 272	7 307 198

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22063 Formation professionnelle	108 467 040 460	137 822 893 290	133 708 804 446
22063010005 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Beoumi-Atofobi	17 987 622	19 781 154	21 280 768
22063010007 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de DABOU	7 541 893	8 293 890	8 922 649
22063010008 Organiser la séance de la commission nationale d'orientation, d'affectation et d'attribution de bourses aux élèves de la formation professionnelle	11 916 013	13 104 149	14 097 574
22063010009 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre d'Enseignement Technique Feminin de Bouaké	12 141 498	13 352 118	14 364 344
22063010010 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Bafing (TOUBA)	6 209 744	6 828 915	7 346 617
22063010011 Organiser des séances de certification des Manuels de la Formation Professionnelle CNAMETFP	1 620 872	1 782 488	1 917 619
22063010013 Encadrer et certifier les stagiaires de l'IPNETP sur le terrain; (Dexc /examen et certification) DECO	4 362 208	4 797 160	5 160 833
22063010014 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Boundiali	2 204 024	2 423 786	2 607 536
22063010015 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de ABOISSO	1 750 071	1 924 569	2 070 472
22063010016 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Moyen-Comoé (ABENGOUROU)	22 294 625	24 517 605	26 376 288
22063010017 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent aux Métiers de l'Imprimerie	1 654 094	1 819 024	1 956 926
22063010019 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de AGBOVILLE	1 780 617	1 958 160	2 106 610
22063010020 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent aux Métiers du Bois	1 090 749	1 199 505	1 290 443
22063010021 Renforcer les équipements des établissements formant au BTS lors des examens	23 841 312	26 218 509	28 206 133
22063010022 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Denguele (Odiénné)	4 543 539	4 996 570	5 375 364
22063010023 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Gbon	9 260 470	10 183 824	10 955 862
22063010024 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Céramique de Katiola	8 222 406	9 042 258	9 727 751
22063010026 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de JACQUEVILLE	31 631 381	34 785 321	37 422 397
22063010027 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Katiola	1 834 082	2 016 956	2 169 864
22063010028 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Technique des Métiers de Brimbresso	9 581 844	10 537 245	11 336 073
22063010029 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Dimbokro	2 419 636	2 660 897	2 862 620
22063010030 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de DALOA	2 285 268	2 513 131	2 703 649
22063010031 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région des Savanes (KORHOGO)	5 126 573	5 637 741	6 065 140
22063010032 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Ecole de Boulangerie de Yamoussoukro	6 638 797	7 300 748	7 854 218

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22063 Formation professionnelle	108 467 040 460	137 822 893 290	133 708 804 446
22063010033 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Bureautique de Communication et Gestion (CBCG) Bouaké	7 056 267	7 759 842	8 348 117
22063010035 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de SAN-PEDRO	3 186 828	3 504 584	3 770 269
22063010036 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Ferkessedougou	1 750 561	1 925 109	2 071 054
22063010037 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Sassandra	1 817 347	1 998 552	2 150 063
22063010038 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Adzopé	2 311 623	2 542 111	2 734 829
22063010039 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent des Métiers de l'Automobile	1 971 401	2 167 969	2 332 324
22063010040 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de MINIGNAN	1 750 070	1 924 567	2 070 469
22063010041 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Soubré	1 875 255	2 062 234	2 218 576
22063010042 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de MANKONO	2 329 479	2 561 749	2 755 956
22063010044 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Guiglo	5 588 582	6 145 815	6 611 733
22063010045 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Katiola	5 299 286	5 827 674	6 269 472
22063010047 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Collège d'Enseignement Industriel et Commercial de Tingrela	4 318 076	4 748 627	5 108 625
22063010048 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Duékoué	1 753 075	1 927 872	2 074 027
22063010049 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Bureautique de Communication et Gestion (CBCG) DALOA	7 520 792	8 270 683	8 897 688
22063010050 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Daloa	4 372 506	4 808 484	5 173 019
22063010051 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement aux Métiers de la Mécanique et de l'Electricité	1 498 955	1 648 414	1 773 383
22063010052 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région des Montagnes (MAN)	6 684 711	7 351 237	7 908 539
22063010053 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de DIVO	1 908 146	2 098 406	2 257 488
22063010054 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Technique Féminin de Port-Bouet	1 750 095	1 924 598	2 070 504
22063010055 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement aux Métiers du Bâtiment	1 514 575	1 665 593	1 791 863
22063010057 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Sud-Bandama (DIVO)	4 916 370	5 406 578	5 816 454
22063010058 Organiser les examens et concours de la Formation professionnelle (DEXC/Examens et concours) DECOFP	5 000 000	5 498 545	5 915 391
22063010059 Concevoir, réaliser et implanter les curricula/développer les programmes (DPDP)	4 049 999	4 453 821	4 791 465
22063010060 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Hotelier d'Abidjan	2 205 628	2 425 550	2 609 434

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22063 Formation professionnelle	108 467 040 460	137 822 893 290	133 708 804 446
22063010064 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Bongouanou	2 357 030	2 592 048	2 788 553
22063010065 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de BONDOUKOU	2 512 396	2 762 905	2 972 359
22063010066 Coordonner les activités de formation professionnelle Continue dans les établissements publics de formation professionnelle en relation avec le secteur productif (DFCRSP)	4 050 000	4 453 823	4 791 468
22063010068 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de ODIENNE	2 274 350	2 501 123	2 690 735
22063010070 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de ABENGOUROU	2 682 407	2 949 867	3 173 498
22063010072 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de ABIDJAN SUD	1 706 923	1 877 120	2 019 425
22063010073 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Gagnoa	6 657 622	7 321 448	7 876 490
22063010074 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre d'Electronique et d'Informatique Appliquée	972 374	1 069 327	1 150 397
22063010075 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de YAMOOUSSOUKRO	2 473 472	2 720 099	2 926 313
22063010077 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du College d'Enseignement Technique Industriel d'Abidjan	2 497 492	2 746 514	2 954 729
22063010078 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de Mankono	20 416 257	22 451 947	24 154 030
22063010079 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre Multisectoriel Mohamed VI de Yopougon	81 971 681	90 145 011	96 978 899
22063010080 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent aux Métiers de la Technique et de l'Industrie	1 166 850	1 283 196	1 380 479
22063010081 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Technique Horloger d'Abidjan	2 464 007	2 709 692	2 915 116
22063010082 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du COLLEGE d'Enseignement Technique de Bouaké	27 623 024	30 377 295	32 680 198
22063010083 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de DAOUKRO	2 081 540	2 289 088	2 462 627
22063010084 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Haut-Sassandra (DALOA)	6 752 844	7 426 166	7 989 146
22063010085 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de la Région du Bas-Sassandra (SAN-PEDRO)	7 451 470	8 194 448	8 815 676
22063010086 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre des Métiers du Batiment de Daoukro	10 294 067	11 320 480	12 178 690
22063010089 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Boundiali	4 683 924	5 150 954	5 541 453
22063010090 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région des Lacs (YAMOOUSSOUKRO)	15 026 547	16 524 832	17 777 584
22063010091 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de KORHOGO	2 399 308	2 638 541	2 838 571
22063010092 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du College d'Enseignement Technique Commercial de Treichville	2 219 547	2 440 856	2 625 899

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22063 Formation professionnelle	108 467 040 460	137 822 893 290	133 708 804 446
22063010093 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Bongouanou	5 912 382	6 501 902	6 994 814
22063010094 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Ferkéssédougou II	3 904 246	4 293 535	4 619 031
22063010095 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région d' ABIDJAN NORD	1 938 510	2 131 796	2 293 411
22063010096 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Bouaflé	2 034 465	2 237 319	2 406 933
22063010098 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de MAN	7 903 492	8 691 543	9 350 452
22063010099 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de TOUBA	2 128 123	2 340 317	2 517 738
22063010100 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Bouna	2 142 140	2 355 731	2 534 321
22063010101 Réaliser et suivre la formation professionnelle initiale dans les établissements publics de formation professionnelle	4 049 998	4 453 821	4 791 462
22063010102 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre des Métiers de Pêche de GRAND LAHOU	28 589 328	31 439 948	33 823 412
22063010103 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de GUIGLO	2 107 631	2 317 781	2 493 494
22063010104 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de BOUAKE	16 675 071	18 337 726	19 727 911
22063010105 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de MAN	2 277 998	2 505 137	2 695 052
22063010107 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de YOPOUGON	1 886 615	2 074 727	2 232 015
22063010108 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement de Bureautique de Commerce et de Gestion de Treichville	3 678 104	4 044 846	4 351 487
22063010109 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Grand-Bassam	4 486 834	4 934 213	5 308 279
22063010110 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Bas-Sassandra (SAN PEDRO)	5 331 947	5 863 591	6 308 114
22063010111 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de GAGNOA	2 391 702	2 630 177	2 829 570
22063010112 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de Ferkéssédoudou I	20 859 116	22 938 962	24 677 968
22063010113 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la région de SEGUELA	2 511 438	2 761 852	2 971 228
22063010115 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Kouto	3 673 506	4 039 788	4 346 049
22063010116 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre d'Enseignement Technique Feminin d'Agboville	8 413 417	9 252 313	9 953 735
22063010117 Suivre la gestion administrative des structures privés de la formation professionnelle à travers la délivrance des autorisations de création, d'ouverture et d'enseigner; élaborer et suivre les décisions et les états de paiements	5 459 378	6 003 727	6 458 872
22063010118 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle d'Adzopé	8 618 730	9 478 097	10 196 634

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22063 Formation professionnelle	108 467 040 460	137 822 893 290	133 708 804 446
22063010119 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Bureautique de Communication et Gestion (CBCG) Cocody	2 994 277	3 292 832	3 542 467
22063010120 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Relais Yopougon (Lycée d'enseignement professionnel d'ODIENNE)	7 667 292	8 431 790	9 071 011
22063010121 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Kolia	3 112 613	3 422 969	3 682 466
22063010129 Réaliser la formation initiale et continue des apprenants du lycée professionnel sectoriel de yopougon	18 937 183	20 825 394	22 404 168
22063010130 Réaliser la formation initiale et continue des apprenants du collège d'enseignement Technique de Bouaflé	9 720 000	10 689 173	11 499 521
22063010131 Réaliser la formation initiale et continue des apprenants du collège d'enseignement Technique d'Issia	9 720 000	10 689 173	11 499 521
22063010133 Apporter un Appui au CAMPC pour la formation des cadres du Ministère	25 000 000	27 492 730	29 576 953
3 Transferts	6 681 538 377	6 430 843 812	6 776 465 620
22063010006 Prendre en charge les heures complémentaires des Enseignants de l'IPNETP	150 000 000	140 441 140	145 127 769
22063010012 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des affectés de l'Etat dans la formation professionnelle privée	2 185 325 000	1 981 227 788	2 032 138 711
22063010018 Transférer les crédits de Biens et Services à la Direction des Examens, des Concours, de l'Orientation et des Bourses	1 150 900 026	1 077 558 075	1 113 517 022
22063010025 Prendre en charge les bourses des élèves inscrits en Formation Professionnelle à l'étranger (Bourse FP Hors CI)	503 382 415	456 369 295	468 096 458
22063010034 Transférer les crédits de Biens et Services au CIDFOR (Renforcement des capacités des enseignants)	14 669 111	18 570 971	21 485 475
22063010046 Transférer les crédits de Biens et Services à l'AGEFOP	569 229 338	694 837 458	803 884 322
22063010056 Prendre en charge les pécules des stagiaires de l'enseignement professionnel et élèves en fin de formation BT en Côte d'Ivoire, surtout ceux des filières industrielles à l'aide de pécules et indemnités	50 000 000	45 330 278	46 495 114
22063010061 Transférer les crédits de Biens et Services à l'EIBMA	93 308 649	118 127 964	136 666 809
22063010062 Prendre en charge les heures supplémentaires des Enseignants de l'IPNETP	100 000 000	93 627 426	96 751 846
22063010067 Transférer les crédits de Biens et Services (Confection des diplômes de la formation professionnelle-DAF)	9 237 826	11 695 010	13 530 409
22063010069 Transférer les crédits de Biens et Services à l'IPNETP	163 078 831	181 136 597	209 563 932
22063010071 Transférer les crédits de Biens et Services au CIDFOR	108 071 896	136 818 111	158 290 163
22063010087 Prendre en charge les pécules de stage pratique aux stagiaires de l'IPNETP en responsabilité de classe	67 230 000	60 951 092	62 517 331
22063010097 Prendre en charge les bourses des Etudiants stagiaires de l'IPNETP	184 320 000	167 105 536	171 399 589
22063010106 Transférer les crédits de Biens et Services au CPNTIC	107 785 285	136 455 264	157 870 371
22063010114 Prendre en charge les bourses des élèves inscrits en Formation Professionnelle en Côte d'Ivoire	1 225 000 000	1 110 591 807	1 139 130 299
4 Investissements	38 700 000	38 700 000	38 700 000
Trésor	38 700 000	38 700 000	38 700 000
22063010132 Mise en Place du SIG de la carte scolaire de l'ETFP	38 700 000	38 700 000	38 700 000

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22063 Formation professionnelle	108 467 040 460	137 822 893 290	133 708 804 446
2206302 Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle	58 848 251 797	85 506 265 687	79 023 583 644
2 Biens et services	4 326 866	4 758 293	5 119 022
22063020017 Exécuter, suivre et évaluer les projets de la Formation Professionnelle à financements extérieurs non dotés d'unité de gestion	4 326 866	4 758 293	5 119 022
4 Investissements	58 843 924 931	85 501 507 394	79 018 464 622
Trésor	2 313 524 931	2 129 000 000	2 129 000 000
22063020014 Formation Professionnelle/Purge des droits Coutumiers	206 824 931	22 300 000	22 300 000
22063020016 Système Intégré de Gestion du Patrimoine de l'ETFP (SIGPAT)	100 000 000	100 000 000	100 000 000
22063020019 Construction et Equipement CDI / CIDFOR	75 000 000	75 000 000	75 000 000
22063020021 Réhabilitation et Equip Lycée Hotelier d'Abidjan	30 000 000	30 000 000	30 000 000
22063020022 Projet Dév Système Formation Professionnel Partenariat Flux Inverses/BID	500 000 000	500 000 000	500 000 000
22063020023 Création et Rénovation d'Ets Enseig Tech & Prof / Fonds Saoudien	200 000 000	200 000 000	200 000 000
22063020024 Construction et Equipement du Lycée Professionnel de Daloa/Fonds koweïtien	500 000 000	500 000 000	500 000 000
22063020030 Projet de Construction du Centre de Formation aux Energies Renouvelables	150 000 000	150 000 000	150 000 000
22063020031 Construction et Equipement de 7 Etablissements de Formation Professionnelle / AVIC	551 700 000	551 700 000	551 700 000
Financement extérieur	56 530 400 000	83 372 507 394	76 889 464 622
22063020020 Réhabilitation 3 Lycées Prof (Gagnoa, Ferké, Celia)	1 500 000 000	1 688 209 899	2 060 028 845
22063020022 Projet Dév Système Formation Professionnel Partenariat Flux Inverses/BID	8 500 000 000	9 566 522 763	11 673 496 789
22063020023 Création et Rénovation d'Ets Enseig Tech & Prof / Fonds Saoudien	1 647 300 000	1 853 992 111	2 262 323 678
22063020024 Construction et Equipement du Lycée Professionnel de Daloa/Fonds koweïtien	2 720 700 000	3 062 075 115	3 736 480 319
22063020028 Equipement Complémentaire Lycée Professionnel de Man/Projet BADEA 3	162 400 000	182 776 858	223 032 456
22063020030 Projet de Construction du Centre de Formation aux Energies Renouvelables	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
22063020031 Construction et Equipement de 7 Etablissements de Formation Professionnelle / AVIC	40 000 000 000	65 018 930 648	54 934 102 535
2206303 Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage	3 340 764 073	3 185 127 320	3 242 275 497
1 Personnel	3 024 183 696	2 977 559 804	3 021 549 795
22063030021 Transférer les crédits de personnel au IPNETP (subvention d'équilibre du personnel)	1 080 553 415	1 068 347 580	1 081 202 934
22063030022 Transférer les crédits de personnel à l'AGEFOP (subvention d'équilibre du personnel)	975 573 804	964 553 809	976 160 220
22063030023 Transférer les crédits de personnel à l'EIBMA (subvention d'équilibre du personnel)	168 699 110	166 793 500	168 800 515
22063030024 Transférer les crédits de personnel au CIDFOR (subvention d'équilibre du personnel)	26 221 832	25 925 633	26 237 594
22063030025 Transférer les crédits de personnel au CPNTIC (subvention d'équilibre du personnel)	80 134 433	79 229 242	80 182 602
22063030026 Assurer les Charges Salariales Commission Nationale d'Agrément Manuels Enseigt Techn. & FP.	1 678 292	1 629 152	1 668 520
22063030027 Assurer les Charges Salariales de la Commission Nationale d'Oriental°, d'Affectat° & d'Attribut° Bourses.	33 590 242	32 606 720	33 394 654

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22063 Formation professionnelle	108 467 040 460	137 822 893 290	133 708 804 446
22063030028 Assurer les Charges salariales Direction des Examens et Concours de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	566 860 843	550 263 167	563 560 153
22063030029 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Lycée d'enseignement professionnel de GAGNOA	6 741 000	6 543 624	6 701 749
22063030030 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Centre de formation professionnelle de Ferkéssédoudou I	2 340 000	2 271 485	2 326 375
22063030031 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Centre des Métiers de Peche de GRAND LAHOU	42 487 200	41 243 175	42 239 808
22063030032 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Atelier d'application et de production d'Odienné	3 614 239	3 508 414	3 593 195
22063030033 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Atelier d'application et de production d'Adzopé	6 287 708	6 103 604	6 251 096
22063030034 Assurer les Charges salariales DEXC/Organisation Examens & certificat° diplômés	24 982 658	24 251 166	24 837 190
22063030035 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité mobile Ouéllé	843 000	818 317	838 092
22063030036 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité mobile Kouassi-Datékro	924 000	896 945	918 620
22063030037 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité mobile Gohitafla	924 000	896 945	918 620
22063030038 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité Mobile de Man	1 727 920	1 677 326	1 717 858
2 Biens et services	282 580 377	173 567 516	186 725 702
22063030002 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Man	1 946 447	2 140 526	2 302 801
22063030003 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Gohitafla	2 050 199	2 254 623	2 425 549
22063030004 Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système dans des ateliers d'application et de production à ADZOPE	2 026 187	2 228 217	2 397 141
22063030005 Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système dans des ateliers d'application et de production à TINGRELA	1 904 291	2 094 166	2 252 928
22063030007 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Nassian	2 417 820	2 658 898	2 860 472
22063030008 Développer des formations par apprentissage et apporter un appui à l'insertion des formés	14 049 998	15 450 912	16 622 246
22063030009 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Tiapoum	2 834 523	3 117 150	3 353 465
22063030010 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Sikensi	2 552 339	2 806 833	3 019 619
22063030011 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Ouéllé	2 334 297	2 567 047	2 761 659
22063030012 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Tafiré	2 428 364	2 670 493	2 872 946
22063030014 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Kouassi-Datékro	2 369 980	2 606 289	2 803 874
22063030015 Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système dans des ateliers d'application et de production à ODIENNE	2 192 873	2 411 522	2 594 343
22063030017 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Maféré	2 272 988	2 499 626	2 689 125
22063030018 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Méo (Toulepleu)	2 333 137	2 565 772	2 760 284
22063030020 Réaliser, Suivre et évaluer la mise en œuvre de la réforme de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle	22 866 934	25 146 979	27 053 370
22063030039 DAIP/Mettre en place le dispositif de certification des compétences par la valorisation des Acquis de l'expérience (VAE)	150 000 000	78 354 279	84 294 317
22063030040 Suivre l'insertion des formés et déterminer le niveau de satisfaction des entreprises	66 000 000	21 994 184	23 661 563
4 Investissements	34 000 000	34 000 000	34 000 000
Trésor	34 000 000	34 000 000	34 000 000
22063030019 Projet de formation et d'insertion des personnes handicapées	34 000 000	34 000 000	34 000 000

III.2. Programme 3 : Comptes Spéciaux du Trésor

III.2.1. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME III : COMPTE SPECIAUX DU TRESOR		27 902 000 000	30 976 213 860	33 553 915 530
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	0	0	0
	Transferts	27 902 000 000	30 976 213 860	33 553 915 530
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
23191 Comptes Spéciaux du Trésor	27 902 000 000	30 976 213 860	33 553 915 530
2319101 Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue	27 902 000 000	30 976 213 860	33 553 915 530
3 Transferts	27 902 000 000	30 976 213 860	33 553 915 530
23191010001 Apporter un appui à la formation professionnelle (FDFP)	27 902 000 000	30 976 213 860	33 553 915 530

SECTION 542 : SECRETARIAT D'ETAT AU RENFORCEMENT DES CAPACITES

SECTION 542 : SECRETARIAT D'ETAT AU RENFORCEMENT DES CAPACITES

I. Présentation générale

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faible performance des administrations publiques ;
- l'absence d'une politique nationale de renforcement des capacités ;
- l'absence d'un cadre de concertation et de réflexion sur les enjeux et défis de formation et d'amélioration des compétences des agents publics ;
- l'insuffisance des outils et méthodes de travail dans le secteur public, le secteur privé et la société civile ;
- l'insuffisance d'évaluation des procédures ;
- l'insuffisance des textes législatifs et réglementaires (lois, ordonnances, décrets, arrêtés) en matière de renforcement des capacités.

I.1.2. Réponses apportées

- l'accompagnement de l'administration publique dans le processus d'amélioration continue ;
- la révision, l'actualisation ou la proposition de textes législatifs et réglementaires en matière de renforcement des capacités ;
- l'élaboration d'une politique de renforcement des capacités ;
- la mise en place d'un comité multisectoriel, un cadre multi-acteurs et multi-niveaux, sur la problématique du développement des capacités nationales ;
- l'accompagnement du processus d'amélioration continue de l'administration publique ;
- la mise en place d'un système d'information, de suivi et d'évaluation en matière de renforcement des capacités ;
- l'amélioration des outils et méthodes de travail dans le secteur public, le secteur privé et la société civile ;
- l'évaluation, l'ajustement et la capitalisation des procédures.

I.1.3. Défis et priorités

- la coordination de l'action gouvernementale en matière de renforcement des capacités ;
- la production de données statistiques et la veille stratégique sur les capacités nationales ;
- la promotion et la valorisation des compétences nationales ;
- la promotion du leadership transformateur ;
- le financement de la politique nationale de renforcement des capacités ;
- l'accès au financement et au marché des acteurs du secteur privé en particulier les Petites et Moyennes Entreprises (PME) ;
- le renforcement du dispositif d'appui au secteur privé ;
- l'amélioration de la compétitivité des entreprises et de l'environnement des affaires ;
- la consolidation du dialogue public – privé ;
- la promotion de l'entrepreneuriat national ;
- l'amélioration du cadre institutionnel ;
- l'amélioration des capacités des organisations de la société civile en matière de Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP) ;
- le changement de mentalité et de comportement par le leadership transformateur (Ivoirien Nouveau) ;
- l'amélioration du dialogue Etat – Société Civile ;
- la mise en place d'un dispositif d'appui et d'accompagnement des Organisations de la Société Civile (OSC).

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la coordination des actions de renforcement des capacités ;
- la mise en place d'un cadre programmatique unique des actions de renforcement des capacités ;
- la mise en place d'un système d'information sur les capacités nationales ;
- le développement de l'expertise nationale et les acquis des expériences.

I.2.2. Résultats stratégiques

- les stratégies en vue de renforcer la gouvernance du Ministère sont mises en place ;
- les actions de renforcement des capacités nationales sont promues.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétaire d'Etat au Renforcement des Capacités est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de renforcement des capacités. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaborer et de mettre en œuvre la stratégie nationale de renforcement des capacités conformément au programme de développement économique et social du gouvernement ;
- coordonner au plan national les activités de renforcement des capacités ;
- assurer la coordination opérationnelle des interventions des partenaires au développement pour toutes les questions liées au renforcement des capacités.

I.4. Identification des programmes

- **Programme 1** : Administration Générale
- **Programme 2** : Renforcement de Capacités

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, DRH, DAFP, DAJR ; SIQ ; S.C ; SQ			
Programme 2 : Environnement et Développement Durable	DPRCN ; DPRC	SNRC	PACARC ; PPRC.	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP.1.1.1 : Cadre législatif et réglementaire défini et appliqué	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / : Rapport d'Etudes
		IP.1.1.2 : Personnel formé et qualifié	Dénombrement / Etudes Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Etudes
		IP.1.1.3 Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du Programme 1 / Rapport d'Enquête
OG 2 : Promouvoir les actions de renforcement des capacités nationales	RS 2.1. : Les actions de renforcement des capacités nationales sont promues	IP 2.1 : Taux de promotion des actions de renforcement des capacités nationales	Nombre d'actions de renforcement des capacités nationales promues / Nombre total d'actions de renforcement des capacités nationales Source : Rapport Annuel de Performance Programme 2

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	2 842 188 347	2 978 650 615	3 257 674 026
1.1 Ressources Intérieures	2 312 788 347	2 382 825 068	2 530 621 178
1.1.1 Budget Etat	2 312 788 347	2 382 825 068	2 530 621 178
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	529 400 000	595 825 547	727 052 848
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	529 400 000	595 825 547	727 052 848
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	2 842 188 347	2 978 650 615	3 257 674 026
2.1 Personnel	673 880 075	656 868 480	681 004 799
2.1.1 Solde y compris EPN	673 880 075	656 868 480	681 004 799
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	599 408 272	604 260 374	638 512 802
2.3 Transferts	487 500 000	569 696 214	659 103 577
2.4 Investissement	1 081 400 000	1 147 825 547	1 279 052 848
Trésor	552 000 000	552 000 000	552 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	529 400 000	595 825 547	727 052 848

III. PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale.

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS1 : Améliorer la coordination et le cadre institutionnel du Secrétariat d'Etat	Taux de réalisation des réunions de coordination planifiées	80%	100%	100%	100%	Nombre de réunions de coordination tenues / Nombre de réunions de coordination prévues Source : Rapport d'activités du Cabinet
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions	80%	85%	90%	95%	Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues Source : Rapport d'activités du Cabinet
OS2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	50%	70%	75%	80%	Besoins en ressources humaines satisfaits / Besoin en ressources humaines exprimés Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de satisfaction des besoins en formation	30%	40%	50%	70%	Nombre de besoin en formation réalisé / Nombre de besoins en formations exprimés Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de satisfaction des besoins en ressources financières	50%	60%	75%	85%	Enveloppe budgétaire notifiée / Enveloppe budgétaire souhaitée Source : Rapport d'activités DAFP
	Taux d'exécution du budget	68,36%	70%	70%	70%	Budget ordonnancé / Budget voté Source : Extrait SIB
	Taux d'exécution des activités budgétisées	50%	60%	75%	85%	Nombre d'activités budgétisées exécutés / Nombre total d'activités budgétisées planifiées Source : Rapport d'activités DAFP
	Taux de satisfaction des besoins en ressources matérielles	20%	50%	70%	80%	Nombre de besoins satisfaits en ressources matérielles / Nombre total de besoins exprimés en ressources matérielles Source : Rapport d'activités DAFP
OS3 : Assurer l'information et la communication	Taux de couverture du plan de communication	20%	30%	30%	40%	Nombre d'activités couvertes / nombre d'activités à couvrir Source : Rapport d'activités Service communication

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		999 408 272	1 067 401 713	1 122 056 631
	Dépenses de personnel	450 000 000	485 135 523	507 205 391
	Dépenses en biens et services	549 408 272	582 266 190	614 851 240
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21208 Administration générale	999 408 272	1 067 401 713	1 122 056 631
2120801 Coordination et animation	295 408 272	309 538 313	321 447 866
2 Biens et services	295 408 272	309 538 313	321 447 866
21208010001 Coordonner les activités du ministère	90 000 000	98 973 828	106 477 032
21208010002 Prendre en charge les frais liés à la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21208010004 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD/REGIE	99 660 000	99 660 000	99 660 000
21208010005 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21208010006 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21208010007 Mettre en œuvre le CDMT du ministère	35 000 000	38 489 822	41 407 735
21208010008 Gérer le service qualité du Ministère	8 000 000	8 797 674	9 464 625
21208010009 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	13 748 272	14 218 152	14 706 161
2120802 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	675 500 000	726 521 691	766 891 041
1 Personnel	450 000 000	485 135 523	507 205 391
21208020005 Prendre en Charge les rémunérations des fonctionnaires du Secrétariat d'Etat au Renforcement des capacités	450 000 000	485 135 523	507 205 391
2 Biens et services	225 500 000	241 386 168	259 685 650
21208020001 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du ministère et des structures sous tutelle	35 000 000	38 489 823	41 407 735
21208020002 Coordonner la passation des marchés publics du ministère et suivre leur exécution	12 000 000	13 196 510	14 196 936
21208020003 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	159 500 000	175 403 616	188 700 964
21208020004 Gérer les ressources humaines du ministère	19 000 000	14 296 219	15 380 015

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
21208 Administration générale	999 408 272	1 067 401 713	1 122 056 631
2120803 Information et communication	28 500 000	31 341 709	33 717 724
2 Biens et services	28 500 000	31 341 709	33 717 724
21208030001 Élaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du ministère	9 000 000	9 897 381	10 647 702
21208030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	7 500 000	8 247 818	8 873 085
21208030003 Coordonner la sécurisation des réseaux et des applications informatiques	12 000 000	13 196 510	14 196 937

III.2. Programme 2 : Renforcement des capacités

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programmes-2 : Renforcement des Capacités						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence (2019)	Cibles			Méthode de calcul
			2020	2021	2022	
OS1 : Assurer la coordination des actions de renforcement des capacités des acteurs de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile.	Proportion des bénéficiaires des actions de renforcement des capacités issus du secteur public	10%	10%	40%	70%	Nombre de bénéficiaires des actions de renforcement des capacités du secteur public / Nombre total de bénéficiaires du secteur public Source : Rapport d'activités DPRPCPN
	Proportion des bénéficiaires des actions de renforcement des capacités issus du secteur privé	10%	10%	40%	70%	Nombre de bénéficiaires issus du secteur privé / Nombre total de bénéficiaires du secteur privé prévus Source : Rapport d'activités DPRPCPN
	Proportion des bénéficiaires des actions de renforcement des capacités issus de la société civile	10%	10%	40%	70%	Nombre de bénéficiaires issus de la société civile / Nombre total de bénéficiaires de la société civile prévus Source : Rapport d'activités DPRPCPN
OS2 : Améliorer le système de planification des actions de renforcement de capacité	Taux de collecte et de traitement de données statistiques d'actions de renforcement des capacités coordonnées au sein du secteur public	10%	10%	40%	70%	Nombre de données collectées et traités au sein du secteur public / Nombre total de données attendus au sein du secteur public Source : Rapport d'activités DPSE
	Taux de collecte et de traitement de données statistiques d'actions de renforcement des capacités coordonnées au sein du secteur privé	10%	10%	40%	70%	Nombre de données collectées et traités au sein du secteur privé / Nombre total de données attendus au sein du secteur privé Source : Rapport d'activités DPSE
	Taux de collecte et de traitement de données statistiques d'actions de renforcement des capacités coordonnées au sein de la société civile	10%	10%	40%	70%	Nombre de données collectées et traités au sein de la société civile / Nombre total de données attendus au sein de la société civile Source : Rapport d'activités DPSE

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

	Projections finales		
	2021	2022	2023
PROGRAMME II : RENFORCEMENT DES CAPACITES	1 842 780 075	1 911 248 902	2 135 617 395
Dépenses de personnel	223 880 075	171 732 957	173 799 408
Dépenses en biens et services	50 000 000	21 994 184	23 661 562
Transferts	487 500 000	569 696 214	659 103 577
Investissements	1 081 400 000	1 147 825 547	1 279 052 848
<i>Trésor</i>	552 000 000	552 000 000	552 000 000
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	529 400 000	595 825 547	727 052 848

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépense / Activités	2021	2022	2023
22221 Renforcement des capacités	1 842 780 075	1 911 248 902	2 135 617 395
2222101 Renforcement des capacités	1 792 780 075	1 889 254 718	2 111 955 833
1 Personnel	223 880 075	171 732 957	173 799 408
22221010007 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel au Secrétariat National au Renforcement des Capacités	223 880 075	171 732 957	173 799 408
3 Transferts	487 500 000	569 696 214	659 103 577
22221010004 Transférer les crédits au Secrétariat National au Renforcement des Capacités (SNRC)	487 500 000	569 696 214	659 103 577
4 Investissements	1 081 400 000	1 147 825 547	1 279 052 848
Trésor	552 000 000	552 000 000	552 000 000
22221010001 Programme pays de renforcement des capacités (PPRC)	306 800 000	306 800 000	306 800 000
22221010003 PACARC	245 200 000	245 200 000	245 200 000
Financement extérieur	529 400 000	595 825 547	727 052 848
22221010001 Programme pays de renforcement des capacités (PPRC)	529 400 000	595 825 547	727 052 848
2222102 Animation et coordination des actions de renforcement des capacités	50 000 000	21 994 184	23 661 562
2 Biens et services	50 000 000	21 994 184	23 661 562
22221010008 Organiser et planifier les activités du Secrétariat d'Etat au Renforcement des Capacités	32 000 000	10 997 092	11 830 781
22221010009 Renforcer les capacités et promouvoir les compétences nationales	18 000 000	10 997 092	11 830 781

**SECTION 552 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA
FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT, CHARGE DE
L'AUTONOMISATION DES FEMMES**

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le poids des pesanteurs socio-culturelles et des stéréotypes ;
- l'insuffisance des infrastructures et services sociaux de base de proximité ;
- l'insuffisance des dispositifs de promotion des droits des femmes ;
- l'insuffisance de l'offre et de la qualité de formation des femmes et des jeunes filles déscolarisées et non scolarisées ;
- la faible coordination des acteurs et des actions en matière de promotion de la Femme ;
- la faible représentativité des femmes aux postes de décision ;
- le faible pourcentage des femmes chefs d'entreprises ;
- le fort taux d'analphabétisme des femmes 60%, selon l'Unesco en 2017 ;
- la faible accessibilité des femmes aux facteurs et ressources de production ;
- l'absence d'une politique d'autonomisation de la femme.

I.1.2. Réponses apportées

- la célébration des journées statutaires de la Femme (Journée Internationale de l'Entrepreneuriat Féminin, Journée Mondiale de la Femme Rurale, Journée Internationale des Coopératives) ;
- le renforcement des capacités de 2 500 femmes des régions du Poro, de la Bagoué, du Tchologo, des Lagunes en technique de gestion coopérative, en entrepreneuriat féminin, en agro transformation etc. de 2014 à 2019 ;
- l'encadrement de 11 354 femmes des groupements en milieu rural et urbain de 2015 à 2019 ;
- la formation sur l'entrepreneuriat féminin au profit de 10 044 femmes de 2016 à 2018 ;
- la création de 5 628 emplois indirects de 2007 à 2017 ;
- le renforcement des capacités techniques de 26 groupements féminins œuvrant dans la transformation agricole (exple. du karité);
- l'équipement en matériels et outillages agro-pastoraux pour la création et/ou le renforcement d'AGR ;
- l'appui en équipements agro-pastoraux aux groupements de femmes de M'Batto, Bingerville, Katiola, Toulepleu, Zoukougbeu, des Régions du Poro et de la Bagoué de 2014 à 2019 ;
- la construction de la maison de la Potière à Katiola en 2014 ;
- l'appui à l'acquisition d'un terrain de 01 ha pour la création d'un marché de gros au profit des femmes de Gagnoa en 2015 ;
- l'appui financier à 215 000 femmes pour la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus (AGR) (2007 à 2019) dans le cadre du Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI) ;
- l'appui financier à 16 871 femmes pour la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus (AGR) (2007 à 2019) grâce au Fonds National Femmes et Développement ;
- la sensibilisation sur les mesures barrières de la COVID-19 et l'appui matériel, financier et en vivres aux Femmes du grand Abidjan et de l'intérieur en 2020 ;
- l'appui en vivre aux groupements de Femmes de : Séguéla, Bouna, Boundiali, Didiévi, Bouaflé, Mondoukou, Yamoussoukro, Toumodi, Brofodoumé, Fèkessedougou, Korhogo en 2020 ;
- l'appui en vivre à 465 femmes dans le cadre du projet panier solidaire dans le grand Abidjan (Plateau, Attécoubé, Koumassi, Port-Bouét, Bingerville, Abatta Village, Bonoua, Adiaké) pour un montant de dix millions (10 000 000) de francs CFA en 2020 ;
- l'appui financier à 116 femmes dans le cadre du Projet de Gestion Novatrice du Fonds National Femmes et Développement (PGNFNFD) ;
- l'appui matériel et financier à 1000 Femmes des 10 villages du Canton Féyassé dans la région de l'Indénié-Djuablin en 2020 ;
- la construction d'un four amélioré pour le fumage du poisson et l'appui financier pour les fédérations des Associations féminines dans la région du Sud Comoé (environ 1000 Femmes) en 2020 ;
- l'appui matériel et financier aux coopératives et associations féminines de la région de Gboklè (environ 2000 Femmes) d'un montant global de quarante millions 40 000 000 FCFA en 2020 ;

- l'appui financier d'un montant de 67 000 000 F CFA aux femmes productrices et commerçantes de vivriers en 2020.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du cadre juridique, institutionnel ;
- le renforcement des ressources humaines des structures du SECAF pour soutenir l'offre de services aux populations cibles ;
- la mobilisation et la pérennisation de ressources matérielles et financières ;
- le renforcement du système de collecte de données et de la planification ;
- la mise en œuvre d'un plan de communication en vue de promouvoir les droits des femmes ;
- l'intensification des programmes d'alphabétisation des femmes ;
- le développement d'un partenariat et d'une coordination avec le secteur privé, la société civile, les collectivités locales et les partenaires au développement ;
- le renforcement du dispositif de promotion de l'entrepreneuriat féminin ;
- la mobilisation des ressources et la mise en œuvre du plan d'actions de la SNAFCI ;
- le renforcement de la communication sur les enjeux de l'autonomisation des femmes ;
- l'accroissement des ressources pour la mise en œuvre du Projet de Gestion Novatrice du Fonds National Femmes et Développement.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principale orientation

- la promotion et la protection des femmes.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la coordination du Ministère est assurée ;
- le dispositif de promotion de l'autonomisation des femmes est renforcé.

I.3. Mission du secrétariat d'État

Le Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Chargé de l'Autonomisation des Femmes est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'autonomisation de la femme.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- promotion économique, sociale et juridique de la Femme ;
- sensibilisation et information de la communauté sur les droits de la Femme ;
- promotion, coordination et suivi des activités socio-économiques concernant la Femme ;
- promotion, coordination et suivi des mouvements coopératifs et mutualistes féminins en milieu urbain et rural, en liaison avec les Ministères concernés ;
- contribution à la lutte contre les violences exercées sur les femmes et les jeunes filles, en liaison avec le Ministère chargé de la Justice des Droits de l'Homme et celui de la Femme, de la Famille et de l'Enfant.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Autonomisation des Femmes.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	<ul style="list-style-type: none"> - Cabinet ; - Direction des Affaires Financières et du Patrimoine ; - Direction des Ressources Humaines ; - Direction de la Planification de l'Evaluation et de la Documentation ; - Service des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale ; - Service de la Communication et des Relations Publiques ; - Service informatique ; - Cellule de Passation des Marchés Publics. 			
P2 : Autonomisation des Femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Direction de l'Entreprenariat Féminin ; - Direction de la Valorisation des Compétences Féminines ; - Comité de Gestion Novatrice du Fonds National Femme et Développement ; - Conseil National de la Femme ; - Cellule eau, femme et développement durable. 		Projet Promotion et Autonomisation de la femme rurale Phase II	

II.2. Performance globale du Ministère

Tableau 2 : Performance du Ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Assurer la coordination de la mise en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'autonomisation de la Femme	RS 1 : La coordination du Ministère est assurée	IP 1.1 : Taux d'exécution des activités du PAO	Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités planifiées x100 Source : Rapport de suivi PAO / DPED
		IP 1.2 : Taux de réalisation des actions de la Stratégie Nationale d'Autonomisation de la Femme	Nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions prévues x 100 Source : Rapport d'activités SNAF
OG 2 : Promouvoir l'autonomisation de la Femme	RS 2 : le dispositif de promotion de l'autonomisation des femmes est renforcé	IP 2.1 : Taux de réalisation des actions planifiées de la DEF et DVCF	Nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions prévues x 100 Sources : Rapport d'activités DEF / DVCF

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	1 442 079 327	1 358 135 609	1 434 938 750
1.1 Ressources Intérieures	1 442 079 327	1 358 135 609	1 434 938 750
1.1.1 Budget Etat	1 442 079 327	1 358 135 609	1 434 938 750
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	1 442 079 327	1 358 135 609	1 434 938 750
2.1 Personnel	450 000 000	485 135 523	507 205 391
2.1.1 Solde y compris EPN	450 000 000	485 135 523	507 205 391
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	842 079 327	873 000 086	927 733 359
2.3 Transferts	0	0	0
2.4 Investissement	150 000 000	0	0
Trésor	150 000 000	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programmes-1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Commentaire des indicateurs : <i>méthode de calcul et moyen de vérification</i>
			2021	2022	2023	
Améliorer la coordination et le cadre institutionnel	Taux de réalisation des réunions de coordination	85 %	100 %	100 %	100 %	Nombre de réunions tenues / Nombre de réunions prévues x100 Source : Comptes rendus de réunions de coordination / Cabinet
	Taux de couverture médiatique des activités	60 %	70 %	75 %	80 %	Nombre de passages dans les médias réalisés / Nombre de passages prévus x100 Source : Rapports d'activités / Service Communication
Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	95,91 %	96 %	96 %	96 %	Budget ordonnancé /budget voté x 100 Source : Extraits SIB
	Taux de formation du personnel	0	37,50 %	66,67 %	100 %	Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues x 100 Source : Rapports d'activités / DRH
	Taux de satisfaction des besoins en personnel	30 %	70 %	80 %	90 %	Personnel recruté / Personnel prévu x 100 Source : Rapports d'activités DRH
Améliorer la planification, le suivi-évaluation des activités et la production des statistiques du Secrétariat d'Etat.	Taux d'exécution des activités planifiées	0	80 %	85 %	90 %	Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités planifiées x100 Source : Rapports d'activités / DPED
	Ratio de production des données statistiques	0	3/5	4/5	5/5	Nombre de statistiques produits / Nombre de statistiques planifiés Rapport d'activités / DPED

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		1 034 165 827	1 112 350 606	1 170 520 795
	Dépenses de personnel	450 000 000	485 135 523	507 205 391
	Dépenses en biens et services	584 165 827	627 215 083	663 315 404
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21211 Administration générale	1 034 165 827	1 112 350 606	1 170 520 795
2121101 Coordination et animation	223 665 827	233 262 647	241 392 697
2 Biens et services	223 665 827	233 262 647	241 392 697
21211010001 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	97 355 000	97 355 000	97 355 000
21211010003 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21211010006 Prendre en charge les frais liés à la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21211010007 Coordonner les activités du ministère	79 000 000	86 877 027	93 463 174
21211010010 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	15 310 827	15 834 110	16 377 585
21211030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	8 000 000	8 797 673	9 464 625
2121102 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	739 000 000	800 458 754	844 538 014
1 Personnel	450 000 000	485 135 523	507 205 391
21211020005 Prendre en Charge les rémunérations des fonctionnaires du Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, chargée de l'Autonomisation des Femmes	450 000 000	485 135 523	507 205 391
2 Biens et services	289 000 000	315 323 231	337 332 623
21211010002 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21211010004 Mettre en œuvre le CDMT du ministère	35 000 000	38 489 822	41 407 735
21211020001 Gérer les ressources humaines du ministère	41 500 000	45 637 931	49 097 741
21211020002 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	155 500 000	171 004 782	183 968 649
21211020003 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du ministère et des structures sous tutelle	25 000 000	27 492 731	29 576 950
21211020004 Coordonner la passation des marchés publics du ministère et suivre leur exécution	7 000 000	7 697 965	8 281 548
2121103 Information et communication	41 500 000	45 637 930	49 097 741
2 Biens et services	41 500 000	45 637 930	49 097 741
21211030001 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du ministère	17 000 000	18 695 055	20 112 327
21211030003 Coordonner la sécurisation des réseaux et des applications informatiques	24 500 000	26 942 875	28 985 414
2121104 Renforcement du système de planification, de programmation et de suivi-évaluation	30 000 000	32 991 275	35 492 343
2 Biens et services	30 000 000	32 991 275	35 492 343
21211010009 Organiser, évaluer et suivre la planification des activités du secrétariat d'Etat	30 000 000	32 991 275	35 492 343

III.2. Programme 2 : Autonomisation des Femmes

III.2.1. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes-2 Autonomisation des femmes						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Commentaire des indicateurs : <i>méthode de calcul et moyen de vérification</i>
			2021	2022	2023	
OS1 : Améliorer les mécanismes d'intégration et de réinsertion des femmes et des jeunes filles dans le tissu socio-économique et juridique.	Proportion d'organisations de femmes ayant bénéficié de formation sur l'entrepreneuriat	9,15 %	26,32 %	45,16 %	64,74 %	Nombre d'organisations de femmes formées / Nombre d'organisations de femmes prévues Source : Rapport d'activités DEF / DVCF
	Proportion de groupement de femmes ayant bénéficié d'appui pour l'acquisition et l'utilisation de technologies agro pastorale, halieutique et artisanale.	1,85 %	9,26 %	23,15 %	38,89 %	Nombre de groupements équipés/Nombre de groupements programmés Source : Rapport d'activités DEF
	Proportion de femmes bénéficiaires de programmes d'alphabétisation, de renforcement de capacités en leadership, management et compétences de vie sociale	4,24 %	9,24 %	14,24 %	20,07 %	Nombre de femmes formées / Nombre total de femmes programmées Source : Rapport d'activités DEF

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : AUTONOMISATION DES FEMMES		407 913 500	245 785 003	264 417 955
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	257 913 500	245 785 003	264 417 955
	Transferts	0	0	0
	Investissements	150 000 000	0	0
	<i>Trésor</i>	150 000 000	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22218 Autonomisation des femmes	407 913 500	245 785 003	264 417 955
2221804 Promotion économique, sociale et juridique de la femme	139 827 700	153 769 808	165 427 089
2 Biens et services	139 827 700	153 769 808	165 427 089
21211010008 Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de valorisation des compétences féminines	15 000 000	16 495 637	17 746 170
22218020001 Apporter un appui financier aux femmes pour la création d'AGR	9 700 000	10 667 179	11 475 857
22218020002 Faciliter l'accès à l'eau potable aux femmes en milieu rurale	1 500 000	1 649 565	1 774 617
22218020003 Organiser la Journée mondiale de la femme rurale	55 586 500	61 128 985	65 763 172
22218020004 Piloter le conseil national de femme	3 041 200	3 344 436	3 597 976
22218040001 Renforcer les capacités des femmes sur leurs droits et devoirs	20 000 000	21 994 184	23 661 563
22218040002 Développer le système de financement communautaire à l'endroit des femmes et les groupements coopératifs	15 000 000	16 495 638	17 746 172
22218040003 Organiser la Journée internationale des coopératives.	20 000 000	21 994 184	23 661 562
2221805 Promotion de l'entrepreneuriat féminin	268 085 800	92 015 195	98 990 866
2 Biens et services	118 085 800	92 015 195	98 990 866
22218020005 Renforcer le dispositif de promotion de l'entrepreneuriat féminin	18 672 300	20 534 098	22 090 789
22218050001 Organiser la Journée internationale de l'entrepreneuriat féminin	64 413 500	32 991 275	35 492 343
22218050002 Former et sensibiliser les femmes et groupements féminins en entrepreneuriat	15 000 000	16 495 638	17 746 172
22218050003 Renforcer les capacités des femmes en leadership, management et en compétences de vie courante	10 000 000	10 997 092	11 830 781
22218050004 Mobiliser les parties prenantes autour de la Stratégie Nationale de la Femme en Côte d'Ivoire	10 000 000	10 997 092	11 830 781
4 Investissements	150 000 000	0	0
Trésor	150 000 000	0	0
22218020006 Projet Autonomisation de la Femme rurale	150 000 000	0	0

**SECTION 559 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA
CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME,
CHARGE DU LOGEMENT SOCIAL**

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le déficit de logements ;
- l'insuffisance de financement des acquéreurs par les banques ;
- le coût élevé des matériaux de construction ;
- l'insuffisance de suivi et de contrôle des programmes immobiliers ;
- l'insuffisance du foncier pour les logements sociaux ;
- l'insuffisance de communication et de collaboration entre les différentes structures intervenant dans la réalisation des projets de l'Etat ;
- le coût élevé du logement social et du loyer ;
- l'insuffisance de la main d'œuvre qualifiée ;
- la faible utilisation des matériaux et des techniques de construction rapides ;
- l'absence de plans types pour les logements sociaux.

I.1.2. Réponses apportées

- l'allègement des conditions de prêts aux souscripteurs ;
- l'accélération de la production de logements sociaux ;
- la création d'une commission interministérielle pour l'analyse et la mise en œuvre des projets de construction et d'aménagement foncier ;
- la mise à la disposition des acquéreurs des locations-ventes ou des locations simples à prix réduits ;
- la baisse du coût des matériaux de construction par un allègement fiscal au bénéfice des importateurs de matériaux de construction ;
- la mise à la disposition du Secrétariat d'Etat de moyens matériels et humains pour effectuer régulièrement le suivi et le contrôle sur les chantiers ;
- la constitution de réserves foncières pour le logement social ;
- la mise sur le marché d'une main-d'œuvre qualifiée dans le secteur du BTP ;
- la proposition de plans types aux promoteurs ;
- la promotion de matériaux et techniques rapides de construction en vue de baisser les coûts des maisons ;
- le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'habitat.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement des capacités du personnel du Secrétariat d'Etat ;
- le renforcement de la communication interne et externe du Secrétariat d'Etat ;
- le renforcement du cadre législatif et réglementaire en matière de construction des logements sociaux ;
- la promotion des constructions en hauteur pour accroître le nombre de logements ;
- la facilitation de l'accès au logement tant en milieu urbain que rural ;
- le suivi et le contrôle des programmes immobiliers ;
- la viabilisation effective des terrains destinés à la production de logements sociaux et économiques avant de les céder aux promoteurs ;
- la promotion accrue de matériaux de construction économiques, écologiques et durables.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance par le renforcement des capacités des personnels ;
- le renforcement de la communication et du cadre législatif en matière de construction de logements ;
- la réduction du déficit de logements par la production (massive) de logements décents à moindre coût.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance est améliorée ;
- les populations ont accès aux logements sociaux.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, exerce par délégation du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, les attributions de celui-ci relatives au logement social.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- définition de la stratégie de l'Etat en matière de logement social et d'habitat ;
- promotion de l'aménagement foncier ;
- promotion de l'accession à la propriété immobilière ;
- élaboration, mise en place d'un cadre institutionnel, réglementaire et financier permettant l'émergence d'un véritable marché du logement ;
- facilitation de l'accession au logement en milieu urbain et en milieu rural ;
- encadrement des promoteurs immobiliers ;
- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application des politiques et de la législation en matière d'habitat ;
- promotion de l'utilisation des matériaux locaux dans la construction immobilière ;
- définition et mise en œuvre des programmes de relogement de populations déguerpies et appui technique à la réinstallation de populations déplacées, en liaison avec les autres départements ministériels intéressés ;
- encadrement des professionnels intervenant dans le domaine de l'habitat.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Logement Social.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet ; DAFP ; DRH ; DPSIA ; SCRP ; SRCCI ; CPMP.			
Programme 2 : Logement social	DLSAFLS ; DII ; CPLS.	SICOGI ; FSH.	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des VRD pour la production de 150 000 logements sociaux et économiques ; - Projet de ravalement des façades des bâtiments privés et publics. - Réalisation de Lotissements à Equipements Modérés (LEM). 	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance	RS 1.1 : La gouvernance est améliorée	IP 1.1.1 : Taux de satisfaction du personnel	Enquête de satisfaction Source : Rapport d'activités Cabinet
OG 2 : Faciliter l'accès aux logements sociaux	RS 2.1 : Les populations ont accès aux logements sociaux	IP 2.1.1 : Taux de satisfaction des acquéreurs	Nombre de demandes de logements satisfaites / nombre total de demandes Source : Rapport d'activités CPLS

II.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	21 800 966 072	13 101 309 279	14 502 471 314
1.1 Ressources Intérieures	21 800 966 072	13 101 309 279	14 502 471 314
1.1.1 Budget Etat	21 800 966 072	13 101 309 279	14 502 471 314
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	21 800 966 072	13 101 309 279	14 502 471 314
2.1 Personnel	450 000 000	485 135 523	507 205 391
2.1.1 Solde y compris EPN	450 000 000	485 135 523	507 205 391
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	619 413 761	511 408 396	542 180 207
2.3 Transferts	731 552 311	926 139 071	1 071 486 100
2.4 Investissement	20 000 000 000	11 178 626 289	12 381 599 616
Trésor	20 000 000 000	11 178 626 289	12 381 599 616
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer la coordination du système de planification, de communication et de gestion juridique	Taux de réalisation des activités de coordination du Secrétariat d'Etat	--	100%	100%	100%	(Nombre de réunions tenues/nombre de réunions prévues) x100 Source : Rapports d'activités Cabinet
	Taux de couverture médiatique des activités	--	100%	100%	100%	(Nombre d'activités couvertes / nombre total d'activités à couvrir) x 100 Source : Rapport d'activités SCRCP
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'agents formés	--	100%	100%	100%	(Nombre d'agents formés / nombre total d'agents à former) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de couverture des besoins en personnel	--	60%	100%	100%	(Nombre d'agents mis à la disposition des directions et services / besoin total en personnel exprimé) x100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'équipement des services	--	80%	100%	100%	(Nombre de services équipés / Nombre de services à équiper) x 100 Source : Rapport d'activités DAFP
	Taux d'exécution du budget	--	95%	95%	98%	(Budget ordonnancé / Budget voté) x 100 Source : Rapport d'activités DAFP

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		1 008 720 921	943 853 589	992 700 813
	Dépenses de personnel	450 000 000	485 135 523	507 205 391
	Dépenses en biens et services	558 720 921	458 718 066	485 495 422
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21212 Administration générale	1 008 720 921	943 853 589	992 700 813
2121201 Coordination et animation	321 799 722	213 569 572	221 762 228
2 Biens et services	321 799 722	213 569 572	221 762 228
21212010001 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	167 875 000	50 000 000	50 000 000
21212010002 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
21212010003 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21212010004 Mettre en œuvre le CDMT du Secrétariat d'Etat	35 000 000	38 489 821	41 407 734
21212010006 Prendre en charge les frais liés à la résidence du Secrétaire d'Etat	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21212010007 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat	51 369 688	56 491 719	60 774 356
21212010008 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	18 555 034	19 189 195	19 847 825
2121202 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	633 968 639	672 051 600	708 291 572
1 Personnel	450 000 000	485 135 523	507 205 391
21212020005 Prendre en Charge les rémunérations des fonctionnaires du Ministère du Secrétariat d'Etat chargé du Ministère de la construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé u Logement Social	450 000 000	485 135 523	507 205 391
2 Biens et services	183 968 639	186 916 077	201 086 181
21212020001 Coordonner la passation des marchés publics du Secrétariat d'Etat et suivre leur exécution	10 000 000	10 997 092	11 830 781
21212020002 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du Secrétariat d'Etat et des structures sous tutelle	20 818 965	22 894 808	24 630 465
21212020003 Gérer les dépenses centralisées du Secrétariat d'Etat	137 474 049	135 785 549	146 079 447
21212020004 Gérer les ressources humaines du Secrétariat d'Etat	15 675 625	17 238 628	18 545 488
2121203 Information et communication	52 952 560	58 232 417	62 647 013
2 Biens et services	52 952 560	58 232 417	62 647 013
21212030001 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du Secrétariat d'Etat	22 337 560	24 564 821	26 427 078
21212030002 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires	10 230 000	11 250 024	12 102 889
21212030003 Coordonner la gestion statistique et la sécurisation des réseaux et des applications informatiques	20 385 000	22 417 572	24 117 046

III.2. Programme 2 : Logement social

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Logement social						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : produire des logements décentes et à moindre coûts	Taux de logements achevés	13 %	15,51 %	31,02 %	38,77 %	(Nombre de logements achevés / nombre total de logements à construire) x 100 Source : Rapport d'activités CPLS
	Taux de logements livrés	-	100 %	100 %	100 %	(Nombre de logements livrés/ Nombre de logements à livrer) x 100 Source : Rapport d'activités CPLS
	Taux de réalisation des Voiries et Réseaux Divers (VRD) primaires	31 %	100 %	100 %	100 %	(Nombre de Voiries et Réseaux Divers primaires réalisés / Nombre total de Voiries et Réseaux Divers primaires à réaliser) x 100 Source : Rapport d'activités CPLS

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : LOGEMENT SOCIAL		20 792 245 151	12 157 455 690	13 509 770 501
	Dépenses de personnel	0	0	0
	Dépenses en biens et services	60 692 840	52 690 330	56 684 785
	Transferts	731 552 311	926 139 071	1 071 486 100
	Investissements	20 000 000 000	11 178 626 289	12 381 599 616
	<i>Trésor</i>	20 000 000 000	11 178 626 289	12 381 599 616
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22220 Logement social	20 792 245 151	12 157 455 690	13 509 770 501
2222001 Aide à la production et à l'accès au logement	20 792 245 151	12 157 455 690	13 509 770 501
2 Biens et services	60 692 840	52 690 330	56 684 785
22220010005 Encadrer les activités des agences ou sociétés de gestion immobilière	20 692 840	22 756 107	24 481 245
22220010008 Rechercher les fonds de financement et suivre les investissements de l'Etat	20 000 000	10 997 091	11 830 784
22220010009 Contrôler et suivre la réalisation du programme immobilier et l'aménagement du foncier pour le logement social	20 000 000	18 937 132	20 372 756
3 Transferts	731 552 311	926 139 071	1 071 486 100
22220010003 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à SHELTER AFRIQUE	265 722 438	336 402 371	389 196 910
22220010004 Restructurer la SICOGI	20 000 000	25 319 832	29 293 492
22220010007 Financer la construction de logements	445 829 873	564 416 868	652 995 698
4 Investissements	20 000 000 000	11 178 626 289	12 381 599 616
Trésor	20 000 000 000	11 178 626 289	12 381 599 616
22220010006 Réalisation des VRD pour logements Sociaux	20 000 000 000	11 178 626 289	12 381 599 616

**SECTION 572 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU GARDE DES
SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS
DE L'HOMME, CHARGE DES DROITS DE L'HOMME**

SECTION 572 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME, CHARGE DES DROITS DE L'HOMME

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse des moyens, financiers et matériels du Secrétariat d'Etat ;
- la faible appropriation de la notion de Droits de l'Homme par de nombreux agents en situation d'autorité, notamment les policiers, les magistrats et les gendarmes ;
- l'insuffisance du cadre juridique de protection des droits de l'homme.

I.1.2. Réponses apportées

- la formation et le renforcement des capacités des agents publics en situation d'autorité ;
- le renforcement du cadre juridique de protection des droits de l'homme ;
- la conformité partielle de la CNDH-CI aux principes de Paris relatifs aux institutions nationales des droits de l'homme ;
- l'adoption de la loi n°2014-388 du 20 juin 2014 portant promotion et protection des défenseurs des droits de l'homme ;
- la prise du décret n°2017-121 du 22 février 2017 portant modalités d'application de la loi n°2014-388 du 20 juin 2014 portant promotion et protection des défenseurs des droits de l'homme ;
- la ratification du statut de Rome portant création de la Cour Pénale Internationale ;
- la mise en place des cliniques juridiques.

I.1.3. Défis et priorités

- la surveillance permanente de la situation des droits de l'homme ;
- la promotion des droits de l'homme par des publications ;
- l'encadrement et la protection des victimes de violation de droits de l'homme ;
- le renforcement des institutions en charge des droits de l'homme ;
- la mise en place de points focaux des droits de l'homme au sein de l'ensemble des juridictions du pays ;
- le renforcement des capacités des magistrats et agents des forces de l'ordre en matière de droits de l'homme ;
- le renforcement des capacités des organismes de la société civile sur les activités de protection et de promotion des droits de l'homme ;
- le renforcement des échanges avec les organismes privés de promotion et de protection des droits de l'homme.

I.2. Politique du secteur

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre institutionnel des droits de l'homme ;
- la protection des droits de l'homme ;
- la promotion des droits de l'homme.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration du Secrétariat d'Etat est moderne et performante ;
- les droits de l'homme sont promus et respectés.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétaire d'Etat auprès du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, chargé des Droits de l'Homme, exerce, par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, les attributions de celui-ci relatives aux droits de l'homme.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Droits de l'Homme.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1. Cartographie administrative des programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, DAF, DRH ; DPSP, SI, SCI			
Programme 2 : Droits de l'Homme	DPDH, DPDH, DAJC	CNDH		

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Contribuer à la promotion d'une Administration moderne et performante	RS 1 : l'Administration du Secrétariat d'Etat est moderne et performante	IP 1.1.1 : Taux de réalisation des activités du Secrétariat	Nombre d'activités réalisées / Nombre activités prévues Source : Rapport d'activités DPS
OG 2 : Garantir le respect des droits de l'homme	RS 2 : Les droits de l'homme sont promus et respectés	IP 2.2.1 : Nombre de rapports relatifs au respect des droits de l'homme	Dénombrement Source : Rapport d'activités D. Prom. / D. Prot. / CNDH

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	3 387 541 958	3 427 481 866	3 589 141 620
1.1 Ressources Intérieures	3 387 541 958	3 427 481 866	3 589 141 620
1.1.1 Budget Etat	3 387 541 958	3 427 481 866	3 589 141 620
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	3 387 541 958	3 427 481 866	3 589 141 620
2.1 Personnel	1 929 916 681	1 972 839 004	2 022 700 047
2.1.1 Solde y compris EPN	1 929 916 681	1 972 839 004	2 022 700 047
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	1 123 248 991	1 137 035 595	1 198 989 445
2.3 Transferts	334 376 286	317 607 267	367 452 128
2.4 Investissement	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel en matière de droits de l'homme	Proportion cumulée de textes en matière de droits de l'homme soumis	1	4/10	7/10	10/10	Dénombrement Source : Rapports d'activités Cabinet
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion d'agents formés	0%	80%	90%	95%	(Nombre d'agents formés / nombre total d'agents) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Proportion d'agents du Secrétariat d'Etat formés en matière de gestion des finances publiques	15%	20%	45%	70%	(Nombre d'agents formés / nombre total d'agents) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
OS 3 : Améliorer le système de planification et de communication	Taux de couverture médiatique des activités du Secrétariat d'Etat	60%	80%	85%	90%	(Nombre d'activités ayant bénéficié d'une couverture médiatique/ Nombre total des activités du Secrétariat d'Etat) x 100 Source : Rapport d'activités SC
	Taux de structures disposant d'un plan d'actions	80%	90%	100%	100%	(Nombre de structures disposant d'un plan d'actions / nombre total de structures du SEDH) x 100 Source : Rapport d'activités DPS

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		1 647 394 503	1 719 773 465	1 802 235 203
	Dépenses de personnel	724 168 927	780 711 270	816 227 520
	Dépenses en biens et services	923 225 576	939 062 195	986 007 683
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21142 Administration Générale	1 647 394 503	1 719 773 465	1 802 235 203
2114201 Coordination et animation	245 976 757	216 720 014	225 962 001
2 Biens et services	245 976 757	216 720 014	225 962 001
21142010001 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de droits de l'homme	184 500 000	151 569 382	157 480 237
21142010003 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21142010004 Organiser deux (2) rencontres avec les partenaires extérieures	10 000 000	10 997 092	11 830 781
21142010005 Organiser trois (3) rencontres avec les partenaires nationaux	10 000 000	10 997 092	11 830 781
21142010006 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	37 476 757	38 757 611	40 087 889
2114202 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	1 286 417 746	1 376 586 894	1 440 219 220
1 Personnel	724 168 927	780 711 270	816 227 520
21142020006 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	724 168 927	780 711 270	816 227 520
2 Biens et services	562 248 819	595 875 624	623 991 700
21142020003 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du Secrétariat d'Etat	216 748 819	238 360 668	256 430 787
21142020004 Prendre en charge les Missions Hors CI	75 000 000	75 000 000	75 000 000
21142020005 Prendre en charge les missions en CI	20 000 000	20 000 000	20 000 000
21142020007 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	130 000 000	130 000 000	130 000 000
21142020008 Gérer les ressources Humaines du Secrétariat d'Etat	20 000 000	21 994 183	23 661 561
21142020009 Gérer les ressources financières et matérielles du Secrétariat d'Etat	25 500 000	28 042 584	30 168 492
21142020011 Gérer les ressources humaines du SEDH	20 000 000	21 994 184	23 661 563
21142020012 Organiser des ateliers de renforcement des capacités des agents sur cinq (5) thèmes budgétaires	35 000 000	38 489 821	41 407 734
21142020013 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP/CDMT	20 000 000	21 994 184	23 661 563
2114203 Gestion des systèmes d'information et de communication	115 000 000	126 466 557	136 053 982
2 Biens et services	115 000 000	126 466 557	136 053 982
21142030001 Organiser la communication des activités du Secrétariat d'Etat	17 000 000	18 695 056	20 112 327
21142030003 Organiser la planification générale des activités du SEDH	20 000 000	21 994 183	23 661 560
21142030004 Créer et gérer le site web du SEDH	18 000 000	19 794 766	21 295 406
21142030006 Organiser la couverture médiatique (presse, radio, télévision) des activités du SEDH	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21142030007 Mettre en place un plan de communication numérique du SEDH à travers des canaux d'information (site, Facebook, twitter)	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21142030008 Organiser des campagnes médiatiques relatives au SEDH	5 000 000	5 498 546	5 915 391
21142030009 Créer et gérer la base de données relative aux Droits de l'Homme	20 000 000	21 994 184	23 661 563
21142030010 Créer et gérer le site WEB Secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'Homme	2 000 000	2 199 418	2 366 156
21142030011 Organiser des ateliers de renforcement de capacités des agents	15 000 000	16 495 638	17 746 172
21142030012 Organiser des ateliers de renforcement de capacités des agents sur l'utilisation des outils informatiques	10 000 000	10 997 092	11 830 781

III.2. Programme 2 : Droits de l'Homme

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programme 2 : Droits de l'Homme						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Vulgariser les droits de l'homme	Nombre de journées régionales de vulgarisation des droits de l'homme organisées	6	10	12	15	Dénombrement Source : Rapport d'activités D. Prom.
	Nombre de personnes en situation d'autorité formées (Magistrats, Préfets, Officiers de Police Judiciaire)	250	300	350	350	Dénombrement Source : Rapport d'activités D. Prom.
	Nombre de leaders communautaires formés	250	300	350	400	Dénombrement Source : Rapport d'activités D. Prom.
OS 2 : Veiller à l'application rigoureuse de la législation en matière des droits de l'homme	Nombre de rapports produits sur la situation des droits de l'homme	5	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités CNDH CI
	Proportion de maisons d'arrêt et de correction visitées	14%	29%	44%	58%	(Nombre de maisons d'arrêt et de correction visitées/nombre total de maisons d'arrêt et de correction) x 100 Source : Rapport d'activités D. Prot.

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : DROITS DE L'HOMME		1 740 147 455	1 707 708 401	1 786 906 417
	Dépenses de personnel	1 205 747 754	1 192 127 734	1 206 472 527
	Dépenses en biens et services	200 023 415	197 973 400	212 981 762
	Transferts	334 376 286	317 607 267	367 452 128
	Investissements	0	0	0
	Trésor	0	0	0
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22143 Droits de l'homme	1 740 147 455	1 707 708 401	1 786 906 417
2214301 Promotion des droits de l'homme	447 530 612	420 049 932	477 660 971
2 Biens et services	113 154 326	102 442 665	110 208 843
21142030002 Apporter un appui juridique aux services du SEDH	22 630 911	24 887 420	26 774 135
22143010001 Suivre le respect des engagements internationaux relatifs aux droits de l'homme	27 500 000	30 242 000	32 534 647
22143010006 Organiser 03 journées régionales de promotion des Droits de l'Homme	40 000 000	21 994 184	23 661 563
22143010007 Organiser deux (02) ateliers de renforcement de capacités des OPJ, OSC, et un (01) atelier de rédaction de rapport	20 023 415	22 019 933	23 689 264
22143010013 Créer et gérer la plateforme de coopération avec les partenaires au développement	3 000 000	3 299 128	3 549 234
3 Transferts	334 376 286	317 607 267	367 452 128
22143010004 Transférer des capitaux au profit de la Commission Nationale des Droits de l'Homme	50 876 286	64 408 950	74 517 205
22143010009 Coordonner les activités du CNDHCI	283 500 000	253 198 317	292 934 923
2214302 Suivi et protection des droits de l'homme	1 292 616 843	1 287 658 469	1 309 245 446
1 Personnel	1 205 747 754	1 192 127 734	1 206 472 527
22143020004 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CNDH	1 205 747 754	1 192 127 734	1 206 472 527
2 Biens et services	86 869 089	95 530 735	102 772 919
21142020014 Organiser des ateliers de validation des projets de textes	17 000 000	18 695 056	20 112 328
22143020002 Visiter Dix (10) lieux de détention	30 000 000	32 991 276	35 492 344
22143020003 Mener Quinze (15) enquêtes non judiciaires	18 000 000	19 794 765	21 295 406
22143020005 Créer un cadre de lutte contre l'impunité et de suivi de son application	18 869 089	20 750 510	22 323 607
22143020014 Mener assistances et conseils juridiques en droit de l'Homme	3 000 000	3 299 128	3 549 234

SECTION 579 : SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DU SERVICE CIVIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la destruction des symboles de la République et l'atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes qui les incarnent ;
- la prolifération des nouvelles formes de violence ;
- la non implication des populations dans les actions communautaires ;
- le non-respect de valeurs démocratiques.

I.1.2. Réponses apportées

- la prise de textes qui encadrent le service civique ;
- l'organisation d'activités d'informations, de formations et de sensibilisations sur les symboles identitaires de la République ;
- l'organisation des campagnes de sensibilisation contre les nouvelles formes de violences ;
- la sensibilisation à la pratique du volontariat, du bénévolat et aux valeurs démocratiques.

I.1.3. Défis et priorités

- la promotion du changement de mentalité et de comportement des populations pour l'adoption d'une attitude citoyenne ;
- le renforcement de la culture démocratique en Côte d'Ivoire ;
- l'accélération de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 18 à 30 ans, sans diplôme ou sans titre professionnelle, en voie de marginalisation dans les centres de service civique ;
- la promotion de la paix et de la cohésion sociale.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la mise en œuvre des actions visant la cohésion sociale ;
- l'instauration de la culture démocratique à travers les formations et les sensibilisations ;
- la sensibilisation à la bonne gouvernance ;
- la mise en œuvre des actions visant le renforcement des valeurs d'autonomie et de responsabilité des jeunes ;
- le développement des pratiques de volontariat et de bénévolat en vue d'améliorer l'employabilité des jeunes ;
- l'engagement citoyen à travers la participation des populations aux activités communautaires.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le Service Civique est institué et dispose d'une administration performante ;
- les Programmes Service Civique sont exécutés ;
- les populations adoptent une culture démocratique.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétaire d'Etat chargé du Service Civique assure la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Service Civique.

A ce titre, en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration des projets de loi et de règlements en matière de service civique, de volontariat et de bénévolat ;
- définition et organisation du service civique ;
- promotion du développement de l'esprit civique des jeunes ;
- réglementation du service civique ;
- mise en œuvre de stratégies et d'actions de formation au civisme ;
- mise en œuvre d'actions éducatives en vue du renforcement des valeurs d'autonomie et de responsabilité, de l'esprit et du comportement civiques ;
- éducation à la vie démocratique et à l'exercice de la démocratie.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Service civique.

II. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES

II.1 Cartographie Administrative des Programmes

Tableau 1 : Répartition des structures dans les programmes

PROGAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLES (EPN, EPA, EPIC)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DAF, DPSI, CPMP, SERCOM, DAJC	-	-	-
Programme 2 : Service Civique	DCC, DVBC, DR DAOUKRO, (7) DR	Office du Service Civique National (OSCN)	<ul style="list-style-type: none"> - Programme National de Volontariat de Cote D'Ivoire (PNV-CI), - Insertion sociale professionnelle des jeunes de 18-30 ans sans diplôme ou sans titre professionnelle et en voie de marginalisation - Réhabilitation et équipement de cinq (05) centres de services civiques 	

II.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux (OG)	Résultats stratégiques (RS)	Indicateurs de performance (IP)	Méthode de calcul / source de collecte
OG 1 : Améliorer le cadre juridique et institutionnel du Service Civique	RS 1 : le Service Civique est institué et dispose d'une administration performante	IP 1.1 : Proportion de textes soumis	Nombre de textes soumis / Nombre de textes prévus Source : Rapports d'activités Cabinet/DAJC
		IP 1.2 : Nombre de Structures fonctionnelles	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPSI
OG 2 : Inculquer les valeurs civiques, citoyennes et démocratiques	RS 2.1 : les Programmes du Service Civique sont exécutés	IP 2.1 : Proportion de populations formées au civisme et à la citoyenneté	Nombre de jeunes formés aux valeurs civiques et citoyennes / Nombre de jeunes recensés Source : Rapport d'activités DCC
		IP 2.2 : Nombre de populations enregistrées pour le volontariat et le bénévolat	Dénombrement Source : Rapport d'activités DVBP
		IP 2.3 Proportion de jeunes de 18-30 ans en voie de marginalisation formés et réinsérés	Nombre de jeunes de 18-30 ans en voie de marginalisation formés et réinsérés / Nombre de jeunes de 18-30 ans en voie de marginalisation recensés Source : Rapport d'activités SCAD
	RS 2.2 : les populations adoptent une culture démocratique	IP 2.4 Proportion de conférences, d'ateliers et de campagnes nationales de sensibilisation organisés par an	Nombre de conférences, d'ateliers et de campagnes nationales de sensibilisation organisés par an / Nombre de conférences, d'ateliers et campagnes nationales de sensibilisations prévus par an Source : Rapport d'activités DCC
		IP 2.5 : Nombre d'actes de violence et d'incivisme enregistrés	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPSI

II.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	2 548 387 653	2 375 910 503	2 543 792 762
1.1 Ressources Intérieures	2 548 387 653	2 375 910 503	2 543 792 762
1.1.1 Budget Etat	2 548 387 653	2 375 910 503	2 543 792 762
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	2 548 387 653	2 375 910 503	2 543 792 762
2.1 Personnel	673 569 051	697 993 426	719 320 835
2.1.1 Solde y compris EPN	673 569 051	697 993 426	719 320 835
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	908 771 857	837 266 156	883 278 105
2.3 Transferts	606 046 745	640 650 921	741 193 822
2.4 Investissement	360 000 000	200 000 000	200 000 000
Trésor	360 000 000	200 000 000	200 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

III. PROJET ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

III.1. Programme 1 : Administration Générale

III.1.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programmes-1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel du Service Civique	Proportion de conventions signées	100%	100%	100%	100%	(Nombre de conventions signées/Nombre de conventions proposés) x100 Source : Rapport d'activités Cabinet/ DAJC
	Taux de réalisation de séminaires et conférences	100%	90%	90%	90%	(Nombre de séminaires et conférences organisés/Nombre de séminaires et conférences prévus) x100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux de réalisation des missions d'inspection	70%	75%	85%	85%	(Nombre de missions d'inspection réalisées/Nombre de missions d'inspection prévues) x100 Source : Rapport d'activités IG
	Proportion de documents de suivi évaluation élaborés	80%	100%	100%	100%	(Nombre de documents de suivi évaluation élaborés/Nombre de documents de suivi évaluation prévus) x100 Source : Rapport d'activités DPSI
	Proportion de messages diffusés sur le civisme	70%	80%	90%	90%	(Nombre de messages diffusés/Nombre de messages conçus) x100 Source : Rapport d'activités SERCOM
OS 2 : Rationnaliser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'agents formés	70%	78%	80%	80%	(Nombre d'agents formés/Nombre total d'agents à former) x100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du budget	91%	100%	100%	100%	(Budget ordonnancé / budget voté) x100 Source : Rapport d'activités DAF/RFFiM
	Taux d'exécution des marchés publics	91%	80%	95%	95%	(Nombre de marchés exécutés / Nombre de marchés approuvés) x100 Source : Rapport d'activités CPMP

III.1.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		1 022 983 087	1 093 456 188	1 147 175 222
	Dépenses de personnel	358 411 230	386 395 600	403 973 573
	Dépenses en biens et services	664 571 857	707 060 588	743 201 649
	Transferts	0	0	0
	Investissements	0	0	0
	<i>Trésor</i>	0	0	0
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21138 Administration Générale	1 022 983 087	1 093 456 188	1 147 175 222
2113801 Coordination et animation de la politique du service civique	774 337 874	823 010 043	858 500 861
1 Personnel	358 411 230	386 395 600	403 973 573
21138010001 Prendre en charge les salaires du Personnel fonctionnaire	358 411 230	386 395 600	403 973 573
2 Biens et services	415 926 644	436 614 443	454 527 288
21138010002 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de civisme	120 000 000	131 965 102	141 969 375
21138010003 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Secrétariat d'Etat	4 000 000	4 398 837	4 732 313
21138010004 Apporter un appui juridique aux services du Secrétariat d'Etat	24 000 000	26 393 020	28 393 874
21138010005 Contrôler les services et les structures du Secrétariat d'Etat	29 000 000	31 891 569	34 309 264
21138010007 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	88 926 644	91 965 915	95 122 462
21138010009 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	100 000 000	100 000 000	100 000 000
21138010010 Prendre en charge les séminaires et conférences en CI	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2113802 Information et communication	53 000 000	58 284 587	62 703 138
2 Biens et services	53 000 000	58 284 587	62 703 138
21138020002 Organiser la communication des activités du Secrétariat d'Etat	29 000 000	31 891 566	34 309 265
21138020004 Organiser la planification générale des activités du Secrétariat d'Etat	24 000 000	26 393 021	28 393 873

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
21138 Administration Générale	1 022 983 087	1 093 456 188	1 147 175 222
2113803 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	195 645 213	212 161 558	225 971 223
2 Biens et services	195 645 213	212 161 558	225 971 223
21138030001 Gérer les ressources humaines du Secrétariat d'Etat	27 000 000	29 692 146	31 943 108
21138030002 Gérer les ressources financières du Secrétariat d'Etat	45 753 613	50 315 666	54 130 097
21138030003 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du CDMT du Secrétariat d'Etat	29 000 000	31 891 566	34 309 266
21138030004 Gérer les dépenses liées aux activités du Secrétariat d'Etat	53 891 600	59 265 088	63 757 972
21138030005 Gérer la commande publique du Secrétariat d'Etat	10 000 000	10 997 092	11 830 780
21138030006 Prendre en charge les missions hors CI	30 000 000	30 000 000	30 000 000

III.2. Programme 2 : Service Civique

III.2.1. Performance du programme

Tableau 4 : Performance du programme

Programmes 2 : Service Civique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2019	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2021	2022	2023	
OS 1 : Renforcer la culture civique et citoyenne des jeunes	Nombre de jeunes marginalisés insérés	750	1000	1000	1000	Dénombrement Source : Rapport d'activités SCAED
	Nombre de jeunes sélectionnés pour Service National Jeunes	800	1100	1100	1100	Dénombrement Source : Rapport d'activités OSCN
OS 2 : Rendre opérationnels les centres de Service Civique sur l'ensemble du territoire national	Nombre de centres identifiés et réhabilités	3	1	1	1	Dénombrement Source : Rapports d'activités CABINET/OSCN
	Taux des centres équipés	65%	85%	85%	90%	(Nombre de centres équipés / Nombre de centres à équiper) x100 Source : Rapport d'activités /OSCN
OS 3 : Promouvoir le volontariat et le bénévolat	Taux de populations ciblées formées	80%	90%	90%	90%	(Nombre de personnes formées / Nombre de personnes ciblées) x100 Source : Rapport d'activités DCC
	Nombre de jeunes bénévoles et volontaires sélectionnés et mis en mission	276	350	350	350	Dénombrement Source : Rapports d'activités OSCN/DVBPC

III.2.2. Financement du programme

Tableau 5 : Synthèse du programme par nature de dépense

		Projections finales		
		2021	2022	2023
PROGRAMME II : SERVICE CIVIQUE		1 525 404 566	1 282 454 315	1 396 617 540
	Dépenses de personnel	315 157 821	311 597 826	315 347 262
	Dépenses en biens et services	244 200 000	130 205 568	140 076 456
	Transferts	606 046 745	640 650 921	741 193 822
	Investissements	360 000 000	200 000 000	200 000 000
	Trésor	360 000 000	200 000 000	200 000 000
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

Tableau 6 : Budget détaillé du programme

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22139 Service civique	1 525 404 566	1 282 454 315	1 396 617 540
2213901 Promotion de la culture civique et citoyenne	1 217 804 566	1 158 660 132	1 271 155 978
1 Personnel	315 157 821	311 597 826	315 347 262
22139010015 Transférer des subventions équilibre personnel à l'OSCN	315 157 821	311 597 826	315 347 262
2 Biens et services	198 400 000	108 211 385	116 414 894
22139010003 Organiser la semaine nationale du civisme	30 000 000	32 991 276	35 492 344
22139010004 Organiser des missions de sensibilisation des populations sur le civisme et la citoyenneté	130 000 000	32 991 275	35 492 343
22139010007 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région de l'Iffou (DAOUKRO)	4 800 000	5 278 604	5 678 776
22139010008 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région du Gkikí (BOUAKE)	4 800 000	5 278 604	5 678 776
22139010009 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région du Haut Sassandra (DALOA)	4 800 000	5 278 604	5 678 776
22139010010 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région du Tonkpi (MAN)	4 800 000	5 278 604	5 678 776
22139010011 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région de San-Pedro (SAN-PEDRO)	4 800 000	5 278 606	5 678 775
22139010012 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région de l'Indénié-Djuablin (ABENGOUROU)	4 800 000	5 278 604	5 678 776
22139010013 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région du Poro (KORHOGO)	4 800 000	5 278 604	5 678 776
22139010014 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat dans la région du Gontougo (BONDOUKOU)	4 800 000	5 278 604	5 678 776
3 Transferts	606 046 745	640 650 921	741 193 822
22139010002 Opérationnaliser l'Office du Service Civique National (SCAD et jeunes en voie de radicalisation)	606 046 745	640 650 921	741 193 822

Programmes / Actions / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
22139 Service civique	1 525 404 566	1 282 454 315	1 396 617 540
4 Investissements	98 200 000	98 200 000	98 200 000
Trésor	98 200 000	98 200 000	98 200 000
22139010006 Organiser des formations au civisme et à la citoyenneté au centre de service civique de Guingréni	98 200 000	98 200 000	98 200 000
2213902 Promotion du volontariat et du bénévolat	307 600 000	123 794 183	125 461 562
2 Biens et services	45 800 000	21 994 183	23 661 562
22139020003 Organiser des actions de volontariat, de bénévolat et initier des programmes communautaires	45 800 000	21 994 183	23 661 562
4 Investissements	261 800 000	101 800 000	101 800 000
Trésor	261 800 000	101 800 000	101 800 000
22139020002 Mettre en œuvre le Programme National de Volontariat (PNV-CI) à l'endroit de 1000 jeunes de 18 à 35 ans avec 30% de filles	261 800 000	101 800 000	101 800 000

DEUXIEME PARTIE :
DOTATIONS AUX INSTITUTIONS ET MINISTERES

SOMMAIRE

TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS PAR MISSION.....	5
SECTION 101 : REPRESENTATION NATIONALE.....	9
SECTION 102 : SENAT	13
SECTION 103 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	17
SECTION 105 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	25
SECTION 106 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL	29
SECTION 107 : GRANDE CHANCELLERIE	33
SECTION 108 : PRIMATURE	37
SECTION 109 : MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	45
SECTION 110 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE.....	49
SECTION 111 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS.....	55
SECTION 114 : COUR DE CASSATION.....	59
SECTION 115 : COUR DES COMPTES.....	63
SECTION 116: PARQUET GENERAL.....	67
SECTION 117 : PARQUET GENERAL PRES DE LA COUR DES COMPTES	71
SECTION 118 : CONSEIL D'ETAT	75
SECTION 304 : MINISTÈRE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS.....	79
SECTION 322 : MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.....	83
SECTION 327 : MINISTÈRE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	89
DOTATIONS DU PLAN DE SOUTIEN ECONOMIQUE, SOCIAL ET HUMANITAIRE /COVID-19	95

TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS PAR MISSION

MISSIONS	INSTITUTIONS ET MINISTERES / DOTATIONS	CP (Montant en FCFA)
Pouvoirs publics, Souveraineté et Gouvernance	Représentation Nationale	28 839 041 953
	Dotation 1 : Assemblée Nationale	28 839 041 953
	Sénat	10 334 386 375
	Dotation 1 : Assemblée Représentative	10 334 386 375
	Présidence de la République	107 130 917 393
	Dotation 1 : Autorité Exécutive Suprême	64 774 323 276
	Dotation 2 : Inspection et Audit	3 457 144 213
	Dotation 3 : Autorité de Suivi-Contrôle	3 163 044 104
	Dotation 4 : Autorité Administrative de Sécurité	24 337 114 262
	Dotation 5 : Autorité Normative de Régulation	548 071 445
	Dotation 6 : Structures sous-tutelles de la Présidence de la République	10 851 220 093
	Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel	5 488 021 063
	Dotation 1 : Autorité Consultative	5 488 021 063
	Conseil Constitutionnel	2 536 891 550
	Dotation 1 : Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements	2 536 891 550
	Grande Chancellerie	1 692 071 313
	Dotation 1 : Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions	1 692 071 313
	Primature et Services rattachés	46 517 668 024
	Dotation 1 : Autorité Exécutive et de Coordination	17 022 355 418
	Dotation 2 : Coordination Action Gouvernementale	1 948 927 273
Dotation 3 : Audit et Contrôle à posteriori de la dépense publique	1 097 280 709	
Dotation 4 : Structures sous-tutelles de la Primature	26 449 104 624	

MISSIONS	INSTITUTIONS ET MINISTERES / DOTATIONS	CP (Montant en FCFA)
Pouvoirs publics, Souveraineté et Gouvernance (suite)	Médiateur de la République	4 419 234 046
	Dotation 1 : Médiation et Gestion des Conflits	4 419 234 046
	Commission Électorale Indépendante	18 241 207 236
	Dotation 1 : Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Élections	5 341 207 236
	Dotation 2 : Fonctionnement des Commissions Électorales Locales	6 780 000 000
	Dotation 3 : Révision de la liste électorale	6 120 000 000
	Dotation 4 : Organisation des scrutins	0
	Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels	4 248 162 115
	Dotation 1 : Valorisation des Us et Coutumes et Promotion de la Cohésion Sociale	4 248 162 115
	Conseil d'État	3 358 538 482
	Dotation 1 : Juridiction de l'Ordre administratif	3 358 538 482
	Cour de Cassation	3 478 560 645
	Dotation 1 : Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois	3 478 560 645
	Cour des Comptes	6 948 453 424
	Dotation 1 : Juridiction Financière de l'Ordre Administratif	6 948 453 424
Parquet Général	1 044 310 220	
Dotation 1 : Parquet Général	1 044 310 220	
Parquet Général près la Cour des Comptes	1 527 923 269	
Dotation 1 : Ministère Public près la Cour des Comptes	1 527 923 269	
Ministère auprès du Président de la République, chargé des Relations avec les Institutions	963 023 081	
Dotation 1 : Ministère auprès du Président de la République, chargé des Relations avec les Institutions	963 023 081	
Administration Générale et Développement Économique	Ministère de l'Économie et des Finances	2 387 793 904 099
	Dotation 1 : Dette intérieure	1 072 231 885 792
	Dotation 2 : Dette extérieure	1 060 552 018 307
	Dotation 3 : Plan de soutien économique, social et humanitaire /COVID-19	255 010 000 000

MISSIONS	INSTITUTIONS ET MINISTERES / DOTATIONS	CP (Montant en FCFA)
Administration Générale et Développement Économique (suite)	Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État Dotation 1 : Dépenses Communes Dotation 2 : Divers et imprévus	461 720 424 328 124 475 505 315 337 244 919 013
Productions, Développement Industriel et commercial	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire /COVID-19	131 500 000 000 131 500 000 000
Sante et actions sociales	Ministère de la Sante et de l'Hygiène publique Dotation 1 : Plan de riposte sanitaire contre le COVID-19	1 000 000 000 1 000 000 000
Développement des Infrastructures et équipements collectifs	Ministère des Transports Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire /COVID-19	2 990 000 000 2 990 000 000
Environnement, Cadre de vie et Protection de la nature	Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire /COVID-19	2 000 000 000 2 000 000 000
TOTAL GENERAL		3 233 772 738 616

SECTION 101 : REPRESENTATION NATIONALE

101 : REPRESENTATION NATIONALE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

La Représentation Nationale est l'une des chambres du Parlement.

Aux termes de l'article 93 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Parlement :

- vote la loi et consent l'impôt ;
- contrôle l'action gouvernementale et évalue les politiques publiques.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Assemblée Nationale

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	28 839 041 953	32 592 727 727	35 085 665 897
1.1 Ressources Intérieures	28 839 041 953	32 592 727 727	35 085 665 897
1.1.1 Budget Etat	28 839 041 953	32 592 727 727	35 085 665 897
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	28 839 041 953	32 592 727 727	35 085 665 897
2.1 Personnel	15 917 754 145	16 548 885 761	16 659 096 135
2.1.1 Solde y compris EPN	15 917 754 145	16 548 885 761	16 659 096 135
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	199 629 510	206 452 306	213 538 370
2.3 Transferts et subventions	12 021 658 298	15 137 389 660	17 513 031 392
2.4 Investissement	700 000 000	700 000 000	700 000 000
Trésor	700 000 000	700 000 000	700 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Assemblée Nationale

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13001 Assemblée Nationale	28 839 041 953	32 592 727 727	35 085 665 897
1 Personnel	15 917 754 145	16 548 885 761	16 659 096 135
13001010009 Prendre en charge les salaires du personnel de l'Assemblée Nationale	15 917 754 145	16 548 885 761	16 659 096 135
2 Biens et services	199 629 510	206 452 306	213 538 370
13001010008 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	199 629 510	206 452 306	213 538 370
3 Transferts	12 021 658 298	15 137 389 660	17 513 031 392
13001010002 Faire le transfert à l'Assemblée Nationale	4 898 837 870	6 119 958 932	7 080 417 120
13001010003 Faire le transfert à Assemblée Nationale / Allocation viagère Anciens Députés	7 122 820 428	9 017 430 728	10 432 614 272
13001010004 Faire le transfert Convention BNETD / Assemblée Nationale	0	0	0
13001010006 Faire le Transfert Appui à l'Assemblée Nationale	0	0	0
4 Investissements	700 000 000	700 000 000	700 000 000
Trésor	700 000 000	700 000 000	700 000 000
13001010007 Réaliser la Réhabilitation et équipement de l'assemblée Nationale	700 000 000	700 000 000	700 000 000

SECTION 102 : SENAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Le Senat est l'une des chambres du Parlement.

Aux termes de l'article 93 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Parlement :

- vote la loi et consent l'impôt ;
- contrôle l'action gouvernementale et évalue les politiques publiques.

Aux termes de l'article 87 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Senat assure la représentation des collectivités territoriales et des ivoiriens établis à l'étranger.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Assemblée Représentative

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	10 334 386 375	9 313 525 715	9 790 965 853
1.1 Ressources Intérieures	10 334 386 375	9 313 525 715	9 790 965 853
1.1.1 Budget Etat	10 334 386 375	9 313 525 715	9 790 965 853
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	10 334 386 375	9 313 525 715	9 790 965 853
2.1 Personnel	7 945 879 849	6 435 014 587	6 477 869 760
2.1.1 Solde y compris EPN	7 945 879 849	6 435 014 587	6 477 869 760
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	135 361 773	139 988 072	144 792 883
2.3 Transferts et subventions	2 253 144 753	2 738 523 056	3 168 303 210
2.4 Investissement	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Assemblée représentative

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13030 Assemblée Représentative	10 334 386 375	9 313 525 715	9 790 965 853
1 Personnel	7 945 879 849	6 435 014 587	6 477 869 760
13030010006 Assurer les charges salariales du Sénat	7 945 879 849	6 435 014 587	6 477 869 760
2 Biens et services	135 361 773	139 988 072	144 792 883
13030010004 Gérer les abonnements SENAT	135 361 773	139 988 072	144 792 883
3 Transferts	2 253 144 753	2 738 523 056	3 168 303 210
13030010003 Faire le transfert au SENAT	2 253 144 753	3 168 303 210	3 168 303 210

SECTION 103 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

103 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 54 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Président de la République est le Chef de l'Etat : A ce titre :

- il incarne l'unité nationale ;
- il veille au respect de la Constitution ;
- il assure la continuité de l'Etat ;
- il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des engagements internationaux ;
- il définit la politique économique et sociale ;
- il est détenteur du pouvoir réglementaire;
- il nomme aux emplois civils et militaires en sa qualité de chef de l'Administration.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Autorité Exécutive Suprême

Dotation 2 : Inspection Audit

Dotation 3 : Autorité de suivi de Contrôle

Dotation 4 : Autorité Administrative de Sécurité

Dotation 5 : Autorité normative de Régulation

Dotation 6 : Structures Sous-Tutelles de la Présidence de la République

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	107 130 917 393	114 898 953 846	124 919 598 558
1.1 Ressources Intérieures	107 130 917 393	114 898 953 846	124 919 598 558
1.1.1 Budget Etat	107 130 917 393	114 898 953 846	124 919 598 558
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	107 130 917 393	114 898 953 846	124 919 598 558
2.1 Personnel	14 745 797 443	15 194 921 597	15 339 112 633
2.1.1 Solde y compris EPN	14 745 797 443	15 194 921 597	15 339 112 633
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	4 304 140 849	4 451 244 742	4 604 024 816
2.3 Transferts et subventions	65 650 899 329	77 078 487 163	87 263 048 218
2.4 Investissement	22 430 079 772	18 174 300 344	17 713 412 891
Trésor	22 430 079 772	18 174 300 344	17 713 412 891
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Autorité Exécutive Suprême

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13002 Autorité Exécutive Suprême	64 774 323 276	70 290 315 813	76 876 846 213
1 Personnel	13 527 426 971	14 099 423 681	14 232 147 658
13002010027 Prendre en charge les salaires les dépenses de personnel fonctionnaire	927 426 971	999 839 487	1 045 324 354
13002010028 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à la Commission Nationale du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (CNMAEP)	0	0	0
13002010029 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel au Centre National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG)	0	0	0
13002010030 Prendre en charge les salaires du personnel de la Présidence de la République	12 600 000 000	13 099 584 194	13 186 823 304
2 Biens et services	4 304 140 849	4 451 244 742	4 604 024 816
13002010026 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	4 304 140 849	4 451 244 742	4 604 024 816
3 Transferts	34 033 675 684	43 086 347 046	49 848 260 848
13002010006 Prendre en charge les visites d'Etat	4 103 650 875	5 195 187 478	6 010 513 268
13002010025 Fond spéciaux - Transfert aux Institutions - Présidence de la République	29 930 024 809	37 891 159 568	43 837 747 580
4 Investissements	12 909 079 772	8 653 300 344	8 192 412 891
Trésor	12 909 079 772	8 653 300 344	8 192 412 891
13002010023 Réhabilitation résidences présidentielles à l'intérieur	0	0	0
13002010024 Faire le transfert Réhabilitation Esplanade Présidence	12 909 079 772	8 653 300 344	8 192 412 891

II.2. Dotation 2 : Inspection et Audit

II.2.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13003 Inspection et Audit	3 457 144 213	4 193 579 814	4 803 749 729
1 Personnel	396 770 472	319 172 409	321 297 996
13003010005 Prendre en charge les salaires du personnel de l'Inspection Générale d'Etat (IGE)	396 770 472	319 172 409	321 297 996
3 Transferts	3 060 373 741	3 874 407 405	4 482 451 733
13003010002 Inspecter et auditer les services de l'Etat concernés	2 960 373 741	3 747 808 246	4 335 984 271
13003010004 Exécuter les activités au titre du CONAFIP/IGE	100 000 000	126 599 159	146 467 462

II.3. Dotation 3 : Autorité de Suivi Contrôle

II.3.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13004 Autorité de Suivi Contrôle	3 163 044 104	3 697 990 587	4 246 960 560
3 Transferts	2 963 044 104	3 497 990 587	4 046 960 560
13004010001 Mettre en œuvre la politique de l'Haute Autorité de la bonne gouvernance en matière de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées.	2 963 044 104	3 497 990 587	4 046 960 560
4 Investissements	200 000 000	200 000 000	200 000 000
Trésor	200 000 000	200 000 000	200 000 000
13004010006 Transférer les crédits pour la construction et l'équipement du siège de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG)	200 000 000	200 000 000	200 000 000

II.4. Dotation 4 : Autorité Administrative de Sécurité

II.4.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13005 Autorité Administrative de Sécurité	24 337 114 262	23 291 858 755	23 906 971 590
3 Transferts	16 337 114 262	15 291 858 755	15 906 971 590
13005010001 Subventionner ANSI / Coordination et comités (CNS)	82 073 017	103 903 749	120 210 265
13005010002 Détecter et d'entraver à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire national, les activités de terrorisme, de subversion, de criminalité et d'espionnage dirigées contre les intérêts ivoiriens	1 255 041 245	1 588 871 656	1 838 227 053
13005010003 Veiller à la Sécurisation des Élections	3 000 000 000	2 719 816 670	2 789 706 854
13005010006 Mettre en œuvre la politique de la Présidence en matière de Sécurité National	12 000 000 000	10 879 266 680	11 158 827 418
4 Investissements	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
Trésor	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
13005010005 Faire le transfert Équipement des structures de défense et de sécurité / CNS	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000

II.5. Dotation 5 : Autorité Normative de Régulation

II.4.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13006 Autorité Normative de Régulation	548 071 445	693 853 838	802 746 333
3 Transferts	548 071 445	693 853 838	802 746 333
13006010001 Mettre en œuvre la politique de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés publics en matière de marchés publics et de délégations de service public	548 071 445	693 853 838	802 746 333

II.6. Dotation 6 : Structures sous-tutelles de la Présidence de la République

II.6.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13007 Structures sous-tutelles de la Présidence de la République	10 851 220 093	12 731 355 039	14 282 324 133
1 Personnel	821 600 000	776 325 507	785 666 979
13002010028 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à la Commission Nationale du Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (CNMAEP)	408 600 000	367 990 718	372 418 726
13002010029 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel au Centre National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG)	413 000 000	408 334 789	413 248 253
3 Transferts	8 708 620 093	10 634 029 532	12 175 657 154
13007010001 Transférer les crédits de MCC/TRESHOLD	328 403 802	415 756 450	481 004 712
13007010002 Coordonner l'Unité de Suivi des indicateurs MCC-Côte d'Ivoire	253 380 943	320 778 142	371 120 635
13007010003 Appuyer le développement économique	80 100 000	101 405 926	117 320 437
13007010004 Transférer les crédits de la Commission National du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (CNMAEP)	291 410 200	340 601 686	394 055 261
13007010005 Mettre en œuvre la stratégie du Bureau National d'Études Techniques et de Développement (BNETD) en matière d'étude, la conception et la maîtrise des projets de l'Etat.	1 627 776 564	2 060 751 433	2 384 163 013
13007010006 Mettre en œuvre la politique du Centre National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG) en matière de Géo-information et de Télédétection appliquée	442 443 816	560 130 149	648 036 226
13007010007 Transférer les crédits de la Fondation HOUPHOUET BOIGNY à Yamoussoukro	776 107 832	982 545 985	1 136 745 440
13007010008 Transférer les crédits de l'Académie des Sciences et de la culture	451 401 596	571 470 622	661 156 459
13007010009 Transférer les crédits de dépenses de personnel de la Commission Nationale du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (CNMAEP)	372 195 000	471 195 738	545 144 569
13007010010 Prendre en charge les salaires du personnel du Centre National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG) - Dépenses de Personnels	413 000 000	522 854 525	604 910 616
13007010013 Transférer les crédits au Comité de Pilotage des Partenariats Public-Privé(CNPPP)	1 524 400 340	1 929 878 004	2 232 750 482
13007010016 Transférer les Crédits au Conseil National de Politique Économique (CNPE)	148 000 000	187 366 755	216 771 843
13007010017 Transférer les crédits au Centre d'Excellence Régional Contre la Faim et la Malnutrition de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CERFAM)	900 000 000	1 139 392 427	1 318 207 154
13007010018 Organiser la communication et la diffusion des messages de paix et de cohésion nationale (RADIO de la PAIX)	1 100 000 000	1 029 901 690	1 064 270 307
4 Investissements	1 321 000 000	1 321 000 000	1 321 000 000
Trésor	1 321 000 000	1 321 000 000	1 321 000 000
13007010011 Programme de Valorisation des Compétences Féminines	342 500 000	342 500 000	342 500 000
13007010012 Mise en place Infrastructure Nationale Données Géospaciales	978 500 000	978 500 000	978 500 000

SECTION 105 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

105 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 163 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel :

- donne son avis sur les projets de lois, d'ordonnances ou de décrets ainsi que les propositions de lois qui lui sont soumis ;
- donne son avis sur les projets de lois de programme à caractère économique, Social, Environnemental et Culturel qui lui sont soumis;
- conseille le Président de la République, à sa demande, sur tout problème à caractère économique, social, environnemental et culturel.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Autorité consultative

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	5 488 021 063	5 995 559 532	6 304 076 206
1.1 Ressources Intérieures	5 488 021 063	5 995 559 532	6 304 076 206
1.1.1 Budget Etat	5 488 021 063	5 995 559 532	6 304 076 206
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	5 488 021 063	5 995 559 532	6 304 076 206
2.1 Personnel	3 973 720 054	4 131 276 223	4 158 789 223
2.1.1 Solde y compris EPN	3 973 720 054	4 131 276 223	4 158 789 223
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	91 276 673	94 396 263	97 636 226
2.3 Transferts et subventions	1 423 024 336	1 769 887 046	2 047 650 757
2.4 Investissement	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Autorité Consultative

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13008 Autorité Consultative	5 488 021 063	5 995 559 532	6 304 076 206
1 Personnel	3 973 720 054	4 131 276 223	4 158 789 223
13008010006 Prendre en charge les salaires du personnel du Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel	3 973 720 054	4 131 276 223	4 158 789 223
2 Biens et services	91 276 673	94 396 263	97 636 226
13008010004 Prendre en charge les dépenses liées aux activités d'abonnement	91 276 673	94 396 263	97 636 226
3 Transferts	1 423 024 336	1 769 887 046	2 047 650 757
13008010003 Mener des études et émettre des avis sur la politique Économique Sociale Environnementale et Culturelle du Gouvernement	1 423 024 336	1 769 887 046	2 047 650 757

SECTION 106 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes des **articles 126 et 127 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016** portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Conseil Constitutionnel est une juridiction constitutionnelle. Il est indépendant et impartial. Il est juge de la constitutionnalité des lois. Il est l'organe régulateur du fonctionnement des pouvoirs publics. Le Conseil Constitutionnel contrôle la régularité des opérations de référendum et en proclame les résultats. Il est juge du contrôle de l'élection présidentielle et des élections parlementaires.

A ce titre :

- il statue sur l'éligibilité des candidats aux élections présidentielle et législative ;
- il statue sur les contestations relatives à l'élection du Président de la République, des Députés et des Sénateurs ;
- il proclame les résultats définitifs des élections présidentielles ;
- il statue sur la déchéance des Députés et des Sénateurs.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	2 536 891 550	2 862 932 526	3 072 824 673
1.1 Ressources Intérieures	2 536 891 550	2 862 932 526	3 072 824 673
1.1.1 Budget Etat	2 536 891 550	2 862 932 526	3 072 824 673
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	2 536 891 550	2 862 932 526	3 072 824 673
2.1 Personnel	1 500 100 000	1 559 578 274	1 569 964 574
2.1.1 Solde y compris EPN	1 500 100 000	1 559 578 274	1 569 964 574
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	39 752 192	41 110 814	42 521 861
2.3 Transferts et subventions	997 039 358	1 262 243 438	1 460 338 238
2.4 Investissement	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation : Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13014 Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements	2 536 891 550	2 862 932 526	3 072 824 673
1 Personnel	1 500 100 000	1 559 578 274	1 569 964 574
13014010007 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire et contractuels du Conseil Constitutionnel	1 500 100 000	1 559 578 274	1 569 964 574
2 Biens et services	39 752 192	41 110 814	42 521 861
13014010005 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	39 752 192	41 110 814	42 521 861
3 Transferts	997 039 358	1 262 243 438	1 460 338 238
13014010003 Mettre en œuvre la politique du conseil constitutionnel en matière de régulation du fonctionnement des pouvoirs publics	997 039 358	1 262 243 438	1 460 338 238

SECTION 107 : GRANDE CHANCELLERIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la loi n°60-403 du 10 décembre 1960, modifiée par la loi n°61-207 du 12 juin 1961 qui organise l'Ordre National de la République de Côte d'Ivoire, le Grand Chancelier :

- préside le conseil de l'ordre;
- prépare les rapports, projets de décrets, règlements et décisions relatifs à l'Ordre et les soumet directement au Président de la République;
- vise tous les décrets et règlements relatifs à l'Ordre ;
- présente au Président de la République les candidats proposés par les ministres, par d'autres personnes ou par lui-même pour les nominations ou promotions;
- réunit le conseil de l'Ordre chaque fois qu'il le juge nécessaire et au moins deux fois par an à l'approche des époques de nominations et promotions.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	1 692 071 313	1 944 440 501	2 115 487 203
1.1 Ressources Intérieures	1 692 071 313	1 944 440 501	2 115 487 203
1.1.1 Budget Etat	1 692 071 313	1 944 440 501	2 115 487 203
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	1 692 071 313	1 944 440 501	2 115 487 203
2.1 Personnel	872 142 651	912 632 051	925 147 459
2.1.1 Solde y compris EPN	872 142 651	912 632 051	925 147 459
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	26 807 394	27 723 598	28 675 155
2.3 Transferts et subventions	793 121 268	1 004 084 852	1 161 664 589
2.4 Investissement	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation : Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13009 Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions	1 692 071 313	1 944 440 501	2 115 487 203
1 Personnel	872 142 651	912 632 051	925 147 459
13009010009 Gérer les dépenses de personnel	153 771 491	165 777 806	173 319 399
13009010010 Prendre en charge les salaires du personnel	718 371 160	746 854 245	751 828 060
2 Biens et services	26 807 394	27 723 598	28 675 155
13009010008 Gérer les activités d'abonnement	26 807 394	27 723 598	28 675 155
3 Transferts	793 121 268	1 004 084 852	1 161 664 589
13009010001 Assurer le fonctionnement de la Grande Chancellerie	667 121 268	844 569 912	977 115 587
13009010002 Acquérir des médailles de distinction	126 000 000	159 514 940	184 549 002

SECTION 108 : PRIMATURE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 82 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, et, conformément au décret n° 2018-648 du 01 août 2018 portant attributions des membres du Gouvernement, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement est chargé de mettre en œuvre la politique de la Nation, telle que définie par le Président de la République

A ce titre :

- il anime et coordonne l'activité gouvernementale;
- il préside le Conseil de Gouvernement, réunion préparatoire du Conseil des Ministres, qui réunit l'ensemble des Membres du Gouvernement;
- il exerce son autorité sur les Membres du Gouvernement.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Autorité Exécutive et de Coordination

Dotation 2 : Coordination Action Gouvernementale

Dotation 3 : Audit et Contrôle a posteriori de la dépense publique

Dotation 4 : Structures sous-tutelle de la Primature

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	46 517 668 024	51 376 479 199	55 980 085 436
1.1 Ressources Intérieures	34 703 668 024	36 118 240 761	38 785 550 047
1.1.1 Budget Etat	34 703 668 024	36 118 240 761	38 785 550 047
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	11 814 000 000	15 258 238 438	17 194 535 389
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	11 814 000 000	15 258 238 438	17 194 535 389
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	46 517 668 024	51 376 479 199	55 980 085 436
2.1 Personnel	10 093 934 059	10 493 346 098	10 595 198 574
2.1.1 Solde y compris EPN	10 093 934 059	10 493 346 098	10 595 198 574
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	789 230 797	816 204 570	844 219 161
2.3 Transferts et subventions	14 308 950 536	16 608 690 093	19 146 132 312
2.4 Investissement	21 325 552 632	23 458 238 438	25 394 535 389
Trésor	9 511 552 632	8 200 000 000	8 200 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	11 814 000 000	15 258 238 438	17 194 535 389

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Autorité Exécutive et de Coordination

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13010 Autorité Exécutive et de Coordination	17 022 355 418	19 139 792 454	20 708 291 544
1 Personnel	8 342 400 000	8 673 172 316	8 730 932 915
13010010023 Prendre en charge les salaires du personnel de la Primature	8 342 400 000	8 673 172 316	8 730 932 915
3 Transferts	8 279 955 418	10 066 620 138	11 577 358 629
13010010006 Mettre en œuvre la politique de la Nation telle que définie par le Président de la République.	7 589 255 868	9 354 735 753	10 822 855 497
13010010010 Transfert au programme cadres dirigeants Côte d'Ivoire Emergente	150 000 000	144 485 069	167 160 363
13010010014 Transférer les crédits au prix de l'excellence	100 378 237	127 078 003	147 021 456
13010010015 Régie / convention BNETD	211 800 000	211 800 000	211 800 000
13010010018 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	114 521 313	114 521 313	114 521 313
13010010019 Direction de la Solde/Gestion des conférences et missions	77 000 000	77 000 000	77 000 000
13010010020 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	37 000 000	37 000 000	37 000 000
4 Investissements	400 000 000	400 000 000	400 000 000
Trésor	400 000 000	400 000 000	400 000 000
13010010004 Réhabilitation / Extension annexe primature	200 000 000	200 000 000	200 000 000
13010010005 Equipement de la primature	200 000 000	200 000 000	200 000 000

II.2. Dotation 2 : Coordination Action Gouvernementale

II.2.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13011 Coordination Action Gouvernementale	1 948 927 273	2 110 633 572	2 419 372 039
1 Personnel	144 021 454	149 731 838	150 729 005
13011010008 Prendre en charge les salaires du personnel du Secrétariat Général du Gouvernement	144 021 454	149 731 838	150 729 005
3 Transferts	1 804 905 819	1 960 901 734	2 268 643 034
13011010004 Coordonner l'action gouvernementale	1 083 252 540	1 371 388 601	1 586 612 497
13011010005 Transférer les crédits au SGG-BGVA	126 096 880	159 637 589	184 690 899
13011010006 Transférer les crédits au SGG-JO	65 256 583	82 614 285	95 579 660
13011010007 Transférer les crédits à l'imprimerie nationale de Côte d'Ivoire	530 299 816	347 261 259	401 759 978

II.3. Dotation 3 : Audit et Contrôle à postériori de la dépense publique

II.3.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13012 Audit et Contrôle à posteriori de la dépense publique	1 097 280 709	1 242 397 773	1 425 825 026
1 Personnel	73 945 099	76 876 988	77 388 965
13012010014 Prendre en charge les salaires du personnel de l'Inspection Générale des Finances - PM	66 945 099	69 599 441	70 062 952
13012010015 Prendre en charge les salaires du personnel de IGF/Comité de suivi des recommandations des services de contrôle et d'inspection	7 000 000	7 277 547	7 326 013
3 Transferts	973 335 610	1 165 520 785	1 348 436 061
13012010005 Contrôler le bon fonctionnement des Services Rattachés, des Directions Centrales et Services Extérieurs	385 278 155	487 758 903	564 307 133
13012010007 Transférer les crédits à L'IGF/Comité de suivi des remboursements des crédits de TVA	6 524 913	8 260 485	9 556 874
13012010008 Transfert à L'IGF / Brigade de lutte contre la corruption	150 658 832	168 328 611	194 745 879
13012010009 Transférer les crédits A L'IGF / Fonds d'appui	156 314 812	153 583 531	177 686 726
13012010010 Transfert à L'IGF / Comité d'identification des recettes non fiscales	5 077 249	6 427 755	7 436 518
13012010011 Transférer les crédits à L'IGF / Comité de suivi des recommandations des services de contrôle et d'inspection	16 200 605	20 509 830	23 728 615
13012010012 Transférer les crédits A L'IGF / CONAFIP	93 321 044	118 143 656	136 684 964
13012010016 Inspection Générale des Finances - PM / Audit Interne	159 960 000	202 508 014	234 289 352
4 Investissements	50 000 000	0	0
Trésor	50 000 000	0	0
13012010004 Acquisition du siège de la brigade de lutte contre la corruption	50 000 000	0	0

II.4. Dotation 4 : Structures sous-tutelles de la Primature

II.4.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13013 Structures sous-tutelles de la Primature	26 449 104 624	28 883 655 400	31 426 596 827
1 Personnel	1 533 567 506	1 593 564 956	1 636 147 689
13013010001 Prendre en charge les salaires du personnel des structures sous-tutelles	695 106 944	749 380 159	783 471 087
13013010040 Prendre en charge le salaire du personnel à l'INCI	406 647 293	402 053 841	406 891 728
13013010042 Transférer les crédits de subventions équilibre personnel au Centre d'Information & Communication Gouvernementale (CICG)	133 545 000	132 036 488	133 625 274
13013010046 Transférer les crédits de prise en charge du salaire du personnel du Comité de privatisation	298 268 269	310 094 468	312 159 600
2 Biens et services	789 230 797	816 204 570	844 219 161
13013010002 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone des Structures sous-tutelles de la Primature	789 230 797	816 204 570	844 219 161
3 Transferts	3 250 753 689	3 415 647 436	3 951 694 588
13013010018 Assister le gouvernement dans sa communication gouvernementale	489 817 706	502 681 842	581 572 061
13013010020 Transférer les crédits au comité de privatisation	135 313 988	171 306 370	198 190 963
13013010021 Transférer les crédits à l'ONEG	193 423 491	244 872 513	283 302 478
13013010022 Transférer les crédits au secrétariat permanent du comité interministériel action de l'Etat en mer	294 355 829	372 652 003	431 135 511
13013010026 Transférer les crédits à la coordination pour la mise en œuvre du plan d'urgence pour la commune d'Abobo (CPUCA)	150 947 185	191 097 866	221 088 510
13013010027 Transférer les crédits au comité d'organisation de la coupe des nations (COCAN) 2021	881 062 890	849 559 972	982 888 780
13013010028 Transférer les crédits à la plateforme nationale de réduction des risques et de gestion des catastrophes	256 790 000	325 093 979	376 113 795
13013010049 Transférer les crédits à la Commission Nationale des Frontières de Côte d'Ivoire (CNFCI)	600 542 600	443 783 982	513 430 848
13013010050 Transférer les crédits au Comité National de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (CN-ZLECAf)	248 500 000	314 598 909	363 971 642
4 Investissements	20 875 552 632	23 058 238 438	24 994 535 389
Trésor	9 061 552 632	7 800 000 000	7 800 000 000
13013010008 REC-LPO	435 152 632	0	0
13013010009 CLP-BOUNA	583 931 349	583 931 349	583 931 349
13013010010 CCFP-ZOUHAN-HOUNIEN	331 431 580	331 431 580	331 431 580
13013010017 Programme National Multisectoriel de Nutrition / Secteur Gouvernance Primature	807 878 925	807 878 925	807 878 925

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13013010030 Projet d'appui multi sectoriel de nutrition et de développement de la petite enfance	526 758 146	526 758 146	526 758 146
13013010031 Projet d'urgence infrastructure Abobo	5 000 000 000	5 173 600 000	5 173 600 000
13013010051 Suivre l'exécution du PSGOUV/Primatures et Services Rattachés	1 376 400 000	376 400 000	376 400 000
Financement Extérieur	11 814 000 000	15 258 238 438	17 194 535 389
13013010017 Programme National Multisectoriel de Nutrition / Secteur Gouvernance Primature	2 072 800 000	3 259 049 490	3 304 481 969
13013010030 Projet d'appui multi sectoriel de nutrition et de développement de la petite enfance	9 008 000 000	11 173 991 950	12 883 111 321
13013010010 CCFP-Zouhan-Hounien	733 200 000	825 196 998	1 006 942 099

SECTION 109 : MEDiateur DE LA REPUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes des articles 07 et 08 de la loi organique n°2007-540 du 01 août 2007 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Organe de médiation dénommé « Le Médiateur de la République », le Médiateur de la République a pour rôle de régler par la médiation, sans préjudice des compétences reconnues par les lois et règlements aux autres Institutions et Structures de l'Etat, les différends de toute nature :

- opposant l'Administration publique aux administrés ;
- opposant les Collectivités territoriales, les Etablissements Publics et tout autre organe investi d'une mission de service public aux administrés ;
- impliquant les communautés urbaines, villageoises ou toute autre entité ;

Le Médiateur de la République a également compétence pour connaître des litiges opposant des personnes privées, physiques ou morales, à des communautés urbaines ou rurales

Le Médiateur de la République a aussi pour rôle d'aider au renforcement de la cohésion sociale

Le Médiateur de la République peut, à la requête du Président de la République, contribuer à toute action de conciliation entre l'administration publique et les Organisations sociales et professionnelles

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Médiation et gestion des conflits

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	4 419 234 046	4 329 858 868	4 514 755 880
1.1 Ressources Intérieures	4 419 234 046	4 329 858 868	4 514 755 880
1.1.1 Budget Etat	4 419 234 046	4 329 858 868	4 514 755 880
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	4 419 234 046	4 329 858 868	4 514 755 880
2.1 Personnel	3 121 478 257	3 245 243 431	3 266 855 732
2.1.1 Solde y compris EPN	3 121 478 257	3 245 243 431	3 266 855 732
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	54 676 984	56 545 695	58 486 513
2.3 Transferts et subventions	1 243 078 805	1 028 069 742	1 189 413 635
2.4 Investissement	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation : Médiation et Gestion des Conflits

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13933 Médiation et Gestion des Conflits	4 419 234 046	4 329 858 868	4 514 755 880
1 Personnel	3 121 478 257	3 245 243 431	3 266 855 732
13933010006 Prendre en charge les salariales du personnel des fonctionnaires et contractuels de la Médiature	3 121 478 257	3 245 243 431	3 266 855 732
2 Biens et services	54 676 984	56 545 695	58 486 513
13933010004 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	54 676 984	56 545 695	58 486 513
3 Transferts	1 243 078 805	1 028 069 742	1 189 413 635
13933010002 Conduire la médiation entre l'administration et les administrés, mais également entre les administrés eux-mêmes, en vue d'harmoniser les rapports de ceux-ci.	1 243 078 805	1 028 069 742	1 189 413 635

SECTION 110 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

110 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Instituée par la Constitution du 1^{er} août 2000 en son article 32 alinéa 4, la Commission Electorale Indépendante a été créée par la loi 2001-634 du 9 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission Electorale Indépendante, modifiée par la loi 2004- 542 du 14 décembre 2004 et les Décisions subséquentes n° 2005-06 /PR du 15 juillet 2005 et n° 2005-11/PR du 29 août 2005 Cette loi a subi deux autres modifications par la loi 2014-335 du 18 juin 2014 et la loi 2014-664 du 03 novembre 2014

La Commission Electorale Indépendante est chargée de l'organisation, de la supervision et du contrôle du déroulement de toutes les opérations électorales et référendaires dans le respect des lois et règlements en vigueur

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Élections

Dotation 2 : Fonctionnement des Commissions Électorales Locales

Dotation 3 : Révision de la liste électorale

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	18 241 207 236	15 234 945 643	15 703 149 034
1.1 Ressources Intérieures	18 241 207 236	15 234 945 643	15 703 149 034
1.1.1 Budget Etat	18 241 207 236	15 234 945 643	15 703 149 034
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	18 241 207 236	15 234 945 643	15 703 149 034
2.1 Personnel	2 532 321 218	2 632 726 587	2 650 259 718
2.1.1 Solde y compris EPN	2 532 321 218	2 632 726 587	2 650 259 718
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	13 791 848 053	10 609 217 202	10 771 590 842
2.3 Transferts et subventions	1 517 037 965	1 837 001 854	2 125 298 474
2.4 Investissement	400 000 000	156 000 000	156 000 000
Trésor	400 000 000	156 000 000	156 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Élections

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13017 Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Élections	5 341 207 236	5 548 057 448	5 885 544 298
1 Personnel	2 532 321 218	2 632 726 587	2 650 259 718
13017010012 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CEI	2 532 321 218	2 632 726 587	2 650 259 718
2 Biens et services	891 848 053	922 329 007	953 986 106
13017010007 Gérer les activités d'abonnement	891 848 053	922 329 007	953 986 106
3 Transferts	1 517 037 965	1 837 001 854	2 125 298 474
13017010010 Assurer la gouvernance de la CEI	1 517 037 965	1 837 001 854	2 125 298 474
4 Investissements	400 000 000	156 000 000	156 000 000
Trésor	400 000 000	156 000 000	156 000 000
13017010011 Acquérir et mettre en place une plateforme de gestion électronique des documents (GED)	400 000 000	156 000 000	156 000 000

II.2. Dotation 2 : Fonctionnement des Commissions Electorales Locales

II.2.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13932 Fonctionnement des Commissions Électorales Locales	6 780 000 000	5 091 248 214	5 159 950 396
2 Biens et services	6 780 000 000	5 091 248 214	5 159 950 396
13932010001 Assurer le fonctionnement des commissions électorales locales de la CEI	6 780 000 000	5 091 248 214	5 159 950 396

II.2. Dotation 3 : Révision de la liste électorale

II.3.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13971 Révision de la liste électorale	6 120 000 000	4 595 639 981	4 657 654 340
2 Biens et services	6 120 000 000	4 595 639 981	4 657 654 340
13971010001 Réviser la liste électorale 2016	6 120 000 000	4 595 639 981	4 657 654 340

SECTION 111 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS

111 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

La chambre nationale des Rois et Chefs traditionnels, conformément à la **Loi n° 2014-428 du 14 juillet 2014** portant Statut des Rois et Chefs traditionnels, est chargée de :

Au titre de la gestion des Rois et Chefs traditionnels:

- dresser le répertoire des Rois et Chefs traditionnels;
- dresser le répertoire des us et coutumes;
- favoriser les échanges interculturels;
- veiller au respect du statut des Rois et Chefs traditionnels;
- contribuer à régler les litiges relatifs à la désignation des autorités traditionnelles conformément aux us et coutumes;
- organiser des séances de formation à l'endroit des autorités traditionnelles;
- organiser l'assistance aux autorités traditionnelles et leur prise en charge sociale

Au titre des questions d'ordre national, elle a pour mission de :

- promouvoir le civisme;
- initier des missions de médiation pour la prévention et la gestion des crises et conflits;
- émettre un avis consultatif sur des questions d'intérêt national;
- contribuer à la mobilisation des populations pour les activités de développement;
- veiller à la préservation du patrimoine culturel de la Côte d'Ivoire en relation avec les Institutions étatiques.

En outre, la **loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire** renforce, en son article 175, les pouvoirs ci-dessus énumérés en chargeant la chambre notamment :

- de la valorisation des us et coutumes ;
- de la promotion des idéaux de paix et de cohésion sociale ;
- du règlement non juridictionnel des litiges dans les villages et entre les communautés.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'Institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	4 248 162 115	3 991 950 378	4 125 310 757
1.1 Ressources Intérieures	4 248 162 115	3 991 950 378	4 125 310 757
1.1.1 Budget Etat	4 248 162 115	3 991 950 378	4 125 310 757
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	4 248 162 115	3 991 950 378	4 125 310 757
2.1 Personnel	0	0	0
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	148 162 115	153 225 895	158 485 068
2.3 Transferts et subventions	4 100 000 000	3 838 724 483	3 966 825 689
2.4 Investissement	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Chambre Nationale de Rois et Chefs Traditionnels

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13020 Valorisation des Us et Coutumes et Promotion de la Cohésion Sociale	4 248 162 115	3 991 950 378	4 125 310 757
2 Biens et services	148 162 115	153 225 895	158 485 068
13020010003 Gérer les abonnements de la chambre des Rois	148 162 115	153 225 895	158 485 068
3 Transferts	4 100 000 000	3 838 724 483	3 966 825 689
13020010001 Assurer le fonctionnement de la chambre des rois	4 100 000 000	3 838 724 483	3 966 825 689

SECTION 114 : COUR DE CASSATION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 5 de la loi n°2018-977 du 27 décembre 2018 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour de Cassation : « (...) la Cour de Cassation statue souverainement sur les pouvoirs en cassation dirigés contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, par les juridictions statuant en matière civile, commerciale, sociale et pénale. Elle connaît en outre : des demandes en révision, des demandes de renvoi d'une juridiction à une autre, des prises à partie, des récusations, des inscriptions de faux, des règlements de juges, des demandes en annulation des actes par lesquels les juges de l'ordre judiciaire excèdent leurs pouvoirs, des recours contre ses arrêts, des demandes en interprétation et en rectification, de la tierce opposition».

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	3 478 560 645	3 944 405 273	4 272 740 910
1.1 Ressources Intérieures	3 478 560 645	3 944 405 273	4 272 740 910
1.1.1 Budget Etat	3 478 560 645	3 944 405 273	4 272 740 910
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	3 478 560 645	3 944 405 273	4 272 740 910
2.1 Personnel	1 933 477 614	2 076 882 659	2 163 423 586
2.1.1 Solde y compris EPN	1 933 477 614	2 076 882 659	2 163 423 586
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	95 083 031	98 332 712	101 707 786
2.3 Transferts et subventions	1 200 000 000	1 519 189 902	1 757 609 538
2.4 Investissement	250 000 000	250 000 000	250 000 000
Trésor	250 000 000	250 000 000	250 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13028 Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois	3 478 560 645	3 944 405 273	4 272 740 910
1 Personnel	1 933 477 614	2 076 882 659	2 163 423 586
13028010004 Prendre en charge les salaires du personnel de la cour de cassation	196 694 184	204 493 018	205 854 877
13028010014 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires de la Cour de Cassation	1 736 783 430	1 872 389 641	1 957 568 709
2 Biens et services	95 083 031	98 332 712	101 707 786
13028010013 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	95 083 031	98 332 712	101 707 786
3 Transferts	1 200 000 000	1 519 189 902	1 757 609 538
13028010003 Examiner les décisions rendues par les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire	272 911 298	345 503 406	399 726 250
13028010008 Examiner les requêtes, les pouvoirs, les enrôlements, les sursis à exécution et autres dossiers	863 811 872	1 093 578 562	1 265 203 321
13028010010 Examiner les questions relatives à l'indépendance de la magistrature et à la déontologie des magistrats	63 276 830	80 107 934	92 679 967
4 Investissements	250 000 000	250 000 000	250 000 000
Trésor	250 000 000	250 000 000	250 000 000
13028010009 Construction du siège de la Cour de Cassation	126 000 000	126 000 000	126 000 000
13028010012 Réhabiliter les locaux de la Cour de Cassation	124 000 000	124 000 000	124 000 000

SECTION 115 : COUR DES COMPTES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 152 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, la Cour des Comptes est l'institution suprême de contrôle des finances publiques. La Cour des Comptes a des attributions juridictionnelles, de contrôle et de consultation. La Cour des Comptes contrôle la gestion des comptes des services de l'Etat, des Etablissements publics nationaux, des collectivités territoriales, des Autorités administratives indépendantes et de tout organisme bénéficiant du concours financier de l'Etat ou d'une autre personne morale de droit public ainsi que de tout organisme bénéficiant du concours financier des entreprises publiques et de leurs filiales.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Juridiction Financière de l'Ordre Administratif

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	6 948 453 424	7 195 922 849	7 719 720 901
1.1 Ressources Intérieures	6 948 453 424	7 195 922 849	7 719 720 901
1.1.1 Budget Etat	6 948 453 424	7 195 922 849	7 719 720 901
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	6 948 453 424	7 195 922 849	7 719 720 901
2.1 Personnel	4 028 301 520	4 314 321 022	4 480 641 727
2.1.1 Solde y compris EPN	4 028 301 520	4 314 321 022	4 480 641 727
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	128 448 351	132 838 368	137 397 779
2.3 Transferts et subventions	1 776 286 260	2 248 763 459	2 601 681 395
2.4 Investissement	1 015 417 293	500 000 000	500 000 000
Trésor	1 015 417 293	500 000 000	500 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Juridiction Financière de l'Ordre Administratif

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13935 Juridiction Financière de l'Ordre Administratif	6 948 453 424	7 195 922 849	7 719 720 901
1 Personnel	4 028 301 520	4 314 321 022	4 480 641 727
13935010007 Prendre en charge les salaires du personnel de la Cour des Comptes	741 776 203	771 187 288	776 323 152
13935010009 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires de la Cour des Comptes	3 286 525 317	3 543 133 734	3 704 318 575
2 Biens et services	128 448 351	132 838 368	137 397 779
13935010006 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone de la Cour des Comptes	128 448 351	132 838 368	137 397 779
3 Transferts	1 776 286 260	2 248 763 459	2 601 681 395
13935010005 Mettre en œuvre la politique de la Cour des Comptes en matière de Jugement des comptes publics, de contrôle de gestion des services de l'Etat et d'assistance au Parlement et au Gouvernement.	1 776 286 260	2 248 763 459	2 601 681 395
4 Investissements	1 015 417 293	500 000 000	500 000 000
Trésor	1 015 417 293	500 000 000	500 000 000
13935010008 Construire et Équiper le siège de la Cour des Comptes	1 015 417 293	500 000 000	500 000 000

SECTION 116: PARQUET GENERAL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Conformément à la **loi n° 60 - 366 du 14 novembre 1960** portant code de procédure pénale, le Procureur Général représente en personne ou par ses substituts le ministère public auprès de la Cour d'Appel et auprès de la Cour d'assises instituée au siège de la Cour d'appel.

Il peut, dans les mêmes conditions, représenter le Ministère public auprès des autres Cours d'assises sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire.

Le Procureur général est chargé de veiller à l'application de la loi pénale sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire.

A cette fin, il lui est adressé tous les mois, par chaque Procureur de la République, un état des affaires de son ressort.

Le Procureur général a, dans l'exercice de ses fonctions, le droit de requérir directement la force publique.

Le ministre de la justice peut dénoncer au Procureur général les infractions à la loi pénale dont il a connaissance, lui enjoindre d'engager ou engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que le ministre juge opportunes.

Le Procureur général a autorité sur tous les officiers du ministère public du ressort de la Cour d'Appel.

A l'égard de ces magistrats, il a les mêmes prérogatives que celles reconnues au ministre de la justice.

Les officiers et agents de police judiciaire sont placés sous la surveillance du Procureur Général. Il peut les charger de recueillir tous renseignements qu'il estime utiles à une bonne administration de la justice.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Parquet Général

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	1 044 310 220	1 213 267 858	1 330 674 295
1.1 Ressources Intérieures	1 044 310 220	1 213 267 858	1 330 674 295
1.1.1 Budget Etat	1 044 310 220	1 213 267 858	1 330 674 295
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs de projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	1 044 310 220	1 213 267 858	1 330 674 295
2.1 Personnel	415 604 000	432 082 507	434 960 041
2.1.1 Solde y compris EPN	415 604 000	432 082 507	434 960 041
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	63 634 705	65 809 567	68 068 350
2.3 Transferts et subventions	565 071 515	715 375 784	827 645 904
2.4 Investissement	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Parquet Général

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13029 Parquet Général	1 044 310 220	1 213 267 858	1 330 674 295
1 Personnel	415 604 000	432 082 507	434 960 041
13029010005 Prendre en charge les salaires du personnel du Parquet Général	415 604 000	432 082 507	434 960 041
2 Biens et services	63 634 705	65 809 567	68 068 350
13029010003 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone du Parquet Général	63 634 705	65 809 567	68 068 350
3 Transferts	565 071 515	715 375 784	827 645 904
13029010001 Mettre en œuvre la politique du Parquet Général en matière de veille de la bonne application des lois et règlements au sein de la Cour suprême, la Cour de cassation et du Conseil d'Etat.	565 071 515	715 375 784	827 645 904

SECTION 117 : PARQUET GENERAL PRES DE LA COUR DES COMPTES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes des **articles 42 et 44 de la loi organique n°2015-494 du 07 juillet 2015** déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des Comptes, le Procureur général assure les fonctions du Ministère public près la Cour des Comptes Il assure l'administration et la discipline du Parquet général.

Le Procureur général peut requérir l'application de la loi devant toutes les chambres et en toutes matières.

Il veille à la bonne application des lois et règlements au sein de la Cour.

Il exerce les fonctions de ministère public par voie de réquisitions ou de conclusions écrites Toutefois, il peut faire des observations orales complémentaires devant les différentes formations juridictionnelles.

Les rapports et arrêts définitifs sur les gestions patentes, les saisines pour gestion de fait ou faute de gestion et les recours en révision ou pourvois en cassation lui sont obligatoirement communiqués pour avis.

Il tient l'état des ordonnateurs et des comptables publics ainsi que celui des services de l'Etat, des collectivités locales et des entreprises ou organismes assujettis au contrôle de la Cour des Comptes.

Il défère à la Cour des Comptes les opérations présumées constitutives de gestion de fait Il requiert l'application des amendes prévues.

Il suit, en relation avec les services habilités du Ministère en charge des Finances publiques, l'exécution des arrêts définitifs et décisions de la Cour des Comptes.

Le Procureur général exerce un contrôle sur les activités des parquets près les chambres régionales des comptes.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Ministère Public près la Cour des Comptes

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	1 527 923 269	1 814 564 468	2 018 411 346
1.1 Ressources Intérieures	1 527 923 269	1 814 564 468	2 018 411 346
1.1.1 Budget Etat	1 527 923 269	1 814 564 468	2 018 411 346
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	1 527 923 269	1 814 564 468	2 018 411 346
2.1 Personnel	475 266 472	494 110 569	497 401 190
2.1.1 Solde y compris EPN	475 266 472	494 110 569	497 401 190
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	52 631 563	54 430 367	56 298 581
2.3 Transferts et subventions	1 000 025 234	1 266 023 532	1 464 711 575
2.4 Investissement	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Ministère Public près la Cour des Comptes

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13934 Ministère Public près la Cour des Comptes	1 527 923 269	1 814 564 468	2 018 411 346
1 Personnel	475 266 472	494 110 569	497 401 190
13934010001 Prendre en charge les salaires du personnel du PGPC	475 266 472	494 110 569	497 401 190
2 Biens et services	52 631 563	54 430 367	56 298 581
13934010004 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	52 631 563	54 430 367	56 298 581
3 Transferts	1 000 025 234	1 266 023 532	1 464 711 575
13934010003 Mettre en œuvre la politique du Parquet Général près la Cour des Comptes en matière de bonne application des lois et règlements au sein de la Cour des Comptes	1 000 025 234	1 266 023 532	1 464 711 575

SECTION 118 : CONSEIL D'ETAT

118. CONSEIL D'ETAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 5 de la loi n°2018-978 du 27 décembre 2018 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'Etat : « le Conseil d'Etat statue souverainement :

- sur les recours en cassation dirigés contre les décisions rendues soit en premier ressort, soit en dernier ressort par les juridictions administratives et droit commun ou par les juridictions administratives spécialisées ;
- en premier et dernier ressort sur les recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décisions administratives émanant des autorités administratives centrales, ou des organismes ayant une compétence nationale ;
- en premier et dernier ressort sur les recours dirigés contre les actes administratifs dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif ;
- sur les recours en interprétation et en appréciation de la légalité des actes dont le contentieux relève de sa compétence
- sur le contentieux des élections des organes des collectivités territoriales et des élections à caractères administratifs ».

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Juridiction de l'Ordre administratif

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	3 358 538 482	3 666 229 371	3 978 528 947
1.1 Ressources Intérieures	3 358 538 482	3 666 229 371	3 978 528 947
1.1.1 Budget Etat	3 358 538 482	3 666 229 371	3 978 528 947
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	3 358 538 482	3 666 229 371	3 978 528 947
2.1 Personnel	2 063 485 461	2 215 994 598	2 307 764 325
2.1.1 Solde y compris EPN	2 063 485 461	2 215 994 598	2 307 764 325
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	55 739 021	57 644 029	59 622 545
2.3 Transferts et subventions	1 239 314 000	1 392 590 744	1 611 142 077
2.4 Investissement	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Juridiction de l'Ordre administratif

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13025 Juridiction de l'Ordre administratif	3 358 538 482	3 666 229 371	3 978 528 947
1 Personnel	2 063 485 461	2 215 994 598	2 307 764 325
13025010003 Prendre en charge les salaires du personnel	223 933 309	232 812 162	234 362 617
13025010006 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires du Conseil d'Etat	1 839 552 152	1 983 182 436	2 073 401 708
2 Biens et services	55 739 021	57 644 029	59 622 545
13025010005 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	55 739 021	57 644 029	59 622 545
3 Transferts	1 239 314 000	1 392 590 744	1 611 142 077
13025010002 Mettre en œuvre la politique du Conseil d'Etat en matière contentieuse et consultative	1 239 314 000	1 392 590 744	1 611 142 077

**SECTION 304 : MINISTÈRE AUPRES DU PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES
INSTITUTIONS**

304 : MINISTÈRE AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

I.1. Missions de l'Institution

Le Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions est chargé du suivi de la politique du Président de la République en matière de dialogue politique et des relations avec les Institutions. A ce titre, il a pour rôle, entre autres :

- d'assurer la représentation du Chef de l'État auprès des institutions de la République que sont l'Assemblée Nationale, le Conseil Constitutionnel, la Cour Suprême, la Cour des comptes, le Conseil Economique et Social, le Médiateur de la République, la Grande Chancellerie, la Commission Electorale Indépendante, les Ordres Nationaux et les structures assimilées;
- de contribuer à une meilleure connaissance des institutions par les Ivoiriens.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	963 023 081	1 137 083 027	1 288 148 481
1.1 Ressources Intérieures	963 023 081	1 137 083 027	1 288 148 481
1.1.1 Budget Etat	963 023 081	1 137 083 027	1 288 148 481
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	963 023 081	1 137 083 027	1 288 148 481
2.1 Personnel	187 503 783	202 143 880	211 339 844
2.1.1 Solde y compris EPN	187 503 783	202 143 880	211 339 844
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	38 315 205	39 624 716	40 984 754
2.3 Transferts et subventions	737 204 093	895 314 431	1 035 823 883
2.4 Investissement	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
13023 Ministère auprès du Président de la République chargé des relations avec les Institutions	963 023 081	1 137 083 027	1 288 148 481
1 Personnel	187 503 783	202 143 880	211 339 844
13023010001 Gérer les dépenses de Personnels du Ministère	187 503 783	202 143 880	211 339 844
2 Biens et services	38 315 205	39 624 716	40 984 754
13023010003 Gérer les Abonnements du ministère chargé des relations avec les Institutions	38 315 205	39 624 716	40 984 754
3 Transferts	737 204 093	895 314 431	1 035 823 883
13023010002 Gérer les dépenses de fonctionnement - MRIR	737 204 093	895 314 431	1 035 823 883

SECTION 322 : MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

SECTION 322 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Identification des dotations

Dotation 1 : Dettes Intérieures

Dotation 2 : Dettes extérieures

I.2. Financement des dotations du Ministère de l'Economie et des Finances

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	2 132 783 904 099	2 818 403 148 652	3 199 452 438 925
1.1 Ressources Intérieures	2 132 783 904 099	2 818 403 148 652	3 199 452 438 925
1.1.1 Budget Etat	2 132 783 904 099	2 818 403 148 652	3 199 452 438 925
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	2 132 783 904 099	2 818 403 148 652	3 199 452 438 925
2.1 Personnel	0	0	0
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	802 457 757 892	880 025 134 779	909 221 795 318
2.3 Transferts et subventions	1 330 326 146 207	1 938 378 013 873	2 290 230 643 607
2.4 Investissement*	0	0	0
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

I.2.1. Dotation Dettes Intérieures

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
11018 Dettes intérieures	1 072 231 885 792	1 459 471 353 858	1 671 145 850 217
2 Biens et services	322 560 404 383	358 950 398 166	370 859 322 709
11018010005 Payer les intérêts de la dette auprès de la BCEAO - Découverts du Trésor à l'Intérieur du Plafond	6 500 510 622	7 128 864 641	7 365 379 523
11018010006 Payer les intérêts de la dette auprès de la BCEAO - Remboursement allocation DTS	20 138 702	22 085 353	22 818 081
11018010008 Payer les intérêts des Divers financements structurés	32 787 093 344	40 504 174 259	41 847 984 316
11018010016 Payer les intérêts des Souscriptions aux Emprunts Obligataires de l'Etat	183 078 991 836	201 590 560 214	208 278 745 496
11018010018 Payer les intérêts des Obligations du Trésor	74 115 669 879	81 127 888 643	83 819 474 748
11018010024 Payer les frais et commissions sur titres publics	26 058 000 000	28 576 825 056	29 524 920 545
3 Transferts	749 671 481 409	1 100 520 955 692	1 300 286 527 508
11973010002 Rembourser le capital des dettes titrisées-Passifs audités	5 563 136 732	8 105 878 367	9 577 250 101
11973010004 Rembourser le capital de la dette auprès de la BCEAO-Remboursement allocation DTS	1 787 880 254	2 605 066 273	3 077 935 555
11973010005 Rembourser le capital de la dette auprès de la BNI	2 743 797 079	5 577 420 240	6 589 828 534
11973010006 Rembourser le capital des Divers financements structurés	31 852 000 226	46 410 586 691	54 834 994 551
11973010007 Rembourser le capital de la dette auprès de la BACI-titrisation arriérés de créances (18,48 mrds)	616 000 000	897 554 979	1 060 478 350
11973010008 Rembourser le capital des Souscriptions aux Emprunts Obligataires de l'Etat	368 296 118 500	536 633 141 227	634 042 305 276
11973010009 Rembourser le capital des Bons du Trésor	219 325 000 000	173 427 729 553	204 908 174 685
11973010010 Rembourser le capital des Obligations du Trésor	115 061 234 332	320 414 129 617	378 575 413 589
11973010011 Rembourser le capital de la dette auprès de la CNPS-Dette titrisée	730 000 000	1 063 660 933	1 256 735 707
11973010012 Rembourser le capital de la dette auprès de SOGEBOURSE restructuration titre RCI/FNI	1 058 000 000	1 541 579 818	1 821 405 997
11973010013 Rembourser le capital de la dette auprès d'AFRICAINNE DE BOURSE restructuration titre RCI/FNI	700 000 000	1 019 948 840	1 205 089 034
11973010016 Rembourser le capital de la dette auprès de NSIA Banque-titrisation de 3,754 mrds 0% 2017	535 714 286	780 573 092	922 262 016
11973010017 Rembourser le capital de la dette auprès de la BACI-titrisation dette ex BFA (18,04 mrds)	1 402 600 000	2 043 686 062	2 414 654 113

I.2.2. Dotation Dettes Extérieures

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
12019 Dettes Extérieures	1 060 552 018 307	1 358 931 794 794	1 528 306 588 708
2 Biens et services	479 897 353 509	521 074 736 613	538 362 472 609
12019010001 Payer les intérêts de la dette auprès de HUAWEI Technologies (HTC)	18 978 603	20 813 116	21 503 635
12019010002 Payer les intérêts de la dette auprès du Fonds Monétaire International (FMI)	11 942 073 676	12 535 253 118	12 951 136 160
12019010003 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD)	3 857 323 339	5 194 455 924	5 366 792 782
12019010004 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Mondiale et IDA	13 860 528 432	14 207 407 017	14 678 767 235
12019010005 Payer les intérêts de la dette auprès des Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole	948 969 146	670 434 509	692 677 565
12019010006 Payer les intérêts de la dette auprès de la BOAD	9 312 522 696	9 776 724 793	10 101 087 932
12019010007 Payer les intérêts de la dette auprès du FIDA	238 863 723	178 536 135	184 459 442
12019010008 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)	700 799 821	380 047 665	392 656 535
12019010009 Payer les intérêts de la dette au Fonds Koweïtien	793 709 917	797 578 750	824 040 080
12019010010 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Islamique de Développement	12 136 509 608	11 690 599 039	12 078 458 928
12019010011 Payer les intérêts de la dette auprès du Fonds Saoudien	623 356 074	626 376 520	647 157 861
12019010012 Payer les intérêts de la dette auprès de la BIDC - CEDEAO	1 863 000 697	1 781 201 497	1 840 296 554
12019010013 Payer les intérêts de la dette auprès du Club de PARIS	4 636 593 940	3 658 173 855	3 779 541 366
12019010014 Payer les intérêts de la dette auprès des autres Créanciers à l'Extérieur	42 350 382 906	45 481 190 940	46 990 123 857
12019010015 Payer les intérêts des titres Eurobonds	267 524 088 410	293 383 570 220	303 117 179 147
12019010016 Payer les intérêts de la dette auprès de la Société Générale Corporate and Investment bank (SGCIB)	11 534 607 542	12 649 154 954	13 068 816 925
12019010017 Payer les intérêts de la dette auprès de la Vnechtorbank (VTB)	5 646 080 956	6 189 346 089	6 394 690 493
12019010018 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque commerciale tchèque (XSOB)	1 128 476 301	1 230 737 902	1 271 570 186
12019010019 Payer les frais financiers, commissions et honoraires aux autres organismes	20 000 000 000	21 933 245 112	22 660 926 046
12019010020 Payer les intérêts de la dette auprès de la BADEA - PAL	708 040 658	828 784 473	856 281 118
12019010021 Payer les intérêts de la dette auprès d'AFREXIMBANK	8 295 789 484	9 097 679 207	9 399 513 599
12019010022 Payer les intérêts de la dette auprès du Crédit Agricole Corporate Investment Bank (CACIB)	843 113 346	951 139 637	982 695 668
12019010023 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Industrielle et Commerciale de Chine (ICBC)	16 451 845 000	18 301 554 397	18 908 746 454
12019010024 Payer les intérêts de la dette auprès de Bank Of China (BOC)	4 656 308 515	4 784 411 620	4 943 144 407
12019010025 Payer les intérêts de la dette auprès du Crédit Suisse	6 862 450 286	7 525 790 209	7 775 473 921
12019010026 Payer les intérêts de la dette auprès du MUFG Bank	6 394 515 318	7 012 623 592	7 245 281 936
12019010027 Payer les intérêts de la dette auprès du Internationale Nederlanden Groep (ING Bank)	1 192 895 509	670 279 760	692 517 682
12019010028 Payer les intérêts de la dette auprès de KBC Bank	440 952 807	361 453 167	373 445 126
12019010029 Payer les intérêts de la dette auprès d'autres banques extérieures	24 934 576 799	29 156 173 396	30 123 489 969

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
12019 Dettes Extérieures	1 060 552 018 307	1 358 931 794 794	1 528 306 588 708
3 Transferts	580 654 664 798	837 857 058 181	989 944 116 099
12974010001 Rembourser le capital de la dette auprès de HUAWEI Technologies (HTC)	5 060 960 719	7 374 172 878	8 712 726 092
12974010002 Rembourser le capital de la dette auprès du Fonds Monétaire International	103 428 393 475	150 702 385 647	178 057 746 840
12974010003 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD)	87 762 383	127 875 915	151 087 836
12974010004 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Mondiale et IDA	15 175 868 260	21 371 424 996	25 250 746 796
12974010005 Rembourser le capital de la dette auprès de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole	2 575 546 893	3 506 948 652	4 143 526 810
12974010006 Rembourser le capital de la dette auprès de la BOAD	17 688 082 545	25 749 141 033	30 423 101 902
12974010007 Rembourser le capital de la dette auprès du FIDA	433 866 124	632 173 214	746 924 726
12974010008 Rembourser le capital de la dette auprès de la BADEA-PAL	1 456 544 495	2 122 286 955	2 507 522 569
12974010009 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)	1 080 879 790	1 574 917 269	1 860 794 832
12974010010 Rembourser le capital de la dette auprès du Fonds Kowézien	1 116 225 828	1 626 418 912	1 921 645 007
12974010011 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Islamique de Développement	32 348 242 877	49 691 301 708	58 711 221 999
12974010012 Rembourser le capital de la dette auprès du Fonds Saoudien	1 964 684 798	2 862 682 830	3 382 314 436
12974010013 Rembourser le capital de la dette auprès de la BIDC-CEDEAO	2 064 615 597	3 394 079 327	4 010 169 547
12974010014 Rembourser le capital de la dette auprès du Club de Paris	152 027 902 326	221 515 554 374	261 724 858 119
12974010015 Rembourser le capital de la dette auprès des autres créanciers à l'extérieur	32 354 978 348	46 523 792 165	54 968 748 980
12974010016 Rembourser le capital des titres EUROBONDS	34 333 289 585	50 025 998 410	59 106 672 546
12974010017 Rembourser le capital de la dette auprès de la Société Générale Corporate and Investment Bank (SGCIB)	34 517 830 671	50 398 172 111	59 546 402 881
12974010018 Rembourser le capital de la dette auprès de la Vnechtorgbank (VTB)	20 210 443 438	29 448 026 202	34 793 405 372
12974010019 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque commerciale tchèque (XSOB)	6 788 853 210	9 891 832 795	11 687 389 368
12974010020 Rembourser le capital de la dette auprès d'AFREXIMBANK	35 946 443 600	52 376 476 362	61 883 807 137
12974010021 Rembourser le capital de la dette auprès du Crédit Agricole Corporate Investment Bank (CACIB)	8 781 068 020	4 923 834 456	5 817 604 448
12974010022 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Industrielle et Commerciale de Chine (ICBC)	17 478 579 890	25 467 510 406	30 090 349 938
12974010023 Rembourser le capital de la dette auprès de Bank Of China (BOC)	2 378 713 268	2 312 060 626	2 731 743 787
12974010028 Rembourser le capital de la dette auprès du Crédit Suisse	13 174 604 654	19 196 318 193	22 680 816 567
12974010030 Rembourser le capital de la dette auprès du MUFG Bank	27 430 929 092	39 968 777 584	47 223 874 061
12974010031 Rembourser le capital de la dette auprès de Internationale Nederlanden Groep (ING Bank)	5 496 511 315	8 008 800 531	9 462 550 784
12974010032 Rembourser le capital de la dette auprès de KBC Bank	2 518 061 395	3 063 642 197	3 619 751 767
12974010033 Rembourser le capital de la dette auprès d'autres banques extérieures	2 734 782 202	4 000 452 433	4 726 610 952

SECTION 327 : MINISTÈRE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

SECTION 327 : MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Identification des dotations

Dotation 1 : Dépenses communes

Dotation 2 : Divers et Imprévus

I.2. Financement des dotations du Ministère de l'Economie et des Finances

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	461 920 424 328	555 575 316 384	555 938 108 261
1.1 Ressources Intérieures	461 920 424 328	555 575 316 384	555 938 108 261
1.1.1 Budget Etat	461 920 424 328	555 575 316 384	555 938 108 261
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	461 920 424 328	555 575 316 384	555 938 108 261
2.1 Personnel	4 302 377 905	4 445 912 561	4 513 326 044
2.1.1 Solde y compris EPN	4 302 377 905	4 445 912 561	4 513 326 044
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	164 264 286 633	200 279 267 417	205 947 490 274
2.3 Transferts et subventions	0	0	0
2.4 Investissement	293 353 759 790	350 850 136 406	345 477 291 943
Trésor	293 353 759 790	350 850 136 406	345 477 291 943
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

I.2.1. Dotation Dépenses communes

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
14970 Dépenses Communes	124 475 505 315	159 479 455 970	164 675 397 606
1 Personnel	1 181 673 092	1 147 073 724	1 174 792 503
14970010035 Assurer les charges salariales des consultants	550 000 000	533 896 009	546 797 487
14970010036 Assurer les charges salariales des personnels contractuels	500 785 338	486 122 352	497 869 389
14970010051 Assurer les charges salariales (Arriérés Indemnités des Conseillers Economiques et Sociaux)	130 887 754	127 055 363	130 125 627
2 Biens et services	63 134 826 301	68 173 376 324	73 341 599 181
14970010003 Direction de la Solde - Gestion du Personnel	400 000 000	439 883 674	473 231 250
14970010006 DGBF/Gestion des Fonds communs	17 310 957 340	19 037 018 793	20 480 214 964
14970010010 DGB - Gestion des dépenses communes	6 615 519 468	7 275 147 525	7 826 676 373
14970010012 Appui à la Formation de Gestion de la politique Economique (GPE)	300 000 000	329 912 756	354 923 438
14970010016 Provisions pour aval et garantie	3 000 000 000	3 299 127 556	3 549 234 377
14970010017 Direction de la Solde - Gestion du Personnel-Missions	334 052 221	367 360 296	395 209 876
14970010018 SOTRA/Transport des fonctionnaires (part patronale)	2 271 936 155	1 241 896 985	1 336 045 181
14970010019 Direction de la Solde - Gestion Transport des Etudiants et Elèves (SOTRA)	10 400 671 750	11 437 714 257	12 304 807 240
14970010020 Subvention d'Equilibre SOTRA	8 000 000 000	8 797 673 483	9 464 625 006
14970010021 Apurement des cotisations sociales	600 000 000	659 825 511	709 846 875
14970010024 Fonds de Réserves Café-Cacao	1 000 000 000	1 099 709 185	1 183 078 126
14970010025 Fonds de Solidarité Africaine/Souscription au Capital	100 982 765	111 051 674	119 470 500
14970010026 Fonds de Garantie & Coopération Economique/Souscription au Capital	800 706 602	880 544 405	947 298 466
14970010027 DGBF - Gestion des Dépenses Ciblées	12 000 000 000	13 196 510 224	14 196 937 509
4 Investissements	60 159 005 922	90 159 005 922	90 159 005 922
Trésor	60 159 005 922	90 159 005 922	90 159 005 922
14970010029 Opération d'Apurement passifs audités IGF/DGBF	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000
14970010030 Opérations purge des droits coutumiers	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
14970010031 Souscription a l'Augmentation du Capital de la BAD	10 159 005 922	10 159 005 922	10 159 005 922
14970010033 Souscription augmentation capital/Banque d'invest.CDEAO (BIDC)	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
14970010053 Opération de Compensation/Investissements	23 000 000 000	53 000 000 000	53 000 000 000

I.2.2. Dotation Divers et imprévus

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
15022 Divers et imprévus	337 244 919 013	457 505 838 439	422 278 484 154
1 Personnel	3 120 704 813	3 298 838 837	3 338 533 541
15022010004 Provision pour Ajustement de la Rémunération du Personnel des EPN	390 814 512	0	0
15022010004 Provision pour Ajustement de la Rémunération du Personnel des EPN	2 729 890 301	3 298 838 837	3 338 533 541
2 Biens et services	100 929 460 332	123 515 869 118	123 621 664 592
15022010002 Provision Dépenses Communes	30 595 078 601	30 595 078 601	30 710 876 157
15022010005 Provision Divers Imprévus	46 057 836 033	37 467 814 058	37 247 931 190
15022010006 Provision spéciale pour la création de nouveaux services	5 160 040 279	5 160 040 279	5 179 570 219
15022010008 Provision pour Dépenses Exceptionnelles	9 600 000 000	9 600 000 000	9 636 334 489
15022010009 Provisions Appui aux EPN	2 587 045 087	2 587 045 087	2 596 836 645
15022010016 Provision Spéciale pour Dépenses des Institutions	1 000 000 000	1 000 000 000	1 003 784 843
15022010018 Provision Apurement Mandats Annulés	5 000 000 000	5 000 000 000	5 018 924 213
15022010019 Provision pour Dépenses de Fonctionnement à Réaffecter	0	26 605 891 093	26 706 590 202
15022010021 Autres Provisions Pour dépense de Fonctionnement	929 460 332	5 500 000 000	5 520 816 634
4 Investissements	233 194 753 868	330 691 130 484	295 318 286 021
Trésor	233 194 753 868	330 691 130 484	295 318 286 021
15022010012 Provision pour Dépenses d'Investissement	50 000 000 000	49 482 483 534	47 196 341 850
15022010014 Provisions pour investissements prioritaires	30 000 000 000	29 689 490 120	28 317 805 110
15022010020 Provision pour Dépenses d'Investissement à Réaffecter	0	69 698 396 967	38 326 300 451
15022010022 Autres Provisions Pour dépense d'Investissement	3 394 753 868	7 422 372 530	7 079 451 277
15022010023 Provision C2D à réaffecter	149 800 000 000	174 398 387 333	174 398 387 333

DOTATIONS DU PLAN DE SOUTIEN ECONOMIQUE, SOCIAL ET HUMANITAIRE /COVID-19

DOTATIONS DU PLAN DE SOUTIEN ECONOMIQUE, SOCIAL ET HUMANITAIRE / COVID-19

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Identification des dotations

Ministère de l'Économie et des Finances / Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire-COVID 19

Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable / Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire-COVID 19

Ministère des Transports / Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire-COVID 19

Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité / Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire-COVID 19

Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique / Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire-COVID 19 (Plan de riposte sanitaire contre le COVID 19)

I.2. Financement des dotations du Plan de soutien économique, social et humanitaire/Covid-19

Tableau 1 : Financement global du plan de soutien économique, social et humanitaire-COVID 19

En CFA	PROJECTIONS FINALES		
	2021	2022	2023
1. RESSOURCES	392 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
1.1 Ressources Intérieures	392 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
1.1.1 Budget Etat	392 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	392 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
2.1 Personnel	0	0	0
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	0	0	0
2.3 Transferts et subventions	391 500 000 000	0	0
2.4 Investissement	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Trésor	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

I.2.1. Ministère de l'Économie et des Finances / Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire-COVID 19

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
14985 PLAN DE SOUTIEN ECONOMIQUE, SOCIAL ET HUMANITAIRE /COVID-19	255 010 000 000	0	0
3 Transferts	255 010 000 000	0	0
14985010001 Gérer le fonds de soutien aux entreprises	110 000 000 000	0	0
14985010002 Gérer le fonds spécifique d'appui au secteur informel	30 000 000 000	0	0
14985010004 Mettre en place le fond humanitaire	40 000 000 000	0	0
14985010005 Apporter un appui aux banques Publiques	20 000 000 000	0	0
14985010006 Financement additionnel Plan de riposte sanitaire	55 010 000 000	0	0

I.2.2. Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable / Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire-COVID 19

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
14989 PLAN DE SOUTIEN ECONOMIQUE, SOCIAL ET HUMANITAIRE /COVID-19	131 500 000 000	0	0
3 Transferts	131 500 000 000	0	0
14989010001 Apporter un appui aux producteurs des filières organisées	77 040 000 000	0	0
14989010003 Apporter un appui exceptionnel aux producteurs des secteurs vivriers maraichers et fruitiers	54 460 000 000	0	0

I.2.3. Ministère des Transports / Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire-COVID 19

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
1498701 PLAN DE SOUTIEN ECONOMIQUE, SOCIAL ET HUMANITAIRE /COVID-19	2 990 000 000		
3 Transferts	2 990 000 000	0	0
14987010002 Apporter un appui à Air Côte d'Ivoire pour la prise en charge des salaires et des dettes fournisseurs	2 090 000 000	0	0
14987010005 Apporter un appui exceptionnel à la SOTRA	900 000 000		

I.2.4. Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité / Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire-COVID 19

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Natures de dépenses / Activités	2021	2022	2023
14991 Plan de soutien économique, social et humanitaire / COVID-19	2 000 000 000	0	0
3 Transferts	2 000 000 000	0	0
14991010001 Désinfecter les marchés	2 000 000 000	0	0

I.2.5. Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique / Dotation 1 : Plan de soutien économique, social et humanitaire-COVID 19 (Plan de riposte sanitaire contre le COVID 19)

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Nature de dépenses / Activités	2021	2022	2023
14979 PLAN DE RIPOSTE SANITAIRE CONTRE LE COVID 19	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
4 Investissements	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
14979010024 Renforcer la Capacité de Préparation du Système de Santé aux Épidémies-Riposte au COVID-19/BM	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000